L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 1 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 1 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

ARMÉE CANADIENNE / CANADIAN ARMY

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2022. Tous droits réservés.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou transmise ou archivée sous quelque forme que ce soit, par quelque mode graphique, électronique ou mécanique que ce soit, ou par photocopie, enregistrement (dont sur bande) ou stockage dans un système d'extraction électronique, sans la permission écrite préalable du détenteur du droit d'auteur.

DONNÉES AU SUJET DE LA PUBLICATION

L'Armée Canadienne en Afghanistan, Volume II, partie 1 : La contre-insurrection à Kandahar

Publication
IDDN – R-GJ-007-000/JD-004
ISSN – 978-0-660-41167-5

En-ligne
IDDN – R-GJ-007-000/JD-004
ISSN – 978-0-660-41166-8

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

CONCEPTION DE LA COUVERTURE
Silvia Pecota

TRADUCTION
Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada

CONCEPTION DE LA PUBLICATION
Bureau d'édition de l'Armée de terre

DES REMERCIEMENTS TOUT PARTICULIERS
À ceux qui ont contribué à cet ouvrage en participant au travail d'édition, de correction d'épreuves et d'indexation.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, politiques ou positions de la maison d'édition, de l'éditeur, du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces armées canadiennes ou de toute unité ou organisation leur étant subordonnée. La maison d'édition, l'éditeur, le gouvernement du Canada, le ministère de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes ou toute unité ou organisation leur étant subordonnée ne font aucune déclaration, n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité du contenu de cette publication. Ils se dégagent également de la responsabilité envers quelconque personne ou entité à l'égard de toute perte, ou de tout dommage incident ou consécutif ayant été causé, ou qui auraient selon allégations été causés, de manière directe ou indirecte, par les renseignements contenus dans cette publication.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures iii

Mot de l'auteur vii

Introduction xi

Chapitre 1 – La mise en place : de février à juillet 2007 1

Chapitre 2 – Jeu d'équilibre dans l'Arghandab, d'août 2007 à février 2008 127

Chapitre 3 – « Pris au piège dans l'IT » de février à août 2008 229

Chapitre 4 – L'équilibre, de septembre 2008 à février 2009 411

Appendice A : Convergence des intérêts lors de l'évasion de la prison de Sarposa et pendant Arghandab II, juin 2008 551

Glossaire 555

À propos de l'auteur 569

Index 571

LISTE DES FIGURES

Figure 1-1 : Dispositifs des forces coalisées dans les districts de Zharey et de Panjwayi, en février 2007 25

Figure 1-2 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre février et août 2007. 29

Figure 1-3 : Opérations du Groupe-compagnie H dans le district de Maywand, en mars 2007 37

Figure 1-4 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Définir le problème, en mars et avril 2007 41

Figure 1-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 2007 53

Figure 1-6 : Op SATYR NYX, district de Spin Boldak 2007 59

Figure 1-7 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Opérations perturbatrices, en mai et juin 2007 79

Figure 1-8 : Municipalités du district de Panjwayi et aperçu des itinéraires, en 2007 89

Figure 1-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2007 91

Figure 1-10 : Opérations dans le nord de la province de Kandahar, juin et juillet 2007 97

Figure 1-11 : Opérations préalables à la relève sur position, en juillet et août 2007 109

Figure 2-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, d'août à décembre 2007 136

Figure 2-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à décembre 2007 140

Figure 2-3 : Opération GARRANDY ZMARAY, de septembre à décembre 2007 146

Figure 2-4 : Le combat pour l'itinéraire Fosters (1), de septembre à décembre 2007 154

Figure 2-5 : Opération INITZAAR ZMAREY – La bataille de l'Arghandab, du 31 octobre au 2 novembre 2007 178

Figure 2-6 : Le combat de l'itinéraire FOSTERS (2), de décembre 2007 à janvier 2008 201

Figure 3-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, du début à la moitié de 2008 248

Figure 3-2 : Dispositifs de la Force opérationnelle Zharey, en 2008. 257

Figure 3-3 : Appui-feu indirect, districts de Zharey et de Panjwayi, en 2008. 261

Figure 3-4 : Districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en 2008 267

Figure 3-5 : Opérations dans le district de Zharey, en mars 2008 270

Figure 3-6 : Opération TOORA AZADI – District de Panjwayi, mars-avril 2008 278

Figure 3-7 : Discordance entre les niveaux de planification opérationnelle – Structure pangouvernementale canadienne en Afghanistan, en 2008 293

Figure 3-8 : Opérations dans le district de Maywand, d'avril à juin 2008 298

Figure 3-9 : Infiltration ennemie dans la ville de Kandahar, en 2008 305

Figure 3-10 : Opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi, de mai à juin 2008. 310

Figure 3-11 : L'approche « par gros morceaux » du QG FOI-A dans le district de Zharey, mettant à profit les quadrilatères de stabilité (planifiés), de mai à juin 2008. 324

Figure 3-12 : Opération NOLAI – Dans le district de Zharey, du 14 au 17 juin 2008. 326

Figure 3-13 : Opération DAOR BUKHOU – La seconde bataille de l'Arghandab, du 18 au 20 juin 2008 335

Figure 3-14 : Opération LUMBAR, district de Zharey en juillet 2008 354

Figure 3-15 : Opération LUMBAR, district de Zharey, en août 2008. 355

Figure 3-16 : La bataille du poste fortifié de Mushan, juillet et août 2008. 361

Figure 3-17 : Opération ASP-E JANUBI, en août 2008 372

Figure 3-18 : Opération TIMUS PREEM – Centre de district de Zharey, du 21 au 23 août 2008 374

Figure 4-1 : Opération TOLO – Secteurs d'intérêt visés par l'opération relativement à la FO Kandahar 416

Figure 4-2 : Pressions, demandes et rapports – Quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, 2008. 420

Figure 4-3 : Dispositifs et activités de l'ennemi, à la fin de 2008. 424

Figure 4-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, en septembre 2008 426

Figure 4-5a : Les opérations dans le district de Zharey, en septembre 2008 433

Figure 4-5b : Le Zharey oriental, en septembre 2008. 434

Figure 4-6 : Flux des fonds affectés au développement, province de Kandahar, de 2007 à 2009 449

Figure 4-7 : Op BIA ITNAMAAN, province d'Helmand, du 18 au 21 octobre 2008. 457

Figure 4-8 : Op BIA ITNAMAAN, jour un des opérations de l'ELMO 458

Figure 4-9 : Op BIA ITNAMAAN, jour deux des opérations de l'ELMO 459

Figure 4-10a : Opérations dans le district de Zharey, en octobre 2008. 464

Figure 4-10b : Partie est du district de Zharey, en octobre 2008. 465

Figure 4-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre 2008 470

Figure 4-12 : Les districts d'Arghandab et de Bas Shah Wali Kot, en octobre 2008 476

Figure 4-13 : Opérations dans le district de Panjwayi, en novembre 2008 483

Figure 4-14 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2008 484

Figure 4-15a : Opérations dans le district de Zharey, en novembre et décembre 2008 491

Figure 4-15b : Partie orientale du district de Zharey, en novembre 2008 492

Figure 4-16 : Op KASSAT, en décembre 2008 500

Figure 4-17 : Districts d'Arghandab et du Bas Shah Wali Kot, en novembre et décembre 2008 505

Figure 4-18 : Combat à Spin Masjid, en janvier 2009 516

Figure 4-19 : Opérations dans le district de Zharey, en janvier 2009 523

Figure 4-20 : Opérations dans le district de Panjwayi, en janvier 2009 526

MOT DE L'AUTEUR

Pendant l'examen du volume I, des préoccupations ont été soulevées au sujet du nombre de pages accordées dans le récit à une rotation ou à une autre, et il a été dit que le nombre de pages consacrées aux rotations ou aux activités devait refléter une certaine « mesure de leur importance relative ». Ce raisonnement ne doit s'appliquer à aucun des trois volumes.

Comme vous le verrez, le volume II diffère du volume I, en ce sens qu'au cours de ses opérations de 2007 à 2009, l'Armée canadienne mettait l'accent presque exclusivement sur la province de Kandahar, hormis ses incursions occasionnelles dans la province d'Helmand. Entre 2001 et 2006, l'Armée canadienne a opéré à Kandahar, puis à Kaboul, puis aux deux endroits, et finalement dans les provinces de Kandahar et d'Helmand. Après 2009, elle a concentré ses efforts encore plus sur deux districts de la province de Kandahar et, en 2011, sur un seul district. Il n'a pas été facile de décrire le déclin l'ayant amenée en cinq ans à passer des opérations stratégiques et opérationnelles aux engagements tactiques. À certains stades de l'histoire, il y a plus de « pièces mobiles » qu'à d'autres moments.

Par exemple, les opérations concourantes d'un quartier général du Commandement régional (Sud) dirigé par le Canada et de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan en 2008 ont produit plus d'activité de la part des forces canadiennes que, par exemple, une Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A) ne s'occupant que des districts de Panjwayi et de Dand en 2011. De même, les problèmes d'ordre opérationnel qui se sont posés à l'Armée canadienne entre 2007 et 2009 ont cessé en 2010 avec l'arrivée massive de plusieurs brigades étasuniennes dans la province. Cela explique l'attention disproportionnée accordée dans l'ouvrage à certaines périodes. Cette disproportion ne doit aucunement être perçue comme un affront fait à une organisation ou à une unité et elle résulte uniquement des réalités de l'histoire racontée.

L'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan diffère beaucoup de la description traditionnelle de la Seconde Guerre mondiale, qui tend à mettre l'accent sur les batailles et à être linéaire. Une histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan qui serait axée sur les batailles tendrait fortement à décrire les interventions de certains groupements tactiques et, dans une certaine mesure, celles de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO). Ce genre de récit produirait une représentation déformée de ce que l'Armée canadienne a accompli en Afghanistan. Comme l'Armée canadienne prenait part à une contre-insurrection comportant, entre autres tâches, toute une gamme d'activités de renforcement des capacités, cette histoire ne peut pas être axée sur les batailles. À mesure que la FOI-A a évolué, elle a

fini par englober le GT, l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP), l'ELMO, l'ELMO de la police, l'Escadre aérienne et l'Élément de soutien national (ESN). L'ELMO a grandi au point d'encadrer une brigade de l'Armée afghane, tandis que la compagnie d'infanterie de l'ERP et les équipes de la coopération civilo-militaire et des opérations psychologiques ont fusionné pour former, par exemple, des compagnies de stabilisation spécialisées déployables. Les unités d'hélicoptères tactiques et de véhicules aériens sans pilote (UAV) de l'Escadre aérienne ont participé étroitement et inextricablement aux opérations de l'Armée de terre dans les districts. Par conséquent, l'examen des années 2007 à 2009 présenté dans le volume II doit maintenir un équilibre entre les éléments constituants de la FO Kandahar.

Une autre différence entre le conflit afghan et la participation de l'Armée canadienne aux guerres antérieures a résidé dans l'importante implication des formations et des unités de l'Armée canadienne et de leurs chefs dans la politique intérieure de la province de Kandahar et de ses districts et au niveau national. Cela n'avait aucun précédent dans l'histoire, mais étant donné qu'il s'agissait d'une guerre anti-insurrectionnelle, c'est là une réalité tout à fait compréhensible. Le jeu des personnes d'influence dans les milieux politiques de Kandahar était complexe, et l'Armée canadienne n'en savait pas grand-chose au début. Avec le temps, ses connaissances à cet égard ont évolué au maximum, dans les circonstances. Les recoupements entre ces réalités politiques et leurs effets sur les opérations et les activités de l'Armée canadienne ont été profonds. En avançant dans l'histoire, il est essentiel de comprendre qu'à mesure que la guerre progressait, les Canadiens se mesuraient aux intervenants politiques presque autant qu'aux insurgés. En fin de compte, le constat selon lequel il existait des problèmes graves et des points de vue irréconciliables avec ceux du gouvernement provincial à Kandahar a entraîné le retrait des forces canadiennes de ce lieu. Par conséquent, afin de comprendre à fond la stratégie finale de l'Armée canadienne dans le sud, en 2011, il faut discerner la nature de cet environnement. Ici encore, cet état de choses n'a rien à voir avec l'histoire de l'Armée canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée. Le lectorat doit donc faire preuve d'une certaine patience pour arriver à mesurer pleinement la complexité de ce qui se passait là-bas pendant cette période.

Il est tentant — et ce serait plus facile à faire — de raconter l'histoire des batailles, de faire l'éloge de notre bravoure et de nos succès tactiques sur le champ de bataille, de chercher et de désigner une nouvelle bataille de Vimy ou une nouvelle campagne de Normandie, de tirer des conclusions définitives et d'aller de l'avant après avoir drapé nos institutions dans une nouvelle gloire. Ce serait travestir l'expérience vécue par l'Armée canadienne en Afghanistan et desservir le gros des effectifs de l'Armée canadienne qui ont pris part aux activités à l'écart de ces batailles dans les districts à l'ouest de la ville de Kandahar.

Oui, il y a eu des actes de bravoure. Oui, les combats faisaient partie de la vie quotidienne, surtout pour les militaires canadiens, hommes et femmes, affectés dans les avant-postes de combat isolés, manœuvrant dans les champs de raisins, ou travaillant avec la police et l'Armée afghanes. Un équilibre est nécessaire, et c'est vers cet idéal que le volume II tend.

Quelques mots sur les FOS

Au départ, il devait y avoir sur les FOS du Canada en Afghanistan un volume distinct qui aurait été rédigé par un membre du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada. Dans de nombreux cas, l'histoire des FOS du Canada est indépendante de celle de l'Armée canadienne et, dans certains autres, elle ne l'est pas. À ce stade-ci, il appert que l'Armée canadienne en Afghanistan (en l'occurrence, la FO Kandahar et ses unités subalternes) ait eu des rapports plus étroits et plus fréquents avec les FOS alliées à Kandahar. Dans la majorité des cas, ces alliés ont accueilli plus favorablement que nos FOS l'idée de voir leurs actions décrites dans un livre d'histoire. Ainsi, les activités de nos FOS semblent être passées sous silence dans les premiers chapitres du présent volume. Je peux pourtant vous assurer que les opérations des FOS du Canada dans le Sud de l'Afghanistan et ailleurs ont constitué un volet essentiel et fascinant de la guerre, mais leurs premières interventions ne peuvent malheureusement pas être racontées ici de façon suffisamment détaillée. L'ironie, c'est que les chefs et le personnel de certaines organisations alliées de FOS se sont confiés à l'auteur pour que le contexte de leurs activités puisse être compris relativement aux opérations canadiennes, et qu'ils n'ont eu aucune objection à ce que j'expose leurs activités, dans les limites imposées par la sécurité opérationnelle. L'exception a été certains aspects des opérations de la Force opérationnelle 58 du Canada, que l'auteur a été autorisé à décrire.

INTRODUCTION

La décision d'engager l'Armée canadienne dans le Sud de l'Afghanistan et dans la série ultérieure de batailles à l'ouest de la ville de Kandahar, au cours de l'été et de l'automne de 2006, a donné lieu à une situation par laquelle l'élan de l'insurrection a été brisé au début de 2007. À ce moment-là, les chefs qui dirigeaient l'insurrection dans le Sud, depuis Quetta, ont confirmé qu'il y avait là deux fronts principaux, soit celui de la province d'Helmand et celui de Kandahar, des éléments d'appui se trouvant par ailleurs dans les provinces d'Oruzgan et de Zabol. Les opérations britanniques dans l'Helmand ont exaspéré la population et ses personnes d'influence au point que la province a affiché des niveaux de violence anti-gouvernementale quasi équivalents à ceux observés à Kandahar. Cela dit, la chute de Kandahar aurait entraîné l'effondrement de l'effort de la coalition dans le Sud de l'Afghanistan. Les opérations dans les provinces plus montagneuses de l'Oruzgan et de Zabol servaient à appuyer celles menées ailleurs. Elles offraient par les itinéraires au nord des passages pour le transport de ressources destinées aux provinces d'Helmand et de Kandahar, ou encore les chefs ennemis y recouraient pour déplacer les forces insurgées en fonction des besoins. En effet, les chefs à Quetta pouvaient exécuter des poussées dans l'Helmand ou Kandahar, ou aux deux endroits, pour susciter une réaction de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). De toute façon, celle-ci se devait absolument de maintenir son élan acquis au cours des événements de la fin de 2006.

Lors de conflits antérieurs, la ville de Kandahar avait été conquise par ce que les théoriciens occidentaux appelaient le mouvement *focoïste*, terme apparu dans la pensée révolutionnaire latino-américaine au cours des années 1960. Selon le focoïsme, un groupe relativement petit de révolutionnaires mobiles, agiles, bien armés, bien organisés (et parfois bien financés) acquiert un élan physique et psychologique grandissant à mesure qu'ils avancent victorieusement vers la capitale :

> Une petite force révolutionnaire recourant à la violence peut mobiliser le soutien populaire beaucoup plus rapidement; au lieu de recourir à une mobilisation politique menant ultérieurement à de la violence, on utilise une violence qui transforme la situation politique. Réveillée et stimulée par les attaques des focoïstes, mise en colère et encouragée par la brutalité et l'inaptitude de la riposte gouvernementale et aliénée si le gouvernement sollicite l'aide d'une puissance étrangère, la population sera mobilisée en faveur de la révolution dans un processus au sein duquel la violence en soi est un catalyseur[1].

Cet élan psychologique engendre un mouvement social à mesure que de plus en plus de personnes sortent de l'indécision, ou changent de camp pour appuyer la cause apparemment victorieuse et les chefs du mouvement. La combinaison des mouvements social et physique entraîne la chute de la capitale depuis l'intérieur, peut-être sans l'intervention directe des forces de sécurité, dans une bataille décisive rappelant le Crépuscule des dieux de Wagner. Il est peu probable que ceux qui ont pris la ville de Kandahar dans le passé se soient servis de cette terminologie, ou d'une théorie particulière pour décrire leurs actions. Ils savaient vraisemblablement ce qui fonctionnait bien dans la structure culturelle des milieux politiques influents de Kandahar et ils ont appliqué les ressources voulues pour atteindre leurs buts.

On ne sait pas tout ce qui s'est passé à Kandahar lors du renversement du régime de Najibullah, en 1992. Selon une hypothèse, les forces communistes qui contrôlaient la ville se sont en fait désintégrées et ont été remplacées par de multiples petits groupes d'insurgés qui n'ont pas été capables d'exercer une forme quelconque de contrôle unifié, ou qui ne souhaitaient pas le faire[2]. D'après une autre hypothèse, le mollah Naqib et les alakozais se sont assuré l'appui des dirigeants communistes à Kandahar après 1989 et ont travaillé avec eux pour évincer plusieurs groupes de moudjahidines indésirables. Au cours de ce processus, un chef moudjahidine barakzai clé a été assassiné. Cela a incité un groupe barakzai de type focoïste, dirigé par Gul Agha Sherzai, à avancer vers la ville et à organiser une campagne axée sur les pressions psychologiques et la déception en 1992 et 1993. Cette campagne visait à convaincre l'ancien gouverneur communiste (qui était barakzai) de changer de camp et de travailler avec ce groupe afin d'évincer les alakozais et d'autres groupes de moudjahidines pour en tirer des gains commerciaux[3].

Le mouvement taliban s'apparentait lui-même au focoïsme. Ce groupe initialement petit d'étudiants religieux appuyés par des marchands de Quetta et par des éléments des services de sécurité pakistanais a acquis une vigueur suffisante, en se déplaçant le long de la Route nº 4 depuis Spin Boldak, pour convaincre le chef alikozai, le mollah Naqib de l'Arghandab, de les aider à renverser les Barakzais de Gul Agha Sherzai en 1994. À partir de la ville de Kandahar, les talibans sont allés de victoire en victoire dans tout l'Afghanistan, comme des focoïstes, et ils se sont même associés à l'organisation Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) d'Hekmatyar, qui s'était opposée à eux au début. Avec le temps, le mouvement a perdu son élan, et les lignes se sont stabilisées dans le cadre d'une guerre civile plus classique dans le nord de l'Afghanistan contre l'Alliance du Nord[4].

De même, en 2001, les chefs de l'opération (Op) ENDURING FREEDOM ont déposé des forces d'opérations spéciales (FOS) étasuniennes en Afghanistan pour qu'elles collaborent avec des personnes d'influence popalzaies et barakzaies afin de faire la même chose; les opérations ont alors convaincu le chef alikozai, le mollah Naqib, de changer de camp

et d'aider à reprendre la ville de Kandahar qui était aux mains des talibans[5]. Il convient de souligner ici que, dans tous ces cas, la ville de Kandahar n'a jamais été véritablement pillée ou assujettie au même genre de bombardements destructeurs qui avaient dévasté Kaboul. Il importait, pour tous les joueurs, que les affaires puissent continuer comme d'habitude dans de telles circonstances.

Il n'est pas surprenant que les insurgés talibans aient poursuivi leurs efforts pour prendre la ville de Kandahar de la même façon. À cette fin, ils ont construit un cercle de réseaux d'appui dans les districts éloignés et s'en sont servi pour se rendre maîtres de districts « fortifiés » le long des itinéraires clés menant à la ville et en revenant, puis pour déstabiliser les districts immédiatement adjacents à cette dernière de manière à provoquer la chute du gouvernement central. Ensuite, quand les opérations de la coalition et l'intransigeance de Naqib ont entravé leurs plans, les insurgés ont dû adapter leurs méthodes. À la fin de 2007, les tentatives qu'ils ont faites pour reprendre l'initiative ont échoué de nouveau, en particulier dans le district d'Arghandab. De 2007 à 2009, les insurgés se sont adaptés autant qu'ils l'ont pu, mais la perturbation causée par la coalition les a presque forcés à abandonner la partie au début de 2010.

L'enlisement de la guerre sur le « second front » a malheureusement revigoré les insurgés qui ont alors adopté une méthodologie particulièrement abominable à laquelle il était difficile de riposter. Par « second front », on entend les efforts de développement et de renforcement des capacités, déployés par la FIAS et le reste de ce que l'on appelle « collectivité internationale ». L'opportunisme des personnes d'influence afghanes et les liens négatifs établis entre cet opportunisme et la légitimité du gouvernement ont fortement affaibli les efforts de la contre-insurrection dans son ensemble. Vu la faiblesse des tentatives prévues dans l'Accord de Bonn pour stabiliser l'Afghanistan, les structures nécessaires afin de mettre sur pied un solide régime de gouvernance ne se sont pas matérialisées dans le Sud de l'Afghanistan. L'opportunisme des personnes d'influence au niveau provincial et même au niveau des districts a aussi torpillé la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) proposée par le Canada.

Par conséquent, en 2007, le Canada repartait presque à zéro à Kandahar, cinq ans après la signature de l'Accord de Bonn. Pire encore, le Canada revenait à la case départ avec une structure civile moins qu'optimale quant à l'effectif, l'organisation ou la mission pour faire face aux immenses défis inhérents à la situation. Résultat : l'Armée canadienne, c'est-à-dire la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, a été obligée de prendre les choses en main au chapitre de la sécurité, de la gouvernance, du développement et de la reconstruction. En outre, dans de nombreux cas, cette intervention était improvisée et comportait la création de structures, d'organisations et d'approches opérationnelles

qui n'avaient aucun fondement dans la doctrine que l'Armée canadienne avait appliquée au cours des 50 années précédentes, ou dans l'expérience qu'elle avait alors acquise. Plusieurs bureaucrates canadiens influents ont alors été offensés par l'approche de la FO Kandahar, ce qui a diminué l'unité de l'effort canadien dans le Sud de l'Afghanistan.

Une approche stratégique canadienne de plus en plus incohérente à Kaboul nuisait également à l'action des chefs militaires canadiens dans le Sud de l'Afghanistan. Cela a provoqué l'élimination de mécanismes d'influence clés et réduit l'influence des Canadiens à tel point qu'il leur a été difficile de continuer à travailler en partenariat avec le gouvernement afghan. Le Canada a été obligé de miser sur son influence au niveau provincial, ce qui est devenu de plus en plus problématique en soi.

Le fait que l'Armée canadienne ait réussi à s'adapter à toutes ces circonstances dans un environnement opérationnel et politique aussi pénible, puis à bloquer les plans ennemis dans le Sud de l'Afghanistan, est ahurissant.

Les choses n'ont jamais été très jolies, et elles n'ont certainement jamais au grand jamais paru exactes. Entre 2007 et 2009, l'effort de l'Armée canadienne à Kandahar devait en définitive être une action de fixation au niveau opérationnel, jusqu'à ce que les gouvernements américains puissent réorganiser leurs priorités stratégiques afin de mettre l'accent sur l'Afghanistan et le Pakistan. Quand cela s'est produit en 2009 et 2010, la pression sur les forces canadiennes s'est progressivement atténuée, et cela a préparé le terrain au retrait de nos forces du Sud de l'Afghanistan, après six ans de guerre. Il importe cependant de souligner que cette situation ne correspondait d'aucune façon à un plan intentionnel du Canada en 2007. La conjoncture a évolué à partir de l'approche progressive de la coalition face à la situation en Afghanistan entre 2007 et 2009. Les Canadiens ont fait ce qui convenait le mieux, selon eux, pour maintenir l'ennemi dans un état de désarroi pendant que les efforts se poursuivaient sur les plans de la gouvernance et du développement. Il n'y a eu aucun véritable espoir de voir arriver des renforts étasuniens décisifs avant le milieu et la fin de 2009.

Le volume II de *L'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan* raconte tous ces efforts. La Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A) et ses diverses unités et sous-unités ont constitué le mécanisme central. En vérité, l'expansion de la FOI-A est une histoire en soi. Ce qui a commencé avec un GT, une ERP, une petite ELMO et un ESN en 2007 s'est transformé en une organisation qui a finalement englobé un GT, une ELMO encadrant une brigade de l'Armée afghane et ses unités, une ERP profondément active sur les plans de la gouvernance et des services de police, un ESN et une Escadre aérienne complète munie d'hélicoptères et d'UAV. En outre, cette formation exerçait le contrôle tactique sur des bataillons étasuniens et faisait appel à la puissance aérienne des É.-U., au besoin. Parallèlement, le Canada était à la tête du quartier général supérieur de

la FIAS de l'OTAN et du Commandement régional (Sud) en 2008, et ce fait a importé lui aussi. Les ressources d'une division multinationale dirigée par des Canadiens étaient à la disposition de la FOI-A, et c'était là un atout dont nos forces n'avaient pas bénéficié depuis 2001 en Bosnie, à l'époque de la Force de stabilisation de l'OTAN.

La FO Kandahar et le quartier général du Commandement régional (Sud) exécutaient leurs rotations tous les neuf mois, mais les unités subalternes le faisaient tous les six mois. Par conséquent, le volume II, partie 1 est structuré chronologiquement pour représenter les interventions et les activités de la FO Kandahar et du Commandement régional (Sud) sous la direction du Canada, entre 2007 et 2009. Chaque chapitre couvre à peu près six mois d'activité et il essaie en général de suivre la cadence des rotations des unités des forces opérationnelles canadiennes, étant donné qu'elles se sont chargées de la plupart des activités opérationnelles et tactiques sur le terrain. L'auteur a tout fait pour décrire de façon homogène et succincte la situation politique dans les hautes sphères de l'État afghan et le contexte militaire supérieur.

NOTES

1. John Shy et Thomas W. Collier, « Revolutionary War », *The Makers of Modern Strategy: From Machiavelli to the Nuclear Age*, sous la dir. de Peter Paret, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 850.
2. Ahmed Rashid a visité la région en 1993, et c'est ce qu'il raconte dans son livre *L'ombre des talibans*, Paris : Autrement, 2001, chap. 1.
3. Voir Peter Tomsen, *The Wars of Afghanistan*, New York, Public Affairs, 2013, p. 330–334.
4. Kamal Matinuddin, *The Taliban Phenomenon, Afghanistan 1994–1997*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 68-69; Neamatollah Nojumi, *The Rise of the Taliban in Afghanistan*, Londres, Palgrave Macmillan, 2002, chap. 13; Roy Gutman, *How We Missed the Story*, Dulles (VA), Potomac Books, 2008, chap. 4.
5. Entrevue avec le colonel Don Bolduc, Carlisle, 26 mai 2009. Gul Agha Sherzai, alors gouverneur de Kandahar, et son frère Raziq ont donné leur version des événements de 2001 et de 2002 à l'auteur en mars 2003.

CHAPITRE UN

LA MISE EN PLACE :

DE FÉVRIER À JUILLET 2007

Les opérations de l'Armée canadienne dans le Sud de l'Afghanistan, au cours de la première moitié de 2007, ont fini par s'inscrire dans un scénario qui différait remarquablement de celui de 2006, mais qui annonçait la nature des activités des cinq années à venir. Par ses efforts de l'été et de l'automne de 2006, la coalition avait malmené l'insurrection, dont les chefs avaient alors été forcés de modifier leur approche du conflit. Dans le contexte politique, social et économique de Kandahar, qui était toujours en mutation, on a alors assisté à un appétit sans précédent pour les projets de développement et les fonds soudainement disponibles. La structure de la FOI A s'est élargie pour intégrer de nouvelles capacités; elle a évolué à mesure que l'Armée de terre s'adaptait au nouvel environnement. En outre, la FO Kandahar, ses chefs et ses unités ont été assujettis à cinq forces pendant qu'ils se démenaient pour saisir les problèmes propres à la province de Kandahar : le quartier général de la FIAS; le quartier général du Commandement régional (Sud); le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC); le gouvernement du Canada; l'insurrection. C'est pendant 2007 que ces cinq forces ont commencé à solliciter le commandement dans de multiples directions qui, dans bien des cas, s'opposaient l'une à l'autre. Cet état de choses s'est aggravé pendant le reste du temps que l'Armée de terre a passé en Afghanistan, mais dans l'immédiat, le Canada devait trouver les moyens de mettre en œuvre les plans de développement et de reconstruction dans la province de Kandahar, tout en étant sous le feu ennemi. Il était vital que les réussites de 2006 ne soient pas effacées, et les nouvelles unités canadiennes arrivant dans le théâtre y ont veillé. D'autres ont tenté de formuler et d'adopter une approche stratégique nouvelle et meilleure du problème. La Force opérationnelle multinationale Aegis, la FO Orion et le GT du 1 Royal Canadian Regiment (RCR) ont cerné et perturbé les plans ennemis dans la province de Kandahar. La nouvelle FOI A a dû maintenir cet effet perturbateur, tout en travaillant à définir la Zone de développement en Afghanistan (ZDA) dans la province en renforçant les capacités et en aidant au développement — et réagir aux pressions que Kaboul exerçait pour agrandir la zone même.

L'orientation supérieure de la guerre à l'arrivée de 2007

Il y a eu un répit en décembre 2006 et janvier 2007, pendant que les planificateurs de la coalition, à divers niveaux, cherchaient à prédire les effets des opérations (Op) MEDUSA et BAAZ TSUKA sur la situation dans la province de Kandahar. Le principal problème qui ennuyait les Canadiens de la FO Kandahar était les bouleversements qui secouaient le commandement de la FIAS. Le Lgén David Richards transmettait les rênes au Lgén Dan McNeill (États-Unis) en février 2007, tandis que le Mgén Ton van Loon (Pays-Bas) cédait en mai la direction du Commandement régional (Sud) aux Britanniques commandés par le Mgén Jacko Page. Deux quartiers généraux supérieurs commandés par des hommes aux personnalités résolues provenant de trois pays différents en quatre mois, voilà qui ne favorisait pas vraiment la planification à long terme, encore moins la mise en œuvre à moyen terme de plans au niveau provincial! La continuité relative à la tête de la FO Kandahar a été ce qui a permis au Canada de tirer son épingle du jeu. Il n'y avait qu'un seul commandant canadien en Afghanistan pendant toute cette période, soit le Bgén Tim Grant. Le GT montant, à savoir le 2 RCR, commandé par le Lcol Rob Walker, devait arriver en février pendant que l'ERP passait sous le commandement du Lcol Bob Chamberlain, installé au Camp Nathan Smith pour un an. Il convient de souligner ici qu'à la fin de 2006, le COMFEC à Ottawa était dirigé par le Lgén Mike Gauthier, et qu'il lui incombait d'élaborer un plan de campagne canadien à long terme pour remplacer celui de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis. Les planificateurs du COMFEC essayaient sans cesse d'adapter leurs plans à ce que le QG FIAS et le Commandement régional (Sud) pensaient qu'ils étaient en train de faire, mais il allait falloir du temps afin de dresser un plan complet pour remplacer le plan de campagne de la FOM Aegis[1]. Qu'est-ce que cela signifiait pour les commandants canadiens sur le terrain? La Stratégie sur la ZDA, dont le Lgén Richards s'était fait le champion et qui avait été suivie si assidûment pendant l'été et l'automne de 2006, a soudainement été mise sur les tablettes en février 2007 quand le Lgén McNeill a pris ses fonctions. Entre cette date et le mois de juin, aucune directive précise sur la poursuite de la stratégie susmentionnée n'est venue du QG FIAS, mais, le Commandement régional (Sud) a continué à la mettre en œuvre sous la direction du Mgén van Loon, au moins jusqu'au départ de ce dernier au printemps. En général, les Canadiens en Afghanistan ont travaillé en se fondant sur le plan de campagne de la FOM Aegis, faute d'une orientation claire fournie par le QG FIAS ou par le Commandement régional (Sud)[2].

En fait, l'été venu, la FO Kandahar semblait recevoir plus de directives verbales du Commandement régional (Sud) que de directives écrites. Ce dernier travaillait à un plan opérationnel de base appelé SATYR PERSUS, et le quartier général de l'OTAN à Brunssum révisait son plan opérationnel 30302, mais rien de cohérent n'a existé entre

janvier et août 2007. Le quartier général du Lgén McNeill a diffusé une seule page décrivant son intention, mais c'est à peu près tout. En mars, le quartier général de la FIAS a semblé s'éloigner de la Stratégie sur la ZDA dans un document intitulé NOW RUZ (« Nouvel An »), mais même cela n'était pas une directive efficace au niveau provincial[3].

N'ayant reçu rien de précis du QG FIAS et au vue de la transformation de la situation à Kandahar relativement au plan de campagne de 2006 de la FOM Aegis, le Bgén Grant a diffusé sa « Directive du commandant : Plan opérationnel pour l'hiver 2007 » en janvier 2007. Les planificateurs ont convenu que l'ennemi conserverait l'orientation qu'il avait adoptée en 2006, mais qu'il y aurait « une intensification de ses activités à mesure que les insurgés exploiteraient leurs gains opérationnels perçus » [Traduction]. Ils « continueraient à accroître leur influence aux niveaux des districts et des provinces » et « à miner l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan et de la FIAS en recourant à l'intimidation, à la violence et à des opérations d'information (OI) efficaces au niveau local[4] » [Traduction].

Afin de contrer ces méthodes, la FO Kandahar a voulu « consolider ses gains, en faisant fond sur la réussite des opérations antérieures, et continuer obligatoirement à encourager la population afghane à appuyer son gouvernement ». Aspect clé, « l'importance de la ville de Kandahar était évidente depuis la nuit des temps et, plus récemment, en tant que fertile bassin de talibans » [Traduction]. Les opérations canadiennes devaient mettre l'accent sur l'acquisition « d'une meilleure compréhension de la province de Kandahar, en particulier de la ville de Kandahar et des mécanismes à employer pour exercer une influence positive sur le gouvernement de l'Afghanistan, tel qu'il était représenté par le gouverneur de la province de Kandahar, et pour le promouvoir » [Traduction].

Le principal mécanisme pour ce faire reposait sur l'approche des ZDA, détaillée dans le volume précédent. Les planificateurs de la FO Kandahar croyaient que cette approche représentait le meilleur moyen « d'améliorer de façon tangible le bien-être de la population » [Traduction]. L'approche resterait axée sur la ville de Kandahar, et il fallait faire l'impossible pour « établir la liberté de mouvement sur la Route nº 1 et la Route nº 4 dans les limites » [Traduction].

En outre, le commandant du COMFEC a ordonné à la FO Kandahar de renforcer les liens entre plusieurs composantes essentielles dans le contexte de cet effort. Tout d'abord, il fallait mieux coordonner les opérations du GT, de l'ERP et de l'ELMO. En deuxième lieu, l'amélioration des liens avec les Afghans aux niveaux provincial et national s'imposait dans tous les domaines. Troisièmement, des pressions s'exerçaient sur le commandant du COMFEC pour qu'il libère la puissance de l'approche « pangouvernementale » du Canada afin de faciliter l'établissement de ces liens; par conséquent, une meilleure coopération intergouvernementale était escomptée.

Au début de 2007, donc, la perception de la FO Kandahar au sujet du plan de campagne variait légèrement de celle qu'avait eue la FOM Aegis, et contrairement au plan de campagne de cette dernière, celui de la FO Kandahar avait une échéance : 2009. Les trois lignes d'opération sont demeurées les mêmes : la sécurité; la gouvernance; le développement et l'infrastructure. Au lieu de les faire progresser toutes en même temps, toutefois, les planificateurs estimaient que l'effort devait tendre vers le « façonnage » par le biais de la sécurité, le facteur décisif étant la gouvernance, et que le développement viendrait soutenir l'effort avec le temps. La ZDA a été intégrée dans ce concept, et ce qui y avait lieu est devenu une sorte de critère de mesure de son efficacité :

Objectifs des opérations de sécurité

Garder des forces suffisantes dans les districts de Zharey et de Panjwayi tout en établissant fermement une présence de l'Armée nationale afghane (ANA) jumelée à l'ELMO pour conserver le terrain clé dans le secteur de Pashmul (Itinéraire Summit) et sécuriser le corridor clé menant à la ville de Kandahar, le long de la Route nº 1 […] nous renforcerons les capacités de la Police nationale auxiliaire afghane dans les villages, et nous chargerons les aînés de maintenir la sécurité dans leurs propres villages.

Objectifs au chapitre de la gouvernance

Nous renforcerons le mentorat fourni au gouvernement de Kandahar par l'intermédiaire de l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar (ERPK) […] Nous devons isoler la population des autorités illicites nous faisant concurrence […] Il est essentiel de mener des OI dynamiques pour ébranler et discréditer ces concurrents, tout en renforçant l'autorité du gouvernement légitime de Kandahar, de manière qu'il soit perçu comme offrant un régime de gouvernance plus attrayant que celui des talibans ou d'autres groupes illicites.

Objectifs du développement

Des efforts immédiats s'imposent en matière de développement pour promouvoir la notion que les autorités [gouvernementales afghanes] peuvent offrir un meilleur avenir et des progrès que la population de la province de Kandahar peut constater […] Cependant, les projets à long terme visant à assurer la stabilité à long terme ne seront pas compromis aux fins du succès à court terme d'opérations d'OI, au moyen d'opérations à impact immédiat.

Une différence clé dans le plan de campagne de 2007 a résidé dans l'ajout de la « crédibilité de la mission » en tant que facteur :

> Le talon d'Achille de la FOI A est ce que la population canadienne veut […] Les pertes humaines subies par les FAC constituent un paramètre clé qui suffit à lui seul pour mesurer la valeur nette de la mission aux yeux de la population. Les pertes chez la population civile afghane et chez les forces de l'OTAN ont elles aussi un effet. La perception que les détenus sont peut-être maltraités risque d'avoir des effets négatifs et constitue aussi un facteur à prendre en compte[5].

Pendant que la FO Kandahar lançait sa campagne d'hiver en février et mars 2007, le Commandement régional (Sud) mettait l'accent sur deux éléments. Il lui fallait tout d'abord trouver un moyen de s'extirper psychologiquement du district de Zharey et d'envisager une perspective plus large pour lui. La FOI A et le Commandement régional (Sud) ont décidé que les activités menées dans le Zharey et le Panjwayi porteraient le nom d'« Op BAAZ TSUKA – Stade 3 Charlie », un renvoi étant ainsi fait à la partie concernant la stabilité dans le plan BAAZ TSUKA. Cet encombrant sobriquet était donné à tout ce qui se passait dans ces districts. Le Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén van Loon, a été séduit par l'Op ACHILLES dans la province d'Helmand. Pourquoi? Car il était nécessaire que les OI obtiennent un succès incontesté, ou que soient atténuées les conséquences d'un désastre stratégique britannique éventuel dans l'Helmand. Ou encore, le CR (Sud) croyait peut-être qu'il existait un lien entre ce que les chefs talibans faisaient dans la province de Kandahar, ce qu'ils faisaient maintenant dans la province d'Helmand et la possibilité qu'un ciblage perfectionné des dirigeants ait des effets dans les deux provinces. Nous examinerons plus loin les détails de la participation du Canada à l'Op ACHILLES, qui revêtait plutôt un caractère périphérique et axé sur le soutien. Ce qui importe au sujet de cette opération, à un égard, c'est l'intégration du ciblage des chefs dans l'ensemble de la campagne. Le Mgén van Loon et son état-major pouvaient maintenant accomplir avec l'Op ACHILLES ce qu'ils avaient voulu faire dans le cadre de l'Op BAAZ TSUKA en décembre 2006. Van Loon voulait, encore une fois, creuser un fossé entre ce que le Commandement régional (Sud) croyait être les deux paliers de la structure talibane : le premier regroupait les djihadistes endurcis et convaincus, et le second, des combattants à gages locaux n'adhérant à aucune idéologie ou presque. La FIAS cherchait aussi à exécuter une opération décisive quelconque pour mettre ses succès en évidence auprès des populations des pays membres. Selon certains planificateurs, l'Op ACHILLES a été trop vantée, de sorte que les attentes ont augmenté à son égard; elle a donc absorbé plus de ressources rares qui auraient été utiles aux efforts dans la province de Kandahar[6].

Les manœuvres au sol pendant l'Op ACHILLES ont essentiellement comporté des activités de façonnage menées par les FOS à l'échelle régionale pour le ciblage des chefs ennemis. Le mollah Dadullah Lang, commandant principal de la choura de Quetta pour le Sud de l'Afghanistan, est devenu une tête d'affiche dans les médias djihadistes, puis dans les médias occidentaux, à la fin de 2006, comme étant l'équivalent d'Erwin Rommel chez les talibans, si l'on peut imaginer Erwin Rommel égorgeant des informateurs capturés et filmant la scène en couleurs sur des DVD à distribuer dans la ville de Kandahar. Avec des manœuvres exécutées par des forces conventionnelles dans la province d'Helmand, l'Op ACHILLES a assujetti les dirigeants talibans à de fortes pressions. Ces efforts ont fini par obliger le mollah Dadullah Lang à s'exposer au grand jour, et il a alors dû danser au son des attaques répétées avec missiles HIMARS; il a ensuite été poussé dans une impasse et tué par des opérateurs du Special Boat Squadron de la FO 42 au cours de la nuit du 12 mai 2007[7].

L'Op ACHILLES a suscité divers problèmes qui ont influé sur la position du Canada dans le sud. Tout d'abord, le débat s'est accéléré sur la question de savoir quelle province importait le plus pour l'effort de la coalition et laquelle devait bénéficier des ressources limitées et dans quel ordre. En deuxième lieu, les responsables de l'Op ACHILLES ont fait de la revitalisation du barrage de Kajaki un objectif clé du programme de développement dans leurs documents de planification. Cela a contribué, dans une certaine mesure, à susciter un intérêt parallèle pour le barrage de Dahla, une installation qui datait des années 1950 et qui était située dans la partie inférieure du district de Shah Wali Kot, dans la province de Kandahar. Les équipes qui, au Canada, élaboraient les politiques se sont de plus en plus intéressées au barrage de Dahla au printemps de 2007. Troisièmement, l'élimination du mollah Dadullah Lang a eu des répercussions sur la situation de la sécurité à Kandahar, ce qui a ensuite eu des effets négatifs inattendus sur les travaux de reconstruction et de développement dans les deux régions. La décision que le gouverneur Asadullah Khalid a prise d'exposer publiquement le cadavre du commandant ennemi abattu a déclenché une campagne d'enlèvements contre les travailleurs humanitaires. Cela a entraîné une détérioration prononcée des opérations de développement. L'élimination du mollah Dadullah Lang a aussi supprimé le membre le plus écouté de la choura de Quetta dans le contexte des opérations quasi conventionnelles du genre de celles menées en 2006 et a ouvert la porte à ceux qui étaient enclins à favoriser des solutions asymétriques plus complexes aux problèmes opérationnels et tactiques de l'insurrection.

Par ailleurs, la situation a évolué considérablement à Kaboul. Le Col Mike Capstick et l'état-major de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) pouvaient être fiers que leurs efforts déployés parallèlement à ceux de leurs homologues afghans avaient produit pour le pays une stratégie de reconstruction cohérente que tous acceptaient, sauf

les insurgés. En janvier 2007, la version finale du plan de travail stratégique énoncé dans la SDNA a été présentée[8]. La Stratégie a influé directement sur les opérations canadiennes dans la province de Kandahar. Rappelons qu'en gros, les liens entre le gouvernement fédéral à Kaboul et les provinces, en ce qui concernait la reconstruction et le développement, ont en général et temporairement mis l'accent sur le rôle de l'ERP quant à l'aide fournie au ministère du Développement rural et aux gouverneurs des provinces. Comme nous l'avons vu dans le volume I, les combats tout au long de 2006 ont perturbé les moyens mêmes qui devaient servir à répartir l'aide humanitaire dans la population, et la Stratégie des ZDA de la FIAS était structurée de manière à fournir un cadre de sécurité pour faciliter cela.

La SDNA, désormais sous sa forme de 2007, offrait un modèle un peu plus cohérent pour relier tous les éléments entre eux. Le gouverneur, appuyé par un Secrétariat du Comité de développement provincial et par le ministère du Relèvement rural et du Développement, aurait un Comité de développement provincial avec plusieurs groupes de travail, qui ferait ensuite appel à l'ERP, aux assemblées de développement des districts et aux conseils de développement communautaire et aux organisations non gouvernementales donatrices. C'était le nouveau « dégorgeoir » qui était censé répartir une partie du montant estimatif de 11 milliards de dollars (et des onze autres milliards qui suivraient) devant être versé dans la « trémie » à Kaboul au cours de 10 à 15 années[9]. La création et la mise en œuvre de ce « dégorgeoir » sont devenues les tâches primordiales de l'ERP pendant toute l'année 2007, et nous en parlerons plus en détail plus loin.

Maintenant que la SDNA était terminée et que l'approbation du cabinet afghan était attendue en mars 2007, l'ECS-A elle-même devait évoluer. Celle-ci possédait une influence stratégique et une crédibilité et elle avait produit des effets dignes de mention, mais elle pouvait servir à influer sur l'évolution de la situation à Kaboul, dans la mesure où celle-ci se rapportait aux objectifs du Canada dans la province de Kandahar en particulier. C'est là un des points de vue qui dessinait au COMFEC au début de 2007. Le Col Mike Capstick et son ECS-A allaient être remplacés après plus d'un temps de travail assidu, et le moment était venu de changer de cap. Le Col Don Dixon a pris les rênes au début de 2007 en ayant pour mandat de « façonner et de favoriser la production d'effets afghans/canadiens dans la province de Kandahar et de tout faire pour communiquer tout renseignement pertinent sur les initiatives du gouvernement afghan susceptibles d'influer sur les efforts du Canada en Afghanistan » [Traduction]. Parmi les entités clés avec lesquelles l'ECS-A devait entretenir des liens officieux figuraient le bureau du conseiller économique spécial auprès du président et celui du chef de cabinet du président; le ministère du Relèvement rural et du Développement; les ministères de la Justice, de l'Éducation, des Transports, de l'Aviation et des Communications et la Commission indépendante de réforme de la fonction publique.

Un des éléments clés dont l'ECS-A devait suivre l'évolution était la « probabilité que s'opère une transition à la démocratie en 2009 »[10] [Traduction].

Du moins, telle était l'intention couchée sur papier. Les problèmes liés à l'exécution des activités de l'ECS-A tout au long de l'année 2007 se rapportaient au nouvel intérêt que le gouvernement du Canada manifestait dans le sillage de l'Op MEDUSA. Cela était en partie attribuable aux critiques véhémentes exprimées au pays sur la question de savoir pourquoi le Canada prenait part aux combats au lieu de reconstruire et de développer le pays et pourquoi les efforts des divers ministères canadiens n'étaient pas coordonnés comme ils devaient l'être[11].

L'accord triministériel conclu entre le ministère de la Défense nationale (MDN), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui avait produit le concept original de l'ERP, était à l'agonie à la fin de 2006. Il y avait certes des membres dévoués du personnel de l'ACDI, du MAECI et de la Police civile (CIVPOL) sur le terrain à Kandahar, mais l'assassinat de Glyn Berry a eu des effets durables sur leur capacité d'exécuter des tâches en dehors du Camp Nathan Smith, car leurs ministères respectifs appliquaient de rigoureuses mesures de sécurité qui rendaient leurs déplacements difficiles, voire impossibles dans certains cas. Avant l'arrivée de la Compagnie de protection de la force en novembre et décembre 2006, le personnel de l'ERP ne pouvait tout simplement pas sortir et circuler pour s'adonner à des activités de l'ampleur que nécessitait la conjoncture en constante évolution. Quand les moyens voulus ont été présents, la situation s'est améliorée, mais la relation entre l'ECS-A et l'ambassade s'est considérablement détériorée.

L'ambassadeur du Canada, David Sproule, a contribué à la mise sur pied du Groupe d'action stratégique à Kaboul en 2006; c'était un mécanisme consultatif vital pour coordonner les façons dont le gouvernement afghan abordait la guerre et le développement avec ses partenaires internationaux. Cette entité de haut niveau au sein du gouvernement afghan a résulté d'un processus dont l'ECS-A a subtilement encouragé l'adoption pour répondre à la préoccupation du Président Karzai au sujet du partage de l'information sur l'état de l'insurrection. Karzai avait besoin de réponses rapides à trois questions : « Qui nous fait la guerre et pourquoi? Pourquoi existe-t-il une telle déconnexion entre Kaboul et la population? Comment devons-nous procéder pour accroître le développement et la sécurité dans le Sud de l'Afghanistan? » Le Groupe d'action stratégique comprenait des représentants de la FIAS, du Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFCA), le représentant spécial des Nations Unies, les représentants de trois ministères afghans (Intérieur, Éducation et Relèvement rural) et certains ambassadeurs choisis. « La principale carte, comme un membre de l'ECS-A l'a expliqué, était le contingent de 2 300 soldats que le [Canada]

avait au sein du Commandement régional (Sud). » [Traduction] En théorie, le MAECI aurait dû chercher des occasions d'affirmer l'influence du Canada, mais après que Chris Alexander a cessé d'être ambassadeur, le MAECI « ne s'est pas branché » aux milieux politiques de Kaboul et, selon l'ECS-A, des occasions ont été perdues de faire valoir l'apport du Canada[12].

Les membres de l'ECS-A avaient l'impression qu'il y avait un conflit de personnalités entre Sproule et le commandant de la FIAS, le Lgén Richards, et que, par conséquent, l'ambassadeur du Canada n'était plus le bienvenu au quartier général de la FIAS et dans les autres cercles. Cependant, le Col Dixon de l'ECS-A a été bien accueilli dans ces cercles. Ce fait, combiné au coup de maître de l'ECS-A, qui avait réussi à obtenir une place pour le Canada dans le Groupe d'action stratégique, a suscité une certaine angoisse au MAECI à Ottawa, tout comme l'élévatio de l'ancien ambassadeur du Canada, Chris Alexander, au poste de représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général des Nations Unies dans la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), après son départ du MAECI. Alexander a entretenu une relation solide et positive avec l'ECS-A. En fait, quand le Lgén McNeill a pris la relève du Lgén Richards en février 2007, une de ses premières décisions a été de convoquer l'ECS-A à un breffage, lequel a eu lieu directement et non par l'intermédiaire de l'ambassade du Canada. Il y a eu d'autres signes d'incompétence, y compris un comportement enfantin dirigé contre le personnel de l'ECS-A par des éléments de l'ambassade quant à savoir qui pouvait se servir des commodités de l'ambassade. Sproule a été de plus en plus perçu comme étant inefficace par des éléments à Ottawa qui cherchaient à améliorer la coopération interministérielle[13]. Le Col Dixon et l'ECS-A ont discrètement maintenu la tradition établie par celle-ci à l'époque du Col Capstick.

Les problèmes qui existaient entre Sproule et Richards ont confirmé ce que Kevin Lynch, greffier du Conseil privé, avait soupçonné dès novembre 2006 : la relation civilo-militaire ne fonctionnait pas bien en Afghanistan. Il existait aussi des problèmes internes au MAECI : le Bureau des relations internationales et le Bureau des affaires bilatérales ne s'entendaient pas quant à savoir lequel s'occupait du dossier afghan. Cette concurrence a gêné le classement des questions de sécurité par ordre de priorité. Par conséquent, l'idée de créer le poste de sous-ministre délégué pour l'Afghanistan au MAECI s'est fait jour. Lynch a chargé David Mulroney de tirer au clair ce problème interne au ministère[14]. Mulroney détenait un baccalauréat en littérature anglaise. Il n'avait jamais fait partie des forces armées ou d'une organisation non gouvernementale. Il possédait une expérience professionnelle des dossiers commerciaux complexes intéressant l'Asie-Pacifique, mais il n'avait aucune expérience pertinente des affaires concernant le Moyen-Orient ou l'Asie du Sud-ouest, et il n'avait jamais mis les pieds dans une zone de conflit[15]. Cependant, il avait visité l'Afghanistan au cours des années 1970.

Mulroney a été nommé pour diriger le Groupe de travail sur l'Afghanistan au MAECI en avril 2007; cet organe interministériel devait coordonner l'action des ministères fédéraux canadiens qui intervenaient en Afghanistan[16]. Ce groupe de travail s'est heurté à une solide opposition bureaucratique de la part d'autres entités au sein du MAECI, en particulier le Bureau de l'administration de la sécurité internationale. Mulroney a insisté et, au début de 2007, il a commencé à coordonner les choses avec le Lgén Mike Gauthier, au COMFEC, et avec Stephen Wallace, à l'ACDI. Selon lui, l'objectif consistait à définir « une position commune » et à parvenir à une entente sur les questions interministérielles. L'ACDI était « l'entité qui rédigeait les chèques », tandis que les forces armées « voyaient l'Afghanistan comme étant le théâtre d'une contre-insurrection habilitée par l'intermédiaire d'outils civils » [Traduction]. Mulroney estimait qu'en Afghanistan, les entités civiles n'avaient pas tout le personnel et tous les pouvoirs voulus, ce qui était attribuable en partie au fait que le gouvernement Martin concentrait son attention sur Haïti et le Soudan. Mulroney s'est efforcé de faire de l'Afghanistan la priorité de la bureaucratie au MAECI et à protéger ce pays[17].

Le premier plan sur lequel Mulroney a pu exercer une influence a concerné la désignation de l'ambassadeur à Kaboul. Il a choisi Arif Lalani, qui a pris ses fonctions en avril et mai 2007. Lalani avait été ambassadeur en Jordanie et il avait une certaine expérience de la bureaucratie à Ottawa, mais il ne possédait aucune expérience militaire et il n'avait pas beaucoup travaillé dans les zones de conflit; il n'avait par ailleurs aucune autre qualification liée aux opérations dans de telles zones. Même les dirigeants afghans à Kandahar doutaient de sa crédibilité. Après une réunion à laquelle prenaient part

Qayyum Karzai, Ahmad Wali Karzai, Asadullah Khalid et le Conseil provincial de Kandahar, une personne d'influence supérieure a fait l'observation suivante à un Canadien qui était présent : « Celui-ci a beaucoup à apprendre[18]. » [Traduction]

La relation de travail entre Lalani et l'ECS-A n'a pas été bonne, c'est le moins que l'on puisse dire. Certains croyaient que l'ECS-A était un affront fait au MAECI, et les membres de l'ECS-A estimaient que c'était aussi l'avis de Lalani. Cela a suscité une friction continue et donné lieu parfois à des comportements enfantins. L'ECS-A a essayé de conserver son niveau d'influence dans les cercles afghans après 2007, mais elle a de moins en moins réussi à unifier les interventions canadiennes à Kaboul. Lalani et Mulroney voulaient se débarrasser de l'ECS-A, ou la remplacer par une entité contrôlée par le MAECI. Cette lutte s'est poursuivie au cours des deux années suivantes[19].

Le Canada semblait avoir tous les outils voulus pour exercer son influence à Kaboul afin d'appuyer l'effort déployé dans le sud, mais on n'a pas eu l'impression de les utiliser pour produire les effets maximums. Cela a eu des conséquences négatives pendant toute

la période où le Canada a été présent à Kandahar, car il a été forcé de se concentrer sur le niveau opérationnel aux dépens de l'influence stratégique qu'il avait acquise d'arrache-pied dans les cercles de Kaboul.

Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et Force opérationnelle Kandahar

Les changements apportés à la structure de commandement à la fin de 2006 ont engendré une situation où le même personnel a constitué l'effectif de deux organisations : la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et la Force opérationnelle Kandahar. Le QG FOI-A était le quartier général national du Canada, tandis que le nom « FO Kandahar » désignait les unités et les capacités affectées au quartier général du Commandement régional (Sud) de la FIAS de l'OTAN, mais celles-ci étaient tout de même commandées par l'état-major du quartier général de la FOI-A. (Aux fins du style et de la clarté, nous utiliserons le nom « FO Kandahar » à partir de maintenant pour désigner à la fois le QG FOI-A et la Force opérationnelle Kandahar. Voir aussi l'annexe A.)

À toutes fins utiles, la FO Kandahar commandait une brigade. Ce n'était aucunement une brigade typique de l'époque de la Seconde Guerre mondiale ou de la guerre froide. En 2002 et 2006, presque toute l'attention était concentrée sur le GT comme étant la source centrale de toute activité canadienne, tous les autres éléments étant destinés à le soutenir. En 2007, cela n'a plus été le cas. L'ERP avait été renforcée à ce moment-là, et l'ELMO était sur le point de l'être; les deux entités étaient commandées par des lieutenants-colonels, et leur taille équivalait presque à celle d'un bataillon ou d'une unité semblable. Il fallait coordonner de plus en plus d'éléments habilitants : opérations psychologiques (OPPSY), coopération civilo-militaire (COCIM), UAV, guerre électronique et opérations anti-EEI. L'Élément de soutien national (ESN) (le bataillon de logistique, pour employer la terminologie de la guerre froide) était sur le point de s'agrandir. Il y avait dans le théâtre une capacité de transport aérien sous la forme de quelques avions CC-130 Hercules, et aussi l'Élément de soutien de théâtre à Dubai. La nécessité de créer des effets synergiques à partir de tous ces éléments est devenue plus importante dans les milieux canadiens.

À la fin de 2006, la FO Kandahar s'est démenée pour décider où ces synergies pourraient s'exprimer. Comme nous l'avons vu dans le volume précédent, la FO Kandahar n'avait pas l'effectif voulu pour se charger de ces activités; par conséquent, il fallait la renforcer et en modifier la structure. En février 2007, toutefois, elle a été mieux à même d'exécuter ses tâches. Le Centre d'opérations de la province avait été constitué et fonctionnait sous le commandement du Lcol Tom Bradley, qui avait commandé l'Escadron de reco en 2002 et qui connaissait l'environnement. Toutes les unités canadiennes affectées au

Commandement régional (Sud) figuraient sur l'organigramme de l'OTAN comme faisant partie de la FO Kandahar, mais en réalité, les noms « FOI-A » et « FO Kandahar » étaient devenus interchangeables.

Vu les unités plus nombreuses et plus variées qui arrivaient et qui repartaient, il était difficile de procéder en même temps à la relève sur position de chacune. Le GT de la FO 1-07 est arrivé en février 2007. Cette dernière était axée sur le 2 RCR et commandée par le Lcol Walker; sa structure s'apparentait à celle des FO précédentes et comportait trois compagnies d'infanterie, un escadron de chars, un escadron de reco, un escadron du Génie de combat et une batterie d'artillerie. La FO 1-07 comptait deux compagnies du RCR, soit les Compagnies I et H commandées respectivement par les Maj David Quick et Alex Ruff; la Compagnie C du 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI), commandée par le Maj Chris Henderson, et la Batterie D, munie d'obusiers M-777 et commandée par le Maj Dan Bobbitt. Le 42e Escadron d'artillerie de campagne avait à sa tête le Maj Jake Galuga. L'Escadron de reconnaissance était commandé par le Maj Steve Graham, membre du Royal Canadian Dragoons, et a remplacé l'escadron ISTAR du 1 RCR. L'escadron de chars Leopard, qui s'est amené à l'automne de 2006, a effectué son déploiement à part avec les compagnies d'infanterie et a vu son arrivée s'opérer dans le contexte du nouveau système de rotation. Le Maj Dave Broomfield et l'Escadron C ont remplacé le Maj Trevor Cadieu et l'Escadron A. L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) montante a aussi opéré sa rotation à la fin de février. Sous le commandement du Lcol Wayne Eyre, l'ELMO a été agrandie pour qu'elle puisse se charger de ses nouvelles tâches (voir plus bas).

La décision a été prise dans les cercles supérieurs de fixer à un an la durée de la période de service du commandant de l'ERP à Kandahar, afin de créer un certain degré de continuité dans les domaines de la reconstruction, du développement et de la gouvernance. Le Lcol Chamberlain a emménagé au Camp Nathan Smith en février. L'ERP a conservé sa propre compagnie d'infanterie mécanisée et ses éléments « habilitants ». Tout le personnel de la COCIM membre de la force opérationnelle était désormais réuni dans l'ERP.

Que dire des éléments « habilitants »? La plupart remplissaient des fonctions ISTAR. Le Centre du renseignement toutes sources était commandé par le major Steve Desjardins. Il y avait l'organisation des véhicules aériens tactiques sans pilote (TUAV) et les équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) fournies par le 2e Escadron de guerre électronique (GE) : les TUAV étaient utilisés par le Centre des opérations tactiques du GT et par le Centre d'opérations de la province de la FO Kandahar, tandis que les EGEM se déployaient en détachements avec l'escadron de reco ou avec le reste du GT, selon les besoins. Avec le temps, une batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs a été formée et chargée de voir à la protection de la force, à la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar.

Une autre organisation nouvelle a été la Compagnie de la police militaire, commandée par le Maj Bernard Hudson qui a pris la relève du Maj Jeff Harvey. Lors des rotations précédentes, un peloton de la police militaire faisait la navette entre le GT et l'ERP. Vu les nouvelles exigences liées à l'expansion de l'entraînement de la police et au problème des détenus en 2007, la décision a été prise de constituer deux pelotons de la police militaire, soit un au sein de l'ERP et l'autre à l'aérodrome de Kandahar (KAF). Il a aussi fallu aussi accroître les éléments de protection, car le Service national des enquêtes des Forces canadiennes (SNEFC) était désormais chargé de mener une enquête détaillée chaque fois qu'un Canadien décédait. Cela visait en partie à réduire le passif politique au Canada. Chaque fois qu'un Canadien était tué au combat, le décès était désormais traité comme un meurtre au Canada, de sorte qu'il fallait escorter le détachement du Service national des enquêtes des Forces canadiennes quand il était en déploiement[20].

La FO Kandahar elle-même subissait des changements. Le quartier général devait désormais suivre de plus près l'évolution des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) et les problèmes liés à la reconstruction, puis servir de conseiller ou faire le lien entre les décideurs d'Ottawa et les Opérations sur le terrain. La FOM Aegis avait assumé les mêmes fonctions dans le passé, car c'était un quartier général constitué aux fins de l'Op ENDURING FREEDOM et dirigé par un Canadien. Quand il a été remplacé par un quartier général de l'OTAN commandé par un Hollandais, le Canada a dû se doter d'un dépôt des évaluations et des contributions nationales. Où se trouvait la ligne de démarcation entre ce que l'ERP faisait et ce que la FO Kandahar était censée accomplir? Par ailleurs, comment cela se rapportait-il aux priorités nationales ou aux priorités de la coalition? Ce drame se jouait constamment en 2007 et 2008.

La relation entre la FO Kandahar et les FOS du Canada dans le sud constituait un élément nouveau. Jusqu'alors, les unités des FOS canadiennes s'étaient plus ou moins tenues à l'écart de la structure de commandement canadienne en Afghanistan et elles avaient préféré travailler au sein de la Force multinationale interarmées d'opérations spéciales dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM. Vu l'encombrement progressif de l'espace de bataille, une coordination meilleure et plus approfondie s'imposait. Après des discussions entre les chefs des FOS canadiennes et les généraux Hillier, Leslie, Gauthier et Grant, une nouvelle ligne a été tracée sur l'organigramme, et les documents ont été réécrits de manière que la FO Kandahar ait manifestement et davantage son mot à dire sur les activités des FOS canadiennes dans son espace de bataille. La relation entre les FOS canadiennes et la FO Kandahar se sont légèrement améliorées au cours de la première moitié de 2007[21].

La structure de la FO Kandahar en 2007 ressemblait extérieurement à celles qui allaient être adoptées dans les années ultérieures. Cependant, il faut voir chaque rotation du quartier général comme une situation particulière, notamment en raison des personnalités concernées

et des pressions différentes qui s'exercent sur chaque quartier général dans le contexte opérationnel existant au moment de son arrivée. Il y avait une courbe d'apprentissage dans tous les domaines d'intérêt, chaque fois qu'un nouveau quartier général prenait la relève, et les rotations duraient moins de neuf mois avant 2007-2008. Par conséquent, il était difficile de parvenir à un état stable même dans les circonstances les plus favorables — et en l'occurrence, elles n'étaient pas idéales. L'intention était d'en arriver à une coordination profonde des efforts canadiens, mais elle ne s'est pas concrétisée pendant la première moitié de 2007.

Les questions de développement et l'Équipe de reconstruction provinciale, de février à avril 2007

L'ERP de Kandahar et ses opérations ont acquis une grande visibilité en 2007. À Ottawa, Washington, Bruxelles et Kaboul, ceux qui voulaient donner à la mission une image publique davantage axée sur le développement travaillaient pour rendre les ERP capables de montrer aux critiques qu'il se passait autre chose que des combats en Afghanistan. Par nécessité, l'ERP du Lcol Simon Hetherington s'était concentrée sur le soutien des efforts liés à l'Op MEDUSA, mais ils avaient, grâce à l'amélioration de leur mobilité et à la réduction de l'activité ennemie, commencé à se diversifier en janvier 2007. Le Lcol Chamberlain et la nouvelle ERP ont dressé le bilan à leur arrivée, en fonction des nouvelles pressions qu'Ottawa et l'OTAN exerçaient pour faire démarrer des programmes visibles de reconstruction et de développement. Parallèlement, la nouvelle structure de la FO Kandahar comportait une cellule J5 consacrée aux questions de reconstruction, de développement et de gouvernance, tandis que le Commandement régional (Sud) poursuivait ses efforts pour justifier les activités à ces égards dans toutes les provinces du Sud. L'ERP n'était désormais plus le seul bureau central de la province, mais il allait falloir un certain temps pour dessiner les lignes de démarcation. Il a été comparativement facile d'amener la cellule du J5 et l'ERP à communiquer ensemble, mais il n'en a pas été ainsi des rapports avec le Commandement régional (Sud). À mesure que le temps passait, la FO Kandahar et l'ERP manifestaient plus ou moins un intérêt de pure forme pour ce que le Commandement régional (Sud) croyait accomplir sous la direction du Mgén van Loon. En gros, le J5 se tenait au courant de l'axe Kaboul-aérodrome de Kandahar relativement aux questions militaires, aux services de police et aux OI, tandis que l'ERP s'occupait des questions de développement et des rapports entre la ville de Kandahar et les districts. La FO Kandahar gardait un conseiller en développement fourni par l'ACDI et un conseiller politique du MAECI, mais ils étaient là pour donner des avis au commandant et non pour diriger des programmes au sein de l'ERP, ou pour servir de canal de communication entre lui et Ottawa en matière de commandement et contrôle par l'intermédiaire de l'ambassadeur à Kaboul[22].

La mise en œuvre de la SDNA se poursuivait encore au printemps de 2007, de sorte qu'au cours de ses premières semaines, la nouvelle ERP a examiné la stratégie précédente et ce qu'elle avait donné dans la province de Kandahar. Les piliers de l'Accord de Bonn original datant de 2001, qui avaient servi à élaborer le cadre stratégique de développement, étaient tous plus ou moins en train de s'effondrer. Il n'y avait à Kandahar ni représentant de l'Italie offrant une formation en matière juridique ni instructeur de la police allemande : aucun représentant de ces deux pays n'était venu dans la province depuis que les Canadiens s'y étaient déployés en 2005, soit quatre ans après la signature de l'Accord de Bonn. Le processus de Démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) avait complètement avorté l'année précédente. Qu'en était-il du pilier anti-drogue dont le Royaume-Uni était chargé? Il n'y avait aucun programme visible, et encore moins viable, offrant des gagne-pain de rechange aux agriculteurs pour les éloigner de la culture du pavot dans la province de Kandahar; la lutte anti-drogue reposait entièrement sur la destruction des cultures. Il n'y avait ni enchaînement des efforts ni coordination. Il existait peut-être une stratégie anti-drogue, mais personne ne semblait savoir ce qu'elle était[23].

Résultat : le Lcol Chamberlain, son adjoint le Maj Chip Madic et leur personnel cherchaient à découvrir autant de liens que possible en espérant trouver une correspondance avec ce que Kaboul pensait vouloir accomplir en fonction de ce qui se passait effectivement à Kandahar. Il n'existait pas beaucoup de liens. Le domaine où l'ERP pouvait être efficace était celui de la coordination des unités de police. Il y avait des éléments disparates qui y travaillaient : les agents de police civils canadiens au sein de l'ERP, sous la direction du surintendant David Fudge; les instructeurs contractuels de DynCorp, au Centre d'entraînement régional, et la Compagnie de la police militaire de la FO Kandahar. Le Maj Hudson a élaboré un concept des équipes mobiles de mentors en se fondant sur l'expérience qu'il avait acquise à titre d'officier d'échange avec la Police militaire royale en Iraq. L'état-major du Lcol Hetherington avait déjà formulé des idées sur la nécessité de renforcer les mesures de sécurité à Kandahar quand le Commandement régional (Sud) cherchait des solutions de rechange aux opérations dans le Zharey. Ces idées ont finalement donné lieu à l'Op PORTCULLIS[24].

L'Op PORTCULLIS correspondait au plan de sécurité pour la ville de Kandahar, et elle avait donc de nombreux objectifs se faisant mutuellement complément. Le premier consistait à créer une grille des points de contrôle des mouvements afin d'observer et de surveiller les itinéraires vitaux et d'en assurer la sécurité. En deuxième lieu, l'Op PORTCULLIS viserait à transformer ces points de contrôle temporaires en des postes permanents. Troisièmement, certains postes de contrôle deviendraient des postes de police secondaires permanents. En dehors de tout cela, l'aspect primordial de l'Op PORTCULLIS consistait à habiliter le chef de police, le général Alizai, et son organisation, telle qu'elle existait. Dans le cadre

de cette opération, il fallait aussi trouver des effectifs suffisants pour mettre le plan en œuvre et les garder dans un seul endroit pour les entraîner, car les districts réclamaient constamment des agents partiellement entraînés, « fraîchement émoulus » de l'école, pour constituer des milices[25].

L'Op PORTCULLIS permettait à la nouvelle ERP de « se secouer » et de faire bouger l'engrenage. Il fallait choisir et acquérir des terrains, ou conclure des marchés, enlever toutes les munitions non explosées. Les architectes et ingénieurs devaient aménager chaque emplacement. Il fallait adjuger des contrats et mobiliser les dirigeants de la ville et de la province, et aussi entraîner et encadrer la police. Pour cette raison, la Compagnie de la police militaire veillait à envoyer des membres de l'ERP à des réunions convoquées un peu partout dans la ville. En d'autres mots, tout le monde, depuis l'équipe spécialisée du Génie jusqu'au représentant du MAECI, Gavin Buchan, participait à l'Op PORTCULLIS. Pourquoi le MAECI? En tant qu'institution, l'ACDI n'aimait pas se salir les mains en appuyant des entités coercitives telles que la police, et le MAECI possédait un Fonds pour la paix et la sécurité mondiales qui pouvait être mis à contribution. L'Op PORTCULLIS s'est déroulée cahin-caha tout au long de 2007 et elle a fini par assurer une sécurité d'un niveau nettement supérieur, en particulier le long de la Route nº 4 vitale et exposée – surnommée « Allée des EEI » – au sud-est de la ville[26]. Au cours de l'année, l'activité ennemie s'est éteinte complètement dans ce secteur, et il en a été ainsi jusqu'en 2010.

L'ERP continuait d'être le sanctuaire des opérations de la COCIM comme dans le passé et, comme auparavant, la tension a persisté en 2007 entre les travaux de reconstruction à court terme et les projets de développement à long terme. Sous le Lcol Hetherington, les équipes de la COCIM intégrées dans l'ERP relevaient du contrôle tactique des compagnies d'infanterie du GT dans lequel elles étaient affectées, mais elles comptaient encore sur les fonds et les projets de l'ERP. Dans l'organisation de Chamberlain, sept équipes se spécialisaient dans les districts où les Canadiens travaillaient. Comme auparavant, les équipes de la COCIM étaient les « yeux et les oreilles » des responsables de la reconstruction et du développement dans la province[27].

Les équipes étaient plus opérationnelles que tactiques, car l'ERP essayait de ne plus avoir à verser des dédommagements pour dommages causés par les combats à l'infrastructure et elle tendait plutôt à favoriser les projets qui avaient un impact plus grand sur les districts dans leur ensemble. Cela n'était pas toujours possible, comme l'ERP l'a constaté dans le contexte des problèmes liés à l'irrigation le long de l'itinéraire Summit. Cet imbroglio bureaucratique a compris un dédommagement pour les dommages qui avaient été causés au fragile réseau d'approvisionnement en eau dans le Zharey oriental lors de la construction de la route à l'origine. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a annoncé dès le début d'octobre 2006 qu'« aucun dédommagement ne serait accordé à l'égard des terres perdues par suite de la construction

de l'itinéraire Summit tant que la sécurité n'aurait pas été établie[28] » [Traduction], c'est-à-dire tant que les aînés ne confirmeraient pas à Khalid qu'ils assumeraient la responsabilité de la sécurité dans le secteur de Pashmul. Cela n'a jamais eu lieu, et l'ERP est intervenue afin d'essayer de trouver une solution à ce problème s'apparentant au paradoxe de l'œuf et de la poule. Un autre facteur sous-tendait ce différend : le bazar de Pashmul appartenait à Habibullah Jan, à Senjaray, et il ne s'entendait pas avec le chef du district, Khairuddin, qui avait par ailleurs été nommé par l'adversaire de Jan, le gouverneur Asadullah Khalid. Comme en toute chose à Kandahar, il existait à divers niveaux des différends locaux que les talibans pouvaient exploiter n'importe quand — et cela a été le cas[29]. L'initiative des Émirats arabes unis concernant les contributions relatives à l'ERP et le déploiement d'un éventuel GT à Spin Boldak a été abandonnée au cours de la première moitié de 2007. Les motifs expliquant cet abandon demeurent obscurs, mais les Émirats n'ont envoyé aucune force militaire susceptible de réduire la pression qui s'exerçait sur la FO Kandahar[30].

Les efforts initiaux que cette ERP déployaient pour exploiter l'engagement des autorités religieuses l'ont caractérisée en particulier. L'aumônier Suleyman Demiray est arrivé encore une fois à Kandahar pour aider à définir la conjoncture religieuse sur le terrain. Il y avait deux organisations d'intérêt : la choura des oulémas de Kandahar et l'Hadj/Awqaf (aussi appelé « ministère du Hadj et des Affaires islamiques »). Cette choura était l'organe central des savants religieux dans le Sud de l'Afghanistan, tandis que le ministère susmentionné était, techniquement parlant, l'entité gouvernementale chargée d'organiser le transport des fidèles faisant le pèlerinage à La Mecque. Les deux organisations voulaient une aide pour accroître leur influence et faire échec à l'idéologie talibane, mais elles se heurtaient à des problèmes dans leurs rapports avec le gouvernement de Kandahar. Le gouverneur refusait d'attribuer des forces de protection à la choura des oulémas, et le ministère du Hadj/Awqaf ne pouvait puiser dans les fonds réservés au développement parce que le Comité de développement provincial ne fonctionnait pas. La situation a été aggravée par le fait que les talibans ont poursuivi leur campagne d'assassinats contre les membres modérés de la choura des oulémas en janvier et février 2007. Les deux organisations ont exprimé leurs besoins à l'ERP par l'intermédiaire de l'aumônier Demiray, qui les a dûment communiqués à qui de droit. Cependant, l'ERP ne pouvait exécuter que des travaux limités de remise en état dans les mosquées. L'ACDI n'était pas structurée pour gérer des programmes qui équivalaient à des OI religieuses; Gavin Buchan a transmis les demandes à l'ambassade par la voie hiérarchique du MAECI, mais il a reçu une réponse négative[31].

C'était exaspérant, surtout pour le personnel canadien de l'ERP et du J5 qui savait que les insurgés se servaient des mosquées pour diffuser leur message auprès de la population et que les « mollahs itinérants » se déplaçaient sans encombre en répandant leurs messages dans toute la province. L'aumônier Demiray a lui-même été assujetti à de mesquines intrigues

politiques au sein de sa branche, car certains aumôniers n'aimaient pas « servir d'armes à effets ». Après 2007, l'aumônier Demiray s'est dit peu disposé à continuer de chercher à solliciter l'engagement des chefs religieux à Kandahar. Avec une certaine exaspération, le Canada a tacitement transmis tout le dossier de l'engagement religieux aux organisations des OPPSY des Forces spéciales étasuniennes. Le gouvernement du Canada a cédé le contrôle de ce volet clé de la guerre à d'autres et il a essentiellement refusé de combattre les talibans sur ce plan[32]. L'incapacité de gérer l'engagement des religieux d'une façon coordonnée et significative à ce stade crucial et plus tard doit compter parmi les grands échecs du Canada dans la campagne de Kandahar, et le blâme en échoit de façon égale et proportionnée à tous les ministères concernés. Cet échec a permis à l'ennemi d'acquérir sans encombre un niveau de crédibilité auprès de la population et de la faire croître au cours des quatre années suivantes, en particulier dans les districts ruraux.

La « mise en œuvre » de la SDNA s'est embourbée dans les événements survenus dans les premiers mois du printemps. Les fonds affectés aux projets de développement définis au niveau communautaire (Conseil de développement communautaire), classés par ordre de priorité au niveau des districts (Assemblée de développement des districts), puis approuvés et priorisés au niveau provincial (Comité de développement provincial), n'ont pas été accordés comme prévu. Les conseils de développement communautaire étaient censés être créés et encadrés par ONU Habitat, tandis que les assemblées de développement des districts devaient être mises sur pied par le Programme national de développement des secteurs. Il n'y avait aucun mentor officiel pour le Comité de développement provincial, qui était à toutes fins utiles moribond dans le sillage de l'opération MEDUSA[33].

L'ensemble du système ne fonctionnait pas. Tout d'abord, le gouverneur ne s'intéressait pas au conseil de développement : il n'avait aucun personnel, les questions de développement ne captaient pas son attention, et il se concentrait surtout sur l'état de la sécurité. En second lieu, il n'y avait à ce stade-là aucun dirigeant de l'ONU dans le sud. Cela a ralenti les programmes du Conseil de développement communautaire d'ONU Habitat, car il n'y avait personne pour épauler ce dernier organisme après qu'il eut mis sur pied chaque conseil communautaire pour le relier à l'assemblée du district pertinent. Quant au Programme national de développement des secteurs, il était dysfonctionnel également, de sorte que toutes les assemblées de district n'étaient pas dûment constituées et à l'œuvre. Aucune des entités n'aimait établir des conseils de développement communautaire et des assemblées de développement de district là où la sécurité était incertaine, voire empreinte de violence[34].

C'est à l'ERP qu'est revenue la tâche de relancer tout le système et d'essayer d'en intégrer tous les rouages. Tout d'abord, il fallait « renseigner » le gouverneur sur le Comité de développement provincial : l'ACDI a financé deux personnes qui ont constitué le Secrétariat du Comité de développement provincial avec un conseiller supérieur de l'ERP.

Selon des données peu fiables, 532 localités dans neuf des districts de la province avaient un conseil de développement communautaire, mais les districts clés à l'ouest étaient sous-représentés. ONU Habitat ne recevait pas de fonds de la province pour ses contrats, de sorte que l'ACDI a financé 40 projets de ces conseils communautaires. La province n'a accordé aucune subvention globale aux localités. Cependant, des projets se poursuivaient activement dans le Dand, le Khakrez et le Spin Boldak, et l'ERP a eu l'impression que les liens entre les conseils de développement communautaire et leurs assemblées de développement de district respectives étaient fructueux[35]. L'équipe de la COCIM a joué un rôle en collaborant avec le Conseil de développement communautaire et l'Assemblée de développement de district dans le Zharey, pour les aider à démolir les postes fortifiés le long de l'itinéraire Summit, comme essai type. Le départ a été lent, et les travaux allaient prendre du temps.

Un projet qui allait acquérir une grande importance dans l'effort canadien en Afghanistan concernait la modernisation du barrage de Dahla et la remise en état du réseau d'irrigation connexe. L'importance de la rivière Arghandab dans la vie économique de Kandahar est évidente en soi, mais les retombées d'un projet d'une telle envergure sur l'économie et le marché de l'emploi ont attiré l'attention du Président Hamid Karzai et du ministre du Relèvement rural et du Développement, Ehsan Zia, pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques. Ils ont officiellement demandé au Canada qu'il aide leur pays à réaliser le projet, et l'ACDI a rapidement adjugé un contrat à une équipe d'experts évaluateurs en février 2007. En avril, et cela ne coïncidait ni avec la tentative d'assassinat contre le mollah Naqib ni avec l'Op ADALAT, le gouverneur Asadullah Khalid a suivi le mouvement et, avec une campagne de publicité d'un million de dollars, il a vanté dans les médias la modernisation du barrage de Dahla comme étant le plus vaste projet « qui allait bientôt se réaliser ». Dès le départ, le projet a suscité de grandes attentes chez le public. Il importe de comprendre cet état de choses, étant donné ce qui s'est passé plus tard dans la campagne. Le projet du barrage de Dahla était un enjeu bien avant que le Canada s'engage sérieusement à contribuer à sa remise en état, et cette décision était considérablement liée au contexte politique afghan[36].

À l'époque, une réalité n'était pas comprise dans les cercles canadiens : la structure d'influence des Popalzais dominait le projet du barrage de Dahla, ce qui allait assujettir tout le district d'Arghandab, pays des alakozais, à la suprématie des Popalzais. Le district d'Arghandab contrôlait l'alimentation en eau de la ville et de tous les autres districts en aval baignés par la rivière. L'eau était essentielle à l'activité économique. Quiconque contrôlait l'Arghandab contrôlait l'eau et exerçait donc une influence sur l'activité agricole (licite et illégale)[37]. Il y avait fort à parier que les alakozais n'accepteraient pas la domination des Popalzais, d'une façon ou d'une autre. En général, les représentants canadiens sur le terrain et à Ottawa, à ce moment-là, ne se doutaient aucunement dans quoi ils se lançait et, en particulier, de ce que

risquaient d'être les grandes conséquences pour la sécurité. Le Canada visait d'une façon simpliste à soutenir « le gouvernement » et à aider « la population », ce qu'il allait continuer à faire pendant de nombreuses années ensuite. En appuyant le projet du barrage de Dahla, le Canada était perçu comme prenant le parti de la structure d'influence popalzaie, ou comme étant naïf par d'autres acteurs des milieux politiques de Kandahar. Les deux perceptions le rendaient vulnérable sur plusieurs fronts.

Cependant, les médias canadiens concentraient maintenant leur attention sur d'autres questions importantes. En mars 2007, un article paru dans le *Globe and Mail* soutenait que des personnes détenues par les forces canadiennes sur le terrain, puis remises aux mains des forces de sécurité afghanes, avaient ensuite fait l'objet de mauvais traitements dans diverses installations de détention. L'opposition s'est plus tard servie de cet article à ses fins à la Chambre des communes. L'organisation talibane chargée des OI s'est ensuite emparée de la controverse et l'a déformée en fonction de son optique idéologique pour la diffuser ainsi auprès des Afghans et des partisans djihadistes partout dans le monde. Le gouvernement canadien a dû réagir à ces allégations, et cela a eu de graves conséquences pour la FO Kandahar et ses unités, surtout l'ERP qui aidait les Afghans à améliorer les conditions à la prison de Sarposa et à encadrer la police.

L'aspect primordial de la controverse relative aux détenus ne résidait pas uniquement dans les mauvais traitements particuliers prétendument infligés aux soi-disant victimes ni dans le degré de culpabilité du Canada aux yeux des défenseurs des droits de la personne, ni même dans la déstabilisation éventuelle d'un gouvernement minoritaire au Canada. La controverse a été importante parce qu'elle a mis au jour l'absence totale d'un appareil judiciaire fonctionnel dans la province de Kandahar. Ultérieurement, l'ERP a déployé d'énormes efforts pour évaluer la nature de cet appareil, l'ACDI a mis l'accent ailleurs, le MAECI a accordé un certain financement à la police, le Service correctionnel du Canada s'est intéressé à la remise en état des prisons, et ce fut à peu près tout. Le Lcol Chamberlain a chargé sa conseillère juridique, le Capc Gina Connor, de définir la façon dont l'appareil judiciaire était censé fonctionner, tandis que le personnel de Corrections Canada au sein de l'ERP se renseignait parallèlement sur le système carcéral. L'agitation publique au Canada au sujet des questions liées à l'emprisonnement a certainement contribué à inverser l'enchaînement logique des mesures à prendre : sans une force policière fonctionnelle, et encore plus sans appareil judiciaire, il était tout simplement impossible d'assurer le maintien de la loi à l'occidentale à Kandahar.

Cette situation a privé d'autres activités d'importantes ressources, mais elle a sûrement mis au jour le fait que l'Italie avait totalement manqué à ses engagements pris six ans plus tôt, en 2001. Chose certaine, pendant la Seconde Guerre mondiale, la façon dont le Canada a traité ses prisonniers de guerre n'aurait pas fait les manchettes et n'aurait certes pas

entraîné la remise en question de l'effort de guerre. Toutefois, après l'enquête sur l'affaire somalienne, le moindre soupçon de comportement inapproprié à l'endroit des prisonniers risquait de mettre le feu aux poudres dans les milieux politiques au Canada. Tout insurgé se spécialisant dans les OI pouvait facilement percevoir cette vulnérabilité en faisant des recherches en ligne et l'exploiter au maximum. Quand l'installation de détention canadienne a été mise sur pied et a commencé à fonctionner en 2008, le comportement de certains prisonniers a révélé qu'ils avaient reçu une formation particulière sur la façon de mettre cette vulnérabilité à profit[38].

Renforcer l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel

Le travail accompli par le Lcol Lanthier et son ELMO originale à la fin de 2006 a porté fruit quand le Lcol Eyre et son équipe sont arrivés en février 2007. À ce moment-là, ils ont appris que chaque corps afghan comptait plusieurs brigades, et non des divisions. Chaque brigade se composait d'entités de la taille d'un bataillon appelées *kandaks*. D'habitude, une brigade comprenait trois kandaks de « fusiliers », qui portaient des numéros allant de 1 à 3; un kandak d'appui tactique (le 4e Kandak), qui regroupait les compagnies d'artillerie, du Génie et de reconnaissance, et un kandak de soutien logistique au combat (le 5e Kandak). Dans le cas de la 1-205 Brigade à Kandahar, ces kandaks se sont appelés, dans l'ordre, 1er Kandak, 2e Kandak, etc., de la 1re Brigade du 205e Corps, et ce sont là les désignations que les Canadiens ont employées pour les décrire[39].

À ce stade, suivant l'organisation de l'Armée nationale afghane pour la 1-205 Brigade, les 1er et 3e Kandaks de la Brigade étaient encadrés par les mentors hollandais, et le 2e Kandak continuait de l'être par les Canadiens. Un des deux kandaks encadrés par les Hollandais était déployé dans la province d'Oruzgan. Les mentors étasuniens encadraient le quartier général de la Brigade et aussi les kandaks d'appui tactique et de soutien logistique au combat. Le 2e Kandak de la 1-209 Brigade était lui aussi dans le secteur, mais ses mentors provenaient des Forces spéciales étasuniennes. Tous les kandaks en déploiement n'avaient pas nécessairement un effectif complet[40].

Le 2e Kandak du Lcol Sherin Shah avait déployé certains de ses éléments dans le cadre d'opérations canadiennes aux côtés du GT du 2 RCR, mais il n'avait pas vraiment pris part au processus de planification canadien. En général, les kandaks pouvaient fonctionner au niveau des pelotons, mais ils n'avaient pas encore eu l'occasion de planifier et de travailler avec cohésion au niveau des compagnies et à celui des kandaks. Cela s'expliquait notamment par le fait que les forces spéciales étasuniennes détachaient régulièrement des compagnies « pour qu'elles donnent un " visage afghan " à leurs opérations »[41]. En ce sens-là, c'était des levées en quelque sorte, mais avec leur approche, les Canadiens ont visé à changer cette perception.

Le Bgén Tim Grant souscrivait à l'idée que l'encadrement de l'Armée nationale afghane faisait partie de la stratégie à long terme de l'OTAN menant à la fin de la mission, et il était prêt à affecter des ressources pour favoriser presque n'importe quelle tâche qui aidait la 1-205 Brigade et le 205e Corps. La FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM protégeaient l'effort de reconstruction afghan — ce qui comprenait les forces de sécurité. Encore une fois, cependant, la tension entre l'emploi des ressources à court terme à des fins tactiques ou opérationnelles, par opposition au renforcement des capacités créant l'autosuffisance à long terme, a refait surface, surtout quand le Commandement régional (Sud), sous la direction de van Loon et de ses successeurs, a détourné régulièrement des forces vers la province d'Helmand aux dépens des opérations à Kandahar[42].

La 1-205 Brigade était une brigade de nom seulement. Pour que la brigade dépasse le stade de la « levée » des troupes, il était essentiel de renforcer considérablement sa capacité de planifier indépendamment des opérations, puis de les maintenir en puissance. Cela signifiait qu'il fallait vigoureusement et systématiquement encadrer le quartier général de la brigade, et en particulier le kandak de soutien logistique au combat, pour aller bien au-delà du soutien au coup par coup fourni par l'ESN en 2006. La rivalité qui existait entre l'OTAN, les FOS étasuniennes et la Brigade de la Garde nationale au Centre d'entraînement national à Kaboul quant à savoir qui allait obtenir des kandaks a été exploitée ultérieurement par la FO Kandahar. Quand l'Équipe de formation intégrée (ETT) étasunienne, au quartier général de la 1-205 Brigade, a été prête à retourner aux É.-U., la FO Kandahar a offert de se charger du mentorat. De même, quand le moment est venu pour les mentors du kandak de soutien logistique au combat de rentrer au pays, la FO Kandahar a prélevé des troupes auprès de l'ESN, de l'ERP et du GT pour les affecter à l'ELMO, de manière que celle-ci puisse encadrer ce kandak. Cela a engendré une certaine tension au COMFEC, car le Lgén Gauthier estimait que le jumelage de kandaks avec les groupements tactiques canadiens et avec les ESN représentait la voie à suivre plutôt que l'encadrement de sous-unités plus petites. La FO Kandahar n'a pas reçu d'effectifs supplémentaires pour le travail de partenariat, et elle a donc renforcé l'ELMO à même les forces présentes en Afghanistan. Le contingent canadien au Centre d'entraînement national afghan à Kaboul a été retiré par suite de ces changements, ce qui a réduit la visibilité canadienne à Kaboul[43].

L'Armée nationale afghane (ANA) a aussi modifié son plan de déploiement dans le sud en retirant l'Oruzgan à la 1-205 Brigade et en donnant de nouveaux numéros à certains kandaks. Dans son état relativement stable, l'ANA pouvait déployer deux kandaks d'infanterie (qui se relevait l'un l'autre) et un kandak de soutien logistique au combat encadrés par le Canada et un kandak d'appui tactique encadré par les Américains. Les trois kandaks de combat étaient « approvisionnés » par les équipes étasuniennes de soutien logistique reliées au kandak de soutien logistique au combat, tandis que le quartier général de la 1-205 Brigade avait l'appui de mentors canadiens.

Tout compte fait, vu la nouvelle structure de l'ELMO, il y avait des mentors au niveau du corps, des brigades et des kandaks. L'équipe des mentors des kandaks était dirigée par le Maj James Price. Chaque compagnie afghane d'un kandak était accompagnée par une équipe de six mentors canadiens commandée par un capitaine et munie de véhicules RG-31 Nyala. Une Force de sécurité (FORSEC) de l'ELMO et une petite entité de logistique constituaient l'élément de soutien de l'ELMO. La FORSEC comprenait un peloton doté de véhicules RG-31 et les membres d'équipage ainsi qu'un officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé qui s'occupait de l'appui-feu, du ravitaillement, de l'extraction et de la protection des mentors. La FORSEC procurait aux kandaks afghans un accès à l'appui aérien rapproché et à l'artillerie de la FIAS[44].

Le mentorat au niveau des sous-officiers, niveau auquel l'Armée nationale afghane était faible, correspondait bien aux atouts de l'Armée canadienne. Le corps canadien de sous-officiers très expérimentés et aguerris a constitué un élément clé dans le processus d'instruction et d'établissement des relations qui a formidablement contribué à la réussite de l'ELMO en 2007 et dans les années ultérieures.

Le développement de l'Armée nationale afghane représentait un processus lent et ardu. Le Lcol Eyre et ses hommes devaient composer avec une nouvelle armée dont la dynamique interne changeait constamment :

> Les chefs de l'ANA proviennent de divers milieux — anciens membres de l'Armée nationale, anciens membres de factions moudjahidines, ou les deux — et de divers groupes tribaux et ethniques. Bien que leur loyauté envers le gouvernement de l'Afghanistan soit considérée comme étant primordiale, les bouleversements politiques risquent de faire resurgir les anciennes allégeances[45].

Afin de bien décrire la situation, disons que les mentors canadiens devaient aider une armée dont les membres n'étaient pas payés régulièrement, qui ne versait aucune prestation de décès et d'invalidité et dont la politique sur les congés était souple. Cela engendrait un taux d'absentéisme d'au moins 10 à 20 p. 100. C'était une tâche ardue que d'aider les Afghans à construire une armée professionnelle, mais l'ELMO s'est retroussé les manches et est allée de l'avant[46]. L'ELMO devait donner aux Afghans une occasion d'apprendre à la faveur de leurs erreurs, même quand cela influait sur les opérations canadiennes. Les soldats afghans n'étaient pas des recrues canadiennes; c'était des partenaires qui combattaient pour et dans leur propre pays. Malheureusement, il y a eu dans les années ultérieures des Canadiens qui ont oublié ces points importants, mais en 2007, l'esprit de partenariat et de mentorat se portait fort bien, surtout après que les Lcol Walker et Eyre eurent trouvé un solide terrain d'entente et que la relation entre le Maj Price et le Lcol Shirin Shah eut été forgée dans le creuset des premières opérations.

Dispositifs et actions des groupements tactiques, février 2007

Au début, le GT du 2 RCR occupait les positions du GT 1 RCR dans le Zharey et le Panjwayi. La Base de patrouille Wilson (BPW) et la FOB Ma'Sum Ghar étaient les principaux « points d'ancrage » des postes fortifiés disséminés le long de l'itinéraire Summit. À ce moment-là, la FO 31 du Lcol Don Bolduc et les compagnies connexes provenant du 2e Kandak et de la 1-205 Brigade de l'Armée nationale afghane étaient installées dans les bases de patrouille à Mushan, Talukan et Zangabad et avec les Forces canadiennes, à la FOB Sperwan Ghar (voir la figure 1-1.)

À leur arrivée, le Lcol Walker et sa force opérationnelle ont constaté que la rivière Arghandab était en pleine période de crue et qu'il n'y avait aucun moyen de la franchir à la FOB Zettelmeyer. Par conséquent, le GT a dû revenir le long de l'itinéraire Fosters jusqu'à la Route no 1, puis jusqu'à la Base de patrouille Wilson pendant quelques semaines. Ce n'était pas tout : le GT du 2 RCR a été la cible de deux attentats-suicides commis avec des EEI placés dans des véhicules; les engins n'ont heureusement causé aucune perte, sauf les conducteurs des véhicules. De façon plus insidieuse, toutefois, l'ennemi a eu recours à un homme ayant une déficience intellectuelle pour en faire une bombe humaine factice. Le malheureux homme, muni de fils à l'intérieur d'un gilet sans explosifs, a été abattu par le Lcol Walker quand il s'est approché du convoi de son quartier général tactique et qu'il est passé outre aux ordres lui demandant de ne pas s'approcher. Le lendemain, un convoi canadien qui circulait sur la Route no 4 pour entrer dans la ville a été pris à partie par des tirs d'armes légères, puis par des tirs de GPF à deux endroits distincts. Passant en trombe à travers les lieux des embuscades, le convoi s'est rendu au Palais du gouverneur, où il a fait feu par erreur sur un policier afghan qui montait la garde au Centre interarmées de coordination provincial (CICP). Pendant que le GT du 2 RCR s'extirpait de tous ces incidents, l'ennemi a déclenché une attaque contre les positions de la police afghane à Kolk, dans le district de Zharey, et le Maj Ruff et la Compagnie H sont entrés en contact avec les insurgés près de Howz-e Madad. Tout cela s'est passé dans la semaine qui a suivi le transfert du pouvoir de commandement[47].

Le Lcol Walker et son état-major avaient des doutes au sujet du dispositif existant qu'avait adopté le GT 1 RCR. Ils estimaient que ce dernier s'était cantonné dans une « mentalité de casemate » qu'avaient aggravée ses pertes, en particulier le décès de son sergent-major régimentaire. Qui plus est, on avait l'impression que le GT s'était attaché psychologiquement à l'itinéraire Summit et à ses postes fortifiés et qu'il ne menait pas d'opérations anti-insurrectionnelles. Le plan existant, appelé BAAZ TSUKA – Étape 3C, n'était pas un élément précis du dispositif; par conséquent, les planificateurs du GT 2 RCR ont rapidement entrepris une réévaluation de la situation. Il a fallu environ un mois avant

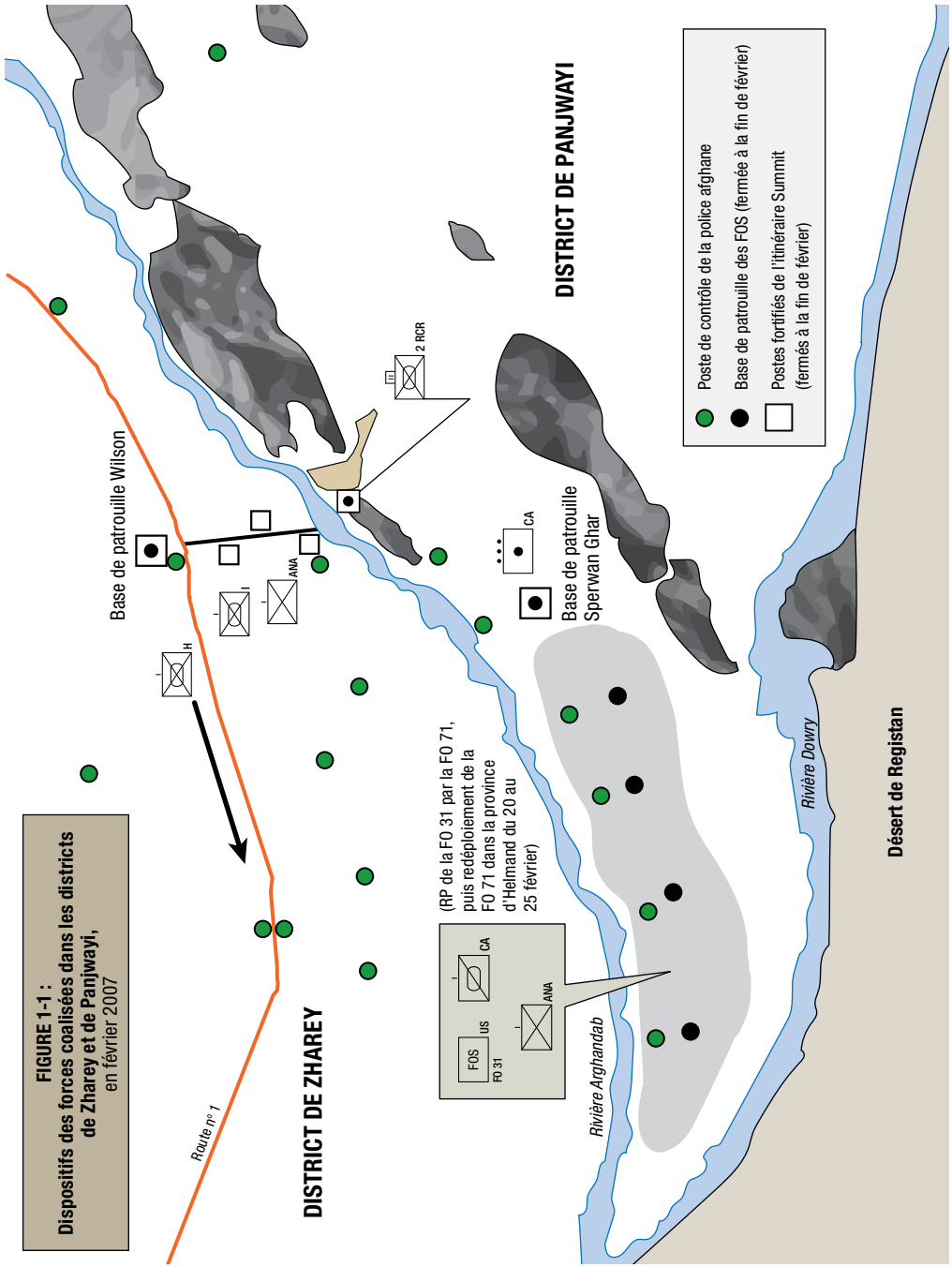


Figure 1-1 : Dispositifs des forces coalisées dans les districts de Zharey et de Panjwayi, en février 2007

d'en mettre en œuvre tous les résultats, mais le GT s'est d'emblée empressé de démanteler les postes fortifiés de l'itinéraire Summit et de mettre à exécution un vigoureux plan de patrouille dans le district de Zharey[48].

Le Maj Graham et son escadron de reco ont d'abord été basés à Sperwan Ghar où ils ont travaillé avec la FO 31 et ses éléments encadrés de l'Armée nationale afghane. Il a fallu un certain temps à cet escadron pour arriver et s'installer et, de toute façon, il comprenait maintenant deux troupes de huit véhicules Coyote au lieu d'une, ce qui a modifié les procédures opérationnelles établies au cours des rotations précédentes. L'escadron de reco a fait des sorties depuis Sperwan Ghar et a soutenu les efforts de la FO 31 dans les localités à l'ouest : Zangabad, Talukan et Mushan. Le détachement opérationnel Alpha des Forces spéciales étasuniennes collaborait avec les habitants pour améliorer le réseau routier et il embauchait des entrepreneurs pour relier ainsi les trois localités. Avec le temps, le Lcol Walker a attaché le peloton de reco à l'escadron de reco, mais pendant qu'il était en déploiement dans la ville de Kandahar, le peloton a pris part à un échange de feux qui a endommagé presque tous ses véhicules RG-31[49].

Dans les trois semaines suivantes, la FO 31 a été relevée par la FO 71 du Lcol Pat Mahaney (É.-U.) et par une partie d'un kandak de la 1-209 Brigade. La FO 71 et ce kandak ont ultérieurement été retirés de l'endroit et envoyés dans l'Helmand dans le cadre de l'Op ACHILLES. Cela a créé un immense vide dans le Panjwayi occidental, et tous les projets ont été arrêtés. Quand le Bgén Grant s'est plaint au Mgén van Loon, il s'est fait dire d'envoyer ses commis et cuisiniers occuper les postes de contrôle vacants. Inutile de dire que le Bgén Grant n'a pas été impressionné[50]!

Le Commandement régional (Sud) a encore changé d'avis sur cette question : son objectif était maintenant de « priver les talibans de toute efficacité » dans la ZDA et de maintenir ouvertes les lignes de communication, tout en permettant à la collectivité internationale et aux organisations non gouvernementales d'envoyer des ressources qui favoriseraient la reconstruction et le développement. La FO Kandahar a interprété l'intention du Commandement régional (Sud) comme étant la suivante : « Soustraire la ZDA, à Kandahar, à l'influence des insurgés » et mettre l'accent sur « la ZDA à Kandahar » afin d'y « promouvoir le gouvernement de l'Afghanistan et l'autorité du gouvernement de Kandahar ». Fait intéressant, et vu le climat politique qui régnait au Canada, la FO Kandahar a rappelé à ses unités qu'il était essentiel de « faire valoir l'appui accordé par notre pays à cette mission vitale[51] ».

Au début, la Compagnie I s'occupait du secteur de l'itinéraire Summit, puis se rendait dans le Zharey occidental et le Maywand pendant que les forces de sécurité afghanes sécurisaient le Zharey central et oriental. La Compagnie C opérait depuis la FOB Ma'Sum Ghar et dans le Zharey occidental également. La Compagnie H était désignée pour projeter de la

puissance, mais le retrait de la FO 71 a entraîné la modification du plan original. Généralement parlant, la Compagnie I s'est concentrée sur le Zharey, tandis que la Compagnie C s'est tournée vers les secteurs de Bazaar-e Panjwayi et de Sperwan Ghar, en espérant que les forces afghanes continueraient à s'occuper du Panjwayi occidental[52].

Le Lcol Walker et l'état-major du GT 2 RCR étaient d'avis que les opérations menées en partenariat avec l'Armée nationale afghane devaient constituer un volet central des opérations de toute force opérationnelle et ils voulaient immédiatement montrer de quoi ils étaient capables tant aux Afghans qu'à l'ennemi. Au cours du mois suivant, les Lcol Walker et Eyre (et son ELMO) ont collaboré avec la 1-205 Brigade pour ce faire. Une des premières opérations a été MINOTAUR, montée le 13 février. La Compagnie I et une compagnie de l'Armée nationale afghane ont reçu des renseignements sur l'emplacement d'une cache d'armes à l'est de l'itinéraire Summit. L'opération a produit de bons résultats, sans contact avec l'ennemi. L'exploitation de la cache a révélé que les insurgés entreposaient les carcasses et rebuts canadiens en vue de s'en servir plus tard; une douille d'obus de 155 mm a ainsi été découverte et elle aurait été modifiée ultérieurement pour fabriquer un EEI. Des renseignements sur le système médical de l'ennemi se sont fait jour. Les insurgés faisaient de l'hôpital Mirwais une de leurs principales infirmeries et ils recouraient en particulier à son département de radiographie[53].

La Compagnie H ainsi que des éléments d'une compagnie de l'Armée nationale afghane avec des mentors canadiens fournis par l'ELMO se sont déployés le long de la Route nº 1 jusqu'à Howz-e Madad pour y exécuter une patrouille perturbatrice au cours de la relève sur position, le 23 février. L'Armée nationale afghane a appris que le commandant taliban pour le district de Zharey, le mollah Manan, possédait une enceinte au sud du bazar. En exécutant des fouilles au sud de la Route nº 1, la force s'est heurtée à des tirs nourris d'armes légères et de GPF qui provenaient de trois positions et elle a riposté de la même façon. Elle a fait appel aux obusiers M-777 de la Batterie D et à l'appui aérien rapproché fourni par un bombardier B-1B et deux avions F-16. Environ neuf insurgés, dont beaucoup étaient connus, ont été tués par l'Armée nationale afghane. Les chars de l'Escadron B ont opéré leur jonction, et la force s'est formée en laager pour la nuit; elle est ensuite rentrée à sa base[54].

Le caractère de l'insurrection en 2007

À mesure que les opérations progressaient pendant la première moitié de 2007, il est devenu évident que le caractère de l'insurrection avait changé, bien que les dirigeants de la choura de Quetta fussent restés les mêmes. Les services de sécurité afghans ont dit aux Canadiens que, selon eux, l'insurrection était désormais plus faible, car les talibans résistaient rarement aux forces coalisées comme ils le faisaient en 2006 et ils recouraient

plutôt aux attentats-suicides et au minage des routes. Partout où la FIAS et l'Armée nationale afghane étaient présentes, l'ennemi se faisait en général discret. Par conséquent, il n'était pas nécessairement clair sur qui telle ou telle entité exerçait le contrôle[55].

Dans une autre analyse des opinions locales, on a correctement fait observer que, « même si les insurgés étaient responsables de nombreuses attaques contre les travailleurs humanitaires, d'aucuns estimaient que des intérêts commerciaux, politiques, factionnels et personnels y étaient aussi sans doute pour quelque chose[56] » [Traduction]. En effet, il semblait que les insurgés cessaient de cibler les véhicules lourdement blindés avec leurs EEI pour s'en prendre plutôt aux camionnettes Ford Ranger non protégées de l'Armée nationale et de la police afghanes et aux véhicules logistiques commerciaux non blindés des équipes apportant une aide humanitaire. Les insurgés assassinaient des mollahs modérés pour renforcer leur message dans les mosquées. En fait, tout le système afghan vulnérable de reconstruction et de gouvernance était attaqué, et non seulement les forces de sécurité. On a entendu des combattants étrangers expérimentés dire en se plaignant, dans des communications interceptées, que « ce djihad était dur » [Traduction], après avoir passé du temps dans la zone d'opérations des Canadiens à lutter contre le GT 2 RCR[57].

En mars 2007, la FO Kandahar a appris qu'il existait un plan de campagne taliban appelé « Akhund », soit le nom d'un de ses auteurs, le mollah Obaidullah Akhund. Du point de vue stratégique, ce plan avait pour objectif de « fixer la FIAS dans ses bases et de briser les principales lignes de communication avec la ville de Kandahar » [Traduction], afin d'isoler de Kaboul le sud du pays, tant physiquement que psychologiquement; de forcer les troupes de la FIAS et celles participant à l'Op ENDURING FREEDOM à s'en aller; puis de créer un État taliban à l'échelle de tout le pays. Du point de vue opérationnel, cela équivalait à limiter l'expansion des forces de sécurité afghanes et du gouvernement; à restreindre la liberté de mouvement de la coalition et à lui infliger des pertes qui susciteraient dans les pays de l'OTAN des pressions politiques qui inciteraient les gouvernements respectifs à retirer leurs troupes de la FIAS[58] (voir la figure 1-2).

Pendant l'Op ACHILLES, les forces de la FIAS ont saisi des documents qui décrivaient les fondements du changement de doctrine chez l'ennemi dans le sud. Selon ces documents, « un insurgé a besoin de cinq éléments »[59] [Traduction] :

1. un but principal : libérer les musulmans des infidèles au nom d'Allah;

2. un soutien mondial : l'appui des pays musulmans. Il nous faut [des disques compacts] illustrant [le combat contre les infidèles] pour informer la population sur la lutte que nous menons;

FIGURE 1-2 :
Dispositifs et activités de l'ennemi,
entre février et août 2007

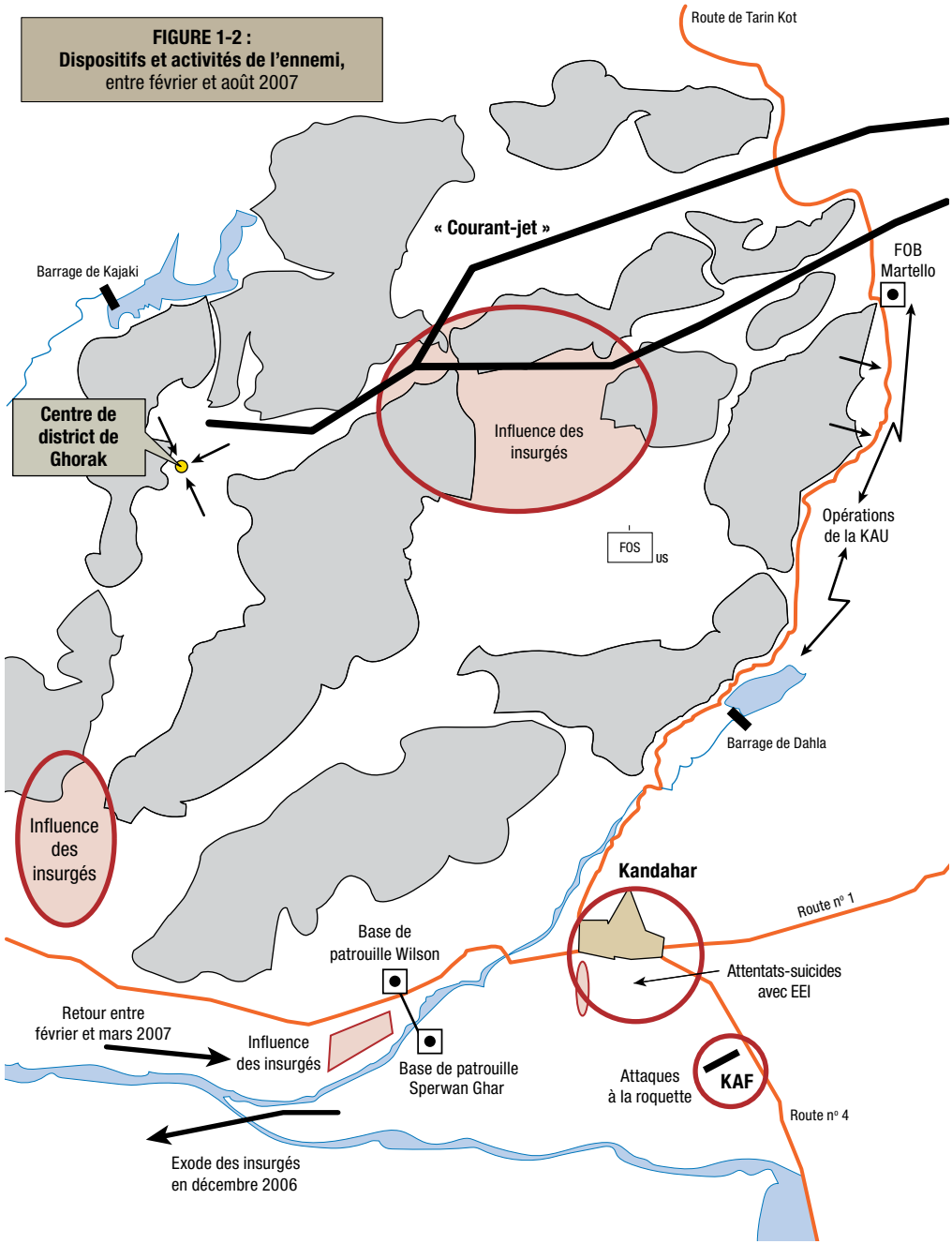


Figure 1-2 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre février et août 2007

3. un soutien régional : traiter la population dans le respect de la morale, avec honnêteté et avec amitié, afin d'obtenir l'aide qui nous est nécessaire;

4. un terrain accidenté et difficile d'accès [pour y combattre/d'où lancer nos attaques];

5. un soutien national : des liens avec un pays, opérer en secret afin de nous faire accepter.

D'autres documents portaient à croire que la doctrine des talibans acceptait l'existence de plusieurs types de guerres :

1. la guerre militaire : une guerre conventionnelle et bien organisée;

2. la guerre non militaire : une guerre éclair s'apparentant à la guérilla et affaiblissant de l'ennemi;

3. une guerre avec *Rawayat Prasti* (traditionalisme), c'est-à-dire avec des armes lourdes pour détruire l'ennemi;

4. une guerre sans *Rawayat Prasti* : utiliser des bombes pour affaiblir l'ennemi.

De toute évidence, le nombre de mines posées et d'attaques à l'EEI dans la province de Kandahar a augmenté de façon spectaculaire pendant la première moitié de 2007. Cependant, il y avait « le chien qui n'aboie pas » [Traduction]. Les armes employées par les insurgés demeuraient les mêmes que celles qu'ils utilisaient depuis des années : des mitrailleuses PK, fusils d'assaut AK, lance-GPF, canons sans recul de 82 mm et mortiers de 82 mm. Il n'y avait pas de munitions thermobariques, pas de missiles anti-chars guidés et pas de systèmes de missiles portables antiaériens. Il existait un terrorisme spécialisé axé sur les attentats-suicides avec EEI, mais il y avait aussi des mines anti-chars d'origine pakistanaise. Les lance-GPF projetaient des grenades chinoises à fragmentation et des roquettes anti-chars pakistanaises à tête explosive. Les obus lancés par les canons sans recul de 82 mm étaient d'origine chinoise. Les roquettes à vol libre de 107 mm, lancées une à une ou par deux, étaient iraniennes, chinoises et pakistanaises, et aucun insurgé n'a jamais pensé à constituer des lance-roquettes multitubes à même les centaines d'engins du genre encore présents et datant des années 1980 et 1990 pour effectuer « un bombardement concentré » du KAF. C'était comme si une entité quelconque maintenait le niveau technologique des insurgés

Source : Auteur

Source : Auteur

De plus en plus de combattants ennemis sont arrivés dans la zone d'opérations du Canada avec des canons sans recul de 82 mm et des munitions anti-chars chinoises de 82 mm pour tenter de neutraliser les véhicules blindés canadiens.

délibérément bas et relativement niable. Plus tard, on a appris que le principal contact taliban pour la chaîne d'approvisionnement en armes iraniennes, le mollah Osmani, avait été tué au cours d'une attaque aérienne en décembre 2006, et cela avait perturbé l'acheminement logistique pendant quelques mois[60].

Parallèlement, il y avait de nombreux chefs insurgés de l'Afghanistan aux niveaux régional et local, et des combattants étrangers arrivaient dans le sud depuis les diverses parties du monde musulman. La théorie du Commandement régional (Sud), selon laquelle il y avait deux catégories distinctes de talibans, se tenait-elle? Y avait-il effectivement une deuxième catégorie de combattants talibans, moins soucieux de l'idéologie et susceptibles d'être « séparés » des combattants endurcis de la première catégorie? Cela n'était pas clair. Cependant, il était de plus en plus évident que le Directeur des affaires tribales dans la province de Kandahar croyait que « de nombreux problèmes se manifestant dans cette dernière [étaient] imputables aux tribus panjpaies et que la pratique d'Ahmad Wali [Karzai] consistant à offrir une majorité des postes politiques à des [chefs tribaux] popalzais [créait] un fossé entre le gouvernement et la population[61] » [Traduction].

Certes, cela n'expliquait en rien l'existence de la choura de Quetta, ni les raisons pour lesquelles Al-Qaïda soutenait l'organe de commandement de l'insurrection. En général, les analystes canadiens en Afghanistan s'en tenaient au « théâtre » afghan et n'intégraient pas dans la discussion les aspects plus stratégiques liés aux conflits mondiaux ou régionaux. Au sein de la FO Kandahar et du Commandement régional (Sud), cependant, on s'entendait pour dire que la choura de Quetta voulait couper les quatre routes principales menant à la ville de Kandahar, tenir la FIAS occupée à la périphérie, infiltrer la ville et la déstabiliser ensuite afin de s'acquérir le soutien de la population, ou de l'intimider en sa faveur, partout dans le sud. La choura de Quetta et ses alliés de l'extérieur étaient disposés à exploiter tous ces différends tribaux et ces griefs locaux aux fins de cet assaut[62].

On peut dire qu'en 2007, les griefs communautaires s'accumulaient de plus en plus contre les gouvernements des districts et provinces et, en particulier, contre leurs forces de sécurité. Il existait aussi une concurrence entre les personnes d'influence dans la province, certaines étant des chefs tribaux et d'autres, non. Cette concurrence économique avait parfois pour objet le trafic de stupéfiants, et parfois, d'autres activités, mais dans tous les cas, le prestige et la fierté comptaient pour quelque chose. Tous ces problèmes se recoupaient. En même temps, des entités au Pakistan étaient disposées à procurer aux parties mécontentes en Afghanistan des armes, un entraînement et d'autres formes de soutien et à faciliter l'intervention d'alliés de l'extérieur qui les aideraient à régler leurs griefs. Un soupçon de religiosité a été ajouté à cette soupe au niveau communautaire pour légitimer les mesures prises. Cette concoction était sur le point d'exploser à la figure de tout le monde dans un district jusque-là paisible appelé Arghandab.

De nouveaux fronts : les origines de l'Op ADALAT, en mars 2007

En janvier 2007, le mollah Naqib du district d'Arghandab a examiné l'Op MEDUSA et, après certaines délibérations, il a décidé de se ranger ouvertement du côté du gouvernement afghan. À tous les égards, les Canadiens avaient fait preuve de vigueur, et il existait, d'après les sources de Naqib, de graves divisions au sein de l'insurrection, ce qui était un important signe de faiblesse. Jusqu'alors, Naqib et sa milice avaient permis aux insurgés de traverser le district dans une certaine limite, mais ils ne les autorisaient pas à y entreposer des armes, à faire du recrutement ou à y établir des bases ouvertement[63]. Désormais, Naqib encourageait publiquement les jeunes hommes du district à se joindre aux forces de sécurité afghanes, ou à résister autrement aux efforts de recrutement des talibans[64]. Naqib a aussi accepté, très publiquement encore une fois, l'aide à la reconstruction offerte facilitée par l'ERP, surtout en ce qui concernait la modernisation de l'infrastructure.

L'Arghandab constituait un terrain vital. Ce district fertile, prospère et chevauchant la rivière Arghandab était la porte nord-ouest donnant accès à la ville de Kandahar. La verdure de l'Arghandab faisait contraste avec les ternes étendues désertiques du district de Khadrez et avec les collines rocheuses du Shah Wali Kot, au nord. Le district était le « coussin de liaison » avec le district de Zharey en passant par Senjaray. Au cours de l'histoire, quiconque contrôlait l'Arghandab devenait l'autorité qui sanctionnait les nominations politiques à Kandahar. Les Afghans étaient bien au courant de ces faits, mais pas nécessairement tous les « acteurs » occidentaux.

À la fin de février, les crues anormalement fortes de la rivière Arghandab causaient des inondations et nuisaient aux cultures le long de son cours. Grâce à ses sources et à ses ressources, l'ERP a conclu que le barrage de Dahla, au nord de l'Arghandab, était à l'origine du phénomène. Dès que l'ERP s'est intéressée au barrage, on a appris au début de mars que les insurgés allaient s'amener dans la région en croyant que les forces de la coalition ne les y attaqueraient pas de peur d'endommager ou de détruire le barrage. La nouvelle a aussi circulé selon laquelle les insurgés envisageaient de contrôler les réseaux d'irrigation à leurs propres fins[65].

Du 8 et 10 mars, de multiples rapports signalaient que les talibans bloquaient la route de Tarinkot et qu'ils allaient s'emparer de l'ancienne FOB Marello. Le CICP a appris que la police afghane avait fui le secteur après divers affrontements avec l'ennemi qui avaient fait de cinq à dix morts de part et d'autre[66].

Le 9e Peloton de la Compagnie C a été chargé d'escorter une équipe multinationale du renseignement et du Génie à travers l'Arghandab jusqu'au barrage de Dahla. Il s'agissait là de « manifester la présence de la coalition dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot » [Traduction] et d'évaluer le barrage du point de vue de la sécurité. L'équipe a conclu que les insurgés ne pouvaient pas endommager le barrage, car il était très solide[67].

Le 10 mars 2007, le mollah Naqib et sa famille assistaient à l'inauguration du projet de construction d'un pont. Pendant que le convoi de trois véhicules Corolla et Land Cruiser quittait l'endroit, il a été attaqué par des EEI : quatre occupants ont été tués et dix ont été blessés. Deux des fils du mollah Naqib sont morts sur le coup, et les autres ont été blessés. Naqib lui-même a été grièvement blessé; il a été amené à l'hôpital Mirwais, puis évacué en Inde par la voie aérienne[68].

Tous les observateurs n'étaient pas convaincus qu'il exista un lien entre les mouvements des talibans dans le Shah Wali Kot et « l'attentat » commis contre Naqib. La population de l'Arghandab n'était pas entièrement alikozaie, et il y avait des factions anti-Naqib dans certains milieux. Des sources de l'ERP ont suggéré que l'attaque était liée à l'éradication sélective des cultures de pavot. Presque toutes les organisations de sécurité afghanes croyaient chacune que Naqib avait été ciblé à cause de sa personnalité et de ce qu'il représentait désormais[69]. Plus tard, des preuves indirectes se sont fait jour qui laissaient croire à l'exécution d'une opération liée à Al-Qaïda, facilitée par ce groupe au nom des membres de la choura de Quetta qui percevaient Naqib comme un traître[70]. La quasi-élimination de la famille de Naqib d'un seul coup faisait entrevoir la possibilité d'un énorme vide dans la structure du pouvoir, et les conséquences pourraient se faire sentir à l'échelle de la province et peut-être même de la région si l'insurrection pénétrait dans l'Arghandab et s'y enracinait. Pendant que la vie de Naqib ne tenait qu›à un fil, il en était de même de celle de Kandahar.

Dans un premier temps, il semblait que les Afghans eux-mêmes s'occupaient du problème de la FOB Martello et de la route de Tarinkot. La police afghane de la ville de Kandahar, la police de Mianishin et même des mercenaires de l'Oruzgan appelés « Kandak Amniante Uruzgan » (ou bataillon de sécurité KAU) se rapprochaient de la FOB Martello et l'ont reprise le 14 mars. Ensuite, la route a été coupée de nouveau par des insurgés venant du district de Mianishin. Cela ressemblait à un combat où chaque adversaire prenait le dessus à tour de rôle, mais on a alors appris que la Police routière de l'Oruzgan suscitait délibérément cette situation dramatique car cette police rivalisait avec une organisation de protection des convois financée par les É.-U. Les cellules d'insurgés présentes dans le secteur exploitaient tout cela à leurs fins. Comme la police de Shah Wali Kot ne voulait pas être entraînée dans ce qui lui semblait être un combat tridimensionnel, elle s'est cantonnée dans la partie sud du district. Le représentant du CICP canadien, le Maj Craig Gardner, a affirmé ce qui suit, à bon droit : « On ne sait pas exactement qui est à la solde de quelqu'un d'autre et pourquoi. La seule façon de tirer au clair l'épisode Martello pourrait bien être de se rendre sur le terrain[71]. »

La FO Kandahar a pris des précautions et a envoyé régulièrement des TUAV Sperwer dans le secteur après le 20 mars[72]. Entre-temps, le Commandement régional (Sud) préparait l'Op ADALAT qui fut lancée le 25 mars. Les orchestrateurs de l'opération comprenaient

le rôle clé de Naqib et de l'Arghandab, mais ils étaient obligés de justifier le plan dans le contexte des plans plus généraux du QG FIAS, soit NOW RUZ et OQAB, puis de vanter le succès des Op ACHILLES et BAAZ TSUKA, afin de montrer qu'ils étaient satisfaits des résultats qu'ils avaient récoltés eux-mêmes. Le Commandement régional (Sud) semblait croire que la situation dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot était attribuable à l'incapacité de l'ennemi de faire quoi que ce soit d'autre ailleurs[73]. Les planificateurs canadiens de la FO Kandahar étaient plus circonspects : ils voulaient en savoir plus sur la situation avant de s'engager dans une quelconque entreprise.

L'Op ADALAT, montée à la hâte, ne brillait pas par sa cohérence. En effet, l'étape I comportait au moins huit stades dont l'enchaînement demeurait incertain. En gros, il devait y avoir une campagne d'OI pendant que la FIAS se ferait une meilleure idée de ce qui se passait dans le secteur. Il y aurait ensuite une série d'opérations de reconstruction et de développement dans le Shah Wali Kot et dans l'Arghandab avec le soutien de la FIAS et de la collectivité internationale : un des projets serait celui du barrage de Dahla. La FO 71 (opérations spéciales des É.-U.) perturberait l'activité des forces ennemies en dehors de ces deux districts, pendant que la FO 42 (opérations spéciales britanniques) pourchasserait les chefs ennemis à mesure qu'ils se manifesteraient[74].

À ce stade-là, l'intervention canadienne se limitait aux efforts de l'ERP. Techniquement, l'Arghandab et le Shah Wali Kot se situaient en dehors de la ZDA de Kandahar. Pourtant, on ne savait pas au juste si la stratégie axée sur la ZDA était encore au goût du jour. À mesure que la situation se détériorait, au printemps de 2007, l'Op ADALAT a absorbé une partie encore plus grande des ressources canadiennes déjà rares, pendant que nos forces faisaient face à des opérations de plus en plus complexes dans les districts de Zharey, de Panjwayi et de Maywand. Quand le Mgén Jacko Page a pris la direction du Commandement régional (Sud) en mai, il a essentiellement cédé l'Op ADALAT à la FO Kandahar[75], qui a alors dû l'examiner en fonction de ses ressources appauvries.

Heureusement, une relation professionnelle entre le Lcol Eyre et le Lcol (É.-U.) Pat Mahaney, qui remontait à de nombreuses années antérieures où ils avaient suivi ensemble un cours commun des Forces spéciales « Q », a favorisé la coopération entre les FO 71 et Kandahar en vue de l'Op ADALAT. Le Bgén Grant a donné son approbation, et la planification a commencé « par mesure de précaution »[76].

Participation du Canada à l'Op ACHILLES, en mars et avril 2007

Parallèlement, le GT 2 RCR était averti qu'il allait devoir fournir des forces aux fins de l'Op ACHILLES. Le Bgén Grant s'est vigoureusement et à bon droit opposé au déploiement d'une équipe de combat composée de VBL III et de chars Leopard dans la vallée de Sangin, car cela aurait ouvert la porte de nouveau à l'ennemi dans le Zharey et

le Panjwayi si la pression y étant exercée par les Canadiens y était diminuée[77]. Le rôle des Canadiens dans le cadre de l'Op ACHILLES était donc de se rendre dans le district de Maywand et de manœuvrer dans ses contours. Les manœuvres avaient deux objectifs : déstabiliser les chefs ennemis pour les forcer à se déplacer, de manière que les FOS puissent les cibler en marge de l'opération menée à l'échelle de la province d'Helmand, et établir des rapports avec la population rurale et les chefs de district en vue d'y mener des opérations dans l'avenir. Le Lcol Walker, mécontent à l'idée d'une réduction possible de la puissance de combat, a constitué une équipe de combat à même la Compagnie A et l'Escadron A à cette fin – puis on lui a ordonné de prendre une paire d'obusiers M-777 de 155 mm faisant partie de la Batterie D, afin de les envoyer jusqu'à la FOB Robinson, dans le Sangin. Le Canada avait six obusiers M-777 de 155 mm en Afghanistan, et deux d'entre eux lui ont été enlevés pour être envoyés dans l'Hellmand et y appuyer les opérations britanniques. À ce moment-là, l'Armée britannique avait sept régiments d'artillerie. La question de savoir pourquoi la Royal Air Force n'a pas pu transporter en Afghanistan une batterie d'artillerie, sans parler de quelques canons, défie l'imagination. Par ailleurs, on ignore aussi pourquoi la FO Kandahar a accepté de déployer ainsi de rares ressources canadiennes, vu la situation tendue où les Canadiens se trouvaient à Kandahar, mais il valait sans doute mieux fournir une paire de canons que toute une équipe de combat.

L'approche divergente adoptée par le Commandement régional (Sud) demeure troublante. D'une part, il incombait au Canada de s'occuper de la ZDA Kandahar. D'autre part, il a reçu l'ordre d'envoyer deux forces dans le Maywand et le Sangin, soit une dans un secteur adjacent à la ZDA Kandahar, mais non dans cette dernière, et l'autre dans une province différente. Le déploiement de patrouilles de logistique de combat pour appuyer des opérations dans des régions éloignées soumis à un stress accru un ESN ployant déjà sous le fardeau et, comme l'accès à des hélicoptères n'était pas possible, chacune de ces patrouilles risquait d'être attaquée avec des EEI chaque fois qu'elle se rendait dans l'Helmand, ou qu'elle en revenait. L'ESN a fait observer ceci : « La succession et le rythme des opérations nous mettent à l'épreuve. Le moral est élevé, mais les soldats commencent à donner des signes de fatigue[78]. » Avec le temps, la FO Kandahar a pu obtenir de l'espace à bord d'un avion CC-130 Hercules pour transporter des ravitaillements à la FOB Bastion dans l'Helmand, où les logisticiens britanniques veillaient à réapprovisionner les artilleurs canadiens[79].

Cela dit, le Lcol Walker a déménagé l'équipe de combat des « Hotel Desert Rats », commandée par les Maj Ruff et Cadieu, hors du district de Maywand, le 6 mars, et elle y a opéré sa jonction avec les forces de l'Armée nationale afghane (voir la figure 1-3.)

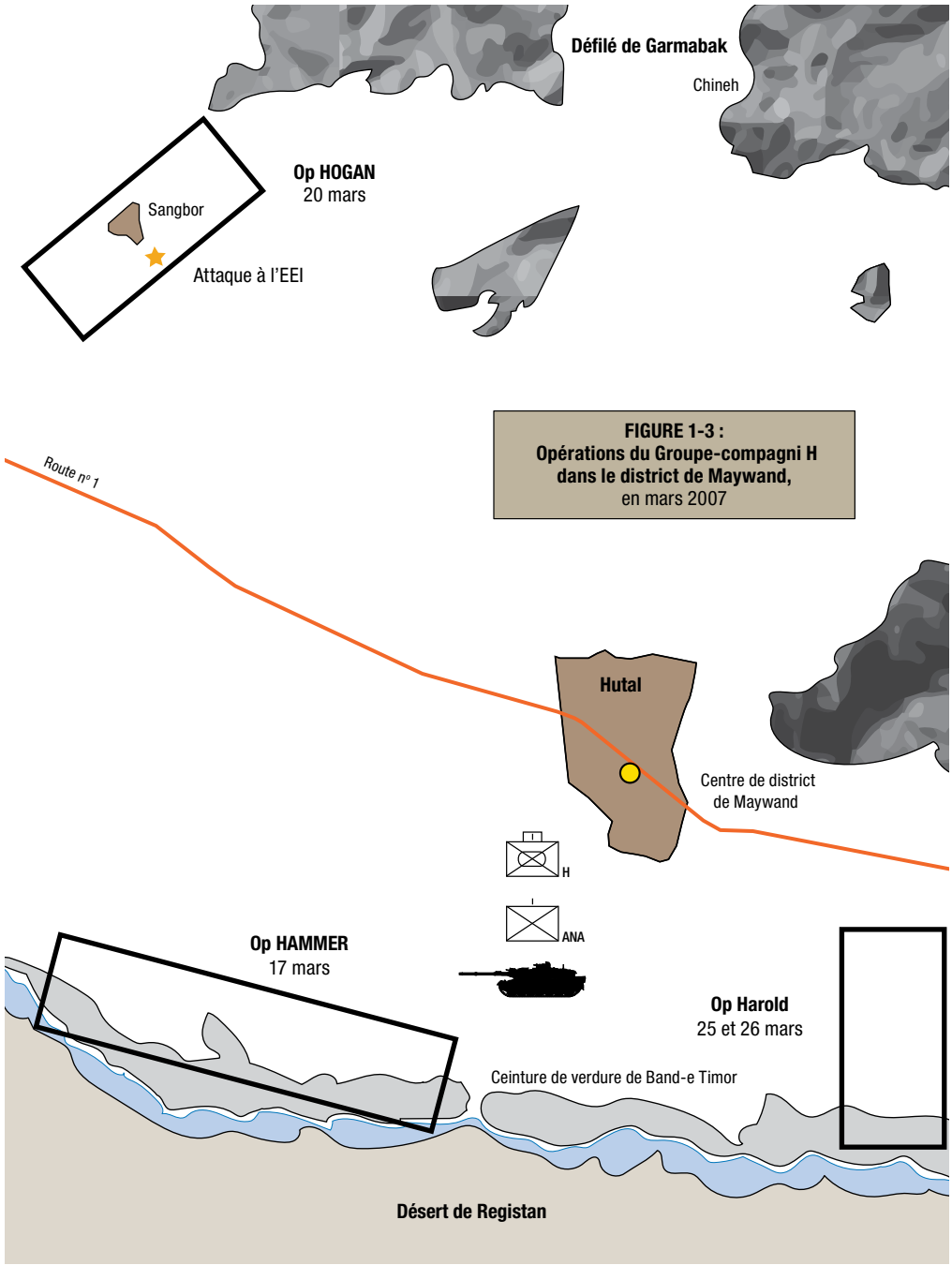


FIGURE 1-3 :
Opérations du Groupe-compagni H dans le district de Maywand,
en mars 2007

Figure 1-3 : Opérations du Groupe-compagnie H dans le district de Maywand, en mars 2007

Les deux groupes allaient déplacer leurs quadrilatères d'opérations en vue du mois suivant. Le district de Maywand se caractérise le mieux comme étant un territoire de transit sillonné par trois axes. La Route nº 1 traverse le district d'est en ouest en passant par la ville d'Hutal. La rivière Arghandab définit la limite sud du district, et le désert du Reg s'étend au sud de cette dernière. Une série de localités fertiles appelée « Band-e Timor » longe la rivière au nord. Au nord d'Hutal se trouve une route allant du sud au nord et passant par le défilé de Garmabak, lieu de la bataille de Maywand en 1880. Le défilé débouche sur le district de Ghorak, qui est la « porte arrière » de la région de Kajaki/Sangin dans la province d'Helmand. Des mouvements perturbateurs dans le « quadrilatère » auraient suscité, dit-on, des mouvements ennemis ailleurs, étant donné que le Maywand fait la « jonction » entre les provinces d'Helmand et de Kandahar.

L'équipe de combat a d'abord tenu une réunion avec les chefs clés au centre du district de Maywand. Avec le temps, le Maj Ruff a appris que la principale personne d'influence avec laquelle il essayait de collaborer, à savoir Haji Saifullah, incarnait les complexités du contexte socio-politique afghan. En effet, Saifullah percevait de l'argent auprès des producteurs de pavot pour les protéger contre les opérations d'éradication menées par le gouverneur. Certains de ces producteurs étaient affiliés aux talibans, et d'autres, non. Le chef du district renseignait les talibans sur les mouvements de son chef de police dans l'espoir qu'il serait assassiné; effectivement, chaque fois que l'équipe de combat arrivait pour exécuter une opération de bouclage et de ratissage et des fouilles, les insurgés avaient été alertés d'avance… par le chef du district[80].

Le Maj Ruff apprenait plus tard que la choura du district de Maywand était en fait une mise en scène et qu'elle ne se composait que de sympathisants talibans ou même des chefs talibans. Quand l'équipe de combat est arrivée, les talibans ont établi des postes de contrôle et vérifié les téléphones cellulaires des habitants de l'endroit pour s'assurer qu'ils ne communiquaient aucun renseignement à la police[81]. Résultat : l'Op HAMMER, dans le secteur de Band-e Timor (17 mars) et l'Op HOGAN (20 mars), dans le secteur de Sangbor, n'ont pas donné grand-chose. Quand l'équipe de combat s'est amenée soudainement dans un « quadrilatère d'opérations » près de la frontière entre le Maywand et le Zharey, pendant l'Op HAROLD, toutefois, le lagger composé de chars et de VBL III a essuyé des tirs de roquettes cinq nuits d'affilée; c'était là un signe évident que l'équipe de combat n'était pas loin d'un objectif d'intérêt[82].

Le GT a été mêlé à d'autres intrigues politiques locales quand la police afghane a été prise à partie pendant une opération d'éradication du pavot, près de Sangbor; un agent a été tué et cinq autres ont été blessés. Le chef de police de la province a demandé l'aide de la FO Kandahar, laquelle a ensuite ordonné au GT d'intervenir. Deux groupes de personnes ont dirigé des tirs d'armes légères sur la police, mais ils ont été dispersés par une

démonstration de force de l'artillerie. Entrant dans le village de Baba, la police a détenu deux personnes[83]. Comme l'envoi de troupes canadiennes dans l'Helmand pour y soutenir les intérêts britanniques, la décision prise par la FO Kandahar d'aider à éradiquer les cultures de pavot, même dans une mesure limitée, risquait d'engendrer des problèmes entre la population locale et la FIAS. Même s'il s'agissait d'un soutien fourni *in extremis*, il pouvait donner aux habitants de l'endroit l'impression que les chars et VBL canadiens prenaient part à l'effort d'éradication et qu'ils privaient ainsi les producteurs de pavot de leur gagne-pain. Les subtiles distinctions faites par les Occidentaux à ces égards ne valaient pas dans cet environnement. Qu'en serait-il si ces agents de police étaient corrompus, qu'ils s'adonnaient à une éradication sélective au nom d'Haji Saifullah et que les personnes qui ripostaient avec leurs tirs refusaient de payer les pots-de-vin et n'étaient pas en fait des talibans?

Pendant que le Premier ministre Steven Harper assistait à des cérémonies en France pour commémorer la bataille de la crête de Vimy, le dimanche de Pâques, le 8 avril 2007, un VBL III du 5e Peloton est tombé sur un EEI à plaque de pression, au sud-est de Sangbor. L'engin avait été réglé pour exploser sous le compartiment des soldats ayant pris place à bord du véhicule, après que les roues avant eurent appuyé sur la plaque. La détonation a tué le Sgt Donald Lucas, les Cpl Aaron Williams et Brent Poland, les Sdt David Greenslade et Kevin Kennedy, tous membres du 2 RCR, et le Cplc Chris Stannix, membre du Princess Louise's Fusiliers. Quatre autres soldats ont été blessés. Ce fut l'attaque à l'EEI la plus meurtrière jamais subie par les Canadiens jusque-là au cours de la guerre. Le caractère expert de l'attaque et la synchronisation de celle-ci montraient que les auteurs n'étaient probablement pas des narcotrafiquants protégeant leur culture de pavot.

Les résultats importants de la présence de l'équipe de combat dans le Maywand ne se traduisaient pas dans le nombre d'armes saisies ou de talibans pris à partie. On savait que l'ennemi se servait du Maywand comme zone de rassemblement et à des fins logistiques. Plus les forces coalisées auraient d'entretiens avec les chefs clés et assisteraient à des chouras dans les régions éloignées, plus cela ferait parler la population; fort probablement, les échelons supérieurs du système « tuer-capturer » de la coalition réuniraient les morceaux du casse-tête et arriveraient ainsi à construire l'ensemble du tableau[84]. Le fait de savoir qu'une cible donnée n'était pas dans un endroit en particulier permettait de concentrer les ressources ailleurs. Il est possible que, dans une petite mesure, les manœuvres exécutées par la Compagnie H et l'Escadron A dans les villages situés dans le Dasht ressemblant à une prairie dans le district de Maywand, aient contribué à causer la mort du mollah Dadullah Lang et d'autres principaux commandants ennemis. À tout le moins, les interventions dans le Maywand ont perturbé le système logistique ennemi qui approvisionnait le district de Zharey et elles ont aussi renseigné sur la dynamique politique liée à la Route no 1, dynamique qui influait sur les événements dans ce district.

Les opérations dans le district de Zharey, en mars et avril 2007

Dans ses plans concernant le district de Zharey, le Lcol Walker se concentrait sur trois aspects. D'abord, il y aurait l'élimination des postes fortifiés le long de l'itinéraire Summit. Ensuite, les analyses géographiques du district révélaient que Gundy Ghar, à l'ouest, était essentiel à la surveillance. Troisièmement, il fallait trouver un moyen de doter le district d'une garnison de police afin de garantir la sécurité de l'effort de développement. Le Lcol Walker s'est attaqué aux deux premiers aspects à la fin de février, puis il a appris qu'une compagnie d'infanterie hollandaise se joindrait au GT pendant un certain temps. Il a décidé de l'installer temporairement dans le poste fortifié West, afin de faire échec aux mouvements ennemis dans le secteur de Sia Choy. L'escadron de reco et le 42e Escadron d'artillerie de campagne sont allés examiner Gundy Ghar dans l'intention d'y établir une base de patrouille[85] (voir la figure 1-4.).

L'idée selon laquelle la Police nationale afghane irait occuper des postes de contrôle préparés dans le district semblait provenir du chef de la police du district, le Col Akka, et des dirigeants du Zharey. Comme ils l'ont expliqué aux commandants canadiens, une suite de postes de contrôle dont les champs d'action se recoupaient, aux intersections clés, constituait un moyen d'économiser les efforts, car, prétendaient-ils, ils n'avaient pas assez d'agents de police pour les patrouilles de présence. Le plan concernant les postes de contrôle, aux yeux des dirigeants du district, démontrait force et détermination[86]. La mise en place d'un réseau de postes de contrôle perturberait les mouvements ennemis et faciliterait ceux de la coalition. Aspect primordial du point de vue canadien, ce plan mettait les Afghans à la pointe de l'effort de la contre-insurrection.

Le premier essai a eu lieu à Gundy Ghar en mars. Après que l'endroit eût été dégagé par le 42e Escadron de campagne, la police afghane a établi là une enceinte avec un détachement de 20 hommes. Des véhicules Coyote et des tireurs d'élite de l'escadron de reco du Maj Graham, partis pour aller s'y installer, sont tombés dans une embuscade complexe à l'est de Howz-e Madad : des tirs d'armes légères et de GPF provenant de positions au sud de la route ont été renforcés par une mitrailleuse montée dans la benne d'une camionnette Toyota (« Somali technical »). De vieux camions à clochettes ont été utilisés pour canaliser le mouvement du convoi vers une zone d'abattage. Les Dragoons se sont extirpés de l'embuscade avec leurs canons de 25 mm et ont poursuivi leur route vers Gundy Ghar[87].

Une fois établis à Gundy Ghar, le Maj Graham et ses hommes ont collaboré avec la police afghane pour affirmer leur présence dans le secteur. Deux postes de contrôle ont été montés : le premier à l'intersection des itinéraires Ottawa et Langley, et l'autre à celle de la Route no 1 et de l'itinéraire Edmonton. Environ 50 policiers ont occupé ces trois postes et amorcé des opérations de patrouille. Plus tard, un détachement de la Police militaire canadienne est arrivé et a travaillé avec la police afghane pendant environ un mois et lui

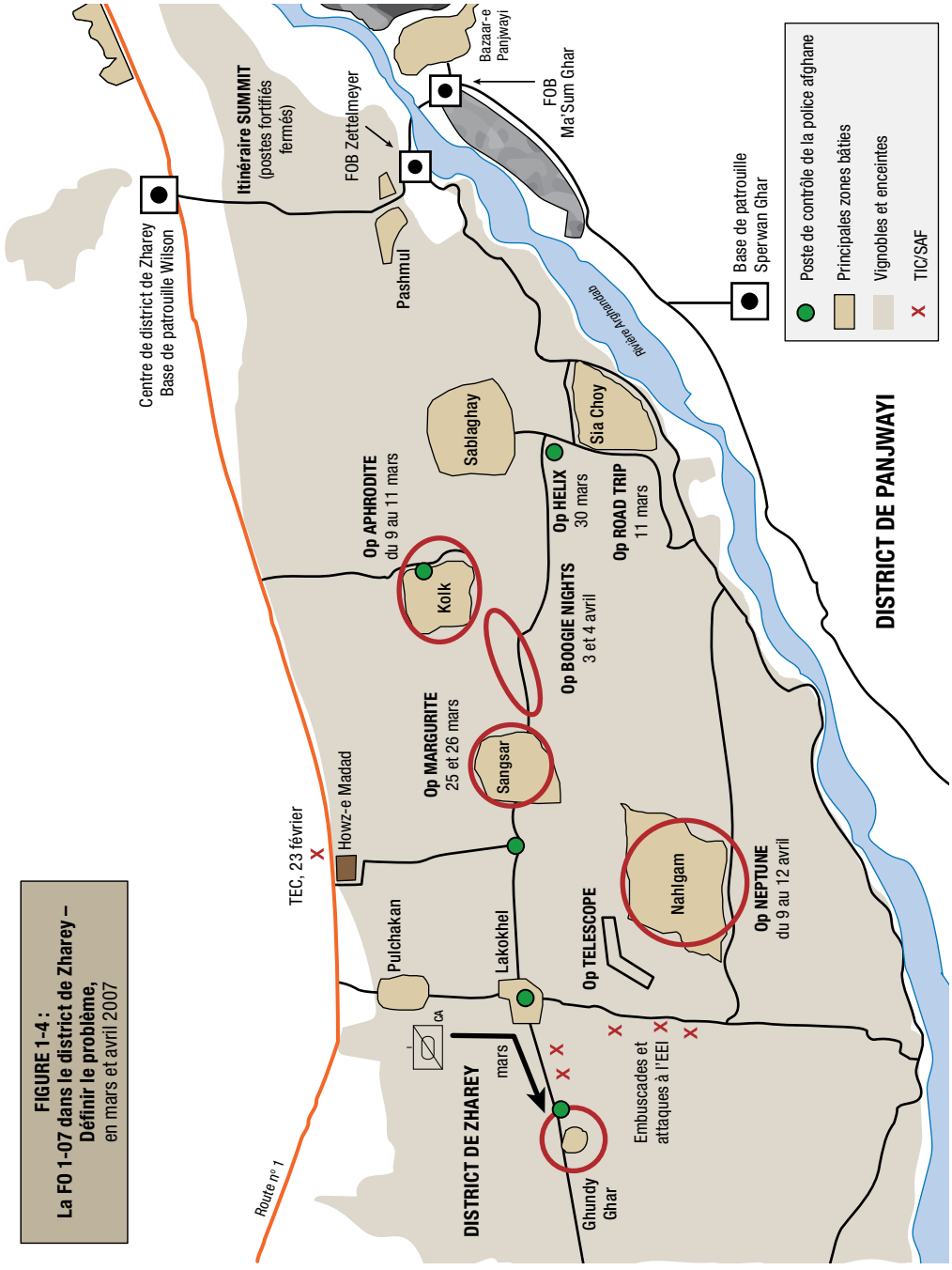


FIGURE 1-4 :
La FO 1-07 dans le district de Zharey – Définir le problème,
en mars et avril 2007

Figure 1-4 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Définir le problème, en mars et avril 2007

a enseigné comment fouiller les véhicules et gérer les postes de contrôle. En un mois, les rapports avec la population à la faveur d'engagements des relais d'influence dirigés par la police ont amené cette dernière à fournir une multitude de renseignements sur l'emplacement des EEI ennemis[88].

La Compagnie I du Maj Quick a lancé le programme de patrouille en travaillant avec l'Armée nationale afghane et l'ELMO, tout en aidant à démanteler les postes fortifiés. Pendant qu'un véhicule de l'Armée nationale afghane patrouillait dans les environs de Musa Khan, il a heurté un engin explosif qui a coupé les jambes à un jeune lieutenant afghan. Cette nuit-là, un énorme échange de feux a éclaté près d'Howz-e Madad; au moins une centaine de policiers afghans sont intervenus. Le Maj Quick, qui apprenait vite comment les affaires se déroulaient dans le district de Zharey, a fait savoir que les personnes qui tiraient sur les polices d'Akka, étaient « en fait des civils qui avaient pris les armes pour s'opposer à l'éradication des cultures de pavot » [Traduction]. Le Maj Quick a recommandé au GT de ne pas intervenir[89].

Source : Auteur

Ce véhicule de reco Coyote qui appartenait à l'escadron de reco a heurté une gerbe de mines anti-chars TC-6 (ce n'était pas un engin explosif improvisé), au cours d'une patrouille dans le district de Zharey. Le véhicule a capoté, la tourelle a été arrachée, et deux soldats canadiens ont été tués. Les ambulanciers paramédicaux et les sapeurs qui ont travaillé sur le véhicule en flammes et autour de lui ont pris des mesures héroïques pour extirper de l'épave les membres de l'équipage.

Le prochain poste de contrôle à aménager était à Kolk. Dans le cadre d'une opération délibérée, la Compagnie I, le 42e Escadron d'artillerie de campagne, l'Armée nationale afghane et ses mentors, puis la police afghane et la police civile fournie par l'ERP s'y amèneraient, dégageraient le terrain, mettraient le poste de contrôle sur pied, feraient venir la police et se retireraient. L'Op APHRODITE a duré du 9 au 11 mars, sans aucun incident, ou presque : immédiatement après le départ des Canadiens et de l'Armée nationale afghane, la police a été prise à partie à l'ouest du poste de contrôle de Kolk. Quand la police est venue retirer ses blessés, elle a été prise en embuscade. Un VBL III du quartier général tactique du Maj Quick a riposté avec son canon de 25 mm, puis l'ennemi a provoqué une escalade et a manœuvré pour déborder le flanc de la position. Le reste du peloton est arrivé et s'est déployé pendant que la population de Kolk fuyait vers l'est. L'ennemi s'est replié[90]. De toute évidence, les insurgés avaient conclu que le concept des postes de contrôle gênait leurs plans et leurs activités.

L'Op ROAD TRIP visait à établir une présence de la police à Sia Choy et elle était structurée comme l'Op APHRODITE : elle faisait appel à l'infanterie de la Compagnie I canadienne, à une compagnie afghane du 2e Kandak et à ses mentors canadiens, et à la police du district de Zharey. Les Afghans ont dégagé l'objectif, l'infanterie canadienne a installé un cordon de sécurité, et la police afghane, aidée de la CIVPOL canadienne fournie par l'ERP et accompagnée par une équipe des opérations psychologiques, s'est entretenue avec les chefs locaux. Le 42e Escadron d'artillerie de campagne a dégagé le terrain et mis le poste de contrôle sur pied. Au milieu de l'Op ROAD TRIP, cependant, Akka a redéployé ses effectifs ailleurs pour des opérations d'éradication des cultures de pavot, ce qui a bouleversé la suite des activités[91].

En travaillant de concert avec Akka et ses lieutenants, les Canadiens ont mieux compris ce qui se passait dans le district. En fait, Akka ne s'entendait pas avec le chef de district, Haji Khairuddin. Ce dernier semblait être parent avec tout le monde dans le district, et cela comprenait plusieurs commandants talibans. Akka craignait Khairuddin[92]. Akka se disait ouvertement en faveur de l'établissement de points de contrôle à l'intérieur du district, mais il continuait à se concentrer sur ceux de la Route no 1, où le gros de ses effectifs se tenait. Il ne s'agissait aucunement là d'un geste altruiste, même si, collatéralement, cela appuyait les efforts que la FIAS déployait pour maintenir la route ouverte : Akka, comme Haji Saifullah et d'autres, tirait des revenus de la Route no 1. La police loyale aux personnes d'influence locales percevait régulièrement un « droit de passage » auprès des civils empruntant la route avec leur véhicule et elle partageait les sommes ainsi recueillies avec quiconque lui était allié.

Le député Habibullah Jan, qui était la personne d'influence à Senjaray située juste un peu plus loin sur la route, faisait la même chose. Cependant, Jan et Akka n'étaient pas en bons termes, parce que le protecteur d'Akka, Ahmad Wali Karzai, ne s'entendait pas bien

avec Habilluah Jan. Le protecteur de Jan était Yunis Qanuni, un rival d'Hamid Karzai dans les milieux de Kaboul (voir le volume I). Quand les insurgés sont arrivés à Senjaray et y ont amorcé leurs activités plus tard au cours de la période de service du GT et qu'ils ont failli fermer la Route nº 1, il n'a pas été clair s'ils l'avaient fait avec l'approbation d'Habibullah Jan ou non.

Ensuite, Akka est disparu pendant un certain temps et a laissé un adjoint prendre la direction de la police. En fait, avec bon nombre de ses hommes, il était parti prendre part à la récolte du pavot ailleurs. Cela a entraîné un jeu de puissance de la part de Khairuddin qui s'est essentiellement approprié la police afghane pour en faire sa garde du corps personnelle et s'en servir comme d'un outil pour acquérir la supériorité sur les anciens de la région. Khairuddin s'est ensuite mis à diriger des missions d'éradication des récoltes de pavot avec « sa » police. Il « extorquait sans doute de l'argent aux cultivateurs de pavot qui voulaient que leurs récoltes restent intactes[93] » [Traduction].

Ce n'était pas tout. Le Lcol Chamberlain envoyait des équipes de la COCIM fournies par l'ERP en patrouille pour qu'elles réparent les dommages de combat causés pendant l'Op MEDUSA. Le plan consistait à poursuivre les projets à impact rapide et le programme de travail contre rémunération en vertu duquel les habitants de l'endroit seraient payés pour réparer leurs propres habitations et installations, tandis que les grands projets d'infrastructure seraient gérés par l'intermédiaire de l'Assemblée de développement des districts dans le cadre de contrats adjugés à des entrepreneurs locaux. Au cours d'une choura dirigée par le gouverneur Asadullah Khalid, la population s'est plainte en disant que Khairuddin était « corrompu et partial au moment de distribuer l'aide alimentaire et d'épauler le rétablissement, et que des entreprises de l'extérieur recevaient certains des contrats ou des travaux contre rémunération pourtant destinés à la population du Zharey[94] » [Traduction]. Khalid a ouvertement pris le parti de la population, mais il n'a pas limogé Khairuddin.

Immédiatement après avoir terminé les mesures relatives à la réparation des dommages causés aux terres et bâtiments, l'ERP a été submergée par des réclamations pour dommages causés au réseau d'irrigation local par la construction de l'itinéraire Summit en 2006[95]. Le Lcol Chamberlain et les équipes de la COCIM au sein de l'ERP ont travaillé sans relâche pour régler le problème et ils ont fini par convaincre/forcer la choura du district de formuler une solution avec la population locale. Tout le monde n'était pas satisfait, mais il devenait difficile de savoir qui s'adonnait à de la fraude et présentait des réclamations en double et qui ne le faisait pas. L'équipe de la COCIM est retournée plusieurs fois pour vérifier qui recevait les fonds, qui n'en obtenait pas, quels travaux avaient été accomplis, et ainsi de suite, mais en fin de compte, les griefs, légitimes ou non, continuaient de s'accumuler au sujet de l'itinéraire Summit — et la corruption de Khairuddin et les « services de police » d'Akka sur la Route nº 1 ont aggravé la situation[96]. Quand des explosifs ont créé des cratères

dans l'itinéraire Summit, plus tard au cours de la saison, on n'a pas su au juste qui les avait causés, mais beaucoup ont soupçonné que c'était une façon pour les personnes d'influence d'emplir leur poche en amenant les équipes de la COCIM à payer des ouvriers locaux pour réparer les trous, puis en ponctionnant le salaire de ces ouvriers[97].

Parallèlement, la sécurité sur la Route nº 1 se détériorait de façon alarmante dans les environs du district de Zharey, jusqu'aux banlieues ouest de la ville de Kandahar. Deux embuscades ont été tendues à des convois sur la Route nº 1, soit respectivement les 6 et 17 mars, sans compter qu'au cours d'une semaine, cinq autres attaques à l'EEI ont visé des patrouilles de logistique de combat, des convois britanniques et même le quartier général tactique du Lcol Walker. L'une des attaques a entraîné la perte d'une remorque d'équipement lourd qui transportait un VBL III endommagé. Un attentat-suicide contre le véhicule Bison de l'équipe anti-EEI, le 17, a causé la mort de deux fillettes afghanes[98]. Une équipe de neutralisation d'explosifs canadienne a aussi découvert un EEI factice sur l'itinéraire Summit, ce qui était probablement un avertissement donné par la population locale, plutôt que le résultat d'une intervention talibane[99].

Pendant ce temps, l'escadron de reco travaillait depuis le mont Gundy Ghar avec la police afghane. Aspect troublant, la police découvrait sans cesse des EEI radiocommandés sur l'itinéraire Langley. Ensuite, l'escadron a été touché : un véhicule Coyote qui circulait sur l'itinéraire a heurté un EEI, et les roues du véhicule ont été arrachées. Le VBL du Génie qui s'était amené pour fournir son aide a capoté pendant qu'il manœuvrait : les membres du 42e Escadron ont donc débarqué de leur véhicule avec une section canine pour dégager l'endroit. Le chien a fait sauter une mine anti-personnel et il est mort; le maître-chien et un sapeur de combat ont été blessés et ont dû être évacués par hélicoptère[100].

Le Maj Graham et ses hommes essayaient d'appliquer leurs connaissances du mode de vie des habitants de l'endroit afin de voir quels chemins ils évitaient, mais de toute évidence, « la mort d'enfants attribuables à de tels engins n'avait pas le même effet qu'il y aurait eu au Canada[101] » [Traduction]. En dépit de la menace des mines, l'escadron de reco continuait d'exécuter des sorties et d'établir des postes de contrôle de véhicules, avec l'aide de la police afghane, à Gundy Ghar et ses environs de même que sur la Route nº 1. Des tireurs d'élite ont pris position la nuit pour essayer de surprendre les poseurs de mines, mais un autre véhicule Coyote a heurté un EEI sur l'itinéraire Langley, le 20. Cette gigantesque explosion a renversé le véhicule sur le côté, et l'équipage en entier a perdu connaissance[102].

Des données du renseignement ont informé le Maj Graham et le Lcol Walker que le problème se situait à Nahlgam, à l'est de Gundy Ghar, mais que cet endroit était niché au milieu de fossés d'irrigation, de routes bordées de murs, de tranchées de champs de vignes et d'enceintes complexes. Au lieu de se frayer un chemin à coups de canon, le GT a orchestré l'Op TELESCOPE pour s'en prendre aux fabricants d'EEI et dégager l'itinéraire Langley.

Le GT a demandé qu'on lui fournisse des moyens additionnels : UAV Predator, TUAV et systèmes ISTAR. L'escadron de reco a établi quatre postes d'observation, puis le lendemain, un détachement de dégagement d'itinéraires s'est amené sur l'itinéraire Langley. Pendant ces événements, la Compagnie I concentrait ses efforts sur des insertions débarquées, des feintes et le recours à des patrouilles dépassées à Sia Choy, Pashmul, Kolk et Sablaghay[103]. La Compagnie C est intervenue elle aussi : elle menait une opération distincte mais complémentaire, appelée MARGURITE, qui consistait à travailler avec l'Armée nationale afghane pour établir un poste de contrôle de la police à Sangsar, un peu comme pendant les opérations précédentes[104]. En favorisant le mouvement simultané des trois organisations dans le district de Zharey, la coalition ne menait pas uniquement une grande opération de manœuvre de collecte de renseignements, mais elle exécutait aussi un déploiement assez vaste susceptible de forcer la main des insurgés.

Cependant, même après que la Compagnie C et l'Armée nationale afghane eurent dégagé le secteur, la police afghane refusait de rester à Sangsar. Pourtant, la couverture supplémentaire fournie par les UAV permettait de repérer les emplacements de mines et d'EEI sur l'itinéraire Edmonton — y compris celui d'un amas de mines anti-chars[105]. À la faveur de l'exploitation, les sapeurs de combat ont découvert qu'il s'agissait de mines [anti-chars] d'origine pakistanaise[106]. Ce n'était pas des « engins explosifs improvisés », mais bien des armes spéciales employées d'une façon conventionnelle et posées par un personnel dûment entraîné.

Dans la nuit du 28 mars, dans le cadre de l'Op TELESCOPE, les tireurs d'élite et les canons de 25 mm des postes d'observation prenaient à partie un guetteur ennemi chargé de donner l'alerte et une équipe de quatre hommes armés de GPF; pour sa part, la Batterie D lançait des obus éclairants. Le lendemain, le détachement étasunien de dégagement d'itinéraires empruntait l'itinéraire Langley, mais tombait dans une embuscade complexe et était la cible de six GPF et d'autres mines anti-chars pakistanaises. Le détachement a fait appel à l'artillerie. Les VBL et véhicules Coyote ont riposté avec leurs canons de 25 mm, et les tireurs d'élite installés sur le mont Ghundy Ghar se sont mis à neutraliser des cibles avec leurs fusils Timberwolf. Selon certaines sources, environ 25 ennemis auraient été tués au cours de cet engagement, mais selon certaines autres, il n'y aurait eu que 11[107].

Les TUAV Sperwer observaient maintenant une activité considérable dans la zone d'opérations de l'escadron de reco, et les autres systèmes recueillaient de plus en plus de données. À Diwar, la Compagnie I découvrait que le poste de contrôle de la police afghane était abandonné et qu'il avait été détruit par les talibans. Selon le Maj Quick, c'était là un grave problème auquel il fallait remédier. La Compagnie I a conçu un plan pour reprendre le contrôle du secteur de Kolk[108].

L'escadron de reco poursuivait avec l'Op TELESCOPE II. Une autre embuscade qui visait le poste d'observation de l'escadron de reco, près de Nahlgam, a coûté la vie à quatre autres ennemis, sans que l'escadron subisse de pertes. Moins de 24 heures plus tard, une autre embuscade tendue sur l'itinéraire Langley faisait sept morts chez l'ennemi, et l'escadron de reco s'en tirait encore une fois sans pertes ni dommages. Le Maj Graham est entré dans Nahlgam avec la police afghane et a détenu deux hommes. Des rapports ISTAR ont confirmé que l'un d'eux était un commandant taliban nommé Abdullah Akim, et que l'autre était un fabricant de bombes connu. Dans les jours ayant suivi leur capture, les chefs de Nalhgam se sont rendus à Gundy Ghar pour demander des forces de sécurité gouvernementales accrues dans leur collectivité. La situation s'est calmée pendant un certain temps dans le secteur de Gundy Ghar/Nalhgam[109].

Le 30 mars, la Compagnie H a été ramenée du Maywand dans l'action du Zharey. L'objectif de l'Op HELIX était un ensemble d'enceintes au nord de Sia Choy. L'escadron de chars Leopard s'étant déployé en périphérie, la Compagnie H est entrée dans le secteur avec une compagnie de l'Armée nationale afghane et un détachement non coordonné de la police afghane équivalant à un peloton. Les Afghans ont heurté un EEI à plaque de pression quand ils sont ressortis. Malgré tout, une analyse des résidus de tir prélevés sur deux suspects a donné des résultats positifs. Les Afghans ont identifié un des deux hommes comme étant un chef taliban et ils l'ont envoyé à la Direction nationale de la sécurité[110].

L'opération que la Compagnie I a menée pour retourner dans le secteur de Kolk-Sangsar a été appelée BOOGIE NIGHTS et a eu lieu les 3 et 4 avril. Cependant, après une planification exhaustive, aucun contact avec l'ennemi n'a eu lieu, de sorte que le Maj Quick a organisé plusieurs patrouilles de présence et de dégagement qui ont été exécutées par des pelotons dans le secteur[111].

L'état-major du GT 2 RCR a alors monté l'Op NEPTUNE. Cette fois, l'objectif était Nahlgam, où la police afghane devait établir un poste de contrôle. Il y a eu notamment le dégagement de l'itinéraire Ottawa, puis le déploiement de l'escadron de reco à l'est, pendant que l'effort principal axé sur la Compagnie I commençait à partir du nord. Cette fois, cependant, l'escadron de reco a dû améliorer les itinéraires à partir d'autres points à la périphérie de Nahlgam avant que les forces puissent se déployer pour entrer dans le secteur. La construction de ponts et l'amélioration des ponceaux, grâce à une main-d'œuvre locale et à un programme de travail contre rémunération, ont facilité le chemin jusqu'à la localité. L'escadron de reco a laissé une patrouille derrière en la chargeant de surveiller l'itinéraire Langley. Ensuite, la Compagnie I a mené des patrouilles nocturnes, ce qui s'est avéré dangereux, car il y avait des puits non couverts dans le secteur. Un soldat est tombé dans un de ces derniers, et il a fallu l'en extirper. Les patrouilles ont eu un effet psychologique

visible sur la population. Au cours de ses rapports avec les chefs locaux, la Compagnie I a découvert l'existence de liens économiques et politiques entre Nahlgam et Sangsar et elle a appris que, d'après la population de Nahlgam, son représentant à la choura vivait à Kandahar. Il existait dans ce dernier village toute une structure d'influence parallèle n'ayant aucun lien avec les structures du district. Contrairement à d'autres régions du district, le village de Nahlgam était d'une propreté impeccable et puissamment fortifié. Une excavatrice avait été utilisée pour aménager des positions et créer des obstacles destinés à entraver le déplacement des véhicules[112].

La police afghane ayant été retardée, la décision a été prise d'envoyer la patrouille de l'escadron de reco le long de l'itinéraire Langley le 10 avril. Pendant qu'elle se déployait, la patrouille de remplacement a heurté des mines anti-chars superposées sur l'itinéraire Ottawa. Une force de réaction rapide (FRR) composée de sapeurs et d'assistants médicaux s'est déployée. Ensuite, le véhicule Coyote de tête de la patrouille qui rentrait à la base a heurté un autre ensemble de mines superposées. Le véhicule a capoté, et la tourelle en a été arrachée alors que l'équipage était à l'intérieur. Le moteur a atterri sur l'écoutille du conducteur, et l'épave a pris feu. Les sapeurs, dirigés par l'Adjum Richards, ont amené un engin blindé du Génie Badger pour retirer le moteur et d'autres débris empilés sur le véhicule, pendant que le Cpl Dave Gionet et les Sdt Shane Dolmovic et James Renaud faisaient de leur mieux pour sauver la vie des membres d'équipage grièvement blessés. Le Cpl Gionet a failli mourir après avoir inhalé les émanations à l'intérieur du véhicule en feu. Malheureusement, le Cplc Allan Stewart et le Cvr Patrick Pentland ont succombé à leurs blessures[113]. Il a plus tard été établi par l'équipe anti-EEI que les insurgés avaient employé des mines TC-6 non métalliques doubles. Un engin conventionnel spécial quasi indétectable fourni aux insurgés par un intervenant de l'extérieur a tué ces soldats, et non un EEI[114].

Au cours des opérations de ce soir-là, l'escadron de reco apprenait que le poste de contrôle de la police afghane, établi à l'intersection des itinéraires Ottawa et Banff, près de Sangsar, avait été détruit après que sa patrouille eût été touchée par les mines. La police avait fui. Qui pis est, le quartier général tactique du Lcol Walker a été la cible d'un EEI placé dans un véhicule pour attentat-suicide presque au même endroit, à l'ouest de la ville de Kandahar, où le quartier général tactique de la FO Orion avait été attaqué en juillet 2006.

La Compagnie I préparait une autre opération axée sur Nahlgam, appelée MULLAROUGE. La procédure de combat a été enclenchée le 15 avril. Or, l'exécution de l'opération a été reportée. Les FOS canadiennes ont développé une cible, et la Compagnie I a changé de cap pour aller soutenir l'Op GRIZZLY, près de l'itinéraire Saskatoon. Un VBL III a heurté une mine et a été mis hors de combat pendant qu'il retournait à la base de patrouille Wilson[115].

L'Op MULLAROUGE est devenue l'Op HURRICANE. Le Lcol Walker voulait désespérément retourner à Nahlgam et y secouer les insurgés, après les attaques contre l'escadron de reco. À ce moment-là, ce dernier avait été relevé de sa tâche au mont Gundy Ghar, et il se préparait à son redéploiement dans le cadre de nouvelles missions. Le 30 avril, l'opération de contingence HURRICANE a été reportée, parce qu'il n'y avait pour elle aucun détachement de dégagement d'itinéraire — et le Canada n'en possédait encore aucun[116]. Cependant, le GT 2 RCR s'est réarmé pour saisir l'initiative au début de mai.

Que signifiait tout cela dans un contexte plus large? Le GT du Lcol Walker travaillait aux côtés de l'Armée nationale et de la police afghanes pour établir une présence durable à des endroits clés au cœur du district de Zharey et pour cesser d'être confiné aux fortifications dans la partie orientale du district. Cela était fort positif. Idéalement, chacun de ces « noyaux » de présence aurait dû se transformer en petites zones de sécurité qui, une fois reliées, auraient permis d'amorcer des projets de l'ERP dans les localités et de raccorder les localités au système de gouvernance du Zharey. Comme le GT l'apprenait progressivement, néanmoins, la police était incapable de faire plus que tenir certains de ses postes de contrôle. Le système de gouvernance du Zharey était totalement inefficace et il suscitait en fait plus de griefs qu'il n'en réglait. Le GT 2 RCR réussissait malgré tout à maintenir une présence perturbatrice dans le district du Zharey, mais tant que la population ne serait pas à l'unisson avec un gouvernement travaillant pour elle, rien n'allait changer. Au début de 2007, le Zharey était en fait un microcosme de l'ensemble des efforts de la coalition dans le Sud de l'Afghanistan.

Op ROCKETEER

L'escadron de reco a été ciblé par une attaque à la roquette de 107 mm au mont Gundy Ghar, en mars, et au début d'avril, trois attaques de ce genre avaient eu lieu contre la FOB Ma'Sum Ghar. Le problème des roquettes dans le district de Zharey ressemblait à celui qui se présentait autour du KAF. Essentiellement, les insurgés installaient un système d'attaque portable autonome qui lançait automatiquement les engins vers ses cibles, puis ils s'éloignaient de l'endroit. Sauf s'ils étaient interrompus pendant qu'ils transportaient ou installaient le système, ils ne risquaient pas d'être appréhendés ou neutralisés d'autre façon. Il y avait aussi une équipe insurgée munie de mortiers qui opérait sporadiquement dans le district : elle avait lancé en chandelle des obus sur la FOB Ma'Sum Ghar à la fin de mars. À moins d'avoir des données de vol exactes, il était quasi impossible pour la Batterie D de cibler la plaque de base avec ses obusiers M-777.

Prenant des mesures provisoires, le 42e Escadron d'artillerie de campagne du Maj Jake Galuga a décidé de renforcer les installations de logement dans les bases d'opérations avancées et de consolider les défenses de celles-ci. Le 17 avril, une batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs (STA) a été composée pour enrayer systématiquement la menace.

Sous la direction du Maj Kyle Little, la batterie regroupait plusieurs détachements équipés d'un radar anti-mortier léger, d'un système acoustique de repérage d'artillerie hostile (HALO) et enfin de petits systèmes UAV dont l'escadron de reco s'était départi.

En fait, la batterie de STA essayait de créer une toile de capteurs au-dessus du district de Zharey de manière que les unités ennemies recourant à des tirs indirects puissent être ciblées par des systèmes qui en confirmeraient la position afin de réduire ainsi les dommages collatéraux causés par les pièces de 155 mm. Ce système composé de systèmes luttait activement contre les mortiers et passivement contre les roquettes, en ce sens que les données pouvaient être réunies sur les coordonnées des points de lancement; ensuite, celles-ci étaient surveillées par les patrouilles, tireurs d'élite, véhicules Coyote et chars Leopard[117].

Ces systèmes avaient leurs limites, cependant, car les microphones de repérage de l'artillerie ennemie étaient sensibles. Le terrain était montagneux, ce qui réduisait le nombre de capteurs pouvant être installés; chacun d'eux était muni d'une pile risquant de servir à un fabricant d'EEI qui s'en serait emparé. Le système était tellement sensible qu'il pouvait enregistrer chaque explosion, y compris celles des EEI et des obus d'artillerie.

Source : Auteur

Le système HALO, déployé à la FOB Ma'Sum Ghar, faisait partie d'une toile de capteurs. Il se composait de postes de capteur et d'un appareil de traitement monté sur véhicule blindé de poste de commandement; il s'avérait tellement sensible qu'il pouvait confirmer les emplacements des détonations d'engins explosifs improvisés. On aperçoit ici un véhicule de transport d'équipement lourd loué à l'Armée hollandaise.

Deux jours après l'arrivée de la Batterie de STA, le GT a mis sur pied l'Op ROCKETEER, qui allait durer quatre jours. Cette opération rassemblait la Batterie de STA, une partie de l'escadron de reco et l'unité des TUAV et consistait à surveiller les positions probables des lance-roquettes. Elle n'a pas permis la capture d'insurgés, mais elle a vraisemblablement eu un effet dissuasif, car aucune roquette n'a été lancée sur Ma'Sum Ghar pendant cette période. La seule perte a été celle d'un TUAV dont la population locale s'est emparée quand il s'est posé par inadvertance. Tout a été calme jusqu'au 14 mai, jour où une roquette de 107 mm a touché l'aire des douches à Ma'Sum Ghar et tué un interprète qui faisait ses ablutions. Après l'exécution d'une série de patrouilles, aucune roquette n'a été lancée par l'ennemi jusqu'au mois de juin, quand une grappe de trois engins a frappé le camp, sans toutefois causer de dommages[118].

Comme au KAF, les roquettes étaient un fléau qui risquait d'être mortel. Malgré ses limites, la Batterie de STA a été le prototype d'un système de surveillance plus évolué et plus efficace qui allait venir plus tard au cours de la guerre.

Le district de Panjwayi, en mars et avril 2007

La situation dans le district de Panjwayi demeurait relativement stable, comparativement à celle du Zharey. La Compagnie C du Maj Henderson patrouillait la plupart du temps dans Bazaar-e Panjwayi et les environs quand elle n'était pas déployée dans le Zharey pour y appuyer une des opérations de contingence dont il a été question et dont le rôle consistait à installer des postes de contrôle de la police afghane[119]. À la fin de mars, les forces spéciales étasuniennes et les unités afghanes leur étant jumelées se sont redéployées en dehors du district de Panjwayi, ce qui a modifié profondément les opérations de la coalition. La Compagnie C s'est installée à la FOB Sperwan Ghar, qui logeait déjà deux M-777 de la Batterie D, pour assurer la relève des FOS étasuniennes, le 28 mars. Le problème principal concernait maintenant les postes de contrôle des forces de sécurité déjà établis le long de l'itinéraire Fosters entre Bazaar-e Panjwayi et Mushan plus à l'ouest. La police ne voulait pas occuper ces postes parce qu'elle ne disposait pas d'armes lourdes en nombre suffisant. Les soldats d'une partie d'un kandak de l'Armée nationale afghane, qui occupaient certaines des positions, en avaient assez d'assurer la sécurité aux postes de contrôle et ils avaient très hâte de travailler avec le GT canadien, comme le faisaient les autres forces de l'Armée nationale afghane. C'est ainsi que la Compagnie C s'est établie dans certains des postes de contrôle au début d'avril[120]. À partir de ce moment-là, les Canadiens ont consacré beaucoup d'énergie à essayer de trouver des forces afghanes pour occuper et maintenir la ligne des postes de contrôle sur l'itinéraire Fosters. Vers le milieu du mois, un peloton canadien occupait les postes de contrôle 5 et 10, l'Armée nationale afghane se chargeait des postes 1, 1A, 3 et 3A,

et la Police nationale afghane, des postes 6, 7 et 8 (voir la figure 1-5). Les compagnies du 1-209 Kandak tendaient à ce moment-là à constituer la principale force de l'Armée nationale afghane dans le district de Panjwayi, avec une compagnie dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi, une à Ma'Sum Ghar et une autre répartie le long de l'itinéraire Fosters.

Source : Auteur

Au fil du temps, la Base de patrouille Sperwan Ghar a abrité une compagnie d'infanterie canadienne, une compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens, des éléments d'une batterie d'artillerie canadienne, un détachement de l'artillerie de l'Armée nationale afghane et des éléments de l'escadron de reco.

La Compagnie C avait d'autres problèmes. En effet, chaque fois que les FOS canadiennes venaient à Sperwan Ghar pour y mener une opération, la Compagnie C se voyait obligée de retirer des forces affectées à la sécurité des FOB et agir comme FRR si les opérateurs des forces spéciales n'étaient pas disponibles[121]. Comme une forte proportion de ses véhicules RG-31 était hors d'usage, la compagnie se retrouvait de plus en plus à pied, ce qui limitait la portée de ses déploiements le long de l'itinéraire Fosters et encore plus dans le reste des régions éloignées du district. Ensuite, une certaine « force de police » s'était mise à éradiquer les cultures de pavot dans le district. Le Centre interarmées de coordination provincial (CICP) ne savait pas de qui cette force relevait ni qui avait lancé l'opération. Les patrouilles déployées dans le secteur de Talukan ont confirmé que le phénomène était bien réel — et aussi que les habitants de l'endroit n'étaient pas contents[122]. Pendant la même période, le commandant de l'Armée nationale afghane dans le district de Panjwayi informait le Lcol Eyre de l'ELMO

Figure 1-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 2007

que les habitants de l'endroit craignaient les des soldats canadiens occupant les postes de contrôle et qu'ils allaient quitter le district et retourner à Kandahar. En outre, les habitants faisaient apparemment plus confiance à l'ANA, car ils pouvaient s'adresser à elle directement et ils craignaient d'être pris entre deux feux quand les talibans attaquaient les Canadiens. Ils ont dit se rappeler des cas récents où la puissance de feu excessive des FC avait causé des dommages collatéraux. Ils étaient mécontents par ailleurs du fait que la PNA les volait[123].

Malgré tout, le Maj Henderson et ses soldats avaient pu établir quelques contacts et ils avaient mobilisé des leaders importants dans les localités à proximité de Sperwan Ghar, ce qui avait eu pour effet d'accroître la présence de l'équipe de la COCIM de l'ERP. Les améliorations apportées à l'intersection des itinéraires Brown et Fosters causaient des ennuis à la population locale. Dans la période préalable à la saison du pavot, les habitants de Zangabad croyaient que la construction de la route détournait l'eau de leurs champs, et que cela réduisait leurs revenus. Ils voulaient un dédommagement semblable à celui accordé antérieurement aux habitants touchés par la construction de l'itinéraire Summit. Un homme appelé Haji Baran s'est alors adressé à l'ERP pour demander le même traitement pour la population de Sperwan, en faisant valoir qu'il représentait les Noorzais déplacés qui voulaient revenir chez eux. Il a judicieusement précisé qu'il fallait aussi asphalter l'itinéraire Brown dès que possible pour y empêcher la pose d'EEI. Selon lui, les talibans étaient en train de revenir à Talukan et à Mushan[124].

Les défis qui se posaient à la Compagnie C dans le district engendraient des idées novatrices, mais, malheureusement, ces idées n'étaient pas vraiment concrétisées. Le Maj Henderson a proposé d'envoyer des policiers militaires de l'ERP travailler avec la police afghane aux postes de contrôle de l'itinéraire Fosters, ou, à tout le moins, à la Garnison Sperwan Ghar, de manière que ses hommes pussent patrouiller dans les deux postes de contrôle et les tenir. Il a même essayé d'établir un certain programme d'instruction entre la Compagnie C et la police. Comme les soldats du Maj Henderson s'en rendaient de plus en plus compte, la « police » intimidait la population locale lorsqu'elle empruntant les routes; si un quelconque programme d'instruction interarmées pouvait être mis sur pied, il contribuerait sans doute à réduire les pratiques peu éthiques et indésirables de plus en plus répandues chez la PNA dans la Péninsule[125] . On se préparait donc à agir ainsi, mais quand quelqu'un a dit craindre que la Compagnie C ne soit pas autorisée à ce faire, le programme naissant a été aboli[126]. Il n'y avait toujours pas de véhicules pour remplacer les RG-31 hors d'usage, et les équipes qui se servaient des systèmes d'observation ont vu, la nuit, des personnes en train de creuser des trous dans les routes[127]. Les talibans faisaient maintenant du recrutement dans Zangabad même, disait-on, et parallèlement, des lettres nocturnes sont apparues à Nakhonay, dans la partie est du district de Panjwayi, et personne n'y pouvait quoi que ce soit, car la Compagnie C était occupée à l'extrême dans la partie ouest[128].

Source : Auteur

La localité de Bazaar-e Panjwayi vue en direction est depuis la FOB Ma'Sum Ghar. Après que l'Op MEDUSA eut repoussé les insurgés et perturbé leurs activités, les efforts de développement déployés par l'ERP ont pris racine dans le principal centre commercial du district de Panjwayi. La construction de l'école, à droite, a été un projet particulièrement fructueux.

La FO Kandahar tentait d'obtenir plus de policiers dans le Panjwayi. Après s'être fait fortement prier, les autorités à Kaboul se sont engagées à fournir au maximum 400 agents de police spéciaux pour doter les postes de contrôle expressément, « de manière à libérer [le GT] et des éléments des kandaks aux fins des opérations[129] » [Traduction]. Cependant, des sources de l'ELMO ont fait savoir que ces policiers allaient être envoyés par Kaboul à Lashkar Gah dans l'Helmand[130]. Une fois de plus, une décision prise à Kaboul avait pour effet de détourner des ressources de Kandahar pendant que les forces canadiennes et afghanes arrivaient tout juste à protéger la deuxième ville d'Afghanistan en importance. Un effort diplomatique et militaire concerté de la part du Canada aurait sans doute pu influer sur cette décision si les entités canadiennes à Kaboul avaient été plus disposées à travailler ensemble et plus efficacement en tant qu'équipe[131].

L'Op SATYR NYX : le point de vue depuis Spin Boldak

Le problème de Spin Boldak, quasiment relégué aux oubliettes au cours de l'automne de 2006, a refait surface au printemps de 2007. La Route nº 4 est demeurée un axe vital du commerce régional, des milliers de camions l'empruntant tous les jours, malgré sa surface en majeure partie non asphaltée et truffée d'ornières, pour rallier la Route nº 1 à Kandahar, puis pour se diriger vers le nord-est vers Kaboul ou vers l'ouest, à destination d'Hérat et d'autres points au-delà de cette ville. Rappelons que des désaccords au sujet des postes de péage le long de la Route nº 4, dans les années 1990, ont engendré la milice talibane, à l'époque où elle était financée par les marchands de Quetta, fatigués de voir les Afghans gêner leur commerce.

De la façon la plus générale, trois éléments ont ravivé l'intérêt pour la présence de forces de la FIAS dans la ville frontière. Tout d'abord, il fallait intercepter les approvisionnements destinés aux talibans, ou en entraver autrement l'acheminement sur les routes qui partaient de Quetta. Ensuite, le gouvernement de l'Afghanistan souhaitait tirer parti des revenus douaniers issus du poste frontalier de la Route nº 4 et, enfin, le Canada poursuivait l'idée du déploiement d'un éventuel contingent des Émirats arabes unis (EAU) dans le Spin Boldak, sous la houlette de la FIAS. Ensuite, cela réduirait en théorie la pression sur les forces de la FO Kandahar, déjà étirées à la limite.

L'initiative concernant un contingent des EAU faisait son chemin depuis l'été de 2006, mais en avril 2007, son avenir était devenu incertain. Le Commandement régional (Sud) voulait que des forces soient stationnées à Spin Boldak, mais il ne savait à peu près rien sur ce qui s'y passait. L'Op SATYR NYX a été le résultat de tout cela. C'était comme si les missions canadiennes antérieures à cet endroit n'avaient jamais eu lieu : nous nous rappellerons que l'ERP avait établi une relation avec Spin Boldak en 2005 et que la FO Orion y avait temporairement installé un peloton en juillet 2006. L'équipe de la COCIM y était sporadiquement active pendant cette période. Le GT 1 RCR a aussi envoyé une petite équipe de reco avec une patrouille de la COCIM de l'ERP. Cependant, la FO Kandahar en 2007 a essentiellement commencé à zéro.

Le Maj Graham a reçu l'ordre de redéployer son escadron à Spin Boldak après l'Op TELESCOPE et, le 4 mai, l'unité s'est mise à transmettre des comptes rendus de reco. Le Spin Boldak ne ressemblait à aucun autre district de la province de Kandahar. Certains soldats l'appelaient « Mos Eisely », nom qui évoquait l'astroport désertique et inhospitalier de la série de films sur la *Guerre des étoiles*[132].

À son arrivée, l'escadron de reco a constaté que les forces de sécurité étaient organisées comme une « tour de Babel ». Il y avait la compagnie de reco du 4e Kandak qui fonctionnait sans soutien logistique de la part de son organisation parente. La Police nationale afghane

parcourait plus ou moins au hasard la ville de Spin Boldak, mais elle ne s'aventurait pas dans les localités du district. Là, un commandant de la Direction nationale de la sécurité, semblable à un chat de Cheshire, a déclaré ce qui suit au Maj Graham : « Je suis le chef du renseignement; je sais tout! » [Traduction], Mais il ne coopérait avec aucune autre force de sécurité afghane. Il y avait aussi deux milices qui, au cours du processus de DGAI, s'étaient transformées en Police frontalière afghane (4e Brigade frontalière) et en Police routière afghane, respectivement. La première était dirigée par le légendaire — certains disent « tristement célèbre » — colonel Abdul Raziq, un homme d'influence achakzai, tandis que la seconde était constituée de Noorzais sous la direction de Lal Jan. Raziq et Lal Jan nourrissaient une haine insondable à l'égard l'un de l'autre. En gros, une ETT des Forces terrestres des É.-U., un détachement Alpha opérationnel des Forces spéciales des É.-U. et des policiers moniteurs de la DynCorp ont essayé de travailler avec tous ces éléments, mais il n'existait aucune coordination[133].

Source : Auteur

L'escadron de reco est allé établir une présence à Spin Boldak et le long de la Route nº 4 vitale, en 2007. Les plans qui visaient à remplacer l'escadron de reco par un contingent de la taille d'un bataillon, fourni par les EAU, ne se sont pas concrétisés, et les forces canadiennes sont restées étirées à l'extrême dans la province de Kandahar.

L'explication que le Maj Graham a laissée à ses successeurs constitue une analyse convaincante : « Avant de quitter le Canada, nous avons essayé d'apprendre les listes des tribus et de nous renseigner dans une certaine mesure sur les antécédents historiques de Kandahar, mais cela ne m'a pas préparé à ce que j'ai découvert en fait. La trame des personnalités dans le district où j'ai travaillé faisait penser à un mauvais téléfeuilleton. » [Traduction] Chaque force de sécurité afghane avait des commandants officiels, mais ils n'étaient que des pantins, car Raziq et Lal Jan dirigeaient en fait la Police frontalière et la Police routière, respectivement. La rivalité entre les deux hommes était de nature familiale, et l'origine en remontait à un passé lointain. Le Capt Azera représentait l'Armée nationale afghane. Il parlait le dari et venait du nord de l'Afghanistan et il détestait toute la police dont il décrivait les membres comme étant des sympathisants corrompus des talibans. Toutes les forces de police haïssaient autant Azera que l'Armée nationale afghane et les dénonçaient comme étant des intervenants de l'extérieur qui ne comprenaient pas la région. Le commandant de la Direction nationale de la sécurité, Gulam Rabbani, était un opportuniste qui jouait sur tous les plans. Un Hazara de la province de Logar, il se tenait à l'écart des délibérations[134].

Sur le front politique, le Maj Graham et ses hommes traitaient avec Obaidullah, qui était un Achakzai, et avec Haji Fida Mohammad, qui était un Noorzai. Haji Khaliq était un Popalzai que l'on avait chargé de servir d'intermédiaire entre les deux à titre de chef du district, mais en fin de compte, Khaliq et Fida étaient deux amis qui détestaient Obaidullah. Ce dernier les haïssait et, comme c'était un Achakzai, il s'alignait sur la position de son ami Raziq. En un certain sens, le volet de la sécurité et le volet politique de Spin Boldak s'équilibraient — jusqu'à ce que des entités introduisent des éléments déstabilisateurs dans l'équation. Par exemple, un baron de la drogue appelé Lalai commençait à se tailler une place dans le commerce de la drogue dans le nord du Spin Boldak, ce qui a provoqué une intervention de la Police routière, car Lalai empiétait sur le territoire de celle-ci. Le chef de district Khaliq fournissait à Lalai et à ses forces des permis grâce auxquels ils pouvaient s'armer, de sorte que la Police routière a dû faire marche arrière[135].

Et il y avait l'ennemi, pour que les choses conservent leur intérêt, quand la Police frontalière afghane et la Police routière ne se faisaient pas obstacle mutuellement. En fin de compte, les Noorzais tendaient à se fermer les yeux quand les talibans traversaient le secteur. Les enlèvements, les lettres nocturnes et les raclées se produisaient la nuit dans les localités frontalières éloignées, mais il était extrêmement difficile de savoir exactement quels actes étaient imputables aux talibans et lesquels l'étaient aux rivalités tribales entre les Achakzais et les Noorzais. Les ressources ISTAR permettaient de repérer d'authentiques activités des insurgés dans les secteurs de Lowy Kariz et de Robat (voir la figure 1-6), pendant qu'une cellule d'attentats-suicides à l'EEI continuait d'envoyer des bommes humaines dans la ville afin de supprimer Abdul Raziq, qui avait cessé de compter les fois où il avait failli être tué[136]. Selon les rapports du Maj Graham, l'ISI pakistanais « attisait toutes ces rivalités »[137].

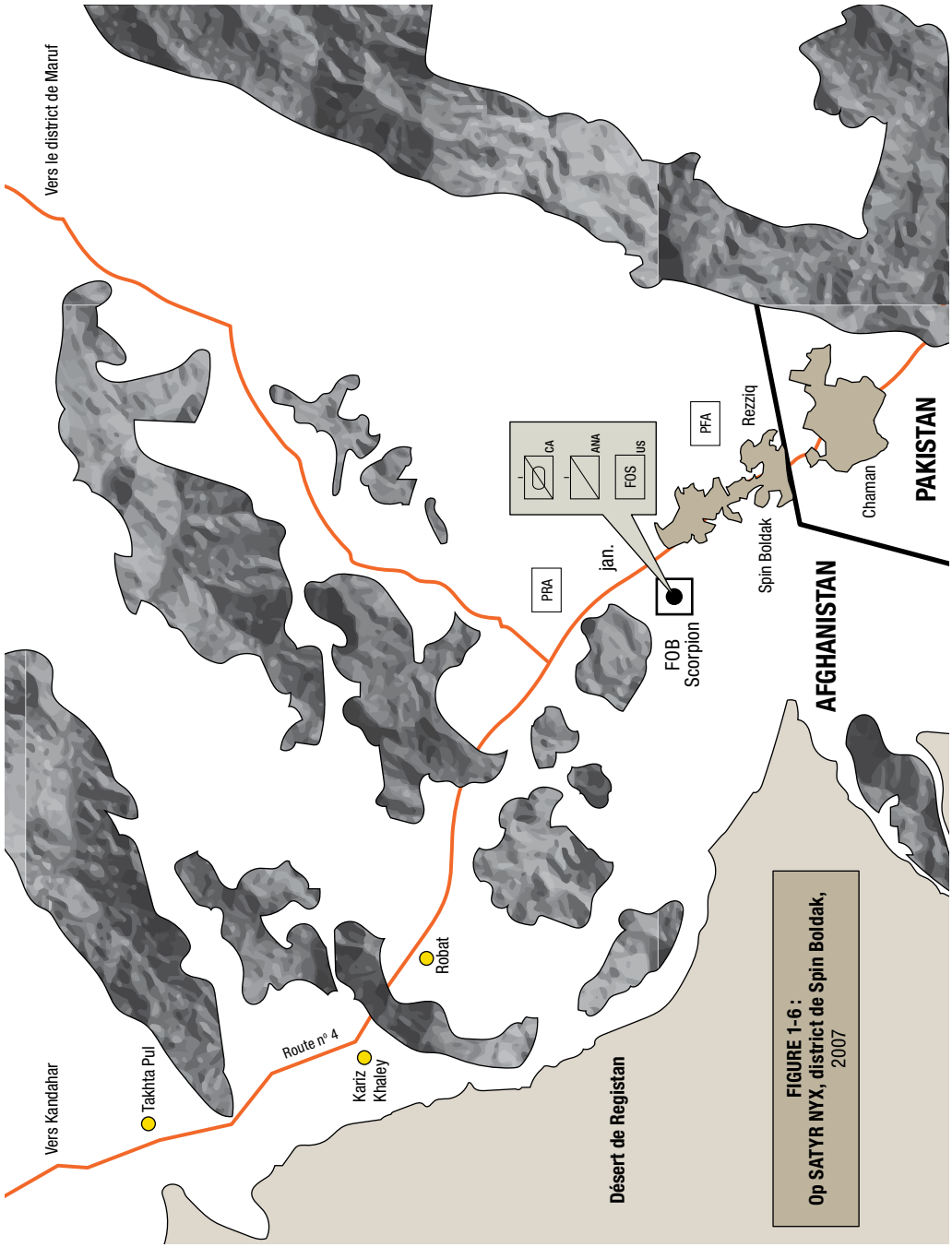


Figure 1-6 : Op SATYR NYX, district de Spin Boldak 2007

Le Maj Graham et ses troupes blindées ne se faisaient pas d'illusions quant à la complexité de la situation : ils se sont donné plus d'un mois pour discerner les différents acteurs. L'escadron de reco a divisé le district en six quadrilatères opérationnels et il s'est amené avec un agent de la COCIM, le Capt Geoff Marshall de l'ERP, et une équipe des OPPSY pour évaluer la situation, recueillir des renseignements et établir des rapports avec les dirigeants clés pendant des périodes de cinq jours. Le Maj Graham voulait recourir plutôt à des postes de contrôle des véhicules et à des patrouilles de présence dans les secteurs non couverts par la Police frontalière, mais il a dû réduire l'étendue de cette mesure quand une troupe de Coyote complète a été retirée de son secteur et envoyée dans le Zharey[138]. Le Détachement opérationnel Alpha des Forces spéciales avait tendance à travailler dans le district de Maruf, mais il ne voulait pas que l'escadron de reco opère depuis sa FOB : après quelques encouragements, le détachement a changé d'avis. Comme la compagnie de reconnaissance de l'Armée nationale afghane avait beaucoup de mal à faire quoi que ce soit, l'escadron de reco l'a habilitée en lui fournissant autant de nourriture et de carburant que possible. Le principal problème était qu'il était difficile d'amener deux entités à travailler ensemble. Le Canada avait concentré ses ressources ISTAR dans le secteur, en sorte qu'il y avait des renseignements exploitables auxquels une suite a été donnée dans certains cas. L'escadron de reco a aussi appris que la Police frontalière exécutait effectivement des opérations indépendantes qui étaient couronnées de succès. Après un certain temps, les Canadiens et l'Armée nationale afghane ont bel et bien mené des opérations ensemble dans le district de Shorabak[139].

Dans l'ensemble, le Spin Boldak était un district prospère qui n'avait pas vraiment besoin de programmes d'aide. Il existait cependant une tension entre Raziq et le chef de district : « J'estime que chacun d'eux ne se soucie que de lui-même et que chaque intervenant, exception faite de l'ANA, s'opposera à tout changement apporté au statu quo, lequel les a tous enrichis[140]. » Or, vu le niveau de violence relativement faible dans le district, ce n'était pas nécessairement là quelque chose de mauvais, dans un sens plus large.

En effet, les talibans ne voulaient pas causer trop de remous dans le Spin Boldak parce que cela aurait attiré l'attention sur leurs itinéraires logistiques et leur méthodologie. En général, les insurgés pouvaient entrer dans l'Afghanistan individuellement ou même en petits groupes mêlés au flot de réfugiés, aux travailleurs saisonniers ou aux camionneurs. Les armes entraient en contrebande dans le pays séparément, puis elles étaient livrées plus tard à leurs utilisateurs. Des milliers de camions traversaient le Spin Boldak tous les jours, et il n'y avait tout simplement pas assez de ressources pour les fouiller tous; quand la pression se faisait sentir dans le Spin Boldak, les insurgés empruntaient des itinéraires passant par les districts de Maruf, Registan et Shorabak. Pour ceux qui étaient plus familiers avec la

guerre traditionnelle, l'idée qu'un itinéraire de service principal puisse simultanément servir au gouvernement et à l'insurrection pouvait être assez extraordinaire, mais c'était là le caractère particulier du Spin Boldak[141].

Du point de vue de la FO Kandahar, toutefois, le Spin Boldak constituait un problème logistique. Le ravitaillement de l'escadron de reco étirait à l'extrême les ressources de l'ESN, vu surtout les opérations menées concurremment dans l'Helmand, le Ghorak, le Zharey, l'Arghandab et le Panjwayi. La Route nº 4 faisait problème, car elle n'était asphaltée qu'en partie. Cela réduisait grandement la vitesse des patrouilles logistiques de combat, ce qui exposait davantage les véhicules à des dangers plus grands, car il était plus facile de disséminer des EEI dans une route non asphaltée que dans une autre qui l'était[142]. Ici encore, le manque d'hélicoptères canadiens obligeait la FO Kandahar à recourir davantage à la mobilité terrestre, ce qui accroissait les risques. L'escadron de reco commençait à tenir des statistiques sur les EEI posés dans la Route nº 4.

À cette date-là, pourquoi l'asphaltage de la Route nº 4 n'était-il pas terminé? Après tout, c'était un itinéraire de service principal et une route qu'empruntait le commerce régional. L'Agence américaine pour le développement international (USAID) finançait les projets d'asphaltage des routes dans tout l'Afghanistan à ce moment-là. Cependant, l'ACDI et USAID débattaient la question de savoir qui financerait les travaux sur la Route nº 4. En fin de compte, l'ACDI voulait le faire et, quand le représentant de l'USAID a quitté l'ERP, l'Agence canadienne a eu gain de cause. Celle-ci a choisi la Banque asiatique de développement comme partenaire de mise à exécution et elle a affecté près de 15 millions de dollars au projet. Le 22 avril, une choura et une cérémonie ont eu lieu à Spin Boldak « pour souligner le début de la construction des 42 derniers kilomètres » [Traduction] de la Route nº 4[143]. Le Spin Boldak donnait l'impression d'être le théâtre d'une réussite, sans que la coalition y ait vraiment contribué. Alors, un insurgé à la poitrine duquel des explosifs avaient été attachés est entré dans le quartier général de la Police routière et a fait détoner l'engin. Lal Jan, commandant de la Police routière et personne d'influence noorzaie, a été tué avec son fils et 15 autres employés du gouvernement et membres des services de sécurité. Le déploiement prévu de troupes fournies par les EAU ne s'est finalement pas concrétisé.

Il restait donc l'escadron de reco pour travailler dans le Spin Boldak avec les mentors polyglottes des Forces terrestres étasuniennes et de la police de DynCorp, tous les quatre segments de la police afghane et la Compagnie de reco de l'Armée nationale afghane avec les instructeurs américains intégrés qui étaient en poste à cet endroit. Une seule des quatre étapes de l'Op SATYR NYX, soit l'étape « Façonner », pouvait être mise en œuvre avec ces ressources, et il n'y avait pas un commandant distinct pour les forces de sécurité à Spin Boldak. Le mieux que l'on pouvait faire alors consistait à organiser des opérations ponctuelles sur la base des relations personnelles. Le Maj Graham jouait un rôle

catalyseur et, une fois que l'on eut établi que le Col Raziq était l'acteur clé dans le district, les opérations combinées s'axèrent sur la collaboration avec la Police frontalière. De même, la Compagnie de reco de l'Armée afghane entretenait une bonne relation avec l'escadron de reco; il a donc été possible de faire travailler les trois éléments ensemble, pendant que les autres organisations de police exécutaient leurs opérations-cadres à motif financier sur la Route nº 4. De nombreuses « manœuvres de collecte de renseignements » ont permis de dresser la carte des activités illicites dans le district[144]. L'ennemi et ses alliés dans le Spin Boldak n'ont jamais essayé de se mesurer à l'escadron de reco et à la Compagnie de reco de l'ANA. Essentiellement, ils ne voulaient pas attirer l'attention sur les itinéraires empruntés par les insurgés qui contournaient les postes d'observation frontaliers. Ils posaient plutôt des EEI pour tuer des Afghans employés à la FOB. Un garçon de 15 ans qui se rendait à bicyclette à son travail de nettoyage a ainsi été coupé en deux par un de ces engins : l'ennemi visait par là à décourager les habitants de travailler là[145].

La dimension stratégique canadienne

Comme nous nous le rappellerons, le gouvernement canadien et les partis d'opposition ont voté en mai 2006 en faveur du maintien des troupes canadiennes à Kandahar jusqu'en 2009. En avril 2007, cependant, le paysage politique avait changé au Canada. Le Nouveau Parti démocratique, dirigé par Jack Layton, s'était dit contre la campagne d'Afghanistan dès le début. Il avait plutôt milité en faveur de pourparlers de paix avec les talibans. L'éloignement présumé du Canada de sa vocation prétendument historique axée sur « le maintien de la paix » a manifestement incité Layton à exiger le 16 avril le retrait immédiat des Forces canadiennes de l'Afghanistan. Il a de nouveau exigé que le gouvernement Karzai amorce des pourparlers de paix avec les talibans. Comme le Canada avait alors un gouvernement minoritaire, Layton avait de fortes chances d'avoir alors gain de cause. Parallèlement, le parlement hollandais hésitait de nouveau et risquait de flancher si le Canada se retirait de la guerre. Le 19 avril, une motion était déposée à la Chambre des communes demandant au gouvernement Harper de confirmer que la date du retrait serait bien en février 2009. Cette motion a été rejetée par un vote de 150 voix contre 134. Layton a été incapable de forcer un retrait précoce, encore moins de confirmer que le Canada se retirerait en 2009. Le 30 avril, il a essayé d'inciter la Chambre des communes à « faire savoir immédiatement à l'OTAN que le Canada se retirerait de la guerre en Afghanistan » [Traduction]. Cette motion a elle aussi été rejetée de justesse[146].

Il faut examiner la chronologie de ce débat à la lumière de l'activité ennemie concomitante. Pendant près de deux semaines (du 16 au 30 avril), le Canada a tenu ouvertement un débat sur la poursuite de sa participation à la guerre en Afghanistan. Les délibérations de ce débat étaient accessibles sur Internet et aussi dans les médias plus traditionnels. Pendant ce temps,

il n'y avait eu aucune action ennemie digne de mention qui aurait montré une volonté d'exploiter les aspects délicats de ce débat; en fait, l'ennemi avait réduit ses activités[147]. Cependant, huit Canadiens ayant été tués et dix autres blessés plus tôt dans le mois (les 8 et 11 avril), ces pertes ont semblé avoir un certain effet cumulatif sur la décision de Layton, quand elles ont été combinées aux allégations concernant les détenus, à la fin de mars. Il demeure possible que les pertes massives subies le dimanche de Pâques, en 2007, aient été délibérément causées pour influer à ce moment précis sur la politique canadienne relative à l'Afghanistan. Il est clair également que le journalisme à sensation sur la question des détenus, fondé sur ce qui a peut-être été des renseignements manipulés ou fournis par des sympathisants des talibans, a aussi joué un rôle dans une situation qui a failli mettre fin à l'intervention du Canada dans la guerre. Il se peut aussi que les deux événements aient fait partie d'opérations d'information plus vastes que les talibans ou Al-Qaïda auraient orchestrées pour faire sortir le Canada de l'Afghanistan, à bien des égards comme l'Espagne avait été convaincue de retirer ses forces de l'Iraq[148].

Les propos du porte-parole des talibans, Qari Yousuf Ahmadi, sont dignes d'intérêt ici, car il a fait coïncider son entrevue avec le débat parlementaire canadien sur la poursuite de la mission en 2006 :

> Les talibans pensent bien que la population canadienne n'est pas résolue à mener cette mission à bien. À mesure que la campagne d'attentats-suicides et d'explosions fatales en bordure des routes s'intensifiera, la population se lassera de la guerre […] Nous pensons que, quand nous aurons tué assez de Canadiens, leurs troupes cesseront de combattre et rentreront chez elles[149].

Rien ne porte à supposer ou à croire que la politique des talibans ait changé dans cet intervalle de 12 mois.

Une analyse non canadienne de la situation expose bien les dimensions du soutien en faveur de la guerre au Canada à ce moment-là :

> La volatilité de l'opinion publique semble attribuable aux images positives et négatives provenant chaque jour de l'Afghanistan. Beaucoup de Canadiens sont au courant de certaines bonnes nouvelles issues de ce pays ces temps-ci : le taux de scolarisation (surtout celui des filles) est à la hausse; les réfugiés rentrent chez eux par millions; les soins médicaux sont meilleurs et plus accessibles; le PIB a doublé, et la mortalité infantile a diminué du quart, tout cela avec toile de fond le spectre angoissant du renforcement des talibans. La population est fière que le Canada ait contribué à ces réussites. Dans de nombreux milieux, il semble aussi exister une prise de conscience grandissante du fait que les missions de ce genre sont de nature pénible et qu'elles nécessitent de la patience […] la population est heureuse également que le Canada

> assume un rôle vigoureux en Afghanistan, rôle qui confirme la notion que « le Canada est de retour » sur la scène mondiale. Cependant, les aspects négatifs sont désolants. Le pire et le plus persistant de ces aspects réside dans les pertes humaines subies […] chaque décès saisit les Canadiens trois fois : quand un soldat est tué, quand sa dépouille arrive au Canada, et quand ses funérailles ont lieu […] Beaucoup de Canadiens profondément attachés à la mythologie populaire ont exprimé la notion que la mission actuelle en Afghanistan est tout simplement contraire à la nature du Canada et qu'elle l'éloigne de sa mission classique axée sur le maintien de la paix après les conflits […] Par ailleurs, de nombreux Canadiens estiment que la part du fardeau portée par leur pays est trop grande et qu'il n'y aurait aucun déshonneur à presser d'autres membres de l'OTAN de prendre le relais[150]. [Traduction]

Les opérations anti-EEI

Les opérations anti-EEI canadiennes ont beaucoup évolué tout au long de 2007, à mesure que se réglaient les problèmes rencontrés pendant les opérations MEDUSA et BAAZ TSUKA. De prime abord, les activités anti-EEI n'étaient pas toujours synchronisées. Il y a eu une visite d'assistance technique « à long terme » exécutée par six hommes qui sont essentiellement intervenus comme une équipe d'exploitation technique appelée « FO IED Defeat ». Quelques Canadiens travaillaient avec l'organisation du renseignement anti-EEI de la FO Paladin étasunienne et avec la Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs, deux entités qui opéraient leur transition entre l'Op ENDURING FREEDOM et la FIAS. Il y avait trois équipes de NEM et leurs techniciens en robotique transportés par des véhicules Bison; ces techniciens appartenaient au GT et étaient mêlés à des questions « territoriales » se posant entre l'ESN, l'ERP et le GT quant à savoir de qui ils relevaient et qui pouvaient leur confier des missions[151].

En d'autres mots, il y avait plusieurs pièces mobiles qui tardaient à se fixer. La FO IED Defeat était une entité qui servait à recueillir des « leçons à retenir » et qui appuyait les unités canadiennes dans le théâtre en réunissant des données issues des analyses postérieures aux explosions et en recommandant au besoin des changements aux tactiques, techniques et procédures. Les équipes de NEM pouvaient « sécuriser » les engins. Les « rats de laboratoire » étaient une contribution du Canada à une organisation étasunienne. À ce stade, la lutte contre les EEI était perçue comme un ensemble de moyens tactiques et techniques adoptés pour faire échec à une technique ennemie.

Quand le quartier général de la FO Kandahar a été mis sur pied sous le commandement du Bgén Grant et qu'il a commencé à fonctionner, la décision a été prise de regrouper la plupart des ressources anti-EEI sous la direction du chef des opérations (en l'occurrence, le Lcol Tom Bradley) : la nouvelle entité a tout simplement été appelée « Unité anti-EEI ». L'ancienne visite d'assistance technique a engendré plusieurs équipes d'exploitation technique,

et les équipes NEM ont été enlevées au GT et réparties sous le commandement de la brigade. Deux Canadiens travaillant avec la Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs et avec le laboratoire anti-EEI étasunien à l'aérodrome de Bagram sont restés dans leurs postes respectifs, mais cela a eu pour effet qu'en 2007, il y a eu une entité spécialisée des opérations anti-EEI au quartier général canadien à Kandahar : ce n'était désormais plus une équipe utilisée au coup par coup. Au Canada, une structure parallèle s'est chargée d'intégrer l'expertise sur la lutte contre les EEI pour que les unités allant se déployer possèdent des connaissances aussi à jour que possible en la matière.

Et cela était impératif. La guerre anti-EEI équivalait à une course aux armements, à « une guerre au sein d'une guerre », caractérisée par l'adaptation constante d'un ennemi extrêmement agile et créatif. En 2007, l'ennemi employait une multitude de types d'EEI : des engins radiocommandés, qu'un insurgé faisait exploser en appuyant sur un bouton; des engins à plaque de pression ou d'écrasement, qui étaient essentiellement des mines qu'une victime faisait sauter en marchant dessus; des engins à fil-piège, que déclenchaient les victimes; les engins filocommandés, déclenchés à distance par un insurgé. Il y avait deux catégories de bombes humaines : celles qui se déplaçaient à pied, et les EEI placés dans un véhicule pour attentat-suicide. Cela s'ajoutait aux mines anti-personnel PMN spécialisées et aux mines anti-chars TC-6[152].

Source : Auteur

L'ennemi continuait d'utiliser des EEI contre les véhicules et le personnel canadiens. La photo montre l'épave d'un VBL III, lequel avait été détruit par un de ces engins : il a été renvoyé au Canada aux fins d'analyse.

Le débat sur la meilleure façon de s'en prendre aux organisations ennemies utilisant des EEI battait son plein en 2007, mais il n'y a eu aucun consensus sur l'approche à adopter. Par exemple, tous les EEI n'étaient pas identiques. L'emploi des bombes humaines était quelque chose de très spécialisé, surtout à cause de son caractère axé sur la religion. Il nécessitait un réseau particulier qui transformait essentiellement un être humain en un missile de croisière. Le recrutement se faisait dans les madrasas au Pakistan, où des fidèles fervents étaient repérés et endoctrinés. Après avoir été formés, les hommes ainsi sélectionnés se rendaient à Kandahar, où ils faisaient la connaissance d'un facilitateur – dans certains cas, c'était un personnage religieux – qui veillait à ce que « l'arme » soit prête spirituellement et mentalement, tandis qu'un autre facilitateur s'assurait qu'un gilet muni d'explosifs ou qu'un véhicule soit préparé par un ingénieur. L'homme et la bombe étaient jumelés, puis dépêchés, selon les besoins. C'était l'équivalent ennemi d'une attaque avec guidage de précision[153].

D'autres EEI étaient de nature plus tactique. Les bombes placées en bordure de route, employées dans les districts de Zharey et de Panjwayi, servaient à harceler et à interdire l'accès aux routes. Dans certains cas, elles étaient disposées comme dans un champ de mines classique pour canaliser les forces ou les dissuader d'entrer dans des secteurs clés. L'ennemi employait parfois délibérément ces bombes pour causer des pertes massives quand il voulait exercer des effets psychologiques sur le Canada et ses alliés au cours de périodes vitales d'instabilité politique. Un fabricant de bombes spécialisé construisait ces engins et allait les placer; il lui fallait une « fabrique » sécurisée pour faire son travail et des ravitailleurs qui lui apportaient le matériel voulu. Dans de nombreux cas, des insurgés ratissaient le champ de bataille pour y trouver les bombes et les obus non explosés. Les douilles d'obus éclairants étaient converties en EEI destinés à attaquer leurs propriétaires précédents. Les forces ennemies infiltraient énormément les équipes de déminage des organisations non gouvernementales afin d'obtenir des explosifs de qualité militaire; par ailleurs, des éléments ennemis fouillaient les dépotoirs de la FIAS pour y trouver des piles et des composants électroniques. À une certaine époque, les clés électroniques de porte de voiture étaient des détonateurs de prédilection, mais ils ont plus tard été remplacés par les téléphones cellulaires[154].

Afin de mieux comprendre le problème, il fallait renforcer les liens entre la structure anti-EEI et les milieux du renseignement. À l'été de 2007, des liens améliorés étaient établis entre l'équipe anti-EEI de la FOI-A, le Centre du renseignement toutes sources et la FO Paladin pour acheminer les informations. Les équipes de NEM rendaient inoffensifs les engins non explosés, tandis que les équipes d'exploitation tactique réunissaient les morceaux d'armes explosées, les analysaient et rédigeaient des leçons retenues à l'intention des unités dans le théâtre et au Canada. Les membres des équipes de NEM et d'exploitation tactique ont ensuite fusionné, de sorte qu'à la fin de 2007, cinq équipes anti-EEI avaient été formées[155]. La guerre contre les EEI se poursuivait.

L'Équipe de reconstruction provinciale et le développement, d'avril à juillet 2007

L'ERP poursuivait ses diverses activités de développement en mettant surtout l'accent sur l'amélioration des organisations du Programme national de solidarité dans les localités et districts. Les agents de la COCIM continuaient avec ardeur à essayer de découvrir ce qui se passait dans chaque district et ils facilitaient l'exécution de programmes de développement en fonction des nouveaux renseignements recueillis.

Enfin, le 6 mai 2007, le quartier général de la FIAS ordonnait à ses commandements subalternes d'aider le gouvernement de l'Afghanistan à mettre en œuvre la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). C'était là une importante volte-face, étant donné l'opposition antérieure de la FIAS de l'OTAN à la création de la Stratégie au tout début en 2004. Ce fut sans doute la plus importante décision prise par le Lgén McNeill comme commandant de la FIAS. Le gouffre qui existait entre les travaux de développement et les efforts en matière de sécurité en Afghanistan n'a été amoindri que légèrement, mais suffisamment pour qu'un semblant de coordination puisse se produire au niveau du Commandement régional (Sud) [CR (Sud)]. Un Groupe de direction régional de la reconstruction et du développement a été mis sur pied au CR (Sud); il comprenait le conseiller de la FO Kandahar en matière de développement, le commandant de l'ERP, l'officier responsable de la COCIM de la FO Kandahar et la Cellule du Génie de la FO Kandahar. L'USAID a fait à ces personnes un exposé détaillé et les a informées que l'effort devait être non cinétique dans une proportion de 95 p. 100 et cinétique à 5 p. 100. L'amélioration des messages était importante pour que les auditoires visés sachent ce qui s'accomplissait, surtout une activité était coordonnée avec les Afghans. La discussion a été moins qu'utile, et l'amorce d'un développement coordonné au CR (Sud) a semblé n'être qu'un autre volet de la bureaucratie auquel il fallait fournir des données sans que la moindre ressource soit procurée aux exécutants aux niveaux inférieurs de la hiérarchie[156].

On a demandé au Comité de développement provincial, encadré par l'ACDI, de dresser un plan de développement provincial de manière que les fonds puissent aller de Kaboul aux organes de développement des districts et des localités. Après quelques mois, l'ERP a examiné le plan en question et a reconnu que c'était sans doute le premier du genre en Afghanistan, mais elle a conclu que cela demeurait « une liste de projets souhaités insuffisamment élaborée et non accompagnée des détails sur les coûts, dont les chances de favoriser la coordination ou la mise à profit des investissements des donateurs étaient minimes » [Traduction]. Il n'existait aucun plan de mise en œuvre, et ce n'était en fait qu'une « liste pomponnée de projets »[157] [Traduction]. C'était toutefois un début, même si les auteurs du plan misaient sur d'autres organisations pour aider les Afghans au niveau des districts et à celui des localités. Ces organisations ont été elles-mêmes en désarroi pendant tout l'été de 2007.

Le rôle de l'ERP dans « l'atténuation des effets » des décès, blessures et dommages causés par inadvertance parmi les membres de la population civile s'est accru en 2007. Certes, ce rôle avait fait partie des fonctions traditionnelles des agents de la COCIM au cours de conflits antérieurs, mais il a pris de nouvelles dimensions à Kandahar. Toute mort accidentelle risquait de susciter des griefs importants dans la population contre les forces coalisées et le gouvernement afghan, griefs que l'insurrection exploiterait ensuite pour recruter des combattants dans l'environnement tribal où le pachtounwali était fondamental. Il fallait gérer chaque incident rapidement et promptement pour éviter des répercussions plus profondes, et cela a mis à contribution tous les moyens d'influence : les Affaires publiques, la COCIM et les OPPSY. À titre d'exemple, citons un incident survenu au début de mai quand des opérateurs de la FO 71 ont pris à partie ce qu'ils croyaient être une bombe humaine tentant d'attaquer leur convoi dans le district de Maruf. Treize Aghans ont alors été tués. Avec l'appui de la FO Kandahar, l'ERP est entrée en action et a organisé des chouras avec le gouverneur, les familles et les chefs locaux, sous la protection de la FO 71. Un esprit de réconciliation a été suscité avec succès, ce qui a totalement désamorcé la situation[158].

Trois jours plus tard, malheureusement, un convoi étasunien traversant la ville a engagé l'ennemi et ce faisant a blessé six civils. Ensuite, il y a eu l'incident du « convoi fantôme » au cours duquel un convoi que personne n'a pu identifier et qui n'appartenait ni aux plus obscures des forces d'opérations spéciales ni à une société militaire privée, a abattu cinq personnes, une nuit. Personne ne savait qui était l'auteur de cet acte. Par ailleurs, le 16 juin, une opération des forces d'opérations spéciales s'est soldée par la mort de neuf détenus et d'un civil. Cette action particulière a finalement exaspéré la population quand la famille du civil a organisé une vaste manifestation, de sorte que l'ERP, travaillant de concert avec le gouverneur, a dû intervenir et accorder la priorité à un certain nombre de projets dans le quartier touché. La situation s'est dégradée de nouveau le 3 juillet quand des éléments d'un convoi britannique dirigé par des militaires sans expérience et craignant une embuscade ont abattu 15 personnes. Les chefs religieux de la ville ayant mobilisé toute la population, la FO Kandahar et le 205e Corps ont déployé 250 soldats et policiers afghans dans la ville et fait venir des hélicoptères d'attaque qui ont surveillé du haut des airs; tout cela a détourné des troupes qui prenaient alors part à des opérations en cours ailleurs. De toute évidence, « l'escalade de la force » risquait d'avoir des effets disproportionnés si la situation n'était pas réglée; l'ERP a donc été sur la ligne de front lorsqu'il s'est agi des mesures de compensation[159].

Une autre opération importante mettant en jeu l'ERP était l'Op BISSEL. Dans un secteur éloigné au nord-est de la ville se trouvait un dépôt de munitions de l'ancienne 15e Division de l'Armée afghane de l'époque soviétique. Cette énorme installation, constituée de nombreux casemates, était entourée d'environ 10 000 mines anti-chars. Comme les

démineurs contractuels n'avaient pas fait leur travail convenablement, la décision a été prise en 2004 de bombarder l'installation, avec pour seul résultat d'éparpiller les engins ou de les enterrer dans les casemates. Le Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan (UNMACA) voulait dépenser des fonds et employer des démineurs locaux pour accomplir la tâche; l'ERP s'est donc intéressée au projet. Les organisations locales comprenaient l'Agence de déminage d'Afghanistan et le Centre de détection des mines[160].

L'ERP a appris que les talibans étaient en train d'infiltrer l'emplacement du dépôt de munitions de l'ancienne 15e Division pour en retirer des explosifs enfouis, ou qu'ils incitaient les démineurs à leur remettre les mines désamorcées. Cela a donné lieu à une opération plus vaste qui a comporté l'emploi de ressources canadiennes, y compris des véhicules TUAV Sperwer, pour surveiller l'emplacement. Comme il fallait le prévoir, des personnes ont été aperçues dans les champs de mines, mais on ne savait pas au juste ce qu'elles y faisaient. En même temps, les bureaux de l'Agence de déminage et du Centre de détection des mines ont été mis sous surveillance. Les ingénieurs de l'ERP et les forces d'opérations spéciales se sont rendus à l'emplacement de la 15e Division pour en évaluer l'état, pendant qu'une descente avait lieu dans les bureaux de l'Agence de déminage et du Centre de détection. Neuf employés de l'Agence et deux autres du Centre de détection étaient impliqués dans la vente de munitions aux insurgés : l'un d'eux avait des liens avec un commandant taliban important de la ville, qui fréquentait le district de Loy Wala et prenait part à des actes de terrorisme avec des EEI[161].

Parallèlement, l'UNMACA se chargeait des activités de déminage au nom de l'ACDI dans le district de Zharey et il impartissait des contrats de déminage en sous-traitance à d'autres organisations. Quand les ingénieurs canadiens ont essayé d'établir une relation et un échange de renseignements avec l'UNMACA, celui-ci s'est plaint à l'ACDI qui, elle, s'est plainte à la FO Kandahar. Le personnel de l'UNMACA estimait que le contact avec les Canadiens compromettait ce qu'il croyait être une forme quelconque de neutralité, et il a refusé de coordonner ses mouvements avec le GT 2 RCR. Le concept selon lequel le Centre menait ses activités à l'appui du gouvernement de l'Afghanistan, mais qu'elles étaient payées par le gouvernement du Canada lui échappait. Ce n'est là qu'un exemple parmi bien d'autres d'une organisation non gouvernementale minant l'autorité du gouvernement en se comportant comme si elle était neutre[162]. La conclusion la plus sinistre de cet épisode est que l'Agence de déminage de l'Afghanistan et le Centre de détection des mines faisaient le travail pour l'UNMACA et que cela avait pour effet de mettre entre les mains des insurgés des munitions et mines non explosées que ces derniers employaient contre les soldats canadiens, tandis que l'ACDI payait une partie de la facture. Une fois que l'enquête a été terminée et que cette filière a été démantelée, les talibans ont enlevé trois démineurs du

Centre de détection des mines en guise de représailles; ces trois hommes ont été retrouvés, assassinés, au début d'août[163]. Ces meurtres ont eu pour effet de mettre fin aux opérations de l'UNMACA dans le Zharey et le Panjwayi.

L'ERP a aussi soutenu des forces d'opérations spéciales. Ainsi, elle a pris part à l'Op AQUA ORANGE, qui englobait une coopération avec les FOS du GROM polonais [Groupe de réaction opérationnelle est de manœuvre de la Pologne] qui travaillaient dans les districts d'Arghistan et de Maruf. L'ERP a déployé une « équipe de sensibilisation » composée d'agents de la COCIM et des OPPSY et des éléments de protection des forces pour évaluer les régions où les FOS polonaises étaient déployées, à bien des égards comme cela avait été le cas en 2005 quand l'ERP avait collaboré avec les FOS françaises dans la même région. Des efforts ont été faits pour lancer quelques programmes de développement dans le Maruf afin de soutenir la population aux abois[164].

La hausse du nombre d'enlèvements en 2007, comparativement aux années précédentes, était un autre aspect de la guerre à Kandahar. En mars, trois Italiens furent enlevés à Kandahar. À l'issue d'une opération de récupération, des forces d'opérations spéciales ont confié les otages à la Police de l'ERP, dirigée par le Col Tor Jan, et à une équipe de soutien de l'ERP qui a fourni des soins médicaux[165]. Les talibans ont ensuite enlevé des membres du personnel médical dans le district de Zharey et ils les ont transportés jusqu'à Sangin dans l'Helmand pour les « traduire en justice » devant un « juge » taliban. Un des otages, un citoyen français, a fini par être libéré dans le Maywand et confié à la Croix-Rouge. Le gouverneur Asadullah Khalid a dénoncé la politique d'échange en affirmant que les mesures d'apaisement de ce genre entraîneraient d'autres enlèvements[166].

Quand des forces d'opérations spéciales dans l'Helmand ont tué le mollah Dadullah Lang en mai, Asadullah Khalid a pris l'inhabituelle décision d'exposer le cadavre de ce dernier en public à la vue des médias, à Kandahar. Cela a suscité une profonde indignation chez la population. Les talibans ont alors enlevé quatre employés du ministère de la Santé, le 4 juin, en exigeant que le corps de Lang soit remis à sa famille. Khalid est parti en « congé médical » et a laissé le soin de régler cet épineux problème à son adjoint, qui a refusé de prendre une décision, ce qui a entraîné la décapitation d'un des otages. L'adjoint a alors conclu un échange[167].

La question du corps du mollah Dadullah Lang mise à part, cela faisait partie d'une stratégie plus vaste des talibans qui visaient à paralyser le système médical du gouvernement afghan. Au cours des deux semaines ayant suivi le lancement du programme d'éradication de la polio financé par l'ACDI, en juillet, 39 membres du personnel médical ont été tués par les talibans, et il y a ensuite eu une autre vague d'enlèvements[168]. Signalons qu'aucun média canadien ou critique de l'opposition n'a fait la moindre mention des meurtres systématiques de médecins, d'infirmiers, d'infirmières et d'autres fournisseurs de soins de santé non armés :

dans les journaux canadiens, plus d'espace a été consacré à la question des détenus plutôt qu'à ces crimes odieux. Les FOS canadiennes, leurs homologues britanniques et étasuniens et les services du renseignement ont fait des pieds et des mains pendant cette période pour exploiter les occasions de recouvrer des otages, ce qui a eu pour effet de réduire l'intensité des opérations de lutte contre les chefs de l'insurrection.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a elle aussi été la cible d'attaques. Un véhicule de l'ONU a été touché par un EEI radiocommandé, à un kilomètre au sud du bureau de l'ERP; cinq personnes ont été tuées[169]. La force de réaction rapide de l'ERP est intervenue dans ce cas; au cours de l'été, les véhicules de l'ERP ont été ciblés à trois reprises, y compris le RG-31 du Lcol Chamberlain. Une attaque a été menée par un insurgé porteur d'un EEI rempli de billes de métal qui a déchiqueté un RG-31 en explosant[170].

L'ONU a fait savoir que, si la violence contre son personnel s'intensifiait, elle réduirait ses opérations à Kandahar. Soulignons que le quartier général de toutes les opérations onusiennes dans le sud de l'Afghanistan était à Kandahar; par conséquent, sa neutralisation par l'ennemi avait des effets considérables dans la région. Rappelons que l'ONU avait facilité la mise en place des conseils de développement communautaire vitaux dans les districts, de manière que les fonds affectés à la reconstruction et au développement puissent être mis à la disposition des localités. En juillet, l'ONU a envoyé Guang Cong pour combler le vide à la tête de son personnel. La première intervention de Cong a été de sermonner les Canadiens membres de l'ERP au sujet de la nécessité d'éviter de causer des pertes humaines chez les civils pendant les opérations de la FIAS et d'amorcer un « dialogue » avec tous les membres de la coalition à cet égard[171]. Voilà qui n'a pas été utile du tout, vu la situation qui existait alors. La Croix-Rouge annonçait à la mi-juillet qu'elle allait se retirer de Kandahar à cause de l'état de la sécurité. Une semaine plus tard, Oxfam, une des cinq principales organisations internationales de développement, quittait aussi l'endroit[172].

Appuyer les opérations de la Force opérationnelle Kandahar

Le Lcol Chuck Mathé, nouveau commandant de l'ESN, supervisait une transformation profonde de la prestation du soutien logistique à Kandahar. L'ESN du Lcol Mathé était chargé de l'entretien de beaucoup plus de canons, de chars et d'autres véhicules, de sorte qu'au cours des préparatifs en vue de son départ pour l'Afghanistan, en novembre 2006, le nombre de postes au sein de l'ESN est subitement passé de 269 à 481. En raison de cette hausse rapide, des membres du personnel de soutien de toutes les unités de logistique de l'ensemble des forces armées, et non pas seulement de l'Armée de terre, ont été intégrés dans l'ESN. Le noyau de ce dernier était fourni par le 2e Bataillon des services à Petawawa; les techniciens de la maintenance des chars venaient d'Edmonton, et les pourvoyeurs de

munitions, de Valcartier, et ainsi de suite. Ils étaient tous entraînés à fonctionner dans un environnement de combat terrestre. L'ESN s'efforçait enfin de se rattraper dans l'esprit de la tentative de 2005-2006 de se servir de Kaboul comme d'un modèle pour Kandahar, mais bon nombre des renforts fournis par d'autres armes que la force terrestre ont eu besoin d'acquérir des compétences élémentaires de soldat, ce qui a ralenti le déploiement de près de 40 p. 100 de l'ESN, au printemps de 2007[173].

Pendant les préparatifs, il y avait dans des domaines clés des lacunes auxquelles il a fallu remédier rapidement. Le Canada avait maintenant besoin de véhicules spécialisés porte-chars pour déplacer les chars Leopard dans un environnement hostile. Il n'y en avait aucun dans le système. Le Lgén Leslie a réussi à convaincre les Hollandais de louer au Canada un certain nombre de véhicules de transport d'équipement lourd; il a donc fallu envoyer 13 conducteurs aux Pays-Bas pour qu'ils y apprennent à la dernière minute à manier de tels véhicules[174].

Sous le Lcol Mathé, la structure de l'ESN est passée de trois pelotons avec une compagnie de soutien logistique au combat à trois compagnies complètes plus ou moins conformes à la doctrine canadienne traditionnelle : une compagnie d'approvisionnement et de transport; une compagnie de maintenance et une compagnie de protection de la force. L'ESN assumait aussi la responsabilité de 200 entrepreneurs et de 60 membres de l'agence de soutien du personnel basés au KAF[175].

La façon dont l'ESN appuyait le GT changeait également. Sous la direction de John Conrad et de Dan Labrie, l'ESN comptait une grappe de pelotons constitués en une compagnie de soutien logistique au combat qui était essentiellement affectée au GT et dirigée par un major de l'infanterie. Sous le Lcol Mathé, le système était différent. La nature des opérations du Lcol Rob Walker portait à croire que l'acheminement des ravitaillements depuis l'aérodrome jusqu'à ses quatre bases (base de patrouille Wilson, FOB Ma'Sum Ghar et bases de patrouille Sperwan Ghar et Spin Boldak), puis la distribution depuis ces bases, constituaient les volets de la meilleure solution. Le Lcol Mathé et son état-major ont décidé que la base de patrouille Wilson occupait une position centrale, géographiquement parlant, pour les opérations en cours et projetées; par conséquent, un solide détachement de soutien logistique au combat y a été affecté. Ce détachement avait à sa disposition des camions de transport d'équipement lourd, des dépanneuses et des véhicules de dépannage Bison ainsi que leurs moyens de protection, des camions de ravitaillement en carburant et un poste de commandement. C'était là un dispositif prudent, vu le nombre accru d'attaques sur la Route nº 1 et, plus tard, sur l'itinéraire Summit. Ce dispositif permettait aussi aux équipes de dépannage de se déployer dans le Maywand, le Ghorak, le Khakrez et à des points au nord, au besoin[176]. L'ERP au Camp Nathan Smith constituait un autre noyau. Cela signifiait qu'il fallait organiser les patrouilles logistiques de combat depuis le KAF

à destination de ces quatre points et installer un petit détachement à chacun d'eux pour qu'il s'occupe de l'entreposage et de la distribution. À n'importe quel moment, l'ESN avait 140 soldats qui exécutaient des patrouilles logistiques de combat, ou étaient en poste dans les bases d'opérations avancées. Ces militaires effectuaient une rotation dans les diverses bases pour que chacun « sorte du périmètre ». La compagnie de protection de la force assumait aussi la responsabilité d'une des entrées du KAF, de sorte qu'elle opérait une rotation entre la gestion de l'entrée et une patrouille logistique de combat, et ainsi de suite[177]. Quand la Batterie D a déployé ses canons dans l'Helmand, des patrouilles multinationales de logistique de combat ont été formées pour approvisionner les forces participant à l'Op ACHILLES, et l'ESN a contribué à ces patrouilles[178].

Dans l'ensemble, cependant :

> Des hélicoptères réservés nous auraient permis de maintenir facilement cette opération en puissance […] L'absence de tels appareils rendait extrêmement difficile l'exécution des opérations de ravitaillement dans les endroits éloignés […] il a été de plus en plus difficile d'obtenir des hélicoptères pendant toute la période de service pour les opérations de maintien en puissance, en raison d'autres priorités et, par conséquent, ils n'étaient rendus disponibles que pour le ravitaillement d'urgence[179].

L'ESN du Lcol Mathé donnait le ton en obtenant que des éléments afghans se chargent du transport local de fournitures et d'équipement non vitaux. Les propriétaires des camions à clochettes aux couleurs criardes aidaient l'ESN, moyennant dédommagement, à maximiser ses capacités de livraison. Le Lcol Mathé et son état-major voyaient là un moyen d'autonomiser l'économie locale et d'accroître la capacité afghane d'adjuger des contrats. Un camion à clochettes civil risquait beaucoup moins qu'une patrouille logistique de combat canadienne d'être ciblé par un EEI, mais on ne discutait pas de cela. Diverses mesures étaient adoptées pour que le carburant ne soit pas détourné avant l'arrivée des véhicules aux FOB. Avec le temps, l'ESN a établi des relations avec les conducteurs, qui sont devenus des sources d'information « sur le contexte ambiant » [Traduction]. Les informations ainsi recueillies ont été transmises au Centre du renseignement toutes sources (CRTS)[180].

Les patrouilles de logistique de combat continuaient de courir des risques élevés dans l'environnement où des EEI étaient posés. Le Canada utilisait encore le véhicule logistique lourd à roues non blindé, bien que la Compagnie de protection de la force eût des véhicules RG-31 et des véhicules blindés de transport de troupes Bison. Les membres de chaque patrouille logistique de combat risquaient la mort à cause des règles d'engagement dans une ville achalandée comme Kandahar. À l'issue d'une analyse, les tactiques ont

changé un mois après le début des opérations. Au départ, les patrouilles de l'ESN et du GT dominaient les routes et obligeaient les véhicules locaux à s'écarter de leur chemin, ce qui a engendré toutes sortes de bouleversements et de plaintes. Le Bgén Grant a ordonné de mettre fin à cette pratique. Existait-il une autre façon de régler le problème? Y avait-il un moyen quelconque d'éviter d'attirer l'attention? Naturellement, cela était difficile à faire avec des véhicules blindés, mais quand les Canadiens ont renoncé à la conduite agressive, le nombre d'incidents a diminué considérablement dans la ville. Il n'y a eu aucune attaque-suicide par bombe humaine ou par EEI placé dans un véhicule contre les patrouilles logistiques de combat dans la ville quand les tactiques ont changé, mais on n'a pas pu établir une corrélation totale entre ces événements[181].

La situation sur la Route nº 4 s'est améliorée tout au long de 2007; néanmoins, le segment reliant la ville de Kandahar et Ma'Sum Ghar sur l'itinéraire Fosters devenait un véritable stand de tir. Les soldats de la Compagnie de protection de la force étaient tous de jeunes réservistes âgés de 18 ou 19 ans. Leur maturité impressionnait le Lcol Mathé. À son avis, il n'était pas facile dans cet environnement de demander à des adolescents de comprendre, d'évaluer et d'interpréter les subtilités juridiques relatives à l'escalade de la force[182]. Les patrouilles logistiques de combat étaient attaquées régulièrement. Un technicien de véhicules a même été ciblé par un EEI au cours de trois patrouilles successives de ce genre. Signalons que le premier soldat canadien tué en 2007 appartenait à l'ESN. Le Cpl Kevin Megeney est mort par suite de la décharge accidentelle de l'arme d'un autre soldat, le 6 mars 2007.

En ce qui concerne les transmissions, le passage d'un quartier général coalisé (FOM AEGIS) à l'Élément de commandement national provoquait des changements à la FO Kandahar. En général, les communications tactiques sont restées stables, mais c'est dans le domaine des systèmes d'information que d'importants changements se sont produits tout au long de 2007. Par exemple, en 2006, plusieurs systèmes étaient en jeu : SPARTAN (Canada); TITAN (Canada/É.-U.); COINS (système de renseignement de l'OTAN); SIPR (système des É.-U.); NATO SECRET (lien entre le quartier général de brigade canadien et le QG de la FIAS). CENTRIX était le principal moyen de commandement et de contrôle au niveau de la brigade. Cependant, une fois qu'un nouveau palier national a été ajouté à la chaîne de commandement, ce réseau de réseaux a été incapable de répondre aux besoins de la FO Kandahar. Il fallait à l'ERP et au GT un meilleur acheminement de l'information, de sorte que le système TACNET a été ajouté en 2007, et il a été suivi du système ISAF SECRET, qui a remplacé CENTRIX. Par suite de ces changements, il a fallu renforcer le bureau du J6 de la FO Kandahar et refaire le câblage de l'infrastructure canadienne dans le théâtre. Les rotations ultérieures de la FO Kandahar ont profité de la toile des communications établie en 2007[183].

Il faut aussi mentionner le système de soutien des services de santé. L'Unité médicale multinationale (UMM) de rôle 3 est restée sous commandement canadien, sous les ordres du Lcol M.D. Deilgat jusqu'en février 2007, puis sous ceux du Lcol M.C. Mackay. Son personnel multinational continuait de travailler depuis une installation constituée de bâtiments en contreplaqué et de tentes Weatherhaven et placée à proximité de la piste du KAF. Comme auparavant, l'UMM de rôle 3 jouait un rôle clé au chapitre des soins d'urgence fournis aux forces coalisées et aux blessés de la Police et de l'Armée afghanes. À mesure que le nombre de blessés augmentait, le travail accompli par l'UMM de rôle 3 devenait malheureusement devenu trop routinier. Cela dit, si les hélicoptères étasuniens d'évacuation sanitaire pouvaient amener les blessés à l'UMM de rôle 3 en moins d'une heure, les chances de survie de ces derniers augmentaient de façon exponentielle. Le Canada possédait aussi une unité de rôle 2 qui offrait diverses ressources, y compris le peloton d'évacuation et ses ambulances Bison. Le déploiement quotidien typique du peloton d'évacuation faisait intervenir un détachement d'ambulances dans chacune des compagnies d'infanterie, dans l'escadron de char et dans l'escadron de reco, et des techniciens médicaux dans chaque peloton d'infanterie. Chaque FOB disposait sur place d'un adjoint médical, tandis que les convois avaient des techniciens médicaux avec eux. Neuf de ces derniers étaient en poste au Camp Nathan Smith : l'ERP était essentiellement une mini-station auxiliaire de l'UMM de rôle 2.

Les ingénieurs électriciens et mécaniciens de l'ESN continuaient d'entretenir les chars Leopard C-2 modernisés et leurs modèles vieillissants, soit les engins blindés du Génie (EBG) Badger et les véhicules de dépannage blindés Taurus. Cela signifiait notamment la réparation du matériel connexe aux chars Leopard, à savoir les rouleaux et charrues, quand ils étaient endommagés par des mines et EEI. Pendant cette période, on a aussi renforcé le blindage des Badger et Taurus pour en améliorer la surviabilité. Le principal problème lié à l'emploi des vieux véhicules Leopard concernait la chaleur dans l'habitacle, l'été. Ces véhicules n'étaient pas équipés pour fonctionner dans les conditions afghanes. La meilleure modification locale possible consistait à souder une boucle à la face intérieure du toit de la tourelle, pour permettre aux équipages d'y accrocher leur propre goutte-à-goutte intraveineux quand ils souffraient d'épuisement par la chaleur. Les membres de l'escadron de chars ont convenu qu'il leur fallait une ambulance chenillée pour pouvoir extraire les blessés des véhicules, car les ambulances existantes Bison à roues ne pouvaient pas toujours se rendre jusqu'aux mêmes endroits que les chars, surtout dans le district de Zharey.

Deux enjeux ont commandé le déploiement d'un nouveau véhicule en Afghanistan. Tout d'abord, il n'y avait pas assez de châssis de VBL III convertis en véhicules spécialisés avant la guerre. Le second comportait deux volets : le grand nombre de VBL III mis hors de combat par des EEI et le temps qu'il fallait pour les reconstruire. Dans les années 1990,

l'Armée de terre n'avait pas à se choisir un seul parc de véhicules de combat d'infanterie et, par conséquent, elle a entretenu par la suite un parc de véhicules M-113 chenillés modernisés datant des années 1960, en même temps que la nouvelle série de VBL à roues. La décision a donc été prise de reconstruire les M-113 modernisés afin d'en faire des véhicules spécialisés pour l'Afghanistan. Munis d'un nouveau système de chenilles, d'un nouveau moteur et d'une protection renforcée, les M-113 ont été remis en service en tant que véhicules blindés légers chenillés (VBLC). En 2007, l'ESN a géré le déploiement des VBLC « Fitter" (surnommés « El Camino ») et des VBLC munis d'une tourelle d'un mètre enlevée aux VBP Grizzly désormais au rancart. Ces véhicules possédaient dans leur tourelle des mitrailleuses de calibre .50 et de 7,62 mm. Il importait d'avoir des VBLC, car il permettait aux techniciens du Génie électrique et mécanique de se déployer dans des véhicules blindés et de réparer les chars et les VBL sur place, au lieu de devoir les ramener à Ma'Sum Ghar ou au KAF; ainsi, on réduisait l'exposition de ces convois aux EEI et aux embuscades.

Source : Auteur

Les techniciens de l'ESN ont équipé les véhicules canadiens d'un grillage anti-projectiles afin de faire échec aux roquettes anti-chars à tête explosive. Ce véhicule blindé léger chenillé, en déploiement avec la batterie d'artillerie, fait voir ce type de protection.

Pour les ingénieurs électriciens et mécaniciens de l'ESN, cela signifiait qu'ils étaient maintenant responsables d'un troisième type de véhicules de combat blindés. Les sous-officiers plus âgés avaient déjà travaillé sur les véhicules M-113 au cours de leur carrière et ils ont donc pu transmettre leur savoir aux plus jeunes, mais le système d'approvisionnement de l'ESN a lui aussi dû prendre une certaine expansion pour trouver les pièces de rechange nécessaires à ce nouveau parc de véhicules.

Enfin, de nouvelles modalités ont été appliquées relativement à la prise en charge des détenus. Un nouvel accord entre l'ambassadeur du Canada et le ministre afghan de la Défense a été signé en mai 2007 et a confié un rôle accru à la Compagnie de police militaire. L'installation existante de prise en charge des détenus a été considérablement améliorée, et des structures permanentes ont été érigées. De meilleures procédures concernant la surveillance des détenus et leur transfert à Direction nationale de la sécurité afghane ont aussi été instituées[184].

Les opérations dans le district de Zharey, en mai et juin 2007

La situation dans le district de Zharey se détériorait à l'approche de l'été. Les renseignements afghans transmis à la Compagnie I laissaient entendre que, dans leur campagne, les talibans continueraient à « poser beaucoup de mines et d'EEI le long des itinéraires afin d'enrayer l'influence de la FIAS dans la région » [Traduction]. En particulier, le Maj Quick a fait savoir ce qui suit : « Ils recourent à cette tactique pour gagner du temps et prêcher le djihad aux habitants de la région, les convertir et les employer comme combattants de deuxième palier contre la FIAS et les FSNA. » [Traduction] Sous la direction du mollah Manan, les talibans de la région ont été renforcés par des combattants venus de l'Ouzbékistan, du Pakistan et peut-être même de la Tchétchénie, ce qui déplaisait à de nombreux habitants. Ainsi « tous les enfants que nous rencontrions [et qui] nous révélaient une présence talibane et nous exhortaient à agir[185] » [Traduction].

Le GT 2 RCR attendait l'arrivée annoncée de la Police spéciale afghane et il espérait qu'elle serait affectée dans le Zharey, mais elle n'est jamais venue. Dans ce district, la police continuait de servir plusieurs maîtres. Quand le Col Akka était absent, le chef du district Khairuddin s'esquivait avec certains des officiers d'Akka pour aller mener ses propres « opérations ». Selon les Canadiens, « il était clair que les talibans agissaient au sein de la PNA et dans la choura du district »[186].

Au début de la période de service, aucun membre du GT 2 RCR ne savait ce qu'étaient l'Assemblée de développement des districts, les conseils de développement communautaire, ou le Programme national de solidarité. À ce moment-là, les activités de la COCIM étaient mieux intégrées aux opérations, bien que les programmes de développement mêmes fussent à l'agonie à cause du tribalisme dans les districts. En mai et juin, aucune opération

ne pouvait être amorcée sans une représentation sur carte des tribus et une analyse des relations, et, une fois lancée, aucune opération ne pouvait se poursuivre sans un engagement préalable des relais d'influence. Les commandants de compagnie à l'œuvre dans le district, par exemple, croyaient que 90 p. 100 de leurs renseignements provenaient des patrouilles à pied, des chouras, de l'Armée nationale afghane, de la police afghane et de l'ERP — et que le suivi des projets fait par la COCIM déterminait intégralement la crédibilité auprès de la population et qu'il était lié à la qualité des renseignements. Beaucoup estimaient que le CRTS et son bassin de connaissances comparativement limité étaient inutiles. Les cartes étaient elles aussi considérées comme n'ayant à peu près aucune valeur, et les commandants de compagnie se fiaient de plus en plus aux images du terrain inaccessible et accidenté pour faire leur planification. Par ailleurs, on attribuait des niveaux de classification trop élevés aux renseignements, ce qui posait constamment problème[187].

Avec le temps, les équipes de la COCIM dirigées par l'Adj Jim Hunter ont réussi à mieux cerner certains des problèmes sous-jacents qui se posaient dans le district de Zharey. Ce dernier avait été créé artificiellement en 2003 à même des parties du Panjwayi, du Maywand et du Khakrez. Il y existait une crise d'identité aggravée par la dispersion de la population qui s'était produite pendant l'Op MEDUSA – et tous ses occupants n'y étaient pas revenus. Cela suscitait des différends fonciers entre les squatters et fermiers locataires; par ailleurs, certains propriétaires terriens ne vivaient pas seulement à Kandahar et à Kaboul, mais aussi en des lieux aussi lointains que l'Allemagne. Puis, il y avait le dossier des droits relatifs à l'eau créé par la construction de l'itinéraire Summit. Il y avait des représentants de la collectivité, mais qui représentaient-ils au juste? Il n'existait aucun système juridique dans le district : ce vide encourageait les talibans à agir comme s'ils constituaient le gouvernement. La seule solution résidait dans l'établissement d'un régime de gouvernance suivie d'un règlement des griefs, mais la sécurité s'imposait d'abord; or, l'absence de la police rendait cela difficile. Ici encore, le Zharey était un microcosme de l'ensemble du conflit[188]. Le fait que le district de Zharey était une région problématique n'était pas nouveau pour les Canadiens : l'ERP en 2005 et la FO Orion en 2006 avaient bien cerné les problèmes du Zharey, mais en 2007, c'était comme si le GT 2 RCR recommençait à zéro.

Par conséquent, le GT poursuivait ses opérations (voir la figure 1-7). L'absence de la police spéciale, combinée à d'autres opérations menées par la FO Kandahar dans d'autres districts, incitait les Canadiens à réclamer d'autres troupes à la FIAS. Le seul pays européen qui répondant à l'appel a été le Portugal, qui avait un contingent relevant du Commandement régional (Ouest). La FO Lisbon, axée sur une compagnie de commandos munie de véhicules Hummer blindés, a été affectée à la FO Kandahar en mai.

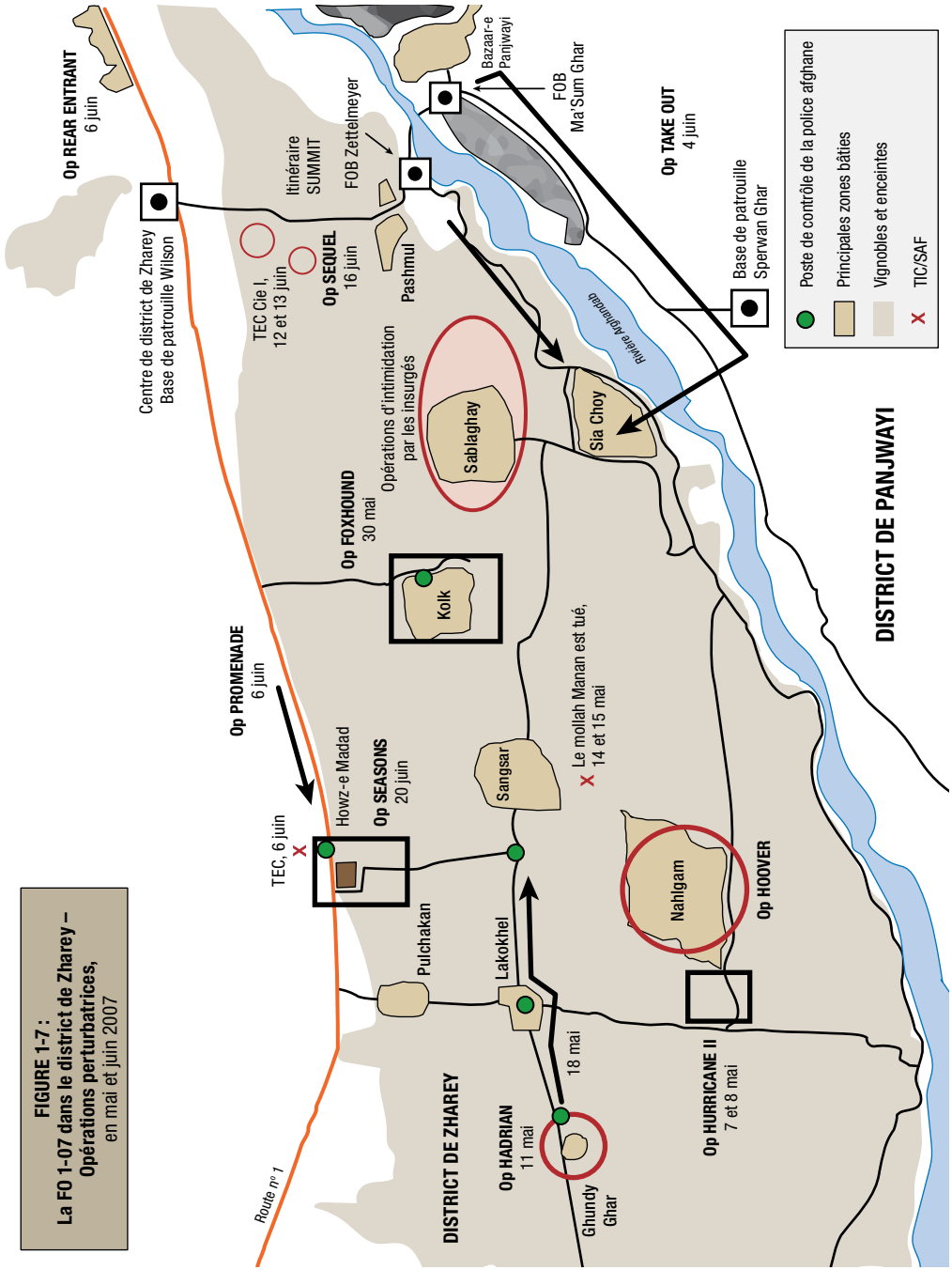


FIGURE 1-7 :
La FO 1-07 dans le district de Zharey – Opérations perturbatrices,
en mai et juin 2007

Figure 1-7 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Opérations perturbatrices, en mai et juin 2007

Source : Auteur

L'itinéraire Summit continuait d'attirer des parties souhaitant faire sauter la route nouvellement asphaltée. Toutes les perturbations n'étaient pas le fait des talibans, car il existait des rivalités locales au sujet des droits relatifs à l'eau. Ici, un véhicule blindé Badger du Génie aide à la réparation du système d'irrigation après une attaque à l'EEI.

Pendant que l'entente logistique officieuse était négociée (la FO Lisbon avait besoin d'un lieu d'entreposage spécial pour ses véhicules Port), la Compagnie H et une troupe de chars lançaient le 7 mai contre Nahlgam l'Op HURRICANE II, attendue depuis longtemps. À ce stade, les chars Leopard étaient équipés de charrues spécialisées et de rouleaux antimines, qui ressemblaient à ceux qui avaient été employés pendant la Seconde Guerre mondiale. En fait, l'escadron de chars est devenu, selon un officier, « le détachement de dégagement d'itinéraires du pauvre » [Traduction] qui pouvait tomber sur les mines et les EEI, mais non les détecter. Le plan consistait à « passer le rouleau sur les routes » [Traduction] vers le sud depuis Howz-e Madad jusqu'au carrefour de Diwar, à l'est de Sangsar, au sud de Seyaddin, puis à l'ouest dans Nahlgam.

L'action a commencé quand un convoi de camions à clochettes étasunien s'est fait attaquer par des GPF sur la Route nº 1, près de Howz-e Madad. Les forces se déployaient dans le cadre de l'Op HURRICANE. Le char Leopard de tête, muni de rouleaux antimines, a essuyé des tirs d'armes légères et a été touché par de multiples GPF tandis qu'il dirigeait la colonne vers le sud sur l'itinéraire Banff. Entre 0611 et 1200, l'équipe de combat a été en contact avec l'ennemi sept fois sur une distance d'un kilomètre, et de nombreuses GPF ont été tirées sur elle chaque fois. Lors de chaque contact, les chars ont fait feu avec leur armement principal et leurs mitrailleuses coaxiales. L'équipe de combat a tué environ 10 insurgés et en a capturé quatre, tout en recueillant des renseignements qui ont permis d'identifier trois chefs insurgés et de repérer leur emplacement. La chaleur commençait alors à affliger les tankistes; comme le terrain gênait l'équipe, elle a décidé de se replier dans la Base de patrouille Wilson et de reprendre la suite le lendemain matin[189].

Le 8 mai, l'équipe de combat de la Compagnie H, accompagnée de l'Armée nationale afghane et de l'ELMO canadienne, a emprunté l'itinéraire Langley et traversé Lakokhel, puis elle a viré à l'est pour entrer dans Nahlgam. Après avoir établi un laager à la jonction des itinéraires Montréal et Langley à 0900, l'équipe a été attaquée par des GPF. Six ennemis ont été tués par les tirs d'armes de 25 mm et de 105 mm. Avançant vers l'est sur l'itinéraire Montréal, les troupes de l'Armée nationale afghane et l'ELMO sont descendus de leurs véhicules et ont progressé à pied; les chars les ont suivis, et la Compagnie H leur a emboîté le pas. Il y a eu quatre autres engagements avec les talibans (environ 15 ont été tués), avant que la chaleur ne devienne trop intense, vers midi. Les Afghans et l'ELMO ont pu dégager certaines enceintes, mais des civils obstruaient constamment leurs mouvements. La Maj Ruff et son homologue afghan ont décidé de ne pas aller plus loin. L'équipe de combat s'est retirée[190].

Les mouvements et engagements de l'Op HURRICANE façonnaient la situation dans les environs de Nahlgam et de Sangsar de telle manière que les FOS canadiennes ont pu pister et cibler les chefs ennemis qui révélaient leur position quand ils luttaient contre les attaques dirigées par les chars. La Compagnie I a alors été chargée de constituer la FRR au cas où des opérations des FOS tourneraient mal. Le Lcol Walker a aussi décidé de retourner à Gundy Ghar, et les planificateurs ont organisé l'Op HADRIAN pour ce faire. Le 11 mai, la Compagnie H récupérait Gundy Ghar sans incident[191].

Dans la nuit du 14 au 15 mai, les FOS et le GT canadiens déclenchaient une opération contre les chefs ennemis. Avec l'appui d'attaques aériennes, les FOS canadiennes ont supprimé le mollah Manan, son commandant adjoint et environ 12 de ses combattants entre Sangsar et Nahlgam[192]. Le Lcol Walker et son état-major ont alors eu l'occasion d'exploiter ce vide à la tête des talibans et ils ont voulu entrer dans Sangsar et Nahlgam. Le plan prévoyait que la compagnie portugaise exécuterait une feinte vers Howz-e Madad.

La Compagnie I, qui avait par inadvertance eu un contact avec l'ennemi à Kolk pendant l'après-midi du 16 mai, a ainsi ajouté à la manœuvre de déception. La Compagnie H et les chars sont partis de Gundy Ghar à 3 h 30 du matin le 18 mai et ont suivi deux axes vers l'est sur l'itinéraire Ottawa. Les habitants de l'endroit ont indiqué au Maj Ruff les dispositifs ennemis et l'emplacement des mines. Pendant ses déplacements sur ces itinéraires, l'équipe de combat est entrée quatre fois en contact avec l'ennemi et, dans tous les cas, ce fut comme au cours de l'Op HURRICANE : les ennemis ont eu recours à des tirs d'armes légères et à une volée de GPF, puis ils ont battu en retraite ou ont choisi de mourir sur place. L'équipe de combat a riposté et elle a pris à partie au moins une section d'insurgés. Puis, un des chars Leopard a heurté une mine avec ses rouleaux, et un VBL III a fait sauter une mine, mais il n'y a eu que des blessures mineures. Encore une fois, le terrain difficile et la chaleur ont obligé l'équipe à mettre fin à l'opération, et les forces sont rentrées à Gundy Ghar[193].

Les Portugais n'ont pas fourni le rendement escompté. La FO Lisbon devait être constituée de commandos, mais c'était en fait des troupes d'infanterie légère, et non des membres de forces spéciales. Les Canadiens étonnés ont fait savoir que les Portugais étaient « très mal préparés au combat » [Traduction] : ils n'avaient pas de piles pour leurs radios, ils ne connaissaient pas la situation et ils étaient tout à fait incapables de fournir des rapports de situation au GT canadien. Ils n'observaient aucune consigne de silence et chantaient le long de leur itinéraire non tactique, en s'avançant au pas de marche vers leur objectif[194]. La FO Lisbon semblait être ce que la FIAS de l'OTAN avait de mieux à offrir pour épauler le contingent canadien assujetti à d'énormes pressions. Or, les officiers canadiens ont été avertis de ne pas se montrer ouvertement trop critiques à leur égard juger trop sévèrement les lacunes de leurs alliés d'autrefois, car ceux-ci « avaient au moins eu la décence de se présenter » [Traduction] pour combattre et ils avaient été sévèrement jugés par leurs propres médias pour avoir accepté de se redéployer sous les ordres du Commandement régional (Sud). Malgré tout, tous les membres du GT estimaient que la FO Lisbon « constituait une menace dans l'espace de bataille » et ils ont essayé de trouver aux Portugais des tâches qu'ils seraient aptes à remplir compte tenu de leurs limites. Aucun autre pays européen membre de l'OTAN n'a déployé de forces pour épauler les Canadiens[195].

L'étape 4 de l'Op HOOVER s'est poursuivie. L'ERP a déployé une équipe de la COCIM dans chaque compagnie aux fins de cette étape. Par ailleurs, la participation de l'Armée nationale afghane s'est intensifiée, une fois surmontée la réticence polie du commandant du kandak à apporter sa contribution[196], grâce à des discussions organisées par l'intermédiaire de l'ELMO au sein du GT. Pour la tentative suivante, la Compagnie I, la FO Lisbon, l'Armée nationale afghane et l'ELMO allaient traverser la rivière Arghandab de nuit et entrer dans Nahlgam, pendant que la Batterie D tirerait des obus éclairants au nord de la Route nº 1 pour tromper l'ennemi. Les forces coalisées de trois pays allaient converger vers Nahlgam

en suivant trois axes. Afin d'améliorer la mobilité dans le terrain très irrigué, les sapeurs du 42e Escadron de campagne ont revitalisé une autre technique datant de la Seconde Guerre mondiale : l'emploi de fascines. Dans leur version du XXIe siècle, il s'agissait de longs tubes de métal réunis en fagots. Quand ces derniers étaient déposés dans un fossé d'irrigation, l'eau continuait à couler dans les tubes pendant que les véhicules blindés franchissaient l'obstacle. Un EBG Badger pouvait ensuite, avec sa flèche de grue retirer les fascines et poursuivre la mission.

Quand l'opération a commencé tôt, le 25 mai, un engin anti-personnel a explosé et tué le Cpl Matthew McCully, un signaleur qui servait au sein de l'ELMO. Un autre Canadien et un interprète ont été blessés[197]. Ensuite, un char Leopard a heurté une mine. Quand la ville de Nahlgam a été fouillée, toutefois, les insurgés ont caché leurs armes et prétendu être des cultivateurs, ou ils se sont dispersés vers Sia Choy. Un policier sympathisant des insurgés a aidé un commandant ennemi à quitter le secteur[198].

Le GT 2 RCR est revenu à Kolk. L'Op FOXHOUND avait des ramifications plus vastes, et l'Op ADALAT absorbait des troupes canadiennes de plus en plus nombreuses; l'effort amorcé visait à établir un semblant de sécurité dans le Zharey afin de libérer ces troupes. Le rétablissement du contrôle par la police dans Kolk était considéré comme essentiel. La Compagnie I et les chars, les Afghans et l'ELMO sont entrés en jeu le 30 mai et se sont heurtés aux habituels tirs d'armes légères et de GPF; l'ennemi exécutait des tirs à la dérobée, puis fuyait loin de la force pour gagner du temps. Cette fois-ci, la force a bénéficié d'un appui aérien accru. Un char Leopard a tiré un obus fumigène de 105 mm, de manière que les avions A-10 des Forces aériennes des É.-U. puissent faire des passages en mitraillant l'ennemi qui se repliait devant la force qui avançait. Au moins 30 ennemis ont été pris à partie, et les Afghans ont fait six prisonniers[199].

À ce stade, les chars Leopard remis à neuf, mais vieillissants de l'Escadron A étaient en très mauvais état. Presque tous avaient besoin de gros travaux, ne serait-ce que pour maintenir une troupe en activité de service, et ce, à condition que l'équipe de maintenance Tango travaille avec acharnement à longueur de journée. Cette équipe a découvert que les coques des chars étaient en train de craquer en raison de l'usure; par conséquent, chacun des chars a dû passer à son tour par les installations de l'ESN au KAF pour que des travaux de soudure de la coque soient exécutés[200].

La Compagnie I a maintenu la pression en lançant l'Op TAKE OUT le 4 juin. Cette fois, ce fut au tour de Sia Choy. La Compagnie I est partie de nuit, et les troupes sont descendues de leurs VBL III à l'est du village. Ensuite, l'Escadron A et une compagnie afghane ont dégagé l'itinéraire Fosters ouest, ont franchi la rivière Arghandab depuis le sud et se sont emparés de l'objectif CHICKEN BALL, l'Armée nationale afghane se chargeant alors du dégagement. Au lieu de se diriger vers l'objectif EGG ROLL, toute la force l'a contourné

en se dirigeant vers l'objectif SUSHI; encore une fois, l'ANA a vu au dégagement, et les Canadiens ont sécurisé le secteur autour de la localité visée. Au moment où les Afghans et l'ELMO se préparaient à s'extraire de là en traversant les positions des chars et où la Compagnie I se disposait à se retirer, une équipe de neuf insurgés les a attaqués en recourant à une embuscade classique en forme de « L ». Des chasseurs-bombardiers Harrier de la RAF ont été appelés et ont tiré des roquettes, dangereusement près des troupes amies, pour aider les pelotons de la Compagnie I à rompre le contact. Les insurgés se sont enfuis vers le nord et l'est en petits groupes, mais un peloton de la Compagnie I, le 7e, les a poursuivis jusqu'à sa limite d'exploitation. Toute la force s'est repliée vers l'objectif CHICKEN BALL, puis a regagné Ma'Sum Ghar[201].

Une fois encore, des EEI dans Howz-e Madad et les environs causaient des difficultés sur l'axe vital qu'était la Route no 1. Parallèlement, les insurgés suscitaient l'agitation dans le secteur d'Asheque, à l'est. Habibullah Jan, principale personne d'influence à cet endroit, était en train de perdre le contrôle qu'il y exerçait, dans la foulée des contrecoups dus à la tentative d'assassiner Naqib. Le GT 2 RCR a lancé l'Op PROMENADE dans le secteur d'Howz-e Madad avec les chars qui se déplaçaient sous la couverture d'un TUAV Sperwer, alors que l'artillerie se tenait en état d'alerte. Quand l'Op PROMENADE a distrait les insurgés, la Compagnie I lançait l'Op REAR ENTRANT dans le secteur d'Asheque, à l'est de la Base de patrouille Wilson. Dès que les chars sont partis en direction ouest sur la route, le 6 juin, le TUAV Sperwer repérait un groupe nombreux de talibans se rendant à des lieux d'embuscade à l'ouest sur l'itinéraire Ottawa et plaçant des EEI aux passages obligés. La Compagnie I a mis ses VBL III en laager et a exécuté une opération nocturne débarquée dans Asheque. Elle n'a rien découvert, et tout ennemi qui s'y trouvait s'était éclipsé. Cependant, les Portugais ont essuyé des tirs nourris d'armes légères et de GPF, ce qui a obligé les chars à faire demi-tour pour aller les secourir[202]. Pendant que les Op PROMENADE et REAR ENTRANT progressaient, les insurgés ont surgi de nouveau dans le secteur de Kolk, ils ont isolé le poste de contrôle de la police et égorgé les partisans du gouvernement dans la localité. Le poste de contrôle de la police à Howz-e-Madad a ensuite été attaqué à deux reprises en 72 heures par 30 insurgés. L'Op REAR ENTRANT reposait sur des renseignements communiqués par la police. En fin de compte, il a été établi que « la PNA était de connivence avec les talibans […] afin d'observer nos TTP et la façon dont nous installions nos cordons de sécurité extérieurs et intérieurs. J'estime que, si nous continuons à déployer nos forces à la lumière des renseignements limités fournis par la PNA, nous risquons d'exposer inutilement les soldats du GT au danger[203] » [Traduction]. Une analyse du Renseignement concluait que la mort de Manan avait forcé les talibans à faire venir de la province d'Helmand de nouveaux commandants pour renforcer les combattants dans le Zharey.

Source : Auteur

L'Op SEASONS comptait parmi les incursions perturbatrices exécutées dans le district de Zharey par la Compagnie I, l'escadron de chars, l'Armée nationale afghane et ses mentors canadiens, en juin 2007. Après une attaque de l'artillerie contre les positions des insurgés, un hélicoptère UH-60 d'évacuation sanitaire se tient prêt à évacuer les blessés de l'Armée nationale afghane.

Jusqu'alors, peu d'activité avait été observée sur l'itinéraire Summit. La Compagnie I, avec ses éléments de reco, a exécuté une série de patrouilles à l'ouest de la route et elle est ainsi entrée en contact avec l'ennemi, les 12 et 13 juin, quand deux groupes de talibans dissimulés dans des huttes à raisin ont ouvert le feu sur le 7e Peloton. Comme il était trop proche de l'ennemi pour demander le soutien de l'artillerie ou un appui aérien, le peloton a ouvert le feu avec des armes anti-chars légères M-72, pendant que les chars Leopard opéraient une brèche au sud pour appuyer le peloton avec leurs canons de 105 mm. Dix autres ennemis ont été repérés dans une enceinte. Au cours d'un combat acharné auquel prenaient part deux pelotons canadiens et une troupe de chars appuyés par un avion Harrier, l'ennemi a décidé de défendre sa position, ce qui a permis au Maj Quick de recourir à une base de feu classique avec des chars, puis à une attaque sur le flanc droit jusqu'à une position ennemie. Quatre équipes munies de GPF ont été neutralisées par les tirs des chars et des armes légères, et cela a incité les survivants ennemis à se diriger vers l'ouest dans un oued.

Un autre engagement, déclenché cette fois avec des GPF et une mitrailleuse PK, a cloué sur place une section canadienne, qui a bénéficié d'un appui aérien rapproché pendant que d'autres chars arrivaient de Ma'Sum Ghar. Des tireurs d'élite se sont mis à cibler les équipes ennemies munies de GPF à mesure qu'elles se manifestaient, tandis qu'un avion Harrier supprimait une section ennemie qui avait fui dans une hutte à raisin. Finalement, la plupart des ennemis ont été coincés dans un réseau d'oueds, mais les chars se sont embourbés. Pendant que les talibans cherchaient à fuir, ils ont été anéantis par les obusiers M-777 de l'artillerie et par une bombe de 1 000 livres larguée par un avion Harrier. Une fois le combat terminé, la Compagnie I a estimé que 18 ennemis avaient été tués et qu'autant avaient été blessés[204].

Comme les forces insurgées se trouvaient plus près de l'itinéraire Summit, l'Op SEQUEL a été lancée le 16 juin. Encore une fois, la Compagnie I s'est infiltrée à pied de nuit dans la zone visée appelée Burmohammad, et une attaque embarquée dirigée par un EBG Badger s'est ensuivie le long de l'itinéraire St. John's. On espérait produire ainsi deux résultats : l'attaque éloignerait l'ennemi de la Route nº 1 et de l'itinéraire Summit dans ce secteur. À diverses reprises, la Compagnie I est de nouveau entrée en contact avec l'ennemi, et elle a ainsi éliminé une équipe munie de canons sans recul de 82 mm et dix insurgés lourdement armés. Un peloton est tombé sur une autre équipe ennemie dotée de canons de 82 mm et s'est trouvé mêlé à un engagement distinct. Environ huit ennemis ont été tués, dont un commandant taliban de niveau intermédiaire[205].

Afin de maintenir l'ennemi dans un état de déséquilibre le long de la Route nº 1, le Lcol Walker a envoyé de nouveau la Compagnie I, des chars Leopard de l'Escadron A, une compagnie de l'Armée nationale afghane et l'ELMO à Howz-e Madad. L'Op SEASONS, amorcée le 20 juin, était presque devenue la norme à ce moment-là : elle comportait une infiltration par des troupes débarquées, une attaque menée par des chars et par l'Armée afghane et un appui aérien rapproché pour tuer tout ennemi qui renforçait le combat. Alors que la force exécutant l'Op SEASONS s'avançait au sud d'Howz-e Madad, elle s'est heurtée à une résistance farouche — et même à un tireur d'élite ennemi. Un obus de 82 mm lancé par un canon sans recul a frappé le blindage incliné d'un char Leopard. L'engin a pénétré la coque et a failli atteindre les munitions stockées à l'intérieur, ce qui aurait eu manifestement des conséquences catastrophiques pour l'équipage. Cette fois encore, l'ennemi a lancé dans la bataille des combattants et des ressources pour enrayer l'Op SEASONS, mais ces derniers ont été rapidement fauchés par l'artillerie, l'appui aérien rapproché et les tirs d'armes légères et de chars[206].

De l'autre côté de la rivière, dans le Panjwayi, pendant que l'Op SEASONS progressait, un véhicule Gator utilisé pour ravitailler les postes de contrôle canadiens le long des itinéraires Brown et Fosters, a heurté un énorme EEI qui a tué le Sgt Christos Karigiannis,

le Cpl Stephen Bouzane et le Sdt Joel Wiebe de la Compagnie C. Avec la diminution de l'activité ennemie dans le Panjwayi et les pressions constantes exercées dans le Zharey, cette attaque visait peut-être à détourner l'attention de la FIAS du Zharey pendant un certain temps pour permettre aux talibans de ce dernier de se redresser. En effet, trois roquettes ont été lancées contre Ma'Sum Ghar cette nuit-là, probablement pour la même raison.

Le 24 juin, le Lcol Walker a fait savoir à la FO Kandahar que « nos ressources sont trop étirées; nous ne pouvons pas réagir efficacement aux incidents dans le Zharey et le Panjwayi à cause des nombreux engagements et de la disposition de nos forces. Il est extrêmement difficile de réunir la puissance de combat nécessaire. » [Traduction] Échos du 42e Escadron de campagne : « Je crois que nous en sommes à un pont de trop, mais comme d'habitude, nous soutenons le GT avec des moyens extrêmement précaires […] les soldats sont fatigués, et le maintien prolongé d'une telle cadence opérationnelle finira par paralyser l'escadron […].[207] » [Traduction] Le GT 2 RCR ne pouvait pas poursuivre les opérations perturbatrices indéfiniment dans le district de Zharey. Il fallait faire un choix : le Zharey ou le Panjwayi?

Source : MDN IS2007-7265

La Compagnie I du 2 RCR dégage un groupe d'enceintes pendant l'Op SEASONS. Ces opérations d'incursion faisaient pression sur les insurgés qui, dans le Zharey, subissaient de lourdes pertes et ne pouvaient acquérir l'élan qui leur avait servi en 2006.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2007

La Compagnie C du Maj Henderson et les mentors de l'ELMO du Lcol Eyre travaillant avec les kandaks afghans faisaient face à une gamme radicalement différente de problèmes dans le district de Panjwayi. Tout d'abord, les déplacements étaient pénibles en raison de la taille du district comparativement à celle du Zharey. Deuxièmement, le Panjwayi était loin de la Route nº 1, ce qui signifiait que le quartier général de formation supérieur ne percevait pas le district comme une priorité. En troisième lieu, d'importantes forces de sécurité afghanes étaient présentes dans le district, mais les apparences étaient trompeuses, car il existait entre les organisations de sécurité afghanes de profonds désaccords qui réduisaient l'efficacité des opérations. La Compagnie C ne comprenait sans doute pas aussi bien les rouages internes du Panajwayi, comparativement à ses entités homologues du Zharey, ce qui compliquait la tâche à ceux qui devaient cerner la véritable nature des problèmes.

Au début de mai, la localité de Mushan a attiré l'attention de la Compagnie C. Située à la pointe ouest de la « corne du Panjwayi » et donnant accès au Zharey occidental, au désert du Reg et à Band-e Timor dans le Maywand, la localité revêtait une importance géographique pour quiconque espérait exercer son influence dans la région. En fait, elle était connue comme étant un paradis de contrebandiers, car elle servait d'étape parfaite au sortir du désert sur la route menant à l'Helmand ou au Pakistan, ou si l'on voulait éviter la « police » et ses « postes de péage » sur la Route nº 1. L'itinéraire Fosters, un chemin de terre réduit parfois à une simple piste noire, allait vers l'est à partir de Mushan, longeait la rivière Arghandab jusqu'à Bazaar-e Panjwayi, puis se transformait en une route asphaltée jusqu'aux abords de la ville de Kandahar et à la Route nº 1. Un autre itinéraire appelé Lake Effect suivait un parcours parallèle à l'itinéraire Fosters vers le sud et donnait accès aux banlieues sud de Kandahar en traversant le district de Dand. La principale localité dans ce secteur était Nakhonay (voir la figure 1-8).

En général, personne ne comprenait vraiment ce qui se passait à Mushan. La Compagnie C a donc organisé une patrouille pour aller y évaluer la situation. Il n'y eut aucun problème particulier. Il y avait divers services de police dans la localité, et il y était facile de communiquer avec les habitants qui étaient ouvertement amicaux. Une source a fait savoir à la patrouille que les insurgés avaient des caches d'armes dans le secteur de Mushan. Après le départ des patrouilles canadiennes, un agent de police a été décapité. Les apparences étaient trompeuses à Mushan[208].

Le Renseignement de l'Armée afghane a appris que les talibans amenaient d'autres forces dans Nakhonay et les faisaient passer par là. Un groupe de 40 talibans natifs de l'endroit a accueilli une partie de ce qui était, selon les rapports, un contingent de 350 Pakistanais et Baloutches qui traversaient le secteur. L'Armée afghane avait aussi eu vent que les talibans

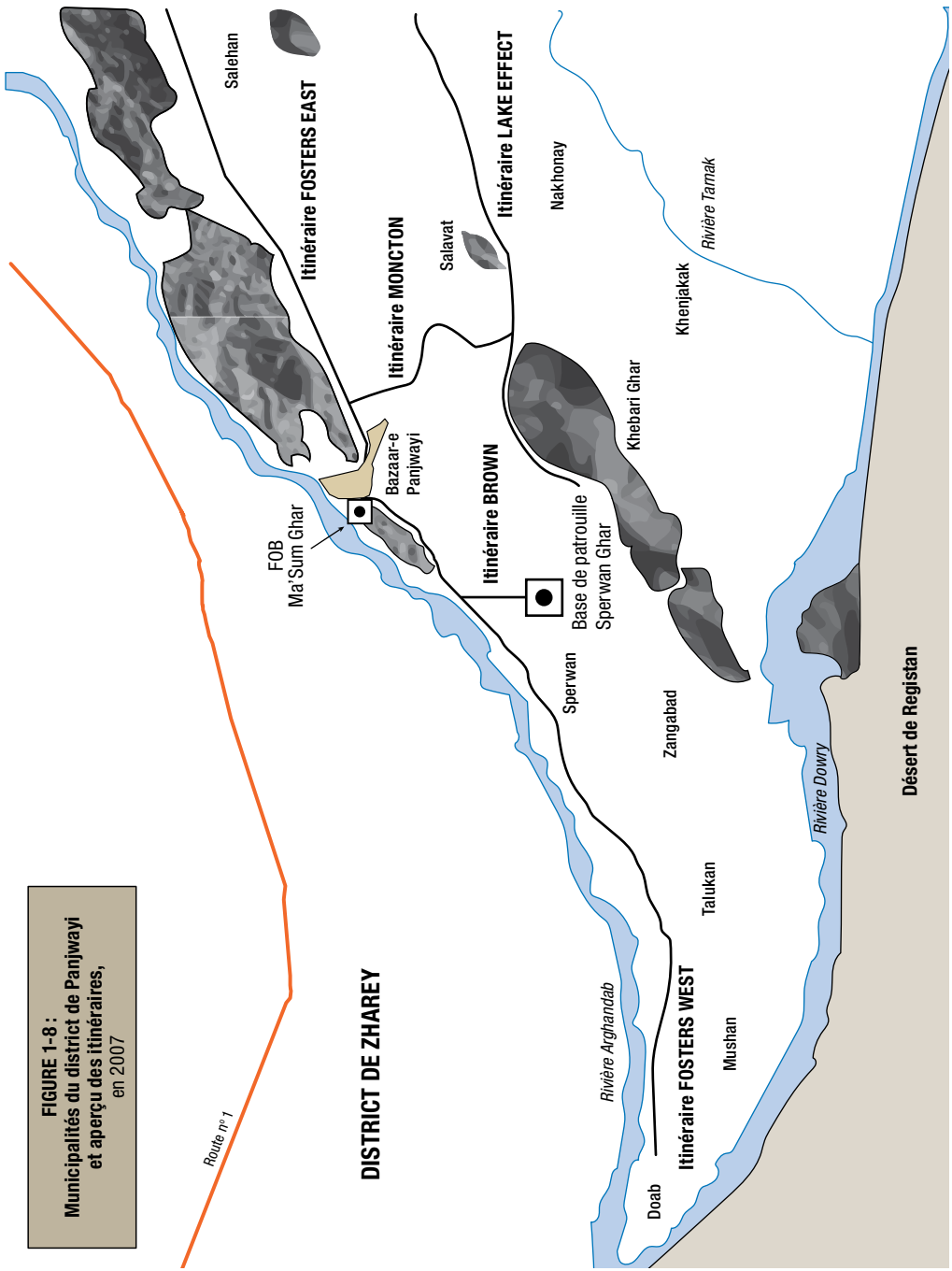


Figure 1-8 : Municipalités du district de Panjwayi et aperçu des itinéraires, en 2007

recrutaient vigoureusement dans Nakhonay et Salavat. La police afghane discutait de la possibilité d'établir un poste de contrôle à Nakhonay et a demandé à la Compagnie C si elle accepterait de patrouiller jusqu'à l'itinéraire Lake Effect[209].

L'évolution de la situation entraînait une réorganisation des forces de sécurité dans le district. Cela a entraîné des répercussions à long terme; par conséquent, les commandants du GT, de l'ELMO et du 2e Kandak se sont réunis pour tirer les choses au clair. Le programme consistait à confier à la police la gestion de tous les postes de contrôle sur l'itinéraire Fosters, ce qui libérerait des troupes pour d'autres tâches, et le Lcol Sherin Shah a accepté de faire pression sur ses homologues de la police. Le problème grandissant que représentait Nakhonay était préoccupant. Le Renseignement de l'Armée afghane a lentement établi des liens entre les attaques survenues au nord sur la Route no 1, près de Senjaray, et le « hérisson » qui prenait forme dans le Panjwayi oriental. Leurs forces étant absorbées par les tâches aux postes de contrôle dans le Panjwayi occidental, il était difficile de déplacer des éléments pour affronter les deux problèmes. Les commandants ont convenu d'exécuter une opération dans Nakhonay dès que possible[210] (voir la figure 1-9).

L'Op MIDAS se voulait comme une grande patrouille de présence dans Nakhonay et Salavat. Le Lcol Shah y a affecté sa 3e Compagnie, et un peloton canadien de la Compagnie C s'est joint à cette dernière. Pendant la planification de l'Op MIDAS, toutefois, on a appris que les talibans se préparaient à tuer le Lcol Shah au moyen d'une bombe humaine. En même temps, 60 familles ont fui Mushan après avoir été averties par les talibans que des combats étaient imminents. De toute évidence, Nakhonay était une localité importante, car l'insurrection était mise au courant de toute opération à proximité de Nakhonay et elle cherchait à éloigner les forces de la coalition de ce village et de ses environs[211].

Le Lcol Shah a persuadé le chef local, Haji Fazil Mohammad, et les commandants de la police d'accepter l'occupation par la police de tous les postes de contrôle de l'itinéraire Fosters avant la fin de mai. En échange, le GT et l'ERP aideraient à construire des postes de contrôle plus nombreux et meilleurs non seulement sur l'itinéraire Fosters, mais aussi partout où ils seraient nécessaires dans le district de Panjwayi[212].

L'Op MIDAS est passée par Nakhonay et Salavat le 19 mai. Elle a effectivement renforcé les liens entre le GT 2 RCR et le 2e Kandak, et elle a permis aux troupes de bien s'exercer à appliquer les procédures, mais il n'y a alors eu aucun contact avec l'ennemi. Le renseignement limité reçu à son sujet a confirmé que Nakhonay était essentiellement un « carrefour G4 » des insurgés; en d'autres mots, un secteur de ravitaillement et de transfert[213].

L'ennemi a alors intensifié ses activités dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters. Des postes de contrôle de la police ont été attaqués les 21 et 22 mai et, ce qui était nouveau, les talibans ont dressé des barrages routiers sur cet itinéraire, au nord de Talukan. La police a sollicité l'aide du Lcol Shah, puis celle de l'ELMO et du GT. Un peloton de la Compagnie C,

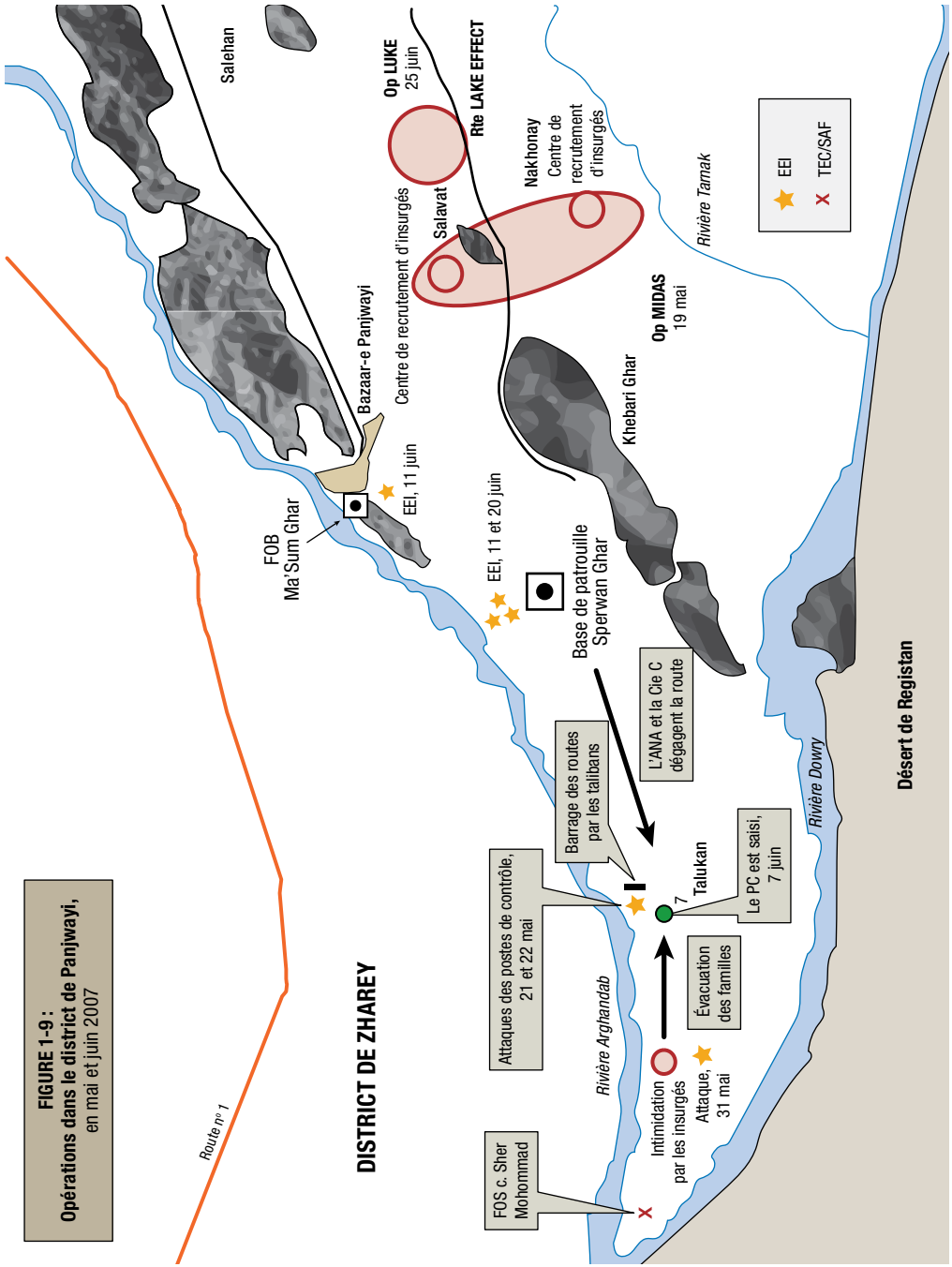


Figure 1-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2007

un peloton de la 1re Compagnie du 2e Kandak de l'Armée nationale afghane et des sapeurs du 42e Escadron de campagne ont entrepris de dégager l'itinéraire Fosters. Il n'y a eu aucun contact. L'attaque dans Mushan promise par les talibans a eu lieu le 31 mai, mais il n'y a eu aucun rapport sur ce qui se passait ou sur qui contrôlait le secteur[214].

La mini-crise au sujet de Mushan a entraîné plusieurs interventions simultanées, mais semi-coordonnées. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a décidé que la 5e Unité de la Police en attente renforcerait, puis occuperait Mushan. La Compagnie C a monté l'opération de contingence OMERTA, afin de pallier au problème des EEI posés sur l'itinéraire Fosters, au nord de Talukan, et afin de mener des patrouilles dans Mushan. Une autre mission a rendu les choses encore plus intéressantes : les FOS canadiennes ont lancé une opération contre un chef ennemi près de Mushan, le 1er juin : elles ont ainsi capturé le notoire Sher Mohammad près de Doab[215]. Quand la Compagnie C est entrée dans la localité, elle n'y a trouvé qu'une poignée des 30 agents de police qui étaient là au préalable, et le commandant était mort. La nuit, les talibans menaient une campagne d'OPPSY et laissaient des lettres nocturnes dans les enceintes de tous les habitants clés[216]. La police afghane est revenue en masse dans les postes de contrôle de l'itinéraire Fosters, et la Batterie D a mis à exécution un programme d'éclairage le long de cet itinéraire pour perturber les mouvements ennemis[217].

L'activité ennemie n'a fait qu'augmenter. Des mines ont été posées près de Talukan dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters, et l'une d'elles a blessé six agents de police afghans. La population de Talukan s'est mise à ignorer les patrouilles de la Compagnie C et de l'Armée afghane, ce qui n'a fait que confirmer que cet endroit était un point névralgique[218]. Mais ce n'est pas tout. Le 11 juin, trois EEI ont fait exploser des véhicules canadiens dans le district de Panjwayi. L'un d'eux a explosé sous un véhicule blindé de dépannage, qui a brûlé dans un incendie spectaculaire à moins de 100 mètres de la FOB Ma'Sum Ghar (il n'y a eu ni morts ni blessés). Le lendemain, un convoi de la Compagnie C a heurté un EEI à l'intersection des itinéraires Fosters et Brown. Quand les chars et l'équipe de dépannage sont arrivés, ils ont heurté un autre EEI qui a détruit un VLLR. Vingt-quatre heures plus tard, la Compagnie C a fait irruption dans le secteur entre Talukan et la rivière Arghandab, pendant que les TUAV étaient redirigés au-dessus de l'itinéraire Fosters. Les opérateurs de ces derniers ont réussi à détecter ce qui leur a semblé être deux emplacements d'EEI, qui ont ensuite été exploités, puis démantelés[219].

Le quartier général du GT a détecté ce qui lui semblait un lien entre les opérations ennemies dans le Zharey et celles dans le Panjwayi. Cette vague d'attentats à l'EEI coïncidait avec le mouvement des insurgés vers l'itinéraire Summit à l'est et avec l'engagement ultérieur auquel la Compagnie I a été mêlée les 12 et 13 juin[220]. En effet, trois Canadiens ayant été tués par un EEI sur l'itinéraire Brown, le 20 juin, l'ennemi a semblé là faire une tentative pour détourner des ressources au moment où l'Op SEASONS battait son plein.

Les attaques à l'EEI n'ont pas cessé : la police afghane a été frappée tant et plus. Le 14 juin, les talibans ont envahi le poste de contrôle nº 7 et ont tendu une embuscade aux renforts qui allaient arriver. Le Maj Henderson a convoqué des chouras dans le district pour savoir ce qui motivait cette nouvelle campagne. Les membres de la choura lui répétaient que la violence tribale était à l'origine des attentats, mais le Maj Henderson n'acceptait pas cet argument, vu le recours accru aux EEI. Haji Baran, toujours utile, a déclaré que, « récemment, il avait du mal à convaincre les habitants de ne pas laisser les talibans détruire les nouvelles routes [les itinéraires Fosters et Brown]. […] Comme ils accusent le gouvernement de détruire leurs récoltes par le biais du manque d'eau, ils ne voient aucune raison de résister aux talibans[221]. » Le Maj Henderson et ses hommes ont aussi appris auprès de sources locales que les insurgés se servaient des mosquées, car ils savaient très bien que les forces coalisées faisaient preuve de réserve quand ils fouillaient ces dernières. La Compagnie C voulait se servir de projets de remise à neuf des mosquées pour nouer des relations avec les mollahs, mais il n'y avait aucun moyen évident d'obtenir des ressources à cette fin auprès des responsables des programmes de développement[222].

Une grande choura qui a réuni le chef du district, Haji Fazil Mohammad, Haji Baran, Mohammad Sarwar de Talukan et les commandants des forces de sécurité a abouti au consensus suivant : « La situation de la sécurité était stable dans le Panjwayi occidental jusqu'à il y a environ deux semaines, quand [la 5e Unité de la Police en attente] s'est installée à Mushan. » [Traduction] Les chefs de district afghans ont fait valoir l'idée que la police de cette unité « était surtout composée de Noorzais, que la population de Mushan était en majorité ishaqzaie » [Traduction], et que des rivalités tribales étaient en jeu. Le Maj Henderson a confirmé le tout quand il s'est réuni avec les chefs locaux de Talukan, Zangabad et Sperwan[223].

Cette idée ne correspondait cependant pas totalement à la réalité, car les actes de violence à Mushan avaient commencé avant l'arrivée de la 5e Unité de la Police en attente. L'emploi d'EEI contre les Canadiens qui opéraient plus à l'est et qui ne prenaient pas ouvertement part aux activités de cette unité ne cadrait pas non plus avec cette idée. La 5e Unité était connue comme étant à toutes fins utiles une milice privée appartenant au gouverneur, et on la disait corrompue. Des éléments de la structure d'influence voulaient probablement s'acquérir le contrôle de Mushan, un nœud vital de transbordement, et ils voyaient là une occasion de faire concurrence à la Route nº 1, ou d'en contourner les « postes de péage » en empruntant un autre itinéraire depuis les cultures de pavot jusqu'à la ville de Kandahar. Le tribalisme existant semble avoir été superposé rétroactivement à ce tableau pour camoufler les aspects commerciaux et territoriaux du différend. En effet, les talibans exploitaient de toute évidence ces rivalités à leurs propres fins sur plusieurs fronts.

Source : Auteur

L'itinéraire Brown, que l'on voit ici tel qu'il était en 2011, faisait face à la Base de patrouille Sperwan Ghar et la reliait à la principale voie de desserte est-ouest dans le district de Panjwayi. C'était au départ une piste de terre battue, que la coalition a ensuite élargie et asphaltée pour décourager les attaques aux engins explosifs improvisés, après que plusieurs Canadiens eurent été tués en 2007. L'ennemi a tenté de tendre des embuscades aux véhicules à maintes reprises le long de ce corridor, d'habitude en arrivant de l'ouest (à droite).

Mais alors, l'affaire s'est corsée. La présence de membres d'Al-Qaïda a été signalée à Mushan[224]. Ce qui est pire les officiers de la 5e Unité de la Police en attente en garnison ont eu un échange de feux avec des agents de la Direction nationale de la sécurité au bazar de Mushan : quatre agents ont été tués, et trois autres ont été grièvement blessés. Le CICP a fait enquête sur ces événements, tout comme l'ELMO, et les homologues de ces deux entités leur ont assuré que l'incident était d'origine tribale[225]. Tout portait à croire que la localité de Mushan était maintenant impliquée dans une sanglante vendetta[226].

Les attentats à l'EEI nuisaient au réapprovisionnement des ressources par l'ESN à Sperwan Ghar. Par exemple, le réapprovisionnement civil en eau a diminué, de sorte que l'ESN a dû utiliser ses ressources et accroître la taille ou le nombre de patrouilles logistiques de combat[227]. Quand le Maj Henderson et ses hommes sont sortis pour se rendre dans les collectivités, ils ont appris que les « talibans pakistanais » payaient les habitants de Zangabad et de Sperwan Ghar pour poser des mines et des EEI. Ce qui se passait dans ces secteurs semblait différent de ce qui avait cours à Mushan[228].

Ce qui intéressait particulièrement la Compagnie C, cependant, c'était la sensibilité apparente des talibans chaque fois que des forces coalisées ou les FSNA s'approchaient de Nakhonay. Située au sud de l'itinéraire Lake Effect, cette localité était un regroupement d'ensembles d'enceintes ne comportant qu'un chemin pour y entrer et en sortir. Le village était totalement entouré par des champs de raisins, des huttes de séchage et un terrain complexe : du haut des airs, le village ressemblait à une forteresse.

L'Op LUKE était conçue pour affirmer la présence de la coalition à Zalakhan et à Salavat, deux localités progouvernementales au nord de Nakhonay, puis pour filtrer la population de Nakhonay. Les talibans de Nakhonay avaient infiltré ce secteur et assassiné un aîné qui leur avait dit de quitter les lieux. L'opération était essentiellement une manœuvre pour recueillir des renseignements; y prenaient part la police afghane, une partie du 2e Kandak et un peloton de la Compagnie C, commandé par le Capt Matt Dawe. Les résultats ont été intéressants : les bavardages provenant de Nakhonay étaient aussi volumineux que variés : des propos formulés en anglais, en persan, en tadjik et même en tchétchène ont été entendus[229].

Des tentatives répétées qui visaient à cerner la meilleure façon de progresser dans le district de Panjwayi ont débouché sur une choura animée par les équipes de la COCIM de l'ERP, de manière que les chefs locaux puissent exprimer leurs griefs. La choura a éclairé davantage la dynamique du district. En deux mots, les villages ne pensaient pas que les Canadiens savaient ce qui se passait quand ils détenaient des personnes, et ils voulaient avoir leur mot à dire quand il s'agissait d'expliquer qui était coupable et qui ne l'était pas – au niveau communautaire. Les gens ne faisaient pas confiance à la police, sous quelque forme que ce soit, à cause des rivalités tribales. Beaucoup croyaient que les talibans « réformés », qui avaient été traités par les responsables du programme d'amnistie provincial de Kandahar – le PTS –, étaient mécontents parce qu'ils n'avaient pas reçu ce que le gouvernement Karzai leur avait promis : une terre et un emploi dans l'appareil gouvernemental. Un chef est allé jusqu'à recommander que « le pouvoir du gouvernement soit partagé entre les talibans et les autres partis » [Traduction], de manière à instaurer la sécurité[230]. De toute évidence, quelque chose n'allait pas dans le Panjwayi occidental. Malheureusement, ce dernier n'était pas une priorité. Le gouvernement provincial était de plus en plus obsédé par les districts du nord.

Les opérations dans le nord de la province de Kandahar, en juin et juillet 2007

En mars, le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar ont travaillé à l'opération ADALAT pour le cas où l'ennemi s'installerait dans le district d'Arghandab au lendemain de la tentative d'assassinat contre Naqib. Le plan prévoyait des efforts de sécurité et de développement dans les districts de Shah Wali Kot et d'Arghandab, ainsi qu'une opération perturbatrice dans le Khakrez et la partie nord du Shah Wali Kot. L'annonce publique

faite par le gouvernement de l'Afghanistan et le gouvernement provincial, selon laquelle le barrage de Dahla constituerait un élément central des travaux de développement, a été intégrée dans le plan, tout comme les mécanismes des districts et des localités relatifs au Programme national de solidarité[231].

Au début d'avril, les chefs de police des districts de Khakrez et de Shah Wali Kot se sont plaints au CICP que l'ennemi était en train de s'établir dans leurs districts. Ces préoccupations ont été formulées presque deux semaines avant l'annonce sur le barrage de Dahla. À la fin d'avril, les deux chefs de police ont eu l'appui de leur collègue du district de Neish, et les trois hommes ont demandé qu'une opération ait lieu pour chasser les talibans de ces régions avant qu'ils arrivent à s'y installer[232] (voir la figure 1-10). Le 27 mai, la police afghane dans le Shal Wali Kot est tombée dans une embuscade pendant qu'elle protégeait une équipe de réparation des routes près du barrage. Avec deux morts et trois blessés, la police afghane a réussi à repousser l'ennemi. Des TUAV Sperwer canadiens ont traqué deux groupes ennemis distincts pendant qu'ils se repliaient[233]. La FO Kandahar a décidé de lancer l'Op ADALAT. Il a fallu un certain temps pour faire la lumière sur les relations de commandement, car la FO 71 était une force étasunienne d'opérations spéciales qui participait à l'Op ENDURING FREEDOM et ne relevait donc pas de la FIAS de l'OTAN. Les Américains ont accepté de redéployer une partie de la FO 71 depuis Spin Boldak et de rassembler leurs alliés afghans, et le Canada a convenu de déployer deux obusiers M-777 de la Batterie D et des chars de l'Escadron A ainsi qu'un peloton d'infanterie de la Compagnie H. La FO 71 a établi une FOB à Khakrez, et des CH-47 de l'Armée des É.-U. ont transporté les canons canadiens jusqu'à des positions, à cet endroit, le 29 mai[234].

Le 30 mai, le Lcol Chamberlain a coordonné une réunion sur la sécurité entre les commandants canadiens et afghans et les chefs de district; plusieurs points importants ont alors été soulevés. Pour les Afghans, le problème en devenir était lié à un itinéraire de transit que les insurgés employaient traditionnellement pour aller du nord de l'Helmand jusqu'à Zabul en passant par le Khakrez et le Shah Wali Kot supérieur : « Ces districts servent d'étapes temporaires d'où sont lancées des opérations mineures dans l'Arghandab et des attaques-suicides dans la ville de Kandahar. Les habitants étaient manifestement exaspérés par le fait que [les forces coalisées] n'intervenaient pas rapidement. […] Dans l'ensemble, ils avaient l'impression que la situation s'apparentait à l'accroissement des éléments talibans dans le Panjwayi et le Zharey et que les pressions s'exerçant sur le Khakrez risquaient d'entraîner des ennuis dans le Shah Wali Kot, puis de menacer l'Arghandab et la ville de Kandahar[235]. »

Le Lcol Chamberlain a observé ce qui suit : « Tous les représentants afghans ne sont manifestement pas en faveur d'une approche semblable à celle de l'Op MEDUSA et préconisaient plutôt l'approche plus nuancée adoptée pour l'Op ADALAT. » [Traduction]

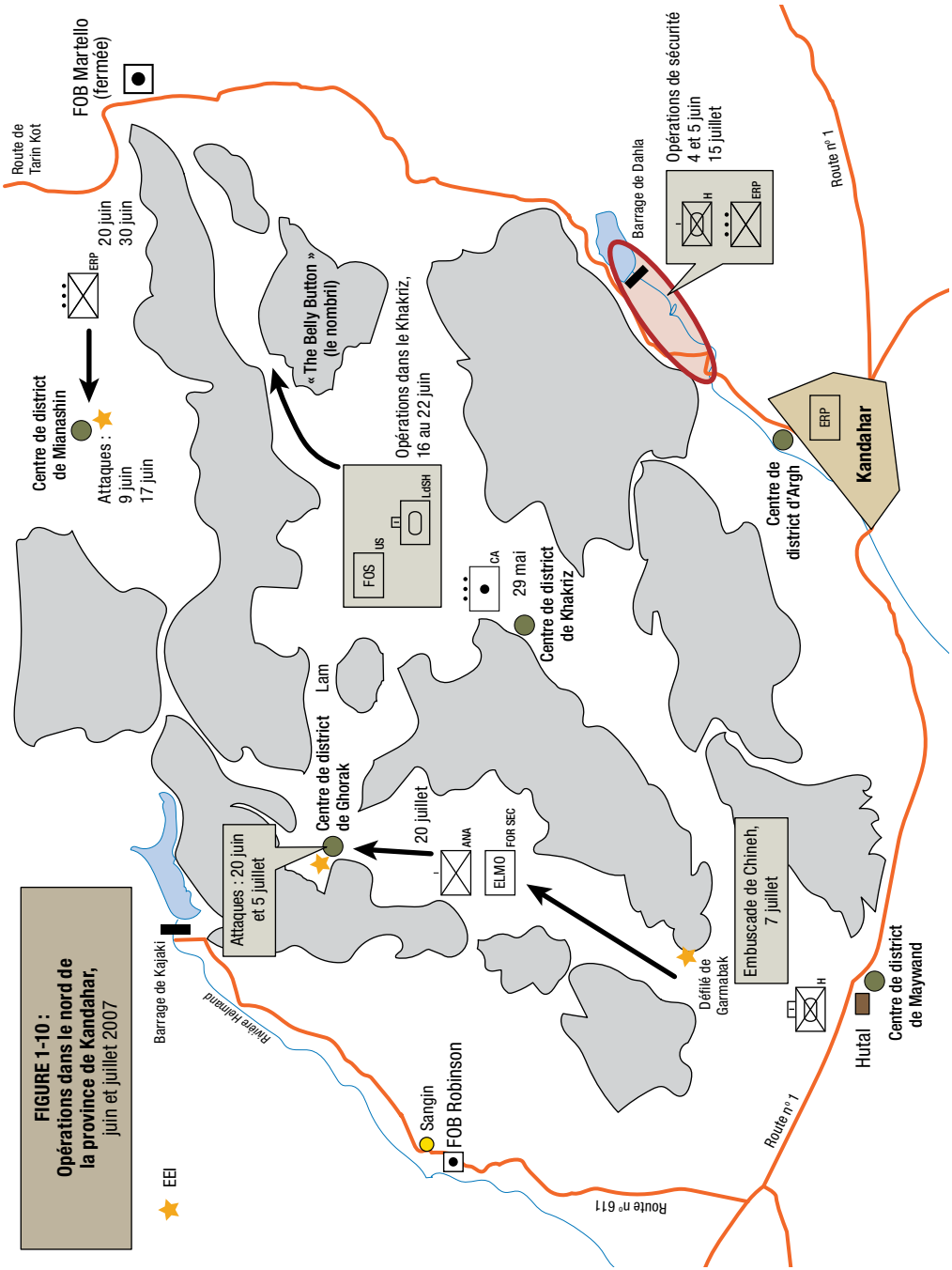


Figure 1-10 : Opérations dans le nord de la province de Kandahar, juin et juillet 2007

La tendance a été de confier aux forces de police afghanes les tâches liées à la sécurité dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot inférieur, pendant que l'ERP s'occuperait du développement. Une force coalisée se chargerait d'opérations perturbatrices dans le Khakrez et le Shah Wali Kot supérieur[236].

Le 4 juin, l'équipe de combat de l'Escadron A a emprunté l'itinéraire Oregon dans le district d'Arghandab en direction du Shah Wali Kot. Des rapports affluaient au CICP selon lesquels l'ennemi allait attaquer le barrage de Dahla[237]. À son arrivée, l'équipe de combat n'a rencontré aucun ennemi — ce qui n'a surpris personne —, mais le chef de district a dit croire qu'il y avait des centaines d'insurgés dans les collines. À l'issue de plusieurs réunions avec les relais d'influence, les Canadiens ont appris que la population souhaitait voir la FIAS assurer une présence dans le Shah Wali Kot inférieur et que l'ennemi n'attaquerait pas si cette présence était durable. La FIAS avait fait des promesses dans le passé, mais elle ne les avait pas respectées, de sorte que la population avait besoin d'être rassurée[238].

Pendant que l'Op ADALAT se poursuivait, les insurgés attaquaient le centre de district de Ghorak. Le chef de police de ce dernier a communiqué avec le chef de police de la province de Kandahar, le Bgén Esmatullah Alizai, pour obtenir de l'aide; ce dernier s'est mis en rapport avec le CICP pour demander l'aide des Canadiens. N'ayant reçu aucune réponse, Alizai a envoyé 15 agents, qui se sont apparemment rendus à pied jusqu'au centre depuis le Maywand. Sept d'entre eux ayant été blessés et l'ennemi se préparant à attaquer de nouveau, une vive conversation a eu lieu entre le chef de police de la province et la FO Kandahar. Vingt-quatre heures plus tard, les insurgés attaquaient une patrouille de la police dans le district de Mianishin; cinq agents ont été tués et trois autres ont été blessés. Esmatullah a exigé l'aide des Canadiens pour extraire les dépouilles des agents tués, mais la FO Kandahar a rejeté la demande. La pression, déjà énorme, qui s'exerçait sur les dirigeants de la police s'est accentuée dans la nuit du 9 juin quand des assaillants en motocyclette ont assassiné le général Dawood de la Police afghane. Le système de police, tel qu'il existait à Kandahar, donnait l'impression d'être sur le point de s'écrouler au niveau supérieur[239].

De multiples contacts avec l'ennemi ont été signalés dans le Shah Wali Kot, les 9 et 10 juin. Parallèlement à ces incidents, une patrouille canadienne, envoyée sans doute par l'ERP, est arrivée au centre de district de Shah Wali Kot dans le cadre d'une tâche de reconstruction. Le chef de district pensait que c'était des renforts et il a été dégoûté d'apprendre que la patrouille ne faisait là que ce qu'il a appelé une « visite de courtoisie […] La patrouille a refusé d'aider et a tout simplement quitté les lieux! » Le CICP a pu obtenir de la FO Kandahar qu'elle demande aux Américains des hélicoptères d'attaque pour fournir une couverture à la police[240].

Quand la police afghane a cheminé vers le sud avec les morts et les blessés dus aux embuscades, l'Escadron A et une partie de la Compagnie H se sont rendus dans le district de Khakrez afin d'opérer leur jonction avec la FO 71 en vue de mener des opérations. La Batterie D a continué à fournir un appui-feu depuis la FOB Khakrez, et des plans ont été élaborés avec la FO 71 pour exécuter des opérations dans le Shah Wali Kot supérieur, de manière à réduire la pression que la police subissait dans le sud. La force a fini par avoir les effectifs de trois détachements opérationnels Alpha des Forces spéciales avec les éléments afghans connexes, le tout équivalant à une petite compagnie pour chaque détachement opérationnel Alpha, sans compter une ETT étasunienne, une partie du 2e Kandak du 209e Corps et l'artillerie et les forces mécanisées canadiennes. Un détachement opérationnel Alpha des Forces spéciales a été chargé d'encadrer une milice privée de 100 hommes qui se désignait comme étant la patrouille routière de l'Oruzgan[241]. Dans un sens général, les forces spéciales canadiennes et étasuniennes allaient travailler dans le secteur du « Belly Button » et de Gumbad et dans les environs, pendant que la « police » et ses mentors rendraient sûre la route de Tarinkot et l'ouvrirait au commerce. La FO Kandahar ne se faisait pas d'illusion. C'était là une mission axée sur l'économie d'efforts, car aucun soutien n'était prévu pour le développement ou la reconstruction.

Les talibans ont placé la barre plus haut les 16 et 17 juin : trois instructeurs étasuniens intégrés ont été tués lors d'une attaque avec un EEI massif à Khakrez. Le même jour, les insurgés se sont lancés à l'assaut du centre de district de Mianishin. Tandis que les pertes s'accumulaient et que les munitions s'épuisaient, le chef de police de Mianishin a imploré l'aide d'urgence des forces coalisées. Deux avions F-18 ont été dépêchés là pour intimider l'adversaire, mais comme il n'y avait sur place aucun contrôleur interarmées de la finale de l'attaque certifié par la coalition, les avions ont refusé de larguer leurs bombes. Le gouverneur adjoint (Asadullah Khalid était en « congé pour raisons médicales » après l'affaire du mollah Dadullah Lang) et le chef de police Esmatullah ont adopté un ton « assez agressif » en exigeant l'aide canadienne.

La FO Kandahar a pu, encore une fois, obtenir l'appui d'hélicoptères d'attaque étasuniens pour qu'ils veillent du haut des airs sur un convoi de relève afghan si les Afghans réussissaient à en former un, mais Esmatullah a exigé un soutien immédiat. Les chefs plus impassibles tels que le Col Mohammad Abdul Hakim, chef de la sécurité de la province, ont dressé un plan avec la police et l'armée afghanes et l'Armée canadienne. Le CICP a eu la collaboration de l'Armée nationale afghane et a aussi réussi à obtenir des troupes[242]. Le gouverneur, maintenant revenu de son congé pour raisons médicales, a plongé dans le fouillis de plus en plus indescriptible. Après avoir tenu discrètement une réunion tard en soirée, les autorités ont relevé le Bgén Alizai de ses fonctions. Le gouverneur a bien précisé au Lcol Chamberlain

que, selon lui, le chef du district de Mianishin « avait tendance à crier au loup » et que la menace « n'était pas aussi grave qu'on l'avait décrite à l'origine » [Traduction]. Il s'est ensuite tourné vers ce qui l'intéressait en priorité : l'amélioration de la route entre Mushan et Bazaar-e Panjwayi[243].

Cependant, quand Khalid a vu que la situation à Mianishin risquait de nuire à son image publique, il a décidé d'organiser un événement médiatique au centre de district. La FO Kandahar a alors chargé le Lcol Chamberlain de rassembler sa compagnie de protection de la force et de la déployer à l'appui de l'opération à Mianishin, désormais appelée « Op COLLABORATION ». Le moral de la police était tellement bas que Khalid a décidé que cet événement ferait publiquement l'éloge des « héros de la Police nationale afghane » [Traduction]. Le commandant de l'ERP n'était pas content : « [Pareil déploiement] établit un précédent qui pourrait limiter d'autres résultats opérationnels de l'ERP dans les domaines de la gouvernance, de la reconstruction et du développement[244]. » [Traduction] Cette fois encore, l'ERP risquait de perdre sa capacité de déployer indépendamment son personnel d'autres ministères gouvernementaux et de la COCIM, tout comme l'ERP de la FO Orion avait été paralysée par le retrait de la Compagnie B en 2006.

Comme pour agacer le gouverneur, les talibans ont attaqué le centre de district de Ghorak encore une fois dans la nuit du 19 juin. Selon de nombreux rapports, la population locale avait averti la garnison déjà affaiblie de la police que les talibans étaient sur le point d'attaquer; par conséquent, la police s'est déplacée vers le sud, tout en continuant d'observer la situation. Le chef de police de Ghorak a même demandé à la FIAS de larguer une bombe sur le centre, maintenant que les insurgés l'occupaient[245]. La FO Kandahar a ensuite ordonné au Lcol Eyre de l'ELMO de déployer son peloton de la force de sécurité pour qu'il se joigne à un groupe d'instructeurs américains intégrés afin de reprendre le centre de district de Ghorak. Le retrait de la FORSEC de l'ELMO a eu à peu près le même effet sur cette dernière que celui qu'avait eu sur l'ERP le retrait de la Compagnie de protection de la force[246].

La FORSEC de l'ELMO et les instructeurs américains intégrés se sont joints à la police du Maywand (d'une fiabilité douteuse dans le meilleur des cas, car elle travaillait pour Haji Saifullah à qui l'on ne pouvait pas faire confiance) et ils se sont préparés à se diriger vers le nord en passant par le défilé de Garmabak. Un véhicule afghan a heurté un EEI, ce qui a mis fin à la mission temporairement. Une troupe de chars de l'Escadron A s'est jointe à la force en même temps qu'une compagnie du 2e Kandak de l'Armée nationale afghane. Prenant un second départ, la force mixte est arrivée au centre de district de Ghorak le 25 juin sans avoir rencontré d'opposition. Le gouverneur a décidé d'organiser une opération de relations avec les médias et il s'est rendu au centre de district par la voie des airs avec des représentants de l'ERP; une grande choura a alors eu lieu avec la population locale. Opportuniste par excellence, Khalid a promis que la 5e Unité de la Police en attente

se redéploierait de Mushan à Ghorak pour s'occuper de la sécurité. La force mixte a quitté Ghorak le 27 juin, et la majorité des membres de la police lui a emboîté le pas, car ces derniers ne voulaient pas attendre l'arrivée de la 5e Unité[247].

Entre-temps, dans le district de Khakrez, l'équipe de combat de la Compagnie H et la FO 71 sont sorties pour exécuter des opérations dans les environs du « Belly Button ». À l'arrivée au lagger CANNISTER au nord, toutefois, plusieurs pannes ont frappé les vieux chars Leopard usés dont le nombre en état de marche est tombé à deux. Par ailleurs, le groupe moteur d'un véhicule de dépannage blindé a cessé de fonctionner. L'équipe de combat n'avait désormais plus aucun moyen de récupérer ses véhicules s'ils tombaient en panne ou s'enlisaient. L'ESN avait du mal à ravitailler les forces dans le Ghorak par voie de terre, vu que ses ressources étaient étirées à l'extrême, et cela retardait les opérations canadiennes. La Batterie D a continué d'appuyer les opérations de la FO 71 et a ainsi tué plusieurs insurgés avec des obus de 155 mm et de 81 mm[248].

L'intention était de balayer les villages de Padah et de Mian en vue de préparer l'infiltration du secteur de Gumbad par la FO 71. Une fois que l'Escadron A et la Compagnie H furent arrivés à Padah, une violente et chaotique opération de dégagement, qui a duré deux heures, a commencé : l'ennemi se servait du village déserté comme d'un cantonnement. Quand les chars Leopard et les VBL III sont entrés dans le secteur, des équipes de deux hommes munis de GPF et des grappes d'insurgés surpris, qui circulaient dans les complexes d'enceintes irréguliers, les ont attaqués. Avançant sans hésitation dans le secteur, les chars ont supprimé les équipes munies de GPF avec des obus de 105 mm, pendant que les obusiers M-777 entrés en action à la demande des observateurs avancés éliminaient chaque poste d'observation repérable des insurgés sur les hauteurs. Avec leur canon de 25 mm, les VBL 111 de l'infanterie ont même pris à partie des insurgés éparpillés qui essayaient d'organiser une défense. Environ 18 insurgés ont été tués au cours du combat, sans que la coalition subisse la moindre perte. D'importantes caches d'armes ont été découvertes, et une installation de communications ennemie a été détruite par les chars[249]. La capture de Padah et de Mian a préparé le terrain à la FO 71 en vue de son assaut contre Gumbad, qui a lieu le lendemain.

L'engagement de Padah a été couronné de succès, et la FO 71 a perturbé l'activité des insurgés dans le Shah Wali Kot supérieur, mais ces opérations ont grandement préoccupé les commandants des sous-unités canadiennes. Certains planificateurs dans un quartier général supérieur voulaient que l'Escadron A se sépare de deux chars, d'un peloton d'infanterie, d'une section du Génie et d'un véhicule de dépannage blindé pour que ces éléments aillent exécuter une opération tout à fait distincte dans le Shah Wali Kot. Cela « deviendra très difficile si des problèmes surgissent […] un tel déploiement de chars risque d'avoir de graves conséquences » [Traduction]. De même, le 42e Escadron de campagne a froidement

souligné que « les opérations dans le district de Ghorak étirent nos forces au-delà de leurs limites[250] » [Traduction]. Le moment était venu pour le GT de mettre fin à son rôle dans le cadre de l'Op ADALAT. Un hélicoptère Chinook a ramené la troupe d'obusiers M-777 de la Batterie D au KAF, et l'équipe de combat de l'Escadron A est revenue à Ma'Sum Ghar.

Puis l'attention s'est de nouveau tournée vers Mianishin. Les insurgés y sont retournés et ont usé de tirs de harcèlement contre la police. Quand cette dernière a demandé de l'aide et qu'elle ne l'a pas obtenue promptement, la plupart des agents ont quitté leur poste et sont rentrés chez eux le 30 juin. L'Op COLLABORATION II, c'est-à-dire un autre groupement *ad hoc* de policiers afghans, de membres de l'Armée afghane et de Canadiens, a été organisée. Le gouverneur en a eu assez et il a tempêté contre les chefs de la police en disant que « la police manquait de détermination ». Khalid a garanti à tout le monde que le nouveau chef de la police provinciale, le général Sayed Agha Saqib, tirerait les choses au clair[251].

Malheureusement, le drame ne s'est pas arrêté là. Une attaque insurgée à deux volets judicieusement préparée et lancée contre la 5e Unité de la police permanente, retranchée dans le centre de district et dans un poste d'observation, a fait sept blessés dans les rangs de la police et, comme auparavant, les munitions des défenseurs se sont épuisées. La FO Kandahar a tout d'abord rejeté les demandes de la police qui réclamait le déploiement d'une compagnie d'infanterie, mais elle a réussi à obtenir plusieurs sorties d'aéronefs alliés qui ont manifesté leur puissance au-dessus du centre de district. Encore une fois, le concept du contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a été expliqué aux chefs de la police. Une colonne de ravitaillement de la police s'est dirigée vers le nord à destination du centre de district de Ghorak, par suite de l'attaque talibane, mais elle est tombée dans une embuscade près de Chineh, le 7 juillet. Six véhicules de la police et 60 agents ont été touchés, et douze ont été tués[252]. Après l'embuscade, des insurgés locaux ont fait feu sur le centre de district du Maywand.

La Compagnie H et l'Escadron A se sont déployés dans leurs VBL et leurs chars sur la Route no 1 à destination du Maywand; ils ont opéré leur jonction avec l'ELMO et une compagnie d'armement de l'Armée afghane, puis ils ont foncé vers le lieu de l'embuscade avant de prendre la direction du centre de district de Ghorak. La décision a été prise de laisser une compagnie de l'Armée nationale afghane et des mentors de l'ELMO à Ghorak cette fois, pour le reste de la rotation[253]. Un char Leopard de l'Escadron A a heurté une mine dans le défilé de Garmabak. Signalons que ces opérations, y compris la récupération du char Leopard, ont retardé une opération canadienne dans le district de Zharey.

Ces attaques du centre de district ont rappelé celles lancées contre Garmsir et Nawa en 2006. À en juger par la tendance de l'activité ennemie dans le nord de la province de Kandahar, il est probable que les dirigeants insurgés aient appris une importante leçon à la faveur des opérations de la coalition dans l'Helmand. Les insurgés savaient très bien

que les centres de district étaient des symboles de gouvernance et que le gouvernement chercherait à les reprendre. En l'occurrence, les attaques quasi simultanées déclenchées contre Ghorak et Mianishin et les menaces que les insurgés ont dirigées contre le Shah Wali Kot ont fait intervenir la police afghane à un moment où la police était en proie à de graves problèmes du point de vue institutionnel. La FO Kandahar était constamment attirée dans ces combats, en partie pour manifester sa solidarité, mais aussi parce qu'une accumulation de forces ennemies risquait de menacer l'Arghandab, lequel était lui-même aux prises avec des problèmes de leadership.

Il faut situer tout cela dans le contexte de ce qui se passait dans le Zharey et le Panjwayi. De toute évidence, la coalition accomplissait des progrès dans ces districts. En exerçant des pressions sur les districts plus faibles plus au nord, près de leurs itinéraires d'approvisionnement, les chefs insurgés savaient que la coalition devrait desserrer son emprise sur le Zharey et le Panjwayi afin d'enrayer ces nouvelles menaces, et toute cette activité avait lieu en pleine canicule afghane et à la veille d'une autre rotation des troupes canadiennes.

À la mi-juillet, les talibans sont revenus dans le Shah Wali Kot, en se servant de haut-parleurs pour ordonner aux habitants de quitter le secteur. Une fois de plus, l'ennemi semblait planifier une attaque contre le secteur du barrage de Dahla; le 14 juillet, la Compagnie I et la police de la ville de Kandahar se sont déployées dans une démonstration de force. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi[254].

Pendant toute cette période, la FO Kandahar a été en désaccord avec le Commandement régional (Sud) quant à savoir quel devait être le centre de gravité régional : la province d'Helmand ou la province de Kandahar? Naturellement, les dirigeants britanniques favorisaient l'Helmand et son insatiable besoin de forces terrestres pour combattre la coalition de plus en plus forte engendrée, dans une large mesure par d'imparfaites politiques anti-drogue, entre les clans et les insurgés. Le Canada estimait que la crédibilité de la police et le renforcement des capacités dans la province de Kandahar étaient menacés à ce stade clé et qu'ils auraient dû être une priorité afin d'améliorer l'état de la sécurité dans son ensemble. Les Américains avaient leurs propres priorités dans le territoire géré par le Commandement régional (Est) et ils ne s'intéressaient à rien d'autre. Cependant, l'influence canadienne coordonnée n'était pas assez grande à Kaboul pour « faire valoir » la position de notre pays dans les cercles supérieurs et forcer une réaffectation des ressources[255].

Le mollah Naqib est retourné dans l'Arghandab le 23 juillet et il s'est réuni avec le Maj Chip Madic, commandant adjoint de l'ERP. Pendant qu'ils discutaient de l'évolution récente de la situation dans l'Arghandab et les environs, Naqib a déclaré ce qui suit : « Si la FIAS ne réagit pas immédiatement à l'accumulation des insurgés, il faudra dans l'avenir mener une opération de grande envergure qui coûtera la vie à des soldats canadiens. » [Traduction] Naqib a poursuivi en ces termes : « La menace pesant sur Kandahar a ses racines

au Pakistan, et le gouvernement pakistanais appuie l'insurrection talibane de toutes sortes de façons. L'ISI pourrait éliminer tous les dirigeants talibans s'il le voulait, car il sait où ces derniers vivent […] Si quelqu'un supprimait le Pakistan, il serait ensuite possible de mettre l'accent sans encombre sur le développement dans la province de Kandahar. » [Traduction] Naqib a dit qu'il priait Allah pour qu'il favorise cette solution[256]. Selon Naqib, « la PNA avait besoin d'un soutien plus grand et plus rapide que celui fourni actuellement par la FIAS […] la PNA constitue la première ligne de défense dans la lutte contre les insurgés[257] » [Traduction].

Les services de police continuent à faire problème

Les complexités du « triangle » créé par l'appareil judiciaire, la police et les prisons — ou l'absence de ces éléments dans le cas de Kandahar — ont attisé l'insurrection dans certaines localités et expliqué pourquoi les habitants ont toléré l'aide de djihadistes étrangers venus du Pakistan. Des structures injustes engendrent des décisions injustes. De telles décisions donnent lieu à des griefs. Les griefs non réglés réduisent la légitimité du gouvernement et suscitent l'opposition; avec le temps, l'opposition récalcitrante passe à la violence extrémiste. Les rapports entre l'Armée canadienne et la police afghane en 2007 ont ouvert une fenêtre sur les limites clés avec lesquelles les forces coalisées ont dû composer dans leur lutte contre l'insurrection.

En rétrospective, beaucoup trop d'organisations mettaient la main à la pâte, et leurs interventions n'étaient pas coordonnées. L'incapacité des Allemands de gérer le « pilier » de la police a provoqué beaucoup d'improvisation. Par conséquent, il y a eu de multiples opinions, parfois contradictoires, sur ce qu'il fallait faire dans le domaine de la police, sans que les Afghans soient consultés, ou presque. Dans son expression la plus large, ce problème a été décrit comme étant « l'opposition entre le bleu et le vert » [Traduction]. La police était-elle censée fournir des services de police? Était-elle une gendarmerie, ou encore une milice? Aucune réponse définitive qui aurait satisfait les entités aidant la police à Kandahar, encore moins à Kaboul, n'a jamais été donnée à cette question. Faute de réponse, les solutions tactiques à court terme, qui consistaient à donner à un homme un uniforme et un fusil d'assaut et à l'affecter dans un poste de contrôle, après lui avoir fourni un entraînement minimum, sont devenues la réponse par défaut. Pour aller au-delà de ce stade, il fallait des réponses à plusieurs questions impossibles : quelle loi cet homme quasi analphabète était-il censé appliquer? La Constitution? La Charia? Le pachtounwali? Et si ce policier arrêtait un suspect, quel tribunal était-il censé le juger? Tous les juges formés par les Italiens et devant siéger à Kandahar ont demandé l'asile à l'Italie et ne sont jamais revenus en Afghanistan. À supposer que le suspect fût reconnu coupable, dans quel établissement fallait-il l'incarcérer et pour combien de temps[258]?

Des pressions fortes et incessantes se sont exercées une fois que la situation des détenus est devenue un enjeu politique au Canada, et elles visaient à réparer d'une façon ou d'une autre les trois « piliers » du système pour les harmoniser avec les valeurs et les normes canadiennes. Les critiques au Canada refusaient d'accepter qu'un système juridique occidental n'existait tout simplement pas en Afghanistan en 2007, et qu'il n'en existerait aucun dans le proche avenir. Ces exigences étaient carrément en conflit avec la réalité présente à Kandahar. La FO Kandahar et ses unités ont dû s'adapter aux circonstances, peu importait à quel point cela produirait un résultat déformé.

Les organisations canadiennes comprenaient la Compagnie de PM, la police civile (CIVPOL) de l'ERP, et le MAECI. La Police militaire était elle-même divisée sur le plan culturel. Pendant les années 1990, axées sur le maintien de la paix, une culture qui favorisait les méthodes des forces de police civiles a dominé : la Police militaire a cessé de porter le même uniforme que les soldats, par exemple, et elle a adopté un uniforme noir. Beaucoup, croyait-on, s'enrôlaient dans la Police militaire dans l'espoir de se préparer à une carrière dans la police civile, et non dans les forces armées. De nombreuses compétences de la Police militaire du temps de la guerre froide ont été perdues : mentionnons ici celles concernant la prise en charge de nombreux prisonniers de guerre et les opérations de combat dans la zone arrière. D'un autre côté, la perspective de la CIVPOL de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) s'apparentait à celle d'une gendarmerie. Quant à lui, le MAECI suivait une seule approche : ses représentants avaient des fonds pour financer toutes sortes de programmes visant à renforcer les capacités de la police et des systèmes juridiques.

Le Maj Bernard Hudson à la FO Kandahar et le surintendant Dave Fudge à l'ERP ont lentement délimité les responsabilités de la police, pendant que Gavin Buchan et Jon Davison fournissaient tous les fonds du MAECI qu'ils pouvaient obtenir. Tout comme l'ELMO et l'Armée nationale afghane, la CIVPOL était préoccupée par le fait que la police n'avait ni système logistique ni processus de planification en haut lieu. Cet état de choses était aggravé par les mauvais systèmes de communication et, quand la paie du personnel se faisait attendre, ce dernier recourait à la corruption locale pour compenser le manque à gagner. En effet, de nombreux agents de police prenaient congé pour aller aider à récolter le pavot de manière à pouvoir joindre les deux bouts. La professionnalisation de la police correspondait à l'approche de la CIVPOL. Au départ, la Police militaire souhaitait contribuer à l'Op PORTCULLIS, mais celle-ci est devenue une responsabilité de la CIVPOL. Par conséquent, la Police militaire a contribué à l'instruction militaire au centre d'entraînement régional, en sus de ses autres fonctions. L'idée d'une « ELMO pour la police » a été soulevée dans de nombreux milieux canadiens; selon cette idée, la Police militaire aurait pu contribuer à l'encadrement des agents sur le terrain, mais il a fallu du temps pour développer le concept[259].

Une forte pression s'exerçait pour que le centre d'entraînement régional dirigé par DynCorp produise des agents partiellement entraînés, mais les acteurs canadiens comprenaient tous qu'il leur incombait moralement d'inculquer aux agents de police afghans au moins des notions militaires élémentaires de survie et plus qu'un semblant de connaissances propres à la police. En général, c'était ce qui s'était produit pendant tout le début de 2007. Les districts avaient besoin de policiers pour occuper les postes de contrôle et exécuter des fouilles dans le « quadrilatère bleu », pendant qu'ils seraient entourés par le « quadrilatère vert », composé du GT et de l'Armée nationale afghane. Les menus détails de la loi n'étaient pas aussi pertinents dans ces situations. Cependant, la ville de Kandahar avait besoin de policiers pour patrouiller dans les quartiers, comme le faisaient les agents de police au Canada, par exemple pour servir de médiateurs dans des différends locaux et maintenir la paix dans les rues. Dans cet environnement, la loi devenait plus importante.

À tous ces égards, le travail progressait, mais les critiques estimaient constamment que les choses n'avançaient pas assez vite. La police afghane elle-même était divisée, parfois de façon délibérée. Le programme de DGAI (voir le volume I) a converti les membres de certaines milices tribales en « agents de police », mais même si le centre d'entraînement régional les avait filtrés et acceptés, tous les Afghans savaient envers qui ils étaient loyaux. Les policiers professionnels de plus en plus nombreux non issus d'une milice ne s'harmonisaient pas avec ces groupes, même si tous portaient le même uniforme de serge bleu-gris, la même carte d'identité et les mêmes armes. Chaque chef de police de district devait composer avec la dynamique tribale – et commerciale – de son district. Certains chefs étaient nommés par la voie du népotisme, de sorte que le chef de police provinciale ne contrôlait pas tout son personnel. À cet égard, il existait une autre dynamique, soit celle qui opposait Kaboul et Kandahar. Les personnes d'influence provinciales, publiques ou non, ne voulaient pas que Kaboul se mêle de leurs activités commerciales, facilitées par « leur » police, laquelle « comprenait » les rouages des affaires. C'est ainsi que le général Esmatullah Alizai s'est mis à dos la structure d'influence informelle de Kandahar et qu'il a été remplacé par le général Saqib. En juillet, il a été évident qu'une campagne d'assassinats était menée contre la police dans la ville de Kandahar. Mais par qui? À cause des bouleversements constants, le système de police de Kandahar n'a pas pu se stabiliser en 2007. Certains ne voulaient pas que cela se produise, et ce n'était pas exclusivement les talibans.

Si on considère les gains, l'Op PORTCULLIS a eu un effet important sur la sécurité dans la ville. Les postes de contrôle, qui étaient à la veille de devenir des postes de police auxiliaires, n'ont pas assuré une sécurité totale, mais le semblant de contrôle du périmètre a constitué un début. Cela a été une grande réussite pour l'ERP. Il faut aussi mentionner que les réunions de coordination sur la sécurité que la FO Kandahar a organisées et auxquelles ont assisté les représentants de celle-ci, des forces de police et de l'Armée nationale afghane ont

été une autre réussite clé, tout comme les opérations du CICP, malgré le caractère houleux occasionnel de cette relation. Les mécanismes étaient en place, et tous les intervenants s'en sont servi, même s'ils étaient imparfaits. Ces mécanismes reposaient sur des bases établies en 2005 et 2006, mais la FO Kandahar a pu les faire passer au prochain niveau.

Toutefois, il était difficile de ne pas éprouver le sentiment qu'au milieu de 2007, de profonds problèmes systémiques existaient au sein de la police. Le Maj Gardner, qui dirigeait le CICP, a exprimé ce sentiment on ne peut mieux :

> Il ne se passe pas une journée sans que je ne sois déçu par [la police afghane]. Les agents ont plusieurs longueurs de retard, ils subissent d'horribles pertes et ils sont mal payés. Cependant, ils font des efforts, mais ils manquent de mentors et, à mon avis, d'une relation de confiance bilatérale entre le district et le QG[260].

Malgré tous les efforts canadiens, certaines choses n'étaient pas destinées à changer. Dans un rapport du CICP, on lit ce qui suit :

> Le J5 m'a demandé d'interroger la PNA au sujet d'une émission diffusée à la radio afghane concernant un droit de passage prélevé auprès des conducteurs de taxi et d'autocar sur la Route nº 1 à l'OUEST de la ville de Kandahar. Il aurait alors été dit que le droit perçu était de 500 afghanis et que les conducteurs étaient menacés de mort s'ils ne payaient pas. Tout le personnel présent a déclaré que c'était évidemment le cas; c'était normal, et cette pratique n'allait jamais cesser. Tous les agents dans tous les districts font cela et ils ont en général des liens avec des personnes d'influence telles qu'Ahmed Wali Karzai et le mollah Naqib. L'objectif est toujours de s'emplir les poches d'argent comptant, et l'instabilité de la sécurité facilite cet état de choses [...] c'est pourquoi bon nombre de ces personnes ne voudront jamais que l'état de la sécurité s'améliore. *J'étais abasourdi par la franchise des commentaires des personnes présentes*[261]. [Traduction]

Il y avait cependant une fugitive lueur d'espoir. À la fin de 2006, les Allemands ont finalement admis leur échec à l'occasion de la Réunion de coordination internationale de la Police afghane, tenue à Dubai. L'Union européenne a accepté de tendre la main aux Allemands et d'établir une mission d'entraînement de la police sous son égide. Les Américains, ne voulant pas être déboussolés par un changement de nom et toutes sortes de pourparlers, ont ordonné à l'Équipe conjointe d'assistance à la sécurité en Afghanistan (ECAS-A) de renforcer sa structure d'entraînement de la police et d'amorcer la réforme de la police au ministère de l'Intérieur. Des intervenants puissants à Kandahar ont essayé d'entraver la réforme de la police à chaque stade, mais les Américains ont proposé de

déployer des équipes de mentorat de la police qui seraient dirigées par un Commandement régional consultatif (Sud) de la police (CRCP). Les équipes étasuniennes de mentorat de la police (EMP), constituées à la hâte au cours de l'été 2007, se composaient de membres de la Garde nationale et de la Police militaire. Les trois premières équipes, chacune composée de 11 personnes, sont arrivées chez l'ERP à la fin de juillet 2007. Cependant, le Commandement régional (Sud) d'aide à la police n'était pas une organisation de la FIAS (il faisait partie de l'Op ENDURING FREEDOM) et il ne relevait d'aucune structure de commandement reliée de près ou de loin à la FO Kandahar. Les complexités de l'Afghanistan étaient quasi étrangères au Commandement en question[262].

Opérations préalables à la relève sur position, en juillet et août 2007

Le Lcol Walker était de plus en plus préoccupé par la situation à l'ouest de la ville. Le GT 2 RCR a averti la FO Kandahar que, si plus d'agents de police n'étaient pas rendus disponibles, et vite, le contrôle du district de Zharey échapperait à la coalition. Les insurgés intensifiaient leurs opérations d'information contre la population dans tout le district et, faute d'une présence gouvernementale, aucun message ne contrait celui des talibans[263]. Le GT ne pouvait que poursuivre son programme de perturbations (voir la figure 1-11).

L'Op DRAGON a amené la Compagnie I au village de Tajmohammad, situé entre Howz-e Madad et Lakokhel. Recourant à ses techniques d'infiltration de nuit désormais caractéristiques, le Maj Quick a dirigé trois pelotons débarqués à travers un terrain extrêmement dense jusqu'à des positions défensives désignées qui se trouvaient sur le chemin de repli prévu des talibans. Ses VBL III, qui étaient dans un refuge Zulu, la 1re Compagnie et le 2e Kandak et ses mentors canadiens de l'ELMO ont établi une ligne de tir le long d'une ligne d'oueds au nord. Depuis sa position, la Compagnie I a vu des insurgés qui préparaient des armes et s'apprêtaient à se déplacer vers le nord quand le contact a été établi : le combat venait de commencer. « Il était clair que les talibans n'avaient aucune idée de la façon dont la Compagnie était orientée sur le terrain », selon le rapport post-opération. [Traduction] Les talibans se sont alors repliés vers l'est et ils ont été poursuivis par la Compagnie I à laquelle s'est jointe la 1re Compagnie. Cela a entraîné de multiples contacts, et de nombreux ennemis ont été tués. Un contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a pu diriger un avion A-10 qui s'en est pris à l'ennemi en fuite, et les canons de la Batterie D sont eux aussi intervenus. L'Escadron A s'est rendu à Howz-e Madad au cas où la Compagnie I et la 1re Compagnie auraient besoin d'une extraction, mais en cette occasion, le travail des blindés s'est limité à l'emploi d'un véhicule Badger pour enterrer tous les ennemis tués[264]. La Compagnie H s'est ensuite embarquée en vue de l'Op MARS, pendant que la Compagnie I se réarmait en vue de l'Op PLUTO destinée à maintenir la pression sur le secteur d'Howz-e Madad-Sangsar.

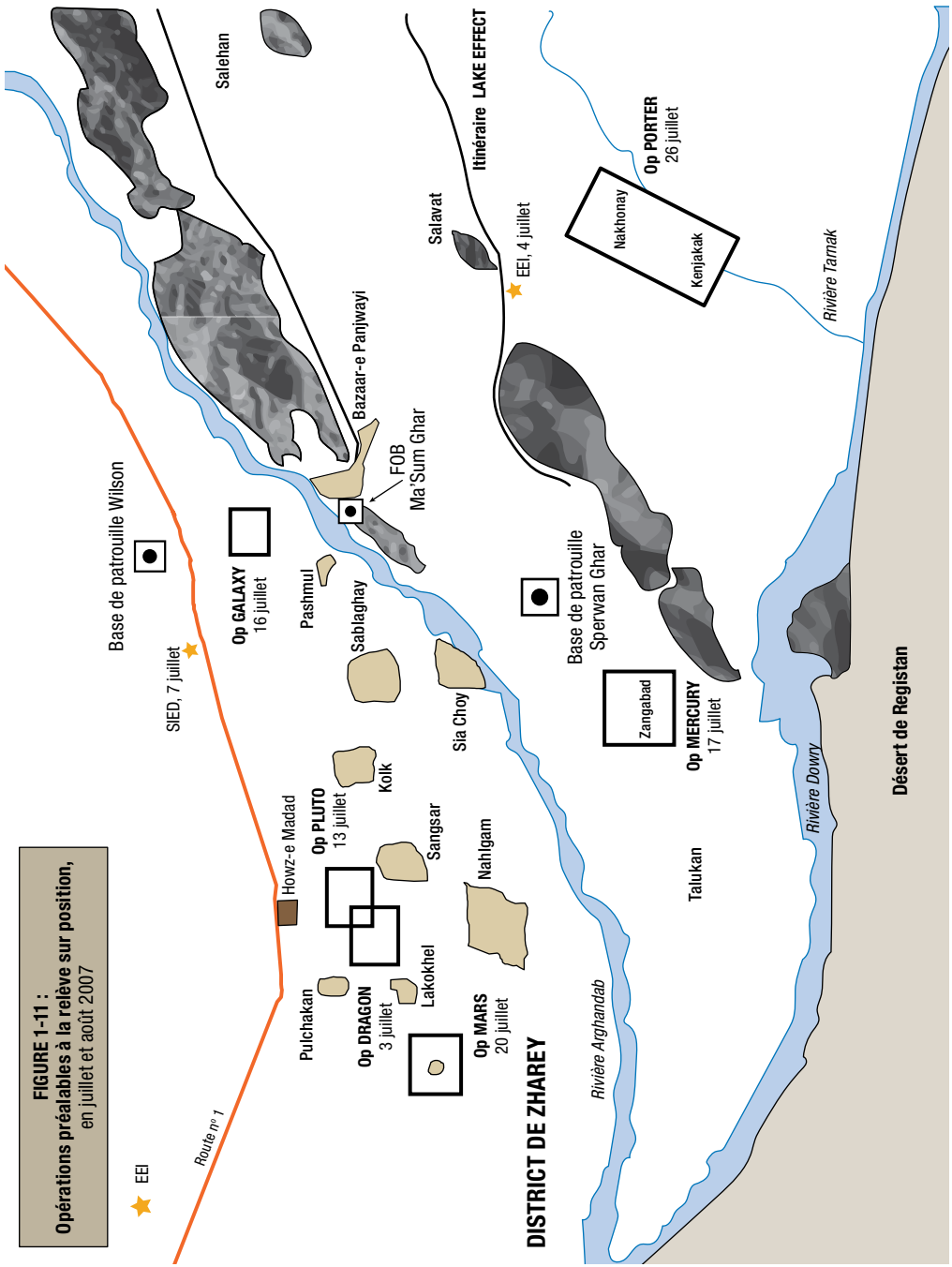


Figure 1-11 : Opérations préalables à la relève sur position, en juillet et août 2007

Dans le Panjwayi, le Maj Henderson et la Compagnie C se démenaient pour travailler dans la Corne du Panjwayi à l'ouest et lutter en même temps contre le problème en évolution dans la partie orientale du district dans les environs de Nakhonay. Le 4 juillet, l'ennemi a exprimé concrètement son mécontentement à l'endroit des Canadiens qui continuaient de s'intéresser à Nakhonay. Un convoi canadien de la Compagnie C, dirigé par un char Leopard muni d'un rouleau, a avancé lentement vers l'est sur l'itinéraire Lake Effect. Sur l'intercom, on a entendu : « Ils arrivent. » À une légère dépression dans la route, près de la pointe d'un accident du relief à Salavat Ghar, un insurgé caché à 120 m au nord a fait sauter une mine anti-chars TM attachée à un obus de 152 mm. L'explosion a touché un camion RG-31 et tué six Canadiens et un interprète afghan[265]. Ont ainsi perdu la vie le Capt Matt Dawe, les Cpl Jordan Anderson et Cole Bartsch et le Sdt Lane Watkins, membres du 3 PPLCI, le Capt Jeff Francis, membre du 1 RCHA, et le Cplc Colin Bason, membre du Royal Westminster Regiment. La déflagration a été inhabituellement énorme, à tel point qu'il a fallu faire venir un véhicule Badger pour redresser la coque fracassée et permettre la récupération des membres d'équipage. L'équipe anti-EEI et les enquêteurs du Service national des enquêtes des Forces canadiennes sont arrivés nombreux pour examiner l'emplacement avant que tous les éléments soient enlevés[266].

Trois jours plus tard, un attentat-suicide avec véhicule a ciblé un VBL III de la Compagnie H qui se déployait sur la Route nº 1 aux fins de l'Op MARS. Cette attaque a blessé quatre Canadiens et a eu lieu au même endroit que de nombreux autres attentats-suicides à l'EEI au cours de cet été. La présence d'un certain nombre d'EEI a aussi été signalée dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters en même temps, ce qui a entraîné la fermeture complète de la route. Le Lcol Walker a rédigé ce qui suit dans un rapport : « Les EEI employés contre nous sont assez puissants pour causer d'importants dommages aux véhicules blindés. De nombreux appareils de contre-mesures électroniques (CME) sont inutilisables à bord des véhicules. » [Traduction] D'autres roquettes ont été lancées contre Ma'Sum Ghar. On a conclu que le tir indirect visait à « immobiliser des forces à Ma'Sum Ghar afin de faciliter une attaque à l'EEI contre un convoi du GT sur [la Route nº 1] » [Traduction]. Les Op MARS et PLUTO ont été retardées d'une semaine[267].

L'Op PLUTO visait à perturber l'activité ennemie et, en particulier, un centre ennemi de commandement et de contrôle entre Howz-e-Madad et Sangsar. D'après les ressources ISTAR, deux groupes de 30 hommes étaient à l'œuvre dans ce secteur, dont certains avaient été repoussés par l'Op DRAGON. Une infiltration nocturne exécutée par la Compagnie I avec le peloton de reco et des tireurs d'élite a été couronnée de succès, tandis que les VBL III, la 1re Compagnie et l'ELMO du 2e Kandak formaient encore une fois une ligne d'interdiction le long de la première ligne d'oueds au sud de la Route nº 1. L'infiltration

n'a aucunement été détectée, et les Canadiens pouvaient voir à 200 m d'eux les talibans en train de prier et de faire leurs ablutions matinales. Aucun civil n'était présent, les champs n'étaient pas cultivés, et l'endroit avait l'air négligé. Les tireurs d'élite ont repéré deux insurgés, dont l'un a été identifié comme étant un commandant taliban connu. Les tireurs d'élite ont été autorisés à faire feu, et Abdul Baqi et son partenaire ont été supprimés. Cela a déclenché un combat; deux groupes d'insurgés ont attaqué les positions canadiennes depuis deux directions. L'intervention de l'artillerie et d'un appui aérien rapproché a été demandée : une bombe a raté sa cible, mais elle a touché l'autre par inadvertance[268].

Le Maj Quick s'est préparé à déplacer sa force vers le sud et l'objectif BUGS, où le commandant taliban a trouvé la mort. Un TUAV Sperwer a alors repéré une équipe munie d'un canon sans recul de 82 mm et un groupe de 12 hommes armés de GPF : un passage de bombardement les a supprimés. Quand la force a progressé, elle a été prise à partie par un autre groupe de la taille d'une section qui a fait feu depuis une hutte de séchage du raisin. Cette fois encore, l'appui aérien rapproché a fait mouche. En fin de compte, l'objectif BUGS était une position de combat bien préparée dotée d'équipements personnels, d'armes, de munitions, d'approvisionnements et de téléphones cellulaires. Les Canadiens ont trouvé des restes humains. Pendant l'étape d'exploitation, après la jonction entre l'Armée nationale afghane et l'ELMO, la force a été la cible de tirs de mortier venant du nord. La Batterie D a créé un écran de fumée pour gêner le travail de tout observateur. Trois obus sur 20 tirés sur la force canado-afghane ont explosé, mais n'ont causé aucun dommage[269].

Le report de l'Op PLUTO a eu des conséquences. De nombreux rapports ISTAR provenaient d'Asheque, le long de la Route n° 1. Par conséquent, une opération appelée GALAXY a été préparée; elle avait pour objectif d'infiltrer la localité de Makuan où environ 70 insurgés s'étaient installés pour interdire l'utilisation de la route. Cependant, quand le barrage de Dahla a été menacé, les 14 et 15 juillet, la Compagnie H a dû se retirer pour se rendre plutôt dans le Shah Wali Kot[270].

Quand elle est revenue, la Compagnie H a mené une opération de déception avec ses véhicules pour attirer l'attention du réseau de préalerte de l'ennemi. Contrairement à ce qui s'était passé au cours d'opérations précédentes, la compagnie de l'Armée nationale afghane qui accompagnait les Canadiens a exécuté une insertion nocturne elle aussi. Il n'y a eu aucun contact. Les tireurs d'élite ont repéré un « Groupe O » d'insurgés qui se préparaient à réagir aux mouvements des Canadiens et des Afghans. Les tireurs d'élite ont supprimé tous les six chefs. Un échange de feux a éclaté, mais quand l'artillerie a été appelée à intervenir, l'obus a raté sa cible de 700 mètres, est tombé sur les positions amies et « a supprimé la Compagnie India, ce qui a retardé l'avance » [Traduction]. Comme auparavant, les TUAV Sperwer ont facilité l'appui aérien rapproché contre plusieurs groupes

d'insurgés envoyés en renfort, et deux bombes de 500 livres ont éliminé dix ennemis. Six autres insurgés ont alors été capturés. La police afghane est alors entrée en jeu pour s'occuper des détenus et des fouilles et permettre aux troupes ainsi libérées de combattre. Les Afghans ont trouvé un téléphone cellulaire sur un détenu : son commandant était en train de l'appeler pour obtenir des rapports de situation. Cela a entraîné le dégagement de cet endroit, mais l'ennemi avait alors déjà quitté les lieux[271]. Un des prisonniers ennemis était un chef de valeur moyenne. Les autorités ont conclu que l'Op GALAXY avait perturbé de façon décisive l'ennemi dans les environs d'Asheque[272].

Les Compagnies I et H ont alors recommencé à faire des patrouilles dépassées dans les environs de l'itinéraire Summit, dans lequel les habitants de l'endroit faisaient des trous, car ils étaient mécontents des résultats des discussions sur l'irrigation et les droits d'accès à l'eau. L'Op MARS, longtemps retardée, a été exécutée le 20 juillet, et la Compagnie H a rétabli les positions canadiennes à Gundy Ghar. La nuit suivante, les positions ont essuyé des tirs de mortier. La police afghane n'était pas « impressionnée par la FIAS qui refusait de tirer sans discernement sur les emplacements talibans éventuels, sans avoir pu établir catégoriquement que l'ennemi y était présent. Le manque d'armes de soutien lourdes en bon état aux postes de contrôle de la PNA réduit considérablement la protection des forces de cette dernière[273]. » [Traduction] La police afghane était-elle une milice ou une force de police?

La situation dans le Zharey demeurait critique, toutefois. Le Col Akka a annoncé soudainement que ses agents à Gundy Ghar, Lakokhel et au poste de contrôle Langley seraient retirés, faute d'armes et de munitions. Aux yeux du GT, cette décision s'apparentait à un chantage dirigé contre la FIAS et le gouverneur et visant à obtenir plus d'armes[274]. Quatre jours plus tard, les talibans ont assailli les postes de contrôle de la police afghane à Sablaghay et Kolk. Les Canadiens ont conclu ce qui suit :

> Relativement parlant, la PNA risque fort de perdre d'autres postes de contrôle dans le district de Zharey au cours des prochaines semaines; cela portera un dur coup à l'étape 3C de l'Op BAAZ TSUKA. Parmi les facteurs importants qui aggravent la situation, citons les suivants : il y a très peu de rapports entre la population civile et la PNA, les postes de contrôle sont difficiles à soutenir, et la PNA a subi d'importantes pertes réemment (sic)[275].

Le Maj Henderson et la Compagnie C préparaient alors deux opérations dans le Panjwayi : les Op VENUS et MERCURY. La 2e compagnie du 2e Kandak ainsi que les mentors de l'ELMO ont été chargés de perturber les activités des forces ennemies de plus en plus nombreuses dans les localités de Zangabad et de Talukan. L'Op GALAXY devait

coïncider avec la relève sur place du 2e Kandak, de sorte que celui-ci a limité son travail à une seule opération. L'Op VENUS a été annulée, et l'Op MERCURY a mis l'accent sur Zangabad. La Compagnie C a fait irruption dans la localité et a eu deux courts engagements avec des insurgés; elle en a tué deux et blessé quatre autres. Parmi les détenus, il y avait un spécialiste des EEI qui avait pris part aux attaques sur l'itinéraire Fosters[276].

Les forces de sécurité n'ont pas complètement négligé le Panjwayi oriental. Le nouveau chef de police de la province de Kandahar, le général Saqib, voulait montrer à l'ennemi et à la FIAS de quoi la police afghane était capable, après un été très sanglant pour ses forces. Avec la FO Kandahar, il a élaboré une ambitieuse opération de bouclage et de fouille qui visait Nakhonay et une localité adjacente appelée Khenjakak. Après des négociations et un réglage minutieux, l'Op PORTER a vu le jour et elle a fini par faire intervenir à peu près tout le GT.

À partir de données du renseignement plutôt vagues, le général Saqib a dressé le plan de la partie de l'Op PORTER réservée à la police afghane. L'idée globale consistait à confier à la police l'installation de barrages sur les principales routes du Dand et au sud de Khenjarak et le soin de fouiller à fond les enceintes dans les secteurs visés, tandis que les forces militaires s'occuperaient de boucler ces derniers. Saqib a remué ciel et terre, mais il n'a pu rassembler que 85 agents de police à bref préavis, y compris des procureurs et des membres de la Direction nationale de la sécurité dans la ville et des agents provenant du district voisin, le Dand. Au début, Saqib voulait fouiller Salavat, Nakhonay et Khenjakak en une seule journée, mais la FO Kandahar l'a convaincu que c'était là un plan trop ambitieux. Le village de Khenjakak est devenu le principal secteur cible[277].

Les Compagnies C et I et l'Escadron A se sont rendus à l'itinéraire Lake Effect dans la nuit du 25 juillet et ils ont établi des laggers. Les chars Leopard et Badger ont créé une brèche en direction d'un secteur situé au nord-ouest de Khenjakak et ils ont attendu la police afghane, qui est arrivée vers 5 h le lendemain matin. Les chars ont mené la police jusqu'à une zone de rassemblement. La Compagnie I, la Compagnie C et l'Escadron A ont essentiellement formé un anneau d'acier autour de Khenjakak, tandis que la police de Saqib exécutait les fouilles. Parmi les sept insurgés capturés, il y avait deux chefs talibans. La police a découvert dix GPF, des mines anti-personnel bondissantes, des fusées de mortier, des engins de type « araignée » (utilisés pour faire sauter des EEI en dehors de la bulle protectrice des CME), des explosifs plastiques et des munitions de tous genres. La force canado-afghane s'est retirée, mais en quittant les lieux, elle a essuyé des tirs de mortier inefficaces[278].

Les organisateurs de l'Op PORTER ont cependant raté un élément important. Des renseignements obtenus le lendemain ont confirmé que les talibans avaient un tribunal à Nakhonay et qu'ils avaient aussi conclu avec les populations de Nakhonay et de Khenjakak une

entente selon laquelle les insurgés ne poseraient aucun EEI dans le secteur et n'attireraient pas l'attention sur leurs activités en exécutant des opérations dans les deux localités et leurs environs. Environ 200 talibans ont, semble-t-il, quitté les secteurs non bouclés pour aller tendre des embuscades, mais leurs activités ont été limitées par cette entente[279].

Le problème des EEI et les difficultés de maintenance ont finalement paralysé les opérations du GT 2 RCR : « Comme nous n'avons aucun détachement de dégagement des itinéraires, il nous est maintenant quasi impossible de garantir la sécurité des itinéraires. » [Traduction] Seulement deux des trois véhicules Badger étaient opérationnels, et chez les sapeurs, les pertes dues au stress au combat étaient très élevées, à ce stade de la période de service[280].

Les sous-unités du GT 2 RCR sont retournées à leurs bases et y ont attendu d'être relevées sur position par le GT montant. En soi, la relève sur position ne s'est pas bien passée. Les sous-unités du nouveau GT n'étaient pas complètes, de sorte que celles de la FO 1-07 ont eu du mal à les renseigner sur la situation et le terrain. Parallèlement, une bonne partie des armes de combat du GT faisaient l'objet de gros travaux de maintenance et, comme cela avait été le cas au cours de l'été précédent, la chaleur était mortelle. Trois opérations de perturbation interarmées étaient prévues : les opérations CASTOR, CARNIVAL et BAPTISTE. Deux d'entre elles n'ont pu être organisées à cause de la relève chaotique sur position. L'Op CASTOR a été lancée dans le Shah Wali Kot pour que la Compagnie B du 3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3 R22eR) se familiarise avec le district. Il manquait de temps pour procéder à des préparatifs en règle; par conséquent, les soldats du Royal 22e se sont déployés dans leurs VBL III sans avoir fait feu avec l'arme de ces derniers. Des contacts avec l'ennemi ont eu lieu immédiatement, car ce dernier revenait en force dans Zangabad et Gundy Ghar[281].

Conclusions

La nature de la guerre menée par le Canada a considérablement changé au cours de la première moitié de 2007, alors qu'un état comparatif stable prenait forme au sein du déploiement de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar. L'amélioration des moyens de la FO Kandahar (proportionnellement au renforcement des capacités et aux efforts de développement dans le pays) préparait le terrain pour que le Canada poursuive sa mission à ces deux égards, parallèlement à ses opérations axées sur la sécurité. L'ERP construisait quelque chose de solide sur les fondements établis par l'entité qui l'avait précédée et elle a lancé de nombreuses initiatives audacieuses qui ont finalement été intégrées dans une stratégie de développement national. Cette fois, la priorité consistait à relier tous les paliers du gouvernement afghan pour faciliter la prestation des services. Cependant, une fois que les Canadiens sont sortis du périmètre pour se rendre dans les localités, « les choses les plus simples sont devenues difficiles » [Traduction], car l'ERP s'est heurtée, tête baissée, aux

réalités des rouages politiques locaux, ce qui a engendré assez de friction pour empêcher les projets afghans de respecter les échéances canadiennes.

Le succès des opérations perturbatrices orchestrées par le GT 2 RCR pendant le printemps et l'été de 2007 dans le district de Zharey a malheureusement été gâché par l'incapacité de la police de tenir le terrain. Ce n'était pas là un problème nouveau, mais c'en était un pour lequel on a cherché une meilleure solution vers la fin de la période de service, à un niveau beaucoup plus élevé. Chose certaine, le bouleversement de la stratégie adoptée par la FIAS de l'OTAN à l'égard du pays n'a pas aidé à régler le problème. Sans ces opérations perturbatrices, cependant, l'ennemi aurait repris l'initiative dans le Zharey et il aurait menacé la ville de Kandahar comme il l'avait fait en 2006. Il faut reconnaître que le GT 2 RCR a su « faire plus avec moins », pendant que les entités supérieures essayaient de faire face à l'insurrection dans toutes les directions. L'expansion de l'ELMO au niveau de la brigade et deux kandaks de la 1-205 Brigade accompagnés du GT 2 RCR constituent à coup sûr un des grands succès du Canada pendant cette période, l'Armée nationale afghane ayant pu mener des opérations au niveau des compagnies et à celui des bataillons, au lieu de déployer des groupes de la taille d'un peloton dans d'autres contextes. Le constat et l'acceptation du fait que l'édification d'une Armée nationale afghane indépendante et fonctionnelle faisait partie de la stratégie de sortie du Canada pour l'Afghanistan ont finalement pris fermement racine à presque tous les niveaux. Cette évolution a aussi réduit la pression qui s'exerçait sur le seul GT canadien travaillant dans toute la province.

Comme c'est le cas de nombreuses entreprises, des imprévus ont modifié la trajectoire qui avait été tracée avec acharnement. La déstabilisation du district d'Arghandab, puis l'expansion des activités ennemies dans les provinces du nord et les priorités du Commandement régional (Sud) dans la province d'Helmand ont considérablement entravé l'effort canadien, et ce, en même temps et dans des directions géographiques opposées. Le déploiement initial dans le Panjwayi et le Zharey était suffisant pour le GT 2 RCR : l'envoi de forces dans le Maywand, le Khakrez, le Shah Wali Kot et le Ghorak, sans parler du Spin Boldak, a étiré les ressources de l'ESN à la limite (outre qu'il a mis en lumière la folie des politiques adoptées dans les années 1990 par les Forces canadiennes en matière d'aviation). La FO Kandahar essayait d'en faire trop avec trop peu, mais le Bgén Grant et son état-major ont su employer des mesures ingénieuses et mettre à profit au maximum leurs relations personnelles avec les alliés. Quand l'ennemi est entré dans Nakhonay et a menacé le district de Dand, les Canadiens ont failli être débordés. Combinées aux attaques à l'EEI déclenchées par les insurgés et produisant de nombreuses pertes, les pressions exercées par les milieux politiques canadiens qui réclamaient des succès concrets et par le gouvernement afghan qui souhaitait conserver sa crédibilité ont donné une nouvelle définition au mot « intense ».

À franchement parler, la relève sur position ne s'est pas bien passée. Encore une fois, elle a eu lieu dans des conditions environnementales extrêmes, en pleine canicule du mois d'août. L'équipement du GT était usé, et chaque mouvement exigeait d'intensifs travaux de maintenance. L'ennemi recourait davantage aux EEI, le GT n'avait pas de ressources appropriées pour dégager les itinéraires, et les unités devaient se déplacer entre les positions canadiennes désormais statiques dans le Zharey et le Panjwayi : c'était là autant d'éléments qui rendaient les dangers beaucoup plus grands que lors des relèves sur position précédentes. Sur le plan opérationnel, cependant, la FO Kandahar et ses unités ont continué d'empêcher les chefs ennemis à Quetta d'atteindre leurs objectifs dans la ville de Kandahar et dans ses environs. Les opérations perturbatrices se poursuivaient.

NOTES

1. Le COMFEC a consulté l'auteur pendant ces discussions, au cours de cette période.
2. Entrevue avec le Bgén Tim Grant, Kandahar, 3 juin 2007.
3. Entrevue avec le Lcol Charlie Herbert, Armée du R.U., Kandahar, 5 juin 2007.
4. « Directive du commandant : Plan opérationnel pour l'hiver 2007 », janvier 2007.
5. *Ibid.*; annexe A, « Plan de campagne ».
6. Entrevue avec le Lcol Glenn Stockton, Armée australienne, Kandahar, 7 juin 2007.
7. *Ibid.*; entrevue avec le Lcol Charlie Herbert, Armée du R.U., Kandahar, 8 juin 2007.
8. « Developing the Afghanistan National Development Strategy: Strategic Workplan Final Draft, janvier 2007 ».
9. *Ibid.*
10. « Commander's Direction and Guidance: Commanding Officer Strategic Advisory Team Afghanistan », 5 mars 2007.
11. Voir Gavin Buchan, « Canada's Whole of Government Approach: Pursuit of Civil-Military Coherence in Afghanistan, 2005–2009 », projet de recherche pour la maîtrise, Département des études politiques, Université Queen's, Kingston, 2010.
12. Discussion avec le personnel de l'ECS-A, Kaboul, 23 juillet 2006.
13. Discussion avec le personnel de l'ECS-A, Kaboul, le 26 juin 2007. Observations de l'auteur, ECS-A, Kabul, juin 2007.
14. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, 9 octobre 2014 et 13 octobre 2014.
15. En fait, le Bgén Jon Vance a fait savoir à l'auteur que, quand M. Mulroney a été relevé de ses fonctions et envoyé en Chine comme ambassadeur en 2009, le climat inter-agences est devenu beaucoup plus collégial.
16. Pour lire un examen utile des organisations interministérielles qui s'occupaient du dossier de l'Afghanistan, voir Nicholas Gammer, « The Afghanistan Task Force and Prime Ministerial Leadership », mémoire présenté en 2011 dans le cadre de la Conférence annuelle de l'Association canadienne de science politique (https://cpsa-acsp.ca/?lang=fr). Les limites du document résident dans le fait qu'il est axé sur la bureaucratie centrique d'Ottawa et qu'il n'est donc aucunement éclairé par les réalités complexes des opérations en Afghanistan.

17. *Ibid.*
18. Pour connaître les postes que Lalani a occupés auparavant, voir : Notice biographique du MAECI, 27 avril 2007; Annonce diplomatique du MAECI, 28 août 2012; « Arif Lalani: A Key Player in Canada's Middle East Police », Embassy Magazine, 3 juillet 2013. L'auteur s'est entretenu avec une personne d'influence supérieure de Kandahar au cours de la réunion entre Lalani et la structure d'influence de la ville de Kandahar, le 10 juin 2007.
19. L'auteur a tenté à plusieurs reprises de communiquer avec l'ambassadeur Lalani et de l'interviewer, mais il n'a obtenu aucune réponse.
20. Entrevue avec le major Bernard Hudson, Kingston, 3 juillet 2008.
21. Discussions avec le Lcol Tom Bradley, Kandahar, les 6 et 7 juin 2007.
22. Entretiens dans le théâtre entre l'auteur et les membres du J5 et de l'ERP, juin 2007.
23. Réunion préparatoire fait à l'auteur par le Lcol Bob Chamberlain, 10 juin 2007.
24. Le nom de code de cette opération a été épelé de trois façons différentes dans presque chaque document officiel de l'époque. L'orthographe habituelle était « PORTCULUS » ou « PORTCULLIS ».
25. Briefing du Lcol Chamberlain fait à l'auteur.
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. Rapport de l'ERP sur les opérations de COCIM, 8 octobre 2006.
29. Rapport de l'ERP sur la COCIM, 28 octobre 2006.
30. Parmi les raisons possibles figuraient les suivantes : la diminution de l'intérêt aux paliers supérieurs du gouvernement du Canada; le mécontentement du MAECI face aux tentatives de diplomatie militaire faites par le CEMD; la politique instable des EAU à l'égard de l'Iran; le refus de partager les renseignements avec les EAU; les problèmes existant entre le détachement de liaison des EAU et le harcèlement des Canadiennes membres des forces armées.
31. Compte rendu de situation quotidien (CRSQ) ERP, 26 et 27 février 2007.
32. Discussions entre l'auteur et le personnel du J5 FOI-A, Kandahar, 4 juin 2007. Voir aussi les notes sur une vilaine rencontre avec un aumônier des FC, Kandahar, 4 juin 2007.
33. Entrevues avec Helena Kadi, Camp Nathan Smith, 15 juin 2007; entrevues avec le Lcol Bob Chamberlain, Camp Nathan Smith, 10 et 15 juin 2007; discussions avec le Maj Chip Madic, Camp Nathan Smith, 15 juin 2007; discussions avec Andrew Scyner, 1er novembre 2011. L'auteur a aussi observé les processus du Conseil de ciblage de l'ERP en 2007.
34. *Ibid.*
35. Comptes rendus hebdomadaires du SCEM R & D, 28 mars, 4, 11 et 18 avril 2007; CRSQ ERP, 4 mars 2007.
36. Courriels de Michael Callan à D.L., 8 février 2007; comptes rendus hebdomadaires du SCEM R & D, 18 avril 2007.
37. Message de l'ambassade des É.-U. à l'État, « Kandahar Politics Complicate US Objectives in Afghanistan », 6 décembre 2020.
38. Briefing fait à l'auteur, installation de détention au KAF, 2011.

39. Un système de désignation complexe et officiel existait : par exemple, « 1/1/205 Brigade » équivalait à 1er Kandak de la 1re Brigade du 205e Corps, mais pour des raisons stylistiques, la brigade en question a été appelée « 1-205 Brigade », et les kandaks ont été appelés 1er, 2e ou 3e Kandak, et ainsi de suite. L'auteur reconnaît que différentes ELMO ont employé différentes terminologies au cours des années pour désigner la même chose.
40. Entrevue téléphonique avec le Lcol Wayne Eyre, 11 novembre 2011; « Briefing de fin de période de service de l'ELMO », juillet 2007.
41. Entrevue avec le Lcol Eyre. Entrevue avec le Lcol Bradley.
42. *Ibid.*
43. *Ibid.*
44. « JTF-A R3 OMLT Structure », février 2007.
45. « JTF-A End Tour Report-OMLT: Commanding Officer's Assessment ».
46. *Ibid.*
47. CRSQ FO 1-07, 4, 10, 15, 16, 17, 18 et 23 février 2007. Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Rob Walker, Ma'Sum Ghar, 16 juin 2007.
48. Briefing fait à l'auteur par l'état-major supérieur de la FO 1-07, Kandahar, 16 juin 2007.
49. Entrevue téléphonique avec le Lcol Steve Graham, 11 mars 2013.
50. Entrevue avec le Lcol Eyre.
51. FO 1-07, « Op Order 01 Op ATHENA R3 », 14 février 2007.
52. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Eyre.
53. « Op MINOTAUR POR », 13 février 2007.
54. « H Cbt Tm CONOP: Howz-e Madad Post-Op report-Troops in Contact, 23 Feb 2007 », 25 février 2007.
55. Notes issues d'une réunion avec la Direction nationale de la sécurité, 16 juillet 2007.
56. Analyse de l'USPI transmise au GT.
57. Briefing de l'équipe des OI fait à l'auteur, KAF, 7 juin 2007.
58. FOI-A, « R3 End Tour Report ».
59. Ces documents ont été saisis, traduits et disséminés au printemps de 2007.
60. FOI-A, « R3 End Tour Report ».
61. CRSQ ERP, 26 mars 2007.
62. Briefing de la FOI-A, « Current Threat Picture », 15 juillet 2007.
63. Briefing du J2 FOI-A fait à l'auteur, 6 juin 2007.
64. Presse canadienne, « Afghan Warlord Urges Youngsters to Lay Down Arms », 24 janvier 2007.
65. CRSQ ERP, 17 février 2007; CRSQ CICP, 8 mars 2007.
66. CRSQ CICP, 10 et 11 mars 2007.
67. CRSQ FO 1-07, 12 mars 2007. Voir aussi la présentation PowerPoint non datée du Dénie, intitulée « Barrage de Dahla » (Dahla Dam).
68. CRSQ CICP, 10 mars 2007. Entrevue avec Helene Kadi, Camp Nathan Smith, 15 juin 2007.

69.

70. CRSQ ERP, 15 mars 2007.

71. J2 QG FOI-A, « Tentative d'assassinat de Naqibullah », 22 mars 2007.

72. CRSQ CICP, les 11, 13, 14, 16 et 25 mars 2007.

73. CRSQ FO 1-07, 20 mars 2007.

74. CR (Sud), O Op, Op ADALAT, 25 mars 2007.

75. *Ibid.*

76. FOI-A, « Briefing sur l'Op ADALAT », 12 juillet 2007.

77. Entrevue avec le Lcol Eyre.

78. Entrevue avec le Lcol Bradley.

79. CRSQ ESN, 19 avril 2007.

80. CRSQ ESN, 4 mai 2007.

81. CRSQ, Compagnie H, 20 avril 2007.

82. CRSQ FO 1-07, 9 mars 2007.

83. CRSQ FO 1-07, les 17, 20, 25 et 26 mars 2007.

84. CRSQ FO 1-07, 5 mars 2007.

85. Briefing de la FOI-A fait au R3 sur l'Op ACHILLES, 13 juillet 2007.

86. CRSQ FO 1-07, 30 février 2007; 3 et 4 mars 2007.

87. CRSQ FO 1-07, 18 mai 2007.

88. CRSQ FO 1-07, 6 mars 2007.

89. Entrevue avec le Maj Graham. Soulignons que le recours à la PM canadienne a été institué en bonne et due forme dans l'ELMOP, plus tard en 2007, pendant la rotation suivante.

90. CRSQ FO 1-07, 6 et 7 mars 2007.

91. CRSQ FO 1-07, 9, 10 et 11 mars 2007.

92. « Op ROAD TRIP Post-Op Report », 11 mars 2007.

93. CRSQ FO 1-07, 12 mars 2007.

94. CRSQ FO 1-07, 5 et 6 avril 2007.

95. Rapport de l'engagement des relais d'influence (KLE), lors de la réunion de la choura du district de Zharey, à Pasab, 20 mars 2007.

96. CRSQ ERP, 15 février 2007.

97. Engagement des relais d'influence à l'ERP, avec le chef du district et les réclamants, 31 mars 2007. CRSQ ERP, 31 mars 2007.

98. Réunion préparatoire fait par l'Équipe de la COCIM à l'auteur, Camp Nathan Smith, 9 juin 2007.

99. CRSQ FO 1-07, mars 2007.

100. CRSQ FO 1-07, 16 mars 2007.

101. CRSQ FO 1-07, 20 mars 2007.

102. CRSQ FO 1-07, 22 mars 2007.

103. « TF 1-07 B Squadron Royal Canadian Dragoons », rapport établi par le Lt Ben Gould à même le CRSQ de l'escadron de reco. Voir aussi l'entrevue avec le Maj Graham.

104. CRSQ FO 1-07, les 25 et 26 mars 2007.

105. *Ibid.*

106. CRSQ FO 1-07, 26 mars 2007.

107. « TF 1-07 B Squadron Royal Canadian Dragoons », rapport établi par le Lt Ben Gould à même le CRSQ de l'escadron de reco.

108. *Ibid.*

109. CRSQ FO 1-07, les 30 et 31 mars 2007.

110. *Ibid.*; entrevue avec le Maj Graham.

111. OPCON HELIX, 5 mars 2007; CRSQ FO 1-07, les 29 et 30 mars 2007.

112. CRSQ FO 1-07, les 3 et 4 avril 2007.

113. « Post Operations Report Op NEPTUNE », 12 avril 2007.

114. « TF 1-07 B Squadron Royal Canadian Dragoons », rapport établi par le Lt Ben Gould à même le CRSQ de l'escadron de reco. Le Sdt Dolmovic, le Sdt Renauld et le Cpl Gionet ont reçu la Médaille de la vaillance militaire pour leurs actions.

115. CRSQ FO 1-07, 11 avril 2007. Soulignons que les mines anti-chars TC-6 étaient fournies en quantité aux moudjahidines par l'ISI, qui les obtenait de l'Égypte; ce dernier pays les avait fabriquées pendant les années 1980 en vertu d'une licence accordée par l'Italie.

116. CRSQ FO 1-07, 24 avril 2007.

117. CRSQ FO 1-07, 30 avril 2007.

118. Briefing fait à l'auteur par la Batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs (STA), Ma'Sum Ghar, 19 juin 2007.

119. CRSQ FO 1-07, les 19, 21, 24 et 25 avril, et les 14 et 17 mai et le 20 juin 2007.

120. CRSQ FO 1-07, les 17 et 22 mars 2007.

121. CRSQ FO 1-07, le 5 avril 2007.

122. CRSQ FO 1-07, le 8 avril 2007.

123. CRSQ FO 1-07, les 5 et 6 avril 2007.

124. CRSQ ELMO, 1er avril 2007.

125. CRSQ ERP, 4 mars 2007; engagement des relais d'influence (KLE) avec Haji Baran, 31 mars 2007.

126. CRSQ FO 1-07.

127. Rapport de la FO 1-07, intitulé « B Squadron Royal Canadian Dragoons » et rédigé à partir du CRSQ de l'escadron de reco par le Lt Ben Gould, 18 avril 2007.

128. CRSQ FO 1-07, 16 avril 2007.

129. CRSQ FO 1-07, 29 avril 2007.

130. CRSQ ELMO, 8 avril 2007.

131. CRSQ ELMO, 11 avril 2007.

132. Entrevue téléphonique avec Gavin Buchan, 24 octobre 2011.

133. L'auteur s'est rendu à Spin Boldak à maintes reprises entre 2003 et 2011. Voir aussi l'entrevue avec le Maj Graham.

134. Escadron de reco, « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

135. Briefing fait par le major Steve Graham au 2 GBMC, Cours de perfectionnement professionnel, 9 novembre 2007.

136. *Ibid.*; entrevue avec le Maj Graham.

137. Observations de l'auteur.

138. Escadron de reco, « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

139. *Ibid.*

140. CRSQ ELMO, 3 mai 2007; « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

141. « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

142. Ce constat repose sur les expériences vécues par l'auteur à Spin Boldak, au cours de la guerre.

143. CRSQ ESN, 8 mai 2007.

144. Rapports hebdomadaires, sous-chef d'état-major (SCEM) R-D, 2 mai 2007.

145. Entrevue avec le Maj Graham.

146. *Ibid.*

147. Bibliothèque du Parlement, « Afghanistan : chronologie des faits marquants au Parlement canadien », 20 novembre 2007; CBC News, « The Afghan Debate: Where the Parties Stand on the Deployment of Troops »; Hansard, 16 avril 2007, Février 2008; www.ndp.ca « Debate Fact Check: Duceppe Wrong on NDP Afghan Vote ».

148. D'après une analyse de la chronologie des événements relatifs à la FO 1-07, faite par l'auteur, de février à août 2007.

149. Voir Bruce Riedel, « Unraveling Al Qaeda's Plot Against Spain », Brookings Institution, 7 août 2012. Voir le site http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/08/07-al-qaeda-spain-riedel.

150. CTV News, « MPs Set to Debate Canada's Role in Afghanistan », 10 avril 2006.

151. WikiLeaks, America Embassy Ottawa to State, « Canada: Making the Case for the Afghan Mission », 17 octobre 1997.

152. Entrevue avec le major David Warnke, KAF, 8 février 2009; briefing de l'unité anti-EEI, KAF, 8 août 2008.

153. Briefing fait par l'unité anti-EEI à l'auteur, janvier 2008.

154. La « chaîne de production » des bombes humaines m'a été décrite par des Canadiens qui étaient présents quand le colonel Raziq en a capturé une qui avait essayé de le tuer à Spin Boldak. L'homme qui avait échoué dans sa mission a été fêté au cours d'un dîner et il a alors révélé comment le réseau fonctionnait.

155. Briefing de l'unité anti-EEI fait à l'auteur.

156. Entrevue avec le major Warnke.

157. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 17 mai et 13 juin 2007.

158. Entrevue avec Kadi; Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 2 mai 2007.

159. Entrevue avec le Lcol Tom Bradley, Edmonton, 10 février 2010.

160. CRSQ ERP, les 2 et 18 mai 2007; le 16 juin 2007; le 3 juillet 2007; CRSQ CICP, des 4, 15 et 30 mai 2007; 20 juin 2007 et 5 juillet 2007.

161. QF FOI-A, « Op BISSEL ».

162. *Ibid.*

163. Observations de l'auteur sur une discussion intense tenue lors d'une réunion du Conseil de ciblage des projets de l'ERP, le 15 juin 2007.

164. CRSQ J2, 6 août 2007.

165. Entrevue téléphonique avec le colonel Bob Chamberlain, 16 novembre 2011.

166. *Ibid.*

167. CRSQ ERP et CICP, le 19 mars 2007 et les 17 et 28 avril 2007.

168. CRSQ ERP et CICP, le 17 mai 2007, les 4 et 18 juin 2007 et le 1er août 2007; Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 13 juin 2007.

169. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 12 juillet 2007.

170. On ne savait pas au juste qui était à l'origine de cet attentat. Amnistie Internationale a affirmé avoir des renseignements crédibles selon lesquels le gouverneur Asadullah Khalid avait trempé dans cette affaire, mais l'organisation n'a jusqu'ici pas expliqué pourquoi. Voir « Afghanistan: Defer Vote to Appoint Intelligence Director Accused of Torture », nouvelles d'Amnistie Internationale, 13 septembre 2012.

171. CRSQ ERP.

172. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 12 juillet 2007.

173. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 19 juillet 2007.

174. Entrevue téléphonique avec le colonel Chuck Mathé, 28 février 2012.

175. *Ibid.*

176. *Ibid.*

177. « National Support Element R3 End Tour Report, 2007 ». Voir aussi le graphique intitulé « Concept of Support ».

178. Entrevue avec le Lcol Mathé.

179. *Ibid.*

180. « National Support Element R3 End Tour Report, 2007 ».

181. Entrevue avec le Lcol Mathé.

182. *Ibid.*

183. *Ibid.*

184. « J6 Brief on Comms for Theatre », 24 janvier 2007.

185. Commission d'examen des plaintes concernant la Police militaire, « Rapport final de la Commission – CPPM 2008-042 – Concernant une plainte d'Amnistie Internationale (section canadienne) et l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique soumise en juin 2008 ».

186. CRSQ de la Compagnie I, 13 avril 2007.
187. FO 1-07, « Zharey District ANP », 10 juin 2007.
188. Briefing de la FO 1-07 fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 19 juin 2007.
189. Briefing des agents de la COCIM fait à l'auteur, base de patrouille Wilson, 20 juin 2007.
190. Scénarimage, « Hotel Company TIC 07 May 2007 ». CRSQ FO 1-07, 7 mai 2007.
191. Scénarimage, « Hotel Company TIC 08 May 2007 ». CRSQ FO 1-07, 8 mai 2007; CRSQ ELMO, 9 mai 2007.
192. CRSQ FO 1-07, les 10, 11 et 12 mai 2007.
193. Briefing fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 21 juin 2007.
194. RAPSIT regroupés de l'étape 3 de l'Op HOOVER, Dégagement de Sangsar ouest, 18 mai 2007
195. CRSQ FO 1-07, 19 mai 2007.
196. Briefing de la FO 1-07 fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 16 juin 2007.
197. CRSQ ELMO, 20 mai 2007.
198. CRSQ ELMO, 25 mai 2007.
199. CRSQ FO 1-07, 25 mai 2007.
200. CRSQ FO 1-07, 31 mai 2007; CRSQ ELMO, les 10 et 31 mai 2007.
201. CRSQ FO 1-07, les 1er et 2 juin 2007.
202. « RAPSIT regroupés de l'Op TAKE OUT », 4 juin 2007.
203. CRSQ FO 1-07, les 5, 6 et 7 juin 2007.
204. CRSQ FO 1-07, 7 juin 2007.
205. « C/S 3 TIC Consolidated SITREP », les 12 et 13 juin.
206. « I Company Post-Op Report – Op SEQUEL ».
207. L'auteur a observé l'Op SEASONS depuis le QG tactique du Lcol Walker.
208. CRSQ FO 1-07, 24 et 25 avril 2007.
209. CRSQ FO 1-07, 5 et 7 mai 2007.
210. CRSQ FO 1-07, 9 et 13 mai 2007.
211. CRSQ ELMO, 12 et 14 mai 2007.
212. CRSQ ELMO, 15 et 16 mai 2007
213. CRSQ ELMO, 16 mai 2007.
214. CRSQ FO 1-07, 18 mai 2007; CRSQ ELMO, 18 mai 2007.
215. CRSQ ELMO, 23 mai 2007; CRSQ FO 1-07, 31 mai 2007; CRSQ FO 1-07, 1er juin 2007.
216. Briefing fait à l'auteur, Sperwan Ghar, 19 juin 2007.
217. CRSQ FO 1-07, les 1er et 2 juin 2007.
218. CRSQ FO 1-07, 2 juin 2007.
219. CRSQ FO 1-07, 9 juin 2007.

220. CRSQ FO 1-07, les 10, 11 et 12 juin 2007.
221. CRSQ FO 1-07, 16 juin 2007.
222. Entretiens avec Haji Baran, 1er juin 2007.
223. Briefing fait à l'auteur, Sperwan Ghar, 19 juin 2007.
224. CRSQ FO 1-07, les 4 et 6 juin 2007.
225. CRSQ FO 1-07, 25 juin 2007.
226. CRSQ CICP, les 12 et 13 juin 2007; CRSQ ELMO, 13 juin 2007.
227. Le Badal est le volet juridique du code tribal pachtounwali; quand il est mal appliqué, il risque d'engendrer des querelles sanglantes.
228. CRSQ FO 1-07, 25 juin 2007.
229. CRSQ FO 1-07, 19 juin 2007.
230. CRSQ FO 1-07, 25 juin 2007.
231. CRSQ FO 1-07, 23 juin 2007.
232. Rapport hebdomadaire du SCEM R-D, du 23 au 30 mai 2007.
233. CRSQ CICP, les 3, 5 et 13 avril 2007; Rapport hebdomadaire du SCEM R-D, 25 avril 2007
234. CRSQ FO 1-07, 27 mai 2007; CRSQ CICP, 27 mai 2007.
235. CRSQ FO 1-07, 29 mai 2007.
236. Compte rendu de KLE, « Security of SWK, Arghandab, Khakrez », 30 mai 2007.
237. *Ibid.*
238. CRSQ FO 1-07, les 2, 3 et 4 juin 2007; CRSQ ERP, 5 juin 2007.
239. CRSQ FO 1-07, 6 juin mai 2007; « KLE- Shah Wali Kot District Centre », 6 juin 2007.
240. CRSQ CICP, les 8, 9, 10 et 11 juin 2007.
241. CRSQ CICP, 10 juin 2007.
242. FOI-A, « Op ADALAT Briefing », 12 juillet 2007.
243. CRSQ CICP, 17 et 18 juin 2007.
244. Engagement avec le gouverneur Asadullah Khalid, 18 juin 2007.
245. CRSQ ERP, 19 juin 2007.
246. CRSQ CICP, 20 juin 2007.
247. CRSQ ELMO, 20 juin 2007.
248. CRSQ ELMO, du 20 au 27 juin 2007.
249. RAPSIT de la FOB Khakrez, 17 et 19 juin 2007.
250. RPO FO 1-07, « Padah Engagement, 22 Jun 2007 ».
251. CRSQ FO 1-07, 24 juin 2007.

252. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 5 juillet 2007; CRSQ CICP, du 28 au 30 juin 2007.
253. CRSQ CICP, les 6, 7 et 12 juillet 2007.
254. CRSQ ELMO, du 17 au 27 juillet 2007.
255. CRSQ FO 1-07, 13 juillet 2007.
256. Entrevue avec le Lcol Chamberlain, Camp Nathan Smith, 9 juin 2007.
257. ERP, « KLE Report: Mullah Naquib », 23 juillet 2007.
258. *Ibid.*
259. Entrevue avec le surintendant David Fudge, Camp Nathan Smith, 12 juin 2007.
260. Entrevue avec le major Bernard Hudson, Kingston, 3 juillet 2008.
261. CRSQ CICP, 16 juin 2007.
262. CRSQ CICP, 20 février 2007.
263. Entrevue avec le surintendant Fudge; Briefing fait à l'auteur par le CRCP, février 2008. Ces propos sont aussi fondés sur les expériences vécues par l'auteur avec l'EMP dont l'indicatif d'appel était « MISFIT ».
264. CRSQ FO-1-07, 2 juillet 2007.
265. « Op DRAGON Post Op Report », 3 juillet 2007.
266. CRSQ FO-1-07, 4 juillet 2007.
267. Dossier de la FO 1-07, « Statement of Events 4th July 2007 ».
268. CRSQ FO 1-07, du 10 au 15 juillet 2007.
269. « Op PLUTO Post Op Report », 14 juillet 2007.
270. *Ibid.*
271. CRSQ FO 1-07, 14 juillet 2007.
272. « Op GALAXY Post Op Report », 17 juillet 2007.
273. CRSQ FO 1-07, 17 juillet 2007.
274. « Op MARS », 21 juillet 2007.
275. CRSQ FO 1-07, 22 juillet 2007.
276. CRSQ FO 1-07, 26 juillet 2007.
277. « Op MERCURY OC's Assessment », 18 juillet 2007. CRSQ ELMO, 20 juillet 2007.
278. « AAR Op PORTER », 26 juillet 2007. CRSQ FO 1-07, 26 juillet 2007.
279. « AAR Op PORTER », 26 juillet 2007.
280. « AAR Op PORTER », 26 juillet 2007. CRSQ ELMO, 26 juillet 2007.
281. CRSQ FO 1-07, 21 juillet 2007.
282. CRSQ FO 1-07, les 1er et 2 août 2007.

JEU D'ÉQUILIBRE DANS L'ARGHANDAB,

D'AOÛT 2007 À FÉVRIER 2008

La version suivante de la FO Kandahar, contrairement à la rotation précédente, n'a pas été menée par un quartier général de formation constitué ponctuellement. En effet, le Bgén Guy Laroche et son équipe ont eu le temps de structurer leur quartier général à la lumière d'un flot constant de renseignements reçus jusqu'au moment de leur déploiement, en août 2007. Ils pouvaient donc ajuster constamment l'approche de la Rotation 4 à la situation de Kandahar en plus d'intégrer des changements organisationnels critiques dans le nouvel environnement. Une fois arrivés sur le terrain, cependant, les participants à la Roto 4 ont constaté que le schéma des activités était très différent de celui que les deux rotations antérieures avaient connu. Comme nous nous le rappellerons, la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis avait circonscrit le problème dans Kandahar et les environs en plaçant la FO Orion en tête, puis en établissant les conditions pour que l'opération(Op) MEDUSA porte un dur coup aux forces insurgées. Au début et au milieu de 2007, la FO Kandahar a exploité cet effet de choc pour se donner l'espace et le temps voulus afin de définir le « contexte » du développement et de la gouvernance, mais elle s'est ensuite retrouvée engagée contre un ennemi en train de s'adapter aux dommages infligés par l'Op MEDUSA. L'un après l'autre, le général Fraser, à la tête de la FOM Aegis, et le Bgén Grant, qui commandait la FO Kandahar, ont forcé l'ennemi à adopter un plan d'action qu'il n'avait pas choisi. Ce scénario a fait dévier les chefs insurgés de la trajectoire qu'ils avaient tracée au début de 2006. La FO Kandahar du Bgén Laroche est donc entrée dans le jeu face à un ennemi quelque peu perturbé et en train de se redresser, mais cet ennemi demeurait mortel et agile.

La décision d'axer la Roto 4 de la FO Kandahar sur le 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada, basé au Québec, s'accompagnait d'importants risques politiques au pays. Historiquement, la population québécoise n'était pas en faveur de la participation canadienne aux conflits d'outre-mer. On avait généralement la conviction que si cette rotation subissait de trop nombreuses pertes, la situation était susceptible d'engendrer au Québec des appels en faveur du retrait du Canada de l'Afghanistan, en plus d'appels semblables formulés par les partis d'opposition à la Chambre des communes[1]. De gros enjeux dépendaient de cette rotation, et la pression se faisait sentir. Les « Tabarnacs » (comme les Afghans les appelaient dans l'Équipe de reconstruction provinciale [ERP]) arriveraient-ils à mener leur mission à bien?[2]

Une nouvelle perspective

La FO Kandahar du Bgén Laroche conservait une structure semblable à celle de la rotation précédente : elle se formait d'un groupement tactique (GT), d'une ERP, d'une équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), d'un élément de soutien national (ESN) et d'acteurs habilitants de la sphère du renseignement, y compris le Centre du renseignement toutes sources (CRTS). Le GT FO 3-07 était constitué à partir d'effectifs provenant du 3 R22eR, lequel était dirigé par le Lcol Alain Gauthier. Contrairement aux groupements tactiques antérieurs, celui-ci comportait deux compagnies d'infanterie de quatre pelotons chacune : il s'agissait des Compagnies B et C, commandées respectivement par les majors Dave Abboud et Patrick Robichaud. Il y avait aussi un quartier général de compagnie et l'équivalent d'un peloton de soldats qui sont venus renforcer l'ELMO. L'escadron de reco est provenu du 12e Régiment blindé du Canada (12 RBC) et il avait à sa tête le Maj Pierre Huet. L'Escadron C, commandé par le Maj Trevor Gosselin, comprenait trois troupes de chars puisées dans les trois régiments blindés. La Batterie X, dirigée par le Maj D.W. Smith, regroupait l'ancienne Batterie de STA et ses ressources (système HALO et radar anti-mortier léger) avec trois troupes d'obusiers M-777. Le 53e Escadron du 5e Régiment du Génie de combat (53 RGC), commandé par le Maj Walter Taylor, constituait l'escadron du Génie de combat. Les organisations anti-EEI se superposaient au 53e Escadron, et une certaine évolution de ces relations s'est produite vers la fin de 2007.

L'ELMO a changé de mains, et le Lcol Stéphane Lafaut a pris la relève du Lcol Wayne Eyre. La configuration de l'Équipe est demeurée la même, les mentors canadiens travaillant avec quatre des cinq kandaks de la 1-205 Brigade, et il y a eu des mentors au niveau de la brigade et à celui du corps. Pendant la Roto 4, le 2e Kandak a procédé pendant trois mois aux cycles rouge (congé et réarmement) et jaune (instruction), et le 3e Kandak a amorcé le cycle vert (exécution d'opérations).

L'ERP restait sous le commandement du Lcol Bob Chamberlain, mais sa compagnie de protection de la force et son organisation de la COCIM opéraient aussi une rotation avec 5 sous-unités axées sur la brigade. L'ESN, dont l'effectif atteignait maintenant 430 soldats, était commandé par le Lcol Nick Eldaoud. Pendant la rotation, chaque entité mettait en service une quantité et une gamme considérables de nouveaux équipements, de sorte que les capacités qui existaient au début de 2007 avaient été grandement renforcées une fois l'automne venu. Le Canada commandait toujours l'Unité médicale multinationale de rôle 3 à laquelle il fournissait 90 membres du personnel et son commandant, le Lcol Pierre Charpentier. Le CRTS était commandé par le Maj Steve Desjardins.

Cependant, la Rotation 4 de la FO Kandahar différait des rotations antérieures dans des domaines névralgiques. Il y avait eu dans le passé des conseillers politiques et des conseillers en développement auprès des commandants supérieurs canadiens.

Comme le gouvernement canadien exigeait maintenant plus de résultats visibles et mesurables au chapitre du développement, les conseillers susmentionnés sont également devenus des agents de liaison auprès de leurs organisations d'appartenance au Canada, ou des représentants de ces dernières. Quand cela s'est avéré problématique ou compliqué au niveau de la FO Kandahar, à cause des relations ambiguës entre l'ambassade à Kaboul, l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) et l'ERP, un diplomate à la retraite en la personne de Michel de Salaberry est entré en scène à la fin de 2007 pour servir de point de contact relativement aux activités du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à Kandahar. Cela devait en fin de compte aboutir à une rationalisation accrue de la relation entre l'Armée de terre et les autres ministères (AM) au stade de la prochaine rotation de la FO Kandahar, qui serait dirigée par le Bgén Denis Thompson, mais pour le moment, au milieu de 2007, la situation était aussi ambiguë qu'elle était ambivalente.

De même, Ottawa a communiqué des attentes implicites à la FO Kandahar par l'intermédiaire du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC). Le Canada avait 18 mois pour créer une véritable différence, vu la date de retrait fixée à 2009. Il fallait réduire au minimum le nombre des pertes et mettre davantage l'accent sur l'entraînement des forces de sécurité afghanes. Le Canada devait être perçu comme favorisant de plus en plus le développement[3].

Cet accent accru sur le développement, en particulier sur le rôle central de la reconstruction de l'infrastructure et du développement dans les districts, a entraîné une certaine réorganisation du Génie au niveau de la FO Kandahar. La FO Kandahar précédente avait minimisé l'importance des structures centralisées du Génie. On ne sait toujours pas au juste si cela avait été attribuable aux intrigues politiques interarmes, ou au plafond fixé pour l'effectif et à la concurrence entre officiers pour l'obtention de certains postes, mais l'opinion du quartier général dirigé par le Bgén Laroche a évolué à mesure que la période de service avançait. Tout d'abord, une unité d'appui du Génie (UAG) a été mise sur pied sous la direction de la FO Kandahar pour alléger la tâche du 53e Escadron lorsqu'il s'agissait d'accomplir dans les bases d'opérations avancées (FOB) des travaux d'infrastructure non liés au combat. En second lieu, à la fin de 2007, à mesure que les opérations progressaient, le besoin d'une entité de protection du Génie construction s'est manifesté : c'est ce qui a donné lieu à l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC). Avec le temps, la gamme des fonctions du conseiller en Génie de la force opérationnelle s'est élargie et a compris la gestion de l'OTC et l'expansion de la capacité anti-EEI. C'est ainsi qu'a été créé le Bureau du Génie de la Force (BGF)[4].

Le domaine qui évoluait beaucoup par l'entremise de ce quartier général était celui de la coordination des effets. Les concepts effets cinétiques et effets non cinétiques et l'idée qu'ils pouvaient et devaient être coordonnés n'étaient pas nouveaux pour les Canadiens en Afghanistan, comme nous l'avons vu dans le contexte de l'Op APOLLO. La plupart du temps, la coordination des effets était quelque chose de tout à fait nouveau dont on ne parlait pas, mais que l'on comprenait. En 2007, plus les Canadiens en apprenaient sur les mécanismes politiques des districts, plus la complexité de ceux-ci se faisait jour. Il a donc fallu raffiner l'approche. La FO Kandahar du Bgén Grant avait le bonheur d'avoir dans ses rangs des officiers expérimentés dans l'art de suivre le jeu de ces mécanismes à Kandahar et elle a pu faire fond sur les données produites par la FOM Aegis, la FO Orion, le GT 1 RCR et les ERP. Quand ces officiers sont retournés au Canada, toutefois, la continuité a fait problème relativement à ce que l'on commençait à appeler la « connaissance de la situation – blanc » (CS blanc), par opposition à la CS rouge (les activités ennemies). Les unités montantes ont dû partir de zéro et élaborer leurs propres relations avec les Afghans.

Les efforts qu'a déployés le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén van Loon, pour comprendre la dynamique politique et tribale afghane ont débouché sur la mise sur pied de l'Op SATYR DEUCALION en décembre 2006, juste avant le déclenchement de l'Op BAAZ TSUKA. L'idée que des contacts systématiques avec les personnes d'influence afghanes favoriseraient une meilleure compréhension et, partant, la possibilité d'influer davantage sur la situation plaisait à la FO Kandahar du Bgén Laroche pendant qu'elle s'entraînait au début de 2007. La FO Kandahar s'est donc souciée davantage d'intégrer la CS – blanc dans le processus de planification officiel.

La FO Kandahar a tenu une réunion du Conseil interarmées de coordination fondée sur les effets (CICE) et une réunion de synchronisation des effets. L'objectif des organisations concernées, selon une réunion préparatoire exempt de jargon, était d'indiquer au commandant de la FO Kandahar[5] la réponse aux questions suivantes :

- Sur quoi devons-nous donner un grand coup, ou exercer une influence?
- Qu'arriverait-il si nous donnions un grand coup sur ceci?
- Avec quoi devrions-nous donner le grand coup?
- Allons-y et donnons un grand coup!

- Notre grand coup a-t-il été fructueux?

- Avons-nous obtenu de bons résultants en donnant le grand coup?

En l'occurrence, il fallait « donner un grand coup » ou apporter une influence notamment sur les insurgés et les intervenants de la structure d'influence de Kandahar. Le quartier général de Laroche comprenait que ces deux groupes-cibles se recoupaient à certains égards et que seul un ciblage judicieux pourrait produire les effets nécessaires pour favoriser l'atteinte des objectifs du Canada sans compromettre la réussite dans d'autres domaines. Le CICE a cerné ces priorités, mais les participants à la réunion de synchronisation des effets se sont intéressés à la façon dont ces priorités seraient mises en œuvre. Quatre verbes étaient associés à ce processus : définir, convaincre, influencer et neutraliser. Les outils employés pourraient comprendre l'engagement d'un leader clé, des réunions ou des efforts de liaison au niveau du Centre de coordination conjointe de la sécurité (CICP), ou encore des forces d'opérations spéciales qui exécuteraient des opérations dans l'ensemble du spectre visant à capturer ou à tuer des insurgés. La démarche donnait au commandant de la FO Kandahar la possibilité d'utiliser un scalpel au lieu d'une épée quand celle-ci n'était pas nécessaire[6].

Fait déterminant, le Canada voulait continuer de comprendre ce qui se passait dans la province de Kandahar et y conserver une influence, dans l'ombre du quartier général du Commandement régional (Sud) [CR (Sud)], désormais dirigé par le Mgén David « Jacko » Page. Il était nécessaire que le Canada maintienne sa pertinence dans les opérations de ces types non seulement pour préserver son prestige national au sein de la coalition et quand il traitait avec les Afghans, mais aussi pour des considérations politiques pratiques chez lui. Cet impératif mettait en exergue la question de l'influence dans des cercles ésotériques tels que le monde « noir » des forces d'opérations spéciales, où l'objectif consistait à réduire la probabilité que le Canada soit blâmé si les mauvaises personnes étaient tuées au cours d'opérations non coordonnées. Dans le climat qui existait alors au Canada, ces organisations et processus revêtaient une importance stratégique déterminante.

L'augmentation du nombre de forces d'opérations spéciales dans le sud de l'Afghanistan, dont certaines avaient des mandats qui se contredisaient ou se chevauchaient, signifiait qu'il y avait beaucoup d'« hommes en noir » de différents pays en train de s'équiper pour capturer ou tuer des chefs ennemis ciblés. Le quartier général du CR (Sud) abritait le Centre de fusion de Kandahar (CFK); il était dirigé par les chefs de l'Op ENDURING FREEDOM, mais il s'y trouvait aussi des officiers de liaison de la FIAS. Le Canada était représenté au CFK, et le fait que le commandant adjoint du CR (Sud) fût un Canadien en la personne du Mgén Marquis Hainse constituait certes un atout[7].

On ne sait pas au juste si la FO Kandahar du Bgén Laroche avait avec les FOS canadiennes une relation meilleure ou pire que celle du Bgén Grant. Ce dernier s'entendait mieux avec les forces spéciales étasuniennes qu'avec les FOS canadiennes, mais c'était un fait expliqué davantage par des relations personnelles antérieures que par quoi que ce soit d'autre. En général, les FOS canadiennes en Afghanistan à ce moment-là souffraient d'un manque de mobilité interne — en particulier, elles n'avaient pas assez d'hélicoptères —, ce qui réduisait leur capacité d'intervenir rapidement contre une cible en cours de définition. Cela a obligé les FOS canadiennes à se concentrer sur la ville de Kandahar dans une certaine mesure. Entre août et décembre 2007, il y a eu au moins cinq attaques fructueuses contre des chefs ennemis de la part des forces d'opérations spéciales dans la zone d'opération canadienne à l'extérieur de la ville : l'une d'elles a été exécutée par l'Armée nationale afghane et l'ELMO, une autre, par des forces spéciales étasuniennes, et trois par une organisation non canadienne non identifiée[8].

Les changements apportés au CRTS pendant cette rotation ont grandement amélioré la maintenance des « systèmes » de la FO Kandahar et leur alimentation en renseignements. Le CRTS a même mis davantage l'accent sur les opérations et la tactique que les trois CRTS précédents basés à Kandahar, lesquels, comme nous l'avons vu, ont été gênés par l'obligation d'accorder la priorité à l'information d'Ottawa, plutôt qu'à l'appui du GT et de l'ERP. Le nouveau CRTS voulait devenir un « ESN spécialiste du renseignement » et s'axer sur l'intention du commandant au lieu de servir d'étape aux informations destinées aux autorités au Canada. Le CRTS a par ailleurs été réorganisé pendant sa période de service. Le Groupe de soutien de la mission et le Groupe de la sécurité sur le terrain ont été réunis sous un même toit. Résultat? Le volume de renseignements d'origine humaine traités a quadruplé par rapport à celui de la rotation précédente. Le CRTS a aussi établi des liens plus solides avec les diverses organisations canadiennes et alliées de lutte contre les EEI, ce qui, avec le temps, a eu un effet important sur le ciblage des fabricants de bombes insurgés et sur leurs réseaux[9].

De nouveaux plans : de l'Op SATYR PERSEUS à l'Op SHA AYENDA

En ce qui concerne la version Laroche de la FO Kandahar, le cadre de planification supérieur ressemblait, extérieurement, au précédent. La Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) demeurait primordiale, tandis que l'Op ARGUS RESOLVE–Op OQAB, qui correspondait à la stratégie sur la zone de développement en Afghanistan (ZDA), restait en vigueur. Dans le Commandement régional (Sud), l'Op SATYR PERSEUS constituait le plan principal. Toutefois, quand le Mgén « Jacko » Page et son quartier général dirigé par des Britanniques ont succédé au quartier général van Loon en mai 2007, ce qui était fait en faveur de la planification, la façon dont cela se rapportait à l'effort canadien a changé profondément.

Les officiers canadiens affectés au Commandement régional (Sud) ont observé, avec inquiétude, de nombreux problèmes et lacunes au sein du nouveau commandement. Un officier supérieur canadien a signalé que Page était offensant, que le quartier général avait une structure dysfonctionnelle et qu'il était trop compartimenté. Selon un certain nombre d'officiers, le Canada était « marginalisé » par Page et les officiers supérieurs britanniques qui l'accompagnaient. Le CR (Sud) se préoccupait exclusivement de la province d'Helmand et, selon un officier, Page est devenu obsédé par Musa Qala dans l'Helmand. En fait, les officiers canadiens ne comprenaient pas clairement les motifs de cette obsession, et ils ont résisté aux efforts de Page qui cherchait à attirer toujours plus de ressources canadiennes dans l'Helmand. Laroche a refusé de déployer ses unités dans cette province, à moins qu'on lui explique mieux pourquoi Musa Qala avait la préséance sur Kandahar. Les réponses qui lui ont été fournies ne l'ont pas satisfait[10].

Les conséquences de cette situation ainsi que d'autres facteurs extérieurs ont conduit la FO Kandahar à formuler son propre plan opérationnel de base pendant son déploiement entre le milieu et la fin d'août 2007. Le Bgén Laroche misait considérablement sur ses planificateurs, en particulier sur le Lcol Claude Fournier et le Maj Éric Landry, pour qu'ils réagissent rapidement à la situation tumultueuse[11]. Ils n'ont pas pu se fonder entièrement sur le plan du quartier général du Bgén Grant. Après d'intensives discussions avec ses homologues civils siégeant au Comité directeur exécutif, le commandant du COMFEC, le Lgén Mike Gauthier, a ordonné à la FO Kandahar de collaborer de plus près avec les AM afin de synchroniser les effets pangouvernementaux en Afghanistan. Parallèlement, la FO Kandahar a reçu l'ordre de cesser de mener des opérations avec les forces de sécurité afghanes et de se mettre plutôt à soutenir ces dernières. L'ECS-A était censée arriver à mieux réagir aux ordres à caractère pangouvernemental[12] ».

Ces changements étaient extrêmement importants. Rappelons les difficultés éprouvées en 2002 pour obtenir l'assistance de l'ACDI et la coordination de ses efforts avec ceux de l'Armée de terre et avec l'Op APOLLO, puis en 2003-2004, au cours de l'Op ATHENA à Kaboul. Rappelons aussi les pressions qui s'exerçaient sur le gouvernement du Canada relativement aux critiques selon lesquelles il y avait trop de combats en Afghanistan et pas assez de projets de développement. Le commandant du COMFEC a insisté pour que la FO Kandahar soit perçue par Ottawa et l'ensemble de la population canadienne comme influant positivement sur le cours des choses en Afghanistan[13].

Ainsi, le nouveau plan s'appelait « Op SHA AYENDA » [Avenir meilleur]. Ce plan décrivait mieux les objectifs de l'ennemi que les plans de base antérieurs. Les planificateurs y déclaraient clairement que l'intention des talibans était « de rétablir un gouvernement taliban légitime dans la ceinture pachtoune en Afghanistan » [Traduction]. Précédemment,

les objectifs de l'ennemi énoncés dans les plans de base reposaient sur le vague concept selon lequel les talibans étaient simplement contre quelque chose plutôt que pour quelque chose. Selon le plan SHA AYENDA, les efforts de l'ennemi suivaient quatre axes :

1. amener les forces coalisées à quitter l'Afghanistan;

2. inciter la population afghane à appuyer les talibans, ou à se conformer à leurs plans, ou les deux;

3. amener la population à s'opposer au gouvernement de l'Afghanistan;

4. conserver un refuge et un soutien extérieurs.

La méthodologie des talibans, toujours selon les planificateurs de l'Op SHA AYENDA, consistait à imposer des « coûts inacceptables aux pays [de la coalition] au chapitre des pertes et à celui des ressources », tout en « faisant douter notre population nationale de notre capacité de gagner » et à « convaincre la population afghane que les talibans représentaient son seul choix viable » [Traduction]. Éroder la confiance de la population canadienne et des Afghans envers le gouvernement de l'Afghanistan constituait un volet déterminant du programme ennemi. Disposer de refuges sûrs à Quetta, dans le Waziristan, dans les secteurs des agences tribales administrées par le fédéral (FATA) et dans la province-frontière du Nord-Ouest était tout aussi indispensable à l'insurrection que maintenir des voies de ravitaillement extérieures recourant aux pachtounes pakistanais, aux éléments pakistanais hors-la-loi, au gouvernement iranien, au soutien financier de pays du Golfe et au réseau extrémiste mondial d'Al-Qaïda[14].

Aux fins de la planification, les auteurs du plan SHA AYENDA acceptaient que la stratégie sur la ZDA soit encore en vigueur à Kandahar, même si le terme était de moins en moins utilisé au sein de la FO Kandahar à mesure que le temps passait et que le Commandement régional (Sud) du Mgén Page semblait avoir abandonné le concept complètement. Cependant, au début de janvier 2008, on utilisait encore l'expression « expansion de la ZDA » pour justifier sur le plan opérationnel des activités dans les documents de planification de la FO Kandahar. Le plan SHA AYENDA mettait exclusivement l'accent sur cinq districts, soit le Zharey, le Panjwayi, le Shah Wali Kot, l'Arghandab et Spin Boldak, et il visait à y atteindre plusieurs objectifs avant la fin de mai 2008[15].

Dans le Zharey et le Panjwayi, la FO Kandahar voulait maintenir un environnement sûr et stable. Les forces de sécurité afghanes devaient fonctionner en autonomie, le régime de gouvernance local était relié au gouvernement de Kandahar, et les organisations

non gouvernementales pouvaient mener des opérations humanitaires dans les districts. Dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot, des efforts devaient être faits pour remettre en état le barrage de Dahla dans un environnement sûr. Les personnes déplacées devaient pouvoir revenir chez elles, et les économies locales, profiter du barrage. Une FOB où résiderait une force afghane assurerait alors la sécurité. Quant à Spin Boldak, le Canada était censé y encourager l'économie licite[16].

Les auteurs du plan SHA AYENDA ont gardé les mêmes lignes d'opérations axées sur la sécurité, la gouvernance et le développement, que ceux ayant signé les plans antérieurs dans les quartiers généraux des Bgén Grant et Fraser. Les plans et programmes existants de l'ERP devaient demeurer, mais il fallait désormais « les harmoniser avec l'intention de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A), et leurs priorités devaient correspondre à celles de cette dernière[17] » [Traduction]. Le quartier général Laroche a appelé le schème de manœuvre que la FO Kandahar comptait employer pour atteindre les objectifs dans le contexte de ces lignes d'opérations « Dégager-Tenir-Développer » ou « Dégager-Tenir-Stabiliser »[18]. Fondée sur le concept « Dégager-Tenir-Construire », exprimé plus tôt en 2006, et plus tard par les planificateurs du COMFEC en 2007, quand les plans de campagne de l'OTAN et du Canada étaient en cours de révision, l'idée générale était que les tâches décrites comme équivalant à rien de plus que des tâches courantes face aux forces ennemies dans les districts étaient répétitives et ne débouchaient que sur des opérations perturbatrices et non sur la reconstruction et le développement. La seule façon d'amener les ressources et les fonds voulus pour le développement aux niveaux des districts et des localités consistait à confier la sécurité des secteurs à la police, à établir des rapports avec la population, à créer un climat de sécurité, puis à rendre les chefs de district capables de tenir des chouras et des assemblées pour le développement et d'activer les comités communautaires[19].

Les grands plans SHA AYENDA taisaient plus ou moins un élément important : le Bgén Laroche voulait faire sortir les forces canadiennes du Zharey et du Panjwayi en décembre et les envoyer dans le Shah Wali Kot après avoir confié ces deux districts aux forces de sécurité afghanes. Le Canada pourrait alors être perçu comme accomplissant des progrès[20].

La nature de l'insurrection dans la province de Kandahar, de juin à décembre 2007

L'analyse canadienne de la menace que présentait l'insurrection dans la province de Kandahar, dans la deuxième moitié de 2007, reposait sur la conviction que des groupes d'insurgés différents agissaient dans chaque district touché par le conflit. Ces groupes étaient appuyés de l'extérieur par des combattants et des chefs de la province d'Helmand et du Pakistan, selon la période de l'année, et ils recevaient des armes et des approvisionnements apportés depuis des sources extérieures (voir la figure 2-1). Sur le plan structurel,

FIGURE 2-1 :
Dispositifs et activités de l'ennemi,
d'août à décembre 2007

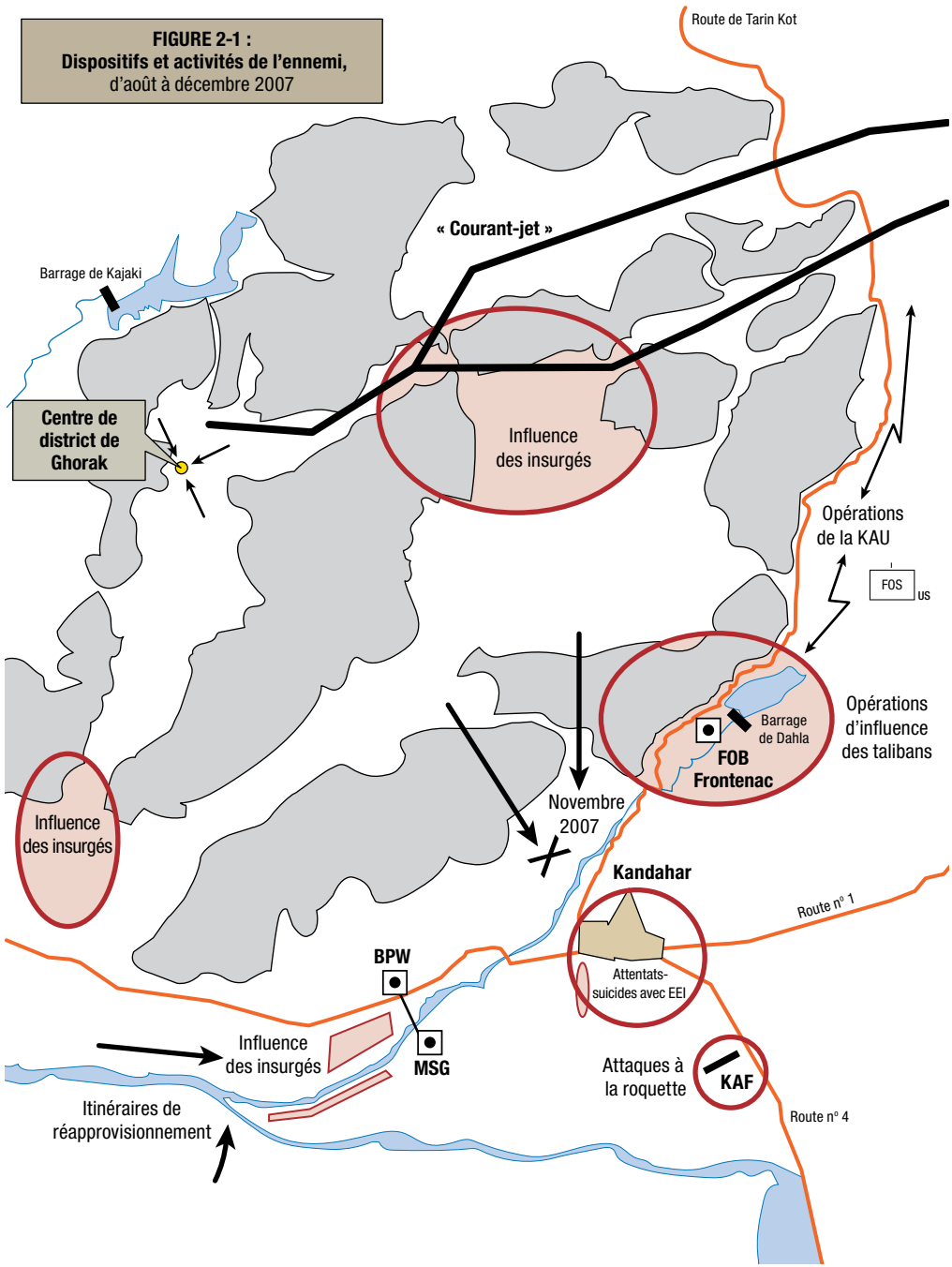


Figure 2-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, d'août à décembre 2007

des habitants des localités ayant des qualités de chef et un certain magnétisme dirigeaient les groupes de leur district, lesquels pouvaient tendre des embuscades et exécuter des tirs indirects, mais ils comptaient sur l'expertise de spécialistes de l'extérieur relativement aux EEI. Dans une large mesure, l'insurrection exploitait les mécontentements opposant la population locale au gouvernement provincial. Des groupes semblaient essayer de mener des opérations mutuellement avantageuses pour les uns et les autres. Les groupes de district communiquaient entre eux, mais ils coordonnaient rarement leurs actions[21].

Dans le Ghorak et le Maywand, les insurgés cherchaient surtout à harceler les centres de district, tandis que ceux du Khakrez faisaient preuve de tolérance envers ce qui équivalait au gouvernement du district[22]. Dans le Shah Wali Kot supérieur, les groupes d'insurgés entretenaient une relation économique avec Matiullah Khan, l'homme fort de l'Oruzgan qui s'occupait du chemin de Tarinkot avec sa propre force de mercenaires appelée « Kandak Amniante Oruzgan ». Les Hollandais et les Australiens maintenaient une relation avec Matiullah, qui veillait à ce que les groupes talibans locaux ne gênent pas les convois logistiques de la FIAS[23]. Le Shah Wali Kot inférieur était assujetti à de la propagande radiodiffusée, à des enlèvements et à d'autres formes d'intimidation localisées.

L'Arghandab résistait durement aux insurgés. Vu la présence de la milice alikozaie et de la Police auxiliaire nationale afghane (PANA) et le solide leadership manifesté par les associés du mollah Naqib, les insurgés n'opéraient pas depuis ce district, même s'ils le traversaient probablement de temps en temps moyennant redevances[24].

La ville de Kandahar était spéciale en soi; c'était essentiellement une zone d'opérations urbaine des terroristes, où l'accent était mis sur les bombes humaines et les EEI. Le labyrinthe de rues et de ruelles du district nº 9 et ses mosquées hostiles en faisaient un cantonnement idéal pour les commandants et les combattants qui passaient par là en provenance de Spin Boldak avec des moyens de transport commerciaux. Dans le sud-ouest, le district nº 6 était un carrefour de transfert logistique relié à un itinéraire emprunté par les insurgés qui traversaient le Panjwayi jusqu'au Maywand et qui se rendaient ensuite dans l'Helmand, ou dans le désert du Reg depuis le Panjwayi, où des contrebandiers sans conviction idéologique particulière aidaient quiconque les payait[25].

Par les districts de Maruf et d'Arghistan passaient les itinéraires de réapprovisionnement en direction de la ville de Kandahar et du « quadrilatère des roquettes » au nord-est, qui accueillait périodiquement « des insurgés n'appartenant pas à l'insurrection » qui étaient payés par les talibans et peut-être d'autres entités pour lancer des roquettes de 107 mm contre le KAF. Les deux districts servaient de cantonnement aux combattants étrangers arrivant du Pakistan. Des opérations perturbatrices exécutées par des forces d'opérations spéciales donnaient lieu à un jeu du chat et de la souris dans ces districts, car l'ennemi essayait d'éviter la guerre privée du Col Abdul Raziq à Spin Boldak[26].

Pour ce qui est du Zharey et du Panjwayi occidental, l'insurrection y subissait la pression des nouveaux postes fortifiés et postes de police secondaires (PPS). Ces installations réduisaient la liberté de mouvement, mais les insurgés ont continué, comme des animaux en cage, à s'en prendre violemment aux nouvelles installations et à des cibles sur la Route nº 1. Au sud de l'itinéraire Fosters dans le Panjwayi occidental, les groupes d'insurgés commençaient à réagir à la présence des forces de sécurité en tendant des embuscades et en posant des EEI, afin de briser la chaîne. Nahlgam était le centre de l'effort que l'ennemi déployait pour conserver une présence dans la partie ouest des deux districts[27].

Jouer dur dans le district de Zharey : août 2007

Parallèlement à l'Op SHA AYENDA, un autre cycle de planification commençait à se poindre en août. Pendant que la FO Kandahar mettait de l'ordre dans son cadre conceptuel, le Lcol Gauthier et le GT 3 R22eR se remettaient d'une difficile relève sur position. Bien que le transfert des pouvoirs entre les Bgén Grant et Laroche ait eu lieu le 2 août, le Lcol Rob Walker n'a pu procéder au transfert d'autorité sur le GT au Lcol Gauthier que le 11 août. La Compagnie C du Maj Robichaud s'est jumelée avec la Compagnie I du Maj David Quick et avec l'Armée nationale afghane pour exécuter des opérations de familiarisation dans le Zharey à partir du 1er août. Comme les autres unités qui arrivaient n'étaient pas complètes, il n'a pas été possible d'apparier les sous-unités montantes avec les unités qu'elles devaient remplacer. Des opérations planifiées ont été annulées ou reportées. Le 3 août, la FO Kandahar acceptait que « l'état de la sécurité dans le district de Zharey était préoccupant, car [la relève sur position] risquait de fournir à l'ennemi une occasion d'intensifier ses activités[28] » [Traduction]. Cette difficulté était en partie attribuable aux problèmes d'acclimatation qu'éprouvaient les Canadiens arrivant dans le théâtre, ce qui a obligé la FO Kandahar à réduire le nombre de ses opérations prévues de présence et de perturbation. Comme l'organisation anti-EEI devait elle aussi opérer une rotation, l'instruction sur les EEI dans le théâtre a ralenti[29]. Il y eut donc une pause dans les patrouilles menées dans les districts de Zharey et de Panjwayi[30].

Selon le commandant de la FO Kandahar, celle-ci devait alléger la pression qui s'exerçait sur le Zharey et reprendre l'initiative. Parallèlement, une réunion sur la sécurité tenue avec Asadullah Khalid et le général Saqib révélait que, d'après eux, « le contrôle de la sécurité était en train de leur échapper dans le Zharey » [Traduction]. Ils voulaient redistribuer les postes de contrôle dans le Zharey et le Panjwayi et réaffirmer leur contrôle par l'intermédiaire de ces postes[31]. La nécessité de relever ces défis a donné lieu aux opérations MALDAR et GARRANDAY ZMARAY.

Le nouveau Commandement régional (Sud), sous la direction du Mgén « Jacko » Page, a désigné un bataillon d'infanterie légère britannique pour constituer sa réserve. Sous le nom de groupement tactique régional (Sud), diverses unités d'infanterie légère britanniques ont assumé le rôle par rotation. Le Bgén Laroche a demandé à ce GT de se déployer dans le district de Maywand pour appuyer l'Op MALDAR, l'objectif étant de perturber l'activité ennemie. Un peloton de la Compagnie B du Maj Abboud, le 3 R22eR et une troupe de chars de l'Escadron A du Maj Dave Broomfield, ainsi que des obusiers M-777 de la Batterie X, devaient prêter main-forte au 1er Bataillon, The Royal Welsh Fusiliers, dans cet effort à partir du 14 août. Les TUAV couvraient aussi le district de Maywand. Au cours de l'Op MALDAR, il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, mais elle a permis aux Canadiens nouvellement arrivés de se familiariser avec le Maywand.

Les plans dressés par le gouvernement afghan pour réexaminer la sécurité dans le district de Zharey influaient sur l'Op SHA AYENDA pendant son élaboration par l'état-major de la FO Kandahar, mais il était clair qu'un plan de mise en œuvre distinct s'imposait, car il s'agissait d'un volet particulier d'un plan pan-provincial plus vaste. Il en est résulté l'Op GARRANDAY ZMARAY. Les entretiens tenus avec les Afghans le 4 août ont abouti à un processus de planification en bonne et due forme du 6 au 10 août, la date planifiée du début de l'opération ayant été fixée au 1er septembre[32].

Sur le terrain, toutefois, la situation dans le Zharey se détériorait de façon alarmante (voir la figure 2-2). Dans les nuits des 6 et 7 août, presque tous les postes de contrôle existants de la police afghane dans le Zharey ont essuyé des tirs d'armes légères. Le Lcol Walker a dépêché la Compagnie B le long de la Route no 1 pour qu'elle se rende à Howz-e Madad pour y renforcer la position et pour établir le contact avec les autres postes de contrôle de la police afghane dans le secteur (Op CARIBOU). Quand la Compagnie B a déplacé ses VBL III au sud de Howz-e Madad, les VBL III se sont heurtés à des tirs directs et indirects nourris provenant du plateau de Ghundy Ghar. Ils ont dû se replier. Somme toute, la police avait quitté l'endroit, et l'ennemi contrôlait désormais Ghundy Ghar[33]. Cet endroit est le principal plateau du Zharey occidental, un peu comme Sperwan Ghar l'est dans le Panjwayi. Il n'était tout simplement pas possible de mener avec succès une opération de sécurité dans le district si l'ennemi contrôlait Ghundy Ghar.

Et, pour comble, les tirs de harcèlement de l'ennemi contre le nouveau poste de contrôle de la police de Lakokhel se sont intensifiés, et les insurgés ont envahi la position le 14 août. Trois jours plus tard, un EEI d'une taille inhabituellement forte a fait exploser un véhicule blindé léger chenillé (VBLC) de l'Escadron A et l'a renversé sur le côté. Dans le Panjwayi, les postes de contrôle nos 5 et 10, près de Sperwan Ghar, ont essuyé des tirs directs. Une patrouille logistique de combat est tombée dans une embuscade prolongée dans la partie est de l'itinéraire Fosters. Diverses attaques ont montré que les lignes d'approvisionnement

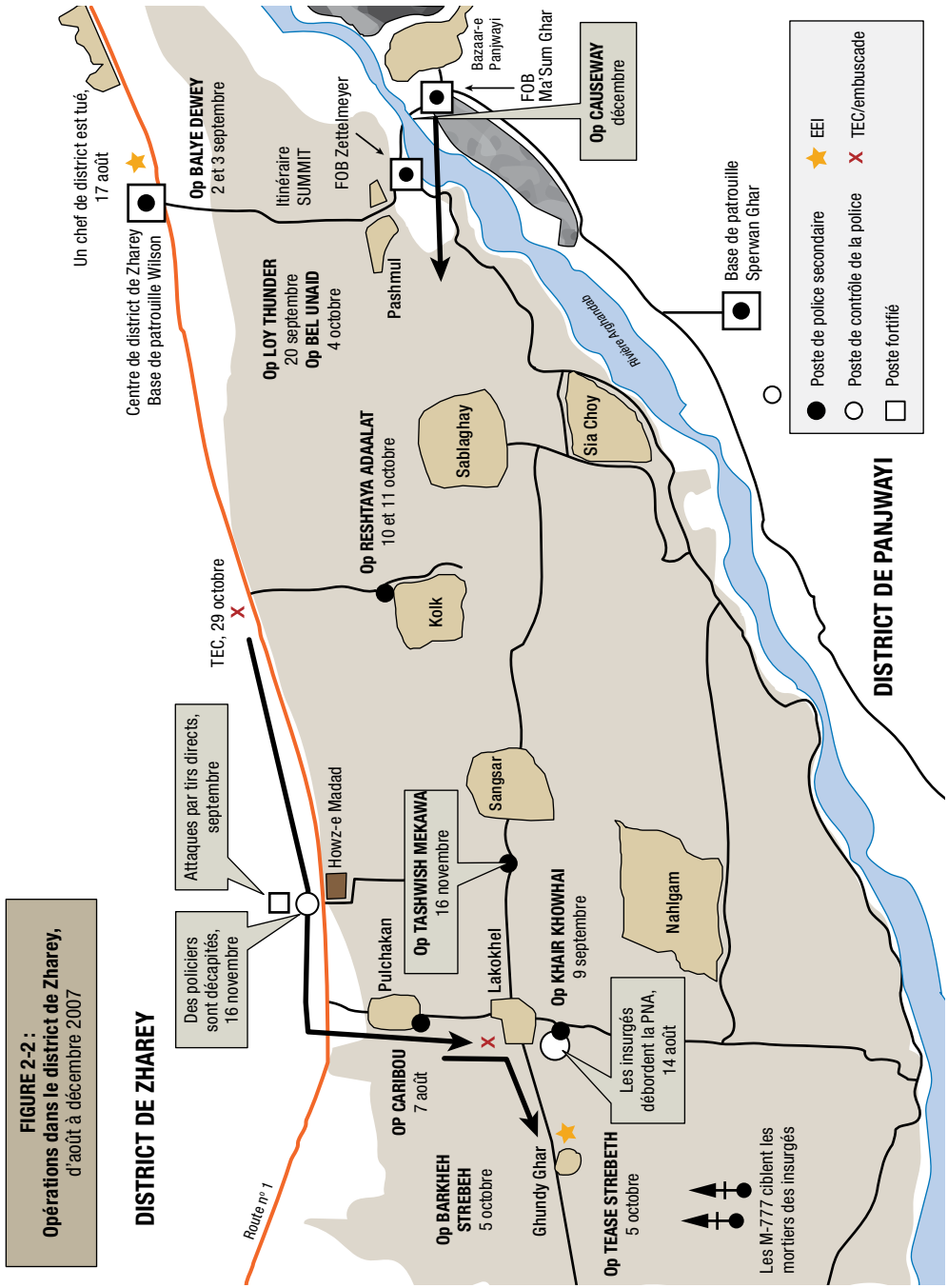


Figure 2-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à décembre 2007

étaient vulnérables : cinq camions munis d'un système de chargement palettisé et escortés par trois RG-31 et un véhicule Bison doté d'équipements CME, se sont dirigés vers l'Est vers Kandahar. Le RG-31 de tête a été ciblé par un EEI, mais il n'a subi aucun dommage. Le convoi a poursuivi sa route et, 12 kilomètres plus loin, une autre attaque à l'EEI s'est produite et a détruit le même véhicule RG-31 et blessé cinq soldats[34]. Une attaque distincte à l'EEI, dans la partie est de l'itinéraire Fosters, cette fois perpétrée contre la Compagnie C, a fait exploser un VBL III et tué le Sdt Simon Longtin, le 19 août.

Le notoirement corrompu leader du district de Zharey, Haji Khairuddin, a été supprimé le 17 août quand un attentat-suicide a été exécuté à son encontre par un insurgé au volant d'une Corolla blanche. Ses trois enfants sont également morts pendant l'attentat. Une autre attaque, précédée par un appel sarcastique fait par téléphone cellulaire, a failli tuer le Col Akka, chef de la police du Zharey[35]. Trois agents de police afghans ont été enlevés du poste de contrôle de Howz-e Madad et décapités. Le Col Akka a riposté en lançant sa propre opération et a capturé un commandant taliban de la région[36].

Pendant cette période, il semblait y avoir une recrudescence de la violence insurgée dans le district, mais en rétrospective, on croit plutôt que c'est le chef rival Habibullah Jan qui a joué un certain rôle dans ces événements. Plus tôt dans la journée de l'attentat, le gouverneur Asadullah Khalid avait décidé d'enlever tous les postes de contrôle établis par Habibullah Jan dans le Senjaray voisin, en prévision de l'Op GARRANDAY ZMARAY, mais il a laissé le Col Akka dans son poste : il se peut donc que l'entrée des insurgés dans le secteur ait été « facilitée » par une intervention des membres de la structure d'influence de Senjary. Qui plus est, Habibullah Jan détestait Khairuddin en raison de ses liens avec Ahmad Wali Karzai, et l'élimination de Khairuddin ne l'aurait pas attristé outre mesure. Quoi qu'il en soit, le district de Zharey était dès lors totalement déstabilisé.

L'Op BARKHEH STERBEH [œil d'aigle] était la réponse temporaire. À ce stade-là, le Lcol Gauthier avait pris la relève du Lcol Walker. Afin de détourner l'attention de l'ennemi, le Lcol Gauthier a envoyé le Maj Robichaud et la Compagnie C avec une troupe de chars Leopard de l'Escadron A dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters, le 22 août. Ils ont manœuvré pour occuper trois positions de l'autre côté de la rivière par rapport à Sia Choy, les ressources ISTAR mettant l'accent sur le secteur. En même temps, il a envoyé une équipe de combat commandée par le Maj Abboud appuyé par un échelon de l'ESN au sud de Howz-e Madad, puis sur les itinéraires Edmonton et Ottawa. Cette équipe de combat comprenait aussi des éléments de l'Armée nationale afghane et de l'ELMO ainsi que des agents de police accompagnés de mentors de la police étasunienne. L'ELMO était en train de former le 3e Kandak, une unité qui, aux yeux des mentors, « avait été nourrie à la cuiller par les forces étasuniennes et [hollandaises], qui lui avait fourni presque tout

l'équipement et les fonds qu'elle avait demandés pour exécuter ses projets. Il faut du temps pour les amener […] à comprendre que nous sommes ici pour les encadrer et les aider à mettre sur pied une infrastructure durable qui servira le pays une fois que les forces coalisées auront quitté l'Afghanistan[37]. » [Traduction]

L'équipe de combat B s'est heurtée à des tirs soutenus de GPF et de mortier pendant qu'elle circulait sur les itinéraires Edmonton et Ottawa. Les VBL de la Compagnie B ont ouvert le feu avec leurs canons de 25 mm tandis que le TUAV Sperwer et un SUAV, lancés par la Batterie X, essayaient de repérer les positions de mortier. L'appui aérien rapproché fourni par des avions F-15 et A-10 a supprimé les insurgés qui manœuvraient en direction de la force d'incursion. La Batterie X a pris à partie les mortiers ennemis avec des obus de 155 mm. De l'autre côté de la rivière, l'équipe de combat de la Compagnie C a été attaquée par des équipes munies de GPF et de canons de 82 mm, mais elle a réussi à repérer et à détruire tous les insurgés avec des tirs de 105 mm provenant des chars Leopard et avec les canons de 25 mm des VBL III. Ces trois engagements ont fait environ 30 morts chez l'ennemi. Le même scénario s'est répété dans les trois positions de manœuvre de la Compagnie C, et à peu près 20 autres ennemis ont été tués : en tout, approximativement 50 insurgés ont ainsi été éliminés[38].

Les combats ont duré toute la journée du 22 août. À la fin de l'après-midi, l'équipe de combat de la Compagnie B est arrivée à Ghundy Ghar, et les chars Leopard ont pris position sur les hauteurs. Les soldats expérimentés des blindés, qui avaient survécu pendant près de six mois d'opérations difficiles en Afghanistan, étaient assez futés pour savoir qu'il ne fallait pas trop circuler, car l'endroit risquait d'être truffé d'EEI. Les chars munis de rouleaux et de charrues ont taillé des corridors de manœuvre jusqu'à ce que les sapeurs de combat du 53e Escadron aient dégagé tout le secteur. Quand les VBL III de la Compagnie B sont arrivés à la position, toutefois, leurs équipages ne savaient pas qu'ils devaient s'en tenir aux corridors nettoyés : un VBL III a heurté un EEI qui l'a mis hors de combat. Un deuxième VBL III a fait éclater un EEI tandis qu'il gravissait la colline en suivant un chemin en lacets. L'engin a tué l'Adjum Mario Mercier, le Cplc Christian Duchesne et un interprète afghan, qui a succombé à ses blessures à l'hôpital de rôle 3[39]. Des hélicoptères UH-60 d'évacuation sanitaire sont arrivés pour extraire les morts et les blessés.

Le lendemain, une troupe de surveillance de l'escadron de reco du Maj Huet est arrivée à bord de véhicules Coyote pour relever l'équipe de combat du Maj Abboud à Ghundy Ghar, et cette dernière s'est retirée. Les équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) et diverses autres ressources étaient occupées à recueillir du renseignement sur les mouvements de l'ennemi provoqués par l'Op BARKHEH STERBEH. Par suite d'une action directe exécutée par des forces d'opérations spéciales, celles-ci ont capturé une

Source : Auteur

Le secteur du mont Ghundy Ghar, dans le Zharey occidental, a été la scène de tragédies pendant la relève sur position exécutée entre les GT du 2e Bataillon du Royal Canadian Regiment et le 1er Bataillon du Royal 22e Régiment, en août 2007. La photo fait voir le Ghundy Ghar depuis l'ouest.

cellule de sept facilitateurs en matière d'EEI[40]. Le Maj Taylor du 53e Escadron a examiné l'itinéraire de réapprovisionnement qui allait de Ghundy Ghar à la Route no 1 et, après une discussion avec l'équipe de la COCIM de l'ERP, il en est venu à la conclusion suivante :

> La FOI-A devrait acheter un épandeur-régleur d'asphalte d'occasion pour construire des routes rapidement [là où elles sont] nécessaires pour protéger les forces dans les endroits où les entrepreneurs ne peuvent pas ou ne veulent pas travailler […] Les forces de sécurité doivent rendre l'endroit sûr avant que la reconstruction puisse avoir lieu, et la FIAS ne peut établir la sécurité à moins de créer une présence (d'où la nécessité de routes asphaltées). Si la FIAS avait les moyens d'asphalter les routes pour des raisons de sécurité, la reconstruction se concrétiserait plus vite, car la sécurité serait établie plus rapidement[41]. [Traduction]

Source : Auteur

Les radars anti-mortier légers (RAML), comme celui aperçu ici en 2010 dans le cadre de l'Op CLIFF, dans le Panjwayi oriental, ont aidé la batterie d'obusiers M-777 à exécuter des missions de tir contre les positions des mortiers et des lance-roquettes des insurgés. Des RAML factices ont été déployés par les Canadiens pour tromper les équipes de conduite du tir insurgées qui avaient reçu une formation de l'Armée pakistanaise et comprenaient les capacités des systèmes de détection.

Quatre jours après l'opération, les talibans commençaient à bombarder la FOB Ghundy Ghar avec leurs mortiers de 82 mm. Le même jour, des équipes d'insurgés munies de GPF attaquaient Ma'Sum Ghar. Au cours de la nuit, il y eut une attaque de roquettes de 107 mm. La Batterie X a détruit les mortiers avec des obus de 155 mm guidés par le système HALO de repérage par le son, tandis que les chars Leopard, occupant des positions d'attente, employaient des munitions HESH pour tuer les équipes d'insurgés munies de GPF[42]. Ces attaques ont été répétées les 1er et 2 septembre, mais l'intensité des tirs ennemis contre Ghundy Ghar a été beaucoup plus forte. Les patrouilles de l'escadron de reco, à l'extérieur de la Base, dérangeaient manifestement l'ennemi, et c'était sa façon de réagir. Le système HALO et le radar anti-mortier léger ont servi à repérer les positions des mortiers ennemis, qui ont ensuite été prises à partie et détruites avec des tirs de 155 mm et un appui aérien rapproché dirigé par les contrôleurs interarmées de la finale de l'attaque accompagnant l'escadron de reco[43].

Les premières semaines étaient pénibles pour le GT 3 R22eR. Trois de ses membres ayant été tués et plus d'une dizaine d'autres, blessés, en si peu de temps, on s'attendait à des manifestations massives dans les rues de Québec de la part de protestataires qui auraient exigé le retrait du Canada de l'Afghanistan. Cela ne s'est pas produit, et les experts avaient

eu tort. Les Québécois n'étaient pas le maillon faible, contrairement à ce que certains pensaient. Ce maillon faible se trouvait ailleurs. Les combats avaient repris dans le Zharey, mais sans agents de police pour tenir les positions dans le district, on n'avait l'impression de s'adonner simplement à des tâches courantes, sans véritables résultats.

L'Op GARRANDAY ZMARAY, en août et septembre 2007

Afin de déplacer le GT canadien ailleurs, il fallait que les Afghans se rendent maîtres du district de Zharey. Pour cela, il fallait coordonner les actions de l'Armée et de la police afghanes et mettre à contribution le gouverneur et la structure d'influence de Kandahar, ce qui nécessitait du temps, évidemment. Le concept d'opération initial de GARRANDAY ZMARAY consistait à recouvrer la maîtrise du district grâce à un réseau de postes fortifiés d'où émanerait un état de sécurité. Soulignons qu'il ne s'agissait pas là d'une approche nouvelle, car la force opérationnelle précédente avait commencé à l'appliquer, mais elle avait été entravée par le manque d'agents de police efficaces et dûment formés, et les acteurs de la gouvernance au niveau du district avaient gêné ses efforts.

Le plan GARRANDAY ZMARAY n'était pas entièrement canadien. En août, le gouverneur Asadullah Khalid a dessiné sur une serviette de table un réseau de 16 postes de contrôle de la police, au cours d'une réunion sur la sécurité. Le croquis a circulé d'un participant à l'autre et il a été raffiné par la police. Quand il a été remis à l'Armée afghane, le Lcol Sherin Shah a ajouté 15 autres postes de contrôle possibles au diagramme, le long de l'itinéraire LANGLEY. Le général Saqib, chef de la police provinciale, estimait qu'il fallait isoler Nahlgam, et cet élément a lui aussi été ajouté au plan. Les planificateurs de la FO Kandahar ont étudié les fruits de cette réunion, ils les ont rationalisés et ils ont présenté le résultat final aux Afghans, le 22 août[44].

L'idée consistait dès lors à établir progressivement six postes fortifiés (voir la figure 2-3), en commençant par Ghundy Ghar, récemment repris à l'ennemi, puis à alterner entre la Route nº 1 et l'intérieur du district[45]. En théorie, ces mesures devaient éloigner l'ennemi de la Route nº 1, réduire la corruption au sein de la police le long de cette route et établir des liens de confiance avec la population. Plus tard, on a étendu la portée de l'Op GARRANDAY ZMARAY pour inclure une série progressive de postes fortifiés qui devait relier Bazaar-e Panjawi à Mushan. À mesure que le plan a évolué jusqu'au début de l'automne encore une fois, l'idée de construire une route asphaltée qui relierait Bazaar-e Panjwayi à Mushan, puis qui franchirait la rivière Arghandab et virerait vers le nord jusqu'à la Route nº 1 près de Ghundy Ghar a pris forme dans l'état-major de planification. Le concept qui visait à isoler le bastion insurgé de Nahlgam en l'encerclant était un des fondements de la planification, mais un autre résidait dans la possibilité de stimuler l'économie en améliorant l'accès aux marchés en dehors du district[46].

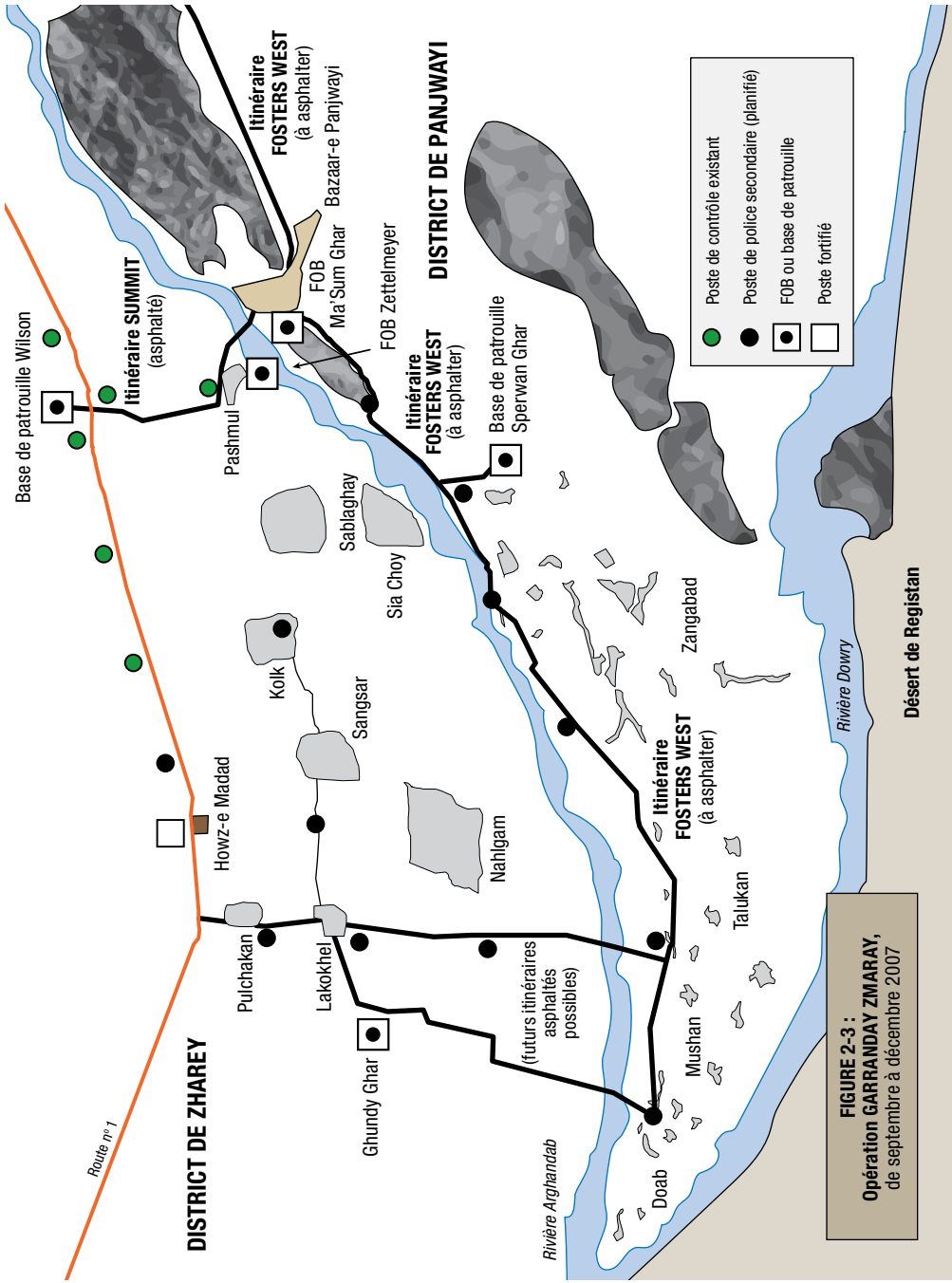


FIGURE 2-3 :
Opération GARRANDAY ZMARAY,
de septembre à décembre 2007

Figure 2-3 : Opération GARRANDY ZMARAY, de septembre à décembre 2007

Il s'agissait maintenant de savoir qui, exactement, occuperait ces postes fortifiés. Quand l'ELMO a posé la question au 3e Kandak, les Afghans n'ont pas aimé l'idée d'occuper une infrastructure défensive avec un seul kandak dans deux districts. Il a fallu travailler fort pour persuader les chefs de l'Armée afghane d'envoyer une compagnie à Howz-e Madad[47]. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, la situation de la police afghane était chaotique. Les États-Unis sont finalement intervenus et ont élaboré une réponse par suite de l'échec des Allemands, après les réunions tenues à Dubai pendant l'été. Le soutien fourni à la police de Kandahar était en quelque sorte une « tour de Babel » que la FO Kandahar devait manœuvrer. Afin d'obtenir le personnel formé nécessaire à l'Op GARRANDAY ZMARAY, la FO Kandahar a dû traiter avec une gamme enchevêtrée d'organismes de soutien de la police appartenant aux forces coalisées : la Police européenne, le Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A) des É.-U., DynCorp et plusieurs forces de police afghanes. Il fallait donc rassembler puis coordonner un éventail de ressources de la FO Kandahar : la police civile canadienne et l'équipe spécialisée du Génie (ESG) au sein de l'ERP, le CICP au Palais, la Compagnie de police militaire du Maj Michel Zybala, et Jon Davison du MAECI.

Les principaux acteurs qui compliquaient les choses? Les équipes de mentorat de la police (EMP) et les mentors provinciaux. Les premiers se composaient de membres de l'infanterie de la Garde nationale de l'Armée des É.-U. et de policiers militaires devenus mentors de la police. C'était une tentative improvisée faite par le CTCS-A pour créer une entité s'apparentant à une équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP). Les agents de DynCorp, par exemple, ne pouvaient pas quitter leur base d'entraînement à cause des restrictions imposées par leur police d'assurance-vie, et les É.-U. n'arrivaient pas à régler une multitude de questions complexes de financement. La police civile canadienne, relevant de l'ERP, voulait encadrer les Afghans sur le terrain, mais Ottawa limitait leurs activités « en dehors du périmètre » pour réduire les risques. Les EMP devaient se charger de cette activité, mais elles étaient mobiles et rentraient à leur base le soir venu, et elles ne vivaient pas avec les Afghans comme le faisaient les membres des ELMO. En outre, les mentors étasuniens de la police ne constituaient pas une ressource de la FIAS : ils relevaient de l'Op ENDURING FREEDOM. Les EMP à Kandahar, en 2007, n'hésitaient pas à jeter ce fait à la figure des commandants canadiens quand des questions de coordination se posaient. Dans certains cas, des mentors sont allés en mission avec des forces spéciales étasuniennes, à la recherche d'« action », en se faisant accompagner de leur police afghane pour donner un « visage afghan » à leur intervention. Le mentor provincial en chef ne pensait pas que le mentorat statique de la police à l'appui du réseau statique des PPS représentait la solution à adopter, car à son avis c'était ainsi que les Français avaient perdu l'Indochine. La question de savoir si la police afghane devait prendre la forme d'une gendarmerie, d'une milice ou d'un service de policiers de quartier n'avait pas encore été tirée au clair[48].

Source : Auteur

L'Op GARRANDAY ZMARAY [Avenir meilleur] a permis d'établir une chaîne de PPS dans le district de Zharey. En raison de la situation instable, ces postes étaient en fait des petits forts dotés par des agents de police afghans et soldats canadiens fragilement reliés entre eux par un réseau routier vulnérable. La photo montre le poste de Kolk, où de nombreux engagements avec armes légères ont eu lieu en 2007 et 2008.

En gros, tout agent de police afghan affecté à un poste fortifié dans le Zharey et le Panjwayi devait être encadré sur place. Les EMP suivaient leur propre programme ailleurs. Le centre d'instruction régional n'amenait les agents de police afghans que jusqu'à un certain point de leur entraînement. Il leur fallait aussi un entraînement à la survie de combat. Personne ne semblait avoir les ressources voulues pour le leur fournir. La solution résidait dans l'ELMOP. La FO Kandahar a examiné ses ressources internes. Il y avait un peloton de la police militaire au niveau de l'ERP, mais à la lumière de la rotation précédente, il était clair que la police civile canadienne voulait gérer ses propres activités dans la ville et, de toute façon, les planificateurs de la FO Kandahar pensaient que ce peloton servait uniquement à fournir une escorte armée à la police civile canadienne. Il y avait même une section de la police militaire du GT. Selon le Bgén Laroche, il y avait beaucoup trop de policiers militaires occupés à donner des contraventions pour vitesse excessive à l'aérodrome de Kandahar (KAF). À la fin d'août, six équipes mobiles de sept mentors chacune ont été formées à même ces ressources et elles ont été confiées à l'ELMO pour ce qui était de

l'administration et du commandement, étant entendu qu'elles travailleraient aux côtés de la police afghane dans les bases de police nouvellement créées. Le Maj Louis Lapointe a finalement été chargé de commander la première ELMOP, mise sur pied le 6 septembre[49].

Le financement pour la construction de ces postes posait des problèmes. La FO Kandahar pouvait puiser dans les ressources des sapeurs de combat et du Génie construction pour les ériger, mais il y avait des coûts matériels, car les bases devaient être défendables et non de simples « kiosques de police », comme en 2007. L'ACDI était incapable de fournir des fonds; il a donc incombé à Jon Davison de puiser dans le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales du MAECI. Ce ministère s'abstenait d'affecter des fonds à la création de postes militaires fortifiés, mais il acceptait de financer des postes de police. À partir de ce moment-là, les postes fortifiés sont devenus des « postes de police secondaires ». Ces derniers étaient en fait des mini-forts entourés de murs et comportant des fils barbelés en abondance et des positions d'attente pour des véhicules blindés[50].

Les planificateurs de l'Op GARRANDAY ZMARAY en examinaient les étapes pendant que tous les acteurs fournissant un appui étaient rassemblés. La première étape visait à acquérir le contrôle de la Route n° 1 et à montrer à la population que la corruption au sein de la police ne serait plus tolérée. Par exemple, des rapports se sont fait jour selon lesquels la police du Col Akka qui travaillait de concert avec les troupes canadiennes aux postes de contrôle routiers disait régulièrement aux citoyens que les Canadiens les abattraient s'ils ne donnaient pas de l'argent à la police. Les Afghans étaient perplexes : comment ces Canadiens souriants pouvaient-ils être aussi cruels et méchants? Bien sûr, l'extorsion se faisait en pachto, de sorte que les Canadiens en ignoraient même l'existence[51]. De toute évidence, il fallait mettre fin à cette pratique, car elle réduisait encore plus le peu de légitimité que le gouvernement avait encore.

Un poste fortifié, et non un PPS, serait construit à Howz-e Madad et doté en personnel par l'Armée nationale afghane et l'ELMO. Il fallait convaincre Habibullah Jan de retirer ses postes de contrôle à Senjaray et, finalement, le Col Akka devait être démis de ses fonctions de chef de police du district. C'était là les conditions préalables à remplir pour que l'opération soit exécutée à l'intérieur du district de Zharey.

Le GT 3 R22eR a monté une opération préparatoire appelée BALYE DEWEY [Bougie allumée], le 23 septembre. Le but sous-jacent de l'opération consistait à montrer que les armées et la police canadiennes et afghanes pouvaient fonctionner dans le secteur de Senjaray, exécuter un bouclage et des fouilles et y établir un poste de contrôle légitime de la police pour remplacer les postes d'Habibullah Jan. Aux petites heures, le 3 septembre, la Compagnie B, commandée par le Maj Abboud et accompagnée par la 3e Compagnie du 3e Kandak et de ses mentors de l'ELMO, exécutait une insertion nocturne débarquée. Appliquant un plan de déception en vertu duquel la Batterie X a lancé des obus éclairants

au nord-ouest des enceintes visées, pendant que les Afghans et l'ELMO entraient dans Makuan, un village adjacent au secteur visé, la Compagnie B s'est infiltrée pour établir le cordon de bouclage; ensuite, la 3e Compagnie a subitement viré vers l'est pour entrer dans Makuan et y procéder à des fouilles; la police qui accompagnait l'Armée afghane s'est chargée de ces dernières. L'Op BALYE DEWEY n'a révélé la présence d'aucune activité ennemie, mais le message était envoyé à Habibullah Jan, qui l'a bien reçu[52].

Les deux premières nouvelles positions ont été aménagées le 9 septembre. L'Op KHAIR KHOWHAI [Maintenir la bonne volonté] faisait intervenir un détachement spécial de dégagement des itinéraires composé d'un char Leopard muni de rouleaux et du seul EBG Badger opérationnel, qui précédait deux pelotons d'infanterie de l'Escadron B, un peloton de chars, deux pelotons afghans et des mentors de l'ELMO au sud de la Route no 1 en direction de Lakokhel. La première position a été établie sans grand contact avec l'ennemi. Le TUAV Sperwer et la Batterie X, travaillant de concert, ont activement cherché des cibles, dont l'une a été prise à partie avec dix obus brisants. L'ennemi a tiré des GPF et des obus de mortier de 82 mm contre le second poste de contrôle à Lakokhel. Les chars Leopard ont tiré des obus HESH, et un avion A-10 a survolé la région à la recherche de cibles. Parallèlement, la Compagnie C envoyait un peloton dans un VBL III avec deux troupes de chars provenant de l'Escadron C du Maj Trevor Gosselin, au sud de la Route no 1, mais plus à l'ouest afin de réapprovisionner Ghundy Ghar. Ce mouvement a eu lieu sans incident. La police afghane et son ELMOP attitrée n'était pas censées arriver avant le 13 septembre, date où les sapeurs du 53e Escadron devaient avoir terminé la construction des PPS[53].

L'ennemi n'aimait pas ces incursions sur son territoire; pendant plusieurs jours, il y a eu de nombreux contacts provoqués par des « tirs à la dérobée » dans le district de Zharey. En une seule journée, diverses installations de la coalition et des forces afghanes ont subi trois attaques avec armes légères, une attaque au mortier et des tirs de GPF. Le poste fortifié de Howz-e Madad a essuyé des tirs nourris. La plupart de ces attaques se sont produites au nord des nouveaux PPS, le long de leurs itinéraires de ravitaillement menant à la Route no 1. En même temps, une pluie de roquettes était lancée contre la FOB Ma'Sum Ghar[54].

La riposte a pris le nom d'Op LOY THUNDER, menée par l'Armée nationale afghane. De nuit, la 3e Compagnie du 3e Kandak, bénéficiant d'un écran créé par un peloton de la Compagnie Weapons et appuyée par un peloton canadien de la Compagnie C, a balayé le secteur entre la FOB Ma'Sum Ghar et Pashmul. Aspect important, un TUAV Sperwer est venu appuyer l'opération et il était contrôlé par l'ELMO, à son poste de commandement, par l'intermédiaire d'un officier de liaison avec la cellule des TUAV. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, mais l'opération a montré que le 3e Kandak avait ce qu'il fallait pour fonctionner en autonomie au niveau des compagnies. La 1re Compagnie du même kandak, qui occupait le poste fortifié à Howz-e Madad, a repoussé une autre tentative d'attaque ennemie et tué deux insurgés[55].

L'affaire concernant le Col Akka a abouti à la fin de septembre, mais il a fallu une réunion avec le gouverneur pour que les choses se mettent à bouger dans ce dossier. Khalid s'est fait dire qu'il « existe un manque de coopération et de confiance entre la police afghane et les FC dans le Zharey. Cette situation est directement liée au manque de volonté perçu de la part du Col Akka d'appuyer nos opérations […] et parce qu'il profite manifestement de son poste au détriment de ses forces[56] » [Traduction]. Il semble que le Conseil provincial « se soit occupé du problème » [Traduction], et Khalid a confirmé qu'Akka serait démis de ses fonctions[57]. Cependant, le général Saqib s'est opposé au renvoi d'Akka en déclarant que ce dernier avait tout simplement été mal compris, qu'il ne serait pas congédié et qu'il serait muté dans un poste administratif tranquille au quartier général de la Police nationale afghane. Les signataires de la lettre de renvoi d'Akka ont blâmé les Canadiens pour ce résultat, et il y a été précisé que le renvoi avait été ordonné en dépit des protestations de la police afghane et du gouverneur lui-même[58]. Avec le temps, Akka a cultivé une relation avec les mentors de la police étasuniens. Il s'est ensuite servi de cette relation pour creuser un fossé entre les équipes étasuniennes de mentorat de la police et les forces canadiennes[59]. Tandis que le processus de renvoi d'Akka se poursuivait, les EMP « ont fait une descente » dans le Zharey, dans le camp des personnes déplacées « qui avait le soutien » [Traduction] du Col Akka, et elles ont confisqué les uniformes et les armes des agents légitimes de la police afghane qui protégeaient le camp. Ces équipes ont publiquement humilié la police devant la population du camp[60]. Il n'a fallu que quelques heures aux chefs de la police à Kandahar pour exprimer de vives protestations, et le CICP a blâmé les Canadiens d'avoir harcelé la police du Zharey. Il était évident, aux yeux des observateurs de l'extérieur, que l'Équipe étasunienne de mentorat de la police avait été manipulée dans ce contexte, et l'incident a gravement mis en lumière les dangers inhérents, à tous les niveaux, à la présence non coordonnée de forces dénuée de conscience politique dans l'espace de bataille du Canada[61].

Sous la surface, toutefois, se trouvaient trois éléments intéressants. Tout d'abord, le commandant de la police du camp de personnes déplacées avait, dans le passé, arrêté un parent d'Akka qui avait posé des EEI. Les actions d'Akka lui ont servi de revanche. En deuxième lieu, il était évident que la relation d'Akka avec Ahmad Wali Karzai a incité la structure d'influence de Kandahar à adoucir le coup, si l'on peut dire, en blâmant le Canada pour son renvoi. Encore une fois, les problèmes et les incidents de ce genre ont eu un effet cumulatif sur le district de Zharey au cours des années et ont attisé la méfiance à tel point qu'aucun projet administré par l'ERP n'aurait pu la dissiper. Troisièmement, le Col Akka a finalement été muté dans le district de Dand dans le poste de chef de la police, et non dans un poste administratif, juste au moment où les insurgés ont commencé à faire problème dans ce district, au début de 2008. Soulignons que le Dand était une région où

s'étendaient des terres par où la route de contournement de la ville de Kandahar devait passer. Des personnes nourrissant certains intérêts voulaient de toute évidence avoir leur homme sur le terrain quand il allait falloir s'approprier les bons terrains aux fins du projet[62].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en août et septembre 2007

L'Op GARRANDAY ZMARAY s'est déroulée dans le district de Panjwayi parallèlement aux opérations menées dans le Zharey. À leur arrivée dans le district en août, la Compagnie C du Maj Robichaud et les équipes de la COCIM de l'ERP se sont heurtées à des problèmes de crédibilité auprès des personnes d'influence dans le district. Le chef de police du district, Bismillah Jan, s'est dit outré par la riposte du Canada – ou l'absence de celle-ci – quand les postes de contrôle n^{os} 5 et 10 ont été attaqués le 7 août. Jan avait été « très fâché quand il a vu que les Canadiens n'avaient envoyé leur aide que pour évacuer les policiers afghans blessés et non pour prendre part au combat » [Traduction]. Il a fait état de neuf morts et de trois blessés, sans compter un certain nombre d'agents manquant à l'appel[63].

L'autre problème concernait l'absence continue d'un dédommagement pour les terres expropriées et le détournement de l'eau dû à la construction des itinéraires Brown et Dwyer, près de la base de patrouille de Sperwan Ghar. Les habitants de l'endroit ont vu qu'un dédommagement avait été accordé dans le Zharey par suite de la construction de l'itinéraire Summit et ils voulaient la même chose dans le Panjwayi. La choura a fait pression sur l'ERP pour qu'elle amène le gouverneur à interrompre la construction jusqu'à ce qu'un dédommagement acceptable aux yeux de toutes les parties puisse être négocié. Quand les membres de la choura se sont réunis avec le gouverneur, « il leur a dit qu'ils n'obtiendraient pas d'argent de sa part et il leur a ordonné de sortir " leurs sales visages " de son bureau immédiatement » [Traduction]. Les membres de la choura ont dit aux équipes canadiennes de la COCIM que le gouverneur « avait violé la règle d'or exigeant, selon leur culture, le respect des anciens [et qu']ils voulaient le voir démis de ses fonctions et remplacé[64] » [Traduction]. Haji Agha Lalai Dastagiri a appuyé les anciens du district tant publiquement qu'en privé dans cette affaire.

Le manque de leadership dans le district et la piètre qualité des chefs provinciaux faisaient problème. Comme l'assassinat de Khairuddin avait créé un vide dans le Zharey, Asadullah Khalid y a muté Niaz Mohammed Sarhadi depuis le Panjwayi et il a planifié de faire de même avec le chef de police, Bismillah Khan[65]. À ce moment-là, trois agents de police afghans ont été enlevés dans le Panjwayi oriental; les talibans les ont ensuite emmenés à Nakhonay, ils les ont exécutés publiquement et ont ensuite jeté les corps à Chalghowr. Quand les habitants de l'endroit ont appelé la police du district, l'unité qui a répondu est tombée dans une embuscade, et plusieurs agents ont alors été blessés[66].

En fait, les habitants étaient en colère contre le gouvernement provincial qui ne se comportait pas convenablement sur les plans social et financier; ils croyaient que les Canadiens étaient incapables ou qu'ils refusaient de négocier des solutions en leur nom, et la police était fâchée contre les Canadiens, car ils ne lui prêtaient pas main-forte quand elle était en détresse.

Entre-temps, le GT et l'ESN étaient préoccupés par la partie est de l'itinéraire Fosters. Afin de perturber l'activité ennemie au sud de la route et de préserver la liberté de mouvement, le GT 3 R22eR a lancé l'Op SAMANDARY TOOFAN [Ouragan de paix] dans le secteur de Salehan-Mohajerin, le 4 septembre. Trois groupes d'enceintes communautaires ont été choisis et isolés par la Compagnie C et l'Escadron C, puis deux pelotons de l'Armée afghane non encadrés et un peloton de la police du Panjwayi les ont fouillés. Avec l'appui des équipes de la COCIM de l'ERP, des engagements des relais d'influence ont eu lieu pour recueillir des renseignements sur le secteur. Les unités canadiennes et afghanes ne se sont heurtées à aucun ennemi, et aucune arme n'a été trouvée[67].

Le manque d'information sur l'ennemi dans le Panjwayi et sur ses liens avec l'insurrection dans le Zharey, en particulier sur son système de commandement et de contrôle, était préoccupant; par conséquent, le GT et le CRTS ont conçu une opération de collecte du renseignement qui a été appelée SOLAH ARAME. En définitive, cette opération s'est transformée en un combat mobile qui a duré toute la journée le long de la partie ouest de l'itinéraire Fosters jusqu'à Zangabad. La Compagnie C, l'Escadron C et une troupe du Génie du 53e Escadron se sont déplacés vers l'ouest en suivant le lit de la rivière Arghandab et ont opéré une brèche près de Talukan. Les chenilles de deux chars se sont brisées, et ces derniers ont dû être récupérés, ce qui a retardé l'opération de trois heures. À 11 h 33, un VBL III a heurté un EEI, mais l'équipage s'en est sorti sain et sauf. Des obus de 82 mm ont commencé à tomber, mais les chars ont réussi à en neutraliser les sources avec des obus HESH de 105 mm. La force s'est dirigée vers l'est sur la route et, entre 11 h 35 et 18 h 30, elle a essuyé des tirs d'armes légères, de GPF et de mortier 18 fois sur une distance de trois kilomètres (voir la figure 2-4). Les Canadiens n'ont subi aucune perte, mais dans six cas, la force SOLAH ARAME a pu prendre à partie et détruire les ennemis embusqués. La force est rentrée sans autre incident à Ma'Sum Ghar à 19 h 30[68]. Les chefs ennemis dans le Panjwayi ne savaient pas au juste ce qui se passait. L'un d'eux, Haji Agha Lalik, a été repéré par des ressources ISTAR tandis qu'il circulait dans le secteur de Sperwan Ghar. La Compagnie C a voulu sortir pour le capturer, mais ses effectifs étaient déjà étirés à l'extrême, et elle n'a donc pas pu se faire[69].

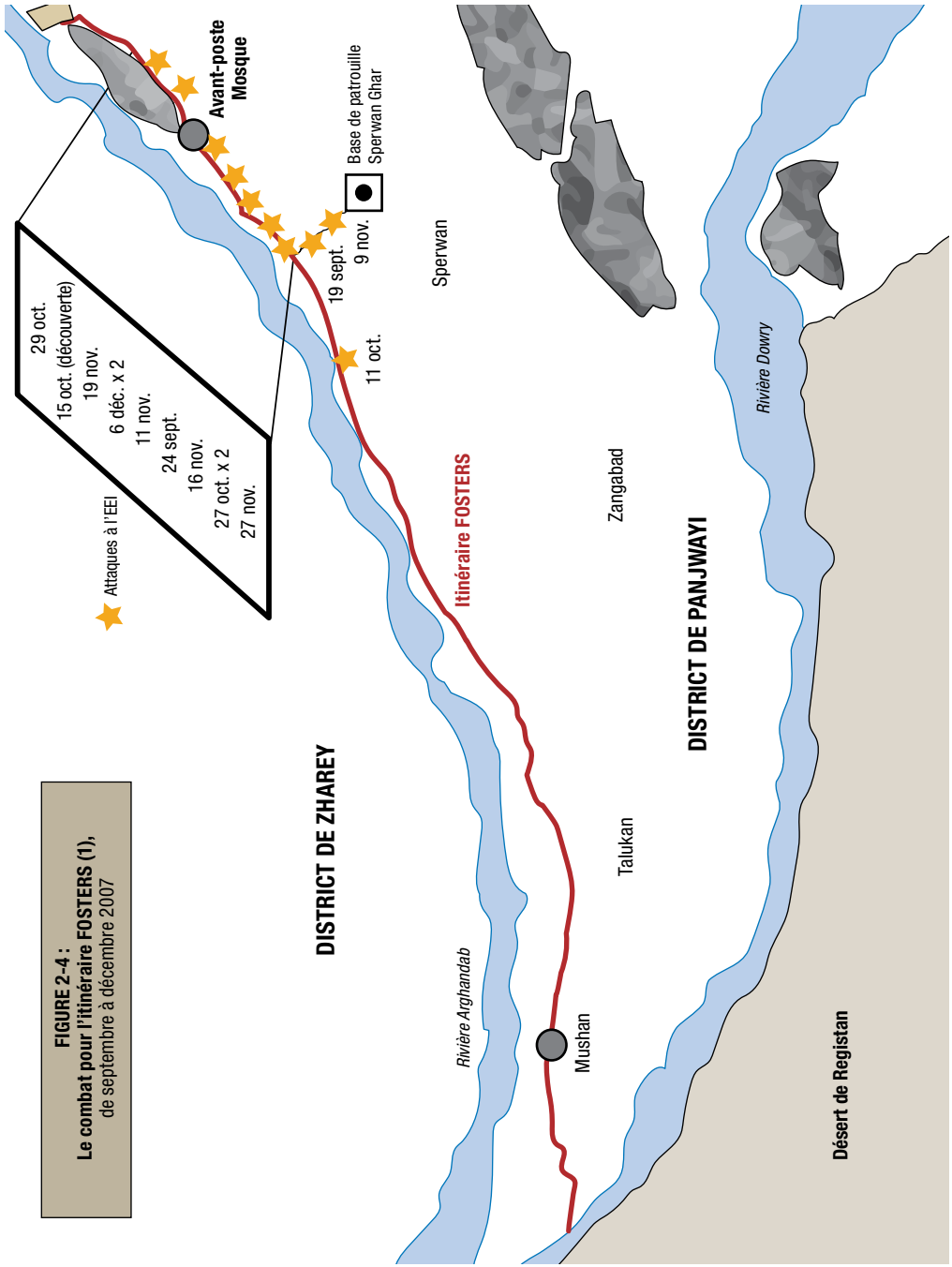


FIGURE 2-4 :
Le combat pour l'itinéraire FOSTERS (1),
de septembre à décembre 2007

Figure 2-4 : Le combat pour l'itinéraire Fosters (1), de septembre à décembre 2007

L'Op SOLAH ARAME a recueilli assez de données du renseignement pour permettre à l'Op SADIQ SARBAAZ [Soldat honnête] d'aller de l'avant le 24 septembre. Cette dernière visait l'aménagement d'un PPS sur un terrain déterminant le long du segment ouest de l'itinéraire Fosters, à huit kilomètres de la FOB Ma'Sum Ghar. Quand l'itinéraire a contourné le mont Ma'Sum Ghar, la route a décrit un coude, puis s'est rétrécie considérablement à proximité d'un lieu saint qui comprenait une mosquée établie sur des hauteurs. La brèche de trois kilomètres entre ce point de jonction et Zangabad franchissait aussi la rivière Arghandab : la localité de Sia Choy dans le district de Zharey se trouvait au nord. Il était essentiel d'établir là une présence de la coalition non seulement pour gêner les mouvements de l'ennemi cherchant à franchir la rivière, mais aussi pour que l'itinéraire reste ouvert jusqu'à l'itinéraire Brown et à la base de patrouille de Sperwan Ghar, puis vers l'ouest le long de l'itinéraire Fosters en direction de Zangabad, de Talukan et de Mushan. La Compagnie C et l'Escadron C, appuyés par une troupe de sapeurs et par deux pelotons de la Compagnie Weapons du 3e Kandak, se sont dirigés vers l'objectif JESTER en suivant deux axes : une partie de la force a suivi le lit de la rivière Arghandab, tandis que l'autre s'est déplacée sur le segment ouest de l'itinéraire Fosters. Les chars ont établi un obstacle sur la rivière, pendant que l'Armée afghane et les sapeurs dégageaient l'emplacement du PPS. Malheureusement, le véhicule du Maj Robichaud a heurté un EEI, et deux soldats ont été blessés. Plus loin le long du lit de la rivière, un char Leopard C2 s'est enlisé. Un véhicule blindé de dépannage de l'équipe de maintenance TANGO est venu pour l'en sortir. Pendant que l'équipe mobile faisait son travail, elle a été prise à partie par des GPF et des canons de 82 mm sans recul (mais des tirs de mortier ont aussi été signalés). Un obus de 82 mm a touché le véhicule blindé de dépannage, pénétré le blindage et tué le Cpl Nathan Hornburg du King's Own Calgary Regiment. Des GPF ont frappé le secteur et blessé cinq Canadiens en tout. Un des chars Leopard a repéré l'endroit d'où les tirs provenaient et a supprimé les équipes anti-chars ennemies avec des obus de 105 mm[70].

Après l'évacuation des morts et des blessés, l'aménagement de ce qui était désormais appelé « PPS Haji » s'est poursuivi, et le Maj Robichaud a tenu un engagement des relais d'influence avec les anciens et les mollahs de l'endroit. L'occupation du secteur par un PPS a provoqué les insurgés qui ont donc tendu une embuscade à une patrouille de la Compagnie C et blessé ainsi deux Canadiens. Les obusiers M-777 de la Batterie C ont exécuté des tirs d'appui pour aider le peloton à rompre le contact. Cette nuit-là, une équipe ennemie a essayé de poser des EEI dans le segment ouest de l'itinéraire Fosters, mais elle a accidentellement fait sauter un de ses propres engins : quatre des insurgés ont été blessés. Le PPS Haji a dès lors essuyé des tirs de mortier inefficaces, mais persistants. Occupant les hauteurs, la Compagnie C a demandé l'intervention de la Batterie X, et 12 obus de 155 mm

ont détruit les mortiers ennemis. L'ELMOP est arrivée avec la police afghane et elle a occupé ses positions : elles ont essuyé des tirs d'armes légères pendant leur déploiement. La police a riposté avec ses armes à son poste de contrôle et repoussé les ennemis embusqués[71]. De toute évidence, le PPS Haji constituait un endroit convoité, et il allait continuer d'en être ainsi.

Le Spin Boldak et l'escadron de reco

Le Spin Boldak est demeuré le « commandement perdu » pendant le reste de 2007 et jusqu'en 2008. Séparée géographiquement et psychologiquement de la ville de Kandahar, la FO Kandahar du Bgén Laroche avait encore la tâche de poursuivre l'Op SATYR NYX. Une fois de plus, des éléments de l'escadron de reco ont été chargés de cette mission. Bien que la FO 1-07 eût défini ce qui se passait dans le Spin Boldak en envisageant d'aider la force opérationnelle des Émirats arabes unis à s'y déployer, l'escadron de reco, dirigé par le Maj Pierre « Pete » Huet, a été obligé par l'évolution des circonstances politiques au Canada d'aller plus loin dans sa démarche.

Tout d'abord, le MAECI s'intéressait davantage au Spin Boldak, de sorte qu'il a exercé des pressions accrues sur le GT pour que celui-ci accroisse ses interventions à cet endroit. Cela se rapportait à divers programmes d'application de la loi visant à améliorer la sécurité à la frontière, des deux côtés de la ligne Durand. Deuxièmement, sur un plan connexe, il y avait le besoin stratégique de produire des taxes et, partant, des revenus pour le gouvernement afghan au moyen des postes frontaliers. En troisième lieu, l'ACDI avait de haute lutte enlevé à USAID le projet d'asphaltage de la Route n° 4 et s'était engagée à ce que cet itinéraire commercial régional vital demeure accessible et ouvert. Par conséquent, il était essentiel de pouvoir influer sensiblement sur l'état de la sécurité pour favoriser la réalisation de ces objectifs[72].

Le Maj Huet et ses troupes ont constaté qu'il y avait trop d'entités non coordonnées dans le Spin Boldak et que, dans bien des cas, elles travaillaient sans le vouloir les unes contre les autres. Il y avait la police frontalière afghane du Col Raziq (le Col Hakim Jan de Kandahar était chargé de la Police nationale afghane régulière); une compagnie de reconnaissance de l'Armée nationale afghane; les vestiges de l'ancienne Police routière nationale afghane, et la Direction nationale de la sécurité. Une équipe de formation intégrée (ETT) des É.-U. travaillait avec la Police frontalière, tandis que DynCorp encadrait le quartier général de la Police frontalière[73]. En fait, la simple obtention de l'espace nécessaire à une FOB était problématique, car le mentor étasunien de la police provinciale revendiquait le terrain de la FOB comme appartenant aux États-Unis, ce qui a mené à des querelles juvéniles quant à savoir qui pouvait s'établir à tel ou tel endroit.

Source : Auteur

L'escadron de reco dans le Spin Boldak a conçu et mis en œuvre un important outil de développement organisationnel : le Centre interarmées de coordination du district. Ce Centre a réuni toutes les diverses entités qui s'occupaient de la sécurité dans le district, de manière qu'elles pussent se partager les renseignements. Cette idée a été adoptée ailleurs dans la zone d'opérations du Canada. La photo montre le Col Abdul Raziq, principale personne d'influence dans le Spin Boldak, en seconde place à partir de la droite.

Le Maj Huet et son état-major ont examiné la situation. Ils connaissaient le CICP à Kandahar et le Centre interarmées de coordination régional pour le Sud de l'Afghanistan. Pourquoi une organisation semblable ne pouvait-elle pas fonctionner au niveau du district dans le Spin Boldak? Il en est résulté le Centre interarmées de coordination du district (CICD). Le Maj Huet et son équipe ont approfondi l'idée : pourquoi ne pas créer un poste d'officier de service muni d'un téléphone, faire venir des équipes des OPPSY pour distribuer des feuillets, et établir une ligne téléphonique d'urgence s'apparentant au service 911? Parallèlement, pourquoi ne pas mettre sur pied une FRR interarmées, une équipe mixte de l'Armée et de la Police? C'est exactement ce que l'escadron de reco a fait entre août et octobre 2007. Il n'a pas été facile de réunir dans une seule pièce toutes les entités s'occupant de la sécurité dans le Spin Boldak, mais cela a été fait grâce au jeu des personnalités plus qu'au moyen de n'importe quel autre facteur. Les équipes d'OPPSY canadiennes sont venues et ont distribué des fiches et des feuillets sur lesquels figurait le numéro de la ligne d'urgence, laquelle a immédiatement été utilisée par les citoyens qui avaient de multiples renseignements à verser dans le système au sujet d'activités suspectes[74].

L'escadron de reco essayait en outre d'établir des relations avec les forces de sécurité à la frontière pakistanaise. Il y avait de grandes attentes à l'égard des réunions dites « des drapeaux frontaliers », mais ces attentes devaient être gérées, surtout après que les commandants pakistanais eurent insulté leurs homologues afghans. Peu a été accompli. Cela dit, quand une patrouille de véhicules Coyote de l'escadron de reco a franchi la ligne Durand par suite d'une erreur de navigation, les intervenants ont réglé la question sur place en prenant le thé au lieu de créer un incident international d'envergure[75].

L'ERP a aussi dépêché un agent de la COCIM, en la personne du Capt Steve Winter, pour maintenir la connaissance de la situation en matière de développement. À Spin Boldak, les accusations habituelles de corruption fusaient de part et d'autre entre les Achakzais et les Noorzais. Il s'avéra que la majorité des membres de l'Assemblée de développement du district et même des membres de la choura du district vivaient de l'autre côté de la frontière, au Pakistan; cet état de choses minait totalement la légitimité du chef de district et du « gouvernement » aux yeux de la population. Beaucoup percevaient le Col Raziq comme étant plus légitime que les représentants élus ou nommés[76].

Les problèmes constants liés à la contrebande à Spin Boldak et dans ses environs ont tourmenté les forces de sécurité pendant toute cette rotation. En gros, la police frontalière de Raziq a déployé à la frontière une longue ligne de postes d'observation qui s'étirait à l'est et à l'ouest de Spin Boldak jusque dans les régions rurales. Le principal poste frontalier, appelé « Porte de l'amitié », était situé en plein milieu de tous ces postes, dans le secteur construit du Spin Boldak. L'ennemi disposait de trois moyens de déjouer les mesures de sécurité : il pouvait contourner le flanc du réseau et passer par le district montagneux de Maruf ou par les étendues arides du désert du Reg, ou encore se cacher dans certains des milliers de camions qui franchissaient la Porte de l'amitié. Il pouvait même combiner ces moyens en acheminant les armes d'une façon et en faisant passer ses effectifs par une autre. Ces derniers allaient ensuite récupérer les armes dans les districts entourant la ville de Kandahar[77].

En général, les meilleures interventions que l'escadron de reco pouvait exécuter consistaient à aider les forces de sécurité à gêner au maximum l'acheminement de la contrebande des insurgés et les déplacements de ces derniers. Les forces d'opérations spéciales tendaient à opérer dans le Maruf et le désert du Reg, mais elles le faisaient d'une façon relativement peu coordonnée avec les forces de Spin Boldak. L'escadron de reco concentrait donc ses efforts sur la Route nº 4, sur Spin Boldak et sur les postes d'observation des flancs.

La principale menace pesant sur les Canadiens œuvrant à Spin Boldak provenait de deux sources. D'abord, la Route nº 4 n'était pas encore asphaltée, six mois après le début du projet, même si des dignitaires provinciaux avaient lancé ce dernier publiquement en avril 2007 et l'avaient financé avec des fonds canadiens. Une route non asphaltée était plus vulnérable aux EEI. En second lieu, de fréquents attentats étaient perpétrés

par des bombes humaines contre le Col Raziq, ce qui était dangereux pour quiconque l'entourait. Entre septembre et novembre 2007, quatre attentats-suicides ont eu lieu à son encontre, et il a même capturé un cinquième assassin avant qu'il fasse exploser son engin. Le 13 octobre, une attaque a causé de graves pertes. L'escadron de reco s'est amené sur les lieux, les a sécurisés et a organisé l'évacuation sanitaire. L'hôpital de rôle 3 de l'UMM au KAF faisait face à des pertes massives. Une équipe de deux médecins et de six assistants médicaux se sont rendus sur les lieux de la tragédie à bord d'hélicoptères CH-47 pour prendre 21 blessés. Quand les hélicoptères retournaient et se posaient près de l'hôpital, les blessés faisaient l'objet d'un triage et ils étaient ensuite amenés dans une salle d'opération presque comme s'il s'était agi d'une chaîne de montage. Heureusement, la vie de tous les blessés a été sauvée. Comme d'habitude, personne n'a su exactement si l'attentat avait été le fait des talibans cherchant à tuer Raziq, ou si cela avait été l'œuvre de rivaux tribaux se servant de contacts talibans pour accomplir leurs méfaits incognito[78].

L'escadron de reco a continué d'ajouter aux connaissances que la FO Kandahar possédait sur la région, en exécutant des patrouilles fréquentes et en dressant des cartes plus précises de la région frontalière. En fin de compte, une décision a été prise par des commandements autres que la FO Kandahar d'installer des détecteurs autonomes au sol à des endroits choisis. Dans certains cas, l'escadron de reco a escorté ceux qui étaient chargés de ce travail. Le « commandement perdu » a poursuivi ses opérations pendant tout l'automne et tout l'hiver de 2007.

Le Ghorak encore une fois

Le maintien du poste de police du quartier général du district de Ghorak, pendant la deuxième moitié de 2007, était problématique. Personne ne voulait vraiment garder des forces dans le Ghorak supérieur, sauf le gouverneur. La police prétendait ne pas disposer des ressources requises, et l'Armée afghane qu'elle ne pouvait pas ravitailler ce poste éloigné. Naturellement, l'une et l'autre se tournaient vers la FO Kandahar pour régler le problème. Étant donné les circonstances, la 1re Brigade de l'Armée afghane a été obligée de garder une compagnie dans le Ghorak, et la FO Kandahar a ordonné à l'ELMO de maintenir une équipe au centre de district de Ghorak et de la munir d'un véhicule RG-31, d'un VBL III et d'un contrôleur avancé d'attaques interarmées.

Le Ghorak était le théâtre d'un autre « commandement perdu ». Il y avait là une compagnie d'infanterie afghane comptant 65 hommes et un détachement canadien d'une dizaine de soldats qui n'avaient pas grand-chose à faire. Les contacts avec l'ennemi étaient rarissimes, sauf qu'une roquette était parfois lancée sur le centre de district. On ne savait même pas précisément si ces engins étaient lancés par des combattants talibans ou par des contrebandiers contrariés par la présence gouvernementale. Selon la qualité des troupes

afghanes, des patrouilles embarquées et débarquées étaient exécutées, et des postes de contrôle étaient établis. L'influence canadienne a aussi aidé les commandants de la compagnie afghane à participer à une activité de COCIM de bas niveau. Dans un cas, les troupes afghanes ont travaillé avec les habitants de l'endroit pour réparer un ouvrage d'irrigation. Cette situation a continué d'août à novembre. Les commandants afghans n'aimaient pas que toute une compagnie perde son temps à faire ce qui incombait à la police selon eux, et ils voulaient que la compagnie soit redéployée dans le Zharey ou le Panjwayi. En effet, les troupes qui s'ennuyaient s'attiraient des ennuis dans le Ghorak et commençaient à avoir des rapports avec les trafiquants de drogue locaux, mais le gouverneur insistait pour qu'elles restent dans le désolé Ghorak supérieur, ce qu'elles ont fait jusqu'à une date avancée au début de 2008[79].

Nouveaux équipements, nouvelles capacités

En 2006, le déploiement de chars Leopard C-2 remis en état et datant des années 1970 a été une mesure provisoire perçue comme telle au Quartier général de l'Armée canadienne à Ottawa, jusqu'à ce que des véhicules plus convenables puissent être achetés. Heureusement, la guerre froide ayant pris fin depuis longtemps, il y avait de grandes quantités de véhicules de combat blindés qui appartenaient à divers pays de l'OTAN et qui étaient entreposés un peu partout en Europe. Malheureusement, aucun de ces pays n'a pu être convaincu de les donner au Canada, pas même le petit nombre nécessaire. C'était là quelque chose de particulièrement exaspérant. Dans les années 1950, certains de ces pays avaient reçu gratuitement du Canada des stocks de matériels pouvant équiper toute une division, quand ils reconstruisaient leurs armées et leurs forces aériennes après la Seconde Guerre mondiale. Des forces canadiennes les avaient défendus pendant la guerre froide et maintenant, aucun d'eux n'était disposé à céder 20 chars sans des négociations prolongées, sans contrat et sans d'autres entraves bureaucratiques. Certains de ces pays n'avaient aucune force armée en déploiement près de Kandahar, encore moins dans le district de Zharey.

L'Armée de terre poursuivait des débats doctrinaux sur l'acquisition du système blindé Stryker avec canon mobile et elle menait des expériences avec un système de missile ADATS monté sur le châssis d'un VBL pour faire de ce dernier un véhicule anti-char. Le chef d'état-major de l'Armée de terre croyait qu'aucun de ces systèmes ne répondait aux exigences de l'environnement afghan, où il fallait mettre l'accent sur la protection et les tirs directs. Le Canada a envoyé des demandes d'intérêt aux États-Unis, à la France, au Royaume-Uni et à l'Allemagne en vue de se procurer des chars pour remplacer ses vieux chars Leopard. Aucune réponse n'a été reçue des Britanniques ou des Français. Quand l'Armée canadienne s'est intéressée à l'acquisition de chars M1-A2 Abrams, les États-Unis ont refusé de lui en vendre[80].

Des communications personnelles directes entre le Lgén Leslie et le Lgén Hans-Otto Budde de l'Armée allemande ont ouvert la porte à l'attaché militaire canadien à Berlin, le Col Tony Battista, qui a joué un rôle important dans les négociations[81]. En fin de compte, le constructeur Krauss-Maffei Wegmann a accepté de louer 20 chars Leopard 2A6M et quelques véhicules blindés de dépannage Leopard 2 au Canada pour qu'il s'en serve en Afghanistan. L'A6M était un char Leopard 2 spécialement modifié pour résister aux mines. Dix-neuf de ces véhicules ont été envoyés en Afghanistan en 2007. Avec son canon de 120 mm, son viseur de poursuite et de destruction panoramique, sa capacité de combat nocturne et sa vitesse, ce char de 70 tonnes apportait une puissance de feu de précision comme il en fallait dans les districts. Des obus à mitraille de 120 mm ont aussi été acquis pour les combats rapprochés. Pendant un certain temps, les chars ont été munis de mitrailleuses MG-3 allemandes (surnommées « dépouilleuses d'os » par les cavaliers, à cause de leur cadence de tir élevée), mais celles-ci ont plus tard été remplacées par des armes C-6 et C-9 canadiennes. Les quartiers de l'escadron de chars à Ma'Sum Ghar affichaient maintenant fièrement un nouvel écriteau disant : « Réservé aux panzers : Tout violateur sera anéanti. » [Traduction]

Source : Auteur

Le char Leopard 2 A6M perfectionné, rapide et meurtrier, avec son canon précis de 120 mm, son viseur de poursuite et de destruction et ses obus à mitraille, a été spécialement modifié pour fonctionner dans un environnement truffé d'EEI. Ces véhicules se sont avérés des multiplicateurs de force essentiels au cours des opérations embarquées dans les districts de Panjwayi et de Zharey.

Développement et reconstruction avec l'Équipe de reconstruction provinciale, d'août à octobre 2007

L'ERP, dirigée par le Lcol Chamberlain, poursuivait ses efforts de reconstruction et de développement, mais avec une nouvelle organisation de la COCIM, une équipe renforcée du MAECI et une équipe spécialisée du Génie plus solide. Cependant, le principal effort afghan en matière de développement était en difficulté. Le Programme national de solidarité a fait l'objet d'une présentation PowerPoint fructueuse devant les assemblées de district et les conseils communautaires. En novembre 2007, il y avait censément 529 conseils de développement communautaires dans la province de Kandahar. L'ACDI prétendait qu'il y en avait 20 chacun dans les districts de Spin Boldak et de Khakrez et qu'il existait désormais des conseils de développement financés par l'ACDI dans la ville de Kandahar. Une carte présentée lors d'un briefing a fait voir l'emplacement de ces conseils dans tout le Zharey, avec une exception notoire illustrée par un cercle vide autour de Nahlgam[82]. Cependant, le fait était que l'effort dans son ensemble s'était arrêté en septembre 2007. Le programme ONU Habitat était censé fournir des données de confirmation sur les conseils de développement, mais il refusait d'aller « hors du périmètre » à cause de l'état de la sécurité. À cause de cela et d'autres facteurs, les fonds destinés aux projets n'étaient distribués que dans quelques-unes des localités de la liste par l'intermédiaire des assemblées et des chouras de district, lesquelles étaient facilitées en cela par les équipes de la COCIM de l'ERP[83].

En fait, l'ACDI a découvert que des insurgés avaient infiltré certains des conseils de développement communautaires dans les régions où les forces afghanes et la FIAS ne se rendaient que sporadiquement[84]. Cette situation était dangereuse pour l'ensemble de l'effort des Afghans et de la coalition. Les insurgés s'appropriaient en fait des fonds de la collectivité internationale (et du Canada) et travaillaient avec les populations locales comme s'ils constituaient le gouvernement. Cela représentait une menace directe pour la légitimité du gouvernement afghan au niveau communautaire, et c'était un autre exemple de la façon dont les insurgés réussissaient à utiliser les ressources gouvernementales à leurs propres fins.

Le parasitisme des insurgés se manifestait aussi dans le système des soins de santé. Les assassinats de membres du personnel médical pendant la première moitié de l'année ont efficacement intimidé la collectivité médicale de Kandahar. La Croix-Rouge a dit à la FIAS et aux forces de sécurité afghanes que les véhicules et le personnel militaires ainsi que les armes ne seraient plus accueillis à l'hôpital Mirwais, mais que les insurgés talibans et les terroristes d'Al-Qaïda blessés seraient les bienvenus. En fait, l'hôpital est devenu une zone neutre dans la ville de Kandahar, c'est-à-dire une zone non alignée avec le gouvernement ou son plan de développement. Or, dans cet environnement, tout ce qui était neutre profitait à l'insurrection et non au gouvernement. Cette réalité minait encore plus la légitimité du gouvernement aux yeux de la population. Une organisation internationale qui soignait

des insurgés qui retournaient ensuite combattre contre le gouvernement en se servant des ressources de ce dernier? Voilà qui était trop hallucinant pour l'Afghan moyen et qui suscitait toute une gamme de thèses de complot défavorables à la FIAS[85].

Kai Eide, un diplomate norvégien devenu plus tard représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, a déclaré qu'à la fin de 2007, les organismes de l'ONU ne voulaient plus voulu participer à l'effort de reconstruction en Afghanistan :

> Le mandat n'était pas seulement exigeant, mais, comme j'allais bientôt le constater, il était aussi controversé, notamment au sein de la famille onusienne. Il nécessitait une coopération plus étroite de l'ONU avec le gouvernement afghan et les forces militaires internationales, mais un certain nombre d'organismes de l'ONU percevaient une telle coopération comme une menace pour l'indépendance de l'ONU. Elle risquait de brouiller la démarcation entre les activités militaires et civiles, d'accroître la vulnérabilité du personnel de l'ONU et de nuire aux efforts humanitaires de celle-ci dans les régions où les talibans étaient présents. Une telle coopération pouvait à coup sûr influer négativement sur les tentatives faites pour jouer un rôle dans la réconciliation, car les talibans estimeraient que l'ONU entretenait des liens trop étroits avec leur ennemi, à savoir les forces militaires internationales. Ces points de vue étaient largement répandus parmi les organisations non gouvernementales en Afghanistan[86]. [Traduction]

Cette attitude ralentissait grandement la reconstruction dans la province de Kandahar. Incapable d'établir des liens avec les organismes de l'ONU, l'ERP se concentrait de plus en plus sur les plans de construction des routes. USAID et l'ACDI se sont réparti les tâches dans ce domaine jusqu'à l'automne 2007, mais en l'occurrence, les représentants de l'ACDI dans l'ERP n'ont pas pu sortir du Camp Nathan Smith à cause des paramètres de sécurité et ils ont prétendu qu'ils ne pouvaient pas réunir de données de confirmation. La nouvelle Équipe spécialisée du Génie (ESG) de l'ERP a bien essayé d'exploiter ses contacts autant que possible, et l'escadron de reco a transmis des données sur l'absence de mouvements là où était exécuté le projet d'asphaltage de la Route n° 4, mais la synergie interministérielle faisait défaut à cet égard, entre autres. Le prototype de l'ESG avait été créé plus tôt en 2007, et une petite équipe dirigée par le Maj Tanya Concannon, un officier d'échange britannique, avait alors exécuté un travail préliminaire considérable. Lors de la rotation ultérieure de 2007, la 1re Unité d'appui du Génie, basée à Moncton, a fourni l'ESG placée sous le commandement du Capt Barbara Honig. L'ESG élargie a procuré à l'ERP la capacité de se charger des tâches de conception et de gestion des projets. Pourquoi cela importait-il? L'ERP intervenait de plus en plus dans l'infrastructure militaire et dans celle de la reconstruction, et ce travail d'évaluation devait avoir lieu dans un environnement non permissif. L'équipe de la COCIM avait-elle aussi besoin d'un soutien dans les domaines techniques, tout comme l'ELMOP.

Dans une certaine mesure, l'ESG compensait certaines des lacunes de l'ACDI. Par exemple, celle-ci refusait de financer la construction de toilettes dans les postes secondaires de la Police nationale afghane, parce que ce travail était lié à la sécurité. Or, l'ESG pouvait sortir et travailler avec la police afghane, concevoir et construire les installations appropriées, ou, au besoin, encadrer un entrepreneur et contrôler la qualité de son travail en utilisant le Fonds du MAECI pour la paix et la sécurité mondiales. L'ESG soutenait aussi le « Cercle des ingénieurs » : les ingénieurs de toutes les organisations internationales et, aspect primordial, les ingénieurs afghans qui avaient survécu à l'ère des talibans se réunissaient avec l'ESG à l'occasion de déjeuners réguliers pour avoir des entretiens professionnels sur le développement et partager des renseignements. Les quartiers généraux supérieurs canadiens ou Ottawa n'ont pas mesuré la valeur de ce mode officieux de renforcement des capacités, mais il a eu un effet important sur l'effort global des collectivités et de la coalition.

En comblant ainsi les lacunes, l'ERP devenait une organisation efficace et unique en son genre. Au milieu de 2007, les Italiens n'avaient toujours pas rempli leur rôle dans le domaine juridique. Le MAECI ne pouvait pas démêler le système de justice afghan, ou s'y intéresser vraiment, car il préférait mettre l'accent sur la police; cela a incité la juge-avocate générale de l'ERP, le Capc April Inglis, à élargir le mandat de l'ERP pour qu'elle comble ce vide également. Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, le Capc Gina Connor avait compris que la police, la justice et le système carcéral constituaient trois volets de la gouvernance reliés entre eux et qu'en n'abordant que l'un d'eux, on risquait de créer des problèmes. Cela a aussi eu un effet direct sur le dossier canadien des détenus, en ce sens que l'opposition a critiqué l'Armée canadienne qui avait remis des détenus aux mains de la Police afghane sans ensuite se tenir au courant de leur sort[88].

Bien qu'il lui ait fallu plusieurs mois, l'ERP a enfin réussi à recueillir assez de renseignements sur le système de justice de Kandahar pour arriver à comprendre le problème; ces renseignements auraient dû cependant lui être promptement fournis par les Italiens qui étaient censés s'occuper du « pilier » judiciaire. Les conclusions étaient tout bonnement décourageantes. Peu importe comment la situation était présentée, le fait est qu'il n'existait tout simplement aucun système de justice fonctionnel contrôlé par le gouvernement dans la province de Kandahar. Par conséquent, « les acteurs clés (depuis les juges jusqu'aux citoyens) croient que le problème de la corruption mine profondément le peu de confiance que la population nourrit à l'égard du système judiciaire officiel[89] » [Traduction]. L'infrastructure était minimale. Seulement 7 p. 100 des postes de juge étaient remplis, 45 p. 100 des procureurs se présentaient au travail, et les avocats de la défense représentaient environ 12 p. 100 des affaires. Il a fallu des mois à la juge-avocate générale pour savoir quels documents juridiques entraient en ligne de compte. En outre, après un examen plus approfondi, elle a constaté

qu'il y avait trois jeux de lois distincts qui se contredisaient entre eux : la Constitution, la Charia et le Pachtounwali (code d'honneur coutumier). Il n'existait aucun consensus quant à savoir quelle forme de la Charia s'appliquait dans la province[90]. L'ACDI et le MAECI se sont tous deux opposés à une tentative d'établissement d'une « ELMO juridique » avec des avocats militaires des Forces canadiennes[91].

L'absence de connaissances juridiques de base a eu d'importantes ramifications pour l'effort anti-insurrectionnel dans les districts. Dans les régions rurales, les chefs religieux illettrés et limités à leurs propres instruments croyaient que la loi islamique (Charia) et le Pachtounwali étaient la même chose. Comme l'ACDI et le MAECI répugnaient à se mêler des activités à dimension religieuse, les Canadiens ne pouvaient gérer qu'une partie du système juridique, et non son ensemble. Si des habitants de l'endroit se rendaient chez un mollah local pour obtenir une décision sur un grief relatif à l'utilisation d'une terre ou de l'eau, par exemple, cette démarche contournait totalement la structure juridique du gouvernement afghan, qui aurait pu exister idéalement, et elle rendait le processus susceptible à la concurrence que les talibans faisaient au gouvernement pour acquérir la légitimité. En d'autres mots, un mollah influencé par les talibans pouvait rendre la justice localement, et le gouvernement afghan ne pouvait rien faire pour lui faire concurrence.

En ce qui concerne le système carcéral, les Canadiens consacraient beaucoup d'énergie à faire de la prison de Sarposa un modèle en son genre, surtout en ce qui avait trait à la section réservée aux femmes. La prison de Sarposa semblait être l'objet d'un projet parfait, car c'était une structure visible, et des personnes y travaillaient. Il était plus facile de mesurer la progression de ce projet en fonction des chiffres, du nombre de briques et de la quantité de mortier que par rapport à des éléments éphémères tels que des mots, des idées ou des convictions.

Les équipes de la COCIM constituaient les éléments les plus robustes au sein des opérations de l'ERP. Faisant fond sur les résultats des rotations antérieures et sur les relations que celles-ci avaient établies, les agents de la COCIM solidifiaient les rapports avec les chefs de district et leurs assemblées de développement. Quand les conseils de développement communautaires se sont progressivement heurtés à des problèmes au cours de l'automne et qu'il y a eu de moins en moins de fonds à répartir entre les assemblées de développement, les représentants de la COCIM ont pu travailler au niveau du district pour étayer le système en recourant aux fonds de l'ERP quand c'était possible. L'ERP et les équipes de la COCIM ont envoyé les nombreux entrepreneurs présents au Camp Nathan Smith dans les districts pour qu'ils négocient avec les assemblées de développement, entre Afghans. Pendant tout ce temps, ces équipes se sont tenues au courant de la situation et ont communiqué des renseignements à l'ERP, puis à la FO Kandahar[92].

Source : Auteur

L'Op CAUSEWAY était un grand projet de construction qui reliait le centre économique de Bazaar-e Panjwayi à l'itinéraire Summit, puis à la principale route commerciale, la Route nº 1. Il a fallu de nombreux mois de négociations entre chaque entité de gouvernance imaginable avant que la route soit ouverte à la circulation. La photo montre la route sur digue vue depuis une position d'attente de chars à Ma'Sum Ghar.

Citons l'Op CAUSEWAY à titre d'exemple. Le plan GARRANDAY ZMARAY a finalement été la réponse à la demande portant sur la construction d'un pont qui enjamberait la rivière Arghandab entre Bazaar-e Panjwayi et Pashmul. Les équipes de la COCIM, l'Équipe spécialisée du Génie et d'autres ressources de l'ERP ont été employées pour régler les questions concernant l'utilisation des terres et les questions liées au Génie, les enjeux liés aux opérations d'information et à l'acceptation du projet par la population locale. L'Op CAUSEWAY était un projet laborieux à l'automne de 2007, vu surtout les complexités de la situation socio-politique dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Même s'il lui a fallu des mois, l'ERP a réussi à atténuer au moins une partie du ressentiment et des effets négatifs engendrés par le projet. De bien des façons, l'Op CAUSEWAY a été un cas type qui a illustré comment employer tous les outils de l'ERP ensemble afin de gérer de grands projets au niveau du district sans l'aide d'organisations non gouvernementales et sans d'autres appuis gouvernementaux.

Les opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi, en octobre 2007

Le principal effort dans les districts de Zharey et de Panjwayi demeurait l'aménagement des PPS, en particulier celui de Kolk, qui était le prochain dans la série. Parallèlement, le concept des CICD a été appliqué dans les deux districts à la lumière des résultats positifs obtenus par l'escadron de reco dans le Spin Boldak. Après le remplacement du Col Akka par Bismillah Jan, au début d'octobre, la FO Kandahar et le GT estimaient que le moment était venu d'opérer des changements. Afin d'établir les conditions voulues, toutefois, le Lcol Gauthier voulait déstabiliser l'insurrection à l'ouest de l'itinéraire Summit, en y menant l'Op BEL UNIAD. La Compagnie B, appuyée par des chars Leopard, a inséré des patrouilles à pied dans le secteur de Pashmul. Les chars ont attiré des équipes anti-chars ennemies et deux commandants subalternes ennemis; tous ces insurgés ont été tués quand ils ont tenté d'attaquer les véhicules canadiens. Les comptes rendus ISTAR ont révélé que l'Op BEL UNIAD avait eu un effet perturbateur temporaire[93]. Afin de tenir l'ennemi dans l'incertitude, les Canadiens ont exécuté pendant 48 heures à l'ouest de Ghundy Ghar une opération de collecte de renseignements appelée TEASE STREBEH, des ressources ISTAR de niveau supérieur ayant été déployées pour l'appuyer. L'Op TEASE STREBEH a permis de définir la présence ennemie dans la région du Maywand et du Zharey occidental, en vue d'opérations futures[94].

L'ELMO a aidé le 3e Kandak à planifier l'Op AWAL MOSHTEREK, qui a fait intervenir la police, l'armée, et la police pour l'ordre civil. Cette opération dans Nakhonay aurait eu des résultats importants, non seulement par sa taille, mais aussi par la coordination d'envergure entre les trois organisations afghanes. Pour une raison quelconque, le gouverneur ne l'a pas approuvée, et l'opération a été annulée[95].

La police afghane avait gravement besoin d'être renforcée. Par suite du départ d'Akka, les agents qui lui étaient loyaux avaient quitté leur poste de contrôle et leur poste secondaire. Le PPS Haji essuyait des tirs d'armes légères tous les jours et, à mesure qu'octobre avançait, presque chaque PPS dans le Zharey a vu ses agents canadiens de l'ELMOP pris à partie soit sur place, soit au cours des patrouilles ou quand les convois des FORSEC les réapprovisionnaient. Trois de ces agents canadiens ont été blessés lors de diverses attaques à la bombe[96].

Au cours d'octobre, toutefois, des progrès notables ont été accomplis. Le fait que l'ennemi ciblait la police et ses mentors montrait que les patrouilles de la police locale ou, à tout le moins, une présence de la police gênaient la liberté de mouvement des insurgés et leur capacité d'influer sur la population. Le système établi, tout imparfait qu'il fût, empêchait l'ennemi de renforcer considérablement ses effectifs. Des opérations plus complexes ont aussi eu lieu. La police afghane qui travaillait avec une ELMOP canadienne a été appuyée par un TUAV Sperwer, dont l'équipage l'a dirigée vers une position propice

à une embuscade pour intercepter d'éventuels insurgés. Dans le cadre des opérations plus ordinaires, des postes de contrôle ont intercepté des insurgés circulant seuls, y compris au moins un commandant local[97].

Une fois que le CICD a commencé à fonctionner dans le Zharey, toutefois, la situation a changé radicalement. Presque du jour au lendemain, la quantité des informations sur toutes les formes d'activités dans le district, puis leur qualité ont augmenté. Les agents de la police afghane, installés dans les postes secondaires et exécutant des patrouilles, tout en emportant leur poste récepteur Icom, ont eu plus de contacts avec la population et ont étendu le réseau de collecte de renseignements à un niveau plus bas. L'Armée afghane a fait de même. Plus tard, des équipes canadiennes des OPPSY sont arrivées et ont informé les habitants qu'un réseau téléphonique de type 911 avait été installé et qu'ils pouvaient s'en servir pour signaler n'importe quel ennui au CICD. Grâce à ce dernier, il a été possible de réunir tous ces renseignements en un seul endroit pour les évaluer et leur donner une suite, le cas échéant. Un processus canadien parallèle et semblable existait également. Bien sûr, la principale question consistait alors à savoir quoi faire des informations, et il a donc fallu établir un mode de gestion au niveau du district. Quoi qu'il en soit, il s'est agi là de résultats positifs sur lesquels il fallait faire fond, car c'était les premiers véritables moyens dont les habitants disposaient pour appeler leur gouvernement et lui demander son aide quand ils étaient intimidés par les insurgés[98]. À la fin d'octobre, l'ELMOP a signalé ceci : « Nous observons une amélioration considérable du rendement de la police afghane dans les différents PPS. Cela est encourageant pour tout le monde […][99] ». [Traduction]

Les 10 et 11 octobre, un GT multinational composé de membres de l'Armée et de la Police afghanes a mené l'Op RESHTEYA ADAALAT. Comme lors d'opérations antérieures de mise en place de PPS, celle-ci avait pour but d'installer à Kolk un poste fonctionnel de ce genre. Le Lcol Gauthier est arrivé avec les Compagnies B et C. Le 3e Kandak n'était disposé à fournir qu'une compagnie d'infanterie réduite qui a fini par être dirigée par ses mentors par suite d'une querelle entre les chefs du kandak. L'Op RESHTEYA ADAALAT a suivi deux axes en direction sud depuis la Route no 1; dans les deux cas, les troupes ont été précédées par des véhicules de déminage et d'élimination des EEI, en l'occurrence des véhicules télécommandés équipés du système amélioré de détection des mines terrestres (SADMT) M-113. Les troupes qui ont emprunté le premier axe ont exécuté une feinte le long de l'itinéraire Chilliwack sous la direction d'un peloton d'infanterie débarquée de la Compagnie C, suivi par le véhicule de déminage et un peloton embarqué à bord d'un VBL III, puis par un peloton afghan et des agents de police. L'intention était de distraire l'ennemi et de l'attirer vers l'est loin de l'autre axe que la Compagnie B a suivi la première, appuyée par des chars Leopard; ces éléments ont ensuite emprunté l'itinéraire Victoria. Le poste secondaire devait être érigé à l'intersection des itinéraires Halifax et Victoria[100].

Le mouvement sur la route jusqu'à la ligne de départ s'est passé sans incident, tout comme l'insertion de la Compagnie B. Celle-ci a eu peu de contacts avec l'ennemi : cinq insurgés et un lance-GPF. En revanche, la Compagnie B a heurté un EEI avec le véhicule télécommandé et a été prise à partie par 30 insurgés munis d'armes anti-chars. La Batterie X et un avion A-10 ont été appelés pour l'aider à exécuter son mouvement vers le sud. Elle a heurté deux autres EEI avant de parvenir à l'emplacement du poste de police secondaire. À 2000, les insurgés ont déclenché deux attaques distinctes contre les troupes en laager. Des tirs d'obus de 25 mm provenant des VBL III les ont fait fuir, et la construction a commencé[101].

Parallèlement à cela, l'Armée afghane menait son Op LUMARRAY BAADWEN [Premier coup]. La 1re Compagnie et la Compagnie Weapons du 3e Kandak et ses mentors canadiens ainsi que les sapeurs du 53e Escadron ont exécuté une suite-surprise d'opérations de bouclage et de fouille dans Howz-e Madad et les environs. Les fouilles ont mis au jour des composantes électroniques et des munitions, mais aucun insurgé n'a été trouvé[102].

Au cours des deux opérations, la Police afghane des postes secondaires du Zharey a renforcé les postes de contrôle de ses secteurs pour intercepter tout insurgé qui battait en retraite ou venait renforcer les forces ennemies. Parmi les six hommes détenus, trois étaient des commandants insurgés de la localité de Sablaghay située dans le district de Zharey[103]. Les insurgés ont riposté avec des tirs d'armes légères de harcèlement contre la FOB Ma'Sum Ghar et contre les positions de l'Armée afghane dans le Panjwayi et avec des tirs indirects qui ciblaient la base de patrouille Sperwan Ghar; ils ont aussi mené une attaque à l'EEI sur l'itinéraire Fosters contre une patrouille logistique de combat de l'ESN. Les chars Leopard ont supprimé de nombreux attaquants et ont fait fuir les autres, pendant que la Batterie X lançait des obus de 155 mm sur les positions des mortiers des insurgés, qui procédaient alors à un réglage percutant par encadrement sur la ligne d'observation en vue de frapper la FOB. Environ sept ennemis ont été tués[104].

Le GT a déclenché l'Op YAZ AWAZ; c'était une opération de nettoyage d'itinéraire au cours de laquelle les équipes munies de la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC), désormais opérationnelles, ont acquis de l'expérience en ratissant l'itinéraire Fosters. Pendant son premier ratissage, une équipe de COIC circulant dans ses véhicules Husky et Buffalo a découvert et exploité ce qu'elle a décrit comme étant un EEI « massif » déclenché par plateau de pression près de l'itinéraire Brown[105].

Des rapports ont été reçus selon lesquels la police afghane avait abandonné le PPS Haji : ce fut la panique pour recruter d'autres agents de police. Le moment était venu pour mettre en marche le CICD dans le Panjwayi. Les commandants canadiens ont appris qu'un homme nommé Haji Baran du secteur de Sperwan était maintenant chef du district. Il incombait au Maj Robichaud et à la Compagnie C de rétablir un semblant d'ordre.

Ce dernier a conclu que la police était « très inefficace […] [L'EMP étasunienne] a essayé de faire fonctionner un poste de contrôle des véhicules ce matin, mais le tiers des hommes ne se sont pas présentés au travail. Quant aux autres, la plupart avaient les facultés tellement affaiblies que leur état était dangereux pour les FC; l'opération a pris fin. » [Traduction] La Compagnie C a immédiatement occupé le PPS Haji et a lancé des patrouilles dans le secteur entourant Sperwan Ghar. Une opération décidée à l'improviste dans Zangabad et visant à perturber l'activité ennemie en était aux stades de la planification, pendant que la Compagnie C demandait d'autres ressources ISTAR. L'ERP envisageait d'amorcer l'Op CAUSEWAY. Le moment était-il venu de prendre au sérieux la situation du Panjwayi[106]? La réponse était non.

La mort du mollah Naqib et ses effets sur le district d'Arghandab

Le Bgén Laroche continuait de se concentrer sur le redéploiement du GT dans le Shah Wali Kot méridional en laissant aux forces de sécurité afghanes le soin d'assurer la sécurité dans le Zharey et le Panjwayi, mais la mort du mollah Naqib survenue par suite des blessures qu'il avait subies lors de la tentative d'assassinat plus tôt en 2007 a modifié l'orientation des opérations canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

La mort de Naqib a profondément ébranlé la structure d'influence de Kandahar. Elle a ajouté aux tensions déjà grandissantes entre les dirigeants alikozais et les représentants popalzais. Le 6 octobre, le général Saqib, chef de la police de la province de Kandahar, a arrêté son adjoint, le Col Mohammad Abdul Hakim, pour présomption de corruption. En fait, Saqib n'acceptait pas qu'Hakim fût loyal envers Naqib d'abord, et non envers lui. Hakim, un alikozai, entretenait des liens étroits avec le mollah Naqib. Ce dernier a convoqué une choura des alakozais qui a ensuite envoyé une lettre au président Hamid Karzai, au gouverneur Asadullah Khalid et au président du conseil, Ahmad Wali Karzai, pour les informer que les alakozais se retireraient du gouvernement à tous les niveaux si ce genre de harcèlement ne prenait pas fin[107].

La mort de Naqib a déséquilibré complètement le régime de gouvernance dans l'Arghandab, ce qui a eu des effets sur la stabilité à deux niveaux. D'abord, la confusion s'est installée dans les rapports de pouvoir entre les alakozais dirigés par Naqib, les Barakzais dirigés par Sherzai et les représentants popalzais. Ensuite, et cela constituait le problème plus immédiat, il s'agissait de savoir comment l'insurrection chercherait à exploiter le vide créé dans l'organisation du pouvoir dans l'Arghandab. Le fils de Naqib, Haji Kalimullah Naqibi, a reçu des appels téléphoniques de chefs talibans lui demandant le droit de s'installer et de fonctionner dans le district. Les Canadiens et le CICP ont appris, grâce à leurs sources, que l'attitude afghane dominante était « qu'aucun fils ne pouvait vraiment remplacer son père »[108] [Traduction].

Sous la direction du mollah Nazar, les talibans ont infiltré deux petites localités dans le nord de l'Arghandab, le 20 octobre. On ne savait pas au juste à ce moment-là pourquoi cela s'était produit presque en même temps que les autres problèmes inter-tribaux[109]. Des rapports ISTAR portaient à croire que 150 talibans étaient en marche pour aller se joindre à lui en vue de mener une attaque contre le centre de district de l'Arghandab à l'est de la rivière, d'où l'on avait une vue imprenable de tout le district. Comme c'était là un point d'entrée dans les collines séparant l'Arghandab de la ville de Kandahar, le chef de police du district, le Col Zmaray, collaborait avec Kalimullah pour déployer les ressources policières dont tous deux disposaient afin de protéger le centre de district et de découvrir quelles étaient les intentions de la bande de Nazar. Le Lcol Chamberlain a mis la FRR de l'ERP sur un pied d'alerte[110].

Afin de se renseigner sur ce qui se passait dans le district d'Arghandab, la FO Kandahar a ordonné à l'ERP de se mettre en rapport avec la structure d'influence du district (Op REACH OUT). En même temps, l'escadron de reco s'est préparé à exécuter une reconnaissance des itinéraires depuis la ville jusqu'au district d'Arghandab, puis jusqu'au secteur du barrage de Dahla (Op GAUNTLET), manifestement pour examiner l'emplacement futur d'une FOB dans le Shah Wali Kot inférieur (Op NORTHERN RECCE). Ces opérations visaient à envoyer un message à la population afghane et aux insurgés[111].

Source : Auteur

Par suite des tentatives d'assassinat qui visaient les dirigeants afghans du district d'Arghandab, à l'automne de 2007, les Canadiens se sont intéressés davantage à cette importante porte d'entrée dans la ville de Kandahar. Ici, l'Adjum Michel Pelletier, officier de la coopération civilo-militaire de l'ERP, discute de la situation avec des notables locaux.

Le lendemain, l'ERP a envoyé une équipe de la COCIM et un peloton d'infanterie à la rencontre du Col Zmaray. Ce dernier a fait savoir que la population était inquiète et que beaucoup de citoyens lui avaient dit qu'ils quitteraient le district si rien n'était fait pour remédier à la situation. La possibilité que se produise un exode massif de l'Arghandab était désormais très réelle. La FO Kandahar a discrètement dressé un plan de contingence appelé INITZAAR ZMAREY, en cas d'invasion de l'Arghandab par l'ennemi. L'Op GAUNTLET n'a permis de repérer aucun ennemi dans l'Arghandab pendant que l'escadron de reco traversait le district, mais les ressources ISTAR ont révélé que l'ennemi accumulait des effectifs dans le Shah Wali Kot. Si l'escadron de reco du Maj Huet, qui menait l'Op GAUNTLET, s'était avancé plus loin dans ce district, l'ennemi avait prévu de lui tendre une embuscade[112]. Le lendemain, l'opération de collecte de renseignements a suscité une grande quantité de communications ennemies qui ont clairement indiqué que l'Op GAUNTLET avait effectivement perturbé le calendrier des insurgés[113].

La dimension militaire du problème s'est manifestée au cours d'une réunion entre l'ERP et le beau-frère et commandant adjoint de Naqib, Khan Mohammad. Ce dernier, qui avait été chef moudjahidine anti-soviétique et commandant de corps d'armée, a rappelé à tous que l'Arghandab était la porte donnant accès à Kandahar et il a proposé de déployer des postes de contrôle des forces de sécurité afghanes et une FRR afghane afin d'empêcher l'ennemi d'entrer dans le district et encore plus de s'approcher du centre de district. Il a pensé que les unités de la FIAS, munies d'équipements nocturnes de qualité supérieure, devaient se charger des patrouilles nocturnes de concert avec la police de l'Arghandab. Sur le plan politique, la tribu des alakozais était encore unifiée contre les talibans, et il a cherché à s'en allier les anciens qui les avaient auparavant appuyés. Le chef de police du district, le Col Zmaray, était fiable et il estimait que « l'Arghandab serait sûrement tombé aux mains de l'ennemi s'il n'avait pas été là pour défendre le district » [Traduction]. En effet, d'autres membres de la structure d'influence avaient continuellement essayé de se débarrasser du Col Zmaray parce qu'il était solide, mais Naqib avait bloqué ces tentatives[114]. Khan Mohammad croyait que la crise de l'Arghandab était gérable, et personne n'était en faveur d'une opération semblable à l'Op MEDUSA dans le district.

Le plan d'urgence INITZAAR ZMAREY a été mis en œuvre. Si les insurgés étaient aperçus en train de masser des effectifs à l'extérieur de l'Arghandab, la FO 32 et des UAV et des forces aériennes interviendraient pour perturber leurs plans avant qu'ils n'entrent dans le Shah Wali Kot ou le Khakrez. Si de petits groupes ennemis s'infiltraient dans le district, les forces de sécurité canadiennes et afghanes s'y opposeraient. Le principal élément déclencheur serait un mouvement ennemi exécuté en direction du centre de district[115].

Le 23 octobre, les Canadiens et le CICP ont fait savoir que « c'était un peu comme attendre que quelque chose se produise. De nombreux mouvements talibans ont été signalés, mais jusqu'ici, rien de sérieux n'a eu lieu[116]. » [Traduction]

Parallèlement, le Bgén Laroche a diffusé sa directive de planification concernant l'Op SORR ZMARAY [Lion froid]. Il voulait un plan pangouvernemental pour réorienter les efforts du Canada dans la province de Kandahar, efforts qui mettraient désormais l'accent sur l'Arghandab et le Shah Wali Kot inférieur plutôt que sur le Zharey et le Panjwayi. Étant donné la situation dans l'Arghandab, le Bgén Laroche estimé que le moment opportun était venu. Essentiellement, la directive sur l'Op SORR ZMARAY fixait des objectifs en fonction des trois lignes d'opération. En matière de sécurité, les objectifs comprenaient ce qui suit : observer les mouvements ennemis dans les districts du nord et les perturber; anticiper l'influence des insurgés sur la tribu des alakozais; coordonner les activités de la FO 32 et les contrôler; établir un CICD. En ce qui concernait la gouvernance, le Bgén Laroche voulait « définir la CS blanc »; entretenir les rapports avec les personnes d'influence dans les tribus, et « surveiller le vide laissé à la direction du district par la mort du mollah Naqib » [Traduction]. Au chapitre du développement, il fallait appuyer les assemblées de développement et les conseils de développement des districts, et l'opération devait « renforcer le projet de la rivière Arghandab, car c'était un centre de gravité économique régional éventuel » [Traduction]. Autrement dit, il devait y avoir une synergie des efforts canadiens axés sur le barrage de Dahla et les environs[117].

Idéalement, le Bgén Laroche voulait que l'Op SORR ZMARAY devienne « le principal effort de la FO Kandahar en janvier 2008, une fois que l'Op GARRANDAY ZMARAY sera devenue secondaire » [Traduction]. La directive a été formulée avec la terminologie propre à la ZDA, en ce sens que, dans ce contexte, l'Op SORR ZMARAY était une expansion vers le nord de la ZDA à Kandahar. Dressant des plans en vue de février 2008, le Bgén Laroche a voulu mettre en place une infrastructure tactique pour envoyer le GT 3 R22eR dans une FOB qui s'appellerait Frontenac, puis faire en sorte que le GT montant du 2 PPCLI procède à une relève sur position dans la vallée du Shah Wali Kot inférieur. À ce moment-là, les Afghans auraient acquis la maîtrise des districts de Zharey et de Panjwayi[118]. Cependant, l'ennemi ne se souciait guère de respecter l'échéancier des Canadiens, non plus que les Afghans, sans doute.

L'Op INITZAAR ZMAREY : reprendre le district d'Arghandab, du 31 octobre au 2 novembre 2007[119]

Il y a eu un certain débat sur la question de savoir quels étaient les motifs exacts de la décision prise par les talibans d'entrer dans l'Arghandab. Selon le point de vue « limité », un commandant taliban régional voulait saisir et s'emparer du contenu des trois dépôts d'armes du mollah Naqib et il a donc organisé l'opération seul. D'après l'opinion « opérationnelle », les leaders insurgés à Quetta voulaient exploiter le vide à la direction du district afin de prendre pied dans l'Arghandab, ce qui aurait en définitive fait partie de leur grand plan qui visait à interdire l'accès à la ville de Kandahar et à s'en rendre maître. Il est possible que ces deux objectifs aient existé en même temps[120].

L'infiltration des insurgés a été précédée d'une campagne d'intimidation menée par téléphone cellulaire et dirigée contre les personnes d'influence du district. Cet effort a été inefficace, car le chef de police du district, le Col Zmaray, a accablé les insurgés en recourant au même moyen. Cependant, le 28 octobre, l'ERP apprenait que l'ennemi était présent dans le village de Chalgoa dans le nord et que la population fuyait l'endroit. Des rapports ISTAR ont révélé qu'une équipe de talibans s'était emparée de l'enceinte de la famille du mollah Naqib. Ensuite, des tirs d'armes légères dirigés contre un poste de contrôle de la police de l'Arghandab à Jelawur ont commencé. Toute cette activité a eu des effets imprévus, selon l'évaluation de Karen Foss, représentante des Affaires étrangères à l'ERP. Depuis 2003, le réseau de téléphonie cellulaire s'était considérablement étendu dans la province, et l'on pouvait facilement se procurer des appareils bon marché. La nouvelle s'est répandue selon laquelle de nombreux talibans entraient dans l'Arghandab, et que les habitants de Kandahar avaient commencé à quitter la ville. À ce stade-là, le nombre exact d'insurgés présents dans le district était inconnu, mais on a estimé plus tard qu'il se situait entre 150 et 200. L'idée que ce petit nombre d'insurgés puisse semer la panique dans une ville de près d'un million d'habitants était quasi incompréhensible, mais le gouverneur Asadullah Khalid et le Bgén Laroche l'ont prise au sérieux.

L'attaque s'est produite à un mauvais moment. Hakim Jan, chef de la Police auxiliaire nationale afghane (c'est-à-dire la milice alikozaie du district), était à Kaboul avec l'adjoint militaire du mollah Naqib, Khan Mohammad. Ils ont appelé la milice depuis Kaboul au moyen de leur téléphone cellulaire. La FO Kandahar a pu obtenir que deux avions GR-7 Harrier de la Royal Air Force assurent une présence aérienne dans le ciel du district. Il est possible que ces interventions aient dissuadé les insurgés d'attaquer immédiatement le centre de district. Cela a donné aux responsables de l'Op INITZAAR ZMAREY le temps de la mettre en branle.

Source : MDN AR2008-K031-32

L'Op INITZAAR ZMAREY entre le 31 octobre et le 2 novembre : une entreprise d'envergure destinée à reprendre le district d'Arghandab après la mort du mollah Naqib. La photo prise en 2008 en direction ouest montre le panorama aperçu depuis le centre de district et le lieu saint adjacent et ses jardins. En 2007, la route sur digue n'existait pas encore. Le district de Khakrez est la région montagneuse située derrière la « bande verte » du district.

Tôt le matin du 29 octobre, les anciens du district sont arrivés au QG FO Kandahar et ont officiellement demandé au Bgén Laroche d'intervenir. Le Bgén Laroche est retourné avec eux au centre de district avec une petite équipe de planification de la FO Kandahar. Il a communiqué avec le Lcol Gauthier et lui a ordonné d'amorcer la procédure de combat. Entre-temps, le Lcol Chamberlain a déployé un peloton de VBL III de l'ERP dans le centre de district, et le Maj Huet a envoyé une troupe de véhicules Coyote avec le peloton. Une autre troupe de Coyote s'est rendue au carrefour clé près du pont où la Route nº 1 traverse l'itinéraire Red Dog, principal chemin menant dans le district d'Arghandab. Le personnel du CICD a établi la liaison avec le général Saqib, chef de la police provinciale. Il a pu rassembler une force de 120 hommes appuyée par l'Équipe de mentorat de la police du Lcol Tom Ritz. Cette force a aussi agi pour faire écran au centre de district. Une compagnie du 2e Kandak est arrivée plus tard pour l'aider. La FO Kandahar a par ailleurs communiqué avec la FO 32, qui était une force d'opérations spéciales étasunienne. Ces entités ont convenu d'envoyer les détachements opérationnels Alpha (DOA) avec leurs troupes afghanes à la limite nord du district, au sud du barrage de Dahla.

Le plan général consistait à contenir les insurgés dans le district, puis à envoyer une force pour dégager systématiquement l'endroit. Pour le GT du Lcol Gauthier, il s'agissait principalement de savoir comment tenir le Zharey et le Panjwayi, tout en nettoyant l'Arghandab. Le terrain de ce dernier était complexe. Il se caractérisait par une bande verte comme dans le Zharey, par des groupes irréguliers d'enceintes et par des fossés d'irrigation et des champs. L'Arghandab se glorifiait aussi d'avoir des corridors de vergers qui dissimulaient le sol aux systèmes de surveillance. La rivière divisait le district en deux, et le centre de district dominait toute la vallée. Heureusement, ce terrain vital était entre les mains de forces amies.

Après les attaques du 11 octobre contre Ma'Sum Ghar, tout était calme dans le Zharey. Le 26 octobre, les insurgés ont déclenché un assaut coordonné contre les PPS de Lakokhel et de Pulchakan et contre une patrouille de la police afghane. Dans le Panjwayi, une équipe étasunienne de mentors de la police a été prise dans une embuscade; un Américain a été tué et deux autres ont été blessés. La Compagnie C a alors découvert des EEI près du PPS Haji. L'exploitation faite par l'équipe anti-EEI a révélé l'existence d'un nouveau type d'EEI composé d'un bidon de plastique jaune de 20 litres rempli d'un nouveau genre d'explosif dont le détonateur était une mine anti-personnel[121].

Le 29 octobre, neuf camions livreurs de carburant se dirigeant vers l'ouest sur la Route n° 1 sont tombés dans une embuscade. Un peloton du 2e Kandak et l'ELMO en poste à Howz-e Madad ont réagi et ont fini par échanger des coups de feu avec 20 insurgés. L'ennemi s'est replié vers le sud sous une pluie de tirs d'armes légères et d'obus d'artillerie de 155 mm[122]. Aucune de ces attaques ne semblait reliée à ce qui se passait dans l'Arghandab, mais il était possible, étant donné le moment où elles ont eu lieu, que celle dirigée contre la Route n° 1 visait à immobiliser des ressources de la coalition et à les cantonner dans le Zharey. Les ELMOP et leurs homologues de la police semblaient être en contact d'une façon ou d'une autre avec des forces ennemies tous les jours.

Conscient de ces facteurs, le Lcol Gauthier a décidé de redéployer la Compagnie B du Maj Abboud et une partie de l'Escadron C aux fins de l'Op INITZAAR ZMAREY, tout en gardant sur place la Compagnie C du Maj Robichaud. Le Lcol Sherin Shah s'est réuni à la hâte avec le Lcol Gauthier à la Base de patrouille Wilson, pendant que la Compagnie B se rassemblait. Le 2e Kandak et ses ELMO allaient aussi être de la partie. Le Lcol Gauthier a ordonné au 52e Escadron de fournir une troupe de sapeurs embarqués dans un VBL III : ces éléments se sont déployés avec le 2e Kandak pour offrir un appui-feu. La Batterie X a déplacé quelques canons jusqu'à une position avancée pour qu'ils puissent couvrir le district d'Arghandab. Le 2e Kandak et la Compagnie B ont formé un « piston » qui avancerait du sud-ouest vers le nord-est à travers le district. Le « cylindre » serait constitué par des forces

coalisées et afghanes réparties à la périphérie du district : les chars Leopard de l'Escadron C et les véhicules Coyote de l'escadron de reco ont couvert le flanc gauche, tandis que la FO 32 couvrait le nord. La police afghane et ses équipes de mentors accompagnées d'un peloton d'infanterie de l'ERP se sont chargées du flanc droit du côté sud de la rivière, à proximité du centre de district. Des rapports ISTAR ont révélé que trois commandants talibans et de 150 à 200 insurgés étaient encore présents. Ils essayaient de convaincre d'autres commandants insurgés de venir les renforcer, mais ils n'ont pas eu de succès auprès de leurs alliés d'autrefois. La nouvelle a circulé selon laquelle les commandants talibans tenaient des chouras dans certaines des localités. Le moment était venu d'intervenir et de neutraliser l'infection avant qu'elle ne s'aggrave et se propage (voir la figure 2-5).

À 0200 heures le 30 octobre, le 2e Kandak, l'ELMO et les sapeurs ont traversé les lignes des véhicules Coyote de l'escadron de reco et se sont rassemblés sur l'itinéraire Red Dog. Le Maj Abboud a dirigé la Compagnie B à travers la ville de Kandahar, puis dans les collines et vers le sud au-delà du centre de district et dans le lit de la rivière Arghandab jusqu'à un passage à gué désigné par l'ERP et tenu par la police. Les forces allaient suivre deux axes : le plan consistait à envoyer le 2e Kandak et ses éléments d'appui dégager la gauche, pendant que les chars Leopard de l'Escadron C et les véhicules Coyote de l'escadron de reco se déplaceraient en parallèle sur les petites collines dénudées à l'ouest, pour assurer la sécurité du flanc et protéger l'opération contre toute interférence éventuelle de la part de l'ennemi présent dans le district de Khakrez. Ces forces ont démarré à 0530 heures et se sont mises à nettoyer les enceintes à l'objectif H. En même temps, la Compagnie B franchissait la rivière, et ses troupes débarquaient. Les VBL III « Zulu » ont avancé en suivant le bord de la rivière et en couvrant les pelotons d'infanterie à mesure qu'ils entraient dans les enceintes à l'objectif A et les nettoyaient. La Compagnie B a immédiatement rencontré des civils qui fuyaient les talibans installés dans les enceintes à l'objectif C : un citoyen de l'Arghandab a même indiqué à la Compagnie B l'endroit exact où l'ennemi se trouvait. Une fois l'objectif A dégagé, vers 1100 heures, la Compagnie B s'est rendue à l'objectif B, où elle a surpris un insurgé taliban dans un poste d'observation. Une fusillade a éclaté tandis que la Compagnie B entrait dans les objectifs B1 et B2 et prenait l'ennemi à partie à l'objectif C avec des tirs de mitrailleuse. Les talibans ont riposté avec des mitrailleuses PK et des GPF. Les VBL III dans le lit de la rivière ont pu manœuvrer pour diriger les tirs de leurs canons de 25 mm sur les objectifs C2 et C3 et tuer une section ennemie qui essayait de déborder le flanc des positions canadiennes à l'objectif B2. Cet échange de feux a duré deux heures. En fin de compte, les obusiers M-777 ont fait pleuvoir des obus de 155 mm sur les positions ennemies. Une autre section ennemie a tenté de déborder l'objectif B1, mais elle a été prise à découvert et ses membres ont tous été tués.

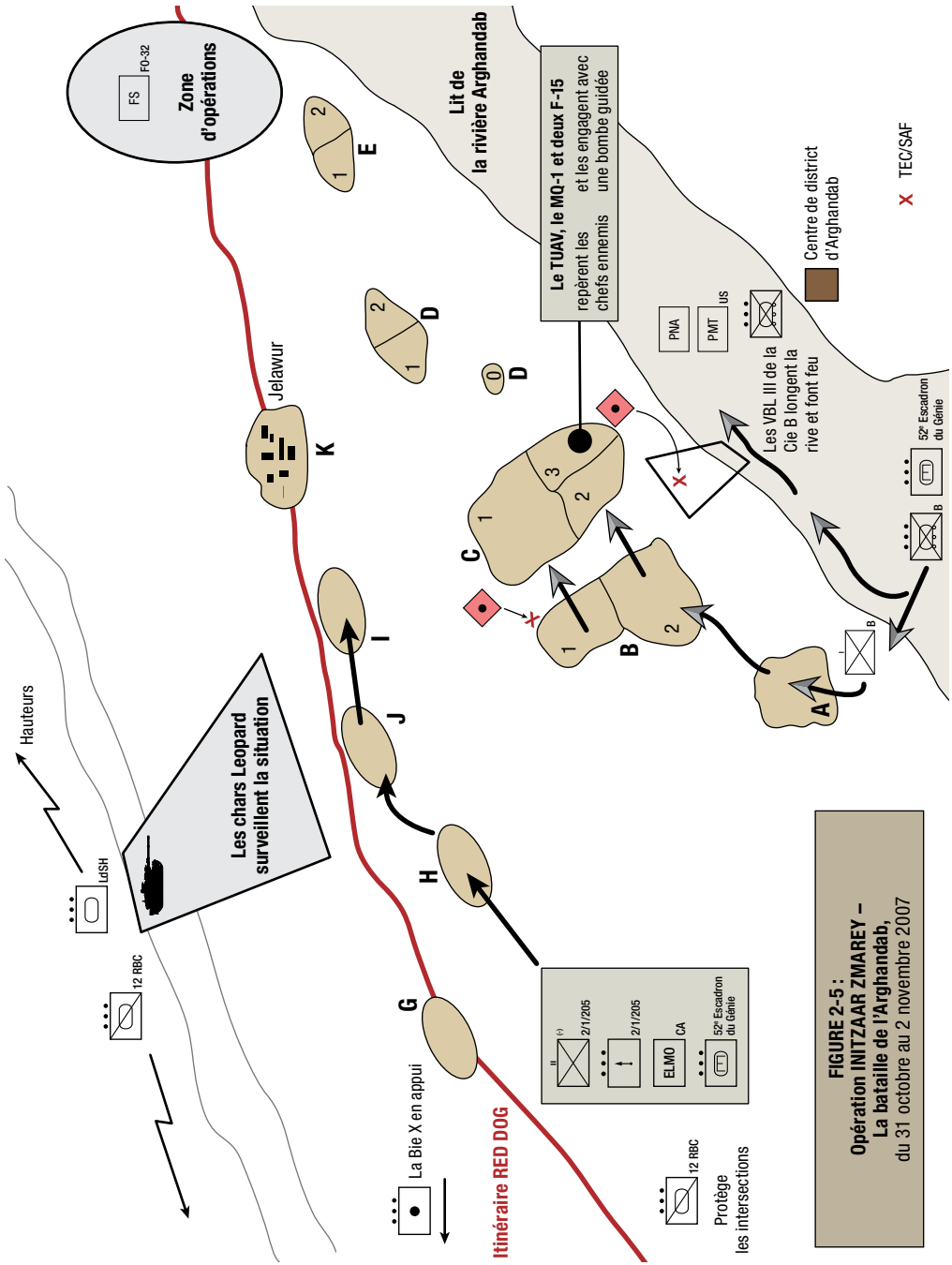


FIGURE 2-5 :
Opération INITZAAR ZMAREY – La bataille de l'Arghandab,
du 31 octobre au 2 novembre 2007

Figure 2-5 : Opération INITZAAR ZMAREY – La bataille de l'Arghandab, du 31 octobre au 2 novembre 2007

Le fait que l'ennemi restait en place à l'objectif C et continuait à combattre était intrigant. Par conséquent, l'état-major de combat, au Centre d'opérations de la province, a envoyé un TUAV Sperwer au-dessus de cet objectif pour voir ce qui s'y passait. Les observateurs-contrôleurs ont aperçu ce qui semblait être un groupe ennemi de combattants armés réunis autour d'un chef qui leur donnait des ordres. Deux avions F-15 Eagle des Forces aériennes étasuniennes circulaient à la verticale du district en attendant qu'on leur donne des cibles. L'équipe canadienne, au Centre des opérations tactiques du GT a dirigé un de ces avions vers la cible. Une bombe guidée de 500 livres a fait mouche et tué 15 insurgés, y compris le commandant ennemi.

La Compagnie B a poursuivi son combat, pendant que les Afghans se rendaient à l'objectif J, où ils se sont heurtés à des tirs ennemis nourris. Un des chefs de peloton afghans a été tué, ce qui a arrêté l'avance et embourbé le peloton dans un échange de feux. Le 2e Kandak a eu recours à ses mortiers et a pris part à un duel avec les équipes talibanes munies de GPF. Un officier d'artillerie canadien a repéré une équipe anti-char talibane, qui a été supprimée par des tirs d'obus de 155 mm.

En fin d'après-midi, le Lcol Gauthier craignait que l'adresse tactique de l'ennemi et l'espace séparant les deux principaux axes de son avance n'engendrent des problèmes; il a donc ordonné une halte. Le Lcol Sherin Shah voulait quant à lui faire venir ses deux autres compagnies d'infanterie. L'eau commençait à manquer, et il y avait plusieurs Canadiens de la Compagnie B qui s'étaient tordu le genou ou blessés à la cheville et qui avaient besoin d'aide.

Source : MDN IS2007-0587

Source : MDN IS2007-0588

Des membres du GT 3 R22eR tirent sur l'ennemi pendant l'Op INITZAAR ZMAREY dans le district d'Arghandab au début de novembre 2007.

Source : MDN AR2007-Z049-02

Outre le GT canadien, l'Op INITZAAR ZMAREY a fait intervenir l'Équipe canadienne de liaison et de mentorat opérationnel et des éléments du 2e Kandak, dirigés par le Lcol Sherin Shah. Les Afghans manquaient de véhicules blindés et misaient sur des camions Ford Ranger.

Les ressources ISTAR ont alors établi que les chefs ennemis étaient divisés et qu'ils réclamaient des renforts du Zharey et même de la province d'Helmand. La force talibane avait perdu au moins 50 hommes, sans compter les nombreux blessés. Ils ont communiqué avec le Pakistan pour demander de l'aide, mais aucune ne leur a été envoyée.

Le matin du 31 octobre, le Maj Abboud a fait avancer l'ensemble de ses forces sur l'objectif C1 pour obliger l'ennemi à se replier vers le sud-est, à portée des canons de 25 mm du peloton de VBL III. Le 2e Kandak et l'ELMO ont rapidement occupé l'objectif J. Aucune résistance ne leur a été opposée. Les opérateurs du Sperwer ont aperçu deux groupes de talibans en train de s'enfuir vers le nord jusqu'à Jelawur, puis se disperser chacun de leur côté. Un autre groupe de talibans se repliant vers le nord depuis l'objectif D a été pris à partie par les obusiers de 155 mm de la Batterie X, et sept d'entre eux ont été tués.

Les Afghans et les chars se sont dirigés vers l'objectif I. Des hélicoptères AH-64 Apache ont repéré un autre groupe ennemi, mais comme cet objectif comprenait une zone bâtie, ils ont eu du mal à attaquer les insurgés. Cependant, quand ils se sont trouvés à découvert, au sud de Jelawur, les hélicoptères d'attaque n'ont fait qu'une bouchée d'eux.

La Compagnie B a méthodiquement nettoyé l'objectif C. Ce travail a pris toute la journée, mais il n'a produit aucun contact. Cependant, la Compagnie a découvert une série d'EEI posés entre l'objectif C et la rivière, jusqu'à un point où existait une ouverture dans la rive. Le 52e Escadron a dégagé ce secteur. Après une autre nuit, les forces coalisées et afghanes ont encore avancé, le 1er novembre, mais l'ennemi avait quitté le secteur.

Les ressources ISTAR ont permis de savoir que les survivants ennemis s'étaient donné rendez-vous à Jelawur, puis qu'ils avaient évacué le secteur en direction de Chalgoa au nord, après avoir enterré leurs armes. Quand la police afghane a envahi le district d'Arghandab dans le sillage des forces coalisées, elle a capturé un djihadiste pakistanais portant une veste munie d'explosifs. À la faveur de discussions avec des habitants de l'endroit, la police afghane a appris que le chef taliban tué au cours de l'attaque aérienne était un commandant pakistanais appelé Ahmadullah. Son corps avait été exfiltré par les talibans battant en retraite, puis transporté à Chaman et enterré. Les combattants talibans avaient même dit aux citoyens de l'Arghandab qu'ils avaient été déconcertés par la rapidité avec laquelle les Canadiens avaient réagi et par le grand nombre de combattants qu'ils avaient perdus en si peu de temps. Ils avaient cru avoir le temps de renforcer leur position et qu'une aide leur serait venue d'ailleurs[123].

Le GT et les Afghans du 2e Kandak ont eu droit à ce qui a équivalait à un défilé de la victoire quand ils sont rentrés à Kandahar. Il n'y avait pas à douter que l'Op INITZAAR ZMAREY avait été une victoire non seulement pour les Canadiens, mais aussi pour les Afghans. L'Arghandab n'avait pas été transformé en un autre Zharey, et il n'y avait à peu près eu aucun dommage collatéral. La menace psychologique qui pesait sur la ville et ses habitants

avait été dissipée, et il était clair que le gros de la population du district appuyait encore le gouvernement et la coalition. Cependant, il y avait un prix à payer : une équipe de poseurs d'EEI talibans s'est infiltrée dans le district et a neutralisé un des chars Leopard 2 de l'Escadron C le 4 novembre, au moment où le GT se préparait, dans le cadre de l'Op GAUNTLET, à accompagner un convoi de ravitaillement qui allait traverser le district d'Arghandab et emprunter la route de Tarinkot.

Consolidation après la bataille d'Arghandab : problèmes liés à la police

L'Arghandab avait été dégagé, et il fallait maintenant le tenir. Il y avait à peu près consensus chez les Canadiens sur la question, et les Afghans avaient convaincu le CICP à l'aide du général Saqib : la police afghane emboîterait le pas à l'Armée afghane et à l'Armée canadienne pour sécuriser les zones dégagées et y rétablir le régime de gouvernance. Cependant, aucun plan n'avait véritablement été fixé, de sorte que la police afghane répondait de façon improvisée. Les agents de la GRC, membres de l'ERP, ont confirmé que les postes de contrôle, établis avant l'opération, étaient dotés en personnel et qu'ils étaient encore en place; par ailleurs, l'ERP était disposée à fournir du matériel pour en établir d'autres, au besoin[124]. Toutefois, le général Saqib a rappelé à tout le monde que la sécurité de l'Arghandab dépendait de l'état de la sécurité dans le Shah Wali Kot, où il voulait plus d'agents de police et de ressources. Il était d'avis qu'il importait pour la coalition de maintenir une solide présence dans l'Arghandab, pour ne pas que la même situation se répète[125]. Bien sûr, les problèmes habituels liés aux communications et aux effectifs persistaient. Une compagnie du 2e Kandak a été chargée d'aider à tenir le district; elle y est arrivée le 3 novembre et a occupé les postes de contrôle à la frontière entre l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Prenant une décision inattendue, la compagnie a coordonné ses actions au niveau local avec la police de l'Arghandab, laquelle a ensuite établi une série de postes de contrôle sur la principale route traversant le district[126].

Deux semaines plus tard, quantité de rapports faisaient savoir que l'Armée afghane allait abandonner ses positions dans l'Arghandab, ce qui a suscité une certaine angoisse chez la FO Kandahar et au CICP. En fait, la compagnie d'infanterie afghane allait se retirer à cause des combats dans le Zharey, sur la Route no 1 (voir plus bas), et son départ n'a pas été bien coordonné avec la police qui s'est trouvée ennuyée, car elle a dû se précipiter pour combler le vide. Les chefs de la police de l'Arghandab ont fait appel à 50 agents de la Police auxiliaire nationale afghane d'Hakim Jan, la pseudo-milice semi-approuvée du district. Des membres de l'Unité 005 hors-la-loi de la police en attente, sous le contrôle apparent du gouverneur Asadullah Khalid, ont aussi été appelés en renfort[127]. Une patrouille canadienne de l'escadron de reco s'est aussi rendue dans le secteur pour fournir une présence et un appui, mais elle a heurté un EEI télécommandé qui a neutralisé un véhicule Coyote. Il n'y a pas eu de blessés[128].

Source : Auteur

Leur établissement ayant commencé dans le contexte de l'Op PORTCULLIS, la plupart des PPS dans la ville de Kandahar fonctionnaient au cours de l'été et de l'automne 2007. Le caractère rudimentaire du PPS moyen est évident ici.

Il a fallu un certain temps aux Canadiens pour comprendre ce qui se passait, mais, quand la violence a éclaté au sein des forces de police dans la ville de Kandahar, le 20 novembre, les ressources ISTAR ont conclu que la nature de ces problèmes entre Afghans était d'une certaine façon liée à l'Arghandab. Le quartier général de la Police nationale afghane à Kandahar a essuyé des tirs, puis des tirs soutenus ont été dirigés contre trois postes de contrôle de la police. L'état-major du CICP s'est tenu en état d'alerte quand des tirs d'armes légères ont été échangés à moins de 300 mètres de ses bâtiments. Personne ne parlait aux représentants canadiens, mais l'ERP et le centre de coordination ont appris que le fils de Naqib, Kalimullah, était à Kaboul en réunion d'urgence avec le président Karzai. Cette réunion avait apparemment quelque chose à voir avec des questions tribales[129].

Ces questions étaient liées à toute une série de problèmes qui s'étaient manifestés au début d'octobre. Tout d'abord, la consécration de Kalimullah à titre de chef de la tribu des alakozais, sans la tenue d'une choura officielle de la tribu, avait causé un schisme au sein de celle-ci, bien qu'en surface, il semblait y avoir un consensus en faveur de Kalimullah chez les alakozais[130]. En second lieu, après la mort de Naqib, il n'y a plus eu personne pour protéger le Col Hakim, chef adjoint de la police, contre le général Saqib et le gouverneur.

Le Col Hakim a été congédié le 20 novembre, ce qui a probablement provoqué les attaques au sein de la police. La police auxiliaire alikozaie, dirigée par Hakim Jan, a sans doute exécuté ces attaques. Selon des observateurs, les éléments violents appliquaient une bonne discipline de tir, contrairement aux insurgés ou à la police afghane[131]. Le gouverneur a essayé de convaincre les Canadiens que tout cela était l'œuvre d'Hakim Jan et que celui-ci était de connivence avec les talibans, lesquels auraient prétendument communiqué avec lui avant l'opération dans l'Arghandab. Hakim Jan était peut-être un mystique et un homme bizarre par rapport aux normes afghanes, mais il n'y avait vraiment pas à douter qu'il n'aimait ni les talibans ni Asadullah Khalid d'ailleurs[132].

Source : MDN ISX2009-0039

À la fin de 2007, un accent plus fort était mis sur le soutien de la Police nationale afghane. La Force opérationnelle Kandahar a réorganisé sa police militaire en équipes de liaison et de mentorat opérationnel de la police. Au lieu de se familiariser avec les fonctions des policiers de quartier, les Afghans ont d'abord appris les techniques fondamentales de survie au combat telles que l'art d'utiliser une arme à feu.

Que signifiait tout cela pour les Canadiens et la FO Kandahar? Les alakozais dans l'Arghandab étaient de plus en plus mécontents des personnes d'influence popalzaies et de leurs représentants dans la province de Kandahar. Le principal chef alikozai était mort, et le principal représentant de la tribu auprès des responsables de la sécurité avait été démis

de ses fonctions. Peu importe combien d'agents de police ou de militaires étaient envoyés dans l'Arghandab pour le tenir, une solide vague de mécontentement s'y préparait et elle était directement attribuable aux aléas des rapports de pouvoir dans l'appareil politique de Kandahar. Quant à l'institution déjà fragile que composait la police contrôlée par la province, elle était maintenant menacée de l'intérieur par le schisme provoqué par les tentatives maladroites faites par le général Saqib pour éliminer le rival tribal de quelqu'un d'autre. La nouvelle s'est répandue, et les agents de police à la Base de patrouille Wilson, qui appartenaient à la tribu des alakozais, ont déserté et créé ainsi un vide dans le district de Zharey postérieur au Col Akka. Des intervenants détestaient les alakozais en plus des talibans, et ils étaient progressivement en train de miner l'effort de la coalition à Kandahar.

Les points de vue canadiens tendaient à être influencés par le gouverneur. Asadullah Khalid a brossé un portrait négatif des trois principaux candidats alikozais, pour favoriser ainsi le jeune et impressionnable (voire manipulable) Kalimullah. Selon Khalid, Hakim Jan avait des liens avec les talibans, et Khan Mohammad, chef adjoint de Naqib pour la sécurité, « n'était pas respecté » et avait « mauvaise réputation » [Traduction]. Quant à Haji Agha Lalai Dastagiri, il « n'était pas fiable » et « venait de la mauvaise branche de la tribu[133] » [Traduction]. Rien de tout cela n'était nécessairement exact, mais sans un bon cadre où situer ces renseignements, les Canadiens au QG FO Kandahar n'avaient aucun moyen de réfuter le message de Khalid avec d'autres données, et le CRTS n'était pas structuré pour en recueillir. L'ERP et, dans une certaine mesure, le CICP constituaient des mécanismes clés à cet égard, mais une attention plus ciblée s'imposait pour protéger les intérêts canadiens[134].

Les questions plus générales qui se posaient étaient les suivantes : comment cette situation qui se détériorait gravement avait-elle échappé à l'observation des responsables du portefeuille de la gouvernance à Kandahr et, ensuite, à celle des responsables de ce portefeuille à Kaboul? Vu l'importance du district d'Arghandab pour l'effort déployé à Kandahar, les ressources combinées de ces deux groupes de personnes auraient dû servir à cerner ce qui se passait et aider à affermir la situation dès que possible. Tel n'a pas été le cas, et la route menant à d'autres tragédies dans l'Arghandab a dès lors été tracée. Peu importe ce qui était fait, ce n'était pas suffisant. De toute évidence, l'étape « Tenir » avait été amorcée, mais rien n'avait été fait au chapitre « Construire ».

La convergence de la situation dans l'Arghandab avec l'Op SORR ZMARAY prévue s'est produite en novembre. Les Canadiens ont convoqué une choura de district avec les anciens de l'Arghandab et du Shah Wali Kot, le 9 novembre, afin de recueillir leurs points de vue avant de tenir une réunion de coordination pangouvernementale canadienne sur l'orientation future de la mission. Voici ce qui a transpiré de ces réunions : les habitants de l'Arghandab ne voulaient ni infrastructure tactique des forces coalisées dans le district ni PPS doté d'Afghans « de l'extérieur ». Cependant, s'ils avaient leur propre milice et leur propre

police, ils accueilleraient favorablement la police civile canadienne et un certain mentorat de sa part. Les dirigeants du Shah Wali Kot, toutefois, voulaient la présence de la coalition et d'une police avec une infrastructure. Par conséquent, « tous les membres civils et militaires de l'ERP ont convenu avec les chefs de district afghans que les opérations et la circulation de forces coalisées doivent être réduites le plus possible dans l'Arghandab[135]. » Ils ont conclu qu'un plan s'apparentant à celui de l'Op GARRANDAY ZMARAY n'était pas réalisable dans l'Arghandab et qu'il valait mieux combattre les talibans dans le Shah Wali Kot, étant donné les différences relatives au terrain et à la densité de la population[136].

Les missions de reconnaissance exécutées en novembre ont permis de repérer l'emplacement d'une future FOB appelée « Frontenac », près du barrage de Dahla. La construction était censée commencer le 15 décembre[137]. Cependant, les planificateurs de la FO Kandahar ont fait une mise en garde : tout mouvement vers le nord dépendrait de la situation dans le Zharey et le Panjwayi. En effet, USAID était sur le point de suspendre le financement de projets dans ces districts à cause de l'état de la sécurité[138].

La situation sur la Route nº 1, en novembre 2007

Tenir la Route nº 1 demeurait une priorité pour le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar. La combinaison des activités de l'ELMOP et de la police et le travail du nouveau CICD avaient ensemble un effet, surtout dans le secteur de Kolk, où des arrestations avaient régulièrement lieu. L'équipe de la COCIM collaborait avec l'ELMOP pour distribuer des fournitures scolaires pendant les patrouilles. Une FRR de district a aussi été mise sur pied sous la direction du chef de police du Zharey; elle se composait de membres de la police afghane, de mentors canadiens (ELMOP) et d'équipes étasuniennes de mentorat de la police. Des renseignements sont parvenus au CICD, selon lesquels une embuscade était en cours à Asheque et qu'elle visait un peloton canadien. Un véhicule RG-31 a été endommagé, mais les ennemis embusqués, y compris une équipe munie de canons sans recul de 82 mm, ont été supprimés[139].

Face aux activités de la coalition dans le Zharey et l'Arghandab, l'ennemi a décidé d'exercer des pressions sur le poste fortifié de Howz-e Madad et sur la route. À la fin d'octobre et jusqu'à une date avancée de novembre, le poste fortifié a subi des attaques quotidiennes. La compagnie afghane et l'ELMO canadienne se sont déployées à maintes reprises pour riposter à une activité apparente des insurgés, mais elles ont été attirées dans des zones d'abattage et des embuscades par un élément insurgé mobile. C'était là quelque chose de nouveau. Quand les Canadiens et les Afghans ont compris le stratagème, ils ont inversé les rôles et ont demandé à la Batterie X de diriger des obus de 155 mm sur les itinéraires et les endroits que les éléments de manœuvre ennemis étaient susceptibles d'utiliser; c'est ainsi que ces derniers ont été détruits. Désormais, c'était les Canadiens et les Afghans qui

tendaient les pièges. Au cours d'un engagement, un commandant taliban local, Nazar Gul, a été grièvement blessé et évacué au Pakistan. Les chefs insurgés, alarmés par la riposte, ont fait venir les commandants talibans Sadiq Agha et Haji Lala dans la région de Sangsar pour placer la barre plus haut, pendant que le commandant de district, Jabar Agha, se rendait à Quetta pour y recevoir des ordres[140].

Pendant que le ministre de la Défense nationale était en visite à Kandahar, le quartier général tactique du Bgén Guy Laroche est tombé dans une embuscade à l'est de la Base de patrouille Wilson et a été visé par une volée de GPF et des tirs d'armes légères. L'EEI qui devait déclencher l'embuscade a raté sa cible et a plutôt touché un camion à clochettes, mais une GPF a frappé un VBL III et l'a mis hors de combat. Le convoi s'est avancé jusqu'à la Base de patrouille Wilson. Heureusement, le Bgén Laroche et le ministre n'étaient pas dans le convoi à ce moment-là; en effet, le brigadier-général était à la Base de patrouille et y attendait le véhicule du 99 TAC. On n'a pas su au juste si l'ennemi avait eu vent de la visite du ministre pour organiser cette embuscade complexe, mais l'attentat avait bien failli être catastrophique[141]. Kolk a continué d'être une source d'irritation pour l'ennemi, de sorte qu'il a décidé d'essayer de bloquer les routes d'accès au village avec des EEI. La patrouille de dégagement de la COIC est entrée en jeu avec ses véhicules Husky et Buffalo spécialisés pour nettoyer l'itinéraire Victoria. Il a fallu deux heures pour franchir moins de deux kilomètres, en raison du grand nombre d'EEI. Pendant que les sapeurs étaient en laager, les insurgés les ont pris à partie. Les sapeurs ont répliqué avec leurs VBL III et ont tué cinq ennemis. Des patrouilles à pied ont nettoyé le secteur[142]. Du côté du PPS de Lakokhel, l'ELMOP, munie de son lanceur Carl Gustav d'obus de 84 mm, est devenue efficace contre les insurgés qui essayaient de gêner les activités de la police[143].

Le 14 novembre, les insurgés ont tendu des embuscades complexes à trois endroits différents contre un convoi de Compass Logistics sur la Route nº 1. Trois groupes de cinq insurgés ont attaqué ce convoi : ils ont tué six membres du personnel de sécurité et incendié un camion-citerne. La 1re Compagnie du 1er Kandak a réussi à prendre à partie deux des lieux d'embuscade en enfilade depuis le poste fortifié de Howz-e Madad, pendant que les mentors canadiens faisaient appel à l'artillerie composée alors de mortiers afghans de 82 mm et d'obusiers canadiens M-777. Les ennemis embusqués ont été tués sur place[144].

Le 16 novembre, le Lcol Gauthier a décidé de lancer l'Op TASHWISH MEKAWA, dont l'objectif était, comme cela avait le cas d'opérations précédentes, de dégager le terrain, puis de construire et de doter en personnel un PPS à l'ouest de Sangsar, à l'intersection des itinéraires Ottawa et Banff. L'objectif global, comme nous nous le rappellerons, consistait à isoler Nahlgam et à faire reculer vers le sud et loin de la Route nº 1 les équipes d'insurgés qui tendaient des embuscades. Il s'agissait d'une opération canado-afghane. Le déploiement de l'ELMO à Howz-e Madad constituait une feinte : elle est sortie la première et s'est

dirigée vers le sud pour établir un poste de contrôle des véhicules sur l'itinéraire Langley. Parallèlement, le Maj Abboud a envoyé deux de ses pelotons en véhicules jusqu'au PPS de Lakokhel, où les a rejoints une partie d'une compagnie afghane du 1er Kandak. Le peloton de reco et des tireurs d'élite se sont ajoutés à eux. La Compagnie B débarquée s'est approchée de nuit de l'objectif RAFTMAN depuis l'ouest et le sud. Des TUAV Sperwer surveillaient le territoire à l'est des objectifs, pendant que les obusiers M-777 de la Batterie X se préparaient à supprimer les forces ennemies qui s'amenaient pour renforcer les insurgés ou pour attaquer[145].

Pendant que la Compagnie B et les troupes afghanes se déplaçaient vers l'est, elles ont appréhendé deux insurgés. Au cours des combats qui ont suivi, la Compagnie B a dépassé le secteur de l'objectif, tandis que le TUAV et l'artillerie s'en prenaient ensemble aux renforts des insurgés, puis aux insurgés battant en retraite vers l'est. Un avion F-15 et un MQ-1 équipés de missiles Hellfire se sont joints au combat. D'après les premières estimations, 15 ennemis avaient été tués le 17 novembre. Cependant, selon les évaluations des dommages de combat, les renseignements recueillis par la police dans les PPS environnants et les informations locales transmises au CICD (et relayées à la FO Kandahar par les équipes de l'ELMOP), environ 30 ennemis avaient été tués au cours de l'Op TASHWISH MEKAWA, un commandant taliban avait été gravement blessé et huit autres insurgés avaient été capturés. Fait intéressant, la police a intercepté des conversations radio de bas niveau au PPS Haji pendant que l'opération était en cours et elle avait appris que l'ennemi « avait retenu les services d'un ingénieur pour fabriquer un nouveau type d'EEI dont il allait se servir bientôt[146] »

Au cours de l'étape IV de l'Op TASHWISH MEKAWA, un véhicule-robot terrestre M-113 SADMT de déminage et une troupe de chars Leopard de l'Escadron C ont escorté une compagnie afghane du 2e Kandak et des sapeurs du 53e Escadron le long de l'itinéraire Banff jusqu'au secteur de l'objectif, où a été construit un PPS. Les travaux ont été achevés vers le 24 novembre. De multiples contacts ont eu lieu avec les forces ennemies, qui cherchaient à savoir comment le nouveau PPS gênerait leurs activités : la Compagnie B a été prise à partie à trois reprises au cours de la même journée (le 20 novembre). Une des premières patrouilles exécutées depuis cet endroit a révélé la présence d'une importante cache d'armes dont la destruction a considérablement perturbé les insurgés locaux[147].

Les embuscades constantes tendues sur la Route no 1 ont conduit à l'Op RING ROAD SURGE à la fin de novembre. Les chars ont appuyé l'Armée afghane et l'ELMO au cours d'une série de patrouilles et de ratissages. En fin de compte, toutefois, les Canadiens ont conclu dans leur analyse : « Les contacts survenus au cours des derniers jours montrent que le PPS est bien situé et qu'il perturbe les activités des insurgés dans le secteur; ceux-ci attaquent le PPS plutôt que les convois [circulant sur la Route no 1], ce qui est préférable[148]. » [Traduction]

Soutenir la Roto 4 de la FO Kandahar

L'ESN de la Roto 4 était commandé par le Lcol Nick Eldaoud : « J'ai eu de la chance. J'ai hérité de la structure de Chuck Mathé. Il avait eu du mal à s'adapter à tous les changements apportés au tableau d'effectifs et de dotation (TED), de sorte que j'ai eu assez de ressources pour fonctionner. » [Traduction] Cela s'est avéré accidentel. Il y avait eu une centralisation de plus en plus grande du soutien logistique au combat en 2006 et 2007, mais avec le virage opéré par le quartier général Laroche en faveur d'une infrastructure tactique décentralisée, l'ESN a désormais dû, ironiquement, trouver une façon de se décentraliser pour répondre aux besoins du GT, de l'ELMO, de l'ELMOP et de l'ERP en matière de soutien[149]. En général, le système logistique réparti, dans les FOB du Panjwayi et du Zharey, a été conservé.

Le Lcol Eldaoud a relevé un problème qui résidait dans une séparation psychologique malsaine entre la compagnie de ravitaillement et la compagnie de protection de la force (Cie PF) : il y avait les patrouilles logistiques de combat (PLC) et la protection de la force [Traduction]. Les PLC avaient tendance à avoir lieu au cas par cas, et il croyait qu'il importait de fusionner l'unité de protection de la force et les camionneurs/fournisseurs pour renforcer l'esprit d'équipe. Il a innové en retirant aux soldats canadiens membres de la Cie FP leurs fonctions de garde des entrées de l'aérodrome. Avec l'accroissement des troupes bulgares et hongroises à l'aérodrome de Kandahar, qui aspiraient à remplir ce rôle, ce fut une transition relativement facile. En fin de compte, les éléments chargés de la protection de la force et des PLC ont fusionné et sont devenus tout simplement « les PLC ». C'était des équipes de combat, pas nécessairement au sens doctrinal du terme, mais au sens psychologique. Le Lcol Eldaoud a maintenu la politique consistant à faire en sorte que chaque membre de l'ESN ait l'occasion de servir de co-conducteur au cours des PLC, y compris les cuisiniers. Il y a eu des ronchonnements dans certains milieux, mais en définitive, cela a accru la cadence opérationnelle de l'ESN en réduisant la fatigue des conducteurs. Le Lcol Eldaoud et son SMR, comme leurs homologues de la police militaire, ont dû faire preuve de leadership pour remédier à l'inertie des attitudes liée à la vie en garnison et présente chez certains membres du personnel canadien[150].

Cet ESN a aussi fait fond sur l'idée que chaque soldat est apte à recueillir des renseignements. Les patrouilles logistiques de combat franchissaient des distances considérables et passaient souvent par des points vitaux. Chaque véhicule était muni d'une caméra numérique, tandis qu'un technicien de l'ESN essayait de trouver un moyen d'en installer une sur la tourelle du poste de tir télécommandé des véhicules RG-31. Les PLC ont pu ajouter à la base de données liée à la « CS brun » sur l'état des routes, les emplacements probables des EEI, les lieux propices aux embuscades, et ainsi de suite. À l'ESN, l'effectif de la cellule du renseignement s'est accru pour traiter et diffuser ces renseignements, ce qui a soulagé le CRTS de cette tâche spécialisée[151].

Le Lcol Eldaoud et ses hommes se préoccupaient beaucoup de la vulnérabilité du parc de véhicules de l'ESN, surtout après les grosses attaques à l'EEI ayant eu lieu au cours de leur période de service. Les véhicules logistiques lourds à roues (VLLR), munis d'un blindage renforcé de circonstance, étaient alors encore utilisés. Au cours d'une des premières patrouilles logistiques de combat de la période de service, une colonne de VLLR est tombée dans une embuscade amorcée par un EEI. Le convoi a traversé le point « X » et s'est reconstitué. On a constaté que des balles avaient pénétré le toit de la cabine et contourné ainsi le blindage. Le Lcol Eldaoud a appelé Ottawa pour dire que, dès lors, aucun autre VLLR ne serait utilisé en Afghanistan. Les camions de 15 tonnes de Western Star, qui possédaient un blindage intégrant, ont pris la relève, mais comme ils n'étaient pas aussi nombreux que les VLLR, la cadence du ravitaillement a été ralentie pendant un certain temps. Comme il n'y avait pas de camion-citerne blindé, il a été décidé de transporter le véhicule au moyen d'une remorque à plate-forme surbaissée en situant le réservoir de carburant aussi loin que possible de la cabine du camion[152].

Par suite de cette situation, l'acquisition accélérée de véhicules de soutien blindés lourds, à savoir les camions logistiques Mercedes-Benz Actros, a été autorisée, mais ils n'allaient pas être livrés avant la prochaine rotation[153]. Quant aux autres véhicules, les VULR qui avaient servi jusque-là aux forces canadiennes en Afghanistan depuis 2004 n'étaient désormais plus employés. Leur châssis était fissuré à cause de la tension attribuable au surblindage et à un emploi continuel[154].

L'ESN a réexaminé ses tactiques et procédures. Selon la doctrine en vigueur, les patrouilles logistiques de combat devaient avoir lieu de nuit : les routes étaient dégagées, et l'obscurité servait de couverture. Pourquoi ne pas se déplacer le jour plutôt? D'après le renseignement, l'ennemi se préoccupait de plus en plus de la mauvaise presse que lui valait auprès de la population la mort de civils tués au cours des attaques contre les patrouilles canadiennes : dans leurs opérations d'information, les Canadiens ont mis l'accent sur l'insensibilité dont les talibans avaient fait preuve à cet égard depuis 2006. L'ESN a exploité la situation après avoir débattu des aspects éthiques connexes. Certains craignaient que l'ESN ne soit accusée d'utiliser la population comme un bouclier contre les attaques talibanes à l'EEI dans la ville de Kandahar, mais en réalité, comme c'était les insurgés qui choisissaient d'attaquer les convois canadiens, la responsabilité leur en incombait. Aucune embuscade ou attaque n'a ensuite eu lieu de jour le long de la Route nº 4 entre l'aérodrome de Kandahar et la ville même[155].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en novembre 2007

La situation dans le district de Panjwayi était dominée par les problèmes axés sur le PPS Haji et l'itinéraire Fosters. Un peloton de la Compagnie C du Maj Robichaud était censé renforcer le poste fortifié de Howz-e Madad en prévision de l'Op TASHWISH MEKAWA, puis aider à assurer la sécurité pendant l'étape de la construction. Malheureusement, un VBL III, le dernier véhicule d'un convoi qui en comptait six, a heurté un EEI sur l'itinéraire Fosters au sud-ouest de Ma'Sum Ghar; le Cpl Raymond Beauchamp, membre de la 5e Ambulance de campagne, et le Sdt Michel Lévesque, membre du 3 R22eR, ont alors été tués. Un interprète afghan a aussi été tué, et tous les autres occupants du véhicule ont subi un choc ou ont été blessés. Le conducteur qui s'efforçait d'extraire les morts et les blessés a dû abandonner ses efforts, car les flammes avaient atteint les munitions et commençaient à envelopper tout le véhicule[156]. Le commandant de la Compagnie C a signalé que « l'itinéraire Fosters constitue encore un corridor truffé d'EEI[157] ».

Des éléments de la Compagnie C et de l'ELMOP occupaient le PPS Haji depuis sa construction en octobre et ils attendaient l'arrivée de la police afghane qui devait les relever. Deux raisons ont expliqué pourquoi cela ne s'est pas produit. D'abord, les agents de police des postes secondaires éloignés n'étaient pas payés. Quand le chef de police du district a tenu un rassemblement pour la solde, il l'a fait à Ma'Sum Ghar. Par conséquent, les agents ont menacé d'abandonner les PPS le long de l'itinéraire Fosters. Quand les Canadiens ont essayé de convaincre l'Armée afghane d'occuper le PPS Haji, ils se sont heurtés à des problèmes encore pires. Les commandants de kandak craignaient que leur piètre système logistique ne puisse s'occuper de la longue série de postes fortifiés et de positions répartis le long de l'itinéraire Fosters jusqu'à Mushan. Or, vu la menace accrue constituée par les EEI sur l'itinéraire Fosters, cette crainte semblait raisonnable. Des EEI ont retardé le déplacement de la 1re Compagnie et de l'ELMO du 3e Kandak jusqu'à la base de patrouille de Sperwan Ghar[158]. Le 23 novembre, l'ELMOP a fait savoir ce qui suit : « Il n'y a toujours pas de police afghane à Haji et nous attendons encore de voir comment les choses évolueront à cet égard, mais nous avons peu d'influence sur le [chef de police] de Panjwayi. Le [commandant] de l'ELMOP craint une perte de mouvement sur l'itinéraire Fosters quand les éléments du GT partiront du PPS Haji[159]. » [Traduction]

Le 25 novembre, la Compagnie C a dirigé l'Op COUNTER IED afin de neutraliser la menace constituée par les EEI le long de l'itinéraire Fosters. Les véhicules de la COIC de dégagement d'itinéraires ont ausculté l'itinéraire depuis Ma'Sum Ghar jusqu'au PPS Haji et à des points situés à l'ouest. Un certain nombre de postes d'observation temporaires ont été établis ainsi qu'une position d'embuscade nocturne. Il n'y a eu aucune activité

jusqu'au 27 novembre, quand un VBL III de la Compagnie C a heurté un EEI au nord de Zangabad Ghar; trois Canadiens ont alors été blessés. « À partir de maintenant, tout mouvement entre le PPS Haji et la Base de patrouille de Sperwan Ghar se fera avec un véhicule de la COIC ou un [détachement de dégagement d'itinéraire] » [Traduction], a déclaré le Maj Robichaud. L'Op COUNTER IED a pris fin le lendemain[160].

L'ennemi a manifestement compris que quelque chose clochait et il a intensifié la pression sur le PPS Haji. La position a fait l'objet d'une attaque meurtrière au mortier le 22 novembre; six Canadiens et un interprète afghan ont été blessés. La Compagnie C a rassemblé de peine et de misère cinq de ses membres pour les envoyer remplacer les blessés. Deux jours plus tard, toutefois, le PPS Haji était la cible d'un assaut terrestre coordonné déclenché depuis trois positions. Les défenseurs canadiens d'un peloton réduit de la Compagnie C et quelques mentors de l'ELMOP ont refoulé les assaillants et en ont tué huit[161]. Quarante-huit heures plus tard, le processus s'est répété, avec une autre attaque ennemie complexe que l'ELMOP et la Compagnie C ont repoussée également. Un TUAV Sperwer a suivi l'ennemi en retraite qui a ensuite été pris à partie par l'artillerie et les forces aériennes en appui. Des signes indiquaient que « le commandant taliban local était très bouleversé par les résultats de l'attaque et qu'il comptait en déclencher une autre […] La volonté des talibans de sacrifier autant d'hommes afin d'attaquer le PPS Haji est digne d'intérêt[162]. » [Traduction]

Finalement, de légers progrès ont été faits pour obtenir d'autres forces de sécurité afghanes dans le secteur, mais c'était la croix et la bannière pour y arriver. La 1re Compagnie du 3e Kandak allait déployer un élément de 20 hommes à la jonction des itinéraires Fosters et Brown, et 40 autres hommes à la Base de patrouille Sperwan Ghar. Une patrouille à pied de 20 Afghans aurait lieu entre Sperwan Ghar et le PPS Haji tous les deux jours. Si les sapeurs canadiens acceptaient de construire les installations voulues, 20 autres membres de l'Armée nationale afghane devaient occuper en permanence deux positions sur l'itinéraire Fosters[163].

Les rapports établis avec les Afghans permettaient de mieux comprendre les problèmes de la police qui influaient sur la situation dans le secteur. D'abord, il y avait la lutte pour le pouvoir parmi les alakozais, lutte qui servait de toile de fond à toute la situation. Ensuite, Bismillah Jan, chef de la police du Zharey, n'était pas payé, et « le général Saqib ne l'appuie pas et ne se soucie guère de son sort[164] » [Traduction]. Troisièmement, il y a eu des problèmes entre Haji Baran, chef du district de Panjwayi, et le chef de police du district : Baran voulait que ses amis non qualifiés de Bazaar-e Panjwayi soient engagés comme « agents de police », mais que leur salaire lui soit remis. Quand un mentor étasunien de la police est intervenu en faveur du chef de police, Baran « s'est fâché, et un de ses hommes a dit au [chef de police] qu' il viendrait pendant la nuit pour le tuer et qu'il tuerait aussi tout agent de police qui tenterait de l'arrêter. [Baran] a fait savoir à l'officier étasunien de l'EMP qu'il était menacé également[165]. » [Traduction]

Entre-temps, les mortiers talibans ont continué à bombarder le PPS Haji avec une précision accrue. Cela a porté à croire qu'un contrôleur qualifié des tirs de mortier était arrivé dans le secteur[166]. Le combat s'est poursuivi.

Développement, reconstruction et sécurité, de novembre 2007 à janvier 2008

Après avoir déployé ses ressources dans la foulée de l'opération dans l'Arghandab, l'ERP a tourné son attention vers l'Op CAUSEWAY. Le projet s'est heurté à plusieurs obstacles : les anciens du district s'inquiétaient de l'installation planifiée d'environ 80 blocs de béton dans la rivière pour former une route sur digue. Il fallait aussi dissiper les craintes au sujet du détournement de l'eau. Haji Baran et Abdul Khaliq militaient contre le projet, sans doute parce qu'ils se faisaient concurrence pour obtenir les fonds de développement. Quand Khaliq a été abordé, il a réclamé un plan de rechange comportant l'installation de murs de retenue et il a déclaré que « cette situation risquait de dégénérer en un désaccord violent si la FIAS ne se préoccupait pas des inquiétudes des citoyens » [Traduction]. Dans son analyse, l'ERP a conclu que Khaliq voulait des contrats pour construire des murs de retenue dont les habitants de l'endroit avaient prétendument besoin[167]. Les agents de la COCIM ont fait savoir que « les talibans risquaient de présenter sous un jour leur étant favorable l'Op CAUSEWAY, qui était censée avoir un effet positif destiné à renforcer la gouvernance et l'état du développement […] si la situation n'était pas bien gérée » [Traduction]. La population de Pashmul n'avait aucun conseil de développement communautaire (en partie parce qu'ONU Habitat refusait d'aller là pour des raisons de sécurité) et elle était obligée de traiter avec les anciens et les organisations du Panjwayi. Cet état de choses suscitait la concurrence et l'escalade des tensions[168].

Des ressources canadiennes concertées sont intervenues pour ouvrir un dialogue avec les autorités afghanes, mais les progrès ont été lents tout au long de novembre et de décembre. Le peu d'attention accordé par le gouverneur à cette question pressante a ajouté au problème, ce qui a ensuite suscité de la mauvaise volonté et des griefs. Comme l'équipe de la COCIM l'a constaté, « on ne croit à peu près pas que le gouverneur de Kandahar veuille résoudre le problème et solliciter l'aide de la FIAS » [Traduction]. Ce qui est pire ONU Habitat a reproché à l'ERP d'être intervenue dans un domaine dont elle pensait qu'il relevait d'elle[169]. Cependant, cet effort concerté à été fructueux, et la route sur digue a été ouverte à la population avec beaucoup d'éclat, le 8 janvier 2008, et, fait digne de mention, l'Armée et la Police afghanes se sont entièrement chargées de la sécurité. Enfin, après un effort pluriannuel, il y avait maintenant un axe commercial reliant le district de Panjwayi et la Route nº 1, axe qui ne nécessitait pas un détour par la ville de Kandahar.

L'ERP a été mêlée à une autre situation délicate dans le Panjwayi à ce moment-là. Haji Baran et le chef de police ont dit à 9 000 Kuchis, installés dans un grand camp pour personnes déplacées, à l'est de Bazaar-e Panjwayi, qu'ils devaient quitter l'endroit, car l'hiver approchait. Le détachement de la COCIM a appris cela et a signalé qu'une crise humanitaire se préparait. Un représentant de l'ACDI au sein de l'ERP n'a pas cru les rapports à cet effet, mais il n'a pas enquêté davantage sur la question. L'équipe de la COCIM s'est rendue au camp et a fait savoir qu'il fallait évacuer l'endroit, mais que de graves problèmes d'approvisionnement en eau et d'hygiène se posaient. Un représentant de l'ONU et le représentant d'USAID au sein de l'ERP ont confirmé ce constat au cours d'une autre visite. Ensemble, l'équipe de la COCIM et USAID ont affronté Haji Baran, qui a nié l'existence de tout problème. Les représentants de l'ACDI ont communiqué avec Baran par le biais d'un intermédiaire (car le personnel de l'ACDI n'était pas autorisé à sortir du Camp Nathan Smith par les dirigeants de l'Agence, à Ottawa, pour des raisons de sécurité) qui les a convaincus que tout allait bien. En fin de compte, l'ACDI et le MAECI ont obtenu la permission d'envoyer leurs représentants avec l'équipe de la COCIM au camp, pendant que cette équipe prenait des mesures pour faire creuser un puits. Entre-temps, un certain nombre d'enfants kuchis sont morts de froid, et plusieurs aînés ont été enlevés par des éléments inconnus; par ailleurs, les équipes de forage étaient harcelées et obligées de payer une « taxe » à un représentant taliban de Khenjakak dans le sud-est du Panjwayi[170].

Un représentant des Kuchis a abordé l'ERP et a demandé des couvertures et des tentes. Il a été dirigé vers le représentant de la MANUA à Kandahar. Ce dernier a refusé son aide, en disant qu'il ne ferait rien à moins que le gouvernement de Kandahar lui fasse une demande. Finalement, les représentants de l'ACDI ont reconnu l'existence d'un problème; ils ont fait pression sur le gouverneur pour qu'il intervienne et demande à l'ONU d'aider les personnes déplacées vivant dans le camp; ils ont dressé un plan pour s'adresser au Programme alimentaire mondial (PAM) et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), si le gouverneur donnait son assentiment. Ni le PAM ni l'UNICEF n'étaient disposés à faire quoi que ce soit sans une demande du gouverneur. Le Lcol Chamberlain, désormais au courant de ce qui se passait, a intercédé auprès d'Asadullah Khalid et lui a demandé s'il avait ou non le pouvoir de prendre une décision et, dans l'affirmative, il lui a dit de recourir au Comité de développement provincial comme mécanisme pour faire face à la crise. Parallèlement, les représentants de l'ACDI et du MAECI ont cherché à gagner l'appui du gouverneur adjoint[171]. Dans l'intervalle, d'autres Kuchis ont succombé aux éléments. Des hommes prétendant être des talibans sont arrivés de nuit et ont harcelé la population du camp. Les insurgés ont confisqué le peu de matériel que les agents de la COCIM avaient pu apporter là. Finalement, le PAM a envoyé une personne au camp qui a fait savoir à l'ACDI que la situation des Kuchis était désastreuse. Quand l'aide du PAM

est arrivée, les anciens des Kuchis l'ont refusée, car ils craignaient les intimidateurs. Près de deux semaines après le début de ce drame, le Lcol Chamberlain et l'ERP ont réussi à réunir tous les intervenants autour d'une seule table pour régler la question. Avec la participation du conseiller en développement de la FO Kandahar, la pression a été appliquée sur la MANUA, qui a finalement accepté de réinstaller les Kuchis dans un camp plus vaste et protégé pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays : l'endroit s'appelait Zharey-Dasht[172].

Rien de tout cela n'a jeté une lumière favorable sur le Canada, mais le comportement de la collectivité internationale et du gouverneur était tout simplement épouvantable. Les motifs de Baran et de son chef de police de district étaient ignobles, en ce sens qu'ils voulaient que les Kuchis quittent l'endroit pour pouvoir ensuite y construire des immeubles et installations. Les nomades kuchis vivaient en général dans le district de Registan au sud du Panjwayi. Plusieurs « itinéraires » que l'ennemi empruntait pour se rendre à Quetta au Pakistan passaient par le Registan. Les Kuchis avaient maintenant contre le gouvernement afghan toute une série de nouveaux griefs que les talibans pouvaient exploiter; par ailleurs, l'absence d'une réaction judicieuse du Canada empirait la situation. Les Kuchis étaient par conséquent moins susceptibles d'aider la coalition en lui fournissant des renseignements sur les mouvements ennemis dans les terres qu'ils habitaient.

Le seul élément positif était la volonté accrue du gouverneur d'utiliser enfin le comité de développement provincial comme outil de gouvernance. Il est possible que la tragédie des Kuchis ait servi à favoriser la tenue de discussions systémiques et plus nombreuses entre le gouvernement provincial, l'ERP, l'ONU et les organisations non gouvernementales relativement à des projets tels que la construction proposée d'une route contournant la ville au sud, l'aménagement du barrage de Dahla et la construction d'écoles[173].

Les assemblées de développement de district et les conseils de développement communautaires, qui relevaient du Programme national de solidarité et qui étaient censés être les principaux artisans de la reconstruction et du développement dans la province, étaient dans un état inégal en décembre 2007 et en janvier 2008. Des différends persistaient entre ONU Habitat et l'ERP quant à savoir qui gérerait les demandes provenant de ces entités. La plupart du temps, les Afghans se tournaient d'emblée vers l'ERP parce qu'ils ne pouvaient obtenir aucune intervention rapide de la part d'ONU Habitat. Il était plus facile pour un membre d'une choura de district chargée de la reconstruction de communiquer avec une patrouille des équipes canadiennes de la COCIM, par exemple, qu'avec un représentant de l'ONU qui ne venait à peu près jamais dans les districts[174].

Les organisations de développement du district d'Arghandab fonctionnaient, juste avant la mort du mollah Naqib. Celui-ci avait essayé de démettre de ses fonctions le chef de l'assemblée de développement du district (ADD), dont il ne pensait pas qu'il avait les intérêts du district à cœur. Un chef parallèle de l'ADD avait de la crédibilité, mais les diverses

personnalités n'étaient pas compatibles. L'équipe de la COCIM et l'ERP ont passé beaucoup de temps à travailler avec toutes les parties pour rétablir le fonctionnement de l'assemblée. En janvier 2008, l'ERP a estimé que l'ADD d'Arghandab constituait un modèle à suivre[175].

Quant au Shah Wali Kot, l'environnement y était jugé défavorable. Il y existait une assemblée de développement officieuse, mais il n'y avait aucun conseil communautaire. Les fonds pouvaient arriver jusqu'au Shah Wali Kot inférieur par le système de l'ERP, mais les effets en étaient ambigus. La FO 32 étasunienne a pu, en collaborant avec USAID, se servir de ses capacités en matière d'affaires civiles pour réaliser des projets locaux dans le Shah Wali Kot supérieur et dans le Khakrez, mais les programmes d'envergure n'y étaient pas encore possibles. Ces relations se sont renforcées avec le temps, de sorte que l'on a pu séparer rapidement les activités de la COCIM de celles des Affaires civiles étasuniennes[176].

La situation dans le Panjwayi était variée, et les équipes de la COCIM y ont constaté que chaque localité constituait en quelque sorte un district distinct. Ces équipes ne commençaient qu'à entrer dans les secteurs de Mushan et de Talukan. Sperwan était sur le point d'accepter l'établissement d'une certaine forme de lien avec l'Assemblée de développement du district de Panjwayi, parce qu'Haji Baran venait de là et que Bazaar-e Panjwayi était un village prospère. Cependant, il ne se passait rien à Nakhonay ni à Zangabad[177].

En janvier 2008, toutefois, il y avait dans le district de Dand une ADD et des conseils de développement communautaires fonctionnels, tout comme dans le Spin Boldak. La situation était inégale aussi dans le Zharey. Il y avait une ADD et quelques conseils de développement communautaires, mais l'environnement postérieur à Khairuddin ne s'était pas encore tout à fait stabilisé. La plupart des travaux de développement ont eu lieu le long de la Route nº 1 ou de l'itinéraire Summit. Les équipes de la COCIM et les ELMOP faisaient des expériences visant à établir des rapports avec la population autour des PPS, mais ces efforts n'en étaient encore qu'à leur tout début. Le Comité de développement provincial a continué lentement mais sûrement à améliorer la qualité de son travail jusqu'au début de 2008[178].

Malheureusement, au milieu de janvier 2008, le représentant d'ONU Habitat dans l'ERP a annoncé que Kaboul n'avait plus de fonds pour établir et soutenir de nouveaux conseils de développement communautaires dans la province à cause de l'état de la sécurité. L'ERP a conclu comme suit : « Cela est très alarmant. Si le Programme national de solidarité n'enregistre pas de nouveaux CDC, l'écart s'élargira encore plus entre les sous-districts du Zharey. » [Traduction] Cela allait creuser un fossé entre les nantis et les démunis dans les localités qui commençaient alors tout juste à bénéficier de la sécurité fournie par la police afghane et les ELMOP. Il y aurait un semblant de sécurité, mais aucun lien entre la population et les gouvernements du district et de la province. On ne répondrait pas aux besoins de la population qui serait dès lors de nouveau assujettie à l'influence des talibans[179].

Un autre chapitre s'est ajouté à la litanie des malheurs de Kandahar, le 12 janvier 2007, quand la turbine nº 3 du barrage de Kajaki, dans la province d'Helmand, a cessé de fonctionner. La ville de Kandahar a été plongée dans une série de pannes d'électricité périodiques, car la centrale municipale ne pouvait desservir que quelques districts à la fois[180]. Vu la nature régionale du problème, le Canada ne pouvait pas faire grand-chose dans l'immédiat, de sorte que le dossier a été confié au Commandement régional (Sud). Diverses options ont été envisagées, y compris le transport de grosses génératrices qui avaient servi à pomper l'eau à la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina, mais il n'y avait aucune solution rapide[181].

Par ailleurs, les opérations terroristes des talibans entravaient l'effort de développement dans la province. En août 2007, la prise de travailleurs humanitaires sud-coréens en otage et la conclusion insatisfaisante de cet épisode, la Corée du Sud ayant accepté de quitter l'Afghanistan, ont encouragé les talibans à recourir à des moyens semblables par la suite. À Kandahar, la décision que le gouvernement afghan a prise de libérer un commandant taliban, le mollah Mansour, en échange d'un journaliste italien, et l'échange du corps du frère de Mansour contre cinq travailleurs de la santé enlevés dans le Maywand n'ont fait qu'accroître l'audace de l'ennemi. Le 18 décembre, six membres du personnel médical afghan ont été enlevés près de Salehan dans le district de Panjwayi. Deux jours plus tard, le secrétaire du gouverneur était assassiné. Cependant, l'enlèvement de la travailleuse humanitaire étasunienne Cyd Mizell a eu un effet direct sur l'ERP. Cette femme, enlevée le 26 janvier, travaillait pour l'Asian Rural Life Development Foundation et est disparue d'un bazar dans le 6e district de la police de la ville de Kandahar[182].

Les forces d'opérations spéciales étasuniennes ont mis les bouchées doubles pour essayer de la retrouver et elles ont fait irruption dans Nakhonay et y ont supprimé trois commandants talibans. D'autres commandants insurgés étaient extrêmement contrariés par la « pression » ainsi exercée sur tout le mouvement, surtout dans ce qui semblait être un quartier tranquille du district de Panjwayi, aux yeux des gens de l'extérieur[183]. Malheureusement, Cyd Mizell a mystérieusement été emmenée dans l'Helmand, où elle est disparue. Des rapports ont dit plus tard qu'elle avait été assassinée. Cependant, l'enlèvement de Mizell a eu un effet disproportionné sur certains éléments civils, car il les a effrayés, et certains en ont fait une raison pour réduire le nombre de leurs sorties en dehors de leurs bases respectives. En effet, l'hystérie s'est propagée de façon disproportionnée dans toute la collectivité des travailleurs humanitaires et des agents de développement à Kandahar et elle a bien failli faire tout arrêter pendant un certain temps[184]. Fait surprenant, plus de 500 femmes portant la burka ont défilé dans les rues de Kandahar pour protester contre cet enlèvement.

Les progrès lents, mais discernables de la police dans le Zharey ont alors été catastrophiquement freinés quand quatre agents sont disparus de leur poste près de Howz-e Madad entre les 25 et 27 décembre. Le 29 décembre, une équipe nombreuse d'insurgés habillés comme la police afghane et conduisant trois véhicules Ford Ranger verts de celle-ci s'est infiltrée dans un poste de contrôle du Maywand et a enlevé 16 agents de police. Ces agents ont été emmenés à Nahlgam et dans la région de Band-e Timor où ils ont été traduits devant des juges talibans et condamnés à mort. Les talibans ont ensuite transporté trois des malheureux agents de police à Kolk, trois autres à Sia Choy et trois autres dans la région de Band-e Timor, où ils les ont exécutés publiquement pour intimider la population. On a confirmé que 13 des 22 agents manquant à l'appel avaient été tués. Le CICP a noté que « les corps recouvrés seront difficiles à identifier [car] ils ont été mutilés assez brutalement[185] » [Traduction].

Cet « engouement » s'est répandu, et trois policiers ont été kidnappés par des insurgés dans le Shah Wali Kot et décapités. Les talibans du Panjwayi ont aussi enlevé Karim Khan, un chef de tribu achakzai et, soit dit en passant, un ami personnel d'Ahmad Wali Karzai. Ils se sont aussi emparés de son fils et ont exigé une rançon. À cause des sensibilités politiques liées à une certaine dynamique inter-tribale que l'analyse canadienne n'a pas pu éclaircir, des négociations menées en dehors des structures canadiennes ont abouti à la libération négociée des deux hommes[186]. Néanmoins, les meurtres se sont poursuivis. Le 13 janvier, des insurgés portant des uniformes de la police et arrivés dans des camions Ford Ranger sont entrés dans le casernement d'un poste de police dans le Maywand oriental et y ont tué neuf agents de police qui dormaient. Un autre a été retrouvé ligoté avec des colliers de serrage, bâillonné et abattu d'une balle dans la tête[187].

C'était une chose que de combattre des insurgés dans les collines et les champs de vigne, mais c'en était une tout autre que de lutter contre des activités terroristes aussi insidieuses. Or, pendant tout ce temps, aucun média canadien (ou international) n'a couvert les atrocités commises à l'endroit du personnel médical ni les « verdicts » sauvages rendus à l'égard de la police par ce qui équivalait à un pouvoir parallèle. Cependant, les médias s'intéressaient abondamment à la question des détenus, ce qui a obligé l'ERP à augmenter le nombre de patrouilles à la prison de Sarposa[188].

Les opérations dans le district de Zharey, en décembre 2007 et janvier 2008

La décision de concentrer les ressources de développement et de reconstruction dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi et de Pashmul se rapportait à une série d'opérations dirigées par le GT du milieu à la fin de décembre, mais elle n'y était pas directement reliée.

Deux des principaux facteurs ont été la poursuite des attaques à la roquette contre la BOA Ma'Sum Ghar et les liens entre les actions des insurgés à Sia Choy et la violence dans les environs de Kolk. L'opération menée à Sia Choy, appelée TEREH TOORA, a eu lieu le 16 décembre. C'était une intervention d'envergure qui visait particulièrement les caches d'armes et les nœuds de commandement probables repérés et évalués antérieurement par le CRTS. Des ressources spéciales ont été affectées à l'emplacement surnommé « Rock School » (l'école du rock) et situé à l'intersection des itinéraires Victoria et Cornerbrook, qui avait été un point de ralliement de l'ennemi lors d'opérations antérieures dans le Zharey.

L'Op TEREH TOORA a duré 24 heures. Des TUAV Sperwer surveillaient l'intersection des itinéraires Brown et Fosters pour confirmer que personne n'y posait des EEI. La Compagnie C a quitté Sperwan Ghar, franchi la rivière Arghandab et occupé des positions d'arrêt à l'ouest de Sia Choy. L'Escadron C, accompagné d'éléments d'infanterie, s'est déplacé vers l'ouest le long du lit de la rivière pour bloquer la route depuis le sud. Une compagnie de gurkhas et un peloton afghan avec l'ELMO canadienne se sont introduits au nord de Sia Choy, pendant que des éléments de reco et des tireurs d'élite surveillaient le secteur à l'est de la localité, depuis leurs positions à Ma'Sum Ghar. L'avance a commencé à 0500 depuis le nord. À 0630, des insurgés armés portant des tubes quelconques étaient aperçus : ils ont été pris à partie par des forces aériennes assurant un appui rapproché. Ensuite, on a appris qu'un commandant ennemi était dans le secteur et qu'il allait tenter de s'enfuir avec son détachement de protection dont les membres portaient l'uniforme de la police afghane. Les Afghans et les gurkhas ont trouvé de petites caches d'armes pendant qu'ils ratissaient les enceintes. Cependant, des ressources ISTAR ont fait savoir que, chaque fois que les gurkhas avançaient d'un bond, l'ennemi appelait à l'aide pour évacuer des blessés. Manifestement, Sia Choy servait aussi de point de rassemblement des pertes et d'installation médicale. Finalement, les combattants ennemis qui manœuvraient ont été attaqués par des forces aériennes qui en ont tué ou blessé 20. Un chef insurgé a demandé des renforts depuis « l'école du rock ». Une attaque aérienne contre cet endroit a entraîné de multiples détonations et des explosions secondaires. L'ennemi, dont les munitions s'épuisaient, s'est enfui en laissant là environ 47 morts et quatre combattants qui ont été capturés par l'Armée afghane[189].

Le Lcol Gauthier a porté son attention sur le secteur de Senjaray. D'après les rapports ISTAR, les roquettes lancées contre Ma'Sum Ghar étaient livrées par des camions qui passaient par Senjaray. Il semblait y avoir une cache d'armes à Makuan, qui était une base de fauteurs de troubles connue. L'Escadron C a pris les devants et a lancé l'Op METAWARKAWEL SHEPPA le 21 décembre. Un détachement semblable, composé d'une compagnie de gurkhas, d'une compagnie afghane, de mentors canadiens et de sapeurs de combat, a ratissé Makuan, mais il n'a trouvé que peu de caches d'armes et

aucune roquette[190]. L'ennemi ne s'attendait pas à la même chose deux jours plus tard, quand l'Op KHWASHA SEMA s'est répétée au même endroit avec le même détachement venant de directions différentes. Les forces coalisées n'ont pas découvert grand-chose, tandis que l'ennemi fuyait à l'est dans les secteurs bâtis des quartiers ouest de la ville de Kandahar[191].

Les résultats matériels de ces trois opérations étaient ambigus. La « cage » de Senjaray a été « secouée » deux fois encore, et des effets perturbateurs ont été causés à Sia Choy, mais sans renseignements locaux détaillés, il était difficile d'enrayer les activités ennemies. L'ennemi n'avait sans doute que peu ou pas de moyens de mener des opérations, car il manquait de munitions et de chefs dans le secteur. Après tout, c'était l'hiver et le terrain était dénudé, de sorte que sa capacité d'exécuter des mouvements sans être vu était limitée de toute façon.

La lutte pour la maîtrise de l'itinéraire Fosters, de décembre 2007 à janvier 2008

La conclusion de l'Op COUNTER IED à la fin de novembre ne garantissait aucunement que l'ennemi cesserait d'essayer d'isoler Karim Khan, un chef tribal achakzai à Haji. Le 6 décembre, au cours d'une opération de dégagement de l'itinéraire Fosters, des véhicules de détection de mines et de déminage Husky ont fait sauter deux EEI. Le Lcol Gauthier et ses planificateurs ont décidé de dégager la région de Zangabad en poursuivant deux objectifs : réduire la pression qui s'exerçait sur le PPS Haji et, collatéralement, stimuler des négociations avec les forces de sécurité afghanes pour qu'elles s'intéressent davantage à la sécurité et qu'elles éliminent les fabricants d'EEI (voir la figure 2-6)[192].

Dans la préparation étoffée du renseignement en vue de l'Op DADA SHAY, trois groupes d'insurgés ont été identifiés. Deux commandants et leurs combattants se trouvaient dans le secteur de Zandabad, et un troisième était installé avec ses forces juste au nord de la rivière Arghandab. Le principal commandant taliban à Zangabad, dont le nom de guerre était « Zia Al Haq », avait aussi une cellule de poseurs d'EEI sous ses ordres. Zangabad était un parfait repaire pour insurgés, ainsi que les autres localités de la « corne du Panjwayi ». L'itinéraire Fosters, qui n'était en fait qu'un chemin de terre rudimentaire, longeait la partie nord de la « corne », et des pistes menaient vers le sud aux diverses localités qui se trouvaient elles-mêmes nichées dans un terrain au relief complexe composé du mélange habituel de champs de raisins, de huttes de séchage et d'enceintes entourées de murs. Au sud de ce territoire coulait la rivière Dori d'où s'étendait le désert du Reg. Des collines du Panjwayi central faisaient saillie au sud-ouest juste à la hauteur de la rivière Dori[193].

Le quadrilatère tracé pour l'Op DADA SHAY faisait des collines la limite sud, tandis que la rivière Arghandab définissait la limite nord. Les forces participantes comprenaient la Compagnie C et l'Escadron C ainsi que deux compagnies de l'Armée afghane et les ELMO canadiennes du 3e Kandak. L'opération pouvait aussi compter sur la présence d'une

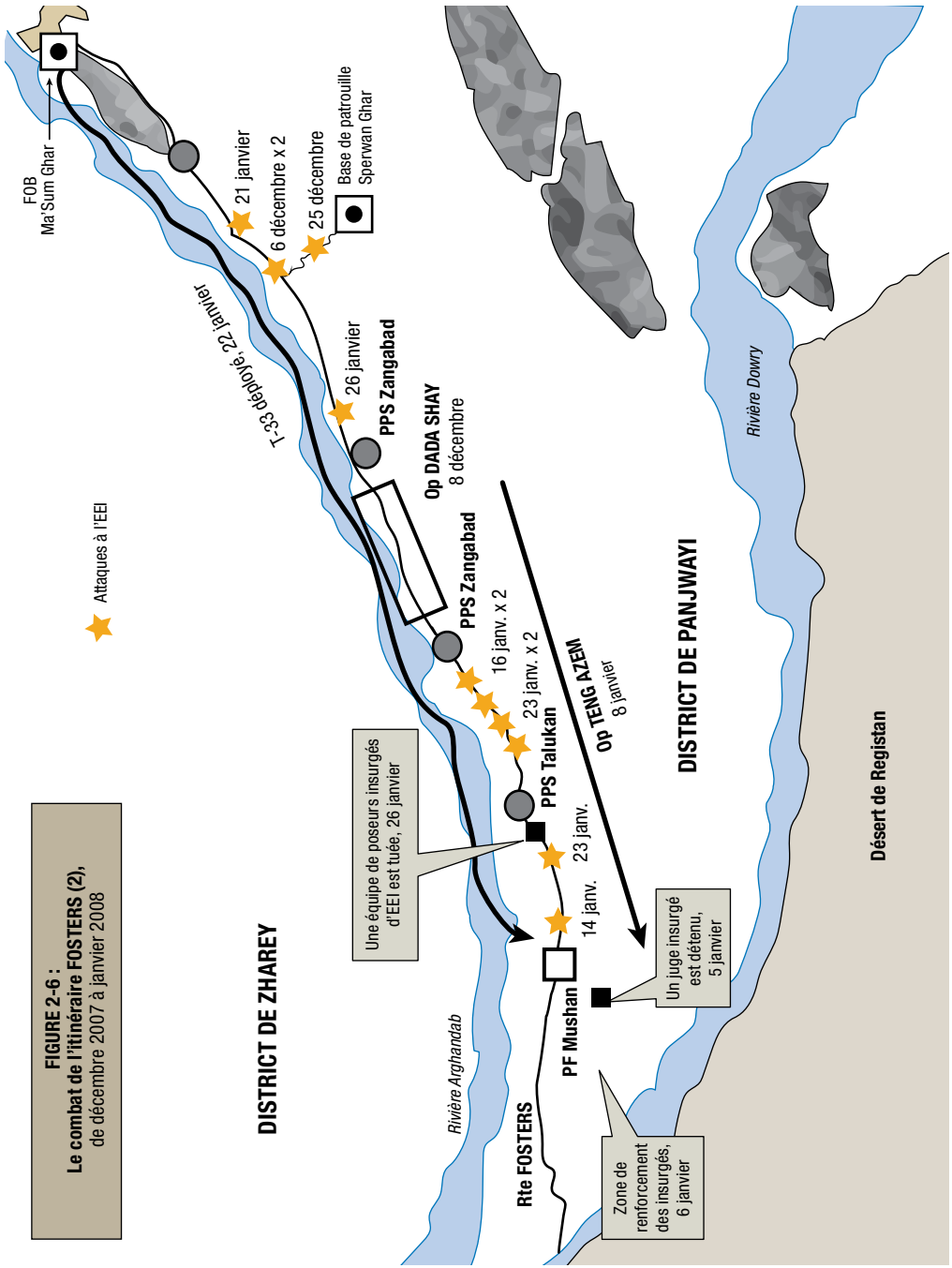


FIGURE 2-6 :
Le combat de l'itinéraire FOSTERS (2),
de décembre 2007 à janvier 2008

Figure 2-6 : Le combat de l'itinéraire FOSTERS (2), de décembre 2007 à janvier 2008

compagnie de gurkhas du 1er Bataillon du Royal Gurkha Rifles. Tous les éléments de soutien habituels étaient présents : la Batterie X, le 53e Escadron et les TUAV Sperwer. Les tireurs d'élite canadiens et gurkhas ont été insérés dans leurs positions dans les collines du sud, la nuit du 7 décembre[194].

Le concept d'opérations était simple : une insertion nocturne de l'infanterie le long de deux axes, suivie par l'intervention des compagnies de l'Armée afghane à l'aube. Cela se produirait en même temps que les chars Leopard de l'Escadron C et le quartier général tactique du GT s'avanceraient le long du flanc gauche en terrain dégagé, entre les collines au sud de Zangabad, jusqu'à l'objectif GUINNESS, d'abord pour exécuter une feinte, puis pour créer une position d'arrêt. Ensuite, le détachement de dégagement d'itinéraire emprunterait l'itinéraire Fosters et se dirigerait vers le PPS Haji. L'infanterie nettoierait finalement tous les objectifs, et la force retournerait à la BOA Ma'Sum Ghar[195].

La Compagnie C a amorcé à 0245, le 8 décembre, ses mouvements à pied pour entrer dans l'objectif MOLSON. Les Aghans ont mis un peu plus de temps et sont arrivés à cet objectif une heure plus tard. Le détachement de dégagement d'itinéraire est parti à 0515, et la feinte mécanisée a été effectuée le long du flanc gauche à 0530. L'ennemi a réagi de façon léthargique vers 0700 : les tireurs d'élite dans les collines ont repéré un mouvement d'ennemis près de l'objectif SLEEMAN et ont dirigé un MQ-9 Reaper vers eux : cinq insurgés ont été tués. Les unités mécanisées exécutant la feinte ont alors repéré plus de 20 ennemis qui se rendaient vers leurs positions de combat à l'ouest du quadrilatère d'opérations LABATT : un TUAV Sperwer est arrivé à la verticale de cet endroit, il a identifié l'ennemi pour le distinguer des civils et il a guidé deux bombes de 500 livres sur lui; au moins dix insurgés ont été abattus[196].

À ce moment-là, les gurkhas ont traversé l'objectif MOLSON jusqu'à l'objectif MILLER, et les sapeurs ont bien progressé sur l'itinéraire Fosters et ont fait sauter les EEI à mesure qu'ils les trouvaient. À 0930, les objectifs MOLSON et SLEEMAN ont été dégagés, et les gurkhas se sont attaqués à l'objectif MILLER. Le quartier général tactique du GT, qui faisait partie des unités exécutant la feinte, a alors été attaqué par des mortiers, des canons sans recul et des tirs de GPF. Certains des véhicules ont été endommagés, mais ils ont pu continuer d'avancer, de sorte qu'ils ont reçu l'ordre de s'éloigner hors de la portée des armes ennemies. Un des chars Leopard 2 a riposté et tué quatre combattants ennemis. Un autre a supprimé une équipe munie de GPF. À 1115, les sapeurs sont parvenus au PPS Haji, et l'ennemi s'est replié à l'ouest de la zone d'opérations. La Compagnie C s'est alors heurtée à une résistance à l'objectif GUINNESS, et un échange de feux a commencé avec 18 insurgés. Utilisant les renseignements relayés par un TUAV Sperwer, l'infanterie canadienne a traqué puis abattu tous les combattants qui s'étaient réfugiés dans les enceintes et les huttes à raisin.

Source : MDN

L'infanterie afghane, les gurkhas et les chars canadiens marchent à l'ennemi pendant l'Op DADA SHAY.

Un mortier taliban est entré en action, mais les tireurs d'élite en ont aussitôt supprimé les servants. Les tireurs d'élite ont alors repéré un autre mouvement ennemi et ont demandé une attaque aérienne qui a anéanti huit combattants ennemis[197].

Le TUAV Sperwer et l'artillerie ont ensemble continué à traquer puis à abattre les ennemis qui fuyaient la zone. La Batterie X a exécuté dix missions de tir pendant cette période. Le poste de commandement du GT, à l'aérodrome de Kandahar, s'est mis de la partie : en se servant d'un relais du TUAV Sperwer, le contrôleur aérien tactique a pu diriger une attaque aérienne qui a tué sept autres insurgés. L'opération a été entachée par un incident fratricide quand des unités canadiennes se sont prises à partie par accident; deux des leurs ont été blessés. Au moins cinq soldats afghans ont été blessés au cours de la journée, mais aucun membre des forces coalisées n'a été tué. La force DADA SHAY s'est retirée tard en après-midi[198].

L'activité ennemie a diminué. Les équipes anti-EEI munies de la COIC ont dégagé l'itinéraire Fosters le 17 décembre et une deuxième fois le 24 décembre pour qu'une patrouille logistique de combat puisse ravitailler le PPS Haji. Le problème persistait : l'itinéraire Fosters était une route de terre qui n'était rien de plus qu'une piste à certains endroits où elle serpentait dans un terrain complexe qui canalisait les mouvements considérablement.

Le jour de Noël, un EEI a été découvert sur l'itinéraire Brown, et on l'a fait sauter sur place. L'ennemi était de retour. Il était gratifiant de se colleter enfin avec l'ennemi dans un combat violent, mais encore une fois, les opérations telles que DADA SHAY avaient eu des effets peu durables, car aucun effort qui aurait permis de « tenir » l'itinéraire n'avait suivi l'effort de « dégagement ».

La grande question de savoir quoi faire au sujet de la « corne du Panjwayi » se rapportait à la façon de procéder à l'étape « tenir », et cela était lié à de graves problèmes concernant la gouvernance dans le Panjwayi et aussi à des questions internes au sein des forces de sécurité afghanes. La chaîne existante d'avant-postes de la police et de l'Armée le long de l'itinéraire Fosters se détériorait beaucoup, et la situation à Mushan continuait d'empirer. Selon le grand plan SHA AYENDA de la FO Kandahar, les forces canadiennes devaient quitter le Panjwayi et le Zharey avant la relève sur position par le GT 2 PPCLI en février, de manière que la relève puisse avoir lieu dans le Shah Wali Kot. Cela signifiait que les forces de sécurité afghanes devaient avoir pris leurs positions et être à pied d'œuvre dans des installations convenables dans le Panjwayi bien avant cela.

Le concept selon lequel les Afghans occuperaient les PPS et postes fortifiés le long de l'itinéraire Fosters semblait reposer sur la notion que la police et l'Armée patrouilleraient dans les localités situées au sud de ces installations. En fait, la « corne » ressemblait au Zharey, en ce sens qu'une grille de PPS et de postes fortifiés était nécessaire, vu la profondeur d'endroits comme Zangabad depuis la route et la piètre possibilité de connexion entre eux. Toutefois, à cause du nombre instable de soldats ou de policiers afghans affectés là, il semblait à peine possible de veiller sur l'itinéraire Fosters en tant que tel.

Pour l'Armée afghane, le point de friction était Mushan. Même si l'ennemi était extrêmement sensibilisé à toute présence de la coalition dans Mushan, vu le caractère central du village, le commandant et l'état-major du 3e Kandak soutenaient qu'ils ne pouvaient pas ravitailler une compagnie qui occuperait un poste fortifié à cet endroit. Ils se sont ensuite plaints d'avoir à doter en personnel le PO Mosque. Fondamentalement, l'Armée nationale afghane ne voulait occuper aucun ouvrage de l'infrastructure tactique et elle ne voulait certes pas collaborer avec la police du Panjwayi. Il y a eu plusieurs désaccords entre l'Armée nationale afghane, de plus en plus professionnelle, et ce qui équivalait à des fiers-à-bras partiellement entraînés dirigés par des fonctionnaires corrompus : du moins, c'était ainsi que les dirigeants de l'Armée décrivaient la situation. Du côté de la police, l'ELMOP a fait savoir que le chef de police du Panjwayi prétendait avoir des hommes prêts à aller occuper les postes secondaires, mais en réalité, il n'en avait pas. Le différend sur la dotation du PPS Haji en personnel s'est poursuivi. Les chefs de la police du Panjwayi ont refusé d'occuper ce poste vital, en affirmant qu'ils ne pouvaient pas le ravitailler[199]. Le lien entre les patrouilles de présence et la nécessité d'apprendre à connaître la population

locale et d'arrêter ainsi la pose d'EEI, de manière qu'un ravitaillement puisse avoir lieu en toute sécurité, était un concept que les dirigeants de la police du Panjwayi avaient du mal à comprendre. Parallèlement, les griefs formulés par le chef de district au sein de la population locale n'aidaient les choses en rien.

Les mentors de l'ELMO et de l'ELMOP ont réuni tous les intervenants pour susciter un compromis. L'Armée afghane a accepté de déployer un peloton à Mushan avec des mentors canadiens. Des entretiens ont eu lieu avec des fonctionnaires de niveau supérieur pour les amener à fournir plus d'agents de police, même si l'on ne savait pas au juste d'où ceux-ci proviendraient. Avec tous ces éléments comme toile de fond, le GT a lancé l'Op TENG AZEM le 1er janvier 2008.

L'opération avait pour objectif déclaré d'isoler Nahlgam et de créer les conditions voulues pour établir une présence durable des Forces de sécurité nationale afghane (FSNA) dans les districts de Zharey et de Panjwayi. La méthode consistait à mettre sur pied quatre postes fortifiés et postes de police secondaires, soit un sur l'itinéraire Langley et trois sur l'itinéraire Fosters[200]. Dans le cadre des mouvements préliminaires, exécutés le 13 janvier, l'escadron de reco a envoyé une troupe de véhicules Coyote jusqu'à la zone frontalière entre le Maywand et le Zharey pour y établir une position d'arrêt à l'ouest; une EGEM, un officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé et des blindés se sont rendus au poste fortifié de Ghundy Ghar, et des tireurs d'élite ont été insérés dans le désert du Reg au sud de Mushan. Les gurkhas ont envoyé leur élément logistique avancé de pointe à Ghundy Ghar, puis ils ont fourni une compagnie transportée par hélicoptères CH-47. Le 3 janvier, les gurkhas sont entrés dans Nahlgam pour créer une diversion, tandis qu'une équipe de combat de l'Escadron C quittait Ma'Sum Ghar. L'Escadron C a emprunté un chemin très différent, en contournant le trait caractéristique de terrain Kabari Ghar à l'est, avant de se diriger vers le sud jusqu'à la rivière Dori, puis vers l'ouest où il s'est joint aux tireurs d'élite le lendemain[201]. Le 5 janvier, deux insurgés ont été pris à partie depuis Ghundy Ghar, tandis qu'une équipe de dégagement de la COIC se déplaçait vers le sud sur l'itinéraire Langley. La Compagnie B a subi un accident de la route qui a tué l'Adj Hani Massouh et le Cpl Éric Labbé[202].

La compagnie de gurkhas s'est retirée le 7 janvier sans avoir établi de contact avec l'ennemi. Les forces coalisées n'ont eu aucun autre contact avec les insurgés. Vu les piètres conditions environnementales causées par la nappe phréatique élevée au bas de l'itinéraire Langley, la décision a été prise de ne pas ériger le PPS Montréal, mais la construction du poste fortifié a commencé à Mushan. Les insurgés ont attaqué l'endroit à l'aide de mortiers, mais la Batterie X a dirigé 16 obus brisants sur eux. Des équipes de construction se sont ensuite rendues à des emplacements au nord de Talukan et de Zangabad où elles ont aménagé des PPS. L'ennemi s'est infiltré dans le secteur de Mushan et y a posé des mines; le véhicule

de la COIC en a fait exploser certaines qui ont fait quatre blessés; par ailleurs, un EEI filocommandé a touché un char Leopard de l'Escadron C, le 14 janvier. Le lendemain, un autre EEI a mis un véhicule Coyote hors de combat et tué le cavalier Richard Renaud. Comme une évacuation sanitaire aérienne était impossible à cause du mauvais temps, la décision a été prise de s'extraire par la voie terrestre. Le 16 janvier, une autre attaque à l'EEI s'est produite à un kilomètre à l'est de Mushan sur l'itinéraire Fosters, et sept Canadiens ont alors été blessés. Les chars ont quant à eux été attaqués par des équipes munies de GPF et ont été forcés de faire feu de leurs armes tout en se sortant de là[203].

L'ELMO et la compagnie afghane étaient alors bien installées au poste fortifié de Mushan et elles ont commencé à exécuter des patrouilles de présence dans le bazar voisin. Cette activité leur a permis de recueillir un flot de renseignements locaux sur les mouvements de l'ennemi auprès de la population. De nombreux rapports ISTAR sont arrivés, révélant que l'ennemi envisageait d'éparpiller des EEI sur tous les chemins menant à Mushan ou en sortant[204]. Toutefois, l'anneau autour de Nahlgam n'était toujours pas achevé, et l'on ne savait toujours pas clairement qui allait occuper les PPS le long de l'itinéraire Fosters, au nord de Talukan et de Zangabad. En outre, l'analyse des diverses attaques perpétrées avec des explosifs a montré que les engins n'étaient pas tous improvisés. Certains étaient des mines anti-chars en plastique, et le véhicule de la COIC n'était pas capable de les détecter toutes[205].

L'itinéraire Fosters attirait maintenant tous les fabricants d'EEI et tous les poseurs de mines que les insurgés pouvaient trouver. Cinq civils afghans ont été tués le 21 janvier quand leur véhicule a heurté un engin. Quand l'Escadron C a monté une opération de ravitaillement à Mushan, un de ses véhicules blindés de dépannage a été touché par un EEI qui l'a mis hors de combat. Le 23 janvier, un VBL III du 52e Escadron a été touché; le Cpl Étienne Gonthier a été tué, et deux autres soldats ont été blessés. Un char Leopard de la FRR a heurté un autre engin avec ses rouleaux et a lui aussi été mis hors de combat. En l'espace d'une semaine, il y avait eu neuf attentats perpétrés avec des EEI ou des mines : trois soldats canadiens et cinq civils afghans avaient été tués, et environ 15 autres Canadiens avaient été blessés.

D'importantes ressources ISTAR ont été affectées au secteur de l'itinéraire Fosters le 25 janvier. Le lendemain soir, pendant le barbecue de la FO Kandahar dans l'enceinte de commandement, les systèmes ISTAR ont « eu du succès » : un TUAV Sperwer a été lancé et dirigé vers les coordonnées où l'équipage avait discerné une équipe ennemie en train de poser un EEI sur l'itinéraire Fosters. Le personnel du quartier général s'est entassé dans le Centre d'opérations de la province pour regarder un chasseur-bombardier Mirage français larguer une bombe guidée sur les ennemis, qui ont été tués. Un insurgé blessé s'est éloigné en titubant, et un MQ-1 Predator s'est amené pour remplacer le TUAV. L'équipage qui téléguidait l'UAV Predator a suivi l'insurgé blessé jusqu'à une enceinte où dix autres insurgés

ont été repérés. Cette information a été transmise à l'ELMO, qui a communiqué avec les mentors sur le terrain, et une patrouille de l'Armée afghane a été envoyée exploiter le lieu d'enfouissement de l'EEI et attaquer l'enceinte. La patrouille a capturé une demi-dizaine d'insurgés sans incident[206]. Se servant des renseignements acquis grâce à l'exploitation, le Maj Robichaud a exécuté un raid dans Zangabad, le 30 janvier, avec la Compagnie C qui a alors découvert des matériaux entrant dans la fabrication d'EEI[207].

La relation officieuse, mais étroite entre la FO Kandahar et l'escadron étasunien de MQ-9 Reaper a mené à une expérience consistant à utiliser les capteurs d'un Reaper pour balayer et cartographier l'itinéraire Fosters, puis à comparer les résultats de deux vols de balayage successifs, afin de voir si la terre de la plate-forme routière avait été déplacée entre les deux vols. Comme ces expériences ont été jugées fructueuses, les équipages guidant les TUAV et les MQ-9 Reaper ont ensemble mis l'accent sur le repérage de lieux d'enfouissement possibles afin de diriger ensuite les patrouilles vers ces lieux pour les évaluer[208].

La situation le long de l'itinéraire Fosters dans le Panjwayi occidental avait acquis des dimensions imprévues. Le poste fortifié à Mushan, les PPS jalonnant la route au nord de Talukan et de Zangabad et le PPS Haji devaient tous être occupés et ravitaillés. Il semblait y avoir un manque de concept sur le plan des opérations locales, un manque d'adhésion au niveau de la police de district, et l'Armée afghane n'était pas convaincue de l'utilité de maintenir le poste de Mushan en puissance. Sans le PPS Montréal, qui n'avait pas été construit, il n'y avait pas moyen d'isoler Nahlgam. L'itinéraire Fosters n'était pas asphalté, ce qui le rendait favorable à la pose d'EEI; or, il allait falloir des mois pour terminer ce projet routier, vu la technologie imposée. Cet état de choses ne présageait rien de bon pour l'effort de la coalition dans les districts de Panjwayi ou de Zharey.

Les services de police et les étapes « dégager », « tenir » et « construire », en janvier et février 2008

Nous nous rappelons que la FO Kandahar a épousé le concept d'opérations « dégager-tenir-construire » : où en était donc l'état de l'effort canado-afghan à cet égard dans les districts de Zharey et de Panjwayi en février 2008? La coalition était présente dans les deux districts, mais il y avait lieu de se demander si le « dégagement » avait été suffisant pour qu'il soit possible de le « tenir ». Certes, il existait dans le Zharey un réseau de postes de PPS qui était couvert par le poste fortifié de Ghundy Ghar à l'ouest et dont la Base de patrouille Wilson et la BOA de Ma'Sum Ghar constituaient le point d'ancrage. Certes, il y avait le long de la partie ouest de l'itinéraire Fosters une chaîne de PPS à laquelle le poste fortifié de Mushan et la BOA Ma'Sum Ghar servaient d'ancrage. Certes, il y avait diverses activités de développement et de reconstruction et un semblant de gouvernance dans les deux districts, mais ceux-ci n'étaient ni « dégagés » ni « tenus ». Par exemple, sur la carte

figuraient des PPS à Talukan et Zangabad. Lors des briefings, on avait l'impression, à cause des noms, qu'il y avait des PPS dans chaque localité. C'était inexact. Les PPS étaient de petits forts situés le long de l'itinéraire Fosters qui s'étirait parallèlement à la rivière Arghandab. Ce n'était pas des postes de police installés au centre des localités de Talukan et de Zangabad, lesquelles étaient situées à au moins un kilomètre au sud de la route. De même, sur la carte, une grille de PPS dans le Zharey faisait croire à l'accomplissement de progrès. Cependant, d'un point de vue qualitatif, jusqu'où les agents de police se rendaient-ils en sortant de leurs fortifications? Dans quelle mesure étaient-ils vigilants? Y avait-il en fait assez d'agents pour occuper les PPS et, en même temps, exécuter des patrouilles de présence? Tenaient-ils le terrain, ou entretenaient-ils des rapports avec la population de manière à faciliter la gouvernance et le développement?

Le plus gros du problème incombait aux mentors canadiens de l'ELMOP qui travaillaient avec la police afghane dans les PPS ou qui, dans certains cas, agissaient seuls, comme au PPS Haji et ailleurs par la suite. Le PPS de Kolk en était un où le système fonctionnait bien. La police et ses mentors patrouillaient effectivement en dehors, s'entretenaient avec la population et élaboraient un réseau d'informateurs qui transmettaient des renseignements au Centre interarmées de coordination du district ou à la Direction nationale de la sécurité de l'Afghanistan. Le PPS Pashmul commençait lui aussi à avoir un effet semblable. Il était clair, à la lumière des rapports ISTAR, que l'ennemi détestait la police installée à Kolk et au PPS Haji. Ce dernier a été attaqué régulièrement, comme nous l'avons vu, et l'ELMOP faisait partie intégrante de sa défense[209].

La situation dans d'autres PPS était plus problématique. Un problème d'ordre culturel s'est manifesté dans la police militaire canadienne à cause de la pression inhérente aux opérations de l'ELMOP. Les tâches qui incombaient à la police militaire pendant la guerre froide, par exemple les contrôles routiers et les opérations de combat dans la zone arrière, avaient plus ou moins disparu pendant la période de « maintien de la paix » des années 1990. Les efforts que les chefs de la police militaire de cette dernière décennie à Ottawa ont déployés pour transformer les policiers militaires plus ou moins en des policiers de quartier dans les secteurs des logements familiaux des bases avaient été couronnés de succès, mais cela a été nuisible en fin de compte. Quand certains policiers militaires, qui s'étaient enrôlés après la guerre froide, sont arrivés en Afghanistan et qu'ils ont reçu l'ordre d'aller dans un PPS afin de travailler avec la police afghane, ils ont regimbé. Le Maj Michel Zybala, commandant de la Compagnie de police militaire, a dû réorganiser soigneusement les ELMOP pour qu'elles comprennent, outre des agents civilarisés, des policiers militaires des anciennes armes de combat qui savaient manier les armes et possédaient des compétences tactiques dont ces agents étaient dépourvus. Des problèmes liés aux genres se sont aussi manifestés quand la police afghane a soudainement dû travailler et vivre avec des policières militaires.

Certains agents afghans ont carrément refusé de ce faire, ce qui a nui aux opérations à certains endroits. D'autres n'ont pas été gênés vraiment par le caractère mixte de la police et ont conclu que la présence de femmes au sein de celle-ci était utile lorsqu'il s'agissait de fouiller des Afghanes[210].

Les ELMOP et leurs homologues afghans ne pouvaient cependant tenir la ligne à eux seules pour toujours. Par exemple, il n'y avait dans le district de Panjwayi qu'à peu près 240 agents de police, dont beaucoup n'avaient reçu qu'une formation partielle. Ce n'était pas suffisant, vu les tâches propres à la milice et aussi à la police qu'on leur demandait d'assumer. Les districts de Panjwayi et de Zharey avaient besoin d'une injection de policiers formés, motivés et loyaux pour que la coalition puisse espérer tenir les parties des districts où elle était présente.

Comme nous en avons déjà parlé, l'admission par l'Allemagne qu'elle ne pouvait plus gérer le portefeuille des services de police a entraîné en 2007 les réunions de Dubai au cours desquelles les États-Unis ont accepté de réorganiser et de financer les programmes des services de police afghans. L'arrivée des équipes étasuniennes de mentorat de la police à l'automne de 2007 était une mesure provisoire. Au début de 2008, une solution était à l'étude : il s'agissait du plan de perfectionnement ciblé par district (PCD), qui correspondait à la prochaine étape d'un plan de professionnalisation de la police amorcé par les Américains pendant l'été de 2007. Le plan prévoyait une réforme de la paie et des grades, la transparence du service de paie pour réduire la corruption et l'adoption de cartes d'identité. Ce plan était lancé en novembre 2007. L'objectif du PCD consistait à renforcer les liens entre la Police afghane en uniforme et les chefs provinciaux, régionaux et nationaux et leur personnel, afin de les éloigner des intrigues tribales locales. Dans un district ciblé donné, tous les agents de police seraient retirés du service et envoyés dans un centre de formation régional où ils feraient l'objet d'une sélection et recevraient une nouvelle formation de huit semaines liée à la chaîne de commandement et au système judiciaire; ils seraient ensuite placés sous les ordres de nouveaux chefs, puis réintégrés dans leur district. La Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) serait appelée à remplacer les policiers du district pendant que ceux-ci seraient au centre de formation[211].

Le plan de PCD n'était pas issu de la FIAS : c'était le fruit du Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A), une entité installée à Kaboul et relevant des chefs responsables de l'Op ENDURING FREEDOM. Par conséquent, ses ressources, y compris les mentors étasuniens, ne relevaient pas de la FIAS. Le problème immédiat résidait dans le fait que le Canada dirigeait l'effort de la FIAS dans la province de Kandahar, mais qu'il n'avait aucune influence évidente sur le CTCS-A et sur le plan de PCD, tout comme il n'influait aucunement sur les activités des FOS étasuniennes. En d'autres mots, il n'y avait pas d'unité d'effort, bien qu'il y eût parallèlement un

chevauchement important. L'ERP a appris que l'ambassade du Canada ne voulait, semblait-il, rien entendre sur le plan de PCD, parce qu'il s'agissait d'un projet américain et qu'elle ne voulait pas être mêlée au problème à Kaboul[212].

Le plan de perfectionnement ciblé par district devait être mis en œuvre en février 2008 dans le Zharey et le Panjwayi : à exactement au même moment, le GT du 3 R22eR devait exécuter une relève sur position avec le GT montant du 2 PPCLI, et les kandaks afghans devaient aussi opérer leur rotation dans le cadre de leur cycle. En outre, personne ne pouvait prédire ce que le général Saqib, chef de la police provinciale afghane, aurait à dire sur le fait que « sa » police serait assujettie au plan de PCD, encore moins ce qu'Haji Baran penserait à ce sujet dans le Panjwayi[213]. Trop de cuisiniers gâtent la sauce, et c'était tout simplement le cas lorsqu'il s'agissait des services de police dans la province de Kandahar.

Les structures d'influence à la Kandahar

Le 17 février 2008, plusieurs centaines de spectateurs afghans se sont massés dans un champ près de la rivière dans le district d'Arghandab pour regarder un combat régional de chiens. Au milieu du spectacle, une bombe a explosé, et des hommes portant des uniformes de la police ont fait feu sur la foule avec des armes automatiques. À l'aérodrome de Kandahar, la sirène annonçant des pertes massives s'est fait entendre par le biais des gros haut-parleurs (*Giant Voice*), et le personnel s'est précipité à l'hôpital de rôle 3 dirigé par les Canadiens pour y attendre les blessés. Comme l'hôpital Mirwais et les installations de l'Armée nationale afghane au Camp Hero étaient débordés, les personnes souffrant de blessures complexes, telles que les blessures à la tête, ont été confiées à l'hôpital de rôle 3 de l'aérodrome de Kandahar, aux fins du triage et des soins. En fin de compte, 100 Afghans ont été blessés et 80 ont été tués. Jamais l'Afghanistan n'avait vu autant de civils tués en même temps depuis 2001[214].

Chose étrange, les talibans n'ont pas revendiqué la responsabilité de l'attaque, comme ils l'avaient fait lors d'autres attentats qui avaient fait des pertes massives dans des endroits tels que le Spin Boldak, où des centaines de personnes avaient été tuées au cours des années, alors que des bombes humaines essayaient continuellement d'assassiner le colonel Raziq. En fait, le lendemain, un attentat-suicide a fait environ 30 morts et 30 blessés dans le Spin Boldak. Les talibans ont revendiqué la responsabilité de cet attentat. Par ailleurs, le 19 février, un autre attentat-suicide s'est produit à l'ouest de la ville de Kandahar, mais il a été loin de se comparer aux deux autres attaques : deux civils ont alors été tués et quatre autres ont été blessés. Des engins différents ont été utilisés au cours des trois attaques, et il n'a semblé y avoir aucun lien entre elles.

En définitive, la FO Kandahar a appris qu'Hakim Jan et le gros de sa Police auxiliaire nationale afghane avaient été tués lors de l'incident. Ce fut un autre dur coup porté aux alakozais et au district d'Arghandab. Au fil du temps, il a semblé qu'Hakim Jan avait été la principale cible de l'assassin, un homme vêtu comme un agent de police.

Les implications n'ont pas été apparentes aux yeux de la FO Kandahar dans l'immédiat. Les médias ont supposé qu'il s'était agi d'une attaque talibane et ont traité la tragédie en conséquence. Les analystes ont beaucoup essayé d'établir si les trois attaques étaient reliées ou non. En fait, le « massacre du combat de chiens » a fini par déstabiliser le district d'Arghandab presque autant que la mort du mollah Naqib, mais ce n'était pas tout. La mort d'Hakim Jan, placée dans le contexte d'autres incidents, révélait qu'un effort concerté était déployé pour écarter les alakozais de la scène politique de Kandahar : la marginalisation des alliés des alakozais tels qu'Habibullah Jan dans Senjaray; le congédiement du Col Hakim et de ses hommes de la police provinciale; la violence intestine au sein de la police en novembre 2007 et, maintenant, la mort d'Hakim Jan en même temps que celle de la plupart de ses hommes. À ce moment-là, cependant, la FO Kandahar ne faisait pas encore le lien entre ces divers éléments, et ceux qui géraient le portefeuille de la gouvernance au sein de l'ERP ne produisaient pas beaucoup d'analyses. Cependant, les conséquences se sont manifestées à long terme et elles ont influé grandement sur la version suivante de la FO Kandahar sous le commandement du Bgén Denis Thompson, plus tard en 2008.

De l'orage dans l'air, dans le district de Dand, en janvier 2008

À toutes fins utiles, le district de Dand était une banlieue tranquille et prospère de la ville de Kandahar comportant un mélange d'activités urbaines et rurales sous l'habile direction du jeune, mais exceptionnellement capable Ahmadullah Nazak. Le Dand s'alignait sur les Barakzais, notamment sur l'ancien gouverneur Gul Agha Sherzai, dont les représentants restaient dans la province pour protéger leurs intérêts face à la domination que les Popalzais exerçaient sur les processus politiques et la sécurité. L'ERP a déployé des patrouilles de la COCIM dans le Dand en septembre et elle a pu rapidement établir des rapports avec l'Assemblée de développement du district. Des liens ont ensuite été établis entre les conseils de développement communautaires, dont certains existaient déjà, et l'Assemblée de développement. Des fonds ont commencé à affluer peu après pour réaliser des projets et, à la fin de 2007, le Dand a pu envisager un meilleur avenir. Sur le plan géographique, le Dand se situait à une sorte de carrefour entre le Panjwayi oriental, les districts du sud-ouest de la ville de Kandahar et l'aérodrome de Kandahar, qui se trouvait au sud-est si l'on empruntait une brèche dans la chaîne montagneuse. En fait, le projet de construction d'une route destinée à contourner la ville de Kandahar était censé lui faire traverser le Dand à partir de la Route nº 4, mais on ne s'entendait pas encore sur son tracé exact[215].

Plus le Dand prospérait, plus les actes d'intimidation des insurgés se multipliaient. L'ELMO dans le Panywayi a fait savoir que les insurgés avaient établi un tribunal à Nakhonay pour contester ainsi la légitimité du gouvernement à cet endroit[216]. Les équipes de la COCIM ont signalé des vols commis par les insurgés et des menaces d'enlèvement proférées par eux; ensuite, il y a eu quelques attaques avec des GPF contre la police qui essayait d'assurer la sécurité dans le secteur bordant le Panjwayi. Nazak n'avait que 45 agents de police pour tout le district, et ils étaient désormais dirigés par l'infâme colonel Akka, autrefois en poste dans le Zharey (en fait, l'arrivée d'Akka a semblé coïncider avec l'accroissement des actes d'intimidation des insurgés contre la population civile du Dand). Akka a déployé ses ressources dans une série de postes de contrôle le long de la limite entre les districts, mais cela a suscité des attaques plus nombreuses contre la police. Toutefois, la violence n'avait pas son origine dans le Dand. La structure de gouvernance du Dand intégrait les mollahs au niveau communautaire, lesquels collaboraient avec les maliks, et ils ont ainsi pu susciter une meilleure synergie pour régler les problèmes locaux, ce qui a accru la capacité de nombreuses localités de résister au message des talibans et favorisé la transmission de plus de renseignements à la police.

En fait, dans la plupart des cas, la violence avait son origine à Nakhonay dans le Panjwayi. Nazak et son équipe le savaient, mais ils comprenaient aussi — et ils ont fait valoir ce fait à l'équipe de la COCIM — que les ressources de la FIAS n'étaient pas suffisantes pour lui permettre d'accorder la priorité au Dand. Par conséquent, ce dernier devait être autosuffisant autant que possible. Nazak et ses chefs communautaires disposaient d'un réseau de téléphonie cellulaire et venaient d'activer leur propre CICD. Ils savaient qu'ils ne pourraient pas résister à un assaut délibéré des insurgés, mais ils pouvaient au moins faire échec aux actes d'intimidation de ces derniers, et ils le faisaient effectivement. Le Dand était stable, mais vu qu'il bravait les talibans et vu son importance géographique, on ne savait pas au juste pendant combien de temps il pourrait continuer à prospérer sans défier les insurgés à Nakhonay. Or, cela dépendait de l'évolution de la situation dans le Panjwayi occidental.

Le Maywand au bord de l'abîme, en février 2008

Le massacre subi par la police à la mi-janvier montrait vigoureusement que la situation se détériorait dans le Maywand et que les insurgés risquaient de s'en prendre à la Route nº 1, principale voie de desserte vers l'Helmand. Cependant, l'état des choses n'était pas clair. La majeure partie du Maywand était une terre inconnue, sauf le long de la Route nº 1. La bande de localités appelée Band-e Timor, qui longeait la rivière Arghandab au nord, était un itinéraire dont on savait que les insurgés l'empruntaient pour se rendre dans l'Helmand

et en revenir. On croyait que c'était une zone de soutien logistique pour le Zharey et le Panjwayi. Cela expliquait pourquoi la localité de Mushan était si importante, car la pointe de la « corne du Panjwayi » constituait un carrefour entre les trois districts. Au nord de la ville d'Hutal se trouvait le défilé de Garmabak qui menait au Bas-Ghorak.

Haji Saifullah, un homme dont la loyauté avait de multiples volets, gouvernait le district de Maywand. Comme la police d'Habibullah Jan et d'autres à l'est de la Route nº 1, celle de Saifullah percevait des droits de passage. Cependant, tandis que l'influence de Saqib se répandait à l'ouest et qu'Habibullah Jan et le Col Akka étaient marginalisés, un conflit risquait inévitablement de surgir entre ces hommes et leurs partisans. Et, comme tout le reste, il y avait des répercussions sur les opérations canadiennes.

Le 13 février, un convoi du Programme alimentaire mondial a été attaqué au moment où il franchissait la frontière entre les districts de Zharey et de Maywand. Un TUAV Sperwer observait alors le secteur par hasard, et il a été dirigé à la verticale du lieu de l'attaque pendant que l'ELMO à Howz-e Madad y envoyait une patrouille avec des camions RG-31. L'équipage du TUAV a observé les auteurs de l'attentat alors qu'ils s'enfuyaient avec un camion et son contenu. Ces derniers portaient des uniformes de la police afghane et ils ont été aperçus en train de s'entretenir avec des personnes ayant des liens avec le chef du district. Le général Saqib s'est servi de cet incident comme d'une excuse pour remplacer tous les agents de police du Maywand par des agents de Kandahar. Haji Saifullah, dès lors privé de ses « fiers-à-bras », a été plutôt contrarié[217].

Parallèlement, la FO Kandahar planifiait la relève sur position du GT et de l'ELMO, qui devait commencer à la fin de février. Le GT régional (Sud) s'est alors tenu à la disposition de la FO Kandahar, mais la question s'est posée de savoir si oui ou non il y aurait un effet durable quelconque si un GT était brièvement envoyé dans le Maywand. Il existait une occasion de perturber le système logistique des insurgés dans le Zharey et le Panjwayi, et le CRTS estimait que les insurgés n'avaient plus beaucoup de munitions. Une opération dans le Maywand pourrait y attirer des ressources ennemies pendant qu'aurait lieu une relève sur position, inévitablement chaotique. Collaborant avec le 1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles, du Lcol Johnny Bourne, la FO Kandahar a conçu l'Op SOHIL LARAM II. Les gurkhas, appuyés par l'artillerie, l'Équipe de la COCIM et celles des OPPSY du Canada, ratisseraient Band-e-Timor pendant que le 2e Kandak de l'Armée afghane et les mentors canadiens investiraient Hutal, y installeraient la nouvelle police et reconstruiraient le réseau de postes de contrôle le long de la Route nº 1.

Source : Auteur

L'Op SOHIL LARAM II mettait l'accent sur les « itinéraires empruntés par les insurgés » dans la région de Band-e Timor et la ville d'Hutal, qui était le chef-lieu du district et une importante étape sur le principal itinéraire de desserte menant à la province d'Helmand. Hutal était aussi un centre économique vital. L'Armée canadienne et ses mentors de la police accompagnés de leurs homologues afghans ont opéré depuis cet endroit, qu'un soldat afghan muni d'un canon de 23 mm regarde.

L'Op SOHIL LARAM II a été lancée aux petites heures du 21 février. Les gurkhas ont déployé leurs véhicules terrestres Viking et Vector depuis l'aérodrome de Kandahar jusqu'à des positions d'arrêt situées entre la Route nº 1 et la région de Band-e Timor. Ce mouvement de déception a coïncidé avec un assaut aérien nocturne exécuté par des appareils Chinook et Lynx de la RAF qui ont déposé les fantassins gurkhas à chaque extrémité de la région de Band-e Timor. Les positions d'arrêt ayant été établies et la pression s'exerçant sur les éléments ennemis depuis l'est et l'ouest, ceux-ci ont essayé de fuir au sud dans le désert du Reg, où une quinzaine a été tuée par un MQ-1 Predator, un MQ-9 Reaper et un bombardier B-1B qui ont largué des munitions guidées. Un détachement canadien d'obusiers M-777, posté dans le Dasht, a fourni un appui d'artillerie quand il le fallait.

Source : Auteur

L'Op SOHIL LARAM II a fait intervenir des éléments canadiens à l'appui du 1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles, déployé dans le district de Maywand sous commandement canadien. Ces éléments comprenaient un détachement d'obusiers M-777 et des équipes de la COCIM et des OPPSY.

La police afghane et des troupes de l'Armée nationale afghane sont arrivées dans Hutal le lendemain et ont immédiatement exécuté des patrouilles conjointes au grand chagrin d'Haji Saifullah, consterné de voir des forces gouvernementales dans la ville. Les équipes canadiennes de la COCIM et des OPPSY se sont jointes aux patrouilles des Afghans et des gurkhas. L'opération a été entachée par l'explosion accidentelle d'une GPF qui a tué sept soldats afghans, mais les rapports ISTAR ont révélé que plusieurs commandants insurgés qui traversaient alors le secteur ont été pris au piège. L'un d'eux s'est servi d'une organisation non gouvernementale, dans laquelle les talibans s'étaient infiltrés, pour s'enfuir au moyen de ses véhicules et de ses papiers d'identité.

En l'espace d'une semaine, les gurkhas s'étaient retirés, comme le gros du 2e Kandak. Un peloton du 2e Kandak et les équipes canadiennes de la COCIM et des OPPSY sont restées sur place, tout comme un détachement du 53e Escadron, et ils ont reconstruit les postes de contrôle de la police afghane le long de la route. Les nouveaux agents de police se sont installés et ont immédiatement trouvé dans le bazar des sources de renseignements qui les ont amenés à réprimer les activités des insurgés dans la ville. Cependant, la région

Source : Auteur

L'explosion accidentelle d'une grenade propulsée par a tué sept soldats afghans du 2e Kandak, commandé par le Lcol Sherin Shah, que l'on aperçoit ici à l'arrière en train d'examiner les lieux de l'accident et d'encourager le personnel médical. Le personnel de l'ELMO canadienne, dirigée par le Capt William Cooper (à genoux), a travaillé nuit et jour pour sauver la vie des blessés et les évacuer.

de Band-e Timor est retombée sous l'influence des talibans, mais pas assez vite pour que l'ennemi reconstitue ses stocks d'armes et de munitions à temps pour influer d'une façon ou d'une autre sur la relève sur position, qui se poursuivait à la fin de février. Aspect primordial, en outre, la coalition avait maintenant pris pied dans le Maywand… mais arriverait-elle à maintenir cette position?

Conclusions

Après quelques faux pas faits pendant la relève sur place en août 2007, le quartier général montant de la FOI-A a retrouvé son aplomb en dressant son plan à long terme et en établissant plusieurs nouveaux mécanismes pour le mettre en œuvre. Le plan afghano-canadien appelé GARRANDAY ZMARAY avait un but louable : rendre les Afghans responsables de la sécurité (Tenir) dans les districts de Zharey et de Panjwayi et faire sortir de là le GT canadien pour l'amener au sud, dans le district de Shah Wali Kot, où les gouvernements afghan et canadien souhaitaient mettre l'accent sur la remise en état du barrage de Dahla et de ses réseaux d'irrigation connexes.

Une synergie vitale et importante a pris forme avec la création de centres interarmées de coordination de district (CICD), tout d'abord dans le Spin Boldak, puis dans le Zharey et le Panjwayi, et ensuite avec l'établissement de rapports entre eux et le CICP existant à Kandahar. Les CICD fournissaient des éléments clés à la campagne anti-insurrectionnelle : des relations avec la population; l'apport de la structure d'influence locale; un degré de coordination plus grand que celui atteint jusque-là entre les forces de sécurité, en particulier la police et l'Armée afghanes. L'ajout de la COCIM aux opérations menées au niveau des districts constituait un puissant atout dynamisant quand il a pu être judicieusement employé. Les CICD n'étaient pas des instruments parfaits, mais ils aidaient grandement à améliorer les opérations canado-afghanes dans les districts clés.

De même, le déploiement des ELMOP pour qu'elles travaillent avec la police afghane dans ces districts et qu'elles l'aident à « s'aboucher » avec les CICD et avec les entités supérieures à Kandahar a constitué une réussite digne de mention avec le temps (une fois réglées les questions de personnel canadiennes). Les ELMOP ont continué d'être les cousins pauvres de l'ELMO à bien des égards, mais elles ont joué un rôle clé dans les collectivités et les districts.

Des progrès dignes de mention ont eu lieu sur un autre plan, soit celui de la relation entre l'Armée canadienne et l'Armée nationale afghane (ANA). Faisant fond sur la base solide établie par la rotation précédente, l'ELMO facilitait de plus en plus d'opérations de l'ANA et, par conséquent, elle est passée du stade où elle « donnait un visage afghan » aux opérations à celui où elle encourageait, puis dirigeait, des opérations afghanes avec mentors au niveau des kandaks. L'ELMO s'est pleinement accomplie tout au long de 2007, et ce furent-là d'importantes améliorations par rapport à la situation qui existait en 2006.

Malheureusement, bien des éléments ont retardé ce progrès. Tout d'abord, il y avait la « tour de Babel » dans le domaine de la police : l'aide à la police fournie par trois coalitions internationales, deux pays, une société commerciale et quatre organisations de police l'a été sans coordination auprès de trois forces de police afghanes distinctes pendant toute l'année 2007. Naturellement, ces tentatives qui visaient à remédier à une lacune de longue date et qui émanaient de Kaboul ont été incohérentes au début. Il faut ajouter à cela qu'à la fin de 2007, l'ERP a reconnu que le système judiciaire, qui était censé appuyer la police, se trouvait dans un état encore pire que celui que l'on avait imaginé. Les trois volets traditionnels du régime d'application de la loi étaient dans un désarroi total, mais les premières mesures prises pour redresser la barre allaient être timides, vu l'ampleur du problème : le sud de l'Afghanistan était un environnement presque postapocalyptique, et il n'existait aucune solution rapide, peu importait le nombre de personnes qui, à Ottawa, en exigeaient une.

En deuxième lieu, les problèmes de coordination inter-organismes, aggravés par un recul manifeste des fournisseurs de l'aide humanitaire dans le sillage des enlèvements commis par les talibans et de leur campagne d'intimidation, ont retardé ces efforts, en particulier dans les organisations clés qui étaient censées appuyer les conseils de développement communautaires et les assemblées de développement de district. Ces entités étaient essentielles à l'exécution des projets et des programmes dans les districts et les localités. Troisièmement, le parasitisme des insurgés et la corruption qui l'accompagnait ont aussi nui aux efforts de développement dans les domaines du déminage et de la prestation des soins de santé.

Compte tenu de tous les éléments composant cette toile de fond, il faut voir dans l'Op INITIZAAR ZMAREY une grande réussite des Canadiens et des Afghans. L'anticipation des incursions des insurgés dans le district d'Arghandab, après la mort du mollah Naqib, et les opérations ultérieures menées pour chasser l'ennemi avant qu'il ne prît pied dans ce district clé, constituaient une grande victoire pour les Canadiens et les Afghans. En revanche, l'incapacité d'affermir ce succès représentait un échec de taille, qui a eu des effets à long terme. La dynamique de la structure d'influence à Kandahar et les priorités que celle-ci a choisies à tort dans la foulée de l'opération ont entravé cette consolidation, et cela s'est ajouté aux grands problèmes qui existaient au sein des services de police.

À cela est liée l'incapacité des personnes chargées des questions de gouvernance de bien comprendre ce que représentaient la marginalisation et, en fin de compte, l'élimination pure et simple de la structure d'influence alikozaie dans la province de Kandahar, puis de réagir à ces réalités. Cet état de choses a également eu des effets à long terme sur la mission canadienne après 2007. Avec le temps, la population est devenue de moins en moins portée à faire confiance au gouvernement de l'Afghanistan et à ses représentants à Kandahar. Cette situation a grandement contribué à la crise de légitimité, mais nous reviendrons là-dessus dans les chapitres à venir.

Une autre conséquence imprévue du plan opérationnel adopté en août et septembre 2007 était la lutte pour la maîtrise de l'itinéraire Fosters au début de 2008. Ce fut presque une bataille en soi. Les Canadiens avaient alors appris à dure école à quel point il était coûteux de maintenir l'infrastructure nécessaire pour encercler le nœud des insurgés axé sur Nahlgam et pour établir des liens entre la région rurale du Panjwayi occidental et le centre gouvernemental de Bazaar-e Panjwayi. Le contingent canadien ne l'avait pas compris alors, mais avec l'absence d'agents de police pour doter ces positions et avec la résurgence de l'ennemi après la récolte du pavot, les soldats canadiens allaient se retrouver « coincés dans l'IT » (sigle employé pour désigner l'infrastructure tactique). Cette tragédie est au cœur des événements qui feront l'objet du prochain chapitre.

NOTES

1. Selon l'explication fournie à l'auteur par le Bgén Guy Laroche, KAF, 5 mars 2008.
2. Les interprètes membres de l'ERP ont été entendus appeler les soldats québécois « les Tabarnacs », quand la première compagnie du Royal 22e s'est déployée pour faire partie de la force de protection au Camp Nathan Smith, à la fin de 2006.
3. Entrevue avec le Lcol Bob Chamberlain, Camp Nathan Smith, 27 janvier 2008.
4. Réunion préparatoire fait par le Bureau du Génie de la FO Kandahar, Kandahar, 4 février 2008. Le Bgén Grant aurait alors déclaré : « Je ne vais pas transformer le Zharey et le Panjwayi en un terrain de jeux pour les sapeurs. »
5. Présentation du QG FOI-A, « Joint Effects Coordinating Board », 16 août 2007.
6. Renseignements fondés sur ce que l'auteur a observé lors de la réunion sur la synchronisation des effets, au QG FOI-A au début de 2008, et sur des discussions avec les participants à cette réunion.
7. Entrevue avec le Mgén Marquis Hainse, Kandahar, 24 janvier 2008.
8. Discussion avec des membres des FOS; briefing sur le rapport de fin de période de service, 23 mai 2008; entrevue avec le major Mathieu Boutin, Kandahar, 5 février 2008. Entrevue avec le Lcol Bob Chamberlain, Camp Nathan Smith, 27 janvier 2008.
9. Entrevue avec le Maj Boutin.
10. Réunion avec le Bgén Guy Laroche, Kandahar, 23 janvier 2008; discussions avec le Col « Spike » Hazleton, Kandahar, 2 mars 2008; discussions avec le Bgén Marquis Haines, Kandahar, 24 janvier 2008; discussions avec le Maj Randy Graddic, Kandahar, 13 février 2008; entrevue avec le Lcol Chamberlain.
11. Discussion avec le major Éric Landry, Mushan, 24 avril 2011. Le Maj Landry m'a raconté comment le Bgén Laroche s'est détaché du processus de planification et comment il a laissé le Lcol Fournier et lui s'en occuper.
12. QG FOI-A, « Commander's Planning Guidance: Op SHA AYENDA Commander's Action Plan », 12 août 2007.
13. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
14. QG FOI-A, « Operation SHA AYENDA: Commander's Action Plan Information Brief », 27 août 2007.
15. *Ibid.*
16. QG FOI-A, « Commander's Action Plan Orientation Brief », 11 août 2007.

17. *Ibid.*
18. Briefing avec diapositives, « TFK ROTO 4 End-Tour Report », 23 mai 2008.
19. Sean M. Maloney, « Towards Clear-Hold-Build », document inédit.
20. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
21. Briefings faits à l'auteur, KAF, 23 et 25 janvier 2008.
22. *Ibid.*
23. La relation controversée des Hollandais et des Australiens avec Matiullah Khan est examinée dans « *Warlord, Inc.: Extortion and Corruption Along the U.S. Supply Chain in Afghanistan* », Report of the Majority Staff of the Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, Committee on Oversight and Government Reform U.S. House of Representatives, juin 2010, p. 25-26.
24. Briefings faits à l'auteur, KAF, les 23 et 25 janvier 2008.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. CRSQ FO Kandahar, du 1er au 3 août 2007.
29. CRSQ FO Kandahar, 4 août 2007.
30. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
31. CRSQ FO Kandahar, 4 août 2007.
32. CRSQ FO Kandahar, les 6 et 10 août 2007.
33. CRSQ FO 3-07, les 10 et 11 août 2007; CRSQ FO Kandahar, 10 août 2007.
34. CRSQ ESN, 11 août 2007.
35. CRSQ CICP, 17 août 2007.
36. CRSQ CICP, 23 août 2007.
37. CRSQ ELMO, 22 août 2007.
38. FO 3-07, « Rapport post-opération (RPO) – Op BERKHEH STERBEH, du 21 au 23 août », 26 août 2007. Il y a deux RPO, soit un pour chaque compagnie d'infanterie. Voir aussi le CRSQ FO 3-07, les 22 et 23 août 2007, et mon entrevue non transcrite avec les tankistes qui ont été témoins des attaques à l'EEI.
39. *Ibid.*
40. CRSQ FO 3-07, CRSQ J2, 23 août 2007.
41. CRSQ COCIM, district de Zharey, 22 août 2007.
42. CRSQ FO 3-07, 28 août 2007.
43. CRSQ FO 3-07, les 1er et 2 septembre 2007.
44. Entrevue avec le major Éric Sauvé, Kandahar, 25 janvier 2008.
45. QG FOI-A, « Operation GARRANDAY ZMARAY Concept of Operations », 27 août 2007.
46. Entrevue avec le major Sauvé.

47. CRSQ ELMO, les 23, 24 et 28 août 2007.

48. Discussions avec les instructeurs de DynCorp et la police civile de la GRC, FOB SCORPION, 26 janvier 2008; briefing sur la police fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 janvier 2008; entrevue avec le major Michel Zybala, Kandahar, 4 février 2008. L'auteur a observé les opérations des EMP étasuniennes sur le terrain en janvier et février 2008, au cours desquelles le Lcol Ritz a exprimé ses points de vue sur l'Afghanistan et l'Indochine.

49. Entrevue avec le Maj Zybala.

50. Breffage sur les services de police fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 janvier 2008.

51. Cette anecdote m'a été racontée par des membres de l'ELMOP et de la CIVPL, au QG ERP, en février 2008.

52. FO 3-07, « Rapport post-opération sur l'Op BALYE DEWEY du 2 au 3 septembre 2007 », 3 septembre 2007; CRSQ ELMO, 3 septembre 2007.

53. « Rapport post-opération – Op KHAIR KHOWHAI, période couvrant les 8 et 9 septembre 2007, 9 septembre 2007; CRSQ FO 3-07, du 9 au 11 septembre 2007.

54. CRSQ FO 3-07, les 10 et 11 septembre 2007.

55. CRSQ ELMO, 19 septembre 2007.

56. CRSQ CICP, 7 septembre 2007.

57. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 9 au 15 septembre 2007.

58. CRSQ J2, 1er octobre 2007.

59. Beaucoup estimaient que le Lcol Ritz ne faisait absolument rien pour appuyer les efforts canadiens dans la province de Kandahar, et que c'était personnel. Cette attitude était apparemment liée à un incident survenu plus tôt au cours de sa période de service, quand il avait demandé par radio l'aide du GT, mais l'unité qu'il appelait a refusé de lui parler en anglais et a insisté pour qu'il s'adresse à elle en français. Selon lui, l'EMP a été abandonnée par la FO 3-07 pendant trois jours sans ravitaillement. Quand j'ai demandé pourquoi il n'avait pas signalé cet incident au QG FOI-A, on m'a répondu que le Lcol Ritz « n'était pas homme à se plaindre » [Traduction]. Discussions avec les instructeurs de DynCorp et la police civile de la GRC, FOB SCORPION, 26 janvier 2008; autres discussions entre l'auteur et le Lcol Ritz, au début de février 2008.

60. *Ibid.*

61. CRSQ CICP, 25 septembre 2007.

62. Entrevue confidentielle.

63. CRSQ ERP, 7 août 2007.

64. CRSQ ERP, 10 août 2007.

65. CRSQ ERP, 10 août et 6 septembre 2007.

66. CRSQ CICP, 6 septembre 2007.

67. Briefing de l'Esc C, « Op SAMANDARY TOOFAN », 4 septembre 2007; FO 3-07, « Rapport post-opération sur l'Op SIERA (SAMANDARY TOOFAN) », 6 septembre 2007.

68. CRSQ FO 3-07, 15 septembre 2007. Voir aussi le RPO de la Compagnie C intitulé « Op SOLAH ARAME ».

69. CRSQ FO 3-07, 17 septembre 2007.

70. « Rapport post-opération, Op SADIQ SARBAAZ », 26 septembre 2007; diapositive de briefing, « C/S T3 TIC operation SADIQ SARBAAZ 241204Z Final ». Il y a eu un débat sur la question de savoir quel engin avait touché le VBD et tué le Cpl Hornburg. Il se peut que l'obus de mortier de 82 mm ait été balancé indirectement par un lance-grenade, mais dans l'escadron, on a cru qu'un obus tiré par un canon sans recul de 82 mm avait frappé le véhicule et que ce renseignement n'a pas été dévoilé pour empêcher l'ennemi d'acquérir des données sur l'EDC et l'efficacité de ses armes. Signalons qu'en juin 2007, on avait aussi tu l'efficacité des canons sans recul de 82 mm quand un Leopard a été atteint par un explosif brisant anti-char de 82 mm pendant l'Op SEASONS, mais la gravité de la pénétration n'avait pas été mentionnée même dans les rapports écrits. À ce moment-là, on m'a demandé de ne pas photographier le trou percé dans le véhicule.
71. CRSQ FO 3-07, du 27 au 30 septembre 2007; CRSQ ELMO, 1er octobre 2007.
72. ERP, « Border Assessment in Spin Boldak », 21 octobre 2007. Briefing fait par l'ERP à l'auteur, février 2008. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
73. Briefing fait par l'escadron de reco à l'auteur, Spin Boldak, 10 février 2008.
74. Discussions avec le Capt Carl Chevalier, Spin Boldak, entre les 9 et 11 février 2008.
75. CRSQ FO 3-07, 28 septembre 2007.
76. Observations faites par l'auteur pendant qu'il assistait à une réunion de la choura de Spin Boldak, 12 février 2008.
77. Briefing fait par l'escadron de reco à l'auteur, Spin Boldak, 10 février 2008.
78. CRSQ FO 3-07, les 24 et 25 septembre, les 13 et 14 octobre et le 4 décembre 2007; CRSQ J2, 7 janvier 2008; briefings faits à l'auteur, Spin Boldak, février 2008. Entrevue avec le Lcol Heather Coombs, KAF, 6 février 2008.
79. CRSQ ELMO, d'août 2007 à janvier 2008.
80. Entrevue téléphonique avec le Lgén Andrew Leslie, 26 octobre 2014.
81. *Ibid.*
82. Briefing de l'ERP, « National Solidarity Programme (NSP) Community Development Councils (CDCs) », 3 novembre 2007.
83. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
84. Discussion avec Ron Schatz, Camp Nathan Smith, 27 janvier 2008.
85. CRSQ ERP, 29 septembre 2007; entrevue avec le Lcol Chamberlain; discussions avec les interprètes de l'ERP au sujet des thèses de complot et des opérations d'information. Discussions de l'auteur avec le personnel médical des FC, entre 2008 et 2010.
86. Kai Eide, *Power Struggle Over Afghanistan: An Inside Look at What Went Wrong and What We Can Do To Repair the Damage*, New York, Sky Horse Publishing, 2012, p. 10.
87. Entrevue avec le Capt Barbara Honig, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.
88. Entrevue avec le Capc April Inglis, Camp Nathan Smith, 26 janvier 2008.
89. « PRT Assessment: Kandahar Province Judicial System », 24 décembre 2007.
90. *Ibid.*
91. Entrevue avec le Capc Inglis.
92. Entrevue avec le major Luc St-Jean, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.
93. CRSQ FO 3-07, les 1er et 2 octobre 2007.

94. CRSQ FO 3-07, du 4 au 6 octobre 2007.

95. CRSQ ELMO, 2 octobre 2007.

96. CRSQ ELMO, du 1er au 5 octobre 2007.

97. CRSQ ELMO, du 4 au 6 octobre 2007.

98. Cette évaluation repose sur mon examen des CRSQ de l'ELMO et de l'ERP et sur les RAPPSY pour la période allant d'octobre 2007 à janvier 2008.

99. CRSQ ELMO, 19 octobre 2007.

100. GT 3 R22eR, Rapport post-opération sur l'Op RESHTEYA ADALAAT, 10 octobre 2007 », 11 octobre 2007.

101. *Ibid.*

102. CRSQ ELMO, 11 octobre 2007.

103. CRSQ ELMO, 12 octobre 2007.

104. CRSQ FO 3-07, 11 octobre 2007.

105. CRSQ FO 3-07, 18 octobre 2007.

106. CRSQ FO 3-07, 13 octobre 2007. CRSQ ELMO, 13 octobre 2007.

107. Évaluation du J2 QG FOI-A sur les questions relatives à la police, 24 novembre 2007.

108. CRSQ CICP, 17 octobre 2007.

109. Autrement dit, dans quelle mesure y avait-il (ou non) collusion entre la structure d'influence popalzaie et les talibans pour exploiter le vide à la tête du district, après la mort de Naqib?

110. Liste des incidents significatifs (SIGACT) du QG FOI-A, 20 octobre 2007; CRSQ CICP, 20 octobre 2007.

111. CRSQ ERP, 16 octobre 2007; CRSQ FO 3-07, les 18 et 19 octobre 2007.

112. CRSQ J2, 24 octobre 2007; CRSQ J2, 22 octobre 2007.

113. Observation du J2 faite dans le CRSQ QG FOI-A, 23 octobre 2007.

114. KLE de l'ERP avec Khan Mohammad, 23 octobre 2007.

115. Discussion avec le major Mathieu Boutin, Kandahar, 5 février 2008.

116. CRSQ CICP, 23 octobre 2007.

117. QG FOI-A, « Commander's Planning Guidance – Arghandab/Lower Shah Wali Kot – Op SORR ZMARAY », 31 octobre 2007.

118. *Ibid.*

119. Ce segment repose sur les entrevues et les discussions que j'ai eues en janvier 2008 avec le Bgén Guy Laroche, le Lcol Alain Gauthier, les majors Dave Abboud, Éric Landry et Mathieu Boutin, le Lcol Bob Chamberlain, Karen Foss et le Lcol Tom Ritz. Voir aussi ma description de l'opération dans Sean M. Maloney, *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Kingston, Presses de l'ACD, 2012.

120. L'auteur a participé à une discussion au bureau du J2, au QG FOI-A, en janvier 2008, où les deux points de vue ont été exposés.

121. CRSQ ELMO, 26 octobre 2007; CRSQ FO 3-07, 27 octobre 2007.

122. CRSQ ELMO, 29 octobre 2007.

123. CRSQ CICP, les 2 et 3 novembre 2007.

124. KLE avec l'ERP, district d'Arghandab, 1er novembre 2007; CRSQ CICP, 31 octobre 2007.

125. KLE avec le Gén Saqib, 2 novembre 2007.

126. CRSQ ELMO, 3 novembre 2007; CRSQ CICP, 4 novembre 2007. Il s'agissait sans doute de la Police auxiliaire nationale afghane (PANA) d'Hakim Jan plutôt que de la Police nationale afghane (PNA) d'en dehors du district.

127. CRSQ CICP, les 17 et 18 novembre 2007.

128. CRSQ FO 3-07, 17 novembre 2007.

129. CRSQ CICP, les 20 et 22 novembre 2007. Les questions fondamentales étaient les suivantes : 1) Comment cette situation a-t-elle pu échapper aux membres de l'ERP chargés du portefeuille de la gouvernance à Kandahar? 2) Comment la situation a-t-elle pu échapper aux responsables du portefeuille de la gouvernance à Kaboul? Vu l'importance du district d'Arghandab, des ressources auraient dû être employées pour affermir la situation dès que possible.

130. Entrevue avec le Capt Bruno Talbot, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.

131. Évaluation du J2 QG FOI-A concernant les questions liées à la police, 24 novembre 2007.

132. KLE au Camp Nathan Smith : gouverneur de Kandahar, 2 novembre 2007.

133. *Ibid.*

134. Voir l'entrevue avec le Capt Talbot. Soulignons que les données sur les diverses tribus fournies à l'ERP à la fin de 2005 n'offraient pas les connaissances et la définition approfondies sur les problèmes tribunaux tels que celui-ci. Il a fallu du temps et de l'expérience pour épurer les renseignements et mettre au jour ce qui se passait, mais étant donné que les rotations duraient six ou neuf mois, il a été difficile pour le QG FOI-A de bien comprendre la situation sans une structure exclusive de CS blanc.

135. Briefing au QG FOI-A, « Operation SORR ZMARAY Whole of Government Planning Session », 25 novembre 2007.

136. *Ibid.*

137. Briefing du QG FOI-A, « Decision Date: FOB construction » (sans date).

138. Briefing du QG FOI-A, « Operation SORR ZMARAY Whole of Government Planning Session », 25 novembre 2007.

139. CRSQ ELMO, 1er novembre 2007.

140. RAPSIT hebdomadaire de l'ELMO, du 28 octobre au 2 novembre 2007; analyse du J2 et CRSQ FO 3-07, 3 novembre 2007 et 5 novembre 2007.

141. CRSQ FO 3-07, 6 novembre 2007. Voir aussi le scénarimage du contact avec l'ennemi pour cette date.

142. CRSQ FO 3-07, 15 novembre 2007.

143. CRSQ ELMO, 12 novembre 2007.

144. CRSQ ELMO, 14 novembre 2007.

145. CRSQ ELMO, les 17 et 18 novembre 2007; « Cie B GT 3 R22eR, Rapport post-op sur l'Op TASHWISH MEKAWA, du 16 au 23 novembre 2007 », 24 novembre 2007.

146. *Ibid.*

147. « Cie B GT 3 R22eR, Rapport post-op sur l'Op TASHWISH MEKAWA, du 16 au 23 novembre 2007 », 24 novembre 2007;CRSQ FO 3-07, les 19 et 20 novembre 2007.

148. CRSQ ELMO, 13 décembre 2007.
149. Entrevue téléphonique avec le Col Nick Eldaoud, 16 mars 2012.
150. *Ibid.*
151. *Ibid.*
152. Briefing fait à l'auteur par l'ESN, aérodrome de Kandahar, 19 février 2008.
153. *Ibid.*
154. *Ibid.*
155. *Ibid.*
156. CRSQ FO 3-06, 16 novembre 2007; scénarimage de l'attaque à l'EEI.
157. CRSQ FO 3-07, 17 novembre 2007.
158. CRSQ ELMO, du 15 au 21 novembre 2007.
159. CRSQ ELMO, 23 novembre 2007.
160. CRSQ FO 3-07, du 24 au 29 novembre 2007.
161. CRSQ ELMO, les 22 et 24 novembre 2007.
162. CRSQ ELMO, 27 novembre 2007.
163. CRSQ ELMO, 29 novembre 2007.
164. CRSQ ELMO, 30 novembre 2007.
165. CRSQ ELMO, 5 décembre 2007.
166. CRSQ ELMO, 6 décembre 2007.
167. CRSQ ERP, les 8 et 9 novembre 2007.
168. CRSQ ERP, 3 novembre 2007.
169. DET 51 ERP, rapport de l'équipe de la COCIM sur le KLE, 17 novembre 2007.
170. Entrevue avec le Capt Michel « Bunny » Larocque, Camp Nathan Smith, 1er février 2008; CRSQ ERP, 10 décembre 2007. Voir aussi le rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP dans le CRSQ, 3 décembre 2007.
171. CRSQ ERP, du 11 au 15 novembre et le 9 décembre 2007.
172. CRSQ ERP, du 15 au 21 novembre 2007.
173. CRSQ ERP, 3 décembre 2007.
174. Cela a été le consensus des Capt Michel « Bunny » Larocque et Bruno Talbot, de l'Adjum Michel Pelletier et du Maj Luc St-Jean, qui ont tous été interviewés par l'auteur en janvier et en février 2008 au Camp Nathan Smith et sur le terrain.
175. Entrevue avec l'Adjum Pelletier.
176. *Ibid.* Entrevue avec le Maj St-Jean. CRSQ ERP, 10 janvier 2007.
177. Entrevue avec le Maj St-Jean.
178. CRSQ ERP, 2 janvier 2008.

179. CRSQ ERP, 11 novembre 2007 et 14 janvier 2008.

180. CRSQ ERP, les 12 et 13 janvier 2008.

181. CR (Sud), « Record of Discussions on the Kajaki Dam Project Held at KAF on 27–28 November 2007 », 28 novembre 2007.

182. Évaluation du J2 QG FOI-A, 3 octobre 2007; CRSQ CICP, 18 décembre 2007; CRSQ ERP, 20 décembre 2007; CRSQ CICP, 26 janvier 2008.

183. CRSQ QG FOI-A, les 18 et 30 janvier 2007.

184. Conversation avec Ron Schatz, représentant de l'ACDI, Camp Nathan Smith (CNS), 27 janvier 2008. Mes entretiens avec le personnel militaire au CNS pendant cette période m'ont révélé un certain dégoût à l'égard du comportement peureux dans lequel se sont cantonnés certains membres du personnel des AM après l'enlèvement de M^me^ Mizell. Le personnel canadien ne courait aucun risque d'être kidnappé, car il était toujours accompagné d'un peloton de protection chaque fois qu'il se déployait.

185. CRSQ CICP, les 29 et 31 décembre 2007.

186. CRSQ CICP, du 11 au 13 janvier 2008.

187. CRSQ ELMO, 13 janvier 2008.

188. CRSQ ERP, 7 novembre 2007.

189. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-opération sur l'Op TEREH TOORA, 16 décembre 2007 », 16 décembre 2007.

190. Escadron C, « RPO sur l'Op METAWARKAWAL SHEPPA, 21 décembre 2007 », 25 décembre 2007.

191. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-opération sur l'Op KHWASHA SEMA, 23 décembre 2007 », 23 décembre 2007.

192. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-opération sur l'Op DADA SHAY, 8 décembre 2007 », 13 décembre 2007.

193. *Ibid.*

194. *Ibid.*

195. *Ibid.*

196. *Ibid.*

197. *Ibid.*

198. *Ibid.*

199. CRSQ ELMO, les 2, 8, 9 et 10 janvier 2008.

200. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-op sur l'Op TENG AZEM, du 1^er^ au 17 janvier 2008 », janvier 2008.

201. *Ibid.*

202. *Ibid.*

203. *Ibid.*

204. CRSQ ELMO, 14 janvier 2008.

205. CRSQ FO 3-07, du 14 au 16 janvier 2008.

206. Le personnel du COP a raconté l'engagement à l'auteur, peu après qu'il se fut produit. (Je suis entré dans le COP au milieu du processus.)

207. CRSQ FO 3-07, 30 janvier 2008.

208. Visite de l'auteur chez l'Escadron des MQ-9, aérodrome de Kandahar, 18 février 2008.

209. Entrevue avec le major Zybala.

210. *Ibid.*

211. Briefing fait à l'auteur par l'ARSIC, « Afghan National Police Programmes ».

212. Entrevue confidentielle.

213. Briefing sur le programme de PCD au QG FOI-A, aérodrome de Kandahar, 13 février 2008.

214. L'auteur était présent à l'UMM de rôle 3 quand a eu lieu l'attaque qui a causé des pertes massives; il a pris part à l'analyse ultérieure de l'attaque, au QG FOI-A et au CR (Sud).

215. L'auteur a accompagné une patrouille de l'Équipe de la COCIM de l'ERP dans le Dand en janvier 2008.

216. CRSQ ELMO, 28 décembre 2007.

217. L'auteur a été présent au cours de tout le processus de planification de l'Op SOHIL LARAM II et il a accompagné les gurkhas sur le terrain pendant toute l'opération.

« PRIS AU PIÈGE DANS L'IT »

DE FÉVRIER À AOÛT 2008

La première moitié de 2008 s'est caractérisée par plusieurs transitions. Le gouvernement, l'opposition et la bureaucratie au Canada se sont entendus sur une nouvelle orientation pour le Canada en Afghanistan, orientation qui allait comporter l'apport d'une multitude de changements structurels à la mission. Un changement important s'est opéré au Commandement régional (Sud) [CR (Sud)] de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) quand le major-général (Mgén) canadien Marc Lessard a remplacé le major-général britannique « Jacko » Page : ce changement a transformé le mandat opérationnel de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A). C'est aussi à ce moment que trois relèves sur position ont eu lieu simultanément, quand la Force opérationnelle (FO) 1-08, axée sur le 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI), a relevé le groupement tactique (GT) du 3e Bataillon, Royal 22e Regiment (3 R22eR); les kandaks de l'Armée nationale afghane (ANA) ont opéré leur rotation, et celle de la police afghane a été exécutée dans le cadre du plan de perfectionnement ciblé par district. Quand tout cela a été accompli, le brigadier-général (Bgén) Denis Thompson et son quartier général ont relevé le Bgén Guy Laroche et son état-major, au début d'avril. Ensuite, il y a eu la transition saisonnière de l'hiver au printemps, avec sa période de récolte du pavot. Beaucoup d'engrenages étaient en marche, peut-être trop. Or, comme c'est le cas de tout mécanisme, la probabilité d'une panne augmente en fonction de la complexité de l'instrument. Au printemps de 2008, selon l'impression générale, le Canada était immobilisé sur place tant par les circonstances que par l'ennemi, ou, si l'on reprend l'expression de l'époque, il était « pris au piège dans l'IT » (infrastructure tactique). Au chapitre des activités de reconstruction et de développement, il y avait de moins en moins d'espace de manœuvre, au dam des membres du gouvernement, de l'opposition, de la bureaucratie et des médias qui exigeaient de plus en plus des progrès mesurables de la part des représentants du Canada à Kandahar.

La nouvelle orientation stratégique du Canada, en 2008

La mission du Canada en Afghanistan devait prendre fin en 2009. Or, vu l'intensité et la publicité du débat parlementaire attisé par une vigoureuse opposition qui voulait la clôture de la mission, le gouvernement minoritaire a déclaré, le 22 juin 2007, que la mission ne serait pas prolongée au-delà de 2009 sans le consentement du Parlement[1]. Le 12 octobre 2007, toutefois, le premier ministre a annoncé la mise sur pied d'un « Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan ».

Peu après, le greffier du Bureau du Conseil privé, Kevin Lynch, a demandé à David Mulroney de mettre sur pied un Secrétariat pour ce groupe d'experts. D'une manière prêtant à confusion, Mulroney a aussi conservé son poste de chef du groupe interministériel de coordination naissant qui s'occupait du dossier afghan. Il a choisi Elissa Golberg du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) pour travailler sur la recommandation concernant le Secrétariat[2].

John Manley, un ancien ministre du Cabinet, a été choisi pour diriger le « Groupe d'experts » qui a porté son nom, tout comme le rapport du Groupe. On peut adopter deux points de vue à ces égards. Tout d'abord, des observateurs politiques canadiens chevronnés à Ottawa ont perçu le rapport comme « étant un document soigneusement rédigé visant à unifier un parlement canadien fortement divisé[3] » [Traduction], et les pontifes en ont dit que c'était « un coup de génie qui a désamorcé un dossier explosif[4] » [Traduction]. Selon d'autres observateurs, il s'agissait là d'un scénario politique prédéterminé à l'intention des critiques et des masses[5].

Le but du Groupe d'experts, comme le précise l'avant-propos du président, consistait à définir pour le Canada en Afghanistan une orientation future sur laquelle tous les intervenants à Ottawa s'entendraient : le gouvernement, l'opposition, la bureaucratie et les médias. Le passage clé du préambule se lisait comme suit : « [N]ous avons accepté la responsabilité de combattre une insurrection dans une province dangereuse de l'Afghanistan sans véritablement tenir de débat politique et public. Or, l'insurrection n'a pas été matée, tant s'en faut. » Le Groupe d'experts devait en fait répondre à la question suivante : « [C]omment passer d'un rôle militaire à un rôle civil, et comment superviser le transfert des responsabilités relatives à la sécurité de l'Afghanistan de la communauté internationale aux Afghans eux-mêmes?[6] »

Cela dit, « le Groupe ne voit aucun argument logique qui puisse justifier le choix de la date de février 2009 pour mettre fin à la mission militaire du Canada à Kandahar, ou qui permette de décréter que, à cette date, la mission sera achevée ». Il y avait plusieurs options :

1. retirer les troupes en février 2009 et laisser derrière une mission axée sur l'entraînement de la police et de l'armée;

2. concentrer l'effort du Canada uniquement sur la gouvernance et le développement et laisser à d'autres le soin de relever les défis axés sur la sécurité dans la province de Kandahar;

3. déployer les efforts canadiens dans une autre région du pays;

4. se retirer complètement.

Le Groupe d'experts a convenu que « mettre fin à la mission de combat du Canada est un objectif que nous visons tous, mais c'est le choix du moment qui importe ici ». Il voulait dire par là qu'il comprenait que le prestige international du Canada et sa crédibilité au sein de l'alliance importaient autant que tout autre motif. Les membres ont déclaré ce qui suit :

> Un départ hâtif des forces militaires, même s'il était partiel, mettrait en péril les intérêts et les valeurs du Canada. Une telle mesure aurait pour effet d'amoindrir l'efficacité de l'aide canadienne en Afghanistan, étant donné que les travailleurs humanitaires canadiens seraient encore moins capables de collaborer directement avec les Afghans. Cela pourrait donner lieu à un regain d'activité de la part des insurgés. Cela pourrait aussi ébranler la confiance de certains Afghans de Kandahar à propos de leur avenir et de leur propre gouvernement, et les rendre plus vulnérables à la sédition talibane. L'influence du Canada fléchirait dans les pays et les capitales des membres des Nations Unies et de l'OTAN, dont Washington[7].

Le rapport a tu les détails suivants, mais tous savaient de quoi il s'agissait : comment le gouvernement canadien, l'opposition et la bureaucratie pouvaient-ils s'extraire de l'Afghanistan, sans trop nuire aux autres intérêts du pays? Étant donné que ces opérations de combat suscitaient malencontreusement des divisions au Parlement, cette décision risquait d'entraîner la chute d'un gouvernement minoritaire qui voulait désespérément rester au pouvoir.

Le Rapport Manley contenait d'importantes recommandations :

1. Le premier ministre devait prendre la tête des efforts diplomatiques et faire pression au besoin sur l'OTAN, l'ONU et les tribunes afghanes pour permettre au Canada d'atteindre ses objectifs;

2. Des forces plus nombreuses étaient nécessaires à Kandahar : un autre groupement tactique de 1 000 hommes, fourni de préférence par un autre pays de l'OTAN; des hélicoptères moyens-porteurs; des UAV. Le Groupe d'experts a reconnu que le Canada dépendait trop de ses alliés pour l'obtention de ces ressources, ce qui limitait sa souplesse et, aspect important, « [s]i aucun des

pays partenaires de la FIAS ne prend d'engagements concernant le groupement tactique d'ici février 2009 ou si l'équipement requis n'est pas fourni, le Canada devrait informer le gouvernement afghan et les pays alliés de son intention de transférer ses responsabilités relatives à la sécurité de Kandahar[8]»;

3. Dans le domaine du développement, le Canada « [doit] se concentrer dans une plus grande mesure sur la réalisation de projets, dont au moins un projet de premier plan […], qu'on lui associera et qui sera dirigé par des Canadiens […] Cette aide à la réalisation de projets prendrait de l'ampleur en parallèle avec des projets à plus long terme visant à accroître les capacités dont disposent les collectivités et les institutions afghanes. Il faudrait apporter des modifications aux procédures de l'ACDI au besoin afin de faciliter cette nouvelle orientation[9] » ;

4. Le Groupe d'experts a accepté que la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA), telle qu'elle était appliquée par l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A), fixe « des objectifs et des échéanciers pour les programmes internationaux et les programmes du gouvernement afghan », mais il fallait désormais « des normes plus pragmatiques pour évaluer le rendement et les résultats obtenus ». Cependant, « il faut [assujettir les progrès militaires et l'avancement des travaux de développement] [à] un suivi et [à] une évaluation plus approfondis et plus systématiques[10] »;

5. Enfin, « le gouvernement doit constamment maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les Canadiens en ce qui concerne les conditions qui existent en Afghanistan et la mesure dans laquelle les objectifs canadiens sont atteints ».

Soulignons que le Rapport Manley n'a pas examiné sérieusement le fondement de l'insurrection en Afghanistan, qu'il n'a ni situé le conflit dans les contextes régional ou mondial ni établi de liens cohérents entre ses diverses composantes. Les auteurs du rapport ont supposé qu'il était possible d'enrayer le moteur de l'insurrection d'une quelconque façon en organisant mieux la mission et en en coordonnant les éléments constituants. Ils se sont complètement abstenus de parler du Pakistan et du « Pachtounistan », ou de fournir des explications détaillées sur le type de conflit dans lequel le Canada s'était engagé. Le Groupe d'experts a présenté l'enjeu comme étant un problème provincial afghan attribuable en partie à un faible régime de gouvernance, et il a soutenu que le problème pouvait être résolu si seulement la bonne quantité de ressources équilibrées était envoyée et utilisée à Kandahar.

Ce point de vue comportait de graves failles qui se sont fait jour quand les conséquences stratégiques et opérationnelles se sont manifestées tout au long de 2008.

La seule véritable voix dissidente dans les médias a été celle d'Arthur Kent, qui a attiré l'attention sur les lacunes du Rapport Manley, car c'était un reporter qui savait à quel point on commettait une erreur meurtrière en fermant les yeux sur le rôle du Pakistan dans le conflit :

> [Traduction]
>
> [L]e gouvernement Harper ne prend absolument aucune mesure pour s'attaquer aux véritables faiblesses : l'effort peu judicieux des États-Unis axé sur le commandement et contrôle; le chaos et la corruption dans le régime Karzai parrainé par l'Occident; les congés que les chefs talibans s'accordent dans les régions frontalières du Pakistan d'où ils planifient à l'aise et efficacement l'assassinat de civils afghans et de soldats canadiens. Le débat qui se tient à Ottawa sur la mission en Afghanistan distrait le pays avec ses parades et ses attaques typiques de la politique partisane grossière et mal informée, on ne peut plus vile […] Les principaux journaux, agences de presse et réseaux du Canada ajoutent à la confusion, eux dont la haute direction refuse obstinément de se renseigner sur le régime de Kaboul ou les sanctuaires des insurgés au Pakistan et de les mettre au jour […] Par conséquent, la population canadienne n'entend parler et n'est témoin de ce qui se passe en Afghanistan que dans le contexte des débats parlementaires, ce fouillis indescriptible d'hyperboles qui a tellement fait pour empêcher le pays de comprendre sa mission en Afghanistan […][11]

Deux semaines après la publication du Rapport Manley, le gouvernement a déposé une motion à la Chambre des communes pour donner suite aux recommandations du Groupe d'experts. Le même jour, le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan a été mis sur pied, puis ont suivi un comité parlementaire et un Groupe de travail du Bureau du Conseil privé sur l'Afghanistan pour coordonner les tâches de la bureaucratie à Ottawa. Le 13 mars 2008, la Chambre des communes a accepté les recommandations militaires (autre groupement tactique allié, acquisition d'hélicoptères moyens-porteurs et nouveaux UAV), mais la date de la fin de la mission a été repoussée à 2011.

Pendant ce temps, un des principaux points de friction consistait à amener les pays de l'OTAN à s'engager à fournir un groupement tactique qui épaulerait les forces canadiennes à Kandahar. Des tentatives en ce sens ont été faites en vain à la réunion de l'OTAN à Bruxelles, en février 2008. Entre février et avril, quand s'est tenue une autre réunion de l'OTAN à Bucarest, le Canada a déployé sans succès des efforts diplomatiques intenses pour faire valoir cette question dans les capitales européennes. Les États-Unis surveillaient

la situation de très près, mais ils hésitaient à s'engager à quoi que ce soit pendant leur propre campagne électorale nationale qui était alors en cours[12]. De toute façon, ils n'étaient eux-mêmes pas sûrs de leurs objectifs et s'apprêtaient à amorcer un long examen stratégique qui allait durer jusqu'à la fin de 2009[13].

Pendant que le nouveau Comité du Cabinet définissait son mode de fonctionnement, des progrès discrets ont été accomplis auprès des États-Unis au niveau militaire et dans les milieux de la défense nationale relativement à la participation éventuelle d'un bataillon et d'autres ressources des États-Unis qui serviraient sous commandement canadien à Kandahar[14]. Les démarches ont officiellement commencé pour acquérir des hélicoptères CH-47 et un nouvel UAV afin de remplacer le TUAV Sperwer. Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le lieutenant-général (Lgén) Leslie, a abordé le général George Casey, chef d'état-major des Forces terrestres des États-Unis, en ce qui concernait les hélicoptères. Leurs conversations ont abouti à une entente selon laquelle le Canada recevrait six hélicoptères CH-47 Chinook provenant des stocks des États-Unis en Afghanistan, jusqu'à ce que le Canada puisse acquérir de nouveaux appareils chez Sikorsky[15].

Le Mgén Lessard prend la direction du Commandement régional (Sud)

Une autre évolution importante a résidé dans le fait que le Canada a repris la direction du CR (Sud) de la FIAS, le 2 février 2008. Le Mgén Marc Lessard a relevé le Mgén « Jacko » Page et a instauré une nouvelle attitude et une approche moins tendue. Il croyait que les divers pays se faisaient trop concurrence pour l'obtention des ressources et il a déclaré avec insistance qu'il était un commandant de l'OTAN, et non un commandant canadien, ce qui a fait contraste avec l'approche de son prédécesseur. Par ailleurs, contrairement à van Loon, qui voulait des mouvements intégrés des forces de la FIAS d'une province à l'autre, le Mgén Lessard et son état-major « ont accepté le modèle des fiefs provinciaux nationaux [et ne s'est jamais] mêlé de nos affaires tactiques[16] » [Traduction], selon le Bgén Thompson. Le nouveau CR (Sud) croyait que son rôle consistait à gérer les ressources (réserves et éléments habilitants) au niveau de la division et à établir l'interface avec le quartier général de la FIAS.

Le quartier général de la FIAS a finalement publié son plan sous le nom d'opération (Op) SHAMSHIR, à la mi-janvier 2008. Cette opération a prétendument remplacé l'Op ARGUS RESOLVE, qui correspondait à la stratégie sur la zone de développement en Afghanistan (ZDA) de 2006, mais en fait, le nouveau plan représentait une clarification minimaliste plus qu'autre chose. Le plan SHAMSHIR a fait savoir aux commandements subalternes que les districts allaient être les points de mire des lignes d'opération axées sur la gouvernance, la sécurité et le développement. Tous les programmes de sécurité existants, le DGAI, le PTS et la lutte anti-drogue, conjugués au plan de perfectionnement ciblé par district, devaient être insérés dans le cadre des opérations existantes de la FIAS, et il

fallait renforcer les Centres interarmées de coordination provinciale (CICP) pour qu'ils deviennent le fondement des interventions coordonnées. La mission consistait à « sécuriser les secteurs clés » et à « étendre » l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan en créant une capacité institutionnelle et en recourant à la reconstruction « ciblée » [Traduction]. Rien n'a annulé les ZDA, mais rien dans le plan SHAMSHIR ne mentionnait qu'elles existaient encore. Le ton du plan était simple et presque pessimiste : un des objectifs opérationnels consistait à acquérir un niveau de sécurité et de gouvernance « suffisant » dans les secteurs clés pour rendre la liberté d'action possible. Il fallait « contenir » l'insurrection, mais il n'était jamais fait mention qu'il fallait la vaincre[17]. Le plan SHAMSHIR n'exposait pas les moyens complexes que les organisations de la FIAS et les autres devraient prendre pour accomplir tout cela aux niveaux des provinces et des districts.

Source : Auteur

Le major-général Marc Lessard a pris la direction du CR (Sud) de la FIAS de l'OTAN en 2008. Pendant toute l'année, il a instauré une approche moins tendue et plus réaliste des opérations du CR (Sud).

Le plan SHAMSHIR constituant sa directive globale, le CR (Sud) a mis en œuvre son plan opérationnel de base dont l'objet était de « nier toute influence aux insurgés et d'assurer la sécurité des secteurs et des itinéraires clés afin de favoriser, sous la direction [du gouvernement de l'Afghanistan], l'expansion de la gouvernance et du développement dans les provinces, les districts et les localités » [Traduction]. Le CR (Sud) a planifié d'« intégrer

nos trois lignes d'opération [sécurité, gouvernance et développement] en un tout exhaustif pour parvenir à l'unité d'action dans la poursuite d'un but unique. Nous dégagerons les secteurs, nous les tiendrons et nous les construirons quand nous le pourrons et où nous choisirons de le faire. Dans les lieux où nous ne pourrons pas étendre notre influence, nous perturberons l'activité de l'ennemi, nous lui en interdirons l'accès et nous vaincrons ses forces pour le maintenir dans un état de déséquilivre[18] » [Traduction].

En donnant le feu vert à l'Op GARRANDAY ZMARAY de la FO Kandahar, le CR (Sud) voulait remplacer les forces de la FIAS par les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) et mener des opérations « Tenir » et « Construire » dans les secteurs visés par elle, ce qui libérerait des éléments de la FIAS pour qu'ils procèdent ensuite au « dégagement » d'autres endroits. Le CR (Sud) voyait un outil clé dans le plan de perfectionnement ciblé par district (PCD), mais il n'avait aucun contrôle sur lui, car ce plan appartenait au Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCSA), le commandement étasunien ne faisant pas partie de la FIAS. De même, les forces « perturbatrices » en dehors des zones de sécurité réunissaient des éléments de la FIAS et d'autres qui n'en relevaient pas : le CR (Sud) a vu alors qu'il jouerait un rôle dans la coordination des opérations également. Les opérations dites de « décapitation », dont l'objet était de supprimer des chefs ennemis, allaient être réexaminées, de manière que de meilleurs effets opérationnels et stratégiques puissent être exercés sur l'ennemi, au lieu d'une simple mort « tactique »[19].

Comme le nouveau plan du CR (Sud) touchait la FO Kandahar et les opérations canadiennes dans la province de Kandahar, ce dernier a désigné la ville de Kandahar, le Spin Boldak, le Zharey et le Panjwayi comme étant les principales régions où il mènerait des opérations « Tenir » et « Construire ». Il fallait assurer la sécurité de l'Autoroute 1, de l'Autoroute 4 et de la route de Tarinkot afin de relier les provinces d'Helmand, d'Oruzgan et de Zabul à Kandahar et à l'aérodrome. Pour ce qui était d'utiliser ses ressources au lieu de celles de la FO Kandahar, le principal effort du CR (Sud) dans la province de Kandahar a visé le district de Maywand, car il faisait le pont entre sa province et celle d'Helmand.

En fait, le Mgén Lessard et son état-major répartissaient désormais les forces en deux échelons. Celles du 1er échelon étaient les forces opérationnelles provinciales dirigées par une autorité nationale, par exemple la FO Kandahar à Kandahar : elles « exécutaient principalement des opérations durables produisant des avantages avec le temps » et elles « se déployaient dans les secteurs plus densément peuplés, ou leurs environs, qui revêtaient une importance économique et politique et où une présence persistante rassurait la population et dissuadait l'action des insurgés » [Traduction]. D'un autre côté, les forces du 2e échelon étaient les autres forces commandées ou dirigées par le CR (Sud) qui jouaient un rôle perturbateur et n'avaient pas nécessairement pour fonction d'assurer une présence durable[20].

En 2008, le CR (Sud) avait accès à un certain nombre de forces différentes, ou devait coordonner ses activités avec elles : le Groupement tactique régional (Sud) [GTR(S)], d'habitude un bataillon britannique d'infanterie légère; la force de réaction rapide (FRR) du commandant de la FIAS, formée d'une compagnie portugaise d'infanterie légère; la Theater Task Force (Force opérationnelle de théâtre), qui relevait elle aussi du commandant de la FIAS et qui était axée sur le 2e Bataillon du 506e Régiment d'infanterie [2nd Battalion 506th Infantry Regiment], et l'unité de 19 éclaireurs de la FO Eagle Assault. Les unités de la Force opérationnelle multinationale d'opérations spéciales interarmées et du Commandement des opérations spéciales – Europe centrale ne relevaient pas du CR (Sud), mais des relations plus ou moins fortes existaient entre les FO 32 et 71, d'une part, et le CR (Sud), d'autre part. D'autres forces d'opérations spéciales étaient à l'œuvre dans la province de Kandahar, y compris la GROM (FO 49) polonaise, qui relevait de l'OTAN et non des chefs de l'Op ENDURING FREEDOM. La FO Kandahar devait pouvoir entretenir des liens avec toutes ces entités pendant qu'elles séjournaient ou opéraient temporairement dans son environnement opérationnel. Dans certains cas, des unités ou des sous unités ont relevé temporairement de la FO Kandahar, de sorte que la relation entre celle-ci et le CR (Sud) devait être solide de manières qui n'avaient pas existé sous les quartiers généraux antérieurs[21].

En fin de compte, plus de ressources de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM étaient en théorie disponibles qu'auparavant aux fins des opérations dans la province de Kandahar, mais aucune ne s'y trouvait pour longtemps et elles ne relevaient pas toutes du commandement canadien ou même de la FIAS. Par exemple, les États-Unis ont fourni la 24e Unité expéditionnaire de la Marine [24th Marine Expeditionary Unit (24 MEU)] d'avril à novembre 2008. Il n'était tout simplement pas possible de garantir la continuité nécessaire aux opérations de 1er échelon. Aspect tout aussi important, le CR (Sud) n'exerçait aucun contrôle sur les services de police : ceux-ci sont demeurés la responsabilité du Commandement afghan d'intégration de la sécurité régionale (Sud), qui rendait compte au CTCSA à Kaboul. Il y avait tout simplement trop d'entités et d'organismes qui ne poursuivaient pas officiellement le même but ou, dans certains cas, dont les actions n'étaient même pas coordonnées aux mêmes fins. Il existait de nombreuses chaînes hiérarchiques en ce qui concernait les programmes de reconstruction et de développement, et de multiples structures de responsabilité financière appliquant des critères différents lorsqu'il s'agissait de libérer des fonds. Comparons cela à la situation qui existait en 2006, quand la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis / FO Orion fonctionnait dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM, avec des équipes de formation intégrée (ETT), des mentors de la police et des forces d'opérations spéciales des États-Unis qui relevaient tous des commandants de l'Op ENDURING FREEDOM (du moins, la plupart d'entre eux). Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que, sous la direction du Mgén Lessard, le quartier général du CR (Sud)

a compris cette « tour de Babel », a pris en compte ses limites dans sa planification et a eu recours à la diplomatie personnelle pour la faire fonctionner le mieux possible malgré la quasi-absence d'orientation stratégique de la part de la FIAS de l'OTAN, voire d'une unité d'effort en bonne et due forme. L'effort tout entier donnait l'impression d'être le fait d'une entité temporaire, et non celui d'un appareil bien rodé. Cela dit, le Mgén Lessard et son état-major se sont employés à calmer les vents du chaos autant que possible. Le CR (Sud) dirigé par le Mgén Lessard a équivalu à la première division commandée par un Canadien depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale[22].

La guerre du Commandement régional (Sud) en 2008

Le Canada n'avait assumé aucun commandement supérieur de forces coalisées en Afghanistan depuis celui de la FOM Aegis en 2006. En général, le quartier général du CR (Sud), sous la direction de van Loon et de Page, avait de bien des façons entravé les efforts du Canada à Kandahar, de sorte que les quartiers généraux des forces opérationnelles au niveau de la brigade s'apparentaient alors à des fiefs nationaux dans les diverses provinces. Le quartier général du CR (Sud) ressemblait à un quartier général de division d'une époque antérieure. Or, comme ses prédécesseurs historiques, son travail consistait à planifier des campagnes et à répartir les ressources des formations entre leurs commandements subalternes (brigades), tout dépendant de ce sur quoi l'effort principal devait porter, selon le commandant de division. En Afghanistan, sous les ordres du quartier général Page, les brigades fonctionnaient pour elles-mêmes, et elles se livraient une concurrence darwinienne pour obtenir les ressources de la formation : aviation, renseignement et plates-formes de surveillance, forces d'opérations spéciales, et ainsi de suite. Quand le Mgén Lessard est arrivé en février 2008, il a décidé, avec le concours d'autres Canadiens au nouveau quartier général, d'améliorer la situation[23].

Un des premiers problèmes à régler concernait l'état de la planification des campagnes. Selon le chef d'état-major du CR (Sud), le colonel (Col) Spike Hazleton, qui était arrivé plusieurs mois avant le transfert officiel des pouvoirs entre le Mgén Page et le Mgén Lessard, « quand nous avons pris la relève du Mgén Page, il n'y avait ni plan de campagne ni ordre d'opération […] il n'existait aucun plan cohérent. Ils avaient dressé dans une présentation PowerPoint des plans qu'ils allaient mettre en œuvre. Il y avait la version provisoire d'un plan de campagne que le général Page n'avait pas voulu signer […] il n'existait aucun effort coordonné, aucune synergie[24] » [Traduction]. Le nouveau commandant de la FIAS a diffusé des instructions demandant que des plans de campagne soient établis dès que possible.

Le Centre d'opérations interarmées (COI) faisait aussi problème. Comme nous l'avons vu dans le volume I, le COI représentait une entité clé pour coordonner les activités des diverses forces alliées et maintenir la connaissance de la situation de manière que le commandant

puisse planifier et, au besoin, réagir efficacement. Cela avait un lien direct avec les processus d'harmonisation et la prévention de pertes civiles et militaires amies accidentelles. À son arrivée, le lieutenant-colonel (Lcol) René Melançon, le nouveau commandant du COI, a appris que le quartier général du Mgén Page fonctionnait par la « peur. [Le quartier général] ne recevait pas les bons renseignements parce que personne n'allait voir le [commandant du COI] […] les officiers en avaient ras le bol, puis ils se faisaient rabrouer. Par conséquent, à ce stade-là, ils recevaient les renseignements qu'ils voulaient entendre[25] » [Traduction].

Le COI du CR (Sud) est demeuré, comme au cours des rotations antérieures, l'entité chargée d'harmoniser les attaques aériennes, les bombardements exécutés par l'artillerie et les attaques avec missiles. Par exemple, le système de missile HIMARS nécessitait le dégagement de l'espace aérien, car il suivait une trajectoire balistique. Il aurait été dangereux de laisser des hélicoptères voler dans le ciel d'une zone ciblée par des missiles[26].

Dans une guerre menée par une coalition, comme en Afghanistan, chaque pays a fait de son mieux pour rester maître de ses propres « éléments habilitants ». S'il manquait certains de ces éléments à un pays, il devait les emprunter à d'autres. Le Canada s'est trouvé dans cette situation, en particulier quand il s'est agi de plates-formes de renseignement, d'hélicoptères et, dans une moindre mesure, de forces d'opérations spéciales[27]. En fait, une économie d'échange est née entre les pays qui fournissaient des troupes, et le « Wall Street » de cette économie a été le CR (Sud). Comme le Canada contrôlait alors le CR (Sud), il était en théorie à même d'influer sur cette économie d'échange au profit de ses opérations à Kandahar. Cependant, sous la direction du Mgén Lessard, cela n'a pas eu lieu. Le Mgén Lessard et son état-major ont plutôt estimé que leur rôle consistait à rééquilibrer la situation créée par le quartier général de Page, et non à la faire basculer en faveur de la FO Kandahar[28].

Le CR (Sud) a eu recours à la mise en commun de systèmes de renseignement et d'hélicoptères. Il exerçait aussi un contrôle sur le GTR(S) et pouvait accéder aux autres unités mises à la disposition de la formation, par exemple la Force opérationnelle de théâtre, en faisant du troc avec le quartier général de la FIAS et les autres commandements régionaux. Toutefois, le CR (Sud) prenait part aux processus de coordination, qui revêtaient une énorme importance[29].

D'abord, le CR (Sud) avait la capacité d'accélérer les autorisations des règles d'engagement. Tous les pays disposaient de rigoureux contrôles au sujet du largage de munitions par leurs véhicules aériens, et il existait des procédures détaillées, y compris des consignes juridiques, qu'il fallait respecter. Cela risquait de ralentir les engagements, ce qui s'est effectivement produit. Décrit comme « raccourcissant la chaîne de destruction » [Traduction], le processus adopté par le CR (Sud) était consciencieux, respectueux de l'éthique, moral et rapide et il a amélioré le ciblage et accru le taux de succès des engagements. Tout au long de l'année 2008, les pays présents dans le sud de l'Afghanistan ont fait de plus en plus confiance au CR (Sud). Le risque qu'aient lieu des pertes civiles accidentelles a diminué[30].

En second lieu, il fallait harmoniser les activités des forces d'opérations spéciales (FOS) et celles des forces conventionnelles. Dans la province de Kandahar, par exemple, il y avait des FOS qui appartenaient à la FIAS; des FOS qui n'appartenaient pas à la FIAS, mais qui relevaient des commandants de l'Op ENDURING FREEDOM; des FOS qui rendaient compte à des organismes du gouvernement des États-Unis autres que le département de la Défense, et des FOS afghanes qui travaillaient avec toutes les forces susmentionnées. Toutes ces entités fonctionnaient simultanément dans l'environnement opérationnel du Canada. Sous le Mgén Page, il n'y avait eu à peu près aucune coordination entre la plupart d'entre elles et le quartier général du Bgén Laroche, par exemple, et le CR (Sud) ne semblait faire aucun effort pour aider à remédier à la situation. L'état-major du Mgén Lessard, en l'occurrence le Col Hazleton et le Lcol Melançon, a noué des liens avec les entités qui contrôlaient ces divers éléments, tout en faisant preuve de respect à leur égard. Une organisation existante, à savoir la Cellule de fusion de Kandahar (CFK), a été réactivée en 2008, et les autorités supérieures ont donné instruction aux diverses FOS d'harmoniser leurs activités par le biais du CR (Sud). Ce système n'a pas toujours fonctionné à la perfection. Dans un cas, la FO 373, qui s'adonnait à la chasse de chefs ennemis, a acquis la réputation de se prendre pour *Team America*, ce qui a suscité des craintes de temps en temps[31]. En général, toutefois, les relations ont été excellentes avec la FO 71, une force opérationnelle des forces spéciales étasuniennes, ainsi qu'avec la FO 49 et la GROM polonaise qui travaillaient toutes deux dans des districts provinciaux où la FO Kandahar n'était pas présente[32]. Selon le Lcol Melançon, « nous ne les contrôlions pas, mais nous avions une entente à l'amiable avec elles, car elles étaient constamment dans notre environnement opérationnel[33] » [Traduction]. Comme tout bon quartier général de formation, le CR (Sud) du Mgén Lessard « a exploité les zones tampons » [Traduction] entre ses unités constituantes et toutes les forces qu'il pouvait aligner. Citons à titre d'exemple, le district du Maywand, ou les montagnes entre la province de Zabul et celle de Kandahar au nord de l'Autoroute 1. Cela s'est avéré essentiel pendant la période où la Stratégie du développement en Afghanistan a été en vigueur et où les forces opérationnelles provinciales ont mis l'accent sur les districts de la ZDA.

Le Mgén Lessard se souciait tout particulièrement de bien se tenir au courant de toutes les activités ayant cours dans les endroits « reculés » de la région :

> [Traduction]
>
> Il y avait tellement de mouvement […] Il y avait les « types bizarres » dont on ignorait tout. Il y avait les mouvements des ONG, des équipes japonaises de construction routière et tout cela. On ne savait jamais à quoi s'attendre. Mais nous avons commencé à coordonner tout cela également. Il y avait les Britanniques qui apportaient leurs propres outils clandestins.

> Les Canadiens faisaient la même chose, et les Néerlandais aussi, nous le savions. Chacun faisait sa petite affaire. Il y avait tellement d'engrenages en marge. Il y avait les trafiquants de drogue […][34]

À tout cela se rapportaient la réorganisation et la revitalisation du service de traitement du renseignement au CR (Sud) au cours de 2008. En gros, deux organisations géraient ces processus : la CFK et le Centre de fusion du renseignement de Kandahar (CFRK). Ce dernier faisait partie du CR (Sud), tandis que la CFK était une entité étasunienne qui ne relevait pas de l'OTAN. La CFK n'avait pas nécessairement de rapports avec le CR (Sud), mais quand le Mgén Lessard a pris la direction de ce dernier, des relations personnelles ont entraîné une amélioration de la coordination dans plusieurs domaines importants relatifs au ciblage.

Un rôle clé dans lequel le CR (Sud) dirigé par le Mgén Lessard a excellé a été celui consistant à tuer ou à capturer les chefs ennemis. La Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI) n'était pas un nouvel outil : les Canadiens travaillaient avec elle depuis au moins 2006. En 2008, la LEPI n'était plus un mécanisme exotique. Le CR (Sud) était le « courtier » de la LEPI pour la province de Kandahar et il répartissait les ressources réservées au renseignement, à la surveillance et aux attaques pour chasser les cibles figurant sur la liste de la même façon que le GT du 2 PPCLI élaborait son système d'« attaques en profondeur » dans son environnement opérationnel. La lutte pour tuer ou capturer les chefs ennemis se superposait aux autres interventions qui avaient lieu dans chaque province. Pendant tout ce temps, le CR (Sud) du Mgén Lessard pistait, tuait ou capturait des chefs insurgés « en très grand nombre[35] ».

Le CR (Sud) contrôlait aussi le GTR(S) d'habitude composé d'un bataillon britannique d'infanterie légère fourni à tour de rôle par les Gurkhas et les Royal Marines. Le Mgén Lessard se servait de ce groupement tactique dans les « zones tampons » pour perturber les forces ennemies, à savoir les districts de Maywand, de Khakrez et de Zharey dans la province de Kandahar, et dans des endroits de la province de Zabul, au besoin. Les opérations de ce groupement tactique étaient d'habitude synchronisées avec celles de forces opérationnelles de niveau provincial pour accroître les effets de chacune d'elles. Par exemple, l'unité a été employée pour balayer les localités de Salavat et de Nakhonay, dans le Panjwayi oriental, afin de réduire la pression qui s'exerçait sur le Dand et le Panjwayi centrooccidental[36].

Il incombait aussi au CR (Sud) de coordonner l'emploi des ressources médicales. Chaque force opérationnelle et chaque province disposaient de capacités médicales limitées mesurées habituellement en fonction du nombre de « lits » libres ou occupés. Par exemple, l'Unité médicale multinationale (UMM) de rôle 3 dirigée par le Canada à l'aérodrome de Kandahar possédait une capacité particulière, l'unité britannique de rôle 2+ dans l'Helmand en avait une autre, et ainsi de suite. Si le système de soins médicaux dans son ensemble

atteignait sa capacité maximale, qu'il n'y avait pas assez d'hélicoptères d'évacuation sanitaire, ou que les conditions météorologiques étaient trop mauvaises pour que ceux-ci puissent décoller, le commandant du CR (Sud) avait le pouvoir de suspendre les opérations, pour réduire ainsi, en théorie, le nombre de blessés amenés aux hôpitaux jusqu'à l'amélioration de la situation. De même, il était possible au besoin de transférer ailleurs des blessés, afin d'accroître la capacité d'une province donnée. Parfois, il fallait pour cela accéder à des aéronefs stratégiques d'évacuation sanitaire d'un pays ou d'un autre, ce qui nécessitait l'intervention « vigoureuse » du commandant et l'exercice de son influence en haut lieu[37].

Le contrôle des routes relevait aussi du CR (Sud). En l'occurrence, le corridor de l'Autoroute 1 et celui de l'Autoroute 4 constituaient des axes principaux de desserte utilisés pour ravitailler la FIAS; par conséquent, le CR (Sud) déployait de grands efforts pour maintenir ces itinéraires ouverts. Sans l'Autoroute 1 praticable et ouverte, la capacité des forces opérationnelles dans les provinces d'Helmand et de Zabul serait considérablement réduite. Par ailleurs, la liaison entre Kaboul et Kandahar était symbolique mais vitale : l'Autoroute 1 rappelait concrètement que le sud de l'Afghanistan était relié au nord et au siège du gouvernement[38].

Enfin, il y avait la question du soutien au programme anti-drogue. La politique du Canada et celle du CR (Sud) consistaient alors à dire que l'éradication des récoltes de pavot nuisait à l'effort anti-insurrectionnel. Toutefois, la force opérationnelle de lutte contre la drogue dirigée et parrainée par les États-Unis travaillait dans l'environnement opérationnel du CR (Sud), et il a fallu harmoniser ses interventions avec celles de l'OTAN. Il y avait aussi une entente selon laquelle un appui « in extremis » pourrait être exigé si les forces opérationnelles anti-drogue étaient attaquées massivement par l'ennemi. Là encore, il s'agissait d'une tâche du CR (Sud)[39].

La revitalisation du quartier général du CR (Sud) sous la gouverne du Mgén Lessard, au printemps de 2008, a grandement aidé à maintenir la position de la coalition, puis à faire en sorte que celle-ci passe à l'offensive contre la multitude de menaces tout au long d'une année 2008 très active et violente. Par ailleurs, cela a établi un environnement plus favorable pour que les mesures que la FO Kandahar allait prendre en 2009 puissent porter fruit. Quoi qu'il en soit, les actions accomplies en 2008 par un CR (Sud) amélioré ont constitué un coup de semonce à l'intention des sceptiques à Washington et ailleurs qui dénigraient les efforts de l'OTAN en Afghanistan.

Le Bgén Laroche rajuste le tir

Maintenant qu'avaient été absorbés le contexte du Rapport Manley et la nouvelle directive de planification de la FIAS, la FO Kandahar dirigée par le Bgén Laroche a dressé le bilan de ses opérations en cours. Un groupement tactique de relève allait arriver en mars,

ainsi qu'une équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) entièrement nouvelle. Comme l'OTAN et le Canada exigeaient un renforcement des capacités afghanes et des progrès mesurables allant dans le même sens, la FO Kandahar a défini une orientation à l'intention des forces montantes. Tout ce qui pourrait être fait pour dynamiser les trois lignes d'opération ensemble le serait en vue d'établir les conditions pour que les « autorités afghanes locales et nationales prennent le contrôle complet et maintiennent l'ordre » [Traduction]. L'Op GARRANDAY ZMARAY s'intégrait déjà fort bien dans cette vision, mais certains changements ont été envisagés en matière de commandement et contrôle. La FO Kandahar estimait qu'il fallait « transférer le pouvoir aux zones d'opérations dirigées par l'ELMO dans la ZDA » [Traduction]. Le groupement tactique allait désormais travailler à l'expansion de la ZDA vers le nord. Le « cœur » de la ZDA, c'est-à-dire la ville de Kandahar, le Dand et le Daman, serait confié à l'équipe de reconstruction provinciale (ERP). La priorité consistait à consolider les gains dans le Zharey et le Panjwayi, puis à céder la place aux FSNA. La seconde priorité serait l'Op SORR ZMARAY, qui « établirait les conditions » pour élargir la ZDA dans le nord de la province de Kandahar. L'Op TTING ZMARAY englobait les opérations en cours dans le Spin Boldak.

Les nouveaux centres interarmées de coordination de district, qui travailleraient avec les intervenants pangouvernementaux (nouveau terme remplaçant « AM »), et l'ELMO, l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) canadienne et les équipes de mentorat de la police étasuniennes veilleraient à la coordination avec les autorités afghanes au niveau des districts[40].

Deux concepts qu'étudiait déjà la FO Kandahar du Bgén Laroche ont été intégrés dans la nouvelle approche. Le premier a été exprimé dans l'Op RAHAWANA ZMARAY [Lion constructeur], qui est exposée en détail plus bas et il a porté sur des projets d'asphaltage dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Le deuxième s'est concrétisé dans l'Op SHNA DARA [Vallée verte], également connue sous le nom de « Bulle de développement du secteur de Pahsmul » [Traduction]. Le morceau manquant dans le plan de l'Op GARRANDAY ZMARAY résidait dans l'absence de liens avec le développement et la reconstruction. L'idée a désormais consisté à « synchroniser les trois lignes d'opération dans le secteur de Pashmul afin d'établir les conditions pour que les organismes de développement poursuivent leurs travaux » [Traduction]. Les opérations Box AMANDA ont défini la zone d'opérations désignée : celle-ci ressemblait à l'ancienne zone d'opérations MEDUSA dans le district de Zharey. L'état-major de la FO Kandahar a établi des « quadrilatères de patrouille de sécurité de zone » [Traduction] et a réfléchi à des idées sur la façon de synchroniser l'emploi des ressources de la coopération civilo-militaire (COCIM), entre autres. La prochaine FO Kandahar, commandée par le Bgén Denis Thompson, a approfondi l'idée et a donné au résultat le nom de « quadrilatère de stabilisation[41] ».

La FO Kandahar n'a pas perdu de vue un autre projet important, soit la remise à neuf du barrage de Dahla. Le chef des programmes d'aide humanitaire à Kaboul a présenté au président Karzai les constats techniques du Canada sur l'état du barrage et les avantages éventuels qu'il y aurait à le remettre à neuf. Comme nous en avons déjà parlé, cela reposait sur l'enthousiasme existant suscité par Asadullah Khalid et la structure d'influence à Kandahar au début de 2007. Par la suite, le président Karzai « a donné des directives claires à ses ministres en précisant que la remise en état du barrage de Dahla dans l'Arghandab constituait un des plus importants projets du pays » [Traduction]. Par conséquent, la FO Kandahar a conclu qu'il lui « faudrait bien se concentrer sur le renforcement des capacités en matière de sécurité dans l'Arghandab supérieur et le Bas-Shah Wali Kot. Cela est resté un plan à long terme, car il y avait beaucoup à faire pour que l'intention du gouvernement débouche sur un projet totalement financé[42] » [Traduction].

En fait, l'état-major du Bgén Laroche au quartier général a pu faire concorder ce qu'il avait déjà amorcé avec les changements qui allaient venir d'Ottawa, de Kaboul et du CR (Sud). En effet, les rapports de la FO Kandahar ont changé et ont compris d'importants détails sur le développement et le renforcement des capacités. Un accent moindre a été mis dans une certaine mesure sur les opérations du groupement tactique.

Au cours des premiers mois de 2008, l'élaboration de l'Op RAHAWANA ZMARAY, connue aussi sous le nom de l'organisation chargée des travaux de construction (OTC), a constitué un autre changement important. Après les problèmes qui avaient été liés à l'Op CAUSEWAY, le Bgén Laroche voulait voir les autres ministères (AM) participer davantage aux opérations de développement, en particulier aux projets d'asphaltage, dans les régions « avancées » du Zharey et du Panjwayi, afin de réduire l'exposition des forces de ravitaillement aux engins explosifs improvisés (EEI). Les AM n'ont pas offert leur participation lors de la session de planification en décembre 2007 : « [Le] groupement tactique, d'une part, et divers organismes de développement, par l'intermédiaire de l'ERP, d'autre part, ne sont pas assujettis aux mêmes échéances, ou ils n'évaluent pas de la même façon le caractère permissif de l'environnement » [Traduction]. C'est ainsi que le problème a été décrit dans une note de service[43].

Une structure spéciale et mixte a été mise sur pied pour gérer les projets d'asphaltage. L'idée sous-jacente était qu'un projet d'asphaltage géré et financé par le Canada serait exécuté concrètement par les Afghans et emploierait environ 400 hommes en âge de combattre; cela priverait les talibans d'effectifs du « 2e palier » et aurait des retombées économiques sur les localités pendant longtemps. La nouvelle organisation devait communiquer avec les centres interarmées de coordination de district et faire intervenir les chefs afghans « légitimes ». C'était là le genre de synergie créatrice exigée par les opérations anti-insurrectionnelles, synergie qui pouvait, en théorie, résoudre une multitude de problèmes[44].

Source : Auteur

Voici, vu depuis une position surélevée à Ma'Sum Ghar faisant face au sud et dominant le district de Panjwayi, l'endroit où le projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS avait lieu. L'Équipe de gestion de la construction (EGC) 1 a pu embaucher 400 hommes de l'endroit, mais la corruption a finalement compromis l'exécution du projet.

Comme l'ELMOP, l'OTC a été formée à même des ressources internes. Il y avait 19 sapeurs de la 4e Unité d'appui du génie basée à Moncton faisant une « visite d'aide technique » de six mois, ainsi que 30 militaires détachés du groupement tactique, de l'ELMO et de l'élément de soutien national (ESN). Plus tard en 2008, des plombiers de la Marine, des pompiers et des sapeurs de la Force aérienne et de l'aérodrome se sont aussi joints à l'OTC. Sous la direction du major (Maj) Geoff McCarthy, venu du Centre de recherches pour la défense Suffield, l'OTC a formé deux équipes : l'EGC 1 et l'EGC 2. La première s'est concentrée sur l'itinéraire FOSTERS, et la deuxième a travaillé sur l'itinéraire LANGLEY. À cause de problèmes liés à l'équipement et à l'instruction, l'OTC a dû attendre avril 2008 avant de se déployer à l'avant, mais l'idée qu'une si petite organisation produise autant d'effets positifs était séduisante pour la FO Kandahar que l'on pressait de montrer des résultats mesurables dans les domaines de la reconstruction et du développement avant le retrait du Canada en 2009[45].

Il convient ici de mentionner la FO Eagle Assault. En février 2008, les forces étasuniennes ont remplacé le bataillon d'aviation basé à l'aérodrome de Kandahar, qui appuyait l'Op ENDURING FREEDOM, par le 5e Bataillon de la 101e Brigade d'aviation de combat [5th Battalion, 101st Combat Aviation Brigade] et par le 17e Régiment de cavalerie [17th Cavalry Regiment], mieux connu sous le nom de « Banshees ». Les Banshees employaient un type d'hélicoptère semblable aux appareils Kiowa auxquels le Canada avait renoncé près de 20 ans plus tôt et qu'il avait remplacés par le CH-146 Griffon, qui n'était pas encore arrivé en Afghanistan[46]. Or, comme nous en reparlerons plus loin, cette unité a entretenu une relation étroite avec la FO Kandahar pendant toute l'année 2008[47].

Source : Auteur

L'élimination de l'hélicoptère d'observation léger Kiowa de l'ordre de bataille au cours des années 1990 a causé une lacune dans les capacités de reco du Canada. Une relation officieuse a été établie avec la Troupe B du 2e Escadron du 17e Régiment de cavalerie (B troop, 2/17th Cavalry Regiment) qui a aidé à fournir la surveillance aérienne des convois et à lutter contre les EEI, à l'ouest de la ville, jusqu'à l'arrivée des appareils Griffon canadiens.

La nature de l'insurrection dans la province de Kandahar, du début au milieu de 2008

Au cours de la première moitié de 2008, l'insurrection a fait preuve sur plusieurs plans d'un perfectionnement accru qui a servi à renforcer les capacités des forces géographiques existantes dans les districts. Parallèlement, l'incapacité de l'ennemi de prendre pied dans le Zharey et le Panjwayi a entraîné un changement du point de mire en juin. (Voir la figure 3-1)

Dans les régions que les talibans croyaient contrôler, ils ont mis en application de rudimentaires mesures fantômes de gouvernance. Au début, celles-ci ont pris la forme de postes de contrôle des véhicules dans le Zharey : ils y interrogeaient les habitants de l'endroit et confisquaient la nourriture, les armes et les téléphones cellulaires. Quatre écoles avaient, disait-on, été incendiées à la fin de mars dans le Zharey, et la présence de filles n'était pas permise dans les madrasas. En juin, on a appris que la « Commission » du nord de Kandahar avait autorisé les talibans à « régler les différends civils » [Traduction] dans le Khakrez et le Shah Wali Kot. D'autres juges talibans sont arrivés dans le district de Zharey. Enfin, et c'est un fait important, les chefs talibans ont mis en œuvre une politique en vertu de laquelle « les véhicules, les médicaments et d'autres matériels confisqués aux organisations non gouvernementales et au secteur privé [appartenaient] à la population » [Traduction]. En fournissant la sécurité, les jugements et les nécessités de base à la population, les talibans, en exerçant ainsi un pouvoir parallèle, défiaient directement le gouvernement afghan. L'ennemi a continué à délaisser un régime de gouvernance négatif en faveur d'un régime concurrentiel pendant toute l'année 2008[48].

L'ennemi a aussi continué à mettre l'accent sur l'engagement religieux. Deux madrasas de la ville de Kandahar, connues pour leurs enseignements extrémistes, avaient un processus de sélection d'auteurs d'attentat-suicide à la bombe, qui étaient ensuite envoyés dans une madrasa spéciale à Chaman, au Pakistan, pour y recevoir un endoctrinement et une formation plus approfondis. D'autres « anciens » de cet établissement, soit quatre citoyens pakistanais – deux de Peshawar et deux du Punjab – ont été capturés par les forces de sécurité, alors qu'ils se rendaient à la ville de Kandahar[49].

Les insurgés toujours ingénieux ont élaboré des contre-mesures pour faire échec aux forces coalisées, et ils les ont distribuées à leurs divers groupes. Lors d'un engagement avec des troupes canadiennes en mai 2008, l'ennemi a fait feu depuis plusieurs enceintes contre les soldats menant une opération nocturne de bouclage et de fouille. Avant l'embuscade, l'ennemi avait allumé « des fagots de bâtons bien placés d'avance et imprégnés d'un liquide accélérateur. Ces incendies instantanés ont ébloui les soldats portant des [lunettes de vision nocturne] et éclairé le secteur pendant plusieurs minutes[50] » [Traduction].

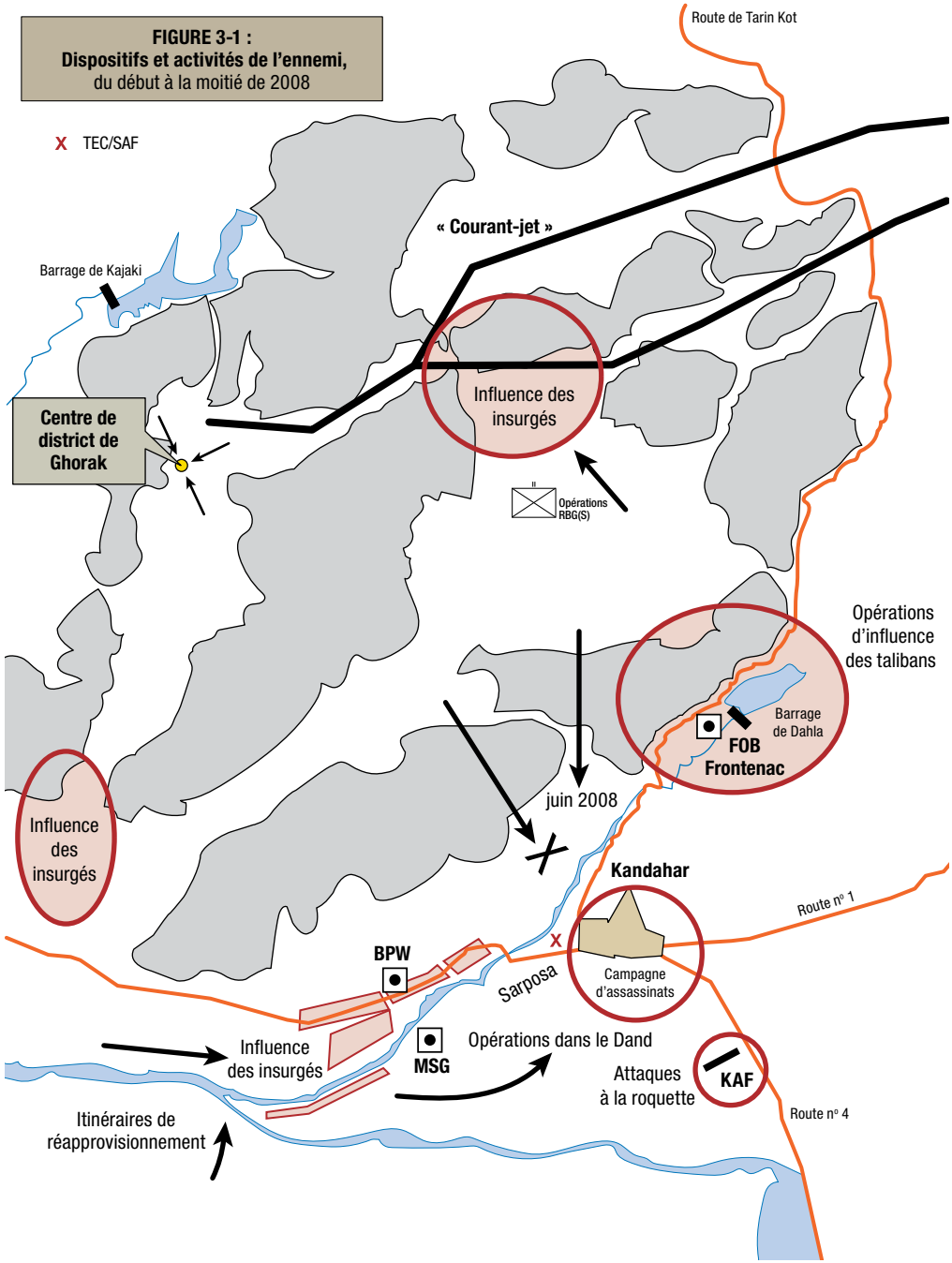


Figure 3-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, du début à la moitié de 2008

À ce stade-là de la guerre, l'ennemi connaissait à fond les règles d'engagement de la FIAS et il en exploitait les limites. Les Canadiens ont ainsi observé des combattants ennemis qui partaient sans arme d'un refuge pour aller à l'emplacement d'une cache d'armes où ils en prenaient, puis se rendaient à une position de combat, tiraient sur les forces coalisées, puis ramenaient les armes à la cache; ils faisaient tout cela pour éviter d'être ciblés par des UAV armés. Dans un autre cas, des combattants transitant par tel ou tel district savaient que, s'ils ne pouvaient être identifiés catégoriquement, aucun UAV en vol ne pouvait les prendre à partie; ils dissimulaient donc des armes lourdes dans des couvertures. Dans d'autres cas, des insurgés se sont servi d'enfants comme de boucliers humains pour éviter d'être ciblés par la coalition[51].

Pour les analystes canadiens, il était évident que les insurgés :

[Traduction]

> en sont venus à craindre particulièrement les ressources aériennes de la FIAS. S'il y a des hélicoptères dans le secteur, les talibans se résignent au fait que leur capacité de se déplacer est considérablement réduite. Quand ils entendent ou voient des hélicoptères, les talibans se cachent au lieu d'être surpris en train de mener une attaque […] Dans le Zharey et le Panjwayi, les talibans ont peur des UAV également. Le bruit que fait le moteur d'un UAV leur révèle la présence de ce dernier. Ils […] prennent alors la fuite[52].

La création des centres interarmées de coordination de district et des lignes téléphoniques connexes de dénonciation a grandement perturbé les insurgés dans la province de Kandahar. Sous la direction centrale de la choura de Quetta, les groupes d'insurgés agissant dans la province ont commencé à s'attaquer à l'infrastructure de téléphonie cellulaire en février 2008. Les insurgés ont alors communiqué avec les fournisseurs de services de téléphonie cellulaire en leur disant de désactiver le service la nuit, sinon ils continueraient à détruire leurs pylônes de transmission. L'ennemi est passé à une autre forme de communications la nuit, quand les pylônes étaient hors ligne[53]. Là encore, cette action a représenté un grand défi pour le gouvernement afghan et les forces canadiennes à Kandahar. La situation a été reconnue comme constituant un problème par le quartier général de la FO Kandahar et par ceux qui lui ont succédé, mais aucune mesure efficace ou concrète n'a été prise avant un bon moment, car le problème est devenu la norme au fil des rotations. On ne savait pas au juste s'il relevait de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du MAECI ou des forces armées.

Source : Auteur

Comme l'ennemi avait interdit l'emploi du réseau de téléphonie cellulaire afghan, les efforts déployés pour assurer la sécurité dans le Panjwayi et le Zharey s'en sont trouvés gênés. Des plans ont été dressés pour déplacer l'équipement de desserte à des endroits plus sûrs tels que la « colline des trois chars », que l'on aperçoit ici derrière une patrouille de l'ELMO canadienne et des forces afghanes.

Une opération « stratégique » menée par les talibans et d'autres groupes a influé sur les opérations de la coalition dans la province de Kandahar, car elle a gêné les convois d'approvisionnement en carburant de la FIAS. Le besoin insatiable de la FIAS en carburant et la décision qu'elle a prise de faire débarquer son matériel au port de Karachi, au Pakistan, puis de le transporter de là à Kandahar, ont entraîné les pays de l'OTAN dans le monde trouble du secteur du camionnage pakistanais. Oubliant que c'était les « mafias » pakistanaises du camionnage et les intérêts commerciaux de Quetta qui avaient créé et soutenu les talibans en 1994 pour dégager l'itinéraire commercial de l'Autoroute 1 et de l'Autoroute 4, la FIAS de l'OTAN est devenue de plus en plus dépendante des mêmes institutions dans un environnement qu'elle ne pouvait influencer, contrairement à l'ennemi. Autre réalité qui compliquait les choses davantage, l'Armée pakistanaise contrôlait le port de Karachi et une entreprise de camionnage, par l'intermédiaire d'une entité commerciale appelée National Logistics Cell. Il existait aussi un différend persistant entre l'Afghanistan et le Pakistan concernant l'Accord de transit commercial de l'Afghanistan de 1965 et le document qui devait lui succéder, l'Accord de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan[54].

Les Canadiens à Kandahar ne voyaient pas clairement comment tout cela fonctionnait, mais ils comprenaient que d'énormes sommes d'argent étaient en jeu, dont la majeure partie provenait des pays occidentaux, et que diverses parties voulaient leur part du gâteau. Un des intervenants dans cet effort de réapprovisionnement a fourni l'explication suivante :

> [Traduction]
>
> Karachi est le port maritime de débarquement pour l'opération ENDURING FREEDOM…. [Le principal itinéraire d'approvisionnement] à partir de Karachi s'étire sur 759 kilomètres, c'est-à-dire 472 milles de route cahoteuse où se succèdent fouilles, extorsions, pannes et retards. Les chauffeurs sont bousculés par la Douane pakistanaise, par la version pakistanaise des Teamsters, par l'entreprise de camionnage qui les a embauchés, et toute une gamme de trolls établissant des barrages routiers pour percevoir leur paiement de protection; ensuite, ils attendent dans le terrain de stationnement de Chaman pour entrer dans le Spin Boldak. Des explosions se produisent pendant la nuit dans ce terrain de stationnement […][55]

En août 2008, les attaques contre les convois de carburant étaient « endémiques », au point que les forces britanniques dans l'Helmand allaient bientôt manquer de carburant. En une occasion, quatre « camions à clochettes » transportant du carburant ont disparu dans la partie centrale du Zharey, après avoir été détournés. Les observateurs canadiens ont estimé qu'il y avait une convergence d'intérêts, sans doute d'origine tribale dans certains cas, entre les « mafias du camionnage » et les talibans[56]. Ces problèmes ont perduré pendant toute l'année 2008 à divers degrés.

Dans l'ensemble, cependant, les chefs ennemis jugeaient leurs efforts infructueux dans les districts. Ils avaient considérablement réduit la liberté de mouvement des Canadiens dans le Panjwayi occidental et ils profitaient du désordre créé à Senjaray, mais ils avaient de nouveau dû reculer dans l'Arghandab. En juin, le mollah Omar a envoyé son beau-frère se réunir personnellement avec les commandants insurgés de Kandahar. La situation n'était pas bonne, a-t-il dit, et la choura de Quetta « a décidé d'aller combattre dans la ville de Kandahar, car elle n'arrive pas à lutter avec succès contre les forces coalisées dans les régions rurales » [Traduction]. En fait, les dirigeants insurgés croyaient que les Canadiens ne combattraient pas dans la ville, pour éviter de causer des dommages collatéraux. Les insurgés ont maintenu des organisations dans le Zharey et le Panjwayi pour y entretenir la flamme, mais ils voulaient se tourner vers la ville dès que possible. Afin d'aider à opérer ce virage, le conseiller supérieur d'Al-Qaïda auprès des talibans y a envoyé deux de ses hommes pour coordonner une campagne terroriste urbaine à grande visibilité[57].

Les opérations anti-EEI

Les opérations anti-EEI ont continué à se multiplier et à évoluer sous la direction du quartier général Laroche au sein duquel la composante anti-EEI et ses entités constituantes ont désormais porté le nom d'« Escadron anti-EEI[58] ». Cependant, la quantité grandissante des pertes humaines et matérielles a suscité de fortes pressions à Ottawa pour que soient adoptées de nouvelles approches. Essentiellement, la perpétration constante d'attaques tactiques à l'EEI avait un effet stratégique sur un gouvernement minoritaire rendu conscient des pertes humaines par les médias et l'opposition.

Un des moyens adoptés a été l'acquisition de la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance, ou COIC, qui équivalait au détachement étasunien de dégagement d'itinéraire. La COIC se composait de trois véhicules : le véhicule Husky de détection et sa remorque, le véhicule d'enlèvement Buffalo avec son bras télécommandé, et un véhicule semblable au camion RG-31, mais muni d'un robot. Quatre groupes de trois véhicules étaient ainsi déployés à l'été 2007, mais ils ne faisaient pas partie de l'Escadron anti-EEI; la COIC appartenait à l'escadron déployé des sapeurs de combat commandé par le groupement tactique. Comme cela avait été le cas quand les Canadiens recouraient au détachement étasunien de dégagement d'itinéraire, la COIC précédait chaque colonne de véhicules sur les routes des territoires contestés tels que le Zharey et le Panjwayi. Dès lors, le Canada ne dépendait enfin plus de cette capacité étasunienne rare[59].

Et puis, il y a eu les contre-mesures électroniques (CME). Comme nous l'avons vu dans le volume I, les difficultés initiales que la mise en service d'une capacité canadienne de CME a comportées ont été réduites dans une certaine mesure en 2007. Presque chaque véhicule a alors été équipé de systèmes de CME, et une version portative d'un tel système a désormais accompagné les patrouilles à pied. Les CME faisaient partie du domaine des transmissions, et non de celui de l'Escadron anti-EEI, car il était essentiel de séparer les fréquences de brouillage des fréquences utilisées pour les communications. Cela a nécessité du temps et des efforts.

Entre-temps, l'Escadron anti-EEI a examiné les méthodologies et la relation avec le renseignement. La question était de savoir qui ciblerait tel ou tel objectif. Les forces existantes et leurs moyens de renseignement allaient-ils s'attaquer d'office aux fabricants d'EEI pendant le cours des opérations, ou fallait-il mettre sur pied des entités spécialisées qui s'en prendraient expressément à la chaîne de production et d'utilisation des EEI? La tendance étant de favoriser les aspects « stratégiques » (c.-à-d. les volets politiques et les opérations d'information), le système canadien a mis l'accent sur le ciblage spécialisé à la fin de 2007 et surtout au début de 2008. Cela a signifié que l'Escadron anti-EEI a dû évoluer pour répondre à cette exigence.

Du point de vue conceptuel, l'Escadron anti-EEI comprenait qu'il y avait des cellules spécialisées dans le contexte des EEI et, faute d'un meilleur terme, des cellules « multidisciplinaires », c'est-à-dire des unités d'insurgés qui faisaient tout, y compris la pose d'EEI et de mines. Pour reprendre une analogie canadienne, disons qu'il y avait des fabricants, des membres du Génie et des pionniers. Le degré des connaissances sur les bombes diminuait à mesure que l'on allait de gauche à droite dans cette trilogie : les pionniers se limitaient à poser ces engins de harcèlement et ils ignoraient comment ils étaient fabriqués, tandis que les membres du Génie savaient comment les armes s'intégraient dans des plans de défense plus perfectionnés. Il y avait aussi des « facilitateurs », qui étaient essentiellement des logisticiens.

Les techniques d'atténuation telles que les CME, la COIC et les fouilles à pied pouvaient remédier à certains des effets des attaques à l'EEI. Le ciblage des pionniers avec des attaques aériennes nocturnes en était une autre. Cependant, il s'agissait uniquement de moyens tactiques utilisés en fonction des besoins. Comment la FO Kandahar pouvait-elle supprimer toute la chaîne? Fallait-il attaquer aussi les facilitateurs et les fabricants? Et avec quoi? Des FOS? Des forces conventionnelles? Des UAV armés? Enfin, comment pouvait-on trouver ces insurgés et leurs fabriques? Comment la FO Kandahar pouvait-elle synchroniser tout cela avec les interventions d'autres forces dans la province?

La première mesure a consisté à approfondir l'analyse. À cette fin, il était essentiel de recueillir des connaissances détaillées sur l'identité des insurgés, sur la façon dont ils étaient reliés les uns aux autres et sur les liens entre tel ou tel fabricant de bombes et un engin ou une attaque en particulier. Ces analyses des liens entre les divers acteurs n'étaient pas nouvelles en 2007, et elles avaient lieu depuis plusieurs années, mais on avait du mal à leur donner un point de mire. L'analyse de niveau I correspondait au travail que l'équipe d'exploitation tactique faisait sur les lieux d'une explosion. Au niveau II, l'analyse s'apparentait à une « enquête sur les lieux d'un crime » [Traduction] et elle avait lieu au laboratoire étasunien, à l'aérodrome de Bagram : elle portait sur l'ADN de la bombe humaine, sur la comparaison entre l'engin et les fabricants de bombes connus et sur leur « signature ». Au niveau III, il s'agissait d'établir des liens entre ces données biométriques et techniques, d'une part, et les diverses cellules et personnalités des intervenants, d'autre part. Cela était habituellement fait aux États-Unis par des organismes spécialisés. Le problème résidait dans le fait que les forces canadiennes pouvaient mener les opérations des niveaux I et II en Afghanistan, mais que les données issues des analyses de niveau III ne leur revenaient pas dans le théâtre sous une forme qui pouvait être employée utilement[60]. En fin de compte, cela a mené à la création d'une capacité canadienne de niveau III, qui a été exploitée pour accéder aux données étasuniennes de niveau III parce que le Canada a dès lors eu une contribution à apporter. Plus tard, en outre, un poste spécialisé dans le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) a été ajouté pour gérer les opérations anti-EEI.

Qu'est-ce que cela signifiait? L'Escadron anti-EEI pouvait savoir qui avait construit un engin donné et dans quelle région les fabricants se trouvaient probablement. Cela a permis aux unités en déploiement d'adapter leurs tactiques, techniques et procédures dans leur propre zone d'opérations afin de neutraliser les capacités des EEI que l'ennemi employait dans la région en question. Il a aussi été possible de verser des données dans les systèmes de ciblage des Canadiens et de la coalition, de manière que les FOS ou les UAV puissent s'attaquer à ces fabricants d'EEI si les ressources ISTAR les repéraient. Ce travail a permis au Canada de mettre ses données à profit pour accéder à celles des alliés. En fin de compte, ces efforts ont sauvé des vies canadiennes et afghanes.

Par exemple, les médias ont révélé que des véhicules étaient munis de systèmes de CME[61]. Jusqu'alors, l'ennemi avait été contrarié à maintes reprises parce que ses EEI radiocommandés ne fonctionnaient pas[62]. Dans une autre partie de l'Afghanistan, des équipes alliées d'exploitation anti-EEI ont découvert que des fils de diverses longueurs partis des lieux de l'explosion n'aboutissaient nulle part. La longueur des fils trouvés à plusieurs endroits a augmenté de plus en plus grande, au fil du temps. L'analyse a conclu que l'ennemi employait un récepteur fixé au fil, qui était attaché à l'explosif. Il cherchait ainsi à évaluer la taille de la « bulle » des CME invisibles entourant le véhicule et il modifiait ensuite le fil de manière à pouvoir envoyer le signal déclencheur à la bombe. C'est ce que l'on appelait un « engin-araignée ». Il a plus tard été établi que certains de ces engins avaient été construits dans des fabriques en Iran, qui avait aussi acquis des systèmes étasuniens de CME en Afghanistan auprès des talibans et les avait ensuite exploités du point de vue technique[63].

Le recours à la méthode dite des « CME proactives » a constitué une autre façon d'éliminer les engins-araignées et les bombes semblables. L'idée était de balayer les routes suspectes du haut des airs avec l'aéronef de guerre électronique EA-6B Prowler des Forces navales des États-Unis [U.S. Navy]. Les systèmes de bord balayaient la route avec tout le spectre de fréquences pendant que le drone la survolait pour faire ainsi exploser les engins posés là. Cette approche posait un problème évident : les conséquences involontaires produites si un engin explosait près de civils sur la route, ou encore, par exemple, dans une fabrique située dans une zone bâtie. Les CME proactives ne pouvaient être utilisées que dans certains secteurs, et l'emploi devait en être soigneusement coordonné[64].

Quand les forces sur le terrain ont été informées de la nature de la menace que constituaient les engins-araignées, des techniques ont été adoptées pour lutter contre eux. Quand l'ennemi a observé et analysé ces contre-mesures, il a réagi en construisant des engins « commandés par fil-piège » qui ne nécessitaient aucun dispositif électronique. Cela a entraîné une autre gamme de contre-mesures techniques. Quand l'ennemi a constaté que des patrouilles à pied cherchant à repérer les fils de commande avaient lieu le matin, il a posé des mines anti-personnel près des lieux d'embuscade, et ainsi de suite.

Pendant la seconde moitié de 2007 et au début de 2008, l'ennemi a évalué la COIC et a modifié son comportement en fonction des capacités du système. À peine quelques semaines après l'entrée en service de la COIC, l'Escadron anti-EEI a observé que l'ennemi retirait le matériel explosif des mines et des munitions non explosées et qu'il le versait dans des bidons d'eau en plastique pour réduire ainsi la signature du métal des engins. Une autre méthode a consisté à creuser des trous dans les routes et à les remplir avec un explosif revêtu d'aluminium en poudre. Le véhicule Husky a été incapable de détecter un tel engin. Déjà au courant des capacités des CME, les fabricants insurgés ont construit toujours plus d'EEI déclenchés par plateau de pression. L'ennemi a déplacé dans les zones où les FSNA étaient à l'œuvre les EEI radiocommandés qu'il avait encore, car l'armée et la police afghanes ne disposaient pas de CME. Que ce fût à cause des pertes de personnel, de la cupidité locale, ou d'un désir accru de faire participer la population locale, de plus en plus de poseurs d'engins sans idéologie particulière ont été embauchés; ils étaient payés à l'acte[65]. L'ennemi ayant appris que le Canada employait des spécialistes de la lutte contre les EEI, il a fixé des dispositifs anti-manipulation sur les EEI et sur des engins secondaires dès le début de 2009, ce qui a rendu le travail de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) encore plus difficile[66].

L'ennemi s'est servi d'EEI de plus en plus puissants afin de causer des dommages catastrophiques aux véhicules blindés. Par conséquent, de plus en plus de robots Telerob de neutralisation et d'observation de munitions explosives, appelés « Johnny 5 », ont été « tués » pendant qu'ils essayaient de désamorcer les engins. C'est la vigilance inlassable de l'Escadron anti-EEI qui a réduit considérablement la capacité de l'ennemi de causer des pertes plus grandes.

La relève sur position, en février et mars 2008

Il y a eu plus d'éléments en mouvement simultanément pendant cette rotation qu'au cours de toutes les rotations précédentes. La relève du groupement tactique sur position a été relativement simple. La FO 1-08 était axée sur le 2 PPCLI et dirigée par le Lcol David Corbould. Ce groupement tactique était structuré de la même façon que celui du Lcol Alain Gauthier; il comportait deux compagnies d'infanterie de quatre pelotons chacune au lieu de trois compagnies d'infanterie. En l'occurrence, la Compagnie B relevait du Maj Mike Lane, et la Compagnie C était commandée par le Maj Stacey Grubb. Le Maj Trevor Gosselin a cédé l'escadron de chars Leopard à l'Escadron B dirigé par le Maj Chris Adams. Le Maj Jamie Vieveen commandait la batterie d'artillerie montante, soit la Batterie B du 1er Régiment, Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA), et le 12e Escadron de campagne commandé par le Maj Nathan Packer a assumé les tâches propres au génie de combat. L'escadron de reco est provenu de l'Escadron D, 12e Régiment blindé du Canada (12 RBC), et il était commandé par le Maj Stéphane Boivin.

Une fois sur le terrain, le Lcol Corbould a constaté que la situation était désastreuse. La FO Kandahar avait construit toute une « infrastructure tactique » dans les districts de Zharey et de Panjwayi, mais il existait un grave problème au chapitre des effectifs. Il y avait deux compagnies de quatre pelotons. L'une d'elles patrouillait dans le Shah Wali Kot, tandis que l'autre devait occuper les postes de police secondaires et les avant-postes de combat le long de la partie ouest de l'itinéraire FOSTERS. Dans une base de la taille d'un peloton, il fallait laisser derrière au moins une section pour la protéger pendant que les autres étaient en patrouille. Dans les positions occupées par une seule section, aucune patrouille n'était possible. L'ELMOP occupait certaines positions à elle seule avec des équipes de cinq à sept soldats. La réserve du groupement tactique se composait uniquement de l'escadron de chars, qui ne pouvait fonctionner seul, vu que l'environnement exigeait des éléments interarmes.

La situation de l'ELMO était différente. L'ELMO montante, axée sur le 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) et grandement renforcée, a dû s'adapter aux changements en cours à la FO Kandahar sur les plans du commandement et contrôle. Le Lcol Dan Drew a dû céder le commandement de l'ELMO au Col François Riffou, en partie pour refléter un accent accru mis sur le mentorat au niveau de la brigade et l'expansion de l'ELMO dans toute la 1-205 Brigade de l'Armée nationale afghane.

Le concept de la « FO Zharey », en vertu duquel l'ELMO est devenue un « propriétaire foncier » semblable à un groupement tactique dans ce district, avec un kandak lui étant jumelé, le Centre interarmées de coordination de district (CICD) et la police afghane, s'est défini davantage entre le moment où le 3 PPCLI a commencé à s'entraîner en vue du rôle propre à l'ELMO et celui du déploiement en Afghanistan. Vu la nécessité politique de maintenir une compagnie d'infanterie canadienne à la base d'opérations avancées (FOB) Frontenac, il fallait que quelqu'un d'autre assure le commandement et contrôle dans le Zharey[67]. Essentiellement, le besoin de coordonner les opérations de la police afghane, de l'ELMOP, de l'Armée nationale afghane et de l'ELMO a débouché sur quelque chose qui s'apparentait à un centre interarmées renforcé de coordination de district qui a ensuite évolué en mars et avril 2008. L'ELMO a établi la FO Zharey, et un poste de commandement a été construit dans les bâtiments de l'ELMO de la FO Kandahar. Cela a aussi signifié qu'il fallait obtenir un soutien imprévu de la part des Transmissions pour que la FO Zharey pût communiquer avec les systèmes de l'Armée nationale afghane et les systèmes canadiens[68]. (Voir la figure 3-2)

La situation a remis en question le rôle de l'ELMO : était-ce d'encadrer les Afghans ou de tenir du terrain? En outre, de qui relevait-elle? En principe, le Canada avait placé l'ELMO sous la coupe de la FIAS de l'OTAN et du CR (Sud). Cependant, était-elle sous le commandement ou contrôle opérationnel de ces entités? La FO Kandahar se comportait comme si l'ELMO relevait d'elle et elle l'incluait dans sa planification et ses

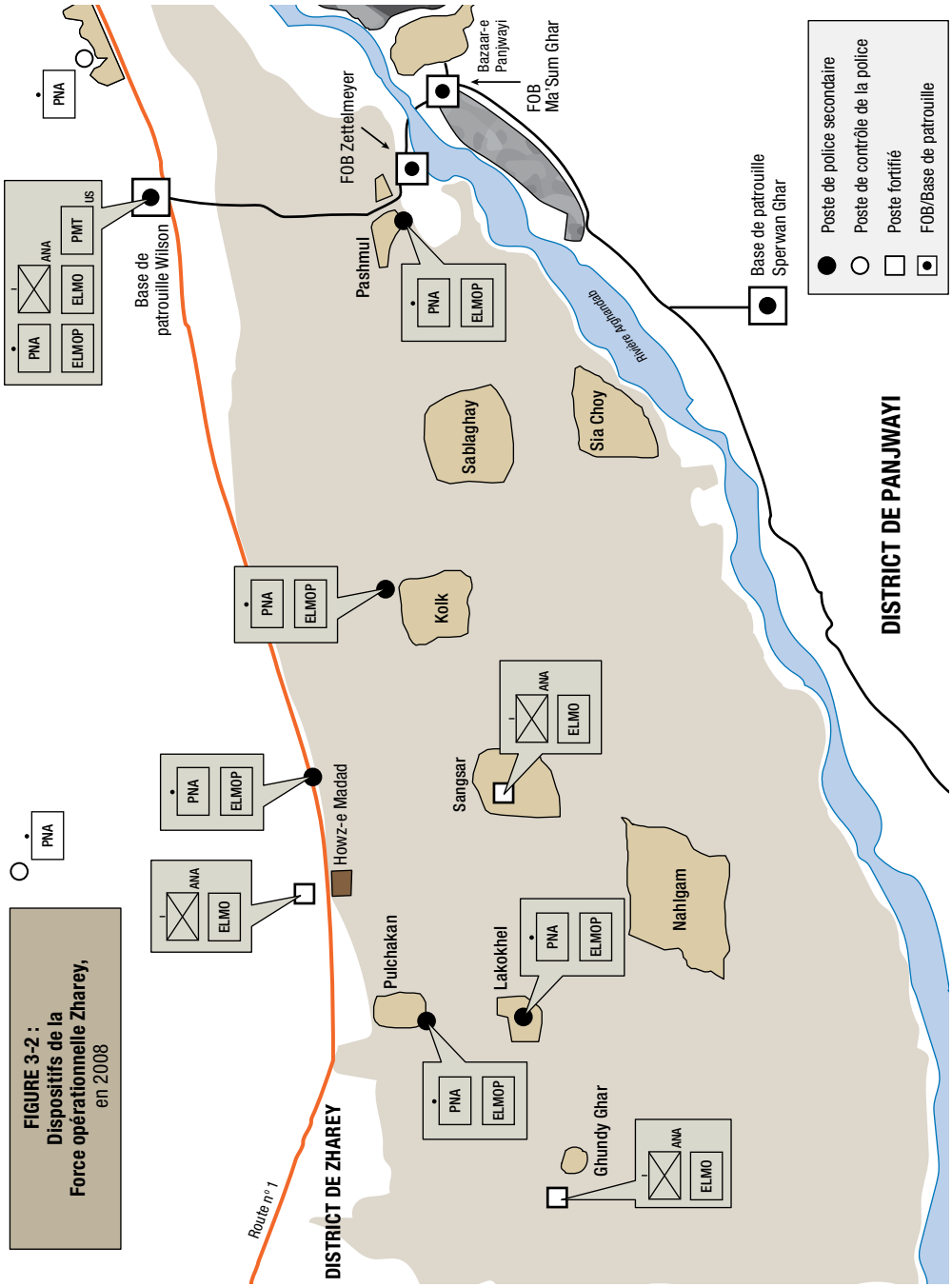


Figure 3-2 : Dispositifs de la Force opérationnelle Zharey, en 2008

ordres d'opération. Cela allait à l'encontre de l'entraînement préparatoire de l'ELMO et a suscité deux camps au sein de l'ELMO. Le Col Riffou a réglé la situation en acceptant le point de vue de la FO Kandahar. L'ELMO est devenue une entité de coordination de l'environnement opérationnel en plus d'assumer ses autres tâches, et les kandaks ont été traités dans une certaine mesure comme des unités de manœuvre au sein de la FO Kandahar, mais avec un lien avec la 1-205 Brigade et le général Bashir, auprès de qui le Col Riffou servait d'intermédiaire[69].

À la mi-mars 2008, le 1er Kandak et ses mentors travaillaient dans le district de Panjwayi, tandis que le 2e Kandak et ses mentors occupaient des positions dans le district de Zharey. Le 3e Kandak a déployé certains éléments encadrés à la FOB Nevermind dans le Ghorak. Le concept d'une « FO Panjwayi » n'a pas été approfondi à ce moment-là, mais l'intention du Bgén Laroche était encore de déplacer tout le groupement tactique à la FOB Frontenac dans le Shah Wali Kot.

L'ELMOP a continué à encadrer de près la police dans le Zharey et le Panjwayi. Cependant, pendant la relève sur position des forces canadiennes, le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud), dirigé par les États-Unis, et le ministère de l'Intérieur afghan ont inscrit au calendrier un programme de perfectionnement ciblé par district pour la police du Zharey et du Panjwayi. La Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) est arrivée pendant la nuit, et la police des districts est montée à bord d'autocars et a été envoyée au Centre d'instruction régional à Herat pour y subir un test de dépistage des drogues et recevoir une nouvelle formation. Un agent sur cinq a échoué au test de dépistage et a été libéré. Autre ennui, il n'y avait pas assez d'agents de la PNAOC pour remplacer ceux de la police du Zharey, de sorte que les effectifs de l'ELMOP ont été étirés à la limite, et la cadence des patrouilles a diminué. Celle-ci a fléchi encore plus quand la PNAOC a déclaré qu'elle n'avait pas été payée depuis quatre mois et qu'elle envisageait de démissionner[70].

De nouvelles capacités sont entrées en service pendant cette rotation. Mentionnons d'abord l'UAV Boeing ScanEagle, que l'on a appelé SUAV pour le distinguer du TUAV Sperwer. Le ScanEagle était plus petit et moins bruyant que le TUAV et il était doté d'une caméra couleur. Le Maj Gilbert McCauley, un pilote d'hélicoptère, a été chargé de fusionner les troupes de TUAV, qui appartenaient à l'artillerie, et les équipages de la force aérienne qui étaient maintenant intégrés dans les opérations des UAV, en raison de changements canadiens de niveau supérieur exigés par des circonstances juridiques. Seuls les pilotes formés étaient autorisés à faire voler les UAV. Par conséquent, les drapeaux du Commandement aérien et de l'Artillerie royale canadienne ont désormais flotté sur l'emplacement élargi de lancement des UAV à l'aérodrome de Kandahar. Le ScanEagle a permis au contingent canadien de connaître considérablement mieux la situation sur le champ de bataille en 2008[71].

Source : Auteur

Le véhicule aérien sans pilote BoeingInsitu ScanEagle est arrivé en 2009. Il était plus petit que le TUAV Sperwer et doté de meilleurs capteurs, et son autonomie était plus grande. Le ScanEagle a grandement contribué à la surveillance du champ de bataille à l'ouest de la ville de Kandahar.

Maintenant qu'il y avait plus de capteurs, il fallait plus de téléviseurs à écran plat au Centre d'opérations de la province et au Centre des opérations tactiques, ce qui a nécessité une augmentation de la capacité des Transmissions pour faire circuler les données dans tout le quartier général. En outre, comme les activités du MAECI et de l'ACDI augmentaient, il a aussi fallu répondre aux besoins de leurs systèmes d'information. De même, il existait plusieurs systèmes temporaires ou même spéciaux au sein du groupement tactique et ailleurs, ce qui a compliqué le commandement et contrôle au niveau de la FO Kandahar. L'expansion de l'ELMO a suscité d'autres complications, car les forces afghanes employaient des radios différentes et elles n'avaient aucune capacité de traitement des données. Par conséquent, les systèmes canadiens d'information et de communications ont été complètement réorganisés en 2008, et un escadron des transmissions a été mis sur pied pour remplir cette tâche[72].

La réorganisation des ressources de l'artillerie a constitué un autre changement. Le système acoustique de repérage d'artillerie hostile (HALO) a pris plus d'ampleur : d'autres postes de détection et plus de radars anti-mortiers légers s'y sont ajoutés, y compris l'un d'eux au poste fortifié de Mushan. Les données recueillies par ces systèmes et les

UAV ont été fusionnées par le Centre de coordination des feux d'appui et transmises aux détachements d'obusiers M-777 de la Batterie B pendant qu'ils se déplaçaient entre la base de patrouille (BP) de Sperwan Ghar, la BP Wilson, la base d'opérations avancée près de Hutal, ou toute autre position de pièces temporaire (voir la figure 3-3). La Batterie B a aussi apporté les nouveaux obus brisants et à fragmentation Excalibur guidés par système GPS pour les obusiers M-77773, aux fins des tirs de précision[73].

Cette relève sur position s'est effectuée plus vite et mieux que la précédente, et le GT du 2 PPCLI a pris le contrôle tactique des opérations dans le district de Panjwayi, le 16 mars 2008. Le Lcol Corbould a déployé la Compagnie B dans le Panjwayi, et la Compagnie C à la FOB Frontenac, dans le Bas-Shah Wali Kot. Le Maj Grubb n'a pas perdu une minute et est allé assister à la choura du Shah Wali Kot avec une équipe de la COCIM fournie par l'ERP afin de se rendre compte de la situation, pendant que le Maj Lane établissait son quartier général à la BP de Sperwan Ghar et déployait ses pelotons aux postes de police secondaires (PPS) de Talukan et de Zangabad et au poste fortifié à Mushan le long de l'itinéraire FOSTERS[74]. Cependant, alors que progressait la relève sur position, le Sgt Jason Boyes de la Compagnie B a été tué tragiquement par un EEI, au cours d'une patrouille débarquée de familiarisation près de Zangabad[75].

Dans le cadre de la relève sur position, l'escadron de chars a dû entreprendre l'Op RIP MUSHAN pour installer la nouvelle compagnie de l'Armée nationale afghane et ses mentors canadiens dans le poste éloigné. La menace que présentaient les EEI sur l'itinéraire FOSTERS était telle que l'Escadron C a recouru à toutes les sortes de déception possibles pour dissimuler ses véritables objectifs et ses axes de déplacement chaque fois qu'il faisait sortir ses véhicules de 70 tonnes de la FOB Ma'Sum Ghar. Maintenant que le poste fortifié de Mushan était opérationnel, il fallait le ravitailler, tout comme les PPS le long de l'itinéraire FOSTERS à Talukan, à Zangabad et à Haji. Comme il n'y avait pas d'hélicoptères canadiens, le ravitaillement a dû se faire par voie terrestre. L'ennemi savait cela. Les équipes de l'ELMO et de l'ELMOP ont appris que l'ennemi avait du mal à poser un « melon d'eau » devant un convoi de chars parce que les UAV qui survolaient la zone d'opérations le dérangeaient constamment[76].

La force de ravitaillement escortée par l'Escadron C a eu de graves ennuis, le 2 mars. Après avoir viré vers le sud depuis l'Autoroute 1 et être entré dans le lit de la rivière Arghandab, à l'ouest de Mushan, un char Leopard C2 muni d'un rouleau a heurté et fait sauter un engin explosif. Ensuite, tandis qu'un Leopard 2A6M manœuvrait, il a lui aussi heurté un engin explosif qui l'a mis hors de combat. Puis, un Leopard C2 doté d'une charrue a fait exploser deux engins ou peut-être même trois, et le conducteur, le cavalier Mike Hayakaze, a été tué. Après avoir heurté cinq mines et subi deux destructions mobilité et un décès, le Maj Gosselin a établi trois laagers défensifs dans le lit de la rivière pour la nuit, jusqu'à ce

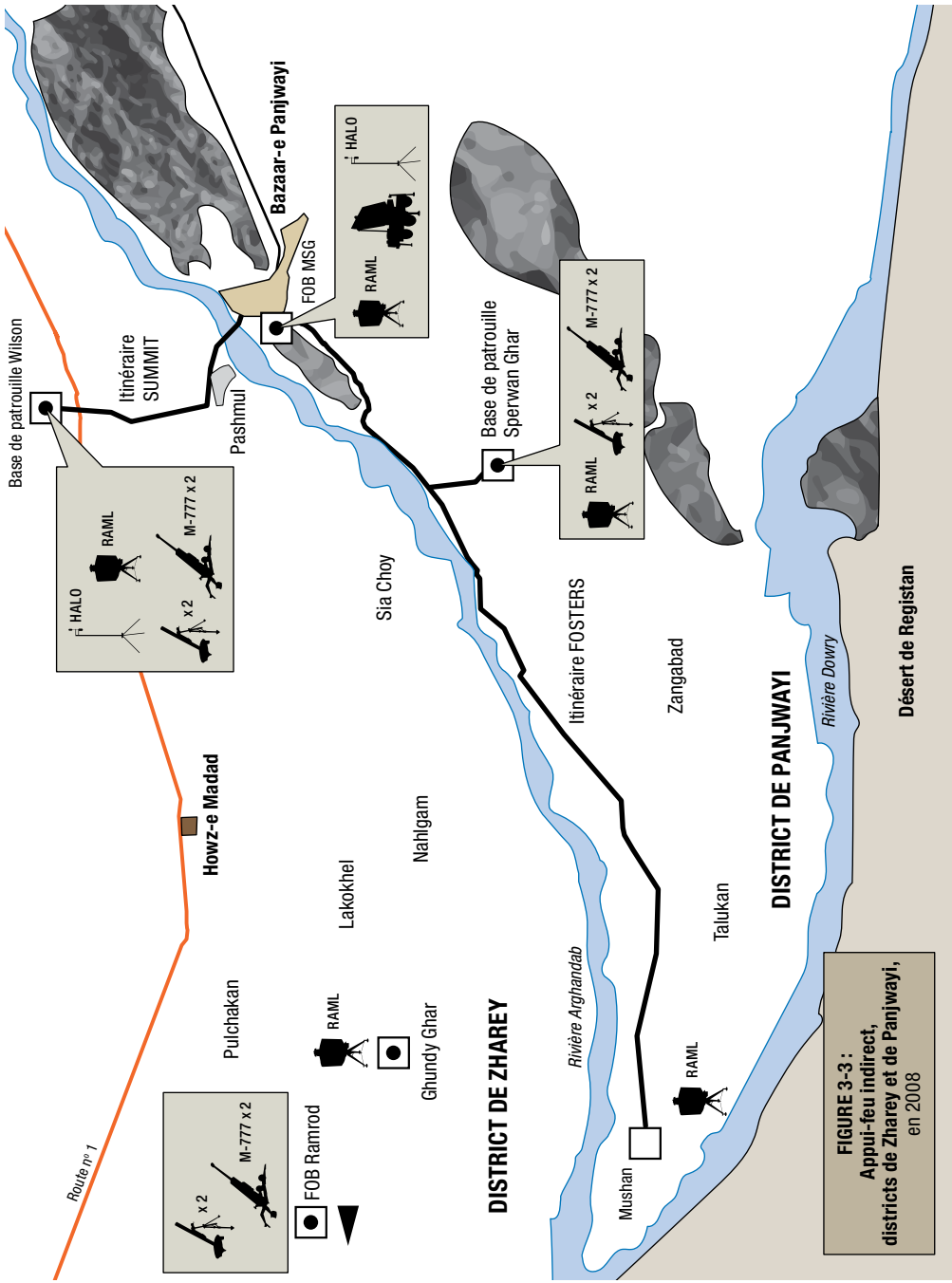


FIGURE 3-3 : Appui-feu indirect, districts de Zharey et de Panjwayi, en 2008

Figure 3-3 : Appui-feu indirect, districts de Zharey et de Panjwayi, en 2008

que les sapeurs munis d'une COIC puissent venir sur les lieux et les dégager, de manière à favoriser la récupération des véhicules endommagés. Les UAV ont volé en rond pendant toute la nuit, en attendant l'attaque ennemie. Les ressources ISTAR ont fait savoir que les insurgés « voyaient » les Canadiens, mais qu'ils n'avaient pas assez de grenades propulsées par fusée (GPF) pour s'en prendre aux laagers, ce qui les a exaspérés grandement. Sachant que les systèmes ISTAR le surveillaient, un commandant insurgé a dit ce qui suit d'une voix forte dans sa radio : « Hommes de la FIAS, vous êtes trop braves, et il faudra vous remettre à votre place! » [Traduction] Le Maj Gosselin a recouvré ses véhicules, il a livré les ravitaillements et emmené le personnel au poste fortifié de Mushan et il est rentré à la FOB Ma'Sum Ghar par l'Autoroute 1 et le lit de la rivière Dori sans autre incident. Le lendemain, il a transmis le relais au Maj Chris Adam et à l'Escadron B[77].

À la mi-mars 2008, les troupes canadiennes étaient réparties dans plusieurs districts, mais elles avaient des mandats distincts qui ne se chevauchaient pas nécessairement. Les compagnies d'infanterie du groupement tactique étaient dans le Shah Wali Kot et le Panjwayi, tandis que l'escadron de reco se trouvait dans le Spin Boldak. L'ELMO travaillait dans le Ghorak, le Zharey et le Panjwayi, pendant que l'ELMOP agissait surtout dans le Zharey. L'équipe de la COCIM de l'ERP était déployée dans l'Arghandab, le Dand, le Zharey et le Panjwayi. Les équipes de la nouvelle OTC devaient se rendre dans le Zharey et le Panjwayi. Il y avait des centres interarmées de coordination de district dans le Spin Boldak, le Zharey et le Panjwayi, mais non dans le Shah Wali Kot, l'Arghandab ou le Ghorak. Le Bgén Laroche progressait vers une intégration accrue de la vaste gamme de forces dont il disposait, mais l'état final qu'il souhaitait n'était pas en vue vers la fin de sa rotation, ce qui a créé une certaine incohérence à laquelle son successeur, le Bgén Thompson, a cherché à remédier à son arrivée, au début de mai. Les éléments de la FO Kandahar ont dû composer avec cette incohérence en mars et avril, en combattant sur plusieurs fronts en apparence non reliés, aux côtés d'un allié afghan quelque peu dérouté; ces éléments ont de temps à autre été renforcés par une multitude d'alliés de l'OTAN qui allaient et venaient dans la province, et ils n'étaient pas appuyés par des projets coordonnés de reconstruction et de développement comme il le fallait.

La distraction du Ghorak, en mars 2008

Le Haut-Ghorak est demeuré un « abcès » jusqu'à une date avancée de mars 2008. Un « commandement perdu » de 50 hommes appartenant à la Compagnie Weapons du 1er Kandak et une ELMO composée de cinq Canadiens, dirigée par le capitaine (Capt) Slade Lerch, étaient bien installés dans la FOB Nevermind, chaude et éloignée. L'équipe canadienne y aiguillonnait les Afghans, quand elle le pouvait, pour qu'ils organisent des postes de contrôle des véhicules

au défilé du Ghorak, et elle essayait de les inciter à patrouiller à plus de cinq kilomètres de la base d'opérations avancée. Le moral était bas. Le 6 mars, par exemple, six Aghans seulement se sont dits disposés à partir en patrouille. Les autres ont exigé du carburant et de l'eau avant de sortir de la base. Un ravitaillement aérien a été bâclé, et seulement la moitié de ce qui avait été demandé a été livrée. La compagnie a alors menacé de s'absenter sans permission et de retourner à Kandahar par ses propres moyens. Les mentors canadiens ont établi que la moitié de la compagnie était en fait en rotation « rouge », c'est-à-dire qu'elle était censée être en congé. Comme il n'y avait aucune activité ennemie dans le secteur, la décision a finalement été prise de remplacer la Compagnie Weapons par la police afghane (Op TEEZ SPAAR). Sous la direction d'une troupe de l'escadron de reco et de sapeurs canadiens montés à bord des véhicules d'une suite COIC, la police est arrivée à bon port, et les hommes de la 71C sont rentrés à l'aérodrome avec la Compagnie Weapons, les 19 et 20 mars[78]. Pendant que ceux-ci cheminaient, un MQ-9 Reaper, qui survolait l'itinéraire, a repéré un véhicule utilitaire sport transportant des hommes armés qui faisaient signe à d'autres insurgés. Le Reaper a suivi ce véhicule jusqu'à un lieu de rendez-vous avec deux autres véhicules chargés d'insurgés. Une bombe de 500 livres a touché sa cible et tué 12 ennemis : « Immédiatement après l'attaque, de nombreux habitants de l'endroit ont envahi l'endroit et ont rapidement retiré les corps[79]. » [Traduction] Quand la force d'extraction a fait halte pour la nuit, un MQ-1 Predator a repéré une « équipe de poseurs d'EEI » sur l'itinéraire d'extraction. Un avion A-10 est arrivé sur les lieux pour mitrailler l'ennemi au sol, mais celui-ci avait fui[80].

Le Spin Boldak : retour du « commandement perdu », en mars et avril 2008

L'autre « commandement perdu » de la FO Kandahar était dans le Spin Boldak. Le Maj Stéphane Boivin a remplacé le Maj Pete Huet à la fin de février. Avec deux troupes de huit véhicules de surveillance Coyote et appuyés par de petits détachements du génie et de l'artillerie, le Maj Boivin et ses hommes ont poursuivi l'effort qui visait à définir ce qui se passait dans le district. Dans l'ensemble, le statu quo dans le Spin Boldak reposait sur ce qui suit : les patrouilles de véhicules Coyote le long des séries de postes frontaliers qui s'étiraient comme des ailes vers le nord-est et le sud-ouest à partir du poste frontalier de Spin Boldak; les engagements des relais d'influence avec le chef de district exaspéré; les efforts faits pour arbitrer la querelle perpétuelle entre les Noorzais et les Achakzais; l'observation, par l'équipe de la COCIM de l'ERP, de la corruption habituelle au sein de l'assemblée de développement du district (ADD) de Spin Boldak, et les tentatives d'assassinat multiples exécutées par des bombes humaines contre le Col Abdul Raziq.

L'Escadron D a aussi fourni une FRR lorsque des incidents se produisaient et il appuyait l'équipe d'instruction étasunienne intégrée dans la Police frontalière afghane, équipe qui résidait avec les mentors de la police de DynCorp. De temps à autre, la FO 49, c'est-à-dire les forces d'opérations spéciales polonaises qui opéraient dans le Maruf, venait refaire le plein en eau et en ravitaillements[81].

À ce stade de la guerre, le Spin Boldak servait de voie de communication principale aux forces talibanes qui opéraient à l'ouest de la ville de Kandahar. Comme 5 000 personnes franchissaient la frontière sur l'Autoroute 4 tous les jours, la possibilité d'intercepter de petits nombres de combattants non armés tentant de s'infiltrer était minime. De même, comme c'était une des principales villes frontalières, toutes les formes imaginables d'activités criminelles y avaient cours, et, dans de nombreux cas, des recoupements considérables avaient lieu dans toutes les directions. Le développement et la gouvernance dans le Spin Boldak étaient gênés par la succession continue de chefs de district. Il n'y avait qu'un petit détachement du Programme alimentaire mondial, les visites périodiques d'un représentant du MAECI membre de l'ERP, et un seul agent de la COCIM affecté auprès de l'escadron par l'ERP. Il s'agissait vraiment d'une mission axée sur l'économie d'effort. Le Maj Boivin et ses hommes ont appris que les chefs qui dirigeaient la choura de la reconstruction de Spin Boldak ne vivaient même pas là : ils habitaient à Chaman. Quand le Maj Boivin a réussi à mettre fin au financement de la problématique choura de la reconstruction, le gouverneur Asadullah Khalid est intervenu et a ramené dans le processus les anciens vivant à Chaman. Il a semblé que les aumônes versées par le Col Raziq à la population, lesquelles équivalaient au tiers de ses gains illicites, avaient plus d'effets sur le bien-être de la collectivité que le chef de district et l'assemblée de développement[82].

Des manœuvres continues de collecte de renseignements menées par l'escadron de reco ont reconfirmé que le secteur de Lowy Kariz était un élément important de la chaîne logistique de l'ennemi qui allait de Chaman, au Pakistan, jusqu'au Spin Boldak, puis dans l'Arghistan et enfin dans la ville de Kandahar. Répétons que l'Arghistan était connu pour avoir des liens historiques avec les tout premiers groupes talibans qui se sont emparés de la ville de Kandahar dans les années 1990. Les patrouilles de l'escadron de reco et sa présence active dans le secteur susmentionné y ont influé de façon mesurable sur les mouvements ennemis.

Cependant, quand le Col Raziq a organisé des opérations anti-drogues pour montrer aux forces coalisées qu'il était « sérieux » à cet égard, il y a eu de la résistance. Les producteurs de drogue au Pakistan ont surveillé les cultivateurs de pavot dans le secteur et, quand Raziq a nettoyé les champs, ces cultivateurs ont accumulé d'énormes dettes qu'ils n'étaient pas à même de payer. Des hommes à l'allure douteuse sont arrivés pendant la nuit avec des mines et des EEI et ils ont expliqué aux cultivateurs que leurs dettes seraient acquittées s'ils posaient ces engins pour gêner les activités des forces coalisées. Les cultivateurs ont

profité de la sécurité supplémentaire offerte par les troupes coalisées en se tenant loin des zones minées et ils ont ainsi pu réduire leurs dettes. Par conséquent, il y a eu une vague d'attaques à l'EEI[83].

Le véritable signe annonciateur a été l'éclatement d'une bombe sur l'Autoroute 4, le 15 avril. Quatre agents de la police afghane passaient à proximité d'un chantier de construction et ils ont alors aperçu un véhicule suspect, qui était en fait un véhicule pour attentat-suicide à la bombe. Le conducteur a fait exploser l'engin et a blessé les policiers. Deux jours plus tard, un véhicule Coyote de l'Escadron D a heurté un EEI qui a blessé le conducteur; celui-ci a été évacué à l'hôpital de rôle 3 à l'aérodrome de Kandahar. Quand l'équipe d'exploitation des EEI est arrivée sur les lieux, un deuxième engin a explosé, mais heureusement, personne n'a été blessé ou tué[84].

Le district voisin de Shorabak a été menacé en mars 2008 quand 150 insurgés et huit véhicules ont franchi la frontière à un endroit éloigné pour contourner la chaîne de postes d'observation. Comme aucune force coalisée n'était présente dans la région, il n'y avait pas moyen de faire grand-chose. Le Col Raziq a bien envoyé une FRR, mais l'ennemi s'est dispersé dans le désert de Registan. En même temps, une fusillade a éclaté entre la police frontalière afghane et des forces pakistanaises, ce qui a nécessité l'intervention d'autorités supérieures pour réduire les tensions. Un policier afghan a été tué et deux autres ont été blessés. Cet incident visait peut-être à détourner l'attention de l'infiltration des insurgés venus du Shorabak, mais il est tout aussi possible que des raisons moins malveillantes en aient été la cause[85].

Les insurgés ont augmenté la mise le 22 avril en attaquant deux postes d'observation frontaliers afghans avec 50 combattants venus du côté pakistanais de la ligne Durand. La police frontalière afghane a combattu vaillamment; six agents ont été tués, deux autres ont été blessés et deux autres ont été portés disparus. Une patrouille de cette police, qui répondait aux attaques, a heurté un EEI qui a blessé deux autres agents. Une patrouille de la FO 49 était dans le secteur et elle est intervenue. Un contrôleur interarmées polonais de la finale de l'attaque a pu faire venir un bombardier B-1B qui a fourni un soutien en larguant des bombes JDAM (munition interarme d'attaque directe) qui ont supprimé dix insurgés; les autres ont battu en retraite. L'Escadron D a aidé à évacuer les blessés. Le lendemain, le Maj Boivin, qui assistait à une choura, a failli être tué quand un individu armé d'explosifs s'est approché de la choura et s'est fait exploser. La situation s'envenimait dans le Spin Boldak, mais personne ne savait au juste pourquoi ou ce qui avait changé depuis 2007[86].

Dans le cadre de l'Op AGILE SCORPION, exécutée entre les 27 et 30 avril, des patrouilles de l'Escadron D ont fait irruption dans les localités du Lowy Kariz. Après un certain nombre d'engagements des relais d'influence, le Maj Boivin et ses hommes ont pu établir qu'un nouveau groupe d'insurgés ayant aussi de nouveaux chefs était présent

dans la région et intimidait la population locale, puis s'enfuyait dans les collines quand une patrouille s'approchait. « Malheureusement, a écrit l'Escadron D, notre capacité d'exercer une influence directe à cet endroit demeure limitée[87]. » [Traduction]

Par ailleurs, une patrouille de l'escadron de reco a découvert une localité de 30 personnes dans un secteur reculé du district. Ce village ne figurait sur aucune carte. Quand elle s'en est approchée, elle s'est fait dire de partir; les habitants ont déclaré qu'ils étaient des Barakzais du Pakistan et qu'ils voulaient s'éloigner de toute la violence. On ne savait pas au juste depuis combien de décennies ils étaient là, mais il y avait des signes d'unions consanguines. Les conditions de vie y étaient si horribles que le contact avec cette collectivité a eu un profond effet psychologique sur certains soldats canadiens. C'était comme si ces Barakzais étaient les descendants d'une diaspora de plusieurs centaines d'années[88].

Le Shah Wali Kot et l'Arghandab, en février et mars 2008

La Compagnie C, commandée par le Maj Stacey Grubb, s'est établie à la FOB Frontenac en février, avant l'arrivée du gros du GT du 2 PPCLI. À ce moment-là, elle relevait du GT du 3 R22eR, mais elle ne recevait aucune directive. « J'avais lu pas mal de textes sur la contre-insurrection [et] j'ai rédigé ma propre directive. Vingt-quatre heures s'étaient alors passées depuis notre arrivée sur le terrain. J'ai déclaré ceci à mes troupes : "Voici ce que nous allons faire. Voici mon intention!" Tout avait pour objet de ne pas nous assujettir à l'infrastructure; il s'agissait d'aller parmi la population et de faire des efforts pour connaître nos voisins d'abord[89]. » [Traduction] Cependant, le Maj Grubb, a dû composer avec l'énorme taille de la FOB Frontenac. Celle-ci était conçue pour accueillir tout un groupement tactique, mais il n'y avait alors que la Compagnie C et ses attachements, qui comprenaient une équipe de guerre électronique mobile (EGEM). La FOB Frontenac rendait l'ennemi perplexe : « Il ne comprenait pas, quand nous sommes arrivés, ce que diable nous faisions là […] Il ne pouvait comprendre pourquoi nous avions construit cette base massive à cet endroit […] [La FOB Frontenac] n'était reliée à rien d'autre. » [Traduction] La Compagnie C s'en est servie comme d'une installation de rééquipement et de réorganisation entre les patrouilles : « Nous n'avons séjourné là que le temps nécessaire pour nous préparer à la prochaine patrouille. » [Traduction] Le Maj Grubb a défini quatre quadrilatères de patrouille dans la région du Bas-Shah Wali Kot et de l'Arghandab supérieur. Chacun des quatre pelotons patrouillait pendant 72 heures, et les soldats « vivaient avec ce qu'ils avaient sur le dos » [Traduction]. Si une quantité suffisante de renseignements était recueillie sur une cible, le Maj Brubb envoyait la compagnie exécuter une opération de 96 heures[90]. (Voir la figure 3-4)

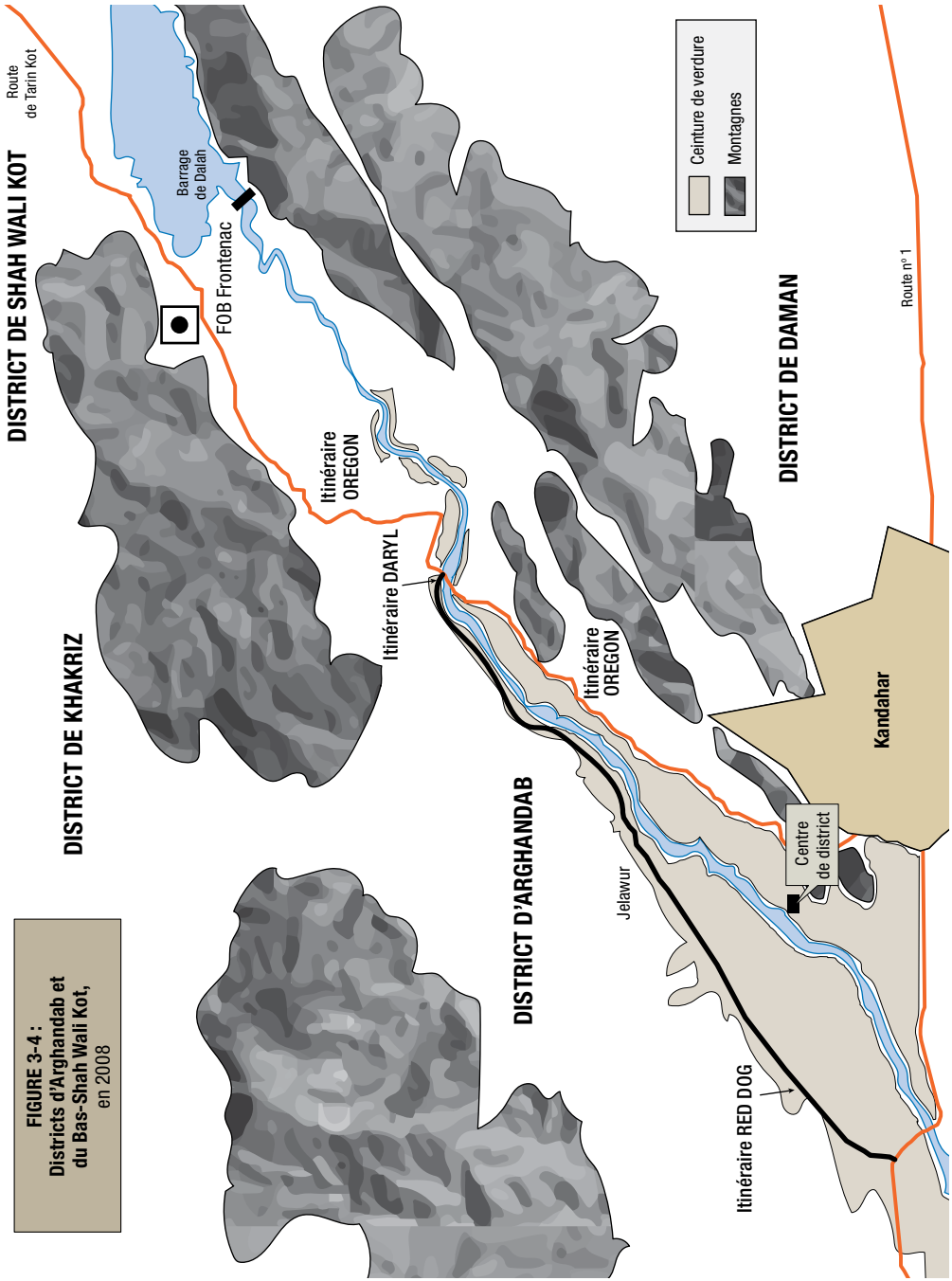


FIGURE 3-4 :
Districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en 2008

Figure 3-4 : Districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en 2008

Les patrouilles recueillaient des renseignements importants, mais il leur fallait de meilleurs moyens pour établir des liens avec la population. Les relations avec la police étaient minimales : sur la route de Tarinkot, la force de patrouille de la Kandak Amniante Uruzgan (KAU) travaillait pour une personne d'influence dans l'Oruzgan et avec les forces spéciales étasuniennes. L'Armée nationale afghane n'était aucunement présente là. Après un certain temps, une équipe de la COCIM est arrivée, et le Maj Grubb a réussi à établir un contact avec les centres de district du Shah Wali Kot et de l'Arghandab. Quand ce lien a été créé, « les centres de district nous ont fourni beaucoup d'informations […] nous leur avons donné des radios BP pour qu'ils puissent communiquer avec nous. La CIVPOL a créé une sorte de ligne 911 pour les téléphones cellulaires. Nous avons recueilli beaucoup de renseignements auprès des centres de district, et nos patrouilles ont pu en corroborer certains[91]. » [Traduction]

À ce moment-là, les forces des États-Unis, en l'occurrence la FO 32, travaillaient avec les forces de sécurité de la KAU sur la route de Tarinkot et dans un arc allant du Haut-Shah Wali Kot jusque dans le nord du district de Khakrez, où elles s'adonnaient à des activités perturbatrices. Lors d'un engagement, elles ont perdu un camion RG-31 dans un endroit reculé et elles ont eu besoin d'une dépanneuse. Le GT du 2 PPCLI a lancé l'Op SHAMSHIR TEZ [Sabre aiguisé] pour leur venir en aide. Un détachement de dégagement d'itinéraire du génie, une troupe de chars Leopard de l'Escadron B, un engin blindé du génie (EBG) et un peloton d'infanterie de la Compagnie C se sont frayé un chemin dans le terrain accidenté de la région de Gumbad pour se rendre jusqu'à la FO 32. Un UAV Predator a repéré des emplacements possibles d'EEI, et ces endroits ont été nettoyés au moyen de vitales fouilles débarquées ponctuelles. C'était un travail exténuant, mais le véhicule a finalement été recouvré, et les forces sont rentrées à leur base d'opérations avancées respective[92].

Les informations obtenues grâce aux patrouilles constantes et aux rapports avec la population ont abouti à une opération de bouclage et de fouille appelée CHATAK KOCHNIE KULE dans le village d'Acakzo Soznay. Il y avait là une fabrique d'EEI, mais elle était abandonnée. En avril, la Compagnie C a pu étendre sa zone de patrouille au sud, dans la partie supérieure du district d'Arghandab, et elle a reçu l'ordre de définir le secteur aux fins de la connaissance de la situation blanche et de réunir des renseignements sur les approches que l'ennemi était susceptible de suivre pour entrer dans l'Arghandab supérieur. Maintenant que la Compagnie C concentrait 80 p. 100 de ses efforts sur l'Arghandab, elle devait modifier ses méthodes opérationnelles. En effet, le Shah Wali Kot était aride et vallonné, mais l'Arghandab se caractérisait par une zone verte fertile avec des collines désertiques au nord-ouest. Au lieu d'emprunter les itinéraires OREGON ou RED DOG,

qui risquaient d'être parsemés d'EEI, la Compagnie C est passée par des zones de manœuvre désertiques, puis elle s'est insérée dans les secteurs de la « bande verte ». « L'ennemi ne savait pas où nous allions nous pointer. Comme les VBL peuvent aller n'importe où, nous pouvions nous manifester à n'importe quel endroit. [L'ennemi] peut apercevoir la plume de poussière montant du désert, mais il ignore ce qui s'y passe et il ne connaît pas la taille de notre force. Tout était perturbé[93]. » [Traduction]

Le Maj Grubb a pu faire savoir au début de mai que la présence des insurgés grandissait dans l'Arghandab et que le village hostile de Jelawur, dont certains avaient entendu dire que c'était la ville natale de la femme du mollah Omar, constituait un des noyaux de cette activité[94].

Les opérations dans le district de Zharey, en mars et avril 2008

La situation dans le Zharey était très différente quant à la qualité, à l'envergure et à la quantité de ses composantes. La structure de la FO Zharey, nouvellement constituée, s'apparentait à une courtepointe bigarrée comprenant des éléments de l'armée et de la police afghanes, de la PNAOC, de l'ELMOP, de l'ELMO et de nombreuses autres entités. Les Afghans ont déployé le 2e Kandak et ont occupé des postes fortifiés abritant des unités de la taille d'une compagnie à Howz-e Madad, à Ghundy Ghar, à Sangsar et à la BP Wilson. C'était toutes des entités encadrées par l'ELMO. Les forces de police occupaient deux séries de postes secondaires. La première série s'étirait le long de l'Autoroute 1, désormais appelée « Route périphérique sud » (en anglais « Ring Road South ») : les postes étaient installés à Spin Pir, à la BP Wilson, à Asheque et à Senjaray, et un autre se situait au camp de réfugiés dans le nord du Zharey. La seconde série se trouvait au sud de la Route périphérique sud, à Pulchakan, à Lakokhel, à Kolk et à Pashmul. En général, les PPS de l'intérieur étaient encadrés par l'ELMOP canadienne, tandis que ceux échelonnés le long de l'Autoroute 1 étaient soutenus par des mentors étasuniens. En raison du programme de perfectionnement ciblé par district, il y avait moins de membres de la Police nationale afghane, et les autres étaient remplacés par des agents de la PNAOC de Kaboul, eux aussi encadrés par des mentors de la police étasunienne. (Voir la figure 3-5)

Les hommes qui ont démêlé et coordonné les divers éléments de cette « tour de Babel », du mieux qu'ils ont pu le faire, étaient le Maj Bob Ritchie et le Capt Jon Snyder, tous deux membres de l'ELMO. En mars et avril 2008, ils ont eu recours au CICD et à leur personnalité pour faire fonctionner le mieux possible ce système de systèmes. Les mentors de l'ELMO et de l'ELMOP ont accumulé de longues journées de travail dans des environnements isolés et aliénants, aux côtés d'hommes dont la loyauté paraissait incertaine à n'importe quel moment. C'était un travail épuisant qui risquait de démoraliser les mentors et de saper, sous le feu ennemi, jusqu'à la dernière once de leur énergie.

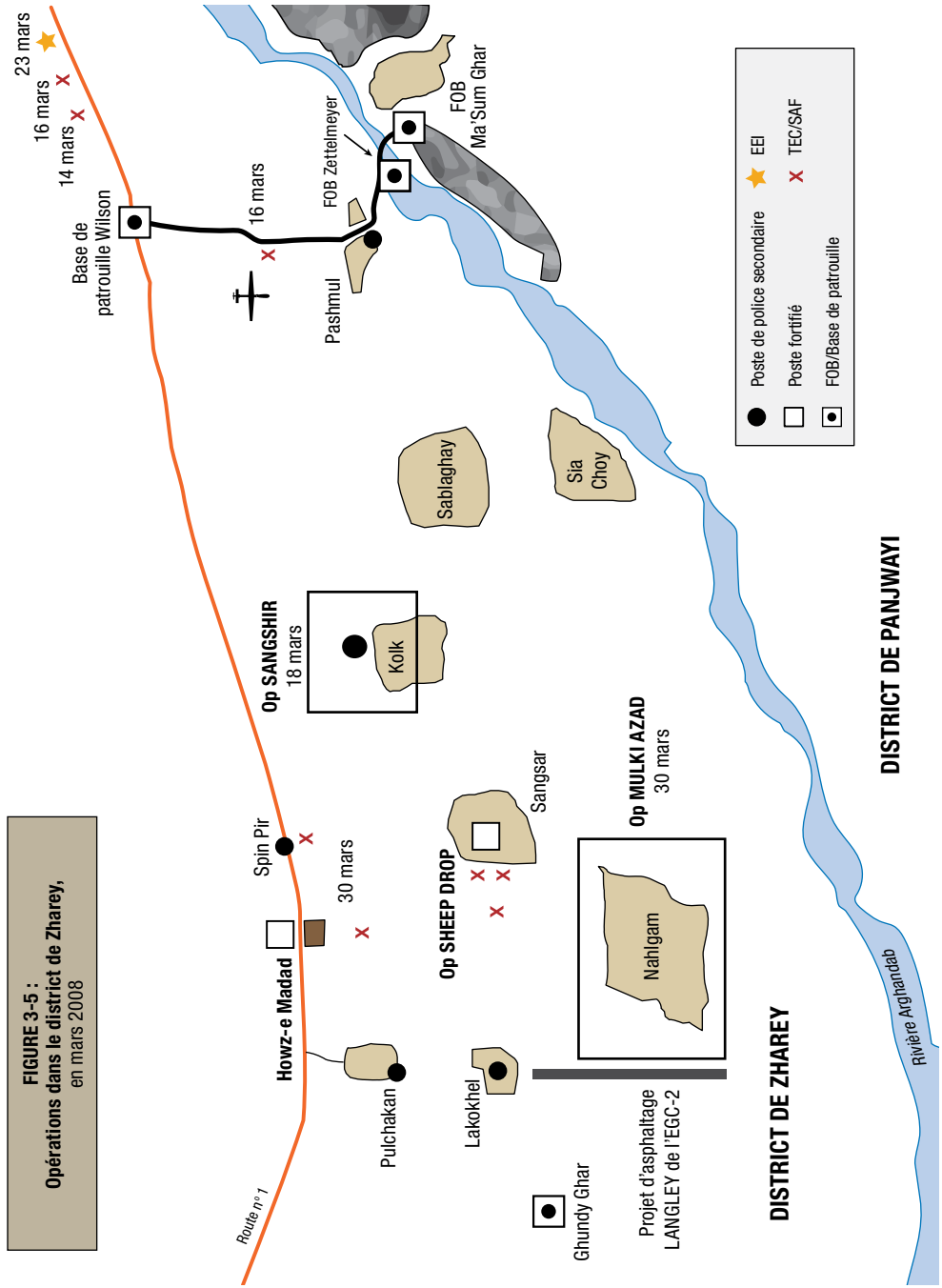


Figure 3-5 : Opérations dans le district de Zharey, en mars 2008

Les équipes de la COCIM de l'ERP ont elles aussi participé aux opérations dans le Zharey. À la fin de mars, elles ont coordonné leurs activités avec le Centre de coordination du district de Zharey. Le Maj Ritchie, qui avait été officier des opérations de l'ERP en 2005, connaissait le chef de district, qui avait été le chef du district de Panjwayi en 2005, et il a collaboré de près avec l'Assemblée de développement de district, dans l'état où elle était alors[95].

Pendant tout le mois de mars, les équipes de la COCIM ont appris que les questions pressantes dans le Zharey se rapportaient aux expropriations foncières nécessitées pour créer « l'infrastructure tactique », aux dommages causés en 2006 pendant l'Op MEDUSA et aux problèmes d'irrigation causés par la construction de l'itinéraire Summit. Dans bien des cas, il s'agissait d'un différend circulaire : « C'est là un thème qui revient constamment dans la bouche des requérants : la FIAS se décharge de toute responsabilité à l'égard des terres privées occupées par les FSNA et elle transmet les demandes d'aide au gouvernement de l'Afghanistan. Cette mesure ne fait qu'accroître le mécontentement et le manque de confiance de la population envers ce gouvernement, et elle fait voir les FSNA et la FIAS sous le même jour[96]. » [Traduction]

Pour ce qui est des processus du district, les habitants du Zharey « n'ont pas vu leur représentant à la choura depuis plus d'un an […] Les cultivateurs ont déclaré qu'ils ne font aucunement confiance à la choura ou au chef du district. Ils ont déclaré que le représentant à la choura garderait pour lui toute somme qui [lui] serait confiée pour le développement et la reconstruction et qu'il ne la répartirait pas entre les habitants qui étaient dans le besoin[97] » [Traduction]. L'itinéraire SUMMIT suscitait encore des protestations : « L'absence de consultations avec la population au sujet de l'asphaltage de l'itinéraire SUMMIT a suscité la colère de nombreux cultivateurs du secteur de Pashmul à l'endroit des CANADIENS en particulier. Cette colère a entraîné une réduction profonde de la coopération et elle risque de provoquer la pose d'EEI et des actions de la part des insurgés qui ne seront pas signalées, ou, pire encore, d'inciter des cultivateurs à aider ces derniers[98]. » [Traduction].

Dans un autre cas, au cours d'une opération menée par des FOS près de Ghundy Ghar, celles-ci ont détenu un habitant de l'endroit. Comme il n'est pas revenu promptement dans sa famille, celle-ci a essayé de passer par les voies habituelles pour obtenir sa libération. Elle a cessé de fournir de l'eau à l'Armée nationale afghane et à l'ELMO canadienne parce qu'elle était exaspérée de n'avoir reçu aucune réponse après une longue période : « La famille […] a essentiellement tourné le dos à l'ANA et à l'ELMO, après avoir entretenu avec celles-ci une remarquable relation de travail antérieurement[99]. » [Traduction] Comprenant l'importance de l'engagement religieux dans le contexte local, toutefois, l'ELMO a élaboré des relations avec un certain nombre de mollahs dans le Zharey. Ces hommes ont signalé aux forces coalisées l'emplacement des EEI et les ont renseignées sur la façon dont les talibans intimidaient la population pour qu'elle les aide. Ils ont aussi signalé la présence d'un nœud de commandement insurgé clé[100].

Pendant le mois de mars, l'insurrection dans le Zharey a tout d'abord semblé inactive. Au début de mars, toutefois, les talibans ont amorcé dans la province de Kandahar ce qui a équivalu à « une guerre contre les téléphones cellulaires » [Traduction]. Ayant conclu correctement que les téléphones cellulaires étaient le principal moyen que la population employait pour communiquer avec la police dans le Zharey et le Panjwayi et ailleurs, par l'intermédiaire des centres interarmées de coordination de district ou du CICP, les talibans ont ordonné aux entreprises de téléphonie cellulaire Roshan et AWCC (Compagnie afghane des communications sans fil) de suspendre le service pendant la nuit. Les deux entreprises ont obéi, après que des insurgés dans la ville de Kandahar ont incendié une tour de Roshan et que deux autres tours dans la ville ont été détruites par d'autres moyens. En une semaine, cinq tours ont été neutralisées. La FO Kandahar a été informée que, « plus les services cellulaires se détérioreraient, plus on craindrait également pour la sécurité dans l'ensemble du district[101] » [Traduction]. À la mi-mars, les services ont été rétablis dans toute la ville, mais les entreprises ont continué de les suspendre la nuit à l'ouest de la ville, en particulier dans le Maywand, le Zharey et le Panjwayi[102].

Une autre activité par laquelle l'ennemi a voulu manifester sa puissance à la population a consisté à établir de nombreux postes temporaires de contrôle des véhicules. Cela a non seulement servi à intimider la population, mais aussi à renforcer la notion qu'il existait des secteurs, réels ou virtuels, qui étaient « interdits » et contrôlés par les talibans. Plus ils se multipliaient, moins ils étaient virtuels. Il était difficile de faire échec à cette tactique s'il n'existait aucune présence durable des forces de sécurité. Combinée à la « guerre contre les téléphones cellulaires » [Traduction], cette mesure a servi à creuser un fossé entre la population et le gouvernement.

Il y avait aussi de nouveaux ennemis dans le tableau. Trois chefs liés à Quetta et accompagnés d'une équipe de formateurs spécialistes des EEI ont été repérés dans le district de Zharey. Certains d'entre eux semblaient comprendre les limites inhérentes aux règles d'engagement de la FIAS :

> [Traduction]
>
> Après l'attaque exécutée par un UAV Reaper, le 22 mars 2008, un insurgé a été vu en train de se servir d'un enfant ou d'un adolescent comme d'un bouclier contre une autre attaque de la FIAS […] Il s'est alors chargé de l'insurgé blessé et a semblé obliger l'enfant à marcher devant lui. On l'a vu pousser l'enfant à plusieurs reprises en avant de lui. Il a ainsi parcouru 400 m […] L'enfant n'a jamais aidé à porter l'insurgé blessé[103].

L'ELMO et le 2e Kandak ont mis l'accent sur l'entraînement en vue de l'exécution de patrouilles de nuit, et il a fallu la majeure partie du mois pour préparer la première. L'opération de bouclage et de fouille MAAR PUTH [Serpent qui se cache] n'a produit aucun contact avec l'ennemi. Un jour, le commandant est parti en congé et a ordonné de ne lancer aucune opération au niveau du kandak en son absence. Quand les ravitaillements ont continué à s'épuiser au poste fortifié de Sangsar, les chefs du kandak ont planifié l'Op SHEEP DROP et ont organisé leur propre mission armée de ravitaillement. Il y a alors eu deux contacts avec six insurgés qui ont employé la tactique des « tirs à la dérobée ». L'ELMO avait avec elle un contrôleur aérien de la finale de l'attaque qui a appelé deux chasseurs-bombardiers français, mais ceux-ci n'ont pu acquérir leur objectif, à savoir les insurgés. Ce fut une mission fructueuse qui a démontré l'existence chez les troupes afghanes d'une capacité d'un niveau qui aurait été impensable en 2006. Il s'est produit plusieurs contacts avec l'ennemi au cours des jours suivants, ce qui a amené l'ELMO à faire savoir que « les problèmes accrus dans les environs du poste fortifié de Sangsar mettent en lumière la menace pesant sur la Route périphérique sud […] cet endroit et le secteur à l'est de la FOB Wilson nécessiteront une opération de dégagement délibérée pour garantir la sécurité[104] » [Traduction]. Un attentat-suicide a ensuite eu lieu contre le convoi 99 TAC du Bgén Laroche, le 12 mars : un Canadien a été blessé, un Afghan a été tué, et un camion RG-31 a été mis hors de combat[105].

À ce moment-là, l'ELMO a mis au point un système grâce auquel l'équipe des forces de sécurité (FORSEC) dans ses camions RG-31 (employés pour ravitailler les Canadiens dans les divers postes secondaires et postes fortifiés) avait avec elle un contrôleur aérien de la finale de l'attaque. Si les FORSEC entraient en contact avec l'ennemi, elles se déployaient et demandaient un appui aérien rapproché, car l'armée et la police afghanes n'avaient pas les moyens de ce faire. L'escadron de chars à Ma'Sum Ghar a contribué à la sécurité dans le Zharey en servant de « cuirassé ». Les chars Leopard 2, dans leurs positions d'attente, ont surveillé la partie sud de l'itinéraire SUMMIT. Avec leurs systèmes optiques, les équipages des chars ont repéré une équipe ennemie de poseurs d'EEI; le Centre des opérations tactiques du groupement tactique a pu envoyer un MQ-1 Predator au-dessus de la route, et cet UAV a ensuite pris à partie et tué les deux hommes en train de poser des EEI[106].

L'ennemi a exercé des pressions sous diverses formes sur le PPS de Kolk, et ses OPPSY ont semblé porter fruit, et la police a donné l'impression qu'elle allait abandonner l'endroit. Les renseignements recueillis par les mentors étasuniens de la police au sujet d'une cache et la nécessité d'une démonstration de force ont donné lieu à l'Op SANGSHIR, le 18 mars. La 2e Compagnie de Howz-e Madad et la Compagnie Weapons de la BP Wilson ont manœuvré autour de Kolk pour créer une position d'arrêt, pendant que la PNAOC et les équipes de mentors étasuniens de la police fouillaient la cache. La police afghane et

les mentors de l'ELMOP ont établi des postes de contrôle des véhicules pour intercepter quiconque tenterait de quitter les lieux. Aucune cache n'a été trouvée, mais par sa taille, cette opération multiorganismes a représenté un grand pas en avant en ce sens qu'elle avait été planifiée et exécutée par les Afghans (bien qu'avec un solide encadrement fourni par le Maj Ritchie et l'ELMO)[107].

La cadence opérationnelle des insurgés s'est considérablement accentuée pendant la dernière semaine de mars. La police et l'ELMOP qui patrouillaient à partir du PPS de Kolk ont été attaquées et ont fait appel à une FRR composée des FORSEC de l'ELMO et d'un contrôleur aérien qui a obtenu l'appui d'un chasseur F-15. Un convoi de ravitaillement se rendant au poste fortifié de Sangsar a été attaqué le lendemain. Dans les deux cas, l'ennemi a appliqué la tactique des « tirs à la dérobée », et il n'y a eu aucune perte chez les forces coalisées. L'ennemi a alors porté son attention sur l'Autoroute 1. Deux convois de ravitaillement civils ont essuyé des tirs, l'un après l'autre. Un énorme EEI a touché un convoi de la FO 32 : deux Étasuniens ont été tués, trois autres ont été blessés, et un camion de transport lourd a été soufflé à une distance de 50 pieds, puis il a capoté, et des cratères ont été causés partout dans la route[108]. Les patrouilles de l'armée et de la police afghanes ne cessaient de découvrir des engins sur la route. Encore une fois, l'ELMO a fait le rapport suivant : « Il y a trop d'EEI à l'est de la FOB Wilson, sur la Route périphérique sud. Les communications avec les postes de contrôle de la PNAOC [à Asheque et Senjaray] sont inexistantes. Quand des renseignements nationaux locaux sont recueillis et transmis, il faut y donner suite plus rapidement[109]. » [Traduction]

Une autre grande opération appelée MULKI AZAD a été planifiée pour le 30 mars avec un kandak et la police. L'ELMO s'est mise en rapport avec l'Escadron B et elle a pu obtenir son appui pour établir une position d'arrêt sur l'itinéraire LANGLEY pendant que l'armée et la police afghanes s'avanceraient dans le secteur de Nahlgam. Pendant cette opération, un char Leopard 2A6M a heurté un EEI et a dû être récupéré par le véhicule blindé de dépannage. Le 2e Peloton de la Compagnie C a couvert l'extraction, mais à cause de l'endommagement de la route et de la hauteur de la nappe phréatique, toute la colonne s'est enlisée. En effet, la boue a atteint les anneaux de la tourelle de certains chars quand la route s'est effondrée. Il a fallu déployer un effort d'envergure qui s'est prolongé jusque dans la première semaine d'avril pour recouvrer les huit véhicules, les sapeurs de combat ayant dû tout d'abord répandre du gravier sur l'itinéraire LANGLEY, avant que l'extraction des véhicules puisse commencer[110]. Tout cet incident par ailleurs gênant a eu un bon côté, en ce sens qu'il a montré qu'il fallait peut-être envisager d'asphalter l'itinéraire LANGLEY en priorité.

Le signe le plus clair confirmant le retour de l'ennemi s'est produit le 30 mars. Le PPS de Spin Pir et le poste fortifié à Howz-e Madad ont été attaqués simultanément. À ce dernier endroit, l'ennemi a eu recours à des « tirs à la dérobée » pour immobiliser les défenseurs, mais à Spin Pir, l'attaque s'est prolongée : l'ennemi « a dirigé des tirs nourris » [Traduction] sur la police afghane et sur l'ELMOP. Une GPF a touché la tour de guet du PPS et a blessé trois Canadiens. L'Adj Milton Verge a été gravement blessé, mais il a assujetti l'ennemi à des tirs de suppression et réussi à diriger la police pour effectuer une défense ponctuelle efficace du poste, ce qui a paralysé l'attaque ennemie. Ses actes lui ont plus tard valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire. Le peloton de la Compagnie C sur l'itinéraire LANGLEY a riposté, tout comme la compagnie afghane et les mentors canadiens basés à Howz-e Madad. Depuis la FOB Wilson, le peloton de protection de la force de l'ERP et une équipe de la COCIM se sont déployés, et toutes les forces ont convergé vers le PPS de Spin Pir. Voyant les forces écrasantes qui arrivaient, l'ennemi a rompu le contact et a fui vers le sud. La compagnie afghane et l'équipe de la COCIM ont poursuivi des groupes d'insurgés et ont pris à partie huit ennemis : elles en ont tué ou blessé cinq. Les insurgés se sont repliés de nouveau, cette fois vers le sud-est, où un TUAV Sperwer les a vus en train de se disperser. Des aéronefs étaient sur les lieux pour fournir un appui aérien rapproché, mais il n'a pas été possible de faire une identification catégorique de l'adversaire[111].

À ce moment-là, l'OTC a envoyé l'EGC 2 dans le district de Zharey en la chargeant d'embaucher des habitants de l'endroit pour exécuter un projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY, un peu comme on l'avait fait pour asphalter l'itinéraire FOSTERS dans le Panjwayi. L'EGC 2, qui comprenait 23 personnes, des VBLC et des camions, s'est rendue à un avantposte de combat au sud d'Howz-e Madad et s'est mise au travail. La réaction initiale a été encourageante : 120 personnes sont arrivées pour se faire embaucher, et les travaux ont commencé. Cependant, l'EGC 2 a très vite appris que ces ouvriers venaient de la ville de Kandahar en VUS escortés par des agents de sécurité privés. Ce n'était de toute évidence pas des habitants de l'endroit. En outre, quand un officier subalterne peu au courant de « l'horaire afghan » a empêché certains ouvriers de travailler parce qu'ils étaient en retard, des tirs de GPF ont été dirigés contre l'avantposte de combat de l'EGC 2. Au cours du mois qui a suivi, l'EGC 2 a régulièrement essuyé des tirs de harcèlement, ce qui a suscité l'adoption de mesures défensives, à tel point que l'Adjum Alison Clark, commis à la solde affectée auprès de l'EGC 2, s'est armée d'un canon Carl Gustav. Malgré ces difficultés, l'équipe a réussi à établir des liens limités avec la population locale et même à recueillir des renseignements sur l'activité ennemie. Par exemple, elle a appris qu'une équipe d'insurgés comprenait quatre Afghans dirigés par un Tchétchène. Les Afghans de ces équipes d'insurgés étaient soit des combattants de l'extérieur, soit des habitants de l'endroit, soit les deux[112].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 008

Le 16 mars, le GT du 2 PPCLI a pris le contrôle opérationnel du district de Panjwayi. Il n'y avait pas d'équivalent de la « FO Panjwayi » pour les FSNA, et la relation de commandement ou de coordination entre celles-ci et le groupement tactique a été source de confusion. Deux des quatre pelotons du Maj Lane ont été déployés à Ma'Sum Ghar en tant que FRR avec l'escadron de chars et pour assurer la défense et la sécurité de la BP de Sperwan Ghar. Un autre peloton a réparti ses troupes entre les PPS de Mushan, de Talukan, de Zangabad et d'Haji le long de la partie ouest de l'itinéraire FOSTERS, avec la police afghane et les mentors de l'ELMOP. Le quatrième peloton a assuré la sécurité du projet d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS, qui venait de commencer. En raison du programme de perfectionnement ciblé par district, la police a été remplacée en temps et lieu par l'Armée afghane et l'ELMO canadienne[113].

Le problème inhérent à ce déploiement résidait dans la petite taille de l'effectif de chaque PPS. Habituellement, il comprenait huit fantassins canadiens, deux policiers militaires canadiens, un interprète et huit policiers afghans ou, plus tard, 14 fantassins canadiens, de six à huit soldats afghans et un interprète. Cela signifiait que les patrouilles étaient petites et qu'elles avaient en fait la taille d'une section, car les autres soldats devaient défendre le PPS. Ces patrouilles étaient extrêmement vulnérables, et les insurgés pouvaient les écraser s'il n'y avait pas assez d'« atouts habilitants » prêts à intervenir. L'intervention de la FRR était problématique à cause des EEI disséminés dans la partie ouest de l'itinéraire FOSTERS. Par conséquent, ces quatre postes secondaires constituaient de très petites « bulles de sécurité » le long de la route et ils ne pouvaient pas garantir de façon durable la sécurité des localités situées au sud de la route[114].

Cela dit, toutefois, les chefs subalternes canadiens dans les PPS ont adopté un modèle de patrouille aussi affirmé que possible dans les circonstances. Ils ont pu s'avancer jusqu'à environ 1,5 kilomètre de leur base pour réunir des renseignements sur les habitudes de vie de la population et pour étoffer leur connaissance de la situation blanche. Ils ont mis au jour une vaste campagne d'intimidation à Zangabad et ont fait tout ce qu'ils ont pu pour exploiter le psychisme local[115]. Mais alors, l'ennemi s'est rendu compte de cela et a tendu une embuscade à une patrouille à l'extérieur de Talukan. Débordés, les Canadiens et les Afghans se sont repliés dans le poste secondaire et ont demandé un appui aérien rapproché, mais quand le chasseur F-15 est arrivé, l'ennemi s'était enfui. Les patrouilles dynamiques ont repris, dans les limites des capacités[116].

La situation était différente au poste fortifié de Mushan où étaient intallés une compagnie de l'Armée afghane et des mentors canadiens. Les effectifs étaient suffisants pour tenir le poste fortifié et envoyer des patrouilles jusqu'à cinq kilomètres de là. Cela permettait d'inclure dans la « bulle » le centre de la localité et le bazar de Mushan. Lentement, la confiance et

une relation économique se sont établies entre les occupants du poste fortifié et les habitants et, grâce à ce fondement, les renseignements ont commencé à abonder sur les intentions de l'ennemi. Les talibans avaient une nouvelle cellule de poseurs d'EEI en activité, et elle mettait l'accent sur la Corne du Panjwayi[117].

La FO Kandahar a décidé d'organiser une autre opération de dégagement du tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS dans l'intention déclarée d'acquérir la liberté de mouvement dans les « lignes de communication vitales » du district de Panjwayi afin de faciliter « l'expansion de la ZDA » [Traduction]. L'Op TOORA AZADI (voir la figure 3-6) a fait intervenir la Compagnie B, des chars de l'Escadron B, les véhicules Husky et Buffalo de la COIC du 23e Régiment de campagne et une compagnie mixte de l'Armée afghane appuyée par l'ELMO. Cette opération a duré près de trois semaines, et elle a été coûteuse à peu près sur tous les plans. Elle a été lancée le 26 mars, et la force a dégagé l'itinéraire jusqu'au PPS de Zangabad sans trouver le moindre EEI. Quelques roquettes de 107 mm ont frappé la FOB Ma'Sum Ghar alors que les troupes étaient en laager pour la nuit. Le matin du 27 mars, un véhicule Coyote de l'Escadron D a fait sauter un EEI fabriqué à même un obus d'artillerie de 155 mm pendant qu'il patrouillait dans le tronçon dégagé de l'itinéraire, à l'est de Zangabad. Trois Canadiens ont été gravement blessés. Cette nuit-là, un MQ-1 Predator « a repéré » une équipe de trois poseurs d'EEI accompagnée de deux sentinelles. Un avion F-16 s'est amené, a fait feu sur eux avec ses mitrailleuses et a ainsi mis fin à leurs activités. La force est sortie le 28 mars et a dégagé l'itinéraire vers l'ouest, jusqu'à un kilomètre du PPS de Talukan. Un VBL III a heurté une mine anti-personnel. Soulignons qu'il s'agissait d'une mine anti-personnel PMN de conception soviétique, et non d'un EEI. La force a dressé un autre laager pour la nuit et s'est préparée à dégager le lendemain le tronçon qui menait à l'itinéraire BROWN près de Sperwan Ghar. Cette opération s'est passée sans incident. Les rapports ISTAR ont révélé que l'ennemi se dépêchait désespérément de déterrer des mines posées ailleurs pour essayer d'aller les placer en avant de la colonne[118]. Après une journée passée à patrouiller activement autour du PPS d'Haji, la colonne s'est de nouveau dirigée à l'ouest le 31 mars en direction de Zangabad où un véhicule Husky a heurté un EEI et a été mis hors de combat. À ce moment-là, la FO Kandahar a décidé de poursuivre l'opération en avril après avoir réparé l'équipement endommagé de la COIC. Reprenant la route le 2 avril, la force s'est dirigée à l'ouest vers Talukan; le véhicule Buffalo de la COIC a été mis hors de combat, et un sapeur canadien a été blessé. Ensuite, un autre EEI ou une autre mine a explosé. La FO Kandahar a ordonné à la force TOORA AZADI de s'arrêter. Les rapports ISTAR ont fait savoir que « la zone où les EEI avaient causé des dommages mouche avait été nettoyée quelques heures auparavant par le [détachement de dégagement d'itinéraire]. Cela montrait que les insurgés avaient les moyens d'installer et d'armer rapidement des EEI sur l'itinéraire FOSTERS pendant que les FAC opéraient à proximité[119] » [Traduction].

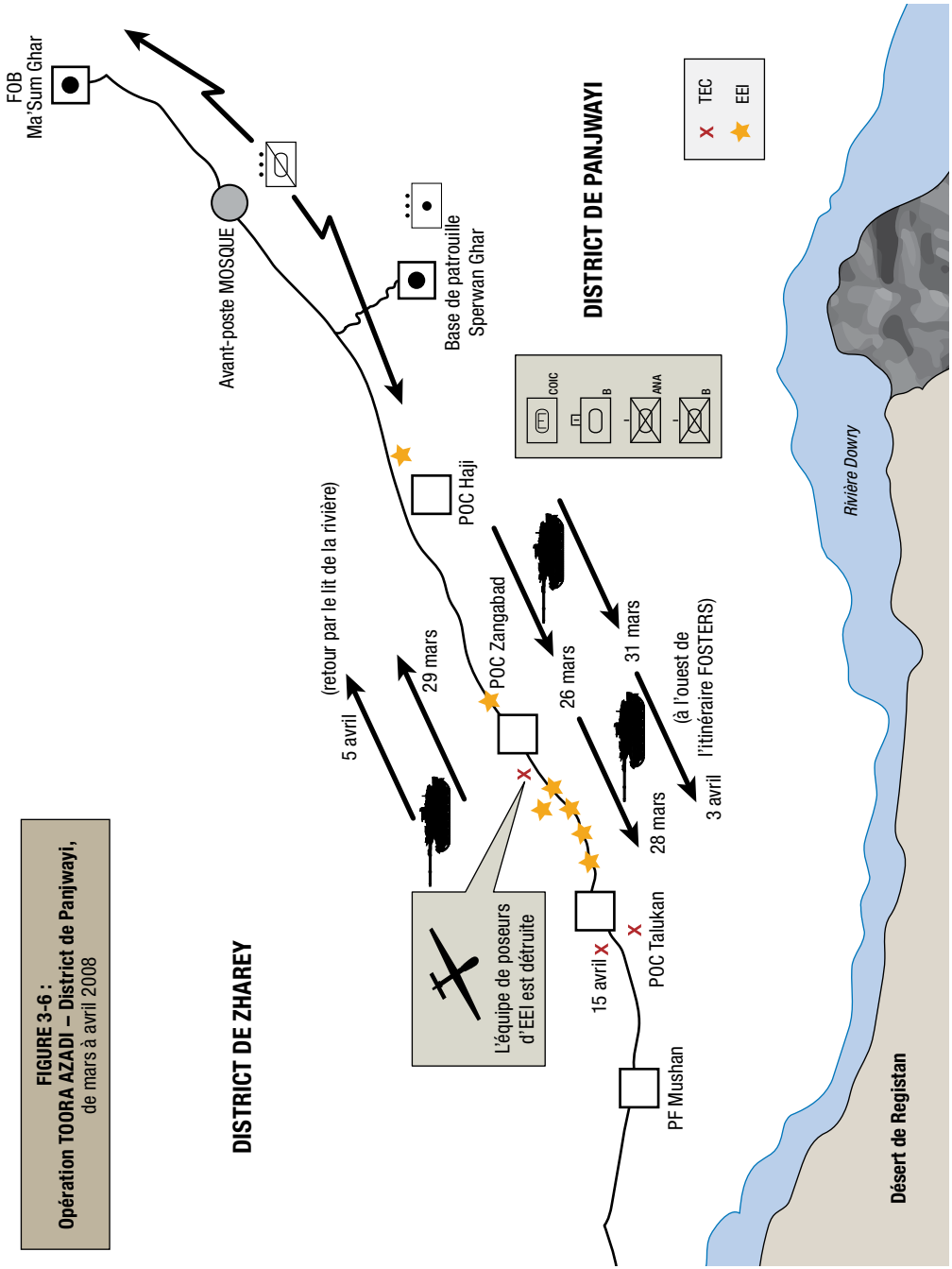


FIGURE 3-6 :
Opération TOORA AZADI – District de Panjwayi,
de mars à avril 2008

Figure 3-6 : Opération TOORA AZADI – District de Panjwayi, mars-avril 2008

La colonne a alors reçu l'ordre de se rendre au PPS de Talukan, d'exécuter des patrouilles débarquées, de reconstruire le poste secondaire et de ravitailler les forces. Dans le cours de ces activités, un véhicule Nyala RG-31 de l'ELMOP a heurté un EEI à l'ouest de Zangabad; trois Canadiens ont été blessés, et le RG-31 a été détruit. Par la suite, un VBL III de la Compagnie B a lui aussi été touché par un EEI dans le même secteur, et le Sdt Terry John Street a été tué. Le 5 avril, la colonne est retournée à BP de Sperwan Ghar. Pour couronner le tout, l'ennemi a attaqué le PPS de Talukan le 14 avril, en menant un assaut coordonné depuis l'est et le sud-ouest. Des tirs de canon sans recul de 82 mm ont été dirigés contre le PPS. Faisant feu de toutes les armes dont ils disposaient, les Canadiens et les Afghans ont réussi à faire intervenir les obusiers M777. Malgré la violence de l'attaque, les Canadiens n'ont alors subi aucune perte[120]. L'Op TOORA AZADI a confirmé qu'il n'était vraiment pas facile, voire possible, de maintenir l'itinéraire FOSTERS ouvert. Faute d'hélicoptères canadiens ou afghans affectés exclusivement à la tâche, le poste fortifié de Mushan a été abandonné pour le moment. L'ennemi gagnait maintenant du terrain dans la Corne du Panjwayi.

Dans le reste du district de Panjwayi, l'équipe canadienne de la COCIM poursuit sa relation avec le chef de district, Haji Baran. Dans un rapport, l'équipe a décrit en quoi cette relation consistait :

> [Traduction]
>
> [Haji Baran] semble penser que la raison d'être de l'ERP est de lui donner de l'argent et de lui rendre des services personnels. La plupart de ses demandes semblent concerner ses besoins personnels, et il n'a pas vraiment idée de ce qu'est le concept de la responsabilité communautaire. Cela constituera un énorme obstacle à surmonter. Recommandation : Continuer à travailler avec le CD. Continuer à faire valoir l'idée qu'une charge publique ne se résume pas à s'emplir les poches d'argent et à faire sortir ses amis de prison. Cette tâche nécessitera du temps et des efforts […][121]

Cela dit, toutefois, Haji Baran a fourni de précieux points de vue aux Canadiens. Ainsi, il a souligné que « beaucoup de réfugiés afghans revenant [de l'Iran et du Pakistan] ont subi l'influence de la propagande et sont devenus des insurgés ou ont décidé de les appuyer[122] » [Traduction]. L'Équipe étasunienne de mentorat de la police travaillant avec la PNAOC pendant le programme de perfectionnement ciblé par district a construit un poste de contrôle à proximité d'une mosquée sur le tronçon est de l'itinéraire FOSTERS, près du village de Salehan. La PNAOC a pris le contrôle de la mosquée, ce qui a agité la population locale et suscité « [des opérations d'information] négatives[123] » [Traduction]

> Baran a mentionné que les Afghans avaient résisté à l'invasion des forces soviétiques parce qu'elles se sont ingérées dans les affaires gouvernementales sans respecter l'islam. Il a déclaré que, si la FIAS ne respectait pas l'islam, il refuserait toujours de s'asseoir à la même table que les représentants de celle-ci. Il a déclaré que les insurgés répandaient des mensonges en disant qu'Haji Baran était le « fils des Canadiens », qui sont les ennemis de l'islam et de l'Afghanistan. Les insurgés font des gains importants avec leurs OI en décrivant la FIAS comme étant l'ennemie de l'islam, et le gouvernement de l'Afghanistan, comme le fantoche de la FIAS[124].

C'est à cet égard que les politiques de non-engagement religieux de l'ACDI et du MAECI ont été grandement imparfaites. L'officier des opérations de la COCIM, le Capt Michel « Bunny » Larocque, après avoir passé des mois à traiter avec les autorités et la population du district de Panjwayi, a compris que le projet d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS, que l'on envisageait d'exécuter prochainement, offrait une occasion idéale de cimenter les relations canado-panjwayiennes. La mosquée Sheikh Qalandar Baba et le sanctuaire Haji Goloon Baba étaient situés de chaque côté du tracé projeté de la route. Le contournement de ces lieux risquait de faire problème si la question n'était pas gérée judicieusement. Le Capt Larocque voulait des fonds pour remettre les deux endroits en état. Avec l'approbation de la population et de ses mollahs, il serait beaucoup plus facile de faire avancer les travaux dans ce secteur, tout en déjouant les opérations d'information ennemies[125]. L'ACDI et le MAECI n'étaient pas disposés à collaborer, de sorte que les fonds pour la remise en état des lieux sont provenus des coffres de l'Armée de terre.

Un autre point de vue a été exprimé par un ancien de Sperwan, qui s'inquiétait du fait que ses concitoyens appuyaient de moins en moins le gouvernement :

> [Traduction]
>
> Le gouvernement de l'Afghanistan (GdA) n'a de pire ennemi que lui-même. À cause de la subornation et de la corruption omniprésentes, les services ne se sont jamais matérialisés. Le GdA a perdu la confiance et la bonne volonté de vastes segments de la population du Panjwayi, ce qui, bien sûr, favorise la prospérité des insurgés. […] C'est l'élément clé de cette guerre. Si la population en vient à croire que le GdA ne mérite pas qu'elle se batte pour lui, les insurgés gagneront inévitablement du terrain. Cela explique peut-être l'absence de progrès dans le Panjwayi[126].

Les équipes de la COCIM ont fait savoir que l'indemnisation foncière liée à l'itinéraire BROWN constituait un important motif de mécontentement :

[Traduction]

> Plus ce dossier traînera (parmi d'autres), plus la population se détournera du gouvernement. Le manque de dédommagement pour les terres expropriées constitue un énorme obstacle au renforcement de la confiance envers le gouvernement dans le Panjwayi. Comme il s'agit d'un district instable porté à appuyer les insurgés, un sentiment d'urgence devrait stimuler les efforts pour calmer la population[127].

Le travail par le biais des organisations internationales pour obtenir des résultats a continué de faire problème. Par exemple, les dirigeants d'un camp de réfugiés ont demandé encore une fois l'aide de l'ERP afin de recevoir un soutien humanitaire et ils ont été informés que « l'organisme compétent de l'ONU » s'occuperait d'eux. Ces dirigeants ont déclaré aux équipes de la COCIM que le camp avait d'urgence besoin d'aide et qu'ils « ne croyaient pas vraiment que l'ONU viendrait à leur aide[128] » [Traduction].

Plus les équipes de la COCIM ont approfondi leur enquête, plus elles ont découvert de manœuvres douteuses. En avril, le scepticisme a atteint un niveau vertigineux quand l'OTC est arrivée dans le district afin de collaborer avec les équipes de la COCIM et de voir avec le gouvernement du district comment le processus d'embauche pour le projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS devait fonctionner. L'OTC a appris qu'Haji Niamatullah Halimi, chef de l'ADD, avait été assassiné. Baran a dédramatisé cet attentat en disant à tout le monde que les talibans avaient ordonné de cibler les membres de la choura en permanence[129]. D'autres ont douté de cette explication. Toutefois, avant qu'un examen sérieux puisse commencer, une attaque aérienne exécutée dans la nuit du 2 avril a tué trois insurgés qui posaient des EEI sur l'itinéraire FOSTERS. De multiples rumeurs ont circulé dans le district selon lesquelles ces hommes étaient simplement des cultivateurs tués sans distinction par la FIAS, et d'aucuns ont voulu déclencher des émeutes et incendier les immeubles du gouvernement. Haji Baran a déclaré aux Canadiens qu'il était intervenu personnellement pour mettre fin à tout cela afin de protéger ses amis canadiens[130]. En fait, des séquences prises par un TUAV faisaient clairement voir, cependant, ce que les insurgés complotaient, mais elles ne pouvaient pas être montrées à la population.

Quand les équipes de la COCIM et de l'OTC sont revenues sur la question du projet d'asphaltage, il semblait un peu trop commode que le chef de l'ADD soit décédé peu de temps auparavant. Quand elles ont communiqué avec les représentants de l'ONU qui étaient censés gérer l'ADD, elles se sont fait dire que « l'ADD avait bien fonctionné environ deux ans

plus tôt ». Cependant, « après avoir été une entité qui élaborait des stratégies économiques à long terme, elle s'était transformée en une machine qui concevait des projets […] le rôle de l'ADD consistait à définir les priorités du district en matière de développement, et celui du chef du district, à prendre du recul et à fournir un leadership politique[131] » [Traduction].

Et ce n'était pas tout. USAID a approuvé l'affectation de fonds à la réparation de l'itinéraire BROWN, et elle a confié l'exécution du projet en sous-traitance à la Wara Construction Company. Un des ouvriers a été assassiné, et Wara a dit aux anciens de Sperwan qu'elle ne poursuivrait pas les travaux. Cependant, l'entreprise de construction Dastagiri s'est constituée et a fait savoir aux anciens qu'elle se chargerait du projet, car elle disposait de sa propre force de sécurité. Quand les équipes de la COCIM ont fait enquête, elles ont appris que cette force de sécurité était entièrement constituée d'agents de police afghans qui n'étaient pas de service et qui touchaient alors près de dix fois plus que ce qu'ils recevaient du gouvernement[132]. Il y a fort à douter que ces arrangements aient été examinés et approuvés par l'ADD de Panjwayi.

C'est à ce moment-là que l'ERP a été autorisée par Ottawa à envoyer un représentant du MAECI dans le Panjwayi, pour y renforcer les activités du CICD, et les chefs de l'escadron de chars, qui étaient sur le point d'assumer un rôle accru en matière de développement, de gouvernance et de reconstruction. Ensemble, le Maj Chris Adams, le Capt Tory White et Karen Foss ont examiné la structure et ont conclu que les conseils de développement communautaires (CDC) devaient poursuivre leur relation avec le ministère du Relèvement rural et du Développement. L'ONU était nulle lorsqu'il s'agissait de traiter avec l'ADD; par conséquent, le ministère des Affaires étrangères allait essayer d'encadrer ce processus avec Haji Baran, vu que l'ADD n'avait pas de chef, jusqu'à ce qu'ONU Habitat mette de l'ordre dans ses affaires. En ce qui concernait tout autre projet appuyé par l'ERP, les trois personnes susmentionnées ont convenu de travailler ensemble au niveau du district pour les réaliser. C'est précisément ce genre d'entente spéciale qui a permis au Canada d'accomplir des progrès dans les endroits comme le Panjwayi[133].

Le rôle de l'équipe de la COCIM dans tout cela consistait à surveiller ce qui se passait vraiment en dehors du centre du district. Au cours d'une série d'entrevues à Bazaar-e Panjwayi, elle s'est fait dire que « la choura et le chef du district étaient corrompus et que toute aide qui passerait par eux ne parviendrait pas aux pauvres du Panjwayi. Elle a recommandé de faire des visites directement dans les villages pour parler aux chefs des mosquées, qui pourraient ensuite choisir dans chaque village quatre représentants qui en cerneraient les besoins[134] » [Traduction]. Cela s'harmonisait essentiellement avec le concept des CDC, mais ce dernier ne semblait pas fonctionner. Après une analyse plus approfondie, l'équipe de la COCIM a écrit ce qui suit :

[Traduction]

> L'ADD semble désorganisée et inefficace et agir de façon évasive. Le Dét 52 de l'ERPK estime qu'il n'existe probablement aucun CDC et que l'ADD a attribué les projets qu'elle choisissait aux destinataires de son choix[135].

En outre, l'équipe de la COCIM a conclu ce qui suit :

[Traduction]

> Haji Baran comprend peut-être qu'il détiendra moins de pouvoirs dans le Panjwayi, si la dynamique du pouvoir change, et qu'il serait incommodé si les dissensions tribales ou politiques étaient réglées. C'est simplement là une des théories susceptibles d'expliquer ses motifs, mais elle pourrait bien expliquer certains de ses comportements[136].

Haji Baran n'a pas amélioré la situation quand il a mené des opérations d'éradication du pavot dans le district en s'appropriant les tracteurs, revolver au poing, en se servant de la police[137]. Le Panjwayi était en difficulté, et la situation n'allait qu'empirer.

Développement et reconstruction : l'Équipe de reconstruction provinciale, de mars à avril 2008

En février 2008, le Lcol Dana Woodworth a succédé au Lcol Bob Chamberlain à la tête de l'ERP et il a connu un bon départ avec son commandant adjoint, le Maj Eric Perey. Comme il avait étudié le travail de l'ERP pendant un certain temps avant de partir en déploiement, la Lcol Woodworth a institué plusieurs changements dès son arrivée. Il a demandé et obtenu un accroissement du nombre et de la capacité des équipes de la COCIM. Il a conservé la structure existante, en vertu de laquelle une équipe était chargée d'un district donné, mais comme le nombre de districts où l'ERP espérait agir allait augmenter, il lui a fallu plus d'équipes. L'Équipe spécialisée du génie a évolué elle aussi : elle avait été jusque-là une autorité contractante et un mentor des gens d'affaires, mais elle a désormais été dotée du pouvoir de valider la dépense de fonds canadiens affectés à la reconstruction dans la province de Kandahar. Ce changement a accru la responsabilisation et fourni plus de « données » sur l'ensemble des activités de reconstruction. Le processus propre au conseil de ciblage et de synchronisation des projets a été simplifié pour accélérer la capacité de dépenser les fonds réservés à la reconstruction. Tous ces changements visaient à accroître la capacité du gouvernement canadien de mesurer ce qui se passait au chapitre du développement et à démontrer le déploiement d'un effort accru dans ce domaine[138].

Au cours des premiers mois du mandat de la nouvelle ERP, il y a aussi eu dans celle-ci un accroissement du nombre de civils fournis par les autres ministères. Comme très peu d'entre eux avaient déjà mis les pieds dans un endroit tel que l'Afghanistan, il a fallu un certain temps pour intégrer le volet militaire de l'ERP et son volet civil. Des changements à la FO Kandahar et la création du poste de représentant(e) du Canada à Kandahar (RCK) en avril 2008 ont influé sur cette situation, mais nous reviendrons plus loin sur ce dernier élément.

Sur le plan opérationnel, l'ERP a choisi de mettre l'accent sur les districts. En mars, par exemple, elle a affecté des équipes de la COCIM dans le Zharey, le Panjwayi, le Spin Boldak, l'Arghandab et le Dand. Vu les problèmes liés à l'alimentation en électricité et à la réduction de la capacité du barrage de Kajaki, l'ERP a commencé à s'intéresser de plus en plus à la ville de Kandahar également. Elle a décidé de se concentrer sur l'ADD et d'en faire son point de mire principal dans chacun de ceux-ci. Idéalement, le Lcol Woodworth voulait accroître la participation du ministère du Relèvement rural et du Développement dans la province. Cela était lié en partie à la conviction grandissante chez la population et les personnes d'influence que l'ERP était en train de devenir la « Banque de la COCIM » [Traduction] :

> [Traduction]
>
> Le Dét 52 de l'ERPK a décidé de recadrer ses efforts en délaissant les projets à impact rapide (PIR) et de se concentrer davantage sur le renforcement de la gouvernance et la collecte de données pour enrichir la [connaissance de la situation blanche]. Le détachement veut tendre vers des objectifs stratégiques durables. Cela risque de déplaire aux quelques habitants qui ont profité financièrement des PIR […] Ces derniers contribuent de moins en moins à la création d'une bonne volonté et d'effets durables dans la région, et un changement de stratégie se fait attendre depuis longtemps[139].

Certes, le fait de se trouver sur le chemin de personnes d'influence locales allait causer des problèmes plus tard, en particulier dans le tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS, mais c'était indubitablement l'orientation à suivre à ce moment-là. L'ERP n'était pas le gouvernement provincial. Elle prenait aussi des mesures pour regagner du terrain au niveau provincial en essayant de nouveau de collaborer avec l'équipe d'Asadullah Khalid afin de dresser un plan de développement provincial. Cet exercice empreint d'exaspération a duré pendant des mois jusqu'à ce que des changements s'opèrent dans le régime de gouvernance provincial[140]. Au début de 2008, les districts dotés d'une assemblée de développement qui fonctionnait dans une certaine mesure étaient le Dand, le Spin Boldak et l'Arghandab. Ce serait une grossière exagération que de donner à entendre qu'il y avait un transfert harmonieux des fonds réservés à la reconstruction et au développement entre Kaboul et

Kandahar, puis à ces districts et enfin aux CDC. L'Arghandab possédait une assemblée de développement de district opérationnelle, mais il n'y avait apparemment qu'un seul conseil de développement[141]. Dans le Dand, selon le chef du district, la situation n'avait « jamais été aussi bonne en dix ans[142] » [Traduction]. On y trouvait 56 CDC confirmés et l'on a appris que le ministère du Relèvement rural était actif également dans le district de Daman. Les convois de la COCIM ont fait savoir que les membres de l'Assemblée de développement du Dand « se réjouissaient d'avoir l'ERPK dans leur district[143] » [Traduction]. En outre, la présence d'un nouveau chef de police dans le district, qui remplaçait le tristement célèbre Col Akka, a favorisé l'amélioration de la sécurité. Quant au Spin Boldak, l'univers mouvementé habituel des querelles politiques entre les Achakzais et les Noorzais a persisté, mais en avril, les équipes de la COCIM ont signalé ce qui suit : « L'ADD fonctionne maintenant dans un esprit de coopération pour le bien de la population et ce fait marque le franchissement d'un virage clé pour un groupe dont la réputation s'est caractérisée par la gabegie et la dysfonction générale[144]. » [Traduction] En revanche, l'ERP n'a pas réussi à élaborer une stratégie convenable sur l'engagement religieux. Certaines des équipes de la COCIM ont manifesté un dédain pour ce volet du marchandage d'influence local :

> [Traduction]
>
> La choura des autorités religieuses du district y constitue une autre entité d'influence. Comme toutes les autres, elle racole la population et réclame une attention spéciale afin d'obtenir des dollars pour le développement. Elle constitue une source d'influence concurrentielle qui en est venue à associer FIAS et fonds de développement. Malgré les efforts faits pour promouvoir l'unité et la coopération, elle ne semble se préoccuper que de son propre programme d'action[145].

Seulement deux équipes de la COCIM ont fait rapport sur l'engagement religieux pendant cette période. Certains agents comprenaient le rôle que les chefs religieux jouaient au niveau communautaire, mais les efforts déployés pour amener l'ERP à comprendre l'importance d'un tel engagement ont échoué.

Un autre changement d'orientation s'est produit dans la ville de Kandahar. Antérieurement, l'ERP s'était concentrée sur le soutien à fournir à la police (songeons, par exemple, à l'Op PORTCULLIS), mais ce soutien étant devenu l'objet d'une ligne d'opération entièrement nouvelle, l'ERP y a joué un rôle décroissant. Elle a continué à soutenir les instructeurs civils canadiens de la police qui avaient affaire au Centre d'instruction régional et à l'installation interne d'instruction de la police, et à loger les équipes étasuniennes de mentorat de la police au Camp Nathan Smith. L'ERP a aussi amélioré ses relations avec le maire afin de cerner les meilleurs moyens d'appuyer ses efforts. L'ERP a établi des liens

avec divers commandements et organisations pour essayer de trancher la question du réseau électrique reliant le barrage de Kajaki à la ville de Kandahar. Les détails dépassent la portée de la présente étude, mais en fait, il s'agissait d'un problème qui relevait du MAECI, de l'ACDI et d'USAID et qui comportait l'acquisition de génératrices se trouvant à La Nouvelle-Orléans comme mesure temporaire jusqu'à ce qu'une turbine puisse être livrée et installée au barrage de Kajaki plus tard en 2008[146]. Tant que le problème n'a pas été réglé, les pannes d'électricité tournantes ont fait partie de la vie quotidienne, ce qui a suscité toutes sortes de sinistres thèses de complot dans la population et miné l'appui accordé au gouvernement.

Le projet du barrage de Dahla était essentiellement une entreprise pangouvernementale gérée par le représentant du Canada à Kandahar, l'ERP fournissant alors la protection, le soutien et les coordonnées de contacts locaux, au besoin. Outre l'influence des diplomates de l'ambassade, celle de l'ECS-A a été mise à profit à Kaboul, au besoin, surtout les contacts qu'elle avait au ministère de l'Énergie et de l'Eau. En avril, les autres ministères examinaient des plans ambitieux concernant la remise en état du barrage. La FO Kandahar continuait d'avoir des préoccupations qu'elle a exprimées à Ottawa en ces termes :

> [Traduction]
>
> Il faudra beaucoup de coordination et de coopération avec les forces de sécurité coalisées et afghanes afin d'établir les conditions nécessaires à la réalisation du projet, et des compromis s'imposeront en matière d'efficience et d'enchaînement des travaux pour que le fardeau de la sécurité demeure gérable pendant l'exécution du projet […] De nombreux donateurs internationaux ont dit hésiter à apporter leur contribution dans ce qui est perçu comme étant un environnement à risque élevé, et il faudra probablement achever les travaux de pointe pour démontrer que le développement est possible, avant que tous les fonds voulus puissent être réunis. À l'appui de tout cela, l'amorce de programmes de communications sera essentielle pour faire savoir à la population à quel point il importera que les travaux se fassent sans entraves, et il faudra envoyer aux talibans un télégramme précisant qu'en attaquant le projet, ils nuiraient aussi à leur propre réseau de soutien local[147].

Les questions de gouvernance, en mars et avril 2008

Le gouvernement canadien était de plus en plus conscient du fait que le gouverneur Asadullah Khalid entravait l'effort de la coalition dans la province de Kandahar. Des médias ont donné à entendre que Khalid avait une prison privée à son palais, où des détenus étaient maltraités. Il a fréquemment été soupçonné de tremper dans le trafic des drogues. Cela dit, cependant, le chef du conseil provincial, Ahmad Wali Karzai,

sapait subtilement la réputation de Khalid. Karzai a donné à entendre aux représentants canadiens que le comportement de Khalid faisait de plus en plus problème à cause de la piètre façon dont il traitait les anciens des tribus et que cela affaiblissait la légitimité du gouvernement[148]. En effet, « le récent attentat-suicide contre un chef de police alikozai dans le district d'Arghandab a éloigné les alakozais encore plus de Khalid […] Le renvoi du chef de police adjoint, lui aussi un alikozai, et le "couronnement" présidentiel de Karimullah comme chef de la tribu des alakozais, sans qu'ait eu lieu une consultation préalable, a réduit davantage l'appui que ces derniers accordaient au gouvernement[149] » [Traduction]. Chose certaine, la FO Kandahar a bien vu que Khalid s'intéressait peu aux volets de la gouvernance concernant la reconstruction et le développement[150], et qu'il nommait des chefs de district et des chefs de police de district de douteuse réputation. Les efforts faits pour dresser un plan de développement provincial ont été arrêtés, et l'ACDI a vu là une des clés pour briser l'impasse et faire intervenir davantage le ministère du Relèvement rural et du Développement et obtenir plus d'argent de Kaboul.

Au CR (Sud), le Mgén Lessard et son état-major ont conclu ce qui suit :

> [Traduction]
>
> L'influence des intermédiaires locaux du pouvoir, qui a crû au cours des dernières semaines, constitue un des facteurs qui déstabilisent le plus la gouvernance dans le Sud. L'ingérence de certaines personnes, dont beaucoup ont été en situation d'autorité dans le passé, nuit aux gouverneurs et aux chefs nommés officiellement. La situation est aggravée par l'apparente hésitation du [gouvernement de l'Afghanistan] à appuyer publiquement les personnes dûment nommées, ce qui favorise les intermédiaires susmentionnés[151].

Les Canadiens ont cessé de tolérer le comportement d'Asadullah Khalid au début de 2008. La politique selon laquelle « mieux vaut le démon que l'on connaît que celui que l'on ne connaît pas » avait cours depuis 2006[152], mais avec de plus en plus de renseignements négatifs en circulation, dans les milieux tant publics qu'internes, et le fait que Khalid semblait avoir le « feu vert » de la part d'Ahmad Wali Karzai, c'en était sans doute assez. Khalid faisait obstacle à la stratégie de développement du Canada dans la province de Kandahar. Le 14 avril 2008, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a posé rhétoriquement la question suivante aux médias, au cours d'une visite à Kandahar : « Est-ce la bonne personne, dans le bon poste, au bon moment? » [Traduction] Les médias ont déduit que c'était là une critique directe dirigée contre Asadullah Khalid et ils ont conclu que Bernier allait demander à Hamid Karzai de remplacer Khalid[153].

Kaboul a estimé que les Canadiens avaient critiqué des privilèges afghans souverains, ce qui a refroidi la relation canado-afghane. Le gouvernement afghan a alors maintenu Klalid dans son poste, pour ne pas perdre la face. De toute façon, toute l'affaire Khalid a été mal gérée et, parce qu'elle était survenue presque en même temps que le dossier des détenus, elle a causé une impasse à Ottawa. Les médias canadiens ont cité un haut fonctionnaire disant qu'« il n'y avait aucune politique pour gérer une situation semblable, une situation délicate. Personne ne savait au juste quoi faire[154] » [Traduction]. Une fois de plus, les attentes démesurées d'une culture canadienne imprégnée d'idéalisme ont été incompatibles avec le réalisme afghan et ont suscité des obstacles à la réalisation des grands objectifs stratégiques du Canada.

Le lendemain du jour où les propos du ministre Bernier ont été cités par les médias canadiens et afghans, des membres d'une équipe de la COCIM et de l'Équipe spécialisée du génie qui travaillaient à la prison de Sarposa ont été abordés par des insurgés incarcérés qui leur ont dit qu'ils abondaient dans le sens du ministre :

> [Traduction]
>
> Une autre réaction a été une joie extrême à l'idée que le gouvernement canadien voulait que le gouverneur de Kandahar soit remplacé. On ne sait trop comment, les prisonniers avaient été mis au courant de l'incident et ont déclaré qu'il leur avait procuré une grande joie, car « tant que [le gouverneur de Kandahar] et [Ahmad Wali Karzai] seront au pouvoir, ils feront le djihad, parce que ces deux hommes "abusent de leurs pouvoirs, se désintéressent des droits de la personne et influent sur les querelles tribales" ». Les prisonniers ont fait savoir que, tant que les Canadiens militeraient pour le retrait de [Khalid], "pas une seule balle ne serait tirée sur eux par les insurgés". En outre, comme les prisonniers politiques "aiment" maintenant les soldats canadiens, ils voudraient que ceux-ci se convertissent tous à l'islam pour ne pas être condamnés à l'enfer au moment de leur mort […] Le thème de la haine à l'endroit de [Khalid] correspond au sentiment exprimé par une grande partie de la population de la province[155].

La relève sur place : le Bgén Thompson remplace le Bgén Laroche, en mai 2008

Le moment était venu pour le Bgén Guy Laroche et son quartier général de partir et, le 2 mai, le Bgén Denis Thompson a pris le commandement de la FO Kandahar. Les principales unités qui ont relevé de lui sont restées les mêmes; le CRTS était nouveau et était dirigé par le Maj Paul Chura, tandis que le Lcol Dwayne Hobbs se chargeait du CICP pour devenir en fait le représentant personnel du Bgén Thompson auprès du gouverneur. D'importants changements ont été apportés à la FO Kandahar dans la foulée du rapport Manley. Le premier a été l'ajout du poste de RCK.

La question se posait de savoir si le commandant de la FO Kandahar relevait de la RCK. Était-elle co-commandant? Et si tel était le cas, quel effet cela aurait-il sur les Afghans? Y avait-il « deux solitudes », les forces armées d'un côté et les AM de l'autre, sous la coupe de la FO Kandahar et de la RCK? Le conseiller pour le développement auprès du commandant de la FO Kandahar était-il maintenant chef de l'aide pour la province de Kandahar ou non? Où se situait l'ERP dans cette structure? Et que dire de l'ECS-A? Rien de tout cela n'était clair quand le nouveau quartier général a pris les rênes du commandement.

La campagne que David Mulroney a menée pour assujettir au leadership civil les opérations du Canada en Afghanistan a mené à l'imposition de ce que l'on a appelé l'approche pangouvernementale à la FO Kandahar. Insatisfait des efforts précédents faits pour synergiser le travail des Canadiens au sein de la force opérationnelle en Afghanistan, et désormais dans un poste lui permettant d'exercer un contrôle accru en raison de sa relation avec le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan[156], David Mulroney a continué d'établir son contrôle sur les postes des Affaires étrangères en Afghanistan. Malheureusement, les titulaires de ces postes reflétaient le manque d'expérience et de qualifications de Mulroney dans les domaines de l'élaboration des politiques, de la planification opérationnelle, des opérations militaires et des opérations interministérielles dans des zones de conflit.

Arif Lalani est resté ambassadeur, et la RCK a relevé de lui. La représentante de 34 ans, Elissa Golberg, n'avait aucune expérience sur le terrain ni dans les zones de conflit ni dans le contexte des opérations d'aide humanitaire, sans compter que son expertise ou son expérience de la planification opérationnelle était inexistante[157]. Comme Lalani, Golberg bénéficiait d'une crédibilité auprès de Mulroney et des bureaucrates d'Ottawa, mais elle n'en avait aucune aux yeux des intermédiaires du pouvoir à Kandahar. Selon le personnel du quartier général de la FOI-A, les dirigeants afghans à Kandahar s'adressaient fréquemment au Bgén Thompson plutôt qu'à Elissa Golberg au cours des réunions[158]. Le Bgén Thompson et M^me^ Golberg ont convenu d'un *modus operandi* de manière que les affaires puissent aller de l'avant entre les ministères du gouvernement canadien à Kandahar.

Mulroney, Lalani et Golberg ont été dépassés par l'ampleur du défi présenté par l'environnement afghan bien avant leur arrivée même sur le terrain. Pourquoi des personnes plus expérimentées et peut-être plus sensibles à la culture locale n'ont-elles pas été choisies pour occuper ces postes à ce moment-là? C'est là une question légitime à poser à ceux qui sont chargés de sélectionner les cadres supérieurs civils canadiens destinés à travailler en Afghanistan. Les qualités qui pouvaient sans doute convenir dans les milieux bureaucratiques à Ottawa ont été moins qu'utiles dans l'environnement de Kandahar, où le respect et la crédibilité étaient évalués différemment. Les commandants militaires avaient plus de prestige auprès de la structure d'influence de Kandahar, et c'est un aspect que les Afghans ont souligné à maintes reprises, doucement et discrètement, à ceux qui étaient disposés à les écouter.

Il est essentiel de comprendre, à ce stade-ci, que ces observations ne sont pas des attaques personnelles visant les chefs supérieurs de la diplomatie canadienne en Afghanistan. Elles ont pour objet de mettre en lumière l'insensibilité inhérente à la culture bureaucratique d'Ottawa[159] qui a suscité des frictions interministérielles inutiles et formulé des objectifs nationaux discutables à un moment où des soldats canadiens étaient tués et blessés. En Afghanistan, les hommes âgés, et surtout ceux qui portent des armes et ont démontré qu'ils avaient accès à des armes plus nombreuses et puissantes, ont tout simplement plus de crédibilité dans la culture pachtoune que les personnes n'étant ni des hommes ni des anciens et ne sachant pas comment recourir à la force. C'est sans doute là un fait difficile à accepter par certains, vu la culture et les valeurs canadiennes, mais c'est la réalité brutale et dure en Afghanistan.

À Ottawa, le premier ministre Harper a favorablement accueilli les recommandations du Groupe de travail Manley. Le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan devait mettre les recommandations en œuvre, définir les priorités et administrer toutes les activités connexes. C'est ce qui a été appelé ROLLING START. Selon David Mulroney, Derek Burney, un membre du Groupe de travail Manley a demandé que soient fixés des objectifs mesurables et une date où la mission prendrait fin. Le premier ministre a souscrit à cette dernière exigence, en faisant valoir qu'il fallait une telle date pour pouvoir mesurer le degré de réalisation de ces objectifs et, par conséquent, en cerner l'efficacité et l'expliquer à Ottawa[160].

Le processus par lequel les priorités du Cabinet ont été définies a comporté un dialogue entre le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan et le Secrétariat et l'apport des ministères et organismes concernés. Les Forces canadiennes, le MDN, l'ACDI et le MAECI ont renseigné David Mulroney, car il s'entretenait souvent avec David Emerson, et les AM ont renseigné le Secrétariat. L'objectif de l'exercice était de « convaincre » les bureaucrates à Ottawa, « pour les amener à souscrire au projet et à collaborer » [Traduction], de produire l'ébauche d'un mémoire au Cabinet et de le faire approuver par ce dernier. Ce processus a nécessité plusieurs mois[161].

Pendant le processus, le ministre Emerson a poursuivi sa carrière ailleurs, et le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan « est devenu moins uni » [Traduction]. Mulroney a estimé que Peter Van Loan, Bev Oda et Lawrence Cannon n'étaient pas « aussi engagés dans leur travail » [Traduction] qu'ils le pouvaient ou auraient dû l'être. Par exemple, M^{me} Oda microgérait les fonds de l'ACDI en Afghanistan : toute dépense de plus de 10 000 $ devait être approuvée par elle personnellement. Dans un autre cas, la GRC a exigé que sa chaîne de commandement approuve le déploiement d'agents de la CIVPOL en dehors du périmètre de l'ERP[162].

De mars à mai 2008, le Comité du Cabinet et le Secrétariat ont travaillé ensemble pour produire le premier rapport public destiné au Parlement. Dans ce document, le gouvernement canadien a bel et bien remplacé les objectifs stratégiques qui orientaient la mission canadienne depuis novembre 2001. Au lieu d'éliminer l'organisation Al-Qaïda en tant que menace terroriste persistante, d'empêcher Al-Qaïda de se servir de l'Afghanistan comme d'une base pour ses opérations terroristes mondiales et d'aider à reconstruire l'Afghanistan, qui étaient les objectifs jusque-là, l'objectif stratégique est devenu le suivant :

> [L]e grand objectif de l'engagement du Canada en Afghanistan consiste à y réaliser des progrès mesurables d'ici 2011 de manière à ce que la province de Kandahar soit plus sûre et mieux dirigée et puisse offrir des services essentiels à ses citoyens, grâce à l'appui d'un gouvernement national qui possède les moyens de mieux assurer sa sécurité, de gérer les frontières de l'Afghanistan et de préserver à long terme les gains réalisés en matière de stabilité et de reconstruction[163].

Outre que ce seul paragraphe n'énonce clairement aucune raison pour tout cela, un certain nombre de points s'en dégagent. La province de Kandahar constituait un problème opérationnel et tactique, et non un enjeu stratégique. L'objectif décrit ci-dessus a ouvert la porte à l'exercice d'un contrôle beaucoup trop grand sur les questions opérationnelles et tactiques par des éléments éloignés des réalités de Kandahar. En second lieu, en mettant l'accent exclusivement sur Kandahar, le gouvernement n'a pas tenu compte d'aspects clés de l'engagement canadien qui concernaient, par exemple, Kaboul et le Pakistan. Cette approche a grandement limité – voire délaissé – le système canadien verticalement intégré déjà en place pour établir le dialogue avec l'Afghanistan, depuis Kandahar jusqu'à Kaboul. En effet, selon certains observateurs, divers éléments voulaient démanteler ce système parce qu'à leurs yeux, il existait prétendument une influence militaire canadienne trop grande. Par ailleurs, le rapport de juin 2008 a fait état de l'adoption de six priorités du Cabinet et, plus tard, de paramètres mesurables qui permettraient à la population canadienne de voir les progrès accomplis[164] :

1. Permettre aux FSNA dans la province de Kandahar de renforcer la sécurité et de promouvoir la loi et l'ordre;

2. Renforcer la capacité institutionnelle de l'Afghanistan d'offrir des services essentiels, de promouvoir la croissance économique et d'améliorer le niveau de confiance des Kandaharis en leur gouvernement;

3. Offrir une aide humanitaire aux populations extrêmement vulnérables, y compris les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur du territoire;

4. Accroître le dialogue bilatéral entre le Pakistan et l'Afghanistan et renforcer la sécurité transfrontalière.

Au niveau national, le Canada aidera à :

1. renforcer la gouvernance démocratique de l'Afghanistan, grâce à la mise en place d'institutions publiques et de processus électoraux responsables et efficaces;

2. faciliter les efforts dirigés par les Afghans en vue d'une réconciliation politique.

Aucune mention n'était faite de l'insurrection, des motifs de son existence, de ce qui la soutenait, de ses auteurs, ou des moyens à prendre pour lui faire obstacle et la vaincre. En fait, la défaite de l'insurrection ne semblait pas constituer une priorité stratégique du Canada. C'était comme si le gouvernement canadien ne croyait pas que l'insurrection pouvait être vaincue : le Canada se retirerait côté cour, de bonne grâce, trois ans plus tard! Ou, sous une autre perspective, ceux qui formulaient les priorités croyaient, semblait-il, qu'il suffisait de renforcer le gouvernement afghan pour que les insurgés s'épuisent et disparaissent.

Il a fallu de juin à décembre 2008 pour expliquer pleinement ces paramètres, entre autres. Pendant ce temps, la FOI-A a dû s'adapter aux directives des FSNA, du CR (Sud) et du COMFEC. Toutes ces entités réorganisaient leurs approches, mais seul le COMFEC a réussi à réunir des détails sur les travaux internes du Comité du Cabinet et sur ce que ce dernier souhaitait voir se produire à Kandahar. Tout cela pour dire qu'au cours de la première moitié de 2008, il y avait de multiples processus concomitants, qui ne concordaient pas nécessairement, mais que les soldats canadiens continuaient à mener des opérations dans une province de Kandahar de plus en plus en proie à la violence.

Après la parution du Rapport Manley, Ottawa a exigé des « paramètres d'évaluation » [Traduction], ce qui a influé beaucoup sur le mode de fonctionnement de la FO Kandahar. Maintenant que le gouvernement canadien avait promis des progrès mesurables, il fallait un libellé commun pour expliquer aux médias, au gouvernement et à la population canadienne ce que le pays accomplissait en Afghanistan. Par ailleurs, cela a eu des incidences profondes sur le quartier général du Bgén Thompson.

L'ACDI et le MAECI – encore moins la GRC et Service correctionnel Canada – n'avaient aucun processus de planification comparable à celui des Forces canadiennes. Ces dernières situaient les choses dans un cadre tactique, opérationnel, ou stratégique, mais cette terminologie n'existait pas dans les cultures des AM. Les mémoires au Cabinet exprimaient le volet « stratégique » de l'ACDI et du MAECI. L'ACDI n'avait aucune dimension « tactique » : cela explique pourquoi les équipes de la COCIM et l'OTC semblaient faire tout le travail de développement dans les districts, par exemple. Il n'existait aucun niveau « opérationnel » (voir la figure 3-7) chez l'ACDI ou au MAECI, mais la GRC, qui prenait part à l'instruction et au mentorat, avait une fonction de niveau pseudo-opérationnel[165]. Sans l'harmonisation de ces éléments de base, il n'était pas possible de définir des paramètres communs pour mesurer l'efficacité et présenter les résultats à Ottawa en fonction de ses « paramètres de référence » – quels qu'ils fussent – qui ont été publiés au cours de l'été ou de l'automne 2008. Le plan de la FO Kandahar, conçu par l'équipe du Bgén Laroche et appelé SHA AYENDA, avait maintenant été abandonné, huit mois après son élaboration. Le plan de campagne du COMFEC est presque devenu caduc, car il ne comportait aucun apport des AM. Il fallait maintenant formuler un nouveau plan canadien qui prendrait en compte les AM. Cela allait prendre du temps. Un plan « de transition » était nécessaire pour faire passer le Canada du plan SHA AYENDA au Plan d'action provinciale pangouvernemental projeté. Cette « transition » a été appelée « Plan d'action provinciale provisoire » (PAPP)[166]. Parallèlement, le quartier général du CR (Sud) du Mgén Lessard était en train de changer de cap et de mettre fin à l'Op SHAM SHIR pour amorcer un nouveau plan de la FIAS appelé TOLO. L'importance de ce changement résidait dans le fait que la politique de la FIAS de l'OTAN sur la lutte anti-drogue contredisait la politique canadienne à cet égard; il risquait donc d'avoir un conflit entre un commandement de l'OTAN (qui était alors dirigé par un Canadien) et un commandement national canadien[167]. Cela signifiait que tout le plan de référence exposant ce que la FO Kandahar faisait en Afghanistan devait changer. Cela n'allait pas arriver du jour au lendemain.

FC	MAECI	ACDI	GRC	SERVICE CORRECTIONNEL
STRATÉGIQUE	oui	oui	non	non
OPÉRATIONNEL	RCK	non	oui (trg)	non
TACTIQUE →	non	non COCIM OTC	oui ELMOP	oui

Figure 3-7 : Discordance entre les niveaux de planification opérationnelle – Structure pangouvernementale canadienne en Afghanistan, en 2008

Le processus a commencé à la mi-mai 2008, quand le Bgén Thompson a mis sur pied le groupe d'élaboration du Plan d'action provinciale provisoire (PAPP)[168]. Cependant, les points de vue du Bgén Thompson sur ce qui se passait sur le terrain à Kandahar sont entrés dans le processus également, et cela a entraîné à mi-parcours l'apport de quelques changements importants à l'orientation de la FO Kandahar. Le Bgén Thompson a exposé ses réflexions préliminaires et a sollicité la contribution des unités et de son état-major. Il aimait le concept « Dégager-Tenir-Construire » et il y a ajouté « Définir » et « Habiliter » pour prendre en compte les efforts de collecte de renseignements et de renforcement des capacités. La ville de Kandahar était le terrain vital et assurait elle-même sa sécurité en grande partie, car « la population, pour diverses raisons, ne souscrit pas aux idées des talibans et n'est donc vulnérable qu'aux tactiques d'intimidation » [Traduction]. Par conséquent, cette ville se trouvait aux stades « Construire-Habiliter ». Comme l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot « sont à peu près mono-ethniques (alakozais), ils ont la possibilité d'assurer leur propre sécurité, car ils sont loyaux envers le gouvernement actuel » [Traduction]. L'Arghandab en était lui aussi aux stades « Construire-Habiliter ». Le Zharey et le Panjwayi étaient des « districts à risque élevé » et, « d'après notre propre évaluation, nous n'y assurons pas une présence durable » [Traduction]. Le Zharey et le Panjwayi avaient atteint le stade « Construire » et, dans une certaine mesure, les stades « Construire-Habiliter ». Le Maywand allait demeurer « le point de mire de nombreuses opérations perturbatrices de la FIAS » [Traduction]. Il se trouvait dans une bande d'activité couvrant les stades « Définir-Façonner-Dégager ». D'un autre côté, le Spin Boldak était « en général satisfait du statu quo » et il en était aux stades « Construire-Habiliter ». Enfin, « le reste de la province de Kandahar ne bénéficie d'aucune présence durable » [Traduction]. Le Ghorak, le Khakrez, le Mianishin, le Haut-Shah Wali Kot, l'Arghistan, le Maruf, le Shorabak et le Registan se trouvaient tous aux niveaux « Définir-Façonner »[169].

Ce plan a donné lieu à un certain nombre de déductions[170] :

1. Ville de Kandahar : renforcer toutes les institutions, pour donner un exemple aux districts;

2. Arghandab : dialoguer avec les chefs locaux pour faire en sorte que les structures tribales fragiles ne s'effondrent pas;

3. Zharey et Panjwayi : diviser les territoires en petits secteurs gérables qu'il sera possible de tenir avec une présence durable, un soutien accru de la FIAS et un déploiement accru de l'Armée nationale afghane et de la Police afghane en uniforme parmi la population;

4. Maywand : élargir la portée de l'objectif;

5. Spin Boldak : aucun changement;

6. Reste de la province : définir et façonner.

Le Bgén Thompson a cerné plusieurs aspects clés sur lesquels il voulait que la FO Kandahar se concentre. Le premier consistait à « tenir » effectivement un district et, vu que chaque district était particulier, il fallait une analyse détaillée pour décortiquer le problème en des composantes gérables. Il se pourrait que les États-Unis déploient des forces en réponse au Rapport Manley. Où seraient-elles les plus efficaces? En deuxième lieu figurait le renforcement des capacités de la police : « Cela correspond à l'approche véritablement inter-agences et multinationale qu'il faut pour installer les éléments qui TIENDRONT le terrain en fin de compte, c'est-à-dire la Police afghane en uniforme. Comme il ne manque pas de participants dans ce contexte, il faudra procéder judicieusement pour répartir une police efficace dans toute la province. » [Traduction] Troisièmement, il y a la géographie humaine, ou ce qu'on en est venu à appeler la « connaissance de la situation blanche ». Il fallait plus de ressources pour soutenir l'approche dans les districts, mais il manquait de participants dans ce domaine.

Les CICD constituaient le quatrième aspect clé, et le Bgén Thompson y voyait un moyen « de concrétiser les trois lignes d'opération au niveau des districts » [Traduction]. Il estimait que le travail de définition n'était pas assez marqué au niveau des CICD et il voulait améliorer la coordination entre l'ELMO, l'Armée afghane et le GT, la police, les équipes de la COCIM et l'ELMOP. Du côté du développement, la FO Kandahar ne voyait pas clairement ce que l'ACDI faisait au sujet du barrage de Dahla et comment cela allait toucher la FOB Frontenac. Il fallait absolument faire la lumière là-dessus. L'idée que des entreprises de services de sécurité puissent être embauchées pour libérer des troupes de combat canadiennes a été suggérée. Enfin, Il fallait préciser où le Maywand se situait dans l'ensemble du tableau[171].

Le Bgén Thompson a aussi établi sa « Philosophie opérationnelle ». Il s'agissait d'une expansion du « concept d'opération » du quartier général Laroche. Précisant le concept « Dégager-Tenir-Construire », le Bgén Thompson s'est exprimé en ces termes : « Malgré le service individuel et la responsabilisation interministérielle ou inter-organismes, les membres de l'équipe civilo-militaire multinationale de la FO Kandahar travailleront ensemble et assumeront tous la responsabilité de faire fond sur les succès remportés jusqu'ici. Conscients du fait que l'acquisition du soutien de la population constitue l'objectif principal et que nous sommes engagés dans un concours d'idées (« vendues » par le raisonnement, les mesures incitatives ou l'intimidation), nous devons[172] :

1. comprendre à fond la géographie humaine pour cerner la structure des groupes constitutifs de la population [DÉFINIR];

2. cerner les leviers qui convaincront chaque groupe constitutif d'épouser les idées que le GIRoA et la CI proposent pour garantir l'avenir de l'Afghanistan [FAÇONNER];

3. éliminer l'influence que les insurgés exercent sur la population [DÉGAGER];

4. fournir une présence durable pour rassurer la population et isoler les insurgés [TENIR];

5. exécuter des projets ciblés et valables de reconstruction et de développement qui répondent aux besoins de la population et améliorent sa qualité de vie [CONSTRUIRE et HABILITER];

6. renforcer la capacité des institutions dans tous les secteurs gouvernementaux pour faire en sorte que les services fondamentaux, y compris le maintien de l'ordre, soient fournis à la population [CONSTRUIRE et HABILITER]. » [Traduction]

La répartition existante des forces canadiennes et afghanes dans la province ne répondait pas aux besoins de la nouvelle orientation que suivait maintenant la FO Kandahar dans le district de Zharey qu'il fallait, selon le Bgén Thompson, « réoccuper, car nous l'avions abandonné à l'ELMO et à un kandak » [Traduction]. Le Canada devait « sortir du Spin Boldak et confier à l'escadron de reco des tâches plus appropriées » [Traduction]. Le niveau de la menace ne justifiait pas la présence d'une compagnie d'infanterie à la FOB Frontenac, par conséquent, il fallait l'envoyer dans le Zharey. L'escadron de reco s'est rendu plus utile en aidant le Shah Wali Kot et l'Arghandab à assurer leur propre sécurité, grâce à des engagements des relais d'influence et à des projets de développement[173]. C'était un début. Le Bgén Thompson voulait qu'Elissa Golberg signe le Plan d'action provinciale provisoire pour garantir un front unifié. Cependant, cela s'est avéré difficile à réaliser, en partie parce que le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan était encore en train de formuler des « paramètres de référence » et de concevoir des « projets de prestige » à l'intention du grand public. Trois mois plus tard, en août 2008, le plan de la FO Kandahar n'avait toujours pas été signé[174].

Opération SOHIL LARAM : Interventions dans le Maywand, d'avril à juin 2008

Dans le Maywand, le bataillon des Gurkhas, épaulé par les équipes de la COCIM et des OPPSY, les sapeurs et l'artillerie des forces canadiennes, a balayé le secteur de Band-e Timor et soutenu toute une nouvelle force de police en construisant plusieurs postes de contrôle sur l'Autoroute 1; il a aussi remis en état des installations à un endroit que l'on a ensuite appelé FOB Hutal. La compagnie de reco du 4e Kandak, c'est-à-dire le kandak de soutien au combat, s'est déployée avec les mentors de l'ELMO et une équipe des OPPSY du Canada à Hutal, où les mentors ont travaillé avec l'armée et la police dans le cadre de patrouilles interarmées et de mesures de lutte contre les EEI[175]. (Voir la figure 3-8)

Le Maywand avait toujours pour chef de district Haji Saifullah, qui avait des liens avec Ahmad Wali Karzai et avait été nommé par le gouverneur Asadullah Khalid. L'ennemi s'est lentement réinfiltré dans la région de Band-e Timor et a discrètement rétabli son réseau logistique et ses « itinéraires empruntés à des fins médicales par les insurgés » pour entrer dans le Zharey occidental et la Corne du Panjwayi. Tout est demeuré tranquille jusqu'au début d'avril, quand Saifullah s'est mis à exécuter une razzia unilatérale et sélective d'éradication du pavot avec « sa » police, dont les membres venaient d'aussi loin que Djalalabad. Les habitants de l'endroit ont promptement riposté avec des tirs d'armes légères. Au cours d'une opération, sept agents de police ont été capturés, mutilés et tués[176].

La FO Kandahar ne voyait pas beaucoup ce qui se passait dans le Maywand, et il incombait en général au CR (Sud) de s'en occuper, car le problème se situait au niveau opérationnel. Le CR (Sud) a fini par déployer la Compagnie de commandos portugaise dans le Maywand, en mars. Cette force, composée d'agents de police locaux, d'une ELMO canadienne, d'une compagnie de reco afghane, de la compagnie portugaise (et, plus tard, d'une équipe étasunienne de mentorat de la police et de deux détachements opérationnels Alpha [DOA] des forces spéciales des États-Unis) et appelée « opération SOHIL LARAM », a dominé la situation d'avril à mai. L'idée consistait à patrouiller sur l'Autoroute 1 pour la maintenir ouverte et à effectuer des raids dans le secteur de Band-e Timor et la région de Garmabak afin de déséquilibrer les insurgés. Les Portugais ne voulaient pas s'éloigner de l'autoroute et ont posé des problèmes d'autres façons. L'équipe canadienne d'OPPSY a constaté que les « indécis » afghans favorisaient maintenant les talibans à ses dépens; cela a retardé les efforts dans le district[177], tout comme la compagnie de reco afghane qui s'est mise en grève et a refusé de partir en patrouille jusqu'à ce qu'elle reçoive des ravitaillements provenant du Camp Hero, ce qui n'était pas possible à cause d'un système logistique de qualité douteuse[178].

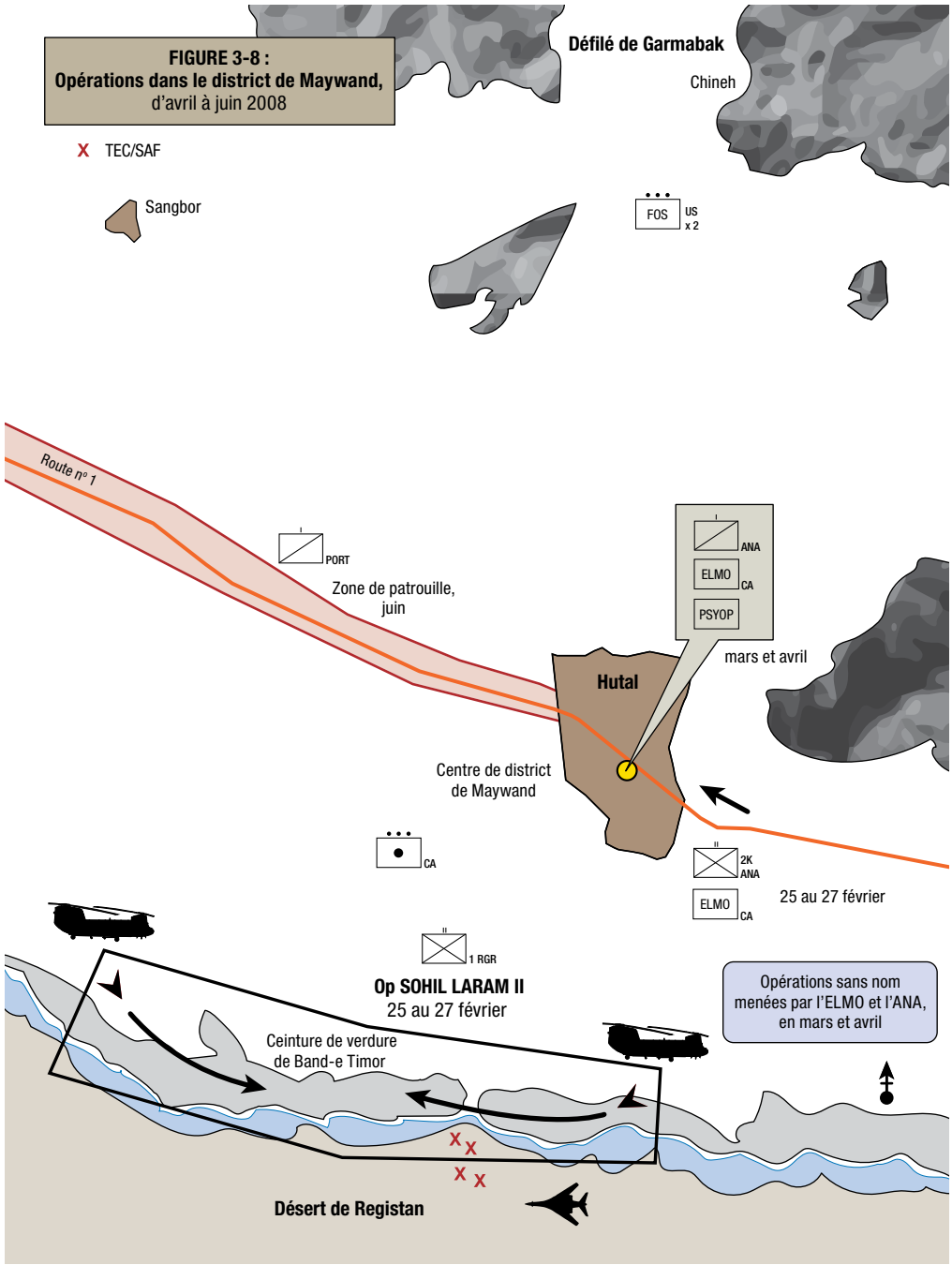


Figure 3-8 : Opérations dans le district de Maywand, d'avril à juin 2008

Pendant le mois de mai, le gouverneur a démis de leurs fonctions Haji Saifullah et le chef de police, après que le quartier général du CR (Sud) eut exercé de fortes pressions en ce sens. Quand les Portugais se sont redéployés à la fin de mai, le degré de violence dans le district a augmenté considérablement. Les rapports ISTAR ont révélé que le réseau Multan, nouvellement activé, en était la cause. Les talibans ont mené une campagne d'intimidation d'envergure qui a été suivie d'une série intensifiée d'embuscades le long de l'Autoroute 1. La situation a été aggravée par le programme de perfectionnement ciblé par district, qui a retiré 200 agents de police et les a remplacés par moins de 100 agents de la PNAOC, ce qui a par voie de conséquence réduit la cadence des patrouilles.

Source : Auteur

Les équipes de la coopération civilo-militaire et des OPPSY ont pris part à presque toutes les opérations du Canada dans le sud de l'Afghanistan en 2008. Ici, une équipe canadienne appuyant le 1er Bataillon, Royal Ghurka Rifles, fournit des fonds pour réparer les dommages subis par la population pendant un raid.

Afin de reprendre l'initiative et de piquer l'amour-propre de la police et des soldats afghans pour les inciter à passer à l'action, le Capt Tyler Wentzell a dirigé une équipe constituée pour la circonstance et comprenant trois mentors de l'ELMO canadienne, un agent de la COCIM, quatre agents des OPPSY, 14 mentors étasuniens de la police et deux interprètes afghans afin d'exécuter un « raid psychologique » dans les localités situées au

sud-est d'Hutal, le 5 juin. S'abstenant d'emprunter les routes, la force est arrivée inopinément dans plusieurs villages, elle a transmis son message aux habitants et, 20 minutes plus tard, elle était en route vers sa prochaine destination. De cette façon, la force a donné à l'ennemi l'impression que la FIAS couvrait la région entre Hutal, le secteur de Band-e Timor et la partie ouest du district de Zharey[179].

Au cours de ces visites, la force s'est renseignée sur les efforts que les talibans faisaient pour instaurer un régime de gouvernance parallèle. Son programme étant à moitié réalisé, la force a été prise à partie près de la localité de Zarzadeh par une arme quelconque avec servants. Les Canadiens, les Étasuniens et les Afghans se sont mis en laager et ont aperçu plusieurs VUS qui transportaient de nombreux hommes armés en âge de combattre et qui convergeaient vers eux. Ensuite, il y a eu une autre explosion : comme le laager était attaqué par des mortiers, le Capt Wentzell a changé de position, mais sa force a alors essuyé des tirs de mortier pour une troisième fois. Les équipages du VBL III et du camion RG-31 ont fait feu sur les véhicules des insurgés et, après des observations minutieuses, ils ont repéré les positions des mortiers, dissimulées sous une couverture. Des tirs directs ont ciblé ces dernières et les ont détruites. De nombreux insurgés sortaient des immeubles, et un tireur d'élite, muni d'un fusil de précision à chargement automatique (SVD), a été repéré et pris à partie. Incapable de recourir à l'appui aérien ou à l'artillerie, la force s'est repliée vers Hutal, mais le combat n'était pas encore terminé. Elle est entrée sept autres fois en contact avec une équipe munie de mitrailleuses PK, et des GPF ont été dirigées vers ses véhicules jusqu'à leur arrivée à Hutal. L'ennemi s'est plaint à son commandement d'avoir perdu beaucoup d'hommes et d'avoir utilisé de précieuses munitions et il a demandé des renforts sans tarder. La compagnie de reco afghane a par la suite été réactivée pour patrouiller de nouveau dans le Maywand[180].

À l'aide de la 24 MEU

Les opérations menées dans le Maywand importaient pour des raisons stratégiques et opérationnelles. Dans le Rapport Manley, le Canada s'était plaint du manque de participation des membres de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan; les États-Unis ont répondu en partie à ces propos en envoyant les 2 200 membres de la 24 MEU en Afghanistan pour une période de six à huit mois. Cette unité comprenait un bataillon d'infanterie des Marines et un bataillon d'aviation composé d'hélicoptères d'attaque, d'hélicoptères de transport moyens et de chasseurs-bombardiers Harrier, ce qui en faisait une unité mobile et puissante. En d'autres mots, elle n'était pas conçue pour exécuter des opérations « Tenir » ou « Construire » de longue durée. Cependant, le quartier général de la FIAS a décidé d'affecter la 24 MEU dans la province d'Helmand[181].

Un officier qui avait pris part à l'évaluation de la planification ayant mené à cette décision a déclaré ce qui suit :

> [Traduction]
>
> […] au début, il a été établi que la province de Kandahar était un terrain vital dans le territoire relevant du Commandement régional (Sud), et le CTCS-A a recommandé d'y déployer la MEU dans son rôle mobile, puis de la faire avancer vers l'ouest dans l'Helmand si le temps et les circonstances le permettaient. Cependant, des manœuvres politiques agressives au niveau diplomatique et de la part des chefs militaires supérieurs [britanniques] ont abouti à la décision des instances supérieures de déployer la MEU dans l'Helmand[182].

La 24 MEU est arrivée à l'aérodrome de Kandahar en février et elle a été opérationnelle en avril. Passant outre à l'expertise des Canadiens en matière d'opérations anti-EEI dans la province, la 24 MEU a décidé de se rendre par la route dans l'Helmand depuis Kandahar et elle a aussitôt perdu deux marines le 15 avril par suite d'une attaque avec un gros EEI sur l'Autoroute 1. Après cela, la 24 MEU s'est tenue en rapport avec la FO Kandahar. Tous les premiers mouvements de la 24 MEU depuis l'aérodrome de Kandahar jusqu'à l'Helmand ont été escortés ou guidés par des unités canadiennes passant par la ville de Kandahar et un « tunnel » sur l'Autoroute 1. Forts de l'expérience acquise pendant les opérations des Banshees avec les hélicoptères OH-58D, les pilotes des hélicoptères d'attaque Sea Cobra du Corps des Marines des États-Unis (USMC) ont assuré la couverture aérienne. Les Marines se sont aussi servis d'UAV Boeing ScanEagle, de sorte qu'une relation s'est établie entre l'unité des UAV du Maj McCauley et la 24 MEU : elles ont partagé des lanceurs et pouvaient acheminer les aéronefs par étape, à cause de la distance entre l'Helmand et l'aérodrome de Kandahar. Les munitions et les pièces détachées étaient interchangeables également, car les VBL 25 des Marines « s'apparentaient » aux véhicules VBL III et Coyote. La relation s'est renforcée tout au long de 2008[183].

La 24 MEU est arrivée sans incident dans l'Helmand et a commencé ses opérations dans la région de Garmsir, en mai et juin. Bien qu'elles aient eu lieu dans une autre province, les opérations à Garmsir ont eu un effet délétère sur « l'itinéraire logistique » que les insurgés empruntaient pour entrer dans le secteur de Band-e Timor dans le district de Maywand, puis dans le Zharey et le Panjwayi. Quand, cet été-là, les forces ennemies se sont plaintes à leurs supérieurs des pénuries d'armes et de munitions, cela a été dû aux effets combinés des interventions de la 24 MEU à Garmsir et de celles des forces canado-afghanes dans le Maywand, le Zharey et le Panjwayi[184].

Réorganisation des faits sur le terrain, mai 2008

Comme nous l'avons vu, le concept d'opérations du Bgén Thompson différait de celui de la rotation précédente. Tout d'abord, le Spin Boldak allait être confié à diverses organisations étasuniennes de mentorat de la police travaillant avec le Col Raziq[185]. L'escadron de reco pouvait être employé plus judicieusement ailleurs. L'équipe de la COCIM de l'ERP pouvait gérer les projets de développement dans le Spin Boldak. La Compagnie C était installée dans la FOB Frontenac. Cet endroit était perçu comme étant trop loin du combat principal qui se livrait dans le Zharey et le Panjwayi. Le Bgén Thompson et le Lcol Corbould voulaient une compagnie mobile qui pourrait fonctionner depuis n'importe quelle infrastructure dans le Zharey et qui ne serait pas immobilisée dans un seul endroit. L'Arghandab était considéré comme « assurant sa propre sécurité », et l'escadron de reco et l'équipe de la COCIM de l'ERP pouvaient travailler ensemble avec les forces afghanes à cet endroit.

Diverses forces opérationnelles des forces spéciales des États-Unis collaboraient avec la Police afghane en uniforme (PAU) de Kandahar sur le chemin de Tarinkot, et d'autres forces fidèles à Asadullah Khalid exécutaient des opérations perturbatrices dans le Khakrez et le Haut-Shah Wali Kot. Cela était généralement perçu par la FO Kandahar comme étant en quelque sorte une « force qui couvrait » le front de l'Arghandab. Ces unités ne relevaient pas de son contrôle, mais la FO Kandahar entretenait de bonnes relations avec le CR (Sud) du Mgén Lessard, qui avait de solides liens avec la FO 71.

Quant au district de Panjwayi, il posait plusieurs problèmes. La diversité du terrain et la dispersion géographique du district qui s'étendait de Mushan à Nakhonay rendaient difficile au commandant d'une seule compagnie, en l'occurrence le Maj Mike Lane, la tâche consistant à concentrer ses ressources. Là encore, ce n'était pas un nouveau problème, car le Maj Pat Robichaud et le Maj Chris Henderson l'avaient tous deux affronté dans le passé. Le Lcol Corbould a décidé de séparer le district en deux parties qu'il a appelées Panjwayi oriental et Panjwayi occidental. La Compagnie B se chargerait de la partie ouest, et l'Escadron B, de la partie est. Au début, on ne savait pas au juste quels rapports les forces redéployées auraient avec les kandaks afghans et la FO Zharey de l'ELMO, sans parler de l'ERP. Plus tard, l'infrastructure tactique le long de l'itinéraire FOSTERS est passée de la dotation par des sections à la dotation par des pelotons à chaque avant-poste. À Mushan se trouvaient une compagnie afghane et des mentors canadiens, tandis qu'à Talukan et à Zangabad étaient déployés un peloton canadien et un peloton afghan à chacun des deux endroits. Une section canadienne et une section afghane sont allées à Haji. Tous les postes de police secondaires ont désormais été appelés « avant-postes de combat ».

Pour ajouter à la confusion, une entité supérieure, à Kaboul, a modifié en juin le nom du CICP dans la ville de Kandahar qui s'est désormais appelé « Centre de coordination des opérations de la province », ou « CCO–P ». Les centres interarmées de coordination de

district ont conservé leur nom, mais on ne savait pas au juste à ce moment-là quelle était leur relation avec le CCO-P et l'ERP, car ils tendaient à être dotés en personnel par des mentors canadiens de l'ELMO et de l'ELMOP. Par ailleurs, la décision a été prise d'embaucher des agents de sécurité privés pour qu'ils se chargent de la sécurité des bases d'opérations avancées. La création d'un processus du gouvernement afghan pour délivrer des permis à des entreprises de sécurité et les équiper, au début de 2008, a entraîné l'accroissement des forces de sécurité dans le sud de l'Afghanistan. Le Canada a adopté un processus complexe de sélection de ces entreprises afin qu'elles puissent remplacer les troupes canadiennes et afghanes assurant la sécurité dans les grandes bases d'opérations avancées et libérer ainsi plus de forces de manœuvre. La FO Kandahar a embauché 200 agents de sécurité pour qu'ils voient à la sécurité au CICP, à la FOB Frontenac, à l'ERP, à la BP Wilson et à la FOB Hutal dans le Maywand. La FOB Ma'Sum Ghar a été la suivante sur la liste[186].

Les sommes d'argent injectées dans l'économie afghane par suite du processus d'équipement et de délivrance de permis (sans parler du stimulus ayant profité au secteur de l'assurance-vie en Afghanistan) ont été considérables. Par conséquent, de nombreuses entités de la structure d'influence de Kandahar ont voulu leur part du gâteau. Elles comprenaient certains chefs de l'appareil gouvernemental, des commandants de la police et les hommes leur étant loyaux. La ligne de démarcation entre la police, les milices et les entreprises de sécurité est devenue de plus en plus floue dans certains secteurs. Si un fonctionnaire ou un chef de forces de sécurité possédait une telle entreprise qui employait des agents de police n'étant pas de service et appartenant à un seul groupe tribal, s'agissait-il d'une milice ou non? Par ailleurs, vu la propension des Afghans à recourir à la violence commerciale pour régler leurs différends, comment les Canadiens allaient-ils faire la distinction entre cette forme de violence, la violence attribuable aux insurgés et la violence inter-tribale?

Ce changement a simplifié les opérations du Canada dans certaines régions, mais il les a compliquées dans d'autres. Par exemple, la structure d'influence de Kandahar a cherché à regrouper toutes les entités de sécurité privées non seulement pour s'emplir les poches, mais aussi pour damer le pion à ses concurrents tribaux et créer une force de sécurité parallèle de rechange qui relèverait d'intérêts tribaux et non des dirigeants nationaux. La FO Kandahar ne savait pas précisément si tout cela aurait ou non des incidences à long terme sur les intérêts canadiens à Kandahar[187]. Ces derniers mettaient l'accent sur l'accroissement des effectifs disponibles et n'envisageaient pas le problème plus vaste lié à la mise sur pied d'une armée privée ne relevant pas d'une autorité légitime. C'était l'envers *de facto* de l'intention originale du programme de DGAI (voir le volume I), mais comme les analystes se concentraient sur l'insurrection, peu d'attention a alors été accordée à ce problème grandissant.

Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali, en mai et juin 2008

Le Lcol Corbould se préoccupait de la situation dans le Zharey et le Panjwayi. La Compagnie B avait souvent été la cible des insurgés et avait besoin d'être relevée, mais la Compagnie C subissait à ce moment-là des pressions moindres dans le Bas-Shah Wali Kot et l'Arghandab. Par conséquent, la décision a été prise de retirer l'escadron de reco du Spin Boldak et de l'envoyer plutôt à la FOB Frontenac, aux fins de l'économie d'efforts[188].

Le Maj Boivin et l'escadron de reco se sont rendus à la FOB Frontenac, où ils se sont mis à définir la situation le mieux possible. Leur travail a été entravé par le fait qu'il n'y avait là ni équivalent du Col Raziq au niveau du district ni force de police organisée comparable à la Police frontalière afghane présente dans le Spin Boldak. Quand l'escadron de reco a pu circuler, il a vite conclu que le Bas-Shah Wali Kot était une cause perdue : seuls les mercenaires de la PAU pouvaient gérer le chemin de Tarinkot, car ils tiraient sur tout ce qui s'approchait d'eux pendant qu'ils escortaient les convois à destination et en provenance de l'Oruzgan. Le Khakrez représentait une autre cause perdue : les insurgés l'utilisaient comme un lieu de cantonnement et de transit pour relier les opérations dans le Zharey et le Panjwayi à celles de l'Oruzgan et de l'Helmand, et comme structure de soutien des opérations dans l'Arghandab. Ce dernier faisait lui-même de plus en plus problème, à cause des divisions au sein des alakozais au sujet du remplacement de Naqib[189].

Les opérations de l'escadron de reco ont elles aussi représenté une économie d'efforts. Les Canadiens pouvaient définir la zone d'opérations et, peut-être, stabiliser certaines localités, mais les effectifs des FSNA travaillant ensemble dans le secteur n'étaient pas assez nombreux pour avoir un effet digne de mention sur la sécurité de tout le district. Par conséquent, tout travail de développement risquait d'être difficile. Le Maj Boivin s'est concentré sur les collines à l'ouest de la FOB Frontenac, sur la limite entre l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Un itinéraire emprunté par les insurgés reliait tous les trois districts, puis menait dans le district n° 9 de mauvaise réputation dans le « cône » de la ville de Kandahar (voir la figure 3-9). Dès que l'escadron de reco et la police afghane se sont mis à patrouiller dans cette région limitrophe, ils ont été ciblés par de multiples attaques à l'EEI. Manquant de forces pour susciter une présence perturbatrice d'envergure, l'escadron de reco a fait ce qu'il a pu pour maintenir les lignes de communication ouvertes entre la FOB Frontenac, le Haut-Arghandab et la ville de Kandahar[190].

Les questions concernant la centralité de la ville de Kandahar

L'existence de cellules terroristes ennemies dans la ville était bien connue : elles opéraient d'habitude depuis les districts du nord et du sud-ouest. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà vu dans les chapitres précédents, la ville possédait un plan de sécurité qui était axé sur la police et avait l'appui de l'ERP (Op PORTCULLIS), et il y avait des opérations

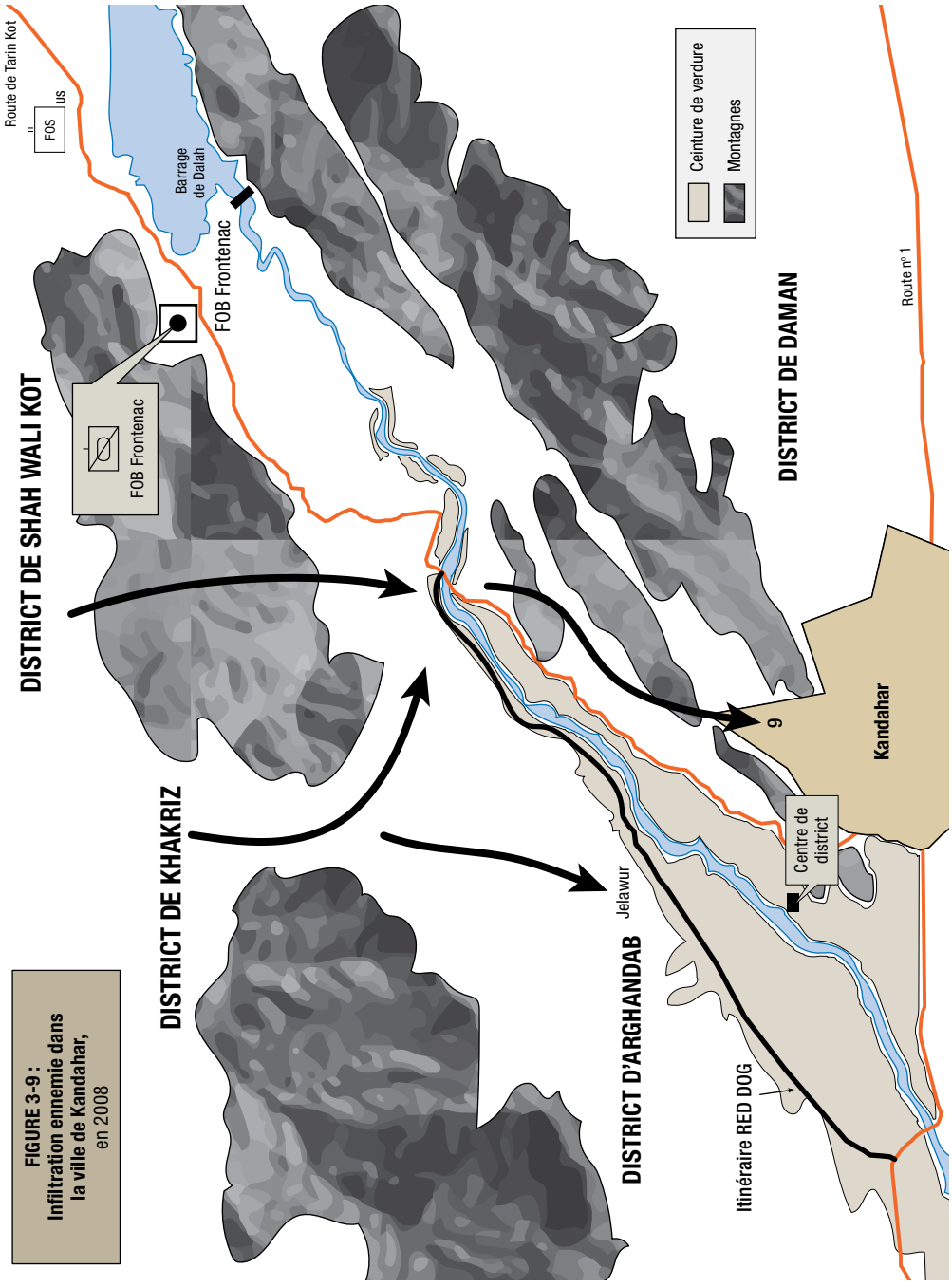


Figure 3-9 : Infiltration ennemie dans la ville de Kandahar, en 2008

occasionnelles de la coalition qui visaient ces cellules, opérations qui étaient aussi assujetties à la primauté de la police. La situation plaisait au quartier général du Bgén Thompson. Pendant que l'état-major menait son étude, le quartier général du CR (Sud) dirigé par le Mgén Lessard se disait préoccupé à l'interne par le fait que tout n'allait pas bien dans la ville de Kandahar. L'état-major du CR (Sud) s'inquiétait de plus en plus de la déstabilisation du district d'Arghandab. Il a été souligné que, « selon certains signes, les dirigeants à Kaboul [voyaient] une menace dans la cohésion et la force des alakozais et [essayaient] de saper la domination de ces derniers […] car, si une faille devait se produire au sein des alakozais, ou si les alakozais se révoltaient contre le gouvernement actuel, l'intention des talibans de dominer la ville de Kandahar risquerait beaucoup plus de se concrétiser[191] » [Traduction]. Citant des données qui révélaient un fléchissement marqué du soutien en faveur du gouvernement dans la ville même, l'étude a souligné que « le gouverneur de la province fait l'objet d'une haine manifeste et que, d'après certains rapports, des familles quittent déjà la ville, et les alakozais se disent mécontents de la façon dont le gouvernement Karzai les traite, en particulier la famille immédiate du président[192] » [Traduction], c'est-à-dire Ahmad Wali Karzai.

Le CR (Sud) voulait de meilleurs renseignements, un tableau à jour des tendances, un accroissement et une amélioration des services de police en tant que priorité, et une étude complète sur la structure d'influence. Ces efforts devaient être liés au quartier général de la FIAS et à sa capacité d'exercer des pressions sur Kaboul : « [Nous devons] passer à l'action maintenant […] nous devons appliquer un mentorat solide […] afin de mettre fin à la corruption qui se propage sans entraves. Cela nécessitera le congédiement sélectif de certaines personnes et des mesures pour bloquer l'influence d'autres intervenants, y compris les intermédiaires locaux du pouvoir. » [Traduction] Le CR (Sud) a conclu que cet effort risquait d'entraîner la perte d'une province telle que l'Helmand, mais que, « si nous et le GIRoA perdons Kandahar, nous aurons alors perdu la guerre[193] » [Traduction].

Le Bgén Thompson n'était pas d'accord. Les principales sources de renseignements suscitaient des doutes sur la question des alakozais. Le Bgén Thompson estimait qu'il n'était pas possible de faire plus pour le moment en ce qui concernait les services de police. Pour ce qui était de la structure d'influence de Kandahar, il a posé pour la forme la question suivante : « Sommes-nous maintenant des faiseurs et défaiseurs de rois? » [Traduction] Par ailleurs, pour ce qui concernait les priorités de l'Helmand par rapport à celles de la province de Kandahar, le commandant de la FO Kandahar a formulé un contre-argument en disant : « Pourquoi toutes les ressources sont-elles dans l'Helmand ou le Zabul? » [Traduction] Enfin, il s'est dit en désaccord avec les planificateurs du CR (Sud) selon qui « nos connaissances et la façon dont nous comprenons [la ville de Kandahar] sont pitoyables » [Traduction]. En effet, le quartier général du Bgén Thompson croyait que la ville de Kandahar

demeurait « en mesure de veiller à sa propre sécurité » [Traduction] et il a concentré ses ressources limitées ailleurs dans les districts. Le quartier général a conservé une approche non interventionniste lorsqu'il s'est agi des jeux de pouvoir dans les milieux politiques de Kandahar[194]. « Mieux vaut le diable que l'on connaît que celui que l'on ne connaît pas! » Cette politique, adoptée en 2006 par le Bgén David Fraser, est demeurée la même.

Le Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est et le PPRAP : le district de Panjwayi en mai et juin 2008

Le Lcol David Corbould et son état-major ont compris, après deux mois d'opérations, que le district de Panjwayi était tout simplement trop grand pour qu'une seule compagnie d'infanterie puisse le couvrir, surtout si celle-ci était coincée dans une infrastructure tactique. La décision a été prise de créer des sous-zones d'opérations : la Compagnie B et l'Escadron B se chargeraient du Panjwayi occidental et du Panjwayi oriental, respectivement. Encore une fois, avec le temps, les deux entités ont compris qu'il fallait accroître la synergie pour affronter la multitude de problèmes dans le Panjwayi. Le Centre interarmées de coordination de district s'est installé à la FOB Ma'Sum Ghar : il appartenait à l'ELMO, et l'ELMOP lui communiquait les renseignements. Il existait des possibilités illimitées de s'affirmer au niveau du district, mais le principal obstacle résidait dans le refus de l'ERP d'envoyer des représentants du MAECI et de l'ACDI à temps plein dans le Panjwayi. Des visites mensuelles sporadiques ne suffisaient pas. Une autre vérité dérangeante s'est manifestée : qu'est-ce qu'un diplomate sait sur la politique municipale et la prestation des services? L'idée du Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée au Panjwayi (PPRAP) [en anglais, WHOPPER] a vu le jour. C'était le nom ironique adopté pour désigner les moyens officieux pris pour coordonner toutes les activités canadiennes et afghanes dans le district, l'Escadron B dirigeant la dotation en personnel du Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est[195]. Les éléments constitutifs du PPRAP comprenaient toutes les entités canadiennes travaillant dans le district, mais surtout, le Centre interarmées de coordination de district, l'ELMOP, l'Escadron B et l'équipe de la COCIM.

Le PPRAP était nécessaire à cause de la détérioration de la relation entre les forces déployées dans le Panjwayi, d'une part, et entre les AM représentés dans l'ERP et la représentante du Canada à Kandahar, d'autre part. La choura du Panjwayi était active, mais elle était divisée en deux factions dirigées par deux hommes, nommément Haji Baran et Haji Agha Lalai Datagiri. Les conseils communautaires ne fonctionnaient pas. L'Assemblée de développement du district faisait des efforts, mais la faction Dastagiri y semait la corruption. Les plans de l'ACDI, qui tentait d'amener le Central Asian Development Group à agir

comme « partenaire indépendant de la mise en œuvre », n'aboutissaient pas. Par conséquent, le Programme national de solidarité était en train d'échouer dans le district. L'ERP a alors interrompu le financement de tous les projets pendant trois mois jusqu'à ce qu'elle repère et jugule les sources de corruption. Le PPRAP a pu obtenir l'aide de l'équipe de la COCIM pour réaliser quelques projets à impact rapide, mais le reste des projets planifiés ne se sont pas concrétisés. Il existait une « liste de projets envisagés » dont la mise en œuvre avait commencé en partie au moment où le financement a été interrompu : une infirmerie, une coopérative vinicole, un service de nettoiement et des travaux d'électrification. Les membres du PPRAP ont été « snobés », pour reprendre leurs paroles, par les AM de l'ERP, et on leur a dit que la représentante du Canada avait décrété que la ville de Kandahar et le barrage de Dahla constituaient les priorités, et non le Panjwayi[196].

En effet, les rapports de l'équipe de la COCIM adressés à l'ERP ont confirmé que le développement faisait problème dans le district :

> [Traduction]
>
> L'ampleur du manque de coordination entre l'ADD et la choura du district est maintenant évidente [aux yeux de l'équipe de la COCIM]. Au cours des trois derniers mois, l'état des relations entre l'ADD, la choura de district et la population du Panjwayi a été manifeste. [L'équipe de la COCIM] n'a encore vu aucun signe attestant qu'un CDC existe […] Le chef de district, Haji Baran, et le secrétaire de la choura, Haji Fazil Mohammad, ne savent pas comment l'ADD et les CDC fonctionnent, quand et où ils se réunissent, à quelles activités ils prennent part et quels projets ils entreprennent[197].

De la sorte, les membres du PPRAP ont été privés de tout levier, et la situation a considérablement réduit la crédibilité du programme auprès de la population et de ses dirigeants capricieux. L'ONU a refusé de traiter avec Baran parce qu'il n'était chef du district qu'à titre intérimaire en raison du fait qu'il ne répondait pas aux critères d'alphabétisme fixés par le gouvernement. Baran et sa clique faisaient constamment l'objet de griefs, les habitants de l'endroit les accusant de détourner l'aide humanitaire destinée à autrui[198]. En juin, le système de gouvernance s'est complètement effondré : « L'assemblée de développement du district, le secrétaire de la choura et deux autres membres de la choura sont en grève et refusent de remplir leurs fonctions tant que la question du choix du chef ne sera pas réglée[199]. » [Traduction] Où était le gouverneur? Où étaient les experts de l'ERP en matière de gouvernance? Pourquoi la tâche de dénouer cet imbroglio complexe a-t-elle incombé au commandant d'un escadron de chars, à un capitaine de l'ELMOP et à un major au Centre interarmées de coordination de district?

Cependant, l'Escadron B n'a pas abandonné ses autres responsabilités. Le « cuirassé » de la FOB, le NCSM *Ma'Sum Ghar* » a continué de prendre à partie les lanceurs ennemis de roquettes et d'obus de mortier dans le quadrilatère opérationnel ELTON[200] avec les chars Leopard depuis leurs positions d'attente, et il a aussi déployé des FRR et protégé des équipes de sapeurs de combat envoyées réparer les routes truffées de cratères causés par des EEI. Ensuite, il y a eu les « Raids sur la rivière », mieux connus sous le nom d'Op ROOM SERVICE et, plus tard, sous celui d'Op MUTAFIQ TANDER, quand des ressources ISTAR lui ont été superposées pour surveiller des objectifs ennemis (voir plus bas). (Voir la figure 3-10)

À ce stade-là, la question dominante consistait à définir la meilleure façon d'organiser le groupement tactique canadien, l'Armée afghane et les mentors canadiens, ainsi que la police afghane et ses mentors canadiens et étasuniens, afin d'améliorer l'état de la sécurité dans le district de Panjwayi. L'inertie engendrée par le nombre mêlant d'organisations a mené à l'impasse chaque fois que la question a été soulevée. Le PPRAP est devenu un mécanisme, mais en général, les progrès ont été lents pendant tout le mois de mai. Tout compte fait, l'Armée afghane ne voulait pas occuper les postes de contrôle de sécurité : elle voulait exécuter des patrouilles et des opérations mobiles contre l'ennemi. Le programme de « perfectionnement ciblé par district » continuait de s'appliquer à la police, et la PNAOC ne voulait pas jouer le rôle d'une infanterie légère.

L'Op TOORA AZADI II, exécutée le 13 mai, a constitué une solution partielle. La compagnie qui occupait le poste fortifié de Mushan devait le quitter et y être remplacée par la 1re Compagnie du 1er Kandak. Deux pelotons de la Compagnie Weapons du 1er Kandak relèveraient la police des PPS d'Haji et de Talukan. La police resterait à Zangabad pour le moment. L'Escadron B a dirigé l'opération avec une équipe de déminage comprenant deux chars Leopard C2 munis de rouleaux, un EBG Badger et une section de sapeurs en tête d'une colonne avançant dans le lit de la rivière Arghandab. Derrière eux venaient quatre « équipes de RP », soit une pour chaque poste fortifié ou PPS. L'équipe de déminage s'avancerait pendant que l'équipe de RP relèverait les forces d'un poste, et ainsi de suite. L'équipe de combat de l'Escadron B s'est mise en laager près de Mushan, a ravitaillé la position, réparé un VBL et un char Leopard, puis elle s'est dirigée vers le sud jusqu'au lit de la rivière Dori, à l'ouest de la jonction du Maywand, du Zharey et du Panjwayi, puis vers le nord à travers Dasht jusqu'à l'Autoroute 1, et elle est finalement rentrée à Ma'Sum Ghar. Au cours de ce mouvement, deux attaques à l'EEI se sont produites, et quelques sapeurs de la COIC ont été blessés, mais il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi[201].

Cependant, la police afghane a refusé d'occuper Zangabad en déclarant que son équipement était défectueux. En même temps, le 1er Kandak n'a pas voulu occuper la position de la « colline des trois chars », au sud de Bazaar-e Panjwayi. Comme le programme de

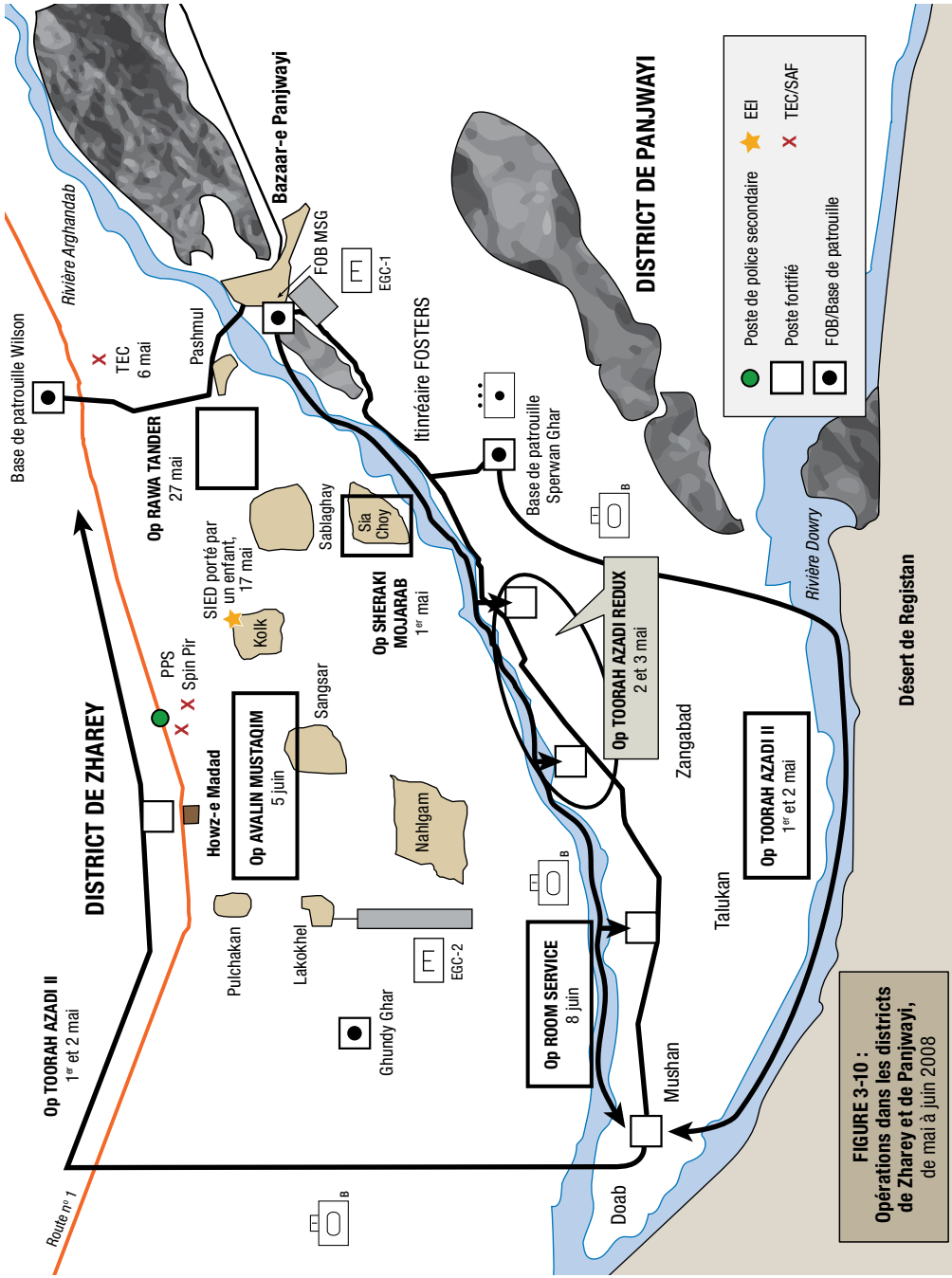


FIGURE 3-10 :
Opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi,
de mai à juin 2008

Figure 3-10 : Opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi, de mai à juin 2008

perfectionnement ciblé par district se poursuivait et vu les problèmes antérieurs liés au chef de district et au chef de police, il n'y avait tout simplement pas assez d'agents de police pour gérer quoi que ce soit à l'ouest de Sperwan Ghar. Le 1er Kandak a abandonné la « colline des trois chars » et a été remplacé par six policiers. En outre, comme l'ennemi exerçait des pressions sur la population de Talukan, les troupes afghanes ne pouvaient pas acheter de pain au bazar. Étant donné le piètre état du système logistique afghan, les mentors canadiens ont dû prendre les choses en main et payer eux-mêmes la nourriture[202].

Afin de s'attaquer à tous ces problèmes, le groupement tactique et l'ELMO ont planifié l'Op TOORAH AZADI REDUX. Cette opération visait à retirer tous les agents de police encore présents dans le Panjwayi occidental et à transformer les postes de police secondaires en avant-postes de combat qui seraient occupés par l'Armée afghane et des mentors canadiens, comme c'était le cas du poste fortifié de Mushan. L'équipe de combat de l'Escadron B a pris la route le 23 mai et s'est rendue aux PPS d'Haji et de Zangabad, a procédé au déminage, remplacé la police à Haji avec une section canadienne et installé un peloton afghan à Zangabad. Toutes les positions ont été ravitaillées en nourriture. Au cours de cette opération, des hélicoptères OH-58D Warrior fournis par les Banshees ont protégé l'Escadron B. Quand la force terrestre est entrée en contact avec l'ennemi, les hélicoptères ont pu repérer des cibles pour les chars Leopard qui ont alors fait feu sur les insurgés munis de GPF et de mitrailleuses PK avec des tirs d'obus de 105 mm. Le convoi terrestre est rentré à Ma'Sum Ghar sans autre incident[203].

À la mi-mai, des anciens de l'endroit ont fait savoir à la choura sur la sécurité du Panjwayi que les nouvelles activités de l'ennemi dans le secteur entre Bazaar-e Panjwayi et Nakhonay les préoccupaient. Les anciens voulaient plus de postes de contrôle le long du tronçon est de l'itinéraire FOSTERS et le long de l'itinéraire LAKE EFFECT et peut-être aussi un poste renforcé de l'Armée afghane près de Nakhonay. Haji Baran a convenu que quelque chose se passait dans ce secteur, mais il a estimé qu'il fallait plus de détails[204]. Le Capt Sheldon Maerz, membre de l'ELMOP, et la police ont donc accru le nombre de patrouilles dans le bazar et dans la partie est de l'itinéraire FOSTERS. Au début de juin, ils ont découvert des EEI posés au nord de Salavat, près du poste de contrôle de Salehan. À ce stade-là, d'autres policiers qui avaient suivi le programme de perfectionnement ciblé par district étaient revenus du Centre d'instruction régional à Herat et, désormais mieux entraînés, ils ont été plus disposés à faire des patrouilles avec l'Armée afghane. Le Centre interarmées de coordination de district a dès lors été mieux à même de gérer les renseignements reçus de la population. Il en a résulté une amélioration des patrouilles dans le Panjwayi oriental, ce qui a permis de recueillir de meilleurs renseignements. En fin de compte, il y avait dans le secteur un accroissement important de l'activité ennemie qui n'avait pas été détecté[205].

Après l'évasion de détenus de la prison de Sarposa en juin, Haji Baran et d'autres chefs membres de la choura sur la sécurité « ont dit éprouver beaucoup d'appréhension au sujet de l'état de la sécurité dans le Panjwayi […] selon les commentaires des habitants de l'endroit, il fallait faire quelque chose au sujet de Nakhonay[206] » [Traduction]. Haji Baran a supplié les équipes canadiennes de la COCIM en ces termes : « S'il vous plaît, faites quelque chose. Il nous faut une opération dans le secteur de Nakhonay[207]. » [Traduction] La situation s'envenimait dans le Panjwayi oriental, et cela touchait aussi le district de Dand, où le calme régnait par ailleurs.

Le Panjwayi occidental a présenté une situation tout autre, presque une guerre différente. Dans le cadre de l'Op ROOM SERVICE/MUTAFIQ TANDAR, l'équipe de combat de l'Escadron B a ravitaillé le poste fortifié de Mushan et les avant-postes de combat le long du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, le 8 juin. L'opération s'apparentait à l'Op TOORA AZADI II quant à son exécution, sauf que, cette fois, un char Leopard a heurté un EEI près de Talukan, et les rouleaux d'un autre char ont fait exploser une mine. Des fouilles ont révélé la présence d'autres EEI dans les zones de déminage éventuelles, pendant que des hélicoptères OH-58D Warrior prenaient à partie un ennemi en train de fuir[208].

Selon le Maj Lane, commandant de la Compagnie B, « à la fin du printemps, c'était comme si quelqu'un avait actionné l'interrupteur. Nous sommes passés d'un petit nombre de contacts avec l'ennemi à une flambée d'attaques! Boum! Il y a la guerre[209]! » [Traduction] Dans le Panjwayi, l'état des effectifs était si mauvais, et la situation était tellement irrationnelle que la décision a été prise de déployer la Compagnie B à Talukan, à Zangabad et à Haji. L'été venu, les pelotons canadiens qui occupaient les anciens postes de police secondaires (désormais appelés « avant-postes de combat ») le long de l'itinéraire FOSTERS ont dû être ravitaillés régulièrement; or, sans hélicoptères canadiens, cela s'est avéré problématique. Chaque peloton s'est trouvé à faire ce qui équivalait à une mini-guerre distincte qui lui paraissait non reliée à l'ensemble du combat. Il faisait chaud, et c'était un travail dangereux qui consistait à exécuter des patrouilles à pied et à établir des rapports avec la population.

Par exemple, le peloton de l'avant-poste de combat de Zangabad, commandé par le Lt Reg McMichael, a appris que des éléments criminels lourdement armés faisaient complément à des combattants talibans locaux, ou leur facilitaient la tâche, et que d'autres combattants étaient venus de l'extérieur. Ces derniers avaient parfois leur propre « ELMO » composée de combattants afghans ou non afghans expérimentés. En une occasion, deux chefs ennemis ont été entendus en train de converser en russe, ce qui a porté à croire à la présence de Tchétchènes, tandis que d'autres combattants étrangers s'exprimaient en anglais avec un accent pakistanais. Les chefs ennemis dans le secteur veillaient à se déplacer sans arme et à se faire accompagner d'enfants partout où ils allaient[210].

La population dans les environs de Zangabad a été effrayée par la présence des quatre types d'ennemis, mais elle s'est rappelé les jours où, en 2006, les talibans et leurs alliés « avaient été fauchés à Sperwan Ghar » [Traduction]. Après que le peloton canadien eut affirmé sa présence, réduite il est vrai, et démontré publiquement que les dirigeants locaux ne l'intimidaient pas psychologiquement, d'abondants renseignements lui ont été communiqués sur les mouvements et les activités de l'ennemi. En effet, un facilitateur à tendance criminelle a changé de camp après avoir constaté que les Canadiens ne partaient pas, et il est devenu informateur[211].

Le Maj Lane a fait valoir après coup que c'était une guerre de guérilla et non une lutte anti-insurrectionnelle : « Il n'y avait AUCUN projet de développement ou de reconstruction. Le contexte ne s'y prêtait pas. Nous n'arrivions pas à autonomiser la population locale [à l'ouest de Sperwan Ghar][212]. » [Traduction] La Compagnie B a occasionnellement reçu l'ordre d'effectuer des patrouilles de l'autre côté de la rivière dans Sia Choy avec la 2e Compagnie du 1er Kandak et des mentors canadiens afin d'inciter les ennemis à « bavarder » et d'arriver ainsi à les repérer. Le 2 juin, cette force a franchi la rivière Arghandab et est immédiatement entrée en contact avec une force d'insurgés faisant feu depuis quatre positions différentes. Comme l'appui-feu était limité et que le soutien des UAV diminuait à mesure que l'heure avançait, la force a fini par subir des pertes causées par une mine ou un EEI : quatre Canadiens et deux Afghans ont été touchés. Le Sgt Martin Côté, bien que souffrant d'une commotion, a tout de même réussi à trier les blessés et à ordonner un retrait, tout en combattant. L'ennemi a reçu des renforts de Burmohammad sans avoir eu recours aux communications radio, ce qui a rendu la situation encore plus ambiguë[213]. Le Capt Richard Leary de la Compagnie B faisait partie des blessés. Le Cpl Brent Gallant, un assistant médical, a couvert le Capt Leary de son corps tout en s'efforçant de le maintenir en vie, mais le Capt Leary est mort de ses blessures. Les interventions du Cpl Gallant et du Sgt Côté leur ont valu d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

Les opérations dans le district de Zharey, en mai et juin 2008

La FO Zharey, avec son assortiment éclectique de kandaks, de membres de l'ELMO et de l'ELMOP et d'autres éléments d'appui, a poursuivi ses opérations jusqu'en mai. Le matin du 1er mai, les troupes exécutant l'Op SHERAKI MOJARAB ont envahi Sia Choy. L'Armée afghane et les mentors de l'ELMO ont bouclé la localité, pendant que la Police afghane en uniforme (nouveau nom de la Police nationale afghane), les membres de son ELMOP, ses mentors étasuniens et la Direction nationale de la sécurité traitaient 160 citoyens. Cinq d'entre eux ont été identifiés comme étant des insurgés et ont été détenus. Aucun coup de feu n'a été tiré, et l'artillerie, mise en état d'alerte, n'a pas eu à intervenir[214]. (Voir la figure 3-10)

Les patrouilles ont continué d'aller plus loin à partir de Pulchakan, et certains projets de l'équipe de la COCIM ont été menés dans le bazar d'Howz-e Madad. Une grande choura convoquée avec le chef de district a abouti à un accord portant sur l'établissement de deux postes de police, soit un à Senjaray et l'autre à Makuan. Les équipes de la COCIM de l'ERP ont poursuivi leurs évaluations, mais le 6 mai, une de ces équipes a été ciblée par des tirs d'armes légères et une GPF. Elle a riposté, et l'ennemi a semblé quitter le secteur, mais quand la FRR est arrivée de la BP Wilson, elle a essuyé des tirs nourris provenant de trois côtés, soit du sud, du sud-ouest et du sud-est. La patrouille de l'ERP, commandée par l'Adj David Schultz, a manœuvré et s'est sortie de cette embuscade en ripostant, pendant que le Cplc Paul Rachynski et le Cpl Anthony Rotondi fournissaient des tirs de couverture et des soins médicaux aux blessés. Leurs actions leur ont valu d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire, et l'Adj Shultz a reçu l'Étoile de la vaillance militaire. Les forces ont rompu le contact et sont retournées à la BP Wilson. Le Cpl Michael Starker, un assistant médical de l'ERP, a succombé à ses blessures[215].

L'équipe de la COCIM avait du mal à progresser dans le Zharey. Quand l'EGC 2 a cherché à embaucher des habitants de l'endroit pour travailler à la construction de l'itinéraire LANGLEY, les chefs locaux n'ont pas réussi à intéresser un nombre suffisant de personnes au projet. Comme le chef de district partait en congé pour la majeure partie de mai et que son adjoint était nul ou presque, la FO Zharey a affirmé que « l'absence des représentants pangouvernementaux à la FOB Wilson limite sensiblement la mise en œuvre d'une stratégie multidimensionnelle " Sécuriser-Tenir-Construire " pour stabiliser le Zharey[216] » [Traduction]. Pure coïncidence, le greffier du Conseil privé, Kevin Lynch, est venu en visite deux jours plus tard à la FOB Wilson, où l'équipe s'est plainte du fait que les représentants des AM refusaient d'aller là où leur présence était nécessaire : « Les lacunes actuelles relativement aux effets pangouvernementaux tangibles dans le Zharey ont été définies en détail. » [Traduction] Trois jours après cela, des représentants de la MANUA, du MAECI et de l'ACDI provenant de l'ERP sont arrivés à la FOB Wilson pour tenir des discussions préliminaires sur l'élaboration d'un plan de développement pour le district[217].

Le Maj Bob Ritchie voulait ce qui suit :

[Traduction]

> créer une ligne de pointillés nette entre les personnes avec qui vous travaillez autour des postes de police secondaires, parce qu'elles profitent d'une sécurité plus grande et qu'elles ont par conséquent des possibilités de mener des projets de développement et de gouvernance.

> Ainsi, vous renforcez progressivement la bonne volonté et vous intégrez des acteurs fiables dans votre cercle; quand ils commencent à façonner vos opérations de sécurité par le biais du renseignement, les points noirs s'agrandissent progressivement là où l'autonomie s'affirme dans les grands secteurs. Le problème a résidé dans le fait que, quand les insurgés sont intervenus, nous n'avons pas pu atteindre bon nombre de ces objectifs ambitieux parce que nous tentions de poursuivre les opérations[218].

Le secteur de Kolk a suscité des problèmes, surtout après que la police a abandonné le PPS de l'endroit. Le 17 mai, 17 Canadiens (des membres de l'ELMO et de l'équipe des OPPSY et une équipe de CIFA), 16 soldats de l'Armée afghane et trois interprètes sont entrés dans le secteur de Kolk pour y exécuter une série de patrouilles afin de réaffirmer la présence de la coalition. Un garçon de 12 ans, conduit par un homme âgé, s'est avancé jusqu'à la patrouille. L'homme âgé est parti, et le garçon a fait exploser la bombe qu'il portait sur lui. Un soldat afghan a été tué sur-le-champ, et deux Canadiens et un autre soldat afghan ont été blessés[219]. Les critiques canadiens de la mission en Afghanistan n'ont prêté aucune attention à cet incident atroce, mais ils ont continué à mettre l'accent sur le dossier des détenus.

La FO Kandahar a essayé de se concentrer sur le projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY. L'idée de relier l'Autoroute 1 à Mushan dans le district de Panjwayi s'est heurtée aux réalités géographiques. Le 2e Kandak a exécuté l'Op ARAM OKAB [Aigle silencieux] pour dégager un secteur près d'Abdullahkhan et y établir un nouveau poste fortifié. Quand les sapeurs canadiens sont arrivés, ils ont constaté qu'ils ne pouvaient pas y construire une base à cause de la nappe phréatique élevée. En outre, il a été établi que l'itinéraire LANGLEY « ne pouvait pas » supporter le matériel lourd. Dix véhicules se sont enlisés pendant l'Op ARAM OKAB[220]. Compte tenu en outre de l'incapacité d'intéresser la population locale au projet, ce qui était en revanche lié aux problèmes de sécurité et à l'intimidation, l'EGC 2 a été obligée d'abandonner la partie, et le projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY a été mis en suspens[221].

L'ennemi était de plus en plus attiré à Spin Pir, localité désormais surnommée « Spin TEC », où il a tendu de plus en plus d'embuscades aux véhicules circulant sur l'Autoroute 1. L'ennemi a eu droit à une réaction forte et inattendue! Le 28 mai, les mentors de l'ELMO sont tombés dans une embuscade et ont essuyé des tirs d'armes légères et de GPF. Deux équipes de la COCIM et deux pelotons d'infanterie embarqués dans des VBL III ont riposté vigoureusement et dirigé des tirs nourris vers les positions des insurgés au sud de la route. Un hélicoptère OH-58D des Banshees s'est amené sur les lieux et a vidé sa nacelle de roquettes et sa mitrailleuse de calibre .50 en direction de l'ennemi. Des obusiers M-777 ont lancé des projectiles fumigènes qui ont permis aux Canadiens de s'extraire de l'endroit[222].

Les préoccupations continues du CR (Sud) concernant l'Autoroute 1 et les EEI ont entraîné la mise à exécution de l'Op ARAM TANDER [Tonnerre d'argent] à la mi-mai. Des ressources affectées aux entités ISTAR supérieures et aux opérations spéciales ont été cédées au CR (Sud) pour qu'il cible les réseaux de poseurs d'EEI agissant dans le Zharey et le Panjwayi. Avec le CRTS, le CR (Sud) a adopté un concept d'opérations qui ajoutait ces forces à celles déjà affectées à des opérations existantes, de manière à repérer les poseurs d'EEI et, s'il était possible de le faire, à frapper les fabricants de ces engins avec des forces d'opérations spéciales. Parallèlement, la FO Kandahar et le groupement tactique ont employé des données collatérales sur les commandants ennemis pour les cibler avec leurs ressources[223]. L'imminente Op RAWA TANDER a été menée dans le cadre de l'Op ARAM TANDER.

Un nouveau kandak est arrivé à la fin du mois : le 3e Kandak a remplacé le 2e Kandak. La nouvelle unité a conservé l'organisation existante : des compagnies ont été postées à Howz-e Madad, à la FOB Wilson et à Pulchakan, et un peloton a été installé à Ghundy Ghar. La relève sur position s'est achevée juste à temps pour l'Op RAWA TANDER.

À ce stade-là, le Bgén Thompson voulait sortir ses forces de la FOB Frontenac et accroître les opérations du groupement tactique dans le district de Zharey (voir plus bas). Afin de définir la présence ennemie susceptible de menacer les objectifs planifiés en matière de développement dans le secteur de Pashmul, la Compagnie C et une compagnie afghane du 1er Kandak ont lancé une opération d'une journée appelée RAWA TANDER [Tonnerre constant] dans le secteur de Burmohammad[224]. Au cours du regroupement ayant mené à l'Op RAWA TANDER, toutefois, le véhicule du Maj Grubb a été la cible d'un EEI placé dans un véhicule pour attentat-suicide tandis qu'il traversait la ville de Kandahar. Quatre Canadiens ont alors été blessés, y compris le Maj Grubb[225].

Un des pelotons de la Compagnie C et la 3e Compagnie avec ses mentors sont allés vers l'ouest en direction de Burmohammad à partir de l'itinéraire SUMMIT, après 6 h, le 27 mai. Une section d'insurgés a fait feu depuis une position dissimulée, mais elle a été supprimée par des tirs d'armes de 25 mm quand des missiles montés sur un UAV et un véhicule aérien Reaper ont été lancés. La situation s'est répétée deux autres fois au cours du trajet. Les unités ont dégagé deux enceintes, appelées « objectifs MEADOWS et LARKHILL ». Le lendemain, un autre peloton de la Compagnie C, accompagné cette fois par la 2e Compagnie et ses mentors, s'est déployé à pied depuis la FOB Wilson et est entré dans l'objectif WAVERLY. Là, ils ont essuyé des tirs sporadiques d'armes légères suivis de GPF au cours de cinq contacts distincts. L'ennemi recourait à des « tirs à la dérobée », puis il disparaissait, pendant qu'en même temps, les ressources ISTAR observaient l'ennemi en train de se renforcer. Un hélicoptère OH-58D Warrior couvrant le flanc ouest a surpris à découvert une équipe d'insurgés à motocyclette armés de mitrailleuses PK qui s'amenait en renfort. Environ sept ennemis ont été tués[226].

Le lendemain, les compagnies canadiennes et afghanes se sont regroupées à la FOB Ma'Sum Ghar. Le peloton de reco a dirigé les forces débarquées qui sont entrées dans les objectifs WESTMAN et PARKDALE, après avoir franchi la rivière Arghandab depuis les lieux de l'Op MOSQUE, vers 0400 du matin. Une équipe de quatre hommes munis de canons sans recul de 82 mm a ouvert le feu depuis l'objectif PARKDALE, mais des éléments d'appui aérien rapproché l'ont éliminée. De nouveau, deux autres groupes de combattants ennemis munis d'armes légères et de GPF ont ouvert le feu sur les pelotons de la Compagnie C, ce qui a entraîné une riposte sous la forme de tirs d'obusiers M-777 et de missiles Hellfire lancés par des UAV volant dans les environs. Ces combats ont fait environ 18 blessés chez les insurgés, et 18 autres ont été tués, dont un commandant taliban. À 1430, les affrontements étaient terminés et l'ennemi avait fui le secteur. Le manque d'eau et la chaleur intense ont rendu toute poursuite impossible, mais des fabriques d'EEI ont été découvertes à l'objectif WESTMAN. Les forces sont rentrées à leurs bases respectives[227]. Les rapports ISTAR ont précisé ce qui suit : « La détermination des insurgés à tenir le secteur défensif de Pashmul [près de] Mollyan Burmohammad est évidente. Malgré les pertes subies au cours des combats de ce matin avec le groupement tactique, l'appareil de commandement et contrôle des insurgés demeure robuste, et les insurgés ont hâte d'aller au combat[228]. » [Traduction]

Le CRTS a établi que le commandant taliban Kaka Abdul Khaliq était revenu à Pashmul et qu'un de ses acolytes, le mollah Abdul Razzaq, avait amené avec lui des combattants du Waziristan. Ces combattants de l'extérieur avaient du mal à naviguer dans le Zharey, ce qui a accru leur vulnérabilité aux éléments d'appui aérien rapproché de la coalition[229]. À la lumière des renseignements issus de l'Op ARAM TANDER par le biais de l'Op RAWA TANDER, le CRTS a pu circonscrire le territoire du réseau Razzaq dans le secteur de Pashmul et voir comment il était relié aux autres cellules dans le Zharey et le Panjwayi. Haji Salim, commandant des talibans dans le district de Panjwayi, a été identifié et tué le 3 juin, par exemple, à cause de ses liens avec le réseau Razzaq, tandis que d'autres tels que Sadiq Agha (commandant opérationnel suprême de tout le Zharey et le Panjwayi), Khan Agha (facilitateur du système de production et d'emploi des EEI dans ces deux districts) et Jabar Agha (commandant des équipes de poseurs et de fabricants d'EEI dans la ville de Kandahar et les environs) ont été repérés et pistés[230].

Les événements survenus les 3 et 4 juin ont fait réfléchir toutes les personnes qui travaillaient dans le Zharey. Le 3 juin, une petite force ennemie a tendu une embuscade à une patrouille afghane et à ses mentors canadiens. Quand les membres de la patrouille ont débarqué, ils ont constaté que la surface du terrain était piégée avec des EEI. Un engin a explosé et a gravement blessé quatre soldats afghans. Le Sgt Joe Côté, qui avait subi une commotion grave, a prodigué les premiers soins aux blessés. La patrouille n'a pas pu se replier;

par conséquent, le Sgt Côté a continué de s'occuper des blessés pendant que la fusillade faisait rage autour de lui. Finalement, les chefs de la patrouille ont organisé un retrait au combat, et le Sgt Côté a continué à soigner les blessés pendant que la patrouille se repliait sous le feu ennemi. Ses efforts lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Le 3e Kandak a décidé de lancer avec la 3e Compagnie et ses mentors canadiens l'Op AVALIN MUSTAQIM [Première frappe], qui équivalait à une patrouille de dégagement allant d'Howz-e Madad jusqu'au secteur de Sangsar. Dès que la force a franchi sa ligne de départ, elle est immédiatement entrée en contact avec l'ennemi au sud-est du poste fortifié alors qu'elle était plus ou moins en terrain découvert. L'officier commandant le kandak n'a pas été capable de réagir ou de diriger la force avec efficacité, et la compagnie a commencé à essuyer des tirs exécutés depuis les quadrants nord-est, est, sud et sud-est et provenant de tous les systèmes d'armes dont l'ennemi disposait, aussi bien les mortiers que les canons sans recul. Les mentors canadiens ont constaté que les ennemis utilisaient des tirs simples et qu'ils produisaient « un feu discipliné, intense et efficace ». Les pertes ont commencé à s'accumuler chez les Afghans. Le Capt Jon Snyder a pris le commandement, a ordonné aux troupes afghanes de récupérer les blessés, a demandé une évacuation sanitaire et a planifié une extraction. Le Cpl J.D. Ball a pris deux hommes avec lui pour trouver un chemin par lequel la force pourrait s'extraire de là, pendant que le Capt Robert Peel, le Cpl Carey Baker et le Cpl Steven Bancarz dirigeaient le retrait au combat sur le chemin tracé par le Cpl Ball. Tous ces hommes ont plus tard été décorés de la Médaille de la vaillance militaire pour avoir sauvé la 3e Compagnie. Cette manœuvre a été appuyée par la Compagnie Weapons au poste fortifié, et des hélicoptères OH-58D sont arrivés sur les lieux et ont couvert l'évacuation sanitaire avec leurs mitrailleuses de calibre .50. En définitive, « [les] insurgés ont pris le contrôle d'un important morceau de terrain depuis [la fermeture du poste fortifié de Sangsar et du PPS de Kolk]. Ils disposent d'une immense liberté de mouvement, et leur degré de coordination est fort inquiétant, tout comme l'habile emploi de leurs armes[231]. » [Traduction]

Les Canadiens et les Afghans ont continué à patrouiller dans le Zharey, mais ils ont dû avoir l'appui d'une puissance de feu « sur commande » de plus en plus grande. Le nombre des patrouilles nocturnes a été augmenté pour déséquilibrer l'ennemi autant que possible. Malheureusement, le Capt Jon Snyder, qui avait si vaillamment inspiré les soldats afghans et dirigé l'extraction de la 3e Compagnie afghane pendant l'Op AVALIN MUSTAQIM, est tombé dans un puits [*karez*] profond au cours d'une patrouille de nuit; après que des mesures héroïques eurent été prises pour le sortir du puits, il est décédé le 7 juin.

Le combat tactique en profondeur et le Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar

Comme nous l'avons déjà vu, des relations officieuses entre les unités d'UAV étasuniennes et les unités canadiennes existaient depuis l'époque de la FO Orion en 2006, quand des moyens improvisés avaient été utilisés pour permettre à des officiers observateurs avancés canadiens de guider des « tirs » de missiles Hellfire sur des objectifs de précision particuliers. En 2007, les UAV canadiens et étasuniens étaient employés de façon interchangeable aux fins de la surveillance dans la province de Kandahar. À la fin de 2007, des opérateurs d'UAV étasuniens armés ont travaillé de concert avec la FO Kandahar pour observer et supprimer les « équipes ennemies de poseurs d'EEI ». Une relation officieuse entre le 451e Groupe expéditionnaire aérien (AEG) des Forces aériennes des États-Unis [U.S. Air Force] et le quartier général du Bgén Laroche a été renforcée en janvier avec l'arrivée du Col Trey Turner des Forces aériennes des États-Unis. Collaborant avec le groupement tactique canadien, le 451e Groupe a facilité le contrôle de 33 attaques avec des UAV MQ-9 Reaper et de cinq attaques avec des MQ-1 Predator exécutées par le Centre d'opérations tactiques du groupement tactique, entre janvier et juin 2008. Cela a équivalu à la moitié des attaques effectuées avec des appareils MQ-1 et MQ-9 dans tout l'Afghanistan au cours de cette période[232].

Le Col Turner a ordonné que tout « temps résiduel d'utilisation des véhicules Predator » [Traduction] soit cédé au groupement tactique pour qu'il s'en serve dans la zone d'opérations des Canadiens. Plusieurs raisons expliquaient cet ordre. D'abord, le Col Turner voulait prendre part au combat, et le combat se trouvait dans la province de Kandahar. Ensuite, en raison des contraintes techniques, de nombreuses opérations des UAV étaient limitées aux missions à observation directe, contrôlées depuis Kandahar. La zone d'opérations canadienne se situait à l'intérieur de la portée ainsi définie. Troisièmement, jusqu'à ce que le Bgén Thompson arrive en mai et qu'il réorganise les choses, le GT du 2 PPCLI a été « pris au piège dans l'IT » et il ne disposait alors d'aucune capacité pour manœuvrer au-delà de ses positions[233].

C'est ce dernier point qui a capté l'attention du Lcol Corbould et de son officier des opérations, le Maj Jay Adair. Le GT du 2 PPCLI devait avoir les moyens d'observer subrepticement les secteurs où il ne pouvait être présent, et d'y exécuter des frappes. Le TUAV Sperwer pouvait observer le terrain, mais les ressources d'attaque, c'est-à-dire les vecteurs de l'appui aérien rapproché « rapide » ou l'aviation (les hélicoptères), n'étaient pas nécessairement libres quand il le fallait. Ces considérations ont débouché sur la notion de « combat tactique en profondeur » [Traduction] (ce que la rotation précédente avait appelé « combat en profondeur »)[234]. Le Col Turner a fait installer un câble à fibres optiques

relié au Centre d'opérations tactiques du GT du 2 PPCLI afin de « le tenir au courant de la situation » [Traduction], pendant que le Maj Adair collaborait avec le Maj Louis Hamel, un pilote de CF-18 du Commandement aérien devenu contrôleur interarmées de la finale de l'attaque, pour établir des tactiques, techniques et procédures[235].

Pillant la méthodologie des forces d'opérations spéciales, le groupement tactique a élaboré des tactiques qui ont comporté, par exemple, l'envoi d'avions à réaction ou d'hélicoptères pour faire beaucoup de bruit, dans l'espoir d'inciter l'ennemi à se cacher. Ensuite, un véhicule MQ-9 Reaper s'est amené et a décrit sans bruit des cercles dans le ciel à la verticale des lieux, tout en « surveillant impassiblement » les endroits où l'ennemi s'était sans doute réfugié. Après le départ des avions et des hélicoptères, l'ennemi est sorti de sa cachette. Une fois faite l'identification catégorique, ces ennemis ont été pris à partie avec les armes du véhicule MQ-9. Dans le cadre d'autres opérations, les UAV ont observé et « supprimé » les sentinelles ennemies d'alerte avancée, avant l'exécution des opérations terrestres, pour procurer au groupement tactique un élément de surprise supplémentaire. De telles opérations pouvaient être menées de jour ou de nuit, et elles avaient lieu d'habitude dans le Zharey et le Panjwayi, dans des zones que les forces coalisées terrestres ne pouvaient occuper et où elles ne pouvaient patrouiller. Des procédures rigoureuses ont été adoptées, en consultation avec le conseiller juridique du groupement tactique, pour éviter que des civils soient tués. Le commandant, le Lcol Corbould, ou son adjoint, le Maj Stephen Joudrey, avaient le pouvoir de donner l'ordre de « faire feu ». La devise de l'équipe des combats tactiques en profondeur, au Centre d'opérations, est devenue : « L'erreur nous est interdite[236]. » [Traduction]

Il est impossible de décrire ici chaque combat tactique en profondeur. De mars à septembre 2008, le GT du 2 PPCLI a exécuté 93 attaques qui ont tué des insurgés dont le nombre confirmé s'est établi à 400, sans qu'il y ait de pertes chez les civils[237]. La majorité de ces attaques ont eu lieu dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Les combats tactiques en profondeur ont eu plusieurs effets. Tout d'abord, ils ont donné un élan au groupement tactique pendant qu'il était « pris au piège dans l'IT » [Traduction]. Ce dernier a pu infliger de lourdes pertes aux insurgés dans un contexte à faible risque, tout en obtenant un haut rendement; ce résultat a nui à la capacité de l'ennemi d'exécuter de grandes opérations telles que celles de 2006. L'automne 2008 venu, les insurgés étaient suffisamment intimidés pour ne pas se déplacer en groupe de plus de cinq personnes, et ils prenaient soin de dissimuler leurs armes dans des couvertures et d'autres enveloppes afin de ne pas se faire identifier catégoriquement et de ne pas être supprimés. L'usure des effectifs insurgés a en général réduit leur capacité d'intervenir de façon soutenue dans les deux districts, et cela a sans doute atténué une pression qui se serait autrement exercée sur l'infrastructure tactique vulnérable.

Source : Auteur

L'absence de véhicules aériens armés canadiens sans pilote a obligé la Force opérationnelle Kandahar à établir des relations officieuses avec les unités d'UAV étasuniennes. Dans de nombreux cas, les véhicules Predator MQ-1 qui rentraient de mission encore chargés de leurs armes ont été cédés au groupement tactique ou aux contrôleurs aériens avancés de la Force opérationnelle Kandahar pour qu'ils s'en servent contre des objectifs inopinés.

Le torpillage de la structure de commandement ennemie, au moyen du ciblage concentré de ses chefs, a revêtu une importance déterminante. C'était normalement là un domaine propre aux forces d'opérations spéciales. La stratégie consistant à tuer les chefs ennemis les plus expérimentés, de manière qu'une génération de chefs moins compétents et portés à commettre des erreurs leur succède et qu'ils soient ensuite plus faciles à éliminer, n'était pas nouvelle en Afghanistan. Cependant, la FO Kandahar avait maintenant la possibilité d'adopter un processus semblable dans sa zone d'opérations, sans être gênée par les problèmes de coordination qui avaient existé entre les forces d'opérations spéciales et de la FIAS et les autres FOS. Avec le temps, le CRTS a voulu se servir du nouveau processus pour cibler des chefs insurgés extrêmement pénibles. La question qui se posait était celle de savoir dans quelle mesure cela différait de la suppression d'insurgés ordinaires dans l'environnement opérationnel où le groupement tactique ne pouvait pas se rendre. Ensuite, le Centre d'opérations de la province, au sein de la FO Kandahar, a voulu contrôler le processus et le relier à l'Op ARAM TANDER – la lutte contre les EEI fondée sur le renseignement. À l'été de 2008, de nombreuses questions demeuraient sans réponse en matière de contrôle et de coordination.

Source : Auteur

La fructueuse relation officieuse entre les unités canadiennes et étasuniennes de véhicules aériens sans pilote, à l'aérodrome de Kandahar, a entraîné une coopération plus structurée. Les UAS MQ-9 Reaper comme celui-ci, équipés de bombes de 500 livres et de missiles Hellfire, ont régulièrement appuyé des opérations terrestres canadiennes. Le véhicule Warrior Alpha des Forces terrestres étasuniennes — leur version du véhicule Reaper — a été employé pour identifier et supprimer les équipes ennemies de poseurs d'engins explosifs improvisés qui ciblaient les forces canadiennes.

Le système de combat tactique en profondeur, tel qu'il avait été créé au début de 2008, reposait cependant sur les personnalités, et c'était un outil officieux. Avec le temps, il a attiré l'attention du secrétaire d'État à la Défense des États-Unis, M. Robert Gates, qui a envoyé une équipe examiner les activités du GT du 2 PPCLI et celles du 451e Groupe expéditionnaire aérien. En fin de compte, il a approuvé rétroactivement l'ensemble du système adopté. Entre-temps, toutefois, la relation officieuse avait été entretenue en partie par l'intermédiaire du Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar, un groupe d'aficionados canadiens et étasuniens amateurs de cigares qui se réunissait toutes les semaines. Le successeur du Col Turner, le Col Ted « Oz » Ozowski, en était membre, tout comme le commandant adjoint de la FO Kandahar, le Col Jamie Cade, entre autres dignitaires. Outre le combat tactique en profondeur, toute une gamme d'autres questions canadiennes et étasuniennes qui nécessitaient une harmonisation ont fait l'objet de discussions à l'amiable dans ce contexte, ce qui a profité à tout le monde[238].

Les quadrilatères de stabilisation

En perte de vitesse dans d'autres secteurs à la fin de mai, le Bgén Thompson a cherché des moyens de rester engagés dans le combat et de reprendre l'initiative sur les fronts de la reconstruction et du développement, qui étaient dans l'impasse[239]. Rappelons que le quartier général Laroche avait cerné des « bulles de stabilité » [Traduction] et cherché des façons de les sécuriser tard au cours de sa rotation (Op SHNA DARA). Ce concept n'a pas été adopté totalement, en partie faute d'une contribution des AM et en partie à cause du moment de la relève sur position au sein de l'ERP, quand le Lcol Chamberlain a transmis le relais au Lcol Woodworth. Le plan SHNA DARA original comportait l'établissement de trois quadrilatères opérationnels non reliés entre eux dans le Zharey. En examinant la situation, le Lcol Fraser Auld et les autres planificateurs de la FO Kandahar ont estimé que, s'ils concentraient les ressources dans un seul quadrilatère et qu'il superposait ce dernier dans une zone clé sur les plans géographique et social, ils pourraient susciter des effets positifs dans les trois domaines d'activité (lignes d'opération) : sécurité, gouvernance et développement.

Les décideurs ont choisi de mener l'Op SHNA DARA II dans le secteur de Pashmul dans le district de Zharey. Senjaray représentait une autre possibilité, mais sous Habibullah Jan, cet endroit était considéré comme étant capable d'assurer sa propre sécurité. « Nous étions en partie responsables de son état (Op MEDUSA); nous pouvions y venir facilement (Itinéraire SUMMIT); l'endroit avait l'appui de deux de nos postes clés (Wilson et Ma'Sum Ghar); c'était un nœud et un chemin de transit clés pour les insurgés. En outre, les équipes de la COCIM pouvaient s'y amener, les entrepreneurs locaux étaient disposés à y travailler (avec le soutien de forces de sécurité militaires), tout comme le Central Asian Development Group, selon les rapports[240]. » [Traduction]

L'Op SHNA DARA II a été perçue au début comme une action qui « intensifiait l'effort TENIR » [Traduction] dans le district de Zharey, mais à mesure que le temps passait, il est devenu clair que les Canadiens et les Afghans ne tenaient pas le district. Pendant la planification de l'opération, l'expression « par gros morceaux » a commencé à être utilisée dans les cellules de planification. S'inspirant de la stratégie originale sur la ZDA, selon laquelle chaque district était assujetti au concept « Dégager-Tenir-Construire », les planificateurs ont envisagé d'appliquer ce dernier au niveau des sous-districts. En d'autres mots, il s'agissait de « dégager, tenir et construire » le district par secteurs gérables en y appliquant les ressources « par gros morceaux » au lieu, disons, de reproduire l'Op BAAZ TSUKA qui, en 2006, avait été exécutée à l'échelle de tout le district et mis l'accent sur le dégagement, tout en favorisant des projets de COCIM (voir le volume I). (Voir la figure 3-11) L'approche des quadrilatères de stabilisation était conçue pour les zones contestées. Le premier test allait avoir lieu dans le cadre des opérations NOLAI et ISTINGA SANGA.

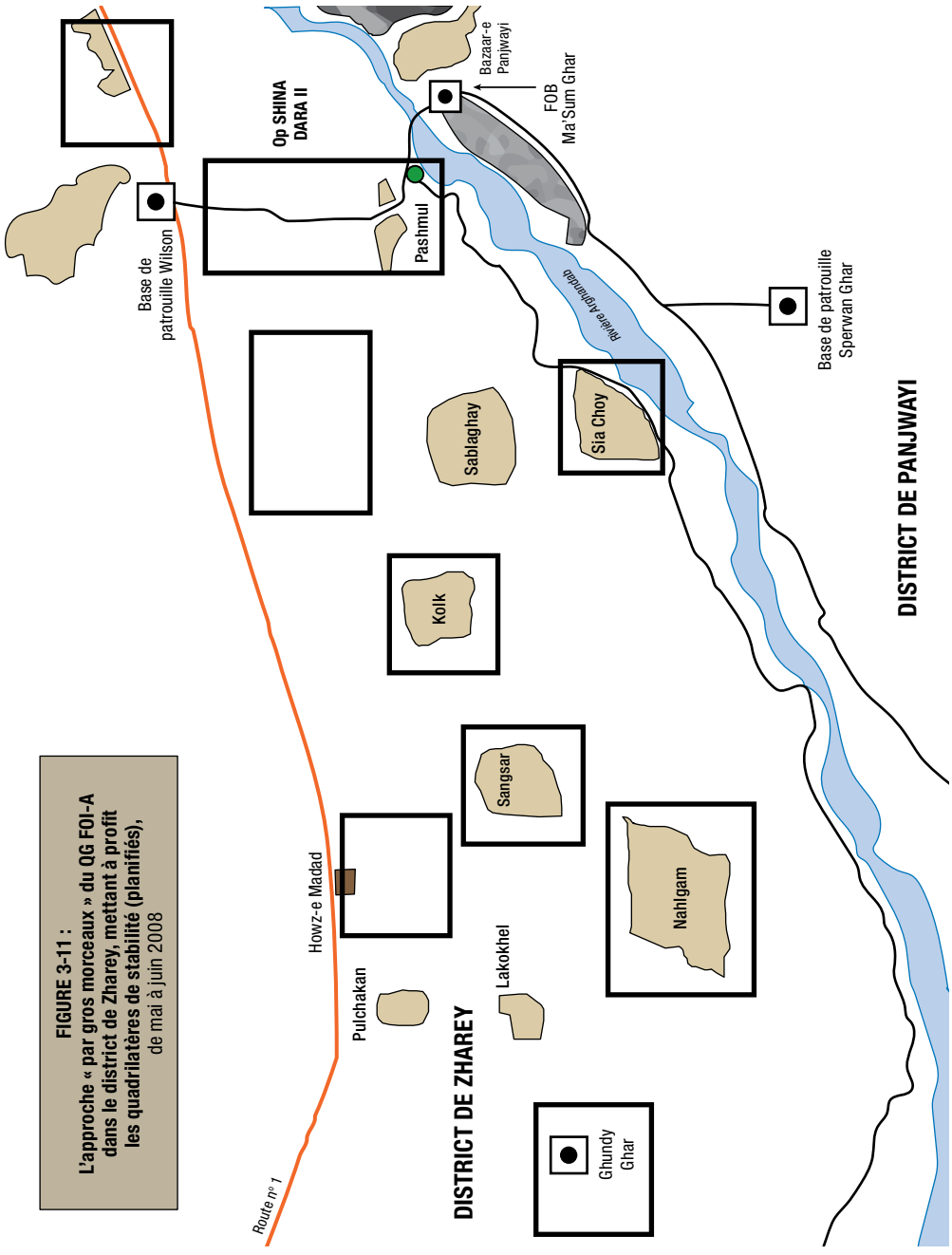


FIGURE 3-11 :
L'approche « par gros morceaux » du QG FOI-A dans le district de Zharey, mettant à profit les quadrilatères de stabilité (planifiés),
de mai à juin 2008

Figure 3-11 : L'approche « par gros morceaux » du QG FOI-A dans le district de Zharey, mettant à profit les quadrilatères de stabilité (planifiés), de mai à juin 2008

L'opération NOLAI, du 14 au 17 juin 2008

Les planificateurs de la FO Kandahar ont compris que, s'ils voulaient voir l'Op SHNA DARA II décoller et mettre sur pied le nouveau poste de police et le quadrilatère de stabilisation JUNO, ils allaient devoir donner matière à réflexion à l'ennemi à l'ouest de Pashmul. C'est ainsi que le déclenchement de l'Op NOLAI [Mangouste] a été prévu pour le 14 juin. D'après le plan général de cette opération, l'escadron de reco du Maj Boivin devait établir des postes d'observation le long de l'Autoroute 1, et des systèmes ISTAR allaient couvrir Ghundy Ghar pour commencer. Le quadrilatère opérationnel KAPYONG, comprenant les localités disséminées entre l'itinéraire SUMMIT et SABLAGHAY et désignées comme étant les objectifs B-1 à B-4, a constitué l'objectif principal de cette opération perturbatrice (voir la figure 3-12). Il a incombé à la Compagnie C, fer de lance de l'effort, d'atteindre ces objectifs. Trois feintes étaient prévues : l'ELMO et la 1re Compagnie du 1er Kandak à Mushan feraient une sortie au nord de la rivière Arghandab, tout comme le peloton affecté au PPS de Zangabad. Les chars Leopard de l'Escadron B, un peloton de la Compagnie B et la 3e Compagnie du 1er Kandak créeraient une autre diversion. L'intention était de déborder complètement le système d'alerte avancée de l'ennemi avec une surabondance de renseignements. Cela amènerait les chefs ennemis à se démasquer et à déplacer leurs réserves, espérait-on, et il serait dès lors possible de les identifier et de les prendre à partie. Le nouveau poste de police serait discrètement construit pendant que tout cela aurait lieu[241].

Après avoir laissé ses VBL III au PPS de Pashmul, la Compagnie C du Maj Stacey Grubb a patrouillé dans l'obscurité pour opérer sa jonction avec le Capt Steve Davies et son peloton de reco, qui observaient les enceintes constituant l'objectif. À l'aube, au moment où le Lt Alex Duncan dirigeait son peloton dans le village enveloppé de verdure, quelques combattants ennemis ont ouvert le feu avec des mitrailleuses PK, puis ils se sont enfuis et ont ainsi attiré les Canadiens dans une embuscade en forme de « L » tendue par 30 hommes, à une intersection en « T » dans le village. Le Sgt Russell Grégoire (peloton de reco) s'est porté au secours d'un Canadien blessé, pendant que le Sgt Jayson Kapitaniuk, sa section étant divisée en deux par la route, ralliait ses hommes et les installait dans des positions d'où ils ont pu riposter aux tirs ennemis. Les deux hommes ont plus tard été décorés de la Médaille de la vaillance militaire pour leurs actions.

Le quartier général du Maj Grubb a lui aussi été attaqué par des insurgés sortant des huttes à raisin en hordes et montant sur les toits pour tirer sur les pelotons canadiens qui s'étaient mis à l'abri. Selon le Lt Duncan, « nous avons tenté pendant une demi-heure de nous sortir de là. Nous ne pouvions pas avancer, nous ne pouvions pas reculer. Nous étions tout simplement immobilisés derrière ce mur. Presque tous mes hommes avaient épuisé leurs munitions[242]. » [Traduction] L'officier observateur de l'artillerie, le Capt Tom Hicks, ne pouvait faire feu sur les

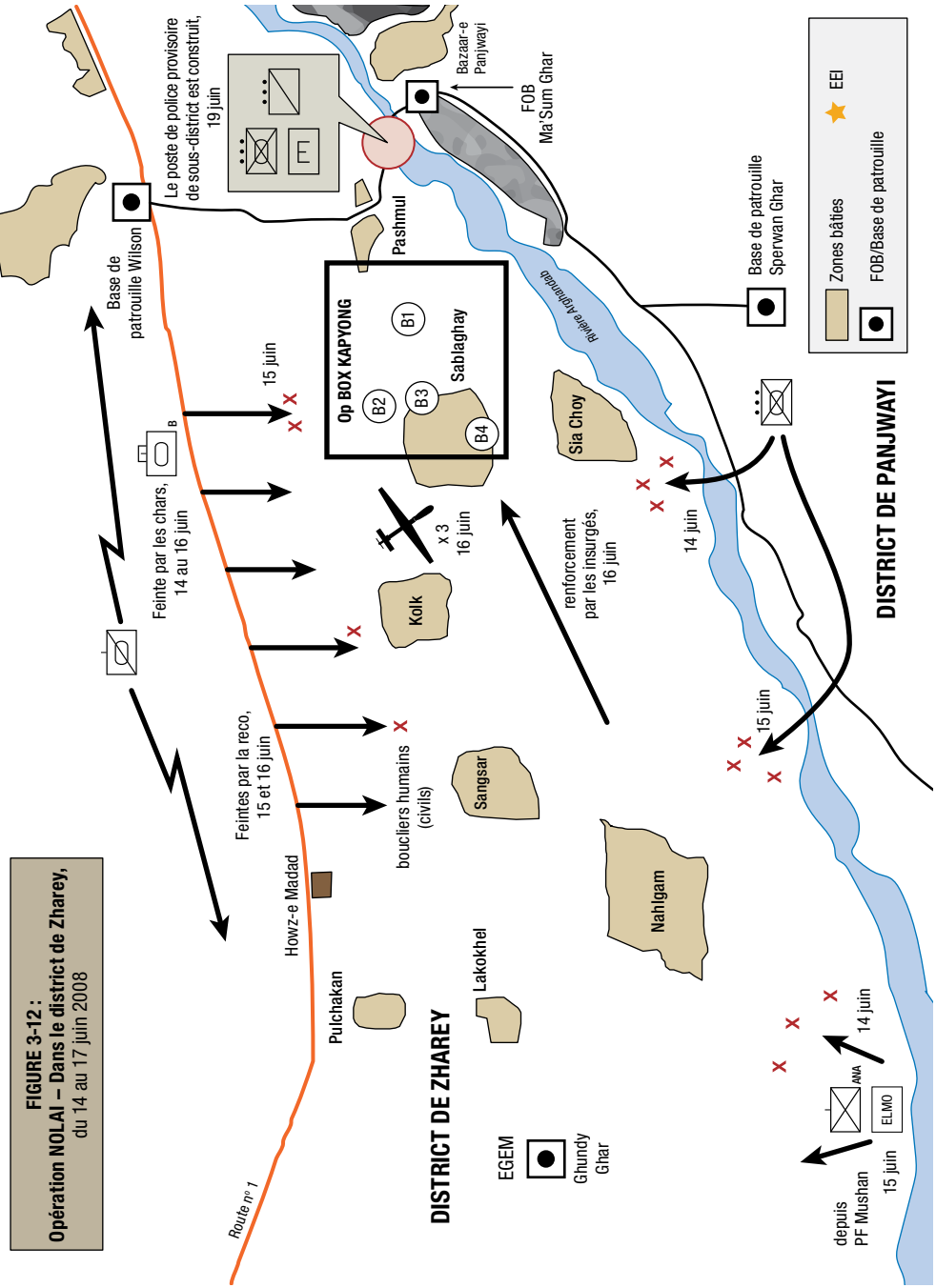


Figure 3-12 : Opération NOLAI – Dans le district de Zharey, du 14 au 17 juin 2008

objectifs, car les sections de tête étaient trop proches de ces derniers. Une mitrailleuse C-6 a été apportée à l'avant pour fournir un tir de couverture alors que les GPF commençaient à exploser autour d'eux. Le peloton du Lt Duncan est sorti de là sous les tirs ennemis pour se rendre à un meilleur endroit, dans un complexe d'enceintes, tandis que les obus de 155 mm explosaient à moins de 40 mètres d'eux. Des éclats étaient incrustés dans le gilet de protection balistique des Canadiens parce que les obus tombaient très près d'eux. Une bombe guidée a frappé une enceinte et l'a complètement démolie; les tirs ont diminué d'intensité. La Compagnie C « s'est raffermie » et a organisé un périmètre de défense et posé des mines Claymore[243].

Les deux forces qui exécutaient les feintes de l'autre côté de la rivière Arghandab sont entrées en contact avec l'ennemi immédiatement, le matin du 14 juin. Au nord de Mushan, un peloton de l'Armée afghane encadré par trois Canadiens est tombé sur une quinzaine de combattants ennemis, et une fusillade s'en est suivie dans un verger muré. Un hélicoptère OH-58D des Banshees s'est joint à eux, mais faute d'appareils de communications interopérables, il a incombé au Cpl Tyler Latta de marquer l'objectif avec une grenade de 203 mm. L'hélicoptère a vidé sa nacelle de roquettes et sa mitrailleuse de .50 mm sur les insurgés. Un TUAV Sperwer a alors repéré une équipe ennemie munie d'un canon sans recul de 82 mm et d'autres renforts qui arrivaient. Un UAV MQ-9 Reaper a largué une bombe de 500 livres sur eux. Comme son carburant s'épuisait, l'hélicoptère OH-58D a quitté les lieux, ce qui a incité d'autres ennemis à se manifester, et un autre engagement a commencé. Environ 12 ennemis ont été tués au cours de ces escarmouches. L'ELMO et les Afghans se sont repliés vers le poste fortifié de Mushan, où ils ont été accueillis par trois obus de mortier au moment de leur arrivée[244]. Le peloton de la Compagnie B du Maj Mike Lane a vécu une situation semblable au nord du PPS de Zangabad. Il a franchi la rivière et a feint de se diriger vers deux objectifs; il a essuyé des tirs sporadiques, mais comme les ordres lui intimaient de ne pas s'engager de façon décisive dans un combat, il s'est replié de l'autre côté de la rivière tard dans la matinée. Le Maj Chris Adams et l'équipe de combat de l'Escadron B ont exécuté quelques brèches au sud de l'Autoroute 1 également. Tout comme les mouvements de la Compagnie B, ces manœuvres étaient des diversions et n'ont provoqué aucun contact avec l'ennemi[245].

Le lendemain matin, le 15 juin, la Compagnie C a réuni trois pelotons et a attaqué les enceintes occupées par l'ennemi de l'autre côté de la route. Pendant toute la journée, il y a eu des combats d'une pièce à l'autre, pendant que l'ennemi recevait des renforts venant de Ghariban au nord. « Nous avons lancé une grenade dans chaque pièce et fait feu dans chaque porte, et nous avons compté les traînées de sang; ensuite, nous sommes montés sur le toit de l'hôtel et nous y avons fait la même chose, a rappelé le Lt Duncan. Nous avons été en contact avec l'ennemi pendant toute la journée, car les insurgés ont commencé à sonder nos positions depuis Ghariban. Je me suis tout simplement assis sur ce toit et j'ai chargé un tireur d'élite de surveiller la région […] C'était magnifique.

Sur les ondes des appareils de communication, quelqu'un a dit, à un moment donné, que nous avions abattu 90 ennemis, ou un nombre ridicule de ce genre, et nous sommes restés là pendant trois jours au cours desquels nous avons largué des bombes constamment. Mon corps était tout simplement en compote à cause de la chaleur, et mes hommes prenaient des IV tous les soirs, car ils étaient complètement déshydratés. Les garde-main de toutes les armes ont fondu, et un hélicoptère a dû nous en apporter d'autres en remplacement[246]. » [Traduction]

Ces combattants insurgés arrivant en renfort ont été supprimés par des tirs d'artillerie et un tireur d'élite muni d'un fusil AR-10. Pendant toute l'Op NOLAI, les tireurs d'élite ont pu guider les tirs des canons de 155 mm à plusieurs reprises contre les renforts insurgés qui approchaient de la zone de bataille en petits nombres.

L'ELMO et le peloton afghan ont alors retraversé l'Arghandab, à l'ouest de leur point de franchissement original. Ce fut là une erreur de navigation, mais les systèmes ISTAR ont alors observé la situation tandis que les commandants ennemis « perdaient tout simplement la boule » [Traduction] face à cette incursion et envoyaient des renforts abondants dans le secteur. L'artillerie a été appelée à intervenir contre eux, et le peloton afghan, privé de couverture dans le lit de la rivière, s'est retiré au sud où il a été pris à partie depuis le côté de la rivière situé dans le Panjwayi. Les mentors canadiens ont alors « pointé » [Traduction] l'artillerie en direction de la position des insurgés et ils se sont encore une fois repliés jusqu'au poste fortifié. Un véhicule MQ-1 Predator a ensuite attaqué d'autres ennemis qui circulaient du côté du Zharey[247].

Le peloton de la Compagnie B venu du PPS de Zangabad a franchi la rivière de nouveau, cette fois en direction de l'ouest, où les insurgés occupant une hutte à raisin l'ont attaqué. Les obusiers M-777 de l'artillerie sont entrés en action et ont anéanti la structure; le peloton canadien est revenu sur l'autre rive de l'Arghandab. L'escadron de reco du Maj Boivin a lui aussi exécuté une série de feintes avec ses véhicules Coyote, au sud, depuis ses positions le long de l'Autoroute 1. Dans un cas, l'ennemi s'est servi d'enfants comme d'un bouclier, ce qui a empêché un engagement, et les éléments qui exécutaient l'autre feinte ont été la cible de tirs de mortiers et d'armes légères[248].

Le Maj Adams a alors dirigé une équipe de combat de l'Escadron B vers le sud et a opéré une brèche en direction de l'objectif B-2. Cela visait à réduire la pression qui s'exerçait sur la Compagnie C du côté de l'objectif B-1. Après avoir pris l'objectif B-2, les Leopard et la compagnie afghane se sont mis en laager pour la nuit, mais ils ont été attaqués une fois la nuit tombée. Douze ennemis ont été tués par des tirs de 105 mm et de 120 mm[249].

L'ennemi a renforcé ses positions aux objectifs B-4 et B-3, le 16 juin. Les ressources ISTAR ont surveillé soigneusement le déroulement du combat et repéré un certain nombre de véhicules transportant des chefs ennemis et contournant les objectifs B-3 et B-2.

Un MQ-9 Reaper était maintenant en position, et ses opérateurs ont été autorisés à attaquer l'ennemi. Trois missiles Hellfire ont eu tôt fait de supprimer les véhicules. L'évaluation postérieure à la bataille a révélé qu'un chef taliban important à Kandahar, le commandant Kako [Oncle], avait été tué au cours du combat en même temps qu'un certain nombre de ses hommes[250].

Après s'être réarmée, l'équipe de combat B a de nouveau exécuté une feinte vers le sud depuis l'Autoroute 1, à l'ouest de l'objectif B-2, tandis que l'escadron de reco en effectuait deux autres de nouveau en direction des objectifs C et D. À ce moment-là, l'ennemi continuait à envoyer des renforts à l'objectif B-1, où la Compagnie C continuait à les contenir et à faire intervenir pendant une longue période l'artillerie et des éléments d'appui aérien rapproché. L'ennemi n'a pas remarqué qu'une compagnie de l'Armée afghane, accompagnée d'un peloton de la Compagnie B, d'un peloton de reco et de sapeurs de combat, s'était discrètement insérée dans le quadrilatère de stabilisation JUNO. L'Op ISTINGA SANGA venait de commencer. Le 19 juin, le poste de police provisoire de sous-district a été construit et a attendu d'être occupé par la coalition. Toutefois, trois jours après le début des opérations dans le district de Zharey, des forces ennemies ont été aperçues en train de se rendre dans le district d'Arghandab, et l'Op NOLAI a été mise en attente[251]. La manœuvre qui visait à « Tenir » le quadrilatère de stabilisation JUNO a elle-même été suspendue, car les forces étaient nécessaires ailleurs.

L'évasion de détenus de la prison de Sarposa, le 13 juin 2008

Le 8 juin, plus de 30 membres (la moitié) du personnel de la prison de Sarposa ont été atteints d'une maladie d'origine alimentaire[252]. Dans un rapport antérieur daté du 8 mars, la Direction nationale de la sécurité avait cependant signalé que « [l]es talibans avaient reçu des matières toxiques d'un pays " étranger ". Ils comptent répandre ces matières dans l'approvisionnement en eau et la nourriture des organisations militaires et gouvernementales[253]. » [Traduction] Personne n'a établi le lien entre ces deux renseignements à ce moment-là.

À un moment donné après 1030, le 13 juin, un gros camion de carburant s'est approché de la barrière frontale de la prison, située dans le secteur ouest de la ville de Kandahar. Un homme est descendu de la cabine du camion et a été abattu par un des gardiens afghans présents dans les tours de guet. Un insurgé s'est alors avancé et a tiré une GPF dans le camion et fait ainsi sauter 1 800 kilogrammes d'explosifs. La détonation a anéanti les deux tours de guet et la barrière. Une autre équipe d'insurgés est intervenue et a abattu quiconque portait un uniforme, puis elle a ouvert les blocs cellulaires. Des mini-fourgonnettes et des taxis, qui s'étaient placés d'avance dans les quartiers adjacents, sont arrivés en vagues successives au

lieu de la brèche pour prendre à leur bord les prisonniers qui s'évadaient. La police afghane locale qui s'amenait s'est heurtée à des obstacles et à des EEI posés sur la route menant à la prison[254]. L'équipe de NEM de l'ERP a été alertée quand elle a appris que les routes de la FRR menant à la prison avaient été minées[255].

La nouvelle a été annoncée au CICP, qui a alerté la FO Kandahar. Les opérations du CICP ont été gênées quand deux des trois interprètes afghans, contrairement à leurs habitudes, ne se sont pas présentés au travail ce jour-là[256]. Des véhicules MQ-1 Predator qui appuyaient l'Op NOLAI ont été envoyés à la verticale de la prison. Le Lcol Woodworth, à l'ERP, a déployé sa FRR qui comprenait un peloton d'infanterie embarqué dans des VBL III et une équipe de NEM munie de véhicules Bison. À leur arrivée, ils ont trouvé le Gén Saqib, chef de la police provinciale, en train de boucler la prison avec la police en vue de reprendre l'immeuble. Quand les FSNA sont entrées, elles ont constaté que l'arsenal et la pharmacie étaient vides et que 800 des 1 100 détenus avaient fui : 385 des 800 évadés étaient des insurgés qui avaient été capturés et incarcérés à Sarposa. Six gardiens ont été tués et quatre autres ont été blessés, tandis que, chez la police qui était intervenue, un agent a été abattu et deux ont été blessés[257]. Les insurgés évadés ont été transportés en petits groupes à Asheque et à Nakhonay et dans l'Arghandab. À peine quelques heures plus tard, le chef du Conseil provincial, Ahmad Wali Karzai « a fait des déclarations […] empreintes d'exagérations. Au cours des jours suivants, ses commentaires sur la situation dans l'Arghandab ont envenimé encore plus la situation[258]. » [Traduction] Au cours de la semaine précédente, Malam Akbar, aîné respecté et frère de l'ancien chef de la police de l'Arghandab, avait été assassiné, et ce n'était pas un hasard[259].

L'évasion « spectaculaire » de Sarposa a stupéfié toute la coalition et fait les manchettes internationales. Ce fut un énorme échec sur le plan des opérations d'information, échec dont le Canada, en tant que pays, a dû assumer la responsabilité. Parmi les 385 insurgés évadés, beaucoup étaient des poseurs et des fabricants d'EEI et d'autres étaient des facilitateurs de ce domaine. Les autres étaient des combattants bien entraînés et aguerris. Or, comme nous l'avons vu, les talibans manquaient de combattants entraînés. D'un seul coup, l'évasion a regarni les rangs de l'ennemi au milieu de l'été.

Cependant, l'évasion de Sarposa a profité à toute une gamme d'intérêts. Des acteurs de l'extérieur l'ont soigneusement planifiée avec l'assistance active et passive de ces mêmes intérêts et, par conséquent, l'opération ne peut être expliquée comme étant une attaque purement exécutée par des insurgés, car elle était typique de l'environnement avec lequel le Canada devait composer (voir l'annexe B).

D'aucuns ont dit que l'évasion de Sarposa avait été le fait d'agents de l'extérieur, en ce sens qu'elle avait été planifiée en dehors de l'Afghanistan et qu'elle avait bénéficié des conseils et de l'appui d'Al-Qaïda. Le « visage afghan » de l'opération était le commandant Mahmood,

un ancien détenu de Sarposa libéré « par accident » (c'est-à-dire par corruption), mais les personnes qui ont exécuté l'attaque appartenaient à une équipe spéciale embauchée au Pakistan pour faire le travail[260]. L'ignoble Jabar Agha a aussi offert l'appui de son réseau dans la ville. Les officiers canadiens et étasuniens qui se trouvaient ce jour-là avec divers éléments des FSNA ont tous constaté que les agents de police afghans qui relevaient de Saqib n'ont aucunement réagi avec promptitude : en d'autres mots, la police n'a pas bloqué les sorties de la ville en dressant des postes de contrôle comme elle l'avait fait dans le passé, et les évadés n'ont aucunement été pourchassés. Il a fallu que les équipes étasuniennes de mentorat de la police « montrent les dents » pour que les agents de police sortent de leurs casernes et prennent leurs postes dans la rue. Cependant, l'Armée afghane a été capable de réagir et a déployé le 5e Kandak de la 1-205 Brigade dans la ville dès que cela a été possible, pour établir des postes de contrôle, mais cela a pris des heures. Divers observateurs canadiens soupçonnaient énormément que la police afghane dans la ville se traînait délibérément les pieds, et plusieurs Canadiens se sont dits convaincus que Saqib et les agents travaillant pour lui avaient été soudoyés, ou qu'on leur avait intimé l'ordre de ne rien faire[261]. Le Lcol Woodworth a ordonné que la compagnie de protection de la force relevant de l'ERP patrouille avec la police et l'Armée afghanes dans toute la ville pour reprendre le haut du pavé sur le plan psychologique. L'attaque de Sarposa a exploité cinq points faibles de la coalition en même temps : les relations canado-étasuniennes ont été touchées, tout comme les relations canado-afghanes. Les Afghans, il ne faut pas s'en surprendre, ont pointé un doigt accusateur dans toutes les directions possible à l'interne, et le blâme a été jeté sur les Canadiens, car la prison de Sarposa était le fruit d'un projet canadien. De toute évidence, l'attaque a miné l'état de la sécurité et le régime de gouvernance.

Les enquêteurs afghans de bas niveau qui ont ultérieurement fait l'autopsie de l'incident ont passé la responsabilité du Canada sous silence[262]. En fait, la prison de Sarposa était un modèle canadien relativement au respect des droits de la personne, à l'égalité des genres et à la primauté du droit. L'équipe d'évaluation de Service correctionnel Canada (SCC) qui était arrivée plus tôt dans l'année ne savait rien du contexte afghan pour faire son analyse. Par conséquent, elle a formulé des recommandations fondées sur les normes culturelles canadiennes et mettant l'accent sur le manque de lits et sur le câblage électrique qui ne respectait pas le code canadien. (Les Afghans ordinaires n'utilisent pas de lit, et l'idée que n'importe quelle structure en Afghanistan respecterait les normes canadiennes en matière d'électricité était, disons-le franchement, irréaliste; une prison canadienne serait un paradis pour l'Afghan moyen, encore plus pour un insurgé.) SCC n'avait tout simplement pas prévu qu'un assaut de l'extérieur puisse avoir lieu[263].

Source : Auteur

De nombreux insurgés se sont échappés de la prison de Sarposa, le 13 juin 2008. L'ennemi se servait de la prison comme d'un nœud de commandement et contrôle et aussi comme d'un établissement d'endoctrinement et d'instruction, un peu comme l'Armée républicaine irlandaise s'était servie des prisons britanniques pendant le conflit nord-irlandais (les Troubles).

Cette façade voilait ce qui se passait vraiment dans la prison de Sarposa : la présence de l'ennemi dans ses murs. Au cours d'une insurrection, les prisons ne sont pas des installations qui détiennent des insurgés tout simplement. Ce sont des endroits où les insurgés sont endoctrinés et formés. Au Canada, les détenus sont des criminels que le système judiciaire a envoyés là pour qu'ils y purgent leur peine, et non des prisonniers de guerre capturés sur le champ de bataille. SCC n'a aucunement su comment traiter avec des terroristes endurcis guidés par leur idéologie, tant que l'établissement de détention de Millhaven n'a pas ouvert ses portes en 2006-2007. SCC n'était pas prêt, des points de vue philosophique et doctrinal, à gérer une poignée de terroristes qui suivaient dans cet établissement le « manuel des règles de conduite à suivre après la capture » [Traduction] rédigé par Al-Qaïda. Quand le ministère a essayé de durcir sa position à l'égard des détenus, il a aussi reculé sous la pression exercée par quelques avocats défenseurs des droits de la personne[264].

Au cours de l'histoire, les insurgés incarcérés ont souvent exploité leur prison pour enseigner leur doctrine et durcir leur idéologie : le cas de Nelson Mandela n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, tout comme ceux de Sayyid Qutb, de Michael Collins et de Gerry Adams. L'Armée républicaine irlandaise a réussi à se revitaliser en 1917-1918 et dans les années 1970, parce que ses chefs ont tous été emprisonnés ensemble et n'avaient rien d'autre à faire que de dresser des plans. Les jeunes diplomates du MAECI et les agents plus âgés de l'ACDI spécialistes du développement social n'avaient aucune expérience de tout cela. La même observation vaut pour SCC, qui avait une expérience des gangs dans les prisons, mais non de la façon de traiter avec des adeptes de l'islam politisé sous ses formes violentes. La prison de Sarposa a concrétisé un grand manque d'imagination chez les AM et aussi chez ceux qui les dirigeaient à Ottawa et ceux qui mettaient à exécution des programmes axés sur les droits de la personne depuis leurs bureaux confortables dans les capitales occidentales.

Tandis que l'équipe spécialisée du génie de l'ERP travaillait avec les Afghans pour reconstruire la prison, les agents canadiens de la COCIM ont décrit dans leurs rapports l'état d'esprit de la population. Après l'attaque de Sarposa, dans plusieurs districts, « les gens voient dans cet épisode une démonstration de la force des talibans et des insurgés dans la province, tout en constatant l'incapacité du gouvernement de Kandahar de contrôler l'état de la sécurité […] la confiance dans le gouvernement de Kandahar est aujourd'hui à son niveau le plus bas jamais vu […][265]. » [Traduction]

L'opération DAOR BUKHOU : seconde incursion talibane dans l'Arghandab

Les événements qui ont abouti à la seconde incursion des talibans dans le district d'Arghandab ont eu lieu parallèlement à l'évasion de la prison de Sarposa. Le 7 juin, la veille du jour où le personnel de la prison a été empoisonné, Malim Akbar Khakrezwal, frère de l'ancien chef de police de l'Arghandab et chef alikozai clé, a été assassiné. Le gouverneur adjoint (Asadullah Khalid n'était pas dans la province à ce moment-là) a appelé le CICP et a fait savoir au personnel que le centre de district de l'Arghandab allait être attaqué. Il a ordonné au Gén Saqib d'accroître le nombre de patrouilles dans le district. Ces patrouilles ont signalé le 9 juin qu'entre 40 et 50 combattants se dirigeaient tous vers Jelawur pour s'y réunir. On ne savait pas au juste qu'elles étaient leurs intentions. Des insurgés ont aussi attaqué deux postes de contrôle dans le sud du Shah Wali Kot. Selon les évaluations canadiennes, c'était là « un prélude à de futures opérations des insurgés dans l'Arghandab[266] » [Traduction].

L'attaque de la prison de Sarposa a eu lieu le 13 juin. Moins de deux heures après l'évasion, le chef de police de l'Arghandab, Haji Rahmatullah, a été touché par un EEI. Il a survécu, mais l'attentat l'a ébranlé dans une certaine mesure[267]. Malgré cette tentative

de décapitation, la police de l'Arghandab a transmis des renseignements selon lesquels deux entités insurgées distinctes opéraient désormais dans le district « afin de déstabiliser le secteur pour préparer une grande attaque à venir » [Traduction]. Le lendemain de l'évasion de Sarposa, les rapports ont continué d'affluer. Un groupe d'insurgés devait entrer en partant de Senjaray, et le second, du Shah Wali Kot. Un autre groupe allait se rendre dans le Khakrez en passant par le Ghorak. D'après l'évaluation afghane, « trop d'activités insurgées avaient lieu pour que l'on n'en tienne pas compte » [Traduction]. Trois caches d'armes, une à Jelawur et deux autres dans des villages de l'Arghandab, étaient en train d'être vidées. Des petits groupes de talibans circulaient dans les villages pour ordonner aux habitants de ne pas coopérer avec le gouvernement, pendant que la police découvrait des mines sur les routes[268].

La réaction du Canada face à la situation qui se détériorait dans l'Arghandab et à l'attaque de Sarposa a d'abord été alambiquée : qui exerçait le contrôle? Les Afghans, la FO Kandahar ou le CR (Sud)? Ce dernier a assumé le commandement de la riposte, le 16 juin, car il fallait une étroite coordination entre Kaboul et Kandahar, entre le CR (Sud) et le 205e Corps, et entre la FIAS et les commandants de l'Op ENDURING FREEDOM. Le Mgén Lessard a rencontré le gouverneur adjoint et le commandant du 205e Corps. Par la suite, un autre kandak a été demandé à Kaboul, et l'ordre d'opérations relatif à l'Op DAOR BUKHOU [Volte-face] a été diffusé[269] [Traduction]. (Voir la figure 3-13)

L'Op DAOR BUKHOU est devenue une grande entreprise multinationale. Le CR (Sud) a déplacé une compagnie d'infanterie britannique qui faisait partie du Groupement tactique régional (Sud) et l'a envoyée à Kandahar, où elle a amorcé des patrouilles dans le secteur sud-ouest de la ville. Le 205e Corps a envoyé le 5e Kandak dans la ville de Kandahar pour y établir une ceinture de postes de contrôle qui allaient compléter celle des postes de contrôle de la police installés à la périphérie de la ville. La FO 71 des États-Unis a immédiatement envoyé un détachement vers le sud depuis le Shah Wali Kot. La FO Kandahar a ordonné au Lcol Woodworth de déployer la compagnie de protection de la force de l'ERP depuis le Camp Nathan Smith pour qu'elle patrouille dans la ville[270].

Comme le Col Riffou était en congé, le Lcol Drew de l'ELMO a reçu du Bgén Thompson, le 17 juin, l'ordre verbal « de se rendre au centre de district de l'Arghandab et de l'occuper dès que possible » [Traduction]. Des sapeurs de combat canadiens se sont déployés avec l'ELMO, en partie parce qu'elle était à bord de VBL III et qu'elle pourrait donc ajouter à la puissance de feu du kandak au besoin. Le Lcol Drew n'avait aucun renseignement sur les dispositifs ennemis. La 1-205 Brigade a aussi ordonné au 1er Kandak de mettre sur pied une série de postes de contrôle à l'ouest de la ville. Le Lcol Drew a veillé à ce que cela soit fait[271]. Ce soir-là, le détachement de 12 hommes de la FO 71 s'est joint à ses forces.

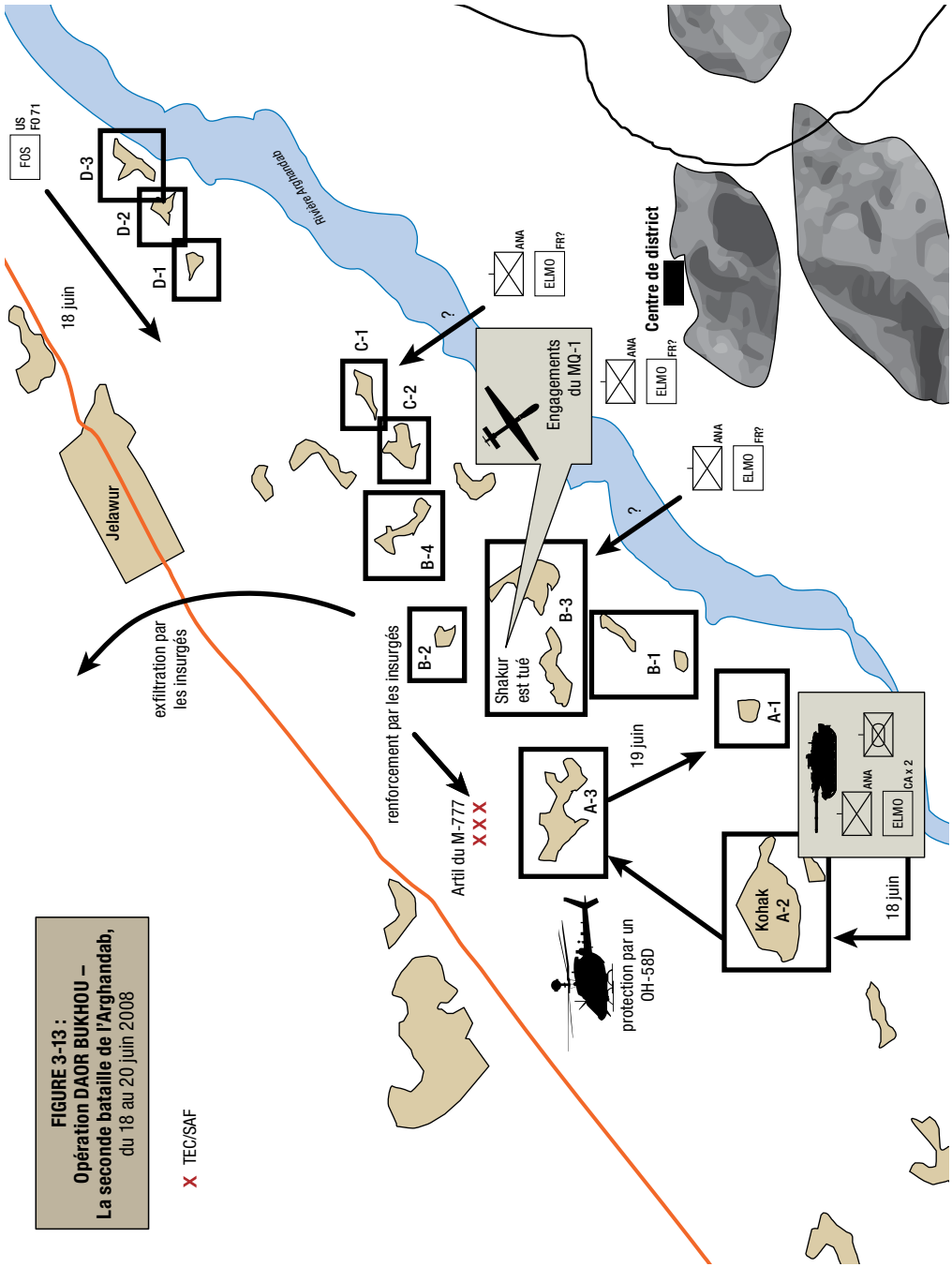


Figure 3-13 : Opération DAOR BUKHOU – La seconde bataille de l'Arghandab, du 18 au 20 juin 2008

Source : MDN AR2008-K031-43

L'ennemi a de nouveau tenté d'investir et de prendre le district d'Arghandab en juin 2008. L'opération DAOR BUKHOU, dirigée par le Bgén Denis Thompson de concert avec ses homologues de l'armée et de la police afghanes, a permis de reprendre le district rapidement. Cette conférence de presse s'est tenue au centre de district. Au-delà de la rivière Arghandab s'étend la bande de verdure, qui est occupée par les forces ennemies.

Le Lcol Corbould était lui aussi en congé, de sorte que le commandant adjoint, le Maj Stephen Joudrey, a géré la riposte du groupement tactique. Le Maj Grubb, le Maj Adams et le Maj Vieveen ont reçu l'ordre de préparer une équipe de combat, pendant que l'escadron de reco du Maj Boivin devait se préparer à mener des opérations dans l'Arghandab[272].

Avec plus de ressources ISTAR tournées vers l'Arghandab et les rapports provenant des équipes de la COCIM au sein de l'ERP, lesquelles conservaient des liens avec la population dans le district[273], il a été possible de définir la situation de l'ennemi. Les forces talibanes contrôlaient Jelawur et Kuhak, et chacune de ces localités semblait abriter 50 combattants. L'ennemi encerclait deux positions de la police de l'Arghandab au sud-ouest de Jelawur, mais la police n'avait pas capitulé et tenait bon. Des insurgés déguisés en agents de police ont occupé des postes de contrôle le long de l'Autoroute 1 : ils ont fait sauter des ponceaux et essayé d'endommager des ponts. Dans le nord-est, une autre force ennemie a détruit des ponceaux le long des routes. Le mollah Mahmood semblait commander ces forces et transmettre ses ordres à quatre commandants subalternes. Des équipes d'insurgés ont dit

aux habitants qu'ils avaient sept jours pour quitter le district[274]. Cela a donné à penser que les forces ennemies présentes dans l'Arghandab étaient les éléments précurseurs de gros renforts qui étaient en route et qui comptaient combattre dans le district, comme l'ennemi l'avait fait dans le Zharey en 2006.

À Kaboul, le Mgén Al Howard, au Commandement multinational d'assistance à la sécurité en Afghanistan, a observé le ministère afghan de la Défense faire face à la situation dans le sud :

> [Traduction]
>
> Bismillah Khan monte à bord de son véhicule, prend un certain nombre de soldats dans le 201e Corps et arrive à Kandahar avec eux. Selon nos calculs, il lui a fallu 36 heures pour réagir. Nous, à l'OTAN, avons fourni les éléments aériens. Nous avons été étonnés. La procédure de combat a été minime. Les troupes afghanes ont tout simplement fait leur travail. Elles ont rigoureusement suivi les ordres. Quand les Afghans veulent faire quelque chose, ils agissent promptement. Pas de bureaucratie, pas de long processus lié aux ordres. Chacun semble tout simplement posséder un sens inné de ce qu'il doit faire. Nous avons été absolument sidérés[275].

Plusieurs compagnies du 1er Kandak du 201e Corps sont arrivées de Kaboul par la voie des airs en même temps que des chefs supérieurs de l'Armée nationale afghane et du ministère de la Défense. L'équipe de mentors de ce kandak était française, mais elle a refusé de se déployer au sud avec les troupes qu'elle encadrait. Les compagnies de ce kandak se sont rendues sur la rive est de l'Arghandab et ont établi des positions sous le centre de district, tandis que d'autres arrivaient au Camp Hero. Un peloton d'Afghans non encadrés du 201e Corps a été cédé à la FO 71, qui est partie établir des positions d'arrêt au nord. À ce stade-là, le centre de district ressemblait à un « zoo », selon le Maj Joudrey, avec la police et l'armée afghanes, des membres des forces canadiennes, étasuniennes, britanniques et françaises et des hordes de journalistes de la presse internationale qui voulaient être aux premiers rangs pour assister à une autre Op MEDUSA et filmaient l'exode des habitants de l'Arghandab qui fuyaient le district en voiture, en charrette tirée par un âne et à bicyclette[276]. Incroyablement, comme les équipes de la COCIM l'ont décrit en se fondant sur leurs contacts, « à Nagahan, les partisans d'Abdul Hakim Jan, récemment assassiné, se sont mis à combattre les talibans. [Jan] est considéré comme un martyr […] Ce matin, bon nombre de ses partisans ont pris les armes et ont fait savoir aux talibans qu'ils se battraient jusqu'à la mort […] Ces mêmes personnes sont exaspérées et ne font pas confiance au gouvernement, mais elles continuent de se défendre contre les talibans[277]. » [Traduction]

Source : MDN AR2008-K079-02

Les relations personnelles établies entre les Canadiens et les Afghans ont porté fruit au fil du temps. Le Lcol Dan Drew, membre de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, et le Lcol Habibi se préparent en vue des opérations dans l'Arghandab. En 2011, Habibi a été promu commandant de la 1-205 Brigade, qui a collaboré de près avec la FO Kandahar.

L'heure « H » a été fixée à 0400 du matin, le 18 juin. Il y a eu des retards, car un certain nombre de camions afghans se sont enlisés tandis qu'ils manœuvraient entre les positions d'arrêt au nord. La Compagnie C, dirigée par le Capt Scott McGregor (le Maj Grubb était en congé), et la compagnie afghane fournie par le 1er Kandak se sont rendues à leurs positions dans le lit de la rivière, afin de se déplacer ensuite au nord pour servir de « piston ». La FO 71 et un peloton afghan ont pris position au nord-est, tandis que les troupes non encadrées du 201e Corps protégeaient la rive est.

La FO 71 a établi le premier contact à 0800 avec un poste d'observation ennemi sur la frontière entre l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Pendant que la Compagnie C manœuvrait, un VSBL a heurté un EEI qui l'a mis hors de combat. Une heure plus tard, l'ELMO canadienne et le 1er Kandak ont signalé des tirs sporadiques dirigés vers les Afghans depuis un complexe d'enceintes. Deux hélicoptères d'attaque AH-64 Apache de la FO Eagle Assault sont arrivés sur les lieux, guidés par la cellule aérienne du CR (Sud), et ils ont anéanti le bâtiment d'où l'ennemi faisait feu. Les hélicoptères AH-64 ayant épuisé leurs munitions,

ils ont été remplacés par des appareils OH-58D Warrior qui ont couvert les angles morts autour des Canadiens et des Afghans tandis que ceux-ci approchaient des objectifs A-2 et A-3. Les chars Leopard de l'Escadron B ont appuyé les deux axes de l'attaque. À l'ouest se trouvait le 1er Kandak avec une compagnie et deux ELMO (71B et 71D), et la Compagnie C travaillait à l'est. La force a progressé vers les objectifs A-2 et A-3 et, vers 0740, elle a déclaré que l'objectif A-2 avait été dégagé. Les complexes d'enceintes de l'objectif A-3 ont été déclarés dégagés à 1040, et les forces se sont préparées à s'emparer de l'objectif B-2. Un hélicoptère OH-58D a repéré des insurgés qui renforçaient le secteur de l'objectif, et il a pu demander l'intervention des obusiers M-777 de la Batterie B, tandis qu'un autre hélicoptère décochait ses roquettes sur un autre groupe d'insurgés[278].

Vers 15 h, la Compagnie C est entrée en contact avec l'ennemi, mais celui-ci a cessé de tirer à cause de la présence des hélicoptères. Après 18 h, les deux ELMO et les Afghans qu'elles encadraient ont pris part à deux échanges de feux et ont rompu le contact après que deux soldats afghans ont été blessés. Un tireur d'élite ennemi a même fait feu sur un char Leopard, mais en vain.

Dans une sinistre reprise des événements de novembre 2007, des UAV MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper ont repéré ce qui s'apparentait à un groupe d'ordres ennemi, vers 1942, et ils l'ont pris à partie avec des missiles Hellfire. L'équipe du Centre d'opérations tactiques du groupement tactique a pu exécuter six attaques distinctes contre des grappes d'ennemis : elle en a tué huit en un premier temps, puis douze en second lieu. Quatre autres engagements ont ajouté à ces résultats, de sorte qu'en tout, l'ennemi a perdu environ 70 hommes. Selon le Maj Joudrey, la consigne était « tuez, tuez, tuez[279] » [Traduction]. Les commandants ennemis ont en vain demandé des renforts aux cellules et aux réseaux environnants[280].

Le 19 juin, le 1er Kandak et ses mentors, la Compagnie C et l'Escadron B ont tourné leur attention vers l'objectif A-1. Les chars ont atteint la ligne de départ à 0523 du matin. À 0735, l'assaut a commencé, les chars Leopard ouvrant la voie. À 1215, les enceintes avaient été dégagées. Les chefs ennemis ont décidé de se replier, après « avoir conclu que leurs pertes des 24 heures précédentes avaient été trop lourdes pour leur permettre de poursuivre l'opération » [Traduction]. Une des frappes exécutées par les UAV Predator avait apparemment tué le mollah Shakur, un commandant taliban en vue, et blessé plusieurs autres commandants subalternes[281].

Des problèmes internationaux se posaient maintenant. Les Afghans voulaient que les compagnies du 201e Corps prennent part à l'action et s'emparent de l'objectif B-3, mais leurs mentors français n'ont pas accepté pas de se déployer depuis Kaboul (il était essentiel que des mentors de la FIAS accompagnent les Afghans, de manière qu'ils figurent dans les systèmes de commandement de cette dernière et qu'ils ne soient pas pris à partie par les forces

aériennes et l'artillerie de la coalition). Il a fallu l'intervention du président Sarkozy pour les obliger à se déployer, mais ils n'allaient pas arriver à temps. Dans l'intervalle, une ETT du Corps des Marines des États-Unis est arrivée, mais l'harmonisation entre elle et le personnel du 201e Corps a fait problème. Ensuite, il y a eu des problèmes de communications. Tous les systèmes n'étaient pas interopérables et, à un moment donné au cours de l'opération, le quartier général tactique du groupement tactique est devenu le seul moyen d'acheminer l'information entre l'ELMO et le quartier général supérieur. La FO 71 et sa compagnie afghane se sont rendues à l'objectif D, l'ont dégagé, puis se sont retirées. Il y a eu de la confusion, car elles étaient censées progresser jusqu'à l'objectif B-4, mais ce mouvement est alors devenu une tâche afghano-française. Ensuite, les Français ont refusé de se joindre au kandak du 201e Corps. La localité de Jelawur n'a donc pas été saturée par la coalition, ce qui a probablement facilité l'exfiltration de l'ennemi vers le nord. Les efforts qui visaient à insérer le kandak de commandos nouvellement arrivé, pour qu'il exécute une opération d'arrêt, ont eu lieu trop tard[282].

Le 20 juin, la décision a été prise de transférer la responsabilité des opérations dans l'Arghandab de la FO Kandahar à la 1-201 Brigade et à ses mentors français, de sorte que, le 21 juin, les forces canadiennes se sont retirées du district. Ainsi, il est resté trois compagnies du 201e Corps et elles étaient toutes encadrées par l'ELMO française : deux compagnies étaient situées à l'ouest de la rivière, et la troisième, au centre de district. Il n'y en avait aucune à Jelawur. À ces forces s'ajoutaient : une compagnie non encadrée du 4e Kandak; le Maj Boivin et son escadron de reco, qui se sont installés dans la FOB Frontenac; la FO 77, constituée d'un peloton des Forces spéciales lituaniennes. Il n'a semblé exister au départ aucun plan de regroupement de l'ERP et des équipes de la COCIM. Certains éléments de la police afghane sont revenus, mais sans organisation particulière. Ceux qui ont patrouillé dans leurs localités d'affectation ont trouvé des fosses communes contenant les dépouilles des combattants insurgés tués pendant l'Op DAOR BUKHOU[283].

Les autorités se sont attaquées tardivement aux lacunes d'un plan sur la fonction « Tenir », près d'une semaine plus tard. Dans le cadre de l'Op PARDA, lancée le 2 juillet, l'escadron de reco a établi des positions d'observation avec ses véhicules Coyote et l'appui d'un peloton d'infanterie, dans le défilé situé entre l'Arghandab et le Khakrez. L'Op PARDA a permis de rationaliser l'emploi des forces affectées à la fonction « Tenir » dans l'Arghandab. Ce moment venu, cinq postes de contrôle de la police, deux autres de l'Armée afghane et quatre « zones d'embuscade » définies par celle-ci avaient été établis dans le centre du district[284]. L'Op DAOR BUKHOU a eu un effet psychologique positif sur la population de Kandahar. « Dans l'ensemble, l'humeur des gens a changé encore une fois du tout au tout depuis l'attaque de Sarposa, et le soutien accordé aux insurgés semble diminuer rapidement[285]. » [Traduction]

Toutefois, le regroupement irrégulier des positions qui a eu lieu après l'Op DAOR BUKHOU, conjugué à la quasi-décapitation des dirigeants alikozais, a entraîné des problèmes à long terme dans le district d'Arghandab. D'après les estimations initiales du CRTS, l'ennemi avait perdu entre 70 et 100 hommes, dont 25 à 40 avaient été tués au combat. S'il s'agissait là d'une force d'avant-garde ennemie qui était en train de s'établir en attendant des renforts, sa défaite et sa mise en déroute étaient aussi importantes que les résultats de l'Op INTIZAAR ZMAREY, l'automne précédent. Cependant, les insurgés ont laissé derrière des forces qui se sont manifestées le 23 juin pour détruire deux postes de contrôle de la police et la clinique de Jelawur. Un échange de feux avec la police, les 25 et 26 juin, s'est soldé par la capture de 12 combattants. Selon le J2 canadien, « la plupart des insurgés avaient quitté l'Arghandab où il ne restait plus que des insurgés locaux, ou ceux qui n'avaient pas pu partir promptement pour se rendre ailleurs. Les insurgés ne mèneront probablement pas d'autres attaques à ce stade-ci, sauf pour se défendre[286]. » [Traduction]

Les Afghans ont continué de signaler au CICP et à d'autres entités canadiennes qu'il y avait encore des ennemis dans l'Arghandab. Le J2 de la FO Kandahar a modifié son point de vue légèrement : « Il existe des signes que des insurgés de la base, contrairement à certains commandants des niveaux supérieurs, n'ont pas été découragés par la retraite de leurs troupes de l'Arghandab. Il est donc possible que, n'ayant pas l'impression d'avoir été vaincus, ils aient l'intention de poursuivre leurs activités normales [...][287]. » [Traduction] L'Op DAOR BUKHOU était terminée, mais la bataille de l'Arghandab continuait.

Le rôle du Canada dans le Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan

Dans le dernier chapitre, nous avons vu comment les équipes étasuniennes de mentors de la police du CTCS-A ne relevaient pas de la chaîne de commandement de la FIAS, même si elles fonctionnaient dans l'environnement opérationnel canadien dans la province de Kandahar. En mai 2002, le Bureau de la coopération militaire des États-Unis en Afghanistan (USOMC-A) est devenu le Bureau de la coopération en matière de sécurité en Afghanistanan. Le 4 avril 2006, il a pris le nom de CTCS-A et a relevé du CENTCOM des États-Unis. Le CTCS-A est devenu une organisation multinationale interarmées et inter-agences et s'est installé à Kaboul. Son état-major supérieur a compris des officiers des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army] et des officiers canadiens, polonais et britanniques. Les Canadiens ont fait partie de cette organisation sous le nom collectif d'Op ARCHER.

La mission du CTCS-A a consisté à planifier et à mettre à exécution une réforme structurelle, organisationnelle, institutionnelle et administrative des FSNA, qui comprennent l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane, afin de construire un Afghanistan stable, de renforcer la primauté du droit et de décourager et de supprimer le terrorisme

à l'intérieur de ses frontières. Le CTCS-A a fourni des conseillers, des mentors et des instructeurs pour aider les ministères de la Défense et de l'Intérieur à organiser, entraîner, équiper, employer et soutenir les FSNA de manière qu'elles puissent tout faire, aussi bien anéantir l'insurrection et assurer la sécurité intérieure qu'établir les conditions du développement économique et gagner la confiance des citoyens de l'Afghanistan.

Au début de 2008, le Canada a conclu qu'il fallait accroître le nombre existant de ses officiers d'état-major au sein du CTCS-A, en partie pour renforcer la connaissance des activités dans ce commandement. Le Bgén Al Howard et le Bgén Larry O'Brien ont finalement remplacé le Bgén Dennis Tabbernor, qui représentait les intérêts canadiens en 2007. Le Bgén Howard et le Bgén O'Brien ont respectivement travaillé dans les volets de ce commandement étasunien s'intéressant à l'armée et à la police, tandis que le Col Jay Milne était le mentor supérieur auprès de l'Armée nationale afghane. Dans l'ensemble, les tâches consistaient à encadrer l'équivalent afghan du Quartier général de la Défense nationale et à exploiter l'état-major du CTCS-A pour enrichir le perfectionnement de l'Armée nationale afghane et de la police afghane[288].

Au sein du CTCS-A, les Canadiens ont été à même de voir l'ampleur du défi qui consistait à mettre les FSNA sur pied; ils ont fait ce qu'ils ont pu pour influer sur la situation et améliorer la position des FSNA dans le sud de l'Afghanistan et dans la province de Kandahar. Les problèmes foisonnaient, et ils étaient presque trop nombreux pour que l'on puisse en dresser la liste. La nouvelle Armée nationale afghane était un amalgame de chefs qui avaient fait partie des moudjahidines et d'autres qui avaient été formés par les Soviétiques. Les niveaux d'analphabétisme étaient ahurissants.

Le pire problème résidait dans le modèle que cette nouvelle armée apprenait à produire avec ses mentors. Pressé par les intervenants étasuniens qui voulaient voir des progrès s'accomplir, le CTCS-A a essayé de produire de nombreux soldats entraînés pour les FSNA. Ces pressions ont donné lieu, faute d'une meilleure expression, à des problèmes de contrôle de la qualité dans des organisations qui faisaient déjà problème. En outre, comme un observateur l'a décrit, l'Armée nationale afghane n'avait pas la structure optimale pour exécuter des opérations de contre-insurrection : « Nous leur avons construit de nombreuses garnisons, comme nous l'aurions fait en Amérique du Nord et en Europe, et nous nous sommes demandé ensuite pourquoi les soldats ne vivaient pas parmi la population […] Ils vivent comme nous le faisons chez nous, isolés de leurs collectivités, et ils bénéficient d'une qualité de vie bien meilleure que celle de la population[289]. » [Traduction]

La technologie occidentale a été transmise aux Afghans, mais ils ne pouvaient pas entretenir les systèmes leur étant fournis; ils sont donc devenus dépendants d'entrepreneurs occidentaux. Nous ne leur avons pas fourni de structure militaire viable, et la liste a continué de s'allonger[290]. Cependant, comme le système avait été mis en marche dès 2003, il était

difficile d'en modifier la trajectoire. En effet, l'environnement quasi post-apocalyptique où se trouvait l'Afghanistan avait justifié la mise en place d'une structure quelconque, peu importe à quel point elle était imparfaite.

Le CTCS-A était divisé également quant au type de services de police dans lesquels il fallait encadrer les Afghans. Les agents de police étaient-ils des « policiers de quartier », ou constituaient-ils des milices?

[Traduction]

> Les Européens voulaient une approche des services de police beaucoup plus délibérée, axée sur des agents de quartier : la distribution de contraventions […] Mais cela ne convient pas dans un contexte de guerre. Par conséquent, [les Européens] n'ont pas voulu envoyer leurs mentors à l'avant. Ils se hérissaient à l'idée d'inculquer aux agents des compétences de base de l'infanterie. Interrogé sur la question « Quel entraînement fallait-il à la police dans l'immédiat? », le commandant général du CTCS-A a répondu : « L'entraînement de base des fantassins. », ce qui faisait piquer une crise à ses collègues européens[291].

Quand les Allemands ont abandonné la partie et cédé la responsabilité des services de police à autrui, celle-ci a été confiée au CTCS-A. Il ne faut donc pas se surprendre que l'approche plus militaire ait dominé. Cela a fait présager un affrontement entre le CTCS-A et le ministère de l'Intérieur. La corruption dans ce dernier atteignait des niveaux nettement plus élevés qu'au ministère de la Défense, et l'incapacité de concilier cette corruption au niveau supérieur avec des programmes efficaces de la police dans les provinces a été un problème qui a tourmenté toutes les parties concernées. Il n'existait aucune solution apparente : les gouverneurs provinciaux nommaient des chefs de district dotés de leur propre police, ce qui minait tout effort déployé pour installer une autorité gouvernementale centrale en bonne et due forme.

C'est à ce stade que sont entrés en scène les commandements de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes, qui relevaient du CTCS-A. Ils existaient depuis 2006, et comme ils s'étaient impliqués de plus en plus dans le rôle des services de police, ils avaient mis au point une fonction de collecte de renseignements sur l'état de la police afghane dans leurs zones d'opérations. Les données ainsi recueillies étaient transmises par le biais du CTCS-A, puis employées par les commandants à Kaboul comme moyen de pression chaque fois qu'ils le pouvaient auprès de leurs homologues afghans. La principale faille résidait dans le fait que ces commandements n'avaient aucun rapport formel avec les commandements régionaux de la FIAS et qu'ils avaient du mal à partager des renseignements liés à cause de cela. En ayant des officiers canadiens supérieurs au CTCS-A, le Canada a pu se tenir au courant de ce qui se passait à un niveau supérieur, puis en informer la FO Kandahar au besoin[292].

Ce système imparfait s'est maintenu lourdement en 2008 et 2009. Comme l'a expliqué un observateur, il y avait « plusieurs entités qui n'étaient pas amalgamées » [Traduction], mais l'Armée canadienne a joué un grand rôle lorsqu'il s'est agi de faire bouger les choses à Kaboul et à Kandahar, en réunissant tous les acteurs dans une seule pièce. La capacité qu'avaient les officiers canadiens au CTCS-A et à la FO Kandahar de communiquer sur la voie d'arrière-plan a constitué un facteur important pour maintenir une connaissance nationale de la situation dans l'environnement de plus en plus embrouillé où agissaient de multiples coalitions poursuivant divers programmes d'action.

Les services de police dans la province de Kandahar

Comme nous en avons parlé dans le chapitre précédent, une friction importante existait entre les dirigeants des équipes de mentorat étasuniennes de la police et le quartier général du Bgén Laroche, et l'absence d'intégration des efforts dans ce domaine a nui aux services de police dans les districts. Le ministère de l'Intérieur a imposé le programme de perfectionnement ciblé par district (PCD) afin de faire le ménage dans les forces de police des districts, au printemps de 2008. Le Gén Saqib et le mentor supérieur étasunien de la police se sont ouvertement dits en désaccord avec le gouvernement de Kaboul et avec la décision prise par le CTCS-A de faire venir une police « de l'extérieur » pour mener le programme de PCD. Les Canadiens à la FO Kandahar se sont fait dire par le mentor susmentionné que cette question ne concernait pas le Canada parce que ce qu'il faisait ne relevait pas de la chaîne de commandement de la FIAS. Ce mentor a par ailleurs donné ordre à son personnel « de rompre le contact avec le QG FO Kandahar[293] ».

Le Gén Saqib a alors réorganisé la police de fond en comble en nommant Essa Khan chef de la police du Panjwayi et en lui donnant pour adjoint l'ancien chef du district, Bismillah. Bismillah Khan du Panjwayi est alors allé dans le district de Zharey, et Fida Mohammad a remplacé le Col Akka dans le Dand[294]. Ces changements n'ont fait qu'aggraver la situation déjà mauvaise dans le Zharey et le Panjwayi et ils ont aliéné presque toutes les factions dans les deux districts et semé la confusion dans les milieux de la police (vu la loyauté envers un commandant, le personnel de ce dernier l'a suivi avec ses armes et ses véhicules). Pendant cette période, le gouverneur Asadullah Khalid a cessé de communiquer avec le CICP, de sorte qu'il n'y a plus eu de directives supérieures provenant du gouverneur ou de liaison avec lui en ce qui concernait la police[295].

Même pendant que le programme de PCD fonctionnait dans le Zharey et le Panjwayi, d'autres facteurs nuisaient aux services de police dans la province. Tout d'abord, il y avait l'existence de la milice privée du gouverneur. Cette milice succédait à l'Unité 005 de la Police permanente, désormais appelée Bataillon 02, et elle était renforcée par des agents qui semblaient appartenir au groupe ethnique des Hazaras[296]. Le Bataillon 02 recevait

apparemment ses ordres tactiques du chef de police provincial, mais il appartenait en fait à Asadullah Khalid. Deuxièmement, la décision prise par la FO Kandahar d'embaucher des entreprises privées de services de sécurité pour garder la base et libérer des soldats canadiens a donné aux membres des FSNA la possibilité de vendre ou de revendre leurs services à ces entreprises. Certaines d'entre elles sont apparues du jour au lendemain et avaient des liens avec diverses factions ou divers éléments de la structure d'influence de Kandahar. Dans certains cas, par exemple, un membre de la police provinciale pouvait travailler au noir pour une entreprise de services de sécurité dans une base d'opérations avancées, ou pour la MANUA, mais conserver son arme et son uniforme. Un membre du Bataillon 02 pouvait faire la même chose. D'autres hommes armés venus d'ailleurs se présentaient chez des entreprises de ce genre pour se faire embaucher. Là encore, il n'existait aucune unité entre les services de police, et chaque entité de la structure d'influence conservait une milice officieuse sous le nom d'une autre organisation ou d'autres organisations.

Plusieurs Canadiens estimaient que le mentor supérieur étasunien de la police avait des liens trop étroits avec le Gén Saqib et qu'il entravait les efforts qu'ils faisaient pour établir des services de police efficaces dans des districts clés. Le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud) a été sensibilisé à ce problème, mais il a décidé d'attendre la fin de la période de service de ce mentor pour le renvoyer aux États-Unis[297]. Son remplaçant a été le Col James Walton, qui est arrivé à la fin de mai 2008. Le Col Walton et son équipe ont immédiatement entrepris une enquête sur ce qui se passait, et l'on a pensé qu'ils avaient mis au jour des renseignements sur l'implication du Gén Saqib dans les activités des entreprises privées de services de sécurité. Walton et son équipe ont aussi cherché à savoir pourquoi la police de Saqib avait mis tant de temps à réagir lors de l'évasion de Sarposa. Le 21 juin 2008, le véhicule MRAP du Col Walton a été détruit par un énorme EEI sur l'Autoroute 1, à Senjaray. Il a été tué en même temps que trois autres mentors étasuniens de la police dans ce qui a finalement été décrit comme étant une embuscade avec EEI[298].

Le Lt Reg McMichael a dirigé la FRR qui s'est rendue sur le lieu de l'attentat et qui comprenait un peloton d'infanterie et une troupe de chars Leopard. L'explosion a créé un cratère de quatre à cinq mètres de diamètre et de six mètres de profondeur dans l'Autoroute 1. Le véhicule MRAP du Col Walton a été le seul du convoi à être détruit entièrement. Un autre véhicule avait été atteint par des tirs d'armes lourdes, et il y avait des blessés et des morts partout à l'endroit de l'attaque. Le Lt McMichael et la FRR ont compris que les survivants étasuniens « n'étaient pas aptes à combattre » [Traduction] et sous le choc; le peloton canadien a donc prodigué des soins aux blessés et sécurisé les lieux aux fins de l'enquête[299].

Les enquêteurs ont établi que l'EEI était un engin tout à fait unique axé sur des méthodologies que l'on n'avait jamais vues auparavant et qui ne l'ont jamais été par la suite. Plusieurs officiers canadiens et étasuniens qui s'intéressaient aux questions de police dans la province de Kandahar ont cru que le Gén Saqib ou d'autres membres de la structure d'influence de Kandahar avaient trempé d'une façon ou d'une autre dans l'assassinat du Col Walton, mais ils ne pouvaient le prouver catégoriquement. Saqib a été congédié le 26 juin pour des raisons liées à l'évasion de Sarposa et à son incapacité à réagir promptement[300]. Après avoir été congédié, il a affirmé qu'un marché avait été conclu entre la structure d'influence de Kandahar et les talibans pour permettre le raid de Sarposa et que l'on faisait de lui le bouc émissaire de l'échec de la riposte[301]. Le désarroi continuait de régner dans les services de police de la province de Kandahar, élément clé de tout plan axé sur les fonctions « Tenir » et « Construire ».

L'Équipe de reconstruction provinciale et le développement, de mai à août 2008

Après la parution du Rapport Manley, le rôle du conseiller en développement de la FO Kandahar était censé avoir été amélioré, mais les questions de savoir quels liens existaient entre ce conseiller et la représentante du Canada, quels rapports il y avait entre ces deux personnes et l'ERP et comment tout cela se rapportait à l'ambassade à Kaboul sont demeurées une source de tension pendant toute la première moitié de 2008. Les AM ne disposaient pas des niveaux de commandement qu'avait l'Armée, ce qui signifiait qu'il n'existait chez eux aucune culture axée sur une chaîne de commandement. Le MAECI et l'ACDI communiquaient par le biais de réseaux officiels et officieux, et, en général, la hiérarchie qui caractérisait l'Armée était absente chez eux. Selon le Bgén Thompson, Elissa Golberg passait la majeure partie de son temps à essayer d'opérer un rapprochement entre les divers ministères à Ottawa afin de créer un consensus sur des décisions, puis elle devait refaire le même travail dans le théâtre[302].

Encore une fois, le problème résidait dans ce qui était connu et ce qui ne l'était pas dans la province. En général, l'ERP devait rétablir ses lignes de référence pour savoir quelles assemblées de développement des districts et quels conseils de développement communautaires étaient actifs dans la province. L'ACDI a décidé de travailler avec des personnes embauchées sur place pour communiquer avec ONU Habitat, et c'était là un processus laborieux[303]. Par exemple, le conseiller en développement de la FO Kandahar, qui relevait de l'ACDI, affirmait mordicus que des projets de l'ACDI de niveau opérationnel étaient en cours dans le Maywand. L'équipe tactique canadienne des OPPSY affectée dans le Maywand s'y est rendue et a examiné la situation. Elle n'a vu aucun signe qui aurait montré que des projets financés par l'ACDI en étaient au stade de l'exécution, même si des fonds canadiens considérables avaient été dépensés à ce titre[304].

Les équipes de la COCIM de l'ERP, dirigées par le Maj Jim Allen, ont fait de leur mieux pour mettre en lumière ce qui se passait dans les districts, tandis que les divers dirigeants de l'ERP essayaient de comprendre la façon d'aborder le développement dans la province. Les notions de plan de développement de district et de plan de développement provincial ont refait surface, mais il restait à savoir comment ces plans se rapportaient à ce que les assemblées et les conseils de collectivité et de district voulaient. Le Comité de développement provincial était de nouveau moribond sous la gouverne d'Asadullah Khalid, et le Plan de développement provincial n'était encore qu'un « exercice sur papier ». Le Programme national de solidarité s'était arrêté, et les conseils de développement communautaires ne fonctionnaient pas dans les zones dangereuses. L'existence des assemblées de développement des districts était incertaine et menacée aussi dans certains districts. Par conséquent, les Canadiens devaient se concentrer sur les districts et s'attaquer au problème, un district à la fois[305].

Le ministère du Relèvement rural et du Développement suscitait des préoccupations grandissantes, tout comme l'argent que le Canada y avait investi au niveau de Kaboul. Il n'y avait aucun moyen d'en rendre compte ou de savoir où il avait été utilisé, ou s'il avait été utilisé. En outre, dans l'environnement postérieur au Rapport Manley, il fallait maintenant s'en servir et produire des statistiques à cet effet afin de démontrer que des progrès s'accomplissaient. L'ERP a décidé que, si le Programme national de solidarité n'était pas opérationnel et qu'aucune somme ne lui était affectée, ou si les assemblées de district étaient autrement corrompues, l'ERP recourrait à la meilleure enveloppe de financement possible pour gérer les projets. C'était entièrement au coup par coup : l'ACDI avait les fonds de son Programme d'initiatives locales à Kandahar (PILK), l'Armée avait le Fonds de contingence du commandant, et il y avait le fonds pour les « opérations d'information », les fonds pour les projets à impact rapide, le Fonds du MAECI pour la paix et la sécurité mondiales, et l'argent dont USAID disposait. On n'a ménagé aucun effort pour céder la responsabilité aux chefs de district, mais il était clair que l'ERP et les équipes de la COCIM agissaient encore une fois, malgré les meilleurs efforts du Lcol Dana Woodworth et de l'ERP, comme un gouvernement de fait à Kandahar parce qu'Asadullah Khalid et Ahmad Wali Karzai ne voulaient pas ou étaient incapables de faire le travail eux-mêmes[306].

L'établissement de rapports avec des organisations non gouvernementales fournissant une aide humanitaire dans la province était extrêmement problématique, car elles se percevaient comme étant neutres et pouvaient donc travailler dans les zones contrôlées ou influencées par les talibans. Il se peut que leurs activités aient profité dans une certaine mesure aux habitants des collectivités visées, mais en fin de compte, elles ont entravé les efforts faits pour établir la gouvernance et la primauté du droit, ce qui bénéficiait en revanche aux insurgés. En fait, ces organisations fournissaient les services qu'un gouvernement aurait dû pouvoir offrir. Cela a fini par permettre aux talibans de s'attribuer le mérite des activités

d'aide, aux dépens du gouvernement, aux yeux de la population. Pire encore, « [les insurgés] perçoivent typiquement de 10 à 20 p. 100 de la valeur de tout projet comme dédommagement pour en protéger l'exécution. Les États-Unis et la collectivité internationale entretiennent involontairement une vaste économie politique reposant sur la corruption du régime de sécurité en Afghanistan[307] » [Traduction].

Au chapitre de la primauté du droit, la lenteur désespérante des progrès a persisté. Les efforts déployés dans la ville de Kandahar n'avaient à peu près aucun effet en dehors de celle-ci. Deux chefs tribaux supérieurs appartenant à une tribu marginalisée se sont adressés à l'ERP et en sont venus directement au fait :

> [Traduction]
>
> Ils s'estiment écartés du processus décisionnel gouvernemental et veulent y prendre part; ils croient que le gouvernement de l'Afghanistan ment. Ils ont déclaré qu'ils sont mécontents du système judiciaire et croient que les prisonniers sont maltraités par la DNS […] Ils estiment que la choura tribale gère les criminels et le crime beaucoup mieux que le système judiciaire de l'État. « Nous pouvons régler en quelques jours des problèmes que le gouvernement met des années à résoudre[308]. »

Quand l'ERP a examiné le projet d'éradication de la poliomyélite que le Canada finançait déjà, l'équipe de la COCIM a fait savoir qu'un chef d'équipe dans le Panjwayi gardait pour lui l'argent dont il était censé se servir pour payer les travailleurs sur le terrain[309]. Sans savoir, ou presque, ce qui se passait en dehors de la ville de Kandahar, il était quasi impossible d'évaluer l'efficacité du soutien fourni à cet égard. Les patrouilles de la COCIM rencontraient parfois des adolescents que l'hôpital Mirwais avait embauchés pour vacciner la population de la ville de Kandahar[310]. En août, les équipes de la COCIM ont fait savoir que les talibans enlevaient et intimidaient les vaccinateurs[311].

Après l'évasion de Sarposa, c'est à la ville de Kandahar que la priorité a été accordée en matière de développement et de reconstruction. De plus, Ottawa ne permettait pas au personnel des AM de se rendre dans les districts pendant de longues périodes. Par conséquent, l'ACDI a attribué un contrat au Central Asian Development Group (CADG) pour qu'il lui serve de « partenaire d'exécution » relativement aux projets dans le district de Panjwayi[312]. Ce groupe préférait travailler au niveau communautaire et a commencé son travail pendant l'été de 2008. Apparemment, personne ne l'avait dit au groupe chargé du PPRAP qui coordonnait les activités canadiennes et afghanes dans le Panjwayi; par conséquent, ce que le CADG faisait ou ne faisait pas ne pouvait pas être mesuré ou même vérifié.

Comme la ville de Kandahar a eu la priorité, après l'évasion de Sarposa en juin, la relation avec le maire, Ghulam Haider Hamidi, a pris une importance accrue. Comme c'était « un patriote afghan instruit, expérimenté, honnête et apolitique dont le seul but était d'améliorer la qualité de vie » [Traduction] dans la ville, le Canada a pu travailler avec lui. Cependant, tout comme le bureau du gouverneur provincial, celui du maire manquait d'outils : « [L]e principal problème de la municipalité est de nature administrative; or, le bureau du maire n'a pas les systèmes et les procédures ni le personnel dûment formé pour gérer les affaires de la ville. Cette lacune est confirmée par l'incapacité de la ville à dépenser toutes les sommes perçues, en dépit de l'existence de nombreux besoins pressants[313]. » [Traduction] Avec une population estimative de 800 000 habitants, la ville demeurait le centre de gravité de l'effort de la coalition, et il fallait donc se préoccuper davantage de remédier à ses difficultés.

L'idée selon laquelle la ville de Kandahar devrait avoir des assemblées et des conseils de développement comme les districts ruraux n'était pas nouvelle, mais le processus bureaucratique afghan compliquait les choses. Le Programme national de solidarité travaillait avec le ministère du Relèvement rural et du Développement, lequel ne s'occupait pas des villes, du fait que son mandat se rapportait à la reconstruction rurale. Quand une expérience a été tentée avec ONU Habitat, le maire Hamidi a dit à l'ERP qu'il « avait demandé à cet organisme de partir et de ne pas traiter avec les fonctionnaires de la ville […] il croit que le personnel d'ONU Habitat installé dans son bureau à lui est corrompu (ce personnel accepte des pots-de-vin pour adjuger des contrats à certaines personnes). Il n'aimait pas le fait que l'ONU faisait grandement connaître sa collaboration avec la ville et s'attribuait le mérite de toutes les réalisations. » [Traduction] De même, l'ingénieur-conseil du maire a souligné que son bureau était « constamment exaspéré par le manque d'intérêt d'ONU Habitat lorsqu'il s'agissait de coordonner ses projets avec la municipalité ou d'aider à dresser des plans pour la ville[314] » [Traduction].

L'été venu, la ville de Kandahar était de plus en plus perçue par la FO Kandahar comme une zone d'opérations en soi, de sorte qu'il y avait au sein de l'ERP de plus en plus de capacités canadiennes de lutte contre les EEI et de transmissions. Cet intérêt accru a attiré l'attention des insurgés. À la fin d'août, une équipe de deux hommes en motocyclette a assassiné le juge en chef adjoint de la Cour supérieure, Hazarat Abdullah Mujahadi. Il ne restait donc « plus que sept juges pour toute la province de Kandahar » [Traduction]. Cinq attaques à l'EEI en trois jours, après ce meurtre, ont montré que la ville était encore une fois en train de devenir un « front » dans la guerre[315].

Les opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2008

Dans la foulée de l'évasion de Sarposa, et l'accent étant mis sur l'Arghandab, le Zharey a semblé devenir une zone d'opérations tranquille. En réalité, les forces canadiennes et afghanes y exécutaient des patrouilles quotidiennes constantes. La coalition a continué à y mener de grandes opérations, mais en moins grand nombre. Les sapeurs ont essayé de régler le problème du projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY, mais l'EGC-2 a eu du mal à recruter des ouvriers à cause de l'intimidation pratiquée par les insurgés. La décision a été prise de construire plutôt une route de combat.

L'ennemi, immobilisé dans le district de Garmsir dans l'Helmand, a essayé d'amener des ressources dans le Zharey pour soutenir son combat sur ce front. Le nombre d'insurgés et de leurs chefs basés dans l'Helmand y a augmenté[316]. Des patrouilles constantes menées par les FSNA et leurs mentors canadiens ont aidé à cerner les zones où les insurgés exerçaient une influence accrue. Cela a donné lieu à de nombreux contacts avec « tirs à la dérobée », chacun des deux camps subissant alors peu de pertes. La police afghane et ses mentors canadiens ont pu conclure que l'ennemi se servait des anciens PPS de Kolk et de Sangsar et qu'il avait établi une importante présence avancée à Burmohammad, au nord de Pashmul. D'après les renseignements émanant de la police, les insurgés avaient préparé des positions défensives qu'ils n'avaient cependant pas occupées et qui encerclaient les zones d'influence qu'ils voulaient protéger. Aspect primordial, des renseignements recueillis auprès des Afghans ont révélé que la population en avait assez de voir les talibans « de l'extérieur » agir dans leurs domaines à eux : ils fermaient les marchés, par exemple, et nuisaient au commerce[317]. Puis, il y a eu l'Op KHAMOSH TEARANDAZ [Archer silencieux] le 26 juin.

Comme il y avait beaucoup trop d'activités dans le « polygone de tir » de Spin Pir, les Afghans ont décidé de dégager les enceintes au sud du poste fortifié. Les patrouilles se sont heurtées à de petites équipes d'insurgés au cours de quatre contacts; l'ennemi a employé la tactique des « tirs à la dérobée » rapides pour rompre le contact. Par conséquent, une seule équipe ennemie a pu être prise à partie par l'artillerie, et même alors, il n'a pas été possible de savoir combien d'ennemis avaient été blessés ou tués[318].

La Batterie B a finalement pu exploiter sa nouvelle capacité. Le 4 juillet, l'ELMOP basée à Spin Pir, le long de l'Autoroute 1, a été attaquée par une force insurgée qui avait aménagé une base de feu dans une hutte à raisin et manœuvré pour se rendre au poste de police secondaire. L'ELMOP et la police afghane ont riposté et appelé à l'aide. Elles n'avaient ni contrôleur aérien de la finale de l'attaque ni officier observateur avancé dûment formé. On leur a demandé des coordonnées à 12 chiffres. Quelques minutes plus tard, un obus Excalibur M-982 a démoli la hutte à raisin, et le reste des insurgés a fui[319].

Quant aux projets de gouvernance et de développement dans le Zharey, il y en avait très peu au cours de l'été 2008, même s'il y a eu de grands plans pour le quadrilatère de stabilisation JUNO. Les gens qui voulaient travailler pour l'EGC-2 étaient soit abattus, soit intimidés d'autres façons. Ailleurs, un membre de la choura a dit ce qui suit à l'équipe de la COCIM : « Si l'ERP ne veut pas mener de projets dans le secteur de Pashmul, à quoi cela sert-il d'assister à la choura[320]? » [Traduction] La police du district de Zharey continuait d'« extorquer de l'argent aux habitants » : beaucoup se méfiaient de la Police nationale afghane et appuyaient plutôt les insurgés[321]. L'EGC-2 a confirmé cela : elle a réuni des éléments prouvant que la police soutirait un droit de passage aux conducteurs de camion de gravier qui appuyaient le projet d'asphaltage, et elle a appris que des agents de police habillés comme des insurgés tuaient les ouvriers qui ne les payaient pas[322].

Les troupes canadiennes de l'ELMO et de l'ELMOP et les FSNA, qui allaient de l'infrastructure tactique du Zharey vers l'intérieur du district, se sont heurtées tous les jours à des forces ennemies pendant tout le mois de juillet. La liste est aussi longue que répétitive. Des patrouilles-cadres menées par l'ELMOP et la police, ou par l'ELMO et l'Armée afghane, entraient en contact avec l'ennemi et réclamaient un appui-feu de la part des forces aériennes ou de l'artillerie; l'ennemi perdait quelques combattants, et la patrouille se poursuivait. Le poste de Spin Pir a été attaqué par des GPF et des mortiers à maintes reprises, tandis que la FOB Ma'Sum Ghar et la BP Wilson subissaient régulièrement des attaques exécutées avec des mortiers ou des lance-roquettes. En rétrospective, on ne sait pas au juste si c'était les forces de la coalition dont les opérations étaient perturbées, ou celles des insurgés. La coalition n'arrivait pas à dégager le district, elle ne pouvait pas le tenir parce qu'elle n'avait pas assez d'agents de police, et l'étape de la construction était complètement arrêtée, faute des moyens voulus pour établir la gouvernance et travailler au développement. De leur côté, les insurgés n'avaient pu jusque-là reproduire les conditions de 2006 à l'intérieur du district, et ils ennuyaient la population locale dans certains secteurs. Les efforts qu'ils faisaient « pour poursuivre la lutte » [Traduction] dans le Zharey étaient fructueux, mais les gains qu'ils cherchaient à obtenir leur échappaient encore[323].

En général, les activités canadiennes n'avaient pas lieu dans l'intérieur du Zharey et elles étaient de plus en plus orientées vers l'Autoroute 1 à mesure que l'ennemi y exécutait maintenant ses opérations. Un nœud clé était la localité de Senjaray. Le Bgén Thompson a ordonné que les efforts portent sur la création d'un avant-poste de combat à cet endroit, surtout parce que les talibans semblaient y intimider la population de plus en plus et que les alizais étaient isolés politiquement à Kandahar[324]. L'intérêt du Canada s'est accru après l'assassinat d'un homme qui semblait avoir été une constante dans la structure d'influence de Kandahar.

L'assassinat d'Habibullah Jan

Le député Habibullah Jan, chef *de facto* des alizais, a été abattu et tué dans la nuit du 4 juillet pendant qu'il rendait secrètement visite à la famille de sa nouvelle épouse dans le district de Zharey. Il a plus tard été établi que l'assassin était un criminel qui s'était échappé de la prison de Sarposa, lors de la grande évasion; c'était un Alizai qui avait des liens de parenté avec la victime[325]. Des talibans évadés de la prison opéraient à Senjaray; ils étaient connus de la police, mais le centre de coordination de la province a fait savoir que des « problèmes de communication » avaient empêché les Afghans d'alerter Jan pour l'informer qu'il était ciblé[326]. Le personnel du CCO-P canadien, par ailleurs, était convaincu que l'assassinat avait été préparé du dedans et que la police de la province de Kandahar y était pour quelque chose[327]. Au cours des jours suivants, ni le gouverneur Asadullah Khalid ni le chef du conseil provincial Ahmad Wali Karzai n'ont fait de déclaration publique sur l'assassinat; ils ont évité les caméras et ont laissé le chef du district et son chef de police le soin de faire le travail[328].

La FO Kandahar a conclu ce qui suit : « La mort d'Habibullah Jan crée un énorme vide dans la structure du pouvoir du Zharey oriental, car ce chef tribal alizai exerçait un pouvoir et une influence considérables. Son assassinat ajoute à la série des chefs tribaux influents tués au cours des derniers mois, ce qui a modifié la dynamique du pouvoir dans le centre de la province de Kandahar[329]. » [Traduction] En outre, le consensus au quartier général de la FO Kandahar était que l'assassinat de Jan n'était pas le fait des talibans[330]. Le Lcol Woodworth à l'ERP a cru qu'Habibullah Jan avait été tué parce qu'il commençait à appuyer les efforts canadiens dans le district[331].

La mort d'Habibullah Jan a été presque aussi déstabilisante que celle du mollah Naqib. En effet, la mort des deux hommes, qui s'opposaient tous deux à la domination des représentants popalzais dans l'appareil politique de Kandahar, a supprimé le troisième « pilier » de la structure d'influence provinciale. Il importe de souligner que pas un seul intermédiaire du pouvoir barakzai ou popalzai n'a été assassiné entre 2006 et 2008. Comme dans le contexte de l'attaque de Sarposa et de l'Arghandab, il existait une convergence suspecte des intérêts des insurgés et d'éléments de la structure d'influence provinciale, mais il n'y avait aucune preuve solide pour établir la présence d'un lien direct entre eux[332].

Le lendemain de l'assassinat de Jan, le gouverneur a envoyé 50 de ses « agents de police » dans Senjaray[333]. Le gouverneur a en fait occupé l'endroit avec ses propres forces et s'est défait des derniers éléments du pouvoir alizai. Le principal rival d'Ahmad Wali Karzai n'était plus. Une équipe de la COCIM a déclaré qu'elle « ne croyait pas en la possibilité de confirmer que bon nombre des crimes actuellement imputés aux insurgés soient effectivement le fait de ces derniers, et que, selon elle, des organisations criminelles locales complexes en étaient sans doute l'origine[334] » [Traduction]. Les alizais ne faisaient pas confiance au gouvernement

provincial, et cela a été confirmé quand ils ont envoyé une délégation de 40 hommes à Kaboul pour faire valoir leurs préoccupations auprès du Cabinet du président, au lieu de négocier avec Asadullah Khalid[335].

L'opération LUMBAR : Début du combat pour la maîtrise de l'Autoroute 1, en juillet et août 2008

Les insurgés, qui s'étaient regroupés après l'opération de l'Arghandab, ont cherché partout des occasions de faire pression sur les forces coalisées. Les opérations dans l'intérieur du Zharey étaient dans l'impasse, mais l'Autoroute 1 dans ce dernier constituait une cible évidente et vulnérable; par conséquent, les spécialistes des EEI évadés de Sarposa ont été mis à contribution aux côtés des réseaux existants opérant dans le Zharey[336]. Du 4 au 21 juillet, il y a eu 18 embuscades, attaques avec armes légères et EEI entre Asheque et le Maywand, y compris six attaques contre des convois de ravitaillement en cinq jours (voir la figure 3-14). L'Autoroute 1 a commencé à ressembler à l'itinéraire FOSTERS. La situation « a entravé la liberté de mouvement des véhicules commerciaux et [des forces coalisées], en particulier le réapprovisionnement des éléments [de la coalition] » [Traduction]. En l'occurrence, cela a donc touché tout endroit situé à l'ouest de Senjaray qui avait besoin d'être ravitaillé par voie de terre, y compris la province d'Helmand[337]. En outre, comme le 2-2 Infanterie allait bientôt se déployer dans le district de Maywand, il important de réduire le nombre d'attaques à l'EEI le long de cette route.

L'Op LUMBAR a été conçue pour remédier au problème de l'Autoroute 1. Du 21 au 24 juillet, la FO Kandahar a réévalué la situation et, en travaillant par l'intermédiaire de l'ELMO, elle a essayé d'élaborer une solution canado-afghane. Des ratissages réguliers de l'Autoroute 1 et des fouilles irrégulières de points vitaux et de ponceaux pour y découvrir des EEI éventuels ont exigé une forte intensité de main-d'œuvre, et il n'a pas été clair s'il y avait assez d'agents de police dans le Zharey pour exécuter la tâche. Tout comme l'Armée afghane, ils n'avaient pas de véhicules blindés. Il fallait trouver un moyen d'établir un plan de patrouille pour la police et l'Armée par l'intermédiaire du Centre interarmées de coordination de district, si possible.

En fin de compte, l'Op LUMBAR a comporté plusieurs éléments. La PNAOC et la Police afghane en uniforme se sont occupées des points de contrôle clés. Les sapeurs de combat canadiens ont aussi effectué des patrouilles sur la route. Des hélicoptères OH-58D des Banshees ont fourni une couverture aérienne à toutes ces forces et aux convois qui passaient par le secteur. Parallèlement, les sapeurs canadiens ont amélioré les positions de la PNAOC sur l'Autoroute 1, à Asheque. Enfin, la Compagnie C a élaboré un plan de patrouille pour le secteur situé au sud de la BP Wilson, tandis que des éléments des forces d'opérations spéciales sont arrivés de nuit pour assurer une surveillance secrète. (Voir la figure 3-15)

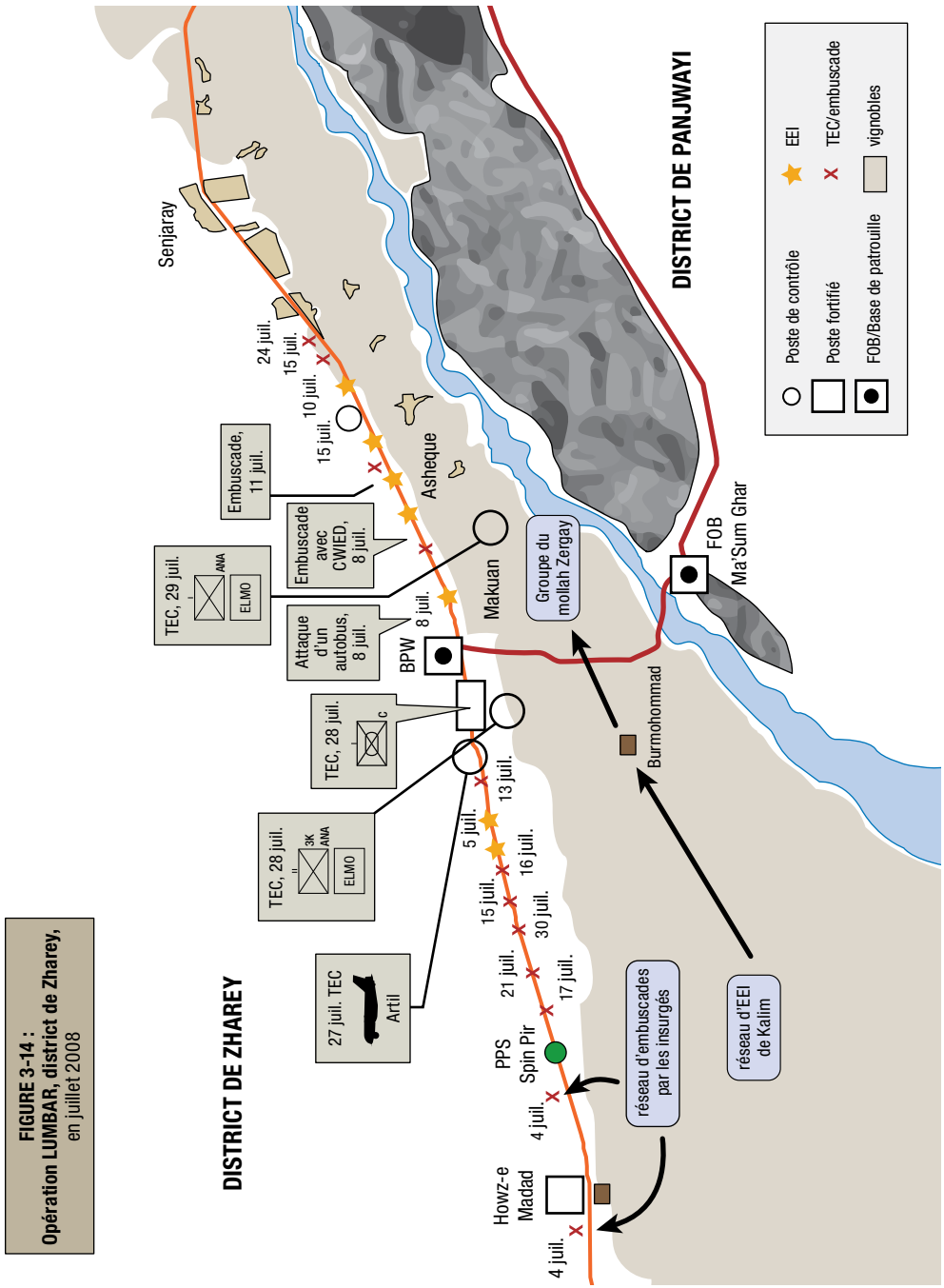


Figure 3-14 : Opération LUMBAR, district de Zharey en juillet 2008

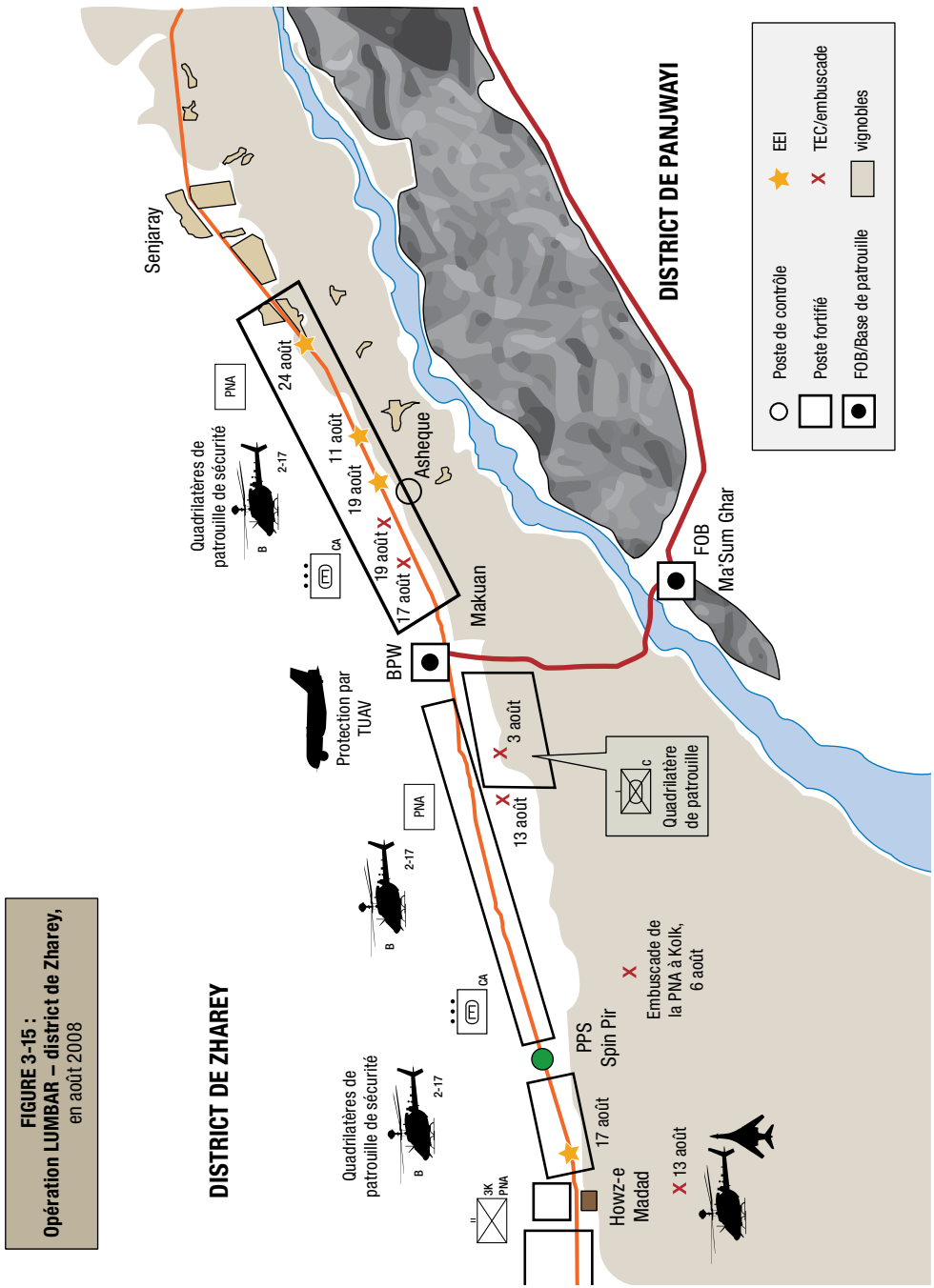


Figure 3-15 : Opération LUMBAR, district de Zharey, en août 2008

Entre le 27 juillet et le 24 août, il n'y a eu que quatre attaques à l'EEI contre la circulation des véhicules sur l'Autoroute 1 dans la zone où avait lieu l'Op LUMBAR et il n'y a eu aucune embuscade. Aucune de ces attaques n'a visé les convois de ravitaillement[338]. Cependant, l'ennemi s'est manifesté plusieurs fois. Tout d'abord, le 27 juillet, un TUAV Sperwer a repéré une équipe embusquée qui a ensuite été prise à partie par les obusiers M-777 de l'artillerie. Le lendemain, des troupes afghanes et l'ELMO ont attaqué l'ennemi au sud de l'Autoroute 1, pendant que la Compagnie C faisait de même. Les canons de 25 mm des VBL III, l'artillerie et des éléments d'appui aérien rapproché ont tué environ huit insurgés. Deux compagnies afghanes et leurs mentors de l'ELMO ont exécuté une opération improvisée de bouclage et de fouille dans Asheque après que deux agents de police ont été enlevés et emmenés à Makuan. À cet endroit, une force ennemie armée de mortiers a déclenché contre eux une escarmouche et une fusillade qui a duré près de deux heures. Les contrôleurs aériens avancés ont pu diriger des éléments d'appui aérien rapproché et des tirs d'artillerie sur l'ennemi, et les Canadiens et les Afghans se sont repliés. Le village de Makuan est resté un point chaud, et l'on a craint que les habitants de l'endroit aient des griefs contre la police et qu'ils se soient adressés aux talibans pour obtenir un jugement[339].

Les mesures prises pendant l'Op LUMBAR ont continué de produire des contacts avec l'ennemi, et elle a donc été prolongée jusqu'à la mi-août. Les patrouilles de la Compagnie C, au sud de la BP Wilson ont suscité deux contacts d'envergure qui ont nécessité l'intervention de l'artillerie et d'éléments d'appui aérien rapproché, tandis que la police et l'Armée afghanes ont pris part à deux grands contacts à l'est de la base de patrouille susmentionnée, le long de l'Autoroute 1. Dans tous les cas, l'ennemi a subi des pertes, mais non la coalition. Les talibans, qui cherchaient délibérément à abattre un hélicoptère de la coalition avec une équipe spécialisée, ont tendu une embuscade aux appareils OH-58D des Banshees. Il y a eu deux attaques de ce genre. Les Banshees ont donc attiré l'ennemi dans un piège et ont ensuite largué des bombes d'un avion B-1B sur la force talibane embusquée, au sud d'Howz-e Madad, le 13 août : toutes les équipes ennemies munies de mitrailleuses lourdes ont été supprimées. Six jours plus tard, une équipe de poseurs d'EEI a été repérée de nuit par la Compagnie C et par des forces d'opérations spéciales. Cette équipe a été prise à partie avec des bombes et des missiles jusqu'à son anéantissement[340].

L'Op LUMBAR a été fructueuse en ce sens qu'elle a aidé la FO Kandahar et le CR (Sud) à reprendre l'initiative et à regagner leur liberté de mouvement sur l'Autoroute 1. Cependant, ce n'était là qu'un état temporaire, et il a fallu d'autres opérations pour renforcer ces gains.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet et août 2008

À la fin de juin, Haji Baran avait réclamé une aide dans le Panjwayi oriental, et sa demande a été exaucée au début de juillet. L'analyse a révélé que la localité de Salavat était un nœud qui, s'il était agité, était susceptible de stimuler l'activité ennemie et d'aider à définir la menace. Le CR (Sud) a fait venir une compagnie de parachutistes britanniques du Groupement tactique régional (Sud) pour exécuter l'Op SOTAK [Marteau de forgeron]. Ce fut une opération simple : un quadrilatère opérationnel a été dressé autour de Salavat. Pour cela, la Compagnie C a établi une position d'arrêt le long du tronçon est de l'itinéraire FOSTERS, des TUAV ont couvert l'itinéraire LAKE EFFECT, et une compagnie de l'Armée afghane, des agents de police et un peloton de reco fourni par le groupement tactique se sont déployés à l'ouest. Le matin du 1er juillet, des hélicoptères (datant de la même époque que les Sea King canadiens) ont exécuté un assaut aérien en déposant la 3e Compagnie de parachutistes accompagnée par la police afghane, l'ELMOP canadienne et du personnel de la Direction nationale de la sécurité dans les zones d'atterrissage au sud-est de la localité. Au Centre des opérations tactiques du groupement tactique, l'état-major a ordonné au pilote d'un MQ-1 Predator de suivre un groupe de quatre insurgés qui cherchaient à fuir. Un missile Hellfire a fondu sur eux, et un hélicoptère OH-58D arrivé sur les lieux s'est occupé des survivants. Des tirs sporadiques ont ciblé une équipe du renseignement, mais il n'y a pas eu d'autres contacts avec l'ennemi. L'exploitation des enceintes dans Salavat a mis au jour la présence d'une fabrique d'EEI et d'une infirmerie, mais il ne s'y trouvait aucun insurgé[341].

Le Bgén Thompson a décidé au début de juillet que le moment était venu d'amorcer l'Op HUNDA [Loup], c'est-à-dire la mise en place du quadrilatère de stabilisation de Sperwan. Des patrouilles préliminaires exécutées par la Compagnie B, l'Armée afghane et les mentors pendant la première semaine du mois ont aidé à mieux définir le secteur. L'Op LEWE a interrompu ce processus. À la fin de juillet, plusieurs habitants de Sperwan connus comme étant des combattants talibans se sont présentés au chef de district en demandant de réintégrer la société afghane. C'était là un signe positif[342]. D'un autre côté, les équipes de la COCIM ont conclu qu'il « était troublant de voir que les villageois se percevaient comme de simples spectateurs et non comme étant concernés par le conflit. Ils semblent surtout se préoccuper de rester neutres et de ne pas attirer les tirs des talibans ou ceux de la FIAS et des FSNA[343] » [Traduction]. La FO Kandahar et le groupement tactique se sont alors intéressés à l'établissement d'un poste de police à Sperwan. Le problème, c'était le manque chronique d'agents de police. La priorité ayant été accordée à la ville de Kandahar après l'évasion de Sarposa, 30 policiers formés ont été retirés du Panjwayi et envoyés dans la capitale provinciale. Cela a considérablement réduit le nombre de patrouilles dans le

Panjwayi oriental. L'ELMOP et la CIVPOL faisaient tout ce qu'elles pouvaient, mais les chiffres ne mentaient tout simplement pas. Quand les insurgés ont organisé une attaque depuis Salavat contre le poste de contrôle de Salehan, les autres agents de police du district ont refusé de quitter leurs postes. Les autorités supérieures de Kandahar ont dit au chef de police qu'il était autorisé à recruter 75 agents locaux, mais que ceux-ci n'auraient aucune formation. Malgré toutes les tentatives de perfectionnement ciblé par district, le Panjwayi était maintenant revenu à la case départ en ce qui concernait les services de police[344].

Du côté de l'EGC-1, le projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS s'est arrêté. Le matériel nécessaire à la construction de la route avec une main-d'œuvre manuelle n'était pas arrivé, et beaucoup d'actes d'intimidation ciblaient les ouvriers. Haji Baran « maintenait catégoriquement qu'il fallait poursuivre les travaux avec des équipements lourds et les terminer aussi vite que possible pour empêcher que les EEI ne fassent d'autres blessés ou morts […] De nombreux habitants de l'endroit déclaraient ouvertement que, comme des fonds considérables avaient été affectés au projet sans produire grands résultats, les chefs locaux et les représentants de la choura volaient sûrement l'argent et que, pour les mêmes raisons, les Canadiens étaient corrompus […][345] » [Traduction].

Parallèlement, l'Op KORBA a été organisée pour conjuguer les opérations locales des avant-postes de combat; cette opération a été répétée trois fois en juillet et août. Le combat tactique en profondeur a aussi été superposé à l'opération[346]. La Compagnie B n'avait aucune capacité de manœuvre. Des pelotons dont l'effectif était incomplet occupaient les avant-postes de combat : le nombre de soldats était réduit à cause du plan de congé. Le Maj Mike Lane pouvait faire appel au Maj Chris Adams et à l'Escadron B pour constituer une FRR au besoin, mais en raison de la menace des EEI, il fallait mener alors de grandes opérations délibérées[347].

Les patrouilles d'infanterie sont sorties des avant-postes de combat de Talukan, de Zangabad et d'Haji dans la chaleur estivale. Les pelotons ont eu des contacts avec l'ennemi tous les jours pendant tout un mois dans les secteurs des avant-postes et dans les environs, le long de l'itinéraire FOSTERS; les contacts ont été tellement nombreux qu'il n'est pas possible de les décrire tous ici[348]. Dans un cas, un hélicoptère Mi-17 d'appui contractuel au transport aérien de la FIAS a essuyé des tirs et a largué sa charge de ravitaillements sous élingue, au sud de l'avant-poste de combat de Zangabad. Une section canadienne s'est chargée d'assurer la surveillance supérieure, tandis qu'une autre manœuvrait pour se rendre jusqu'à la charge. L'ennemi a mis fin à son embuscade et est parti à la poursuite de la section de surveillance. Dans sa course, il a traversé devant la section en train de manœuvrer, et une fusillade a éclaté. Tout le village a semblé faire feu sur le peloton canadien, et d'autres combattants sont arrivés nombreux pour attaquer le flanc des Canadiens et leur couper la route. L'appui de l'artillerie leur ayant été refusé et alors qu'ils essuyaient des tirs provenant

de six directions différentes et que le chemin menant à l'avant-poste était sur le point de leur être interdit, les membres du peloton ont exécuté un repli au combat sur une distance de presque deux kilomètres. Pendant qu'ils étaient poursuivis, l'ennemi a intensifié le combat avec encore plus de combattants et il s'est déplacé pour bloquer la route au peloton qui se retirait vers l'avant-poste; cela a obligé le peloton du Lt McMichael à se retrancher à l'intersection. Deux hélicoptères OH-58D Warrior sont arrivés sur les lieux et ont commencé à vider leurs mitrailleuses de calibre .50 et leurs nacelles de roquettes sur l'ennemi, qui s'est dispersé. Le Lcol Corbould a appelé le Lt McMichael pour lui ordonner de ne pas retourner dans la mêlée[349]. C'est là un exemple d'un échange de feux parmi plusieurs qui ont eu lieu dans la Corne du Panjwayi pendant cette période.

Les populations locales continuaient d'être intimidées, et la coalition disposait de peu d'incitatifs pour influer sur elles dans le sens contraire. L'ennemi s'est mis à poser des mines anti-personnel et des EEI afin de limiter les zones d'influence des patrouilles et il a à l'occasion tendu des embuscades. Au cours de ces opérations en juillet, le Sdt Colin Wilmott, un assistant médical de la 1re Ambulance de campagne, et le Cpl James Arnal, un membre de la Compagnie B, ont été tués lors de l'explosion de deux mines distinctes.

Au cours d'un autre contact avec l'ennemi, le Cpl Tyler Myroniuk et l'Adj Robin Crane étaient en patrouille avec des troupes afghanes opérant au sud-est de l'avant-poste de combat d'Haji, le 4 août, quand ils sont tombés dans une embuscade. Quatre des leurs étant blessés, les Afghans et les Canadiens ont adopté un dispositif défensif tous azimuts et ont demandé un appui aérien rapproché. Bien qu'ayant marqué la cible avec un hélicoptère M-72, ce dernier n'a pas pu identifier catégoriquement l'ennemi qu'il n'a donc pas pu attaquer. Les forces ennemies, qui comprenaient alors 30 insurgés, ont intensifié leur attaque. Myroniuk et Crane, dont les munitions s'épuisaient et qui en étaient réduits à lancer des grenades, ont finalement pu demander l'intervention des obusiers M-777, rompre le contact et se replier avec les blessés jusqu'à la BP de Sperwan Ghar. Leurs actions ont valu aux deux hommes d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

Le 12 août, l'ennemi a déclenché une attaque coordonnée contre l'avant-poste de combat d'Haji. Une volée de GPF a détruit la tour d'observation, et des tirs nourris ont été dirigés contre la position. Comme une tempête de poussière approchait, un TUAV Sperwer a été lancé pour permettre à l'équipe du Centre des opérations tactiques du groupement tactique d'« observer » la situation. Un avion B-1B survolait le secteur et attendait les « signaux » du Maj Hamel. Deux paires de bombes guidées ont été larguées sur des groupes distincts d'insurgés qui faisaient feu sur l'avant-poste d'Haji. Après l'explosion de la deuxième paire, les tirs ennemis ont cessé. L'évaluation des dommages de combat a révélé que dix ennemis avaient été tués. Malheureusement, le Cplc Erin Doyle a été tué au cours de l'assaut initial contre la position[350].

Dans l'ensemble, les Canadiens avaient beaucoup de mal dans le Panjwayi à progresser en ce qui concernait la police, la gouvernance, le développement et la reconstruction. Tout le processus était embourbé dans la concurrence que se livraient le groupe Dastagiri, d'une part, et Haji Baran et ses partisans, d'autre part, pour contrôler l'adjudication des contrats et la distribution de l'aide humanitaire dans le district. Baran prétendait que le système des assemblées de développement et des conseils de développement communautaires du district était totalement sous la férule du groupe Dastagiri, tandis que d'autres affirmaient que Baran profitait financièrement du projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS en percevant des droits auprès des ouvriers. Selon certains, les deux entités vendaient dans les bazars l'aide humanitaire fournie par l'ONU. Baran prétendait que le groupe Dastagiri attendait tout simplement la fin de la rotation en cours pour permettre aux membres de la choura qu'il contrôlait de revenir assister aux réunions dans le district. Le groupe en question soutenait plutôt qu'il boycottait les réunions à cause de la corruption de Baran. Quand l'équipe de la COCIM parlait aux gens ordinaires, elle se faisait dire « que les membres de la choura étaient tous corrompus et qu'il ne servait à rien de s'adresser à eux pour régler les problèmes » [Traduction]. Cela avait pour effet d'ouvrir la porte aux talibans et à son tribunal naissant qui, dans le secteur de Zangabad, promettait de régler les différends promptement[351].

En deux mots, la légitimité du gouvernement dans le Panjwayi était tellement compromise que le développement y était impossible. Sans développement concret, l'étape « Construire » était exclue et, de toute façon, le district n'était pas « dégagé ». Les troupes canadiennes et afghanes et la police tenaient essentiellement la ligne dans des endroits isolés un peu partout dans le district et elles attendaient que les instances chargées du portefeuille de la gouvernance prennent la situation en main et la tirent au clair. Malheureusement pour ceux qui combattaient dans le Panjwayi, les instances en question étaient préoccupées par des projets tels que celui du barrage de Dahla et la nouvelle priorité qu'était la ville de Kandahar.

La bataille du poste fortifié de Mushan, de juin à août 2008

Une fois prise la décision d'abandonner l'avant-poste de combat de Talukan, le poste fortifié de Mushan s'est trouvé plus ou moins encerclé. Le seul moyen de le ravitailler était d'y envoyer un convoi terrestre, dirigé par les chars Leopard de l'Escadron B, ou par largage de conteneurs depuis un avion de transport C-130 Hercules. Le service d'appui contractuel par hélicoptère a refusé d'aller n'importe où à proximité des positions situées sur l'itinéraire FOSTERS. Parallèlement, des comptes rendus du renseignement précisaient que la présence du poste fortifié de Mushan nuisait à la liberté de mouvement de l'ennemi non seulement dans le bazar et ses environs, mais aussi dans toute la Corne du Panjwayi et dans le Zharey[352]. (Voir la figure 3-16)

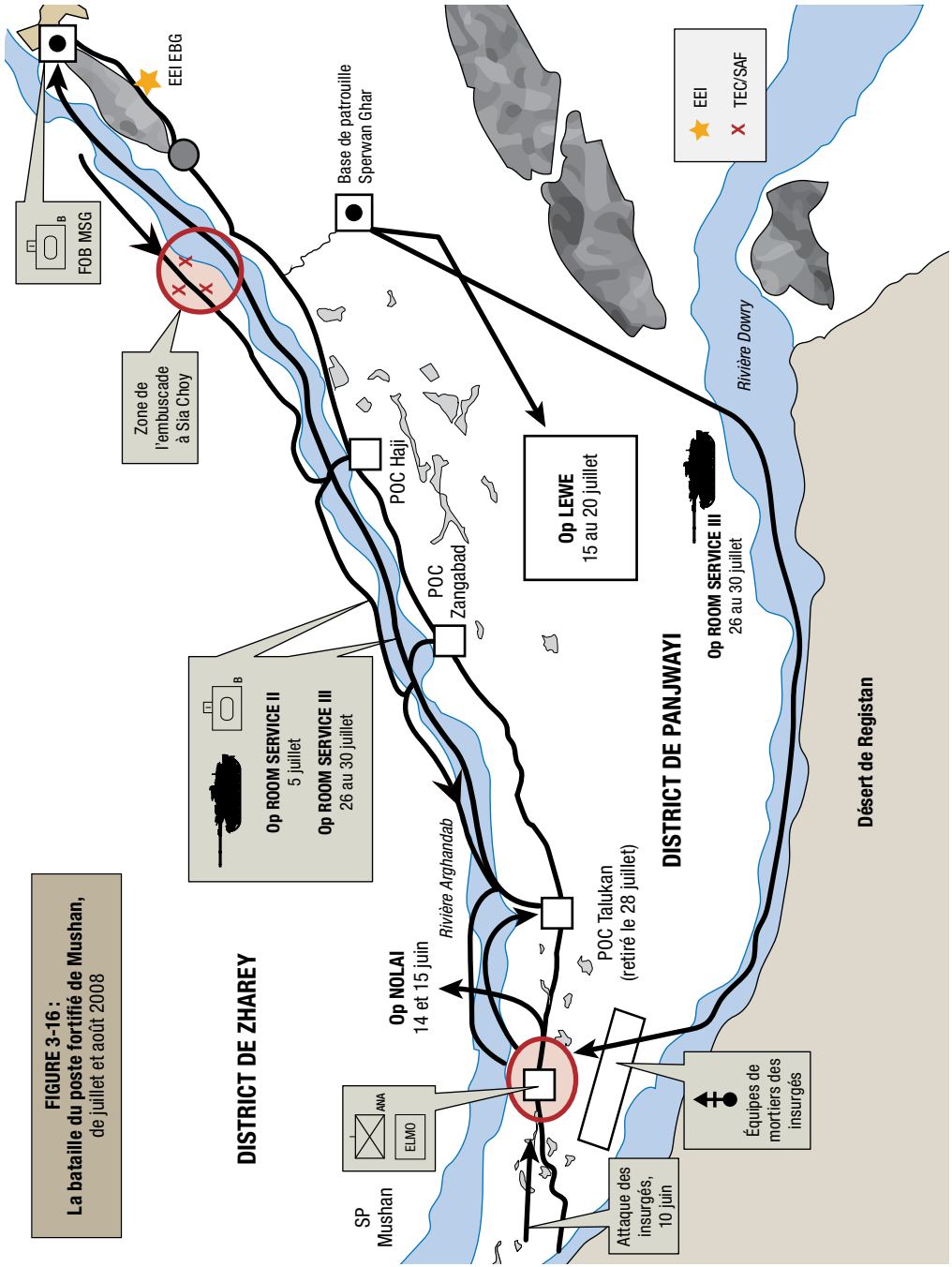


Figure 3-16 : La bataille du poste fortifié de Mushan, juillet et août 2008

Dans le cadre de l'Op TOORAH AZADI II, d'autres forces coalisées sont intervenues à Mushan. Les patrouilles se sont déployées et sont tombées dans des embuscades complexes, y compris une embuscade à trois volets de laquelle l'ELMO et l'infanterie afghane se sont extirpées, le 31 mai, avec l'aide des obusiers M-777 de la Batterie B, à Sperwan Ghar. Au début de juin, presque chaque patrouille qui partait du poste fortifié de Mushan était prise à partie par l'ennemi. Des mortiers ont aussi été utilisés contre la position, à l'occasion. En revanche, ces patrouilles ont établi des rapports avec les habitants de Mushan et y ont suscité beaucoup de bonne volonté, à telle enseigne que les ressources ISTAR ont intercepté des messages de l'ennemi qui disait craindre que la population ne soit en train de se ranger du côté du gouvernement.

Le 10 juin, les insurgés ont attaqué vigoureusement la 1re Compagnie afghane et les mentors canadiens tandis qu'ils sortaient pour aller protéger le bazar. Trois groupes ennemis ont convergé sur le bazar de Mushan et le poste fortifié et ont pris à partie deux patrouilles de la taille d'un peloton avec des tirs d'armes légères, et le poste fortifié, avec des tirs de canons de 82 mm. Les troupes afghanes et les mentors canadiens ont riposté, demandé l'intervention de deux avions F-15 et communiqué avec la Batterie B. Un TUAV Sperwer s'est joint à ces ressources et a pisté les mouvements ennemis. L'Adj John McNabb, qui n'avait aucune formation à titre de contrôleur aérien avancé, a pu communiquer avec les F-15 qui ont ensuite bombardé les positions des insurgés. Pendant que l'ennemi battait en retraite, il a été pris à partie par des tirs d'artillerie de 155 mm en terrain ouvert. Les patrouilles afghanes ont plus tard découvert des restes humains de 15 insurgés qui s'étaient cachés dans des ponceaux.

Le poste fortifié de Mushan a joué un rôle dans l'Op NOLAI (voir ci-dessus), les 14 et 15 juin, en envoyant des pelotons au nord de la rivière Arghandab et en prenant part à plusieurs fusillades. Les talibans ont riposté le 27 juin. Au cours des trois jours suivants, le poste fortifié de Mushan et ses défenseurs ont essuyé des tirs nourris d'armes légères et subi des bombardements au mortier. Les troupes afghanes ont déplacé leurs véhicules Ford Ranger munis de mitrailleuses jusqu'aux positions d'attente et ont fait feu sur l'ennemi jusqu'à ce que les tubes de leurs armes soient près de surchauffer. Les mentors canadiens ont mis en batterie leurs canons Carl Gustav de 84 mm et dirigé vers l'ennemi des projectiles à propulsion assistée. Un mortier taliban a finalement atteint le mortier afghan de 60 mm et en a blessé gravement le servant.

L'Escadron B est arrivé le 5 juillet pendant l'Op ROOM SERVICE II. L'équipe de combat a quitté Ma'Sum Ghar le 5 juillet et a immédiatement été prise à partie depuis la rive nord de l'Arghandab, près de Sia Choy. La Compagnie B s'est servi des canons de 25 mm de ses VBL III pour supprimer trois insurgés. Une chenille d'un char Leopard s'est brisée, ce qui a nécessité une longue halte pour la réparer. Une force ennemie a attaqué

Source : MDN AR2009-Z051-06

Des troupes afghanes et un convoi de ravitaillement canadien en contact avec l'ennemi pendant l'opération ROOM SERVICE menée dans le lit de la rivière Arghandab en direction des postes fortifiés de Talukan et de Mushan, qu'occupaient les troupes afghanes et des membres de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel canadienne.

la colonne et s'est repliée en recourant à des « tirs à la dérobée », mais un TUAV Sperwer l'a pistée, et des obusiers M-777 ont fait feu sur elle. À 0914, l'équipe de combat a pénétré dans Zangabad pendant qu'elle luttait contre des équipes ennemies qui faisaient feu avec des GPF et des armes légères depuis une enceinte fortifiée. Pendant que des hélicoptères OH-58D cherchaient à repérer les fuyards tentant de s'échapper, un EBG Badger et un char Leopard 2A6M ont enfoncé le mur du complexe, et un peloton de la Compagnie B a dégagé l'enceinte[353]. Il n'y a eu aucun contact à l'avant-poste de combat de Talukan et, après s'être ravitaillée, l'équipe de combat s'est dirigée vers Mushan, où un hélicoptère OH-58D a attaqué et tué quatre insurgés pendant que la colonne se mettait en laager. Alors que la 2e Compagnie et l'Escadron B faisaient une percée depuis la rivière, ils ont été accueillis par des tirs de mortier de 82 mm. La relève sur position et le ravitaillement se sont faits sous le feu ennemi. La compagnie afghane et les mentors canadiens ont effectué une série de patrouilles dans le bazar et ont pris un certain nombre d'insurgés. Il s'est avéré que l'un d'eux était un spécialiste des mortiers. Les deux EBG Badger ont dû être réparés avant que la colonne quitte Mushan le 7 juillet et retourne vers l'avant-poste de combat de

Zangabad. L'Escadron B et la 1re Compagnie sont retournés à Ma'Sum Ghar, mais ils ont été attaqués par des insurgés pendant tout le trajet parcouru dans le Zharey. Les canons de 120 mm des chars Leopard 2A6M n'ont fait qu'une bouchée des équipes munies de GPF, pendant que les Afghans débarquaient et combattaient le long du lit de la rivière. Finalement, les tirs ont diminué, et l'équipe de combat est arrivée à la FOB Ma'Sum Ghar[354].

Les nouveaux occupants du poste fortifié de Mushan ont fait des patrouilles jusque dans le bazar, mais ils se sont heurtés à des insurgés chaque fois qu'ils se sont manifestés. Pendant le mois de juillet, il y a eu 14 contacts différents avec l'ennemi qui se servaient alors d'armes légères, de GPF et de mortiers, surtout dirigés vers le poste fortifié et ses défenseurs. Lors d'un de ces engagements, le Capt Slade Lerch a dirigé les tirs de mitrailleuses de calibre .50 et fourni des données de tir rectifiées à l'Adjum Rod Dearing et aux servants de ses mortiers de 60 mm, pendant que le Cplc John Prior faisait feu des canons de 25 mm de son VBL II et utilisait les données de tir que lui communiquait le Cplc Todd Woods depuis une tour. Au cours de ce combat, un autre spécialiste taliban des mortiers a été tué. De multiples soldats afghans ont été blessés, et ils ont été évacués par des hélicoptères UH-60 protégés par des OH-58D des Banshees.

Le poste fortifié de Mushan a continué de tenir. L'Escadron B et la Compagnie B ont exécuté l'Op LEWE [Gros chien] du 15 au 20 juillet dans les localités du secteur de Zangabad, au sud de l'avant-poste de combat. Il y avait de multiples objectifs. La stratégie consistait à faire entrer en action le système de pré-alerte ennemi et à l'amener à se concentrer sur les mouvements de l'Op LEWE, de manière que les ressources ISTAR pussent recueillir des renseignements pour aider les forces à se préparer en vue des opérations ultérieures qui concerneraient la fermeture de l'avant-poste de Talukan et le ravitaillement de Mushan. Parallèlement, il fallait réduire la pression que l'ennemi exerçait sur le poste fortifié de Mushan. Les forces sont sorties avec l'intention d'être visibles; les chars ont circulé sur le terrain au-delà de Sperwan Ghar et ont effectué des tirs d'évaluation, pendant que la Compagnie B exécutait des patrouilles soudaines dans les localités susmentionnées. Les pelotons de la Compagnie B ont essuyé des « tirs à la dérobée » sporadiques, mais personne n'a été blessé. Les UAV MQ-1 Predator n'ont pas pu faire feu sur l'ennemi à cause du terrain fermé et de la proximité des forces amies au sol[355].

À la fin de juillet, l'équipe de combat de l'Escadron B a repris l'Op ROOM SERVICE III[356], et la 1re Compagnie est venue remplacer la 2e Compagnie. Un EBG Badger a heurté un EEI à moins de 500 mètres de la FOB Ma'Sum Ghar. Quand la colonne s'est dirigée au sud de Sperwan Ghar vers la rivière Dori, le VSBL et les véhicules RG-31 se sont enlisés dans les rivages sablonneux, et les chars Leopard ont dû les remorquer. Le moteur d'un char, poussé à l'extrême, a pris feu, ce qui a mis le véhicule hors combat. Il a fallu presque toute la journée pour parvenir à Mushan[357].

La force s'est mise en laager et a ravitaillé le poste fortifié pendant que les sapeurs de combat y apportaient des améliorations défensives et y ajoutaient une hélisurface. Alors que les chars Leopard étaient en laager, ils ont été atteints par des tirs de mortier. Des UAV ont repéré les positions des mortiers : l'équipage d'un UAV a réussi à supprimer une équipe ennemie avec des tirs de 120 mm exécutés par les chars, pendant que des avions F-18 du Corps des Marines des États-Unis prenaient à partie et détruisaient les groupes ennemis que les tirs directs ne pouvaient pas atteindre. L'Escadron B s'est retiré le 28 juillet et s'est dirigé vers Talukan. À son arrivée, les forces présentes dans la brèche ont été attaquées par des tirs nourris d'armes légères et de GPF, et les chars Leopard ont fait feu sur les positions ennemies avec leurs canons de 120 mm. À 13 h, les véhicules Badger ont eu vite fait de niveler l'avant-poste de Talukan, et la force s'est alors dirigée vers les avant-postes de combat de Zangabad et d'Haji, où elle a de nouveau essuyé des tirs de mortier. Une fois le ravitaillement terminé, l'Escadron B est tombé dans une embuscade à Sia Choy, et les insurgés ont fait feu de toutes les armes à leur disposition. Ils se sont concentrés sur les véhicules Ford Ranger des Afghans et sur les véhicules de la COIC avec des canons sans recul de 82 mm, et ils ont mis un véhicule Husky anti-EEI hors de combat. Des tirs de canons de 120 mm et de 105 mm ont fait fuir l'ennemi, et la force est arrivée à la FOB Ma'Sum Ghar plus tard ce jour-là[358].

Les patrouilles menées depuis le poste fortifié de Mushan ont continué, car les troupes afghanes et les mentors canadiens protégeaient le bazar et sa population. Il était clair que les insurgés étaient de plus en plus dérangés par la présence de ce poste fortifié. Ils l'ont attaqué avec leurs maigres ressources, telles que des équipes armées de mortiers, mais ils ont perdu beaucoup de combattants, ce faisant. L'Escadron B ne perdait plus de véhicules à cause des EEI, car il évitait l'itinéraire FOSTERS pour ravitailler Mushan. La population commençait à favoriser le gouvernement. Par conséquent, l'ennemi a envoyé une délégation d'« anciens » à Bazaar-e Panjwayi pour convaincre Haji Baran de faire enlever le poste fortifié. Cette ruse a échoué, et les tirs de mortier ont recommencé.

Cependant, le poste fortifié a reçu un radar anti-mortier léger au cours de l'Op ROOM SERVICE III. Il a été utilisé avantageusement. Les données recueillies avec ce système ont été transmises à la Batterie B, à la FOB Sperwan Ghar, et l'ennemi a commencé à perdre ses mortiers sous les tirs d'artillerie. La situation est devenue si désastreuse que les insurgés ont chargé de jeunes non-combattants de déposer les obus dans les tubes des mortiers après que le spécialiste de ces armes les ont installées et orientées, avant de quitter le secteur. Après un certain temps, les talibans ont cessé de déployer des équipes avec mortiers au sud de la rivière Arghandab.

La fin de l'été venue, le poste fortifié de Mushan était toujours solidement entre les mains des forces afghanes et canadiennes, qui ont continué d'approfondir leur relation avec la population de la localité. Les tentatives que l'ennemi a faites pour obliger les forces coalisées à abandonner cette position complètement ont échoué, et il a dépensé des ressources considérables pour ce faire. Ces ressources n'ont pas pu être appliquées contre les quadrilatères de stabilisation JUNO et de Sperwan. La question qui se posait alors à la FO Kandahar était celle de savoir quoi faire de Mushan. L'opération de perturbation avait été fructueuse, mais l'attention des équipes de COCIM était maintenant nécessaire, et il fallait y consacrer des ressources de développement. Ces ressources pouvaient-elles être fournies sans l'existence d'une route de ravitaillement défendable? En outre, maintenant que l'ERP mettait l'accent sur la ville de Kandahar et le barrage de Dahla, était-il vraiment possible de renforcer le succès remporté à Mushan? Il n'a été possible de répondre à ces questions qu'à l'automne de 2008, quand la FO Kandahar a fait une pause pour réévaluer l'ensemble de la situation.

Les « Ramrods » en renfort : le 2-2 Infanterie, en août 2008

Les délibérations des autorités étasuniennes dans la foulée des sommets de l'OTAN et de la parution du Rapport Manley ont abouti à la décision de déployer un bataillon d'infanterie sous le commandement de la FOI Afghanistan. L'unité choisie a été le 2e Bataillon du 2e Régiment d'infanterie (le 2-2 Infanterie), commandé par le Lcol Dan Hurlbut (É.-U.). Les « Ramrods » – un bataillon d'infanterie légère – sont arrivés à l'aérodrome de Kandahar à la fin de juillet avec un minimum d'équipement. La brigade d'appartenance du bataillon travaillait dans le territoire du CR (Sud), mais, comme le disait un officier du 2-2 Infanterie « [mon] bataillon est rendu orphelin par son propre système » [Traduction]. Le bataillon n'a eu droit à aucune réunion préparatoire de la part des bureaux du renseignement et des opérations du quartier général parent. Il n'avait reçu aucune formation sur la façon de conduire les véhicules MRAP et RG-31 ou RG-33 qu'on lui avait donnés et d'utiliser les armes connexes. Il n'avait aucun élément dynamisant : pas de sapeurs, de moyens anti-EEI, d'UAV ou de véhicules logistiques intégrés. En fait, 1 000 soldats étasuniens sont arrivés à l'aérodrome de Kandahar et ont annoncé qu'ils étaient là pour combattre dans la province de Kandahar[359].

Le Lcol Hurlbut et son état-major ont collaboré de près avec la FO Kandahar pour définir une zone d'opérations et préparer leurs troupes. La décision a été prise d'envoyer le 2-2 Infanterie dans le district de Maywand dès que possible. Des cours intensifs de conduite et de tir ont eu lieu au cours des deux premières semaines d'août avec l'aide des Canadiens, pendant que le bataillon s'habituait à la chaleur et à la poussière. Comme ce dernier n'avait pas de munitions défensives, elles lui ont été fournies à même les stocks canadiens.

Source : Auteur

Après la publication du Rapport Manley, qui recommandait le déploiement d'une autre unité de la taille d'un bataillon dans la province de Kandahar, les États-Unis ont accepté d'y envoyer le 2-2 Infanterie sous commandement canadien. Ici, la photo montre les membres de ce bataillon qui se familiarisent avec leurs véhicules RG-33, avant de se rendre dans le district de Maywand.

Les sapeurs de combat étasuniens et canadiens ont préparé le terrain à l'ouest de Hutal pour le principal campement du 2-2 Infanterie. Le 16 août, trois compagnies d'infanterie et la compagnie de commandement se sont déployées dans un terrain dénudé qui allait plus tard être appelé FOB Ramrod. Cette nuit-là, les troupes étasuniennes ont été accueillies par une pluie de roquettes ennemies[360].

Le déploiement du 2-2 Infanterie dans le Maywand a réglé divers problèmes de la FO Kandahar et du CR (Sud). Ils allaient pouvoir mettre fin à l'interminable nécessité de prendre des « mesures temporaires de nettoyage » dans ce secteur et, avec une présence renforcée durable, l'itinéraire de Band-e-Timor emprunté par les insurgés allait être plus facile à perturber, avec des répercussions dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Tout ce qui pouvait enrayer le dispositif ennemi dans ces districts était utile. Parallèlement, de multiples attaques à l'EEI avaient lieu le long de l'Autoroute 1, voie commerciale primordiale menant à Herat et principal axe de desserte de l'Helmand. Était-ce dû à la présence accrue du 2-2 Infanterie, ou à la résurgence de l'ennemi dans le district? Seul le temps permettrait de le savoir. Par ailleurs, le 2-2 Infanterie n'était pas encore tout à fait opérationnel dans le Maywand.

L'opération TARGAK : la situation se détériore dans l'Arghandab, en juillet et août 2008

Les commandants talibans dans l'Arghandab et le Khakrez, nommément le mollah Mahmood et le mollah Shakur respectivement, avaient un problème. Mahmood se remettait des échecs subis pendant l'Op DAOR BUKHOU quand il a décidé d'infiltrer l'Arghandab, en prévision d'une autre incursion. Il voulait l'appui de Shakur, mais celui-ci hésitait. À ce stade-là, les troupes de l'escadron de reco du Maj Boivin opéraient depuis la FOB Frontenac et avaient un poste de commandement au centre de district. Il y avait plusieurs pelotons de l'Armée nationale afghane sans mentors dans les trois positions du district, et la police de l'Arghandab avait recommencé à patrouiller. Par l'intermédiaire des équipes de la COCIM et de la police, on a appris que Shakur avait conclu un marché avec les autorités du district de Khakrez, qui avaient convenu de fermer les yeux sur ses activités. Par la suite, la population du Bas-Shah Wali Kot a été assujettie à des opérations d'information dont le message était le suivant : « Nous nous en venons! » [Traduction] Une patrouille de la police a découvert la première mine anti-char jumelée à un EEI, puis la FOB Frontenac a fait l'objet de deux attaques au mortier. Le CRTS ne savait pas au juste s'il s'agissait d'erreurs de tir ou non, mais il a conclu que l'Arghandab allait être infiltré pendant que l'ennemi essayait de concentrer l'attention des forces coalisées sur le Bas-Shah Wali Kot[361].

Le mollah Mahmood a été identifié catégoriquement par les systèmes ISTAR canadiens et par le CRTS pendant qu'il se rendait du Shah Wali Kot au Khakrez. Comme un UAV MQ-9 Reaper était en poste dans le secteur et qu'aucun civil n'y était présent, le Bgén Thompson a autorisé une frappe de précision avec des missiles Hellfire, et le Mgén Lessard, au CR (Sud), a appuyé sa décision. Cependant, le commandant adjoint de la FIAS a annulé l'attaque et il n'a autorisé que des tirs directs. Après une attente qui a paru interminable, deux avions A-10 sont arrivés et se sont dirigés vers le secteur visé en effectuant des passes de tir contre l'enceinte qui abritait Mahmood et son état-major. Quatre insurgés ont été tués, y compris Mahmood[362].

L'élimination de Mahmood a mis un terme à ce qui aurait sans doute été une reprise des opérations INTIZAAR ZMAREY et DAOR BUKHOU. Les talibans ont dû faire venir de nouveaux chefs du Pakistan, qui ont élaboré une nouvelle approche. Au début d'août, les insurgés ont concocté un plan d'intimidation destiné à cibler des partisans du gouvernement dans l'Arghandab. Les premiers enlèvements ont eu lieu, et sept otages ont été emmenés dans une prison secrète dans le Khakrez et ils y ont été torturés[363]. Les prisonniers ont été libérés et renvoyés dans l'Arghandab pour effrayer la population. Des lettres de nuit sont apparues sur les portes de chaque mosquée du district. Un habitant de l'Arghandab a dit aux Canadiens que « la sécurité dans le district ne pouvait pas s'améliorer désormais parce que de très nombreux dirigeants clés [du district] avaient été tués[364] » [Traduction].

Les talibans se sont concentrés sur les localités du secteur vallonné qui chevauchait trois districts au nord de Jelawur. De très nombreux membres de la confédération des Ghilzais vivaient dans cette localité même, où le soutien pour les insurgés avait des racines de plus en plus profondes. La campagne d'intimidation a facilité l'infiltration des insurgés dans ces endroits.

La situation des FSNA dans l'Arghandab était alarmante. Aucune des sous-unités de l'Armée afghane n'était encadrée, et il semblait exister peu de coordination avec la police de l'Arghandab. La police en tant que telle était assez efficace : elle a intercepté une colonne d'insurgés, a abattu ces derniers et a capturé les survivants en une occasion. L'Armée afghane n'a pas vraiment cherché à établir de postes fortifiés. La réaction apathique des Afghans face à la situation a comporté plusieurs volets : l'élimination progressive du pouvoir alikozai, le congédiement du général Saqib, le bouleversement de la police au niveau provincial et le renvoi imminent du gouverneur Asadullah Khalid.

La FO Kandahar a organisé à la hâte l'Op TARGAK [Tempête]. Elle a duré quatre jours et elle avait pour but d'« amener les FSNA à jouer un rôle plus actif dans la création d'un environnement sûr dans le district d'Arghandab » [Traduction]. Trois entités ont été chargées de la tâche, sans avoir de renseignements sur ce qui se passait dans le district. L'ELMO canadienne a envoyé le Maj Chris Comeau dans un véhicule Bison à Tabin pour qu'il travaille avec la compagnie d'infanterie afghane installée là. L'escadron de reco a accru le nombre de ses patrouilles dans l'Arghandab supérieur et escorté la FO 77 – le peloton des forces d'opérations spéciales lituaniennes – dans le secteur de Tabin. De là, la FO 77 et la compagnie d'Armée afghane ont dressé un rigoureux calendrier de patrouilles nocturnes pour déconcerter les insurgés. L'activité ennemie s'est arrêtée complètement quand la force TARGAK est arrivée[365].

Cependant, après le départ des forces coalisées, les insurgés ont incendié une école à Babur, puis est venue une grande vague de lettres nocturnes. D'autres chefs locaux ont été enlevés, torturés et libérés dans leurs localités respectives. Le 23 août, les postes de contrôle de la police ont subi une attaque directe au cours de laquelle six insurgés et un agent de police ont été tués. À la fin du mois, les premiers EEI ont été découverts sur l'itinéraire OREGON. L'Op TARGAK n'était pas suffisante. Les habitants de l'Arghandab craignaient maintenant pour leur vie la nuit, et le district n'avait pour ainsi dire pas de chefs[366]. La situation dans l'Arghandab nécessitait une approche plus systématique, mais d'où les forces voulues proviendraient-elles?

L'opération ASP-E JANUBI, en août 2008

Les composants mécaniques se détérioraient au barrage vieillissant de Kajaki dans la province d'Helmand, et le lien entre lui et les pannes d'électricité sporadiques dans la ville de Kandahar ont fini par devenir un problème de premier plan pendant toute l'année 2008. L'incapacité du gouvernement afghan de fournir un service de base a eu d'évidents effets psychologiques négatifs, mais la réparation d'un énorme système tel que le barrage de Kajaki au milieu d'une guerre constituait une tâche titanesque. À proprement parler, ce problème ne relevait pas du Canada. Cela dit, l'aérodrome de Kandahar était le principal carrefour logistique pour le CR (Sud), et les lignes de communication entre l'aérodrome et Kajaki passaient par la zone d'opérations de la FO Kandahar. En outre, le CR (Sud) était commandé par un général canadien.

Il a incombé au Mgén Lessard et à son état-major de gérer la sécurité de ce qui a été appelé « opération ASP-E JANUBI ». Officieusement surnommé « Ass Pain Janubi[367] », le plan du CR (Sud) a comporté le transport sûr d'énormes composants d'une turbine de puissance hydraulique depuis l'aérodrome de Kandahar jusqu'à Kajaki, à travers un territoire contesté chevauchant deux provinces différentes et contrôlé par deux forces opérationnelles différentes.

L'ampleur de l'opération correspondait à la taille des composants. Quand ceux-ci sont arrivés de la Chine à l'aérodrome de Kandahar à bord d'un avion de transport AN-124 d'un entrepreneur, ils étaient trop énormes pour être déplacés par hélicoptère lourd jusque dans l'Helmand. Les pièces les plus grosses et les plus lourdes ont été placées dans un camion gros porteur à remorque surbaissée. On a supposé que l'ennemi était au courant de l'importance de la turbine et de son arrivée à l'aérodrome. Il s'agissait maintenant de faire en sorte que le convoi parvienne à Kajaki en toute sécurité. Aux fins de l'opération, il était même interdit de photographie les composants en tant que tels.

Comme nous l'avons mentionné dans le volume I, l'Autoroute 611 menant à Sangin depuis l'Autoroute 1 était un piège mortel à cause des EEI, et il en était ainsi depuis l'époque où les Britanniques s'efforçaient de ravitailler la base d'opérations avancée qui se trouvait là. Des tirs étaient dirigés régulièrement sur le barrage même. Mais alors, dans le district de Zharey, l'Autoroute 1 risquait d'être un véritable stand de tir quand le convoi y passerait. Les planificateurs du CR (Sud) ont finalement coordonné, au niveau des forces opérationnelles, une série d'opérations conçues pour attirer l'ennemi le long des itinéraires avant le passage du convoi qui transporterait la turbine. Une de ces opérations faisant intervenir la FO Kandahar avait pour nom TIMUS PREEM (voir les détails plus loin).

D'autres activités étaient synchronisées avec l'Op ASP-E JANUBI. Les planificateurs savaient en outre que l'ennemi recourrait à ses propres méthodes de coordination en prévision du mouvement du convoi. Par ailleurs, les forces d'opérations spéciales étaient capables de

s'en prendre aux chefs des cellules et groupes ennemis et de les supprimer, après avoir reçu des informations à cet égard. D'autres forces insurgées à même d'attaquer le convoi auraient aussi pu être prises à partie avec divers moyens[368].

C'est essentiellement ce qui s'est passé. Le convoi transportant la turbine a quitté l'aérodrome et emprunté l'Autoroute 1 dans le Zharey sans incident. Les sapeurs ont réparé la route immédiatement après. La ligne de recueil était située dans le district de Maywand. Au lieu d'emprunter l'Autoroute 611 vers l'ouest dans l'Helmand, toutefois, le convoi et ses escortes ont viré vers le nord et sont entrés dans le district de Ghorak en passant par le défilé de Garmabak, au nord-ouest pour pénétrer dans l'Helmand, puis ils se sont rendus jusqu'au secteur du barrage. (Voir la figure 3-17)

Il y a eu tellement d'interventions aériennes contre les forces insurgées le long de l'itinéraire que le Centre d'opérations interarmées du CR (Sud) a été débordé. La FO 71, qui travaillait dans la région de Ghorak, a pris part à de nombreuses attaques, tandis que les insurgés, surpris, essayaient de réagir au passage du convoi. Au retour, le convoi d'escorte a essuyé des tirs nourris à la ligne de recueil, ce qui a produit encore plus de cibles pour toute une gamme de forces et de systèmes. On a estimé que plusieurs centaines d'ennemis ont été supprimés pendant l'Op ASP-E JANUBI, et beaucoup d'informations précieuses ont par ailleurs été recueillies sur les réseaux insurgés dans les deux provinces[369]. L'analyse officielle du CR (Sud), en novembre 2008, a minimisé l'importance de l'opération : « Depuis août 2008, le niveau de violence, qui était à la hausse auparavant, s'est stabilisé. L'opération ASP-E JANUBI (le transport de la turbine) a permis de réduire les effectifs globaux de l'ennemi et a révélé l'incapacité manifeste de ce dernier d'affronter les forces supérieures de la FIAS[370]. » [Traduction]

L'opération TIMUS PREEM et les opérations dans le district de Zharey, en août 2008

Pendant que le convoi cheminait vers sa destination avec la turbine, le point de mire opérationnel est redevenu le district de Zharey. Dans le cadre de l'Op JANGISIOUX, le Maj Stacey Grubb et la Compagnie C ont exécuté une série d'incursions de perturbation et des manœuvres de collecte de renseignements. Ces incursions ont eu lieu du 5 au 8 août, et la première s'est produite près d'Abdullahkhan, où une base de patrouille a été établie le 6 août. Les patrouilles sont sorties de la base de patrouille et ont mené des engagements des relais d'influence afin de définir ce qui se passait dans le secteur. La nuit venue, des pelotons canadiens sont sortis pour inciter le réseau de préalerte ennemi à se manifester, de manière que les ressources ISTAR puissent se renseigner sur les positions de ses éléments. Une seule source a indiqué qu'un expert ennemi des EEI était dans le secteur et qu'il se préparait à en poser. Des équipes débarquées ont ratissé la route menant au poste fortifié

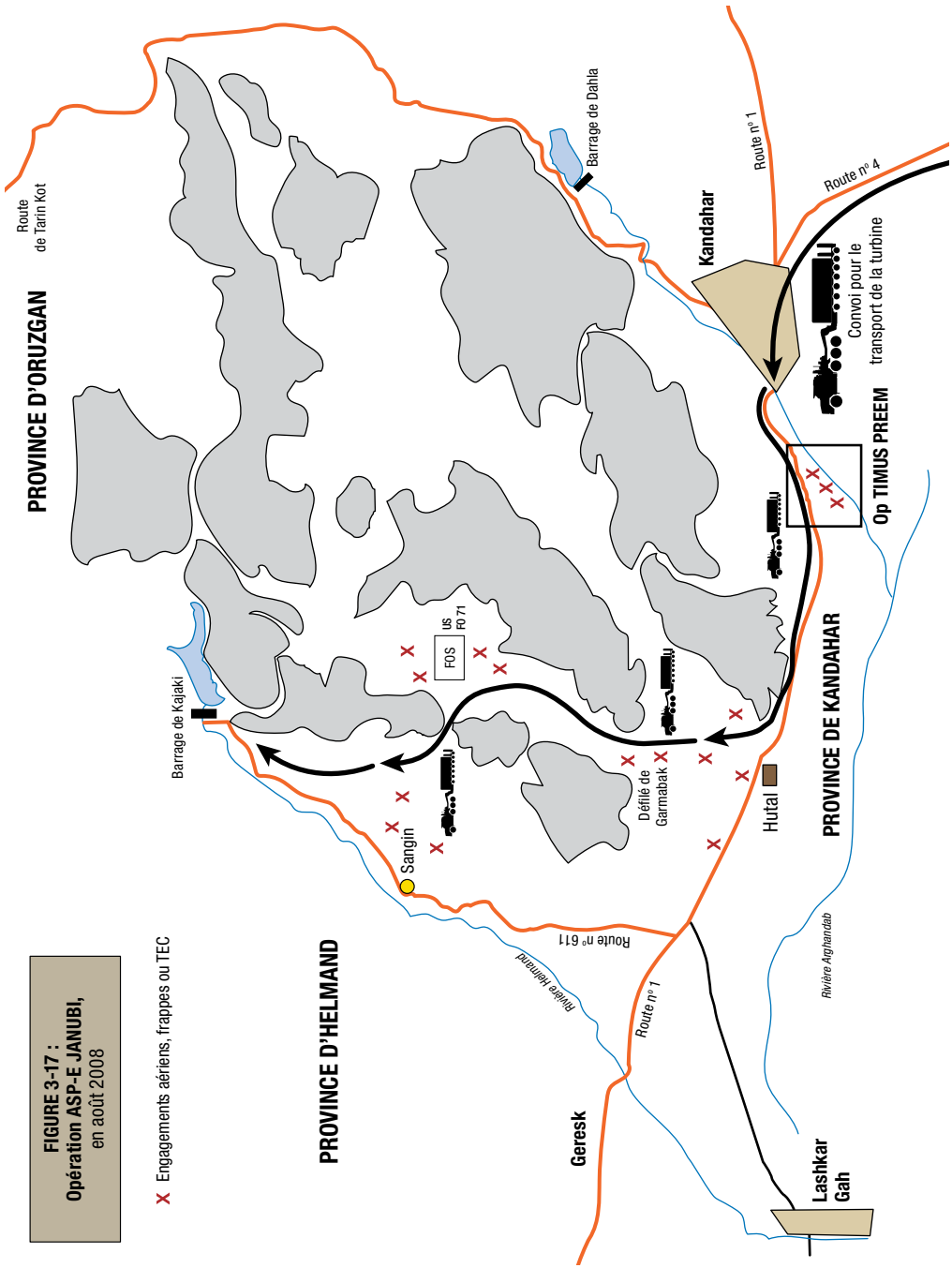


FIGURE 3-17 :
Opération ASP-E JANUBI,
en août 2008

Figure 3-17 : Opération ASP-E JANUBI, en août 2008

de Lakokhel, mais tandis que les VBL III manœuvraient, le véhicule du Maj Grubb a heurté un EEI qui l'a mis hors de combat; le Maj Grubb a alors été blessé une troisième fois au cours de la rotation [par la suite, il a porté le surnom de « Three Time Charlie » (Trois fois Charlie)]. Le déclenchement de l'EEI a été suivi d'une embuscade, ce qui a incité la FRR à se déployer, tandis qu'un char Leopard C2 faisait sauter un autre engin avec ses rouleaux. Des fusillades ont éclaté; il a fallu 44 obus de 155 mm lancés par la Batterie B et un appui aérien rapproché de la part d'avions AV-8B Harrier du Corps des Marines des États-Unis pour rompre le contact. Six Canadiens ont été blessés au cours de cet épisode, mais la Compagnie C a pu s'extraire et rétablir une autre base de patrouille. Aux yeux du CRTS, la vigoureuse défense du secteur à l'ouest de Nahlgam a fortement montré qu'un ennemi meilleur et plus capable était revenu dans le Zharey[371].

La Compagnie C s'est réapprovisionnée le 8 août, puis elle s'est rendue juste au sud de Spin Pir, jusqu'à la première ligne d'oueds. L'ELMO et une patrouille afghane se sont dirigées vers l'ouest. À ce moment-là, l'équipe du Centre des opérations tactiques du groupement tactique pistait avec un UAV une équipe armée de canons sans recul de 82 mm, au sud de la Compagnie C quand cette dernière a été prise à partie depuis l'est et le sud par des forces ennemies. L'ELMO et les Afghans ont eux aussi essuyé des tirs. En même temps, un convoi de ravitaillement escorté par une entreprise privée de services de sécurité se dirigeait vers l'ouest sur l'Autoroute 1. Pensant être la cible de tirs d'insurgés, la force de sécurité a fait feu vers le sud. Pendant cette série confuse d'engagements, le Cpl Josh Roberts a été tué[372]. L'Op JANGISIOUX s'est poursuivie jusqu'au 10 août; il y a eu un autre contact avec des ennemis qui ont été supprimés avec 12 obus de 155 mm[373].

L'Op JANGISIOUX a eu deux résultats. D'abord, elle a considérablement perturbé l'activité ennemie au sud de l'Autoroute 1 et elle a favorisé l'atteinte des objectifs de l'Op LUMBAR. Les manœuvres de la Compagnie C ont par ailleurs suscité des renseignements qui ont été utiles aux fins de l'Op TIMUS PREEM, ce qui a appuyé l'Op ASP-E JANUBI.

L'Op TIMUS PREEM a commencé en tant qu'opération de contingence, le 8 août, mais cela a changé à mesure que le début de l'Op ASP-E JANUBI approchait. Le groupement tactique avait à l'œil un complexe d'enceintes appelé Objectif WEASEL dans le Zharey. L'endroit semblait abriter un nœud de commandement et contrôle, un lieu d'étape et une fabrique d'EEI. Depuis ce complexe, les insurgés allaient attaquer des cibles dans le Pashmul, sur l'Autoroute 1 au nord, à Senjaray et le long de cette dernière à partir de cette localité (voir la figure 3-18). Une opération dirigée contre ce secteur, qui était essentiellement le même que celui où l'Op NOLAI avait eu lieu en juin, réduirait en théorie la capacité des insurgés de gêner le transport de la turbine et perturberait leurs opérations dans Senjaray et, soit dit en passant, elle permettrait de gagner du temps pour favoriser la croissance du quadrilatère de stabilisation JUNO[374].

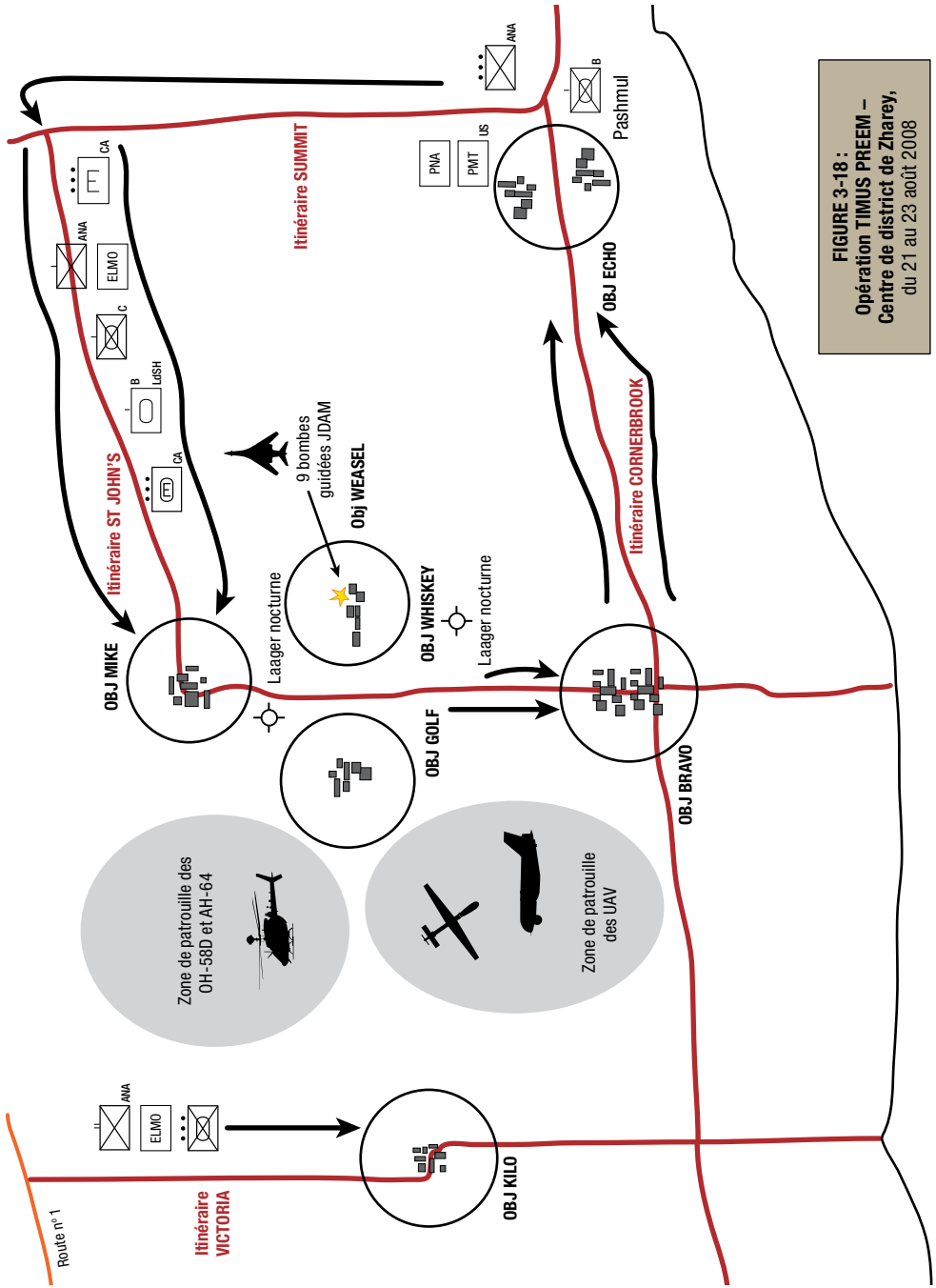


Figure 3-18 : Opération TIMUS PREEM – Centre de district de Zharey, du 21 au 23 août 2008

Des rapports ISTAR, selon lesquels le commandant taliban et expert des EEI, Jabar Agha, et deux autres commandants se trouvaient dans l'objectif WEASEL, ont été un motif clé pour déclencher l'Op TIMUS PREEM, le 20 août. À ce moment-là, les forces devant participer à l'opération avaient été désignées : une compagnie du 3e Kandak et ses mentors; deux compagnies du 1er Kandak et leurs mentors; la police afghane et ses mentors; la Compagnie B; la Compagnie C, et l'Escadron B. Aux fins de comparaison, disons que l'Op TIMUS PREEM était plus vaste que l'Op MEDUSA et qu'elle avait lieu à peu près dans la même région, mais aucun intérêt politique n'influait sur elle, et les médias ne la couvraient à peu près pas. En 2008, l'ennemi fonctionnait différemment par rapport aux insurgés qui affrontaient la coalition en 2006.

L'Op TIMUS PREEM devait commencer par une attaque aérienne contre l'objectif WEASEL. Le 3e Kandak et ses mentors attaqueraient depuis le sud à partir de l'Autoroute 1, pendant que le 1er Kandak et ses mentors feraient de même à l'ouest, depuis l'itinéraire SUMMIT menant au Pashmul. Ainsi, le système de commandement et contrôle de l'ennemi et son réseau de préalerte seraient débordés. L'Escadron B et la Compagnie C ainsi qu'une compagnie afghane et ses mentors ont constitué deux équipes d'ouverture de brèches avec des EBG Badger en tête. Elles se déplaceraient vers le nord le long de l'itinéraire SUMMIT, vireraient à l'ouest au sud de la ligne d'oueds, et encercleraient et fouilleraient les grappes de complexes d'enceintes au cours des trois jours suivants.

La veille du début de l'Op TIMUS PREEM, toutefois, l'escadron de génie de combat a subi une perte catastrophique. Une équipe de reco du génie circulant sur l'Autoroute 1 dans le cadre de l'Op LUMBAR a heurté un énorme EEI. L'explosion a fait capoter le véhicule et en a arraché la tourelle. Le Sgt Shawn Eades, le Cpl Dustin Wasden et le Sap Stephan Stock ont tous été tués, et un autre soldat a été gravement blessé. Le peloton de reco s'est rendu sur les lieux pour le sécuriser, pendant que le Maj Steve Davies de l'ELMO dirigeait une équipe de pompiers non blindée jusqu'au lieu de l'attaque. Des efforts de récupération ont suivi, mais on a alors appris qu'un chef ennemi avait été attiré dans l'endroit. Un UAV MQ-1 Predator l'a pisté, mais le centre des opérations n'a pas pu l'identifier catégoriquement, de sorte que l'artillerie n'a pas pu entrer en jeu à cause des règles d'engagement. Le commandant ennemi avait échappé à la mort cette fois-là.

À 0445 le lendemain matin, les deux équipes d'ouverture de brèches ont quitté la FOB Ma'Sum Ghar. Chacune comprenait un EBG Badger, une troupe de six chars (six chars Leopard C2 et 2A6M par troupe), un peloton d'infanterie à bord d'un VBL III, un véhicule blindé de dépannage Taurus et un véhicule de soutien blindé lourd transportant des fascines pour le franchissement des fossés. Une compagnie d'infanterie afghane embarquée dans des camions Ford Ranger et ses mentors à bord de véhicules RG-31 fermaient la marche. Deux hélicoptères d'attaque AH-64 et deux hélicoptères de reco OH-58D fournis par la

FO Eagle Assault couvraient tous ces éléments. Le plan consistait à éviter le réseau routier, car il était truffé d'EEI. Chaque équipe d'ouverture de brèches devait se frayer un chemin dans les vignobles et à travers les murs de boue séchée jusqu'au secteur de l'objectif.

À 0605, les équipes d'ouverture de brèches étaient en position et elles sont entrées en action, les véhicules Badger ayant abaissé leur lame. Les chars Leopard C2 munis d'une charrue de déblaiement ont créé des positions d'attente en forme de chevrons derrière les véhicules Badger; les chars Leopard A26M et les VBL III, qui suivaient, ont occupé ces positions à mesure que la brèche s'étirait. À 0634, l'ennemi a réagi, et le Lcol Corbould a autorisé le bombardier B-1B qui décrivait des cercles en altitude à attaquer l'objectif WEASEL. Neuf bombes guidées JDAM ont été larguées et ont anéanti les enceintes visées. L'Escadron B a été le premier à entrer en contact avec l'ennemi à 0637 et, 20 minutes plus tard, chaque sous-unité désignée pour participer à l'Op TIMUS PREEM était en action. Les chars ont éliminé avec des obus HEAT les observateurs-guetteurs ennemis et ceux qui s'occupaient du système de préalerte. Des tirs d'obus de 155 mm ont ciblé tout mouvement ennemi détecté par les TUAV Sperwer ou MQ-1 Predator qui surveillaient le champ de bataille. La première équipe d'ouverture de brèches s'est dirigée vers l'objectif MIKE. Le véhicule BADGER a dégagé un corridor de 360 degrés autour de la localité : les chars Leopard et les VBL III l'ont emprunté pour créer un « anneau d'acier » et bloquer ainsi toute sortie ou l'arrivée de tout renfort éventuel. Les sapeurs canadiens ont collaboré avec l'infanterie afghane et les mentors canadiens pour fouiller chaque enceinte, pendant que l'équipe des OPPSY menait des engagements des relais d'influence. L'ennemi a réagi à l'incursion près de l'objectif ECHO, et une fusillade a éclaté. Elle a été courte : les hélicoptères d'attaque AH-64 se sont amenés et ont supprimé l'opposition. À l'objectif MIKE, le contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a réussi à diriger un avion AV-8B Harrier vers des ennemis qui essayaient de renforcer les insurgés; tous ces nouveaux venus ont été tués. Quand les sapeurs se sont retirés vers l'est en longeant les routes, ils ont découvert des chambres prépositionnées remplies d'EEI ainsi que des positions de combat inoccupées, mais aménagées en profondeur le long de chaque itinéraire. L'Op TIMUS PREEM a empêché l'ennemi de se rendre à ces positions bien dissimulées et situées et de combattre à partir d'elles.

Des tirs abondants ont eu lieu du côté de l'objectif KILO. L'infanterie afghane et les mentors canadiens ont intercepté des insurgés qui essayaient de renforcer latéralement les défenseurs dans le secteur de l'objectif MIKE. Au moins deux petites contre-attaques contre cet objectif ont été repoussées, dont une par le véhicule TAC 9r du Lcol Corbould[375]. Des hélicoptères AH-64 et OH-58D ont repéré et attaqué d'autres ennemis. La deuxième équipe d'ouverture de brèches a dépassé l'objectif MIKE, après que la première équipe s'y est établie, et elle est allée aménager une position de laager au sud de l'objectif MIKE, pour que les deux équipes d'ouverture de brèches y passent la nuit.

Tandis que le Capt Tom Neil et son équipe des OPPSY faisaient entendre avec ses haut-parleurs l'air « Don't Fear the Reaper » du groupe Blue Oyster Cult, l'ennemi a attaqué le laager nocturne deux fois, mais il a été anéanti par des obus à mitraille de 120 mm lancés par les chars. Des SUAV ScanEagle ont veillé sur le laager pendant la nuit. Le Lcol Corbould a dû prendre une décision : la force devait-elle s'en prendre à l'objectif GOLF ou à l'objectif WHISKY, où se trouvaient les ruines des enceintes qui avaient constitué l'objectif WEASEL?

Il a décidé de faire les deux. À 0840, le matin du 22 août, les deux équipes d'ouverture de brèches se sont frayé un chemin vers le sud, elles ont isolé les objectifs avec les chars et ont amorcé des opérations de bouclage et de fouille. La puanteur qui se dégageait des enceintes ayant constitué l'objectif WEASEL était insupportable, et de trop nombreux restes humains gisaient là écrasés sous les grandes quantités de décombres pour qu'il fût possible de faire une évaluation utile des dommages de combat. Cette attaque aérienne avait sans doute tué entre 30 et 50 insurgés. Plusieurs fabriques de bombes ont été découvertes, y compris une où des cartouches d'obus éclairants canadiens de 150 mm étaient transformées en EEI. Du côté de l'objectif KILO, les Canadiens et les Afghans ont été attaqués par des mortiers. Les Afghans ont repéré les guetteurs ennemis et les ont pris à partie, pendant que le contrôleur interarmées canadien de la finale de l'attaque faisait venir un chasseur-bombardier AV-8B Harrier qui a détruit l'équipe utilisant les mortiers. Une exploitation plus approfondie des objectifs GOLF et WHISKY a permis de découvrir de grosses caches de mortiers, de GPF et d'EEI. Certaines munitions étaient neuves et provenaient de la République populaire de Chine. Plusieurs radios et téléphones cellulaires ont aussi été trouvés et ont fait l'objet d'une exploitation.

Les véhicules Badger ont raclé le sol au sud de l'objectif WEASEL pour aménager un laager nocturne, et les véhicules des deux équipes d'ouverture de brèches s'y sont installés pour la nuit. Au crépuscule, des guetteurs ennemis ont été aperçus et pris à partie. L'ennemi a ensuite attaqué le laager avec des tirs de mortier et des GPF, une fois la nuit tombée. C'était là une action suicide. Avec les appareils d'optique à imagerie thermique et les obus à mitraille de 120 mm des chars Leopard 2A6M, il n'est pas resté grand-chose de l'ennemi, sauf de petits morceaux émettant une faible lueur dans les viseurs de ces appareils. La mélodie « Don't Fear the Reaper » a continué à jouer pendant toute la nuit. Il y a eu deux autres contacts avec l'ennemi qui se sont soldés par les mêmes résultats.

Le troisième jour, soit le 23 août, le Lcol Corbould a décidé d'attaquer l'objectif BRAVO. Des TUAV et SUAV qui couvraient le secteur ont repéré des femmes et des enfants qui quittaient les enceintes en se dirigeant vers le nord. Parmi eux, il y avait un commandant insurgé muni d'une radio et entouré d'enfants. L'équipage d'un char Leopard 2A6M s'est abstenu d'ouvrir le feu, et ce commandant a pu fuir. Les deux équipes d'ouverture de

brèches se sont séparées des autres forces et se sont dirigées vers le sud-ouest. Comme un cours d'eau leur bloquait la route, l'équipage d'un véhicule Badger a soulevé des fascines empilées à l'arrière d'un VSBL et les a posées dans le ruisseau pour que les colonnes puissent le franchir. Ensuite, il a retiré les fascines, de manière à ne causer que des dommages écologiques minimums au bassin versant. L'objectif BRAVO était encerclé, et le processus a recommencé.

À midi, les forces coalisées n'ont rien trouvé dans les enceintes de l'objectif BRAVO. En effet, la majeure partie de la population n'aimait pas les talibans. L'Op TIMUS PREEM tirait à sa fin. Le Lcol Corbould a ordonné aux équipes de se diriger à l'est vers l'itinéraire SUMMIT. L'ennemi observait ces mouvements, et il a commis l'erreur d'attaquer la deuxième équipe d'ouverture de brèches qui se retirait. Des chars et des TUAV Predator ont fait feu sur les insurgés et ont détruit les deux embuscades que ceux-ci avaient tendues. Les Afghans et les Canadiens se sont retirés des objectifs KILO et ECHO, et les forces sont retournées à leurs unités antérieures. L'Op TIMUS PREEM était terminée. Les Canadiens et les Afghans n'ont subi aucune perte humaine pendant les trois jours de l'opération, mais plus de 100 insurgés avaient été tués; par ailleurs, les systèmes de commandement et une partie du système de production d'EEI de l'ennemi avaient été amoindris. Les convois transportant la turbine au barrage de Kajaki a poursuivi son chemin vers l'ouest sur l'Autoroute 1.

Appuyer les opérations de la FO Kandahar

Le Lcol Casey Horlock a pris le commandement de l'ESN au printemps de 2008. Au cours de cette rotation, le personnel du Lcol Eldaoud a été remplacé au niveau individuel, et la rotation a reposé sur les besoins et le concept d'opérations de l'ESN précédent. Cependant, pendant le mandat du Lcol Horlock, l'ESN a dû soutenir une infrastructure tactique qui a grandi considérablement. Il y avait les ELMOP dans les PPS dans le Zharey et les équipes de mentors canadiens dans les postes fortifiés afghans. Le groupement tactique était au départ installé à la FOB Frontenac, à la BP Wilson, à la FOB Ma'Sum Ghar, à la BP de Sperwan Ghar et à Spin Boldak. Ensuite, le groupement tactique s'est chargé des PPS dans le Panjwayi occidental et leur a donné le nom d'avant-postes de combat. L'escadron de reco était partout. L'Arghandab était un front, tout comme le Maywand[376].

Source : Auteur

Source : Auteur

Source : Auteur

Source : Auteur

Source : Auteur

L'opération TIMUS PREEM a été une importante opération canado-afghane lancée dans la partie ouest du district de Zharey, en août 2008. L'escadron de chars et les sapeurs à bord de véhicules blindés ont opéré des brèches et encerclé les localités-forteresses, pour que les forces canadiennes et afghanes puissent ensuite les ratisser et en éliminer les insurgés et leurs équipements.

Essentiellement, l'ESN a dû utiliser une structure fondée sur un nouveau modèle opérationnel. Le Lcol Horlock et son état-major l'ont compris clairement quand ils sont arrivés sur le terrain et qu'ils ont commencé à travailler avec le quartier général du Bgén Laroche. Qui était « responsable » des bases d'opérations avancées? Le groupement tactique? L'ELMO? L'ESN? Qui devait voir à la sécurité? Y avait-il un personnel suffisant et, si tel n'était pas le cas, d'où le personnel supplémentaire proviendrait-il[377]? En fin de compte, le concept du soutien a été axé sur deux catégories d'opérations. Il y avait les opérations de soutien logistique du combat exécutées à l'aérodrome de Kandahar : les gros éléments, l'adjudication des contrats et les projets nationaux. La tâche consistant à garder les entrées est demeurée et a continué d'absorber des effectifs canadiens malgré la présence de nombreux soldats bulgares et hongrois[378]. En second lieu, il y avait les opérations de soutien logistique du combat exécutées depuis l'aérodrome : les patrouilles logistiques de combat, les opérations de ravitaillement par la voie aérienne, et les fonctions du groupe logistique avancé. Le troisième groupement comprenait les opérations de soutien logistique du combat à l'avant, ce qui correspondait en fait à un échelon, et le soutien logistique du combat (SLC) assuré depuis des emplacements avancés par des groupements adaptés aux besoins des FOB,

ces emplacements étant aussi appelés « détachements de SLC » [Traduction] installés à Ma'Sum Ghar, Frontenac, Wilson, Sperwan Ghar et Spin Boldak. Dans le passé, il y aurait eu deux unités distinctes pour s'occuper des bases d'opérations avancées et des fonctions basées à l'aérodrome de Kandahar, respectivement. Cela n'était plus possible, vu les effectifs limités; par conséquent, l'ESN s'est chargé des deux rôles[379].

L'ESN a continué de miser sur les entrepreneurs possédant des « camions à clochettes » pour acheminer certains articles non militaires. Cela nécessitait d'habitude de 20 à 50 camions par semaine. Cependant, avec la présence de troupes étasuniennes plus nombreuses à l'aérodrome de Kandahar, les clients se sont livré une concurrence plus vive pour l'utilisation de cette capacité, et cela a eu des effets secondaires[380]. D'abord, le coût a augmenté pour l'ESN. Ensuite, des sommes accrues ont censément été investies dans l'économie locale, mais l'expansion du travail a suscité un intérêt plus grand de la part de la structure d'influence de Kandahar souhaitant en profiter elle aussi. Par exemple, Ahmad Wali Karzai et ses acolytes avaient des intérêts dans plusieurs entreprises de camionnage. L'art de composer avec les dimensions politiques comme celles-là n'était pas enseigné à l'école de logistique à la BFC Borden.

À ce moment-là, l'ESN est passé du VLLR au VSBL Mercedes. Les équipages exécutant les patrouilles logistiques de combat avec les camions Mercedes lui faisaient grandement confiance. C'était un véhicule blindé et climatisé. La cabine constituait une nacelle protégée distincte. Avec huit roues, le camion était surviable et très manœuvrable. Il en existait diverses versions (dépannage, transport de fret et système de chargement palettisé, plate-forme surbaissée pour la récupération). L'ESN a finalement acheté 80 de ces véhicules. La fatigue des équipages a diminué considérablement, ce qui a accru l'endurance et le taux des sorties. Deux VSBL ont heurté des EEI pendant cette rotation, mais il n'y a alors eu aucune perte humaine. Un seul a été une perte totale[381].

Le Génie électrique et mécanique (GEM) s'est procuré des véhicules d'ajustage axés sur un VBL III et munis d'une grue, des véhicules blindés de dépannage (VBD 3), basés sur le châssis du Leopard 2, et des dépanneuses « BATTY » [*Big Ass Tan Truck, Yo*] basées sur le VSBL[382]. Ces véhicules ont grandement accru les capacités du génie électrique et mécanique sur le terrain et prolongé l'endurance du groupement tactique. L'atelier de « maintenance Tango » à Ma'Sum Ghar et au dépôt de chars de l'ESN à l'aérodrome de Kandahar était par ailleurs occupé par la mise à niveau de toute une gamme de véhicules. Tout d'abord, il a ajouté un poste de tir télécommandé à certains VBLC. Ensuite, il a installé des « grillages anti-projectiles » sur tous les véhicules blindés canadiens. Ces grillages, mis au point dans les années 1960 à l'intention des forces fluviales des États-Unis qui combattaient au Vietnam, constituaient une sorte de blindage éloigné qui faisait dévier ou exploser les obus lancés par les canons sans recul de 82 mm et les GPF avant qu'ils entrent en contact avec le blindage intégral des véhicules[383].

Source : Auteur

Source : Auteur

Le terrain complexe des districts du Zharey et du Panjwayi a réduit la mobilité des VBL III, surtout dans les vignobles à tranchées et les petits cours d'eau. L'engin blindé du génie Badger, basé sur le châssis du Leopard 1, a constamment fait ses preuves lorsqu'il s'agissait d'accroître la mobilité du groupement tactique, tandis que les sapeurs faisaient appel à une capacité de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire les fascines, aperçues ici à l'arrière d'un EBG et d'un VSBL.

Source : Auteur

Source : Auteur

La nécessité d'un véhicule logistique protégé dans l'environnement truffé d'engins explosifs improvisés de Kandahar a entraîné l'acquisition et la mise en service de véhicules blindés de soutien logistique Mercedes en 2007. Il y en avait plusieurs versions, dont la version fret et la version à système de chargement palettisé.

Source : Auteur

Comme le Canada avait décidé au début des années 1990 de vendre ses appareils CH-47 Chinook, des hélicoptères Mi-17 comme celui-ci, obtenus par contrat et fournis avec d'anciens pilotes soviétiques imprévisibles, ont ravitaillé les bases canadiennes avancées dans des environnements permissifs.

Les chars Leopard ont eux aussi subi plusieurs modifications. Ils étaient désormais tous munis de contre-mesures électroniques. Les équipages portaient maintenant des « combinaisons de refroidissement » s'apparentant à celles des conducteurs de la NASCAR. Il y a aussi eu l'ajout des ensembles « Barracuda » qui ressemblaient à un tissu à maille et qui réduisaient la signature thermique des chars, mais aussi la chaleur présente à l'intérieur de ces derniers. Un soldat canadien a eu l'idée d'installer un pare-soleil fait du même tissu sur la tourelle. Ces modifications ont fait baisser la température intérieure de 10 à 15 degrés, ce qui est énorme quand le mercure grimpe jusqu'à 50 degrés Celsius en été en Afghanistan[384]. Enfin, on a appliqué une peinture de couleur havane sur tous les chars Leopard 2, qui avaient été verts jusque-là. Comme ils l'avaient fait dans le passé, les soldats du GEM ont apporté toutes ces modifications et d'autres encore pour garantir l'habitabilité et la survivabilité des véhicules canadiens utilisés dans la province de Kandahar.

Pendant cette rotation, le Canada n'a remédié qu'en partie au manque de soutien logistique par hélicoptère, souligné dans le Rapport Manley[385]. Les premiers pas vers l'acquisition d'un soutien civil auprès d'entrepreneurs ont été franchis avec la création du bureau de l'ACTA (appui contractuel au transport aérien) de la FIAS. Les membres européens de l'OTAN refusaient de fournir des hélicoptères de soutien depuis 2003

(voir le volume I). Une solution a consisté à recourir à un appui contractuel. En 2008, la FIAS a fait appel à l'entreprise SkyLink pour obtenir six hélicoptères de transport Mi-8 / Mi-17 Hip et leurs équipages pour renforcer les opérations de transport de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan[386]. Comme les camions à clochettes, les hélicoptères d'ACTA de la FIAS ont servi à transporter des équipements et des approvisionnements non militaires dans les zones permissives. Ils étaient pilotés par une pittoresque gamme d'expatriés, autrefois citoyens soviétiques, dont certains avaient volé dans le ciel afghan au cours des années 1980; inévitablement donc, ces appareils ont été surnommés « hélicos à clochettes » (*jingle air*). Ils ont commencé à appuyer les avant-postes de combat dans le Panjwayi occidental en mai 2008. Le 1er juin, un appareil Mi-17 qui livrait une charge sur élingue à l'avant-poste de combat de Zangabad a été atteint par une GPF et des tirs de mitrailleuse, et le pilote a été blessé[387]. Cela a entraîné une interruption des vols de ravitaillement exécutés par les appareils de l'ACTA de la FIAS tant que les questions juridiques complexes liées à l'emploi d'hélicoptères militaires pour escorter ces appareils civils n'ont pas été réglées[388].

Fin ignominieuse de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan et remplacement d'Asadullah Khalid

Le Col Don Dixon a cédé l'ECS-A au Col Serge Labbé en août 2007. À ce moment-là, l'ECS-A comprenait vingt personnes réparties dans huit ministères du gouvernement afghan. Le Col Labbé, qui avait été officier d'état-major du Gén Hillier, était au courant du besoin original d'une ECS-A, besoin qui avait été exprimé en 2004, et il avait suivi les activités des équipes dirigées par le Col Capstick et le Col Dixon. Faisant fond sur les relations existantes, la nouvelle ECS-A a mis l'accent sur le renforcement « des ministères dont la sécurité ne relevait pas », afin de renforcer les capacités humaines et de fournir des services à la population afghane, l'objectif étant de favoriser à long terme une transition à un gouvernement fonctionnel.

Les ministères clés, selon le Col Labbé, comprenaient le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Énergie et de l'Eau, le ministère de l'Éducation, le ministère du Relèvement rural et du Développement, le ministère de la Justice et le ministère des Transports et de l'Aviation civile. L'ECS-A a déployé des conseillers auprès de ces entités pour les aider à concevoir les processus et à planifier. Un autre conseiller s'occupait du financement interministériel et enseignait aux Afghans comment faire des audits. C'était particulièrement important, car les organisations internationales et les organisations non gouvernementales fournissant une aide exigeaient des comptes rendus sur l'emploi des fonds fournis à l'Afghanistan par l'intermédiaire du gouvernement du pays. Si ces organisations n'étaient pas satisfaites, le financement international risquait véritablement de cesser, ce qui finirait par menacer l'effort anti-insurrectionnel dans les provinces et les districts.

L'ECS-A a continué de s'intéresser à la SDNA. Plusieurs réunions internationales devaient avoir lieu à Paris en juin 2008 pour examiner les progrès accomplis dans le cadre de la SDNA en vue de l'avenir. Le Lcol Nick Martin a dirigé l'effort qui visait à conseiller le gouvernement afghan sur la formulation des réponses à donner au cours de ce dialogue primordial. Ici encore, faute de bonnes réponses, le soutien risquait de cesser.

Au cours des rotations précédentes, l'ECS-A avait conseillé le gouvernement afghan sur les « communications stratégiques », ce qui a débouché sur la création du Centre de l'information et des médias du gouvernement (CIMG), un processus appuyé par le Capc John Williston qui a travaillé avec le porte-parole du président Karzai, Humayun Hamidzada. Le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ont assumé ensemble le coût du fonctionnement du CIMG à l'issue d'une entente négociée par l'ECS-A. Celle-ci a aussi retenu les services d'un représentant de l'ACDI et de M^me^ Elizabeth Speed, Ph. D., scientifique et analyste de la défense.

Le Col Labbé a constaté ce qui suit : « Le problème ne résidait pas dans le manque de capacités humaines au niveau central, mais bien dans le manque de ces capacités à chaque niveau. » [Traduction] En voyageant dans tout l'Afghanistan, le Col Labbé et son équipe ont confirmé qu'il y avait « des jeunes très capables à Kaboul. Cependant, quand on passe au niveau provincial, les capacités diminuent considérablement, surtout dans les provinces d'Oruzgan, de Zabul, d'Helmand et de Kandahar. Au niveau des districts, les capacités sont quasi inexistantes[389]. » [Traduction] L'effort principal a finalement porté sur le ministère du Relèvement rural et du Développement, parce qu'il lui incombait de travailler aux trois niveaux, ce qui n'était pas le cas des autres ministères. Ici encore, cela faisait intervenir le Programme national de solidarité ainsi que les comités de développement provinciaux, les assemblées de développement des districts et les conseils de développement communautaires qui relevaient du Programme national axé sur les régions. Aucun des autres ministères n'avait une intégration verticale de ce genre, pas même la police[390].

Idéalement, il aurait dû y avoir une organisation semblable à l'ELMO pour la fonction publique afghane, de manière à pouvoir améliorer les capacités et la prestation des services. Les premiers efforts que les Canadiens ont faits pour conseiller la Commission de la fonction publique, afin d'améliorer la sélection des fonctionnaires, n'ont en fin de compte pas abouti, et les conseillers ont été retirés. La commission elle-même comprenait deux organismes différents, et il s'est avéré impossible de coordonner convenablement leurs ordres du jour. Les tentatives que les conseillers canadiens ont faites pour encourager la tenue de réunions d'harmonisation ont échoué. Une des raisons qui a expliqué l'absence de progrès a résidé dans la présence d'entrepreneurs de l'extérieur. Il existait « beaucoup de jalousie d'ordre professionnel entre les divers donateurs […] tous les experts-conseils et les entrepreneurs étaient jaloux de [l'ECS-A] et la détestaient parce que nous travaillions gratuitement.

Nous offrions des services gratuits au gouvernement afghan parce que nous étions payés par le gouvernement canadien, tandis que ces personnes s'amenaient, exigeaient des honoraires énormes et ne fournissaient très souvent pas grand-chose en retour. » [Traduction] En fin de compte, les conseillers techniques abondaient à Kaboul, mais ceux-ci n'étaient pas des adeptes de la réflexion stratégique. Beaucoup de ces technocrates n'étaient capables de conceptualiser ni des plans de haut niveau ni des fonctions stratégiques[391].

La solution clé pour faire progresser les choses résidait encore dans l'approche de l'ECS-A : « Nous n'avons jamais imposé quoi que ce soit à quiconque. » [Traduction] Les conseillers aidaient les Afghans pour des aspects de base, par exemple comment mener une réunion ou établir des procédures. La culture militaire canadienne se prêtait davantage à cela que celle, disons, du MAECI ou de l'ACDI. Le Col Labbé a observé que « les fonctionnaires du MAECI ne peuvent pas planifier une réception, même si leur vie en dépend. Comment peuvent-ils alors aider un ministère à dresser des plans? Comment peuvent-ils élaborer un plan quinquennal? Définir l'intention stratégique du ministère du Relèvement rural et du Développement, ou du ministère de l'Énergie et de l'Eau, au cours des cinq prochaines années? Ils ne peuvent pas le faire, bien sûr, parce qu'ils n'ont jamais appris à planifier. » [Traduction] (L'Armée canadienne possède une culture de la planification qui est inculquée à chaque officier dès le début de sa carrière.)

En effet, un observateur connaissant bien la culture afghane appliquée à Kaboul a déclaré qu'il « y existait un respect inhérent pour les guerriers, car la majorité des acteurs clés dans le gouvernement afghan se considéraient comme étant des guerriers et ils prêtaient une oreille beaucoup plus attentive aux conseils d'un soldat qu'à ceux d'un bureaucrate. C'était là un fait qui était loin de plaire à bien des membres de la collectivité diplomatique et des organisations non gouvernementales[392]. » [Traduction]

Selon le Col Labbé, les principaux adversaires de l'ECS-A n'étaient pas les talibans, Hezb-e Islami Gulbuddin ou Al-Qaïda : c'était l'ambassadeur Arif Lalani et David Mulroney. À Ottawa, David Mulroney estimait que « l'ECS-A n'était plus utile et qu'il fallait mieux en coordonner les interventions avec l'effort global » [Traduction]. Selon Mulroney, l'ECS-A n'allait pas dans le sens des priorités que le Secrétariat et le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan étaient en train de définir. En outre, il croyait que l'ECS-A était « une ambassade des Forces canadiennes en Afghanistan, parce qu'elle n'avait pas foi en l'ambassade [existante du Canada] » [Traduction]. Pourquoi en était-il ainsi? La période où David Sproule avait été ambassadeur a eu des effets négatifs durables sur les relations entre les Canadiens et la FIAS, et le « MAECI ne faisait rien à cet égard » [Traduction]. Mulroney comprenait la situation, même s'il ne voyait pas les choses du même œil que les autorités militaires, mais pour ce qui était de donner des conseils au gouvernement afghan,

« il ne fallait pas en avoir deux versions » [Traduction]. Essentiellement, Mulroney a bien précisé que Lalani devait être tenace face à l'ECS-A : « J'assume l'entière responsabilité à cet égard[393]. » [Traduction]

Au cours de la première réunion entre le Col Labbé et Arif Lalani, ce dernier lui a dit, « en une langue polie, qu'il ferait tout en son pouvoir pour neutraliser le plus possible les effets de l'ECS en Afghanistan. [Il a dit cela] à un moment où il nous fallait plus de capacités que jamais[394] » [Traduction]. Le Col Labbé croyait que l'animosité de Lalani à l'endroit de l'Équipe était quasi personnelle :

> [Traduction]
>
> Il ne pouvait accepter le fait qu'un groupe d'officiers [accomplissait ces tâches] parce qu'il détestait les forces armées. Il croit que nous sommes tous des idiots […] En définitive, nous exercions une influence au niveau stratégique. Il n'était pas capable de ce faire, personnellement, et aucun membre de son équipe ne le pouvait non plus tout simplement parce qu'aucun ne possédait les antécédents, l'expérience et l'intuition voulus, le genre d'atouts qu'un soldat acquiert après de très nombreuses années de carrière en tant qu'officier des Forces canadiennes. Le manque d'expérience vous empêche de comprendre certaines questions fondamentales que vous n'arriverez à saisir qu'avec le temps et l'expérience, en étant sur le terrain et en enrichissant votre savoir[395].

La relation entre le Col Labbé et l'ambassadeur Lalani s'est détériorée : « Il se mettait à crier; je sortais de son bureau. Deux secondes plus tard, il était au téléphone avec Mulroney. Ensuite, Mulroney téléphonait au MDN, plus précisément au sous-ministre Robert Fonberg[396], et ce dernier s'adressait au Gén Hillier, qui répondait : "Ouais, ouais, ouais!" Le Gén Hillier a souffert terriblement. Le MAECI communiquait en catimini des informations aux médias pour essayer de le dénigrer et de l'épuiser[397]. » [Traduction] Dans certains milieux, la rumeur circulait que, puisque l'ECS-A était considérée comme une création du Gén Hillier, il fallait l'éliminer pour « rétablir l'équilibre » entre le pouvoir relatif de ce dernier et le MAECI dans les milieux bureaucratiques d'Ottawa[398].

Or, c'est en fin de compte ce qui s'est passé. Le chef d'état-major de la Défense, ayant décidé qu'il y avait des priorités plus grandes pour lesquelles il valait mieux se battre dans le contexte d'Ottawa, a dissous l'ECS-A. En fin de compte, Mulroney et Lalani ont obtenu gain de cause, et le Bureau canadien d'appui à la gouvernance (BCAG) a été créé. Cependant, quand le MAECI et l'ACDI n'ont pas pu trouver assez de personnes expérimentées pour constituer l'effectif de la nouvelle entité, ils ont abordé le ministère de la Défense nationale

pour lui demander du personnel. Cet effort a échoué, et le BCAG a finalement été formé de conseillers techniques, et non de conseillers stratégiques, et de « coopérants » de l'ACDI[399]. Le BCAG n'est jamais venu près d'avoir l'influence ou le prestige dont l'ECS-A avait bénéficié au cours de son existence, et il n'a pas semblé avoir produit d'effets durables, comparativement à ce que l'ECS-A avait accompli.

En 2009, le Gén Stanley McChrystal, commandant de la FIAS, a aidé à reconstituer certaines des fonctions de l'ECS-A au sein du Bureau du représentant civil principal de l'OTAN, et le Col Serge Labbé, désormais à la retraite, a été invité à le diriger. L'entité a survécu à la transition entre les généraux McChrystal et Petraeus en 2010, et ce dernier a rendu officielles les relations de la FIAS avec les quatre principaux ministères afghans chargés du développement. Le Bureau, appelé « équipe du partenariat stratégique » [Traduction], poursuit son travail vital qui vise à renforcer les capacités du gouvernement afghan à partir de la base[400].

Enfin, la relation relativement longue entre le Canada et le gouverneur Asadullah Khalid a pris fin au cours de l'été de 2008. Comme ce dernier n'arrivait pas à dissiper les allégations graves formulées contre lui dans les médias canadiens en avril, au sujet de ce qui était euphémiquement appelé « violations des droits de la personne » [Traduction], non plus que les révélations contenues dans des documents selon lesquelles Khalid aurait été impliqué dans le meurtre de travailleurs de l'ONU, sa position est devenue intenable[401]. Pour ne pas perdre la face, le gouvernement afghan a probablement retardé son remplacement jusqu'en août. Le moment était venu de nommer un nouveau gouverneur et de raviver chez le gouvernement afghan un certain espoir de retrouver sa légitimité.

Conclusions

Au cours de la première moitié de 2008, de nombreux changements concomitants ont été apportés à l'approche canadienne de la guerre dans la province de Kandahar. La publication du Rapport Manley et ses conséquences, l'accession du Canada à la tête du CR (Sud) et la relève sur position du quartier général Laroche de la FO Kandahar par le quartier général Thompson ont toutes eu lieu à un moment où les éléments clés de la structure d'influence de la province ont compris qu'ils ne faisaient pas face à la menace existentielle qui avait existé en 2006.

Le plan Laroche comportait de nombreux aspects positifs. Plus précisément, il convient de qualifier de succès la coordination des entités de sécurité au niveau des districts, par l'intermédiaire des centres interarmées de coordination de district, et les premières tentatives faites pour harmoniser les efforts de développement ou, à tout le moins, ceux des équipes de la COCIM de l'ERP, avec ceux de ces centres. Au début de 2008, toutefois, les lacunes du plan se sont manifestées.

D'abord, l'infrastructure tactique comprenait de nombreux éléments, mais il n'était pas possible de les doter tous en personnel. Il n'y avait pas assez d'agents de police, et il y en a eu encore moins après la mise en œuvre du programme de perfectionnement ciblé par district. Il n'a vraiment pas été facile de garder les agents dans les districts clés. Les personnalités des intervenants ont joué un rôle, tout comme la tour de Babel multinationale : le mentor étasunien principal de la police faisait obstacle aux Canadiens quand ceux-ci essayaient de doter en personnel les éléments de l'infrastructure. Quel était le bon équilibre entre les opérations statiques et mobiles? À qui incombait-il d'établir le plan unique pour la province?

En deuxième lieu, il y a eu la réaction imprévue de l'ennemi contre le plan, surtout dans le Panjwayi occidental le long de l'itinéraire FOSTERS. L'idée que les éléments de l'infrastructure tactique reliés par une route périphérique isoleraient le « bastion traditionnel » de l'ennemi à Nahlgam était louable, mais elle ne prenait en compte ni présence de l'ennemi au sud de cette structure ni le fait que l'ennemi renforçait sa légitimité à la faveur des griefs que les dirigeants du district de Panjwayi refusaient d'examiner et qu'ils envenimaient en fait. La décision d'exclure des projets de développement des éléments clés de la structure d'influence du Panjwayi a aggravé encore plus la situation, ce qui a donné lieu à d'autres griefs et accru la violence de la part des insurgés. Enfin, les difficultés qu'il y a eu à amener les FSNA à coopérer avec les éléments de l'infrastructure tactique ont engendré la question de la « FO Zharey » et suscité l'impression que les forces afghanes n'étaient que des troupes enrôlées par les Canadiens pour appuyer des chefs d'une réputation douteuse. Le plan de la FO Kandahar a été attaqué depuis plusieurs directions et sous divers angles, dont presque aucun n'avait été prévu par les planificateurs, ce qui a rendu les enjeux encore plus difficiles à gérer. Troisièmement, et c'est l'aspect primordial, il y a eu la consolidation incomplète du district d'Arghandab dans la foulée de la première incursion talibane. Cela a résulté en partie de l'élimination systématique des alakozais de la structure d'influence de Kandahar par les tribus rivales qui ont profité de la confusion et de l'incertitude pour acquérir l'avantage en prévoyant correctement que les forces canadiennes viendraient à leur aide si les talibans revenaient dans le district. Encore une fois, les Canadiens s'occupant de la gouvernance n'ont pas su gérer sérieusement cette « épuration tribale » qui a eu des ramifications jusqu'à la fin de la mission de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar.

Pendant tout ce temps, le gouvernement du Canada a modifié son approche en profondeur. À des fins politiques intérieures, il a de nouveau essayé de concentrer les efforts du pays sur le développement. Ceux-ci étaient irréalistes, car ils étaient déphasés par rapport à l'état réel de la sécurité dans la province de Kandahar.

Quand le quartier général du Bgén Thompson a pris la relève en mai 2008, il a d'abord voulu se débarrasser du plan Laroche, mais il n'a pas pu le faire et a dû s'accommoder de l'infrastructure tactique pendant tout l'été et tout l'automne de 2008. Tous les problèmes liés à la dotation en personnel, à la coordination et à la police ont incombé à ce quartier général, qui s'est démené pour s'extraire de ce bourbier et de l'infrastructure tactique elle-même.

De même, le Bgén Thompson et sa rotation ont dû composer avec la consolidation incomplète du district d'Arghandab. L'ennemi a exploité ce manque de dirigeants dans l'Arghandab, ce qui a nécessité une réaction de la part de la FO Kandahar et l'a détournée de l'application du processus « Dégager-Tenir-Construire » dans le Zharey et le Panjwayi sur lequel elle voulait concentrer ses efforts. Les talibans ont été vaincus encore une fois dans l'Arghandab, mais l'ennemi est ensuite revenu avec de nouvelles méthodes opérationnelles qui nécessitaient une occupation résolue du district si la coalition voulait affronter convenablement la nouvelle menace. Ces forces ennemies n'existaient tout simplement pas en 2008, et l'Arghandab est ainsi devenu un nouveau front défendu à temps plein par l'ennemi dans la province.

Malgré tout cela, ce quartier général a pris des mesures pour amorcer des travaux de développement. C'est ainsi qu'ont été créés le quadrilatère de stabilisation JUNO et celui de Sperwan. Les efforts de développement ont dès lors porté surtout sur la ville de Kandahar, et ce fut là un autre moyen de démontrer à la population que des progrès s'accomplissaient.

La situation dans le Zharey et le Panjwayi continuait de s'envenimer. Les deux districts étaient paralysés par le manque d'agents de police et de soldats de l'Armée pour occuper les postes de l'infrastructure tactique, puis voir à la sécurité depuis ces endroits. Quand les FSNA ont refusé d'agir, il a fallu faire quelque chose, et il a alors incombé à l'Armée canadienne d'intervenir. Cela a donné lieu à des missions menées dans le lit de la rivière jusqu'à Mushan et à des opérations exécutées à l'appui de l'infrastructure tactique, le long de l'itinéraire FOSTERS, dans le Panjwayi oriental. L'obligation de tenir et de soutenir l'infrastructure tactique a distrait les forces canadiennes, et l'ennemi a intensifié ses opérations depuis ses bases situées dans le Panjwayi oriental et surtout le long de l'axe vital qu'était l'Autoroute 1.

Les efforts déployés pour susciter une forme quelconque de développement dans le Zharey et le Panjwayi ont été bloqués par l'incapacité du système, composé du Programme national de solidarité, des assemblées de développement de district et des conseils de développement communautaires, de travailler tout en faisant face à l'insurrection. De toute façon, les intermédiaires locaux du pouvoir, qui suscitaient des griefs empreints de népotisme que l'ennemi exploitait, ont torpillé le processus. En même temps, comme le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, ne s'intéressait pas sérieusement aux affaires provinciales et que l'ERP avait réorienté ses opérations en faveur d'autres projets tels que celui du barrage de Dahla, il n'y a pas eu suffisamment de projets de développement pour appuyer les efforts dans le Zharey et le Panjwayi.

Il y a eu quelques grandes réussites. L'Op LUMBAR, déclenchée par suite des attaques contre l'Autoroute 1, en a été une : elle a contribué au succès opérationnel du transport d'une turbine jusqu'à Kajaki à travers la province de Kandahar. L'Op TIMUS PREEM a repoussé l'ennemi et l'a ainsi empêché d'entraver la livraison de la turbine, mais, aspect primordial, elle a aussi éloigné l'ennemi du quadrilatère de stabilisation JUNO, ce qui a donné à ce dernier le temps voulu pour prendre racine. De même, grâce aux efforts de couverture faits par l'ELMO canadienne et les Afghans, au poste fortifié de Mushan, et à ceux de la Compagnie B, dans ses positions fragmentées du Panjwayi occidental, le quadrilatère de stabilisation de Sperwan a pu bien s'établir. Cependant, comme l'ERP concentrait son attention ailleurs, la possibilité de développer ces quadrilatères a été remise en question au cours de l'automne de 2008.

Sur le plan positif, les efforts de reconstruction et de développement ont effectivement pris racine dans le Spin Boldak, et le Centre interarmées de coordination du district, mis sur pied par le Canada, a contribué fondamentalement à l'harmonisation des forces de sécurité (ou, à tout le moins, à fournir un prétexte aux efforts que le Col Raziq déployait pour maintenir la stabilité). Des menaces commençaient à peser sur le Dand, mais les structures de gouvernance et de développement y étaient bien développées au milieu de 2008. Les processus de développement de l'Arghandab ont fonctionné dans une certaine mesure après la seconde incursion talibane, mais ils ont commencé à s'éroder à l'automne 2008 sous l'effet des nouvelles méthodes de l'ennemi. L'intérêt et l'action du CR (Sud) dans le Maywand, conjugués à l'arrivée de forces étasuniennes, étaient prometteurs.

Élément clé, l'Armée nationale afghane s'était grandement améliorée au milieu de 2008, quand elle était encadrée de près, et il y avait beaucoup plus de forces afghanes dans la province que jamais auparavant. L'absence d'un concept d'opération canado-afghan intégré pour la FO Kandahar et la 1-205 Brigade dans la province a constitué un obstacle à ce moment-là et a causé certains problèmes en matière de commandement et contrôle.

Sous la direction du Canada, le CR (Sud) a aussi accru la fidélité et la coordination des opérations dans tout le sud de l'Afghanistan, ce qui a produit d'importants effets positifs dans la province de Kandahar. Mentionnons une réaction afghano-canadienne coordonnée lors de l'évasion de Sarposa et de la seconde incursion talibane dans l'Arghandab, la facilitation des opérations dans le Garmsir, les opérations dans le Maywand, la coordination des forces d'opérations spéciales et le ciblage des dirigeants ennemis.

Le projet d'installation de la turbine au barrage de Kajaki a échoué en fin de compte. L'entreprise chinoise qui devait couler les fondations de béton a refusé de travailler, car « elle craignait pour la sécurité de son personnel » qu'elle a donc retiré un mois après la livraison de la turbine. Les 500 tonnes de ciment ne sont jamais arrivées parce que

l'utilisation des routes était toujours interdite. Au moment de la rédaction de la présente histoire, en 2013, l'équipement continue de se délabrer à proximité du barrage[402]. Toutefois, l'Op ASP-E JANUBI a fait 400 morts chez les insurgés dans le contexte de ce projet[403].

Au milieu de 2008, l'insurrection dans la province de Kandahar avait du plomb dans l'aile, mais elle poursuivait tout de même la lutte. Les districts clés qu'elle menaçait étaient le Panjwayi et le Zharey, dans le secteur traversé par l'Autoroute 1 (Senjaray et Asheque) et elle progressait à un bas niveau dans l'Arghandab à la fin de l'été. Dans les districts ruraux secondaires (Khakrez, Shah Wali Kot supérieur, Ghorak, Maruf et Arghistan), les opérations de perturbation des forces d'opérations spéciales empêchaient les insurgés d'exercer un contrôle total.

Au milieu de 2008, la FO Kandahar a essentiellement confirmé la possibilité que la structure d'influence de Kandahar était au cœur du problème presque autant que l'insurrection, mais on ne semblait pas savoir quoi y faire dans le camp canadien. Les efforts faits pour éliminer un élément clé de l'équation, à savoir Asadullah Khalid, n'ont été que partiellement fructueux. Le refus du gouvernement Karzai de reconnaître le problème et de s'y attaquer, ou même sa complicité dans la création ou le maintien de ce dernier, ont toujours constitué des obstacles insurmontables pour l'Armée canadienne. Cette question relevait des autres ministères; par conséquent, il incombait à d'autres de s'en occuper.

Au cours de la première moitié de 2008, et surtout pendant l'été, les événements ont montré qu'il existait une divergence profonde entre ce que le gouvernement canadien voulait accomplir au chapitre du développement dans la province de Kandahar, d'une part, et ce qui était nécessaire pour que la FIAS demeure viable dans tout le sud de l'Afghanistan, d'autre part. Vu que les ressources dont disposaient la FO Kandahar et le quartier général du CR (Sud) étaient limitées, comment devaient-ils les déployer? Si le barrage de Dahla était primordial, il fallait voir à la sécurité du Bas-Shah Wali Kot et de l'Arghandab. Pour protéger la ville de Kandahar, il fallait s'opposer aux opérations ennemies dans le Panjwayi et les supprimer. Afin que l'Autoroute 1 le long du Zharey reste ouverte pour assurer le ravitaillement des forces britanniques et étasuniennes dans l'Helmand, les opérations de sécurité dans le Zharey constituaient aussi une priorité. Ce problème s'est posé aux commandants canadiens pendant la seconde moitié de 2008.

Tout compte fait, un petit nombre de Canadiens ont fourni l'effort global déployé dans la province de Kandahar en 2008. Les mentors opérationnels de la police et ceux de l'Armée et les équipes de la COCIM et des OPPSY ont habituellement travaillé côte à côte avec les FSNA dans les postes de police secondaires, les postes fortifiés et les avant-postes de combat isolés, chauds et inhospitaliers des districts du Zharey, du Panjwayi et du Maywand. Entre-temps, le groupement tactique a rempli un précieux rôle perturbateur

en menant des opérations telles que NOLAI et TIMUS PREEM afin de gagner du temps pour que le Canada et l'Afghanistan puissent réorganiser leurs efforts respectifs en matière de développement et de gouvernance.

NOTES

1. « CBC News in Review March 2008: The Manley Report on Afghanistan ».
2. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, les 9 et 13 octobre 2014.
3. « Manley report demands effort from Government and NATO to maintain Afghan mission », www.canada.com, 22 janvier 2008.
4. « Manley report puts equal pressure on Liberals, Conservatives », www.canada.com, 22 janvier 2008.
5. John Manley, « Afghanistan: Meeting the Development Challenge », *Options politiques*, octobre 2007, p. 6-12. Les commentaires ont abondé sur ce supposé « auto-plagiat » (quel que soit le sens de ce mot) dans la blogosphère, mais ils ont amené l'opinion à se douter que le contenu du Rapport Manley avait été prédéfini avant d'être déposé et publié. Voir la discussion sur « On John Manley, Self-Plagiarism, and Credibility », dans le site http://phantomobserver.com, 23 janvier 2008.
6. « Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan » [ci-après appelé « Rapport Manley »], p. 3-4.
7. Rapport Manley, p. 38.
8. *Ibid.*, p. 40.
9. *Ibid.*, p. 41.
10. *Ibid.*, p. 42.
11. Peter Kent, « Ottawa Misses Manley's Best Points », *Options politiques*, mars 2008, p. 50-53.
12. Jim Cox, « Afghanistan : Le Canada et le dialogue au sein de l'OTAN », PRB 08-2F, Chambre des communes, Division des affaires politiques et sociales, 22 avril 2008.
13. Voir Bob Woodward, Les guerres d'Obama, Paris, Denoël, 2011.
14. L'auteur a joué un rôle discret dans le processus à l'issue duquel les États-Unis ont choisi de déployer « le Bataillon Manley » (le 2-2 Infanterie, Armée des É.-U.) à Kandahar.
15. Entrevue téléphonique avec le Lgén Andrew Leslie, 26 octobre 2014.
16. Entrevue avec le Bgén Denis Thompson, Ottawa, 14 février 2012.
17. Réunion préparatoire sur l'opération SHAMSHIR.
18. Briefing fait par le Commandement régional (Sud) à l'auteur, août 2008.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*
22. Le général Rick Hillier a dirigé la Division multinationale (Sud-Ouest) au sein de la Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie, mais cette entité était engagée dans une opération de stabilisation bien définie, et non dans une guerre anti-insurrectionnelle.

23. Entrevue avec le Col Spike Hazleton, Kingston, 19 avril 2012.
24. *Ibid.*
25. Entrevue avec le Col René Melançon, Kingston, 3 mai 2012.
26. *Ibid.*
27. À ce moment-là, les FOSCAN n'avaient pas leurs propres hélicoptères et elles dépendaient donc des hélicoptères de quelqu'un d'autre ou des véhicules terrestres. Cela a réduit leur capacité d'intervenir dans certaines circonstances, dans certains secteurs.
28. Entrevue avec le Col Hazleton; entrevue avec le Lcol Melançon.
29. *Ibid.*
30. *Ibid.*
31. Entrevues confidentielles. *Escouade américaine : police du monde* [*Team America*] était un film dans lequel les acteurs sont des marionnettes; ils formaient une unité secrète des États-Unis qui, dans son exubérance, a détruit la tour Eiffel pendant qu'elle pourchassait des terroristes. Voir aussi Nick Davies, « Afghanistan War Logs: Task Force 373-special forces hunting top Taliban », *The Guardian*, 25 juillet 2010; Robert Winnett, « WikiLeaks Afghanistan: black operations unit carries out "kill or capture" mission », *The Telegraph*, 27 juillet 2010. D'autres sites Web, versant dans des critiques hystériques, décrivent la FO 373 comme étant une « escouade de la mort » « sans supervision judiciaire ». Quand les SAS ont pourchassé Erwin Rommel en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, ils n'ont pas eu besoin d'une « supervision judiciaire » pour l'assassiner, non plus que le LRDG, quand il attaquait et perturbait les colonnes de ravitaillement de l'Afrika Korps. La FO 373 fonctionnait en se servant de la Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI), dont la constitution était assujettie à une telle supervision.
32. Entrevue avec le Col Hazleton.
33. Entrevue avec le Lcol Melançon.
34. Entrevue avec le Col Hazleton.
35. *Ibid.*
36. Observations de l'auteur pendant qu'il accompagnait le 1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles, et discussions avec le Lcol Johnny Bourne et son état-major, février et mars 2008.
37. Entrevue avec le Lcol Melançon.
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. « Commander TFK Initial Direction to R5 Commanding Officers », 3 mars 2008.
41. O frag ajouté à l'Op GARRANDAY ZMARAY. Voir les diapositives « Pashmul Development Bubble », 12 janvier 2008.
42. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 22 au 28 février 2008.
43. QG FOI-A, « Op RAHAWANA ZMARAY », 12 décembre 2007.
44. Entrevue avec le Maj Geoff McCarthy, aérodrome de Kandahar, août 2008.
45. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Al Mulawyshyn, aérodrome de Kandahar, 12 août 2008.

46. Les hélicoptères CH-136 Kiowa, dont 74 équipaient dix escadrons de la Force régulière et de la Réserve, ont été mis au rancart à la SFC Mountainview en 1995 et vendus à la République dominicaine et à des utilisateurs civils. Le CH-136 était muni d'un mini-canon Gatling MINI-TAT GAU-2A/B de 7,62 mm. Voir le site http://www.helis.com/database/model/713/.

47. Entrevue avec le Capt Joe Corsentino, Armée des É.-U., et avec des membres clés des Banshees, aérodrome de Kandahar, 9 août 2008.

48. CRSQ QG FOI-A, 13 mars 2008; CRSQ J2, 31 mars 2009; CRSQ QG FOI, 10 avril 2008; CRSQ J2, 2 juin 2008; CRSQ QG FOI, 2 juillet 2008; CRSQ QG FOI, 15 août 2008; entrevue avec le Col Jamie Cade, Kandahar, 2 février 2009.

49. CRSQ CICP, 16 mars 2008; CRSQ CICP, 5 mai 2008; CRSQ QG FOI, 9 mai 2008; CRSQ QG FOI, 13 mai 2008.

50. CRSQ J2, 23 mai 2008.

51. CRSQ GT, 4 juillet 2008; CRSQ QG FOI, 16 juillet 2008; CRSQ J2, 25 mars 2008.

52. CRSQ J2, 29 mars 2008.

53. CRSQ J2, 2 mars 2008; CRSQ J2, 4mars 2008 CRSQ J2, 5 mars 2008; CRSQ J2, 10 mars 2008; CRSQ QG FOI, 20 mars 2008; Afghan News, « Taliban cellular antenna vandals killed, arrested », www.afgha.com, 18 mars 2008.

54. Ayesha Siddiqa, *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007; Adam Pappas, « Trade Promotion in Afghanistan: Roles for Infrastructure and Institutes », *Police Options for State-Building in Afghanistan*, School for Advances International Studies, 24 avril 2009.

55. « Red Ball Express Rides Again? », *WordPress*, 29 juillet 2008.

56. Briefing fait à l'auteur, CCO-P, Kandahar, 3 août 2008.

57. CRSQ QG FOI, 6 juin 2008; CRSQ QG FOI, 27 juillet 2008.

58. Entrevue avec le Maj David Warnke, aérodrome de Kandahar, 8 février 2009.

59. Briefings faits à l'auteur par l'Escadron anti-EEI.

60. *Ibid.*

61. Voir « Army Counterintelligence Center Counterintelligence Analysis Report », « Wikileaks.org-An Online Reference to Foreign Intelligence Services, Insurgents, or Terror Groups? », 18 mars 2008, et Tiffany Strother, « Cell Phone Use by Insurgents in Iraq », Urban Warfare Analysis Center, Wave Technologies, 14 mai 2007. L'équivalent historique serait le suivant : « Et si la CBC annonçait sur les ondes de Radio-Canada International que nos bombardiers Lancaster brouillaient les radars nazis de défense aérienne pendant la Seconde Guerre mondiale? »

62. L'auteur était présent quand les ressources ISTAR ont révélé l'exaspération de l'ennemi qui essayait de cibler une colonne de la FO Orion avec des RCIED, en juillet 2006.

63. Briefings faits à l'auteur, janvier 2008. L'auteur était présent au cours de l'opération JALEY, quand une équipe d'exploitation a découvert des engins-araignées fabriqués en Iran dans une cache et d'autres matériels servant à construire des EEI. Voir aussi « WikiLeaks.org An Online Reference to Foreign Intelligence Services, Insurgents, or Terror Groups? »

64. Jerome Starkey, « Prowlers Detonate Roadside Bombs », *The Scotsman*, le 26 mars 2009.

65. Entrevue avec le Sgt David Tofts, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.

66. Briefings faits à l'auteur par l'Escadron anti-EEI.

67. Entrevue avec le Lcol Chris Comeau, Kingston, 15 mai 2012.

68. Entrevue avec le Lcol Bob Ritchie, Ottawa, 24 octobre 2012.
69. Entrevue avec le Lcol Comeau.
70. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 22 au 28 février 2008; CRSQ ELMO, 4 mars 2008.
71. Entrevue avec le Maj Gilbert McCauley, aérodrome de Kandahar, 11 août 2008.
72. Lors des rotations antérieures, le J6 s'est occupé de ces questions en partie parce que l'effectif était plafonné. Par suite de tous ces changements, le J6 n'était plus à même de tout contrôler. Entrevue avec le Capt James Lindsay, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.
73. Entrevue avec le Maj Jamie Vieveen, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.
74. CRSQ FO 1-08, 4 mars 2008.
75. CRSQ FO 1-08, 17 mars 2008.
76. CRSQ ELMO, 1er mars 2008.
77. L'auteur a observé l'opération depuis le COP, au QG FOI-A, puis au COT du GT.
78. CRSQ ELMO, du 1er au 20 mars 2008; CRSQ FO 1-08, 20 mars 2008.
79. CRSQ QG FOI-A, 18 mars 2008.
80. CRSQ QG FOI-A, 19 mars 2008.
81. Entrevue téléphonique avec le Lcol Stéphane Boivin, 1er mars 2013. Voir aussi les CRSQ QG FOI-A, de mars à mai 2008.
82. Entrevue avec le Maj Boivin.
83. *Ibid.*
84. CRSQ FOI-A, les 16 et 17 avril 2008.
85. CRSQ J2, 12 mars 2008; CRSQ FOI-A, 14 avril 2008.
86. CRSQ FOI-A, du 17 au 25 avril 2008.
87. CRSQ FO 1-08, 1er mai 2008.
88. Entrevue avec le Maj Boivin.
89. Entrevue avec le Lcol Stacey Grubb, Ottawa, 4 juillet 2012.
90. Entrevue avec le Maj Grubb.
91. *Ibid.*
92. CRSQ FO 1-08, du 7 au 9 mars 2008.
93. Entrevue avec le Maj Grubb.
94. CRSQ FO 1-08, les 24, 27 et 29 mars et le 3 mai 2008; entrevue avec le Maj Grubb.
95. CRSQ ERP, 18 mars 2008.
96. CRSQ ERP, 3 mars 2008.
97. CRSQ ERP, 6 mars 2008.
98. Rapport de la COCIM de l'ERP, i/a 51, 11 mars 2008.
99. CRSQ ELMO, 24 mars 2008.

100. CRSQ ELMO, 23 mars 2008.
101. CRSQ J2, 5 mars 2008.
102. CRSQ J2, 10 mars 2008.
103. CRSQ J2, 25 mars 2008.
104. CRSQ ELMO, 13 mars 2008.
105. Incident significatif, QG FOI-A, 13 mars 2008.
106. CRSQ QG FOI-A, 16 mars 2008.
107. CRSQ ELMO, du 16 au 19 mars 2008.
108. Incidents significatifs, QG FOI-A, les 14, 16 et 23 mars 2008.
109. CRSQ ELMO, 24 mars 2008.
110. CRSQ FO 1-08, 31 mars 2008.
111. Incident significatif, QG FOI-A, 30 mars 2008.
112. Entrevue avec l'Adjum Alison Clark, Kingston, 4 mai 2012.
113. Entrevue avec le Maj Mike Lane, Ottawa, 8 mars 2012.
114. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Capt Reg McMichael, Edmonton, 12 juillet 2012.
115. CRSQ FO 1-08, les 8, 9, 14 et 15 mars 2008.
116. CRSQ FO 1-08, 24 mars 2008; entrevue avec le Capt McMichael.
117. CRSQ ELMO, les 3, 6 et 7 mars 2008.
118. CRSQ FO 1-08, du 26 au 29 mars 2008; CRSQ J2, 29 mars 2008.
119. CRSQ FO 1-08, du 30 mars au 2 avril 2008.
120. CRSQ FO 1-08, du 2 au 5 avril 2008; CRSQ FO 1-08, 15 avril 2008.
121. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 51 de la COCIM, 3 mars 2008.
122. CRSQ ERP, 17 mars 2008.
123. CRSQ ERP, 5 mars 2008.
124. CRSQ ERP, 17 mars 2008.
125. Discussions avec le Capt Larocque, district de Panjwayi, 1er février 2008.
126. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52 de la COCIM, Panjwayi, 18 mars 2008.
127. *Ibid.*
128. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52 de la COCIM, Panjwayi, 8 mars 2008.
129. CRSQ ERP, 2 avril 2008.
130. *Ibid.*
131. Rapport d'un KLE ERP, 4 avril 2008.
132. CRSQ ERP, Suivi détaillé de la COCIM, indicatif d'appel 52, Panjwayi, 14 avril 2008.
133. CRSQ ERP, 15 avril 2008.

134. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52, Panjwayi, 22 avril 2008.

135. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52, Panjwayi, 23 avril 2008.

136. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52, Panjwayi, 24 avril 2008.

137. CRSQ ELMO, 12 mars 2008.

138. Entrevue avec le Lcol Woodworth, Camp Nathan Smith, 27 août 2008.

139. CRSQ ERP, 16 mars 2008.

140. Entrevue avec le Lcol Woodworth. Entrevue avec le Maj Eric Perey, Camp Nathan Smith, 28 août 2008.

141. CRSQ ERP, 3 mars 2008.

142. CRSQ ERP, 10 mars 2008.

143. CRSQ ERP, 9 avril 2008.

144. CRSQ ERP, 16 avril 2008.

145. CRSQ ERP, 18 mars 2008.

146. CRSQ ERP, 4 mars 2008.

147. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 mars au 3 avril 2008.

148. KLE avec Ahmad Wali Karzai, 11 septembre 2007.

149. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 22 au 28 février 2008.

150. *Ibid.*

151. « Post Operation Report Headquarters Regional Command South-Rotation 4 », 24 octobre 2008.

152. C'est l'expression (dans sa version anglaise) que le Bgén David Fraser a employée quand l'auteur lui a demandé en juillet 2006 pourquoi il n'était pas possible de remplacer le gouverneur Asadullah Khalid. Elle a été reprise en plusieurs occasions par d'autres cadres supérieurs canadiens au cours des rotations successives.

153. CTV News, « Karzai Should Replace Kandahar Governor », 14 avril 2008.

154. Sauf ceux qui cherchaient à blâmer les Forces canadiennes de ne pas avoir recommandé le renvoi de Khalid dans le passé et à détourner ainsi l'attention de leur propre incapacité de gérer le portefeuille de la gouvernance dont ils voulaient s'occuper avec tant d'ardeur. Voir Murray Brewster, « Canada defended torturer », *Toronto Star*, 14 décembre 2009.

155. CRSQ ERP, rapport du détachement de la COCIM à l'ERP, 18 avril 2008.

156. Voir l'analyse dans Nicholas Grammer, « The Afghanistan Task Force and Prime Ministerial Leadership ».

157. À preuve : M^{me} Golberg « est entrée au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en 1996, où elle a ensuite travaillé pendant une décennie à plusieurs dossiers liés à la paix et à la sécurité internationales, notamment à la gestion des interventions du Canada à la suite d'importantes catastrophes naturelles, aux insurrections politiques et aux conflits armés. En 2005, elle accède au poste de directrice, Groupe des affaires humanitaires et des interventions d'urgence, puis à celui de directrice principale et de chef adjointe du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction. En 2007, M^{me} Golberg est nommée directrice exécutive du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, au Bureau du Conseil privé ».

158. Pour ce qui est de l'efficacité de la RCK, l'auteur a été abordé par des intermédiaires du pouvoir de Kandahar qui lui ont demandé si le Canada cherchait délibérément à les insulter, ou s'il s'agissait d'une sorte de blague qu'ils ne comprenaient pas. Au cours d'une discussion avec l'auteur par le biais de son interprète, les membres du

Conseil provincial ont décrit la RCK en pachto comme étant « la petite fille », avec tous les sous-entendus que cela comportait. Soulignons qu'en vertu des codes d'hospitalité des tribus pachtounes, il est déplacé d'insulter les invités; par conséquent, ces conversations étaient extraordinaires, de toute évidence, étant donné les circonstances. Au cours de discussions avec les officiers supérieurs du QG FOI-A, ceux-ci ont expliqué à l'auteur que les dirigeants afghans du niveau provincial s'adressaient souvent directement au Bgén Denis Thompson, et non à Elissa Golberg pendant les chouras. Le choix d'une jeune agente des affaires étrangères pour représenter le Canada dans le cœur islamique incroyablement conservateur et homosocial pachtoune du sud de l'Afghanistan a constitué une décision très contestable, vu la gravité de la situation. Malheureusement, l'auteur n'a pu obtenir du gouvernement canadien la permission d'interviewer l'ambassadrice Golberg pour recueillir son point de vue sur la question.

159. Insensibilité qui a eu d'autres aspects plus pernicieux, comme Ruth Hubbard et Gilles Paquet le soulignent dans leur livre intitulé *Probing the Bureaucratic Mind: About Canadian Federal Executives*, Ottawa, Commoners Publishing, 2014. « À notre avis, l'état d'esprit des cadres supérieurs est devenu souillé par une multitude de mauvaises habitudes : dissonance cognitive rampante et rectitude politique, érosion de la pensée critique. Ces mauvaises habitudes mentales ont involontairement mené à des comportements répréhensibles : récompense de l'échec, punition du succès, refus d'interpeller, manque de loyauté. »

160. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, les 9 et 13 octobre 2014.

161. *Ibid.*

162. *Ibid.*

163. Bureau du Conseil privé du Canada, « L'engagement du Canada en Afghanistan : Tracer la voie vers 2011 », juin 2008, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2008, p. 6-7.

164. *Ibid.*

165. Discussion avec le Lcol Tim Young, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008; entretiens avec le Maj Jeff Davis et le Lcol Fraser Auld, aérodrome de Kandahar, 8 août 2008.

166. Note de service adressée par le cmdt FOI-A à D.L., « Of Interest to the Commander », 16 mai 2008.

167. Discussion avec le Lcol Tim Young, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008; discussions avec le Capc Elizabeth Woodcliffe et le Maj Mario Beauchesne, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

168. Journal quotidien du Bgén Denis Thompson, les 16 et 19 mai 2008.

169. Documents du Bgén Thompson, « Current Situation/Major Deduction Notes », mai 2008. Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Denis Thompson, Ottawa, 14 février 2012.

170. *Ibid.*

171. Note de service adressée par le cmdt FOI-A à D.L., « Of Interest to the Commander », 16 mai 2008.

172. Documents du Bgén Thompson, « Operational Philosophy V.1 ».

173. Entrevue avec le Bgén Thompson.

174. Journal quotidien du Bgén Denis Thompson, les 16, 19, 21, 23 et 31 mai et le 29 juin 2008.

175. CRSQ ELMO, 3 mars 2008.

176. Incidents significatifs, QG FOI-A, les 7 et 12 avril 2008. Voir l'entrevue avec le Capt Tyler Wentzell, Kingston, 26 mars 2011.

177. Discussions avec l'équipe des OPPSY, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

178. Entrevue avec le Capt Wentzell.

179. *Ibid.*

180. *Ibid.*, rapport de patrouille signé par le Capt Wentzell.

181. Lolita C. Baldor, « 24th MEU Singled Out for Afghan Duty », The Associated Press, 14 janvier 2008; OAP 24 MEU, « Operation AZADA WOSA: Recounting the 24th MEU's Progress in Garmsir ».

182. Correspondance avec l'auteur.

183. Briefing à l'auteur par la 24 MEU, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

184. Entrevue avec le Col Hazleton.

185. Ou était-ce l'inverse? On ne pouvait jamais le savoir au juste.

186. Briefing fait à l'auteur sur les questions relatives aux entrepreneurs, QG FOI-A, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

187. Voir « Private Security Contracting and the Counter-insurgency Mission in Afghanistan: United States House of Representatives Committee on Oversight and Government Reform Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, Testimony by Carl Forsberg, Institute for the Study of War, 22 June 2010 ». Voir aussi Carl Forsberg et Kimberly Kagan, étude intitulée « Consolidating Private Security Companies in Southern Afghanistan ».

188. Courriel du Maj Boivin à l'auteur, 11 mars 2013.

189. Entrevue avec le Maj Boivin.

190. *Ibid.*

191. Documents Thompson, « Chief J2 Occasional Paper 3-The importance of Kandahar City », mai 2008,

192. *Ibid.*

193. *Ibid.*

194. Notes marginales du Bgén Thompson sur le document hors-série intitulé « Importance of Kandahar City ».

195. Entrevue avec le Maj Chris Adams, FOB Ma'Sum Ghar, les 17 et 18 août 2008.

196. *Ibid.*

197. CRSQ ERP, 31 mai 2008.

198. CRSQ ERP, 10 juin 2008.

199. CRSQ ERP, 3 juin 2008.

200. C'est-à-dire l'Homme-fusée.

201. CRSQ FO 1-08, du 1er au 3 mai 2008); O frag de la FO 1-08, Op TOORAH AZADI II.

202. CRSQ ELMO, du 1er au 24 mai 2008.

203. CRSQ FO 1-08, 24 mai 2008; rapport post-opération de la FO 1-08, Op TOORAH AZADI REDUX.

204. CRSQ ELMO, 12 mai 2008.

205. CRSQ ELMO, du 1er au 13 juin 2008.

206. CRSQ ELMO, 16 juin 2008.

207. CRSQ ERP, 30 juin 2008.

208. CRSQ FO 1-08, 9 juin 2008.
209. Entrevue avec le Maj Lane.
210. Entrevue avec le Lt McMichael.
211. *Ibid.*
212. Entrevue avec le Maj Lane.
213. CRSQ FO 1-08. CRSQ ELMO, 3 juin 2008.
214. CRSQ ELMO, 1er mai 2008.
215. CRSQ ELMO, 7 mai 2008.
216. CRSQ ELMO, 9 mai 2008.
217. CRSQ ELMO, les 10 et 14 mai 2008.
218. Entrevue avec le Maj Ritchie.
219. CRSQ ELMO, 17 mai 2008.
220. CRSQ ELMO, les 20 et 22 mai 2008. Entrevue avec le Lcol Al Mulawyshyn.
221. Entrevue avec le Lcol Mulawyshyn.
222. CRSQ ELMO, 28 mai 2008.
223. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2008.
224. Rapport d'évaluation hebdomadaire de la FOI Kandahar, 30 mai 2008.
225. Incident significatif, QG FOI-A, 25 mai 2008.
226. CRSQ FO 1-08, du 28 au 30 mai 2008; incident significatif, QG FOI-A, 28 mai 2008.
227. *Ibid.*
228. Évaluation faite par le CRTS sur l'Op RAWA TANDER, 31 mai 2008.
229. CRSQ J2, 1er juin 2008.
230. FOI Kandahar / GT 2 PPCLI, Op LEWE [Loup], Briefing sur le CONOP de NIVEAU 2, du 14 au 22 juillet 2008.
231. CRSQ FOI-A, 5 juin 2008.
232. « 2 PPCLI BG Use of UAV in the Hunter-Killer Role », juillet 2008.
233. Entrevue avec le Maj Jay Adair, Ottawa, 9 mars 2012.
234. L'expression « Combat en profondeur » était trompeuse parce qu'elle avait des connotations opérationnelles issues des concepts et de la terminologie de l'OTAN datant de l'époque de la Guerre froide [par exemple, FOFA (attaque des forces de deuxième échelon) et complexe de reconnaissance / frappe].
235. Entrevue avec le Maj Adair.
236. L'auteur a passé de nombreuses nuits sans dormir dans le COT du groupement tactique avec le Maj Louis Hamel à regarder la « télé d'abattage », en août 2008.
237. Entrevue avec le Maj Adair. Un compte hâtif et un examen des incidents significatifs du QG FOI-A fournissent des chiffres approximatifs; il existe une vidéo de presque chacune de ces attaques. Certaines séquences ont été prises par un TUAV, et les autres par les UAV MQ-1 ou MQ-9.

238. L'auteur faisait partie du Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar et il était présent en 2008 et 2009 à certaines de ces réunions.

239. Documents Thompson, journal, les 22 et 26 mai et 4 juin 2008.

240. Courriel du Lcol Fraser Auld adressé à l'auteur, 5 novembre 2009.

241. CRSQ FO 1-08, les 13 et 14 juin 2008; CRSQ ELMO, 15 juin 2008; notes de l'auteur sur l'Op NOLAI, aérodrome de Kandahar, 6 août 2008.

242. Entrevue avec le Capt Alex Duncan, Kingston, 26 mars 2011.

243. Entrevue avec le Capt Duncan.

244. Sean M. Maloney, « Panjwayi Alamo: The Defence of Strongpoint Mushan », *Canadian Military History*, vol. 18, nº 3, p. 47-63.

245. Chronologie de l'Op NOLAI.

246. Entrevue avec le Capt Duncan.

247. Maloney, « Panjwayi Alamo ».

248. Chronologie de l'Op NOLAI.

249. *Ibid.*

250. *Ibid.*

251. *Ibid.*

252. CRSQ QG FOI-A, 8 juin 2008.

253. CRSQ CICP, les 7 et 8 mars 2008.

254. Discussions de l'auteur avec un haut fonctionnaire du ministère afghan de l'Intérieur, août 2008.

255. Entrevue avec le Lcol Woodworth.

256. CRSQ CIPC, 14 juin 2008.

257. Incident significatif, QG FOI-A, 13 juin 2008; rapport du CICP au QG FOI-A, 15 juin 2008.

258. Rapport d'évaluation (ASSESSREP) de la FO Kandahar, 20 juin 2008.

259. Rapport d'évaluation mensuel du QG FOI-A, juin 2008.

260. Discussions avec des membres du Renseignement canadiens et afghans, Kandahar, août 2008. Certains croient aussi que Lashkar e Taiba a fourni l'équipe.

261. *Ibid.*

262. CRSQ CICP, 29 juin 2008.

263. Discussions avec des représentants de Service correctionnel Canada, Kingston, septembre 2008. L'auteur a visité la prison de Sarposa en 2007 et 2008 et s'est entretenu avec des membres afghans et canadiens du personnel sur place.

264. *Ibid.*

265. CRSQ ERP, 18 juin 2008.

266. CRSQ CICP, les 7 et 8 juin 2008; CRSQ FOI-A, du 9 au 11 juin 2008.

267. Rapport d'incidents significatifs du QG FOI-A, 13 juin 2008.

268. CRSQ J2, 14 juin 2008. CRSQ CICP, 15 juin 2008.
269. « Operation DAOR BUKHOU Post Operation Report », 1er juillet 2008. Entrevue avec le Col Hazleton; entrevue avec le Lcol Melançon.
270. O frag 01, Op DAOR BUKHOU; entrevues avec le Lcol Melançon et le Col Hazleton.
271. Entrevue avec le Lcol Dan Drew, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.
272. Entrevue avec le Maj Steve Joudrey, aérodrome de Kandahar, 10 août 2008.
273. ERSQ ERP, 18 juin 2008.
274. O frag 01, Op DAOR BUKHOU; CRSQ CICP, 17 juin 2008.
275. Entrevue avec le Mgén Al Howard, Kingston, 20 juillet 2012.
276. Entrevues avec le Maj Joudrey et le Lcol Drew.
277. CRSQ ERP, 19 juin 2008.
278. Chronologie de l'Op DAOR BUKHOU.
279. *Ibid.*; entrevues avec le Maj Joudrey et le Lcol Drew.
280. CRSQ QG FOI-A, 19 juin 2008.
281. CRSQ QG FOI-A, 20 juin 2008.
282. Chronologie de l'Op DAOR BUKHOU; entrevues avec le Maj Joudrey et le Lcol Drew.
283. Entrevue avec le Lcol Drew.
284. Mise à jour du matin du commandant de la FOI-A, 3 juillet 2008.
285. CRSQ ERP, 20 juin 2008.
286. CRSQ QG FOI-A, 28 juin 2008.
287. CRSQ QG FOI-A, 30 juin 2008.
288. Entrevue avec le Mgén Al Howard, Kingston, 20 juillet 2012.
289. Entrevue avec le Mgén Howard.
290. Discussion avec le Col Jay Milne, aérodrome de Kandahar, 30 janvier 2009.
291. Entrevue avec le Mgén Howard
292. *Ibid.*
293. Lettre au commandant, Commandement régional (Sud) envoyée par le QG FOI-A et intitulée « Concerns–Comd Joint Task Force Kandahar–Cycle 2 of the Focused District Development », s.d.
294. CRSQ CICP, 1er mai 2008.
295. CRSQ CICP, 21 mai 2008.
296. CRSQ CCO-P, les 19 juillet et 1er août 2008.
297. Discussions de l'auteur avec des membres supérieurs du personnel du QG FOI-A et de l'ARSIC, août 2008.
298. Entrevue avec le Lcol Dwayne Hobbs, Kandahar, 3 août 2008; entrevue avec le Lcol Doug Poitras, aérodrome de Kandahar, 7 août 2008. Discussions avec le Lcol Dana Woodworth, Camp Nathan Smith, 27 août 2008; discussions avec le Col Jamie Cade, aérodrome de Kandahar, 4 août 2008; discussions avec le Lcol Marc Gendron, 3 août 2008.

299. Entrevue avec le Lt McMichael.

300. *Ibid.*

301. Grahame Smith, « Fired Kandahar police chief says Canadian let him down », *Globe and Mail*, 3 juillet 2008. Voir http://afghanistan-the-true-story.blogspot.ca/2008/07/fired-kandahar-police-chief-says.html.

302. Entrevue avec le Bgén Thompson.

303. CRSQ ERP, 5 mai 2008.

304. Discussions avec l'Équipe tactique des OPPSY, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

305. Entrevue avec le Maj Jim Allen, Camp Nathan Smith, 28 août 2008. Entrevue avec le Maj Eric Perey, Camp Nathan Smith, 28 août 2008.

306. *Ibid.*

307. « Warlord, Inc: Extortion and Corruption Along the U.S. Supply Chain in Afghanistan », Sous-comité de la sécurité nationale et des affaires étrangères, Comité de la supervision et de la réforme gouvernementale, Chambre des représentants des É.-U., juin 2010, p. 38.

308. CRSQ ERP, 8 mai 2008.

309. CRSQ ERP, 17 mai 2008.

310. CRSQ ERP, 4 août 2008

311. CRSQ ERP, 6 août 2008.

312. CRSQ ERP, 16 août 2008.

313. CRSQ ERP, 30 juin 2008.

314. CRSQ ERP, 1er août 2008. L'auteur de cette section du CRSQ a écrit que le maire était tout simplement jaloux du grand nombre de projets de l'ONU, et il a minimisé l'importance des préoccupations du maire. Ce point de vue reflète le préjugé pro-onusien de certains membres du personnel canadien. Qui était censé diriger la ville de Kandahar? L'ONU ou le maire?

315. CRSQ QG FOI-A, les 24 et 28 août 2008.

316. CRSQ FOI-A, 6 juin 2008; CRSQ CICP, 6 juin 2008.

317. CRSQ QG FOI-A, du 8 au 14 juin 2008.

318. CRSQ FOI-A, 26 juillet 2008.

319. Entrevue avec le Maj Vieveen.

320. CRSQ ERP, 3 juin 2008.

321. CRSQ ERP, 22 juillet 2008.

322. Entrevue avec l'Adjum Clark.

323. CRSQ FOI-A, du 3 au 29 juillet 2008.

324. Entrevue avec le Bgén Thompson.

325. Sources afghanes de l'auteur.

326. CRSQ QG FOI-A, les 6 et 7 juillet 2008.

327. Entrevue avec le Lcol Hobbs.

328. *Ibid.*

329. CRSQ QG FOI-A, 6 juillet 2008.

330. Entrevue avec le Col Cade.

331. Discussions de l'auteur avec le Lcol Dana Woodworth, Camp Nathan Smith, 27 août 2008.

332. La meilleure approximation des événements possible à ce moment-là, hormis l'existence de nouveaux renseignements, a été qu'Habibullah Jan et Ahmad Wali Karzai ont conclu un marché en prenant un dîner tranquille pour délimiter leurs activités paraprofessionnelles, l'objectif de Karzai ayant été de mettre l'autre à l'aise. Mais alors, un intermédiaire du pouvoir, associé d'Ahmad Wali Karzai, a parallèlement organisé l'assassinat d'Habibullah Jan pendant que ce dernier n'était pas sur ses gardes. Un autre « acteur » s'est assuré qu'il n'y aurait aucune protection ni intervention de la police. L'animosité d'Asadullah Khalid et d'Ahmad Wali Karzai à l'endroit d'Habibullah Jan était bien connue des analystes canadiens, tout comme les tentatives qu'ils avaient faites pour façonner l'opinion des Canadiens sur Habibullah Jan. Il n'existe toujours aucun lien solide entre l'assassin d'Habibullah Jan et les éléments de la structure politique de la province de Kandahar.

333. CRSQ CCO-P, 4 juillet 2008.

334. CRSQ ERP, 30 juin 2008.

335. *Ibid.*

336. CRSQ FOI-A, 28 juillet 2008.

337. QG FOI-A, « Opération LUMBAR », 22 juillet 2008.

338. Chronologie de l'Op LUMBAR.

339. *Ibid.*

340. *Ibid.* Briefing fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 8 août 2008.

341. Briefing du QG FOI-A, « Operation SOTAK », 2 juillet 2008; CRSQ QG FOI-A, 2 juillet 2008; CRSQ QG FOI-A, 8 juillet 2008.

342. CRSQ FOI 1-08, 23 juillet 2008.

343. CRSQ ERP, 5 juillet 2008.

344. CRSQ FO 1-08, le 26 juillet et les 2, 4 et 11 août 2008.

345. CRSQ ERP, 27 juillet 2008.

346. CRSQ FO 1-08, du 26 au 30 juillet 2008.

347. Entrevue avec le Maj Lane.

348. CRSQ FOI-A, du 4 au 29 juillet 2008.

349. Entrevue avec le Lt McMichael.

350. L'auteur était en train de recevoir un briefing de l'unité des TUAV, dans son emplacement, quand l'avant-poste d'Haji a été attaqué, il a observé la réaction en temps réel.

351. Cette partie est fondée sur des rapports de l'équipe de la COCIM adressés à l'ERP au cours de tout le mois d'août 2008 et sur les recherches menées par l'auteur cet été-là dans le district de Panjwayi.

352. Cette partie repose sur l'article intitulé « Panjwayi Alamo: The Defence of Strongpoint Mushan », *Revue militaire canadienne*, été 2009, p. 47-63. Cet article était fondé sur des entrevues avec le personnel de l'ELMO basé au poste fortifié de Mushan au cours de cette période; ces entrevues ont eu lieu sur le terrain pendant l'été de 2008.

353. Rapport post-opération de l'Escadron B, Op ROOM SERVICE, les 2, 5, 6 et 7 juillet 2008.

354. *Ibid.*

355. Ordre d'opérations de l'Escadron B, « Opération LEWE », 15 juillet 2008; CRSQ FO 1-08, 18 juillet 2008.

356. Également appelée, « opération MUTAFIQ TANDAR 3 ».

357. Rapport post-opération de l'Escadron B, Op MUTAFIQ TANDAR 3, du 26 au 30 juillet 2008.

358. *Ibid.*

359. Briefings faits par le 2-2 Infanterie à l'auteur, FOB RAMROD, district de Maywand, 13 mars 2009. Soulignons que la FO Kandahar a demandé à l'auteur d'aider le 2-2 Infanterie à se familiariser avec le district de Maywand et avec les opérations antérieures y ayant eu lieu, car à son arrivée, elle disposait de peu de renseignements à cet égard.

360. *Ibid.*

361. CRSQ QG FOI-A, du 11 au 22 juillet 2008.

362. Briefing fait par le CRTS à l'auteur, 15 août 2008.

363. Soulignons qu'au Canada, les partis d'opposition, les médias et les groupes de défense des droits de la personne n'ont pas exigé d'enquêtes, n'ont pas posé de questions ou demandé l'intervention du Croissant-Rouge relativement aux prisons secrètes et aux chambres de torture des talibans.

364. CRSQ J2, 2 août 2008.

365. CRSQ FOI-A, du 15 au 20 août 2008; entrevue avec le Maj Chris Comeau, Kingston, 16 mai 2012.

366. CRSQ FOI-A, du 20 au 31 août 2008.

367. Le nom de code de l'opération a été produit par un planificateur australien qui a employé le terme australien pour un animal non existant, expressément pour que le Lcol René Melançon, commandant du COI, ait du mal à le prononcer. Cela était lié à un incident au cours duquel le Lcol Melançon avait publiquement été réprimandé d'une façon humiliante par le Mgén Jacko Page; Melançon avait riposté en utilisant l'expression canadienne-française la plus complexe qu'il pouvait trouver pour désigner une opération, de manière que Page n'arrive pas à la dire. Voir l'entrevue avec le Lcol Melançon. Voir aussi le courriel adressé par le Col Spike Hazleton à l'auteur (12 mars 2013).

368. Entrevues avec le Col Hazleton et le Col Melançon.

369. *Ibid.*

370. « Post Operation Report Headquarters Regional Command South-Rotation 4 », 24 octobre 2008.

371. L'auteur observait les événements dans le COT pendant que la Compagnie C était en contact avec l'ennemi. CRSQ FO 1-08, les 6 et 7 août.

372. L'auteur observait les événements dans le COT pendant que la Compagnie C était en contact avec l'ennemi.

373. CRSQ FO 1-08, 11 août 2008.

374. Ce segment repose sur l'article de Sean M. Maloney intitulé « The Mechs: Operation TIMUS PREEM », paru dans *Canadian Military History*, été 2010, p. 57-72.

375. *Remarque* : L'auteur a accompagné le Lcol David Corbould et son QG TAC au cours de cette opération.

376. Entrevue avec le Lcol Casey Horlock, aérodrome de Kandahar, 10 août 2008.

377. *Ibid.*

378. Observation de l'auteur.

379. Entrevue avec le Lcol Horlock.

380. *Ibid.*

381. Entrevue avec le Lcol Horlock.

382. L'acronyme BATTY signifie « Big Ass Tan Truck, Yo! ». Briefing du SLC fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 19 août 2008.

383. Briefing du SLC fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 19 août 2008; briefing fait à l'auteur par le Cplc Stan Goodyear et le Cvr James Jacobs, Ma'Sum Ghar, 4 mars 2008.

384. Briefing fait à l'auteur par le Cplc Stan Goodyear et le Cvr James Jacobs, Ma'Sum Ghar, 4 mars 2008.

385. La Force aérienne travaillait sans arrêt pour obtenir des hélicoptères CH-47 Chinook en remplacement de ceux que le Canada avait vendus aux Néerlandais à la fin de la Guerre froide, et elle avait maintenant le feu vert après la parution du Rapport Manley.

386. « SkyLink USA Corporate Presentation and Capabilities Briefing », s.d.

387. QG FOI-A, rapport sur les incidents significatifs, 1er juin 2008.

388. Discussions avec le Lcol Ed Haskins, aérodrome de Kandahar, 2 février 2009.

389. Entrevue téléphonique avec le Col Serge Labbé, 10 octobre 2012.

390. Entrevue avec le Col Labbé.

391. *Ibid.*

392. Correspondance entre le Maj Sean Wyatt et l'auteur.

393. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, les 9 et 13 octobre 2014.

394. Entrevue avec le Col Labbé. L'auteur a essayé de communiquer avec l'ambassadeur Lalani pour obtenir ses observations, mais il n'a reçu aucune réponse à ses demandes d'entrevue.

395. Entrevue avec le Col Labbé. Dans le passé, Lalani avait occupé « divers postes à l'administration centrale et à l'étranger; il avait notamment brièvement travaillé à Copenhague et auprès du coordonnateur principal pour le processus de paix au Moyen-Orient, les enjeux liés à l'Union européenne et les affaires intéressant le Commonwealth et les Nations Unies. En 1994, il a été affecté à l'ambassade du Canada en Turquie. M. Lalani a aussi servi à l'étranger à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York pendant que le Canada siégeait au Conseil de sécurité et il a été conseiller à Washington. En 2006, il a été nommé ambassadeur du Canada en Jordanie, avec accréditation auprès de l'Iraq. » [Traduction] En d'autres mots, il n'avait aucune expérience digne de mention des zones de conflit et, apparemment, peu d'expérience interministérielle concrète des relations avec les FC ou le MDN. Voir aussi le site Web d'Affaires mondiales Canada, Nouvelles : Nominations diplomatiques, 28 août 2012.

396. Fonberg était arrivé en 2007 au MDN depuis le MAECI où il avait été sous-ministre du Commerce international. Comme ses anciens collègues du MAECI, il n'avait aucune expérience des zones où sévissaient des conflits internationaux, encore moins des opérations militaires.

397. Entrevue avec le Col Labbé.

398. Nicholas Grammer, « The Afghanistan Task Force and Prime Ministerial Leadership ». Voir www.cpsa acsp.ca.

399. Voir le site Web « Bureau d'appui à la gouvernance », L'engagement du Canada en Afghanistan.

400. Entrevue avec le Col Labbé.

401. CBC News, « Afghan Governor's Rights Abuses known in 07 », 12 avril 2010. Voir aussi Graeme Smith, « House of Pain: Canada's Connection with Kandahar's Ruthless Palace Guard », *Globe and Mail*, 10 avril 2010, et la version mise à jour du 23 août 2010, dans laquelle le journal retire les allégations selon lesquelles le Lgén Gauthier et le Bgén Fraser auraient été au courant de ces événements.

402. Mark Urban, « What went wrong with Afghanistan Kajaki power project? », BBC, 27 juin 2011; Glenn Zorpette, « Re-engineering Afghanistan », *IEEE SPECTRUM*, octobre 2011.

403. Entrevue avec le Col Hazleton.

L'ÉQUILIBRE,

DE SEPTEMBRE 2008 À FÉVRIER 2009

Introduction

Les turbulences engendrées par l'évolution rapide du paysage stratégique canadien, combinées aux durs coups psychologiques encaissés par suite de l'évasion de Sarposa, à l'opération (Op) Arghandab II et à une campagne d'assassinats accélérée dirigée contre des cibles afghanes « non protégées » dans la ville de Kandahar, ont amené la FO Kandahar et ses unités à la seconde moitié de 2008. Le remplacement du gouverneur Asadullah Khalid s'est accompagné d'une incertitude accrue au niveau provincial. Cependant, les dommages infligés aux forces ennemies dans le sud de l'Afghanistan ont temporairement calmé le jeu : mentionnons le ciblage des chefs ennemis; la traque et l'élimination des insurgés qui s'étaient évadés de la prison de Sarposa; le piégeage et l'abattage de plusieurs centaines d'insurgés qui attaquaient la turbine de remplacement alors qu'elle approchait lentement du barrage de Kajaki; la réduction accélérée de la capacité de l'ennemi de ravitailler et de renforcer ses éléments dans les districts de Zharey et de Panjwayi, tandis que la coalition intensifiait ses activités dans le Maywand et l'Helmand.

Alors que la campagne se poursuivait au début de l'automne de 2008, un certain équilibre s'est établi entre les insurgés et les forces coalisées dans la province de Kandahar. Cet état de choses s'est accompagné de la possibilité d'accroître les activités de développement, de reconstruction et de renforcement des capacités sur le front défendu par les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA), dans les zones où le contrôle exercé par les insurgés était moindre. Résultat : les Canadiens ont intensifié leurs efforts dans la ville de Kandahar. Ottawa faisait pression pour que le projet du barrage de Dahla avance. Certaines organisations non gouvernementales d'aide humanitaire voulaient accroître leurs activités dans la province. Le problème était le suivant : l'ennemi avait changé de cap encore une fois et faisait preuve d'agilité face à une force écrasante quand celle-ci se concentrait dans un secteur donné.

Parallèlement, la structure d'influence dans la province accédait de plus en plus aux ressources de la coalition, mais elle ne suscitait pas la synergie nécessaire pour produire un effet digne de mention sur le terrain, dans les districts adjacents et éloignés. La légitimité devenait de plus en plus un enjeu public alors que le gouvernement afghan se préparait aux élections nationales en 2009. L'ennemi avait désormais une latitude accrue pour mener des opérations et entraver le processus électoral et, peut-être, effacer les conséquences des erreurs

importantes qu'il avait commises en 2004 et 2005. L'Armée canadienne n'a pas combattu dans le sud de l'Afghanistan dans un vide politique; pendant tous les derniers mois de 2008, elle a dû répondre aux impératifs politiques imposés par le Canada et l'Afghanistan.

La dimension stratégique canadienne

À la fin d'août 2008, le gouvernement minoritaire au Canada décidait de déclencher une élection, et le Parlement était dissous le 7 septembre. Cette fois encore, l'ennemi surveillait la situation attentivement, tentant d'obtenir un avantage stratégique. Le leader des opérations médiatiques talibanes, Qari Mohammed Yousef, s'est servi du réseau de la CBC pour diffuser son message :

> « Voici le message que nous adressons aux leaders canadiens, au gouvernement du Canada et à toute la population de ce pays : n'envoyez pas vos fils en Afghanistan, car ils mourront pour la cause des Américains. L'Afghanistan sera leur tombeau[1]. » [Traduction]

Quand Yousef a été interviewé par la Presse canadienne, il a tenu les propos suivants : « Oui, je sais qu'une élection a lieu au Canada. C'est pourquoi nous intensifions nos attaques contre les troupes canadiennes […] Je suggère au prochain premier ministre de retirer les troupes canadiennes de l'Afghanistan[2] » [Traduction]. La permission accordée aux chefs ennemis d'accéder à la population canadienne par le biais des médias du pays, sans que le gouvernement réplique vigoureusement, constituait une réaction discutable qui a eu pour effet de céder du terrain psychologique à l'ennemi. Pareil comportement aurait été considéré comme étant aberrant pendant la Seconde Guerre mondiale. Techniquement, c'était l'équivalent de faire une entrevue avec Joseph Goebbels.

En fin de compte, des questions nationales plus pressantes au Canada l'emportaient sur le dossier afghan pendant cette campagne électorale et, cette fois, aucun des partis d'opposition n'a insisté sur la guerre en tant qu'enjeu électoral. En outre, à son honneur, le gouvernement n'a pas ordonné aux forces déployées de limiter leurs opérations au cours de la période électorale, contrairement à ce que le gouvernement précédent avait fait, en 2004.

David Mulroney était cette fois encore chargé d'élaborer un semblant de stratégie pour le gouvernement. Au cours de la période post-rapport Manley, le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan a été créé et on s'est engagé à rendre compte sur les progrès du Canada. Mulroney et son équipe ont défini « une vaste série de repères qui permettront aux Canadiens et au Parlement d'évaluer si la mission progresse ou piétine d'ici 2011[3] ». Ils ont ajouté que « [l]e Canada est un intervenant influent et son ambassade continue de prendre de l'ampleur à Kaboul, mais il concentre dans la province de Kandahar son effectif civil et

militaire déployé en Afghanistan ». Le nouvel objectif stratégique, distinct de ceux adoptés en novembre 2001, consistait à « réaliser des progrès mesurables d'ici 2011 pour ce qui est d'améliorer la sécurité et la gouvernance de la province de Kandahar et [à] faire en sorte que celle-ci soit appuyée par un gouvernement national qui peut mieux faire avancer la sécurité et le développement[4] ».

Ces objectifs ont ensuite été désignés comme étant les « six priorités », à savoir :

1. permettre aux Forces nationales de sécurité de l'Afghanistan dans la province de Kandahar de renforcer la sécurité et de promouvoir la loi et l'ordre;

2. renforcer la capacité institutionnelle afghane afin d'offrir des services essentiels et de promouvoir la croissance économique et, du même coup, améliorer le niveau de confiance des Kandaharis en leur gouvernement;

3. offrir une aide humanitaire aux populations extrêmement vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes rapatriées et déplacées à l'intérieur du territoire;

4. renforcer la sécurité frontalière et faciliter le dialogue bilatéral entre les autorités afghanes et pakistanaises;

5. contribuer à renforcer la capacité de l'Afghanistan à se gouverner de façon démocratique par la mise en place d'institutions publiques et de processus électoraux efficaces et responsables;

6. faciliter les efforts dirigés par les Afghans en vue d'une réconciliation politique.

À un moment donné au cours du processus, la décision a été prise d'annexer à cette stratégie ce qu'on appelait des « projets de premier plan ». L'objet de ces derniers n'était pas clair au début, mais ils englobaient la remise en état du barrage de Dahla, la construction de 50 écoles et un programme d'éradication de la poliomyélite dans la province.

Comme nous l'avons vu dans le volume I, le premier de ces projets avait été proposé et encouragé par les Afghans, tandis que le troisième (sur la poliomyélite), avait commencé grâce à la contribution de multiples organismes, et ce, bien avant que le Canada ne décide de l'adopter et de le faire sien. Les projets de premier plan entraient dans les « indicateurs de progrès » devant faire l'objet de rapports à présenter tous les trimestres au gouvernement canadien.

La décision d'adopter ces six éléments pour définir la stratégie canadienne était d'une étroitesse d'esprit stupéfiante, vu les circonstances des années antérieures au sud de l'Afghanistan. C'était presque comme si l'insurrection n'existait pas aux yeux des auteurs de la stratégie. On retrouvait bien dans celle-ci les mots « insurrection farouche » [Traduction], mais les objectifs et les projets de premier plan du Canada donnaient à penser que « la prestation de services de base » [Traduction] accroîtrait la légitimité du gouvernement et que ceux-ci gagneraient la population à la cause de l'État, une fois protégés par des forces de sécurité afghanes plus efficaces. Cette approche omettait complètement la façon dont la légitimité était définie dans la culture politique de la province de Kandahar. Les auteurs ne comprenaient aucunement le rôle de la religion dans la vie sociale et politique des habitants de la province, encore moins la relation entre la religion, les écoles et l'éducation.

En outre, les auteurs de la stratégie ne reconnaissaient aucunement qu'Al-Qaïda avait suscité à l'origine l'intervention du Canada en Afghanistan, et ils ne mentionnaient pas non plus que le groupe Al-Qaïda avait été refoulé en 2001 et 2002 et rendu fondamentalement quasi impuissant en partie parce que le pays avait désormais un nouveau gouvernement. En fait, il existait dans la province de Kandahar une série de problèmes opérationnels qui y étaient aggravés par la résurgence d'Al-Qaïda ou de ses affiliés, appuyés par des entités au Pakistan. D'un autre côté, les problèmes caractérisant la structure d'influence de Kandahar étaient liés à Kaboul et aux entités criminelles qui franchissaient les frontières internationales. Les fabricants de la nouvelle stratégie canadienne séparaient maintenant artificiellement ces enjeux stratégiques de ce que le Canada voulait accomplir à Kandahar. De plus, les moyens de mesurer l'efficacité de l'effort canadien dans la province de Kandahar produisaient des résultats destinés à un auditoire canadien et se rapportaient à certains des problèmes opérationnels, mais non à tous.

Op TOLO : Nouveau cadre opérationnel du Commandement régional (Sud)

Le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Lessard, a réévalué la situation en profondeur en septembre, à la lumière des événements de l'été. Le nouveau plan-cadre, soit l'Op TOLO, était moins alambiqué que les plans antérieurs pour ce qui était de cerner la menace. Certes, les ennemis (le groupe Al-Qaïda, les talibans, le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan et le HiG) étaient les mêmes. Cependant, l'Iran était désormais désigné comme un fournisseur d'armes et le Pakistan, comme un sanctuaire taliban, et la choura de Quetta se voyait explicitement décrite comme une entité fournissant une orientation stratégique à l'insurrection en Afghanistan. Encore plus énergiquement, les auteurs du plan TOLO reconnaissaient que des éléments hors-la-loi des services secrets pakistanais (ISI), de même que des insurgés recrutés dans les régions pachtounes du Pakistan

et dans les madrasas et camps de réfugiés afghans étaient venus massivement combattre dans les provinces de Kandahar et d'Helmand. En effet, le Commandement régional (Sud) a confirmé que ces deux provinces étaient celles que visaient principalement les efforts de l'ennemi en Afghanistan[5].

L'Op TOLO était clairement issue de la stratégie sur la zone de développement (ZDA) de 2007 (voir la figure 4-1). Le Commandement régional (Sud) avait cerné dans la région plusieurs zones d'intérêt prioritaires qui devaient être visées par le processus « Façonner-Dégager-Tenir-Construire ». La différence, cette fois, était que les activités liées aux quatre lignes d'opération — ou secteurs d'activité — (sécurité, gouvernance, renforcement des capacités des forces de sécurité, reconstruction et développement) allaient être mieux coordonnées et synchronisées et que les effectifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) allaient s'associer à la Police et à l'Armée afghanes, au lieu de les encadrer tout simplement. L'objectif de l'Op TOLO consistait à réduire l'influence ennemie au cours des six mois suivants, jusqu'à l'arrivée massive des forces étasuniennes, peu importe la forme que cela prendrait.

Les zones d'intérêt qui concernaient les Canadiens dans la province de Kandahar étaient les districts de Zharey, de Panjwayi, d'Arghandab et de Maywand. Il fallait dégager ces districts et renforcer le volet « Tenir » dans le Spin Boldak et la ville de Kandahar. Le district de Maywand, en particulier, devait être le théâtre d'un projet pilote pour l'effort « Façonner-Dégager-Tenir-Construire ». Il était prioritaire que la Route nº 1 demeure ouverte. Les planificateurs du Commandement régional (Sud) ont clairement souligné que la FIAS n'avait pas les ressources voulues pour faire autre chose en dehors de ce plan et que les quartiers généraux supérieurs (et, d'ailleurs, les critiques de l'effort déployé en Afghanistan) allaient devoir gérer leurs attentes.

Contrairement aux auteurs des plans antérieurs, ceux de l'Op TOLO reconnaissaient les graves problèmes de gouvernance qu'il y avait dans la région du sud, surtout au niveau provincial. Les Canadiens travaillant au quartier général du Commandement régional (Sud) [CR (S)] ont observé qu'Ahmad Wali Karzai dans Kandahar, Sher Mohammad Akhundzada dans l'Helmand et Jan Mohammad Khan dans l'Oruzgan avaient tous la bénédiction du président Karzai et qu'ils constituaient la structure d'influence popalzaie dans le sud. Il était de plus en plus difficile pour le CR (S) de faire la distinction entre les activités inter-tribales, familiales, criminelles et insurgées. L'Op TOLO constituait une évaluation sobre et réaliste et confirmait que les règles du jeu étaient encore une fois en train d'évoluer. Les auteurs du plan reconnaissaient aussi que les forces sur le terrain tenaient bon, qu'elles attendaient les renforts et qu'il y avait des limites à ce qui pouvait être accompli tant que ceux-ci n'arriveraient pas.

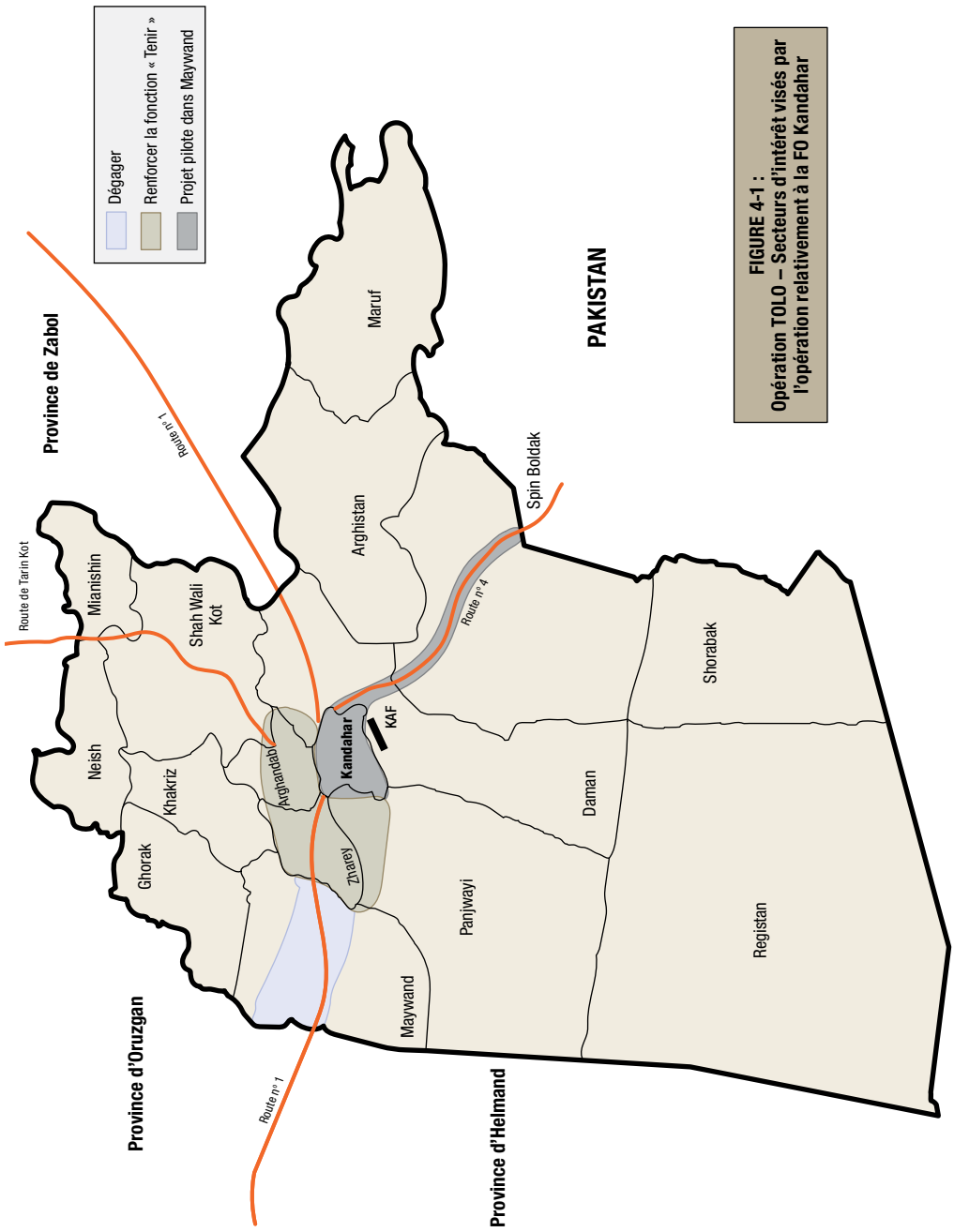


Figure 4-1 : Opération TOLO – Secteurs d'intérêt visés par l'opération relativement à la FO Kandahar

La Force opérationnelle en Afghanistan : le point de vue du Bgén Thompson

La FO Afghanistan devait maintenant concilier la dimension stratégique canadienne et l'Op TOLO avec le Plan d'action provincial provisoire, désormais appelé Plan d'action Kandahar. Exaspéré par le processus, le Bgén Denis Thompson déclarera plus tard que « David Mulroney et " ses " programmes axés sur les six priorités » [Traduction] étaient « sans rapport » avec l'effort déployé à Kandahar. « J'ai regardé la mise en œuvre de ces programmes, et je n'en avais que faire. Pourquoi n'avions-nous pas établi que " gagner la guerre " était une priorité? » [Traduction] Le Bgén Thompson a dit à Mulroney qu'il y avait 30 choses à faire à Kandahar. Le Canada allait se charger de six d'entre elles, mais ces six éléments n'importaient pas aux Afghans. Qui allait s'occuper des 24 autres? Pour le Canada, l'alimentation en électricité n'était pas une priorité, par exemple; ainsi, quand le commandant de l'ERP, le Lcol Dana Woodworth a tenu des réunions et demandé qui allait gérer cette question, les représentants civils canadiens avaient les mains liées par les « six priorités ». Les Américains sont entrés dans le jeu au sujet du dossier de l'électricité : « Ils comprennent ce qu'est l'influence; ce n'est pas notre cas[6]. » [Traduction]

Le Bgén Thompson a plutôt choisi de faire porter les efforts de la FO Kandahar sur les objets de sa philosophie opérationnelle et de ne pas trop se soucier de ce qu'il percevait comme étant une autre « distraction ». À ce moment-là, le Bgén Thompson tendait à croire [avec l'encouragement du Commandement régional (Sud)] que les forces coalisées ne contrôlaient pas nécessairement la ville de Kandahar. Il fallait remédier à cet état de choses. La question qui se posait ici au quartier général Thompson — et au Bgén Jon Vance, qui dressait des plans avec son état-major pour se préparer à remplacer le Bgén Thompson au début de 2009 — résidait dans le fait que combattre à l'intérieur de la ville de Kandahar avec des troupes coalisées conventionnelles n'était tout simplement pas une solution acceptable. L'expérience vécue par les É.-U. à Fallujah en Iraq en 2004 était encore présente à l'esprit de tous[7]. Fallujah, une ville de 250 000 habitants couvrant une zone géographique plus petite que la moitié de la superficie de la ville de Kandahar, était devenue une zone de résistance interdite, puis un sanctuaire de terroristes. Le premier assaut dans Fallujah exécuté par quatre bataillons étasuniens a été repoussé en avril 2004. En décembre de la même année, il a fallu deux brigades pour dégager et tenir la ville. Les dommages avaient été considérables, et de nombreux civils avaient été tués[8]. La FIAS, et encore moins le Canada, n'avait ni les forces voulues ni la volonté de mener des opérations semblables. Il devait bien y avoir d'autres solutions, mais elles tendaient à disparaître sous la pile des autres enjeux à prendre en compte.

En second lieu, le Bgén Thompson passait plus de temps à examiner les dimensions de l'insurrection et ce que la FO Kandahar pouvait y faire. Il estimait que les quatre points de pression de l'insurrection étaient ceux-ci :

1. un sanctuaire : recrues, instruction et argent;

2. des voies d'infiltration : des passages sûrs à destination et en provenance des zones d'opérations;

3. des nœuds de ravitaillement : chefs, armes, munitions et fournitures médicales;

4. le soutien de la population : renseignement et nourriture.

La philosophie opérationnelle — le concept « Définir-Façonner-Dégager-Tenir Construire-Habiliter » — demeurait viable pour attaquer certains de ces points[9]. Cependant, il fallait accentuer l'effort au niveau des sous-districts, et non pas seulement à celui des districts, afin d'établir une présence durable.

Pour le Bgén Thompson et son état-major, les moyens à prendre pour renforcer la fonction « Tenir » et en protéger les résultats étaient essentiels. Il fallait donc[10] :

1. des patrouilles interarmées de jour et de nuit;

2. une réaction rapide aux incidents de même qu'aux avertissements et signes fournis par le renseignement au sujet des menaces;

3. l'appui des efforts initiaux CONSTRUIRE/HABILITER;

4. la protection des lignes de communication;

5. les interventions directes contre les nœuds d'insurgés, à la lumière des renseignements reçus;

6. le ciblage actif des chefs insurgés;

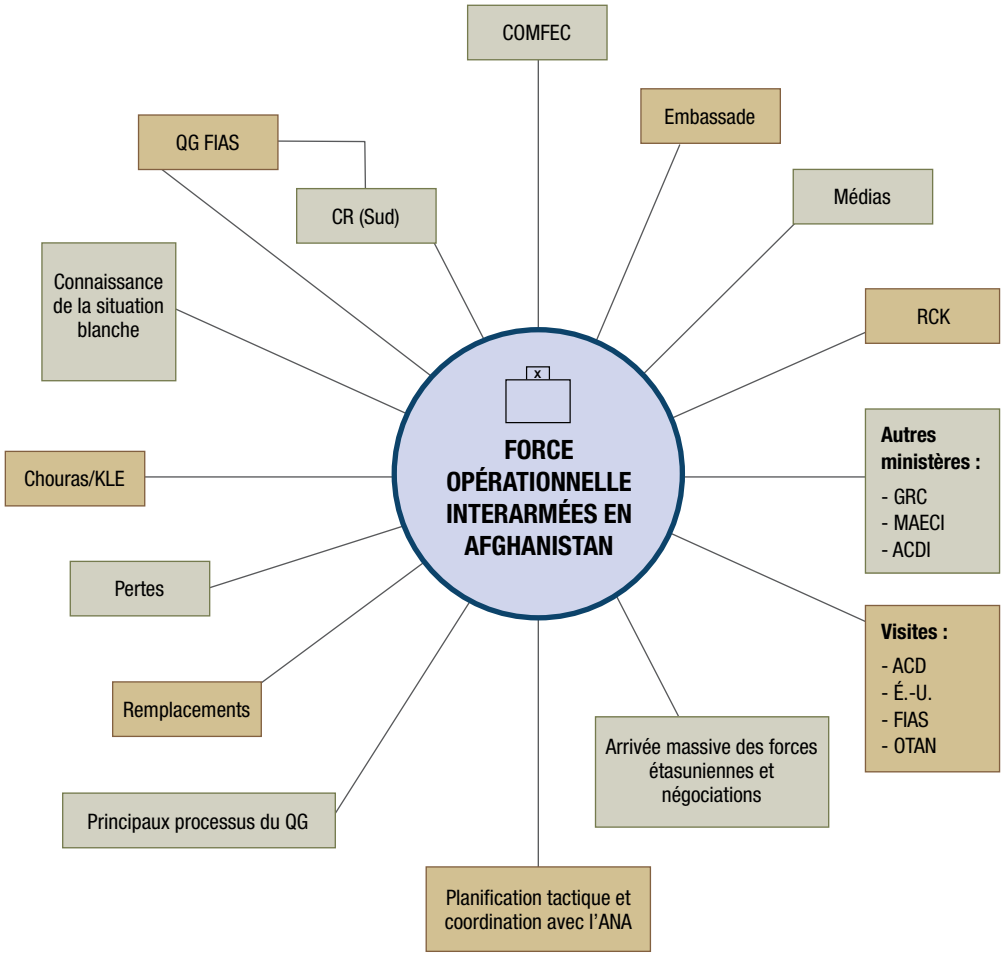
7. des opérations perturbatrices soutenues aux fins des efforts DÉFINIR et FAÇONNER;

8. la surveillance des attitudes de la population.

Un « indicateur de progrès » clé, selon le Bgén Thompson, consistait à « établir dans les sous-districts des postes de police pouvant abriter un peloton, avec des agents de police professionnels qui patrouilleraient énergiquement dans leur territoire en se faisant voir par la population et en lui témoignant du respect » [Traduction]. Le barrage de Dahla, l'éradication de la polio et la construction d'écoles n'avaient rien à voir, ou très peu, avec cela. En fait, la tension existant depuis longtemps entre la « sécurité » et le « développement » persistait encore. La professionnalisation de la police constituait maintenant « la grande priorité ». La seconde était l'acquisition d'un autre kandak de l'Armée nationale afghane pour libérer la police. Le groupement tactique (GT) montant, la FO 3-08, axé sur le 3e Bataillon du Royal Canadian Regiment (3 RCR), devait renforcer la fonction « Tenir » dans le Pashmul, à Asheque et dans les districts de Panjwayi, de Sperwan et d'Arghandab et en protéger les résultats dans tout le Zharey, le Panjwayi, l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot et, conformément aux ordres, appuyer le projet du barrage de Dahla. Le 2-2 Infanterie dans le Maywand verrait à renforcer la fonction « Tenir » et à en protéger les résultats à Hutal, à dégager Band-e Timor, à définir et à façonner la situation dans le défilé de Garmabak et à sécuriser le centre de district du Ghorak. Il incombait désormais à l'ERP de coordonner les efforts « Construire-Habiliter » par l'intermédiaire des centres interarmées de coordination de district, ce qui constituait un changement important. La CIVPOL continuerait de former la police et d'appliquer le Plan de sécurité de la ville de Kandahar. L'ELMO céderait son rôle à la FO Zharey et se concentrerait sur la professionnalisation de la police et le perfectionnement des capacités des kandaks de fusiliers[11].

La FO Kandahar aurait dû se concentrer uniquement sur ces activités. Cependant, le fait était que le potentiel humain était limité au quartier général de la FOI-A et que les activités opérationnelles n'étaient qu'une partie de ce que le quartier général faisait. Essentiellement, la FO Kandahar croulait sous de trop nombreuses demandes, et il lui fallait répondre à toutes (voir la figure 4-2). Les demandes de visites comptaient parmi les plus problématiques, car il était difficile de préserver l'équilibre entre, d'une part, le maintien du soutien provenant des parties intéressées au Canada et, d'autre part, la capacité d'absorption d'un quartier général et de ses unités devant leur montrer que la guerre n'évolue pas toujours dans le même sens. Par ailleurs, la FO Kandahar devait produire de nombreux rapports :

FIGURE 4-2 :
Pressions, demandes et rapports – Quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, 2008



*Fondé sur une discussion entre l'auteur et le Col Jamie Cade, cmdtA, QG FOI-A, juillet 2008

Figure 4-2 : Pressions, demandes et rapports – Quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, 2008

elle devait rendre compte au Commandement régional (Sud), au QG FIAS, au COMFEC, aux AM, au Comité du Cabinet sur l'Afghanistan, et ainsi de suite. Les rapports sur les pertes (humaines et matérielles) et les enquêtes sur les « incidents significatifs » revêtaient un caractère primordial plus qu'au cours de n'importe quelle autre guerre antérieure, à cause de leurs conséquences possibles pour les opérations d'information[12]. La planification tactique faite avec la 1-205 Brigade de l'Armée nationale afghane représentait un processus fastidieux à cause, notamment, des problèmes de langue et des différences existant entre le système d'état-major canadien et son équivalent quasi soviétique[13].

Il n'y avait qu'un conseiller de l'ACI en matière de développement (Jean McCardle). La représentante du Canada à Kandahar (Elissa Golberg) a essentiellement assumé les fonctions de conseillère politique. Ils ne disposaient pas d'un personnel nombreux et, de certaines façons, ils ont tous deux essayé d'utiliser l'ERP comme une administration centrale substitut, parce qu'ils ne pouvaient obtenir d'autres ressources humaines d'Ottawa. Cela gênait les opérations de l'ERP, de sorte que le Lcol Woodworth se trouvait entre le marteau et l'enclume. Il y a eu d'inévitables frictions interministérielles, ce qui a réduit l'efficacité du mécanisme. Parallèlement, la FIAS croyait que l'ERP et l'ELMO auraient dû relever de l'OTAN et non d'une chaîne de commandement nationale; la FIAS a été déconcertée quand le Canada est effectivement passé outre aux efforts que le QG FIAS faisait pour dire que l'ERP devait lui rendre compte directement à elle[14]. Tous ces facteurs ont remis en question le désir du Bgén Thompson de « renforcer la fonction Tenir ». En rétrospective, il a estimé que le poste civil supérieur à Kandahar aurait dû être un poste de l'OTAN, plutôt que canadien[15].

La relève sur position à l'automne de 2008

En 2008, les planificateurs de l'Armée de terre ont cessé d'exécuter la relève sur position pendant l'été et ils l'ont reportée à la fin de septembre. Il faisait encore une chaleur étouffante, mais les conditions climatiques étaient alors loin d'être aussi extrêmes qu'elles l'étaient en juillet et août. La méthodologie employée pour exécuter la relève sur position a été améliorée également; avec l'entrée en service du nouvel avion de transport C-17 Globemaster III muni de systèmes de défense et doté d'une énorme capacité d'emport, les opérations de relève sur position sont devenues beaucoup plus efficientes. Grâce à tout cela, les soldats canadiens se sont mieux acclimatés qu'auparavant à leur arrivée, ce qui a évidemment eu des effets favorables sur le terrain.

La relève sur place a été effectuée pendant tout le mois de septembre et s'est terminée le 26 de ce mois. Le transfert d'autorité entre, d'une part, le Lcol Dave Corbould et le GT axé sur le 2 PPCLI et, d'autre part, le Lcol Roger Barrett et le GT axé sur le 3 RCR, a eu lieu le 21 septembre. Le nouveau GT comprenait les Compagnies M et N, commandées respectivement par les majors Cayle Oberwarth et Rob McBride; l'Escadron A du LdSH, dirigé par le Maj Ian McDonnell; un escadron de reco du RCD, commandé par le Maj Dean Tremblay; la Batterie F, dirigée par le Maj Stu Taylor, et le 24e Escadron de campagne, commandé par le Maj Matt Sandy. L'ELMO a elle aussi changé de mains, le personnel du 1 RCR commandé par le Col Joe Shipely prenant la relève de l'ELMO dirigée par le 3 PPCLI. L'ESN a opéré une rotation également, le Lcol Steve Blair et son équipe ayant succédé au Lcol Casey Horlock et à son état-major.

Par conséquent, les opérations dans les districts ont été menées dans le cadre des rotations des deux groupements tactiques pendant un certain temps en septembre. Le 2-2 Infanterie des Forces terrestres des É.-U., commandé par le Lcol Hurlbut, a suivi un calendrier de rotations différent et est resté en place pendant presque un an. Comme auparavant, les opérations du GT et de l'ELMO ont principalement eu lieu dans quatre districts, soit ceux de Panjwayi, de Zharey, d'Arghandab et de Maywand.

Le caractère de l'insurrection à la fin de 2008

L'insurrection dans la province de Kandahar a éprouvé de graves problèmes au chapitre du ravitaillement et du commandement pendant l'été de 2008. Détail parallèle intéressant, les commandants talibans du Panjwayi se sont plaints à la choura de Quetta que trop de ressources étaient attribuées à leurs homologues de l'Helmand et que la ville de Kandahar devait être le point de mire de leurs opérations. La choura de Quetta a informé certains des commandants de Kandahar qu'elle récompensait le succès : l'énergique programme anti-drogue mené par la coalition dans l'Helmand stimulait l'insurrection à cause des griefs qu'il suscitait, et les commandants dans l'Helmand étaient plus disposés à participer au combat que leurs collègues de Kandahar; par conséquent, c'est à eux que les ressources ont été attribuées. Cela a suscité des luttes chez les insurgés pendant tout l'été[16].

Par suite de ces querelles et parce que le congé du Ramadan approchait, de nombreux commandants talibans sont rentrés dans leur refuge au Pakistan plus tôt que d'habitude. Cependant, les dirigeants de la choura de Quetta leur ont ordonné de retourner dans leur district et leur ont permis de faire la guerre pendant le Ramadan. En septembre, les chefs ennemis avaient repris leur place dans le Zharey et le Panjwayi. Dans le Zharey, les insurgés, dirigés par Sadiq Agha, ont réinfiltré Senjaray. Dans le Panjwayi, le village de Nakhonay a été renforcé lentement pour devenir un nœud de la logistique et du commandement sous la direction du mollah Qasim. Les itinéraires de ravitaillement empruntés par les insurgés de

l'Helmand au Maywand, puis jusqu'à la corne du Panjwayi, ont été revitalisés et renforcés par d'autres venant du désert du Reg. La consolidation de leurs bases à Zangabad et Nahlgam s'est produite en même temps[17] (voir la figure 4-3).

Le renforcement de Nakhonay a débouché sur des actes d'intimidation accrus de la part des insurgés dans le Dand, mais il a aussi servi à rétablir des liens avec le district nº 6 de la ville de Kandahar. La voie fut donc pavée en vue d'une campagne massive d'assassinats et d'actes d'intimidation déclenchée à la fin d'octobre et poursuivie jusqu'à une date avancée de la nouvelle année. Parallèlement, les groupes talibans du nord de la province de Kandahar modifiaient leur approche dans l'Arghandab, en partie parce qu'ils avaient de nouveaux chefs. Au lieu d'y entrer, d'établir une « zone libérée », puis d'être chassés de là par les forces coalisées, ces groupes ont lancé leur propre campagne de « façonnage », principalement axée sur l'intimidation, puis suivie par des assassinats sélectifs. Dans l'Arghandab et la ville de Kandahar, les talibans ont commencé par commettre des actes au hasard : par exemple, ils ont attaqué des cibles inopinées telles qu'un agent de police en patrouille dans son quartier. En novembre, la campagne s'est intensifiée et est passée à des assassinats saisissants de personnalités en vue du gouvernement et des forces de sécurité[18].

Comme les insurgés axaient dès lors leurs efforts sur le Panjwayi oriental, ils ont lancé un plus grand nombre de roquettes contre l'aérodrome de Kandahar (KAF) à partir du quadrilatère des lance-roquettes du nord-ouest. L'itinéraire de ravitaillement passant par le Pakistan, le Maruf, l'Arghistan et le Daman a continué d'être utilisé, des roquettes étant fournies à des « insurgés non reconnus comme tels » [Traduction] dans le Daman[19].

Vers le milieu de l'automne, les analystes canadiens ont observé une multiplication des liens entre différents groupes d'insurgés dans la province et entre eux et des groupes opérant dans l'Helmand. Par exemple, un groupe dans l'Helmand a demandé l'aide d'autres groupes et a organisé l'incursion de juin 2008 dans l'Arghandab, laquelle s'apparentait à celle qui avait eu lieu en novembre 2007. D'autres groupes d'insurgés n'étaient pas convaincus de l'efficacité des mesures prises, ou de la probabilité de réussite; par conséquent, ils ont stocké des équipements et des approvisionnements et réuni des combattants et n'ont pas appuyé les opérations dans l'Helmand. Après réception de nouvelles lettres reçues du mollah Omar et de la choura de Quetta et l'entrée en scène de nouveaux chefs, ces liens ont semblé se renforcer à la fin de 2008. Les groupes de l'Helmand, du Maywand, du Zharey et du Panjwayi étaient plus forts que ceux du Ghorak, du Khakrez et du Shah Wali Kot, mais cela était en train de changer, et le nouvel accent mis par les insurgés sur Senjaray, qui reliait géographiquement le Zharey au Khakrez et à l'Arghandab, en était un signe[20]. La choura de Quetta était de plus en plus préoccupée, alors que sa campagne d'assassinats dans la ville gagnait en intensité, par le fait que « des éléments dissidents » agissaient comme ils l'entendaient et tuaient des gens à des fins étrangères aux buts du mouvement.

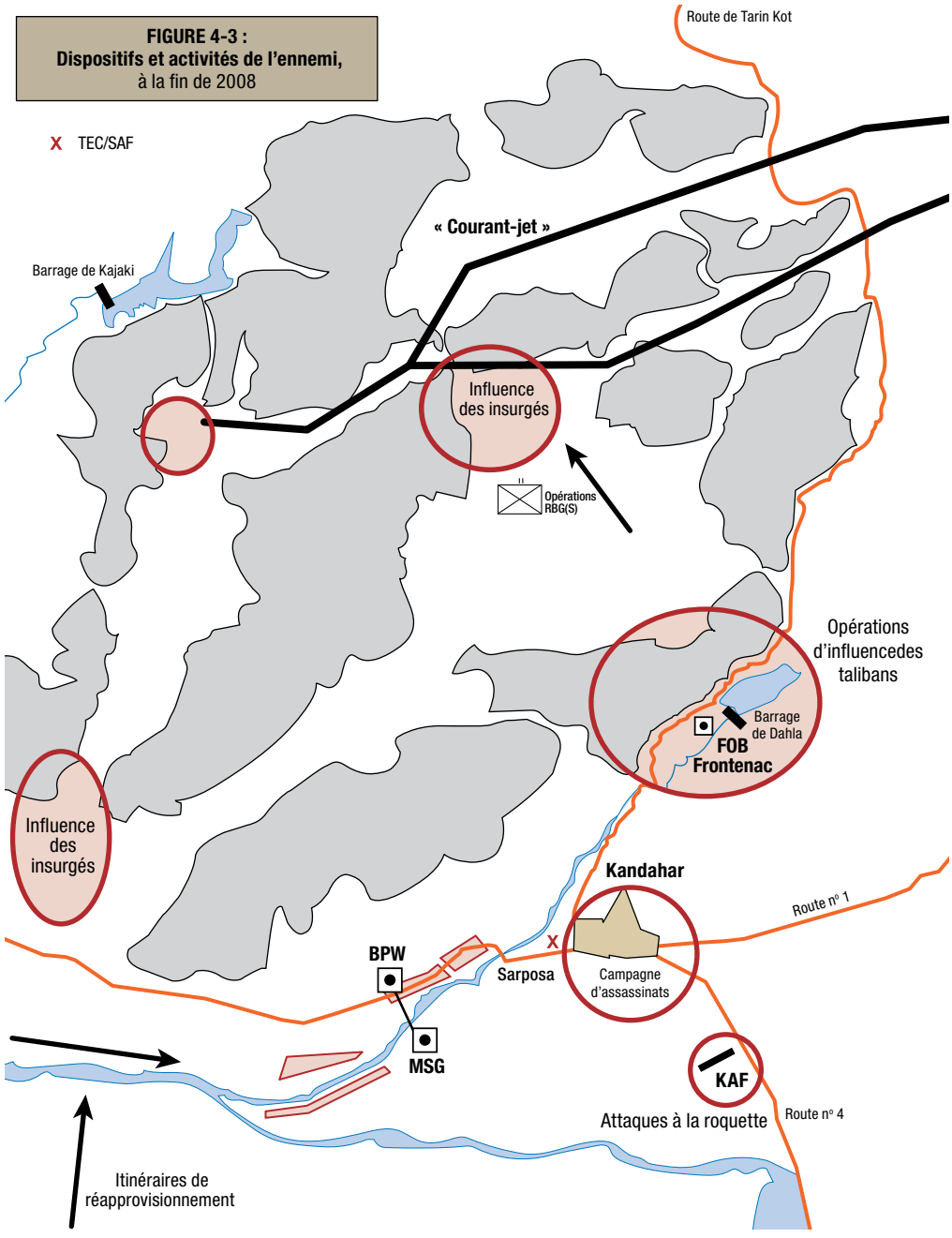


Figure 4-3 : Dispositifs et activités de l'ennemi, à la fin de 2008

La solution de la choura a consisté à rédiger « une lettre nocturne type » pour garantir la véracité de la menace et confirmer que l'assassinat envisagé était « légitime »[21]. L'insurrection a aussi semblé renforcer son régime de gouvernance parallèle pendant l'automne de 2008. Les analystes canadiens ont eu vent de la nomination de « gouverneurs de district parallèles » [Traduction] de plus en plus nombreux. Par exemple, il y avait désormais dans l'Arghandab un gouverneur taliban et un juge taliban parallèles aux titulaires gouvernementaux[22].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en septembre 2008

En septembre 2008, les forces pro-gouvernementales étaient les suivantes :

1. le poste fortifié de Mushan, occupé par des troupes du 2e Kandak et l'Armée nationale afghane et par ses mentors canadiens;

2. la base de patrouille de Sperwan Ghar, qui abritait le quartier général de la compagnie d'infanterie, une troupe d'artillerie et des sapeurs canadiens;

3. les avant-postes de combat de Zangabad et d'Haji, occupés par l'infanterie canadienne;

4. la FOB Ma'Sum Ghar, avec l'escadron de chars, le QG ELMO et l'EGC-1;

5. de multiples postes de contrôle de la police et de l'armée dans Bazaar-e Panjwayi et ses environs, y compris la colline des trois chars légèrement au sud du village;

6. le nouveau centre de district, à l'est du village.

Un poste de contrôle de la police, sur l'itinéraire Fosters, était aussi situé à Salehan. Une ELMOP canadienne, des mentors étasuniens de la police et un expert en logistique de DynCorp encadraient les forces de police du Panjwayi autant que c'était possible de le faire (voir la figure 4-4).

Malgré la fermeture de l'avant-poste de combat de Talukan, au cours de l'Op MUTAFIQ TANDAR, les forces canadiennes sont restées « coincées dans l'IT » [Traduction] et entourées par une bande où étaient enfouis de très nombreux EEI et mines anti-chars. L'ennemi employait désormais de plus en plus de mines anti-personnel PMN. Cette situation obligeait les Canadiens à poursuivre les opérations de ravitaillement lourdement armées à Mushan, Zangabad et Haji. Le GT a dû trouver un équilibre entre les activités suivantes :

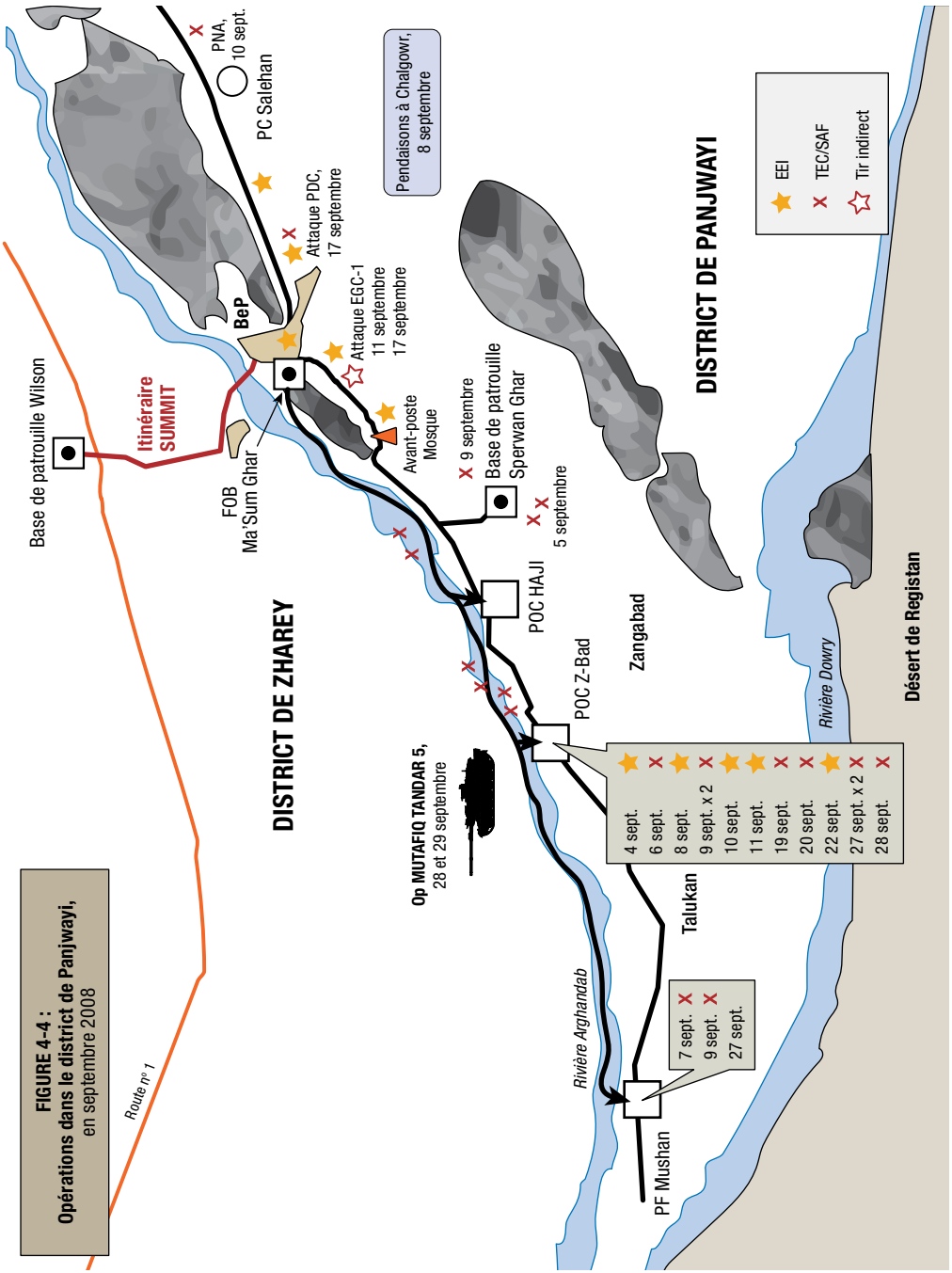


Figure 4-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, en septembre 2008

1. les « trajets de rivière », dans le cadre de l'Op MUTAFIQ TANDAR;

2. les « ratissages matinaux » faits le long des routes pour y repérer les EEI posés pendant la nuit;

3. un calendrier de patrouilles irrégulier en fonction duquel des forces étaient envoyées dans les collectivités de Zangabad;

4. la protection, ou l'aide d'une FRR, à fournir à l'EGC-1 travaillant au projet du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters;

5. la patrouille dans le quadrilatère de stabilisation de SPERWAN, pour y appuyer la police et les efforts de la COCIM.

Essentiellement, ce programme s'appliquait aux compagnies du 2e Kandak déployées dans le Panjwayi également. Si le commandant du GT voulait mener une opération plus grande ailleurs, il devait réduire l'accent mis sur une ou même plusieurs de ces activités, ce qui avait des conséquences pour la stabilité du district.

L'ennemi comprenait probablement le dilemme. Par conséquent, environ le quart des activités ennemies du mois a été dirigé contre l'avant-poste de combat de Zangabad. Ironiquement, la fermeture de l'avant-poste de combat de Talukan a permis aux insurgés d'utiliser plus de ressources contre les avant-postes de Zangabad et de Mushan et elle a créé une brèche grâce à laquelle le réseau des insurgés de la partie sud de la corne du Panjwayi a pu améliorer les communications avec le réseau Nahlgam dans le Zharey. Entre le 4 et le 28 septembre, l'avant-poste de combat de Zangabad subissait 14 attaques. Cinq d'entre elles se sont résumées à un harcèlement avec tirs de mortier : un ou deux obus ont été lancés sur le poste. D'autres ont comporté des tirs d'armes légères coordonnés qui provenaient de multiples directions et visaient le petit fort et sa tour de guet. Le 4 septembre, par exemple, le 3e Peloton a riposté à des tirs qui venaient du sud et de l'ouest de l'avant-poste de combat, en envoyant un VBL III en dehors de la position avec l'appui de deux hélicoptères de reco OH-58D pour prendre les tireurs à partie[23]. Trois jours plus tard, les insurgés ont déclenché une opération identique : cette fois, les occupants de l'avant-poste ont répliqué avec des tirs d'obus de 155 mm[24]. L'agaçant mortier ennemi a finalement été repéré et attaqué à l'aide de systèmes de détection anti-mortier et de l'artillerie, mais un autre est vite entré en action. Fait intéressant, un informateur dans le village où le mortier était dissimulé en a signalé la présence à la police du Panjwayi et à la Direction nationale de la sécurité et il s'est porté volontaire pour le marquer et appeler le Centre interarmées de coordination de district la

prochaine fois que l'arme serait utilisée[25]. Encore une fois, le 9 septembre, deux éléments ennemis de la taille d'une section ont dirigé des tirs nourris sur l'avant-poste de combat, ce qui a entraîné une riposte avec les canons de 25 mm des VBL III et des tirs d'artillerie de 155 mm. La fréquence des opérations ennemies a diminué pendant près d'une semaine[26].

D'un autre côté, le poste fortifié de Mushan n'a été la cible que de trois attaques pendant tout le mois de septembre. L'Armée nationale afghane et les mentors canadiens ont réussi à patrouiller dans le bazar et à protéger la « bulle de sécurité »[27]. Quant au quadrilatère de stabilisation de SPERWAN, les insurgés s'y sont heurtés à une patrouille perturbatrice du peloton de reco, ils ont sondé le secteur de la barrière pour essayer de repérer l'emplacement du détachement de tireurs d'élite, puis ils se sont repliés et ont eu recours à l'intimidation avec des « lettres nocturnes » dans le quadrilatère[28]. Les ouvriers civils qui travaillaient au projet d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters sont tombés dans une embuscade le 4 septembre; les insurgés ont fait feu sur eux depuis des véhicules en marche, le 11 septembre, puis ils ont lancé des obus de mortier contre eux le 27 septembre, mais les travaux ont continué. Deux vilaines attaques à l'EEI ont eu lieu dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters : la police afghane en était la cible[29].

Source : Auteur

La nécessité de synchroniser le développement et les opérations de contre-insurrection a engendré la venue de forces particulières telles que l'Organisation chargée des travaux de construction et ses équipes de gestion de la construction. Comme l'ACDI était incapable de fournir des ressources dans le Zharey et le Panjwayi, la 1re Équipe de gestion de la construction, que l'on aperçoit ici sur l'itinéraire Fosters, s'est efforcée d'employer une main-d'œuvre locale pour exécuter les projets d'amélioration de l'infrastructure.

Dans le Panjwayi oriental, l'action s'est concentrée dans la zone à l'est de Bazaar-e Panjwayi. Au cours d'un mouvement routier ordinaire exécuté par les troupes canadiennes le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters, un VBL III a été renversé par un EEI qui a ainsi tué le Sgt Scott Shipway et blessé sept autres soldats canadiens. Une patrouille de la police afghane qui travaillait sur la route à l'est du poste de contrôle de Salehan est tombée dans une embuscade. Fait horrible : les insurgés ont recouru, le 8 septembre, à l'intimidation à Chalghowr où ils ont pendu quatre civils afghans accusés de travailler pour le gouvernement. Un certain nombre d'ouvriers prenant part au projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters ont été enlevés, amenés à Salavat, battus, puis libérés. Les insurgés ont intensifié leur campagne d'intimidation le 17 septembre, quand ils ont envoyé une bombe humaine dans Bazaar-e Panjwayi. Une patrouille de la police afghane accompagnée de mentors de l'ELMOP canadienne a rencontré cet homme, qui a levé les bras, s'est mis à psalmodier et a du même coup fait voir la bombe lui étant attachée. Les Canadiens l'ont tué avant qu'il fasse exploser l'engin. Ce jour-là, les insurgés ont attaqué le nouveau centre de district et ils y ont employé un autre EEI[30].

La tâche consistant à établir qui était chargé de chacun des volets des services de sécurité demeurait la prérogative du chef de district, de la choura sur la sécurité et du Centre interarmées de coordination de district. La principale préoccupation se rapportait à l'intensification considérable de l'activité ennemie à Bazaar-e Panjwayi, dans ses environs et à certains endroits plus à l'est. La situation des services de police constituait le plus gros problème. Incroyablement, l'ELMOP a établi que seulement un tiers de la police du Panjwayi avait suivi le programme de perfectionnement ciblé par district. Les agents qualifiés avaient été envoyés dans la ville de Kandahar et ailleurs par le chef de police de la province, ce qui a laissé encore une fois le Panjwayi entre les mains d'une police incompétente qui se mettait la population civile à dos, surtout dans les environs de la colline des trois chars[31].

Finalement, le Bgén Matiullah a congédié le chef de police du district, Essa Khan; ensuite, Bismillah Khan, que le prédécesseur de Matiullah avait précédemment démis de ses fonctions, a été rétabli dans son poste. Cela n'augurait rien de bon : Khan était un ami d'Haji Baran et avait des liens avec le groupe Dastagiri. L'ELMOP a prédit que cela serait une source d'ennuis plus tard[32]. L'ELMOP, l'Équipe étasunienne de mentorat de la police et DynCorp ont ensemble exercé des pressions sur Khan au cours d'une réunion au Centre interarmées de coordination de district (CICD) où il s'est fait dire que ses manigances ne seraient pas tolérées. Bismillah Khan a surpris tout le monde en exécutant un ratissage énergique des lieux d'embuscade utilisés par les insurgés dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters. En revanche, le commandant du 2e Kandak avait eu des ennuis avec Khan dans le passé et il a refusé de coopérer dans le cadre des patrouilles interarmées. Les Canadiens membres de l'ELMO, de l'ELMOP et du CICD ont travaillé pour améliorer les relations de manière à produire la synergie recherchée, mais les progrès ont été d'une lenteur exaspérante[33].

Source : Auteur

Un accroissement de la violence dans Bazaar-e Panjwayi a entraîné la multiplication des patrouilles de l'Armée nationale afghane et de la police dans le village. Ici, le Capt Chuck Pitkin et ses homologues afghans procèdent à l'arrestation de membres d'un groupe armé illégal sur la route principale.

Les mentors de la police ont cependant été agréablement surpris de voir arriver Mohammad Nabi de la ville de Kandahar. Le Bgén Matiullah n'était pas stupide et il voulait son homme de confiance pour appuyer Bismillah Jan. Nabi était un officier professionnel et expérimenté et il s'est attaché à construire une structure de soutien solide afin de faciliter les opérations de Khan. Toutefois, le 16 septembre, le nouveau centre de district a essuyé des tirs d'armes légères. Pendant que l'artillerie canadienne exécutait des tirs éclairants, la FRR de la police, dirigée par Nabi, est tombée dans une embuscade tendue par un élément insurgé distinct, alors qu'elle se rendait sur les lieux de la fusillade. Nabi a alors été gravement blessé et il a plus tard succombé à ses blessures. Cela a porté un autre coup dur à l'appareil de sécurité du district[34]. La police a plus tard arrêté neuf insurgés qui ont admis avoir assassiné Nabi. Dans une séquence alambiquée d'événements, les assassins ont échappé à la garde de la Direction nationale de la sécurité, dans le Panjwayi, après y avoir été rapatriés inexplicablement depuis le lieu de détention de Kandahar! Haji Baran s'est servi de cet incident pour semer le doute dans l'esprit des Canadiens au sujet de la fiabilité de la police[35].

Les révélations du Centre interarmées de coordination de district au sujet d'Haji Baran ont été plus problématiques :

> Le [chef de district] a mentionné pour la première fois qu'il entretenait ce qu'il appelait des « relations légitimes » avec des insurgés. Il nous a dit que le chef de la DNS à Kandahar l'avait présenté à plusieurs personnes qui travaillaient pour le gouvernement et qu'on lui a dit de les appuyer autant que possible. Un des insurgés lui a parlé au téléphone depuis Band-e Timor devant nous. Le CD s'attend à recevoir de précieux renseignements de cet homme dans l'avenir, et il a exigé que cette question ne soit pas ébruitée[36].

Ironiquement, toutefois, Baran a été officiellement accrédité à titre de chef de district; cela signifiait que les représentants du MAECI au sein de l'ERP traiteraient désormais avec lui. Lara Romaniuk est ultérieurement venue s'entretenir avec Baran à la mi-septembre[37].

Cependant, la principale activité du GT montant était l'Op MUTAFIQ TANDAR 5. Les avant-postes de Mushan, de Zangabad et d'Haji avaient besoin d'être ravitaillés, et c'était maintenant au tour de l'Escadron A d'y voir. L'équipe de combat, dirigée par le Maj McDonnell, s'est amenée en suivant le cours de la rivière Arghandab, le 28 septembre. Le premier contact a mis l'escadron en présence de cinq insurgés présumés qui semblaient être en train d'installer un mortier : fait gênant, il s'agissait en fait d'une pompe à eau! Il n'y a eu aucune perte chez les civils. Pendant qu'elle se rendait à Zangabad, la colonne a été prise à partie trois fois par des tirs d'armes légères, de GPF et de canons sans recul de 82 mm, appuyés par des mortiers. Les chars ont fait feu avec des munitions à mitraille et des projectiles HEAT, pendant que les VBL III utilisaient leur canon de 25 mm pour abattre les ennemis qui cherchaient à déplacer leurs lieux d'embuscade. Le contrôleur interarmées avancé de l'attaque a pu diriger vers la position de mortier un avion F-18 du Corps des marines des É.-U. qui l'a détruite avec des bombes guidées GBU-38. Pendant que la colonne blindée cherchait à entrer dans l'avant-poste de combat, elle a été la cible de cinq obus de mortier. Les obusiers M-777 de l'artillerie ont eu raison de cette position ennemie.

Les sapeurs de combat ont utilisé leurs EBG Badger pour améliorer les positions de Zangabad, pendant que le laager blindé ravitaillait les forces. Le Lcol Barrett a cru que « la forte puissance de combat qui s'était amenée en empruntant le cours de la rivière Arghandab attirerait à coup sûr l'attention des insurgés dans toute la [région du Zharey et du Panjwayi], et [il a dit] s'attendre à ce que les insurgés attaquent l'équipe de combat quand elle rentrerait à la FOB Ma'Sum Ghar[38] » [Traduction]. L'ennemi a modestement tenté à deux reprises de gêner le mouvement de la colonne quand elle a emprunté le cours de la rivière, mais le GT a signalé que l'ennemi avait rompu le contact dans les deux cas.

En fait, l'Op MUTAFIQ TANDAR n'a pas détourné du Panjwayi oriental les ressources ou l'attention de l'ennemi et elle n'a pas semblé non plus influer sensiblement sur les opérations ennemies dans le Panjwayi occidental. L'ennemi menait une guerre différente dans l'est du district, tandis que, dans l'ouest, on ne savait pas au juste lequel des deux adversaires paralysait les interventions de l'autre.

Les opérations dans le district de Zharey, en septembre 2008

La structure des forces de sécurité dans le district de Zharey en septembre comprenait des mentors canadiens et leurs homologues de la police et de l'armée, en sept endroits : les postes fortifiés de Ghundy Ghar, Lakokhel et Pulchakan, situés à deux kilomètres au sud de la Route nº 1, et quatre autres à Howz-e Madad et Spin Pir, à la FOB Wilson et à Asheque le long de la Route nº 1 également. Dans le quadrilatère de stabilisation JUNO se trouvaient un poste de police de sous-district et l'ancienne FOB Zettelmeyer, alors occupée par la force de sécurité privée Blue Hackle. Les PPS de Sangsar et de Kolk étaient maintenant fermés, et les efforts déployés pour en construire un autre le long de l'itinéraire Langley avaient abouti à l'effondrement du projet de construction routière de l'EGC-2. À ce stade-là, il a été admis que le plan du Bgén Laroche, qui visait à encercler les insurgés dans le Zharey central avec une grille de postes de police secondaires reliés par des routes asphaltées, était irréalisable. Or, comme les événements de septembre le montraient une fois de plus, c'était les Canadiens et les Afghans qui se trouvaient forcés de défendre l'infrastructure tactique, ce qui limitait leur capacité de patrouiller et de projeter une présence durable dans le district (voir les figures 4-5a et 4-5b).

En revanche, l'ennemi était incapable d'organiser de grandes embuscades le long de la Route nº 1 à cause des effets combinés de l'Op LUMBAR et des pertes qu'il avait subies au cours des Op TIMUS PREEM et ASP-E JANUBI. Les seules embuscades à l'ouest de la FOB Wilson ont eu lieu le long de la route, et il n'y en a eu que deux en septembre : elles se sont produites à l'est de Spin Pir, dans le secteur situé au nord de l'endroit où les anciens PPS de Sangsar et de Kolk auraient entravé les mouvements nord-sud de l'ennemi.

Au début, les opérations canadiennes mettaient l'accent sur l'Op JANGISIOUX, qui consistait à exécuter des patrouilles dans les environs de la Base de patrouille Wilson et dans les localités à l'ouest de l'itinéraire Summit dans le quadrilatère de stabilisation JUNO. Il s'agissait habituellement de patrouilles de présence et de perturbation menées avec des forces de la taille d'un peloton. Au début, la plupart des patrouilles étaient axées sur la protection de la Route nº 1 : l'ELMO, les Afghans du 3e Kandak et les agents de police qui pouvaient être rassemblés exécutaient des ratissages de la route, le matin, et essayaient d'exécuter des patrouilles nocturnes dans les environs des postes fortifiés quand ils le pouvaient.

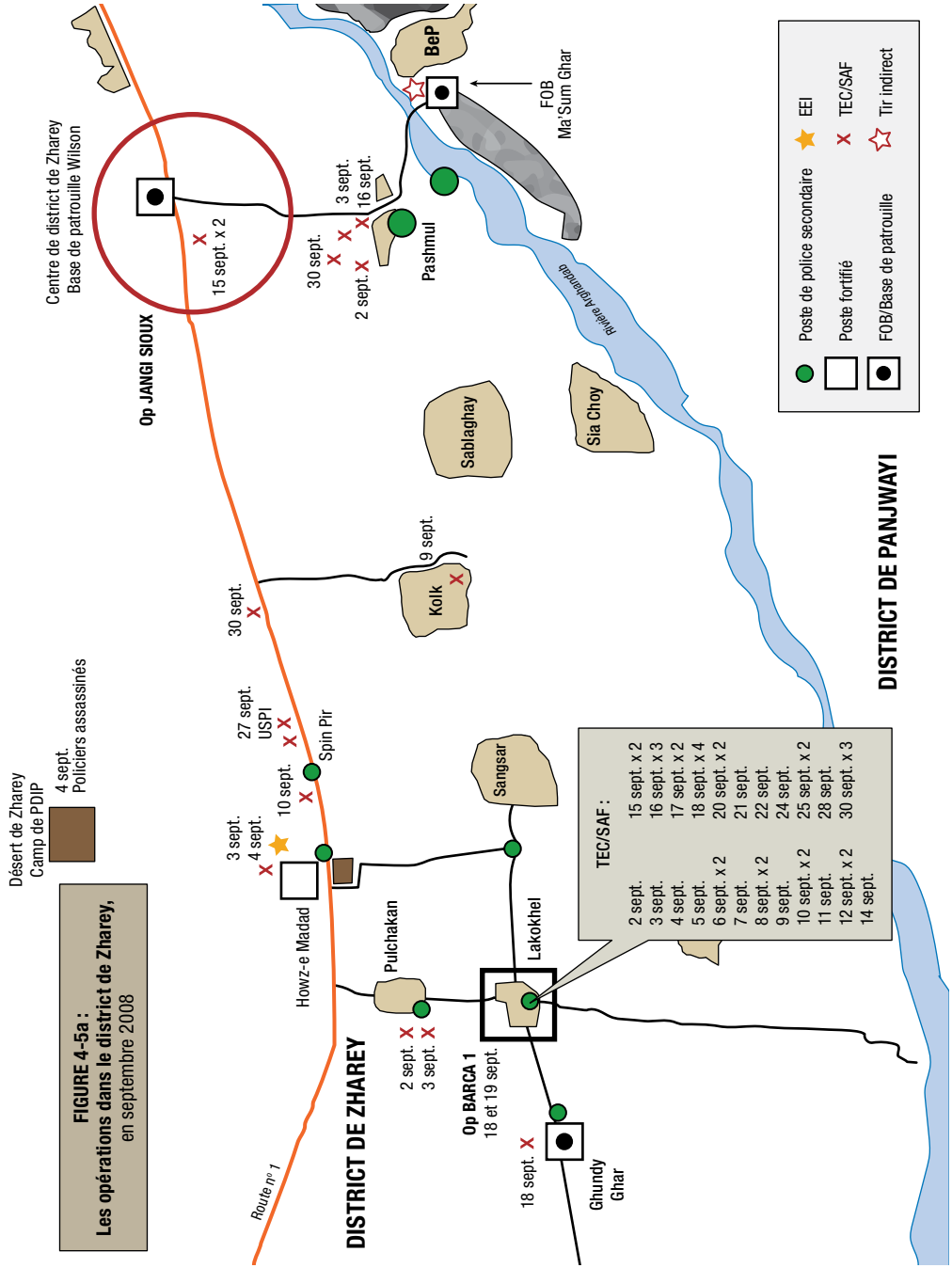


FIGURE 4-5a :
Les opérations dans le district de Zharey,
en septembre 2008

Figure 4-5a : Les opérations dans le district de Zharey, en septembre 2008

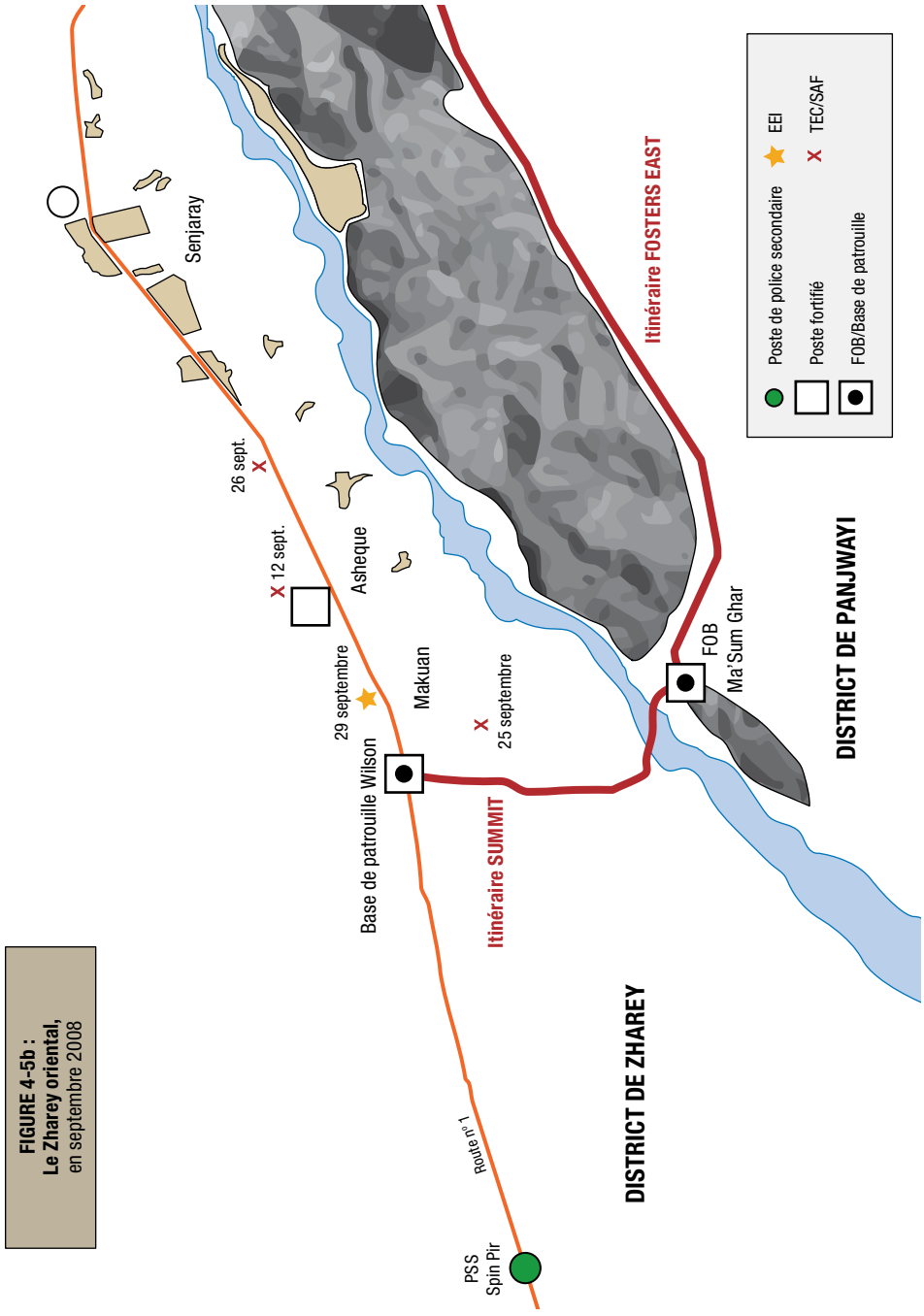


FIGURE 4-5b :
Le Zharey oriental,
en septembre 2008

Figure 4-5b : Le Zharey oriental, en septembre 2008

Une autre zone de patrouille était dans la partie nord de Pashmul, en direction de l'ouest, où le nouveau poste de police était en construction. En septembre, il y a eu peu de contacts avec l'ennemi dans la zone de patrouille JANGISIOUX et le long de la Route nº 1. La partie nord de Pashmul était plus active. L'EGC-2 a été retirée de l'itinéraire Langley, où le projet d'asphaltage avait été annulé, et elle travaillait alors à un projet avec des habitants de l'endroit pour dégager le système d'irrigation le long de l'itinéraire Summit quand elle est tombée dans une embuscade le 2 septembre. Les sapeurs ont riposté, et l'ennemi a rompu le contact. Le lendemain, une patrouille embarquée de la Compagnie C a essuyé des tirs de canons sans recul de 82 mm. Un obus brisant anti-char a pénétré le blindage du véhicule et a fait exploser les munitions : les Cpl Andrew Grenon et Michael Seggie et le Sdt Chad Horn ont été tués. Cinq autres Canadiens ont été blessés au cours de l'attaque[39]. Pendant qu'ils étaient sous le feu ennemi, les Cpl Michael Bursey et Mark Ejdrygiewicz sont retournés plusieurs fois dans le VBL III, dont les munitions commençaient à fuser sous l'effet de la chaleur, et ils en ont dégagé les morts et les blessés. Le Sdt Jordan Kochan s'est efforcé de les maintenir en vie sous des feux ennemis nourris jusqu'à l'arrivée de la FRR. Leurs actions ont valu aux trois hommes d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

La Compagnie C a eu l'avantage sur les insurgés au cours d'une patrouille, le 15 septembre : un EEI a explosé prématurément et a du coup alerté le peloton canadien à la possibilité imminente d'une embuscade; il a alors été pris à partie depuis trois positions différentes par des armes légères et des GPF. Les Canadiens ont recouru à des tirs de suppression et ont demandé aux obusiers M-777 d'intervenir. Soixante-deux obus brisants de 155 mm ont taillé l'ennemi en pièces dans ses positions[40]. Inexplicablement, il n'y a eu aucune autre activité ennemie dans le quadrilatère JUNO jusqu'au 30 septembre, date où une patrouille de la police afghane est entrée en contact avec l'ennemi et a exécuté un retrait au combat jusqu'au PPS de Pashmul-Nord.

En septembre, les combats ont surtout eu lieu au poste fortifié de Lakokhel. Pendant 23 jours, faut-il le croire, les occupants de Lakokhel, à savoir la 2e Compagnie du 3e Kandak et ses mentors canadiens de l'équipe 73B, ont été la cible de tous les types d'armes que les insurgés avaient alors dans leur arsenal. La plupart du temps, les insurgés ont mené des attaques en « tirant à la dérobée » : un petit nombre de coups de feu étaient tirés en direction du poste fortifié par une petite force qui se dispersait immédiatement ensuite et disparaissait dans les champs luxuriants et les complexes d'enceintes délabrées non loin de là. Après les cinq premiers jours, le GT a planifié l'Op BARCA pour dégager les enceintes voisines et les démolir avec l'aide d'entrepreneurs. Ceux-ci ont refusé de se présenter, de sorte que l'Op BARCA a été reportée. Les mentors canadiens étaient prêts quand ils sont sortis en patrouille le 6 septembre. L'ennemi a fait feu sur la première patrouille, mais les mentors ont pu demander une frappe avec un obus Excalibur qui a mis fin au combat. Une deuxième

patrouille a été prise à partie plus tard ce jour-là : une bombe GBU-31 de 2 000 livres et 12 obus de 155 mm ont réduit l'ennemi au silence. Ce soir-là, un tireur d'élite ennemi a tiré une balle sur le poste de commandement afghan[41].

Source : capitaine Sheldon Maerz

Le 3 septembre 2008, l'ennemi a attaqué un VBL III avec un canon sans recul de 82 mm qui a tué trois Canadiens et en a blessé cinq autres. Trois Canadiens ont mérité la Médaille de la vaillance militaire pour le sauvetage qu'ils ont alors exécuté. Cette photo, prise depuis la colline des trois chars, fait voir le voile de fumée produit par le VBL III en flammes et les frappes des obusiers M-777 exécutées contre les ennemis qui avaient tendu l'embuscade.

Après quatre autres jours de « tirs à la dérobée », un convoi de ravitaillement de l'Armée afghane est tombé dans une embuscade alors qu'il se dirigeait vers Lakokhel; il n'y a eu aucune perte, mais le 10 septembre, un EEI a blessé des membres d'une patrouille. Trois autres contacts avec des insurgés recourant aux « tirs à la dérobée » ont été suivis d'attaques à la GPF contre un autre convoi de ravitaillement; des obus de 155 mm ont encore une fois été tirés sur des ennemis difficiles à repérer. Les agents du renseignement de la FO Kandahar ont conclu que l'ennemi voulait faire pression sur les Afghans pour qu'ils ferment le PPS de Lakokhel, car ce dernier gênait leur liberté de mouvement dans le Zharey occidental. Les mentors ont demandé une couverture plus soutenue de la part des UAV pour arriver à mieux définir la nature de l'ennemi, mais après un certain nombre d'embuscades

contre des patrouilles protégées par des UAV, il a été évident que les caractéristiques du terrain et la dispersion des ennemis limitaient l'efficacité et la promptitude des ripostes[42].

Le 18 septembre, l'Op BARCA a finalement commencé. Y ont pris part la 3e Compagnie et ses mentors canadiens ainsi qu'un peloton canadien de VBL III et des sapeurs de combat munis d'EBG Badger. Les Afghans et leurs mentors ont établi le cordon de bouclage pendant que les sapeurs ratissaient les enceintes avant de les niveler avec des bulldozers de manière à dégager des champs de tir. Malheureusement, une fois la tâche à moitié terminée, les deux véhicules Badger sont tombés en panne à cause de fuites de réfrigérant et de la rupture de joints d'étanchéité. L'ennemi s'est attaqué au cordon de bouclage, mais encore une fois, il n'a pas été possible de le définir ou de faire feu sur lui. Le lendemain, trois contacts avec « tirs à la dérobée » ont eu lieu, puis l'ennemi a attaqué un VBL III avec une GPF. Onze obus brisants de 155 mm ont plu sur l'ennemi, et un hélicoptère OH-58D a supprimé les « survivants » tentant de s'échapper[43]. Le véhicule du Cplc Michael Trauner a été touché par la GPF qui a mis son canon de 25 mm hors combat. La volée de tirs ennemis d'armes légères a cloué au sol les troupes débarquées. Le Cplc Trauner a saisi la mitrailleuse montée sur pivot, a déclenché un tir de couverture et a ainsi enrayé efficacement l'attaque ennemie, ce qui a permis aux troupes de se réorganiser et de vaincre l'ennemi de manière que l'équipe pût poursuivre sa mission. Les actions du Cplc Traumer lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Cinq autres jours de « tirs à la dérobée », suivis de bombardements d'artillerie contre une position ennemie, et l'incapacité d'identifier catégoriquement l'ennemi avec l'aide d'un UAV MQ-9 Reaper, ont suffi. Les Afghans ont apporté sur place des mortiers pour riposter aux attaques des insurgés, pendant que des plans étaient dressés afin de déployer des tireurs d'élite canadiens. L'opération, qui durait depuis près d'un mois, a pris fin avec un appel au djihad diffusé contre les Canadiens au moyen des haut-parleurs des mosquées dans le secteur de Lakokhel[44].

À la fin de septembre, la localité de Senjaray a constitué un autre problème pour la FO Kandahar. La déstabilisation de cet important sous-district provoquée par l'assassinat d'Habibullah Jan et le retrait de la milice d'Asadullah Khalid après le départ de ce dernier ont avantagé les insurgés. La choura sur la sécurité du Zharey a appris que la population civile de Senjaray menait des pourparlers de paix avec les talibans. Le chef du district de Zharey, Sahardi, a déclaré aux Canadiens qu'il « y était fortement opposé, mais que son influence était limitée, car [la population] a besoin d'un environnement sûr pour l'hiver » [Traduction]. Selon d'autres rapports, la population versait maintenant le Zakat (une dîme religieuse) aux talibans[45], ce qui signifiait que les chefs religieux de Senjaray étaient compromis eux aussi. Le Lcol était énormément préoccupé : il estimait que, si rien n'était bientôt fait, « les opérations au cours de l'hiver seraient compromises[46] » [Traduction].

En outre, en raison du statut spécial que Senjaray avait auprès des Afghans depuis l'époque d'Habibullah Jan, le chef de police du district de Zharey « n'a pas le pouvoir d'influer sur Senjaray et qu'il n'y exerce aucun contrôle sur [la police afghane][47] » [Traduction]. Dans le Zharey, peu d'agents de police étaient dûment formés, et ils n'avaient pas encore suivi le programme de perfectionnement ciblé par district. Une querelle opposait la police à la Direction nationale de la sécurité (DNS) : la police du Zharey empêchait physiquement la DNS de fournir des renseignements à l'ELMOP et au détachement de l'ERP[48]. Des insurgés ont infiltré les rangs de la police au camp de réfugiés du Zharey, et quatre agents ont été assassinés pendant leur sommeil[49]. Les entrepreneurs ont fait savoir à l'ERP qu'ils craignaient d'être tués par la police s'ils se plaignaient aux équipes de la COCIM[50]. Les interminables efforts de l'ELMOP se sont poursuivis.

Les opérations dans le district d'Arghandab, en septembre 2008

Les forces de sécurité dans l'Arghandab comprenaient l'escadron de reco, installé à la FOB Frontenac, une compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens basés temporairement dans une école à Hasan Tabin, et un réseau de postes de contrôle de la police afghane le long des routes principales du district. Un résumé renseignement canadien donne une idée générale de la situation en septembre :

> Selon le renseignement humain (ROHUM), les insurgés ont mis fin à leurs opérations d'information dans l'Arghandab. Le nombre d'actes d'intimidation, d'enlèvements et d'assassinats a atteint son paroxysme au début d'août, mais il a diminué au cours des deux dernières semaines. [Les insurgés] estiment avoir atteint leur but. Ce ROHUM porte à croire que les insurgés ont acquis la liberté de mouvement dans tout le district, qu'ils ont obtenu de force le soutien de la population et que la PNA n'exécute aucune patrouille en dehors de ses postes de contrôle […] les insurgés ne constituent peut-être pas une menace immédiate pour le district, mais ce renseignement nous apprend probablement que les habitants de l'endroit sont d'avis contraire. La menace perçue a peut-être l'effet recherché par les insurgés et elle risque de supprimer le soutien que les habitants de l'endroit [accordent au gouvernement et à la FIAS] s'ils estiment qu'ils ne reçoivent pas la protection dont ils ont besoin[51]. [Traduction]

Cette analyse pertinente n'a eu aucun suivi concret pendant le reste de 2008. La FO Kandahar a confirmé que la police faisait des patrouilles en dehors de ses postes de contrôle. L'escadron de reco a accompli de nombreuses patrouilles de présence et a surveillé de près ce qui se passait dans le district, autant qu'il le pouvait. La compagnie de l'Armée afghane a effectivement mené des patrouilles depuis sa base. Les équipes de la COCIM ont surveillé l'assemblée de développement de district pendant qu'elle faisait son travail. Toutefois, rien de tout

Source : MDN AR2008-J011-032

Source : MDN AR2008-J011-043

Source : MDN AR2008-J011-116

Des raids exécutés par le 3e Bataillon du Royal Canadian Regiment ont eu lieu dans le district de Zharey pendant l'automne de 2008, des efforts continus étant alors déployés pour solidifier les PPS. La photo fait voir un de ces raids dans le secteur de Kolk.

cela n'a influé sur les perceptions de la population. Par exemple, des anciens ont dit aux soldats canadiens de l'escadron de reco que « quiconque [contrôlait] Jelawur [contrôlait] l'Arghandab[52] » [Traduction]. Or, que signifiait le mot « contrôle »? L'occupation physique du village? La domination psychologique des éléments tribaux antigouvernementaux?

Le chef du district, Karimullah, n'était pas d'un grand secours : il avait pris un congé prolongé à Dubai pendant la campagne d'intimidation[53]. Les soldats canadiens dans leurs véhicules blindés Coyote et la police afghane dans ses camions Ranger ne pouvaient pas combler le vide à la direction du district. Cependant, les insurgés — ce que les aînés afghans appelaient maintenant « la Commission » — le pouvaient. Cette entité comprenait apparemment tous les chefs insurgés supérieurs des districts du nord.

Comme pour contrarier le CRTS, « la Commission » a multiplié les actes d'intimidation en septembre avec une nouvelle série d'enlèvements — 14 chefs de village en quatre semaines — et une avalanche de lettres nocturnes. Les familles des personnes enlevées ont été forcées d'acheter des armes sur le marché noir, puis de les remettre aux insurgés afin d'obtenir la libération de leurs êtres chers. D'autres personnes ont été kidnappées, battues, puis libérées. L'escadron de reco a été la cible de trois attaques à l'EEI les 4, 12 et 21 septembre. Aucune n'a été mortelle, mais trois véhicules Coyote ont été mis hors combat, ce qui a réduit la fréquence des sorties de l'escadron. Les camions de ravitaillement en eau se dirigeant vers la

FOB Frontenac ont eux aussi été attaqués. À la fin du mois, l'escadron de reco a signalé la présence d'un nombre accru d'hommes en âge de combattre dans le nord de l'Arghandab, ce qui était anormal[54].

Les opérations dans le district de Maywand, en septembre 2008

Dans le district de Maywand, les Canadiens appuyaient le 2-2 Infanterie pendant l'expansion de ses opérations en septembre. La FOB Ramrod, base de cette unité, était presque terminée à l'ouest de Hutal. Il y avait aussi la FOB Hutal, qui englobait une installation près du centre de district de Maywand. On retrouvait dans cette installation une compagnie d'infanterie étasunienne, une compagnie de reco du 4e Kandak et ses mentors canadiens, une équipe de l'ELMOP et un détachement canadien de la COCIM relevant de l'ERP. Deux obusiers M-777 et leurs servants de la Batterie F ont fini par s'installer à la FOB Ramrod pour y améliorer l'appui-feu de couverture. Il y avait de nombreux échanges de ressources entre les forces canadiennes, étasuniennes et afghanes. Par exemple, des tireurs d'élite américains sortaient avec les mentors canadiens et les troupes de reconnaissance afghanes, et des équipes canadiennes de la COCIM collaboraient avec tous, y compris un représentant d'USAID.

Le 2-2 Infanterie a appris à connaître son environnement par le biais de l'Op MAWREGA, un ratissage du secteur de Band-e Timor. Le Renseignement du 2-2 Infanterie a établi que la plupart des activités ennemies visibles avaient cours dans la région de Garmabak et que les insurgés essayaient de se faire discrets dans la partie sud du district, parce que ce dernier était essentiel au ravitaillement de leurs troupes dans le Zharey[55]. Malheureusement, le 2-2 Infanterie a perdu le Sdt Vincent C. Winston, fils, lors d'une attaque catastrophique à l'EEI qui a aussi blessé quatre autres soldats pendant l'opération.

Il se passait de nombreuses activités positives dans le Maywand. En septembre, les agents de police suivaient le programme de perfectionnement ciblé par district, et 125 agents nouvellement formés devaient bientôt revenir du Centre d'instruction régional. Un nouveau centre de district était en construction. La Police nationale afghane pour l'ordre civil fournissait une sécurité efficace, et les équipes de la COCIM ont conclu que le Programme national de solidarité avait, en fait, permis de construire un nombre important de puits. Les équipes canadiennes de la COCIM aidaient USAID à exécuter ses évaluations dans les régions où cela était relativement possible[56]. Le chef de district était nettement meilleur que le tristement célèbre Haji Saifullah. C'était un chef dynamique qui voulait adopter une approche coalisée standardisée en vertu de laquelle la FIAS formerait un « anneau d'acier » autour des villages; ensuite, la police y entrerait et y convoquerait les chefs du village à une choura impromptu. Son principal problème en septembre était que son personnel de cinq employés refusait de se rendre à Hutal depuis la ville de Kandahar, ce qui limitait sa

capacité d'administrer le district. Dans leurs rapports, les équipes de la COCIM ont à ce moment-là exprimé des impressions positives sur les localités entourant Hutal. L'Équipe spécialisée du Génie a envoyé un entrepreneur pour évaluer la possibilité d'y améliorer le bazar : il a été enlevé, mais cela ne l'a pas intimidé, et il est revenu à Hutal pour y terminer son étude[57].

Ailleurs, toutefois, les talibans recouraient sans cesse à l'intimidation; ils effrayaient les habitants pour les éloigner des infirmeries dirigées par le gouvernement en leur faisant croire qu'ils y seraient maltraités. Il était établi que le système de préalerte des insurgés était très efficace et adapté aux circonstances dans le district. Les actes d'intimidation visaient certains des projets entrepris par des habitants de l'endroit par le biais de l'assemblée de développement du district et du conseil de développement communautaire : une route faisant l'objet d'un projet d'asphaltage géré par la population locale a été truffée d'EEI qui ont été découverts pendant une patrouille afghano-canadienne et, comme on pouvait s'y attendre, les insurgés n'ont pas hésité à tirer à la dérobée sur la FOB Hutal. Des roquettes ont aussi été lancées en vain sur le centre de district[58].

À ce stade, toutefois, la synergie laissait à désirer au sein de la coalition dans le Maywand. À plusieurs égards, la situation s'apparentait à celle du Panjwayi en 2007. En l'occurrence, il n'y avait aucun centre interarmées de coordination de district. Les efforts de reconstruction et de développement étaient disparates et mal coordonnés, et l'ERP s'y intéressait peu. Bon nombre des engrenages existaient, mais il fallait les harmoniser afin de stabiliser le district de Maywand.

Les opérations dans la ville de Kandahar, en septembre et octobre 2008

Après l'évasion de Sarposa, l'attention s'est tournée vers les soucis et difficultés de la ville de Kandahar, notamment le 8 septembre, quand deux bombes humaines portant l'uniforme de la police ont fait détoner leur veste remplie d'explosifs, à l'intérieur du quartier général de la police provinciale : 38 personnes ont été blessées, et deux autres ont été tuées. La police afghane a par la suite trouvé trois EEI dissimulés sur les itinéraires empruntés par les premiers intervenants qui se rendaient à l'immeuble du quartier général[59]. Une opération de sécurité déjà planifiée, appelée « MARKAZ AMALIAT », avait pour objet de garantir la sécurité de la ville après le Ramadan. Les autorités en ont accéléré la préparation et l'exécution. Entre-temps, il y a eu cinq autres attaques à l'EEI et une attaque avec tirs directs, qui visaient toutes la police afghane[60]. La 1-205 Brigade a ordonné à son 5e Kandak, soit le kandak de soutien logistique au combat, d'envoyer 80 spécialistes de l'entretien et de la logistique dans la ville. Ces hommes relevaient du commandant de la compagnie des transmissions, mais l'ELMO s'en est trouvée grandement préoccupée, car elle a craint que le soutien fourni aux kandaks de la brigade déployés dans le Zharey et le Panjwayi en souffre[61].

L'Op MARKAZ AMALIAT a été modifiée pour qu'en fasse partie la Compagnie L du 42e Commando des Royal Marines, soit le nouveau GT régional (Sud). La Compagnie L a été placée sous les ordres du Lcol Woodworth, commandant de l'ERP. Cela procurait à la ville de Kandahar trois compagnies pour exécuter des patrouilles de présence. L'opération a été reportée de 24 heures, parce que l'ONU a exigé que la FO Kandahar observe la Journée internationale de la paix en s'abstenant de mener des opérations[62].

Avec l'appui d'une équipe canadienne de la COCIM, la Compagnie L a établi une base de patrouille à la « jonction » du Dand et des districts du sud-ouest de la ville. Les Canadiens et la Compagnie L ont trouvé là une population craignant à l'excès que les talibans s'en prennent à elle si elle offrait la moindre forme d'aide aux forces de la FIAS[63]. Ce n'était pas surprenant, car des ERP canadiennes antérieures avaient conclu dès 2005 que le district no 6 faisait problème. La Compagnie L a dressé au hasard une série de postes de contrôle des véhicules sur l'itinéraire Lake Effect, perturbant sans doute temporairement l'itinéraire que les insurgés empruntaient pour entrer dans la ville[64]. La force de protection de l'ERP a exécuté des patrouilles dans divers districts de la ville afin d'y assurer une présence manifeste.

Malheureusement, l'ennemi avait changé de tactique. Le 28 septembre, deux assassins ont abattu le Lcol Malalai Kakar de la police de la ville de Kandahar. Ce meurtre a fait les manchettes internationales, en partie parce que les médias occidentaux l'avaient transformée en une championne de l'égalité des genres dans le sud de l'Afghanistan, ce qui avait eu pour effet de renforcer son image publique et d'en faire une cible de choix aux fins des opérations d'information. Par ailleurs, l'assassinat de deux membres de la choura provinciale de Zabul, à Kandahar, et de leurs gardes du corps pendant qu'ils étaient en compagnie d'amis, n'a pas été signalé dans les médias. Ce furent là les premiers coups de feu de ce qui équivalait à une campagne d'assassinats à l'échelle de la ville et qui a duré de septembre 2008 à janvier 2009[65].

La détérioration de l'état de la sécurité dans la ville entravait les plans dont l'objet était de créer 25 autres conseils de développement communautaires et des installations pour les gestionnaires de district, en plus de construire des puits et un meilleur système d'approvisionnement en eau. ONU Habitat était le « partenaire » de l'ACDI quant à l'exécution de ces projets, dont les budgets s'établissaient à 22 millions et à sept millions de dollars, respectivement. Par contre, le personnel d'ONU Habitat n'avait pas confiance en l'appareil de sécurité et a déménagé son directeur dans un endroit secret pour garantir sa sécurité[66]. Ce fut une décision judicieuse. Le lendemain, le directeur des travaux et des affaires sociales a été assassiné pendant qu'il se rendait au travail en voiture. Trois jours plus tard, un ancien haut placé des Barakzais, Ali Ahmad Khan, et son fils, qui était garde du corps du président Karzai, ont été tués dans une mosquée par un tireur qui passait en voiture. Un autre chef supérieur barakzai, Haji Ali Mohammad, a lui aussi été abattu[67].

Les ressources ISTAR canadiennes ont confirmé qu'une unité de 30 hommes était arrivée dans la ville et qu'elle s'était divisée en équipes d'assassins qui avaient pour ordre de s'attaquer à des fonctionnaires du gouvernement et à des anciens des tribus[68]. Ces équipes ont aussi perpétré des enlèvements. Le 23 octobre, elles ont kidnappé le fils d'un travailleur de la MANUA, qui avait huit ans, pour obliger ce dernier à cesser de travailler aux projets de reconstruction[69].

À son honneur, le maire de la ville de Kandahar, Ghulam Haider Hamidi, a refusé de se laisser intimider et a continué de travailler avec l'ERP et ONU Habitat pendant cette période dangereuse, afin d'améliorer la ville et ses services au profit des citoyens.

La réorganisation de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel et les relations avec les Forces de sécurité nationale afghanes

L'occasion de réorganiser les opérations de l'ELMO s'est présentée en septembre avec l'arrivée de la rotation montante, commandée par le Col Joe Shipley et axée surtout sur les officiers et les membres du 1 RCR. Or, la réorganisation de l'ELMO devenait un gros problème politique. La structure actuelle de la FO Zharey, établie par le Bgén Laroche et utilisée pendant la première moitié de 2008, était considérée comme ayant des lacunes à de nombreux égards. Tous reconnaissaient les efforts que le Maj Bob Ritchie déployait pour faire fonctionner la FO Zharey. Cependant, la FO Kandahar devait accepter la réalité : l'ELMO dirigeait le district de Zharey comme l'aurait fait un GT, au lieu d'encadrer les Afghans autant qu'elle aurait dû. L'ELMO n'était pas structurée, au chapitre de l'équipement, pour accomplir les tâches qu'elle remplissait. Elle disposait de véhicules RG-31, mais elle n'avait aucun système de maintenance ou d'approvisionnement semblable à ce que possédait le GT, et elle n'avait pas non plus les effectifs voulus pour gérer un centre d'opérations tactiques, comparativement à ceux du GT[70]. Bref, l'Armée afghane n'était pas un élément de manœuvre de la FO Kandahar de la même façon que l'étaient le 3 RCR et le 2-2 Infanterie. Le 13 septembre, la FO Kandahar a décidé de dissoudre la FO Zharey et de confier la gestion de l'environnement opérationnel au Maj Rob McBride, commandant de la Compagnie N. Des éléments à Ottawa ont vu là une décision rétrograde qui faisait fi des progrès que le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan voulait voir s'accomplir et sur lesquels il voulait faire rapport au moyen de son système de paramètres de référence pour satisfaire les médias et les critiques de la mission au sein de l'opposition. La résistance était solide, mais, tout à leur honneur, le Bgén Thompson et son état-major ont tenu bon[71].

Ce n'était pas tout. L'idée d'un kandak « d'attaque » s'est fait jour pendant l'été de 2008. Le besoin de forces afghanes plus nombreuses sur le terrain a mené à une réorganisation du cycle « vert-jaune-rouge » qui existait pour les trois kandaks de la 1-205 Brigade depuis 2007.

Le Col François Riffou a donné à entendre qu'un kandak partiellement entraîné devrait occuper les postes fortifiés de la Route nº 1 et y remplir des tâches statiques et faire des patrouilles de dégagement d'itinéraire, pendant qu'un autre s'installerait dans les postes fortifiés du Zharey et du Panjwayi. Le troisième kandak d'infanterie deviendrait une force mobile à utiliser au besoin[72]. Il y avait deux points de vue sur la façon dont ce kandak « d'attaque » pourrait servir : le point de vue limité prévoyait que le kandak opérerait dans les zones situées entre les deux autres kandaks dans le Zharey et le Panjwayi, tandis que, selon le point de vue plus large, ce kandak pourrait fonctionner comme le GT régional (Sud), possiblement pour le 205e Corps[73].

Malheureusement pour la FO Kandahar, le 2e Kandak de la 1-205 Brigade, encadré par les Canadiens, était le kandak d'attaque désigné depuis septembre 2008. Les conséquences de ce changement étaient considérables. Selon la structure existante de la 1-205 Brigade, un kandak était déployé dans le Zharey, un autre dans le Panjwayi et des éléments du troisième dans l'Arghandab et le Maywand. Tous étaient liés à l'infrastructure tactique : ils exécutaient des patrouilles de sécurité locales et essayaient de travailler avec la police afghane. Le retrait du kandak d'attaque pour l'envoyer ailleurs aurait un effet nuisible sur cette structure, s'il n'y avait pas d'unité de remplacement. Or, c'est exactement ce qui s'est passé plus tard en octobre, décembre et janvier.

La question se posait toujours : il fallait plus de forces afghanes pour la province de Kandahar, et le Canada ne pouvait les obtenir. Selon toute probabilité, l'effondrement de l'influence stratégique du Canada à Kaboul a contribué à affaiblir toute tentative que notre pays faisait pour exercer un pouvoir relatif au ministère afghan de la Défense ou dans les cercles présidentiels (comme nous le verrons plus loin). Selon un autre point de vue, le centre du pouvoir relativement au déploiement des kandaks résidait dans le CTCS-A et au QG FIAS, et c'était l'influence britannique dans ces entités qui était décisive. L'incapacité du Canada d'obtenir plus de troupes de l'Armée afghane pour la province resultait vraisemblablement d'une certaine combinaison de ces deux points de vue.

Peu importe le point de vue adopté, la situation a permis aux Britanniques de « soutirer » aux forces canadiennes un kandak afghan qui aidait celles-ci à sécuriser la ville de Kandahar et qui a été envoyé à maintes reprises dans la province d'Helmand pour renforcer la situation des Britanniques. On pourrait faire valoir que ceux-ci rendaient service aux Canadiens en retour en employant les compagnies du GT régional (Sud) dans la province de Kandahar. Or, l'accablant besoin d'obtenir des soldats afghans pour aider la police afghane et protéger la population du pays importait sans doute plus que de retirer un kandak afghan qui était de plus en train d'établir des relations avec la population. Tous comptes faits, ce n'était pas une bonne affaire que d'avoir quelques compagnies britanniques qui venaient mener quelques opérations, puis partaient pour une autre province.

Il y avait d'autres mauvaises nouvelles. Les relations entre les chefs de l'Armée afghane dans la province de Kandahar et le nouveau gouverneur étaient houleuses. En effet, le gouverneur Raufi continuait de se comporter comme il le faisait quand il était major-général, et c'était une attitude que l'actuel commandant du 205e Corps, le Mgén Sher Mohammad Zazai, détestait. Une conséquence a été le retrait des représentants de l'Armée afghane du Centre de coordination des opérations de province au Palais, ce qui réduisait le niveau de coordination des mesures de sécurité[74]. Dans l'ensemble, l'automne de 2008 a été une période de transitions profondes à tous les niveaux de l'appareil de sécurité afghan dans la province.

Le développement : l'Équipe de reconstruction provinciale et la FO Kandahar, en septembre et octobre 2008

Les modifications apportées par la nouvelle stratégie canadienne avaient des conséquences pour l'ERP, elle-même sujette à des fluctuations pendant l'automne de 2008. En résumé, on peut dire qu'il existait une lutte quant à savoir qui contrôlerait l'ERP : les autres ministères (AM) ou l'Armée canadienne? Les arguments en faveur des AM comprenaient notamment l'idée que, pour donner suite aux nouveaux impératifs formulés par le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan, plus de fonctionnaires fédéraux étaient nécessaires en Afghanistan et qu'il leur fallait une voie hiérarchique plus claire pour faire rapport à ce Comité. Les arguments contraires reposaient sur le refus des militaires de laisser des civils inexpérimentés et n'ayant aucune responsabilité en matière de commandement contrôler des opérations militaires (en particulier, celles se rapportant à la protection de la force et à la COCIM). Cette impasse a persisté pendant l'automne de 2008. Puis il y a eu une entente au sujet d'une nouvelle structure en janvier 2009. Mais la relation demeurait fragile. Pendant ce temps, l'ERP perdait son conseiller juridique militaire; ce dernier, rappelé à Ottawa par le Juge-avocat général, n'a pas été remplacé. Cela mettait fin au rôle des militaires dans les initiatives concernant la primauté du droit en Afghanistan[75].

Les plus importants changements apportés aux opérations de l'ERP se sont produits pendant l'automne 2008. Le Lcol Woodworth, en examinant le Plan d'action provinciale provisoire et le Plan d'action Kandahar, s'est senti inquiet par le manque de coordination dans les districts de Zharey et de Panjwayi. De toute évidence, les AM mettraient davantage l'accent sur la ville de Kandahar, surtout après l'évasion de Sarposa, et si des mesures institutionnalisées n'étaient pas adoptées, les ressources affectées à la reconstruction et au développement s'épuiseraient dans les districts. Cela aurait pour effet d'influer sur la capacité des GT d'exécuter la fonction « Tenir ». Les GT s'occuperaient du « dégagement », mais ils avaient besoin des équipes de la COCIM pour la fonction « Tenir », car les GT passeraient à autre chose. L'idée de créer une compagnie de stabilisation réunissant un

peloton d'infanterie puisé dans les effectifs de la compagnie de protection de la force et de plusieurs détachements de COCIM était une possibilité. Des problèmes liés à la mise sur pied des forces en ont entravé la mise en œuvre à l'automne de 2008, mais au moins, l'idée demeurait[76].

L'autre composante était le rôle des centres interarmées de coordination de district (CICD). L'idée que les CICD puissent avoir des fonctions élargies a aussi pris forme au début de 2008. Le Lcol Woodworth voulait que les AM soient plus présents dans les districts par le biais des CICD, qui deviendraient en quelque sorte des « ERP avancées ». Cependant, les autorités à Ottawa limitaient le déploiement « avancé » des employés de l'ACDI et du MAECI (même si certains auraient voulu sortir du périmètre). Ainsi, les équipes de la COCIM allaient devoir conserver un rôle important dans la mise à exécution et la vérification des projets et programmes. L'idée selon laquelle une compagnie de stabilisation et un CICD existeraient dans chaque district contesté pour gérer les trois lignes d'opération (sécurité, développement, gouvernance), puis qu'ils seraient à même de cerner les problèmes dans les sous-districts et de s'y attaquer, a pris racine tout au long de l'automne de 2008[77], mais diverses parties s'y opposaient vigoureusement. Certains éléments ne voyaient pas comment les opérations de la compagnie de stabilisation/des CICD se rapportaient à la nouvelle stratégie du gouvernement canadien et étaient obsédés par l'interprétation dogmatique des paramètres de référence et des priorités. D'autres voulaient « combattre les icônes rouges » et se tenir loin de tout ce qui s'apparentait au développement. D'autres encore voulaient que les rares ressources humaines soient affectées à leurs projets. À l'hiver 2008, le Lcol Woodworth et son état-major n'avaient pas réussi à mettre en œuvre tout ce qu'ils estimaient nécessaire. Dans un sens général, deux solitudes s'étaient formées à la fin d'octobre : l'Armée de terre préoccupée principalement par les districts, et les AM mettant l'accent sur la ville de Kandahar[78].

Cela dit, une évolution considérable s'est produite pendant ce temps dans le système de reconstruction et de développement de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) axé sur les mécanismes qu'étaient le comité de développement provincial, l'assemblée de développement des districts et le conseil de développement communautaire. Une augmentation du nombre des employés civils au sein de l'ERP, en particulier celui des employés de l'ACDI, et un accent accru mis sur la mission ont favorisé les progrès sur ce plan. Au niveau de l'ambassade, l'ACDI s'est délestée de presque toute autre initiative dans le pays afin de se concentrer sur Kandahar, la part des fonds de l'ACDI affectés au sud passant alors de 17 p. 100 à 50 p. 100. Le plus important changement a été la revitalisation du Comité de développement provincial. Le remplacement d'Asadullah Khalid par le général Raufi, conjugué aux efforts de Rhonda Gossen de l'ACDI (et d'Andrew Scyner, qui avait fait partie de rotations antérieures de l'ERP et qui a garanti la continuité du

soutien), a été déterminant dans ce contexte. Des groupes de travail sectoriels ont aussi été mis sur pied, ce qui a aidé le gouvernement provincial à établir des liens avec les ministères responsables du gouvernement national tels que le ministère du Relèvement rural et du Développement. Tout le système est revenu à la case départ : de nombreux membres du personnel d'Asadullah Khalid l'ont accompagné au moment de son départ, et il n'y a eu aucun transfert des pouvoirs. En août 2008, le gouvernement provincial a dû se reconstruire encore une fois, six ans après la défaite des talibans en 2002, et trois ans après le déploiement de la première ERP canadienne[79].

Le système n'était pas parfait, mais les Afghans et les Canadiens avaient récolté les fruits de trois ans d'efforts acharnés. Les fonds pouvaient parvenir beaucoup plus facilement à Kaboul et à Kandahar depuis le Canada (voir la figure 4-6). La « porte d'écluse » au niveau provincial était désormais ouverte, sous la direction de Raufi, et il était clair aux yeux de tous que le véritable obstacle avait été Asadullah Khalid pendant tout ce temps. Le problème résidait désormais dans l'insurrection au niveau des districts. En théorie, c'était sur ce plan que les compagnies de stabilisation de l'ERP et les centres interarmées de coordination de district devaient entrer en jeu, de concert avec les forces de sécurité canadiennes et afghanes.

Malheureusement, les conflits de personnalités gênaient l'effort de développement au niveau de la FO Kandahar, et ils étaient intensifiés par les différences culturelles entre l'ACDI, le MAECI et l'Armée canadienne. Sur le plan culturel, l'ACDI était habituée à traiter avec des « partenaires d'exécution » qui étaient en général des systèmes neutres chargés de fournir l'aide humanitaire. Certains employés de l'ACDI avaient du mal à percevoir les unités de l'Armée canadienne comme étant des « partenaires d'exécution »; d'autres jugeaient cela impossible, en raison de convictions idéologiques personnelles, et d'autres encore exprimaient ouvertement du mépris à l'endroit des militaires au cours de ce qui était censé être des réunions inter-organismes cordiales. Certains officiers canadiens croyaient que l'ACDI se comportait comme n'importe quelle autre organisation non gouvernementale l'aurait fait, plutôt que comme un organisme du gouvernement canadien. Ils croyaient que certains membres du personnel de l'ACDI désapprouvaient les opérations que la FO Kandahar menait au niveau des districts.[80]

Certains employés de l'ACDI avaient du mal à s'adapter aux opérations d'information et à la mesure des effets. Par conséquent, ils donnaient l'impression aux militaires d'être naïfs et idéalistes. Un représentant de l'ACDI a déclaré avec arrogance que l'Armée nationale afghane ne devait pas intervenir dans la prestation de l'aide humanitaire. Ce point de vue n'aurait pas dû être. Selon eux, les Afghans ne devaient pas s'attribuer le mérite d'avoir fourni l'aide canadienne. Le Bgén Thompson a rappelé à cette personne que l'Afghanistan était le pays des Afghans et qu'ils pouvaient y faire ce qu'ils voulaient; le Canada était là pour les soutenir. Il était quasi impossible pour les planificateurs d'effets d'obtenir des

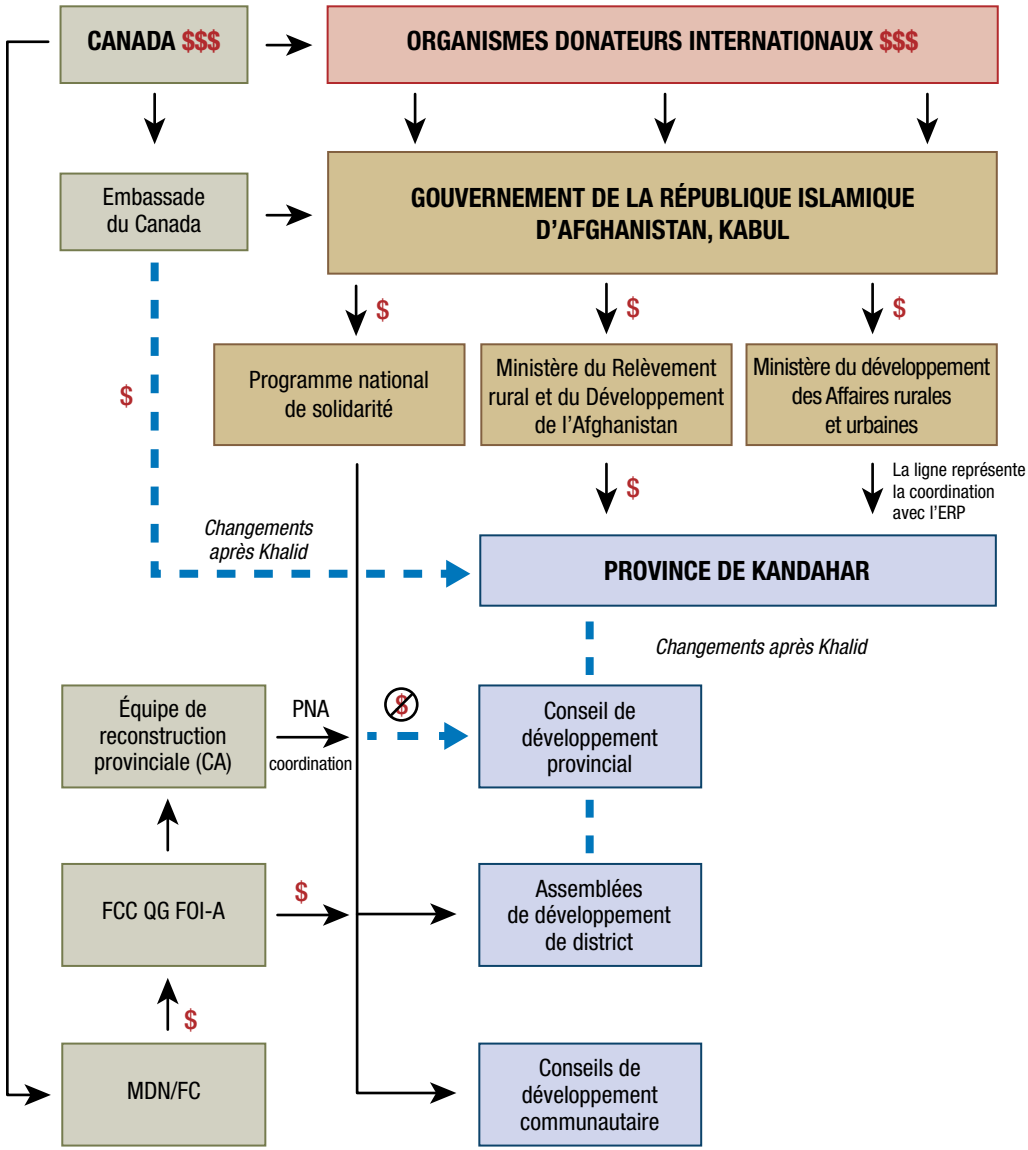


Figure 4-6 : Flux des fonds affectés au développement, province de Kandahar, de 2007 à 2009. *Fondé sur un briefing de l'ERP à l'auteur, Kandahar, février 2009

renseignements de la part de certains représentants de l'ACDI, mais des membres plus jeunes du même personnel apprenaient comment la « tribu de l'Armée » fonctionnait et tentaient d'établir des ponts personnels et conceptuels avec elle. Certains plans de développement de l'ACDI axés sur l'emploi de partenaires d'exécution autres que l'Armée canadienne n'ont pas abouti, de sorte que les représentants de l'ACDI ont finalement dû demander l'aide de la FO Kandahar, ce qui les a humiliés. La FO Kandahar s'est fait un plaisir de leur prêter main-forte[81].

De nouvelles initiatives de la part de Kaboul

Les problèmes persistants liés aux forces de police afghanes, au système juridique et à leur relation avec la primauté du droit au niveau le plus bas de l'appareil gouvernemental a incité le commandant de la FIAS, le général David McKiernan, à prendre les rênes, remanier l'approche existante et en systématiser une version cohérente. Le général McKiernan comprenait que l'approche descendante adoptée par les pays signataires de l'Accord de Bonn et leurs piliers en 2002 ne fonctionnait pas. Pendant toute l'année 2008, le commandant de la FIAS a collaboré avec le gouvernement afghan, le ministre de l'Intérieur, le CTCS-A, la MANUA et divers pays donateurs, y compris le Canada. Leurs discussions ont abouti à une série de programmes qui ont influé sur les opérations du Canada dans la province de Kandahar.

Faisant fond sur les programmes existants de la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) et du Programme de perfectionnement ciblé par district conçus pour professionnaliser la police au niveau des districts, les autorités ont reconnu que les services de police avaient besoin de l'appui d'un bon régime de gouvernance et qu'il devait exister entre ce dernier et eux une collaboration réelle. Le gouvernement Karzai a créé la Direction indépendante pour la gouvernance locale (DIGL), dont le rôle consistait à surveiller les gouverneurs des provinces et la relation qu'ils entretenaient avec les chefs de district qu'ils nommaient. En 2008, la DIGL a mis en œuvre le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan (PSSA), qui était censé travailler avec les collectivités locales dans le contexte de la gouvernance des districts pour régler les différends en combinant les pratiques locales et celles du gouvernement afghan. Comme nous l'avons vu, les assemblées de développement et les conseils de développement qui existaient déjà s'occupaient des questions de développement, mais non du règlement des différends ou des conflits juridiques. Le PSSA devait faire contrepoids aux assemblées de développement des districts et aux conseils de développement communautaires[82].

Dans un contexte idéal, la PNAOC arriverait dans un district, et la police de ce dernier serait emmenée suivre le programme de perfectionnement ciblé par district (PCD). Ensuite, les partenaires d'exécution de la DIGL viendraient mettre sur pied les conseils

communautaires et de district et travailleraient avec le gouverneur et le chef de district pour s'assurer de l'efficacité de ces liens. Le financement affecté au PSSA servirait aussi à fournir des programmes élargis de formation de la police; à « aligner les salaires et les avantages de la PNA sur ceux de l'ANA afin de combattre la corruption et la désertion; renforcer l'intégration totale de la PNA dans les institutions locales […][83] » [Traduction]

Le Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA) constituait une autre initiative. Il visait à créer des milices communautaires formées par les Forces spéciales étasuniennes, mais administrées par la police de district, une fois qu'elles auraient suivi le programme de PCD. Le PPPA suscitait de vives controverses, et sa mise en œuvre posait problème. Comme nous l'avons vu, les programmes de désarmement établis en 2003 et celui qui leur a succédé, à savoir le programme de Démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI), étaient conçus pour éliminer les fusils AK-47 de la rue et réduire le pouvoir coercitif des milices tribales et ethniques. Certains ont vu là un retour en arrière dans le PPPA en disant qu'il était fondé sur un modèle vietnamien utilisé en Iraq, mais ne s'appliquant pas nécessairement à l'Afghanistan, et ils se sont opposés à sa mise en œuvre. D'autres ont fait valoir que le programme reposait sur l'arbaki historique (la police tribale) et que la présence d'une force de police communautaire permettrait à la population de se défendre contre les insurgés. Des variantes du programme ont été adoptées pour calmer les critiques, et le Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA) a finalement été mis en œuvre et à l'essai dans la province de Wardak. Il a fallu un certain temps avant qu'il soit établi dans la province de Kandahar[84].

Le général McKiernan a eu du mérite pour avoir cherché à s'attaquer au niveau local aux écrasants problèmes de sécurité qui se posaient au gouvernement et à ses alliés. Il restait à voir si les unités de la police afghane et les localités de la province de Kandahar profiteraient de ces programmes.

Gouvernance et légitimité

Une menace grandissante pesait sur l'effort canadien et elle avait un nom : Ahmad Wali Karzai. La FO Kandahar et la population en général savaient fort bien qu'il était la principale personne d'influence popalzaie et qu'il collaborait avec l'ancien gouverneur Asadullah Khalid pour préserver discrètement la domination des Popalzais. Les problèmes concernant le chef élu du conseil provincial n'étaient pas nouveaux, comme nous l'avons vu. Ils étaient sur le point d'empirer, ce qui a eu un effet durable sur les opérations du Canada et de la FIAS.

Au milieu de 2008, l'administration Bush, pour diverses raisons, s'est détournée de l'Iraq pour s'intéresser de nouveau à l'Afghanistan. Par suite de ce changement, la possibilité d'un « accroissement » à l'irakienne des forces étasuniennes en Afghanistan

prenait de l'élan. Les mesures préparatoires à une arrivée massive éventuelle de telles forces comprenaient l'investissement d'un milliard de dollars US par le gouvernement des É.-U. dans le sud de l'Afghanistan pour y construire une infrastructure à l'intention des forces qui devaient s'y installer. Ahmad Wali Karzai a voulu s'assurer la participation des entreprises de construction de la province de Kandahar et diriger un consortium pour absorber la plus grande partie possible de cet argent[85]. Le concept canadien des conflits d'intérêts ne s'appliquait pas dans ces circonstances, et il était probable que le gros de ce consortium se composait d'entreprises appartenant à des copains d'Ahmad Wali Karzai.

L'idée d'un monopole exercé par Ahmad Wali Karzai et, partant, par les Popalzais à l'égard de marchés d'une valeur d'un milliard de dollars était trop effarante à envisager pour certains officiers de la FO Kandahar. Tout d'abord, cela renforcerait la conviction grandissante que seuls les Popalzais profitaient des projets, ce qui ajouterait aux mécontentements tribaux existants que les talibans et autres entités pourraient exploiter. En deuxième lieu, pareil monopole absorberait la capacité existante limitée des industries locales de la construction et des services de sécurité dans la province de Kandahar, ce qui réduirait la capacité de l'ERP d'atteindre ses objectifs au chapitre du développement. Troisièmement, le monopole risquerait d'accabler et de déformer les mécanismes sur lesquels l'ERP travaillait, par exemple le Comité de développement provincial.

Le Lcol Woodworth s'inquiétait particulièrement de l'émergence grandissante d'Ahmad Wali Karzai en tant que personne d'influence manifestement malveillante. Cela s'est produit après le renvoi d'Asadullah Khalid en août 2008, et l'ERP a bien vu les liens que ce dernier établissait avec les nouveaux dirigeants de la police locale et sa participation à d'autres activités « en dehors des heures normales ». Le Col Jamie Cade, au QG FO Kandahar, comparait la situation à celle des *Sopranos*, exposée dans une série télévisée populaire de l'époque portant sur le crime organisé dans le New Jersey. Il n'existait aucun consensus sur les mesures à prendre face au problème, et aucune directive stratégique bien réfléchie n'était fournie par l'ambassade ou Ottawa[86].

À première vue, le remplaçant d'Asadullah Khalid était un personnage impressionnant. Le général Rahmatullah Raufi commandait le 205e Corps en 2006 et il avait eu d'étroites relations de travail avec des commandants canadiens précédents. C'était aussi un homme religieux qui comprenait le rôle clé de la choura Oulema de Kandahar, une organisation qu'Asadullah Khalid avait complètement marginalisée[87]. Une des premières interventions du Gén Raufi a été de faire le point sur le Comité de développement provincial. Le personnel de l'ERP espérait établir avec lui une relation mutuellement avantageuse. À ce moment-là, toutefois, on ne savait pas au juste si cet homme de principe arriverait à tenir tête à Ahmad Wali Karzai, ou s'il pourrait traiter avec les intermédiaires du pouvoir de Kandahar et renverser l'érosion de la légitimité du gouvernement, une somme d'un milliard

de dollars US étant en jeu. Le Lcol Woodworth a constaté à l'époque que « le contrat social dans la province de Kandahar était en pièces et qu'il fallait le reconstruire[88] » [Traduction].

L'ERP continuait d'envoyer des équipes de la COCIM dans les divers districts comme auparavant, en accordant la priorité au Zharey, au Panjwayi, au Dand et à l'Arghandab. L'équipe de la COCIM avait un avant-poste avec le 2-2 Infanterie à la FOB Hutal dans le Maywand, mais ce détachement n'avait pas de moyen de transport. L'équipe de la COCIM a maintenu une présence dans le Spin Boldak après le départ de l'escadron de reco en septembre. En général, cette équipe se tenait au courant de ce que le Centre interarmées de coordination de district faisait et rendait compte des détails des multiples tentatives faites par des bombes humaines pour assassiner le Col Abdul Raziq. Elle a aussi pu faire exécuter une évacuation sanitaire quand un véhicule de la MANUA fourni par l'Organisation mondiale de la santé a été touché par une bombe humaine qui a tué une personne et en a blessé 15 autres[89].

À l'automne de 2008, l'ERP observait aussi davantage le district de Daman, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, le Daman reliait la ville et l'aérodrome de Kandahar. L'accent accru mis sur la capitale provinciale a mené à une surveillance minutieuse du Daman. Ensuite, l'activité ennemie avait augmenté sur la Route nº 4, et il y avait plus d'attaques à la roquette que d'habitude contre l'aérodrome. Il y a même eu une tentative d'enlèvement d'ouvriers de l'Agence de déminage de l'Afghanistan[90]. Des efforts avaient été faits en 2007 pour établir un lien entre l'équipe de la COCIM et l'escadron du Régiment de la RAF qui protégeait l'aérodrome, mais l'insuffisance des ressources de l'ERP avait limité la capacité du Lcol Bob Chamberlain d'avoir un effet dans le Daman[91].

Quand l'équipe de la COCIM est arrivée dans le Daman et qu'elle s'est mise en rapport avec le chef et la police du district, elle a constaté que le district était stable et calme. La Direction nationale de la sécurité (DNS) surveillait de près les localités favorables aux talibans et où la principale arme des insurgés consistait à distribuer des lettres nocturnes et à recourir à d'autres formes d'intimidation de bas niveau. La DNS savait qui était le chef parallèle taliban du district et où il vivait à Quetta. La police a exécuté des raids et tué des talibans en petit nombre. Elle se préoccupait moins des initiatives lancées par la ville de Kandahar pour affirmer la primauté du droit, et elle tuait tout insurgé récidiviste. Il y avait aussi dans le Daman une assemblée de développement du district qui fonctionnait[92].

L'équipe de la COCIM a appris que le principal facteur déstabilisant n'était pas les talibans, mais bien Ahmad Wali Karzai. Les anciens de trois villages « ont affirmé qu'Ahmad Wali Karzai avait menacé les habitants de Nakline en les sommant de quitter le village parce que le terrain appartenait au gouvernement. Ils vivaient là depuis dix ans et ne voulaient pas partir. [Un aîné] a déclaré que Karzai voulait les terrains pour pouvoir ensuite les vendre et réaliser un profit personnel[93]. » [Traduction] En fait, le Daman était principalement popalzai, et les alakozais y

étaient en minorité. Les membres de la choura de Duman ont informé l'équipe de la COCIM qu'Ahmad Wali Karzai installait des Popalzais sur les terres d'alakozais. Les alakozais ont alors boycotté la choura de Daman pour protester. Ils ont protesté auprès d'Haji Agha Lalai Dastagiri et de Karimullah, les deux seules personnes d'influence alikozaies qui restaient, mais en vain : « Les Popalzais sont mieux représentés dans l'appareil gouvernemental et ont des liens avec la FIAS et les talibans […] [Haji Agha Lalai Dastagiri] est un subalterne d'Ahmad Wali Karzai et craint de perdre son poste[94]. » [Traduction]

Les talibans exploitaient les situations telles que celles du Daman pour profiter de la légitimité fléchissante du gouvernement. Les nouvelles circulaient vite dans la province de Kandahar, trop vite pour que les opérations d'information canadiennes y ripostent promptement. En l'occurrence, une réplique était impossible. La FIAS et, partant, le Canada étaient perçus comme faisant partie du problème à cause de leur relation avec Ahmad Wali Karzai — peu importait qu'il fût élu ou non. Dans leur nouvelle stratégie, les Canadiens faisaient de grandes déclarations sur la primauté du droit, sur l'amélioration concrète de la gouvernance fondamentale, et ainsi de suite, mais les obstacles précis tels que la présence d'Ahmad Wali Karzai étaient apparemment inexistants dans ce cadre théorique. Si le Canada appuyait le gouvernement afghan et qu'Ahmad Wali Karzai en faisait partie, le Canada se trouvait-il à appuyer ses activités illicites? C'était le raisonnement qui alimentait les discussions dans les maisons de thé et les bazars des districts provinciaux et de la ville[95]. Dans leurs opérations d'information, les Canadiens n'ont aucunement répliqué à ce message d'une façon catégorique ou systématique.

Fin des opérations dans le district de Ghorak

Les opérations dans le district de Ghorak, que les quartiers généraux successifs de la FO Kandahar considéraient comme un irritant, ont finalement pris fin au cours de cette rotation. Le catalyseur a été une attaque au mortier exécutée contre le centre de district les 3 et 4 octobre. La police afghane en occupait l'installation. Des demandes adressées au Commandement régional (Sud) par l'intermédiaire du CCO-P pour obtenir l'aide d'une plate-forme de reco et une démonstration de force aérienne ont été rejetées. La FO Eagle Assault refusait d'exécuter une mission d'évacuation sanitaire aérienne à cause de l'incapacité des forces présentes dans le Ghorak de la convaincre qu'il y avait là des forces terrestres compétentes capables de contrôler la zone d'atterrissage. Un hélicoptère militaire afghan Mi-17 a exécuté l'évacuation, mais quand les « blessés » ont été amenés à l'hôpital de rôle 3, il s'est avéré que c'était des parents du chef de police du district. Après deux autres jours d'attaques au mortier signalées, la FO Kandahar a ordonné au 2-2 Infanterie d'envoyer une compagnie d'infanterie au centre de district (Op SUK JANUBI). Des hélicoptères CH-47 de la FO Eagle Assault ont amené la compagnie sur les lieux au moyen de deux vols.

Les équipages y ont trouvé cinq policiers blessés, mais la situation était loin d'être aussi désespérée que les rapports l'avaient fait croire. Le Lcol Hurlbut et son état-major étaient quelque peu contrariés : « Une fois arrivées sur les lieux, les troupes ont constaté que la situation n'était pas aussi précaire que le prétendait le chef du district de Ghorak. En fait, la Police nationale afghane présente a déclaré que son dernier contact avec les insurgés datait déjà de six jours. » [Traduction] D'autres engagements avec les relais d'influence le confirmèrent[96].

Selon la FO Kandahar, toute la situation dans le Ghorak était axée sur la drogue. La police était là pour protéger un itinéraire d'acheminement de la drogue qui faisait concurrence à un itinéraire semblable de quelqu'un d'autre. Ces concurrents avaient des liens avec les talibans, de sorte qu'il était dans l'intérêt de tous ces acteurs de supprimer le contrôle de « la police » dans la région. La FO Kandahar a finalement déclaré aux Afghans qu'elle ne pouvait plus appuyer le ravitaillement du centre de district de Ghorak et que, comme ils avaient montré qu'ils pouvaient organiser une évacuation sanitaire avec leurs propres hélicoptères, ils étaient à même de gérer la situation eux-mêmes. Le ministère de la Défense n'a voulu rien à voir avec le Ghorak non plus; Bismillah Khan, ministre de la Défense, ne voulait pas que ses appareils soient employés à cette fin. Hamid Karzai a exercé personnellement de solides pressions sur le Commandement régional (Sud), le 205e Corps et la FO Kandahar, mais toutes ces entités lui ont tenu tête. La solution de compromis a été la suivante : le 205e Corps transporterait les participants aux rotations de la police à bord d'hélicoptères Mi-17, mais personne d'autre n'interviendrait. Cela s'est produit à la fin de novembre, et les Afghans ont alors montré avec succès leur sens de l'initiative et de la planification[97].

En définitive, l'effort était intenable. À la mi-janvier 2009, des rapports sont parvenus au centre de coordination provincial selon lesquels le centre de district avait été abandonné et que les agents de police avaient déserté. Le chef de district et le chef de police du district ont été aperçus à Kandahar en train de dépenser la paie des agents. Quand on l'a confronté sur la situation, le gouverneur a dit ne pas blâmer les agents d'avoir déserté, puisqu'ils n'avaient pas été payés. Le personnel du centre de coordination provincial a conclu que le gouverneur « ne [semblait] pas se sentir suffisamment sûr de lui pour faire des démarches auprès de Kaboul et régler la querelle[98] » [Traduction].

Le 13 janvier, les insurgés sont arrivés et se sont rendus maîtres du district. Ils « se sont félicités mutuellement d'avoir capturé le centre de district et ont confirmé que les véhicules, armes et munitions y avaient été laissés » [Traduction]. Quand la population a protesté auprès du Bgén Matiullah, il a refusé d'envoyer d'autres agents de police à moins que l'Armée nationale afghane ne soit présente en permanence dans le Ghorak. C'est ainsi qu'a pris définitivement fin le rôle des forces canadiennes dans ce district.

L'ELMO et les opérations dans l'Helmand, en octobre 2008

Les mentors canadiens de l'ELMO et leurs homologues sont devenus les éléments de deux opérations d'envergure exécutées tard en 2008 dans la province d'Helmand, en raison du fait que le 2e Kandak de la 1-205 Brigade était désormais un kandak « d'attaque » et, partant, une entité déployable. D'août à octobre, les insurgés ont lentement accru leurs effectifs dans l'Helmand, puis ils ont saisi trois localités à l'ouest de la capitale, Lashkar Gah. Entre les 8 et 10 octobre, ils ont dirigé des tirs indirects sur la ville et exécuté des attentats suicides dans celle-ci. Le 11 octobre, des hélicoptères d'attaque AH-64 Apache britanniques ont perturbé un assaut terrestre mené dans les banlieues de la ville, pendant que les mortiers insurgés faisaient pleuvoir leurs obus sur le Palais provincial. Cette attaque s'est produite pendant la relève sur place des Britanniques et elle visait des troupes non acclimatées. La FO Helmand croyait que l'ennemi avait infiltré et compromis le gros des forces de police, et il lui semblait que la capitale provinciale avait peut-être été perdue[99].

La situation de Lashkar Gah se transformait en une crise nationale et nécessitait la mobilisation et le redéploiement du 2e Kandad (d'attaque), qui se fit le 14 octobre. À 1800, le mentor canadien en chef, le Maj Steve Nolan, a reçu du Col Joe Shipley l'ordre d'être dans l'Helmand à 0600 le lendemain matin. L'ELMO de 36 hommes a dû partir avec six véhicules RG-31, des moyens de communication peu fiables et sans plan de soutien logistique. Les Afghans sont montés à bord de leurs camionnettes « techniques » Ford Ranger, leurs Hummer et leurs camions « International » de 10 tonnes, puis ils se sont dirigés vers l'ouest en empruntant la Route no 1 (voir les figures 4-7 à 4-9).

Les unités convergeaient vers Lashkar Gah sans aucune coordination, y compris trois kandaks qui arrivaient de Kaboul. Le 2e Kandak (d'attaque) a reçu l'ordre d'entrer dans la ville sans disposer de renseignements sur ce qui s'y passait. Les mentors canadiens ont circulé dans leurs camions RG-31 en essayant de voir où l'ennemi se trouvait, pendant que les civils essayaient précipitamment de fuir. L'équipe est allée d'une organisation britannique à l'autre pour tenter de savoir où était sa place, et personne ne s'occupait d'elle, jusqu'à ce qu'elle trouve le général Mohajum, du 3-205 Corps. Son état-major travaillait à un plan pour repousser l'ennemi, ratisser la bande verte à l'ouest de la ville, puis aller vers le sud jusqu'à Garmsir et Nawa, l'endroit où la FO Orion avait livré bataille en 2006.

Aux fins de l'Op BIA ITNAMAAN (appelée aussi ATAL-28), le 2e Kandak (d'attaque) a constitué le bataillon central parmi trois bataillons qui s'avançaient de front vers le sud en ratissant le terrain. Ce dernier était complexe : il consistait en un nombre incroyable de fossés remplis d'eau, de canaux d'irrigation de diverses tailles, de ponts et de ponceaux. Les complexes d'enceintes étaient groupés pour former des mini-forts improvisés. Le désordre des systèmes de communications compliquait toute la situation : des mentors militaires étasuniens, des mentors militaires britanniques, des mentors étasuniens de

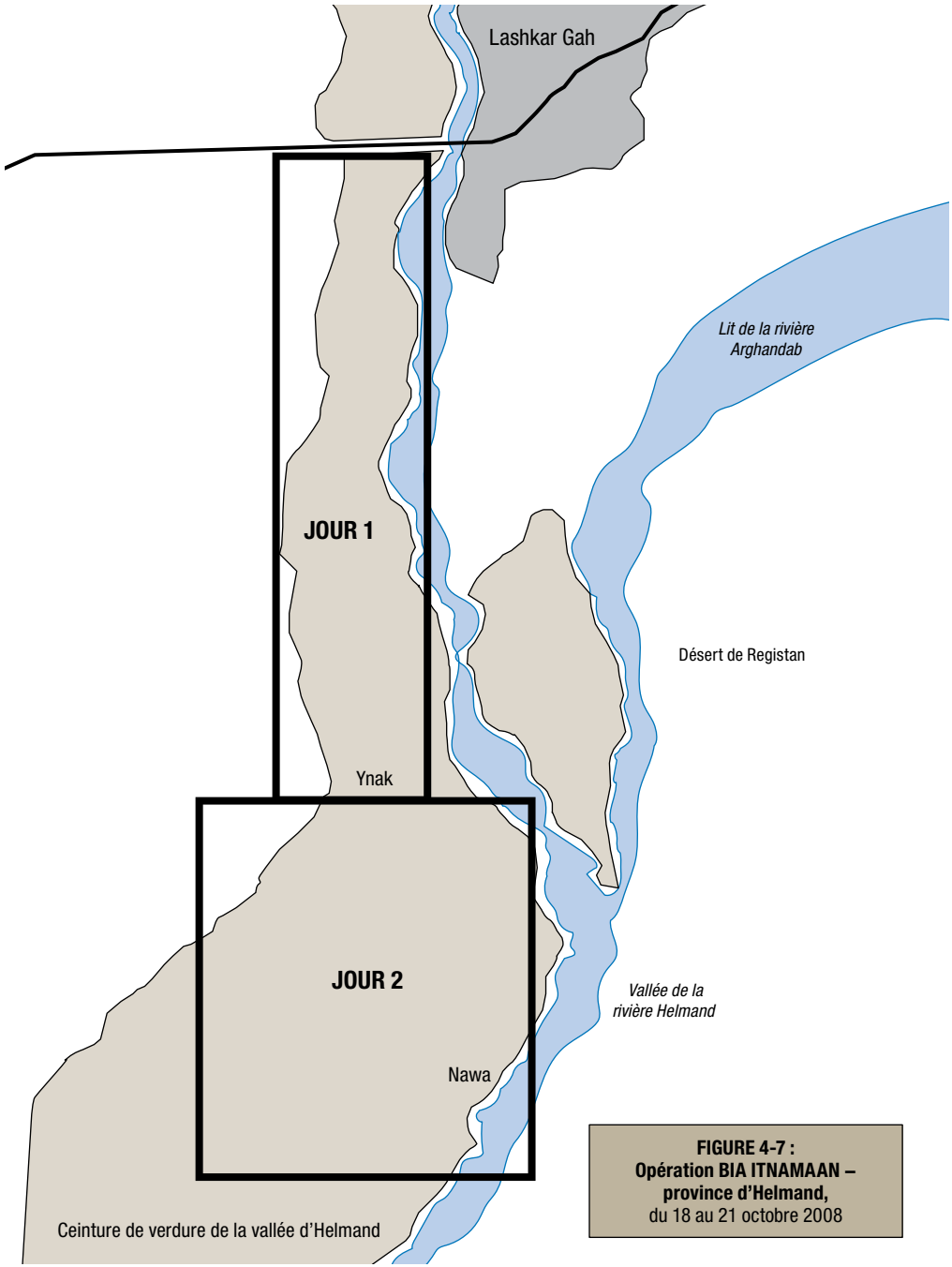


FIGURE 4-7 :
Opération BIA ITNAMAAN – province d'Helmand,
du 18 au 21 octobre 2008

Figure 4-7 : Op BIA ITNAMAAN, province d'Helmand, du 18 au 21 octobre 2008

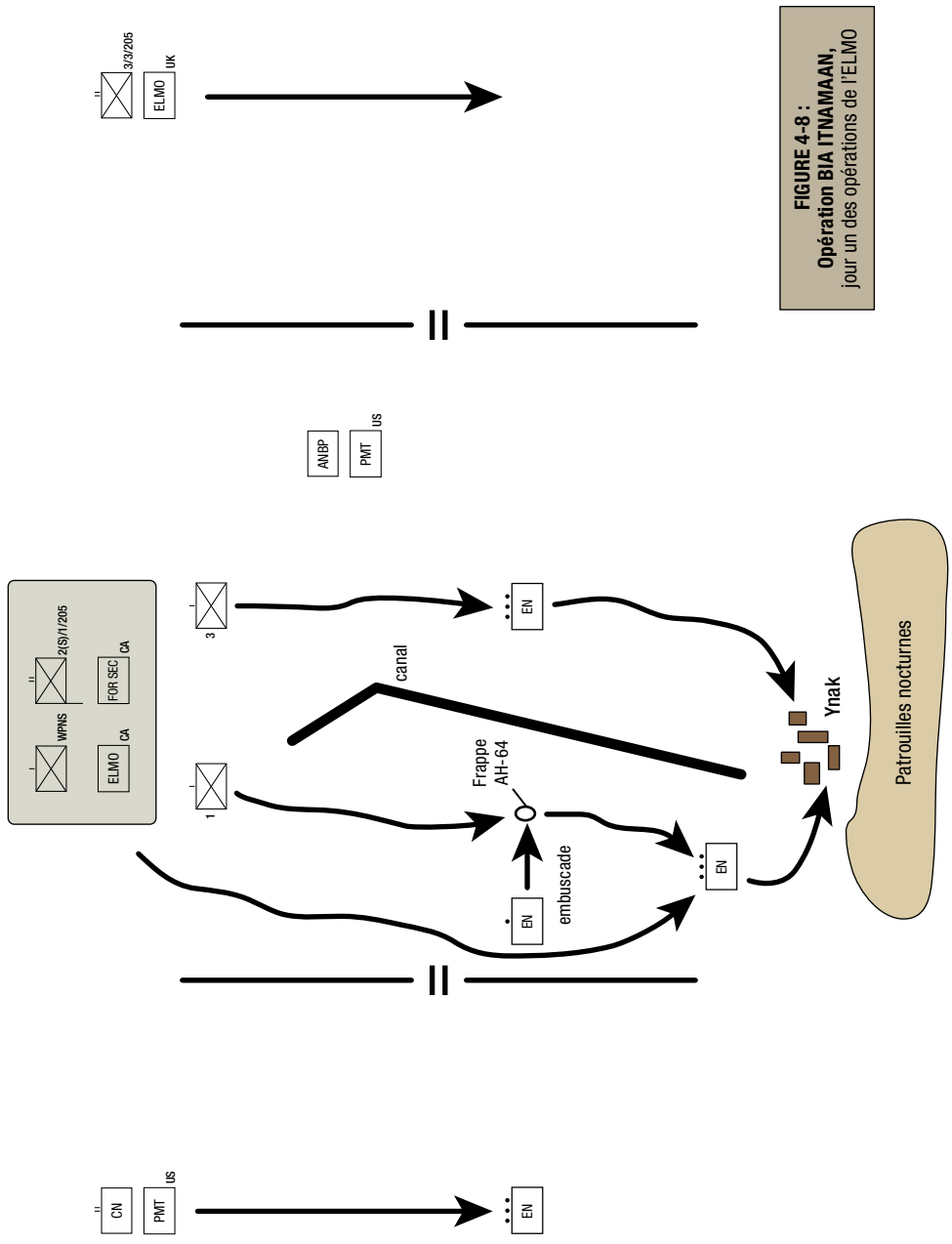


Figure 4-8 : Op BIA ITNAMAAN, jour un des opérations de l'ELMO

FIGURE 4-9 :
Opération BIA ITNAMAAN,
jour deux des opérations de l'ELMO

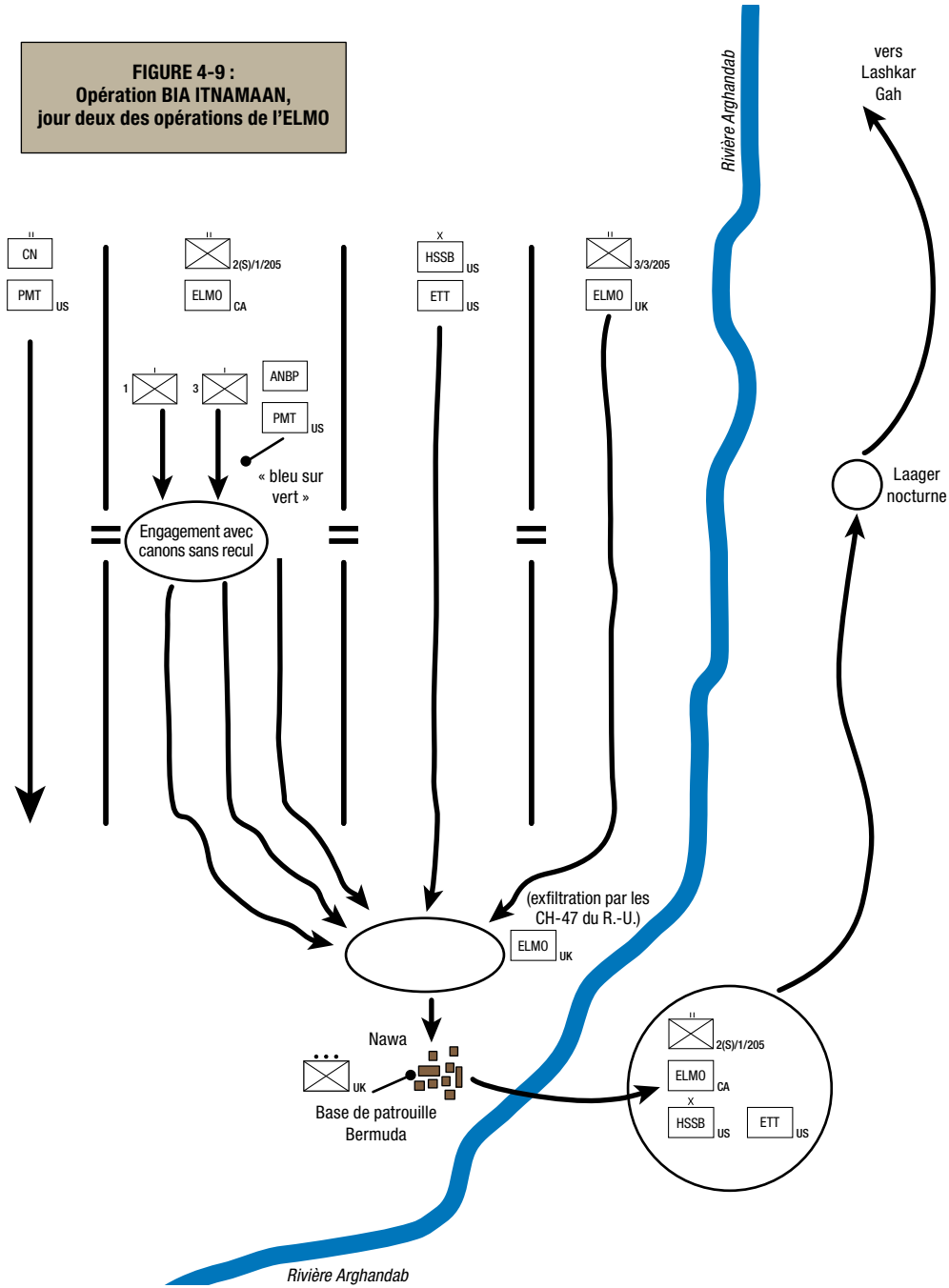


Figure 4-9 : Op BIA ITNAMAAN, jour deux des opérations de l'ELMO

la police, des services de police afghans de divers types, et ainsi de suite, chaque entité ayant ses propres appareils radio qui différaient de ceux des autres. Cela n'augurait rien de bon pour les mentors canadiens.

Le 19 octobre, les Canadiens et les Afghans franchissaient la ligne de départ à 0500 à peu près. Les bataillons de flanc (un kandak anti-drogue et un kandak de la police frontalière afghane) ont commencé à subir des pertes et se sont arrêtés. Deux avions A-10 Warthog et deux hélicoptères AH-65 Apache sont arrivés sur les lieux, mais les communications britanniques avec des aéronefs ont été rompues. L'ELMO canadienne a réussi à communiquer avec eux, et la coalition a pu mettre à profit sa puissance de feu aérienne. Une embuscade a été tendue à la 1re Compagnie et à ses Canadiens depuis un verger; il y eut une fusillade d'envergure et au moins 20 ennemis ont été tués. Les insurgés avaient une force de couverture qui a entrepris une manœuvre de retardement et qui subissait des pertes pendant que ses poseurs d'EEI et de petites équipes chargées de tendre des embuscades se dispersaient dans les petites localités. Le 2e Kandak (d'attaque) a avancé, puis a affronté et vaincu bon nombre de ces équipes tout au long de la journée. Alors qu'il progressait plus tard, il s'est heurté à un poste fortifié ennemi, bien retranché, doté d'une couverture de dissimulation et sur le point d'être occupé par des insurgés armés de canons SPG-9 sans recul. Après une autre fusillade, qui a supprimé les systèmes ennemis, le kandak s'est rendu jusqu'au village de Ynak, où il s'est mis en laager et d'où il a exécuté des patrouilles nocturnes. Les unités afghanes adjacentes ouvraient le feu sur tout ce qui bougeait avec des tirs spécifiques, de sorte que le 2e Kandak et ses mentors ont dû faire preuve de vigilance. Quand le Maj Nolan a reçu un briefing de retour à Lashkar Gah, il a appris que le 2e Kandak (d'attaque) et les mentors avaient abattu environ 60 ennemis et en avaient blessé plus de 100 autres.

Le plan a changé le lendemain. La nature du terrain favorisait l'inclusion d'un quatrième axe d'avance entre Ynak et Nawa, mais ce jour-là, les commandants de l'Op BIA ITNAMAAN ont pensé qu'ils pouvaient exécuter une poussée de 25 kilomètres jusqu'à leurs objectifs, et ce, après avoir combattu avec ardeur pendant toute une journée et franchi cinq kilomètres. Cependant, il y avait désormais l'équivalent de six bataillons dans l'ordre de bataille, ce qui faisait de cette opération la plus grande menée jusque-là par les forces afghanes — et la coalition — dans le sud de l'Afghanistan.

Le matin du 20 octobre s'est caractérisé par une série de contacts distincts avec de petits groupes d'insurgés qui utilisaient les armes dont ils disposaient et qui essayaient ensuite de disparaître. À 1300, toutefois, le kandak s'est heurté à une ligne de défense qui employait des GPF à éclatement aérien et des tirs de mitrailleuses PK dans l'espoir de briser l'attaque afghano-canadienne. Le 2e Kandak (d'attaque) a subi quelques pertes. Cette tentative ne leur ayant pas permis d'enrayer l'avance de la coalition, les insurgés se sont dispersés sous le feu de leur adversaire et ont encaissé des pertes pendant tout ce temps.

Source : Auteur

Source : Auteur

Les opérations de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel ont amené les troupes canadiennes dans la province d'Helmand aux côtés du 2e Kandak d'attaque à deux reprises, l'objectif ayant alors été d'y soutenir les forces gouvernementales et britanniques.

La chaleur et le manque d'eau ont vite obligé les Afghans et les Canadiens à faire halte vers 1500 et à refaire le plein d'eau à même les puits et les canaux, en utilisant des systèmes de purification. Les appréciations du renseignement ont révélé que le 2e Kandak d'attaque avait affronté une force ennemie de 150 hommes, mais on ne savait pas au juste quels avaient été les dommages de combat.

Les forces coalisées ont atteint Nawa. Or, l'ennemi s'est manifesté derrière les colonnes et a posé des EEI dans les routes, sans doute jusqu'à Lashkar Gah, ce qui a fait problème. L'équipe canadienne s'est immobilisée dans un bâtiment détruit portant le nom peu pertinent de Base de patrouille Bermuda, et les commandants ont alors dressé des plans pour franchir la rivière, entrer dans le désert du Reg et suivre le cours de la rivière Arghandab à l'est de celle-ci, jusqu'à Lashkar Gah au nord. Les forces sont parties le lendemain, mais elles se sont enlisées dans le désert et ont dû se mettre en laager pour la nuit. Le Maj Nolan, ses hommes et le 2e Kandak d'attaque se sont rendus dans la capitale provinciale, où ils ont été célébrés avant d'opérer un rendez-vous avec un convoi canadien envoyé pour les réapprovisionner et de retourner à Kandahar.

L'Op BIA ITNAMAAN a été essentielle pour sauver la capitale de la province d'Helmand et a montré que l'Armée nationale afghane avait grandement progressé depuis l'année 2006 où ses pelotons étaient attachés à des compagnies d'infanterie canadiennes. L'ELMO a joué un énorme rôle dans cette progression, et l'Op BIA ITNAMAAN illustrait ce qui pouvait être fait quand il le fallait.

Les opérations dans le district de Zharey, en octobre 2008

L'enchaînement des activités dans le Zharey ressemblait à celui du mois précédent. Le poste fortifié de Lakokhel a été en contact avec l'ennemi pendant 14 jours en octobre, et il est arrivé que de multiples attaques aient lieu le même jour.

La plupart du temps, les insurgés recouraient à la tactique des « tirs à la dérobée », et les Canadiens ripostaient alors avec des tirs d'artillerie. Au cours d'un contact, une patrouille canado-afghane partie de Lakokhel a été prise à partie et s'est repliée vers le poste fortifié. L'équipage d'un VBL III canadien a commencé à lui fournir un tir de couverture, mais son canon de 25 mm s'est enrayé. Le chef d'équipage, le Cplc David Tedford, s'est servi de la mitrailleuse pivotante pendant que le canonnier tentait de débloquer le canon. Ces efforts ayant échoué, le Cplc Tedford est sorti de la tourelle pour réparer le canon sous le feu ennemi. Une fois l'arme débloquée, le canonnier du VBL III a réussi à fournir un tir de suppression en attendant l'intervention de l'artillerie. La patrouille mixte est rentrée à bon port. Ses actions ont valu au Cplc Tedford d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

L'ennemi exerçait de plus en plus de pression sur le poste fortifié de Howz-e Madad à mesure que le mois avançait (huit contacts), et celui de Spin Pir a été attaqué deux fois. Vu la longueur de la Route nº 1 entre Spin Pir et la base de patrouille Wilson, trois EEI y ont été posés, et de nombreuses embuscades y ont été tendues, sans doute sous la direction des commandants insurgés Mullahim Sahib et Mullah Zergay, qui connaissaient très bien le secteur. Les patrouilles JANGISIOUX exécutées dans la région de Pashmul se sont heurtées à l'ennemi au moins quatre fois. Des roquettes ont continué de tomber sur Ma'Sum Ghar, et les chars ont continué à riposter sur les points d'origine désignés par le système HALO et d'autres aussi. Le secteur sud de Pashmul a été sondé à deux reprises au cours du mois, et il y a eu une seule embuscade sur l'itinéraire Summit (voir la figures 4-10a et 4-10b).

Le plus grand changement observé par le J2 FO Kandahar était l'accroissement marqué de la présence ennemie à Asheque, ce qu'il attribuait « en partie à l'assassinat d'Habibullah Jan » [Traduction]. Aspect important, « le commandant insurgé dont on [pensait alors] qu'il [était] responsable de Senjaray [était] Haji Adbullah, le frère aîné d'Habibullah Jan »[100] [Traduction]. Tous les habitants de l'endroit n'adhéraient pas au programme, et certains ont tué le commandant insurgé Nasrullah, un soir, alors qu'il harcelait la population. L'ennemi a déployé une équipe pour s'occuper des anciens du village à la mi-octobre en prévision de « l'éventuelle occupation » [Traduction] de Senjaray[101]. L'école a été fermée, puis vandalisée, et les actes d'intimidation à l'endroit de la population se sont multipliés. La police du Zharey hésitait généralement à aller dans les localités au sud de la Route nº 1[102].

Au chapitre du développement, il ne se passait pas grand-chose dans le district de Zharey. Quand les équipes de la COCIM abordaient la population locale, elles se faisaient dire que « la FIAS vient nous parler, mais elle ne fait rien[103] » [Traduction]. Elles ont fait savoir que Pasab, un bastion du soutien favorable au gouvernement, était en train de passer dans le camp des talibans à cause des larcins commis par la police afghane[104]. En effet, les habitants de diverses localités disaient des agents de police qu'ils étaient des « drogués » et s'abstenaient d'avoir des contacts avec eux de plus en plus[105]. La force de police du Zharey avait désespérément besoin du programme de perfectionnement ciblé par district qui, heureusement, a commencé le 8 octobre quand 40 agents de police du district sont montés à bord d'autocars à destination du Centre d'instruction régional de Herat[106].

Avec le temps, les représentants de la COCIM, du MAECI et de l'ACDI se sont réunis avec M. Sahardi, le chef de district, afin de s'entendre avec lui sur les conditions de la distribution des semences de blé[107]. L'EGC-2 a progressé en construisant 40 des 1 350 mètres que devait mesurer le canal Haji Baran. Cependant, les équipes de la COCIM ont appris qu'aucun des ouvriers, ou presque, ne vivait dans la région et que beaucoup venaient d'autres provinces[108].

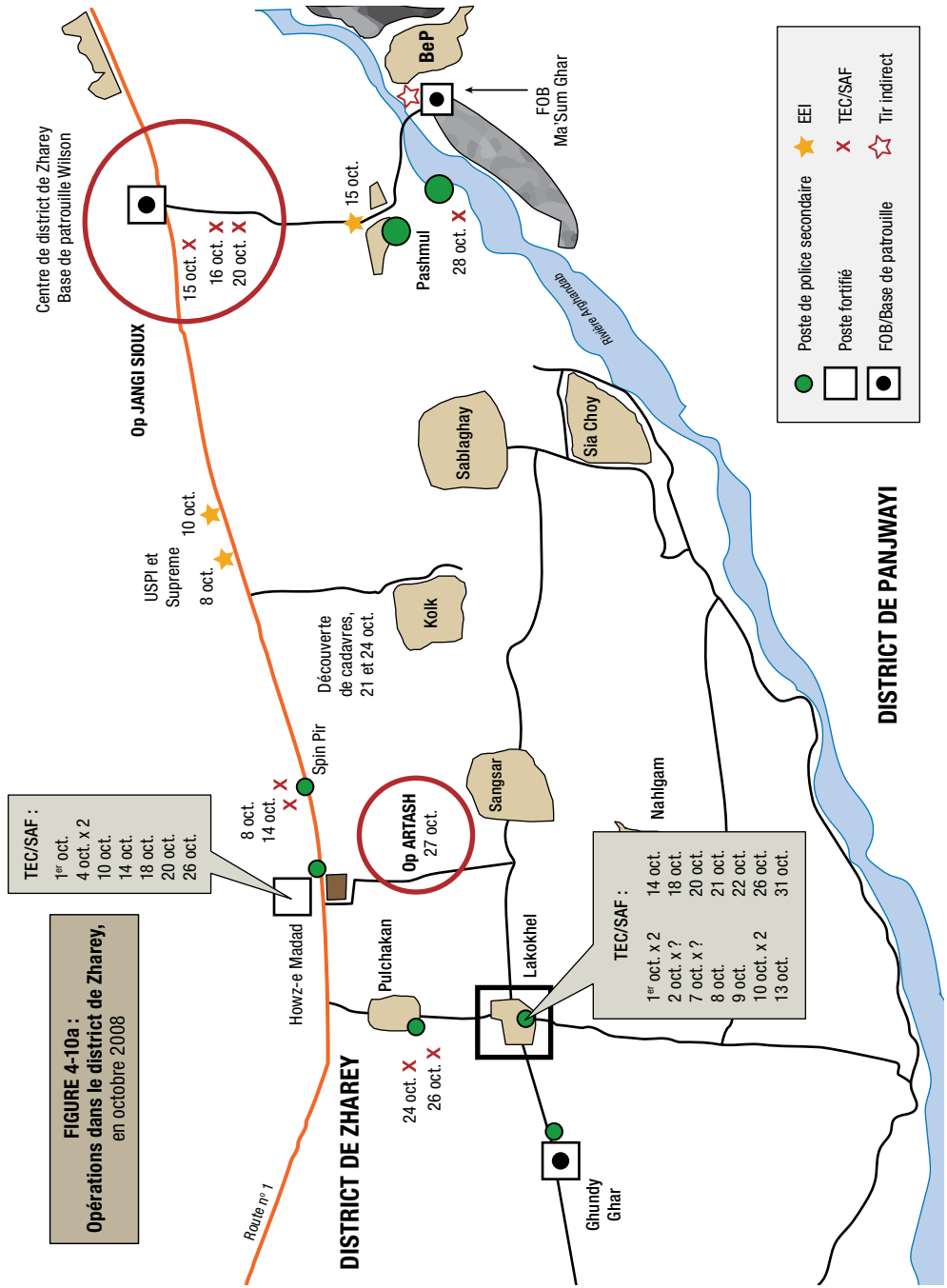


Figure 4-10a : Opérations dans le district de Zharey, en octobre 2008

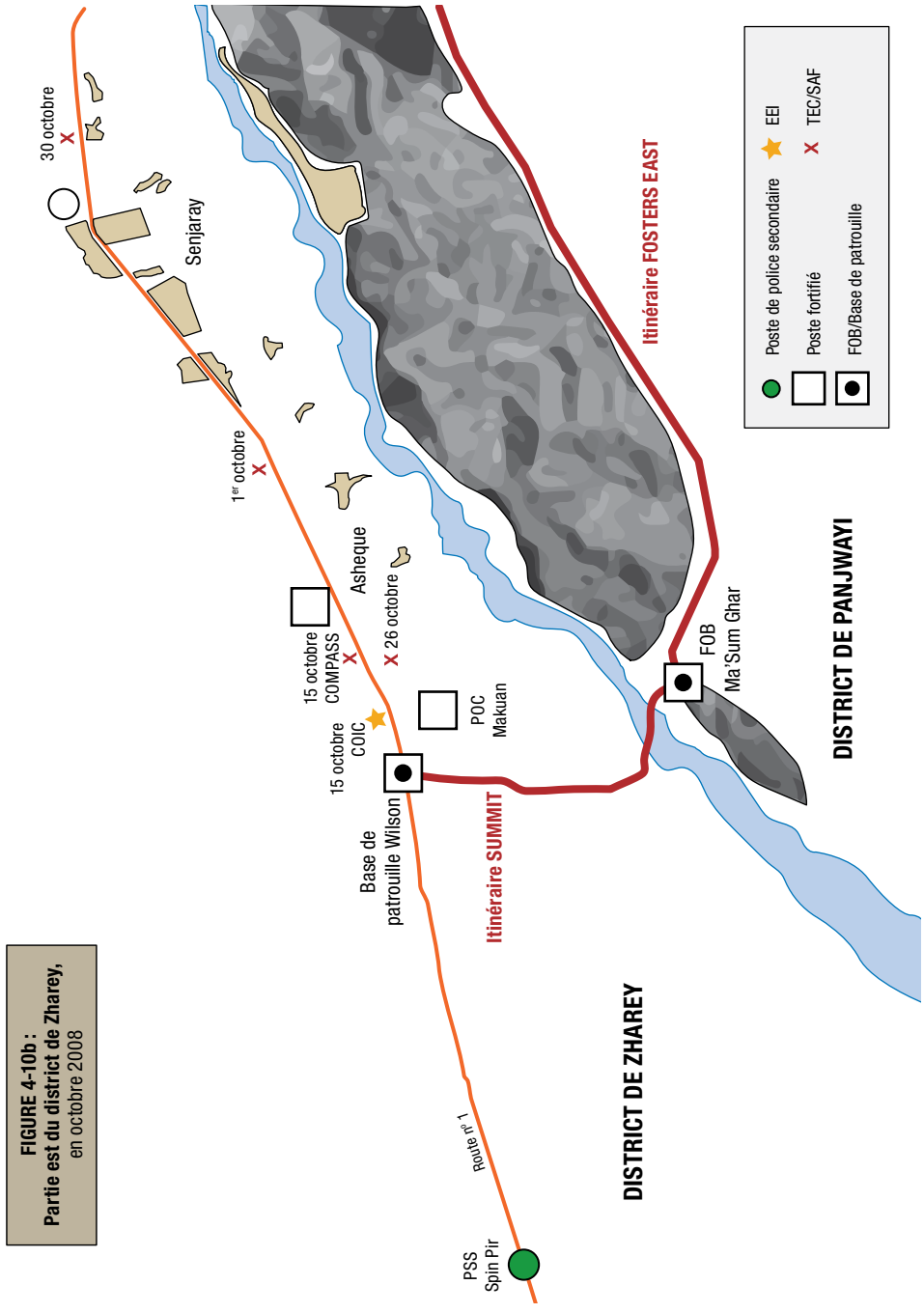


FIGURE 4-10b :
Partie est du district de Zharey,
en octobre 2008

Figure 4-10b : Partie est du district de Zharey, en octobre 2008

Le Lcol Barrett a décidé de lancer une opération au sud-est d'Howz-e Madad et au sud du secteur de Spin Pir, dans l'intention de saisir et d'exploiter l'enceinte d'un facilitateur d'EEI afin de réduire l'emploi de ces engins sur la Route nº 1. Le plan de l'Op ARTASH [Mastodonte] faisait intervenir la Compagnie N avec une compagnie de l'Armée afghane et ses mentors; la Direction nationale de la sécurité; un peloton de VBL III de la Compagnie M, un peloton de reco et un peloton de chars Leopard de l'Escadron A. La Compagnie M se dirigerait vers le sud depuis Spin Pir, s'emparerait d'une série d'enceintes et ouvrirait la route, pendant que la Compagnie N et les Afghans se déploieraient à partir d'Howz-e Madad, exécuterait un ratissage depuis l'ouest et fouillerait un deuxième ensemble d'enceintes[109].

L'Op ARTASH a commencé le matin du 27 octobre. L'ennemi a eu quelque peu recours à la tactique des « tirs à la dérobée » contre la Compagnie N : il lançait une volée de GPF et faisait feu avec des armes légères. Une casemate qui contenait une cache d'armes a été découverte, et deux hélicoptères OH-58D Warrior qui survolaient le secteur ont pris à partie une cible terrestre furtive. L'Op ARTASH n'a pas produit grand-chose en dehors de ces résultats, et les forces sont rentrées à leurs bases respectives en fin d'après-midi. L'emploi du GT contre une seule cible, sans que cela donne grand-chose, constituait une utilisation contestable des ressources[110]. En octobre, la situation dans le Zharey restait essentiellement dans l'impasse. Certains planificateurs de la FO Kandahar appliquaient au district le nom de « Colisée ».

Les opérations dans le district de Panjwayi, en octobre 2008

À bien des égards, la situation était la même dans le Panjwayi. En octobre, le programme des activités fut le suivant : attaque-sonde contre le poste fortifié de Mushan, six jours d'attaques au mortier contre le poste fortifié de Zangabad précédées par un long contact avec l'ennemi le 3 octobre, et brève attaque avec « tirs à la dérobée » à l'avant-poste de combat d'Haji. Entremêlés avec ces incidents, il y eut un certain nombre d'attaques à l'EEI le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters. Dans les environs de cet avant-poste de combat, les attaques du 3 octobre ont commencé par des tirs d'armes légères dirigées contre une patrouille débarquée de la taille d'un peloton. Un avion B-1B a largué une bombe GBU-32 sur l'ennemi, ce qui a temporairement perturbé l'embuscade. Ensuite, un mortier ennemi s'est mis à lancer des obus. Un UAV MQ-1 Predator a lancé un missile Hellfire sur la position ennemie et tué ainsi cinq insurgés. Toujours vigilant, le Predator a aperçu des insurgés qui récupéraient les corps et les armes et il les a suivis jusqu'à un cimetière où ils ont rencontré une personne qui a semblé être un commandant à bord d'un véhicule utilitaire sport blanc. Comme aucun des ennemis ne portait d'arme visible, l'UAV n'a pas pu prendre l'ennemi à partie. La FO Kandahar a conclu ce qui suit : « Cette attaque montre l'existence d'une coordination tactique ayant nécessité la présence de chefs subalternes dans le secteur. Elle confirme l'évaluation selon laquelle il y a, au fond, une ligne avancée de troupes ennemies, du moins dans le Panjwayi, non loin de l'abscisse 28-29[111]. » [Traduction]

Source : Auteur

Source : Auteur

Le poste fortifié de Lakokhel et ses occupants canadiens et afghans ont été sous le feu ennemi pendant 23 jours en septembre 2008 et pendant 14 jours en octobre.

Cependant, le poste fortifié de Mushan continuait à inquiéter. La population se montrait de plus en plus favorable à la présence de l'Armée afghane et transmettait de plus en plus de renseignements aux Afghans et aux Canadiens présents dans le secteur. Le corps assassiné d'un interprète de vingt-cinq ans a été découvert par une patrouille : la population locale a expliqué que les insurgés avaient près de Mushan une prison où un soldat de l'Armée afghane avait été incarcéré, puis pendu au cours du mois de septembre[112].

Cet incident, ajouté aux rapports selon lesquels un tribunal insurgé fonctionnait dans le secteur de Zangabad, était préoccupant. Les insurgés étaient en train d'établir un régime de gouvernance parallèle dans un secteur dont ils se pensaient les maîtres. Des rapports sur cette situation et sur d'autres régimes de gouvernance concurrentiels étaient sporadiquement mentionnés dans les comptes rendus fournis à la FO Kandahar, mais celle-ci n'en a pas reconnu l'importance à ce moment-là. C'était une chose que l'ennemi mette le gouvernement au défi en commettant des actes de violence, mais c'en était une tout autre quand il passait à la prochaine étape d'un programme révolutionnaire.

La Compagnie M du Maj Cayle Oberwarth a commencé à exécuter des patrouilles régulières dans le quadrilatère de Sperwan afin d'y maintenir la sécurité, mais elle est tombée dans une embuscade le 4 octobre. Des mortiers faisant feu depuis la base de patrouille de Sperwan Ghar, un UAV MQ-9 Reaper et un bombardier B-1B larguant des bombes GBU-38 ont alors tué cinq ennemis[113].

Afin d'accroître l'espace dont le quadrilatère de stabilisation de Sperwan disposait, la Compagnie M s'est déployée à l'ouest de Sperwan Ghar avec tous ses effectifs et un peloton de l'Armée afghane, les 19 et 20 octobre. L'Op SIKHAL comportait un ratissage jusqu'au secteur de Zangabad, mais ce dernier n'a rien donné; il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, sauf qu'un obus de mortier a été lancé en direction de la force : « Des conversations avec des habitants de l'endroit ont permis de conclure que les villageois étaient au courant de l'opération de la FIAS 48 heures avant notre arrivée[114]. » [Traduction]

Au chapitre du développement, l'EGC-1 continuait de travailler sur la route et à se tenir en rapport avec Blue Hackle, la nouvelle entreprise privée de services de sécurité basée à la FOB Zettelmeyer et appuyant l'effort de la coalition. Blue Hackle avait ses propres agents de sécurité, et l'EGC-1 s'est préparée à accélérer les travaux d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters. Hormis ce projet, peu d'activités de développement étaient signalées dans le Panjwayi.

Dans le Panjwayi oriental, les mentors canadiens de la police près de Salehan rencontraient constamment une milice qui semblait composée d'un certain nombre d'agents de police de Ghorak. Interrogé à cet égard, le chef de police Bismillah Jan a dit aux Canadiens qu'il s'agissait « d'un groupe de villageois qui se dressaient contre les insurgés quand il le fallait[115] »

[Traducteurs]. Les mentors de la police ont fait savoir que de plus en plus de gens appelaient le Centre interarmées de coordination de district pour signaler la présence d'EEI : c'était là un signe important et positif[116].

L'Op ARAY, du 5 au 10 octobre 2008

L'Op ARAY [Faucille] constituait la principale activité de la coalition dans le Panjwayi en octobre (voir la figure 4-11). Un déploiement antérieur du 42e Commando de la Compagnie L des Royal Marines, dans les districts du sud-ouest de la ville de Kandahar, a confirmé des renseignements selon lesquels un corridor de ravitaillement entrait dans la ville par l'itinéraire Lake Effect dans le Panjwayi[117]. Ce n'était pas nouveau, bien sûr : l'ERP canadienne avait appris de la FOM Bayonet en 2005 l'existence de cet itinéraire emprunté par les insurgés. Cependant, l'accent mis sur les opérations dans le Zharey et le Panjwayi occidental au cours de l'année écoulée avait accordé un certain répit à l'ennemi dans le Panjwayi oriental, malgré les exhortations d'Haji Baran adressées aux forces de sécurité relativement à l'état de la sécurité. L'Op ARAY, qui a fait intervenir le groupement tactique et le GT régional (Sud), visait à perturber l'activité ennemie et à rappeler aux insurgés que Nakhonay n'était pas un refuge pour eux.

La zone d'opérations était divisée en fonction de plusieurs objectifs : DARTMOOR (Salavat); PAARDEBERG (Nakhonay); WOODBURY (Zalakhan) et TARZAN (Belanday). Les sous-unités canadiennes étaient les suivantes : un escadron de reco avec deux troupes de reco, un peloton de reco et deux troupes de sapeurs, et une équipe de combat composée de deux troupes de chars, de deux pelotons d'infanterie et d'une compagnie d'infanterie afghane avec des mentors canadiens. Les agents canadiens de la COCIM, des OPPSY et du renseignement étaient attachés aux trois compagnies des marines britanniques, qui disposaient aussi d'un peloton afghan et de plusieurs agents de la Direction nationale de la sécurité pour exécuter l'exploitation des emplacements sensibles. Selon le schème de manœuvre, l'escadron de reco canadien ferait écran à l'ouest de Salavat, et l'équipe de combat de la Compagnie N arriverait du sud-ouest dans le secteur de Nakhonay. Deux pelotons britanniques entreraient dans Salavat pendant qu'une compagnie des marines perturberait les insurgés à l'est. La troisième compagnie britannique ferait tout d'abord écran à l'est, s'avancerait ensuite dans le secteur de Belanday, opérerait sa jonction avec l'autre compagnie, puis les deux compagnies se rendraient dans Salavat depuis l'est[118].

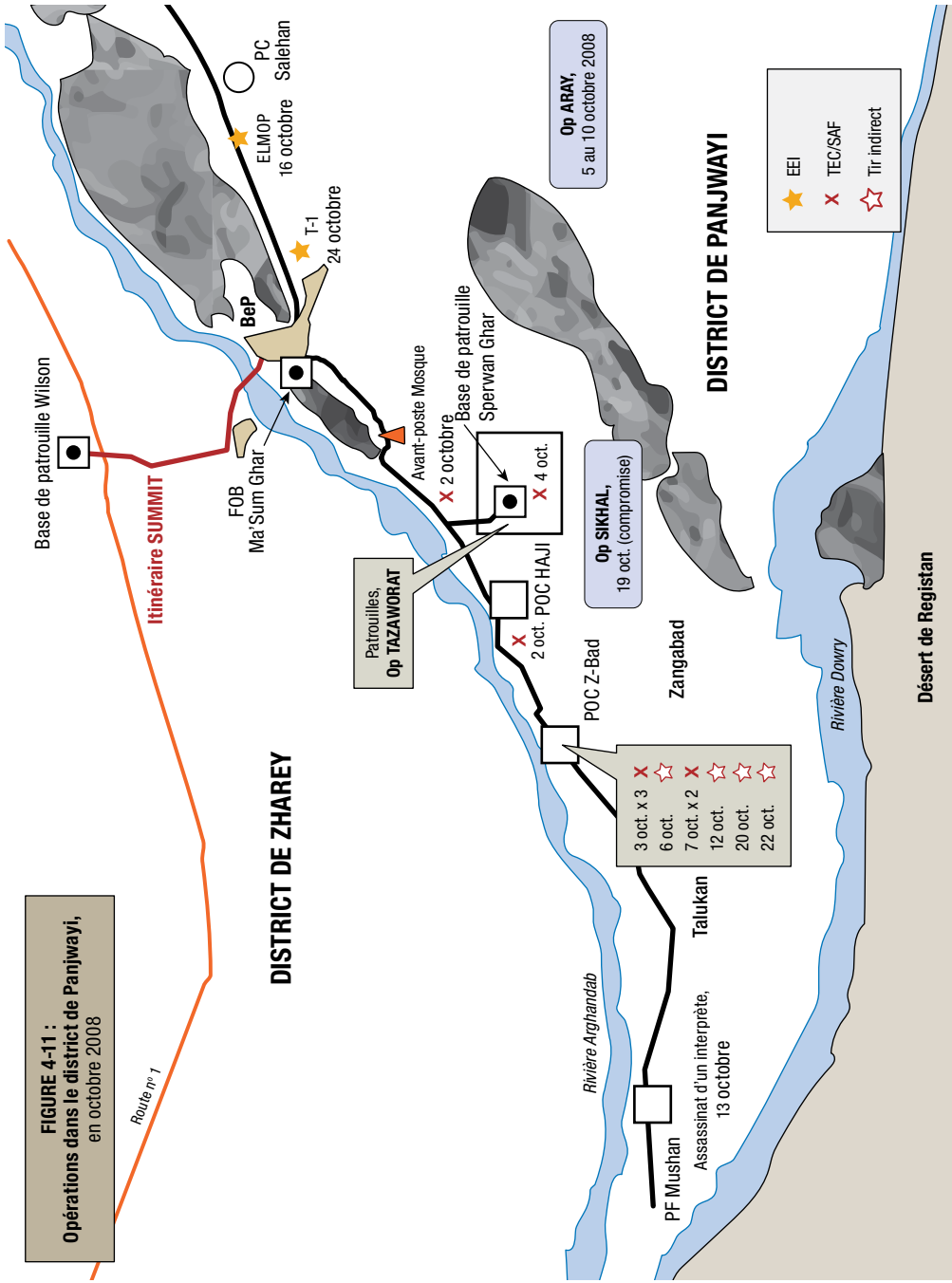


Figure 4-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre 2008

Source : MND AR2008-K124-117

Source : MND AR2008-K128-019

L'Op ARAY, conduite dans le Panjwayi oriental, a permis de découvrir d'importantes caches d'armes à Salavat et Nakhonay. Celles-ci comprenaient des mines anti-personnel de plastique fabriquées en usine et des grenades propulsées par fusée : la photo (voir la page présente) montre des sapeurs du Génie en train d'en préparer la démolition.

Le premier jour, le 5 octobre, la Compagnie K a essuyé quelques tirs d'armes légères « exécutés à la dérobée », mais la Compagnie L est tombée dans une embuscade, par suite du déclenchement d'un EEI, mais elle a réussi à se tirer de là avec l'aide d'un hélicoptère d'attaque AH-64 Apache. Cinq blessés nécessitaient une évacuation sanitaire. La Compagnie N a été gênée par des pannes de véhicule pendant qu'elle manœuvrait pour se rendre à la ligne de départ[119]. Le système d'alerte avancée de l'ennemi est entré en action moins d'une minute après le départ des forces canadiennes de la FOB Ma'Sum Ghar et de la base de patrouille Wilson : des drapeaux blancs et des fusées éclairantes ont été aperçus aux moments correspondant à ceux des mouvements canadiens. Le réseau insurgé de Khenjakak, au sud-ouest de Nakhonay, a demandé des renforts, ce qui constituait un élément nouveau troublant étant donné que la Compagnie N n'avait pas pu se rendre dans cette localité lors de ses premiers mouvements[120].

Le deuxième jour, la Compagnie N entrait dans la localité et menait des fouilles. Les troupes afghanes et les mentors canadiens ont découvert quatre mortiers, d'énormes quantités de fournitures médicales et des vêtements ensanglantés (signalons que toutes ces

fournitures provenaient du Comité international de la Croix-Rouge)[121]. Des engagements des relais d'influence ont eu lieu, et il semblait que l'ennemi s'était terré. Les équipes britanniques et afghanes de fouille ont trouvé une fabrique d'EEI à Salavat, mais ce fut à peu près tout[122]. Les Canadiens ont conclu ce qui suit : « [L]'absence d'attaques à l'EEI dans la zone d'opérations porte à croire que les insurgés ont peut-être été surpris[123] […] » [Traduction] Les patrouilles débarquées ont continué dans les secteurs de tous les objectifs.

Une source a appelé le Centre interarmées de coordination du district de Panjwayi et a dit au personnel que les commandants insurgés de l'endroit s'étaient réunis secrètement à Nakhonay et qu'ils avaient convenu de cacher leurs armes et de quitter l'endroit ou de se fondre dans la population. L'un des commandants avait refusé de ce faire et avait planifié de déplacer sa force à Malajat pour s'y cacher. Les fouilles se sont poursuivies le 9 octobre. La Compagnie N a découvert une grosse cache d'armes et d'EEI : « La quantité trouvée est tellement importante qu'une seconde patrouille pourrait être annulée pour qu'il soit possible de transporter tout ce matériel jusqu'au laager de la Compagnie N. Le seul contact a été le fait de deux insurgés à motocyclette recourant à des " tirs à la dérobée "[124]. »

L'ennemi a réagi par la pose d'EEI. En une occasion, une patrouille des Royal Marines a pris à partie l'insurgé chargé de faire détoner l'engin, et de nombreux EEI ont été découverts. Le 11 octobre, l'Op ARAY fut abandonnée. La décision a été prise de retirer le 42e Commando de la région par hélicoptère. Pendant que l'équipe de combat de la Compagnie N exécutait son repli le 10 octobre, le véhicule Husky de tête porteur de la COIC a fait sauter un EEI qui l'a mis hors de combat. Un char Leopard C2 de l'Escadron A a lui aussi fait détoner un EEI : l'équipage a repéré l'insurgé à l'origine de l'attaque, a fait feu sur lui avec son canon de 105 mm et l'a tué[125].

En définitive, quels ont été les effets de l'Op ARAY? L'équipe de la COCIM a fait savoir que, selon Haji Baran, l'opération avait été couronnée de succès, parce qu'il avait entendu la population de Nakhonay dire « qu'elle était très heureuse des résultats de l'Op ARAY et surtout du fait qu'il n'y avait eu aucune perte civile. Selon les rapports également, pendant les fouilles, les gens sortaient de leur enceinte et demandaient [aux forces coalisées] s'ils pouvaient leur être utiles[126]. » [Traduction] L'exploitation des emplacements sensibles a permis de recueillir de nombreux documents, y compris des instructions sur la façon de fabriquer des explosifs artisanaux, de construire des EEI radiocommandés et de se servir d'un mortier, de roquettes et d'un canon sans recul. En fin de compte, la situation « [a montré] encore plus l'importance du rôle de facilitation que Nakhonay [a joué] dans l'insurrection dans le centre de la province de Kandahar[127] » [Traduction].

Source : Auteur

À cause de l'inquiétude grandissante suscitée par l'activité des insurgés dans le Panjwayi oriental, il y a eu un gonflement irrégulier des forces — GT canadien, Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, forces afghanes et GT régional (Sud) — dans le secteur de Salavat pendant l'automne. La petite colline au centre de la photo est Salavat Ghar, la localité de Salavat se trouvant à sa base et à la droite. Chalghowr est au premier plan.

Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot, en octobre 2008

Le Maj Dean Tremblay et l'escadron de reco ont pris la relève au début d'octobre. Une fois sur le terrain, le major et ses soldats ont découvert que les deux districts étaient très distincts. Le secteur agricole prospère de l'Arghandab faisait de ce district le plus avancé des deux sur le plan économique, tandis que les soldats des blindés ont utilisé le mot « bad-lands » (terres pauvres) pour désigner le Shal Wali Kot accidenté et rocheux. L'escadron de reco était censé mettre en œuvre les lignes d'opération habituelles dans la région, mais il y avait beaucoup à faire avec des effectifs limités : la force était organisée en deux troupes de huit véhicules Coyote chacune, et un peloton de reco du 3 RCR et une section du Génie lui étaient ajoutés; elle était donc très dispersée sur le terrain. L'escadron de reco était basé à la FOB Frontenac près du barrage de Dahla, et il devait s'occuper à la fois du Shah Wali Kot et de l'Arghandab. Ses forces alliées se résumaient à 30 agents de police inefficaces installés au centre de district du Shah Wali Kot. L'ACDI avait engagé une force de sécurité pour veiller sur le projet de remise en état du barrage, mais elle faisait problème. Une autre force de sécurité privée était dans la région pour protéger un projet de construction de routes, mais ses efforts n'étaient pas coordonnés du tout avec ceux de l'escadron de reco[128] (voir la figure 4-12).

Dans l'Arghandab, il y avait une compagnie d'infanterie afghane accompagnée par des mentors canadiens, la police du district ainsi qu'une équipe étasunienne de 20 mentors de la police. Un détachement opérationnel Alpha (DOA) des forces spéciales étasuniennes était actif également, avec son peloton afghan qui l'accompagnait. Là encore, ces trois entités n'avaient aucune relation entre elles ou avec l'escadron de reco au chapitre du commandement. Des relations à l'amiable ont été établies autant que possible entre les acteurs pour faire circuler l'information entre eux et riposter face à l'ennemi en cas d'urgence[129].

L'escadron de reco a mené des patrouilles dans les deux districts afin de mieux définir la situation. Avec un petit détachement de la COCIM de deux personnes fourni par l'ERP, sa capacité d'influer sur le développement était limitée. Bien qu'il y eût un projet de prestige de plusieurs millions de dollars en cours au milieu du district, la population locale ne bénéficiait d'aucune retombée économique. En fait, quand le Maj Tremblay a interrogé un haut fonctionnaire de l'ACDI à cet égard, il a reçu la réponse suivante : « Je n'ai rien à foutre du district de Shal Wali Kot[130]! » [Traduction]

Chaque fois que les véhicules Coyote prenaient la route, ils engendraient un important volume de communications entre les éléments ennemis. Par conséquent, l'escadron de reco a pu cerner les endroits où l'ennemi se trouvait à l'ouest du chemin de Tarinkot et il a appris qu'il avait des établissements dans le Khakrez; ce n'était pas nouveau, et les forces coalisées

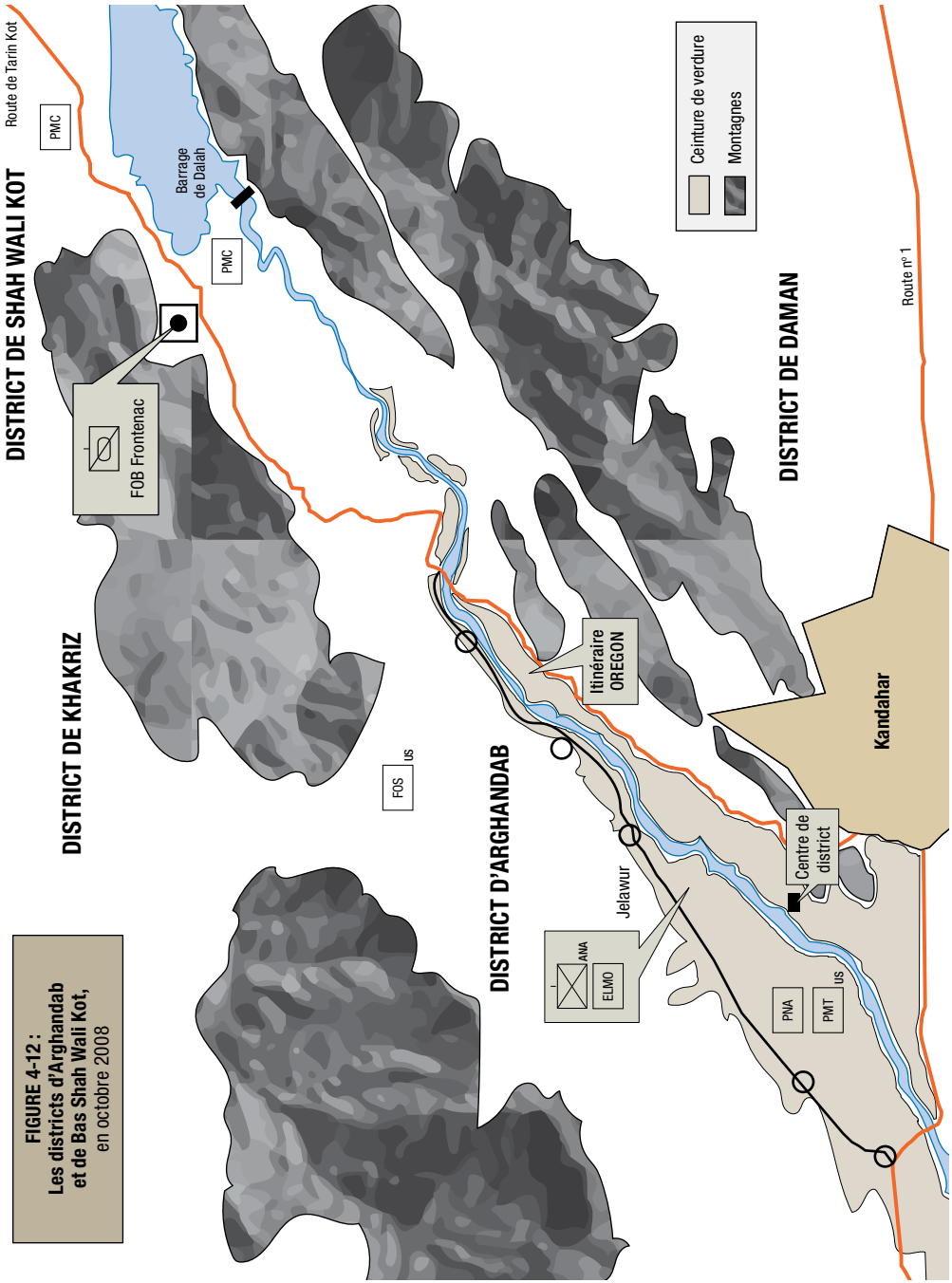


FIGURE 4-12 :
Les districts d'Arghandab et de Bas Shah Wali Kot, en octobre 2008

Figure 4-12 : Les districts d'Arghandab et de Bas Shah Wali Kot, en octobre 2008

n'y pouvaient pas grand-chose. Les chefs afghans dans le Shah Wali Kot « ont déclaré que l'emplacement actuel (le village de Tabin) de la FOB Frontenac la rendait inefficace, parce que peu d'habitants [vivaient] dans le voisinage de celle-ci et qu'elle ne [bloquait] aucun itinéraire emprunté par les insurgés sortant du Khakrez et se rendant dans le Shah Wali Kot » [Traduction]. Les commandants locaux ont donné à entendre aux Canadiens que la position de l'Armée afghane « contribuerait mieux à décourager les mouvements des insurgés si elle était déménagée dans le Khakrez[131] » [Traduction].

Pendant quelques semaines, les patrouilles de l'escadron de reco ont exécuté des manœuvres de collecte du renseignement et fait ce qu'elles ont pu pour maintenir ouvert l'itinéraire Oregon. Faute d'une capacité exclusive de collecte, les spécialistes des transmissions de l'escadron ont improvisé. En une occasion, une entité alliée est tombée en panne et, pendant que ses véhicules étaient réparés à la FOB Frontenac, elle a aidé l'escadron à cerner l'activité ennemie. Essentiellement, le secteur repéré plus tôt par le Maj Boivin et son escadron entre le Khakrez et la ville de Kandahar, était très actif, et de nombreux ennemis passaient là pour aller vers le sud-est. Il existait une cellule ennemie spéciale installée à Mansurabad, un emplacement défendu qui ne pouvait être attaqué qu'au moyen d'une opération délibérée. Une autre grappe d'ennemis actifs a été repérée dans le secteur de Jelawur, dans l'Arghandab.

Cependant, l'Op ARAY réduisait la capacité des troupes de reco de mener des patrouilles le long de l'itinéraire Oregon aussi souvent qu'elles le souhaitaient, et le Maj Tremblay disait craindre que cette situation permette à l'ennemi de revenir et d'y poser des EEI. Autre source de préoccupations, la FRR devait surveiller le barrage de Dahla, ce qui a obligé une partie de la petite force à rester sur le qui-vive à la FOB Frontenac : du coup, cela réduisait le nombre de sorties des patrouilles[132].

Cependant, le plan était de déménager le poste fortifié afghan à Jelawur, qui était un foyer d'activités des insurgées. Les sapeurs canadiens étaient prêts à s'amener et à construire la position, mais il y avait d'inexplicables retards. Dans l'intervalle, la présence d'une cache d'armes était signalée près du centre de district d'Arghandab. L'escadron de reco et la police afghane ont mené l'Op SPARAL le 22 octobre, mais ils n'ont rien trouvé. Quatre jours plus tard, une patrouille de véhicules Coyote a heurté un EEI : deux soldats ont été blessés, et un Coyote a été immobilisé[133], une fois de plus. Des rapports locaux ont fait savoir que les chefs ennemis se réunissaient dans les districts du nord pour préparer d'autres opérations dans l'Arghandab, mais il n'y avait aucun moyen de corroborer ces rapports. Il ne se passait pas grand-chose dans l'Arghandab, mais des habitants de l'endroit se plaignaient que le chef du district ne distribuait pas les semences de blé aux cultivateurs, comme il avait promis de le faire s'ils renonçaient à faire pousser le pavot[134].

Les opérations dans le Maywand, en octobre 2008

La situation dans le district de Maywand demeurait stable. La construction de la FOB Ramrod se poursuivait, tandis que la FOB Hutal assurait une présence essentielle et servait de point de départ aux patrouilles se rendant dans la ville. En général, la police afghane et les troupes de l'Armée afghane, encadrées par les mentors de la police étasunienne et l'ELMO canadienne, se concentraient sur le ratissage de la Route nº 1 dans leur zone d'opérations. Le petit détachement canadien de la COCIM et des OPPSY participait aussi à ces efforts. Des EEI ont explosé occasionnellement et touché des véhicules canadiens et étasuniens, sans causer de pertes mortelles, mais elles n'étaient pas systématiques, comparativement à ce qui se passait dans le Zharey ou le Panjwayi. Pendant cette période, il y avait peu d'embuscades sur la Route nº 1. Cependant, le 2-2 Infanterie éprouvait des problèmes de mobilité[135]. Le manque de services de maintenance continus pour les véhicules RG-31, RG-33 et MRAP et les multiples véhicules mis hors de combat par des EEI avaient un effet cumulatif (rappelons que le 2-2 Infanterie s'était servi de ces véhicules pour la première fois en arrivant à l'aérodrome de Kandahar [KAF], en juillet et août).

Le détachement de la COCIM dépendait de l'ELMO pour le transport et la protection; par conséquent, quand la compagnie d'infanterie afghane a été retirée de la FOB Hutal, il s'est trouvé immobilisé, ce qui limitait ses déplacements et ses accomplissements. La police afghane manquait de moyens de transport et devait essentiellement limiter ses déplacements à Hutal. Malgré tout, les Canadiens dans le Maywand ont observé les activités ennemies qui visaient à exploiter le nombre réduit de patrouilles : « Les talibans envisagent d'arrêter les gens qui volent, troublent la paix publique et commettent des meurtres. La [police] du Maywand n'a ni véhicule ni radio, ce qui crée un vide que les talibans sont tout à fait prêts à combler[136]. » [Traduction]

L'équipe de la COCIM a aussi appris que les insurgés avaient établi des postes illicites de contrôle des véhicules dans diverses parties du district[137]. La combinaison de ces deux activités représentait une menace directe pour la légitimité du gouvernement provincial et du gouvernement afghan en ce sens qu'il existait maintenant un pouvoir parallèle établi dans le district. Ce dernier n'était désormais plus uniquement une étape sur l'itinéraire de ravitaillement des forces ennemies dans le Zharey et le Panjwayi.

Afin d'affirmer qu'ils étaient en train de reprendre la maîtrise du Maywand, les insurgés ont perpétré un crime horrible. À un moment donné le 15 octobre, les insurgés ont arrêté un autocar sur la Route nº 1. Prétendant que les passagers étaient des soldats portant des vêtements civils, ils ont emmené les hommes en groupes de six ou sept, leur ont lié les mains et les ont exécutés en leur tirant une seule balle dans la tête, sauf dans le cas d'un groupe dont les membres ont été décapités. La police du Maywand et ses mentors,

appuyés par des hélicoptères de reco OH-58D, ont découvert les lieux des meurtres, et la police afghane de la province de Kandahar s'est chargée de l'enquête. En fin de compte, entre 27 et 30 cadavres ont été découverts[138].

En octobre, le principal effort du 2-2 Infanterie était l'Op HAWALEA, exécutée à la fin du mois. Celle-ci avait pour objet de définir la situation de l'ennemi dans le secteur du défilé de Garmabak, entre le Ghorak et le Maywand. Le Lcol Hurlbut est entré dans le secteur avec ses forces, le 29 octobre, mais il n'y a eu presque aucune résistance, hormis une GPF et une roquette lancées en direction des compagnies de manœuvre. Fait surprenant, le 2-2 Infanterie a découvert qu'il y avait des localités progouvernementales et que la police du Ghorak exécutait régulièrement des raids dans les collectivités suspectes. Plus le bataillon se rapprochait de Hutal, plus il lui semblait que la population était contre le gouvernement. Malheureusement, le Lcol Hurlbut a été forcé de mettre fin à l'opération parce qu'un nombre excessif de véhicules tombaient en panne[139].

Les opérations dans la ville de Kandahar, en novembre et décembre 2008

La campagne d'assassinats déclenchée par les insurgés a pris de l'ampleur pendant tout le mois de novembre, tandis que l'ERP concentrait ses efforts sur la reconstruction et le développement. En octobre, un lieutenant-colonel de la police afghane a été abattu au moyen d'un fusil AK-47 dans un marché, puis le Capt Ahman Shad, du 5e Kandak, a été tué dans des circonstances semblables. Un colonel de la Direction nationale de la sécurité a aussi été assassiné, ce qui a temporairement ralenti les opérations de renseignement dans toute la ville[140]. Des informations ont mené à un raid de la FIAS et de forces afghanes dans une enceinte de Loy Wala, le 8 novembre. Mir Ahmad, qui avait des liens avec le chef taliban supérieur Hafiz Majid, a été appréhendé en même temps que l'imam Qari Saf, dont la spécialité consistait à « endoctriner de jeunes hommes aux fins de la cause des insurgés[141] » [Traduction], présumément dans les madrasas et les mosquées du district.

Pendant cette période, les forces de sécurité afghanes ont manifesté un sens de l'initiative et de la sécurité opérationnelle jamais vu auparavant. Le 10 novembre, des mentors canadiens du 2e Kandak d'attaque ont accompagné leurs homologues au moment où ils se rendaient à un endroit de la ville pour y attendre les ordres concernant une opération de cinq jours non annoncée et sans nom (plus tard appelée « Op ATAL 32 »). Le quartier général de la 1-205 Brigade est arrivé, et des éléments de tous les cinq kandaks ont convergé vers la ville. Les forces afghanes ont alors amorcé une série d'opérations de bouclage et de fouille dans la ville, un district à la fois, en collaborant de près avec la Direction nationale de la sécurité (DNS) et la police. Au cours des 24 premières heures, la DNS a détenu 28 insurgés éventuels, des criminels, ou les deux, y compris un chef taliban; des armes et de l'opium

ont aussi été confisqués. Après 72 heures, une « manifestation imprévue [s'est tenue] dans [la ville de Kandahar]; elle était organisée par le Conseil national afghan de réconciliation (ANRC) » [Traduction] qui avait décidé, semblait-il, de dénoncer les attaques aériennes de la FIAS dans le Shah Wali Kot. L'Armée afghane a suspendu l'Op ATAL 32 pendant 24 heures. Durant cet intervalle, les insurgés ont fait sauter un énorme EEI transporté dans un véhicule pour attentat suicide, tout près du siège de la Direction nationale de la sécurité et de l'immeuble de la choura provinciale : huit civils ont été tués, et 50 autres blessés. La situation aurait pu être pire : un brave policier afghan avait eu des soupçons et avait arrêté le camion avant qu'il ne s'approche davantage de l'immeuble. Malheureusement, ce policier a été tué dans l'explosion[142]. L'hôpital de rôle 3 au KAF a donc été alerté. Le message des insurgés était clair : « Mettez fin à l'Op ATAL 32, sinon gare à vous[143]! » [Traduction] Le CCO-P aidait à coordonner la riposte, pendant que l'ERP recevait des renseignements selon lesquels le Camp Nathan Smith allait être la prochaine cible; des mesures de sécurité ont été prises en conséquence le même soir. Les Canadiens ont été impressionnés en voyant à la télévision la police afghane « en train de gérer l'incident sans aucune aide de la coalition[144] » [Traduction].

Pendant que ce drame arrivait à son terme, un autre se jouait. Douze enseignantes et élèves qui quittaient une école pour filles dans le district nº 6 ont fait l'objet d'une attaque à l'acide exécutée par deux hommes en motocyclette. Elles ont toutes été soignées à l'hôpital Mirwais. Le tollé des médias internationaux a été aussi instantané que gigantesque. Le gouverneur Raufi et, d'ailleurs, les spécialistes des opérations d'information de la FO Kandahar disposaient désormais d'une rare plate-forme pour dénoncer les talibans et leurs alliés partout dans le monde[145].

Les Afghans avaient décidé de faire une pause de 48 heures, et pas uniquement à cause de l'intimidation. Par suite de l'attaque contre la Direction nationale de la sécurité, « cet organisme n'était désormais plus à même de participer à l'opération ou de lui fournir du renseignement, ce qui mettait temporairement fin aux fouilles ciblant les insurgés[146] » [Traduction]. Le commandant de la 1-205 Brigade voulait exécuter une série d'opérations rapides régulières dans la ville afin de conserver l'avantage, mais les fouilles suivantes n'ont produit aucun résultat. De son côté, la police a arrêté trois personnes liées à l'attaque à l'acide. Le gouverneur Raufi a ordonné la reprise de l'Op ATAL 32.

D'autres activités de bouclage et de fouille ont été fructueuses, mais le commandant de la police afghane du district nº 3, où elles avaient été exécutées, a été assassiné le 19 novembre en guise de représailles. La Compagnie de protection de la force de l'ERP continuait de mener des patrouilles. Elle a vu que des Afghans armés protégeaient leur maison et leur entreprise. La plupart semblaient amicaux et favorables à la présence des Canadiens.

Selon les rapports, le gouverneur taliban parallèle de Kandahar, Ayub Akhundzada, était résolu à attaquer le Camp Nathan Smith dès que possible afin que la campagne insurgée puisse conserver son élan. Apparemment, il voulait détruire une cible militaire parce que ses supérieurs et partisans faisaient pression sur lui au sujet des nombreuses pertes subies par la population afghane[147].

L'Op ATAL 32 a de nouveau été suspendue le 27 novembre, pour des raisons inconnues de l'ELMO. Les assassinats et attentats à la bombe avaient repris. Cette fois, la police installée près de l'hôpital Mirwais a été la cible d'une bombe qui a tué six agents et blessé six autres; ensuite un entrepreneur afghan a été abattu, les talibans faisant savoir par-là aux autres de ne pas soumissionner pour obtenir des marchés de la FIAS. Un EEI fixé à une bicyclette et réglé pour tuer des écolières fréquentant leur école a été découvert : les experts en EEI de l'ERP l'ont démantelé et exploité. Ailleurs, une bombe au propane avait été posée pour tuer le ministre provincial de l'Éducation. Encore une fois, les sapeurs de l'ERP ont démantelé l'engin. Plusieurs autres tentatives d'assassinats qui visaient des commandants de poste de police secondaire de la ville de Kandahar ont été enregistrées : trois agents ont failli être tués au cours de diverses attaques à la fin de décembre. Un autre commandant supérieur de la Direction nationale de la sécurité n'a pas eu autant de chance et a été tué[148].

Presque que comme si c'était une pensée après coup, la FO Kandahar a signalé les assassinats de trois personnalités religieuses de la ville de Kandahar. Le plus en vue était Abdul Qayum, mollah de la Mosque rouge. Il a été assassiné pendant qu'il récitait le Coran. Deux autres membres de la choura des oulémas de Kandahar ont été abattus en décembre[149].

Tous ces assassinats et toute cette destruction avaient un objectif. La variété et le choix des cibles empêchaient de conclure d'une façon ou d'une autre qu'il s'agissait d'actes perpétrés au hasard. Les insurgés s'en prenaient expressément aux chefs locaux et aux agents de la sécurité communautaire aussi bien qu'à des organismes de sécurité plus grands tels que la Direction nationale de la sécurité. De septembre à décembre 2008, il y a eu 20 assassinats, deux enlèvements et 15 attaques à l'EEI, sans compter plusieurs tentatives qui ont échoué. En janvier, il y a eu cinq autres attaques à l'EEI, quatre autres assassinats et un autre enlèvement.

Quel effet tout cela a-t-il eu sur l'effort global du Canada? D'abord, selon les rapports de l'ERP, il n'y a pas eu beaucoup de projets de développement appuyés par les Canadiens et visibles pendant cette période. Cependant, les efforts visant en arrière-scène à renforcer les capacités au niveau provincial se sont poursuivis. Des rapports ont été établis avec les autorités municipales. Les équipes de la COCIM ont continué à patrouiller dans leurs districts respectifs et à y travailler. Les mentors de la police ont continué à encadrer cette dernière. L'effet principal a touché les relations avec les « partenaires d'exécution », surtout ceux de l'ONU. Une fois que l'état de la sécurité s'est détérioré, ceux-ci n'ont eu qu'un souci : se mettre à l'abri. Cela a nui à des programmes essentiels tels que celui des conseils

de développement communautaire. Le fossé culturel entre l'ACDI et les équipes de la COCIM, tout comme un écart sur le plan des capacités, a empêché le recours à la COCIM pour exécuter les programmes d'ONU Habitat, par exemple. Tout cela rendait très difficiles à mesurer les progrès accomplis dans la ville de Kandahar; par conséquent, la capacité de faire rapport à Ottawa et de faire avancer les mécanismes prévus dans la nouvelle stratégie canadienne devenait problématique.

Il y a eu un aspect positif : les Canadiens ont vu les Afghans — l'Armée, la police et la police en attente — travailler ensemble dans le cadre de l'Op ATAL 32 à peu près sans encadrement. Ils ont réussi à exécuter des opérations fructueuses quand ils ont jugé essentiel de le faire. Avec la Compagnie de protection de la force, l'Armée canadienne a aidé les premiers intervenants s'étant occupés de la NEM et des patrouilles de présence, mais dans l'ensemble, ce sont les Afghans qui sont passés à l'action. Ce fut là un progrès mesurable.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en novembre et décembre 2008

L'Op MUTAFIQ TANDAR 6 marquait le début des opérations canadiennes dans le district. Contrairement aux « avancées précédentes le long de la rivière », celle-ci suscitait de la controverse. Le Bgén Thomson et le Lcol Barrett ont convenu qu'il fallait évacuer et détruire les postes fortifiés de Zangabad et d'Haji au cours d'une opération délibérée, pendant que le poste de Mushan serait ravitaillé. Le Groupement tactique (GT) justifiait cette option selon cette explication : « [C]e réalignement permettra au GT de projeter sa force en accroissant la densité de ses troupes dans tout le Panjwayi et de montrer à la population sa volonté de renforcer la sécurité[150]. » [Traduction] Cet objectif a été modifié légèrement plus tard afin de regrouper les forces dans le quadrilatère de stabilisation de Sperwan[151]. Selon un autre point de vue, soit celui du commandant du COMFEC, le Lgén Mike Gauthier, les médias canadiens et les talibans risquaient de voir dans ce repli une retraite. Le GT a répliqué en affirmant que, selon lui, cette mesure pourrait atténuer les effets de toute « mauvaise OI » aux yeux de la population par l'intermédiaire du chef de district Haji Baran. Le Lcol Barrett a dit au Lgén Gauthier, au cours de la visite de ce dernier, que même les Afghans ne voulaient pas occuper les postes de Zangabad ou d'Haji. Le Lcol Jocelyn Paul, commandant du prochain GT qui effectuait sa reco, ne voulait pas les occuper non plus et il a déclaré que ses hommes « saigneraient » s'ils allaient là-bas. Le Lgén Gauthier a finalement changé d'avis et accepté le retrait de ces deux postes fortifiés[152] (voir les figures 4-13 et 4-14).

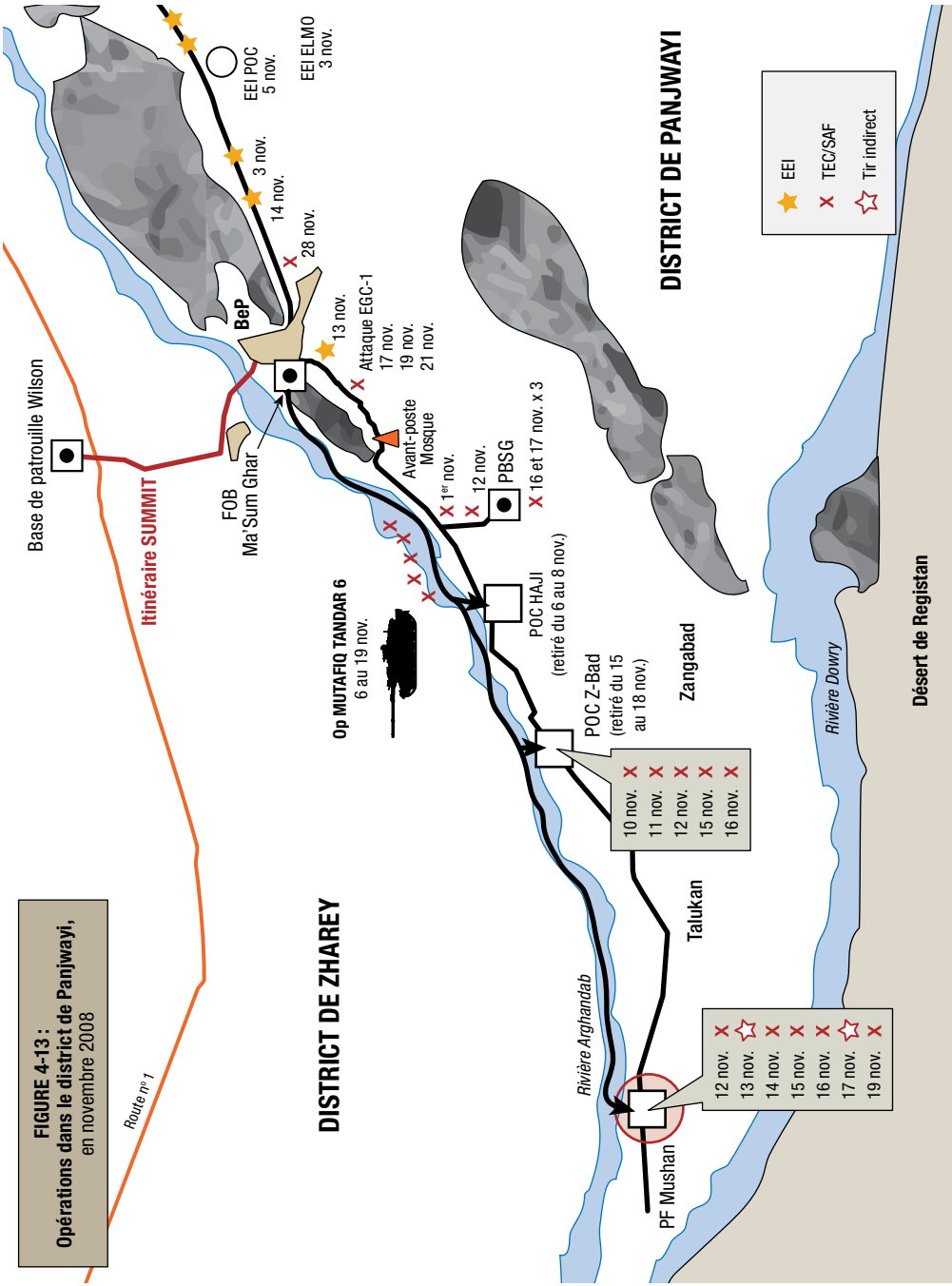


Figure 4-13 : Opérations dans le district de Panjwayi, en novembre 2008

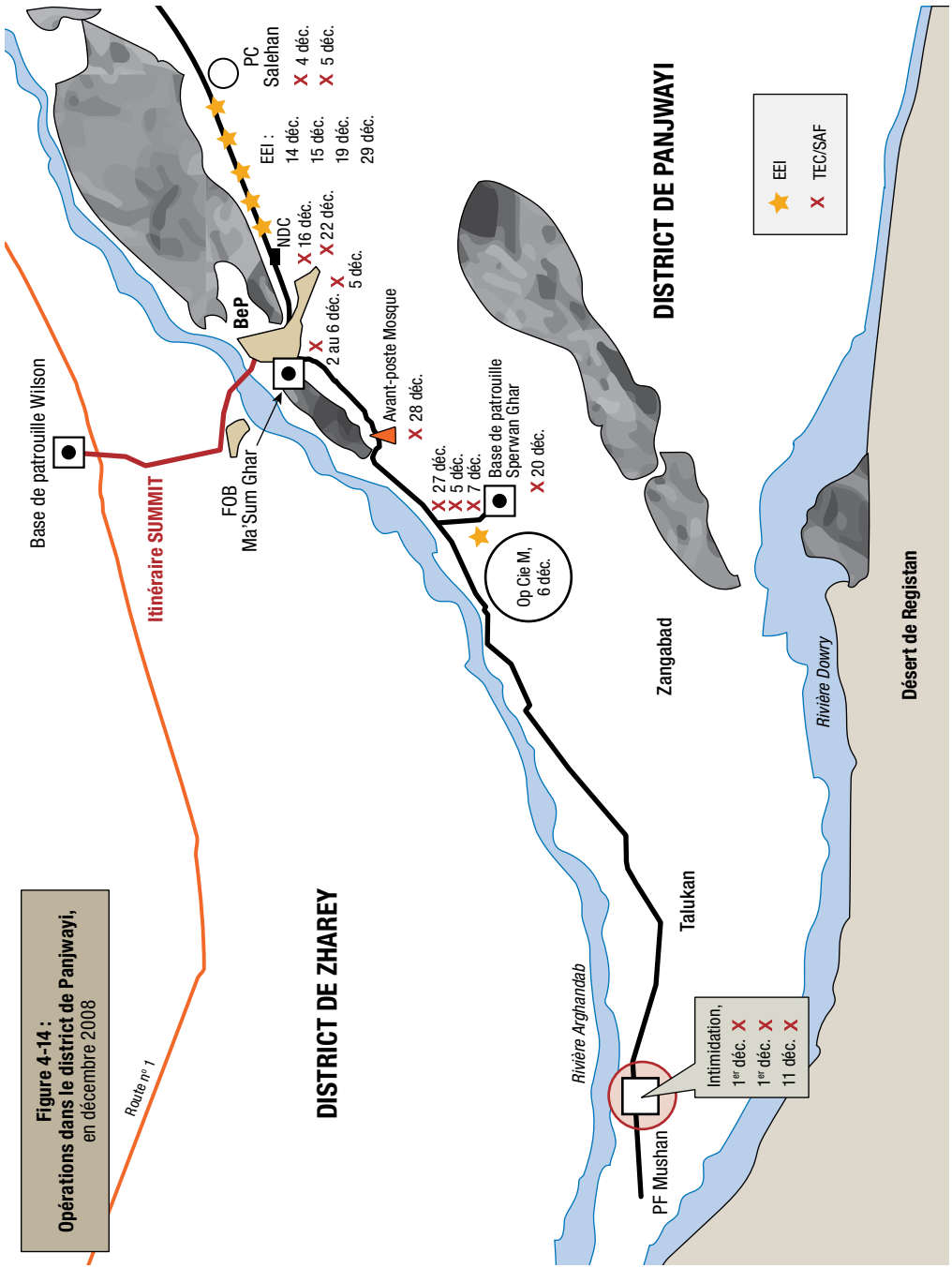


Figure 4-14 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2008

L'Op MUTAFIQ TANDAR 6 comportait deux étapes. La première s'est entamée le 6 novembre : l'Escadron A a montré la voie en suivant le lit de la rivière Arghandab jusqu'au poste fortifié d'Haji. L'ennemi a essayé d'attaquer avec des armes anti-chars à quatre reprises : dans tous les cas, les UAV MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper ont lancé des missiles Hellfire, et les obusiers M-777 de la Batterie F ont fait eu sur l'ennemi, tout comme les hélicoptères OH-58D Warrior. Huit ennemis ont été tués au cours de ces engagements[153]. La Compagnie M a exécuté une série dynamique de patrouilles afin de tromper l'ennemi au sujet de ce qui était en train de se produire.

Le poste fortifié d'Haji était démantelé, et pendant ce temps, l'ennemi dirigeait des tirs de mortier nourris vers l'endroit. Un char Leopard 2A6M de l'Escadron A a finalement réussi à repérer l'observateur ennemi qui guidait les tirs de mortier : il a fait feu en sa direction à l'aide d'obus de 120 mm. Les forces au poste fortifié de Zangabad ont aussi repéré cet observateur et l'ont pris à partie avec leurs propres mortiers. Un autre mortier ennemi a ouvert le feu, mais il n'a pas pu être localisé ou pris à partie[154].

Pendant que la force canadienne se mettait en laager et se préparait à exécuter le prochain mouvement vers l'ouest, le commandant afghan à Mushan convoquait une choura avec les anciens de l'endroit. Ils lui ont dit qu'ils étaient sur le point d'envoyer un émissaire aux talibans et de leur donner un ultimatum : « Le village ne les appuie pas, et les talibans ne sont plus autorisés à acheter des articles au bazar. » [Traduction] C'était une victoire importante. Après des mois sous les tirs ennemis à exécuter des patrouilles dynamiques et à établir des liens avec la population, le poste fortifié de Mushan récoltait enfin les fruits de ses efforts, et la population se rangeait du côté de la coalition et du gouvernement. Nulle part ailleurs dans le district la population n'avait protesté de cette façon contre les talibans. Quand les talibans ont menacé les marchands le lendemain, ceux-ci ont répliqué en laissant leurs boutiques ouvertes toute la nuit. Une patrouille afghano-canadienne a reçu des renseignements sur une cache d'armes et elle a découvert 32 mines anti-personnel d'origine chinoise, 15 briques d'explosifs plastiques russes et des fournitures médicales[155].

Cet acte de défi à l'endroit des talibans a conduit à sept jours de violence qui ont eu pour cibles le poste fortifié et ses patrouilles. En général, il s'agissait de tirs d'armes légères exécutés à la dérobée et de l'emploi de quelques obus de mortier[156]. Le poste fortifié de Zangabad a lui aussi essuyé des tirs de mortier pendant quatre jours, et les Canadiens ont alors riposté avec des pièces d'artillerie de 155 mm. L'équipe de combat de l'Escadron A est entrée en action de nouveau le 17 novembre, tandis que les véhicules de la COIC dégageaient le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters jusqu'à l'itinéraire Brown, puis vers le nord jusqu'à une brèche dans le lit de la rivière Arghandab. De là, la colonne s'est dirigée vers l'ouest jusqu'au poste fortifié de Zangabad dont elle a amorcé le démantèlement.

Une fois encore, la Compagnie M a mené des patrouilles dynamiques et provoqué ainsi des ripostes ennemies limitées qui ont été matées avec divers systèmes d'armes. Les véhicules Husky et Buffalo constituant la COIC ont heurté des EEI, ce qui a ralenti les choses, mais l'ennemi a continué de harceler la colonne avec des mortiers. Ceux-ci et leurs servants ont fini par être supprimés avec des tirs directs, quand c'était possible, ou avec des projectiles de 155 mm tirés par les obusiers M-777, au besoin. Le 16 novembre, l'Escadron A s'est rendu à Mushan pour en faire le ravitaillement, et les compagnies d'infanterie afghanes se sont relevées mutuellement : la 3e Compagnie du 2e Kandak a remplacé la 2e Compagnie, et les mentors canadiens ont opéré une rotation. Les sapeurs canadiens ont construit une nouvelle hélisurface en se servant d'une structure appelée « Rhino Snot », et ils ont apporté plusieurs autres améliorations au poste fortifié. La Batterie F a tiré 44 obus brisants pour neutraliser des mortiers ennemis qui avaient lancé une volée d'obus. Quand l'ennemi a continué à utiliser un mortier le lendemain, il a tué un soldat afghan et en a blessé cinq autres; une troupe de chars Leopard et un peloton d'infanterie ont alors exécuté une attaque improvisée depuis le poste fortifié : ils ont tué les servants du mortier et se sont emparés de cette arme. Le 19 novembre, l'Escadron A a quitté Mushan et s'est dirigé vers le sud en direction de la rivière Dori, puis vers l'ouest et ensuite vers le nord à travers le Maywand Dasht en terrain découvert, et enfin jusqu'à Ma'Sum Ghar. L'Op MUTAFIQ TANDAR 6 a ainsi pris fin[157].

La Compagnie M lançait ensuite l'Op TAZAWORAT pour tenter d'établir parallèlement la sécurité dans le quadrilatère de stabilisation Sperwan. Les sapeurs canadiens et des habitants de l'endroit, qui travaillaient ensemble afin d'améliorer les routes dans le secteur, ont essuyé les tirs de harcèlement de deux insurgés. Un VBL du Génie a fait feu sur les insurgés avec son canon de 25 mm et les a tués. L'attaque a pris fin[158].

Au moment de la finale de l'Op MUTAFIQ TANDAR 6, à la fin de novembre, l'ennemi exécutait une série d'attaques dans le secteur situé entre Sperwan Ghar et Ma'Sum Ghar. L'avant-poste Mosque a été pris à partie pour la première fois en plusieurs fois, et deux attaques à l'EEI se sont produites dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters. L'équipe de gestion de la construction (EGC-1) a été touchée trois fois par des tirs d'armes légères et des obus de mortier entre les 17 et 21 novembre. Ces événements ont été éclipsés par l'Op MUTAFIQ TANDAR 6. Quand ces derniers ont été combinés aux cinq attaques à l'EEI ayant eu lieu dans le tronçon est de l'itinéraire Fosters pendant le mois, dont une contre une patrouille logistique de combat de l'ESN canadien, on n'a pas pu savoir au juste s'il existait un lien entre les activités ennemies menées dans les deux parties du district.

Source : Auteur

Les attaques avec engins explosifs improvisés ont continué à immobiliser les véhicules canadiens sur l'itinéraire Fosters et dans le lit de la rivière Arghandab. Ici, un véhicule blindé de dépannage Taurus remorque un char Leopard 2A6M jusqu'au poste de maintenance « Tango », à Ma'Sum Ghar, pour qu'il y soit réparé.

Cette perception a changé en décembre. Après la fermeture des postes fortifiés de Zangabad et d'Haji, le nombre d'incidents entre Sperwan Ghar, à l'est, le long du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, et le tronçon est de ce dernier a monté en flèche. Les troupes afghanes à la base de patrouille de Sperwan Ghar ont fait l'objet d'une attaque directe. Il y a eu trois contacts soutenus avec l'ennemi sur l'itinéraire Brown, et une grappe d'EEI a été découverte entre l'intersection de l'itinéraire Brown et du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, d'une part, et l'avant-poste Mosque, d'autre part. Des tirs d'armes légères ont alors été dirigés contre la FOB Ma'Sum Ghar depuis le sud. La colline des trois chars a même été prise à partie le 5 décembre[159]. La nouvelle compagnie d'infanterie afghane à Mushan n'avait pas la confiance de la population, qui s'est de nouveau cantonnée dans l'incertitude. Cela n'augurait rien de bon, mais il n'y a eu qu'un contact avec l'ennemi en décembre[160].

Le pire était à venir. Le nouveau centre de district a été attaqué trois fois en décembre; c'était un défi direct lancé par les insurgés au siège de la gouvernance. Ceux-ci ont envahi un poste de contrôle de la police à Bazaar-e Panjwayi, tout près de la FOB Ma'Sum Ghar; ils ont tué trois agents de police et en ont enlevé deux autres. Ils ont laissé derrière eux ce qui semblait être un piège, mais la FRR canadienne est arrivée et a conclu qu'il s'agissait d'un engin factice. Tandis que les membres de la FRR montaient à bord de leur VBL du Génie pour partir, ils ont fait sauter un autre engin qui a tué l'Adj Gaétan Roberge, du 2 R22e R, et le Sgt Gregory Kruse, du 2e Régiment du Génie de combat. Deux agents de police afghans ont aussi trouvé la mort, tandis que quatre autres Canadiens et un interprète ont été blessés[161].

Plus à l'est, quatre attaques à l'EEI ont été perpétrées contre les Afghans et les Canadiens le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters. Le point de contrôle de Salehan a été pris à partie deux fois et, en une occasion, des mentors canadiens de la police et une poignée d'agents de police afghans ont repoussé les assaillants. La combinaison de ces incidents montrait que l'insurrection était en train de modifier profondément son approche dans le district de Panjwayi, et ce, pas uniquement en raison du changement de saison.

L'intensification de la violence dans le Panjwayi oriental était-elle liée au renforcement nord-sud des insurgés entre les réseaux de Nakhonay et ceux du Panjwayi occidental? À un débordement des opérations de la coalition dans le secteur d'Asheque-Senjary dans le Zharey? À une présence agressive accrue des insurgés dans le secteur de Salavat-Nakhonay? Les habitudes de l'ennemi favorisaient l'idée que son renforcement à Nakhonay et dans le Panjwayi occidental stimulait l'exécution d'attaques contre le secteur de Sperwan Ghar–Ma'Sum Ghar et qu'il appuyait les efforts faits dans celui de Salavat–Nakhonay le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters. Les montagnes situées entre le secteur d'Asheque–Senjaray dans le Zharey et le tronçon est de l'itinéraire Fosters sont arides; tout ce qui y bouge est facilement repérable, à supposer qu'il y ait une plate-forme pour exécuter l'observation. Cependant, on ne pouvait passer outre au risque que les cellules du secteur d'Asheque–Senjaray mènent des opérations dans Bazaar-e Panjwayi en se déplaçant le long de la rivière à l'est de l'itinéraire Summit, mais vu la surveillance plus rigoureuse dont Senjaray faisait l'objet, c'était là quelque chose de moins probable.

Que pouvait faire le Canada en matière de gouvernance et de développement dans le Panjwayi pendant ce temps? Les équipes canadiennes de la COCIM ont faire ressortir plusieurs grandes questions. Des projets de développement étaient en cours dans le district, et l'exécution en était facilitée par la choura du développement. Les équipes de la COCIM adressaient à la FO Kandahar peu de rapports qui employaient la terminologie propre au Programme national de solidarité, à l'Assemblée de développement des districts et au Conseil de développement communautaire : les rapports abordaient la distribution de nourriture et les grands projets

de construction, plus précisément ceux concernant les routes et l'approvisionnement en eau dans Bazaar-e Panjwayi. Cependant, chacun de ces grands projets était marqué par la corruption à divers degrés et chacun donnait lieu à des luttes entre les factions cherchant à établir laquelle le contrôlerait ou en bénéficierait financièrement par ailleurs. Comme nous l'avons vu, Haji Baran et Haji Agha Lalai Dastagiri se faisaient concurrence. Les équipes de la COCIM ont découvert des liens entre Baran et Haji Agha Lalai de Sperwan (surnommé « Haji Dollars » pour le distinguer de Dastagiri), et entre Baran et l'ancien chef du district de Maywand, Haji Saifullah. Quelqu'un s'adonnait à de l'extorsion et à de la fraude en se servant de la « police » contre les camions des entrepreneurs civils appuyant l'EGC-1, tandis qu'une autre entité présumément liée à Dastagiri retenait une partie des stocks de nourriture fournis par le Programme alimentaire mondial et destinés au district et l'expédiait en cachette dans un entrepôt de la ville de Kandahar pour la revendre sur le marché[162].

Par ailleurs, les travaux de l'EGC-1 et le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters semblaient bien aller. Certes, les progrès étaient lents et, bien sûr, l'ennemi et peut-être aussi d'autres entités attaquaient le projet assez régulièrement, mais des retombées économiques dans le district, surtout à Bazaar-e Panjwayi, étaient manifestes. La qualité de vie des quelque 400 ouvriers et de leur famille s'est améliorée considérablement pendant l'exécution du projet, et cela était mesurable. Une « micro-économie », pour reprendre les mots de l'EGC-1, a grandi autour du projet pour répondre aux besoins des ouvriers; cela a par conséquent amélioré les moyens d'existence de la population le long du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, à mesure que le projet avançait peu à peu. L'entreprise de sécurité Blue Hackle n'extorquait pas d'argent à la population locale, contrairement à ce que la police avait fait dans le passé. Naturellement, le chef de district Baran a menacé de faire pression pour priver les ouvriers de leur argent parce que, selon lui, ils ne travaillaient pas assez vite. D'autres ont cru que Baran était fâché parce qu'il ne mettait pas la main sur une part assez grande des fonds[163].

Le colonel Faiz, commandant de la Direction nationale de la sécurité dans le district, était plutôt futé : il comprenait bien ce qui se passait. Toutefois, Haji Baran, futé également, a exigé que Faiz soit exclu de la choura sur la sécurité du district, puis, adoptant un ton mélodramatique, il a dénoncé la « corruption » entachant le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters et a menacé d'aller voir les médias à cause de « l'inaction » des Canadiens. L'équipe de la COCIM a été étonnée quand Baran a menacé de démissionner parce que les gens le « dénigraient » auprès du gouverneur[164].

Le colonel Faiz mis à part, les services de police demeuraient problématiques. L'ELMOP s'est réunie officieusement avec ses homologues des États-Unis et de la CIVPOL pour répartir les tâches : les mentors étasuniens de la police travailleraient avec Bismillah Khan, le chef, tandis que l'ELMOP et la CIVPOL s'occuperaient respectivement des opérations sur le terrain et de l'instruction. Puis, tout d'un coup, le chef a disparu en prétendant qu'il

devait assister à des chouras dans la ville. La police a essentiellement déserté pour la fête de l'Aïd, ce qui a obligé l'ELMOP à voir à toutes les tâches. Le Bgén Matiullah a finalement remplacé Khan par Mohammad Naeem, qui s'est consacré à la reprofessionnalisation des éléments dont ils disposaient encore pour travailler[165].

Chaque entité possible s'est manifestée pour obtenir une partie des fonds affectés au projet du PPS de Sperwan, à tel point que les Canadiens ont été les seuls à se rappeler que l'objectif était en fait de construire un poste de police. Les négociations byzantines quant à savoir qui construirait les installations, qui protégerait les ouvriers et qui s'occuperait des convois ne relèvent pas de la présente étude, mais il était évident que chaque faction présente dans le Panjwayi voulait sa part du magot – faute de quoi, il y aurait de la casse. Par exemple, un ouvrier a été enlevé, emmené à Nakhonay, battu, menacé, puis libéré. Était-ce un acte des talibans ou non? Un informateur qui travaillait pour la Compagnie M à Sperwan et qui fournissait des renseignements sur toute une gamme de sujets a été retrouvé, battu à mort. Était-ce le fait des talibans ou non[166]? Une fois de plus, la violence commerciale s'est glissée dans les projets quand beaucoup d'argent canadien ou allié est entré en jeu, puis elle a recoupé la violence attribuable aux insurgés qui percevaient les projets comme étant à la fois des sources de financement de leurs opérations et des éléments à attaquer pour montrer quels effets ils pouvaient produire. La nouvelle stratégie du Canada ne pouvait d'aucune façon bien expliquer ces comportements, d'une manière mesurable, à un vaste auditoire au Canada. En effet, la capacité de la FO Kandahar de suivre l'évolution de cette situation et d'y réagir promptement était en fait assez limitée. Le Panjwayi n'était pas un colisée du même genre que celui du Zharey, mais c'était un colisée, malgré tout.

Les opérations dans le district du Zharey, en novembre et décembre 2008

Ceux qui pensaient que la prétendue saison des combats était terminée ont été consternés par le niveau des activités ennemies dans le district de Zharey en novembre. La cadence opérationnelle ennemie contre les postes fortifiés de Lakokhel, Pulchakan et Spin Pir a été aussi vive qu'en octobre : il y a eu 14 attaques contre le seul poste de Lakokhel (voir les figures 4-15a et 4-15b). La différence résidait dans la coordination accrue des attaques ennemies contre les postes de Lakokhel et de Pulchakan et, dans un cas, dans une attaque coordonnée contre les deux positions. L'intensification considérable de l'activité ennemie dirigée contre le quadrilatère de stabilisation JUNO était plus alarmante : le nombre d'incidents a doublé par rapport à celui d'octobre, et ces derniers ont coïncidé avec de nombreuses attaques à la roquette contre la FOB Ma'Sum Ghar[167]. La situation a été aggravée davantage par ce qui a semblé être l'existence d'un front ennemi complètement distinct, mais connexe, à Senjaray.

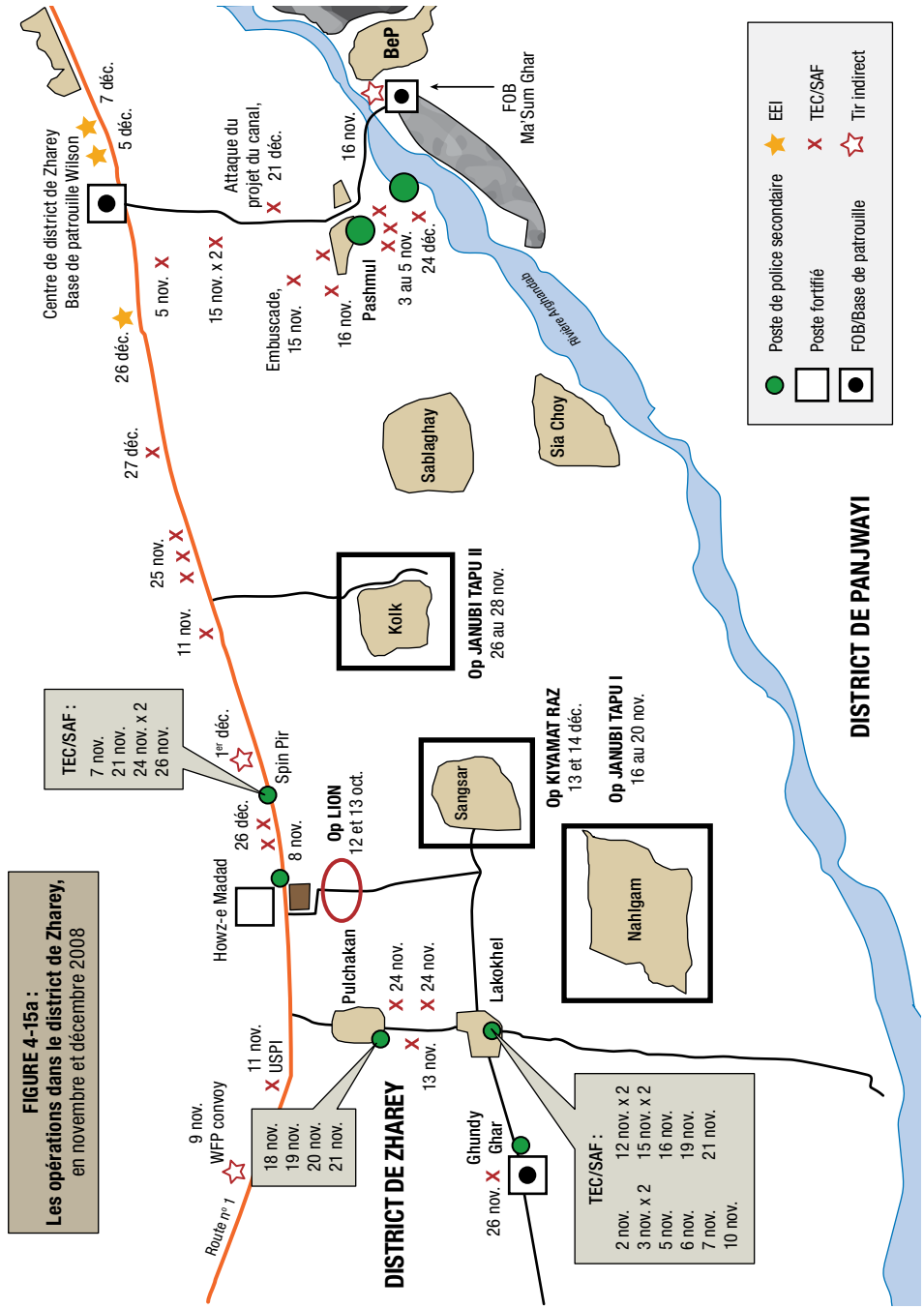


Figure 4-15a : Opérations dans le district de Zharey, en novembre et décembre 2008

Figure 4-15b : Partie orientale du district de Zharey, en novembre 2008

Les patrouilles menées dans le cadre de l'Op JANGISIOUX se sont poursuivies pendant tout le mois, mais très peu de contacts ont été signalés. Le 6 novembre, une patrouille afghano-canadienne partie du poste fortifié de Lakokhel a essuyé des tirs d'armes légères et de GPF. L'interprète a été blessé et est resté paralysé. Le Cpl Mark McLaren a rampé jusqu'à lui et l'a sorti de là sous le feu ennemi. Des obus fumigènes et brisants ont été lancés sur l'ennemi pour que la patrouille rompe le contact et revienne au poste fortifié. Les actions du Cpl McLaren lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire, mais il a été tué par un EEI plus tard au cours de sa période de service.

Les grandes opérations montées dans le district ont fait intervenir le 3e Kandak et ses mentors qui ont exécuté une sortie de bouclage et de fouille à Makuan les 5 et 6 novembre, et elles ont compris les opérations JANUBI TAPU au cours de la seconde moitié du mois. Le Groupement tactique régional (Sud) — en l'occurrence, le 42e Commando des Royal Marines — est revenu dans la zone d'opérations canadienne pendant un certain temps. Les Op JANUBI TAPU I et II avaient pour objectif d'exécuter des raids dans les sanctuaires insurgés de Nahlgam et de Kolk, en partie pour détourner des ressources ennemies susceptibles de perturber l'imminent processus d'inscription des électeurs.

L'Op JANUBI TAPU I a commencé le 14 novembre avec le déploiement discret des mortiers du 42e Commando à Ghundy Ghar et le lancement simultané de la Compagnie N dans le secteur de Pashmul qui a exécuté deux grandes patrouilles pour créer une diversion pendant que le 42e Commando préparait et exécutait un assaut aérien contre Nahlgam. La Compagnie N et la police afghane accompagnée de mentors étasuniens ont été prises à partie le 15 novembre par des tirs nourris provenant de multiples endroits, après être entrées dans un terrain extrêmement fermé autour de Pashmul. La Compagnie N a riposté avec des tirs de suppression et a demandé à l'artillerie de tirer 16 obus brisants de 155 mm sur les positions ennemies. Une partie d'un peloton canadien a été clouée sur place et ne pouvait s'extraire de l'endroit. Le contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a pu diriger vers cet emplacement des éléments d'appui aérien rapproché qui ont largué une bombe GBU-12 sur une enceinte d'où les tirs provenaient, et le peloton a pu se replier. Une autre salve de six obus a supprimé l'équipe ennemie qui attaquait la police[168]. Le lendemain, une autre patrouille délibérée dans le secteur de Pashmul s'est heurtée à des tirs de mortiers et à des tirs directs ennemis. Avec leurs armes légères et l'artillerie, les Canadiens ont écrasé l'ennemi, pendant qu'un UAV MQ-9 Reaper repérait une autre équipe de quatre hommes sur lesquels il a décoché des missiles Hellfire[169]. Quinze minutes plus tard, les hélicoptères Sea King des Royal Marines se sont posés dans une zone d'atterrissage à Nahlgam et ils y ont débarqué leurs troupes. Celles-ci ont eu trois contacts importants avec l'ennemi au cours de la matinée, tandis qu'elles traversaient la ville fortifiée où elles ont découvert une grosse fabrique d'EEI et fait venir une équipe d'exploitation[170].

Au cours des opérations, une équipe de deux tireurs d'élite installée sur le toit d'un immeuble et couvrant une patrouille afghano-canadienne a été repérée par l'ennemi et a été prise à partie. Un des deux hommes a été gravement blessé, et son partenaire, le Cplc Jeremy Pinchin l'a protégé de son corps, tout en lui prodiguant les premiers soins. De nombreuses balles ennemies ont touché le gilet de protection balistique du Cplc Pinchin pendant qu'il portait secours à son compagnon. Les deux hommes ont réussi à s'extraire de cet endroit et à rejoindre des forces amies. Ses actions ont valu au Cplc Pinchin d'être décoré de l'Étoile de la vaillance militaire. Les fouilles se sont poursuivi le lendemain, ce qui a provoqué trois autres contacts avec l'ennemi, mais il n'y a eu rien d'important à signaler. Les Royal Marines ont évité de justesse une attaque suicide avec EEI transportés sur une motocyclette. Comme les opérations produisaient de moins en moins de résultats, la décision a été prise d'extraire les Compagnies K et L par hélicoptères, le 20 novembre. L'Op JANUBI TAPU a eu un effet important, car elle a délogé un important commandant taliban que le CRTS pistait. Un UAV MQ-9 Reaper s'est amené sur les lieux pour l'identifier catégoriquement, mais l'équipe de ciblage n'a pas pu satisfaire à tous les critères d'engagement. Cependant, d'utiles renseignements ont été recueillis en vue de l'avenir.[171]

Dans le cadre d'un fait nouveau important, les chefs du 2e Kandak ont décidé d'exécuter unilatéralement un ratissage des secteurs du Zharey d'où des roquettes avaient été lancées et de se faire accompagner par la police afghane pour exécuter une opération conjointe. Ils voulaient par là riposter à une attaque à la roquette qui avait tué deux soldats afghans et en avaient blessé quatre autres. À la dernière minute, la police sans mentors a remplacé l'ELMOP sur l'ordre du chef de police adjoint. Les opérations de bouclage et de fouille menées par les deux compagnies d'infanterie n'ont produit aucun résultat, ce qui a semé le doute entre les deux entités[172].

L'Op JANUBI TAPU II a été exécutée par le GT et une compagnie du 42e Commando. L'objectif consistait à affaiblir l'activité ennemie le long de la Route no 1 et dans le quadrilatère de stabilisation JUNO qui s'étendait depuis le secteur de Kolk. Deux équipes de combat ont opéré une brèche au sol pendant que les Royal Marines exécutaient un assaut aérien avec une compagnie près de Kolk. Les résultats ont été mixtes. Les forces afghanes ont fait 30 prisonniers, mais on ne savait pas au juste, au moment de l'opération, s'il s'y trouvait des personnes importantes. Une petite cache d'armes a été découverte, et à peu près aucun contact n'a été signalé. Comme dans le cas de l'opération précédente, les chefs ennemis ont été obligés de déménager ailleurs, ce qui a donné lieu à une attaque productive des FOS plus tard[173].

Exception faite de la Route no 1 à l'est de la Base de patrouille Wilson, seulement quelques contacts ont été enregistrés en décembre 2008 dans le district de Zharey, et aucun n'a eu lieu pendant la première moitié du mois. Il est probable que les Op JANUBI TAPU

aient forcé les insurgés qui restaient encore dans le district à se terrer, car leurs combattants venus de l'extérieur sont rentrés chez eux, à la fin de la saison des combats. Le 2e Kandak a quitté le secteur et il y a été remplacé par le 1er Kandak. Les patrouilles canadiennes et afghanes se sont poursuivies dans le secteur de Pashmul, et les EEI ont fait des pertes dans leurs rangs. Au cours de ses patrouilles, la Compagnie N découvrait sans cesse des manuels sur les EEI et des engins partiellement construits. Le 14 décembre 2008, la Compagnie N a lancé l'Op KIYAMAT RAZ : il s'agissait d'une infiltration nocturne dans le secteur de Sangsar. La mission a permis de saisir quelques armes : « Les insurgés n'étaient pas présents pour défendre les lieux » [Traduction], et il a été établi que l'ennemi avait quitté le secteur[174]. Le poste de Spin Pir a essuyé des tirs à quelques reprises, et l'EGC-2 a été attaquée sur l'itinéraire Summit, mais en vain.

Qu'en était-il du développement dans le district de Zharey? Un projet de construction de canal dans le village de Zehdanan a été présenté comme étant un succès, mais l'équipe de la COCIM a fait savoir ce qui suit :

> À l'heure actuelle, il n'existe aucun leadership véritable dans le village […] Aucune réponse claire n'a été donnée quant à savoir qui est l'actuel chef du village. [ANCIEN] a été l'ancien du village jusqu'à ce qu'il soit enlevé par les insurgés en janvier 2008. Il a été libéré huit jours plus tard. Après son enlèvement, il a décidé de ne plus entretenir de relations avec la FIAS relativement aux efforts de construction. Cela est peut-être un signe d'un manque d'organisation, ce qui semble confirmer que les insurgés jouent un rôle influent dans le village, contrairement à ce que les habitants de l'endroit ont dit[175]. [Traduction]

En fait, le piètre comportement de la police continuait de favoriser cette tendance :

> Le village appuie le gouvernement, mais il commence à en avoir assez de la PNA, à cause des ordres verbaux qu'elle donne, quand elle fait une fouille, et qui sont déplacés et rabaissent la culture pachtoune[176].

Les initiatives de développement dans le district ont été entravées par le manque de coordination canadienne à temps plein. Les représentants de l'Équipe de la COCIM, de l'ACDI et de l'EGC ont encore une fois essayé de se réunir pour coordonner les projets, mais il a semblé que les organisations du district telles que l'assemblée de développement du district ne fonctionnaient pas. Il était évident que les insurgés nuisaient aux efforts des conseils de développement communautaires. Des idées telles que celle concernant la construction d'un marché fermier près de la FOB Wilson ont été suggérées. Le fait que l'Équipe de la COCIM, l'ACDI et les EGC collaboraient était encourageant en soi, mais il

ne suffisait pas pour exploiter l'accalmie dans l'activité ennemie dans le Zharey occidental, en décembre[177]. En effet, le chef de district a déclaré aux Canadiens à la mi-décembre que, « pour le district, la priorité était alors de voir à la sécurité et que, tant que celle-ci ne serait pas assurée, les autres projets ne progresseraient sans doute pas[178] » [Traduction]. Cependant, l'EGC-2 a signalé que ses activités relatives à l'approvisionnement en eau étaient couronnées de succès le long de l'itinéraire Summit. La population « a constitué une main-d'œuvre valable » et « la capacité des ouvriers est telle qu'ils peuvent assumer certaines des responsabilités liées à la gestion des projets, en mettant l'accent sur les chefs d'équipe[179] » [Traduction]. Malheureusement, ces gains n'étaient pas directement liés à une gouvernance positive. Certes, ils ont amélioré la qualité de vie de la population, mais ces progrès n'ont pas profité énormément au camp gouvernemental aux niveaux des districts et de la province. L'ennemi en a tiré parti en ce sens qu'il pouvait dire à la population qu'il faisait en fait preuve de tolérance en permettant aux Canadiens et au gouvernement d'exécuter ces projets.

Au chapitre de la sécurité, Sahardi n'était pas sans savoir ce qui se passait. Selon lui, « la police a essentiellement divisé le district de Zharey en trois zones pour y exercer son contrôle, ce qui contribu[ait] à accroître la liberté de mouvement des insurgés » [Traduction] : il y avait la zone de Senjarey, contrôlée « par décret présidentiel »; la police relevant d'Haji Lala; le camp de réfugiés du Zharey Dasht, confié à Tooryalai; le reste du Zharey, sous la coupe de Bismillah Khan. Haji Lala « veillait à sa sécurité et à celle de ses hommes, et non à celle de l'ensemble de la collectivité » [Traduction]. Makuan et Senjaray faisaient problème, parce que « la plupart des habitants y appartenaient à la tribu des alizais et fournissaient nourriture et gîte aux insurgés[180] » [Traduction]. Voilà qui rendait difficiles aux Canadiens l'élaboration, puis la mise en œuvre d'un plan de district! Toutes les entités canadiennes (COCIM, MAECI, ELMO et ELMOP) ont convenu que « le principal problème semblait résider dans un manque d'effectifs entraînés pour garantir convenablement la sécurité du district[181] » [Traduction]

La mort en décembre : l'Op KASSAT dans le Senjaray

Le secteur de Senjaray le long de l'autoroute nº 1, à l'est de la FOB Wilson avait été un véritable stand de tir pendant la majeure partie de novembre. La mort d'Habibullah Jan et l'imposition de la police contrôlée par Karzai, qui ne coordonnait rien avec le district ou n'importe quelle autre force de police, ont profondément affaibli la position du gouvernement dans ce secteur[182]. L'Armée nationale afghane (ANA) a lancé une opération d'une journée dans le secteur de Makuan (Op COBRA), mais en général, les convois qui empruntaient la route ont continué d'essuyer de plus en plus de tirs d'armes légères vers la fin du mois. L'ANA a effectué des ratissages le matin le long de la route, tandis que la Compagnie N

a préparé des embuscades nocturnes le long de la rivière. Des comptes rendus du renseignement disaient que des EEI entraient dans le secteur, gracieuseté du commandant Zergay, mais ils n'étaient pas assez précis pour qu'une suite puisse leur être donnée[183]. Le 13 novembre, la police afghane a découvert un EEI factice dans un ponceau. Pendant qu'elle évaluait l'engin, un deuxième EEI fabriqué avec une mine anti-personnel PMN filocommandée et reliée à un bidon d'explosif de confection artisanale a tué ou blessé quatre agents de police[184]. Le 24 novembre, le CRTS a fait savoir que l'ennemi cherchait de plus en plus à cibler les équipes ratissant la route le matin[185]. Au cours des jours suivants, des patrouilles de la police et de l'Armée ont découvert plusieurs EEI filocommandés avant que l'ennemi réussisse à les faire sauter[186].

Vers 0800 du matin, le 5 décembre 2008, la Compagnie N était en train d'exécuter une patrouille de présence à pied dans le secteur de Pashmul quand un soldat a fait détoner une mine ou un EEI. L'explosion a gravement blessé deux Canadiens, qui ont ensuite été évacués par hélicoptère[187]. Une heure plus tard, travaillant avec un peloton du 1er Kandak, l'équipe de mentorat 71D exécutait son ratissage matinal de la Route nº 1 pour y repérer les EEI, dans le secteur de Senjaray, quand l'ennemi a fait sauter un EEI et les a pris en embuscade. Cet EEI n'a eu aucun effet. Cependant, tandis que les deux camions RG-31 de l'équipe 71D ripostaient et s'extirpaient de l'embuscade, un énorme EEI a explosé sous l'un d'eux et l'a projeté à une distance de 25 mètres hors de la route, dans un champ de raisins. Le cratère a été tellement grand qu'il a détruit la Route nº 1. L'Adj Robert Wilson, le Cpl Mark McLaren et le Sdt Demetrios Diplaros, tous membres du 1 RCR, ont été tués au cours de l'attaque[188].

Une attaque coordonnée contre le poste fortifié d'Asheque a eu lieu dans la nuit du 7 décembre et a confirmé que les insurgés intensifiaient leurs opérations à Senjaray. Dans la nuit du 12 décembre, un TUAV Sperwer en mission a observé quatre personnes qui travaillaient sur un ponceau de la Route nº 1, à l'ouest de Senjaray, près du lieu de l'attaque du 5 décembre. Elles ont été aperçues en train de « se déplacer tactiquement » et de poser ce qui a semblé être un fil de télécommande. L'équipe s'est plus tard rendue dans une mosquée du secteur. La FO Kandahar a ordonné à l'ERP d'envoyer là sa FRR dès l'aube pour faire enquête. À l'arrivée de la FRR, l'ennemi a fait sauter un gros EEI sous un des VBL III qui a été détruit de fond en comble et tué le Cpl Thomas Hamilton et les Sdt Justin Jones et John Curwin. Un quatrième Canadien a été gravement blessé[189]. Normalement, l'ennemi posait le fil de télécommande perpendiculairement à la route jusqu'au point de mise à feu. Dans ce cas, il l'a enfoui près de la route et parallèlement à elle sur une certaine distance, et les techniciens qui ratissaient la route ne l'ont pas décelé. Cela a montré que les insurgés observaient de près les méthodes des Canadiens et des Afghans et qu'ils s'y adaptaient[190]. Le 26 décembre, une autre attaque à l'EEI a tué le Sdt Michael Freeman du 3 RCR.

Source : Auteur

Vue aérienne en direction nord de la collectivité de Senjaray, dans le district de Zharey. Celle-ci a été le théâtre de l'Op KASSAT, qui a eu lieu après que de multiples soldats canadiens et alliés eurent été tués le long du tronçon de la Route nº 1 aperçu ici allant d'est en ouest le long de la bordure nord de la bande verte et de la ville.

Par suite de la mort de sept Canadiens en une si courte période, diverses pressions se sont exercées sur la FO Kandahar. La première réaction a été l'exaspération et la tendance à blâmer l'Armée nationale afghane. Puis, l'état-major s'est mis à faire une rétrospective des événements pour voir si des éléments lui avaient échappé. Ensuite, le Lgén Gauthier a « piqué une crise », selon un planificateur, et il a exigé de la FO Kandahar qu'elle produise un ordre et un plan d'opérations détaillés dont l'objet serait de partir à la recherche de la cellule de poseurs d'EEI responsable des attaques. En second lieu, le Bgén Thompson, « furieux », a voulu que les commandants talibans identifiés et impliqués dans les attentats soient tués. Une équipe spéciale, dirigée par le Lcol Al Mulawyshyn, a été mise sur pied : elle comprenait les officiers des opérations du GT et de l'ELMO et le chef des opérations. Ils ont reçu l'ordre de dresser des plans à court, moyen et long terme pour régler la situation à Senjaray. Cette collection de plans a reçu le nom d'Op KASSAT [Revanche][191] (voir la figure 4-16).

Une des premières mesures a été d'éliminer Haji Lala du processus suivi par la coalition. Il craignait les talibans et limitait considérablement les patrouilles de sa police. En effet, la Direction nationale de la sécurité a fait savoir aux Canadiens qu'il existait une trêve de fait dans la région entre la population locale et les talibans et qu'apparemment, les dirigeants locaux avaient antérieurement demandé au gouverneur Raufi d'approuver cette trêve. Le Lcol Woodworth, commandant de l'ERP, a été chargé d'avoir l'œil sur lui à la faveur d'engagements des relais d'influence. En deuxième lieu, le nombre des patrouilles du GT, de l'ELMO et de l'Armée nationale afghane a été augmenté dans le secteur, l'objectif ayant été de regagner la « CS blanc ». En troisième lieu, la couverture ISTAR a été intensifiée dans le ciel de la région, notamment avec les nouveaux UAV ScanEagle. Une autre mesure a consisté à recourir davantage aux véhicules de la COIC dans le secteur. Toutes ces interventions ont constitué la première étape de l'opération.

En même temps, le Lcol Mulawyshyn et l'équipe spéciale ont cherché à cibler la cellule ou le réseau de fabricants et de poseurs d'EEI qui avait exécuté les attaques. Cela nécessitait une analyse circonscrite et détaillée des méthodes ennemies par les sapeurs anti-EEI et une analyse spécialisée du renseignement. L'organisation anti-EEI canadienne possédait déjà une vaste expérience en la matière et elle l'a mise à profit. Le Bgén Thompson avait la capacité de donner rapidement suite au renseignement; par conséquent, il a autorisé la simplification de la bureaucratie relative à la Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI) et l'amélioration de la liaison entre le CRTS et le Centre du renseignement pour les opérations spéciales (CROS), pour que les FOS canadiennes puissent partir, libres de toute entrave, à la recherche des auteurs des attaques. De même, les processus de ciblage des UAV armés affectés aux quadrilatères opérationnels dans le secteur de Senjaray ont eux aussi été simplifiés[193].

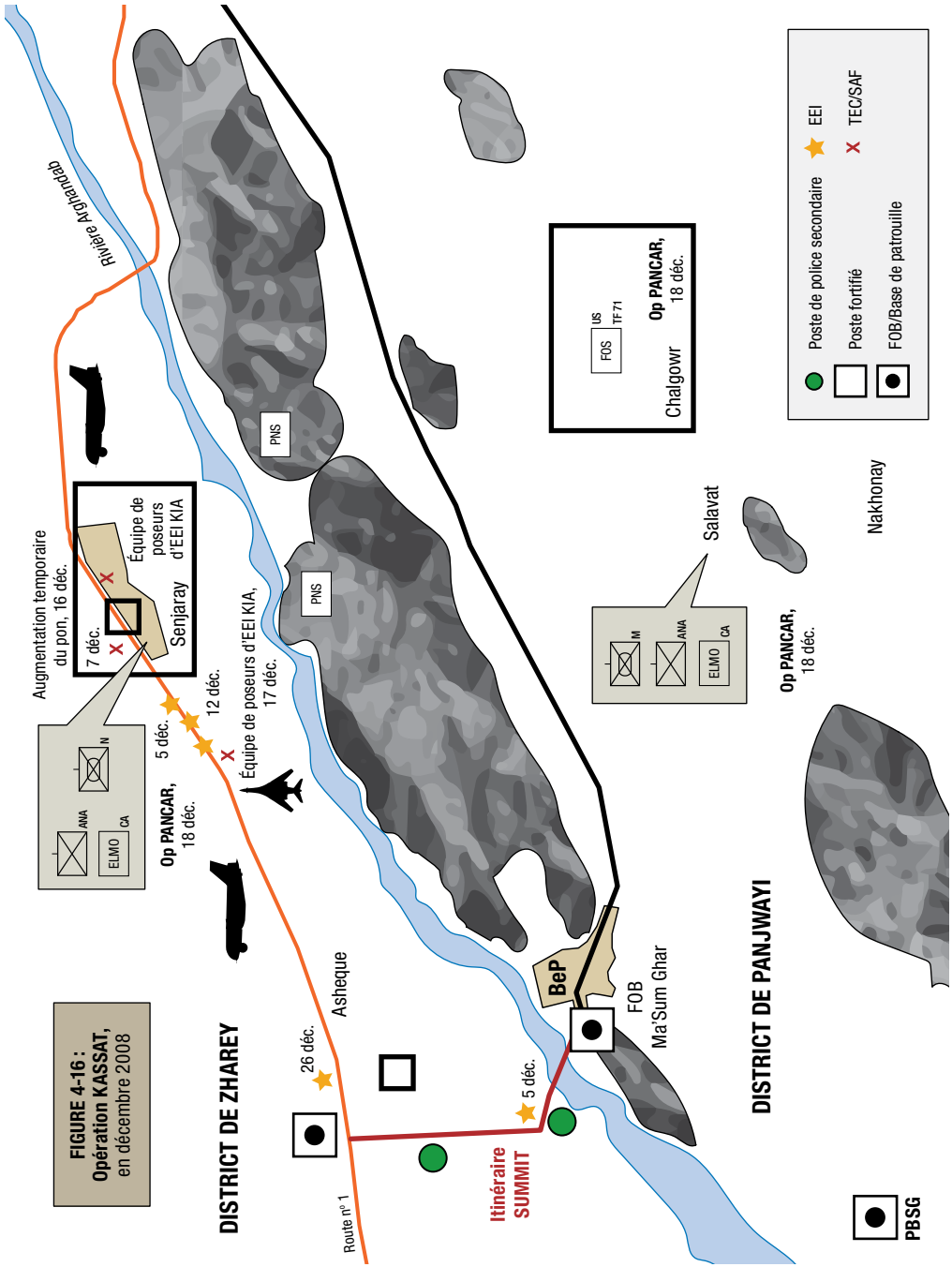


Figure 4-16 : Op KASSAT, en décembre 2008

Quant aux aspects à long terme, l'équipe spéciale du Lcol Mulawyshyn a recommandé d'installer plusieurs « caméras sur bâton » dans tout le secteur pour le surveiller. Elle a aussi envisagé d'installer des caméras sur des aérostats pour assurer une « surveillance permanente ». En outre, comme il était ingénieur, le Lcol Mulawyshyn a examiné la situation de la Route nº 1 même. Il y avait beaucoup trop de ponceaux le long de ce segment. Comme des grilles anti-EEI avaient été utilisées sur l'itinéraire Fosters, leur emploi a été recommandé à Senjaray. Toutefois, l'objectif définitif a été de réorganiser le système d'irrigation le long de la route pour enlever le plus de ponceaux possible. Cela a été intégré dans les plans de 2009 et a fait intervenir grandement l'ERP et les équipes de la COCIM[194].

Afin de démontrer que les Canadiens conservaient la liberté de mouvement à Senjaray et pour se réserver l'ascendant psychologique, le Bgén Thompson a ordonné au GT de mener une opération terrestre dans le secteur immédiatement. Des patrouilles insérées le 16 décembre ont suscité l'intervention des systèmes ennemis de pré-alerte, et les systèmes aériens ont observé les mouvements de l'ennemi, sans le prendre à partie, de manière à pouvoir les cartographier et les évaluer. Une patrouille a tendu une embuscade à une équipe ennemie de poseurs d'EEI et l'a supprimée complètement[195]. La nuit suivante, un bombardier B-1B a repéré avec ses systèmes de surveillance une autre équipe du même genre sur la Route nº 1 et, coordonnant son intervention avec le poste de commandement du GT au moyen du système Rover, il a attaqué et tué les insurgés[196]. La FRR du GT a exploité l'emplacement et, pendant qu'elle ramassait les morceaux de l'équipe de poseurs d'EEI et ses équipements, elle a constaté que la grille anti-EEI du ponceau avait été enlevée, puis remise en place et cimentée[197].

En travaillant jour et nuit, les spécialistes du renseignement ont conclu le 16 décembre que le commandant Shair Sahib et son réseau de poseurs d'EEI avaient perpétré les attaques des 5 et 13 décembre[198]. Dans certains cas, les habitants de l'endroit s'étaient manifestés et avaient dénoncé le réseau parce qu'ils comprenaient la colère des Canadiens et craignaient de leur part des représailles qui endommageraient l'infrastructure, y compris leurs champs[199].

L'Op PANCAR [griffe] a fait l'objet d'un rapide jeu de guerre, puis elle a été lancée. La Compagnie N et une compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens se sont concentrés sur trois objectifs dans Senjaray, pendant que la Compagnie M, accompagnée d'une compagnie afghane et de ses mentors canadiens, se rendait dans le secteur de Salavat. La FO 71 (Opérations spéciales) et les commandos de l'Armée nationale afghane qui l'accompagnaient sont entrés dans un quadrilatère opérationnel qui comprenait Chalghowr et Zalakan (des TUAV Sperwer ont assuré une couverture pendant toute l'Op PANCAR : de piètres conditions météorologiques ont limité l'emploi du SUAV ScanEagle, mais le TUAV Sperwer, plus robuste, a pu s'accommoder des conditions qui se dégradaient)[200].

Les quatre compagnies se sont déployées sans incident le matin du 18 décembre. La Compagnie N a dégagé un certain nombre d'« enceintes d'intérêt », où elle a trouvé un homme qui prétendait être un agent de la Direction nationale de la sécurité venu du Dand et ayant été enchaîné et emprisonné. Elle a aussi trouvé dix uniformes ensanglantés de la police afghane. Elle a en outre découvert plusieurs piles de munitions non explosées sur le point d'être réutilisées sous forme d'EEI. La Compagnie M a de son côté trouvé un petit nombre d'armes, mais la principale saisie a été 10 millions d'afghanis (monnaie) de l'époque des talibans et des fournitures médicales. Elle a aussi déniché des lettres nocturnes, des cartes SIM pour téléphone cellulaire et des confessions de « complicité » avec les forces gouvernementales, rédigées par des habitants de l'endroit. Des radiographies de combattants talibans blessés ont également été trouvées avec les fournitures médicales (évidemment, les seuls appareils de radiographie dans la région étaient ceux de l'hôpital de rôle 3 au KAF et ceux de l'hôpital Mirwais contrôlé par la Croix-Rouge dans la ville). La FO 71 a découvert 2,5 tonnes de hachisch stockées dans les salles de classe de l'école de Chalghowr[201].

Les équipes ISTAR qui couvraient l'Op PANCAR ont constaté que l'ennemi savait d'avance que la Compagnie N était en route à destination du secteur de Salavat. L'ennemi essayait aussi d'enfouir des EEI devant la Compagnie N pendant qu'elle manœuvrait, mais il était déçu dans ses efforts par l'imprévisibilité des mouvements de la compagnie. Le CRTS a observé que l'ennemi faisait preuve de discipline et qu'il se fondait, puis disparaissait dans la population civile. Les équipes ISTAR ont repéré ce que le CRTS a cru être une chaîne de commandement bien définie — dont l'opération a elle aussi révélé l'existence —, et une analyse des liaisons a montré que le commandant Shair Sahib figurait bien en évidence dans toutes ces interactions, tout comme le commandant supérieur du Zharey, Sadiq Agha. La chasse s'est intensifiée à mesure que d'autres ressources entraient en jeu pour les traquer. Sahib essayait de préserver autant que possible sa capacité d'utiliser des EEI. Cela l'obligeait à déplacer les composantes pour les soustraire aux fouilles et à mettre en service des poseurs d'EEI nouvellement entraînés. Par ailleurs, des matériaux lui manquaient, et il essayait de les obtenir auprès d'une source dans le Maywand. Chaque fois qu'il communiquait avec de telles entités et personnes, il ajoutait aux connaissances du CRTS[202].

Le premier véritable contact, au cours de l'Op PANCAR, a eu lieu le 20 décembre, près de deux jours après son lancement. La Compagnie M a essuyé des tirs d'armes légères et elle a donc demandé la création d'un écran de fumée qui lui a permis de se replier. Ensuite, les tireurs d'élite, qui avaient pris position au sommet du Nowruz Ghar, ont été pris à partie pendant leur exfiltration. Une FRR est arrivée et les a tirés de là[203].

La FO Kandahar estimait que l'Op PANCAR lui avait permis de perturber temporairement les opérations de Sahib axées sur les EEI. Les rapports ISTAR donnaient à penser que les chefs ennemis avaient quitté Senjaray en y laissant le commandant Toor Jan pour diriger leurs forces. La conviction tenace que l'ennemi avait eu vent de l'Op PANCAR persistait au sein de la FO Kandahar. Puis, celle-ci a appris que des chefs talibans basés à Quetta avaient dit à Sahib qu'il devait revenir au Waziristan. Ce fait nouveau a rendu perplexes les analystes canadiens qui y ont vu l'ajout d'un autre niveau de complexité au rôle de ce commandant[204] ». Le commandant Agha a lui aussi reçu l'ordre de quitter le secteur et de se présenter à Quetta. Par ailleurs, un commandant subalterne à Senjaray a reçu une liste de 12 personnes qui avaient informé les forces coalisées sur les forces talibanes pendant l'Op PANCAR, et l'ordre lui a été donné de s'occuper d'elles[205].

Les insurgés croyaient — et se le racontaient — que la toute dernière opération n'était qu'un ratissage, comme d'autres auparavant. Ils n'avaient pas vu venir l'Op JAKAR, dans la foulée de l'Op PANCAR. L'Op JAKAR allait établir une présence permanente de l'Armée afghane à Senjaray, et un poste fortifié serait occupé par un peloton. Sous la protection de la Compagnie N, les sapeurs sont venus examiner les lieux près de l'enceinte de la police inefficace d'Haji Lala. Les insurgés ont répliqué en appelant le commandant Khan Aka, facilitateur d'EEI, qui était à Nahlgam, et en lui demandant de transporter en secret des composantes d'EEI à Senjaray[206].

La veille de Noël, des ressources ISTAR canadiennes ont repéré Sahib pendant qu'il circulait dans le Maywand. L'exécution d'une attaque aérienne a été ordonnée, mais à la dernière minute, le contrôleur des armes a annulé la mission, et le véhicule visé a pu s'échapper. Les occupants, y compris Sahib, « ont fui en trombe » les lieux de l'attaque. Une équipe des FOS britanniques qui était dans le secteur a réussi à capturer sept insurgés, mais Sahib n'en faisait pas partie. Sa piste a été retracée le jour de Noël. Il se trouvait dans une enceinte dans le village d'Hasanabad, dans le Maywand. Les FOS canadiennes poursuivaient alors une autre cible et ont confié la mission à la FO 373 des FOS; celle-ci a promptement fait une descente dans cette enceinte et tué Sahib et neuf autres insurgés. Il a été établi que ces derniers étaient des chefs ennemis en devenir dans le Maywand; par conséquent, cette attaque a eu des effets importants dans toute la structure de commandement ennemie dans la zone d'opérations de la FO Kandahar. Le CRTS a mis au jour l'existence et l'emplacement d'autres chefs ennemis liés à Sahib, et la chasse s'est poursuivie[207].

Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot, en novembre et décembre 2008

La possibilité que d'autres forces étasuniennes soient envoyées dans la province de Kandahar après l'élection de novembre 2008 aux É.-U. a entraîné une réévaluation de la situation dans le district d'Arghandab, au quartier général de la FO Kandahar. Les équipes étasuniennes de mentorat de la police ont reçu l'ordre, par l'intermédiaire de leur chaîne de commandement, d'entrer dans le district et d'y évaluer indépendamment l'état des choses, parfois même sans coordonner leurs actions avec les forces canadiennes. Par conséquent, la décision a été prise de laisser l'escadron de reco du Maj Tremblay remplir son rôle axé sur l'économie de forces dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot, et de n'engager aucune autre ressource canadienne dans le district, en dehors des activités de développement menées par les équipes de la COCIM et l'ERP[208].

La guerre menée par l'escadron de reco dans le district d'Arghandab s'est considérablement intensifiée en novembre. Une force de 50 insurgés est entrée dans le district au cours de la première semaine du mois et elle a amorcé une campagne aux multiples facettes conçue de toute évidence pour perturber les travaux de construction de la coalition et réduire la sécurité, et non pour occuper du terrain. Trois civils ont été enlevés, quelques attaques à l'EEI ont visé la police de l'Arghandab, et une multitude de lettres nocturnes ont été distribuées. Des roquettes et un canon sans recul monté sur un camion ont été employés à deux reprises pour tenir la FOB Frontenac en alerte et immobilisée, et, en une occasion, les insurgés ont tendu une embuscade à une patrouille logistique de combat canadienne. Les hélicoptères OH-58D qui escortaient la patrouille ont supprimé la force ennemie, et les Canadiens n'ont subi aucune perte[209] (voir la figure 4-17).

L'escadron de reco a riposté en exécutant une série de patrouilles dynamiques conçues pour raffermir la sécurité et rassurer la population hésitante dans la partie touchée du district. Une opération délibérée appelée CANCA a permis de découvrir deux importantes caches d'armes, dont une qui contenait des pièces d'EEI, et cela a temporairement perturbé les opérations de l'ennemi. En même temps, le 4e Kandak a essayé d'établir une base de patrouille dans l'Arghandab, près de Jelawur, pour y installer une batterie de canons de 122 mm et sa compagnie de reco. Encouragée par les mentors canadiens, la 1-205 Brigade a déployé ses propres ressources du Génie et retenu les services d'une entreprise civile pour construire le poste fortifié. Le lendemain du début des travaux, ceux-ci ont été arrêtés par une revendication liée à l'occupation du terrain. La question n'a pas été réglée en novembre, et l'équipement est resté là, à l'arrêt. Le 4e Kandak a dû fonctionner depuis une base temporaire située au sud de Jelawur, ce qui limitait sa capacité de surveiller la population de la ville bien disposée envers les talibans[210].

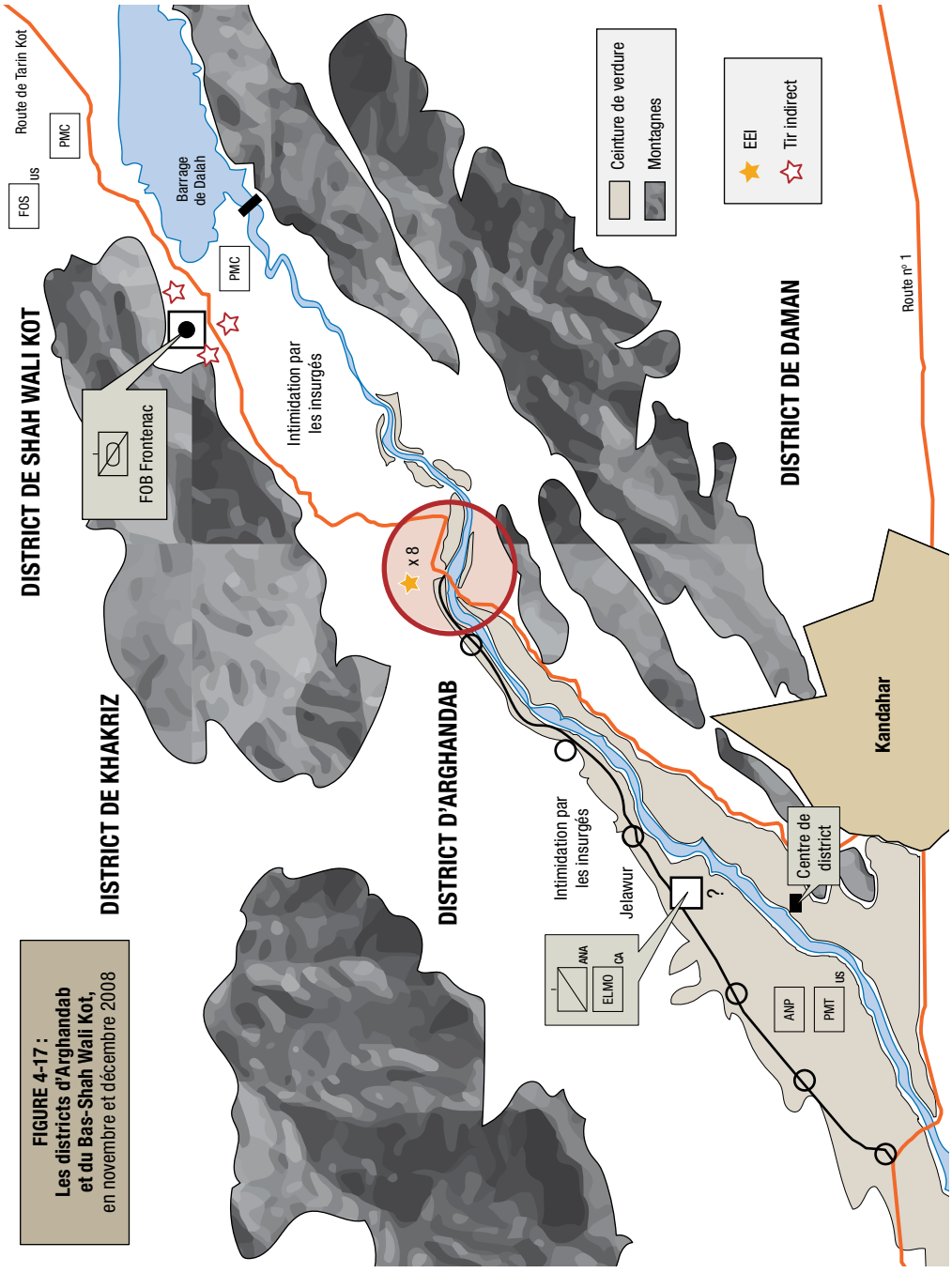


FIGURE 4-17 :
Les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot,
en novembre et décembre 2008

Figure 4-17 : Districts d'Arghandab et du Bas Shah Wali Kot, en novembre et décembre 2008

Les réussites de l'escadron de reco conduisaient à une solide résistance de la part de la force insurgée, à mesure que novembre avançait. La fin du mois venue, l'escadron avait subi sept attaques à l'EEI contre ses véhicules, ce qui a fait 22 blessés chez les Canadiens et détruit plusieurs véhicules, dont certains ont été des pertes totales. Les demandes de déploiement de l'équipe de la COIC ont été rejetées : l'escadron de reco fonctionnait en un mode d'économie d'efforts, et le principal effort était déployé ailleurs[211].

Isolés sur tous les fronts, le Maj Tremblay et l'escadron de reco, aidés par une petite section de sapeurs de combat dirigée par le Sgt Darrell Spence, ont exécuté leur propre analyse postérieure aux attaques. En examinant les éléments de preuve plus en profondeur, ils ont conclu que les explosions étaient aussi fortes parce que les fabricants d'EEI insurgés avaient un accès quasi illimité à un type particulier d'engrais chimiques. En fin de compte, ils ont découvert que ces engrais étaient payés avec des fonds de l'ACDI et distribués par ses entrepreneurs indépendants dans le cadre du programme de culture du blé comme gagne-pain de remplacement. Sachant quoi chercher, l'escadron de reco a découvert et confisqué ces stocks d'engrais quand ils en trouvaient[212].

En décembre, l'activité ennemie s'est atténuée : quelques lettres nocturnes ont été distribuées, il y a eu un bombardement à la roquette contre la FOB Frontenac et l'enlèvement d'un ouvrier qui travaillait à la construction du barrage de Dahla. L'escadron de reco a modifié ses opérations et s'est mis à exécuter une série de patrouilles perturbatrices au nord de l'emplacement du barrage[213].

L'avenir de l'Arghandab était encore incertain. La sécurité n'y régnait certes pas. Le chef du district, Ghulam Faruq, a déclaré à l'ERP qu'il était fatigué parce qu'il devait se déplacer dans le district pour éviter un groupe de 50 à 60 insurgés, tout en vaquant à ses occupations. S'adressant aux représentants de la COCIM et de l'ACDI, il s'est dit préoccupé par les failles dans le programme de distribution de semences de blé à l'échelle de la province, du fait qu'une grande quantité de semence était donnée à des districts où le gouvernement afghan exerçait un contrôle minime ou inexistant. Faruq a expliqué aux Canadiens que les organisations non gouvernementales minaient l'autorité du gouvernement en agissant de cette façon. En outre, pourquoi les Canadiens n'examinaient-ils pas ce qui se passait dans les mosquées? Selon Faruq, « les talibans s'emparent des dons faits aux mosquées et les gardent pour eux[214] » [Traduction]. Quant à la police, seulement 15 agents sont arrivés pour remplacer la police de Zmaray Khan partie suivre le programme de « perfectionnement ciblé par district » au Centre d'instruction régional[215]. Dans le meilleur des cas, la capacité de l'escadron de reco et des sous-unités du 4e Kandak de perturber les activités ennemies était limitée, à mesure qu'ils en prenaient connaissance. Le Shah Wali Kot était en fait une cause perdue, et l'Arghandab demeurait un district au bord du précipice, tandis que

les Canadiens concentraient de plus en plus leurs activités sur le district de Zharey pour y pourchasser le commandant Sahib et ses associés. L'escadron de reco a continué seul ses opérations dangereuses axées sur l'économie d'efforts.

Les opérations dans le district de Dand, de septembre à décembre 2008

S'il existait un district qui assurait sa propre sécurité, c'était bien le Dand, dirigé par Ahmadullah Nazak. Ce district, dominé par les Barakzais, était productif et, à ce moment-là, il n'avait besoin que d'une présence minimale de l'équipe de la COCIM de l'ERP[216]. L'activité ennemie se limitait à la partie sud-ouest du district, laquelle confinait au Panjwayi, et à la « couture » de Belanday, entre la ville de Kandahar, le Panjwayi et le Dand. Ce dernier était protégé par sa propre police, renforcée par le Bataillon 02, une milice qui était en fait contrôlée par le gouverneur et dont l'avenir était incertain depuis le départ d'Asadullah Khalid. De septembre à décembre 2008, il n'y a eu que cinq attentats, dont trois ont été des tentatives d'assassinat contre Nazak; un autre a été une attaque à l'EEI qui a tué quatre agents de police en octobre, et il y a aussi eu l'enlèvement d'un membre de la choura[217]. En fait, la troisième tentative qui visait à tuer le chef du district a entraîné une opération de la police du Dand qui, sans une grande participation de la coalition, a pisté tout le réseau des bombes humaines utilisant des EEI et qui a abouti à l'arrestation de neuf adolescents devenus bombes humaines. Les analystes canadiens ont conclu que « la riposte rapide et professionnelle des FSNA après cet incident […] atteste les progrès accomplis […][218] ». [Traduction]

Les opérations dans le district de Maywand, en novembre et décembre 2008

Le 2-2 Infanterie et l'équipe canadienne de la COCIM ont grandement accru leurs opérations dans le Maywand pendant novembre et décembre. Le cadre des opérations dans le district comprenait ce qui suit : le Poste fortifié Pegasus, sur la Route nº 1, qui abritait une compagnie de l'Armée afghane; la FOB Ramrod, principale base du quartier général du 2-2 Infanterie et de deux compagnies d'infanterie; la FOB Hutal, où étaient installées deux compagnies d'infanterie, l'Équipe de mentorat de la police et l'équipe de la COCIM. Le 2-2 Infanterie a aussi accueilli deux nouvelles entités : un centre interarmées de coordination de district, dont les structures ressemblaient à celles des CICD du Zharey, du Panjwayi et du Spin Boldak, et l'Équipe d'analyse du contexte humain (EACH). Celle-ci comprenait cinq civils, et sa tâche consistait à recueillir des données sociales pour appuyer le bataillon. Elle équivalait sur le terrain à l'équipe canadienne de la « connaissance de la situation – blanc » au QG de la FO Kandahar[219].

Le Lcol Hurlbut a dressé un audacieux calendrier de patrouilles avec ses compagnies. Il s'est agi presque toujours de patrouilles débarquées qui étaient menées dans les localités longeant la Route nº 1 et qui s'accompagnaient d'une équipe canadienne de la COCIM quand c'était possible. De temps à autre, le 2-2 Infanterie arrivait soudainement dans Band-e Timor (Op JOSH KARAY) dans le cadre d'une manœuvre perturbatrice de collecte de renseignements. Des UAV MQ-11 Raven portables servaient à surveiller les équipes de poseurs d'EEI sur la route et, dans bien des cas, les patrouilles ultérieures découvraient des EEI le lendemain matin. Dans l'ensemble, le Maywand a été relativement calme en novembre, et très peu d'incidents ont été signalés à la FO Kandahar. Le système de préalerte ennemi s'est nettement amélioré à un moment donné au cours du mois, et l'exactitude et la portée de ses rapports ont beaucoup augmenté, ce qui a suscité des préoccupations[220]. Tragiquement, un Afghan a mis le feu à la personne de l'anthropologue Paula Lloyd, membre de l'Équipe d'analyse du contexte humain, au cours d'une patrouille d'évaluation dans le secteur de Band-e Timor. Le garde du corps de Mme Lloyd a abattu l'individu, mais Paula Lloyd a plus tard succombé à ses blessures[221].

L'équipe canadienne de la COCIM a mis l'accent sur la collaboration avec le chef de district, Haji Mullah Mohammad Massoud, pour régler la question des semences de blé. L'ACDI, USAID et le ministère afghan de l'Agriculture étaient en train d'organiser un programme pan-provincial de distribution des semences pour que le blé serve de culture de remplacement dans les districts où le pavot poussait en abondance. Le programme a accusé de nombreux retards, ce qui a réduit la crédibilité du gouvernement aux yeux de la population à qui l'on avait promis les semences publiquement. Le temps commençait à manquer, et la pression montait. L'équipe de la COCIM a repéré les vestiges de la structure du Programme national de solidarité dans le Maywand et elle a appris qu'il y avait aussi un coordonnateur du Conseil de développement communautaire. Le chef de district a proposé que les anciens des villages s'occupent de la distribution : il ne voulait rien à voir avec le programme, et pour cause. La police anti-drogue afghane est arrivée dans le district et a informé les Canadiens que les distributeurs de drogue au bazar de Hutal payaient le chef de district pour ne pas être harcelés par la police. Il aurait mis sa santé en danger s'il avait eu des liens manifestes avec tout effort anti-drogue, y compris la mise en place de moyens de subsistance agricoles de remplacement.

> En effet, l'arrivée de cette unité a été perçue comme un pas très positif franchi dans la bonne direction et vers la stabilisation de la région. Toutefois, comme le trafic de drogue est fortement intégré dans l'économie de cette région, on pense que le degré d'activités cinétiques hostiles augmentera considérablement. En outre, vu l'omniprésence et la nature manifestement corrompue du chef de district à bien des égards, il est passablement difficile de promouvoir l'idée que la FIAS travaille pour le gouvernement « légitime » de l'Afghanistan dans la région[222].

Bref, tel était le problème dans la province de Kandahar. Le fils du chef de district a disparu, une fois autorisée la distribution des semences de blé[223].

Le statu quo qui existait en novembre s'est maintenu en décembre. Après quelques délibérations entre le 2-2 Infanterie et la FO Kandahar, la décision a été prise d'établir un avant-poste de combat pour une compagnie à la frontière du Zharey et du Maywand, au sud de la Route nº 1. L'idée était que l'avant-poste de combat Terminator, combiné aux effets des postes fortifiés de Ghundy Ghar et Mushan, réduirait la capacité de l'ennemi de ravitailler le Zharey et le Panjwayi en passant par Band-e Timor et l'Helmand. L'Op KIYAMAT RAZ a été lancée le 14 décembre pour perturber le secteur de Band-e Timor, pendant que la construction de l'avant-poste commençait. Il y a eu une certaine résistance, mais aspect plus important, le 2-2 Infanterie a fait sortir de leur cachette un commandant taliban et son état-major. Un UAV MQ-1 Predator a décoché un missile Hellfire sur cette équipe de commandement, dont tous les membres ont été tués ou blessés; le chef taliban a succombé à ses blessures plus tard[224].

Bien qu'il fût impliqué dans des activités illicites, Haji Massoud appuyait l'effort de la coalition dans d'autres domaines. Quand la FO 373 a tué le commandant Sahib à la fin de décembre, à Hasanabad, un autre chef taliban est arrivé pour agiter la population. Des émeutes ont commencé et ont menacé d'enflammer d'autres parties du district. L'équipe des OPPSY a réussi à convaincre le chef du district de prendre la parole à la radio et calmer ainsi la situation. Son effort a été fructueux, et l'offensive ennemie en matière d'information s'est évanouie et a échoué du jour au lendemain[225].

Introduction de l'Escadre aérienne

L'idée d'avoir une contribution de la force aérienne du Canada à la mission en Afghanistan a refait surface après la parution du Rapport Manley. Les détails de la façon dont les Forces canadiennes ont pris ce rapport en compte pour finalement déployer une escadre aérienne à Kandahar se situent en dehors des paramètres du présent ouvrage, tout comme les détails de l'acquisition d'aéronefs, mais la nécessité d'avoir un conseiller (Air) au QG FO Kandahar et un coordonnateur pour la gestion de l'espace aérien a été admise dès 2007. À la fin de cette année-là, il y avait une équipe de quatre hommes au Centre d'opérations de la province. Après la publication du Rapport Manley, le gouvernement du Canada a décidé d'acquérir des SUAV ScanEagle, un UAV de taille moyenne pour remplacer les TUAV Sperwer, et des hélicoptères de transport. Des avions de transport CC-130 s'occupaient déjà des mouvements au sein du théâtre, et le Canada envisageait d'obtenir des hélicoptères de transport fournis par un entrepreneur. Les éléments de commandement et de soutien d'une telle force risquaient de faire problème à la FO Kandahar; par conséquent, le chef d'état-major de la Force aérienne,

Source : Auteur

Après un certain retard, la décision a été prise de déployer des hélicoptères CH-146 Griffon en Afghanistan. Ces appareils polyvalents sont arrivés munis de capteurs, de systèmes de défense et de mitrailleuses.

Source : MND AR2008-A036-03

Le CU-170 Heron, loué d'Israël, a remplacé le TUAV CU-161 en 2009. Outre ses systèmes électro-optiques, le Heron avait à bord une solide gamme d'appareils de guerre électronique et de collecte de renseignements qui ont considérablement accru les capacités canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

le Lgén Watt, le Lgén Andy Leslie et le commandant du COMFEC, le Lgén Mike Gauthier, ont convenu de créer une escadre aérienne qui regrouperait toutes les ressources aériennes du Canada[226]. Le Col Chris Coates a été choisi pour diriger l'Escadre aérienne et il a en assumé le commandement le 6 décembre 2008.

Le Canada n'avait pas d'hélicoptères d'escorte armés, et cela constituait un problème embarrassant. Comme les avions de transport n'étaient pas autorisés à voler sans escorte en Afghanistan, le Canada a demandé à divers alliés membres de l'OTAN en Europe s'ils seraient disposés à fournir des hélicoptères armés dans un tel rôle. Les pays de l'Europe continentale membres de l'OTAN possédaient ensemble environ 250 hélicoptères d'attaque et ils n'étaient en guerre nulle part ailleurs, mais aucun d'eux n'a voulu fournir de six à huit appareils pour aider le Canada. Cela a amené notre pays à épousseter les plans existants pour équiper les appareils CH-146 Griffon avec une arme plus grosse et plus puissante qu'une mitrailleuse de 5,56 mm ou de 7,62 mm montée sur un affût à piédestal[227]. Les CH-146 Griffon étaient connus pour avoir « une puissance limitée », mais les ingénieurs de la 1re Division aérienne du Canada ont trouvé un moyen d'ajuster le logiciel des moteurs de ces hélicoptères pour en améliorer le rendement dans le rigoureux environnement afghan[228].

Les hélicoptères et le personnel sont arrivés à la fin de novembre et à la mi-décembre 2008. Six CH-146 Griffon sont arrivés le 22 décembre et ils ont été suivis de deux CH-147D Chinook le 25 décembre. Deux autres hélicoptères Chinook ont été livrés le 29 décembre. Les appareils Chinook provenaient de sources américaines en Afghanistan, et les équipages canadiens s'entraînaient avec des équipages étasuniens dans le théâtre[229].

À ce moment-là, six hélicoptères de transport Mi-8 HIP appuyaient déjà les opérations canadiennes en Afghanistan. L'entreprise SkyLink a obtenu le contrat pour fournir ces appareils qui ont eu des pilotes moldaves et kirghizes; les premières missions de ravitaillement des FOB canadiennes ont été accomplies en novembre. La vue de marques canadiennes apposées sur d'anciens aéronefs soviétiques a été quelque peu troublante au départ pour certains[230].

Pour diverses raisons contestables, le gouvernement canadien a décidé de n'acquérir aucun UAV armé comme le MQ-1 ou le MQ-9. Il a plutôt opté pour la location de trois UAV Heron non armés fournis par Israël. Les Heron ont été appelés CU-170 et ils étaient munis de divers capteurs électro-optiques et systèmes de guerre électronique. Ils sont arrivés en décembre, et le premier vol d'essai a eu lieu le 2 janvier 2009. Les TUAV Sperwer sont restés en service aux côtés d'une flotte de dix appareils ScanEagle[231]. L'Escadre aérienne était bien partie pour parvenir au stade opérationnel alors que l'année 2009 commençait.

Source : Auteur

Finalement, les CH-146 Griffon ont été équipés de mitrailleuses Dillon Gatling dont les tireurs ont été des fantassins de la Réserve. Ces armes redoutables ont reçu les noms de soldates canadiennes tuées au combat en Afghanistan.

Gouvernance

Les questions de gouvernance qui influaient sur les opérations canadiennes à Kandahar à la fin de 2008 se divisaient en trois catégories : les services de police, l'inscription des électeurs en vue de l'élection de 2009, et les relations entre le gouverneur et la FO Kandahar. En ce qui avait trait à la police, le Bgén Thompson et le Lcol Woodworth ont grandement accru la coordination afin d'harmoniser les multiples entités composant la « tour de Babel » qu'étaient les services de police. Ainsi, ils ont convoqué des réunions régulières de tous les acteurs autour d'une seule table en même temps. Ils ont constitué un comité directeur du programme de perfectionnement ciblé par district, comité auquel ont siégé tous les acteurs canadiens, étasuniens et afghans concernés : la FO Kandahar, le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud) (ARSIC-S), le Commandement régional (Sud), l'Équipe étasunienne de mentorat de la police et le Commandement régional d'aide au maintien de l'ordre. L'ERP a formé une cellule de coordination de la police, qui comprenait des représentants de la CIVPOL, des équipes de mentorat de la police, de l'ELMOP et du ministère afghan de l'Intérieur. En général, ces mécanismes visaient à harmoniser les positions de toutes les entités de police occidentales, avant qu'elles se mettent à travailler avec leurs homologues afghanes[232].

L'actuel chef de police de la province de Kandahar, le brigadier-général Matiullah Qati, avait le colonel américain Peter Savage pour mentor. Dans le contexte de la structure d'influence de Kandahar, le Bgén Matiullah était vu comme un homme nommé dans son poste pour apaiser les Barakzais, qui se sentaient marginalisés, et les alakozais, qui étaient en fait déjà marginalisés. Matiullah était un Achakzai et il avait des liens avec les Sherzais[233]. Cependant, la structure d'influence popalzaie tenait les rênes de la police régionale, par le biais d'Abdullah Khan, commandant adjoint du quartier général de la Police régionale du Maywand, qui avait des liens directs avec Ahmad Wali Karzai. Le tandem Raufi-Matiullah était donc contrebalancé par le tandem Karzai-Abdullah Khan. Les alakozais étaient dès lors subordonnés aux Popalzais, de sorte qu'à la fin de 2008, il existait deux concentrations tribales du pouvoir dans la province, et non pas trois. Ce n'était donc qu'une question de temps avant qu'une lutte n'éclate entre elles.

Ces réalités propres aux structures du pouvoir n'arrêtaient pas la planification du processus d'inscription des électeurs. Les élections de 2009 étaient vitales : c'était les premières à se tenir depuis 2004 et elles allaient servir à mesurer le degré de légitimité que la population accordait au gouvernement Karzai, ce qui était sous-jacent à l'effort anti-insurrectionnel dans tout le pays, et pas seulement dans la province de Kandahar. Un processus déficient d'inscription des électeurs, ou une ingérence ennemie dans ce dernier et dans les élections mêmes risquaient de fausser gravement les résultats. Le Bgén Thompson était parfaitement conscient des enjeux et il se préoccupait des effets de l'ingérence de la structure d'influence popalzaie dans le processus ou les résultats, ce qui donnerait à l'ennemi ce dont il avait besoin sur un plateau d'argent[234].

Le rôle des Canadiens dans le plan de sécurité lié à l'inscription des électeurs était délibérément joué en sourdine pour amener les forces afghanes à travailler ensemble. Le Bgén Thompson, son état-major et le personnel canadien au centre de coordination provincial facilitaient les réunions entre les représentants de la police, de la Direction nationale de la sécurité, de l'Armée, du gouverneur et de la Commission électorale indépendante (l'ACDI finançait aussi la Commission par le biais des programmes de Kaboul). Le Maj Fraser Auld, un planificateur de la FO Kandahar, avait acquis une expérience pertinente lors des élections de 2005 et il a pu s'en servir pour éclairer les problèmes. Il y aurait 40 centres d'inscription des électeurs et trois paliers de sécurité : la police, l'Armée, puis la FIAS. Chaque district formerait une FRR pour riposter aux attaques contre les centres d'inscription des électeurs dans sa zone d'opérations. Les kandaks de l'Armée nationale afghane se tiendraient eux aussi prêts à fournir leur appui. La FO Kandahar était disposée à permettre à ses hélicoptères Mi-8, obtenus en vertu d'un contrat, de transporter des forces partout où elles seraient nécessaires. Les équipes canadiennes des OPPSY et de la COCIM et l'ERP ont aidé à diffuser dans les districts et les collectivités le message suivant : « Voter, c'est une arme contre les talibans. » [Traduction] La FO Kandahar a aussi préparé la série des Op SHAHI TANDAR pour perturber précisément les activités ennemies dans toute région donnée, avant que l'inscription des électeurs commence. Les plans établis à cet effet ont été confiés au GT[235].

Malheureusement, le gouverneur Raufi a publiquement embarrassé son ancien subalterne, le général Bashir, lors d'une réunion provinciale sur la sécurité, ce qui a probablement amené l'Armée afghane à se retirer du centre de coordination provincial vital, au Palais du gouverneur. Cette situation a ralenti la planification concernant la sécurité du processus d'inscription des électeurs pendant un certain temps[236].

La situation a empiré. L'idée de tenir une vaste jirga tribale de 600 à 1 000 hommes dans la province de Kandahar a été proposée, en partie pour séduire les anciens des sous-districts et des tribus. Ahmad Wali Karzai épousait l'idée et voulait diriger l'assemblée avec 50 de ses gens, triés sur le volet. Raufi s'est prononcé contre cette solution en disant que c'était un moyen de contourner le conseil provincial. Par conséquent, les deux hommes ont cessé de se parler. Le Bgén Denis Thompson et la représentante du Canada à Kandahar, Elissa Golberg, ont réuni les deux hommes le 4 décembre; le Bgén Thompson a alors écrit qu'il « avait l'impression de jouer le rôle d'un conseiller matrimonial » [Traduction]. Raufi et Karzai se sont mis à s'engueuler, et Raufi a crié : « Qui est le gouverneur? » [Traduction] en s'adressant à Karzai. Celui-ci est sorti en claquant la porte. Trente minutes plus tard, le Bgén Thompson recevait un appel téléphonique l'informant que le président Karzai avait congédié le gouverneur Raufi. Le général Thompson avait été informé du congédiement

avant l'ambassadeur du Canada ou la représentante du Canada à Kandahar, ce qui, encore une fois, provoquait de l'animosité entre l'Armée canadienne et les AM[237]. Raufi avait été congédié, mais qui allait le remplacer?

L'affaire Raufi-Karzai a eu pour conséquence de révéler un des principaux motifs de ceux qui entravaient le développement à Kandahar. Un membre très haut placé du gouvernement, qui avait des liens avec Ahmad Wali Karzai, ne voulait pas du tout que le système des comités, assemblées et conseils de développement fonctionne dans le cadre du Programme national de solidarité. En fait, l'autonomisation des collectivités locales avait des effets négatifs : les chefs tribaux dans la province estimaient qu'ils n'étaient plus maîtres de la situation et, par conséquent, ceux qui avaient le pouvoir ne pouvaient plus directement bénéficier financièrement du processus[238]. Quand Raufi avait les rênes du pouvoir, il était encore possible pour le système de fonctionner. Maintenant qu'il n'était plus là, il y avait lieu de craindre fortement un retour de la province aux méthodologies d'Asadullah Khalid. Un Afghan haut placé a dit au personnel du centre de coordination provincial que « Kalimullah, chef de la tribu des alakozais, et toute cette tribu étaient censément très déçus de la décision que le président avait prise de congédier Raufi qui, selon eux, était " un bon gars " qui " voulait accomplir des choses "[239] » [Traduction].

Le nouveau gouverneur était Tooryalai Wessa; il est arrivé à Kandahar dans un costume froissé, avec des vêtements pour trois jours et un air complètement perdu. Le Bgén Thompson a dit croire que Wessa, un ami d'enfance d'Hamid et de Qayyum Karzai, était le candidat parfait : « Quand il se goure, il est canadien et quand il fait un bon coup, il est afghan[240]. » Quant aux affiliations et loyautés tribales de Wessa, la FO Kandahar a fait savoir que « Wessa est carrément dans le camp des Karzais et qu'il ne défiera pas AWK[241] » [Traduction].

Les opérations de l'ELMO dans l'Helmand : en décembre 2008 et janvier 2009

Une fois de plus, le 2e Kandak d'attaque a été appelé dans la province d'Helmand par le 205e Corps pour participer à des opérations en cours. Cela a entravé la protection du processus d'inscription des électeurs dans la zone d'opérations du kandak, dans la province de Kandahar[242]. Le Capt Sean French a dirigé les équipes de mentors canadiennes quand elles ont opéré leur jonction avec 200 soldats de l'Armée nationale afghane et qu'elles se sont déployées à l'ouest, le 9 janvier. À leur arrivée aux installations britanniques, près de Gereshk, elles ont appris qu'elles allaient participer à une opération dirigée par la 3-205 Brigade et visant à dégager le terrain à l'ouest, en descendant le canal de Nahr-e Bughra jusqu'à la localité de Spin Masjid, afin « de réduire l'influence des insurgés le long de la Route no 1, de détourner l'attention des insurgés de Lashkar Gah et de renforcer la Police nationale afghane dans toute la zone d'opérations[243] » [Traduction] (voir la figure 4-18).

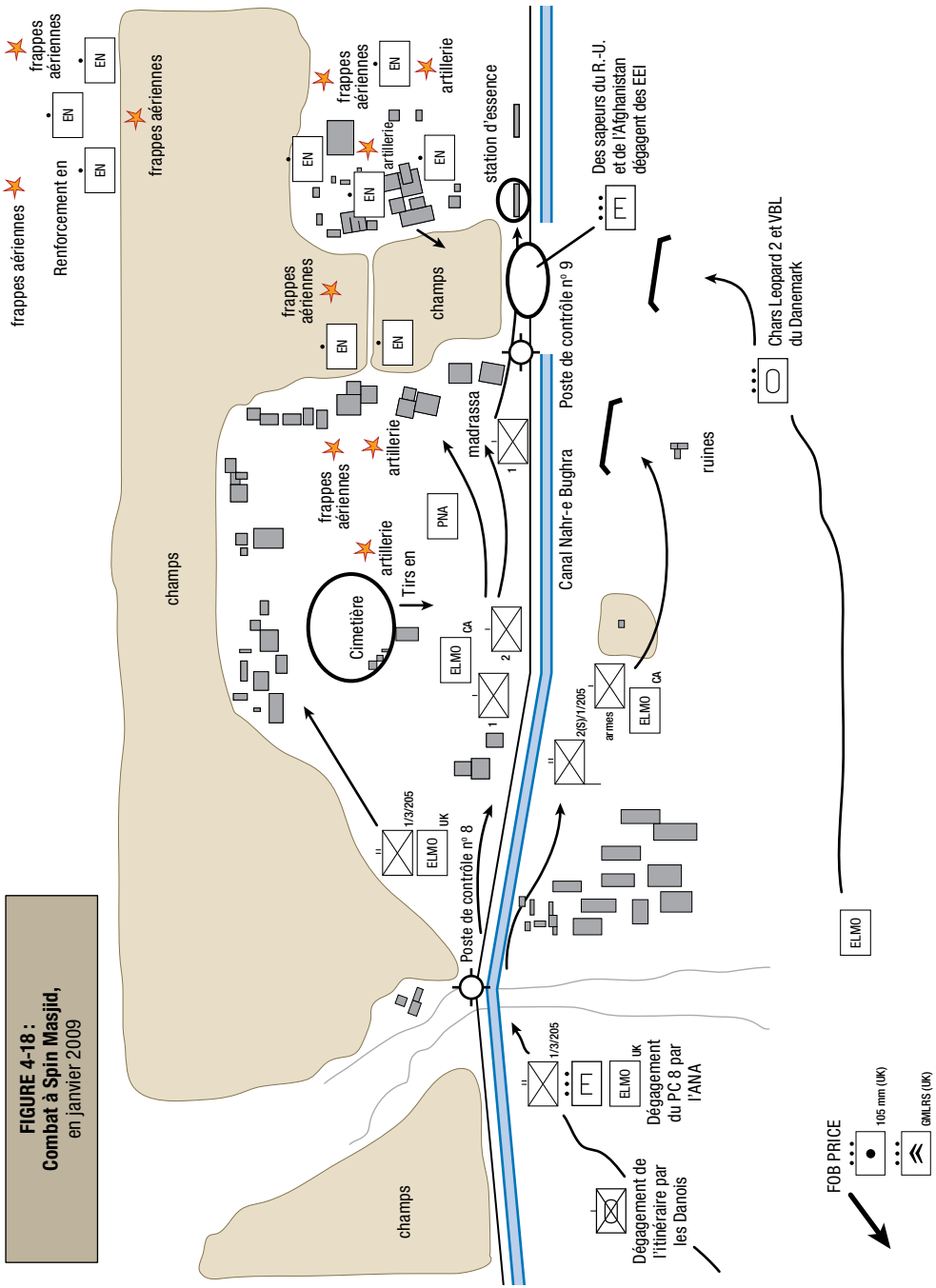


Figure 4-18 : Combat à Spin Masjid, en janvier 2009

Les mentors canadiens ne voyaient pas clairement quels étaient les aspects plus vastes de l'opération : ils mettaient plutôt l'accent sur les problèmes tactiques qui se posaient à eux et au 2e Kandak d'attaque. Il s'agissait d'une opération destinée à une brigade et faisant intervenir un autre kandak de la 3-205 Brigade, des mentors britanniques, le soutien de chars danois et l'artillerie britannique. L'objectif immédiat consistait à reprendre plusieurs postes de contrôle de la police entre Gereshk et Spin Masjid et un des deux principaux points de franchissement du canal entre la capitale et Gereshk et à les réoccuper une fois que les sapeurs afghans auraient dégagé les lieux et reconstruit les postes. De toute évidence, l'ennemi avait exercé sa domination dans le secteur et fait fuir la police.

Selon le schème de manœuvre, l'unité blindée danoise devait dégager l'itinéraire entre la FOB Price et le pont. Le 1er Kandak de la 3-205 Brigade s'emparerait alors du pont et poursuivrait sa route vers le sud. Le 2e Kandak d'attaque devait se rendre jusqu'au pont, envoyer une compagnie du côté sud du canal et, tandis que l'autre compagnie avancerait parallèlement vers le nord, exécuter un ratissage vers l'ouest. Les chars Leopard 2 danois feraient écran au nord et fourniraient un soutien au besoin. C'est en gros ce qui s'est passé le premier jour de l'opération. Cependant, alors que le 2e Kandak d'attaque se déplaçait vers l'ouest, il a été attaqué en cours de route depuis des groupes d'enceintes et il a dû demander l'aide de l'artillerie. Il s'est finalement rendu à Spin Masjid où il a été pris à partie par d'importantes forces ennemies retranchées dans des enceintes au sud et à l'ouest. La compagnie qui avançait au nord du canal a heurté des EEI, dont un a gravement blessé un officier afghan alors qu'il s'adonnait à ses ablutions pour la prière, tard dans la journée. Les assistants médicaux de l'ELMO ont fait de leur mieux pour lui sauver la vie, mais il a succombé à de multiples amputations traumatiques.

La capacité de l'ELMO d'agir comme facilitatrice pour assurer aux forces coalisées un appui aérien rapproché et le soutien de l'artillerie et pour diriger des frappes de précision a produit de bons résultats, tandis que l'échange de feux s'intensifiait. De nombreux coups ont été portés aux renforts ennemis qui se déplaçaient au nord pour s'en prendre aux forces de l'Armée afghane et de la police. De même, les postes de tir télécommandé avec systèmes de vision nocturne, dont les camions RG-31 étaient équipés, ont été un multiplicateur de force au cours de ce combat, car les Afghans n'avaient alors aucune capacité de vision nocturne.

Les EEI découverts aux emplacements des postes de contrôle anéantis posaient grandement problème. Une excavatrice avait été détruite, de sorte que les sapeurs afghans n'avaient pas pu finir de dégager les emplacements. L'ennemi continuait de se renforcer; par conséquent, le commandant du kandak a décidé de traverser l'oued pour se rendre à un poste d'essence et procurer à ses forces plus d'espace pour tirer sur l'ennemi. Il s'est avéré que l'oued était truffé d'EEI. Sans subir de pertes, les Afghans, les Canadiens et, finalement, une équipe britannique de conduite des tirs ont atteint le poste d'essence, mais

ils s'y sont trouvés en rade tant que les sapeurs n'ont pas pu s'avancer pour dégager l'oued. La « défense du poste d'essence » a duré deux jours et deux nuits. Six mentors canadiens, quelques officiers observateurs avancés britanniques et un peloton afghan ont dirigé des tirs nourris sur un ennemi qui s'agitait énormément, résolu qu'il était à anéantir la petite force. Des tirs de roquettes guidées effectués par des lanceurs multitubes britanniques, des canons de 105 mm et des bombardiers B-1B étasuniens ont tous pris à partie les sections ennemies que des tirs précis des mitrailleuses canadiennes, des postes de tir télécommandés des RG-31 et de l'infanterie afghane avaient fait sortir de leurs cachettes. Les sapeurs afghans, utilisant un matériel primitif et des méthodes datant de la Seconde Guerre mondiale, ont finalement réussi à dégager des corridors jusqu'aux positions du poste d'essence, ce qui a permis leur réapprovisionnement.

Comme les forces de la 3-205 Brigade n'étaient pas capables de reconstruire et d'occuper les postes de contrôle et que l'ennemi avait décidé de quitter le champ et de se disperser au sud, le 2e Kandak d'attaque et ses mentors se sont repliés jusqu'à la FOB Price, puis dans la province de Kandahar. L'ELMO et ses homologues ont combattu bravement à Spin Masjid et infligé de lourdes pertes à l'ennemi, mais à une échelle plus grande, les effets opérationnels de cet épisode étaient douteux. Les Canadiens s'étaient écartés de leurs priorités dans la province de Kandahar, mais ils avaient démontré à tous à quel point leur relation avec les forces afghanes était fructueuse au sein du 2e Kandak d'attaque.

Les opérations dans la ville de Kandahar, en janvier 2009

La campagne d'intimidation des insurgés dans la ville de Kandahar a diminué d'intensité vers la fin de janvier, et l'ennemi s'est plutôt tourné vers le processus d'inscription des électeurs au lieu de cibler la police et la bureaucratie gouvernementale. Cela permettait à l'ERP de se concentrer sur les questions municipales. Les équipes de la COCIM et de l'ACDI collaboraient pour établir des relations avec la MANUA, ONU Habitat, USAID et le maire Hamidi. En général, le consensus était qu'il y avait une capacité de coordination insuffisante pour le maire, qui était aussi « débordé » que les gouverneurs provinciaux l'avaient été dans le passé. Hamidi faisait des progrès quant à la collecte des ordures, ce qui n'était pas négligeable, vu la prévalence des maladies et la contamination des approvisionnements en eau. Pour sa part l'ingénieur municipal, qui était son bras droit, savait ce qu'il fallait faire, mais il n'avait pas le personnel pour l'accomplir. La collecte des taxes se poursuivait. Il s'agissait d'une autre initiative d'Hamidi qui était essentielle à toute amélioration de l'infrastructure et de la bureaucratie. Les équipes de la COCIM continuaient de fournir leur appui là où elles le pouvaient[244].

Un relâchement de la poigne sur les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en janvier 2009

Le Maj Tremblay et l'escadron de reco ont poursuivi leurs opérations axées sur l'économie d'efforts dans l'Arghandab jusque dans la nouvelle année. Plus de cellules de poseurs d'EEI étaient alors attirées dans l'Arghandab, et certaines migraient vers le nord depuis Senjaray. Cela comprenait des bombes humaines. Le Jour de l'An, une patrouille embarquée canadienne qui circulait sur l'itinéraire Oregon a abordé un véhicule dont le conducteur ne voulait pas se conformer aux directives; elle a abattu ce dernier et a trouvé trois bombes de 250 livres dans le véhicule. La grande taille de cet engin en particulier était préoccupante[245].

La poigne des Afghans sur le district se relâchait. Le chef du district avait démissionné, mais en fin de compte, sans le dire à personne. Qui pis est, un éminent artisan de la stabilisation dans le district, en la personne d'un ancien moudjahidine membre aîné de la choura, est décédé de causes naturelles. De nouveau, un vide important s'est produit à la tête du district d'Arghandab. Kalimullah était totalement absent. La choura du district a plus ou moins été dissoute. Zmaray Khan était parti avec sa police, pendant qu'une centaine de membres de la PNAOC et 80 autres agents venus en renfort occupaient les postes de contrôle de la police. Soudainement, les Afghans ont cessé de réclamer la construction d'un poste fortifié à Jelawur, poste qu'il demandait pourtant depuis longtemps. Bien que perplexes, l'escadron de reco et la police ont continué de fournir la meilleure présence possible dans les circonstances, aux fins de la sécurité. Puis, ils ont été attaqués encore une fois. Un gros EEI a frappé une patrouille de la police, le 6 janvier : deux agents ont été tués et cinq autres ont été blessés. Le 7 janvier, ce fut au tour de l'escadron de reco à être ciblé par un EEI qui a mis un véhicule Coyote hors de combat, blessé trois Canadiens et tué le Cvr Brian Good. Un autre Coyote a heurté un EEI deux jours plus tard : personne n'a été tué ou blessé, mais le véhicule a été détruit. Le 17 janvier, quelques attaques à l'EEI ont visé la police, mais le pire était encore à venir. Le 24 janvier, 50 insurgés portant des uniformes de l'Armée afghane et conduisant des camions Ranger de celle-ci se sont approchés du poste de contrôle de la police près de Jelawur et en ont « arrêté » les agents. Ils en ont exécuté trois et en ont enlevé trois autres. Une équipe canadienne de mentors de la police, escortée par une patrouille de reco, a été envoyée là pour faire enquête. Un autre véhicule Coyote a alors été touché par un EEI, et trois autres Canadiens ont été blessés.

Il y a eu deux faits nouveaux positifs : tout d'abord, un raid exécuté par l'escadron de reco et la police. Donnant suite à un tuyau, ils ont mené une opération de bouclage et de fouille et ont saisi une importante cache de nitrate d'ammoniaque. Par ailleurs, une FOS étasunienne a effectué une descente et poursuivi un chef ennemi à trois kilomètres au nord du centre du district[246].

La FO Kandahar a produit une évaluation pessimiste. La police se retirait des petites localités et se réinstallait dans les agglomérations plus grandes dans les parties du district dominées par les alakozais :

> Les insurgés avaient essayé de façonner l'environnement opérationnel de l'Arghandab au cours des deux dernières années, au moyen d'une campagne d'intimidation qui visait à assujettir la population locale à leur contrôle, au lieu d'essayer de gagner son appui pur et simple […] comme le chef de police intérimaire de l'Arghandab a accepté de céder une partie du district aux insurgés, ils pourront accroître leur influence dans le nord de l'Arghandab[247]. [Traduction]

Faute d'agents de police ou de forces de l'Armée pour « tenir » le district, et vu la diminution du nombre de véhicules opérationnels et l'augmentation constante des pertes humaines, l'escadron de reco ne pouvait pas faire grand-chose pour influer sur les événements. L'Arghandab était sur le point de tomber aux mains de l'insurrection pendant que les forces afghanes et coalisées s'accroissaient dans la province d'Helmand et que les forces canadiennes se démenaient dans le district de Zharey afin de maintenir la Route nº 1 ouverte pour elles.

Les opérations dans le district de Maywand, en janvier 2009

Pour une raison quelconque, l'attaque réussie des forces d'opérations spéciales à Hasanabad contre le commandant Sahib a eu d'importantes retombées sur l'insurrection dans le Maywand. Immédiatement après l'attaque et pendant tout le mois de janvier, le niveau de la violence a crû énormément. Au cours de la première semaine, trois enlèvements ont visé des ouvriers de la construction et des experts-conseils agricoles. Un autre travailleur de la construction a été tué aux commandes de son bulldozer. Parallèlement, une série d'attaques coordonnées a eu lieu dans le périmètre de la FOB Hutal. Une équipe d'intimidation rôdait le long des lignes électriques reliant Kajaki à la ville de Kandahar, dans le Maywand; elle battait des équipes d'ouvriers électriciens et s'en prenait aux villageois qui avaient accepté des semences de blé. Puis, le 8 janvier, un EEI placé dans un véhicule pour attentat suicide a explosé dans le bazar de Hutal. La déflagration a tué le Sgt Joshua Rath et le spécialiste Keith Essary et blessé neuf autres Américains de la Compagnie C; elle a aussi tué trois Afghans et en a blessé 11 autres. Ailleurs, l'ennemi a réagi à la construction de l'Avant-poste de combat Terminator. De toute évidence, l'installation de forces étasuniennes à cet endroit irritait considérablement les insurgés, de la même façon que l'établissement du poste fortifié de Mushan l'avait fait dans le Panjwayi. L'équipe de construction essuyait des tirs ennemis de toutes sortes. À trois reprises, les pelotons étasuniens travaillant depuis l'emplacement ont été visés par des attaques à l'EEI. La situation s'envenimait progressivement dans le

Maywand, et il fallait faire quelque chose. Le Lcol Hurlbut et le Lcol Barrett ont donc examiné les options qui s'offraient à eux.

D'autres ressources du secteur de la COCIM sont entrées en action dans le Maywand en janvier; à ce moment-là, l'Équipe d'analyse du contexte humain avait eu plusieurs mois pour faire des évaluations provisoires sur la situation. Dans l'ensemble, les équipes de la COCIM ont fait savoir ce qui suit :

> Dans le Maywand, l'insurrection n'était pas seulement stimulée par la ferveur religieuse, mais aussi par la lutte politique de la population privée de ses droits de représentation. Deux des principaux commandants talibans auraient été des commandants militaires haut placés pendant le régime des talibans. Ni l'un ni l'autre n'avaient été inclus dans la structure [du gouvernement de l'Afghanistan], de sorte qu'ils ne se sentent pas représentés par le gouvernement Karzai […] Selon l'évaluation, l'ensemble de la population du Maywand n'aime pas les talibans parce qu'ils détruisent le pays, mais les habitants ont très peur d'eux. Les talibans ont, dans presque chaque village, des espions qui dénoncent les habitants qui coopèrent avec la FIAS […] des habitants qui sont allés au centre de district pour obtenir des semences de blé ont été suivis jusqu'à leur domicile et ont été tués par les talibans[248]. [Traduction]

La population voulait des services de police accrus, mais elle ne voulait pas s'adresser au gouvernement existant à ce sujet :

> Selon les équipes de la COCIM, la population du Maywand fait plus confiance aux talibans qu'au chef de district et à la PNA parce que ces derniers sont perçus comme étant corrompus et qu'ils ont souvent abusé de leurs pouvoirs[249]. [Traduction]

Les opérations dans le district de Zharey, en janvier 2009

Contrairement à ce que l'ennemi avait fait au cours des mois précédents, il a concentré ses efforts dans le secteur de Kolk-Spin Pir en janvier, et il y a eu des incidents isolés à Ghundy Ghar et à Lakokhel et des efforts continus pour gêner la circulation sur la Route nº 1. Le système des engagements, contrôlé par le GT, et les patrouilles de la Compagnie N et du 1er Kandak ont produit des résultats. Un engagement survenu le 3 janvier illustre cette situation. Un TUAV Sperwer qui surveillait la Route nº 1 a repéré une équipe de poseurs d'EEI. Le Maj Marc St-Yves, qui observait la scène depuis le Centre des opérations tactiques, a autorisé l'intervention d'un bombardier B-1B. La première explosion aérienne d'une bombe JDAM n'a pas tué toute l'équipe ennemie, et certains de ses membres se sont enfuis en direction de Kolk. Un UAV MQ-1 Predator qui était dans le secteur a été dirigé vers

l'endroit et a supprimé un insurgé avec un missile Hellfire. Le bombardier B-1B a largué une autre bombe GBU-12 sur un autre insurgé, mais il a raté sa cible. Un avion A-10 est intervenu et a supprimé cet ennemi et un troisième poseur d'EEI en exécutant quatre mitraillages au sol. Le lendemain, les rapports ISTAR confirmaient que sept ennemis avaient été tués[250] (voir la figure 4-19). Un engagement semblable mené avec un TUAV Sperwer, des hélicoptères OH-58D et un chasseur-bombardier F-15 a eu lieu le 11 janvier.

Le lendemain, la police et les mentors canadiens ont trouvé sous l'asphalte un EEI composé de deux bidons remplis d'explosifs artisanaux et un fil de commande menant à une enceinte abandonnée mise en place comme point de mise à feu. Un autre engin-araignée a été découvert sur une voie de sortie. Il était relié à un autre bidon d'explosifs artisanaux. Des EBG Badger sont venus démolir l'enceinte[251].

Afin de prouver qu'ils étaient encore dans la course, les insurgés ont essayé d'attaquer Ma'Sum Ghar avec des roquettes, la nuit suivante. L'équipage d'un char de l'Escadron A a repéré une équipe qui enfouissait des roquettes dans le sol à un point d'origine connu. Les insurgés ont allumé un feu de 400 mètres de longueur afin d'aveugler les systèmes de vision nocturne des chars, mais deux obus de 120 mm ont fait mouche et les ont tués. Il y a eu des explosions secondaires quand les roquettes ont sauté à leur tour[252].

Le 1er Kandak a surpris ses mentors en exécutant une patrouille de combat bien structurée au sud d'Howz-e Madad avec le soutien de la Compagnie N et d'un hélicoptère OH-58D fourni par la FO Wings, qui avait remplacé la FO Eagle Assault. Il n'y a eu aucun contact, mais il était évident que le 1er Kandak avait amélioré sa capacité de planifier et d'exécuter des opérations indépendantes[253].

Le piètre leadership de la police à Spin Pir posait des problèmes. Cela entraînait à la fois une réduction du nombre de patrouilles et de l'influence dans le secteur et un accroissement de l'activité ennemie. Le 11 janvier, les insurgés ont enlevé quatre habitants de l'endroit, les ont emmenés à Kolk et les ont pendus en public. Deux autres habitants ont été pendus dans un autre village. Les insurgés auraient trouvé sur eux des téléphones satellitaires et des balises à infrarouge, et ils avaient conclu que c'était des espions de la FIAS. Selon l'analyse canadienne « ces agressions récentes constituent sans doute une réaction aux dernières interventions directes et fructueuses des Forces canadiennes contre les commandants insurgés et aux problèmes que l'ennemi perçoit relativement à sa sécurité opérationnelle[254] » [Traduction].

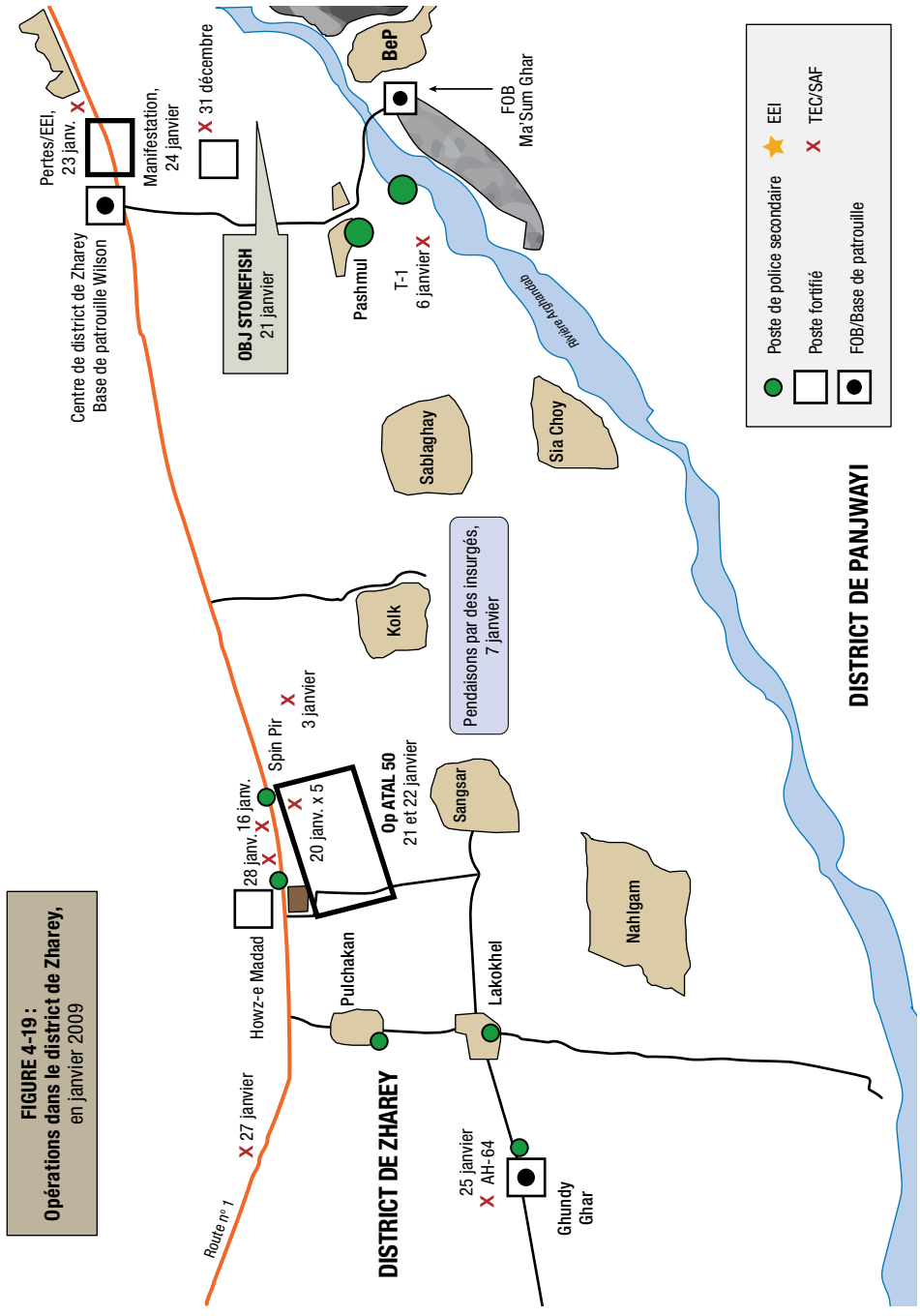


FIGURE 4-19 :
Opérations dans le district de Zharey,
en janvier 2009

Figure 4-19 : Opérations dans le district de Zharey, en janvier 2009

L'absence d'activités ennemies importantes a amené le GT à apprécier la situation plus tard dans le mois. Il a été établi que les attaques exécutées par les unités d'appui aérien rapproché avaient gravement blessé un des rares facilitateurs d'EEI encore présents dans le district et qu'il avait été rapatrié au Pakistan par le réseau médical des insurgés. Le nouveau poste fortifié de Senjaray incitait le nœud de commandement ennemi à se réinstaller ailleurs que dans cette partie du district. Les anciens des tribus du secteur revenaient dans le camp du gouvernement. Par conséquent, les habitants de l'endroit indiquaient de plus en plus à coalition où se trouvaient les caches d'armes et les EEI. Par contre, la police dirigée par Bismillah Khan continuait d'être problématique[255].

Afin de renforcer la présence afghane, le 1er Kandak a lancé l'Op ATAL 50, le 20 janvier. Ils s'agissait de bouclage et de fouille dans le triangle délimité par Spin Pir, Lakokhel et Howz-e Madad. Un peloton canadien de VBL III et une section de sapeurs de combat ont été attachés au kandak, et non l'inverse. Les forces menant l'Op ATAL 50 ont été attaquées six fois pendant leurs manœuvres, mais ce fut toujours par des « tirs à la dérobée », à telle enseigne qu'il a été difficile de faire intervenir les unités d'appui aérien rapproché et l'artillerie contre l'ennemi. Du mieux qu'elle le pouvait, l'ELMO a dirigé deux avions F-18 du Corps des marines des É.-U. sur un contact pendant que les canons canadiens tiraient 12 obus brisants. Au cours de la fouille d'une enceinte, on a constaté que l'ennemi en retraite l'avait piégée. Les forces exécutant l'Op ATAL 50 ont passé la nuit à Spin Pir avant de reprendre leurs activités[256].

Cette nuit-là, les commandants ennemis agités, qui ne savaient pas au juste quelle était la portée de l'Op ATAL 50, se sont déplacés et ont communiqué entre eux. Dans une enceinte du district de Zharey, les forces d'opérations spéciales ont supprimé le mollah Abdul Rahim Akhund, qui avait remplacé le mollah Sahib et joué un rôle clé dans les attaques meurtrières de décembre. Là, elles ont découvert un réseau de tunnels, qu'elles ont dégagés. La Compagnie N s'est rendu à l'emplacement le lendemain et y a trouvé des fournitures médicales éparpillées et des tunnels inondés. Ce ne fut pas tout : une autre équipe des FOS a pris à partie et tué un autre commandant ennemi important de l'Helmand qui se servait du Maywand comme lieu de repos et de ravitaillement[257].

L'Op ATAL 50 prenait fin tandis que les manœuvres de harcèlement de l'ennemi étaient limités. L'intervention d'unités d'appui aérien rapproché a permis de supprimer une autre équipe de poseurs d'EEI sur la route. Cela a entraîné des protestations de la part des anciens de l'endroit qui affirmaient que les hommes tués n'étaient pas des insurgés; une enquête plus poussée a révélé que ces hommes avaient soulevé une grille de ponceau anti-EEI la nuit et qu'ils s'étaient adonnés à certaines activités sous la route. Cette explication n'a pas suffi; la police du Zharey, l'Armée afghane et les Canadiens ont bientôt fait face à une manifestation d'envergure de la part de 300 personnes à Makuan et au centre de district du Zharey.

Les membres du Centre interarmées de coordination de district ont abordé les dirigeants et ont réussi à les convaincre de disperser la foule. Des sources au sein de l'ELMOP ont souligné qu'un mollah du groupe HiG opérant dans le secteur de Senjaray était le principal organisateur de la manifestation et qu'il y avait dans la foule un certain nombre d'insurgés armés et une bombe humaine. La foule fut incapable d'entrer dans la FOB Wilson ou de s'en approcher à cause de la police et du bouclage militaire; par conséquent, la foule a reculé[258]. Le Bgén Thompson, préoccupé par ces développements, a convoqué une choura dans le Zharey avec les intermédiaires locaux du pouvoir. Il leur a transmis le message suivant : il vous incombe d'aider la FIAS à garantir votre sécurité. La meilleure façon de ce faire consistait à communiquer avec les forces coalisées et le Centre interarmées de coordination de district. Exaspérés par le revirement de la population du Zharey oriental en faveur du gouvernement, les insurgés ont recouru à une menaçante campagne de distribution de « lettres nocturnes » dans le secteur allant de la FOB Wilson à Senjaray[259].

Il y a eu très peu d'activités de développement, mais les équipes de la COCIM ont continué de patrouiller là où elles le pouvaient et d'ajouter aux connaissances que l'ERP possédait sur le district. Essentiellement, la situation dans le Zharey semblait meilleure pour les Canadiens et les Afghans : la Route nº 1 n'était pas menacée autant qu'elle l'avait été en novembre et décembre. Le leadership ennemi était en grave désarroi. La population penchait en faveur du gouvernement. Cependant, la police était encore dans un piteux état. L'équilibre risquait de basculer dans le sens inverse pour un oui ou pour un non. Les kandaks et les mentors ont continué à exécuter des patrouilles et, le 31 janvier, l'une d'elles est tombée dans une embuscade au cours de laquelle un soldat afghan a été gravement blessé parce qu'il n'avait pas pu se mettre à l'abri. Le Cpl Richard Anderson et l'assistant médical de la patrouille ont essayé de déplacer le blessé, mais ils n'ont pas pu le faire; ils ont donc commencé à lui prodiguer des soins, sous le feu ennemi. La patrouille a fourni des tirs de couverture, a réussi à récupérer les trois hommes et a exécuté un repli au combat. Les actions du Cpl Anderson lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier 2009

Une fois prise la décision de céder à l'ennemi le contrôle du secteur ouest du Panjwayi entre Sperwan Ghar et Mushan, en supprimant les postes fortifiés installés dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, l'ennemi a concentré ses activités dans Bazaar-e Panjwayi et dans les environs, tout en faisant pression sur Mushan et en protégeant ses bases au sud du tronçon est de l'itinéraire Fosters, près de Nakhonay (voir la figure 4-20). En effet, l'analyse canadienne de janvier précisait ceci :

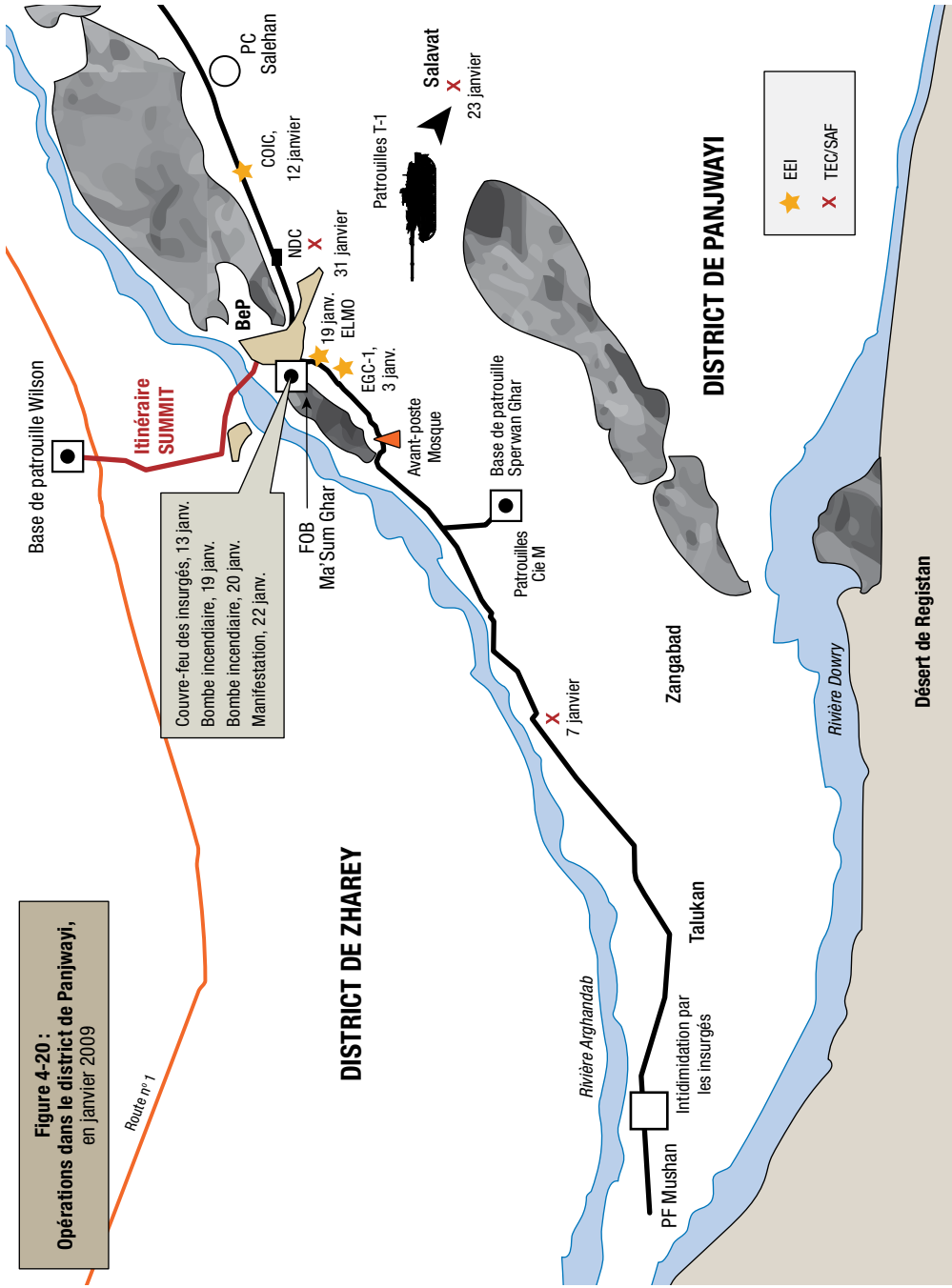


Figure 4-20 :
Opérations dans le district de Panjwayi,
en janvier 2009

Figure 4-20 : Opérations dans le district de Panjwayi, en janvier 2009

> À la conclusion des opérations des FC dans le secteur, les insurgés sont revenus exercer des représailles contre les habitants de l'endroit […] les insurgés ont une liberté de mouvement quasi totale dans les villages longeant le sud de l'itinéraire Fosters […] les FSNA ne peuvent exercer leur influence que jusqu'à un kilomètre au sud de cet itinéraire […] les insurgés sont en mesure de continuer à exercer leur influence et leur contrôle sur les villages à l'est de la FOB Ma'Sum Ghar[260]. [Traduction]

La Compagnie M, travaillant depuis Sperwan Ghar, a exécuté une série de grandes patrouilles dans le secteur de Zangabad et a poursuivi ses activités de sécurité sur les itinéraires Brown et Fosters-est, à l'appui de l'EGC-1. Ces patrouilles n'ont rien donné, hormis des stocks de drogues, et elles avaient probablement été compromises avant même leur exécution.

L'EGC-1, désormais renforcée par les agents de sécurité privés de Blue Hackle, poursuivait le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters. Une combinaison d'épandeuses d'asphalte et d'ouvriers manuels a alors remplacé le plan d'asphaltage initial à forte intensité de main-d'œuvre. Malgré tout, plusieurs centaines d'habitants de l'endroit étaient employés, et la microéconomie prenait de l'ampleur à mesure que les travaux progressaient lentement vers l'ouest. L'équipe de la COCIM collaborait avec l'EGC-1 afin de remettre en état certaines des mosquées, le long de l'itinéraire, mais ce furent vraiment les relations personnelles entre les membres de l'EGC-1 et leurs propres collectivités au Canada qui ont permis de recueillir les dons de la région de Toronto pour régler le problème. La synergie engendrée dans les localités par les activités de l'EGC-1 a été diminuée légèrement par les tentatives accrues de harcèlement contre les ouvriers. Un EEI a tué l'un d'eux pendant qu'il prenait son diner — l'engin avait été placé dans un secteur ombragé où les ouvriers allaient manger. En une autre occasion, quatre ouvriers ont été enlevés, emmenés dans ce que les insurgés appelaient une « prison », battus, volés, puis libérés en recevant pour instructions de ne pas travailler au projet. De temps en temps, des tirs d'armes légères inefficaces étaient dirigés vers le secteur du projet, mais avec ses VBLC, l'EGC-1 protégeait les épandeuses d'asphalte afghanes pendant la pose d'asphalte et la vérification de la qualité[261].

Par ailleurs, la police afghane dans Bazaar-e Panjwayi a été assujettie à deux attaques avec bombes incendiaires, et il y a eu trois blessés. Immédiatement après ces attaques, les insurgés ont déclaré qu'un couvre-feu était imposé à Bazaar-e Panjwayi et que quiconque le violerait serait battu, ou pire encore. C'était là un défi audacieux lancé aux autorités civiles, en plein cœur du centre administratif du district, et à quelques mètres seulement de la FOB Ma'Sum Ghar et de ses chars en attente. Le chef de district, Haji Baran a riposté en imposant son propre couvre-feu et en déclarant que quiconque serait aperçu après la tombée de la nuit serait considéré comme étant un insurgé et traité en conséquence.

Les insurgés dans le village ont continué à se concentrer sur la police : un membre canadien de l'ELMOP a été gravement blessé lors d'un incident. Au cours d'une autre attaque, une bombe humaine a tenté futilement d'affronter un groupe de véhicules COIC pendant qu'ils ratissaient l'itinéraire Fosters à l'est du village[262].

Cependant, il y avait là plus que ce que les rapports sommaires portaient à croire. Les observateurs canadiens au Panjwayi avaient l'impression que la relation entre Baran et le chef de police, Mohammad Naeem, faisait problème et qu'il y avait des liens entre la violence de plus en plus grande dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi, d'une part, et les relations entre Baran, Naeem et les talibans, d'autre part.

Les deux hommes entravaient la construction du poste de contrôle de Salehan, selon les Canadiens membres de l'Équipe spécialisée du Génie (ESG)[263]. L'équipe de la COCIM faisait constamment des rapports comme quoi les habitants du Panjwayi se méfiaient de la police parce qu'elle leur extorquait de l'argent[264]. Naeem a même essayé d'« intimider » une entreprise étasunienne privée de services de sécurité[265]. Cependant, le 22 janvier, environ 150 personnes ont déclenché une manifestation violente à Bazaar-e Panjwayi : elles ont brûlé des pneus et bloqué la route. Il s'agissait manifestement d'une manifestation contre la police qui était accusée de battre des marchands locaux. Haji Baran et son équipe d'agents de sécurité sont intervenus quand ils ont vu un agent de police en train de battre une personne dans le bazar, et cette équipe a publiquement battu l'agent en question. La manifestation avait été spontanée, semblait-il, et la population a exigé que l'Armée nationale afghane se charge de la sécurité et que Naeem soit congédié en sa qualité de chef de police. Cependant, quand Naeem a donné sa version des faits, il a déclaré à l'ELMOP que la manifestation n'avait eu lieu qu'après qu'il eût appelé la Direction nationale de la sécurité pour lui dire qu'« Haji Baran était en fait favorable aux talibans et qu'il avait orchestré la manifestation[266] » [Traduction]. Ensuite, des renseignements ont été reçus selon lesquels Haji « Dollars » Agha Lalai, qui avait des liens avec Baran, voulait le congédiement de Naeem. Une autre source a déclaré que la manifestation avait été une réaction à la mort de trois habitants de l'endroit qui n'étaient pas des insurgés, mais qui avaient été tués au cours d'une attaque aérienne[267]. Pour compliquer encore les choses, les médias prétendaient que Naeem était corrompu et qu'il volait les innocents dans le cadre d'une campagne orchestrée par Baran. En d'autres mots, il était impossible de comprendre exactement ce qui se passait, hormis le fait que quelqu'un fomentait le désordre à Bazaar-e Panjwayi, perturbait la gouvernance et suscitait le doute, pendant que d'autres profitaient du chaos.

Par coïncidence, le lendemain, des marchands de Mushan ont dit que les talibans cherchaient à les intimider et que des commandants locaux tentaient de percevoir des taxes auprès d'eux. Au lieu de s'adresser aux troupes afghanes situées au poste fortifié :

> […] les habitants de l'endroit auraient demandé l'intervention de la Commission des insurgés basée au Pakistan, et non celle du gouvernement de l'Afghanistan, ou encore des FC ou des FSNA présentes au poste fortifié de Mushan. Ce fait montre qu'ils font davantage confiance aux insurgés pour régler leurs problèmes locaux[268]. [Traduction]

La nouvelle tactique des insurgés les a aussi amenés à s'en prendre au système d'éducation. Les talibans se sont emparés d'une école située au sud de la colline des trois chars; ils l'ont saccagée et pillée et ils ont empoisonné l'eau du puits[269]. Ils en ont forcé une autre ailleurs à se transformer en madrasa : « Quand les insurgés ont appris l'existence de l'école, ils ont battu les enseignants et menacé de détruire l'immeuble à moins que l'enseignement ne cesse. L'école a ensuite déménagé dans une des mosquées et est par conséquent devenue une " madrasa "[270]. » [Traduction]

Ensemble, toutes ces actions ont torpillé toute tentative visant à établir l'autorité gouvernementale dans le Panjwayi. Haji Baran était à peine le chef du nouveau centre de district, encore moins de Bazaar-e Panjwayi, ou de toute autre localité du district. Sans projets créant des liens, comme le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters, les projets sont devenus en eux-mêmes des fins locales menant à la gouvernance.

Cela dit, le poste fortifié de Mushan a continué de tenir et de faire obstacle aux activités ennemies, malgré des problèmes de ravitaillement; l'insurrection n'a pas semblé accomplir des progrès dignes de mention dans le secteur de Sperwan Ghar, et il n'y a pas eu d'attentats graves à l'EEI sur les tronçons est ou ouest de l'itinéraire Fosters. Les sous-unités du GT et de l'Armée nationale afghane ont en général bénéficié de la liberté de mouvement entre Sperwan Ghar et Bazaar-e Panjwayi. Cependant, cela ne suffisait pas. Dans le meilleur des cas, l'impasse existait dans certains secteurs, et l'ennemi exerçait son contrôle et son influence sur la majeure partie du district.

Points de vue divergents sur le développement : l'ERP, d'octobre 2008 à janvier 2009

À l'automne de 2008, les changements organisationnels apportés pour faire une place à la représentante du Canada à Kandahar, d'une part, et l'arrivée de nombreux employés civils d'AM concernés par les opérations à Kandahar, d'autre part, ont créé un contexte radicalement différent par rapport à ce qui avait existé au cours des trois années antérieures en ce qui concernait le développement et la reconstruction. Cela résultait directement de l'orientation stratégique adoptée dans la foulée du Rapport Manley; par conséquent, il ne s'agissait pas d'une énorme surprise. C'est à ce stade-ci que le message en matière de développement que le message de l'Armée canadienne ont divergé. À la fin de 2008, la centralité des composantes militaires de l'ERP et du rôle de son commandant dans les

efforts de reconstruction et de développement au niveau provincial avait été progressivement réduite. Le personnel de la représentante du Canada à Kandahar, au QG de la FO Kandahar, et les civils plus nombreux au sein de l'ERP se sont partiellement substitués aux militaires dans ce domaine. Les aspects militaires des opérations de l'ERP ont de plus en plus été intégrés dans les opérations des équipes de la COCIM et de l'Équipe spécialisée du Génie, en plus de la protection habituelle des mouvements des civils de l'ERP. Par exemple, le travail de pionnier accompli à l'égard du système de justice de Kandahar par les conseillers juridiques militaires canadiens a cessé. Il était confié le plus possible au Programme de développement de l'ONU[271]. Cette tendance s'est propagée à d'autres domaines. Ainsi, l'ACDI s'est mise à la recherche de « partenaires d'exécution » toujours plus nombreux, de manière à pouvoir atteindre les objectifs énoncés dans la nouvelle stratégie. La distribution des semences de blé a été gérée de concert avec le Mercy Corps, et l'ACDI a fait la cour au Programme alimentaire mondial pour qu'il s'occupe de « l'hivérisation » (veiller à ce que la population de Kutch ne meure pas de froid), pendant qu'elle cherchait à obtenir l'aide du Programme de développement de l'ONU pour appuyer le gouvernement municipal de la ville de Kandahar. Ces relations s'étendaient dans diverses directions et, dans certains cas, on ne savait pas au juste si les fonds canadiens étaient dépensés directement, par leur intermédiaire; par conséquent, selon les rapports, il était difficile de mesurer les effets créés précisément par le Canada[272]. Cette approche avait aussi pour effet d'imputer la responsabilité de la validation des projets et, aspect primordial, de leur achèvement, à d'autres intervenants que le Canada et ses représentants. D'autres organisations internationales, dont certaines avaient des bureaucraties notoirement lourdes, pourraient être blâmées si les objectifs fixés par le nouveau processus défini par Ottawa n'étaient pas atteints à temps.

En général, le personnel canadien chargé du développement mettant l'accent sur le projet du barrage de Dahla, soit le projet de réhabilitation du réseau d'irrigation de l'Arghandab ». Les détails très complexes de ce projet et de l'adjudication des contrats connexes ne relèvent pas de notre étude ici. La participation militaire au projet même, à des fins pratiques, a cessé à la fin de 2008. Toutefois, il restait la question de la sécurité dans le district d'Arghandab et celle des pertes que l'escadron de reco avait subies pour garantir l'accès au secteur du barrage de Dahla en passant par l'Arghandab, et les discussions continues sur la possibilité que les forces étasuniennes assument le commandement du district dans l'avenir.

Tandis que les intervenants du volet civil de l'ERP élargissaient leur gamme de partenaires d'exécution au niveau provincial, ils effectuaient très peu au niveau des districts. En fait, l'ACDI et le MAECI étaient dans leur zone de confort à Kandahar, à traiter des dossiers aux niveaux provincial et national. Ils se désintéressaient progressivement de ce qui se passait dans les districts, et leurs rapports étaient de plus en plus teintés de mépris.

Ils se vantaient d'avoir déployé quelques personnes pendant deux semaines dans le Panjwayi et parlaient « d'un niveau de planification dynamique » [Traduction], mais ils étaient bien loin d'y avoir établi une présence permanente et efficace[273]. En outre, à mesure que le temps passait, le Bgén Thompson s'intéressait de moins en moins aux grands objectifs du Canada en matière de développement, car ces objectifs n'avaient à peu près rien à voir avec le système de sécurité qui se détériorait, et encore moins avec les véritables problèmes qui continuaient d'attiser l'insurrection[274].

Le renforcement d'un système, de plus en plus perçu comme non crédible par la population, en utilisant tous ces outils au sein de l'ERP, constituait une erreur grave de la part du Canada. Le gouverneur Raufi bénéficiait d'un degré de crédibilité plus élevé, ce qui a fait gagner du temps au Canada et aidé vraisemblablement à susciter un équilibre à l'automne de 2008, mais les machinations d'Ahmad Wali Karzai ont en fait annulé ces mesures positives et entraîné la nomination de Wessa en janvier 2009. Ces facteurs ont persisté jusqu'à une date avancée en 2009.

Soutenir la FO Kandahar

L'ESN, dirigé par le Lcol Steven Blair, a subi plusieurs changements structuraux pendant cette rotation. Il consistait en 455 soldats, mais il était chargé de 72 employés civils de l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes et de 288 entrepreneurs civils. Après un long débat, la Compagnie R, c'est-à-dire la compagnie d'administration du GT, a été formée. Elle était composée approximativement de 86 conducteurs et préposés à l'entretien puisés dans l'ESN et elle concrétisait un retour aux structures doctrinales dont les spécialistes de la logistique discutaient depuis 2006[275]. Au début, il y avait deux pelotons de protection de la force au sein de l'ESN. La responsabilité de protéger les barrières et postes de contrôle à l'entrée du KAF a cessé d'incomber au Canada quand une unité slovaque est arrivée et, comme l'ELMO avait subi des pertes en décembre, la décision a été prise de répartir un peloton entre sa FORSEC et l'Organisation chargée des travaux de construction. Ce peloton a été doté de VBLC obtenu du Commandement régional (Sud) quand celui-ci a changé[276], ce qui a amélioré les capacités des deux organisations sur le terrain et aidé à libérer des forces en protégeant les EGEM quand elles se déployaient dans des endroits vulnérables.

En ce qui concernait l'équipement, les VSBL Mercedes (véhicules de soutien blindés lourds) avaient maintenant tous été livrés aux unités canadiennes. Aspect plus important, l'équipage se sentait en sécurité à bord de ces véhicules. Au début de la période de service, un VSBL a heurté un EEI composé de 10 kilogrammes d'un explosif artisanal. Un des huit pneus a été détruit, mais l'équipage n'a rien senti. En une autre occasion pendant une « sortie dans le lit de la rivière », le système hydraulique d'un camion a été

endommagé, mais il a tout de même pu franchir 300 mètres pour sortir de la zone d'abattage. Un nouveau système appelé « nacelle du personnel » a été mis en service, surtout à cause des préoccupations grandissantes au sujet de la vulnérabilité des véhicules Bison aux EEI. La nacelle était un conteneur blindé et climatisé installé sur un VSBL et employé pour transporter de nombreuses personnes entre le KAF et Ma'Sum Ghar.

À l'été de 2008, les modifications apportées aux véhicules par les ingénieurs en électricité et en mécanique comprenaient l'ajout d'ensembles de protection aux VBL III. Les commandants d'équipage exposés et les guetteurs aériens avaient dans le passé subi les conséquences des effets de souffle dus aux EEI. Les analystes ont conclu que l'ajout de plaques obliques autour de l'équipage dévierait avec succès le souffle engendré à un point situé plus bas que la tourelle, par exemple, par un EEI dans le sol ou par des explosifs placés dans un véhicule en vue d'un attentat suicide. Tous les VBL III ont été munis de ces ensembles; ils ont tous été ramenés tour à tour de Ma'Sum Ghar au KAF aux fins de l'installation de ces derniers.

Le manque d'équipement approprié de franchissement d'obstacles dans le Zharey et le Panjwayi gênait les troupes canadiennes qui y menaient des opérations. Le char Beaver poseur de ponts, qui utilisait le châssis d'un char Leopard, a été jugé trop vulnérable pour que l'on s'en servît. Par conséquent, les sapeurs et soldats des blindés se sont rappelé une méthode employée pendant la Seconde Guerre mondiale : l'emploi de fascines. Soixante ans plus tôt, les véhicules blindés du Génie transportaient des faisceaux de troncs d'arbre attachés ensemble; ces faisceaux étaient ensuite déposés dans le plan d'eau à franchir ou contre un mur pour que les véhicules puissent passer. En Afghanistan, les fascines se composaient de tuyaux de PVC lourds d'un diamètre moyen attachés ensemble; un VSBL ou un EBG Badger déposait ensuite les faisceaux dans de nombreux petits canaux des districts au moyen de sa flèche. Les tuyaux de PVC étant creux, l'eau servant à l'irrigation pouvait continuer à couler malgré tout[277].

L'ESN continuait à encadrer l'Armée afghane et à l'aider d'autres façons. Le Lcol Blair entretenait notamment une relation avec le commandant du 5e Kandak. Les mentors de l'ESN mettaient l'accent sur des aspects pratiques des opérations, en particulier la récupération des véhicules et les travaux d'entretien de base, au Camp Hero. Quand le 5e Kandak n'a pas su comment souder les nouveaux affûts des lance-grenades sur les véhicules de la 1-205 Brigade, l'ESN a donné un cours de soudure aux Afghans pour qu'ils exécutent le travail eux-mêmes par la suite.

Le concept de soutien appliqué par l'ESN au cours de la rotation changeait considérablement. Auparavant, l'ESN appuyait l'ERP en déplaçant ses cuisiniers et ses spécialistes du transport, du ravitaillement et de l'entretien d'un endroit à l'autre, par roulement, mais il disposait désormais d'un détachement laissé au Camp Nathan Smith

sous le commandement de l'ERP. Quatre autres détachements composaient la Compagnie R et l'ESN : ils étaient situés aux FOB/BP Sperwan Ghar, Wilson, Frontenac et Ma'Sum Ghar. Ces détachements pouvaient former des échelons pour les sous-unités du GT et s'occuper ainsi du dépannage ou de la récupération, du ravitaillement et des réparations.

Avec tous les changements qui se produisaient à Kaboul après la suppression de l'ECS-A et l'arrivée du personnel d'instruction militaire, l'ESN a aussi dû repenser l'appui et la protection de ce dernier. Avec le temps, un détachement de l'ESN, comprenant 20 membres (soins médicaux, transmissions, administration, équipe de protection rapprochée), a été mis sur pied au Camp Souter, c'est-à-dire à la base britannique à Kaboul.

La FO Kandahar et l'ESN cherchaient des moyens novateurs de faciliter le soutien logistique dans l'environnement afghan. L'un d'eux a pris la forme du détachement logistique léger. Pendant les opérations de l'été, on avait constaté que le ravitaillement en eau des troupes débarquées dans l'environnement intérieur complexe du Zharey, en particulier celui des troupes afghanes travaillant de concert avec les troupes canadiennes, posait problème. Il n'y avait aucun hélicoptère canadien pour accomplir cette tâche, et les équipages des Mi-8 assurant l'ACTA FIAS n'étaient pas disposés à faire ce travail. Les systèmes Camelbak (transporteur d'eau potable) (certains soldats en apportaient deux) ne suffisaient pas. Certains soldats apportaient avec eux des nécessaires commerciaux portatifs de décontamination et se servaient de l'eau des puits quand ils le pouvaient, malgré la désapprobation du personnel de la médecine préventive. Cela a donné lieu à une expérience avec des bêtes de somme. Se servant comme point de départ de données historiques sur la campagne d'Italie au cours de la Seconde Guerre mondiale, le Maj Charles Jansen a formulé l'idée du détachement logistique léger et l'a promptement présentée aux autorités par le biais de la bureaucratie canadienne. Après un certain temps, un détachement-pilote a été formé, mais des problèmes culturels liés aux troupes afghanes et aux ânes n'ont pas pu être résolus. Avec le temps, le projet s'est évanoui à cause d'un manque de soutien. Quoi qu'il en soit, des hélicoptères canadiens ont été déployés au début de 2009, ce qui a facilité les opérations de ravitaillement sur le terrain[278].

Réduction de l'influence canadienne à Kaboul

En deux mots, les forces canadiennes en Afghanistan avaient exercé au départ une influence sur le contexte stratégique de Kaboul par l'intermédiaire de six entités : la FIAS, dirigée par l'OTAN en Afghanistan et le CTCS-A, dirigé par les É.-U., deux entités où le Canada avait des officiers occupant des postes d'état-major et de commandement; l'ECS-A; le Groupe d'action stratégique; la MANUA auprès de laquelle les FC avaient un officier d'état-major; l'ambassade du Canada. En outre, comme nous l'avons déjà mentionné, l'objectif global de l'exercice d'une telle influence résidait dans le besoin permanent pour

le Canada de participer à la planification et d'être tenu au courant de la situation, afin de protéger ses intérêts et de prévenir l'emploi des troupes canadiennes par d'autres entités à mauvais escient.

À la fin de 2008 et au début de 2009, le système s'était effondré presque totalement. L'ECS-A avait disparu, à cause surtout d'une rivalité bureaucratique. Les Américains ont rapidement comblé le vide. Les conflits de personnalités au sein de la MANUA ont entraîné le retrait provisoire du représentant militaire canadien affecté auprès d'elle. Le Groupe d'action stratégique, qui comprenait un représentant de l'ECS-A, avait lui aussi cessé d'exister. Le Canada n'avait plus que des postes dans les deux commandements militaires, soit la FIAS et le CTCS-A[279].

Par ailleurs, il y avait de plus en plus de brouille entre l'ERP à Kandahar et la FIAS de l'OTAN. En 2009, les officiers canadiens affectés auprès de la FIAS et chargés de faire rapport sur les résultats de l'ERP se sont fait dire par d'autres Canadiens qu'ils ne seraient plus les bienvenus aux bureaux de l'ERP à Kandahar. Ce n'était là que les symptômes d'un problème plus vaste. En effet, le gouvernement du Canada avait décidé de se distancier des intrigues politiques de Kaboul et de se concentrer uniquement sur la province de Kandahar. Cela coïncidait avec la détérioration de la scène politique à Kaboul, ce qui était par ailleurs lié au maintien d'Hamid Karzai à la présidence et aux élections imminentes. À la fin de 2008, tandis que la date des élections approchait, toute cohérence dans le processus politique de Kaboul a disparu, et tout programme national dont on pouvait retracer l'origine aux jours grisants de la Loya Jirga constitutionnelle de 2003-3004 a été mis de côté. En effet, les officiers canadiens qui suivaient la situation ont conclu que trois éléments incontrôlables influaient sur la scène politique afghane : la drogue; le Pakistan; Hamid Karzai.

Des effets positifs pouvaient encore être produits à Kaboul, en particulier dans le domaine de l'instruction, effets qui faisaient fond sur les relations datant de celles établies par l'Équipe de formation intégrée (ETT) en 2003. Neuf postes de l'ECS-A ont été transférés au CTCS-A et, travaillant avec les Américains, les Canadiens se sont concentrés sur l'élaboration et l'amélioration du Cours des officiers d'état-major subalternes dans l'espoir d'influer sur une génération à venir d'officiers afghans. En outre, l'Armée canadienne appuyait le Centre de formation linguistique et d'état-major en Afghanistan. Étant donné le taux d'analphabétisme alarmant, tout ce qui pouvait être fait pour améliorer les FSNA sur ce plan était utile. Dans ces deux structures, un autre point du programme consistait à dépolitiser l'Armée nationale afghane autant que possible en encourageant une socialisation qui transcendait les groupes tribaux et ethniques. Il s'agissait là de projets à long terme. Il était entendu qu'il n'y aurait aucun effet immédiat sur la campagne dans la province de Kandahar, mais un investissement de ce genre allait peut-être avoir une incidence sur la stabilité future du pays.

Cependant, les composantes de l'effort international à Kaboul ne s'harmonisaient tout simplement pas en 2008 et 2009, et il est possible que cela en ait amené certains à Ottawa à se concentrer sur la province de Kandahar et à se détourner de la dimension stratégique. Le Mgén Al Howard a souligné ce qui suit :

> Au quartier général de la FIAS, il y a deux équipes : l'équipe de la FIAS et le cercle fermé étasunien. Ce dernier chasse l'ennemi avec des UAV Reaper et toutes sortes d'autres moyens, et il applique la méthode forte partout. Personne n'essaie de se mettre en rapport avec l'ONU pour lui dire : « Monsieur ONU, pourriez-vous venir ici et nous aider à créer et à encadrer un régime de gouvernance avec les Afghans? » Le dernier homme qui a véritablement essayé de reconstruire le pays, c'est [le général] David Richards quand il a mis sur pied le Groupe d'action stratégique […] J'ai eu l'impression que les représentants de l'ONU et de l'OTAN ne s'entendaient pas [en 2008] et qu'ils ont raté une occasion d'influer positivement sur le cours des choses. [Traduction]

Le représentant de l'Armée canadienne auprès de la MANUA était le Col Mark Skidmore qui, nous nous le rappellerons (voir le volume I), avait servi auprès de l'ONU à Kaboul dans les années 1990. Le Col Skidmore estimait que la situation concernant l'ONU en Afghanistan était intenable. Le Mgén Howard a déclaré ce qui suit : « Selon moi, tout ce que l'ONU faisait était tellement inefficace, tellement insignifiant et tellement ridicule qu'il [Skidmore] a tout simplement levé les mains en disant : « Vous pouvez me sortir d'ici. » Selon le Mgén Howard, les commandants de la FIAS ne s'entendaient pas du tout avec les dirigeants de la MANUA, « mais la personnalité du chef de mission [de l'ONU] y a peut-être été pour quelque chose également[280] » [Traduction]. En effet, la dissolution de l'ECS-A n'a fait que compliquer la situation : c'était la seule entité qui fournissait une aide exclusive au plus haut niveau du gouvernement en Afghanistan :

> Le Canada décide donc de déployer d'autres efforts dans le sud. C'est alors que la RCK intervient. L'accent est maintenant mis sur la province de Kandahar et non sur le niveau supérieur. Sans doute à l'insistance des militaires, nous avons le [Lgén] Mike Gauthier [au COMFEC] et tous les autres qui réclament à grands cris : « Une concentration plus grande des efforts, une concentration plus grande des efforts! » Le MAECI et l'ACDI répondent donc en obtempérant et en déployant une équipe aussi nombreuse que l'on n'en verra jamais une dans le sud. Mais cela réduit ce qui se passe à Kaboul […] il y a donc là un certain drainage de puissance. Le Canada a de l'influence. Si vous avez des troupes dans la province de Kandahar, vous exercez une influence […] Nous n'utilisons pas l'influence[281].

C'est à peu près à ce moment-là qu'un certain nombre d'officiers supérieurs canadiens ont cru que le gouvernement canadien avait effectivement un point de vue ambivalent sur la guerre en Afghanistan :

> Je pense que le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il s'agit là d'une cause perdue. Lors des premiers jours grisants, le Canada formulait ses exigences en disant « Réparez ceci, réparez cela! ». Or, rien de tout cela n'arrive. Rien d'efficace ne se passe à Kaboul. Il n'y a donc rien sur quoi une influence puisse être exercée de toute façon […] Vous avez donc le commandant de la FIAS, des troupes qui s'occupent des questions tactiques, et c'est là-dessus qu'il met l'accent […] Nous avons un gouvernement inefficace et nous n'essayons pas de l'améliorer. Et [il y avait] des refuges pour les talibans [au Pakistan][282]. [Traduction]

Il existait en fait un vide stratégique à Kaboul :

> Les Canadiens sont là à faire le travail et à gagner sur le plan tactique; ils font tout ce qu'il faut faire, mais leurs efforts n'ont pas d'écho au niveau supérieur; le gouvernement canadien n'intervient pas avec une vigueur suffisante […] et les Américains ne savent pas comment le faire. Ils ne s'adonnent pas à la reconstruction du pays[283]. [Traduction]

Départ du brigadier-général Thompson

Le Bgén Thompson a distribué ses « Parting Thoughts" (Dernières pensées) à l'état-major du QG FOI-A, le 7 février 2009[284]. Elles méritent d'être citées en détail, car elles décrivent de la façon la plus claire et la plus pertinente la situation des Canadiens en Afghanistan jusqu'à ce stade-là de la guerre. Il a d'emblée affirmé ceci : « Ce sont là mes pensées, et elles risquent de ne pas correspondre précisément à celles d'autres parties concernées. » [Traduction] Le Bgén Thompson a caractérisé le Pakistan comme étant le problème « prépondérant » :

> À la base, il existe un bassin inépuisable de recrues volontaires produites dans les madrasas non réglementées juste de l'autre côté de la frontière. Ces « usines » de djihadistes volontaires ne donnent aucun signe de ralentissement. J'irais jusqu'à dire que, si nous réglions ce problème particulier, nous franchirions une énorme étape sur le chemin menant à la solution du problème global, ce qui permettrait à la ceinture pachtoune de retourner à son état stable (un état qui, malgré tout, paraîtrait étrange à nous tous) […] Je crois que nous devons chercher des stratégies d'atténuation à court terme et pendant que le nouveau gouvernement des États-Unis élabore sa stratégie à appliquer de ce côté-ci de la ligne Durand. [Traduction]

Le Bgén Thompson se préoccupait de plus en plus de la légitimité continue du gouvernement de Kaboul :

> La date déclarée de l'élection ayant été fixée au 20 août 2009, il y a maintenant une importante balise. À n'en pas douter, la suspension éventuelle du pouvoir exécutif du gouvernement au-delà du 25 mai est troublante. Cela pourrait signifier que le gouvernement serait interrompu en tant que tel jusqu'en novembre 2009, compte tenu du temps nécessaire à un deuxième tour de scrutin et à la préparation de l'investiture. Autant de raisons pour faire preuve de détermination dans la conduite de l'élection. [Traduction]

L'inscription des électeurs s'était bien passée dans la province de Kandahar, et l'électorat n'aurait aucune excuse comme il en avait eu en 2004 : « Je dirais que, si les Pachtounes se disent privés de leur droit de représentation, ils n'auront qu'eux à blâmer. » [Traduction]

Aux yeux du Bgén Thompson, le prochain grand problème en importance était :

> […] la sottise de notre structure de commandement actuelle. La FIAS de l'OTAN, le CENTCOM, le CTCS-A, les SOCOM SOF, les programmes nationaux, etc. À franchement parler, c'est un fouillis indescriptible. Sans unité de commandement, l'unité d'efforts est quasi impossible […] Il ne sert à rien aux pays de dresser des plans compliqués, sans se reporter aux documents propres aux théâtres de guerre, pour protéger leurs intérêts étroits, depuis les bureaux de leurs capitales respectives. Nous devons créer un nouveau concept […] [Traduction]

Au niveau opérationnel :

> À mon arrivée, je croyais qu'une compréhension approfondie de la dynamique tribale était essentielle à la réussite […] Néanmoins, nous sommes encore des Ferengis et nous avons été surpris, par exemple, par le congédiement abrupt du gouverneur Raufi et la nomination ultérieure du gouverneur Wessa. Le mot « surpris » est peut-être trop dramatique, et le mot « stupéfiés » conviendrait sans doute mieux — stupéfiés par le fonctionnement mafieux des rouages politiques afghans. Bref, nous devons continuer à fouiller plus à fond dans les détails de la dynamique tribale si nous voulons découvrir vraiment les leviers qui font effectivement bouger la population dans le sud de l'Afghanistan. [Traduction]

En ce qui concerne les questions de développement, le Bgén Thompson favorisait la production de « résultats concrets » dans les domaines de l'irrigation, de l'électricité, des routes et du chômage, et il citait le travail de l'Organisation des travaux de construction en exemple pour indiquer la voie à suivre. « Et puis, il y a ma marotte, dont j'ai parlé sans merci depuis mon arrivée : accroître la densité des troupes. » [Traduction] Le 2-2 Infanterie et l'expansion de la 1-205 Brigade ont beaucoup aidé, mais « il faudrait songer à déployer des forces de l'Armée nationale afghane vers le sud, à partir des secteurs plus tranquilles du nord » [Traduction]. Il faut doubler les forces de police et laisser leurs mentors avec elles dans les districts pour que le programme de perfectionnement ciblé par district fonctionne.

Le Bgén Thompson a salué les réussites tactiques :

> Mis à part nos soldats sur le terrain qui font face à l'ennemi jour et nuit, nos services du renseignement tactique sont ce qui m'a le plus impressionné. Nous connaissons les secteurs peuplés de la province de Kandahar. Nous connaissons le terrain à un degré merveilleux qui nous permet d'exécuter de véritables opérations en partenariat, éclairées par le renseignement et menées contre des objectifs connus (des personnes ou des enceintes d'intérêt). Les marches à l'ennemi de grande envergure ne sont plus nécessaires, à cause de la qualité du renseignement que nous recevons et qui oriente des opérations de précision visant à approfondir et à protéger le terrain gagné (la fonction « tenir »). Tout le processus est un joyau précieux qu'il nous faut saisir et préserver pour les opérations à venir.

Enfin,

> La volonté des gens constitue pour moi une caractéristique changeante. Quand je suis le débat qui se poursuit au Canada au sujet de la mission en Afghanistan, je ne peux m'empêcher de me demander comment nos compatriotes d'autrefois ont supporté les pertes subies au cours des guerres de leur époque. Notre nation est-elle la même qu'à ce moment-là? Chose certaine, nous sommes servis par les meilleurs soldats du monde. Ils ont tenu cette province pendant une saison de combats difficiles sans se plaindre, que dis-je, avec un enthousiasme sans borne. Je pars avec un respect renouvelé pour nos soldats. Nous devons nous estimer privilégiés d'avoir marché en leur compagnie.

Conclusion

Au début de 2009, la situation dans la province de Kandahar était toujours dans l'impasse. Le contrôle complet des districts échappait encore aux forces canadiennes et afghanes à l'ouest de la ville de Kandahar, et une série d'attaques terroristes mettait en doute la notion selon laquelle la coalition contrôlait la ville de Kandahar, sous une forme ou sous une autre. Dans ces districts existaient des îlots de stabilité qui, combinés aux forces coalisées de manœuvre, servaient à perturber les activités ennemies dont l'objet était de prendre le contrôle de ces districts au complet, ou qui visaient la ville. Plusieurs facteurs ont contribué à cet équilibre. D'abord, les ressources rares étaient utilisées pour garder la Route nº 1 ouverte à l'ouest de la ville, de manière à rendre possibles le ravitaillement des Britanniques et le soutien de leurs opérations dans la province d'Helmand. En deuxième lieu, l'ennemi exploitait l'incapacité des Afghans de progresser sur le plan de la gouvernance, les rivalités inter-tribales et la concurrence entre les intermédiaires du pouvoir, afin de prendre pied dans l'Arghandab et à Senjaray. En troisième lieu, le retrait des forces protégeant l'infrastructure tactique, lequel était logique sur le plan économique, a en fait empiré les choses dans le Zharey et le Panjwayi.

À la fin de 2008, le renforcement des capacités de la police progressait lentement, et il y avait encore de trop nombreuses entités cherchant à régler le problème. La situation était attribuable en grande partie à l'approche incohérente que les É.-U. avaient adoptée pour remettre les services de police sur pied, après que les Allemands leur eussent transmis le dossier et aussi, dans une certaine mesure, aux conflits de personnalités dans la province de Kandahar. Les Canadiens ne pouvaient pas maîtriser ces problèmes. Ces derniers découlaient en fait des conséquences à long terme de l'inefficace politique allemande au chapitre des services de police, et ce, sept ans après l'Accord de Bonn. Toutefois, l'ELMOP canadienne, la CIVPOL canadienne et les mentors étasuniens de la police réussissaient bien à soutenir la police des districts malgré les risques, les pertes et la rareté de leurs ressources.

Le renforcement des capacités de l'Armée nationale afghane était une réussite incontestable pour le Canada. Avec le déploiement, dans les districts, d'une brigade afghane complète appuyée par les ELMO canadiennes, les niveaux de densité des troupes étaient prometteurs — si seulement l'ordre avait pu être mis dans les services de police et la gouvernance. Le principal problème pour l'Armée afghane et les ELMO résidait dans le redéploiement continuel du 2e Kandak pour étayer l'effort britannique vacillant dans la province d'Helmand. Cela absorbait des forces et réduisait la densité des troupes dans les districts du front, juste au moment où elles étaient nécessaires pour remplir les rôles « Tenir » et « Construire ».

Les « opérations d'attrition » — c'est la meilleure façon de les décrire — produisaient des résultats étonnants. Le ciblage des chefs ennemis par les forces d'opérations spéciales et la puissance aérienne; les très nombreux insurgés qui se sont exposés et ont été tués pendant l'Op ASP-E JANUBI, et le combat avec les ressources ISTAR armées, mené au niveau de la FOI en Afghanistan et à celui du GT, voilà autant d'éléments qui ont réduit considérablement les capacités ennemies dans la province de Kandahar en 2008.

Quant à la question vitale de la gouvernance, les turbulences extrêmes engendrées par le remplacement de Khalid par Raufi, puis par Wessa ont profondément miné la légitimité du gouvernement. Le général Raufi offrait au gouvernement son meilleur espoir d'améliorer sa crédibilité et sa légitimité. Ahmad Wali Karzai et les intermédiaires popalzais du pouvoir, qui se sentaient menacés par la présence d'un non-popalzai qui, dans un poste de commandement, bénéficiait d'un soutien public intertribal grandissant, ont étouffé cette vacillante lueur d'espoir. Plus que toute autre réalité, cela torpillait les efforts canadiens sur tous les plans et fait en sorte que la population reste dans l'indécision. De même, les mécanismes établis dans les districts, par exemple les centres interarmées de coordination de district, ont continué à prendre de la maturité, mais ils ont été eux-mêmes fatalement paralysés par la combinaison de la dynamique tribale et d'un manque de vision au niveau individuel et par une association avec un gouvernement provincial dont la légitimité était de plus en plus douteuse.

Aucun degré de développement n'allait régler ces problèmes systémiques. En effet, la nouvelle stratégie canadienne passait presque complètement sous silence ces questions essentielles : les écoles, l'éradication de la poliomyélite et le projet du barrage de Dahla n'avaient rien à voir avec quoi que ce soit d'autre qu'une tentative d'améliorer la vie des Afghans. Cela semble sans doute constituer un but louable, mais il était contre-productif dans une guerre anti-insurrectionnelle. Les projets d'aide humanitaire non reliés au gouvernement deviennent manifestement neutres, ce qui signifie que l'insurrection peut revendiquer un certain mérite pour en avoir permis la réalisation. La nouvelle stratégie a remarquablement stimulé le renforcement des capacités en matière de sécurité, mais cet aspect a été éclipsé par les projets « de prestige ». En fait, ceux qui ont élaboré la nouvelle stratégie ont mis sur pied divers projets, ils ont défini un moyen d'en mesurer la progression et ils ont créé une méthode pour faire rapport sur cette progression. Cependant, comme nous l'avons vu, aucun d'eux ne s'est attaqué aux questions fondamentales qui attisaient l'insurrection dans la province de Kandahar.

L'approche dysfonctionnelle du développement dans les districts prenait la forme d'une multitude de projets conçus pour améliorer le gagne-pain de la population, mais encore une fois, ces projets n'avaient pas de liens avec la gouvernance. Et, comme dans le cas des grands projets, l'ennemi pouvait faire valoir qu'il avait « permis » de poursuivre l'exécution

des projets locaux, en l'absence de chefs à la tête de la province ou des districts. Les forces canadiennes ont fait ce qu'elles ont pu pour intégrer le développement au niveau des districts, mais leurs efforts étaient entravés par l'incapacité des AM d'assurer la continuité à ce niveau. C'est donc aux équipes de la COCIM, à l'Organisation chargée des travaux de construction et à l'Équipe spécialisée du Génie qu'il a incombé d'assurer la continuité. Sans la présence des AM canadiens dans les districts, il n'était pas possible de synchroniser les trois secteurs d'activité ou lignes d'opération qu'étaient la gouvernance, le développement et la sécurité.

En mettant les choses au mieux, les Canadiens et les Afghans pouvaient continuer de perturber les activités de l'ennemi et de lui faire obstacle là où il opérait. Le renforcement des capacités de la police et de l'Armée se faisait à bonne allure, pendant que la mise en place de mesures au coup par coup visant à établir des capacités dans les districts progressait lentement. La Route nº 1, principale route de desserte, restait ouverte au profit des Britanniques dans la province d'Helmand, pendant que la FO Kandahar attendait des renforts.

NOTES

1. CBC, « Party leaders blast Taliban remarks on Canadian election », 10 septembre 2008.
2. La Presse canadienne, « Taliban urges Canada's next PM to pull troops », 9 septembre 2008.
3. Cabinet sur l'Afghanistan (CCA), « L'engagement du Canada en Afghanistan », septembre 2008, p. 1.
4. *Ibid.*
5. Entrevues avec le Col Spike Hazleton et le Col René Melançon [Op TOLO].
6. Entrevue avec le Bgén Denis Thompson, Ottawa, 14 février 2012.
7. Entrevue téléphonique avec le Lcol Lee Hammond, 13 juillet 2012.
8. Voir Bing West, *No True Glory: A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New York, Bantam Books, 2005.
9. Documents Thompson, « Operational Philosophy V2 », 4 octobre 2008.
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. Les rapports sur les pertes humaines étaient liés au maintien du soutien en faveur de la mission. Les membres des familles en deuil avaient désormais un accès immédiat aux médias, ou pouvaient être interviewés par eux, ce qui risquait d'entraîner une publicité négative pour les Forces canadiennes, le MDN et le gouvernement en général.
13. Entrevue avec le colonel Jamie Cade, Kandahar, le 2 février 2009.
14. Discussions entre l'auteur et des représentants supérieurs du Canada au QG FIAS, Kaboul, les 6 et 7 mars 2009.
15. Entrevue avec le Bgén Thompson.
16. Entrevues avec le Lcol Hugh Ferguson, aérodrome de Kandahar (KAF), les 1er et 2 février 2009.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*

19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. Compte rendu de situation quotidien (CRSQ) QG FOI-A, 17 novembre 2008.
22. CRSQ QG FOI-A, 6 décembre 2008.
23. CRSQ FO 3-08, 4 septembre 2008.
24. CRSQ FO 3-08, 7 septembre 2008.
25. JDCC DSR (22 septembre 2008).
26. CRSQ FO 3-08, les 9 et 10 septembre 2008.
27. CRSQ FO 3-08, les 7, 9 et 27 septembre 2008.
28. CRSQ FO 3-08, les 5 et 9 septembre 2008.
29. CRSQ FO 3-08, les 4, 9, 11, 24 et 27 septembre 2008.
30. CRSQ FO 3-08, les 7, 8, 9, 10 et 17 septembre 2008; CRSQ ELMO.
31. CRSQ ELMO, 3 septembre 2008.
32. CRSQ ELMO, 4 septembre 2008.
33. CRSQ ELMO, les 4, 5, 6 et 7 septembre 2008.
34. CRSQ ELMO, 17 septembre 2008.
35. CRSQ ERP, 25 septembre 2008. Nabi a probablement été tué parce qu'il représentait un obstacle éventuel à la réalisation des objectifs des éléments de la structure d'influence du Panjwayi.
36. CRSQ CICD, 5 septembre 2008.
37. CRSQ ERP, 17 septembre 2008.
38. CRSQ du groupement tactique, 28 septembre 2008.
39. CRSQ QG FOI-A, les 2 et 3 septembre 2008.
40. CRSQ du groupement tactique, 16 septembre 2008.
41. CRSQ ELMO, du 2 au 6 septembre 2008.
42. CRSQ ELMO, du 7 au 13 septembre 2008.
43. CRSQ QG FOI-A, 18 septembre 2008.
44. CRSQ ELMO, 28 septembre 2008.
45. CRSQ ELMO, 23 septembre 2008.
46. CRSQ du groupement tactique, 16 septembre 2008.
47. CRSQ CICD, 16 septembre 2008.
48. CRSQ ERP, 21 septembre 2008.
49. CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2008.
50. CRSQ ERP, 20 septembre 2008.
51. CRSQ QG FOI-A, 3 septembre 2008.

52. CRSQ du groupement tactique, 5 septembre 2008.
53. CRSQ ERP, 8 septembre 2008.
54. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 30 septembre 2008.
55. CRSQ QG FOI-A, 5 septembre 2008.
56. CRSQ ERP, 1er septembre 2008.
57. CRSQ ERP, du 1er au 5 septembre 2008.
58. CRSQ ERP, du 6 au 15 septembre 2008.
59. CRSQ QG FOI-A, les 8 et 9 septembre 2008.
60. CRSQ QG FOI-A, du 10 au 15 septembre 2008.
61. CRSQ ELMO, 17 septembre 2008.
62. CRSQ QG FOI-A, 22 septembre 2008.
63. *Ibid.*
64. CRSQ QG FOI-A, 28 septembre 2008.
65. CRSQ QG FOI-A, 29 septembre 2008.
66. CRSQ ERP, les 9 et 14 octobre 2008.
67. CRSQ QG FOI-A, 19 octobre 2008.
68. CRSQ J2, 21 octobre 2008.
69. CRSQ J2, 23 octobre 2008.
70. « OMLT Rotation 5-End of Tour Report » (Rapport de fin de la rotation 5, ELMO), 13 septembre 2008.
71. Entrevue avec le Col Jamie Cade, KAF, 4 février 2009. Entrevue avec le major Chris Comeau, Kingston, 15 mai 2012.
72. Entrevue avec le Maj Comeau.
73. Le Maj Comeau affirme que, quand sa rotation a pris fin, le point de vue limité avait la préséance : « À mon arrivée au début de 2009, il m'a semblé que le point de vue élargi avait la priorité. » [Traduction] Voir l'entrevue avec le Maj Steve Nolan, Ma'Sum Ghar, 11 février 2009.
74. CRSQ CCO-P, 28 septembre 2008 ; entrevue avec le Col Cade.
75. Entrevue avec le Lcol Dana Woodworth, Camp Nathan Smith, 10 février 2009.
76. *Ibid.*
77. *Ibid.*
78. Entrevue confidentielle.
79. Entrevue avec Andrew Scyner, Camp Nathan Smith, 6 février 2009.
80. D'après de nombreuses discussions empreintes d'exaspération et de véhémence entre l'auteur et le personnel civil et militaire du QG FOI-A, pendant l'été de 2008 et le printemps de 2009.
81. *Ibid.*
82. OTAN, *Rapport sur l'Afghanistan 2009*, p. 24-25.
83. *Ibid.*, p. 16.

84. WikiLeaks, message American embassy Kabul to State, « General McKiernan's January 4, 2009 Briefing on The Afghan Public Protection Force (APPF) », 8 janvier 2009; WikiLeaks, message American embassy Kabul to State, « Informing NATO Allies of Potential Changes to US SOF Posture in Afghanistan », 27 février 2009; OTAN, *Rapport sur l'Afghanistan 2009*, p. 16.

85. Entrevue avec Andrew Scyner.

86. Discussions entre l'auteur, le Bgén Thompson, le Lcol Woodworth et le Col Cade, KAF, 2009.

87. Entrevue avec le Col Cade.

88. Entrevue avec le Lcol Woodworth.

89. CRSQ ERP, du 15 au 25 septembre 2008.

90. CRSQ QG FOI-A, les 30 et 31 octobre; les 2, 3, 8, 28 et 29 novembre, et les 1er, 2 et 16 décembre 2008.

91. Discussions avec le Lcol Bob Chamberlain, KAF, janvier 2008.

92. CRSQ QG FOI-A, du 31 octobre 2008 au 1er janvier 2009.

93. CRSQ ERP, 13 novembre 2008.

94. CRSQ ERP, 14 janvier 2009; entrevue confidentielle. Les équipes de la COCIM ne savaient pas au juste pourquoi tout cela avait cours, du moins d'après leurs comptes rendus quotidiens, mais en rétrospective, ces activités avaient peut-être quelque chose à voir avec le projet de la route de contournement de la ville de Kandahar auquel Ahmad Wali Karzai s'intéressait tant. L'achat de terres, puis leur revente au gouvernement pour que la route puisse être construite, pouvaient être rentables, encore plus si le consortium de construction de ce même acheteur construisait la route.

95. L'auteur a été mis en présence de ce raisonnement par de nombreux Afghans, dans les cercles sociaux, pendant plusieurs années dans divers districts de la province de Kandahar.

96. CRSQ QG FOI-A, du 5 au 10 octobre 2008.

97. Entrevue avec le Col Cade, 2 février 2009.

98. CRSQ CCO-P, 10 janvier 2009. Si nous lisons entre les lignes, c'est comme si Ahmad Wali Karzai faisait pression sur Hamid Karzai pour qu'il fasse quelque chose au sujet du Ghorak. L'implication ici est qu'Ahmad Wali Karzai s'adonnait à des activités illicites dans ce district, ou qu'il agissait au nom de quelqu'un d'autre qui l'était au sein des structures d'influence de Kandahar ou de l'Helmand.

99. Cette partie est fondée sur le chap. 11 de l'ouvrage de Sean M. Maloney intitulé *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Kingston, Presses de l'ACD, 2012.

100. CRSQ QG FOI-A, 2 octobre 2008.

101. CRSQ QG FOI-A, 16 octobre 2008.

102. CRSQ QG FOI-A, 24 octobre 2008.

103. CRSQ ERP, 5 octobre 2008.

104. CRSQ ERP, 9 octobre 2008.

105. CRSQ ELMO, 5 octobre 2008.

106. CRSQ ELMO, 8 octobre 2008.

107. CRSQ ERP, 15 octobre 2008.

108. CRSQ ERP, 30 octobre 2008.

109. « Operation ARTASH CONOP Level 1 Briefing », 24 octobre 2008.

110. CRSQ QG FOI-A, 28 octobre 2008; soulignons que la diapo du briefing du QG FOI-A relative aux contacts ayant fait partie de l'Op ARTASH porte le titre « Today's nonsense » (L'absurdité d'aujourd'hui), au lieu de son titre habituel.

111. CRSQ QG FOI-A, 4 octobre 2008. Ce fut le début d'un piège psychologique dans lequel les rotations ultérieures se sont trouvées coincées. Le tracé de l'abscisse 28-29 sur la carte du district de Panjwayi a restreint la perception du district et équivalait à l'acceptation, du point de vue psychologique, que l'ennemi contrôlait la région située à l'ouest de cette abscisse, ce qui a eu des effets à long terme sur les opérations des forces canadiennes.

112. CRSQ ELMO, 13 octobre 2008.

113. CRSQ GT, 4 octobre 2008.

114. CRSQ GT, 20 octobre 2008.

115. CRSQ ELMO, 5 octobre 2008.

116. CRSQ ELMO, 13 octobre 2008.

117. Entrevue avec le Lcol Hugh Ferguson, KAF, 2 février 2008.

118. « Op SHNA DARA 2 Frag O Op ARAY Lvl 2 CONOP Brief », 2 octobre 2008.

119. CRSQ GT, 6 octobre 2008.

120. CRSQ QG FOI-A, 7 octobre 2008. Voir aussi « Op ARAY SIGACT Slide, 5 octobre 2008 » (Op ARAY, diapo sur l'incident significatif du 5 octobre 2008).

121. Entrevue avec le major Fraser Auld, KAF, 3 février 2009. La mesure dans laquelle le CICR fournissait un soutien médical aux talibans et nuisait ainsi aux efforts que le gouvernement afghan faisait pour établir un régime de soins de santé à Kandahar constitue une question qu'il faut examiner plus en détail ailleurs.

122. CRSQ GT; Op ARAY, diapositive sur l'incident significatif du 6 octobre 2008, 7 octobre 2008.

123. CRSQ QG FOI-A, 8 octobre 2008.

124. Op ARAY, diapo sur l'incident significatif du 8 octobre 2008.

125. CRSQ GT, 10 octobre 2008.

126. CRSQ ERP, 17 octobre 2008.

127. CRSQ QG FOI-A, 23 octobre 2008.

128. Entrevue avec le major Dean Tremblay, Harrowsmith, 4 mars 2013.

129. *Ibid.*

130. *Ibid.*

131. *Ibid.*

132. CRSQ GT, du 1er au 10 octobre 2008.

133. CRSQ GT, les 23 et 24 octobre 2008.

134. CRSQ ERP, 24 octobre 2008.

135. CRSQ QG FOI-A, 7 octobre 2008.

136. CRSQ ERP, 3 octobre 2008.

137. CRSQ QG FOI-A, 17 octobre 2008.

138. CRSQ QG FOI-A, 20 octobre 2008.
139. CRSQ QG FOI-A, du 29 au 31 octobre 2008.
140. CRSQ ERP, les 1er, 5 et 6 novembre 2008.
141. CRSQ J2, 8 novembre 2008.
142. Entrevue avec le Lcol Hugh Ferguson, KAF, 1er février 2009.
143. CRSQ ELMO, du 10 au 12 novembre 2008.
144. CRSQ QG FOI-A, 13 novembre 2008.
145. *Ibid.*
146. CRSQ ELMO, 13 novembre 2008.
147. CRSQ QG FOI-A, du 20 au 24 novembre 2008.
148. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 30 décembre 2008.
149. CRSQ QG FOI-A, les 29 et 31 décembre 2008.
150. CRSQ GT, 6 novembre 2008.
151. CRSQ QG FOI-A, 9 novembre 2008.
152. Entrevue avec le Lcol Roger Barrett, KAF, 5 février 2009.
153. CRSQ GT, 6 novembre 2008.
154. CRSQ GT, 7 novembre 2008.
155. CRSQ ELMO, du 8 au 11 novembre 2008.
156. CRSQ ELMO, du 12 au 19 novembre 2008.
157. CRSQ QG FOI-A, du 17 au 19 novembre 2008.
158. CRSQ QG FOI-A, 2 novembre 2008.
159. Renseignements tirés des rapports du QG FOI-A sur les incidents significatifs du mois de décembre 2008.
160. CRSQ QG FOI-A, 1er décembre 2008.
161. Diapo du QG FOI-A, incidents significatifs, 27 décembre 2008.
162. Renseignements trouvés dans les rapports de la COCIM envoyés au QG FOI-A par l'intermédiaire de l'ERP, pour novembre 2008.
163. Observations de l'auteur après qu'il eût passé du temps avec l'EGC-1 en février 2009.
164. Renseignements trouvés dans les rapports de la COCIM envoyés au QG FOI-A par l'intermédiaire de l'ERP, pour décembre 2008.
165. *Ibid.*
166. *Ibid.*
167. Renseignements tirés des rapports du QG FOI-A sur les incidents significatifs du mois de novembre 2008.
168. CRSQ GT, 16 novembre 2008.
169. CRSQ GT, 17 novembre 2008.

170. CRSQ QG FOI-A, 17 novembre 2008.
171. CRSQ QG FOI-A, 20 novembre 2008.
172. CRSQ ELMO, 24 novembre 2008.
173. CRSQ QG FOI-A, du 25 au 29 novembre 2008.
174. CRSQ GT, 14 décembre 2008.
175. Rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP, 10 novembre 2008. J'ai tu le nom de l'ancien pour le protéger.
176. *Ibid.*
177. CRSQ ERP, les 17, 19 et 28 novembre 2008.
178. CRSQ ERP, 16 décembre 2008.
179. CRSQ QG FOI-A, 23 décembre 2008.
180. Rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP, 18 décembre 2008.
181. CRSQ QG FOI-A, 19 décembre 2008.
182. Entrevue avec le Lcol Ferguson.
183. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de novembre 2008.
184. CRSQ J2, 13 novembre 2008.
185. CRSQ QG FOI-A, 24 novembre 2008.
186. CRSQ QG FOI-A, 27 novembre 2008.
187. Diapo sur les incidents significatifs, « BG C/S 22 IED Strike », 5 décembre 2008.
188. Diapo sur les incidents significatifs, « OMLT C/S 71D IED Strike IVO Senjaray », 5 décembre 2008.
189. Diapo sur les incidents significatifs, « KPRT QRF IED Attack IVO Senjaray », 13 décembre 2008.
190. Entrevue avec le Lcol Ferguson.
191. Entrevue avec le Lcol Mulawyshyn; entrevues avec le Bgén Thompson.
192. CRSQ QG FOI-A, 11 septembre 2008.
193. Entrevue avec le Lcol Mulawyshyn. Voir aussi « Op KASSAT Action Plan RRS-East of Senjaray IEDs as at 201200D Dec. 2008 ».
194. *Ibid.*
195. CRSQ QG FOI-A, 16 décembre 2008.
196. CRSQ du groupement tactique, 17 décembre 2008.
197. *Ibid.*
198. CRSQ J2, 16 décembre 2008.
199. CRSQ QG FOI-A, 18 décembre 2008.
200. FO Kandahar, « Operation PANCAR CONOP Level 1 Briefing », 19 décembre 2008; CRSQ QG FOI-A, 16 décembre 2008.
201. CRSQ GT, 19 décembre 2008.

202. CRSQ QG FOI-A, du 18 au 20 décembre 2008.

203. CRSQ GT, 20 décembre 2008.

204. CRSQ QG FOI-A, 22 décembre 2008.

205. CRSQ J2, 23 décembre 2008.

206. QG FOI-A, « Op JAKAR », 18 décembre 2008.

207. CRSQ QG FOI-A, du 24 au 29 décembre 2008; entrevue avec le Lcol Ferguson; WikiLeaks : dans l'article « Afghanistan War Log: 2008 », la FO 373 est identifiée comme étant l'unité des FOS qui est alors intervenue.

208. Correspondance par courriel avec le Lcol Marc St-Yves, les 23 et 25 juin 2012.

209. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de novembre 2008.

210. *Ibid.*

211. *Ibid.* Entrevue avec le major Tremblay.

212. Entrevue avec le major Tremblay.

213. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de décembre 2008.

214. CRSQ ERP/Rapport de l'équipe de la COCIM, 2 novembre 2008.

215. CRSQ ERP, 20 décembre 2008.

216. Un des rapports les plus surréalistes de l'équipe de la COCIM concernait une visite faite dans le village de Munara Sharifa : « Quand l'équipe a demandé s'il y avait des insurgés dans le village ou le secteur, l'interprète a entendu un homme dire : " Je suis un insurgé. " C'était un grand gaillard costaud mesurant six pieds et âgé de 30 à 34 ans; il portait des vêtements noirs et arborant une barbe noire épaisse. Il est parti immédiatement en direction nord, après que la question eut été posée. » Rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP, 5 novembre 2008.

217. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de septembre à décembre 2008.

218. CRSQ QG FOI-A, 18 novembre 2008.

219. Renseignements tirés des rapports quotidiens faits par le 2-2 Infanterie au QG FOI-A au cours du mois de novembre, tels qu'ils ont été exprimés dans les CRSQ.

220. *Ibid.*

221. On n'a jamais su vraiment si cet acte avait été le fait d'un homme troublé, ou une action pilotée par un commandant taliban local. L'auteur a collaboré avec l'EACH du 2-2 Infanterie, pendant l'Op JALEY, et a parlé du meurtre de Lloyd avec l'équipe. Selon une théorie, un certain commandant insurgé avait peut-être orchestré l'incident, mais il n'y avait aucun moyen de le prouver.

222. CRSQ QG FOI-A, 12 novembre 2008.

223. CRSQ ERP, 17 décembre 2008.

224. CRSQ QG FOI-A, du 14 au 16 décembre 2008.

225. CRSQ QG FOI-A, 30 décembre 2008.

226. Briefing de l'Escadre aérienne du QG FOI-A fait à l'auteur, KAF, 8 mars 2009.

227. Discussion avec le colonel Chris Coates, KAF, 8 mars 2009. Soulignons que la Turquie avait environ 30 appareils AH-1F Cobra modernisés, dont beaucoup étaient entreposés après avoir été retirés du service pendant que le pays opérait la transition à un nouvel hélicoptère de modèle italien.

228. Briefing de l'Escadre aérienne fait à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.
229. CRSQ de l'Escadre aérienne, QG FOI-A, les 22, 25, 29 et 30 décembre 2009.
230. Briefing fait par SkyLink à l'auteur, KAF, le 2 février 2009.
231. Briefing fait à l'auteur par l'Escadre aérienne, QG FOI-A, KAF, 8 mars 2009.
232. Voir les documents Thompson, journal quotidien d'octobre à décembre 2008; entrevue avec le Lcol Woodworth, 10 février 2009. Soulignons que l'environnement, après le Ritz, était beaucoup plus collégial et favorable à la coopération entre les diverses entités.
233. Entrevue avec le Lcol Woodworth.
234. Entrevue avec le Bgén Thompson, KAF, 31 janvier 2009.
235. Entrevue avec le major Auld; entrevue avec Jennie Chen, KAF, 7 février 2009.
236. Entrevue avec le colonel Cade.
237. Entrevue avec le Bgén Thompson.
238. Discussion avec le major Orest Babij, KAF, 4 février 2009.
239. CRSQ CCO-P, 6 décembre 2008.
240. Entrevue avec le Bgén Thompson.
241. Rapport d'évaluation du QG FOI-A pour le mois de décembre 2008, janvier 2009.
242. Cette partie est fondée sur le chap. 12 de l'ouvrage de Sean M. Maloney intitulé *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Kingston, Presses de l'ACD, 2012.
243. CRSQ ELMO, 17 janvier 2008.
244. CRSQ ERP, du 1er au 30 janvier 2008.
245. CRSQ QG FOI-A, 2 janvier 2008.
246. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des comptes rendus sur les incidents significatifs de janvier 2008.
247. CRSQ J2, 18 janvier 2008.
248. CRSQ ERP, 22 janvier 2008.
249. CRSQ ERP, 20 janvier 2009.
250. CRSQ QG FOI-A, 5 janvier 2008.
251. *Ibid.*
252. CRSQ du groupement tactique, 7 janvier 2008.
253. CRSQ ELMO, 9 janvier 2008.
254. CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2008.
255. CRSQ GT, les 16 et 17 janvier 2008.
256. CRSQ de l'ELMO et du groupement tactique, les 20 et 21 janvier 2008.
257. CRSQ QG FOI-A, les 22 et 24 janvier 2008.
258. CRSQ ELMO, 24 janvier 2008.
259. CRSQ ELMO et GT, du 24 au 26 janvier 2008.

260. CRSQ J2, 6 janvier 2008.

261. L'auteur a passé plusieurs jours avec l'EGC-1 pour observer ses opérations en février 2009.

262. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de janvier 2009, et notes de l'auteur rédigées sur le terrain.

263. CRSQ ERP, 13 janvier 2009.

264. CRSQ ERP, 12, 14 et 18 janvier 2009.

265. CRSQ ERP, 18 janvier 2009.

266. CRSQ ERP, 22 janvier 2009.

267. CRSQ QG FOI-A, 24 janvier 2009.

268. CRSQ QG FOI-A, 23 janvier 2009.

269. Ironiquement, cela s'est passé dans le village d'Haji Agha Lalai Dastagiri.

270. CRSQ ERP, 19 janvier 2009.

271. QG FOI-A, « Task Force Kandahar Monthly Assessment Report for October 2008 », novembre 2008.

272. QG FOI-A, « Monthly Assessment Report for December 2008 », janvier 2009.

273. J'ai formulé mon opinion à cet égard en lisant les MAR de septembre, d'octobre, de novembre et de décembre 2008.

274. Entrevue avec le Bgén Thompson.

275. Ce passage repose sur une entrevue avec le Lcol S.T. Blair, KAF, 10 février 2009, et sur un briefing fait par l'ESN à l'auteur.

276. Le Commandement régional (Sud) s'est approprié un peloton de VBLC aux fins de protection de la force et de la FRR, ce qui réduisait la capacité de l'Organisation des travaux de construction de se déplacer; cela a suscité une certaine friction entre les deux quartiers généraux à ce moment-là.

277. Chose certaine, si les unités des Lcol Hope et Lavoie avaient disposé d'équipement approprié de franchissement d'obstacles les 3 août et 3 septembre, ils n'auraient pas été gênés par les canaux sur leur flanc gauche, lors de l'approche de l'École blanche.

278. « Light Logistics Det (LLD) Proposal by Maj C. Jansen, TFK G4 », s.d.

279. Cette partie repose sur de nombreuses discussions que l'auteur a tenues avec des officiers canadiens à Kaboul, en mars 2009.

280. Entrevue avec le Mgén Howard.

281. *Ibid.*

282. *Ibid.*

283. *Ibid.*

284. Bgén Denis Thompson, « Parting Thoughts », 7 février 2009.

APPENDICE A :

CONVERGENCE DES INTÉRÊTS LORS DE L'ÉVASION DE LA PRISON DE SARPOSA ET PENDANT ARGHANDAB II, JUIN 2008

Les effets qu'ont eus l'évasion de la prison de Sarposa en juin 2008 et ses lendemains malheureux ont montré toute la complexité des politiques provinciales de Kandahar et de l'insurrection. Ils ont aussi prouvé que le Canada a été incapable de réagir efficacement à la dynamique pendant le déroulement de la guerre. Dans le cadre des événements de Sarposa, il est possible que de nombreux intérêts divergents se soient temporairement alignés, laissant le Canada porter le blâme, comme une blessure après un abus de confiance. La présente appendice est l'une des façons de dépeindre cette complexité, mais ce n'est pas la seule. Il ne s'agit pas d'une théorie définitive; celle-là pourrait venir plus tard, à la lumière d'informations additionnelles ou plus précises.

Les parties intéressées par les événements étaient les suivantes : représentants des Popalzais dans la structure de pouvoir de Kandahar; talibans basés au nord de la province de Kandahar; talibans basés à Quetta. Les cibles dans ce schème étaient les suivantes : derniers éléments de la base de pouvoir des alakozais dans l'Arghandab; leurs alliés à Asheque et à Senjaray, menés par Habibullah Jan; certains nouveaux concurrents ou concurrents éventuels sans affiliation tribale dans la lutte pour le pouvoir.

L'opération talibane orchestrée dans l'Arghandab immédiatement après Sarposa a mis hors de combat les derniers éléments de la tribu des alakozais, lesquels étaient fidèles au feu mollah Naqib. Karimullah était considéré par plusieurs comme étant une extension du pouvoir détenu par Asadullah Khalid et on le voyait de moins en moins comme le descendant légitime de la base de pouvoir de son père. Cette situation divisait les alakozais et les rendait vulnérables aux activités des talibans. Ainsi, le chef de police de l'Arghandab a été ciblé le jour-même de l'attaque sur Sarposa. Résultat : la réponse rapide du district n'a servi à rien devant la recrudescence des activités talibanes. Cette situation a été à l'avantage des talibans comme à celle des représentants des Popalzais. Les alakozais étaient les perdants.

Les talibans à Quetta ont tiré profit de la spectaculaire opération d'information générée par l'évasion de Sarposa. Pour les talibans, l'opération avait probablement été plus fructueuse à long terme que l'opération ratée qu'ils avaient par la suite entreprise dans l'Arghandab.

Dans les six semaines, leurs combattants de Shah Wali Kot et de Khakrez avaient repris leurs activités : ils perpétraient des assassinats et menaient une campagne d'intimidation contre la structure de pouvoir alikozaie, qui dut se soumettre. Pour équilibrer tout gain géographique fait par les insurgés dans le district, les représentants des Popalzais comptaient probablement sur une réponse rapide de la part de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) après l'incursion dans l'Arghandab. De plus, les représentants des Popalzais croyaient sans doute que ces deux forces seraient en mesure de garder les talibans à distance. Encore une fois, cela plaçait les talibans de même que les représentants des Popalzais dans une position avantageuse. Les alakozais, qui entravaient les activités des talibans et refusaient de se soumettre aux Popalzais, voyaient constamment leur influence réduite par ces deux groupes. Encore une fois, les alakozais perdaient au change.

Les talibans évadés de Sarposa se sont dispersés en partie dans l'Arghandab, à Senjaray et à Nakhonay. D'autres ont continué jusqu'à Bande Timor en passant par Mushan, mais la majorité est demeurée dans la province de Kandahar. Les leaders alizais à Senjaray et à Asheque, pour leur part, jouaient dans le camp des alakozais et entretenaient des relations antagonistes avec la structure de pouvoir popalzaie. Nombre de ces évadés ont mis le cap sur Senjaray, où ils sont venus renforcer une insurrection qui battait de l'aile dans ce secteur crucial de l'autoroute 1. La situation était problématique pour Habibullah Jan et ses partisans. Habibullah Jan serait plus tard assassiné, mais non par les talibans. Tout cela, et le fait que l'influence alikozaie diminuait à Kandahar, ont donné lieu à une perte catastrophique de l'influence alizaie. De nouveau, les talibans et la structure de pouvoir des popalzaie étaient avantagés. De nouveau, la structure de pouvoir popalzaie savait que la FIAS allait employer la force pour mettre les talibans à Senjaray hors de combat, et que la route allait demeurer ouverte. Finalement, les forces de sécurité contrôlées par la structure de pouvoir popalzaie se sont déployées à Senjaray afin d'« aider » le frère de Habibullah Jan à défendre le district. Les perdants? Les alizais, de même que les alakozais.

Par la suite, le général Saqib a joué un rôle intéressant. Il s'est fait renvoyer de son poste par Asadullah Khalid pour inaction, mais cette inaction avait peut-être été achetée, soit par un taliban ou par la structure de pouvoir popalzaie. Un pot-de-vin avait peut-être été versé à un simple policier contre son inaction. Saqib enquêtait prétendument sur des cas de corruption dans la structure de pouvoir popalzaie, soit parce qu'il entendait profiter de l'occasion pour en devenir un joueur (c'était un point de vue), soit parce qu'il voulait réellement s'attaquer à la corruption à Kandahar (c'était un autre point de vue). Ce dernier point de vue n'allait pourtant pas dans le sens des mesures qu'il avait prises pour déplacer « sa » police dans le Maywand afin de remplacer la « police » contrôlée par Haji Saifullah

(un allié de la structure de pouvoir popalzaie), sans compter qu'il s'était servi de cette police pour mener des opérations sélectives d'éradication du pavot. De toute évidence, Saqib n'aimait pas les organisations policières concurrentes qui ne tombaient pas sous son contrôle. En outre, il a pu profiter de la manne qu'offrait la nouvelle compagnie de sécurité en expansion au moment où la FIAS a eu besoin d'une couverture de sécurité pour sa base d'opérations avancées (FOB), cette FOB étant nécessaire pour le déploiement de ses forces en opérations. Comme on a pu le voir avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) qui tentait, en 2006, d'attirer des policiers en leur offrant des salaires plus élevés, il y avait beaucoup d'argent à gagner grâce au travail au noir de la police. Qui plus est, la milice privée d'Asadullah Khalid occupait maintenant une place importante et risquait moins d'être démantelée en raison de l'« échec » de la police provinciale de Saqib. Encore une fois, les talibans et la structure de pouvoir popalzaie se retrouvaient dans une situation qui les avantageait : les talibans profitaient du retrait d'un chef de police efficace et la structure de pouvoir popalzaie profitait du retrait d'une menace éventuelle ou d'un possible rival. Le perdant? Saqib.

Les évadés qui atteignirent Nakhonay menèrent plus tard des opérations contre le Dand, un district relativement tranquille dominé par les Barakzais. La milice privée du gouverneur renforça ensuite considérablement les effectifs de la police de ce district, juste après les événements de Sarposa. Il s'agissait probablement d'une mesure visant à rassurer la structure de pouvoir barakzaie et à protéger ses intérêts contre toute retombée éventuelle d'opérations talibanes renforcées après Sarposa. La situation était avantageuse tant pour la structure de pouvoir popalzaie que pour la structure de pouvoir barakzaie. Dand se voyait protégée contre les dommages collatéraux et la structure de pouvoir popalzaie n'avait pas à s'inquiéter d'une guerre sur deux fronts contre les Barakzais et les talibans. Les seuls perdants en l'espèce étaient les évadés talibans à Nakhonay qui se sont retrouvés à devoir combattre la milice de Khalid.

Finalement, il y avait le gouverneur, Asadullah Khalid. Le gouvernement canadien voulait que Khalid soit retiré de son poste pour cause de corruption et les désirs du Canada ont été rendus publics en avril lorsque Maxime Bernier a été cité dans les médias. C'était un affront personnel majeur devant lequel Khalid ne pouvait rester muet. L'inaction des forces de sécurité afghanes face à l'attaque de Sarposa, qui a obligé l'Armée canadienne à abandonner momentanément ses efforts à Zharey et dans le Panjwayi afin de composer avec l'Arghandab, a miné le programme stratégique du Canada à Kandahar. Ahmad Wali Karzai a accusé publiquement le Canada d'avoir trop tardé à intervenir à la suite de l'évasion de Sarposa. Personne ne sait si Asadullah Khalid a influé ou non sur cette inaction.

Si on arrivait un jour à prouver que c'était le cas, cela mettrait encore une fois les talibans et les représentants des Popalzais dans une position avantageuse. Les pressions de sécurité sur les talibans dans le Zharey et le Panjwayi ont cessé, et le Canada a été publiquement humilié. Les perdants? Le Canada, et ultimement, la population afghane de Kandahar. Fait à souligner : le gouverneur Asadullah Khalid avait quitté la province de Kandahar avant l'évasion de Sarposa et avant le début de l'Op DOUR BURKHOU. Il n'y était revenu qu'après un certain temps, laissant son gouverneur adjoint pour maîtriser la situation.

D'aucuns feront valoir que ces événements étaient calculés, qu'ils étaient le fruit de l'opportunisme ou du hasard, et la marge de manœuvre est grande quand on se penche sur les éventuelles motivations personnelles en cause. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que l'affaire Sarposa et que la deuxième opération dans l'Arghandab ont gravement miné la position du Canada en Afghanistan et qu'ils ont sonné le glas du pouvoir des alakozais à Kandahar.

GLOSSAIRE

PCA	point de contrôle d'accès
ADATS	système de défense anti-char et antiaérienne
ZDA	zone de développement en Afghanistan
EBG	engin (ou véhicule) blindé du Génie
SPSSA	Services de prestation de soins de santé afghans
PRA	Police routière afghane
PLA	Police locale afghane
ANA	Armée nationale afghane
PNAOC	Police nationale afghane pour l'ordre civil
SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
PNA	Police nationale afghane
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes; FIAS : Force internationale d'assistance à la sécurité, renvoie au groupe formé par l'Armée nationale afghane (ANA) et la Police nationale afghane (PNA).
TTB	transport de troupes blindé
PPPA	Programme de protection publique de l'Afghanistan
PPRA	Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan
ARSIC	Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes
VBD	véhicule blindé de dépannage
CRTS	Centre du renseignement toutes sources
PSSA	Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan

PAU	Police afghane en uniforme
VDIVA	Vision du développement intégré de la vallée de l'Arghandab
VBPP	véhicule blindé poseur de ponts
AWK	Ahmad Wali Karzai
Bdr	bombardier
BIP	blow in place (destruction/détruire sur place)
cmdt EO	commandant de l'environnement d'opérations
I/A	indicatif d'appel
CADG	Central Asian Development Group
COMFOSCAN	Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada
CDCR	Conseil de développement communautaire regroupé
CDC	Conseil de développement communautaire
COMFEC	Commandement de la Force expéditionnaire du Canada
RGC	Régiment du Génie de combat
CEXC	Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs
FC	Forces canadiennes
CFC-A	Commandement des forces multinationales en Afghanistan
SNEFC	Service national des enquêtes des Forces canadiennes
BCAG	Bureau canadien d'appui à la gouvernance
FHC	Force d'hélicoptères du Canada
CIA	Agence centrale du renseignement
ACDI	Agence canadienne de développement international
Anti-EEI	anti-engins explosifs improvisés
COCIM	coopération civilo-militaire

CIVPOL	police civile, ou le contingent de 30 membres de la GRC affecté à la composante de la police civile de la Force de protection des Nations Unies
CJSOTF	Force interarmées multinationale d'opérations spéciales
FOIM	Force opérationnelle interarmées multinationale
LJC	Loya Jirga constitutionnelle
PLC	patrouille logistique de combat
OTC	organisation chargée des travaux de construction
EGC	équipe de gestion de construction
CNN	Cable News Network
Cmdt	commandant
COIN	contre-insurrection
COMISAF	commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité
COP	Combat Outpost (avant-poste de combat)
PCEP	Programme central d'éradication du pavot
ROSC	Régiment d'opérations spéciales du Canada
CTCS-A	Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan
PCSEJ	Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes
FOM	Force opérationnelle multinationale
ECK	Équipe combinée de Kandahar
DAFA	Agence de déminage d'Afghanistan
RGED	récepteur GPS évolué pour la défense, un système GPS du Canada
CCD	Conseil communautaire de district
CmdtA	commandant adjoint

CmdtA	Commandant adjoint
ADD	Assemblée de développement des districts
ECDD	Équipe de combat du district de Dand
PAD	Programme d'application des projets au niveau des districts
DDR	démobilisation, démilitarisation et réintégration
DEVAD	conseiller en matière de développement
MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
CFD	charge à fragmentation directionnelle
MDN	ministère de la Défense nationale
ESD	équipe de stabilisation du district
OBE	opérations basées sur les effets
CME	contre-mesures électroniques
PCE	point de contrôle d'entrée
Esc CG	Escadron de construction du Génie
ECG	Équipe de construction du Génie
ECDE	Équipe canine de détection d'explosifs
NEM	neutralisation de explosifs et munitions
COIC	capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstances
UAG	Unité d'appui du Génie
ETT	Équipe de formation intégrée
CRRE	Corps de réaction rapide européen
GE	guerre électronique
FATA	Agence tribale administrée par le fédéral
PCD	perfectionnement ciblé par district

FOB	base d'opérations avancée
OOA/CAA	officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé
GBU	bombe guidée
GIRoA	gouvernement de la République islamique d'Afghanistan
CIMG	Centre de l'information et des médias du gouvernement
LRMG	lance-roquettes multiple à guidage
HALO	système de repérage d'artillerie hostile
DHELI	demande d'hélicoptère
HESH	explosif brisant à ogive plastique (munition)
HFA	Haji Fazluddin Agha
HiG	Hezbe Islami Gulbuddin
EFA	explosif de fabrication artisanale
QG	quartier général
USS	Unité des services de santé
EACH	Équipe d'analyse du contexte humain
CI	communauté internationale
ID	identification
ACTA FIAS	appui contractuel au transport aérien de la FIAS
ICEPAK	Élément de coordination de la FIAS au Pakistan
DIGL	Direction indépendante pour la gouvernance locale
PDIP	personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
CEI	Commission électorale indépendante
EEI	engin explosif improvisé
IFF	identification ami ou ennemi
IFOR	Force de mise en œuvre

CIFIAS	Commandement interarmées de la Force internationale d'assistance à la sécurité
SADMT	système amélioré de détection des mines terrestres
Rens	renseignement
OI	organisation internationale
PAPP	Plan d'action provinciale provisoire
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
ISI	renseignement interservices (services secrets du Pakistan)
ISID	Direction pour le renseignement interservices
RSR	renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance
JAG	juge-avocat général
JDAM	munition interarmes d'attaque directe
CICD	Centre interarmées de coordination de district
CICE	Conseil interarmées de coordination fondée sur les effets
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
ZOI	zone d'opérations interarmées (FIAS)
COI	Centre d'opérations interarmées
GIO	groupe interarmées des opérations
PI	patrouilles interarmées
CICP	Centre interarmées de coordination provincial
LEPI	liste des effets prioritaires interarmées
CIFA	contrôleur interarmées de la finale de l'attaque
FOI	Force opérationnelle interarmées

FOI-A	Force opérationnelle interarmées en Afghanistan
K-9	dog team (section canine)
KAF	aérodrome de Kandahar
PAK	Plan d'action Kandahar
Kand	Kandahar
GTSK	Groupe de travail sur la sécurité de Kandahar
CFK	Centre de fusion de Kandahar
CFRK	Centre de fusion du renseignement de Kandahar
KLE	engagement des relais d'influence
PILK	Programme d'initiatives locales de Kandahar
CIMK	Centre d'instruction militaire de Kaboul
ERPK	Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar
DPC	district en position clé
KUS	choura des oulémas de Kandahar
AVC	approche des villages clés
IVC	insurgés des villages clés
VBL	véhicule blindé léger
AACL	arme anti-char légère
DAML	détecteur antimines léger
RAML	radar anti-mortier léger
LeT	Lashkar-e-Taiba
DLL	détachement logistique léger
LORIT	tâche d'intégration des exigences opérationnelles du véhicule blindé léger
MASCAL	pertes massives

MASINT	renseignement mesures et signature
VTT-M	véhicule tout terrain résistant aux mines et protégés contre les embuscades
CLD	charge linéaire de déminage (MICLICMC)
CDM	Centre de détection des mines
MEDEVAC	évacuation médicale
MEU	Marine Expeditionary Unit (Unité du corps expéditionnaire des marines)
EGEM	équipe de guerre électronique mobile
MILAD	conseiller militaire
UMM	Unité médicale multinationale
PM	police militaire
MTTPM	équipe mobile d'entraînement de la police militaire
MRAP	(véhicule) résistant aux mines et protégés contre les embuscades
MRRD	ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan
BSM	Bureau de soutien municipal
FOTM	Force opérationnelle de transition de la mission
MML	moral, mieux-être et loisirs
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
SNICC	système national d'information, de commandement et de contrôle
NCD	nouveau centre de district
DNS	Direction nationale de la sécurité
ONG	organisation non gouvernementale
SNE	Service national des enquêtes

FOSNOR	Forces d'opérations spéciales norvégiennes
ESN	élément de soutien national
MFO-A	Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan
CCO-D (D)	Centre de coordination des opérations du district de Dand
CCO-D (P)	Centre de coordination des opérations du district de Panjwayi
CCO-D	Centre de coordination des opérations de district
CCO (K)	Centre de coordination des opérations de Kandahar
CCO-P	Centre de coordination des opérations de province (a remplacé le CICP)
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
DOA	détachement opérationnel Alpha
BRDP	Bureau du représentant de la défense du Pakistan
OEF	opération ENDURING FREEDOM
AM	autres ministères
ELMO	Équipe de liaison et de mentorat opérationnel
PO	poste d'observation
Op	opération
OPLAN	plan d'opération
O op	ordre d'opération
PPO	processus de planification d'opérations
Op tempo	operational tempo (rythme des opérations)
VPO	véhicule à pilotage optionnel
BCS-A	Bureau de la coopération en matière de sécurité en Afghanistan
GAS	Groupe d'action stratégique
PAKMIL	forces militaires du Pakistan

BP	base de patrouille
DP	district de police
CDP	Comité de développement provincial
COMPE	Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est
Sdt 1	soldat de première classe
PMN	type de mine soviétique anti-personnel à déclenchement par pression
EMP	équipe de mentorat de la police
COP	Centre d'opérations de la province
POLAD	conseiller politique
ELMOP	équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
ERP	équipe de reconstruction provinciale
SSC	système de surveillance continue
PPS	poste de police secondaire
OPPSY	opérations psychologiques
SIMP	système d'interdiction de menaces persistantes
PTS	Programme Takhim-e Sohl
PIR	projet à impact rapide
FRR	force de réaction rapide
CSA	Cours de sécurité accéléré
GTR(S)	Groupement tactique régional (Sud)
CR	commandement régional
CR (Sud), CR (S)	Commandement régional (Sud) de la FIAS dirigé par l'OTAN
RCIED	engin explosif improvisé radiocommandé

DDI	détachement de dégagement d'itinéraire
RP	relève sur position
RCK	représentant du Canada à Kandahar
CRAMO	Commandement régional d'aide au maintien de l'ordre
GPF	grenade propulsée par fusée
SAT	système d'arme télécommandé
CS	connaissance de la situation
ECS-A	Équipe consultative stratégique en Afghanistan
FPZS	Force de protection de la zone de sécurité
SBS	Special Boat Squadron
SEAL	Équipe mer-air-terre, c.-à-d. les forces spéciales de la Marine des États-Unis (U.S. Navy)
FORCEC	Force de sécurité de l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel
ESG	équipe spécialisée du Génie
ECFS	équipe consultative de la force de sécurité
SIGACT	incident significatif
CFLEM-A	Centre de formation linguistique et d'état-major en Afghanistan
SMA	Sher Mohammad Akhundzada
SNC	Groupe SNC-Lavalin Inc.
FOS	Forces d'opérations spéciales
CROS	Centre du renseignement pour les opérations spéciales
FOS	Force opérationnelle spéciale
FPPS	Force de protection du périmètre de sécurité
STA	surveillance et acquisition d'objectifs

Stab	stabilisation
SUAV	petit véhicule aérien sans pilote
SVBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide
TAA	zone de rassemblement tactique
TACNET	réseau de contrôle aérien tactique
TACSAT	satellite tactique, c-à-d. ; type de radio de cryptographie
VAT	visite d'aide tactique
EET	équipe d'exploitation tactique
FO	force opérationnelle
FO Kand	Force opérationnelle Kandahar
GT FO Kand	groupement tactique de la Force opérationnelle Kandahar
ZDS FO Kand	zone de défense au sol de la Force opérationnelle Kandahar
FOM FO Stryker	liberté de circulation (corridor) de la Force opérationnelle Stryker
DM	détection de la menace
IT	infrastructure tactique
TEC	troupes en contact
VBLC	véhicule blindé léger chenillé
TMJ	(réseau) Taj Mir Jawad
COT	Centre des opérations tactiques
BST	base de soutien du théâtre
EST	élément de soutien du théâtre
TTP	Tehrik-e-Taliban Pakistan
TTP	tactiques, techniques et procédures

TUAV	véhicule aérien sans pilote tactique
UAV	véhicule aérien sans pilote
DAS	détecteur autonome au sol
PMOU	Plan de mise en œuvre unifiée
UN	Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
PNUD-ELECT	projet du Programme des Nations Unies pour le développement ayant pour but d'améliorer la capacité juridique et électorale en Afghanistan
CDHNU	Commission des droits de l'homme des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMACA	Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZPNU	zone protégée par les Nations Unies
USAID	Agence américaine pour le développement international
USG	United States Government (gouvernement des États-Unis)
USPI	Service de protection et d'enquête des États-Unis
UTAMS	(système MASINT non surveillé détecteur de signaux acoustiques transitoires)
UXO	munition explosive non explosée
VBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule
VHF	très haute fréquence
PMV	patrouille médicale dans les villages
IE	inscription électorale

OSV	opérations de stabilisation des villages
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PPRAP	Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée à Panjwayi
ADM	armes de destruction massive
XO	Executive Officer

À PROPOS DE L'AUTEUR

M. Sean M. Maloney, Ph. D. est professeur d'histoire au Collège militaire royal et il a été conseiller en histoire auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre pendant la guerre en Afghanistan. Auparavant, il avait été historien pour la 4e Brigade mécanisée du Canada, dont la mise à contribution a été le principal appui de l'Armée canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. M. Maloney a une vaste expérience sur le terrain dans les Balkans, plus particulièrement en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, de 1995 à 2001. Son travail sur les Balkans a été interrompu par les attentats du 11 septembre. Depuis 2001, M. Maloney se consacre exclusivement à la guerre contre le mouvement al-Qaïda et ses alliés, plus particulièrement celle menée en Afghanistan. Il s'est rendu à maintes reprises en Afghanistan de 2003 à 2014 pour observer les opérations de la coalition et du Canada dans ce pays et prendre des notes à ce sujet. En plus d'être l'auteur de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, il est l'auteur de 14 autres ouvrages, dont quatre qui portent sur la guerre en Afghanistan.

Photo : Auteur

Sean M. Maloney, Ph. D.

INDEX

A

Abboud, major Dave (Armée canadienne) : 128, 139, 141, 142, 149, 176, 177, 181, 188

Accord de Bonn : xiii, 15, 450, 539

Achakzai (groupe ethnique) : 57, 58, 158, 198, 200, 263, 285, 513

Adair, major Jay (Armée canadienne) : 319, 320

Adams, major Chris (Armée canadienne) : 255, 282, 327, 328, 336, 358

Aérodrome de Bagram : 65, 253

Aérodrome de Kandahar (KAF) : 13, 14, 29, 30, 49, 51, 72, 73, 75, 76, 83, 102, 136, 137, 148, 159, 189, 190, 203, 210, 211, 214, 246, 248, 258, 265, 301, 319, 322, 366, 370, 381, 382, 423, 453, 478

Aéronefs

A-10 Thunderbolt (Warthog) : 83, 108, 142, 150, 169, 263, 368, 460, 522
AH-1 Sea Cobra : 301
AH-64 Apache : 181, 338, 374—376, 456, 458, 472, 524
AN-124 Antonov : 370
AV-8B Harrier, GR-7 : 84—86, 174, 300, 373, 376, 377
B-1B Lancer : 27, 214, 265, 356, 359, 376, 466, 468, 501, 518, 522
C-17 Globemaster III : 421
C-130 Hercules, CC-130 : 11, 36, 360, 509
CH-47 Chinook, CH-147D : 96, 102, 159, 205, 214, 234, 385, 454, 459
CH-124 Sea King : 357, 493
CH-146 Griffon : 246, 510—512
EA-6B Prowler : 254
F-16 Falcon : 27, 277
F-18 Hornet : 99, 365, 431, 524
Hélicoptère de transport Mi-8 : 386, 511, 514, 533
Hélicoptère de transport Mi-17 : 358, 385, 386, 454, 455

Lynx : 214
Mirage : 206
OH-58D Warrior/OH-58D Kiowa Warrior : 301, 311, 312, 315, 316, 318, 327, 335, 339, 353, 356, 357, 359, 363, 364, 374—376, 427, 437, 466, 479, 485, 504, 522
UH-60 Black Hawk : 85, 142, 364

Agences tribales administrées par le fédéral (FATA) : 134

Aide humanitaire : 7, 28, 218, 244, 289, 292, 308, 347, 360, 411, 413, 448, 540

Akhund, mollah Abdul Rahim : 524

Akhund, mollah Obaidullah : 28

Akhundzada, Sheer Mohammad : 415

Akhundzada, Ayub : 481

Akka, colonel (Armée de l'Afghanistan) : 40, 42—44, 77, 112, 141, 149, 151, 167, 185, 212, 213, 285, 344

Allemagne/Allemand : 15, 78, 104, 107, 147, 160, 161, 209, 343, 539

Alexander, Chris (Canada) : 9

Alizai, brigadier-général Esmatullah (Armée de l'Afghanistan) : 15, 98, 99, 106

Alizai (tribu) : 351, 352, 496, 552

Alikozai (tribu) : 34, 137, 170, 174, 184, 185, 218, 287, 333, 341, 369, 454, 552

Alikozai, mollah Naqibullah (mollah Naqib) : xii, xiii, 19, 33—35, 84, 95, 103, 104, 107, 137, 170, 172—175, 183, 185, 195, 211, 218, 304, 352, 551

Allen, major Jim (Armée canadienne) : 347

Alliance du Nord : xii

Al-Qaïda : 32, 34, 63, 94, 134, 162, 251, 291, 330, 332, 388, 414, 569

Anderson, caporal Jordan (Armée canadienne) : 110

Anderson, caporal Richard (Armée canadienne) : 463

Anti-drogue : 15, 103, 234, 242, 264, 293, 422, 460, 508

Anti-EEI : 11, 45, 48, 64-66, 110, 128, 129, 138, 176, 203, 252-255, 301, 365, 366, 499, 501, 524

Arghistan, Afghanistan : 70, 137, 264, 294, 394, 416, 423

Arnal, caporal James (Armée canadienne) : 359

Asheque, Afghanistan : 84, 111, 112, 186, 269, 274, 330, 353—356, 394, 419, 432, 434, 463, 465, 488, 492, 497, 500, 551, 552

Assemblée de développement des districts : 18, 19, 44, 77, 158, 195, 196, 211, 263, 264, 271, 284, 285, 308, 438, 442, 447, 453, 488, 495

Auld, lieutenant-colonel Fraser (Armée canadienne) : 323, 514

Australie, Australien : 137

B

Baker, caporal Carey (Armée canadienne) : 318

Ball, caporal J.D. (Armée canadienne) : 318

Bancarz, caporal Steven (Armée canadienne) : 318

Band-e Timor : 37, 38, 88, 198, 212—214, 217, 297, 298, 300, 301, 367, 419, 431, 441, 508, 509

Baqi, Abdul : 111

Barakzai (tribu) : xii, 170, 211, 266, 352, 443, 507, 513, 553

Barrage de Kajaki/Turbine au Barrage de Kajaki : 6, 29, 97, 136, 197, 248, 284, 286, 370, 372, 378, 393, 411, 424

Barrett, lieutenant-colonel Roger (Armée canadienne) : 422, 431, 466, 482, 521

Bartsch, caporal Cole (Armée canadienne) : 110

Base de patrouille Sperwan Ghar : 25, 29, 41, 52, 53, 72, 79, 89, 91, 94, 109, 140, 146, 152, 154, 155, 169, 191, 192, 201, 257, 260, 261, 276, 278, 279, 310, 324, 326, 359, 361, 378, 425, 426, 468, 470, 484, 487, 526

Base de patrouille Wilson : 24, 25, 29, 41, 48, 72, 79, 81, 84, 109, 123, 136, 140, 146, 176, 185, 187, 207, 248, 257, 260, 261, 269, 270, 273, 303, 310, 314, 326, 354, 351, 353, 355, 356, 378, 424, 426, 432—434, 463—465, 470, 472, 483, 484, 491, 492, 494, 523, 526

Base d'opérations avancée (FOB)

FOB Bastion : 36
FOB Frontenac : 136, 173, 186, 248, 256, 258, 260, 266, 267, 295, 296, 302—305, 316, 340, 368, 378, 382, 424, 438, 441, 475—477, 477, 504—506, 533
FOB Ghundy Ghar : 144
FOB Hutal : 297, 303, 441, 442, 453, 478, 507, 520
FOB Khakrez : 96, 99
FOB Martello : 29, 34, 97
FOB Ma'Sum Ghar : 12, 24, 26, 41, 49, 50, 53, 55, 72, 79, 89, 91, 92, 109, 140, 146, 150, 155, 169, 199, 201, 202, 207, 257, 260, 262, 270, 277, 278, 303, 307, 317, 324, 326, 351, 354, 355, 364, 365, 375, 378, 402, 425, 426, 431, 433, 434, 464, 465, 470, 472, 483, 484, 487, 488, 490, 492, 492, 500, 523, 526, 527, 533
FOB Nevermind : 258, 262
FOB Price : 516—518
FOB Ramrod : 261, 367, 441, 478, 507
FOB Robinson : 36, 97
FOB Scorpion : 59
FOB Sperwan Ghar : 24, 51, 365
FOB Wilson : 273—275, 314, 316, 432, 495, 496, 525
FOB Zettelmeyer : 24, 41, 79, 140, 146, 432, 468

Bashir, général (Armée de l'Afghanistan) : 258, 514

Bason, caporal-chef Colin (Armée canadienne) : 110

Battista, colonel Tony (Armée canadienne) : 161

Bazaar-e Panjwayi, Afghanistan : 27, 41, 51, 52, 55, 79, 88, 89, 91, 100, 109, 140, 145, 146, 166, 192, 194, 196, 198,219, 257, 261, 284, 309—311, 324, 326, 365, 425, 429, 430, 488, 489, 525, 527—529

Beauchamp, caporal Raymond (Armée canadienne) : 191

Belanday, Afghanistan : 469, 507

Berry, Glyn (Canada) : 8

Blair, lieutenant-colonel Steven (Armée canadienne) : 422, 531, 532

Boivin, major Stéphane (Armée canadienne) : 255, 263—265, 304, 325, 328, 336, 340, 368, 477

Bolduc, lieutenant-colonel Don (Armée des É.-U.) : 24

Bosnie, Bosniaque : xv, 569

Bourne, lieutenant-colonel Johnny (Armée du R.-U.) : 213

Bouzane, caporal Stephen (Armée canadienne) : 87

Boyes, sergent Jason (Armée canadienne) : 260

Bradley, lieutenant-colonel Tom (Armée canadienne) : 11, 64

Broomfield, maj Dave (Armée canadienne) : 12, 139

Bruxelles, Belgique : 14, 233

Buchan, Gavin (Canada) : 16, 17, 105

Budde, lieutenant-général Hans-Otto (Armée de l'Allemagne) : 161

Bureau du Conseil privé – Groupe de travail sur l'Afghanistan : 233

Burney, David (Canada) : 290

Bursey, caporal-chef Michael (Armée canadienne) : 435

C

Cade, colonel Jamie (Armée canadienne) : 322, 420, 452

Cadieu, major Trevor (Armée canadienne) : 12, 36

Camps

Camp Hero : 210, 297, 337, 532
Camp Nathan Smith (Base des É.-U.) : 2, 8, 12, 72, 75, 163, 165, 194, 285, 334, 480, 481, 532
Camp Souter (Base du R.-U.) : 533

Cannon, Lawrence (Canada) : 290

Capstick, colonel Mike (Armée canadienne) : 6, 7, 9, 386

Casey, général George (Armée des É.-U.) : 234

Ceinture de verdure : 37, 267, 298, 305, 457, 476, 505

Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) : 302, 303, 352, 454, 455, 480, 514, 515

Centre de détection des mines : 69, 70

Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan (UNMACA) : 69, 70

Centre d'entraînement national afghan (CENA) : 22

Centre d'entraînement régional : 15, 105, 106

Centre des opérations tactiques : 12, 179, 259, 273, 319, 320, 339, 357, 359, 373, 444, 521

Centre interarmées de coordination provincial (CICP) : 24, 33, 34, 52, 94, 96, 98, 99, 107, 131, 147, 151, 157, 170, 173, 182, 183, 185, 198, 217, 235, 272, 288, 302, 303, 330, 333, 341, 344

Centre d'opérations de la province (COP) : 11, 12, 179, 206, 259, 321, 509

Chalghowr, Afghanistan : 152, 429, 474, 501, 502

Chaman, Afghanistan : 59, 181, 247, 251, 264

Chamberlain, lieutenant-colonel Bob (Armée canadienne) : 2, 12, 14—16, 20, 44, 71, 96, 99, 100, 128, 162, 171, 175, 194, 195, 283, 323, 453

Charpentier, lieutenant-colonel Pierre (Armée canadienne) : 128

Chine/chinois : 30, 31, 370, 377, 393, 485

Choura de Quetta : 6, 27, 32, 34, 249, 251, 414, 422, 423

Choura des oulémas : 17, 481

Choura des oulémas de Kandahar : 17, 481

Chura, major Paul (Armée canadienne) : 288

Clark, adjudant-maître Alison (Armée canadienne) : 275

Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar : 319, 322

Coates, colonel Chris (Armée canadienne) : 511

Comeau, major Chris (Armée canadienne) : 369

Comité de développement provincial (CDP) : 7, 17, 18, 67, 194—196, 347, 447, 452

Comité du Cabinet sur l'Afghanistan : 233, 234, 289—292, 296, 388, 412, 421, 444, 446

Comité international de la Croix-Rouge : 473

Comité parlementaire : 233

Conseil de développement communautaire (CDC) : 18, 19, 193, 196, 282, 283, 285, 308, 442, 447, 488, 508

Concannon, major Tanya (Armée du R.-U.) : 163

Confiance envers le gouvernement (CG) : 218, 271, 281, 291, 333, 337, 352, 413

Conrad, lieutenant-colonel John (Armée canadienne) : 72

Contre-insurrection : vii, xiii, 10, 40, 266, 342, 428

Contre-mesures : 110, 247, 252, 254, 385

Contre-mesures électroniques (CME) : 110, 113, 141, 385

Coopération civilo-militaire (COCIM) : viii, 11, 12, 16, 19, 44, 45, 54, 56, 60, 67, 68, 77, 78, 82, 95, 100, 128, 143, 152, 153, 158, 160, 162, 163, 165, 166, 171, 172, 186, 193—196, 211—213, 215, 217, 243, 260, 262—264, 268, 271, 275, 278—285, 288, 293, 295, 297, 299, 302, 307, 308, 312, 314, 315, 323, 333, 336, 337, 340, 347, 348, 351, 352, 357, 360, 366, 368, 390, 394, 427, 438, 441—443, 446, 447, 453, 454, 463, 469, 473, 475, 478, 481, 482, 488, 489, 495, 496, 501, 504, 506—508, 514, 518, 521, 525, 527, 528, 530, 541

Corbould, lieutenant-colonel David (Armée canadienne) : 255, 256, 260, 302, 304, 307, 319, 320, 336, 359, 376-378, 408, 422

Côté, sergent Joe (Armée canadienne) : 317

Côté, sergent Martin (Armée canadienne) : 313

Crane, adjudant Robin (Armée canadienne) : 359

Croatie/Croate : 569

Croix-Rouge (La) : 70, 71, 162, 473, 502

Curwin, soldat John : 497

D

Dahla Dam, Afghanistan (Barrage de Dahla) : 6, 19, 20, 29, 33, 35, 96—98, 103, 111, 135, 136, 171, 173, 175, 186, 195, 217, 244, 248, 286, 295, 308, 360 366, 372, 392, 394, 411, 413, 419, 424, 475, 477, 506, 530, 540

Dand, Afghanistan : vii, 19, 88, 113, 115, 151, 196, 211, 212, 241, 243, 248, 262, 284, 285, 312, 344, 393, 423, 443, 453, 502, 507, 553

Dasht : 39, 195, 214, 309, 486, 496

Dastagiri, Haji Agha Lalai : 152, 185, 282, 307, 360, 429, 454, 489

Davies, capitaine Steve (Armée canadienne)/major Steve Davies : 325, 375

Dawe, capitaine Matt (Armée canadienne) : 95, 110

Dawood, général (Armée de l'Afghanistan) : 98

Dearing, adjudant-maître Rod (Armée canadienne) : 364

Deilgat, Lcol M.D. (Armée canadienne) : 75

Demiray, capitaine Suleyman (Armée canadienne) : 17, 18

Désarmement des groupes armés illégaux (DGAI) : 15, 57, 106, 234, 303, 451

Desjardins, major Steve (Armée canadienne) : 12, 128

Détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) : 46, 49, 80, 114, 191, 192, 202, 268, 277

Diplaros, soldat Demetrios (Armée canadienne) : 497

Dixon, colonel Don (Armée canadienne) : 7, 9, 386

Dolmovic, soldat Shane (Armée canadienne) : 48

Doyle, caporal-chef Erin (Armée canadienne) : 359

Drew, lieutenant-colonel Dan (Armée canadienne) : 334, 256, 338

Dubaï, AE : 11, 107, 147, 209, 440

Duchesne, caporal-chef Christian (Armée canadienne) : 142

Duncan, lieutenant Alex (Armée canadienne) : 325, 327

DynCorp : 15, 57, 61, 106, 147, 156, 264, 425, 429

E

Eades, sergent Shawn (Armée canadienne) : 375

Ejdrygiewicz, caporal Mark (Armée canadienne) : 435

Eldaoud, lieutenant-colonel Nick (Armée canadienne) : 128, 189, 190, 378

Élections de 2005 : 514

Élections de 2009 : 411, 513, 537

Embuscade classique en forme de « L » : 84, 325

Emerson, David (Canada) : 290

Émirats arabes unis (EA) : 17, 56, 156

Engagement des relais d'influence (KLE) : 42, 78, 98, 153, 155, 263, 265, 296, 371, 376, 455, 473, 499

Espagne/Espagnol : 63

Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan (ECS-A) : 6—10, 129, 133, 286, 289, 386—390, 533—535

Équipe d'exploitation tactique (EET) : 64, 66, 253

Équipement

Arme anti-char légère M-72 : 85
Canon Carl Gustav de 84 mm : 187, 275, 362
Canon de 23 mm : 214
Canon de 25 mm : 40, 43, 46, 101, 142, 177, 181, 356, 362, 364, 428, 431, 437, 462, 486
Canon de 120 mm : 161, 364, 365
Canon sans recul de 82 mm : 40, 46, 111, 142, 177, 181, 222, 279, 327, 356, 362, 364, 428, 436
Engin explosif improvisé à plaque de pression (PPIED) : 39, 47, 65, 169, 255
Explosif brisant antichar (charge militaire) (HEAT) : 376, 431, 731
Explosif brisant à ogive plastique (HESH) : 144, 150, 153
Fusil AR-10 : 328
GBU-12 (bombes de 500 lb) : 493, 522
GBU-31 (bombes de 2 000 lb) : 436
Grenade de 203 mm : 327
Grenade propulsée par fusée (GPF) : 24, 27, 30, 40, 45, 46, 65, 71, 81—86, 101, 111, 113, 142, 144, 150, 153, 155, 169, 177, 179, 187, 202, 206, 212, 215, 262, 275, 300, 311, 314—317, 327, 329, 351, 359, 363—365, 377, 382, 386, 431, 435—437, 460, 466, 472, 479, 493
Missile AGM-114 Hellfire : 188, 317, 319, 322, 329, 339, 357, 368, 466, 485, 493, 509, 522
Mitrailleuse C-6 : 161, 327
Mitrailleuse de calibre .50 : 76, 315, 318, 327, 359, 364
Mitrailleuse de 5,56 mm : 511
Mitrailleuse de 7,62 mm : 76, 511
Mitrailleuse Kalashnikova (PK) : 30, 86, 177, 300, 311, 316, 325, 460
Mitrailleuse MG-3 : 161
Mortier de 60 mm : 362, 364
Mortier de 82 mm : 30, 144, 150, 187, 363
Munition interarmes d'attaque directe (JDAM) : 265, 374, 376, 521
Obus à mitraille de 120 mm : 161, 377
Obus Excalibur M-982 : 350

Obusier M-777 : 12, 27, 36, 49, 51, 86, 96, 101, 102, 128, 139, 140, 144, 155, 177, 187, 188, 214, 215, 260, 261, 315, 317, 328, 335, 339, 339, 356, 359, 362, 363, 431, 435, 436, 441, 485, 486
Radar anti-mortier léger (RAML) : 50, 128, 144, 259, 261, 365
Roquette de 107 mm : 49, 51
Rouleaux antimines : 80, 81
Système de contre-bombardement à repérage d'artillerie hostile (HALO) : 50, 128, 144, 259, 261, 463
Système de missiles ADATS : 160
Système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) : 6, 239
Telerob, TEODor (robot téléguidé de neutralisation des explosifs et munitions et d'observation) : 255
Tentes Weatherhaven : 75

Essary, spécialiste Keith (Armée des É.-U.) : 520

Évacuation sanitaire : 75, 85, 142, 159, 206, 242, 318, 453—455, 472

Eyre, lieutenant-colonel Wayne (Armée canadienne) : 12, 21, 23, 27, 35, 52, 89, 100, 128

F

Fonds de contingence du commandant (FCC) : 347, 449

Force de réaction rapide (FRR) : 48, 52, 71, 81, 157, 171, 172, 186, 206, 237, 264, 265, 274, 276, 309, 314, 330, 345, 358, 373, 427, 430, 435, 477, 488, 497, 501, 502, 514

Forces opérationnelles
FO 1-07 : iii, 12, 41, 79, 114, 121, 123—125, 156
FO 3-08 : 419
FO 31 (É.-U.) : 24-26
FO 32 (É.-U.) : 172, 173, 175, 177, 196, 237, 268, 274
FO 42 : 6, 35
FO 49 (GROM de la Pologne) : 237, 240, 264, 265
FO 71 : 24, 26, 27, 35, 68, 96, 99, 101, 240, 302, 334, 335, 337, 338, 340, 371, 372, 501, 502
FO 77 (Forces spéciales lituaniennes) : 340, 369
FO 373 (É.-U.) : 240, 503, 509
FO Eagle Assault : 237, 246, 338, 376, 454, 522

FO Helmand : 456
FO IED Defeat : 64
FO Orion : 1, 48, 56, 78, 100, 127, 130, 237, 319, 456
FO Paladin (É.-U.) : 64, 66
FO Panjwayi : 258, 276
FO Wings : 522
FO Zharey : 256, 269, 302, 313, 314, 391, 419, 444
FOM Aegis : 1—4, 13, 74, 127, 130, 237, 238
FOM Bayonet : 469
Force opérationnelle de théâtre : 237, 239

Forces spéciales (FOS) : ix, xii, 6, 13, 18, 21, 22, 25, 26, 29, 35, 36, 48, 51, 52, 57, 59, 60, 70, 71, 81, 82, 91, 92, 97, 99, 132, 136, 147, 209, 240, 253, 254, 268, 271, 297, 298, 302, 305, 321, 335, 340, 372, 451, 475, 476, 494, 499, 500, 503, 505, 519, 524

Fournier, lieutenant-colonel Claude (Armée canadienne) : 133

France/Français : 39, 70, 147, 160, 206, 273, 337, 339, 340

Francis, capitaine Jeff (Armée canadienne) : 110

Fraser, brigadier-général David (Armée canadienne) : 127, 135, 307, 400

Freeman, soldat Michael (Armée canadienne) : 497

French, capitaine Sean (Armée canadienne) : 515

G

Gallant, caporal Brent (Armée canadienne) : 313

Galuga, major Jake (Armée canadienne) : 12, 49

Garmsir, Afghanistan : 102, 301, 350, 393, 456

Gates, Robert (É.-U.) : 322

Gauthier, lieutenant-colonel Alain (Armée canadienne) : 128, 138, 141, 167, 168, 175, 176, 179, 187, 199, 200, 255

Gauthier, lieutenant-général Mike (Armée canadienne) : 2, 10, 13, 22, 133, 282, 499, 511, 535

Ghilzai (tribu) : 369

Ghorak, Afghanistan : 29, 38, 61, 72, 97, 100—103, 115, 136, 137, 159, 160, 213, 248, 258, 262, 263, 294, 334, 371, 394, 416, 419, 423, 454, 455, 468, 479

Gionet, caporal Dave (Armée canadienne) : 48

Glyn Berry, assassinat : 8

Golberg, Elissa (Canada) : 230, 289, 296, 346, 421, 514

Gonthier, caporal Étienne (Armée canadienne) : 206

Good, parachutiste Brian (Armée canadienne) : 519

Gosselin, major Trevor (Armée canadienne) : 128, 150, 255, 260, 262

Gossen, Rhonda (ACDI) : 447

Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan (GIRoA) : 296, 306, 499

Graham, major/lieutenant-colonel Steve (Armée canadienne) : 12, 26, 40, 45, 47, 56—58, 60, 61

Grant, brigadier-général Tim (Armée canadienne) : 2, 3, 13, 22, 26, 35, 64, 74, 115, 127, 130, 132, 133, 135, 138

Greenslade, soldat David (Armée canadienne) : 39

Gregoire, sergent Russell (Armée canadienne) : 325

Grenon, caporal Andrew (Armée canadienne) : 435

GROM (FO 49) de la Pologne : 70, 237, 240

Grubb, major Stacey (Armée canadienne) : 260, 266, 268, 269, 316, 325, 336, 338, 371, 373

Guerre électronique (GE) : 11, 12, 142, 254, 266, 510, 511

Gurkha (soldats) : 199, 202, 203, 205, 213—215, 241, 297

Gumbad, Afghanistan : 99, 101, 268

Gundy Ghar : 40, 45, 47, 49, 81, 82, 112, 114

H

Habibi, lieutenant-colonel (Armée de l'Afghanistan) : 338

Hainse, brigadier-général Marquis (Armée canadienne) : 131

Haïti : 10

Hakim, colonel Mohammad Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 99, 156, 170, 174, 182—185, 184, 211

Hamel, major Louis (Armée canadienne) : 320, 359

Hamilton, caporal Thomas (Armée canadienne) : 497

Harvey, major Jeff (Armée canadienne) : 13

Hayakaze, cavalier Mike (Armée canadienne) : 260

Hazara (groupe ethnique) : 58, 344, 349

Hazleton, colonel Spike (Armée canadienne) : 238, 240

Helmand (province) : vii, xi, 5, 6, 22, 25, 26, 36, 38, 39, 55, 61, 70, 73, 84, 88, 96, 97, 102, 103, 115, 133, 135, 137, 181, 197, 212, 214, 236, 241, 242, 251, 300, 301, 304, 306, 350, 353, 367, 370—372, 387, 394, 411, 415, 416, 422, 423, 445, 456, 457, 461, 462, 509, 515, 520, 524, 539, 541

Hérat, Afghanistan : 56, 258, 311, 367, 463

Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) (parti politique) : xii, 414, 525

Hicks, capitaine Tom (Armée canadienne) : 325

Hillier, lieutenant-général Rick (Armée canadienne) : 13, 386, 389

Hobbs, lieutenant-colonel Dwayne (Armée canadienne) : 288

Horlock, lieutenant-colonel Casey (Armée canadienne) : 378, 381, 422

Horn, soldat Chad (Armée canadienne) : 435

Hornburg, caporal Nathan (Armée canadienne) : 155

Hôpital Mirwais : 27, 34, 162, 210, 348, 480, 481, 502

Howard, major-général Al (Armée canadienne) : 337, 342, 535

Howz-e Madad, Afghanistan : 24, 27, 40—42, 79—81, 84, 86, 108—110, 139—141, 146, 147, 149, 150, 169, 176, 186, 187, 191, 198, 213, 257, 261, 270, 310, 314, 316, 318, 324, 326, 354—356, 432, 433, 463, 464, 466, 491, 522—524

Huet, major Pierre « Pete » (Armée canadienne) : 128, 142, 156, 157, 172, 175, 263

Hunter, adjudant Jim (Armée canadienne) : 78

Hurlbut, lieutenant-colonel Daniel (Armée des É.-U.) : 366, 422, 455, 479, 508, 521

Hutal : 38, 97, 213—215, 260, 297, 298, 300, 303, 367, 372, 419, 441, 442, 453, 478, 479, 507, 508, 520

I

Inde : 34

Iran/Iranien : 30, 32, 134, 254, 279, 414

Iraq/Iraquien : 15, 63, 417, 451

Israël/Israélien : 510, 511

Italie/Italien : 15, 20, 70, 104, 164, 197, 533

J

Jalalabad (J-bad)/Djalalabad : 297

Jan, colonel Tor (Armée de l'Afghanistan)/mollah Toor : 70, 503

Jan, Habibullah : 17, 43, 44, 84, 141, 149, 150, 211, 213, 323, 352, 437, 438, 463, 496, 551, 552

Jansen, major Charles (Armée canadienne) : 533

Japon/Japonais : 240

Jones, soldat Justin (Armée canadienne) : 497

Jordanie/Jordanien : 10

Joudrey, major Stephen (Armée canadienne) : 320, 336, 337, 339

K

Kaboul, Afghanistan : vii, xiii, xiv, 1, 6—11, 14, 15, 22, 28, 44, ,55, 56, 67, 72, 78, 103, 104, 106, 129, 133, 174, 183, 185, 196, 209, 210, 218, 233, 237, 242, 244, 269, 284, 286—288, 291, 302, 306, 334, 337, 339, 341, 343, 344, 346, 347, 353, 387, 388, 412, 414, 445, 448, 450, 455, 456, 514, 533—537

Kajaki, Afghanistan : 38, 370, 372, 393, 520

Kakar, lieutenant-colonel Malalai (Armée de l'Afghanistan) : 443

Kandahari : 291, 413

Kandak : 21—24, 26, 34, 43, 51, 52, 55, 56, 82, 88, 90, 92, 95, 99, 100, 108, 110, 112, 113, 115, 128, 137, 141, 147, 149, 150, 155, 167—169, 175—177, 179—182, 187, 188, 191, 192, 200, 204, 210, 213, 215—217, 229, 256, 258, 262, 268, 269, 273, 274, 296, 297, 302, 309, 311, 313, 315, 316, 318, 325, 331, 334, 337—340, 375, 419, 425, 427, 429, 432, 435, 441, 442, 444, 445, 456, 460—462, 479, 486, 493—495, 497, 504, 506, 514, 515, 517, 518, 521, 522, 524, 525, 532, 539

Kapitaniuk, sergent Jayson (Armée canadienne) : 325

Karachi, Pakistan : 250, 251

Karigiannis, sergent Christos (Armée canadienne) : 86

Karzai, Ahmad Wali (AWK) : 10, 32, 43, 107, 141, 151, 170, 198, 286—288, 297, 306, 330, 347, 352, 382, 415, 451—454, 513—515, 531, 540, 553

Karzai, président Hamid : 8, 19, 44, 170, 183, 244, 287, 387, 415, 443, 455, 514, 534, 544

Karzai, Qayyum : 10, 515

Kennedy, soldat Kevin (Armée canadienne) : 39

Khairuddin, Haji : 17, 43, 44, 77, 141, 152

Khakrez : 19, 72, 78, 95, 96, 98, 99, 101, 115, 137, 162, 172, 175, 177, 196, 241, 247, 268, 294, 302, 304, 334, 340, 368, 394, 423, 475, 477, 552

Khalid, Asadullah : 6, 10, 16, 17, 19, 44, 70, 92, 99, 100, 102, 138, 141, 145, 152, 170, 174, 182, 184, 185, 194, 244, 264, 284, 286—288, 297, 302, 333, 344, 345, 347, 352, 353, 369, 386, 390, 392, 394, 411, 437, 447—449, 451, 452, 507, 515, 540, 551—554

Khaliq, Abdul : 193, 317

Khaliq, Haji : 58

Khan, Abdullah : 513

Khan, Ali Ahmad : 443

Khan, Bismillah (Armée de l'Afghanistan) : 152, 337, 344, 429, 455, 489, 496, 524

Khan, Essa (Armée de l'Afghanistan) : 344, 429

Khan, Karim : 198, 200

Khan, Matiullah : 137

Khan, Zmaray (Armée de l'Afghanistan) : 506, 519

Kirghizistan/Kirghize : 511

Kochan, soldat Jordan (Armée canadienne) : 435

Kruse, sergent Gregory (Armée canadienne) : 488

Kuchis (nomades) : 194, 195

L

Labbé, caporal Eric (Armée canadienne) : 205

Labbé, colonel Serge (Armée canadienne) : 386—390

LaBrie, lieutenant-colonel Dan (Armée canadienne) : 72

L'Agence de déminage d'Afghanistan : 69, 453

Lafaut, lieutenant-colonel Stéphane (Armée canadienne) : 128

Lala, Haji : 187, 496, 499, 503

Lalani, Arif (Canada) : 10, 289, 388, 389

Landry, major Eric (Armée canadienne) : 133

Lane, major Mike (Armée canadienne) : 255, 260, 276, 302, 312, 313, 327, 358, 399

Lang, mollah Dadullah : 6, 39, 70, 99

Lanthier, lieutenant-colonel Jean-Marc (Armée canadienne) : 21

Lapointe, major Louis (Armée canadienne) : 149

Laroche, brigadier-général Guy (Armée canadienne) : 127—133, 135, 138, 139, 148, 156, 170, 173—175, 187, 189, 229, 240, 242—244, 252, 258, 262, 273, 288, 293, 295, 319, 323, 344, 381, 390, 392, 432, 444

Larocque, capitaine Michel « Bunny » (Armée canadienne) : 280

Lashkar Gah, Afghanistan : 55, 372, 456, 457, 459, 460, 462, 515

Latta, caporal Tyler (Armée canadienne) : 327

Leary, capitaine Richard (Armée canadienne) : 313

Lerch, capitaine Slade (Armée canadienne) : 62, 364

Leslie, lieutenant-général Andrew (Armée canadienne) : 13, 72, 161, 234, 511

Lessard, major-général Marc (Armée canadienne) : 229, 234—242, 287, 293, 302, 306, 334, 368, 370, 414

Levesque, soldat Michel (Armée canadienne) : 191

Ligne Durand : 156, 158, 265, 536

Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI) : 241, 499

Little, major Kyle (Armée canadienne) : 50

Lloyd, Paula (É.-U.) : 508

Logar (province) : 58

Longtin, soldat Simon (Armée canadienne) : 141

Loy Wala : 69, 479

Lucas, sergent Donald (Armée canadienne) : 39

Lynch, Kevin (Canada) : 9, 230, 314

M

MacKay, lieutenant-colonel M.C. (Armée canadienne) : 75

Madrasa : 66, 247, 415, 479, 516, 529, 536

Maerz, capitaine Sheldon (Armée canadienne) : 311

Mahaney, lieutenant-colonel Pat (Armée canadienne) : 26, 35

Mahmood, commandant : 330

Mahmood, mollah : 336,368

Maliks : 212

Mansour, mollah : 197

Martin, lieutenant-colonel Nick (Armée canadienne) : 387

Maruf, Afghanistan : 59, 60, 68, 70, 137, 158, 264, 294, 394, 416, 423

Massoud, Haji mollah Mohammad : 508, 509

Massouh, adjudant Hani (Armée canadienne) : 205

Mathé, lieutenant-colonel Chuck (Armée canadienne) : 71—74, 189

McCarthy, major Geoff (Armée canadienne) : 245

McCauley, major Gilbert (Armée canadienne) : 258, 301

McChrystal, général Stanley (Armée des É.-U.) : 390

McCully, caporal Matthew (Armée canadienne) : 83

McGregor, capitaine Scott (Armée canadienne) : 338

McKiernan, général David (Armée des É.-U.) : 450, 451

McLaren, caporal Mark (Armée canadienne) : 493, 497

McMichael, lieutenant Reg (Armée canadienne) : 312, 345, 359

McNabb, adjudant John (Armée canadienne) : 362

McNeill, lieutenant-général Dan (Armée des É.-U.) : 2, 3, 9, 67

Megeney, caporal Kevin (Armée canadienne) : 74

Melançon, lieutenant-colonel René (Armée canadienne) : 239, 240

Mercier, adjudant-maître Mario (Armée canadienne) : 142

Milne, colonel (Armée canadienne) : 342

Ministère de la Défense : 337, 343, 445, 455

Ministère de l'Éducation : 7, 8, 386

Ministère de l'Énergie et de l'Eau : 286, 386, 388

Ministère du Hadj et des Affaires islamiques : 17

Ministère de l'Intérieur : 258, 342—344, 386, 513

Ministère de la Justice : 7, 386

Ministère de la Santé : 70

Ministère des Transports et de l'Aviation : 386

Ministère du Développement des Affaires rurales et urbaines : 449

Ministère du Relèvement rural et du Développement : 7, 8, 282, 284, 287, 347, 349, 386, 387, 388, 448, 449

Ministre de l'Intérieur (MoI) en Afghanistan : 450

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 9, 71, 194, 195, 314, 345, 444, 450, 453, 518, 533—535, 553

Mohammad, Haji Ali : 446

Mohammad, Haji Fazil : 90, 93, 308

Mohammad, Haji Fida : 58, 344

Mohammad, Khan : 172, 174, 185

Mohammad, Sher : 92, 415

Mohajum, général (Armée de l'Afghanistan) : 456

Mouvement islamique de l'Ouzbékistan : 414

Moyen-Orient : 9

Mujahadi, Hazarat Abdullah : 349

Mulawyshyn, lieutenant-colonel Al (Armée canadienne) : 499, 501

Mulroney, David (Canada) : 9, 10, 230, 289, 290, 388, 389, 412, 417

Musa Khan, Afghanistan : 42

Musa Qala, Afghanistan : 133

Myroniuk, caporal Tyler (Armée canadienne) : 359

N

Nabi, Mohammed (Armée de l'Afghanistan) : 430

Naeem, Mohammed (Armée de l'Afghanistan) : 490, 528

Nahlgam : 41, 45, 47—49, 79—83, 109, 138, 140, 145, 146, 162, 187, 198, 205—207, 219, 257, 261, 270, 274, 310, 324, 326, 373, 391, 423, 427, 464, 491, 493, 503, 523

Nakhonay : 53, 54, 88—91, 95, 109, 110, 113, 115, 152, 167, 196, 197, 212, 241, 302, 311, 312, 330, 422, 423, 469, 472, 473, 488, 490, 500, 525, 552, 553

Naqibi, Haji Kalimullah : 170

Naquib, mollah : voir Alikozai, mollah Naqibullah

Nations Unies (UN) : 8, 9, 69, 71, 194, 231, 553

Nawa, Afghanistan : 102, 456, 457, 459, 460, 462

Neil, capitaine Tom (Armée canadienne) : 377

Nolan, major Steve (Armée canadienne) : 456, 460, 462

Noorzai (groupe ethnique) : 54, 57, 58, 61, 93, 158, 263, 285

Norvège/Norvégien : 163

O

Objectifs

Objectif A : 177
Objectif A-1 : 335, 339
Objectifs A-2 et A-3 : 339
Objectif B (B1 et B2) (Opération INITZAAR ZMAREY) : 177
Objectifs B-1 à B-4 (Opération Box KAPYONG) : 325, 328, 329, 335
Objectif BRAVO : 377, 378
Objectif BUGS : 111
Objectif C : 177, 179, 181
Objectif C1 : 181
Objectif CHICKEN BALL : 83, 84
Objectif D : 181, 340
Objectif DARTMOOR : 469
Objectif ECHO : 374, 376, 378
Objectif EGG ROLL : 83
Objectif GOLF : 374, 377
Objectif GUINNESS : 202
Objectif H : 177
Objectif I : 181
Objectif J : 179, 181
Objectif JESTER : 155
Objectif KILO : 376, 377
Objectif LARKHILL : 316
Objectif MEADOWS : 316
Objectif MIKE : 376
Objectif MILLER : 202
Objectif MOLSON : 202
Objectif PAARDEBERG : 469

Objectif PARKDALE : 317
Objectif RAFTMAN : 188
Objectif SLEEMAN : 202
Objectif STONEFISH : 523
Objectif SUSHI : 84
Objectif TARZAN : 469
Objectif WAVERLY : 316
Objectif WEASEL : 373—377
Objectifs WESTMAN : 317
Objectif WHISKY : 377
Objectif WOODBURY : 469

O'Brien, brigadier-général Larry (Armée canadienne) : 342

Oda, Bev (Canada) : 290

ONU Habitat : 18, 19, 162, 193, 195, 196, 282, 346, 349, 443, 444, 482, 518

Opérations
Opération ACHILLES : 5, 6, 26, 28, 35, 36, 73
Opération ADALAT : 19, 33—35, 83, 95, 96, 98, 102
Opération AGILE SCORPION : 265
Opération APHRODITE : 41, 43
Opération APOLLO : 130, 133
Opération AQUA ORANGE : 70
Opération ARAM OKAB [Aigle silencieux] : 315
Opération ARAM TANDER [Tonnerre d'argent] : 316, 317, 321
Opération ARAY [Faucille] : 469, 470, 472, 473, 477
Opération ARCHER : 341
Opération ARGUS RESOLVE : 132, 234
Opération ASP-E JANUBI : iv, 370—373, 394, 432, 540
Opération ATAL 32 : 479—482
Opération ATHENA : 133
Opération AVALIN MUSTAQIM [Première frappe] : 310, 318
Opération AWAL MOSHTEREK : 167
Opération BAAZ TSUKA : 2, 5, 24, 35, 64, 112, 130, 323
Opération BALYE DEWEY [Bougie allumée] : 140, 149, 150

Opération BAPTISTE : 114
Opération BARKHEH STERBEH [Œil d'aigle] : 140—142
Opération BEL UNAID : 140
Opération BIA ITNAMAAN [ATAL 28] : iv, 456—460, 462
Opération BISSEL : 68
Opération BOOGIE NIGHTS : 41, 47
Opération Box KAPYONG : 325, 326
Opération CANCA : 504
Opération CARIBOU : 139, 140
Opération CARNIVAL : 114
Opération CASTOR : 114
Opération CAUSEWAY : 140, 166, 170, 193, 244
Opération CLIFF : 144
Opération COBRA : 496
Opération COLLABORATION : 100, 102
Opération COUNTER IED : 191, 192, 200
Opération DADA SHAY : 200, 201, 203, 204
Opération DAOR BUKHOU [Volte-face] : iv, 333—336, 340, 341, 368, 405
Opération DRAGON : 108-110
Opération ENDURING FREEDOM (OEF) : xii, 13, 22, 28, 64, 96, 108, 131, 147, 209, 237, 240, 246, 251, 334
Opération FOXHOUND : 79, 83
Opération GALAXY : 109, 111, 112
Opération GARRANDAY ZMARAY : iii, 138, 139, 141, 146—149, 152, 166, 173, 186, 217, 220, 236, 243
Opération GAUNTLET : 171, 172, 182
Opération GRIZZLY : 48
Opération HADRIAN : 79, 81
Opération HAMMER : 37, 38
Opération HAROLD : 37, 38
Opération HAWALEA : 479
Opération HELIX : 41, 47
Opération HOGAN : 37, 38
Opération HOOVER : 79, 82
Opération HUNDA [Loup] : 357
Opération HURRICANE : 49, 81, 82
Opération HURRICANE II : 79, 80

Opération INITZAAR ZMAREY : iii, 174—176, 178, 180, 181
Opération ISTINGA SANGA : 323, 329
Opération JAKAR : 503
Opération JANGISIOUX : 371, 373, 432, 433, 435, 463, 464, 493
Opération JANUBI TAPU I et II : 491, 493, 494
Opération JOSH KARAY : 508
Opération KASSAT [Revanche] : 498—500
Opération KHAIR KHOWHAI [Maintenir la bonne volonté] : 140, 150
Opération KHAMOSH TEARANDAZ [Archer silencieux] : 350
Opération KHWASHA SEMA : 200
Opération KIYAMAT RAZ : 491, 495, 509
Opération LEWE [Gros chien ou Loup] : 357, 361, 364
Opération LION : 491
Opération LOY THUNDER : 140, 150
Opération LUKE : 91, 95
Opération LUMBAR : iv, 353, 356, 373, 375, 393, 432
Opération MAAR PUTH [Serpent qui se cache] : 273
Opération MALDAR : 138, 139
Opération MARGURITE : 41, 46
Opération MARS : 108-110, 112
Opération MEDUSA : 2, 8, 14, 18, 33, 44, 55, 64, 78, 96, 127, 172, 243, 271, 323, 337, 375
Opération MERCURY : 109, 112, 113
Opération METAWARKAWEL SHEPPA : 199
Opération MIDAS : 90, 91
Opération MINOTAUR : 29
Opération MOSQUE : 317
Opération MULKI AZAD : 270, 274
Opération MULLAROUGE : 48, 49
Opération MUTAFIQ TANDER : 309, 312, 425, 427, 432
Opération MUTAFIQ TANDER 5 : 426, 431
Opération MUTAFIQ TANDER 6 : 482, 483, 485, 486
Opération NEPTUNE : 41, 47
Opération NOLAI [Mangouste] : iv, 323, 326, 328—330, 361, 362, 373
Opération NORTHERN RECCE : 171
Opération OQAB (mot en dari signifiant « aigle ») : 35, 132
Opération PANCAR [Griffe] : 500—503
Opération PARDA : 340

Opération PLAN 30302 : 2
Opération PLUTO : 108—111
Opération PORTCULLIS : 15, 16, 105, 106, 183, 285, 304
Opération PORTER : 109, 113
Opération PROMENADE : 79, 84
Opération RAHAWANA ZMARAY [Lion Constructeur] : 243, 244
Opération RAWA TANDER : 310, 316, 317
Opération REACH OUT : 171
Opération REAR ENTRANT : 79, 84
Opération RESHTAYA ADAALAT : 140
Opération RING ROAD SURGE : 188
Opération RIP MUSHAN : 260
Opération ROAD TRIP : 41, 43
Opération ROCKETEER : 49, 51
Opération ROOM SERVICE I-III/OP MUTAFIQ TANDER : 309, 310, 312, 361—365
Opération SADIQ SARBAAZ [Soldat honnête] : 155
Opération SAMANDARY TOOFAN [Ouragan de paix] : 153
Opération SANGSHIR : 270, 273
Opération SATYR DEUCALION : 130
Opération SATYR NYX : iii, 56, 59, 61, 156
Opération SATYR PERSEUS : 132
Opération SEASONS : 79, 85—87, 92
Opération SEQUEL : 79, 86
Opération SHA AYENDA [Avenir meilleur] : 132—135, 138, 139, 204, 293
Opération SHAMSHIR : 234, 235
Opération SHAMSHIR TEZ [Sabre aiguisé] : 268
Opération SHEEP DROP : 270, 273
Opération SHERAKI MOJARAB : 310, 313
Opération SHNA DARA [Vallée verte] : 243, 323
Opération SHNA DARA II : 323, 325
Opération SOHIL LARAM II : 213—215, 297, 298
Opération SORR ZMARAY [Lion froid] : 173, 185, 243
Opération SOTAK [Marteau de forgeron] : 357
Opération SPARAL : 477
Opération TAKE OUT : 79, 83
Opération TARGAK [Tempête] : 368, 369
Opération TASHWISH MEKAWA : 140, 187, 188, 191

Opération TAZAWORAT : 470, 486
Opération TEASE STREBEH : 140, 167
Opération TEEZ SPAAR : 263
Opération TELESCOPE : 41, 45, 46, 56
Opération TELESCOPE II : 47
Opération TENG AZEM : 201, 205
Opération TEREH TOORA : 199
Opération TIMUS PREEM : iv, 370—376, 378. 381, 393, 395, 432
Opération TOLO : iv, 293, 414—417
Opération TOORA AZADI : iv, 277—279, 312
Opération TOORA AZADI II : 309, 310, 312
Opération TOORAH AZADI REDUX : 310, 311
Opération TTING ZMARAY : 243
Opération YAZ AWAZ : 169

Opérations psychologiques (OPPSY) : viii, 11, 43, 18, 60, 68, 70, 92, 157, 168, 213, 215, 273, 297, 299, 315, 346, 376, 377, 394, 469, 478, 509, 514

Organisations et unités canadiennes/Canada

Agence canadienne de développement international (ACDI) : 8, 10, 14, 16—20, 61, 67, 69, 70, 129, 133, 149, 156, 162—165, 194, 232, 249, 259, 280, 286, 287, 290, 293, 295, 307, 314, 333, 346—348, 387-390, 420, 428, 443, 447, 448, 450, 463, 475, 482, 495, 506, 508, 514, 518, 530, 535
Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) : 72, 531
Batterie B, 1 Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) : 255, 260, 339, 350, 362, 365, 373
Collège militaire royal (CMR) : 569
Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) : 1—3, 7, 10, 22, 129, 133, 135, 292, 293, 420, 421, 482, 511, 535
Compagnie H, 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : iii, 24, 26, 27, 37, 39, 47, 80—82, 96, 99, 101, 102, 108, 110—112
Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) : ix, 13, 48, 52, 71, 81, 92, 132, 499
Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 105, 182, 290, 293, 420
King's Own Calgary Regiment : 155
L'Élement de soutien national (ESN) : viii, xiv, 11, 22, 36, 61, 64, 71—77, 83, 94, 101, 115, 128, 132, 141, 153, 169, 189, 190, 245, 378, 381, 382, 422, 486, 531—533
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) : 8—10, 14, 16, 17, 20, 105, 129, 147, 149, 156, 162, 164, 165, 194, 230, 249, 259, 264, 280, 282, 286, 290, 293, 307, 314, 333, 346, 347, 388, 389, 420, 431, 447, 448, 463, 496, 530, 535

Quartier général de la Défense nationale (QGDN) : 342
Royal Westminster Regiment : 110
The Royal Canadian Dragoons (RCD) : 12, 40, 422
1er Bataillon du 22e Régiment (1 R22eR) : 143
1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR) : 12, 24, 56, 130, 422, 444, 497
1 Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) : 110, 255
2e Bataillon des services : 71
2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) : 12, 173, 204, 210, 229, 241, 255, 260, 266, 268, 276, 319, 320, 322, 422
2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : 2, 12, 21, 24, 25, 27, 28, 35, 39, 47, 49, 69, 77, 78, 83, 84, 87, 90, 108, 114, 115, 143
2e Escadron de guerre électronique (GE) : 12
2e Régiment du Génie de combat : 488
3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3 R22eR) : 114, 128, 138, 139, 144, 149, 153, 173, 180, 191, 210, 229, 266
3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) : 256, 422
3e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) : 419, 422, 440, 444, 475, 497
5e Ambulance de campagne : 191
12e Escadron de campagne : 255
12e Régiment blindé du Canada (12 RBC) : 128, 178, 255
42e Escadron d'artillerie de campagne : 12, 40, 43, 45, 49, 83, 87, 92, 101
52e Escadron, 5e Régiment du Génie de Combat (52 RGC) : 176, 178, 181, 206
53e Escadron, 5e Régiment du Génie de Combat (53 RGC) : 128, 129, 142, 150, 153, 169, 188, 202, 215

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : xv, 2, 5, 11—14, 22, 28, 62, 64, 67, 74, 82, 96, 115, 135, 160, 231, 233—235, 237, 238, 241—243, 250, 256, 262, 293, 300, 337, 366, 385, 386, 390, 420, 421, 462, 511, 533—535, 537, 569

Oruzgan (province) : xi, 21, 22, 34, 99, 137, 236, 268, 304, 372, 387, 415, 416

Osmani, mollah Akhtar : 32

Ottawa, Ontario, Canada : 2, 9, 10, 13, 14, 19, 129, 132, 133, 141, 142, 147, 160, 164, 187, 190, 194, 208, 218, 230, 233, 244, 252, 282, 286, 288—290, 292, 293, 333, 346, 348, 388, 389, 411, 421, 444, 446, 447, 452, 482, 530, 535

Ouzbékistan/Ouzbeks : 77, 414

Ozowski, colonel Ted (Armée australienne) : 322

P

Packer, major Nathan (Armée canadienne) : 255

Page, major-général Jacko (Armée du R.-U.) : 2, 35, 131-134, 139, 229, 234, 238—240

Pakistan/Pakistanais : xii, xiv, 30, 32, 46, 58, 59, 66, 77, 88, 94, 104, 134, 135, 137, 144, 158, 181, 187, 195, 232, 233, 247, 250, 251, 264—266, 279, 291, 292, 312, 331, 362, 368, 413, 414, 416, 422, 423, 524, 529, 534, 536

Panjpai (tribu) : 32

Pashmul, Afghanistan : 4, 17, 41, 46, 79, 109, 140, 146, 150, 166, 167, 193, 198, 208, 243, 257, 261, 269—271, 310, 316, 317, 323, 324—326, 350, 351, 373—375, 419, 433, 435, 463, 464, 491, 493, 495, 497, 523

Paul, lieutenant-colonel Jocelyn (Armée canadienne) : 482

Pays-Bas/Néerlandais : 2, 72, 241

Peel, capitaine Robert (Armée canadienne) : 318

Pelletier, adjudant-maître Michel (Armée canadienne) : 171

Pentland, parachutiste Patrick (Armée canadienne) : 48

Perey, major Eric (Armée canadienne) : 283

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) (camp) : 195, 292, 413, 433

Peshawar, Afghanistan : 247

Pinchin, caporal-chef Jeremy (Armée canadienne) : 494

Pitkin, capitaine Chuck (Armée canadienne) : 430

Poland, caporal Brent (Armée canadienne) : 39

Popalzais (tribu) : xii, 19, 32, 58, 170, 184, 211, 352, 415, 451—454, 513, 540, 551—554

Portugal/Portugais : 78, 81, 82, 84, 237, 297, 299

Prior, caporal-chef John (Armée canadienne) : 364

Projet à impact rapide (PIR) : 44, 284, 308, 347

Programme alimentaire mondial : 194, 213, 264, 489, 530

Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA) : 451

Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan : 450

Programme national de développement des secteurs : 18

Programme national de solidarité (PNS) : 67, 77, 96, 162, 195, 196, 308, 347, 349, 387, 392, 441, 449, 488, 508, 515

Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée au Panjwayi (PPRAP) : 307—309, 348

Programme Takhim-e Sohl (PTS) : 95, 234

Police militaire : 13, 15, 16, 40, 77, 105, 108, 147, 148, 184, 189, 208

Q

Qanuni, Mohammad Yunis : 44

Qati, brigadier-général Matiullah (Armée de l'Afghanistan) : 513

Quetta, Pakistan : xi, xii, 56, 116, 134, 174, 187, 195, 250, 272, 453, 503, 551

Quick, major David (Armée canadienne) : 12, 42, 43, 46, 47, 77, 85, 108, 111, 138

R

Rabbani, Gulam : 58

Rachynski, caporal-chef Paul (Armée canadienne) : 314

Rath, sergent Joshua (Armée des É.-U.) : 520

Raufi, général Rahmatullah (Armée de l'Afghanistan)/Rahmatullah Raufi (gouverneur) : 425, 446—448, 452, 480, 499, 514, 515, 531, 537, 540

Raziq, colonel Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 57, 58, 60, 62, 137, 156—159, 210, 263—265, 302, 304, 393, 463

Règles d'engagement : 73, 239, 249, 272, 375

Régime de Najibullah : xii

Relève sur position : iii, 12, 27, 108, 109, 113—116, 138, 143, 173, 204, 210, 213, 217, 255, 258, 260, 316, 323, 363, 390, 421, 422, 456

Renaud, cavalier Richard (Armée canadienne) : 206

Renaud, soldat James (Armée canadienne) : 48

Renseignement humain (ROHUM) : 438

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) : 12, 46, 47, 58, 60, 110, 111, 141, 153, 167, 170—172, 174, 177, 181, 183, 199, 206, 208, 215, 254, 262, 277, 299, 309, 316, 317, 325, 328, 336, 362, 364, 368, 371, 375, 444, 499, 502, 503, 522, 540

Richards, adjudant-maître (Armée canadienne) : 48

Richards, lieutenant-général David (Armée du R.-U.) : 2, 9, 535

Riffou, colonel François (Armée canadienne) : 256, 258, 455

Ritchie, major Bob (Armée canadienne) : 269, 271, 274, 314, 444

Ritz, lieutenant-colonel Tom (Armée des É.-U.) : 175

Rivière Arghandab : 19, 24, 25, 33, 38, 41, 53, 79, 82, 83, 88, 89, 91, 92, 109, 140, 145, 146, 153—155, 166, 173, 177, 178, 199—201, 208, 212, 257, 261, 270, 309, 310, 313, 317, 324—327, 335, 361—363, 365, 372, 426, 431, 433, 457, 459, 462, 464, 470, 483—485, 487, 491, 500, 523, 526

Roberge, adjudant Gaétan (Armée canadienne) : 488

Roberts, caporal Josh (Armée canadienne) : 373

Robichaud, major Patrick (Armée canadienne) : 128, 138, 141, 152, 155, 169, 176, 191, 192, 207, 302

Rotation (ROTO) : vii, xv, 12—14, 26, 73, 74, 102, 103, 127—129, 132, 138, 139, 148, 158, 163, 165, 189, 190, 210, 217, 229, 239, 249, 255, 258, 262, 263, 302, 319, 323, 360, 373, 378, 382, 385, 387, 392, 422, 444, 447, 454, 486, 531, 532

Rotondi, caporal Anthony (Armée canadienne) : 314

Routes/Itinéraires

Autoroute 1 : 236, 240, 242, 260, 262, 269, 274, 297, 299, 301, 309, 315, 316, 325, 327—329, 336, 345, 350, 351, 353, 356, 367, 370, 371, 373, 375, 378, 392—394, 552

Autoroute 4 : 236, 242, 250, 264, 265

Autoroute 611 : 370, 371

Route Banff : 48, 81, 187, 188

Route Brown : 54, 86, 89, 92-94, 152, 155, 169, 192, 199, 204, 277, 281, 282, 485, 487, 527

Route/Itinéraire Chilliwack : 168

Route Dwyer : 152

Route/Itinéraire Edmonton : 40, 46, 141, 142

Route/Itinéraire Fosters : iii, 24, 51, 52, 54, 74, 83, 86, 88—91, 92, 93, 110, 113, 138, 139, 141, 146, 153—155, 169, 192, 199—208, 219, 245, 256, 260, 261, 275—281, 284, 302, 310—312, 353, 357, 358, 360, 365, 391, 392, 425, 427—429, 434, 465, 466, 468, 485—489, 492, 501, 525, 527—529
Route Halifax : 168
Route/Itinéraire Lake Effect : 88—91, 95, 109, 110, 113, 311, 357, 443, 469
Route Langley : 40, 45—48, 81, 145, 188, 205, 245, 274, 314, 315, 350, 432, 435
Route/Itinéraire Moncton : 89
Route/Itinéraire Montréal : 81
Route Oregon : 98, 267, 268, 369, 476, 477, 519
Route/Itinéraire Ottawa : 40, 47, 48, 82, 84, 187
Route Red Dog : 175, 177, 178, 267, 268, 305
Route Saskatoon : 48
Route St. John's : 86
Route/Itinéraire Summit : 4, 16, 17, 19, 24—27, 40, 41, 44, 45, 54, 72, 78—80, 85, 86, 92, 112, 140, 146, 152, 166, 167, 196, 261, 271, 273, 316, 323, 325, 374, 375, 378, 426, 432, 434, 435, 463, 465, 470, 483, 484, 488, 492, 495, 496, 500, 526
Route Tarinkot : 33, 34, 99, 137, 182, 236, 268, 302, 304, 475
Route Victoria : 168, 187, 199, 374

Royaume-Uni/Grande-Bretagne/Britannique : xi, 2, 5, 15, 35, 36, 39, 45, 68, 71, 103, 132, 133, 139, 160, 163, 229, 237, 240, 241, 251, 301, 332, 334, 337, 341, 357, 370, 387, 394, 445, 456, 460, 461, 469, 473, 503, 515, 517, 518, 533, 539, 541

Ruff, major (Armée canadienne) : 12, 24, 36, 38, 81, 82

S

Sahib, Mullahim : 463

Saifullah, Haji : 38, 39, 43, 100, 213, 215, 297, 299, 441, 489, 552

Salavat : 89—91, 95, 109, 110, 113, 241, 311, 357, 358, 429, 469, 472—474, 488, 500—502, 526

Sangin, Afghanistan : 35, 36, 38, 70, 97, 370, 372

Saqib, général Sayed Agha (Armée de l'Afghanistan) : 102, 106, 113, 138, 145, 151, 170, 175, 182, 183, 185, 192, 210, 213, 330, 331, 333, 344-346, 369, 552, 553

Sarwar, Mohammad : 93

Schultz, adjudant David (Armée canadienne) : 314

Seggie, caporal Michael (Armée canadienne) : 435

Senjaray : 17, 33, 43, 44, 90, 141, 149, 199, 200, 211, 251, 269, 274, 314, 323, 334, 345, 351—354, 373, 394, 422, 423, 434, 437, 438, 463, 465, 488, 490, 492, 496—501, 503, 519, 524, 525, 539, 551, 552

Shad, capitaine Ahmad (Armée de l'Afghanistan) : 479

Shah, lieutenant-colonel Sherin (Armée de l'Afghanistan) : 21, 23, 90, 145, 176, 179, 180, 216

Shakur, mullah : 339, 335, 368

Sherzai, Gul Agha : xii, 170, 211

Shipley, colonel Joe (Armée canadienne) : 444, 456

Shipway, sergent Scott (Armée canadienne) : 429

Shorabak : 60, 265, 294, 416

Sia Choy, Afghanistan : 40, 43, 46, 47, 83, 141, 155, 198, 313, 362

Skidmore, colonel Mark (Armée canadienne) : 535

Smith, major D.W. (Armée canadienne) : 128

Snyder, capitaine Jon (Armée canadienne) : 269, 318

Spence, sergent Darrell (Armée canadienne) : 506

Stannix, caporal-chef Chris (Armée canadienne) : 39

Starker, caporal Michael (Armée canadienne) : 314

Stock, sapeur Stephan (Armée canadienne) : 375

Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) : xiii, 7, 15, 18, 67, 132, 232, 387, 447

Street, soldat Terry John (Armée canadienne) : 279

St-Yves, major Marc (Armée canadienne) : 521

Somalie/Somalien : 21, 40

Soudan : 10

T

Talukan, Afghanistan : 24, 26, 52, 54, 89—93, 109, 112, 146, 153—155, 196, 201, 205—208, 260, 261, 276—279, 302, 309—312, 358, 360, 361, 363—365, 425—427, 470, 483, 484, 526

Taylor, major Stu (Armée canadienne) : 422

Taylor, major Walter (Armée canadienne) : 128, 143

Tchétchénie/Tchétchène : 77, 95, 275, 312

Tedford, caporal-chef David (Armée canadienne) : 462

Thompson, brigadier-général Denis (Armée canadienne) : 129, 211, 229, 234, 243, 262, 288, 289, 292, 294—296, 302, 306, 316, 319, 323, 334, 336, 346, 351, 357, 368, 390, 392, 417—419, 421, 444, 448, 499, 501, 513, 515, 525, 531, 536—538

Trauner, caporal-chef Michael (Armée canadienne) : 437

Tremblay, major Dean (Armée canadienne) : 422, 475, 477, 504, 506, 519

Turner, colonel Trey (Armée des É.-U.) : 319, 322

U

Union européenne (UE) : 107

Unités étrangères

Agence américaine pour le développement international (USAID) : 61, 67, 156, 163, 186, 194, 196, 282, 286, 347, 441, 508, 518

Armée nationale afghane (ANA) : 4, 21—24, 26—28, 36, 42, 43, 46, 47, 49, 51, 52, 58, 60, 61, 78, 81—86, 92, 99, 100, 102, 105, 106, 111, 115, 132, 138, 141, 149, 150, 156, 192, 204, 210, 215, 217, 229, 256, 260, 268, 271, 294, 337, 341, 342, 368, 393, 419, 421, 425, 428, 430, 448, 455, 462, 496, 499, 501, 514, 515, 528, 534, 538, 539

Armée hongroise : 189, 381

Armée portugaise : 81, 82, 237, 297

Brigade de la Garde nationale : 22, 108, 147

Centre d'opérations interarmées : 238, 371

Commandement central étasunien (CENTCOM) : 341, 537

Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFCA) : 8

Commandement régional (CR) (Est) : 103

Commandement régional (CR) (Ouest) : 78

Commandement régional (CR) (Sud) : vii, xv, 1, 2, 5, 9, 11, 12, 14, 15, 22, 26, 32, 34—36, 56, 67, 82, 95, 103, 108, 115, 130—134, 139, 186, 197, 229, 234, 238, 301, 414, 415, 417, 421, 454, 455, 513, 531

Corps des Marines des États-Unis (USMC) : 301, 340, 365, 373, 431, 524

Détachement opérationnel Alpha (DOA) – Forces spéciales étasuniennes : 26, 60, 99, 175, 297, 475

Direction nationale de la sécurité (DNS) : 47, 57, 58, 77, 94, 113, 156, 208, 313, 329, 357, 381, 427, 430, 431, 438, 453, 466, 469, 479—481, 489, 499, 502, 514, 528

Élément de commandement national (ECN) : 74

Élément de soutien national (ESN) : viii, xiv, 11, 22, 36, 61, 64, 71—77, 83, 94, 101, 115, 128, 132, 141, 142, 153, 169, 189, 190, 245, 378, 381, 382, 422, 486, 531—533

Équipe de guerre électronique mobile (EGEM) : 12, 142, 205, 266, 326, 531

Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) : xi, xiii, xv, 1—3, 5, 7—9, 11, 22, 23, 28, 32, 35, 39, 43, 56, 64, 66, 67, 71, 74, 77, 78, 56, 64, 66, 67, 71, 74, 77, 78, 82, 87, 96, 98, 100, 103, 104, 108, 112, 113, 115, 131, 137, 143, 147, 162, 163, 172, 193, 209, 212, 229, 232, 234—240, 242, 249, 250, 256, 262, 271, 272, 280, 281, 285, 293, 294, 300, 306, 321, 334, 339, 341, 343, 344, 357, 358, 368, 371, 385, 386, 388, 390, 394, 415, 417, 420, 421, 438, 441, 443, 445, 450, 451, 454, 463, 468, 479—481, 495, 508, 514, 521, 522, 525, 533—537, 552, 553

Force mobile (Terre) : 445

Force mobile (Terre) du Commandement allié en Europe (CAE) : 445
Force opérationnelle spéciale (FOS) (Armée des É.-U.) : 18, 21, 22, 26, 29, 51, 132, 136, 147, 175, 197, 209, 268, 475, 519
Forces de sécurité afghanes : 20, 26, 28, 33, 88, 129, 133—135, 162, 170, 172, 192, 200, 204, 414, 448, 479, 553
Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) : 113, 77, 95, 205, 236, 243, 255, 271, 276, 291, 292, 304, 330, 331, 341, 342, 345, 350, 351, 357, 369, 391, 392, 394, 411, 444, 507, 527, 529, 534, 552
Forces spéciales des États-Unis : 297, 302
Forces spéciales lituaniennes : 340, 369
Groupe de réaction opérationnelle et de manœuvre (GROM) de la Pologne : 70, 237, 240
Police auxiliaire nationale afghane (PANA) : 137, 174, 182, 211
Police civile (CIVPOL) : 8, 15, 43, 105, 147, 148, 186, 268, 290, 358, 419, 489, 513, 539
Police frontalière afghane : 57, 58, 60, 62, 156, 158, 264, 265, 304, 460
Police nationale afghane (PNA) : 40, 52, 54, 77, 84, 100, 104, 107, 112, 140, 151, 156, 164, 178, 183, 184, 209, 224, 257, 258, 269, 313, 341, 351, 355, 374, 426, 438, 441, 449—451, 455, 476, 495, 515, 516, 521
Police routière afghane : 57, 58, 61, 156
Royal Air Force (RAF) : 36, 84, 174, 214, 453
Royal Marines : 241, 443, 469, 473, 493, 494
1er Bataillon, The Royal Welsh Fusiliers : 138
1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles (RGR) : 202, 213, 215, 298, 299
2-2 Infanterie : 353, 366, 367, 419, 422, 441, 444, 453, 454, 478, 479, 507—509, 538
3e Compagnie de parachutistes : 357
3e Unité médicale multinationale (UMM) : 75, 128, 159, 241
17e Régiment de cavalerie (Les Banshees) : 246, 301, 311, 315, 327, 353, 356, 364
24e Unité expéditionnaire de la Marine (24 MEU) : 237, 300, 301
42e Commando, Compagnie L, les Royal Marines : 443, 469, 473, 493, 494
451e Groupe expéditionnaire aérien (AEG) : 319, 322

V

Vance, brigadier-général Jonathan (Armée canadienne) : 417

Van Loan, Peter (Canada) : 290

van Loon, major-général Ton (Armée des Pays-Bas) : 2, 5, 14, 22, 26, 130, 132, 234, 238

Véhicules

Bison : 45, 64, 72, 73, 75, 141, 330, 369, 532
Buffalo : 169, 187, 252, 277, 486
Capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) : 161, 169, 187, 191, 192, 203, 205, 206, 252, 253, 255, 262, 263, 277, 278, 309, 365, 465, 473, 485, 486, 499, 506, 526, 528
Char Leopard : 12, 35, 47, 50, 72, 75, 80—83, 85, 86, 101, 102, 110, 113, 141, 142, 144, 150, 155, 160, 161, 167—169, 177, 178, 182, 188, 202, 206, 255, 260, 268, 273, 274, 309, 311, 312, 325, 328, 339, 345, 360, 362—365, 373, 375—377, 382, 383, 385, 466, 473, 485—487, 516, 517, 532
Char Leopard 2A6M : 161, 260, 274, 363, 377, 485, 487
Char poseur de ponts Beaver : 532
Coyote : 26, 40, 42, 45, 46, 48, 50, 60, 142, 158, 175, 177, 182, 205, 206, 263, 265, 277, 301, 328, 340, 440, 475, 477, 519
EBG Badger : 48, 75, 80, 83, 86, 108, 110, 113, 115, 150, 309, 363—365, 375-378, 383, 431, 437, 522, 532
Humvee (Hummer) : 78, 456
Husky : 169, 187, 200, 252, 255, 277, 365, 473, 486
VBLC M-113 : 76, 77
VBP Grizzly : 76
Véhicule blindé de dépannage Taurus : 75, 375, 487
Véhicule blindé léger chenillé (VBLC) : 76, 139, 275, 382, 527, 531
Véhicule blindé VBL III : 35, 38, 39, 43, 45, 48, 65, 75, 76, 82—84, 101, 108, 110, 114, 139, 141, 142, 150, 153, 159, 168, 169, 175—178, 181, 187, 191, 192, 206, 277, 279, 300, 301, 315, 325, 330, 334, 356, 362, 373, 375, 376, 382, 383, 427—429, 431, 435—437, 462, 466, 497, 524, 532
Véhicule de soutien blindé lourd (VSBL) : 338, 364, 378, 382, 383. 531, 532
Véhicule de transport d'équipement lourd : 45, 50, 72
Véhicule logistique lourd à roues (VLLR) : 73, 92, 190, 392
Véhicule MRAP : 345, 366, 478
Véhicule Nyala RG-31 : 23, 26, 52, 54, 71, 73, 110, 141, 159, 186, 189, 213, 252, 268, 273, 279, 300, 364, 366, 375, 444, 456, 478, 497, 517, 518
Véhicule – Système amélioré de détection des mines terrestres (SADMT) : 168, 188
Véhicule terrestre sans pilote de déminage SADMT M-113 : 168, 188

Véhicules aériens sans pilote

TUAV CU-161 : 510
TUAV Sperwer : 34, 46, 69, 84, 96, 111, 142, 150, 167, 179, 188, 192, 199, 202, 203, 206, 213, 234, 258, 259, 275, 319, 327, 356, 359, 362, 363, 376, 497, 501, 509, 511, 521, 522

UAV CU-170 Heron : 511
UAV MQ-1 Predator : 178, 188, 206, 214, 263, 273, 277, 319, 321, 328, 330, 335 339, 364, 375, 466, 485, 509, 521
UAV MQ-9 Reaper : 202, 207, 214, 263, 319, 320, 322, 327, 329, 339, 368, 437, 468, 485, 493, 494, 511
UAV MQ-11 Raven : 508
UAV ScanEagle : 258, 259, 301, 377, 499, 501, 509

Verge, adjudant Milton (Armée canadienne) : 275

Vietnam/vietnamien : 382

Vieveen, major Jamie (Armée canadienne) : 255, 336

W

Walker, lieutenant-colonel Rob (Armée canadienne) : 2, 12, 23, 24, 26, 27, 36, 40, 45, 48, 49, 72, 81, 86, 87, 108, 110, 138, 139, 141

Walton, colonel James (Armée des É.-U.) : 345, 346

Wardak (province) : 451

Wasden, caporal Dustin (Armée canadienne) : 375

Washington, États-Unis : 14, 231, 242

Watkins, soldat Lane (Armée canadienne) : 110

Watt, lieutenant-général (Armée canadienne) : 511

Waziristan/Waziris : 134, 317, 503

Wentzell, capitaine Tyler (Armée canadienne) : 299, 300

White, capitaine Tory (Armée canadienne) : 282

Wiebe, soldat Joel (Armée canadienne) : 87

Williams, caporal Aaron (Armée canadienne) : 39

Wilmott, soldat Colin (Armée canadienne) : 359

Wilson, adjudant Robert (Armée canadienne) : 497

Winston, soldat Vincent C., Jr. (Armée des É.-U.) : 441

Woods, caporal-chef Todd (Armée canadienne) : 364

Woodworth, lieutenant-colonel Dana (Armée canadienne) : 283, 284, 323, 330, 331, 334, 347, 352, 417, 421, 443, 446, 447, 452, 453, 499, 513

X

Y

Ynak, Afghanistan : 457, 458, 460

Z

Zabul (province) : 96, 236, 240—242, 306, 387, 443

Zangabad Ghar : 155, 192

Zazai, major-général Sher Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 446

Zmaray, colonel (Armée de l'Afghanistan) : 171, 172, 174

Zone de développement en Afghanistan (ZDA) : 1—4, 7, 26, 35, 36, 132, 134, 173, 234, 235, 240, 243, 277, 323, 415

Zybala, major Michel (Armée canadienne) : 147, 208